RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

TABLE DES DÉBATS DU SÉNAT

Sessions de 1987

TABLE DES MATIÈRES

ÉTABLIE PAR LE SERVICE DES ARCHIVES DU SÉNAT

TABLES

Volume 30

JOURNAUX OFFICIELS
26, rue Desaix - 75727 PARIS CEDEX 15

SÉNAT

TABLE DES DÉBATS

TABLE DES MATIÈRES

Seconde session ordinaire de 1986-1987	Du 2 avril au 30 juin 1987.
Première session extraordinaire de 1986-1987	Du 1er juillet au 9 juillet 1987.
Première session ordinaire de 1987-1988	Du 2 octobre au 20 décembre 1987.
Première session extraordinaire de 1987-1988	Du 21 décembre au 23 décembre 1987.

NOTA. – Les impressions du Sénat sont numérotées, pour chaque année, à compter du premier jour de la première session ordinaire (2 octobre) jusqu'à la veille du premier jour de la première session ordinaire de l'année suivante.

AVERTISSEMENT

La Table des Débats a pour objet de faciliter la recherche sur les sujets traités au cours des débats du Sénat.

Elle se compose de trois parties distinctes : une Table nominative, une Table des matières et une brochure « Renseignements divers ».

Elle met à la disposition du lecteur :

– en regard des noms de Mmes et MM. les Sénateurs et de Mmes et MM. les Ministres, un résumé chronologique de leur activité au Sénat pendant l'année **(Table nominative) ;**

– pour chacune des matières examinées par le Sénat, l'analyse des travaux de ladite assemblée, classés par ordre alphabétique des thèmes **(Table des matières) ;**

– de nombreuses informations relatives au Sénat et aux divers organismes liés à son activité **(Renseignements divers) ;** le texte de la brochure « Renseignements divers » est repris en première partie de la Table des matières.

*

Pour l'usage des Tables, il doit être précisé que les dates seules indiquent les séances publiques ; les dates précédées de la mention « *J O* Débats » renvoient aux dates du *Journal officiel*, Débats parlementaires, Sénat ; enfin, les dates précédées de la mention « *J O* Lois et décrets » renvoient au *Journal officiel* du même nom.

*

Cette Table des matières a été éditée principalement à partir de la base de données « **Travaux du Sénat** », élaborée par le Service des Archives du Sénat, en liaison avec le Service des Impressions, de la Documentation parlementaire et de l'Informatique, et interrogeable sur le centre serveur du Groupement de la Caisse des Dépôts - Centre d'automatisation pour le management (GCAM).

Des renseignements sur les travaux du Sénat, notamment avant la publication de la table annuelle, peuvent être obtenus par les Sénateurs auprès des services et des secrétariats des groupes politiques du Sénat, pourvus d'un terminal d'interrogation.

SOMMAIRE

Liste des principales abréviations utilisées dans la table ..... p. 6*

PREMIÈRE PARTIE : RENSEIGNEMENTS DIVERS

I. – COMPOSITION DU SÉNAT :

A. – Liste par ordre alphabétique des sénateurs au 31 décembre 1987 ... p. 7*

B. – Liste par circonscription des sénateurs au 31 décembre 1987 ..... p. 10*

C. – Renouvellement triennal par tiers du Sénat ..... p. 14*

D. – Contentieux électoral ..... p. 15*

E. – Cessation de mandat de sénateur ..... p. 15*

F. – Sénateurs décédés ..... p. 15*

G. – Anciens sénateurs décédés ..... p. 15*

H. – Remplacement de sénateurs ..... p. 15*

I. – Sénateur en mission ..... p. 15*

II. – BUREAU DU SÉNAT ..... p. 15*

III. – SESSIONS ..... p. 15*

IV. – COMPOSITION DES GROUPES POLITIQUES ..... p. 15*

V. – COMPOSITION DES COMMISSIONS :

A. – Commissions permanentes ..... p. 17*

B. – Commission d'enquête ..... p. 18*

C. – Commission de trente membres élue pour examiner une proposition de résolution portant mise en accusation devant la Haute Cour de justice p. 18*

D. – Commissions chargées d'examiner des propositions de résolution en vue de requérir la suspension des poursuites engagées contre des sénateurs ..... p. 18*

E. – Commissions mixtes paritaires ..... p. 19*

VI. – DÉLÉGATIONS PARLEMENTAIRES ..... p. 25*

VII. – MISSIONS D'INFORMATION ..... p. 26*

VIII. – HAUTE COUR DE JUSTICE ..... p. 27*

IX. – COMMISSION SPÉCIALE CHARGÉE DE VÉRIFIER ET D'APURER LES COMPTES ..... p. 28*

X. – ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE DU CONSEIL DE L'EUROPE ASSEMBLÉE DE L'UNION DE L'EUROPE OCCIDENTALE ..... p. 28*

XI. – ORGANISMES EXTRAPARLEMENTAIRES ..... p. 29 *

A. – Nominations ou désignations de sénateurs ..... p. 29 *

B. – Liste récapitulative ..... p. 29 *

XII. – GOUVERNEMENT ..... p. 31 *

A. – Composition du Gouvernement Jacques Chirac ..... p. 31 *

B. – Attributions des ministres et secrétaires d'État ..... p. 33 *

XIII. – TEXTES :

A. – Inscrits à l'ordre du jour du Sénat en 1987 ..... p. 35 *

B. – Déposés mais non inscrits à l'ordre du jour du Sénat ..... p. 38 *

XIV. – DÉCISIONS DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL ..... p. 41 *

XV. – TABLEAUX DE CONCORDANCE DU JOURNAL OFFICIEL ..... p. 42 *

XVI. – EXPLICATION DES SIGLES ..... p. 43 *

DEUXIÈME PARTIE : TABLE DES MATIÈRES

ABRÉVIATIONS

Groupes politiques :

C	Groupe communiste.
GD	Groupe de la Gauche démocratique.
UC	Groupe de l'Union centriste.
UREI	Groupe de l'Union des républicains et des indépendants.
RPR	Groupe du Rassemblement pour la République.
S	Groupe socialiste.
NI	Réunion administrative des sénateurs ne figurant sur la liste d'aucun groupe.
-A	Apparenté à un groupe politique.
-R	Rattaché administrativement à un groupe politique.

Divers :

CMP	Commission mixte paritaire.
DG	Discussion générale.
AFCL	Commission des affaires culturelles.
ECON	Commission des affaires économiques et du Plan.
ETRD	Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.
SOCI	Commission des affaires sociales.
FINC	Commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation.
LOIS	Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du réglement et d'administration générale.

PREMIÈRE PARTIE : RENSEIGNEMENTS DIVERS

I. – COMPOSITION DU SÉNAT

A. – Liste par ordre alphabétique des sénateurs au 31 décembre 1987

A

François ABADIE, Hautes-Pyrénées - GD - ECON.
Michel d'AILLIÈRES, Sarthe - UREI - ETRD.
Paul ALDUY, Pyrénées-Orientales - UC-R - ETRD.
Michel ALLONCLE, Charente - RPR - ETRD.
Guy ALLOUCHE, Nord - SOC - LOIS.
Jean AMELIN, Marne - RPR - SOCI.
Hubert d'ANDIGNÉ, Orne - RPR - AFCL.
Maurice ARRECKX, Var - UREI - ECON.
Alphonse ARZEL, Finistère - UC - LOIS.
François AUTAIN, Loire-Atlantique - SOC - AFCL.
Germain AUTHIÉ, Ariège - SOC - LOIS.

B

José BALARELLO, Alpes-Maritimes - UREI - SOCI.
René BALLAYER, Mayenne - UC - FINC.
Henri BANGOU, Guadeloupe - C-A - ECON.
Bernard BARBIER, Côte-d'Or - UREI - ECON.
Jean BARRAS, Français établis hors de France - RPR - SOCI.
Jean-Paul BATAILLE, Nord - UREI - SOCI.
Gilbert BAUMET, Gard - NI - LOIS.
Jean-Pierre BAYLE, Français établis hors de France - SOC - ETRD.
Jean-Michel BAYLET, Tarn-et-Garonne - GD - ETRD.
Marie-Claude BEAUDEAU, Val-d'Oise - C - SOCI.
Jean-Luc BÉCART, Pas-de-Calais - C - ETRD.
Henri BELCOUR, Corrèze - RPR - SOCI.
Jacques BELLANGER, Yvelines - SOC - ECON.
Jean BÉNARD-MOUSSEAUX, Indre - UREI - ETRD.
Georges BENEDETTI, Gard - SOC - SOCI.
Jacques BÉRARD, Vaucluse - RPR - AFCL.
Georges BERCHET, Haute-Marne - GD - ECON.
Roland BERNARD, Rhône - SOC - ECON.
Guy BESSE, Indre - GD - SOCI.
André BETTENCOURT, Seine-Maritime - UREI - ETRD.
Jacques BIALSKI, Nord - SOC.
Danielle BIDARD-REYDET, Seine-Saint-Denis - C - AFCL.
Jacques BIMBENET, Loir-et-Cher - GD-R - SOCI.
Jean-Pierre BLANC, Savoie - UC - AFCL.
Maurice BLIN, Ardennes - UC - FINC.
Marc BŒUF, Gironde - SOC - SOCI.
André BOHL, Moselle - UC - ECON.
Roger BOILEAU, Meurthe-et-Moselle - UC - AFCL.
Stéphane BONDUEL, Charente-Maritime - GD - FINC.
Charles BONIFAY, Bouches-du-Rhône - SOC - SOCI.
Christian BONNET, Morbihan - UREI - LOIS.
Marcel BONY, Puy-de-Dôme - SOC - ECON.
Amédée BOUQUEREL, Oise - RPR.
Yvon BOURGES, Ille-et-Vilaine - RPR - ETRD.
Raymond BOURGINE, Paris - RPR-A - FINC.
Philippe de BOURGOING, Calvados - UREI - AFCL.
Raymond BOUVIER, Haute-Savoie - UC - LOIS.
Jean BOYER, Isère - UREI - ECON.
Louis BOYER, Loiret - UREI - SOCI.
Jacques BOYER-ANDRIVET, Gironde - NI - ECON.
Jacques BRACONNIER, Aisne - RPR - ECON.
Pierre BRANTUS, Jura - UC - AFCL.
Louis BRIVES, Tarn - GD - SOCI.
Raymond BRUN, Gironde - RPR-A - ECON.

C

Guy CABANEL, Isère - UREI - ETRD.
Michel CALDAGUÈS, Paris - RPR - ETRD.
Robert CALMEJANE, Seine-Saint-Denis - RPR - ECON.
Jean-Pierre CANTEGRIT, Français établis hors de France - GD - SOCI.
Jacques CARAT, Val-de-Marne - SOC - AFCL.
Paul CARON, Seine-Maritime - UC - ECON.
Pierre CAROUS, Nord - RPR - AFCL.
Ernest CARTIGNY, Seine-Saint-Denis - GD-R - AFCL.
Marc CASTEX, Gers - UREI - SOCI.
Louis de CATUELAN, Yvelines - UC - ECON.
Jean CAUCHON, Eure-et-Loir - UC - SOCI.
Joseph CAUPERT, Lozère - UREI - ECON.
Auguste CAZALET, Pyrénées-Atlantiques - RPR - LOIS
Jean CHAMANT, Yonne - RPR - ETRD.
Jean-Paul CHAMBRIARD, Haute-Loire - UREI - ETRD.
Michel CHARASSE, Puy-de-Dôme - SOC - LOIS.
Jacques CHAUMONT, Sarthe - RPR - ETRD.
Michel CHAUTY, Loire-Atlantique - RPR - ETRD.
Jean CHÉRIOUX, Paris - RPR - SOCI.
William CHERVY, Creuse - SOC - ECON.
Roger CHINAUD, Paris - UREI - FINC.
Auguste CHUPIN, Maine-et-Loire - UC - ECON.
Félix CICCOLINI, Bouches-du-Rhône - SOC - LOIS.
Jean CLOUET, Val-de-Marne - UREI - LOIS
Jean CLUZEL, Allier - UC - FINC.
Jean COLIN, Essonne - UC - ECON.
Henri COLLARD, Eure - GD - SOCI.
Henri COLLETTE, Pas-de-Calais - RPR - LOIS.
Francisque COLLOMB, Rhône - UC-R - ECON.
Charles-Henri de COSSÉ BRISSAC, Loire-Atlantique - UREI - ETRD.
Marcel COSTES, Lot - SOC - ECON.
Raymond COURRIERE, Aude - SOC - LOIS.
Roland COURTEAU, Aude - SOC - ECON.
Maurice COUVE de MURVILLE, Paris - RPR - FINC.
Pierre CROZE, Français établis hors de France - UREI - FINC.
Michel CRUCIS, Vendée - UREI - ETRD.
Charles de CUTTOLI, Français établis hors de France - RPR - LOIS.

D

Étienne DAILLY, Seine-et-Marne - GD - LOIS.
Michel DARRAS, Pas-de-Calais - SOC - LOIS.
André DAUGNAC, Pyrénées-Orientales - UC
Marcel DAUNAY, Ille-et-Vilaine - UC-R - ECON.
Marcel DEBARGE, Seine-Saint-Denis - SOC - LOIS.
Désiré DEBAVELAERE, Pas-de-Calais - RPR-A - ECON.
Luc DEJOIE, Loire-Atlantique - RPR-R - LOIS.
Jean DELANEAU, Indre-et-Loire - UREI - AFCL.
André DELELIS, Pas-de-Calais - SOC - ETRD.
Gérard DELFAU, Hérault - SOC - FINC.
François DELGA, Tarn - NI - SOCI.
Lucien DELMAS, Dordogne - SOC - ECON.
Jacques DELONG, Haute-Marne - RPR - FINC.
Charles DESCOURS, Isère - RPR - SOCI.
Jacques DESCOURS DESACRES, Calvados - UREI - FINC.
Rodolphe DÉSIRÉ, Martinique - SOC-A - ECON.

Georges DESSAIGNE, Mayenne - UC - ECON.
Émile DIDIER, Hautes-Alpes - GD - ETRD.
André DILIGENT, Nord - UC - AFCL.
Michel DREYFUS-SCHMIDT, Territoire de Belfort - SOC - LOIS.
Franz DUBOSCQ, Pyrénées-Atlantiques - RPR - SOCI.
Alain DUFAUT, Vaucluse - RPR - AFCL.
Pierre DUMAS, Savoie - RPR - ECON.
Jean DUMONT, Deux-Sèvres - UREI - AFCL.
Michel DURAFOUR, Loire - GD - FINC.
André DUROMÉA, Seine-Maritime - C - ECON.

E

Léon EECKHOUTTE, Haute-Garonne - SOC - AFCL.
Claude ESTIER, Paris - SOC - ETRD.

F

Jules FAIGT, Hérault - SOC - AFCL.
Edgar FAURE, Doubs - GD - AFCL.
Jean FAURE, Isère - UC - ECON.
Maurice FAURE, Lot - GD - ETRD.
Louis de la FOREST, Ille-et-Vilaine - UREI - ETRD.
Marcel FORTIER, Indre-et-Loire - RPR - FINC.
André FOSSET, Hauts-de-Seine - UC - FINC.
Paulette FOST, Seine-Saint-Denis - C - FINC.
Jean-Pierre FOURCADE, Hauts-de-Seine - UREI - SOCI.
Philippe FRANÇOIS, Seine-et-Marne - RPR - ECON.
Jean FRANÇOIS-PONCET, Lot-et-Garonne - GD - ECON.
Jean FRANCOU, Bouches-du-Rhône - UC - FINC.
Jacqueline FRAYSSE-CAZALIS, Hauts-de-Seine - C - LOIS.

G

Jean GARCIA, Seine-Saint-Denis - C - ETRD.
Gérard GAUD, Drôme - SOC - ETRD.
Philippe de GAULLE, Paris - RPR - ETRD.
Jacques GENTON, Cher - UC - ETRD.
Alain GÉRARD, Finistère - RPR - AFCL.
François GIACOBBI, Haute-Corse - GD - LOIS.
Michel GIRAUD, Val-de-Marne - RPR - ETRD.
Jean-Marie GIRAULT, Calvados - UREI - LOIS.
Paul GIROD, Aisne - GD - LOIS.
Henri GŒTSCHY, Haut-Rhin - UC - FINC.
Jacques GOLLIET, Haute-Savoie - UC - ETRD.
Yves GOUSSEBAIRE-DUPIN, Landes - UREI - AFCL.
Adrien GOUTEYRON, Haute-Loire - RPR - AFCL.
Jacques GRANDON, Vienne - UC - LOIS.
Paul GRAZIANI, Hauts-de-Seine - RPR - LOIS.
Roland GRIMALDI, Nord - SOC - ECON.
Robert GUILLAUME, Nièvre - SOC - AFCL.

H

Jacques HABERT, Français établis hors de France - NI - AFCL.
Hubert HAENEL, Haut-Rhin - RPR - LOIS.
Emmanuel HAMEL, Rhône - RPR - FINC.
Nicole de HAUTECLOCQUE, Paris - RPR - ETRD.
Marcel HENRY, Mayotte - UC - ETRD.
Rémi HERMENT, Meuse - UC - ECON.
Daniel HOEFFEL, Bas-Rhin - UC - LOIS.
Jean HUCHON, Maine-et-Loire - UC - ECON.
Bernard HUGO, Ardèche - RPR - ECON.
Claude HURIET, Meurthe-et-Moselle - UC - SOCI.
Roger HUSSON, Moselle - RPR - SOCI.

J

André JARROT, Saône-et-Loire - RPR - ECON.
Pierre JEAMBRUN, Jura - GD - ECON.
Charles JOLIBOIS, Maine-et-Loire - UREI-R - LOIS.
Louis JUNG, Bas-Rhin - UC - ETRD.

K

Paul KAUSS, Bas-Rhin - RPR - ECON.

L

Philippe LABEYRIE, Landes - SOC - AFCL.
Pierre LACOUR, Charente - UC - ECON.
Pierre LAFFITTE, Alpes-Maritimes - GD - AFCL.
Christian de LA MALÈNE, Paris - RPR - LOIS.
Jacques LARCHÉ, Seine-et-Marne - UREI - LOIS.
Gérard LARCHER, Yvelines - RPR - ECON.
Tony LARUE, Seine-Maritime - SOC - FINC.
Robert LAUCOURNET, Haute-Vienne - SOC - ECON.
Bernard LAURENT, Aube - UC - LOIS.
René-Georges LAURIN, Var - RPR - LOIS.
Marc LAURIOL, Yvelines - RPR - AFCL.
Guy de LA VERPILLIÈRE, Ain - UREI - ECON.
Louis LAZUECH, Aveyron - UREI - SOCI.
Henri LE BRETON, Morbihan - UC-R - SOCI.
Jean LECANUET, Seine-Maritime - UC - ETRD.
Bastien LECCIA, Bouches-du-Rhône - SOC - ETRD.
Yves LE COZANNET, Côtes-du-Nord - UC-R - ECON.
Charles LEDERMAN, Val-de-Marne - C - LOIS.
Modeste LEGOUEZ, Eure - UREI - FINC.
Bernard LEGRAND, Loire-Atlantique - GD - ECON.
Jean-François LE GRAND, Manche - RPR - AFCL.
Édouard LE JEUNE, Finistère - UC - ETRD.
Max LEJEUNE, Somme - GD - ETRD.
Bernard LEMARIÉ, Côtes-du-Nord - UC - SOCI.
Charles-Edmond LENGLET, Somme - GD-R - ECON.
Roger LISE, Martinique - UC - SOCI.
Georges LOMBARD, Finistère - UC - FINC.
Maurice LOMBARD, Côte-d'Or - RPR - ECON.
Louis LONGEQUEUE, Haute-Vienne - SOC - ETRD.
Paul LORIDANT, Essonne - SOC - AFCL.
François LOUISY, Guadeloupe - SOC - SOCI.
Pierre LOUVOT, Haute-Saône - UREI - SOCI.
Roland du LUART, Sarthe - UREI - FINC.
Hélène LUC, Val-de-Marne - C - AFCL.
Marcel LUCOTTE, Saône-et-Loire - UREI - AFCL.

M

Jacques MACHET, Marne - UC - SOCI.
Jean MADELAIN, Ille-et-Vilaine - UC - SOCI.
Philippe MADRELLE, Gironde - SOC - ETRD.
Paul MALASSAGNE, Cantal - RPR-A - ECON.
Kléber MALÉCOT, Loiret - UC - AFCL.
Michel MANET, Dordogne - SOC - FINC.
Hubert MARTIN, Meurthe-et-Moselle - UREI - AFCL.
Jean-Pierre MASSERET, Moselle - SOC - FINC.
Christian MASSON, Ardennes - RPR - AFCL.
Paul MASSON, Loiret - RPR - LOIS.
Serge MATHIEU, Rhône - UREI - ECON.
Pierre MATRAJA, Bouches-du-Rhône - SOC - ETRD.
Michel MAURICE-BOKANOWSKI, Hauts-de-Seine - RPR - AFCL.
Jean-Luc MÉLENCHON, Essonne - SOC - SOCI.
Louis MERCIER, Loire - UC - ECON.
André MÉRIC, Haute-Garonne - SOC - SOCI.
Pierre MERLI, Alpes-Maritimes - GD - ETRD.
Daniel MILLAUD, Polynésie française - UC - ETRD.
Louis MINETTI, Bouches-du-Rhône - C - ECON.
Michel MIROUDOT, Haute-Saône - UREI - AFCL.
Hélène MISSOFFE, Val-d'Oise - RPR - SOCI.
Louis MOINARD, Vendée - UC - ECON.
Josy MOINET, Charente-Maritime - GD - FINC.

Claude MONT, Loire - UC - ETRD.
Geoffroy de MONTALEMBERT, Seine-Maritime - RPR - FINC.
Paul MOREAU, La Réunion - RPR - ECON.
Michel MOREIGNE, Creuse - SOC - ETRD.
Jacques MOSSION, Somme - UC - FINC.
Arthur MOULIN, Nord - RPR - SOCI.
Georges MOULY, Corrèze - GD - ECON.
Jacques MOUTET, Pyrénées-Atlantiques - GD - ECON.

N

Jean NATALI, Oise - RPR - ETRD.
Lucien NEUWIRTH, Loire - RPR - FINC.

O

Henri OLIVIER, Orne - UREI-R - ECON.
Charles ORNANO, Corse-du-Sud - NI - ETRD.
Paul d'ORNANO, Français établis hors de France - RPR - ETRD.
Jacques OUDIN, Vendée - RPR - FINC.

P

Dominique PADO, Paris - UC - AFCL.
Sosefo Makapé PAPILIO, Wallis et Futuna - RPR - AFCL.
Bernard PELLARIN, Haute-Savoie - UC-R - FINC.
Jacques PELLETIER, Aisne - GD - AFCL.
Albert PEN, Saint-Pierre-et-Miquelon - SOC-A - ECON.
Guy PENNE, Français établis hors de France - SOC - SOCI.
Daniel PERCHERON, Pas-de-Calais - SOC - ECON.
Louis PERREIN, Val-d'Oise - SOC - FINC.
Hubert PEYOU, Hautes-Pyrénées - GD - LOIS.
Jean PEYRAFITTE, Haute-Garonne - SOC - ECON.
Maurice PIC, Drôme - SOC - AFCL.
Jean-François PINTAT, Gironde - UREI - FINC.
Alain PLUCHET, Eure - RPR - ECON.
Alain POHER, Val-de-Marne - UC.
Raymond POIRIER, Eure-et-Loir - UC - AFCL.
Christian PONCELET, Vosges - RPR - FINC.
Robert PONTILLON, Hauts-de-Seine - SOC - ETRD.
Henri PORTIER, Aube - RPR - SOCI.
Roger POUDONSON, Pas-de-Calais - UC - ETRD.
Richard POUILLE, Meurthe-et-Moselle - UREI - ECON.
André POURNY, Saône-et-Loire - UREI-R - ECON.
Claude PROUVOYEUR, Nord - RPR-R - ECON.
Jean PUECH, Aveyron - UREI - ECON.

Q

Roger QUILLIOT, Puy-de-Dôme - SOC - AFCL.

R

André RABINEAU, Allier - UC - SOCI.
Henri de RAINCOURT, Yonne - UREI - ECON.
Albert RAMASSAMY, La Réunion - SOC - LOIS.
Irma RAPUZZI, Bouches-du-Rhône - SOC - FINC.
Jean-Marie RAUSCH, Moselle - UC - ECON.
Joseph RAYBAUD, Alpes-Maritimes - GD - FINC.
René RÉGNAULT, Côtes-du-Nord - SOC - FINC.
Ivan RENAR, Nord - C - AFCL.
Michel RIGOU, Charente-Maritime - GD - ECON.
Guy ROBERT, Vienne - UC - SOCI.
Paul ROBERT, Cantal - GD - ETRD.
Nelly RODI, Yvelines - RPR - SOCI.
Jean ROGER, Tarn-et-Garonne - GD - ECON.
Josselin de ROHAN, Morbihan - RPR - ECON.
Roger ROMANI, Paris - RPR - LOIS.
Gérard ROUJAS, Haute-Garonne - SOC - SOCI.
André ROUVIÈRE, Gard - SOC - ECON.
Olivier ROUX, Français établis hors de France - UC - SOCI.
Marcel RUDLOFF, Bas-Rhin - UC - LOIS.
Roland RUET, Ain - UREI - AFCL.
Michel RUFIN, Meuse - RPR-A - LOIS.

S

Pierre SALVI, Val-d'Oise - UC - LOIS.
Pierre SCHIÉLÉ, Haut-Rhin - UC.
Maurice SCHUMANN, Nord - RPR - AFCL.
Robert SCHWINT, Doubs - SOC - FINC.
Abel SEMPÉ, Gers - GD-A - AFCL.
Paul SÉRAMY, Seine-et-Marne - UC - AFCL.
Franck SÉRUSCLAT, Rhône - SOC - SOCI.
Pierre SICARD, Cher - UC - AFCL.
René-Pierre SIGNÉ, Nièvre - SOC - SOCI.
Jean SIMONIN, Essonne - RPR - ECON.
Michel SORDEL, Côte-d'Or - UREI - ECON.
Raymond SOUCARET, Lot-et-Garonne - GD - ECON.
Paul SOUFFRIN, Moselle - C - SOCI.
Michel SOUPLET, Oise - UC - ECON.
Louis SOUVET, Doubs - RPR - SOCI.

T

Pierre-Christian TAITTINGER, Paris - UREI - AFCL.
Raymond TARCY, Guyane - SOC-A - SOCI.
Fernand TARDY, Alpes-de-Haute-Provence - SOC - ECON.
Jacques THYRAUD, Loir-et-Cher - UREI - LOIS.
Jean-Pierre TIZON, Manche - UREI - LOIS.
Henri TORRE, Ardèche - UREI - FINC.
René TRAVERT, Manche - UREI - ECON.
René TRÉGOUËT, Rhône - RPR - ECON.
Georges TREILLE, Deux-Sèvres - UC-R - SOCI.
Émile TRICON, Hauts-de-Seine - RPR - ETRD.
François TRUCY, Var - UREI - SOCI.

U

Dick UKEIWÉ, Nouvelle-Calédonie - RPR - AFCL.

V

Pierre VALLON, Rhône - UC - AFCL.
Albert VECTEN, Marne - UC - AFCL.
Marcel VIDAL, Hérault - SOC - AFCL.
Xavier de VILLEPIN, Français établis hors de France - UC - ETRD.
Louis VIRAPOULLÉ, La Réunion - UC - LOIS.
Hector VIRON, Nord - C - SOCI.
Robert VIZET, Essonne - C - FINC.
Albert VOILQUIN, Vosges - UREI - ETRD.
André-Georges VOISIN, Indre-et-Loire - RPR-A - FINC.

B. – Liste par circonscription des sénateurs au 31 décembre 1987

a. DÉPARTEMENTS DE LA MÉTROPOLE

01 – **AIN** (2 Sénateurs).
M. Guy de La Verpillière.
M. Roland Ruet.

02 – **AISNE** (3 Sénateurs).
M. Jacques Braconnier.
M. Paul Girod.
M. Jacques Pelletier.

03 – **ALLIER** (2 Sénateurs).
M. Jean Cluzel.
M. André Rabineau.

04 – **ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE** (1 Sénateur).
M. Fernand Tardy.

05 – **ALPES (HAUTES-)** (1 Sénateur).
M. Émile Didier.

06 – **ALPES-MARITIMES** (4 Sénateurs).
M. José Balarello.
M. Pierre Laffitte.
M. Pierre Merli.
M. Joseph Raybaud.

07 – **ARDÈCHE** (2 Sénateurs).
M. Bernard Hugo.
M. Henri Torre.

08 – **ARDENNES** (2 Sénateurs).
M. Maurice Blin.
M. Christian Masson.

09 – **ARIÈGE** (1 Sénateur).
M. Germain Authié.

10 – **AUBE** (2 Sénateurs).
M. Bernard Laurent.
M. Henri Portier.

11 – **AUDE** (2 Sénateurs).
M. Raymond Courrière.
M. Roland Courteau.

12 – **AVEYRON** (2 Sénateurs).
M. Louis Lazuech.
M. Jean Puech.

90 – **BELFORT (Territoire de)** (1 Sénateur).
M. Michel Dreyfus-Schmidt.

13 – **BOUCHES-DU-RHÔNE** (7 Sénateurs).
M. Charles Bonifay.
M. Félix Ciccolini.
M. Jean Francou.
M. Bastien Leccia.
M. Pierre Matraja.
M. Louis Minetti.
Mlle Irma Rapuzzi.

14 – **CALVADOS** (3 Sénateurs).
M. Philippe de Bourgoing.
M. Jacques Descours Desacres.
M. Jean-Marie Girault.

15 – **CANTAL** (2 Sénateurs).
M. Paul Malassagne.
M. Paul Robert.

16 – **CHARENTE** (2 Sénateurs).
M. Michel Alloncle.
M. Pierre Lacour.

17 – **CHARENTE-MARITIME** (3 Sénateurs).
M. Stéphane Bonduel.
M. Josy Moinet.
M. Michel Rigou.

18 – **CHER** (2 Sénateurs).
M. Jacques Genton.
M. Pierre Sicard.

19 – **CORRÈZE** (2 Sénateurs).
M. Henri Belcour.
M. Georges Mouly.

20A – **CORSE-DU-SUD** (1 Sénateur).
M. Charles Ornano.

20B – **HAUTE-CORSE** (1 Sénateur).
M. François Giacobbi.

21 – **CÔTE-D'OR** (3 Sénateurs).
M. Bernard Barbier.
M. Maurice Lombard.
M. Michel Sordel.

22 – **CÔTES-DU-NORD** (3 Sénateurs).
M. Yves Le Cozannet.
M. Bernard Lemarié.
M. René Régnault.

23 – **CREUSE** (2 Sénateurs).
M. William Chervy.
M. Michel Moreigne.

24 – **DORDOGNE** (2 Sénateurs).
M. Lucien Delmas.
M. Michel Manet.

25 – **DOUBS** (3 Sénateurs).
M. Edgar Faure.
M. Robert Schwint.
M. Louis Souvet.

26 – **DRÔME** (2 Sénateurs).
M. Gérard Gaud.
M. Maurice Pic.

91 – **ESSONNE** (5 Sénateurs).
M. Jean Colin.
M. Paul Loridant.
M. Jean-Luc Mélenchon.
M. Jean Simonin.
M. Robert Vizet.

27 – **EURE** (3 Sénateurs).
M. Henri Collard.
M. Modeste Legouez.
M. Alain Pluchet.

28 – **EURE-ET-LOIR** (2 Sénateurs).
M. Jean Cauchon.
M. Raymond Poirier.

29 – **FINISTÈRE** (4 Sénateurs).
M. Alphonse Arzel.
M. Alain Gérard.
M. Edouard Le Jeune.
M. Georges Lombard.

30 – **GARD** (3 Sénateurs).
M. Gilbert Baumet.
M. Georges Benedetti.
M. André Rouvière.

31 – **GARONNE (HAUTE-)** (4 Sénateurs).
M. Léon Eeckhoutte.
M. André Méric.
M. Jean Peyrafitte.
M. Gérard Roujas.

32 – **GERS** (2 Sénateurs).
M. Marc Castex.
M. Abel Sempé.

33 – **GIRONDE** (5 Sénateurs).
M. Marc Bœuf.
M. Jacques Boyer-Andrivet.
M. Raymond Brun.
M. Philippe Madrelle.
M. Jean-François Pintat.

92 - **HAUTS-DE-SEINE** (7 Sénateurs).
M. André Fosset.
M. Jean-Pierre Fourcade.
Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis.
M. Paul Graziani.
M. Michel Maurice-Bokanowski.
M. Robert Pontillon.
M. Émile Tricon.

34 - **HÉRAULT** (3 Sénateurs).
M. Gérard Delfau.
M. Jules Faigt.
M. Marcel Vidal.

35 - **ILLE-ET-VILAINE** (4 Sénateurs).
M. Yvon Bourges.
M. Marcel Daunay.
M. Louis de la Forest.
M. Jean Madelain.

36 - **INDRE** (2 Sénateurs).
M. Jean Bénard-Mousseaux.
M. Guy Besse.

37 - **INDRE-ET-LOIRE** (3 Sénateurs).
M. Jean Delaneau.
M. Marcel Fortier.
M. André-Georges Voisin.

38 - **ISÈRE** (4 Sénateurs).
M. Jean Boyer.
M. Guy Cabanel.
M. Charles Descours.
M. Jean Faure.

39 - **JURA** (2 Sénateurs).
M. Pierre Brantus.
M. Pierre Jeambrun.

40 - **LANDES** (2 Sénateurs).
M. Yves Goussebaire-Dupin.
M. Philippe Labeyrie.

41 - **LOIR-ET-CHER** (2 Sénateurs).
M. Jacques Bimbenet.
M. Jacques Thyraud.

42 - **LOIRE** (4 Sénateurs).
M. Michel Durafour.
M. Louis Mercier.
M. Claude Mont.
M. Lucien Neuwirth.

43 - **LOIRE (HAUTE-)** (2 Sénateurs).
M. Jean-Paul Chambriard.
M. Adrien Gouteyron.

44 - **LOIRE-ATLANTIQUE** (5 Sénateurs).
M. François Autain.
M. Michel Chauty.
M. Charles-Henri de Cossé Brissac.
M. Luc Dejoie
M. Bernard Legrand.

45 - **LOIRET** (3 Sénateurs).
M. Louis Boyer.
M. Kléber Malécot.
M. Paul Masson.

46 - **LOT** (2 Sénateurs).
M. Marcel Costes.
M. Maurice Faure.

47 - **LOT-ET-GARONNE** (2 Sénateurs).
M. Jean François-Poncet.
M. Raymond Soucaret.

48 - **LOZÈRE** (1 Sénateur).
M. Joseph Caupert.

49 - **MAINE-ET-LOIRE** (3 Sénateurs).
M. Auguste Chupin.
M. Jean Huchon.
M. Charles Jolibois.

50 - **MANCHE** (3 Sénateurs).
M. Jean-François Le Grand.
M. Jean-Pierre Tizon.
M. René Travert.

51 - **MARNE** (3 Sénateurs).
M. Jean Amelin.
M. Jacques Machet.
M. Albert Vecten.

52 - **MARNE (HAUTE-)** (2 Sénateurs).
M. Georges Berchet.
M. Jacques Delong.

53 - **MAYENNE** (2 Sénateurs).
M. René Ballayer.
M. Georges Dessaigne.

54 - **MEURTHE-ET-MOSELLE** (4 Sénateurs).
M. Roger Boileau.
M. Claude Huriet.
M. Hubert Martin.
M. Richard Pouille.

55 - **MEUSE** (2 Sénateurs).
M. Rémi Herment.
M. Michel Rufin.

56 - **MORBIHAN** (3 Sénateurs).
M. Christian Bonnet.
M. Henri Le Breton.
M. Josselin de Rohan.

57 - **MOSELLE** (5 Sénateurs).
M. André Bohl.
M. Roger Husson.
M. Jean-Pierre Masseret.
M. Jean-Marie Rausch.
M. Paul Souffrin.

58 - **NIÈVRE** (2 Sénateurs).
M. Robert Guillaume.
M. René-Pierre Signé.

59 - **NORD** (11 Sénateurs).
M. Guy Allouche.
M. Jean-Paul Bataille.
M. Jacques Bialski.
M. Pierre Carous.
M. André Diligent.
M. Roland Grimaldi.
M. Arthur Moulin.
M. Claude Prouvoyeur.
M. Ivan Renar.
M. Maurice Schumann.
M. Hector Viron.

60 - **OISE** (3 Sénateurs).
M. Amédée Bouquerel.
M. Jean Natali.
M. Michel Souplet.

61 - **ORNE** (2 Sénateurs).
M. Hubert d'Andigné.
M. Henri Olivier.

75 - **PARIS** (12 Sénateurs).
M. Raymond Bourgine.
M. Michel Caldaguès.
M. Jean Chérioux.
M. Roger Chinaud.
M. Maurice Couve de Murville.
M. Claude Estier.
M. Philippe de Gaulle.
Mme Nicole de Hauteclocque.
M. Christian de la Malène.
M. Dominique Pado.
M. Roger Romani.
M. Pierre-Christian Taittinger.

62 - **PAS-DE-CALAIS** (7 Sénateurs).
M. Jean-Luc Bécart.
M. Henri Collette.
M. Michel Darras.
M. Désiré Debavelaere.
M. André Delelis.
M. Daniel Percheron.
M. Roger Poudonson.

63 - **PUY-DE-DÔME** (3 Sénateurs).
M. Marcel Bony.
M. Michel Charasse.
M. Roger Quilliot.

64 - **PYRÉNÉES-ATLANTIQUES** (3 Sénateurs).
M. Auguste Cazalet.
M. Franz Duboscq.
M. Jacques Moutet.

65 - **PYRÉNÉES (HAUTES-)** (2 Sénateurs).
M. François Abadie.
M. Hubert Peyou.

66 - **PYRÉNÉES-ORIENTALES** (2 Sénateurs).
M. Paul Alduy.
M. André Daugnac.

67 - **RHIN (BAS-)** (4 Sénateurs).
M. Daniel Hoeffel.
M. Louis Jung.
M. Paul Kauss.
M. Marcel Rudloff.

68 - **RHIN (HAUT-)** (3 Sénateurs).
M. Henri Gœtschy.
M. Hubert Haenel.
M. Pierre Schiélé.

69 - **RHÔNE** (7 Sénateurs).
M. Roland Bernard.
M. Francisque Collomb.
M. Emmanuel Hamel.
M. Serge Mathieu.
M. Franck Sérusclat.
M. René Trégouët.
M. Pierre Vallon.

70 - **SAÔNE (HAUTE-)** (2 Sénateurs).
M. Pierre Louvot.
M. Michel Miroudot.

71 - **SAÔNE-ET-LOIRE** (3 Sénateurs).
M. André Jarrot.
M. Marcel Lucotte.
M. André Pourny.

72 - **SARTHE** (3 Sénateurs).
M. Michel d'Aillières.
M. Jacques Chaumont.
M. Roland du Luart.

73 - **SAVOIE** (2 Sénateurs).
M. Jean-Pierre Blanc.
M. Pierre Dumas.

74 - **SAVOIE (HAUTE-)** (3 Sénateurs).
M. Raymond Bouvier.
M. Jacques Golliet.
M. Bernard Pellarin.

76 - **SEINE-MARITIME** (6 Sénateurs).
M. André Bettencourt.
M. Paul Caron.
M. André Duroméa.
M. Tony Larue.
M. Jean Lecanuet.
M. Geoffroy de Montalembert.

77 - **SEINE-ET-MARNE** (4 Sénateurs).
M. Étienne Dailly.
M. Philippe François.
M. Jacques Larché.
M. Paul Séramy.

93 - **SEINE-SAINT-DENIS** (6 Sénateurs).
Mme Danielle Bidard-Reydet.
M. Robert Calmejane.
M. Ernest Cartigny.
M. Marcel Debarge.
Mme Paulette Fost.
M. Jean Garcia.

79 - **SÈVRES (DEUX-)** (2 Sénateurs).
M. Jean Dumont.
M. Georges Treille.

80 - **SOMME** (3 Sénateurs).
M. Max Lejeune.
M. Charles-Edmond Lenglet.
M. Jacques Mossion.

81 - **TARN** (2 Sénateurs).
M. Louis Brives.
M. François Delga.

82 - **TARN-ET-GARONNE** (2 Sénateurs).
M. Jean-Michel Baylet.
M. Jean Roger.

94 - **VAL-DE-MARNE** (6 Sénateurs).
M. Jacques Carat.
M. Jean Clouet.
M. Michel Giraud.
M. Charles Lederman.
Mme Hélène Luc.
M. Alain Poher.

95 - **VAL-D'OISE** (4 Sénateurs).
Mme Marie-Claude Beaudeau.
Mme Hélène Missoffe.
M. Louis Perrein.
M. Pierre Salvi.

83 - **VAR** (3 Sénateurs).
M. Maurice Arreckx.
M. René-Georges Laurin.
M. François Trucy.

84 - **VAUCLUSE** (2 Sénateurs).
M. Jacques Bérard.
M. Alain Dufaut.

85 - **VENDÉE** (3 Sénateurs).
M. Michel Crucis.
M. Louis Moinard.
M. Jacques Oudin.

86 - **VIENNE** (2 Sénateurs).
M. Jacques Grandon.
M. Guy Robert.

87 - **VIENNE (HAUTE-)** (2 Sénateurs).
M. Robert Laucournet.
M. Louis Longequeue.

88 - **VOSGES** (2 Sénateurs).
M. Christian Poncelet.
M. Albert Voilquin.

89 - **YONNE** (2 Sénateurs).
M. Jean Chamant.
M. Henri de Raincourt.

78 - **YVELINES** (5 Sénateurs).
M. Jacques Bellanger.
M. Louis de Catuelan.
M. Gérard Larcher.
M. Marc Lauriol.
Mme Nelly Rodi.

b. DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER

GUADELOUPE (2 Sénateurs).
M. Henri Bangou.
M. François Louisy.

GUYANE (1 Sénateur).
M. Raymond Tarcy.

MARTINIQUE (2 Sénateurs).
M. Rodolphe Désiré.
M. Roger Lise.

LA RÉUNION (3 Sénateurs).
M. Paul Moreau.
M. Albert Ramassamy.
M. Louis Virapoullé.

c. TERRITOIRES D'OUTRE-MER

NOUVELLE CALÉDONIE (1 Sénateur).
M. Dick Ukeiwé.

POLYNÉSIE FRANÇAISE (1 Sénateur).
M. Daniel Millaud.

ILES WALLIS ET FUTUNA (1 Sénateur).
M. Sosefo Makapé Papilio.

d. COLLECTIVITÉS TERRITORIALES DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MAYOTTE (statut défini par la loi n° 76-1212 du 24 octobre 1976) (1 Sénateur).
M. Marcel Henry.

SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON (statut défini par la loi n° 85-595 du 11 juin 1985) (1 Sénateur).
M. Albert Pen.

e. SÉNATEURS REPRÉSENTANT LES FRANÇAIS ÉTABLIS HORS DE FRANCE

(10 Sénateurs).
M. Jean Barras.
M. Jean-Pierre Bayle.
M. Jean-Pierre Cantegrit.
M. Pierre Croze.
M. Charles de Cuttoli.
M. Jacques Habert.
M. Paul d'Ornano.
M. Guy Penne.
M. Olivier Roux.
M. Xavier de Villepin.

C. – Renouvellement triennal par tiers du Sénat

Conformément à l'ordre des séries des départements et territoires d'outre-mer

(Art. L. O. 274 et 276 du Code électoral modifiés par la L. O. du 16 juillet 1976 – Tirage au sort des séries effectué en séance publique le 9 juin 1959).

SÉRIE A (102 Sénateurs) – Élections en 1989

Ain à Indre (*).

Guyane.

Polynésie française.

Iles Wallis et Futuna.

Représentants des Français établis hors de France (**) (4 Sénateurs : MM. Pierre Croze, Jacques Habert, N., N.).

SÉRIE B (103 Sénateurs) – Élections en 1992

Indre-et-Loire à Pyrénées-Orientales (***).

La Réunion.

Nouvelle-Calédonie.

Territoire des Afars et des Issas (*****)

Représentants des Français établis hors de France (4 Sénateurs : MM. Jean-Pierre Bayle, Jean-Pierre Cantegrit, Charles de Cuttoli, Olivier Roux).

SÉRIE C (117 Sénateurs) – Élections en 1995

Rhin (Bas-) à Yonne.

Essonne à Yvelines (****).

Guadeloupe.

Martinique.

Saint-Pierre-et-Miquelon.

Mayotte.

Représentants des Français établis hors de France (4 Sénateurs : MM. Jean Barras, Paul d'Ornano, Guy Penne, Xavier de Villepin)

*
* *

Au 31 décembre 1987, 319 membres du Sénat sont en fonction sur un effectif de 320 (*****).

(*) A l'exception des départements de l'Essonne et des Hauts-de-Seine affectés à la Série C.

(**) Les douze sièges des Sénateurs représentant les Français établis hors de France ont été répartis entre les Séries A, B et C conformément aux dispositions de la loi organique n° 83-499 du 17 juin 1983. Deux sièges seront pourvus lors du prochain renouvellement de la série A.

(***) A l'exception de Paris affecté à la Série C.

(****) Essonne, Hauts-de-Seine, Paris, Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne, Val-d'Oise, Yvelines.

(*****) Siège non pourvu depuis la démission de son titulaire le 1er juillet 1980, à la suite de l'accession à l'indépendance du Territoire des Afars et des Issas, devenu la République de Djibouti le 27 juin 1977.

D. – Contentieux électoral

a) Trois décisions du Conseil constitutionnel, relatives aux élections sénatoriales dans les départements du Val-de-Marne, du Rhône et de la Guadeloupe ont été rendues en décembre 1986, février et mars 1987 ; elles ont été mentionnées dans les « Renseignements divers » de 1986, mais n'ont été annoncées en séance publique que **le 2 avril 1987** (p. 5, 22 et 23).

b) Décision du Conseil constitutionnel n° 87-1026 du 23 octobre 1987 (J.O. Lois et Décrets du 27 octobre 1987) **qui rectifie une erreur matérielle figurant dans l'un des visas** de la décision du Conseil constitutionnel n°s 86-986/1006/1015 en date du 8 juillet 1986.

A la suite de cette décision qui concerne le contentieux électoral d'une élection législative, le Conseil constitutionnel a modifié **le réglement applicable à la procédure suivie pour le contentieux de l'élection des députés et des sénateurs** : Décision du 24 novembre 1987 (JO Lois et décrets du 26 décembre 1987) (p. 13812).

E. – Cessation de mandat de sénateur

De M. Jacques Valade (Gironde), nommé ministre le 20 janvier 1987 (cessation du mandat sénatorial le 20 février 1987 à minuit) (*J O* Lois et décrets du 21 janvier 1987).

F. – Sénateurs décédés

M. *Paul Bénard,* sénateur de la Réunion (1983-1987), le 2 février 1987 (*JO* Lois et décrets du 5 février 1987).

M. *Louis Caiveau,* sénateur de la Vendée (1981-1987), le 27 février 1987 (*JO* Lois et décrets du 3 mars 1987).

M. *Maurice Charretier,* sénateur de Vaucluse (1986-1987), le 30 septembre 1987 (*JO Lois et décrets du 2 octobre 1987).*

M. *Guy Malé,* sénateur des Pyrénées-Orientales (1983-1987), le 3 décembre 1987 (*JO* Lois et décrets du 3 décembre 1987).

G. – Anciens sénateurs décédés

M. *François Ruin,* sénateur de Haute-Savoie de 1948 à 1958, le 25 février 1987 (2 avril 1987) (p. 4).

M. *Paul Piales,* sénateur du Cantal de 1948 à 1971, le 6 mars 1987 (2 avril 1987) (p. 4).

M. *Jean Bertaud,* sénateur du Val-de-Marne de 1948 à 1977, le 8 mars 1987 (2 avril 1987) (p. 4).

M. *Henri Duffaut,* sénateur de Vaucluse de 1977 à 1986, le 11 mai 1987 (12 mai 1987) (p. 807).

M. *Raymond Boin,* sénateur de Haute-Marne de 1961 à 1974, le 19 mai 1987 (20 mai 1987) (p. 1158).

M. *Michel Kauffmann,* sénateur du Bas-Rhin de 1959 à 1977, le 25 mai 1987 (26 mai 1987) (p. 1276).

M. *Henri Fréville,* sénateur d'Ille-et-Vilaine de 1971 à 1980, le 15 juin 1987 (16 juin 1987) (p. 1869).

M. *Louis Brunet,* sénateur de Tunisie de 1947 à 1952, le 14 juin 1987 (25 juin 1987) (p. 2589).

M. *Pierre Marcilhacy,* sénateur de Charente de 1948 à 1980, le 6 juillet 1987 (7 juillet 1987) (p. 2954).

M. *Roger Houdet,* sénateur de Seine-Maritime de 1952 à 1953 et de 1959 à 1977, le 25 août 1987 (2 octobre 1987) (p. 3039).

M. *Louis Namy,* sénateur de l'Essonne de 1951 à 1975, le 2 décembre 1987 (3 décembre 1987) (p. 4905).

M. *Pierre Mailhe,* sénateur des Hautes-Pyrénées de 1966 à 1974, le 30 novembre 1987 (11 décembre 1987) (p. 5317).

H. – Remplacement de sénateurs

M. Paul Moreau remplace M. *Paul Bénard* (Réunion) le 3 février 1987 (*JO* Lois et décrets du 5 février 1987).

M. Jacques Boyer-Andrivet remplace M. Jacques Valade (Gironde) le 21 février 1987 (*JO* Lois et décrets du 22 février 1987).

M. Louis Moinard remplace M. *Louis Caiveau* (Vendée) le 28 février 1987 (*JO* Lois et décrets du 3 mars 1987).

M. Alain Dufaut remplace M. *Maurice Charretier* (Vaucluse) le 1er octobre 1987 (*JO* Lois et décrets du 2 octobre 1987).

M. André Daugnac remplace M. *Guy Malé* (Pyrénées-Orientales) le 4 décembre 1987 (*JO* Lois et décrets du 4 décembre 1987).

I. – Sénateur en mission

Décision du Conseil constitutionnel n° 87-6 I du 24 novembre 1987 (JO Lois et décrets du 26 novembre 1987) qui rejette une requête mettant en cause la situation d'un sénateur au regard des dispositions de l'article L.O. 144 du code électoral (M. Edgar Faure, sénateur du Doubs).

II. – BUREAU DU SÉNAT

Aucune modification n'est intervenue dans la composition du Bureau du Sénat au cours de l'année 1987.

Composition au 31 décembre 1987 :

Président : M. Alain Poher.

Vice-Présidents : MM. Etienne Dailly, Pierre-Christian Taittinger, Jean Chérioux, Michel Dreyfus-Schmidt.

Questeurs : MM. Pierre Schiélé, Amédée Bouquerel, Jacques Bialski.

Secrétaires : MM. Charles Bonifay, Jean-François Le Grand, Roland du Luart, Serge Mathieu, Daniel Millaud, Josy Moinet, Dick Ukeiwé, Robert Vizet.

III. – SESSIONS

Seconde session ordinaire de 1986-1987 : ouverture (2 avril 1987) (p. 4) ; clôture (30 juin 1987) (p. 2938).

Première session extraordinaire de 1986-1987 : convocation du Parlement en session extraordinaire pour le 1er juillet 1987 (*JO Lois et décrets du 1er juillet 1987*) ; ouverture (1er juillet 1987) (p. 2947) ; ajournement (9 juillet 1987) (p. 3035) ; clôture (*JO Lois et décrets du 10 juillet 1987*).

Première session ordinaire de 1987-1988 : ouverture (2 octobre 1987) (p. 3039) ; clôture (20 décembre 1987) (p. 5875).

Première session extraordinaire de 1987-1988 : convocation du Parlement en session extraordinaire pour le 21 décembre 1987 (*JO Lois et décrets du 20 décembre 1987*) ; ouverture (21 décembre 1987) (p. 5886) ; clôture (23 décembre 1987) (p. 6016) (*JO Lois et décrets du 24 décembre 1987*).

IV. – COMPOSITION DES GROUPES POLITIQUES

Groupe communiste (C)

Composition au 1er janvier 1987 : voir Table des matières 1986 « Renseignements divers ».

Aucune modification n'est intervenue au cours de l'année 1987.

Composition du groupe au 31 décembre 1987 (14 membres) : Mme Marie-Claude Beaudeau, M. Jean-Luc Bécart, Mme Danielle Bidard-Reydet, M. André Duroméa, Mmes Paulette Fost, Jacqueline Fraysse-Cazalis, MM. Jean Garcia, Charles Lederman, Mme Hélène Luc, MM. Louis Minetti, Ivan Renar, Paul Souffrin, Hector Viron, Robert Vizet.

Apparenté aux termes de l'article 6 du Règlement (un membre) : M. Henri Bangou.

Présidente du groupe : Mme Hélène Luc.

Groupe de la Gauche démocratique (GD)

Composition au 1er janvier 1987 : voir Table des matières 1986 « Renseignements divers ».

Aucune modification n'est intervenue au cours de l'année 1987.

Composition du groupe au 31 décembre 1987 (31 membres) : MM. François Abadie, Jean-Michel Baylet, Georges Berchet, Guy Besse, Stéphane Bonduel, Louis Brives, Jean-Pierre Cantegrit, Henri Collard, Etienne Dailly, Emile Didier, Michel Durafour, Edgar Faure, Maurice Faure, Jean-François Pon-

cet, François Giacobbi, Paul Girod, Pierre Jeambrun, Pierre Laffitte, Bernard Legrand, Max Lejeune, Pierre Merli, Josy Moinet, Georges Mouly, Jacques Moutet, Jacques Pelletier, Hubert Peyou, Joseph Raybaud, Michel Rigou, Paul Robert, Jean Roger, Raymond Soucaret.

Apparenté aux termes de l'article 6 du Règlement (un membre) : M. Abel Sempé.

Rattachés administrativement aux termes de l'article 6 du Règlement (trois membres) : MM. Jacques Bimbenet, Ernest Cartigny, Charles-Edmond Lenglet.

Président du groupe : M. Jacques Pelletier.

Groupe de l'Union centriste (UC)

Composition au 1er janvier 1987 : voir Table des matières 1986 « Renseignements divers ».

Modifications intervenues au cours de l'année 1987 : décès de M. *Louis Caiveau* le 27 février 1987 ; il est remplacé par M. Louis Moinard qui adhère au groupe le 13 mars 1987 (*JO* Lois et décrets du 14 mars 1987) ; décès de M. *Guy Malé* le 3 décembre 1987 ; il est remplacé par M. André Daugnac qui adhère au groupe le 5 décembre 1987 (*JO* Lois et décrets du 6 décembre 1987).

Composition du groupe au 31 décembre 1987 (63 membres) : MM. Alphonse Arzel, René Ballayer, Jean-Pierre Blanc, Maurice Blin, André Bohl, Roger Boileau, Raymond Bouvier, Pierre Brantus, Paul Caron, Louis de Catuelan, Jean Cauchon, Auguste Chupin, Jean Cluzel, Jean Colin, André Daugnac, Georges Dessaigne, André Diligent, Jean Faure, André Fosset, Jean Francou, Jacques Genton, Henri Gœtschy, Jacques Golliet, Jacques Grandon, Marcel Henry, Rémi Herment, Daniel Hoeffel, Jean Huchon, Claude Huriet, Louis Jung, Pierre Lacour, Bernard Laurent, Jean Lecanuet, Edouard Le Jeune, Bernard Lemarié, Roger Lise, Georges Lombard, Jacques Machet, Jean Madelain, Kléber Malécot, Louis Mercier, Daniel Millaud, Louis Moinard, Claude Mont, Jacques Mossion, Dominique Pado, Alain Poher, Raymond Poirier, Roger Poudonson, André Rabineau, Jean-Marie Rausch, Guy Robert, Olivier Roux, Marcel Rudloff, Pierre Salvi, Pierre Schiélé, Paul Séramy, Pierre Sicard, Michel Souplet, Pierre Vallon, Albert Vecten, Xavier de Villepin, Louis Virapoullé.

Rattachés administrativement aux termes de l'article 6 du Règlement (sept membres) : MM. Paul Alduy, Francisque Collomb, Marcel Daunay, Henri Le Breton, Yves Le Cozannet, Bernard Pellarin, Georges Treille.

Président du groupe : M. Daniel Hoeffel.

Groupe de l'Union des républicains et des indépendants (UREI)

Composition au 1er janvier 1987 : voir Table des matières 1986 « Renseignements divers ».

Modification intervenue au cours de l'année 1987 : décès de M. *Maurice Charretier* le 30 septembre 1987.

Composition du groupe au 31 décembre 1987 (50 membres) : MM. Michel d'Aillières, Maurice Arreckx, José Balarello, Bernard Barbier, Jean-Paul Bataille, Jean Bénard-Mousseaux, André Bettencourt, Christian Bonnet, Philippe de Bourgoing, Jean Boyer, Louis Boyer, Guy Cabanel, Marc Castex, Joseph Caupert, Jean-Paul Chambriard, Roger Chinaud, Jean Clouet, Charles-Henri de Cossé-Brissac, Pierre Croze, Michel Crucis, Jean Delaneau, Jacques Descours Desacres, Jean Dumont, Louis de La Forest, Jean-Pierre Fourcade, Jean-Marie Girault, Yves Goussebaire-Dupin, Jacques Larché, Guy de La Verpillière, Louis Lazuech, Modeste Legouez, Pierre Louvot, Roland du Luart, Marcel Lucotte, Hubert Martin, Serge Mathieu, Michel Miroudot, Jean-François Pintat, Richard Pouille, Jean Puech, Henri de Raincourt, Roland Ruet, Michel Sordel, Pierre-Christian Taittinger, Jacques Thyraud, Jean-Pierre Tizon, Henri Torre, René Travert, François Trucy, Albert Voilquin.

Rattachés administrativement aux termes de l'article 6 du règlement (trois membres) : MM. Charles Jolibois, Henri Olivier, André Pourny.

Président du groupe : M. Marcel Lucotte.

Groupe du Rassemblement pour la République (RPR)

Composition au 1er janvier 1987 : voir Table des matières 1986 « Renseignements divers ».

Modifications intervenues au cours de l'année 1987 : décès de M. *Paul Bénard* le 2 février 1987 ; il est remplacé par M. Paul Moreau qui adhère au groupe le 26 février 1987 (*JO* Lois et décrets du 27 février 1987) ; cessation du mandat de M. Jacques Valade, le 20 février 1987 (nommé ministre le 20 janvier 1987) ; M. Louis Souvet, précédemment rattaché administrativement, adhère au groupe le 1er octobre 1987 (*JO* Lois et décrets du 2 octobre 1987) ; M. Alain Dufaut adhère au groupe le 22 octobre 1987 (*JO* Lois et décrets du 23 octobre 1987).

Composition du groupe au 31 décembre 1987 (69 membres) : MM. Michel Alloncle, Jean Amelin, Hubert d'Andigné, Jean Barras, Henri Belcour, Jacques Bérard, Amédée Bouquerel, Yvon Bourges, Jacques Braconnier, Michel Caldaguès, Robert Calmejane, Pierre Carous, Auguste Cazalet, Jean Chamant, Jacques Chaumont, Michel Chauty, Jean Chérioux, Henri Collette, Maurice Couve de Murville, Charles de Cuttoli, Jacques Delong, Charles Descours, Franz Duboscq, Alain Dufaut, Pierre Dumas, Marcel Fortier, Philippe François, Philippe de Gaulle, Alain Gérard, Michel Giraud, Adrien Gouteyron, Paul Graziani, Hubert Haenel, Emmanuel Hamel, Mme Nicole de Hauteclocque, MM. Bernard Hugo, Roger Husson, André Jarrot, Paul Kauss, Christian de La Malène, Gérard Larcher, René-Georges Laurin, Marc Lauriol, Jean-François Le Grand, Maurice Lombard, Christian Masson, Paul Masson, Michel Maurice-Bokanowski, Mme Hélène Missoffe, MM. Geoffroy de Montalembert, Paul Moreau, Arthur Moulin, Jean Natali, Lucien Neuwirth, Paul d'Ornano, Jacques Oudin, Sosefo Makapé Papilio, Alain Pluchet, Christian Poncelet, Henri Portier, Mme Nelly Rodi, MM. Josselin de Rohan, Roger Romani, Maurice Schumann, Jean Simonin, Louis Souvet, René Trégouët, Emile Tricon, Dick Ukeiwé.

Apparentés aux termes de l'article 6 du Règlement (six membres) : MM. Raymond Bourgine, Raymond Brun, Désiré Debavelaere, Paul Malassagne, Michel Rufin, André-Georges Voisin.

Rattachés aux termes de l'article 6 du Règlement (deux membres) : MM. Luc Dejoie, Claude Prouvoyeur.

Président du groupe : M. Roger Romani.

Groupe socialiste (S)

Composition au 1er janvier 1987 : voir Table des matières 1986 « Renseignements divers ».

Modifications intervenues au cours de l'année 1987 : M. René-Pierre Signé adhère au groupe le 14 janvier 1987 (*JO* Lois et décrets du 15 janvier 1987) en remplacement de M. *Noël Berrier,* décédé le 18 décembre 1986.

Composition du groupe au 31 décembre 1987 (61 membres) : MM. Guy Allouche, François Autain, Germain Authié, Jean-Pierre Bayle, Jacques Bellanger, Georges Benedetti, Roland Bernard, Jacques Bialski, Marc Bœuf, Charles Bonifay, Marcel Bony, Jacques Carat, Michel Charasse, William Chervy, Félix Ciccolini, Marcel Costes, Raymond Courrière, Roland Courteau, Michel Darras, Marcel Debarge, André Delelis, Gérard Delfau, Lucien Delmas, Michel Dreyfus-Schmidt, Léon Eeckhoutte, Claude Estier, Jules Faigt, Gérard Gaud, Roland Grimaldi, Robert Guillaume, Philippe Labeyrie, Tony Larue, Robert Laucournet, Bastien Leccia, Louis Longequeue, Paul Loridant, François Louisy, Philippe Madrelle, Michel Manet, Jean-Pierre Masseret, Pierre Matraja, Jean-Luc Mélenchon, André Méric, Michel Moreigne, Guy Penne, Daniel Percheron, Louis Perrein, Jean Peyrafitte, Maurice Pic, Robert Pontillon, Roger Quilliot, Albert Ramassamy, Mlle Irma Rapuzzi, MM. René Régnault, Gérard Roujas, André Rouvière, Robert Schwint, Franck Sérusclat, René-Pierre Signé, Fernand Tardy, Marcel Vidal.

Apparentes aux termes de l'article 6 du Règlement (trois membres) : MM. Rodolphe Désiré, Albert Pen, Raymond Tarcy.

Président du groupe : M. André Méric.

Réunion administrative des sénateurs ne figurant sur la liste d'aucun groupe (NI)

Modifications intervenues au cours de l'année 1987 : M. René-Pierre Signé, devenu sénateur le 29 décembre 1986, ne figure sur la liste d'aucun groupe jusqu'au 14 janvier 1987 ; M. Paul Moreau, devenu sénateur le 3 février 1987, ne figure sur la liste d'aucun groupe jusqu'au 26 février 1987 ; M. Jacques Boyer-Andrivet, devenu sénateur le 21 février 1987, ne figure sur la liste d'aucun groupe ; M. Louis Moinard, devenu sénateur le 28 février 1987, ne figure sur la liste d'aucun groupe jusqu'au 13 mars 1987 ; M. Alain Dufaut, devenu sénateur le 1er octobre 1987, ne figure sur la liste d'aucun groupe jusqu'au 22 octobre 1987 ; M. André Daugnac, devenu sénateur le 4 décembre 1987, ne figure sur la liste d'aucun groupe jusqu'au 5 décembre 1987.

Liste des membres de la réunion administrative des sénateurs ne figurant sur la liste d'aucun groupe au 31 décembre 1987 : (cinq membres) : MM. Gilbert Baumet, Jacques Boyer-Andrivet, François Delga, Jacques Habert, Charles Ornano.

Délégué : M. Jacques Habert.

V. – COMPOSITION DES COMMISSIONS

A. – COMMISSIONS PERMANENTES

1 – Commission des affaires culturelles (52 membres)

Composition au 1er janvier 1987 : voir Table des matières 1986 « Renseignements divers ».

Modifications intervenues au cours de l'année 1987 : M. Pierre Laffitte est élu vice-président le 1er juillet 1987, en remplacement de M. Edgar Faure, démissionnaire (*JO* Lois et décrets du 3 juillet 1987) ;

Cesse d'appartenir à cette commission : M. *Paul Bénard* (décédé le 2 février 1987) ;

Sont nommés membres de cette commission : MM. Marc Lauriol, le 30 avril 1987 (*JO* Lois et décrets du 2 mai 1987) ; Alain Dufaut, le 6 novembre 1987, pour pourvoir le siège vacant de l'ancien territoire français des Afars et des Issas (*JO* Lois et décrets du 7 novembre 1987).

Composition au 31 décembre 1987 :

a) Bureau : Président : M. Maurice Schumann ; *Vice-présidents :* MM. Léon Eeckhoutte, Paul Séramy, Pierre Laffitte, Michel Miroudot ; *Secrétaires :* Mme Danielle Bidard-Reydet, MM. Jacques Habert, Adrien Gouteyron, Pierre Vallon.

b) Membres : MM. Hubert d'Andigné, François Autain, Jacques Bérard, Jean-Pierre Blanc, Roger Boileau, Philippe de Bourgoing, Pierre Brantus, Jacques Carat, Pierre Carous, Ernest Cartigny, Jean Delaneau, André Diligent, Alain Dufaut, Jean Dumont, Jules Faigt, Edgar Faure, Alain Gérard, Yves Goussebaire-Dupin, Robert Guillaume, Philippe Labeyrie, Marc Lauriol, Jean-François Le Grand, Paul Loridant, Mme Hélène Luc, MM. Marcel Lucotte, Kléber Malécot, Hubert Martin, Christian Masson, Michel Maurice-Bokanowski, Dominique Pado, Sosefo Makapé Papilio, Jacques Pelletier, Maurice Pic, Raymond Poirier, Roger Quilliot, Ivan Renar, Roland Ruet, Abel Sempé, Pierre Sicard, Pierre-Christian Taittinger, Dick Ukeiwé, Albert Vecten, Marcel Vidal.

2 – Commission des affaires économiques et du Plan (78 membres)

Composition au 1er janvier 1987 : voir Table des matières 1986 « Renseignements divers ».

Modifications intervenues au cours de l'année 1987 : M. Philippe François est élu vice-président le 15 avril 1987 (*JO* Lois et décrets du 16 avril 1987) ;

Cessent d'appartenir à cette commission : MM. Jacques Valade (nommé membre du Gouvernement le 20 janvier 1987) ; *Louis Caiveau* (décédé le 27 février 1987) ; Marc Lauriol, le 30 avril 1987 (*JO* Lois et décrets du 2 mai 1987) ;

Sont nommés membres de cette commission : MM. Louis Moinard, le 2 avril 1987 (*JO* Lois et décrets du 3 avril 1987) ; Paul Moreau, le 2 avril 1987 (*JO* Lois et décrets du 3 avril 1987) ; Jacques Boyer-Andrivet, le 30 avril 1987 (*JO* Lois et décrets du 2 mai 1987).

Composition au 31 décembre 1987 :

a) Bureau : Président : M. Jean François-Poncet ; *Vice-présidents :* MM. Richard Pouille, Marcel Daunay, Robert Laucournet, Philippe François ; *Secrétaires :* MM. Serge Mathieu, René Trégouët, Francisque Collomb, Louis Minetti.

b) Membres : MM. François Abadie, Maurice Arreckx, Henri Bangou, Bernard Barbier, Jacques Bellanger, Georges Berchet, Roland Bernard, André Bohl, Marcel Bony, Jean Boyer, Jacques Boyer-Andrivet, Jacques Braconnier, Raymond Brun, Robert Calmejane, Paul Caron, Louis de Catuelan, Joseph Caupert, William Chervy, Auguste Chupin, Jean Colin, Marcel Costes, Roland Courteau, Désiré Debavelaere, Lucien Delmas, Rodolphe Désiré, Georges Dessaigne, Pierre Dumas, André Duroméa, Jean Faure, Roland Grimaldi, Rémi Herment, Jean Huchon, Bernard Hugo, André Jarrot, Pierre Jeambrun, Paul Kauss, Pierre Lacour, Gérard Larcher, Guy de La Verpillière, Yves Le Cozannet, Bernard Legrand, Charles-Edmond Lenglet, Maurice Lombard, Paul Malassagne, Louis Mercier, Louis Moinard, Paul Moreau, Georges Mouly, Jacques Moutet, Henri Olivier, Albert Pen, Daniel Percheron, Jean Peyrafitte, Alain Pluchet, André Pourny, Claude Prouvoyeur, Jean Puech, Henri de Raincourt, Jean-Marie Rausch, Michel Rigou, Jean Roger, Josselin de Rohan, André Rouvière, Jean Simonin, Michel Sordel, Raymond Soucaret, Michel Souplet, Fernand Tardy, René Travert.

3 – Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (52 membres)

Composition au 1er janvier 1987 : voir Table des matières 1986 « Renseignements divers ».

Modifications intervenues au cours de l'année 1987 :

Cesse d'appartenir à cette commission : M. Auguste Cazalet, le 2 avril 1987 (*JO* Lois et décrets du 3 avril 1987) ;

Sont nommés membres de cette commission : MM. Christian de La Malène, le 2 avril 1987 (*JO* Lois et décrets du 3 avril 1987) ; Michel Moreigne, le 8 avril 1987 (*JO* Lois et décrets du 9 avril 1987).

Composition au 31 décembre 1987 :

a) Bureau : Président : M. Jean Lecanuet ; *Vice-présidents :* MM. Yvon Bourges, Pierre Matraja, Michel d'Aillières, Emile Didier ; *Secrétaires :* MM. Jean Garcia, Jacques Genton, Michel Alloncle, Guy Cabanel.

b) Membres : MM. Paul Alduy, Jean-Pierre Bayle, Jean-Michel Baylet, Jean-Luc Bécart, Jean Bénard-Mousseaux, André Bettencourt, Michel Caldaguès, Jean Chamant, Jean-Paul Chambriard, Jacques Chaumont, Michel Chauty, Charles-Henri de Cossé-Brissac, Michel Crucis, André Delelis, Claude Estier, Maurice Faure, Louis de la Forest, Gérard Gaud, Philippe de Gaulle, Michel Giraud, Jacques Golliet, Mme Nicole de Hauteclocque, MM. Marcel Henry, Louis Jung, Christian de La Malène, Bastien Leccia, Edouard Le Jeune, Max Lejeune, Louis Longequeue, Philippe Madrelle, Pierre Merli, Daniel Millaud, Claude Mont, Michel Moreigne, Jean Natali, Charles Ornano, Paul d'Ornano, Robert Pontillon, Roger Poudonson, Paul Robert, Emile Tricon, Xavier de Villepin, Albert Voilquin.

4 – Commission des affaires sociales (52 membres).

Composition au 1er janvier 1987 : voir Table des matières 1986 « Renseignements divers ».

Modifications intervenues au cours de l'année 1987 :

Cessent d'appartenir à cette commission : MM. Michel Moreigne, le 8 avril 1987 (*JO* Lois et décrets du 9 avril 1987) ; Jean Clouet, le 14 octobre 1987 (*JO* Débats du 15 octobre 1987).

Est nommé membre de cette commission : M. René-Pierre Signé, le 8 avril 1987 (*JO* Lois et décrets du 9 avril 1987).

Composition au 31 décembre 1987 :

a) Bureau : Président : M. Jean-Pierre Fourcade ; *Vice-présidents :* MM. Louis Souvet, Bernard Lemarié, Henri Collard, Charles Bonifay ; *Secrétaires :* MM. André Rabineau, Charles Descours, Hector Viron, José Balarello.

b) Membres : MM. Jean Amelin, Jean Barras, Jean-Paul Bataille, Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Henri Belcour, Georges Benedetti, Guy Besse, Jacques Bimbenet, Marc Bœuf, Louis Boyer, Louis Brives, Jean-Pierre Cantegrit, Marc Castex, Jean Cauchon, Jean Chérioux, François Delga, Franz Duboscq, Claude Huriet, Roger Husson, Louis Lazuech, Henri Le Breton, Roger Lise, François Louisy, Pierre Louvot, Jacques Machet, Jean Madelain, Jean-Luc Mélenchon, André Méric, Mme Hélène Missoffe, MM. Arthur Moulin, Guy Penne, Henri Portier, Guy Robert, Mme Nelly Rodi, MM. Gérard Roujas, Olivier Roux, Franck Sérusclat, René-Pierre Signé, Paul Souffrin, Raymond Tarcy, Georges Treille, François Trucy, N...

5 – Commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation (40 membres)

Composition au 1er janvier 1987 : voir Table des matières 1986 « Renseignements divers ».

Aucune modification n'est intervenue au cours de l'année 1987.

Composition au 31 décembre 1987 :

a) Bureau : Président : M. Christian Poncelet ; *Vice-président d'honneur :* M. Geoffroy de Montalembert ; *Vice-Présidents :* MM. Michel Durafour, Jean Cluzel, Jacques Descours Desacres, Tony Larue ; *Secrétaires :* MM. Emmanuel Hamel, Modeste Legouez, Louis Perrein, Robert Vizet ; *Rapporteur général :* M. Maurice Blin.

b) Membres : MM. René Ballayer, Stéphane Bonduel, Raymond Bourgine, Roger Chinaud, Maurice Couve de Murville, Pierre Croze, Gérard Delfau, Jacques Delong, Marcel Fortier, André Fosset, Mme Paulette Fost, MM. Jean Francou, Henri Gœtschy, Georges Lombard, Roland du Luart, Michel Manet, Jean-Pierre Masseret, Josy Moinet, Jacques Mossion, Lucien Neuwirth, Jacques Oudin, Bernard Pellarin, Jean-François Pintat, Mlle Irma Rapuzzi, MM. Joseph Raybaud, René Régnault, Robert Schwint, Henri Torre, André-Georges Voisin.

6 – Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale (42 membres)

Composition au 1er janvier 1987 : voir Table des matières 1986 « Renseignements divers ».

Modifications intervenues au cours de l'année 1987 :

Cessent d'appartenir à cette commission : MM. Christian de La Malène, le 2 avril 1987 (*JO* Lois et décrets du 3 avril 1987) ; *Maurice Charretier* (décédé le 30 septembre 1987) ; *Guy Malé* (décédé le 3 décembre 1987).

Sont nommés membres de cette commission : MM. Auguste Cazalet, le 2 avril 1987 (*JO* Lois et décrets du 3 avril 1987) ; Jean Clouet, le 14 octobre 1987 (*JO* Lois et décrets du 15 octobre 1987).

Composition au 31 décembre 1987 :

a) Bureau : Président : M. Jacques Larché ; *Vice-présidents :* MM. Félix Ciccolini, Charles de Cuttoli, Paul Girod, Louis Virapoullé ; *Secrétaires :* MM. Germain Authié, René-Georges Laurin, Charles Lederman, Pierre Salvi.

b) Membres : MM. Guy Allouche, Alphonse Arzel, Gilbert Baumet, Christian Bonnet, Raymond Bouvier, Auguste Cazalet, Michel Charasse, Jean Clouet, Henri Collette, Raymond Courrière, Etienne Dailly, Michel Darras, Marcel Debarge, Luc Dejoie, Michel Dreyfus-Schmidt, Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, MM. François Giacobbi, Jean-Marie Girault, Jacques Grandon, Paul Graziani, Hubert Haenel, Daniel Hoeffel, Charles Jolibois, Bernard Laurent, Paul Masson, Hubert Peyou, Albert Ramassamy, Roger Romani, Marcel Rudloff, Michel Rufin, Jacques Thyraud, Jean-Pierre Tizon, N...

B. – COMMISSION D'ENQUÊTE

Commission d'enquête chargée de recueillir les éléments d'information sur la préparation, l'organisation, le déroulement et la présentation des événements de novembre et décembre 1986.

Nomination par le Sénat (18 décembre 1986) (p. 6353) :

Membres : MM. Paul Robert, Michel Miroudot, Paul Séramy, Paul Masson, Philippe de Bourgoing, Robert Pontillon, Dominique Pado, Jean Colin, Raymond Bourgine, Pierre-Christian Taittinger, Mme Hélène Missoffe, MM. Pierre Vallon, Jacques Mossion, Adrien Gouteyron, Hubert Haenel, Jean-Pierre Bayle, Henri de Raincourt, Jean-Luc Mélenchon, Michel Rigou, Claude Estier, Charles Lederman.

Bureau nommé le 18 décembre 1986 :

Président : M. Pierre-Christian Taittinger ; *Vice-présidents :* MM. Paul Robert, Jean Colin, Adrien Gouteyron, Jean-Pierre Bayle ; *Secrétaires :* MM. Charles Lederman, Henri de Raincourt ; *Rapporteur :* M. Paul Masson.

Rapport de M. Paul Masson (12 juin 1987) [n° **270** (86-87)].

C. – COMMISSION DE TRENTE MEMBRES ELUE POUR EXAMINER UNE PROPOSITION DE RÉSOLUTION PORTANT MISE EN ACCUSATION DEVANT LA HAUTE COUR DE JUSTICE

(Article 86 du Règlement du Sénat)

Commission chargée d'examiner la proposition de résolution, adoptée par l'Assemblée nationale, portant mise en accusation de M. Christian Nucci, ancien ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé de la coopération et du développement, devant la Haute Cour de justice.

Election par le Sénat le 14 octobre 1987 :

Membres : MM. Edgar Faure, Paul Robert, André Méric, François Giacobbi, François Autain, Gérard Delfau, Jean-Pierre Bayle, Christian Masson, Jean Cauchon, Marc Lauriol, Jacques Habert, Paul Masson, Jean-Pierre Tizon, Jean Madelain, Roger Husson, Georges Lombard, Claude Estier, Yves Le Cozannet, Alphonse Arzel, Charles Jolibois, Michel Dreyfus-Schmidt, Jean-François Le Grand, Hubert Martin, René-Georges Laurin, Philippe de Bourgoing, Marcel Rudloff, José Balarello, Louis Virapoullé, Mme Marie-Claude Beaudeau et M. Josselin de Rohan.

Bureau nommé le 20 octobre 1987 :

Président : M. Josselin de Rohan ; *Vice-présidents :* MM. André Méric, Louis Virapoullé ; *Secrétaires :* M. Paul Robert, Mme Marie-Claude Beaudeau, M. Jacques Habert ; *Rapporteur :* M. Charles Jolibois.

D. – COMMISSIONS CHARGÉES D'EXAMINER DES PROPOSITIONS DE RÉSOLUTION EN VUE DE REQUÉRIR LA SUSPENSION DES POURSUITES ENGAGÉES CONTRE DES SÉNATEURS

(Article 105 du Règlement du Sénat)

1. – **Proposition de résolution tendant à obtenir la suspension des poursuites engagées contre M. Raymond Courrière, sénateur de l'Aude.**

Nomination par le Sénat le 8 avril 1987 :

Membres : MM. Germain Authié, José Balarello, Gilbert Baumet, Stéphane Bonduel, Philippe de Bourgoing, Jean Colin, Henri Collette, Charles de Cuttoli, Etienne Dailly, Michel Darras, André Delelis, Michel Dreyfus-Schmidt, Jules Faigt, Jean Faure, André Fosset, Paul Girod, Paul Graziani, Hubert Haenel, René-Georges Laurin, Marcel Lucotte, Guy Malé, Paul Masson, André Rabineau, Marcel Rudloff, Michel Rufin, Pierre Schiélé, Jean-Pierre Tizon, Marcel Vidal, Robert Vizet, Albert Voilquin.

Bureau nommé le 16 avril 1987 :

Président : M. Etienne Dailly ; *Vice-présidents :* MM. Paul Masson, Germain Authié, *Secrétaire :* M. Philippe de Bourgoing ; *Rapporteur :* M. Marcel Rudloff.

2. – **Proposition de résolution tendant à obtenir la suspension des poursuites engagées contre M. Gérard Larcher, sénateur des Yvelines.**

Nomination par le Sénat le 14 mai 1987 :

Membres : MM. Germain Authié, José Balarello, Gilbert Baumet, Stéphane Bonduel, Philippe de Bourgoing, Jean Colin,

Henri Collette, Charles de Cuttoli, Etienne Dailly, Michel Darras, André Delelis, Michel Dreyfus-Schmidt, Jules Faigt, Jean Faure, André Fosset, Paul Girod, Paul Graziani, Hubert Haenel, René-Georges Laurin, Marcel Lucotte, Guy Malé, Paul Masson, André Rabineau, Marcel Rudloff, Michel Rufin, Pierre Schiélé, Jean-Pierre Tizon, Marcel Vidal, Robert Vizet, Albert Voilquin.

Bureau nommé le 15 mai 1987 :

Président : M. Etienne Dailly ; *Vice-présidents :* MM. Paul Masson, Germain Authié ; *Secrétaires :* M. Philippe de Bourgoing ; *Rapporteur :* M. Marcel Rudloff.

3. – **Proposition de résolution tendant à obtenir la suspension des poursuites engagées contre M. Paul d'Ornano, sénateur représentant les Français établis hors de France.**

Nomination par le Sénat le 4 décembre 1987 :

Membres : MM. François Autain, José Balarello, Jean-Pierre Bayle, Jacques Bellanger, Stéphane Bonduel, Philippe de Bourgoing, Raymond Bouvier, Auguste Cazalet, Jean Chamant, Etienne Dailly, Michel Dreyfus-Schmidt, Claude Estier, André Fosset, Jacques Habert, Hubert Haenel, René-Georges Laurin, Marc Lauriol, Charles Lederman, Georges Lombard, Marcel Lucotte, Paul Masson, André Méric, Jacques Moutet, Dominique Pado, Marcel Rudloff, Michel Rufin, Paul Séramy, Jean-Pierre Tizon, Louis Virapoullé, Albert Voilquin.

Bureau nommé le 5 décembre 1987 :

Président : M. Etienne Dailly ; *Vice-présidents :* MM. Paul Masson, André Méric ; *Secrétaire :* M. Philippe de Bourgoing ; *Rapporteur :* M. Marcel Rudloff.

4. – **Proposition de résolution tendant à obtenir la suspension des poursuites engagées contre M. Albert Pen, sénateur de Saint-Pierre-et-Miquelon.**

Nomination par le Sénat le 11 décembre 1987 :

Membres : MM. José Balarello, Jean-Pierre Bayle, Jacques Bellanger, Stéphane Bonduel, Philippe de Bourgoing, Raymond Bouvier, Auguste Cazalet, Jean Chamant, Etienne Dailly, Rodolphe Désiré, Michel Dreyfus-Schmidt, Claude Estier, André Fosset, Jacques Habert, Hubert Haenel, René-Georges Laurin, Marc Lauriol, Charles Lederman, Georges Lombard, Marcel Lucotte, Paul Masson, Jacques Moutet, Dominique Pado, Guy Penne, Marcel Rudloff, Michel Rufin, Paul Séramy, Jean-Pierre Tizon, Louis Virapoullé, Albert Voilquin.

Bureau nommé le 14 décembre 1987 :

Président : M. Etienne Dailly ; *Vice-présidents :* MM. Paul Masson, Claude Estier ; *Secrétaire :* M. Philippe de Bourgoing ; *Rapporteur :* M. Marcel Rudloff.

E. – COMMISSIONS MIXTES PARITAIRES

1. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organisant la consultation des populations intéressées de la Nouvelle-Calédonie et dépendances.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le 5 mai 1987 et par le Sénat dans sa séance du même jour, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Jacques Toubon, Dominique Bussereau, Pierre Mazeaud, Jacques Limouzy, Francis Delattre, Robert Le Foll, Michel Sapin.

Suppléants : MM. Olivier Marlière, Marc Bécam, Paul-Louis Tenaillon, Gérard Grignon, Jean-Pierre Michel, Daniel Le Meur, Pierre Sirgue.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jacques Larché, Etienne Dailly, Roger Romani, Jean-Pierre Tizon, Alphonse Arzel, Félix Ciccolini, Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis.

Suppléants : MM. Daniel Hoeffel, Paul Masson, Louis Virapoullé, Germain Authié, Charles Lederman, Jean-Marie Girault, René-Georges Laurin.

Dans sa séance du 5 mai 1987, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jacques Toubon ; *Vice-président :* M. Jacques Larché ; *Rapporteurs : à l'Assemblée nationale :* M. Dominique Bussereau ; *au Sénat :* M. Etienne Dailly.

2. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur l'épargne.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le jeudi 21 mai 1987 et par le Sénat dans sa séance du jeudi 14 mai 1987, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Michel d'Ornano, Robert-André Vivien, Edmond Alphandéry, Philippe Auberger, Alain Rodet, Georges Tranchant, Émile Zuccarelli.

Suppléants : MM. Arthur Dehaine, Jean de Gaulle, Eric Raoult, Bruno Durieux, Gilbert Gantier, Jean Giard, Pierre Descaves.

Sénateurs

Titulaires : MM. Christian Poncelet, Maurice Blin, Jean Cluzel, Etienne Dailly, José Balarello, Tony Larue, Jean-Pierre Masseret.

Suppléants : MM. Lucien Neuwirth, Jacques Descours Desacres, Roger Chinaud, Jacques Oudin, André Fosset, Louis Perrein, Robert Vizet.

Dans sa séance du mercredi 27 mai 1987, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Christian Poncelet ; *Vice-président :* M. Michel d'Ornano ; *Rapporteurs : à l'Assemblée nationale :* M. Robert-André Vivien ; *au Sénat :* M. Jean Cluzel.

3. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux établissements d'hospitalisation et à l'équipement sanitaire.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le mercredi 27 mai 1987 et par le Sénat dans sa séance du jeudi 21 mai 1987, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Jacques Barrot, Jean-Paul Séguéla, Jean-Paul Fuchs, Michel Hannoun, Etienne Pinte, Guy Bêche, André Clert.

Suppléants : MM. Gilbert Barbier, Bruno Bourg-Broc, Denis Jacquat, Charles Metzinger, Jean-Hugues Colonna, Jacques Roux, François Bachelot.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jean-Pierre Fourcade, Charles Descours, Henri Collard, Louis Boyer, Claude Huriet, Franck Sérusclat, Paul Souffrin.

Suppléants : MM. Pierre Louvot, Jean Chérioux, Jacques Bimbenet, Louis Lazuech, André Rabineau, Guy Penne, Mme Marie-Claude Beaudeau.

Dans sa séance du mercredi 3 juin 1987, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jacques Barrot ; *Vice-président :* M. Jean-Pierre Fourcade ; *Rapporteurs : à l'Assemblée nationale :* M. Jean-Paul Séguéla ; *au Sénat :* M. Charles Descours.

4. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la durée et à l'aménagement du temps de travail.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le mercredi 27 mai 1987 et par le Sénat dans sa séance du même jour, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Jacques Barrot, Etienne Pinte, Jean-Paul Fuchs, Michel Hannoun, Jean-Paul Séguéla, Gérard Collomb, Mme Martine Frachon.

Suppléants : MM. Pierre Bleuler, Bruno Bourg-Broc, Henri Bayard, Charles Metzinger, Didier Chouat, Georges Hage, Gabriel Domenech.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jean-Pierre Fourcade, Charles Descours, Henri Collard, Louis Boyer, Claude Huriet, Franck Sérusclat, Paul Souffrin.

Suppléants : MM. Pierre Louvot, Jean Chérioux, Jacques Bimbenet, Louis Lazuech, André Rabineau, Guy Penne, Mme Marie-Claude Beaudeau.

Dans sa séance du mercredi 3 juin 1987, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jacques Barrot ; *Vice-président :* M. Jean-Pierre Fourcade ; *Rapporteurs : à l'Assemblée nationale :* M. Etienne Pinte ; *au Sénat* : M. Louis Boyer.

5. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi en faveur de l'emploi des travailleurs handicapés.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le mercredi 3 juin 1987 et par le Sénat dans sa séance du même jour, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Jacques Barrot, Denis Jacquat, Michel Hannoun, Etienne Pinte, Jean-Paul Séguéla, Charles Metzinger, Didier Chouat.

Suppléants : MM. Jean-Paul Fuchs, Bruno Bourg-Broc, Henri Bayard, Gérard Collomb, Mmes Martine Frachon, Muguette Jacquaint, M. Guy Herlory.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jean-Pierre Fourcade, Charles Descours, Henri Collard, Louis Boyer, Claude Huriet, Franck Sérusclat, Paul Souffrin.

Suppléants : MM. Pierre Louvot, Jean Chérioux, Jacques Bimbenet, Louis Lazuech, André Rabineau, Guy Penne, Mme Marie-Claude Beaudeau.

A la suite des nouvelles nominations effectuées par le Sénat dans sa séance du mardi 16 juin 1987, la composition de cette commission est ainsi modifiée :

Députés

(Sans changement)

Sénateurs

Titulaires : M. Jean-Pierre Fourcade, Mme Hélène Missoffe, MM. Henri Collard, Franz Duboscq, Claude Huriet, Guy Penne, Mme Marie-Claude Beaudeau.

Suppléants : MM. Pierre Louvot, Jean Chérioux, Jacques Bimbenet, Louis Souvet, André Rabineau, Franck Sérusclat, Paul Souffrin.

Dans sa séance du mercredi 17 juin 1987, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : MM. Jacques Barrot ; *Vice-président :* M. Jean-Pierre Fourcade ; *Rapporteurs : à l'Assemblée nationale :* M. Denis Jacquat ; *au Sénat* : M. Henri Collard.

6. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la prévention et à la lutte contre le chômage de longue durée.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le mardi 16 juin 1987 et par le Sénat dans sa séance du même jour, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Jacques Barrot, Jean-Pierre Delalande, Jean-Paul Fuchs, Michel Hannoun, Jean-Paul Séguéla, Jean-Paul Durieux, Michel Coffineau.

Suppléants : MM. Denis Jacquat, Bruno Bourg-Broc, Henry Bayard, Mme Martine Frachon, MM. Jean-Pierre Sueur, Georges Hage, Guy Herlory.

Sénateurs

Titulaires : M. Jean-Pierre Fourcade, Mme Hélène Missoffe, MM. Henri Collard, Franz Duboscq, Claude Huriet, Guy Penne, Mme Marie-Claude Beaudeau.

Suppléants : MM. Pierre Louvot, Jean Chérioux, Jacques Bimbenet, Louis Souvet, André Rabineau, Franck Sérusclat, Paul Souffrin.

Dans sa séance du mercredi 17 juin 1987, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jacques Barrot ; *Vice-président :* M. Jean-Pierre Fourcade ; *Rapporteurs : à l'Assemblée nationale :* M. Jean-Pierre Delalande ; *au Sénat* : Mme Hélène Missoffe.

7. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la fonction publique territoriale.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le vendredi 19 juin 1987 et par le Sénat dans sa séance du mercredi 17 juin 1987, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Jacques Toubon, Dominique Perben, Olivier Marlière, Jean-Jacques Hyest, Francis Delattre, Bernard Derosier, Michel Sapin.

Suppléants : MM. André Fanton, Jean-Louis Debré, Marc Reymann, Joseph Klifa, Jean-Pierre Worms, Jean-Jacques Barthe, Georges-Paul Wagner.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jacques Larché, Paul Girod, Daniel Hoeffel, Jean-Marie Girault, Hubert Haenel, Michel Charasse, Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis.

Suppléants : MM. Pierre Salvi, Raymond Bouvier, Charles Jolibois, Paul Graziani, Michel Rufin, Germain Authié, Charles Lederman.

Dans sa séance du mardi 23 juin 1987, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M.Jacques Toubon ; *Vice-président :* M. Jacques Larché ; *Rapporteurs : à l'Assemblée nationale :* M. Dominique Perben ; *au Sénat* : M. Paul Girod.

8. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi portant diverses mesures relatives au financement de la Sécurité sociale.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale dans sa séance du lundi 29 juin 1987 et par le Sénat dans sa séance du vendredi 26 juin 1987, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Michel d'Ornano, Robert-André Vivien, Claude Barate, Michel Coffineau, Gilbert Gantier, Michel Margnes, Georges Tranchant.

Suppléants : MM. Philippe Auberger, Charles Miossec, Jean de Préaumont, Jean-Jacques Jegou, Philippe Vasseur, Jean Giard, Pascal Arrighi.

Sénateurs

Titulaires : MM. Christian Poncelet, Maurice Blin, Jacques Oudin, Charles Descours, Michel Durafour, Jean-Pierre Masseret, Robert Vizet.

Suppléants : MM. Geoffroy de Montalembert, Jean Cluzel, Jacques Descours Desacres, Marcel Fortier, Jean-François Pintat, René Régnault, Louis Perrein.

Dans sa séance du mardi 30 juin 1987, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Christian Poncelet ; *Vice-président :* M. Paul d'Ornano ; *Rapporteurs : à l'Assemblée nationale :* M. Robert-André Vivien ; *au Sénat* : M. Christian Poncelet, en remplacement de M. Jacques Oudin, empêché.

9. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au règlement de l'indemnisation des rapatriés.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le lundi 29 juin 1987 et par le Sénat dans sa séance du vendredi 26 juin 1987, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Michel d'Ornano, Claude Barate, Philippe Auberger, Michel Coffineau, Gilbert Gantier, Michel Margnes, Jacques Sourdille.

Suppléants : MM. Jean de Préaumont, Georges Tranchant, Robert-André Vivien, Jean-Jacques Jegou, Philippe Vasseur, Jean Giard, Pascal Arrighi.

Sénateurs

Titulaires : MM. Christian Poncelet, Maurice Blin, Jean Francou, Michel Durafour, Jacques Descours Desacres, Jean-Pierre Masseret, Robert Vizet.

Suppléants : MM. Geoffroy de Montalembert, Jean Cluzel, Emmanuel Hamel, Jean-François Pintat, Josy Moinet, René Régnault, Gérard Delfau.

Dans sa séance du 30 juin 1987, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Christian Poncelet ; *Vice-président :* M. Paul d'Ornano ; *Rapporteurs : à l'Assemblée nationale :* M. Claude Barate ; *au Sénat :* M. Christian Poncelet, en remplacement de M. Jean Francou, empêché.

10. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures d'ordre social.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le lundi 29 juin 1987 et par le Sénat dans sa séance du 28 juin 1987, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Jacques Barrot, Jacques Bichet, Jean-Paul Séguéla, Bernard Savy, Etienne Pinte, Jean-Pierre Sueur, Michel Sapin.

Suppléants : MM. Alain Lamassoure, Michel Hannoun, Jean-Paul Fuchs, Mme Martine Frachon, M. Jean Le Garrec, Mme Muguette Jacquaint, M. François Bachelot.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jean-Pierre Fourcade, Louis Boyer, Claude Huriet, Louis Souvet, Jean Delaneau, Charles Bonifay, Paul Souffrin.

Suppléants : MM. Daniel Hoeffel, Charles Descours, André Rabineau, Jean Chérioux, Mme Hélène Missoffe, M. Marc Bœuf, Mme Marie-Claude Beaudeau.

Dans sa séance du lundi 29 juin 1987, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jean-Pierre Fourcade ; *Vice-président :* M. Jacques Barrot ; *Rapporteurs : à l'Assemblée nationale :* M. Jacques Bichet ; *au Sénat :* MM. Louis Boyer, Louis Souvet.

11. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le titre Ier du livre Ier du code du travail et relatif à l'apprentissage.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale dans sa séance du vendredi 3 juillet 1987 et en application de la décision prise par le Sénat dans sa séance du mardi 30 juin 1987, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Jacques Barrot, Michel Berson, Bruno Bourg-Broc, Jean-Pierre Delalande, Germain Gengenwin, Louis Moulinet, Mme Christiane Papon.

Suppléants : MM. Pierre Bleuler, Gérard Collomb, Jean-Paul Fuchs, Guy Herlory, Mme Jacqueline Hoffmann, MM. Jean Laurain, Bernard-Claude Savy.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jean Amelin, Jacques Bimbenet, Charles Bonifay, Jean-Pierre Fourcade, Adrien Gouteyron, Jean Madelain, Paul Souffrin.

Suppléants : Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Guy Besse, Marc Bœuf, Marc Castex, Pierre Louvot, Mme Hélène Missoffe, M. André Rabineau.

Dans sa séance du mercredi 8 juillet 1987, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jean-Pierre Fourcade ; *Vice-président :* M. Jean-Paul Fuchs ; *Rapporteurs : à l'Assemblée nationale :* M. Germain Gengenwin ; *au Sénat :* M. Jean Madelain.

12. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur le développement du mécènat.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le mercredi 8 juillet 1987 et en application de la décision prise par le Sénat dans sa séance du mardi 30 juin 1987, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Yves Guéna, Gérard Trémège, Jean-Pierre Balligand, Arthur Dehaine, Alain Lamassoure, Raymond Douyère, Mme Françoise de Panafieu.

Suppléants : MM. Michel Barnier, Jacques Féron, Jean-François Mancel, Bruno Durieux, Gilbert Gantier, Roger Combrisson, Pascal Arrighi.

Sénateurs

Titulaires : MM. Christian Poncelet, Maurice Blin, Lucien Neuwirth, Michel Miroudot, Michel Durafour, Tony Larue, Louis Perrein.

Suppléants : MM. Maurice Schumann, Geoffroy de Montalembert, André Fosset, Jacques Descours Desacres, Roger Chinaud, Jean-Pierre Masseret, Robert Vizet.

Dans sa séance du mercredi 8 juillet 1987, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Yves Guéna ; *Vice-président :* M. Christian Poncelet ; *Rapporteurs : à l'Assemblée nationale :* M. Gérard Trémège ; *au Sénat :* M. Lucien Neuwirth.

13. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur l'exercice de l'autorité parentale.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le mercredi 8 juillet 1987 et par le Sénat dans sa séance du même jour cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Jacques Toubon, Serge Charles, André Fanton, Jean-Jacques Hyest, Mme Christine Boutin, M. Gérard Welzer, Mme Paulette Nevoux.

Suppléants : MM. Olivier Marlière, Yvan Blot, Alain Lamassoure, Paul-Louis Tenaillon, Mme Véronique Neiertz, MM. Guy Ducoloné, Georges-Paul Wagner.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jacques Larché, Charles Jolibois, René-Georges Laurin, Jacques Grandon, Guy Malé, Michel Dreyfus-Schmidt, Charles Lederman.

Suppléants : M. Félix Ciccolini, Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, MM. Jean-Marie Girault, Paul Girod, Hubert Haenel, Michel Rufin, Jean-Pierre Tizon.

Dans sa séance du 9 juillet 1987, la commission a procédé à la nomination de son bureau qui est ainsi constitué :

Président : M. Jacques Larché ; *Vice-président :* M. Jacques Toubon ; *Rapporteurs : à l'Assemblée nationale :* M. Jacques Toubon ; *au Sénat :* M. Charles Jolibois.

14. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation de la sécurité civile, à la prévention des risques majeurs et à la protection de la forêt contre l'incendie.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le jeudi 9 juillet 1987 et en application de la décision prise par le Sénat dans sa séance du mardi 30 juin 1987 cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Jacques Toubon, Paul-Louis Tenaillon, Olivier Marlière, André Fanton, Pierre Micaux, Joseph Franceschi, Georges Le Baill.

Suppléants : MM. Yvan Blot, Gérard Léonard, Jean-Jacques Hyest, Pierre Montastruc, Robert Chapuis, Jean-Jacques Barthe, Georges-Paul Wagner.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jacques Larché, René-Georges Laurin, Bernard Hugo, Paul Girod, Guy Malé, Germain Authié, Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis.

Suppléants : MM. Alphonse Arzel, Félix Ciccolini, Etienne Dailly, Hubert Haenel, Charles Lederman, Pierre Salvi, Jean-Pierre Tizon.

Dans sa séance du jeudi 9 juillet 1987, la commission a procédé à la nomination de son bureau qui est ainsi constitué :

Président : M. Jacques Larché ; *Vice-président :* M. Pierre Micaux ; *Rapporteurs : à l'Assemblée nationale :* M. Paul-Louis Tenaillon ; *au Sénat :* M. René-Georges Laurin.

15. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la mutualisation de la caisse nationale de crédit agricole.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le lundi 23 novembre 1987 et par le Sénat dans sa séance du même jour, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Gilbert Gantier, Philippe Vasseur, Michel Cointat, Louis Lauga, Charles Miossec, Henri Nallet, Yves Tavernier.

Suppléants : MM. Robert-André Vivien, Georges Tranchant, Jean-Pierre Delalande, Charles Revet, Gérard Trémège, Jean Jarosz, Christian Baeckeroot.

Sénateurs

Titulaires : MM. Christian Poncelet, Roland du Luart, Etienne Dailly, Jean Cluzel, René Ballayer, Gérard Delfau, René Régnault.

Suppléants : MM. Geoffroy de Montalembert, Michel Durafour, Jacques Descours Desacres, Philippe François, Josy Moinet, Jean-Pierre Masseret, Robert Vizet.

Dans sa séance du mardi 24 novembre 1987, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Christian Poncelet ; *Vice-président :* M. Gilbert Gantier ; *Rapporteurs : à l'Assemblée nationale :* M. Philippe Vasseur ; *au Sénat :* M. Roland du Luart.

16. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi du 28 mars 1885 sur les marchés à terme.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le mercredi 2 décembre et par le Sénat dans sa séance du même jour, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Jean-Louis Goasduff, Pierre-Rémy Houssin, Ladislas Poniatowski, Jacques Oudot, Pierre Micaux, Jean-Pierre Destrade, Jean-Claude Chupin.

Suppléants : MM. Adrien Durand, Jean-Louis Masson, Claude Birraux, Georges Le Baill, Pierre Forgues, Vincent Porelli, Guy Le Jaouen.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jean François-Poncet, Alain Pluchet, Charles Jolibois, Philippe François, Jacques Bellanger, Georges Dessaigne, André Bohl.

Suppléants : MM. Richard Pouille, Louis Minetti, Robert Laucournet, Charles-Edmond Lenglet, Désiré Debavelaere, Jean Huchon, André Rouvière.

Dans sa séance du mercredi 2 décembre 1987, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jean François-Poncet ; *Vice-président :* M. Jean-Louis Goasduff ; *Rapporteurs : à l'Assemblée nationale :* M. Pierre-Rémy Houssin ; *au Sénat :* M. Alain Pluchet.

17. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1988.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le lundi 7 décembre 1987 et par le Sénat dans sa séance du samedi 5 décembre 1987, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Michel d'Ornano, Robert-André Vivien, Edmond Alphandéry, Philippe Auberger, Christian Pierret, Jacques Roger-Machart, Georges Tranchant.

Suppléants : MM. Arthur Dehaine, Jean de Préaumont, Eric Raoult, Gilbert Gantier, Gérard Trémège, Roger Combrisson, Pascal Arrighi.

Sénateurs

Titulaires : MM. Christian Poncelet, Maurice Blin, Michel Durafour, Jean Cluzel, Jacques Descours Desacres, Tony Larue, Louis Perrein.

Suppléants : MM. Geoffroy de Montalembert, Roland du Luart, Maurice Couve de Murville, Jean-François Pintat, André Fosset, René Régnault, Robert Vizet.

Dans sa séance du jeudi 10 décembre 1987, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Michel d'Ornano ; *Vice-président :* M. Christian Poncelet ; *Rapporteurs : à l'Assemblée nationale :* M. Robert-André Vivien ; *au Sénat :* M. Maurice Blin.

18. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur les bourses de valeurs.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le mercredi 9 décembre 1987 et par le Sénat dans sa séance du samedi 5 décembre 1987, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Michel d'Ornano, Philippe Auberger, Jean-Pierre Balligand, Pascal Clément, Raymond Douyère, Jacques Oudot, Georges Tranchant.

Suppléants : MM. Jean-Pierre Delalande, Jean-François Mancel, Robert-André Vivien, Gilbert Gantier, Alain Griotteray, Roger Combrisson, Christian Baeckeroot.

Sénateurs

Titulaires : MM. Christian Poncelet, René Ballayer, Roger Chinaud, Charles Jolibois, Jacques Descours Desacres, Tony Larue, Jean-Pierre Masseret.

Suppléants : MM. Michel Durafour, Maurice Blin, Raymond Bourgine, André Fosset, Lucien Neuwirth, Louis Perrein, Robert Vizet.

Dans sa séance du jeudi 17 décembre 1987, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Michel d'Ornano ; *Vice-président :* M. Christian Poncelet ; *Rapporteurs : à l'Assemblée nationale :* M. Philippe Auberger ; *au Sénat :* M. Roger Chinaud.

19. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme du contentieux administratif.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le vendredi 11 décembre 1987 et par le Sénat dans sa séance du jeudi 10 décembre 1987, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Jacques Limouzy, Pierre Mazeaud, Jean-Louis Debré, Dominique Bussereau, Jean-Jacques Hyest, Jean-Pierre Michel, Michel Sapin.

Suppléants : MM. Serge Charles, Olivier Marlière, Alain Lamassoure, Marc Reymann, Philippe Marchand, Guy Ducoloné, Ronald Perdomo.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jacques Larché, Daniel Hoeffel, Charles de Cuttoli, Charles Jolibois, Hubert Haenel, Michel Dreyfus-Schmidt, Charles Lederman.

Suppléants : MM. Marcel Rudloff, Paul Girod, Jacques Grandon, Auguste Cazalet, Jean-Marie Girault, Félix Ciccolini, Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis.

Dans sa séance du jeudi 17 décembre 1987, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jacques Limouzy ; *Vice-président :* M. Jacques Larché ; *Rapporteurs : à l'Assemblée nationale :* M. Pierre Mazeaud ; *au Sénat* : M. Daniel Hoeffel.

20. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant statut du territoire de la Nouvelle-Calédonie.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le mardi 15 décembre 1987 et par le Sénat dans sa séance du lundi 14 décembre 1987, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Pierre Mazeaud, Dominique Bussereau, Emmanuel Aubert, Serge Charles, Francis Delattre, Robert Le Foll, Alain Vivien.

Suppléants : MM. René André, Olivier Marlière, Jean-Jacques Hyest, Albert Mamy, Joseph Franceschi, François Asensi, Georges-Paul Wagner.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jacques Larché, Jean-Marie Girault, Etienne Dailly, Daniel Hoeffel, Auguste Cazalet, Germain Authié, Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis.

Suppléants : MM. Alphonse Arzel, Raymond Courrière, Paul Graziani, Hubert Haenel, Charles Lederman, Pierre Salvi, Jean-Pierre Tizon.

Dans sa séance du mercredi 16 décembre 1987, l'Assemblée nationale a nommé membre titulaire de cette commission : M. Bernard Derosier, en remplacement de M. Alain Vivien, démissionnaire.

Dans sa séance du jeudi 17 décembre 1987, la commission mixte paritaire a désigné :

Président : M. Pierre Mazeaud ; *Vice-président :* M. Jacques Larché ; *Rapporteurs : à l'Assemblée nationale :* M. Dominique Bussereau ; *au Sénat* : M. Jean-Marie Girault.

21. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'amélioration de la décentralisation.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le 16 décembre 1987 et par le Sénat dans sa séance du même jour, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Pierre Mazeaud, Dominique Perben, Jacques Limouzy, Jean-Jacques Hyest, Paul-Louis Tenaillon, Michel Delebarre, Bernard Derosier.

Suppléants : MM. Serge Charles, Olivier Marlière, Dominique Bussereau, Alain Lamassoure, Guy Vadepied, Daniel Le Meur, Ronald Perdomo.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jacques Larché, Paul Girod, Bernard Pellarin, Pierre Salvi, Hubert Haenel, Germain Authié, Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis.

Suppléants : MM. Christian Bonnet, Raymond Courrière, Jean Faure, Paul Graziani, Daniel Hoeffel, Bernard Laurent, Charles Lederman.

Dans sa séance du jeudi 17 décembre 1987, la commission mixte paritaire a désigné :

Président : M. Pierre Mazeaud ; *Vice-président :* M. Jacques Larché ; *Rapporteurs : à l'Assemblée nationale :* M. Dominique Perben ; *au Sénat* : M. Paul Girod.

22. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1987.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le jeudi 17 décembre 1987 et par le Sénat dans sa séance du mercredi 16 décembre 1987, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Michel d'Ornano, Robert-André Vivien, Jacques Féron, Gilbert Gantier, Michel Margnes, Alain Richard, Georges Tranchant.

Suppléants : MM. Philippe Auberger, Arthur Dehaine, Jean-François Mancel, Alain Griotteray, Gérard Trémège, Paul Mercieca, Pierre Descaves.

Sénateurs

Titulaires : MM. Christian Poncelet, André Fosset, Jean-François Pintat, Jean Cluzel, Geoffroy de Montalembert, Jean-Pierre Masseret, Louis Perrein.

Suppléants : MM. Maurice Couve de Murville, Roland du Luart, Michel Durafour, Roger Chinaud, René Ballayer, René Régnault, Robert Vizet.

Dans sa séance du vendredi 18 décembre 1987, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Christian Poncelet ; *Vice-président :* M. Michel d'Ornano, *Rapporteurs : à l'Assemblée nationale :* M. Robert-André Vivien ; *au Sénat* : M. André Fosset.

23. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux enseignements artistiques.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le jeudi 17 décembre 1987 et par le Sénat dans sa séance du même jour, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Jean-Paul Fuchs, Bruno Bourg-Broc, Léonce Deprez, René Béguet, Jean de Gaulle, Alain Billon, Bernard Schreiner.

Suppléants : MM. Henry Bayard, Gérard Kuster, Gilbert Barbier, Jean-Hugues Colonna, Jean-Jack Queyranne, Georges Hage, Michel de Rostolan.

Sénateurs

Titulaires : MM. Maurice Schumann, Marcel Lucotte, Jacques Pelletier, Raymond Bourgine, Jacques Habert, Jules Faigt, Paul Loridant.

Suppléants : MM. Pierre-Christian Taittinger, Roger Boileau, Pierre Brantus, Alain Gérard, Pierre Vallon, Guy Penne, Ivan Renar.

Dans sa séance du lundi 21 décembre 1987, la commission à procédé à la nomination de son bureau, qui est ainsi constitué :

Président : M. Maurice Schumann ; *Vice-président :* M. Jean-Paul Fuchs ; *Rapporteurs : à l'Assemblée nationale :* M. Bruno Bourg-Broc ; *au Sénat* : M. Marcel Lucotte.

24. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux garanties individuelles en matière de placement en détention provisoire ou sous contrôle judiciaire et portant modification du code de procédure pénale.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le samedi 19 décembre 1987 et par le Sénat dans sa séance du vendredi 18 décembre 1987, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Pierre Mazeaud, Jacques Limousy, André Fanton, Jean-Jacques Hyest, Albert Mamy, Jean-Pierre Michel, Michel Sapin.

Suppléants : MM. Henri Cuq, Yvan Blot, Marc Reymann, Paul-Louis Tenaillon, Joseph Menga, François Asensi, Georges-Paul Wagner.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jacques Larché, Charles de Cuttoli, Hubert Haenel, Jacques Grandon, Jean Clouet, Michel Dreyfus-Schmidt, Charles Lederman.

Suppléants : MM. Alphonse Arzel, Auguste Cazalet, Etienne Dailly, Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, MM. Jean-Marie Girault, Jean-Pierre Tizon, Claude Estier.

Dans sa séance du samedi 19 décembre 1987, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jacques Larché; *Vice-président :* M. Pierre Mazeaud ; *Rapporteurs : à l'Assemblée nationale :* M. Jacques Limouzy ; *au Sénat* : M. Charles de Cuttoli.

25. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au développement et à la transmission des entreprises.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le vendredi 18 décembre 1987 et par le Sénat dans sa séance du jeudi 17 décembre 1987, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Pierre Mazeaud, Yvan Blot, André Fanton, Jean-Jacques Hyest, Paul-Louis Tenaillon, Philippe Marchand, Jacques Roger-Machart.

Suppléants : MM. Serge Charles, Olivier Marlière, Alain Lamassoure, Albert Mamy, Michel Sapin, François Asensi, Georges-Paul Wagner.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jacques Larché, Etienne Dailly, Jacques Oudin, Michel Rufin, Marcel Rudloff, Félix Ciccolini, Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis.

Suppléants : MM. Luc Dejoie, Charles Jolibois, Jacques Grandon, Raymond Bouvier, Jacques Thyraud, Michel Darras, Charles Lederman.

Dans sa séance du samedi 19 décembre 1987, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jacques Larché ; *Vice-président :* M. Pierre Mazeaud ; *Rapporteurs : à l'Assemblée nationale :* M. Yvan Blot ; *au Sénat* : M. Etienne Dailly.

26. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programme relatif au patrimoine monumental.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le vendredi 18 décembre 1987 et par le Sénat dans sa séance du samedi 19 décembre 1987, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Bruno Bourg-Broc, Jean-Paul Fuchs, René Béguet, Jean de Gaulle, Léonce Deprez, Alain Billon, Bernard Schreiner.

Suppléants : MM. Henri Bayard, Gérard Kuster, Gilbert Barbier, Jean-Hugues Colonna, Jean-Jack Queyranne, Georges Hage, Michel de Rostolan.

Sénateurs

Titulaires : MM. Maurice Schumann, Marcel Lucotte, Jacques Pelletier, Raymond Bourgine, Jacques Habert, Paul Loridant, Guy Penne.

Suppléants : MM. Pierre-Christian Taittinger, Roger Boileau, Pierre Brantus, Jules Faigt, Alain Gérard, Pierre Vallon, Ivan Renar.

Dans sa séance du lundi 21 décembre 1987, la commission a procédé à la nomination de son bureau, qui est ainsi constitué :

Président : M. Maurice Schumann ; *Vice-président :* M. Bruno Bourg-Broc ; *Rapporteurs : à l'Assemblée nationale :* M. Jean-Paul Fuchs ; *au Sénat* : M. Jacques Pelletier.

27. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la Sécurité sociale.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le lundi 21 décembre 1987 et par le Sénat dans sa séance du même jour, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Jacques Barrot, Etienne Pinte, René Béguet, Jean Bardet, Pierre Bleuler, Michel Coffineau, Michel Berson.

Suppléants : MM. Henri Bayard, Bruno Bourg-Broc, Jean-Paul Fuchs, Gérard Collomb, Jean-Pierre Sueur, Jacques Roux, François Bachelot.

Sénateurs

Titulaires : M. Jean-Pierre Fourcade, Mme Nelly Rodi, MM. André Rabineau, Charles Descours, François Delga, Charles Bonifay, Mme Marie-Claude Beaudeau.

Suppléants : MM. José Balarello, Claude Huriet, Jean Amelin, Jean Cauchon, Olivier Roux, Marc Bœuf, Franck Sérusclat.

Dans sa séance du mardi 22 décembre 1987, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jean-Pierre Fourcade ; *Vice-président :* M. Jacques Barrot ; *Rapporteurs : à l'Assemblée nationale :* M. Etienne Pinte ; *au Sénat* : Mme Nelly Rodi.

28. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant l'article L. 313-1 du code de la construction et de l'habitation et portant création de l'agence nationale pour la participation des employeurs à l'effort de construction.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le mardi 22 décembre 1987 et par le Sénat dans sa séance du même jour, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Jacques Dominati, Alain Chastagnol, René Beaumont, Roland Vuillaume, Jacques Oudot, Guy Malandain, Georges Le Baill.

Suppléants : MM. Charles Fèvre, Jean-Louis Goasduff, Pierre Micaux, Jacques Badet, René Drouin, Paul Chomat, Jean-Pierre Schenardi.

Sénateurs

Titulaires : MM. Richard Pouille, André Bohl, José Balarello, Robert Laucournet, Paul Malassagne, Michel Souplet, Alain Pluchet.

Suppléants : MM. Jacques Moutet, Bernard Barbier, Louis de Catuelan, André Duroméa, Jacques Bellanger, René Trégouët, Henri de Raincourt.

Dans sa séance du mardi 22 décembre 1987, la commission mixte paritaire a désigné :

Président : M. Jacques Dominati ; *Vice-président :* M. Robert Laucournet ; *Rapporteurs : à l'Assemblée nationale :* M. René Beaumont ; *au Sénat* : M. André Bohl.

VI. – DÉLÉGATIONS PARLEMENTAIRES

Délégation parlementaire du Sénat pour les communautés européennes

(Loi n° 79-564 du 6 juillet 1979)

Composition au 1er janvier 1987 : voir Table des matières 1986.

Modification intervenue au cours de l'année 1987 :

Nomination de M. Jean-Pierre Masseret le 9 avril 1987, en remplacement de M. *Noël Berrier,* décédé, (*JO* Lois et décrets du 10 avril 1987).

Composition au 31 décembre 1987 :

Membres : MM. Hubert d'Andigné, Guy Cabanel, Gérard Delfau, Jacques Golliet, Jean-François Le Grand, Jean-Pierre Masseret, Josy Moinet, Xavier de Villepin.

Bureau : Président : M. Jacques Genton ; *Vice-présidents :* MM. André Jarrot, Pierre Matraja, Bernard Barbier, Joseph Raybaud ; *Secrétaires :* MM. Jean Garcia, Auguste Cazalet, Marcel Daunay, Robert Pontillon, Michel Miroudot.

Délégation parlementaire pour les problèmes démographiques

(Loi n° 79-1204 du 31 décembre 1979)

Composition au 1er janvier 1987 : voir Table des matières 1986.

Aucune modification n'est intervenue au cours de l'année 1987.

Composition au 31 décembre 1987 (Représentants du Sénat) :

Membres : Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Henri Belcour, Charles Bonifay, Henri Collard, Claude Huriet, Guy de La Verpillière, Pierre Louvot, Mme Hélène Missoffe, MM. Michel Moreigne et Guy Robert.

Composition au 31 décembre 1987 (Représentants de l'Assemblée nationale) :

Membres : M. Henry Bayard, Mmes Marie-Thérèse Boisseau, Christine Boutin, M. Michel Debré, Mmes Martine Frachon, Françoise Gaspard, M. Michel Hannoun, Mmes Jacqueline Hoffmann, Marie Jacq, M. Philippe Legras, Mmes Christiane Papon, Yann Piat, M. Jean Proveux, Mmes Yvette Roudy, Ghislaine Toutain.

Bureau : Président : M. Henri Bayard, député ; *Vice-présidents :* MM. Claude Huriet, Pierre Louvot, sénateurs ; Mmes Christiane Papon, Ghislaine Toutain, députés.

Rapporteurs : M. Michel Hannoun, député, pour suivre les résultats de la politique menée en faveur de la natalité ; Mme Christine Boutin, député, pour l'application et les conséquences de la loi relative à l'interruption volontaire de la grossesse ; N. , sénateur, pour suivre l'application des lois relatives à la régulation des naissances et à la contraception.

Délégation parlementaire du Sénat pour la planification

(Loi n° 82-653 du 29 juillet 1982)

Composition au 1er janvier 1987 : voir Table des matières 1986.

Modification intervenue au cours de l'année 1987 :

Nomination de M. Philippe François en remplacement de M. Jacques Valade, nommé membre du Gouvernement le 20 janvier 1987 (*JO* Lois et décrets du 10 avril 1987).

Composition au 31 décembre 1987 :

Membres : MM. Philippe François, Roger Husson, Robert Laucournet, Henri Le Breton, Pierre Louvot, Jean-Pierre Masseret, Geoffroy de Montalembert, Georges Mouly, Bernard Pellarin.

Bureau : Président : M. Bernard Barbier ; *Vice-présidents :* MM. Jacques Braconnier, André Rabinot, Lucien Delmas, Michel Rigou ; *Secrétaire :* M. Louis Minetti.

Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques

(Loi n° 83-609 du 8 juillet 1983)

Composition (membres nommés par le Sénat) au 1er janvier 1987 : voir Table des matières 1986.

Modifications (membres nommés par le Sénat) intervenues au cours de l'année 1987 :

Nomination de M. Adrien Gouteyron, membre titulaire, en remplacement de M. Jacques Valade, nommé membre du Gouvernement le 20 janvier 1987 (*JO* Lois et décrets du 10 avril 1987) ; nomination de M. Christian Masson, membre suppléant de M. Bernard Hugo, le 15 avril 1987 (*JO* Lois et décrets du 16 avril 1987).

Composition du bureau jusqu'au 10 octobre 1987 :

Bureau : Président : M. Jean-Marie Rausch, sénateur ; *Vice-président :* M. Philippe Bassinet, député ; *Secrétaires :* MM. Didier Julia, député, Josey Moinet, sénateur.

Reconduction du bureau (*JO* Lois et décrets du 10 octobre 1987).

Composition au 31 décembre 1987 (Représentants du Sénat).

Membres titulaires : MM. Louis Boyer, Adrien Gouteyron, Bernard Hugo, Josy Moinet, Louis Perrein, Robert Pontillon, Jean-Marie Rausch, Pierre Vallon.

Membres suppléants : MM. Richard Pouille, Marc Lauriol, Christian Masson, Georges Berchet, René Régnault, Paul Loridant, Jean Faure, Michel Souplet.

Composition au 31 décembre 1987 (Représentants de l'Assemblée nationale) :

Membres titulaires : MM. Philippe Bassinet, Claude Birraux, Robert Chapuis, Robert Galley, Jean Giard, Didier Julia, Georges Le Baill, Pierre-André Wiltzer.

Membres suppléants : MM. Edmond Hervé, Pierre Micaux, Jean-Yves Le Deaut, Michel Bernard, François Asensi, Pierre Weishenhorn, Louis Mexandeau, Alain Moyne-Bressand.

Bureau : Président : M. Jean-Marie Rausch, sénateur ; *Vice-président :* M. Philippe Bassinet, député ; *Secrétaires :* MM. Didier Julia, député et Josy Moinet, sénateur.

VII. - MISSIONS D'INFORMATION

A. - Missions d'information effectuées sur des questions relevant de la compétence des commissions (article 21 du Règlement).

a) Commission des affaires culturelles

1 - Rapport d'information fait au nom de la commission des affaires culturelles à la suite d'une mission d'information effectuée au **Portugal** du 20 au 26 septembre 1986 afin d'examiner les **relations culturelles, scientifiques et techniques** entre la France et ce pays [n° **156** (1986-1987)] (20 mars 1987) (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 20 décembre 1986).

2 - Demande de M. Maurice Schumann, président de la commission des affaires culturelles, tendant à obtenir du Sénat l'autorisation de désigner une mission d'information en **Indonésie**, afin d'y étudier l'état des **relations culturelles, scientifiques et techniques** de ce pays avec la France (4 juin 1987) (p. 1537) - Octroi de l'autorisation demandée (18 juin 1987) (p. 2005) - Mission effectuée du 20 au 30 septembre 1987 - Participants : *MM. Jean Delaneau, président, Pierre Vallon, Alain Gérard, Jules Faigt.*

3 - Demande de M. Maurice Schumann, président de la commission des affaires culturelles, tendant à obtenir du Sénat l'autorisation de désigner une mission d'information à **Madagascar** et à **l'Île Maurice** afin d'y étudier l'état de la **francophonie** et **l'usage de la langue française** dans ce pays (4 juin 1987) (p. 1537) - Octroi de l'autorisation demandée (18 juin 1987) (p. 2005) - Mission effectuée du 14 au 27 septembre 1987 - Participants : *MM. Michel Miroudot, président, Jacques Habert, Jacques Carat, Mme Hélène Luc, M. Jean-François Le Grand.*

4 - Demande de M. Maurice Schumann, président de la commission des affaires culturelles, tendant à obtenir du Sénat l'autorisation de désigner une mission d'information en **Polynésie** et en **Nouvelle-Calédonie** afin d'étudier la **mise en place de l'université du Pacifique** ainsi que **l'enseignement** et la **diffusion de la langue française** (8 décembre 1987) (p. 5128) - Octroi de l'autorisation demandée (18 décembre 1987) (p. 5673).

b) Commission des affaires économiques et du Plan

1 - Rapport d'information fait au nom de la commission des affaires économiques et du Plan, à la suite d'une **mission d'information** effectuée au **Brésil**, du 5 au 19 septembre 1986, afin d'y étudier les **relations économiques, commerciales et financières** entre la France et ce pays [n° **350** (1986-1987)] (7 juillet 1987).

2 - Demande de M. Jean François-Poncet, président de la commission des affaires économiques et du Plan, tendant à obtenir du Sénat l'autorisation de désigner une mission d'information en **Inde**, chargée d'étudier les problèmes du **développement économique** de ce pays, ainsi que les **relations économiques, commerciales et financières** entre l'Inde et la France (8 décembre 1986) (p. 5882) - Octroi de l'autorisation demandée (18 décembre 1986) (p. 6322) - Mission effectuée du 14 au 29 mars 1987 - Participants : *MM. André Jarrot, président ; André Bohl, Marcel Costes, Roland Courteau, Louis Mercier, Claude Prouvoyeur, Michel Rigou, Michel Sordel* - Rapport d'information [n° **31** (1987-1988)] (7 octobre 1987).

c) Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées

1 - Rapport d'information fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, à la suite d'une mission effectuée dans la région des **Caraïbes** du 3 au 15 septembre 1986 [n° **182** (1987-1988)] (17 décembre 1987).

2 - Demande de M. Jean Lecanuet, président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, tendant à obtenir du Sénat l'autorisation de désigner une mission d'information aux **Philippines** en vue de s'informer sur les **relations bilatérales** entre la France et cet Etat (8 décembre 1986) (p. 5882) - Octroi de l'autorisation demandée (18 décembre 1986) (p. 6322) - Mission effectuée du 28 février au 9 mars 1987 - Participants : *MM. Jean Lecanuet, président ; André Bettencourt, Michel Alloncle, Robert Pontillon* - Rapport d'information [n° **256** (1986-1987)] (3 juin 1987).

3 - Demande de M. Jean Lecanuet, président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, tendant à obtenir du Sénat l'autorisation de désigner une mission d'information à **Berlin** en vue de s'informer sur les activités et la situation de la **garnison française** (8 décembre 1986) (p. 5882) - Octroi de l'autorisation demandée (18 décembre 1986) (p. 6322) - Mission effectuée du 15 au 20 février 1987 - Participants : *MM. Roger Poudonson, président ; Albert Voilquin, Paul Robert, Philippe Madrelle, Auguste Cazalet.*

4 - Demande de M. Jean Lecanuet, président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, tendant à obtenir du Sénat l'autorisation de désigner deux missions d'information, la première au **Pérou** et au **Vénézuela** pour s'informer sur la situation internationale dans cette région et sur les **relations bilatérales** entre la France et ces pays, la seconde en **Polynésie française** et en **Nouvelle-Calédonie** pour visiter le **centre d'expérimentations du Pacifique** et pour se tenir au courant des questions relatives aux **armées** et à la **gendarmerie** dans ces territoires (8 décembre 1987) (p. 5128) - Octroi des autorisations demandées (18 décembre 1987) (p. 5673).

d) Commission des affaires sociales

1 - Demande de M. Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales, tendant à obtenir du Sénat l'autorisation de désigner une mission d'information aux **Etats-Unis**, afin d'y étudier la **protection sociale** et **l'organisation du système de santé** (4 juin 1987) (p. 1537) - Octroi de l'autorisation demandée (18 juin

1987) (p. 2005) – Mission effectuée du 9 au 20 septembre 1987 – Participants : *MM. Jean-Pierre Fourcade, président ; Charles Bonifay, Charles Descours, Claude Huriet et Mme Marie-Claude Beaudeau* – Rapport d'information [n° **103** (1987-1988)] (20 novembre 1987).

e) Commission des finances

1 – Demande de M. Christian Poncelet, président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation, tendant à obtenir du Sénat l'autorisation de désigner une mission d'information chargée d'étudier la **situation de l'aéronautique civile** aux **Etats-Unis** (11 juin 1987) (p. 1705) – Octroi de l'autorisation demandée (18 juin 1987) (p. 2005) – Mission effectuée du 16 au 26 juillet 1987 – Participants : *MM. Marcel Fortier, président ; Maurice Blin, Jean-François Pintat, Josy Moinet, Jean-Pierre Masseret.*

f) Commission des lois

1 – Demande de M. Jacques Larché, président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, tendant à obtenir du Sénat l'autorisation de désigner une mission d'information afin de visiter divers **établissements pénitentiaires, centres d'éducation surveillée et centres de traitements de toxicomanes** situés sur le territoire métropolitain (12 décembre 1986) (p. 6096) – Octroi de l'autorisation demandée (18 décembre 1986) (p. 6322) – Rapport d'information fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, à la suite de missions d'information effectuées dans divers établissements pénitentaires, un centre d'éducation surveillée et un centre de lutte contre la toxicomanie, en application de l'autorisation donnée par le Sénat dans sa séance du 18 décembre 1986 [n° **166** (1986-1987)] (3 avril 1987).

2 – Demande de M. Jacques Larché, président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale tendant à obtenir du Sénat l'autorisation de désigner une mission d'information en **Argentine** et au **Brésil**, afin d'y étudier les **nouvelles institutions** de ces pays, au niveau tant central que local (25 juin 1987) (p. 2589) – Octroi de l'autorisation demandée (9 juillet 1987) (p. 3014) – Mission effectuée du 6 au 18 septembre 1987 – Participants : *MM. Michel Dreyfus-Schmidt, président ; Raymond Bouvier, Charles Jolibois, Michel Rufin.*

3 – Demande de M. Jacques Larché, président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, tendant à obtenir du Sénat l'autorisation de désigner deux missions d'information, la première au **Japon**, en **République de Corée** et à **Hong-Kong** afin d'étudier le **bicamérisme** et les **structures administratives décentralisées** au Japon, les **institutions nouvelles** de la République de Corée, et **l'évolution du statut** de Hong-Kong, la seconde en **Espagne**, et éventuellement au **Portugal** afin d'étudier les **problèmes juridiques posés** à ces pays par l'entrée en vigueur de l'Acte unique européen (10 décembre 1987) (p. 5224) – Octroi des autorisations demandées (18 décembre 1987) (p. 5673).

B. – Missions d'information effectuées dans le cadre de la mission générale de contrôle reconnue au Sénat (article 22 du Règlement)

1 – Demande conjointe des présidents des commissions des affaires culturelles ; des affaires économiques et du Plan ; des affaires étrangères, de la défense et des forces armées ; des affaires sociales ; des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiquees de la Nation ; des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, tendant à obtenir du Sénat l'autorisation de désigner une mission d'information commune ayant pour objet, dans le cadre de la mission générale de contrôle reconnue au Sénat, de fournir à celui-ci des informations sur **l'avenir des télécommunications en France et en Europe** (26 juin 1986) (p. 2002) – Octroi de l'autorisation demandée (11 juillet 1986) (p. 2694) – Participants : *MM. Pierre Laffitte, président ; Franz Duboscq, Louis Perrein, Henri Torre, André Duroméa, vice-présidents ; Pierre Vallon, secrétaire ; Jean-Marie Rausch, rapporteur ; MM. Germain Authié, José Balarello, Maurice Blin, Jean Delaneau, Georges Dessaigne, Claude Estier, Adrien Gouteyron, Guy Malé, Jean-Pierre Masseret, Paul Masson, Josey Moinet, Jacques Oudin, Alain Pluchet, Richard Pouille* – Rapport d'information [n° **250** (1986-1987)] (2 juin 1987).

2 – Demande de M. Jean François-Poncet, président de la commission des affaires économiques et du Plan, tendant à obtenir du Sénat l'autorisation de désigner une mission d'information qui aurait pour objet, dans le cadre de la mission générale de contrôle reconnue au Sénat, de fournir à celui-ci des informations sur l'avenir de la **politique agricole commune** (13 novembre 1986) (p. 4632) – Octroi de l'autorisation demandée (18 décembre 1986) (p. 6322) – Participants : *MM. Michel Souplet, président ; Michel Sordel, Désiré Debavelaere, vice-présidents ; William Chervy, Louis Minetti, secrétaires ; Jean François-Poncet, rapporteur ; Marcel Bony, Rémi Herment, Jean Huchon, Bernard Hugo, Alain Pluchet, Henri de Raincourt, Jean Roger, Josselin de Rohan, Fernand Tardy* – Rapport d'information [n° **236** (1986-1987)] (21 mai 1987).

3 – Demande de M. Jean François-Poncet, président de la commission des affaires économiques et du Plan, tendant à obtenir l'autorisation de désigner une mission d'information qui aurait pour objet, dans le cadre de la mission générale de contrôle reconnue au Sénat, d'étudier les **conséquences pour l'économie française de l'achèvement du marché intérieur européen en 1992** (8 décembre 1987) (p. 5128) – Octroi de l'autorisation demandée (18 décembre 1987) (p. 5673).

VIII. – HAUTE COUR DE JUSTICE

(Titre IX de la Constitution)

Membres élus par le Sénat :

Juges titulaires au 1er janvier 1987 : voir Table des matières 1986 « Renseignements divers ».

Election d'un juge titulaire (scrutin du 15 avril 1987) : aucun candidat n'obtient la majorité absolue des membres composant le Sénat.

Election d'un juge titulaire (scrutin du 29 avril 1987) : M. Charles Lederman.

Election de six juges suppléants (scrutin du 29 avril 1987) : MM. Germain Authié, Georges Berchet, Jean Colin, Luc Dejoie, Jean Delaneau, Michel Rufin.

Prestations de serment (29 avril 1987 ; 5 et 6 mai 1987)

Composition au 31 décembre 1987 :

Juges titulaires : MM. Guy Allouche, Jean Amelin, Hubert d'Andigné, Pierre Brantus, Louis Brives, Félix Ciccolini, Charles de Cuttoli, Jacques Larché, Charles Lederman, Jacques Machet, Kléber Malécot, Jacques Thyraud.

Juges suppléants : MM. Germain Authié, Georges Berchet, Jean Colin, Luc Dejoie, Jean Delaneau, Michel Rufin.

Membres élus par l'Assemblée nationale :

Elections de douze juges titulaires et de six juges suppléants (scrutin du 15 avril 1987).

Juges titulaires : MM. Guy Bêche, Jean Brocard, Guy Ducoloné, Jean Foyer, Michel Gonelle, Mme Florence d'Harcourt, MM. Philippe Marchand, Pierre Mazeaud, Georges Mesmin, Jean-Pierre Michel, Jacques Peyrat, Alain Richard.

Juges suppléants : MM. René André, Yvan Blot, Alain Bonnet, Pascal Clément, Henry Jean-Baptiste, Michel Sapin.

Aucune modification n'est intervenue entre le 15 avril et le 31 décembre 1987.

*
* *

Election du président (scrutin du 25 juin 1987) : M. Jacques Larché, sénateur (*JO* Lois et décrets du 26 juin 1987).

Election de deux vice-présidents (scrutin du 25 juin 1987) : MM. Pierre Mazeaud et Michel Gonelle, députés (*JO* Lois et décrets du 26 juin 1987).

IX. – COMMISSION SPÉCIALE CHARGÉE DE VÉRIFIER ET D'APURER LES COMPTES

(nommée à l'ouverture de chaque session ordinaire d'octobre, en application de l'article 103, alinéa 2, du Règlement du Sénat).

Composition au 1er janvier 1987 : voir Table des matières 1986 « Renseignements divers ».

Aucune modification n'est intervenue entre le 1er janvier 1987 et le 14 octobre 1987.

Membres (nommés par le Sénat le 14 octobre 1987) : MM. Pierre Carous, Jean Cauchon, Gérard Delfau, Marcel Fortier, Jacques Genton, Pierre Jeambrun, Tony Larue, Jean-François Pintat, Robert Vizet, Albert Voilquin.

Bureau (nommé le 21 octobre 1987) : Président : M. Pierre Carous ; *Vice-président :* M. Albert Voilquin ; *Secrétaire-rapporteur :* M. Tony Larue.

Aucune modification n'est intervenue entre le 15 octobre et le 31 décembre 1987.

X. – ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE DU CONSEIL DE L'EUROPE ASSEMBLÉE DE L'UNION DE L'EUROPE OCCIDENTALE

Délégués du Sénat au 1er janvier 1987 : voir Table des matières 1986 « Renseignements divers ».

Modifications intervenues au cours de l'année 1987 :

M. Pierre Matraja est élu délégué titulaire le 9 avril 1987, en remplacement de M. *Noël Berrier,* décédé (*JO* Lois et décrets du 10 avril 1987) ; M. Robert Pontillon est élu délégué suppléant le 15 avril 1987 (*JO* Lois et décrets du 16 avril 1987).

Composition au 31 décembre 1987 (Représentants du Sénat) :

Membres titulaires : MM. Henri Collette, Pierre Croze, Pierre Jeambrun, Louis Jung, Pierre Matraja, Henri Portier.

Membres suppléants : MM. Michel Alloncle, André Bohl, Pierre Lacour, Robert Pontillon, Roland Ruet, Louis Souvet.

Composition au 31 décembre 1987 (Représentants de l'Assemblée nationale) :

Membres titulaires : MM. Philippe Bassinet, Jacques Baumel, Jean-Marie Caro, Charles de Chambrun, Jean-Pierre Fourré, Robert Galley, Maxime Gremetz, Emile Kœhl, Mme Catherine Lalumière, MM. Jean Oehler, Jean Seitlinger, Jean Valleix.

Membres suppléants : MM. René André, Jacques Bichet, Gérard Bordu, Jacques Chartron, Alain Chenard, Paul Dhaille, François Grussenmeyer, Xavier Hunault, Pierre Montastruc, Henri Prat, Pierre Sirgue, Mme Catherine Trautmann.

M. Louis Jung est *président* de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

XI. - ORGANISMES EXTRAPARLEMENTAIRES

A. - Nominations ou désignations de sénateurs

A la demande de M. le Premier ministre, M. le président du Sénat a désigné pour représenter le Sénat au sein de la **commission de la télématique*** M. Jacques Chaumont, M. Pierre Lacour, M. Pierre Laffitte, M. Lucien Neuwirth, M. Louis Perrein, M. Richard Pouille et M. Pierre Vallon. (*JO* Lois et décrets du 10 avril 1987).

Au cours de sa séance du 16 avril 1987, le Sénat a désigné :

- M. Jean Colin comme membre du **Haut Conseil du secteur public** (article 53 de la loi n° 82-155 du 11 février 1982) ;

- M. André Jarrot comme membre du **Conseil supérieur de la sûreté et de l'information nucléaires** (décret n° 87-137 du 2 mars 1987) ;

- M. Pierre Louvot comme membre titulaire du **Conseil supérieur des prestations sociales agricoles** (décret n° 64-862 du 3 août 1964).

En application de l'article 2 du décret n° 84-208 du 23 mars 1984, M. le président du Sénat a renouvelé, par lettre en date du 16 avril 1987, le mandat de M. Jean-Pierre Cantegrit comme membre du **Conseil pour la protection sociale des Français de l'étranger.**

Dans sa séance du 7 mai 1987, le Sénat a désigné M. André Rabineau pour le représenter au sein du **conseil d'administration de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre** (article D. 434 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre) et M. Jacques Machet pour le représenter comme membre suppléant au sein du **Conseil supérieur des prestations sociales agricoles** (décret n° 64-862 du 3 août 1964).

Dans sa séance du 11 juin 1987, le Sénat a désigné M. Georges Berchet pour le représenter, comme membre titulaire, au sein du **Conseil national des transports** (décret n° 84-139 du 24 février 1984).

Au cours de sa séance du 12 juin 1987, le Sénat a désigné M. Adrien Gouteyron comme membre du **conseil d'administration de la société Télédiffusion de France** (article 51 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986).

En application du décret n° 84-72 du 30 janvier 1984 modifié, M. le président du Sénat a désigné le 18 juin 1987 M. Pierre-Christian Taittinger comme représentant du Sénat au sein de la **commission consultative des droits de l'homme,** en remplacement de M. Michel Crucis, démissionnaire.

Dans sa séance du 23 juin 1987, le Sénat a désigné M. Maurice Blin pour le représenter au sein du **Haut Conseil du secteur public** (article 53 de la loi n° 82-155 du 11 février 1982).

Dans sa séance du 26 juin 1987, le Sénat a désigné M. Louis Virapoullé pour le représenter au sein de la **Commission nationale d'évaluation de la parité sociale globale,** instituée par l'article 13 de la loi de programme n° 86-1383 du 31 décembre 1986 relative au développement des départements d'outre-mer, de Saint-Pierre-et-Miquelon et de Mayotte (décret n° 87-428 du 19 juin 1987).

Dans sa séance du 7 juillet 1987, le Sénat a désigné M. Marc Lauriol pour le représenter au sein du **conseil d'administration de l'Institut national de l'audiovisuel** (article 50 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986), en remplacement de M. Adrien Gouteyron.

Dans sa séance du 7 juillet 1987, le Sénat a désigné pour le représenter au sein du **Conseil national des transports** (décret n° 84-139 du 24 février 1984) M. Maurice Lombard, membre titulaire, et MM. Bernard Hugo et Yves Le Cozannet, membres suppléants.

En application du décret n° 87-441 du 23 juin 1987, M. le président du Sénat a décidé, le 8 juillet 1987, de nommer MM. Louis Boyer, Charles Descours, Marcel Fortier et Jacques Oudin membres de la **commission des comptes de la sécurité sociale.**

En application des articles 2 et 3 du décret n° 87-731 du 7 septembre 1987 portant création d'un **Conseil national d'orientation de l'aménagement des structures artisanales***, M. le président de l'Assemblée nationale et M. le président du Sénat ont désigné MM. Raymond Brun, maire de Salles (Gironde), René Ballayer, président du conseil général de la Mayenne, et Jean Gaillard, conseiller régional d'Aquitaine, pour faire partie du Conseil national d'orientation de l'aménagement des structures artisanales (*JO* Lois et décrets du 22 octobre 1987).

Dans sa séance du 29 octobre 1987, le Sénat a désigné MM. Pierre Louvot et Roland du Luart comme membres titulaires, et MM. Marc Bœuf et Jacques Machet comme membres suppléants du **Conseil supérieur des prestations sociales agricoles** ; MM. Marc Bœuf, en qualité de titulaire, et Roland du Luart, en qualité de suppléant, sont également désignés pour siéger au sein de la **section de l'assurance des salariés agricoles contre les accidents du travail et les maladies professionnelles** (décret n° 64-862 du 3 août 1964).

En application du décret n° 83-132 du 23 février 1983, M. le président du Sénat a renouvelé le 16 novembre 1987 le mandat de M. Michel Miroudot comme membre titulaire du **Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé.**

Dans sa séance du 17 novembre 1987, le Sénat a désigné M. Jacques Mossion pour le représenter au sein de la **commission centrale du classement des débits de tabac** pour l'année 1988 (décret du 28 novembre 1873 modifié).

Au cours de sa séance du 17 décembre 1987, le Sénat a désigné M. Alphonse Arzel comme membre titulaire du **conseil d'administration du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres** (décret n° 79-369 du 9 mai 1979).

Au cours de sa séance du 19 décembre 1987, le Sénat a désigné M. Paul Caron comme membre du **Haut Conseil du secteur public** (article 53 de la loi n° 82-155 du 11 février 1982), en remplacement de M. Jean Colin.

* Ces organismes ne sont pas des organismes extraparlementaires *stricto sensu.*

B. - Liste récapitulative des organismes extraparlementaires au 31 décembre 1987 (classés par domaine de compétences).

Agriculture

Comité consultatif du Fonds national des abattoirs : MM. Alain Pluchet, *titulaire* ; René Régnault, *suppléant.*

Conseil supérieur d'orientation de l'économie agricole et alimentaire : MM. Henri Torre, Marcel Daunay, *titulaires.*

Conseil supérieur de l'aménagement rural : N..., *titulaire* ; N..., *suppléant.*

Conseil supérieur de la forêt et des produits forestiers : MM. Raymond Brun, *titulaire* ; Charles-Edmond Lenglet, *suppléant.*

Comité national des vins de France : pas de demande de désignation ; N..., *titulaire.*

Comité consultatif des courses : M. Paul Malassagne, *titulaire.*

Conseil national de la montagne : MM. Jean Faure, Bernard Hugo, Franz Duboscq, Raymond Bouvier, *titulaires.*

Education, culture et communication

Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche : MM. Adrien Gouteyron, Gérard Delfau, *titulaires* ; Jacques Habert, Pierre Croze, *suppléants.*

Conseil d'orientation du centre national d'art et de culture Georges Pompidou : MM. Raymond Bourgine, Michel Miroudot, Lucien Delmas, *titulaires.*

Commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence : MM. Jacques Carat, Hubert Martin, *titulaires* ; Ivan Renar, Jean Delaneau, *suppléants.*

Conseil national de la cinématographie : MM. Maurice Schumann, Jean Delaneau, *titulaires* ; Jean Cluzel, Hubert Martin, *suppléants.*

Conseil d'administration de la société nationale Radio-France : M. Jacques Carat, *titulaire.*

Conseil d'administration de la société Antenne 2 (A2) : M. André Fosset, *titulaire.*

Conseil d'administration de la société France-Régions 3 (FR3) : M. Michel Miroudot, *titulaire.*

Conseil d'administration de la société de radiodiffusion et de télévision pour l'outre-mer : M. Daniel Millaud, *titulaire.*

Conseil d'administration de la société Radio-France internationale : M. Jean-Pierre Cantegrit, *titulaire.*

Institut national de l'audiovisuel (INA) : M. Marc Lauriol, *titulaire.*

Société Télédiffusion de France : M. Adrien Gouteyron, *titulaire.*

Commission mixte chargée de donner un avis sur l'affectation et l'attribution des crédits du Fonds culturel créé par l'arrêté du 27 mars 1957 : M. Paul d'Ornano, *titulaire.*

Energie

Comité consultatif de l'utilisation de l'énergie : M. Marcel Lucotte, *titulaire.*

Comité national interprofessionnel pour les économies d'énergie : N..., N..., N..., *titulaires.*

Conseil supérieur de la sûreté et de l'information nucléaires : M. André Jarrot, *titulaire.*

Commission consultative pour la production de carburants de substitution : MM. Rémy Herment, Philippe François, *titulaires.*

Conseil supérieur du pétrole : N..., N..., N..., *titulaires.*

Conseil supérieur de l'électricité et du gaz : MM. Jean-François Pintat, Jean Chamant, *titulaires.*

Comité national consultatif pour la maîtrise de l'énergie : MM. Bernard Barbier, N... , *titulaires.*

Environnement

Conseil d'administration du conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres : MM. Philippe de Bourgoing, Alphone Arzel, *titulaires* ; Marcel Vidal, Félix Ciccolini, *suppléants.*

Commission supérieure des sites : M. Paul Séramy, *titulaire.*

Conseil national du bruit : M. Charles Descours, *titulaire.*

Finances publiques, finances locales

Fonds national pour le développement des adductions d'eau dans les communes rurales : MM. Louis Mercier, Joseph Raybaud, *titulaires.*

Conseil d'administration de la caisse nationale des banques : M. Josy Moinet, *titulaire.*

Commission de serveillance de la Caisse des dépôts et consignations : M. Maurice Blin, *titulaire.*

Commission supérieure des caisses d'épargne : M. Henri Torre, *titulaire.*

Comité directeur du Fonds d'aide et de coopération : M. André-Georges Voisin, *titulaire.*

Commission plénière de la caisse nationale de crédit agricole : MM. Josy Moinet, Philippe François, Michel Sordel, *titulaires.*

Comité des prix de revient des fabrications d'armement : M. Jean Francou, *titulaire.*

Comité directeur du fonds d'investissements pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer (FIDESTOM) : MM. Henri Gœtschy, Josy Moinet, *titulaires* ; Daniel Millaud, André-Georges Voisin, *suppléants.*

Fonds d'investissement des départements d'outre-mer (FIDOM) : MM. Henri Gœtschy, Lucien Delmas, Pierre Lacour, *titulaires.*

Comité des finances locales : MM. Jacques Descours Desacres, Christian Bonnet, *titulaires* ; Maurice Blin, Raymond Bouvier, *suppléants.*

Fonds forestier national : M. Geoffroy de Montalembert, *titulaire.*

Comité de contrôle du Fonds de soutien aux hydrocarbures ou assimilés d'origine nationale : M. Richard Pouille, *titulaire.*

Conseil d'administration de la caisse nationale de l'industrie : M. Robert Vizet, *titulaire.*

Comité central d'enquête sur le coût et le rendement des services publics : MM. Marcel Fortier, Maurice Blin, *titulaire* ; Jacques Oudin, *suppléant.*

Conseil national du crédit : MM. Maurice Blin, Jean-Pierre Masseret, *titulaires.*

Commission des comptes et des budgets économiques de la Nation : Président de la commission des finances, Rapporteur général de la commission des finances, *titulaires.*

Jeunesse et sports, vie associative

Haut comité du loisir social, de l'éducation populaire et des activités de pleine nature : Président de la commission des affaires culturelles, *titulaire.*

Commission nationale du sport de haut niveau : Rapporteur spécial de la commission des finances ; Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, *titulaires.*

Comité de l'éthique du loto sportif : MM. Jean Francou, *titulaire* ; Roland Ruet, *suppléant.*

Conseil de gestion du Fonds national pour le développement de la vie associative : M. Pierre Vallon, *titulaire.*

Justice, intérieur, législation

Conseil supérieur de l'administration pénitentiaire : MM. Jacques Thyraud, Charles de Cuttoli, Georges Lombard, *titulaires.*

Conseil supérieur de l'adoption : M. Michel Rufin, *titulaire.*

Commission supérieure de codification et de simplification des textes législatifs et réglementaires : MM. Jean-Pierre Tizon, Michel Rufin, *titulaires.*

Commission nationale de l'informatique et des libertés : MM. Jacques Thyraud, Pierre Vallon, *titulaires.*

Commission d'accès aux documents administratifs : MM. Pierre Salvi, *titulaire* ; Charles Jolibois, *suppléant.*

Commission chargée de proposer un code des libertés fondamentales de l'individu : N..., *titulaire.*

Haut conseil du secteur public : MM. Paul Caron, Maurice Blin, Pierre Brantus, Henri Belcour, *titulaires.*

Conseil national des services publics départementaux et communaux : MM. René-Georges Laurin, Pierre Schiélé, Paul Girod, Germain Authié, *titulaires.*

Conseil national de prévention de la délinquance : MM. Marc Bœuf, Marcel Rudloff, *titulaires.*

Commission chargée d'examiner les demandes d'autorisation ou de renouvellement des jeux : M. Joseph Raybaud, *titulaire.*

Commission consultative des archives audiovisuelles de la justice : M. Charles Jolibois, *titulaire.*

Commission consultative des droits de l'homme : M. Pierre-Christian Taittinger, *titulaire.*

Comité national chargé de la publication des travaux préparatoires des institutions de la V[e] République : Président de la commission des lois, *titulaire.*

Relations extérieures, défense, coopération

Commission nationale pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) : MM. Jacques Pelletier, Louis Jung, *titulaires.*

Conseil permanent du service militaire : N..., N..., *titulaires.*

Conseil supérieur de la coopération : MM. Robert Schwint, Michel Sordel, *titulaires.*

Transports, équipement, commerce et artisanat, industrie

Etablissement public Autoroutes de France : M. Lucien Neuwirth, *titulaire.*

Commission supérieure du Crédit maritime mutuel : MM. René Régnault, Yves Le Cozannet, Josselin de Rohan, *titulaires.*

Comité de liaison pour le transport des personnes handicapées : M. Maurice Lombard, *titulaire.*

Conseil supérieur de l'aviation marchande : MM. Bernard Legrand, *titulaire* ; Louis Virapoullé, *suppléant.*

Conseil national des transports : MM. Georges Berchet, Maurice Lombard, *titulaires* ; Yves Le Cozannet, Bernard Hugo, *suppléants.*

Commission nationale d'urbanisme commercial : MM. Pierre Jeambrun, Serge Mathieu, Pierre Lacour, Alain Pluchet, *titulaires* ; Richard Pouille, Bernard Barbier, Jean Faure, Bernard Hugo, *suppléants.*

Conseil national de l'habitat : MM. Auguste Chupin, *titulaire* ; Bernard Barbier, *suppléant.*

Commission nationale des opérations immobilières et de l'architecture : M. René Ballayer, *titulaire.*

Etablissement public de la Cité des sciences et de l'industrie : MM. Paul Masson, *titulaire* ; Jean Colin, *suppléant.*

Conseil national de l'information statistique : MM. Raymond Brun, *titulaire* ; Georges Berchet, *suppléant.*

Conseil national du tourisme : MM. Pierre Vallon, *titulaire* ; Paul Malassagne, *suppléant.*

Travail, santé, sécurité sociale

Commission supérieure des allocations familiales : M. Claude Huriet, *titulaire.*

Conseil d'administration de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre : M. André Rabineau, *titulaire.*

Conseil supérieur de l'établissement national des invalides de la marine : MM. Yves Le Cozannet, Charles Bonifay, *titulaires.*

Conseil supérieur de la Mutualité : M. Charles Bonifay, *titulaire.*

Conseil supérieur des prestations sociales agricoles : MM. Pierre Louvot, Roland du Luart, *titulaires* ; Marc Bœuf, Jacques Machet, *suppléants.*

Commission sociale centrale pour les rapatriés : M. Félix Ciccolini, *titulaire.*

Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé : M. Michel Miroudot, *titulaire.*

Conseil d'administration du centre national d'ophtalmologie des quinze-vingts : M. Georges Benedetti, *titulaire.*

Etablissement national des convalescents de Saint-Maurice : Mme Marie-Claude Beaudeau, *titulaire.*

Conseil supérieur du service social : N..., N..., *titulaires.*

Conseil d'administration de l'agence pour l'amélioration des conditions de travail : M. Hector Viron, *titulaire.*

Conseil supérieur pour le reclassement professionnel et social des travailleurs handicapés : MM. Bernard Lemarié, Franck Sérusclat, *titulaires.*

Conseil national de prévention de la délinquance : MM. Marc Bœuf, Marcel Rudloff, *titulaires.*

Etablissement public d'hospitalisation à Fresnes : MM. Louis Boyer, *titulaire* ; Charles Bonifay, *suppléant.*

Commission nationale de l'équipement sanitaire : Président de la commission des affaires sociales, *titulaire* ; N..., *suppléant.*

Commission nationale d'évaluation de la parité sociale globale (départements d'outre-mer) : M. Louis Virapoullé, *titulaire.*

Comité national des retraités et des personnes âgées : Mme Hélène Missoffe, *titulaire.*

Commission des comptes de la sécurité sociale : MM. Louis Boyer, Charles Descours, Marcel Fortier, Jacques Oudin, *titulaires.*

Conseil pour la protection sociale des Français de l'étranger : M. Jean-Pierre Cantegrit, *titulaire.*

Divers

Commission centrale de classement des débits de tabac : M. Jacques Mossion, *titulaire.*

Comité d'honneur pour la célébration en 1987, du 70e anniversaire de l'entrée en guerre des Etats-Unis d'Amérique aux côtés de la France en 1917 : Président du Sénat, *titulaire.*

* * *

Commission supérieure de la caisse nationale de prévoyance : la représentation du Sénat a été supprimée par le décret n° 87-833 du 12 octobre 1987 (*JO* Lois et décrets du 13 octobre 1987, p. 11911).

Agence nationale pour l'information touristique : supprimée par le décret n° 87-810 du 29 septembre 1987 (*JO* Lois et décrets du 3 octobre 1987, p. 11557).

Conseil d'administration de la société TF1 : la société TF1 a été privatisée (article 58 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 ; arrêté du 26 juin 1987 relatif à la cession de la participation de 50 % du capital détenu par l'Etat au secteur privé).

XII. - GOUVERNEMENT

A. - Composition du Gouvernement Jacques Chirac

(Nommé les 20, 25 mars, 19 août 1986, 20 janvier et 28 septembre 1987).

(JO des 21, 26 mars, 20 août, 9 décembre 1986, 21 janvier, 26 juin et 29 septembre 1987).

1 - Modifications intervenues entre le 1er janvier et le 31 décembre 1987.

- *Décret du 20 janvier 1987* (*JO* Lois et décrets du 21 janvier 1987) (p. 743) :

M. Jacques Valade est nommé ministre délégué auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé de la recherche et de l'enseignement supérieur.

Il est mis fin aux fonctions de M. Jean Arthuis, secrétaire d'État auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi.

M. Jean Arthuis est nommé secrétaire d'État auprès du ministre d'État, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé de la consommation et de la concurrence.

– *Décret du 25 juin 1987* (*JO* Lois et décrets du 26 juin 1987) (p. 6903) :

Il est mis fin, sur sa demande, aux fonctions de M. Philippe de Villiers, secrétaire d'État auprès du ministre de la culture et de la communication.

– *Décret du 28 septembre 1987* (*JO* Lois et décrets du 29 septembre 1987) (p. 11327) :

Il est mis fin aux fonctions de M. André Santini, secrétaire d'État aux rapatriés.

M. Camille Cabana est nommé ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des rapatriés et de la réforme administrative.

M. André Santini est nommé ministre délégué auprès du ministre de la culture et de la communication, chargé de la communication.

2 – Composition au 31 décembre 1987 :

Premier ministre	Jacques Chirac
Ministre d'État, chargé de l'économie, des finances et de la privatisation	Edouard Balladur
Garde des sceaux, ministre de la justice	Albin Chalandon
Ministre de la défense	André Giraud
Ministre de la culture et de la communication	François Léotard
Ministre des affaires étrangères	Jean-Bernard Raimond
Ministre de l'intérieur	Charles Pasqua
Ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports	Pierre Méhaignerie
Ministre des départements et territoires d'outre-mer	Bernard Pons
Ministre de l'éducation nationale	René Monory
Ministre des affaires sociales et de l'emploi	Philippe Séguin
Ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme	Alain Madelin
Ministre de l'agriculture	François Guillaume
Ministre de la coopération	Michel Aurillac
Ministre chargé des relations avec le Parlement	André Rossinot
Ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et du Plan	Hervé de Charette
Ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des rapatriés et de la réforme administrative	Camille Cabana
Ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du budget	Alain Juppé
Ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du commerce extérieur	Michel Noir
Ministre délégué auprès du ministre de l'économiqe des finances et de la privatisation, chargé du commerce, de l'artisanat et des services	Georges Chavanes
Ministre délégué auprès du ministre de la culture et de la communication, chargé de la communication	André Santini
Ministre délégué auprès du ministre des affaires étrangères, chargé des affaires européennes.	Bernard Bosson
Ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur, chargé de la sécurité	Robert Pandraud
Ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur, chargé des collectivités locales	Yves Galland
Ministre délégué auprès du ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, chargé des transports	Jacques Douffiagues
Ministre délégué auprès du ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, chargé de l'environnement	Alain Carignon
Ministre délégué auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé de la recherche et de l'enseignement supérieur	Jacques Valade
Ministre délégué auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la santé et de la famille	Michèle Barzach
Ministre délégué auprès du ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme, chargé des P. et T.	Gérard Longuet
Secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé de la francophonie	Lucette Michaux-Chevry
Secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé des droits de l'homme	Claude Malhuret
Secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse et des sports	Christian Bergelin
Secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé de la consommation et de la concurrence	Jean Arthuis

Secrétaire d'État auprès du ministre de la défense	Jacques Boyon
Secrétaire d'État auprès du ministre des affaires étrangères	Didier Bariani
Secrétaire d'État auprès du ministre des départements et des territoires d'outre-mer, chargé des problèmes du Pacifique Sud	Gaston Flosse
Secrétaire d'État auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé de l'enseignement	Michèle Alliot-Marie
Secrétaire d'État auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé de la formation professionnelle	Nicole Catala
Secrétaire d'État auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la sécurité sociale	Adrien Zeller
Secrétaire d'État auprès du ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme, chargé du tourisme	Jean-Jacques Descamps
Secrétaire d'État aux anciens combattants	Georges Fontes
Secrétaire d'État à la mer	Ambroise Guellec

B. – Attributions des ministres et secrétaires d'État

1 – En exercice au 31 décembre 1987.

M. Edouard Balladur :

– *Décret n° 86-701 du 8 avril 1986* relatif aux attributions du **ministre d'État, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation** (*JO* Lois et décrets du 9 avril 1986, p. 5277).

M. François Léotard :

– *Décret n° 86-693 du 4 avril 1986* relatif aux attributions du **ministre de la culture et de la communication** (*JO* Lois et décrets du 5 avril 1986, p. 5194).

M. Pierre Méhaignerie :

– *Décret n° 86-702 du 8 avril 1986* relatif aux attributions du **ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports** (*JO* Lois et décrets du 9 avril 1986, p. 5278).

M. Bernard Pons :

– *Décret n° 86-700 du 7 avril 1986* relatif aux attributions du **ministre des départements et territoires d'outre mer** (*JO* Lois et décrets du 8 avril 1986, p. 5263).

M. René Monory :

– *Décret n° 86-714 du 17 avril 1986* relatif aux attributions du **ministre de l'éducation nationale** (*JO* Lois et décrets du 18 avril 1986, p. 5545).

M. Philippe Séguin :

– *Décret n° 86-695 du 4 avril 1986* relatif aux attributions du **ministre des affaires sociales et de l'emploi** (*JO* Lois et décrets du 5 avril 1986, p. 5197).

M. Alain Madelin :

– *Décret n° 86-715 du 17 avril 1986* relatif aux attributions du **ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme** (*JO* Lois et décrets du 18 avril 1986, p. 5548).

M. Michel Aurillac :

– *Décret n° 86-716 du 17 avril 1986* relatif aux attributions du **ministre de la coopération** (*JO* Lois et décrets du 18 avril 1986, p. 5550).

M. André Rossinot :

– *Décret n° 86-690 du 26 mars 1986* relatif aux attributions du **ministre chargé des relations avec le Parlement** (*JO* Lois et décrets du 27 mars 1986, p. 5018).

M. Hervé de Charette :

– *Décret n° 86-711 du 17 avril 1986* relatif aux attributions du **ministre délégué** auprès du Premier ministre, **chargé de la fonction publique et du Plan** (*JO* Lois et décrets du 18 avril 1986, p. 5543).

M. Camille Cabana :

– *Décret n° 87-839 du 15 octobre 1987* relatif aux attributions du **ministre délégué** auprès du Premier ministre, **chargé des rapatriés et de la réforme administrative, concernant les rapatriés** (*JO* Lois et décrets du 16 octobre 1987, p. 12022).

M. Alain Juppé :

– *Décret n° 86-712 du 17 avril 1986* relatif aux attributions du **ministre délégué** auprès du ministre d'État, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, **chargé du budget** (*JO* Lois et décrets du 18 avril 1986, p. 5544).

M. Michel Noir :

– *Décret n° 86-723 du 28 avril 1986* relatif aux attributions du **ministre délégué** auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, **chargé du commerce extérieur** (*JO* Lois et décrets du 29 avril 1986, p. 5863).

M. Georges Chavanes :

– *Décret n° 86-727 du 29 avril 1986* relatif aux attributions du **ministre délégué** auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, **chargé du commerce, de l'artisanat et des services** (*JO* Lois et décrets du 30 avril 1986, p. 5896).

M. André Santini :

– *Décret n° 87-817 du 5 octobre 1987* relatif aux attributions du **ministre délégué** auprès du ministre de la culture et de la communication, **chargé de la communication** (*JO* Lois et décrets du 8 octobre 1987, p. 11715).

M. Bernard Bosson :

– *Décret n° 86-1029 du 12 septembre 1986* relatif aux attributions du **ministre délégué** auprès du ministre des affaires étrangères, **chargé des affaires européennes** (*JO* Lois et décrets du 13 septembre 1986, p. 11080).

M. Robert Pandraud :

– *Décret n° 86-692 du 3 avril 1986* relatif aux attributions du **ministre délégué**, auprès du ministre de l'intérieur, **chargé de la sécurité** (*JO* Lois et décrets du 4 avril 1986, p. 5169).

M. Yves Galland :

– *Décret n° 86-1013 du 5 septembre 1986* relatif aux attributions du **ministre délégué** auprès du ministre de l'intérieur, **chargé des collectivités locales** (*JO* Lois et décrets du 6 septembre 1986, p. 10854).

M. Jacques Douffiagues :

– *Décret n° 86-705 du 9 avril 1986* relatif aux attributions du **ministre délégué** auprès du ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, **chargé des transports** (*JO* Lois et décrets du 10 avril 1986, p. 5304).

M. Alain Carignon :

– *Décret n° 86-706 du 9 avril 1986* relatif aux attributions du **ministre délégué** auprès du ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, **chargé de l'environnement** (*JO* Lois et décrets du 10 avril 1986, p. 5305).

M. Jacques Valade :

– *Décret n° 87-111 du 19 février 1987* relatif aux attributions du **ministre délégué** auprès du ministre de l'éducation nationale, **chargé de la recherche et de l'enseignement supérieur** (*JO* Lois et décrets du 20 février 1987, p. 1948).

Mme Michèle Barzach :

– *Décret n° 86-698 du 4 avril 1986* relatif aux attributions du **ministre délégué** auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, **chargé de la santé et de la famille** (*JO* Lois et décrets du 5 avril 1986, p. 5198).

M. Gérard Longuet :

– *Décret n° 86-722 du 25 avril 1986* relatif aux attributions du **secrétaire d'État** auprès du ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme, **chargé des P. et T.** (*JO* Lois et décrets du 26 avril 1986, p. 5806).

Mme Lucette Michaux-Chevry :

– *Décret n° 86-730 du 2 mai 1986* relatif aux attributions du **secrétaire d'État** auprès du Premier ministre, **chargé de la francophonie** (*JO* Lois et décrets du 6 mai 1986, p. 6045).

M. Claude Malhuret :

– *Décret n° 86-710 du 17 avril 1986* relatif aux attributions du **secrétaire d'État** auprès du Premier ministre, **chargé des droits de l'homme** (*JO* Lois et décrets du 18 avril 1986, p. 5542).

M. Christian Bergelin :

– *Décret n° 86-691 du 3 avril 1986* relatif aux attributions du **secrétaire d'État** auprès du Premier ministre, **chargé de la jeunesse et des sports** (*JO* Lois et décrets du 4 avril 1986, p. 5165).

M. Jean Arthuis :

– *Décret n° 87-110 du 19 février 1987* relatif aux attributions du **secrétaire d'État** auprès du ministre d'État, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, **chargé de la consommation et de la concurrence** (*JO* Lois et décrets du 20 février 1987, p. 1930).

M. Jacques Boyon :

– *Décret n° 86-988 du 27 août 1986* relatif aux attributions du **secrétaire d'État auprès du ministre de la défense** (*JO* Lois et décrets du 28 août 1986, p. 10474).

M. Didier Bariani :

– *Décret n° 86-708 du 14 avril 1986* relatif aux attributions du **secrétaire d'État auprès du ministre des affaires étrangères** (*JO* Lois et décrets du 15 avril 1986, p. 5862).

M. Gaston Flosse :

– *Décret n° 86-726 du 28 avril 1986* relatif aux attributions du **secrétaire d'État** auprès du ministre des départements et territoires d'outre-mer, **chargé des problèmes du Pacifique Sud** (*JO* Lois et décrets du 29 avril 1986, p. 5867).

Mme Michèle Alliot-Marie :

– *Décret n° 86-719 du 24 avril 1986* relatif aux attributions du **secrétaire d'État** auprès du ministre de l'éducation nationale, **chargé de l'enseignement** (*JO* Lois et décrets du 25 avril 1986, p. 5754).

Mme Nicole Catala :

– *Décret n° 86-720 du 24 avril 1986* relatif aux attributions du **secrétaire d'État** auprès du ministre de l'éducation nationale, **chargé de la formation professionnelle** (*JO* Lois et décrets du 25 avril 1986, p. 5754).

M. Adrien Zeller :

– *Décret n° 86-696 du 4 avril 1986* relatif aux attributions du **secrétaire d'État** auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, **chargé de la sécurité sociale** (*JO* Lois et décrets du 5 avril 1986, p. 5197).

M. Jean-Jacques Descamps :

– *Décret n° 86-731 du 2 mai 1986* relatif aux attributions du **secrétaire d'État** auprès du ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme, **chargé du tourisme** (*JO* Lois et décrets du 6 mai 1986, p. 6050).

M. Georges Fontes :

- *Décret n° 86-699 du 4 avril 1986* relatif aux attributions du **secrétaire d'État aux anciens combattants** (*JO* Lois et décrets du 5 avril 1986, p. 5198).

M. Ambroise Guellec :

- *Décret n° 86-704 du 8 avril 1986* relatif aux attributions du **secrétaire d'État à la mer** (*JO* Lois et décrets du 9 avril 1986, p. 5284).

2 - Ayant quitté le Gouvernement ou ayant changé d'attributions au cours de l'année 1987.

M. Camille Cabana :

- *Décret n° 86-1068 du 30 septembre 1986* relatif aux attributions du **ministre délégué** auprès du Premier ministre, **chargé de la réforme administrative** (*JO* Lois et décrets du 1er octobre 1986, p. 11767).

M. André Santini :

- *Décret n° 86-703 du 8 avril 1986* relatif aux attributions du **secrétaire d'État aux rapatriés** (*JO* Lois et décrets du 9 avril 1986, p. 5284).

M. Philippe de Villiers :

- *Décret n° 86-718 du 21 avril 1986* relatif aux attributions du **secrétaire d'État auprès du ministre de la culture et de la communication** (*JO* Lois et décrets du 22 avril 1986, p. 5653).

M. Jean Arthuis :

- *Décret n° 86-697 du 4 avril 1986* relatif aux attributions du **secrétaire d'État auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi** (*JO* Lois et décrets du 5 avril 1986, p. 5198).

M. Alain Devaquet :

- *Décret n° 86-721 du 24 avril 1986* relatif aux attributions du **ministre délégué** auprès du ministre de l'éducation nationale, **chargé de la recherche et de l'enseignement supérieur** (*JO* Lois et décrets du 25 avril 1986, p. 5757).

M. Camille Cabana :

- *Décret n° 86-713 du 17 avril 1986* relatif aux attributions du **ministre délégué** auprès du ministre d'État, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, **chargé de la privatisation** (*JO* Lois et décrets du 18 avril 1986, p. 5544).

M. Bernard Bosson :

- *Décret n° 86-694 du 4 avril 1986* relatif aux attributions du **secrétaire d'État** auprès du ministre de l'intérieur, **chargé des collectivités locales** (*JO* Lois et décrets du 5 avril 1986, p. 5196).

XIII. - A - Textes inscrits à l'ordre du jour du Sénat en 1987
(avec indication de la **rubrique de classement** dans la table des matières et de la date de **première inscription** à l'ordre du jour)*

Seconde session ordinaire de 1986-1987
(2 avril-30 juin 1987)

2 avril 1987. - Projet de loi autorisant l'approbation d'un protocole modifiant la convention de Bruxelles du 29 novembre 1969 sur la responsabilité civile pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures (ensemble une annexe). - **Traités et conventions.**

- Projet de loi autorisant l'approbation d'un protocole modifiant la convention de Bruxelles du 18 décembre 1971 portant création d'un fonds international d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par des hydrocarbures. - **Traités et conventions.**

- Projet de loi complétant la loi n° 46-1173 du 23 mai 1946 portant réglementation des conditions d'accès à la profession de coiffeur en ce qui concerne les ressortissants des États membres de la Communauté économique européenne. - **Commerce et artisanat.**

7 avril 1987. - Projet de loi relatif au fonctionnement des établissements pénitentiaires - **Etablissements pénitentiaires** (début de la discussion le 19 décembre 1986).

- Déclaration de politique générale du Gouvernement. - **Gouvernement (déclarations).**

15 avril 1987. - Déclaration de politique générale du Gouvernement. - **Gouvernement (déclarations).**

16 avril 1987. - Projet de loi modifiant les dispositions relatives à la fonction publique territoriale. - **Fonctionnaires et agents publics.**

21 avril 1987. - Projet de loi relatif à la durée et à l'aménagement du temps de travail. - **Travail (aménagement du temps).**

28 avril 1987. - Proposition de loi tendant à modifier certaines dispositions relatives aux casinos autorisés. - **Jeux et paris.**

29 avril 1987. - Proposition de résolution tendant à obtenir la suspension des poursuites engagées contre M. Raymond Courrière, sénateur de l'Aude. - **Immunité parlementaire.**

- Projet de loi organisant la consultation des populations intéressées de la Nouvelle-Calédonie et dépendances. - **Nouvelle-Calédonie.**

5 mai 1987. - Projet de loi relatif à la saisie conservatoire des aéronefs. - **Aéronefs.**

- Projet de loi modifiant la loi n° 67-5 du 3 janvier 1967 modifié portant statut des navires et autres bâtiments de mer. - **Navires.**

6 mai 1987. - Projet de loi relatif au service national dans la police. - **Service national.**

- Projet de loi de programmation relative à l'équipement militaire pour les années 1987-1991. - **Défense.**

12 mai 1987. - Projet de loi sur l'épargne. - **Épargne.**

14 mai 1987. - Proposition de loi tendant à modifier le régime électoral de la ville de Marseille. - **Élections.**

15 mai 1987. - Proposition de résolution tendant à obtenir la suspension des poursuites engagées contre M. Gérard Larcher, sénateur des Yvelines. - **Immunité parlementaire.**

19 mai 1987. - Proposition de loi organique complétant l'article 3 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel. - **Élections.**

- Projet de loi relatif à l'organisation de la sécurité civile, à la prévention des risques majeurs et à la protection de la forêt contre l'incendie. - **Sécurité civile.**

* Pour connaître le détail des travaux parlementaires, se reporter à la rubrique dans le corps de la table des matières 1987.

21 mai 1987. – Projet de loi relatif aux établissements d'hospitalisation et à l'équipement sanitaire. – **Établissements d'hospitalisation, de soins et de cure.**

25 mai 1987. – Proposition de loi tendant à étendre le bénéfice des dispositions de l'article 178 (troisième et quatrième alinéas) du code des pensions d'invalidité aux prisonniers de guerre déportés du camp de Rawa-Ruska. – **Anciens combattants et victimes de guerre.**

26 mai 1987. – Projet de loi sur le développement du mécénat. – **Mécénat.**

2 juin 1987. – Projet de loi en faveur de l'emploi des travailleurs handicapés. – **Handicapés.**

3 juin 1987. – Proposition de loi tendant à adapter aux exigences du développement du tourisme certaines dispositions du code des débits de boissons. – **Tourisme.**

– Projet de loi autorisant la ratification du traité entre la République française et le Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord concernant la construction et l'exploitation par des sociétés privées concessionnaires d'une liaison fixe trans-Manche. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi portant approbation, en tant que de besoin, de la concession concernant la conception, le financement, la construction et l'exploitation d'une liaison fixe à travers la Manche, signée le 14 mars 1986. – **Transports.**

9 juin 1987. – Projet de loi relatif à la lutte contre le trafic de stupéfiant et modifiant certaines dispositions du code pénal. – **Stupéfiants.**

10 juin 1987. – Proposition de loi organique relative à la situation des magistrats nommés à des fonctions du premier grade. – **Magistrats.**

– Projet de loi modifiant le titre premier du livre premier du code du travail et relatif à l'apprentissage. – **Apprentissage.**

12 juin 1987. – Projet de loi relatif à certaines situations résultant des événements d'Afrique du Nord. – **Rapatriés.**

– Projet de loi relatif au règlement de l'indemnisation des rapatriés. – **Rapatriés.**

15 juin 1987. – Projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la prévention et à la lutte contre le chômage de longue durée. – **Chômage.**

16 juin 1987. – Projet de loi relatif aux juridictions commerciales et au mode d'élection des délégués consulaires et des membres des chambres de commerce et d'industrie. – **Tribunaux de commerce.**

17 juin 1987. – Projet de loi sur l'exercice de l'autorité parentale. – **Autorité parentale.**

– Proposition de loi transférant le contentieux des décisions du conseil de la concurrence à la juridiction judiciaire. – **Concurrence.**

18 juin 1987. – Projet de loi autorisant l'approbation du protocole additionnel à la convention de 1979 sur la pollution atmosphérique trans-frontière à longue distance, relatif au financement à long terme du programme concerté de surveillance continue et d'évaluation du transport à longue distance des polluants atmosphériques en Europe (EMEP). – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention d'assistance administrative mutuelle en matière de lutte contre la fraude douanière entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Burkina Faso. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord de coopération en matière économique et financière entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Burkina Faso. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention relative à la coopération en matière de recherche scientifique et technique entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Burkina Faso. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord de coopération culturelle et technique entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Zimbabwe. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention sur la représentation en matière de vente internationale de marchandises. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi modifiant les procédures fiscales et douanières. – **Impôts et taxes.**

22 juin 1987. – Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social. – **Sécurité sociale.**

23 juin 1987. – Déclaration du Gouvernement sur la politique agricole. – **Gouvernement (déclarations).**

24 juin 1987. – Projet de loi modifiant diverses dispositions du code de la route en vue de renforcer la lutte contre l'alcool au volant. – **Circulation routière.**

25 juin 1987. – Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1984. – **Lois de règlement.**

– Projet de loi portant réglement définitif du budget de 1985. – **Lois de règlement.**

26 juin 1987. – Projet de loi portant diverses mesures relatives au financement de la sécurité sociale. – **Sécurité sociale.**

29 juin 1987. – Proposition de loi modifiant l'article 815-5, alinéa 2, du code civil relatif à la vente d'un bien grevé d'usufruit. – **Successions et libéralités.**

– Proposition de loi relative à la protection des services de télévision ou de radiodiffusion destinés à un public déterminé. – **Communication audiovisuelle.**

30 juin 1987. – Proposition de loi tendant à modifier l'article 9 de la loi n° 85-729 du 18 juillet 1985 relative à la définition et à la mise en œuvre de principes d'aménagement. – **Urbanisme.**

– Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord de sécurité sociale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord international sur le blé de 1986 comprenant la convention sur le commerce du blé et la convention relative à l'aide alimentaire. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire hongroise sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements. – **Traités et conventions.**

Première session extraordinaire de 1986-1987
(1er juillet-9 juillet 1987)

7 juillet 1987. – Projet de loi autorisant la ratification de la convention européenne pour la répression du terrorisme. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant la ratification d'un accord entre les États membres des communautés européennes concernant l'application de la convention européenne pour la répression du terrorisme. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi modifiant le code de procédure pénale et relatif à la poursuite et au jugement de certaines infractions commises à l'étranger. – **Procédure pénale.**

8 juillet 1987. – Proposition de loi tendant à faciliter la réalisation d'un nouveau franchissement de l'estuaire de la Seine. – **Équipement.**

– Projet de loi portant réforme du régime d'assurance vieillesse applicable à Saint-Pierre-et-Miquelon. – **Saint-Pierre-et-Miquelon.**

– Proposition de loi tendant à modifier le mode d'élection des conseillers municipaux en Nouvelle-Calédonie et dépendances. – **Nouvelle-Calédonie.**

– Proposition de loi tendant à étendre au territoire de la Polynésie française la législation des sociétés anonymes à participation ouvrière. – **Polynésie française.**

– Proposition de loi relative au transfert de la compétence du second cycle de l'enseignement du second degré au territoire de la Polynésie française. – **Polynésie française.**

Première session ordinaire de 1987-1988
(2 octobre-20 décembre 1987)

7 octobre 1987. – Projet de loi relatif à la prévention et à la répression du recel et organisant la vente ou l'échange d'objets mobiliers. – **Droit pénal.**

13 octobre 1987. – Projet de loi relatif à la visibilité des amers, des feux et des phares et au champ de vue des centres de surveillance de la navigation maritime. – **Mer et littoral.**

15 octobre 1987. – Projet de loi relatif à la mutualisation de la caisse nationale de crédit agricole. – **Banques et établissements financiers.**

20 octobre 1987. – Projet de loi d'amélioration de la décentralisation. – **Collectivités territoriales.**

22 octobre 1987. – Proposition de loi relative à la protection des topographies de produits semi-conducteurs et à l'organisation de l'institut national de la propriété industrielle. – **Propriété industrielle.**

– Proposition de loi visant à garantir le libre exercice de la profession de géomètre-expert. – **Ordres professionnels.**

27 octobre 1987. – Projet de loi sur les bourses de valeurs. – **Bourses de valeurs.**

29 octobre 1987. – Projet de loi relatif aux enseignements artistiques. – **Enseignement artistique.**

3 novembre 1987. – Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Turquie en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu (ensemble un protocole). – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation d'un avenant à la convention fiscale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République gabonaise tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance réciproque en matière fiscale. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord d'entraide judiciaire en matière civile et commerciale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire de Chine. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire du Bangladesh en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu (ensemble un protocole). – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant la ratification d'une convention entre la République française et la République populaire de Bulgarie en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne relative à la délimitation des frontières maritimes, dans la région des Bouches de Bonifacio. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant la ratification d'une convention d'entraide judiciaire en matière civile entre la République française et la République démocratique allemande. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord sur la coopération culturelle, scientifique et technique entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire du Bangladesh. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse sur l'assistance mutuelle en cas de catastrophe ou d'accident grave. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention de coopération judiciaire en matière civile, y compris le statut personnel, commerciale, sociale et administrative entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Djibouti. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention d'extradition entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Djibouti. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Djibouti. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention sur le transfèrement des condamnés détenus entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Djibouti. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention générale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire du Congo sur la sécurité sociale (ensemble trois protocoles). – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord de coopération militaire technique entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Mali (ensemble un échange de lettres des 8 et 28 juillet 1986). – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord de coopération militaire technique entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Guinée équatoriale. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord de coopération militaire technique entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Guinée. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord de coopération militaire entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République islamique de Mauritanie. – **Traités et conventions.**

4 novembre 1987. – Proposition de loi relative à la fraude informatique. – **Droit pénal.**

– Projet de loi modifiant la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et la promotion des activités physiques et sportives. – **Sports.**

– Projet de loi autorisant en ce qui concerne la prise de possession des immeubles nécessaires à l'organisation ou au déroulement des XVI[e] jeux olympiques d'hiver d'Alberville et de la Savoie, l'application de la procédure d'extrême urgence et la réquisition temporaire. – **Jeux olympiques.**

5 novembre 1987. – Projet de loi programme relatif au patrimoine monumental. – **Patrimoine artistique, archéologique et historique.**

10 novembre 1987. – Projet de loi portant réforme du contentieux administratif. – **Justice.**

– Projet de loi relatif aux élections cantonales. – **Élections.**

12 novembre 1987. – Projet de loi relatif aux fusions et scissions de sociétés commerciales et modifiant la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales. – **Sociétés civiles et commerciales.**

– Proposition de loi organique tendant à modifier le second alinéa de l'article L.O. 145 du code électoral. – **Incompatibilités.**

13 novembre 1987. – Proposition de loi tendant à permettre l'accès des veuves de militaires décédés en service commandé aux emplois réservés féminins. – **Veuves.**

– Projet de loi modifiant la loi du 28 mars 1885 sur les marchés à terme. – **Bourses de commerce.**

16 novembre 1987. – Projet de loi de finances pour 1988. – **Lois de finances.**

3 décembre 1987. – Déclaration de politique générale du Gouvernement. – **Gouvernement (déclarations).**

8 décembre 1987. – Projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux. – **Baux commerciaux.**

– Proposition de loi organique relative au contrôle du Parlement sur les finances des régimes obligatoires de sécurité sociale. – **Sécurité sociale.**

9 décembre 1987. – Déclaration de politique générale du Gouvernement. – **Gouvernement (déclarations).**

10 décembre 1987. – Projet de loi relatif à l'action en justice dans l'intérêt collectif des consommateurs. – **Consommateurs (protection et information).**

– Proposition de résolution portant mise en accusation de M. Christian Nucci, ancien ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé de la coopération et du développement, devant la Haute Cour de justice. – **Haute Cour de justice.**

11 décembre 1987. – Projet de loi relatif au corps des officiers contrôleurs en chef de la circulation aérienne. – **Transports aériens.**

– Proposition de loi organique tendant à modifier l'article 3 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 modifiée, relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel afin d'élargir aux conseillers régionaux le droit de présentation des candidats à cette élection. – **Élections.**

14 décembre 1987. – Projet de loi portant statut du territoire de la Nouvelle-Calédonie. – **Nouvelle-Calédonie.**

15 décembre 1987. – Projet de loi relatif au développement et à la transmission des entreprises. – **Entreprises.**

– Proposition de résolution tendant à obtenir la suspension des poursuites engagées contre M. Paul d'Ornano, sénateur, représentant les Français établis hors de France. – **Immunité parlementaire.**

– Proposition de résolution tendant à obtenir la suspension des poursuites engagées contre M. Albert Pen, sénateur de Saint-Pierre-et-Miquelon. – **Immunité parlementaire.**

16 décembre 1987. – Projet de loi de finances rectificatives pour 1987. – **Lois de finances rectificatives.**

18 décembre 1987. – Projet de loi relatif aux garanties individuelles en matière de placement en détention provisoire ou sous contrôle judiciaire et portant modification du code de procédure pénale. – **Procédure pénale.**

19 décembre 1987. – Proposition de loi organique portant maintien en activité des magistrats des cours d'appel et des tribunaux de grande instance. – **Magistrature.**

– Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord international de 1986 sur le cacao. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation d'un avenant à l'accord de coopération monétaire du 23 novembre 1979 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale islamique des Comores. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention d'assistance administrative mutuelle entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale islamique des Comores sur la prévention, la recherche et la répression des fraudes douanières. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant la ratification d'une convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrémination (ensemble les protocoles I et II). – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention de coopération culturelle, scientifique et technique entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire. – **Traités et conventions.**

– Trois propositions de loi relatives à la reconnaissance de la vocation internationale de l'association internationale des parlementaires de langue française. – **Associations.**

– Proposition de loi relative à la limite d'âge de certains fonctionnaires civils de l'État. – **Fonctionnaires et agents publics.**

– Proposition de loi tendant à compléter l'article 6 de la loi n° 86-793 du 2 juillet 1986 autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social et relative à la durée du mandat des présidents d'entreprises du secteur public. – **Entreprises publiques.**

– Proposition de loi tendant à réprimer la provocation au suicide. – **Ordre public.**

20 décembre 1987. – Projet de loi modifiant le code des communes et le code de procédure pénale et relatif aux agents de police municipale. – **Police.**

– Projet de loi portant diverses mesures relatives à la formation professionnelle. – **Formation professionnelle.**

– Proposition de loi tendant à modifier le code de procédure pénale et relative à l'attribution de la qualité d'agent de police judiciaire aux enquêteurs et aux personnels en tenue de la police nationale. – **Police.**

Première session extraordinaire de 1987-1988
(21 décembre-23 décembre 1987)

21 décembre 1987. – Projet de loi relatif à la sécurité sociale. – **Sécurité sociale.**

22 décembre 1987. – Projet de loi modifiant l'article L. 313-1 du code de la construction et de l'habitation et portant création de l'agence nationale pour la participation des employeurs à l'effort de construction. – **Logement.**

– Projet de loi autorisant l'approbation du quatrième avenant modifiant la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord, tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu, signée le 22 mai 1968, modifiée les 10 février 1971, 14 mai 1973 et 12 juin 1986. – **Traités et conventions.**

– Proposition de loi relative aux opérations de télépromotion avec offre de vente dites de « télé-achat ». – **Communication audiovisuelle.**

B. – Textes déposés, mais non inscrits à l'ordre du jour du Sénat
(avec indication de la **rubrique de classement** dans la table et de la **date de dépôt**)*.

Première session ordinaire de 1986-1987
(Dépôts rattachés pour ordre au procès-verbal de la séance du 20 décembre 1986).

6 janvier 1987. – Proposition de loi tendant à faciliter aux pères et mères de famille nombreuse l'accès à la fonction publique. – **Fonctionnaires et agents publics.**

26 janvier 1987. – Proposition de loi tendant à encourager le mécénat d'entreprise. – **Mécénat.**
– Proposition de loi visant à supprimer la procédure administrative de suspension du permis de conduire. – **Permis de conduire.**

30 janvier 1987. – Proposition de loi tendant à insérer dans le code de procédure pénale un article complémentaire étendant aux associations de défense des victimes de la route les dispositions du code de procédure pénale s'appliquant à certaines associations. – **Circulation routière.**

2 février 1987. – Proposition de loi tendant à instituer une procédure de médiation préalable et à assurer un service minimal en cas de grève dans les services publics. – **Grèves.**

9 février 1987. – Proposition de loi relative à la réparation des préjudices moraux et matériels subis en relation avec les événements d'Algérie par les personnes de citoyenneté française. – **Rapatriés.**

19 février 1987. – Proposition de loi tendant à améliorer l'information des télespectateurs. – **Audiovisuel (programmes).**

2 mars 1987. – Proposition de loi relative aux autopsies à fins scientifiques. – **Recherche médicale.**

* Pour plus de précisions sur ces dépôts, se reporter à la rubrique correspondante de la table des matières 1987.

14 mars 1987. – Proposition de loi organique tendant à assurer la représentation des retraités au Conseil économique et social. – **Conseil économique et social.**

17 mars 1987. – Proposition de loi constitutionnelle tendant à compléter l'article 6 de la Constitution et à rendre non renouvelable le mandat présidentiel. – **Constitution.**

18 mars 1987. – Proposition de loi modifiant la loi n° 85-692 du 10 juillet 1985 relative à l'élection des conseils régionaux. – **Élections.**

24 mars 1987. – Proposition de loi tendant à accorder le bénéfice de la campagne double aux fonctionnaires anciens combattants d'Afrique du Nord – **Anciens combattants et victimes de guerre.**

25 mars 1987. – Proposition de loi tendant à organiser le remboursement immédiat de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) aux collectivités locales. – **Finances locales.**

Seconde session ordinaire de 1986-1987
(2 avril-30 juin 1987)

2 avril 1987. – Proposition de loi visant à attribuer aux veuves de combattants la qualité de ressortissantes de l'office national des combattants et des victimes de guerre. – **Veuves.**
– Proposition de loi tendant à garantir la seconde carrière des militaires retraités. – **Défense.**

7 avril 1987. – Proposition de loi tendant à instituer une commission nationale de réforme de la fiscalité locale. – **Finances locales.**

8 avril 1987. – Proposition de loi tendant à réformer les compétences des chambres régionales des comptes. – **Chambres régionales des comptes.**

14 avril 1987. – Proposition de loi tendant à modifier les conditions d'attribution d'une majoration pour tierce personne aux grands invalides assurés sociaux. – **Assurance invalidité-décès.**
– Proposition de loi tendant à accorder un abattement sur le revenu net global pour les naissances rapprochées ou les naissances multiples simultanées. – **Impôt sur le revenu.**

16 avril 1987. – Proposition de loi tendant à compléter la loi du 21 mai 1836 sur les loteries. – **Jeux et paris.**
– Proposition de loi relative à la maîtrise du foncier en vue de la réalisation d'équipements publics structurants. – **Expropriation.**

22 avril 1987. – Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les atteintes aux libertés et les violences policières en Nouvelle-Calédonie. – **Nouvelle-Calédonie.**

28 avril 1987. – Proposition de loi relative à la situation des candidats admis au concours interne d'adjoint des cadres hospitaliers, organisé dans le département du Puy-de-Dôme les 2 février et 10 mai 1984. – **Examens et concours.**

29 avril 1987. – Proposition de loi portant création des sociétés d'actionnariat salarié. – **Sociétés civiles et commerciales.**

7 mai 1987. – Proposition de loi organique modifiant les dispositions tendant à la limitation du cumul des mandats électoraux et des fonctions électives. – **Élections.**
– Proposition de loi modifiant les dispositions tendant à limiter le cumul des mandats électoraux et des fonctions électives. – **Élections.**

19 mai 1987. – Proposition de loi tendant à faire bénéficier les véhicules équipés d'un pot d'échappement catalytique d'une réduction des tarifs de la vignette. – **Automobile (industrie).**

25 mai 1987. – Proposition de loi tendant à modifier les articles L 280, L 281, L 282, L 284, L 286 et L 288 du code électoral. – **Élections.**
– Proposition de loi tendant à supprimer la surcompensation entre les régimes spéciaux d'assurance vieillesse du secteur public. – **Assurance vieillesse.**

26 mai 1987. – Proposition de loi tendant à abroger les dispositions de l'article L 238 du code électoral relatives aux incompatibilités familiales dans les conseils municipaux. – **Communes.**

2 juin 1987. – Proposition de loi relative à la protection des services de télévision ou de radiodiffusion destinés à un public déterminé. – **Communication audiovisuelle.**

– Proposition de loi tendant à exclure toute référence aux prix des produits du tabac et des boissons alcoolisées dans les indices des prix publiés par les pouvoirs publics. – **Statistiques.**

3 juin 1987. – Proposition de loi tendant à la reconnaissance du statut de prisonnier, interné, détenu par le Viet-Minh entre 1945 et 1954. – **Déportés et internés.**

10 juin 1987. – Proposition de loi tendant à abroger la loi n° 82-889 du 19 octobre 1982 relative aux retenues pour absence de service fait par les personnels de l'État, des collectivités locales et des services publics. – **Fonctionnaires et agents publics.**

11 juin 1987. – Proposition de loi relative au statut des langues et cultures régionales dans l'enseignement, les affaires culturelles, l'éducation permanente, la radio et la télévision. – **Langues et cultures régionales.**

15 juin 1987. – Proposition de loi tendant à instituer le droit au logement et à définir les modalités de sa mise en œuvre concrète. – **Logement.**

17 juin 1987. – Proposition de loi tendant à créer un conseil national de prévention de la délinquance – **Police.**
– Proposition de loi tendant à permettre le départ à la retraite anticipée pour les anciens combattants en Afrique du Nord, de 1952 à 1962, demandeurs d'emploi en fin de droits ou pensionnés à un taux égal ou supérieur à 60 %, dès l'âge de 55 ans. – **Pensions et retraites.**
– Proposition de loi tendant à prendre en compte la durée du séjour en Afrique du Nord, de 1952 à 1962, des anciens combattants pour une retraite anticipée. – **Pensions et retraites.**
– Proposition de loi portant réforme de la loi n° 68-1251 du 31 décembre 1968 tendant à favoriser la conservation du patrimoine artistique national. – **Patrimoine artistique, archéologique et historique.**

18 juin 1987. – Proposition de loi tendant à résoudre le problème des enclaves. – **Chasse.**

23 juin 1987. – Proposition de loi tendant à prendre en compte la durée du séjour en Afrique du Nord de 1952 à 1962, des anciens combattants pour l'octroi d'une retraite anticipée. – **Pensions et retraites.**
– Proposition de loi tendant à permettre le départ à la retraite dès 55 ans des anciens combattants d'Afrique du Nord demandeurs d'emploi en fin de droits ou pensionnés à un taux égal ou supérieur à 60 %. – **Pensions et retraites.**

25 juin 1987. – Proposition de loi tendant à reconnaître et à organiser le droit à la permanence des liaisons maritimes et aériennes de la Corse avec le territoire continental de la République. – **Transports.**

26 juin 1987. – Proposition de loi relative à l'admission des chiens-guides d'aveugles dans tous les lieux accessibles au public. – **Handicapés.**
– Proposition de loi tendant à interdire le cumul d'une pension de retraite et d'un revenu d'activité au-dessus d'un certain plafond de ressources. – **Pensions et retraites.**
– Proposition de loi tendant à prendre en compte la durée du séjour en Afrique du Nord de 1952 à 1962 des anciens combattants pour une retraite anticipée. – **Pensions et retraites.**
– Proposition de loi tendant à permettre le départ à la retraite anticipée à l'âge de 55 ans aux anciens combattants d'Algérie, de Tunisie et du Maroc, demandeurs d'emploi en fin de droits ou pensionnés à un taux égal ou supérieur à 60 %. – **Pensions et retraites.**

30 juin 1987. – Proposition de loi tendant à instituer un salaire maternel. – **Prestations familiales.**

Première session extraordinaire de 1986-1987
(1er juillet-9 juillet 1987)

7 juillet 1987. – Proposition de loi constitutionnelle tendant à modifier les articles 24 et 56 de la Constitution. – **Président de la République.**
– Proposition de loi tendant à réglementer l'usage professionnel du titre de géologue. – **Géologues.**
– Proposition de loi relative à la création de zones d'entreprise dans le département de la Somme. – **Emploi.**
– Proposition de loi tendant à modifier certaines dispositions de la loi n° 82-621 du 21 juillet 1982, et complétant les codes de procédure pénale et de justice militaire. – **Justice.**

9 juillet 1987. – Proposition de loi tendant à attribuer aux veuves de combattants la qualité de ressortissantes de l'office nationale des combattants leur vie durant. – **Veuves.**
– Proposition tendant à diminuer le montant des annuités de remboursement des prêts d'accession à la propriété sociale devenues trop élevées au regard des ressources des acquéreurs. – **Logement.**

– Proposition de loi organique tendant à préciser l'article premier de l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958 modifiée, portant loi organique sur le Conseil constitutionnel. – **Conseil constitutionnel.**
– Proposition de loi tendant à réprimer tout acte raciste, antisémite ou xénophobe. – **Droit pénal.**

(Dépôts rattachés pour ordre au procès-verbal de la séance du 9 juillet 1987)

17 juillet 1987. – Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête parlementaire sur les conséquences des essais nucléaires français de Mururoa sur l'environnement. – **Environnement.**
– Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la dénationalisation des entreprises et des banques appartenant au secteur public effectuée depuis le 6 août 1986. – **Politique économique et sociale.**
– Proposition de loi tendant à modifier les articles 79 et 80 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État, afin de permettre la globalisation des financements du logement. – **Logement.**
– Proposition de loi tendant à achever le rattrapage du rapport constant le 1er juin 1987. – **Anciens combattants et victimes de guerre.**

21 juillet 1987. – Proposition de loi transférant à l'État la responsabilité du logement des instituteurs – **Enseignants.**

29 juillet 1987. – Proposition de loi tendant à modifier l'article L. 165-39 du code des communes et visant à instituer une procédure de retrait pour les communes membres de la communauté urbaine. – **Communes.**

12 août 1987. – Proposition de loi tendant à soumettre au Parlement la décision de suspendre un engagement international, notamment en matière de visa. – **Parlement.**

21 août 1987. – Proposition de loi modifiant la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État, modifiée et complétée par la loi n° 85-97 du 25 janvier 1985 tendant à confier aux départements la charge des lycées. – **Finances locales.**

25 août 1987. – Proposition de loi tendant à accorder aux prisonniers des camps Viet-Minh le statut de déporté et interné – **Déportés et internés.**

5 septembre 1987. – Proposition de loi tendant à compléter la loi n° 76-616 du 9 juillet 1976 relative à la lutte contre le tabagisme. – **Tabagisme.**

17 septembre 1987. – Proposition de loi tendant à autoriser les collectivités territoriales et leurs groupements à conclure des baux de longue durée pour l'exécution de missions de service public. – **Collectivités territoriales.**

Première session ordinaire de 1987-1988
(2 octobre-20 décembre 1987)

2 octobre 1987. – Proposition de loi modifiant le code électoral et relatif à l'élection des conseillers régionaux. – **Élections.**

7 octobre 1987. – Proposition de loi tendant à élever le niveau quantitatif et qualitatif de la contribution française au développement des pays non industrialisés et à lutter contre la faim.– **Coopération.**
– Proposition de loi relative à l'instauration d'une indemnité de retraite minimale pour les maires ayant effectué au moins deux mandats. – **Maires.**
– Proposition de loi modifiant l'article premier de la loi n° 82-471 du 7 juin 1982 relative au Conseil supérieur des Français de l'étranger. – **Français de l'étranger.**
– Proposition de loi tendant à simplifier les déclarations relatives à diverses taxes que doivent souscrire artisans, commerçants, et petites et moyennes entreprises. – **Impôts et taxes.**
– Proposition de loi modifiant la loi n° 82-471 du 7 juin 1982 relative au Conseil supérieur des Français de l'étranger. – **Français de l'étranger.**
– Proposition de loi tendant à assimiler les victimes d'attentats terroristes à des victimes civiles de guerre. – **Terrorisme.**

14 octobre 1987. – Proposition de loi instaurant un contrôle, a priori, de l'éligibilité des candidats aux élections municipales dans les communes de plus de 3500 habitants. – **Élections.**
– Proposition de loi visant à renforcer la répression des faussaires de cartes bancaires et les utilisateurs de fausses cartes. – **Banques et établissements financiers.**
– Proposition de loi relative à la réparation des accidents subis par les membres du Conseil supérieur des Français de l'étranger dans l'exercice de leurs fonctions. – **Français de l'étranger.**

16 octobre 1987. – Proposition de loi relative à la régulation de certaines populations animales. – **Nature (protection).**
– Proposition de loi tendant à mettre un terme à l'injustice et à la dilapidation des fonds publics résultant de l'emprunt 7 % 1973-1988. – **Finances publiques.**

20 octobre 1987. – Proposition de loi tendant à accorder le bénéfice de la campagne double aux fonctionnaires et assimilés anciens combattants en Afrique du Nord. – **Anciens combattants et victimes de guerre.**
– Proposition de loi tendant à faciliter la participation des salariés dans certains groupes de sociétés. – **Participation des salariés.**
– Proposition de loi tendant à favoriser le développement de l'épargne de proximité. – **Épargne.**

21 octobre 1987. – Proposition de loi tendant à compléter l'article 12 de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie et à instituer un mode de règlement périodique des indemnités dues aux exploitants agricoles. – **Exploitants agricoles.**
– Proposition de loi relative aux indemnités de fonction et de déplacement des membres du Conseil supérieur des Français de l'étranger. – **Français de l'étranger.**

23 octobre 1987. – Projet de loi portant modification de la loi n° 65-956 du 12 novembre 1965 sur la responsabilité civile des exploitants de navires nucléaires modifiée par la loi n° 68-1045 du 29 novembre 1968. – **Navires.**

29 octobre 1987. – Proposition de loi tendant à rendre obligatoire le tatouage des équidés. – **Animaux.**
– Proposition de loi modifiant la loi n° 82-471 du 7 juin 1982 relative au Conseil supérieur des Français de l'étranger. – **Français de l'étranger.**

6 novembre 1987. – Proposition de loi relative à la prescription de l'action en majoration de rente d'accident du travail pour faute inexcusable de l'employeur. – **Accidents du travail.**

10 novembre 1987. – Proposition de loi relative au financement et à la transparence des dépenses électorales des partis politiques. – **Partis et groupements politiques.**
– Proposition de loi sur l'assurance obligatoire visant à prévoir le paiement des indemnités de préavis et des indemnités de licenciement dont peuvent bénéficier les salariés en cas de destruction de l'entreprise par un incendie dû à une cause accidentelle constituant cas de force majeure. – **Assurances.**

16 novembre 1987. – Proposition de loi tendant à la pleine reconnaissance des droits des membres de la Résistance. – **Résistants.**

19 novembre 1987. – Proposition de loi tendant à modifier l'article 9 de la loi n° 86-1020 du 9 septembre 1986 relative à la lutte contre le terrorisme et aux atteintes à la sûreté de l'État. – **Terrorisme.**

23 novembre 1987. – Proposition de loi tendant à instituer l'élection d'un maire délégué dans les chefs-lieux des communes associées dans les territoires de la Nouvelle-Calédonie et dépendances et de la Polynésie française. – **Territoires d'outre-mer (TOM).**
– Proposition de loi relative au statut fiscal et social des terres inexploitées. – **Agriculture.**

24 novembre 1987. – Proposition de loi visant à modifier le statut juridique de la caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales. – **Collectivités territoriales.**

25 novembre 1987. – Projet de loi autorisant l'adhésion à un protocole relatif aux privilèges, exemptions et immunités de l'orga-

nisation internationale de télécommunications par satellites (INTELSAT). – **Traités et conventions.**

30 novembre 1987. – Proposition de loi tendant à instituer des droits nouveaux en matière d'information et d'intervention des travailleurs dans l'entreprise, et à garantir l'exercice de la citoyenneté. – **Travail.**
– Proposition de loi tendant à améliorer la situation des familles monoparentales. – **Famille.**

1er décembre 1987. – Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de la Trinité et Tobago, en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et d'encourager le commerce et les investissements internationaux (ensemble un protocole). – **Traités et conventions.**

2 décembre 1987. – Proposition de loi relative à la responsabilité des dommages causés par les lapins – **Responsabilité civile.**

8 décembre 1987. – Proposition de loi tendant à institutionnaliser en chambres consulaires les chambres des professions libérales et assimilées actuellement constituées en associations, conformément à la loi du 1er juillet 1901. – **Chambres consulaires.**

9 décembre 1987. – Proposition de loi organique tendant à compléter l'article L.O. 131 du code électoral relatif aux inéligibilités parlementaires. – **Élections.**

17 décembre 1987. – Proposition de résolution tendant à créer une commission de contrôle sur les services de l'État ayant eu à intervenir au cours des événements qui se sont déroulés le 23 octobre dernier à Tahiti. – **Polynésie française.**
– Proposition de loi tendant à assurer la protection des territoires produisant des vins d'appelation d'origine contrôlée. – **Boissons et alcools.**
– Proposition de loi tendant à autoriser la conclusion d'un contrat de famille en vue de la transmission de l'entreprise. – **Entreprises.**

Première session extraordinaire de 1987-1988
(21 décembre-23 décembre 1987)

21 décembre 1987. – Proposition de loi organique relative à l'élection du Président de la République. – **Président de la République.**
– Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention fiscale du 2 mai 1975 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Canada, ainsi que l'entente fiscale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Québec, en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu. – **Traités et conventions.**
– Proposition de loi tendant à assurer la transparence du patrimoine des élus et responsables politiques, l'accès égal des candidats au suffrage universel, le pluralisme de l'information et le statut des élus. – **Partis et groupements politiques.**

XIV. – DÉCISIONS DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL

Les références des trois décisions du Conseil constitutionnel rendues et publiées en janvier 1987 sur des textes adoptés en 1986 figurent dans les « Renseignements divers » de 1986.

*

Décisions rendues sur des textes adoptés en 1987 :

1 – Décision n° 87-226 DC du 2 juin 1987 (*JO* Lois et décrets du 4 juin 1987) qui déclare non contraires à la Constitution les dispositions de la **loi organisant la consultation des populations intéressées de la Nouvelle-Calédonie et dépendances prévue par l'alinéa premier de l'article 1er de la loi n° 86-844 du 17 juillet 1986 relative à la Nouvelle-Calédonie,** à l'exception de certaines dispositions (détachables) de l'article 1er.

2 – Décision n° 87-227 DC du 7 juillet 1987 (*JO* Lois et décrets du 8 juillet 1987) qui déclare non contraire à la Constitution la **loi modifiant l'organisation administrative et le régime électoral de la ville de Marseille.**

3 – Décision n° 87-228 DC du 26 juin 1987 (*JO* Lois et décrets du 28 juin 1987) qui déclare conformes à la Constitution le paragraphe I de l'article unique ayant le caractère de loi organique et le paragraphe II du même article ayant le caractère de loi, de la **loi organique relative à la situation des magistrats nommés à des fonctions du premier grade.**

4 – Décision n° 87-229 DC du 22 juillet 1987 (*JO* Lois et décrets du 23 juillet 1987) qui déclare non contraire à la Constitution la **loi relative aux établissements d'hospitalisation et à l'équipement sanitaire.**

5 – Décision n° 87-230 DC du 28 juillet 1987 (*JO* Lois et décrets du 29 juillet 1987) qui déclare contraires à la Constitution certaines dispositions de l'article 89 de la **loi portant diverses mesures d'ordre social.**

6 – Décision n° 87-231 DC du 5 janvier 1988 (*JO* Lois et décrets du 7 janvier 1988) qui déclare conforme à la Constitution la **loi organique modifiant le second alinéa de l'article L.O. 145 du code électoral.**

7 – Décision n° 87-232 DC du 7 janvier 1988 (*JO* Lois et décrets du 10 janvier 1988) qui déclare contraire à la Constitution l'article 15 (détachable) de la **loi relative à la mutualisation de la caisse nationale de crédit agricole.**

8 – Décision n° 87-233 DC du 5 janvier 1988 (*JO* Lois et décrets du 7 janvier 1988) qui déclare non conforme à la Constitution l'article 2 de la **loi relative aux élections cantonales.**

9 – Décision n° 87-234 DC du 7 janvier 1988 (*JO* Lois et décrets du 9 janvier 1988) qui déclare non conforme à la Constitution la **loi organique relative au contrôle du Parlement sur les finances des régimes obligatoires de sécurité sociale.**

10 – Décision n° 87-235 DC du 5 janvier 1988 (*JO* Lois et décrets du 7 janvier 1988) qui déclare conforme à la Constitution la **loi organique modifiant l'article 3 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel, afin d'élargir aux conseillers régionaux le droit de présentation des candidats à cette élection.**

11 – Décision n° 87-236 DC du 5 janvier 1988 (*JO* Lois et décrets du 7 janvier 1988) qui déclare conforme à la Constitution la **loi organique complétant l'article 3 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République du suffrage universel.**

12 – Décision n° 87-237 DC du 30 décembre 1987 (*JO* Lois et décrets du 31 décembre 1987) qui déclare contraire à la Constitution l'article 92 de la **loi de finances pour 1988.**

13 – Décision n° 87-238 DC du 5 janvier 1988 (*JO* Lois et décrets du 7 janvier 1988) qui déclare conforme à la Constitution la **loi organique portant maintien en activité des magistrats des cours d'appel et des tribunaux de grande instance.**

14 – Décision n° 87-239 DC du 30 décembre 1987 (*JO* Lois et décrets du 31 décembre 1987) qui déclare contraire à la Constitution l'article 13 de la **loi de finances rectificative pour 1987.**

15 – Décision n° 87-240 DC du 19 janvier 1988 (*JO* Lois et Décrets du 21 janvier 1988) qui déclare non contraire à la Constitution la **loi sur les bourses de valeurs.**

16 – Décision n° 87-241 DC du 19 janvier 1988 (*JO* Lois et Décrets du 21 janvier 1988) qui déclare non contraire à la Constitution la **loi portant statut du territoire de la Nouvelle-Calédonie.**

Voir également :

I.D – Contentieux électoral
I.I – Sénateur en mission

XV – TABLEAUX DE CONCORDANCE

A – De la date des séances avec la date de la publication, la pagination, les numéros des J.O. débats et les numéros des microfiches (Compte rendu)

ANNÉE 1987

DATE des séances.	DATE de la publication.	PAGINATIONS	NUMÉROS	NUMÉROS des microfiches.	DATE des séances.	DATE de la publication.	PAGINATIONS	NUMÉROS	NUMÉROS des microfiches.
2 avril	3 avril	1 à 26	1	001	2 oct	3 oct	3037 à 3048	57	061
3 avril	4 avril	27 à 40	2	002	7 oct	8 oct	3049 à 3064	58	062
7 avril	8 avril	41 à 58	3	003	8 oct	9 oct	3065 à 3090	59	063
8 avril	9 avril	59 à 96	4	004	9 oct	10 oct	3091 à 3100	60	064
9 avril	10 avril	97 à 138	5	005	13 oct	14 oct	3101 à 3108	61	065
10 avril	11 avril	139 à 152	6	006	14 oct	15 oct	3109 à 3162	62	066
14 avril	15 avril	153 à 182	7	007	15 oct	16 oct	3163 à 3230	63	067
15 avril	16 avril	183 à 238	8	008	16 oct	17 oct	3231 à 3246	64	068
16 avril	17 avril	239 à 288	9	009	20 oct	21 oct	3247 à 3294	65	069
21 avril	22 avril	289 à 316	10	010	21 oct	22 oct	3295 à 3366	66	070
22 avril	23 avril	317 à 370	11	011	22 oct	23 oct	3367 à 3460	67	071
23 avril	24 avril	371 à 458	12	012	23 oct	24 oct	3461 à 3476	68	072
24 avril	25 avril	459 à 490	13	013	27 oct	28 oct	3477 à 3530	69	073
28 avril	29 avril	491 à 544	14	014	28 oct	29 oct	3531 à 3552	70	074
29 avril	30 avril	545 à 594	15	015	29 oct	30 oct	3553 à 3618	71	075
30 avril	1er mai	595 à 646	16	016	3 nov	4 nov	3619 à 3648	72	076
5 mai	6 mai	647 à 702	17	017	4 nov	5 nov	3649 à 3680	73	077
6 mai	7 mai	703 à 780	18	018	5 nov	6 nov	3681 à 3734	74	078
7 mai	8 mai	781 à 804	19	019	6 nov	7 nov	3735 à 3748	75	079
12 mai	13 mai	805 à 850	20	020	10 nov	11 nov	3749 à 3808	76	080
13 mai	14 mai	851 à 942	21	021	12 nov	13 nov	3809 à 3864	77	081
14 mai	15 mai	943 à 1042	22	022-023	13 nov	14 nov	3865 à 3908	78	082
15 mai	16 mai	1043 à 1050	23	024	16 nov	17 nov	3909 à 3954	79	083
19 mai	20 mai	1051 à 1098	24	025	17 nov	18 nov	3955 à 4008	80	084
20 mai	21 mai	1099 à 1160	25	026	18 nov	19 nov	4009 à 4086	81	085
21 mai	22 mai	1161 à 1246	26	027	19 nov	20 nov	4087 à 4194	82	086-087
22 mai	23 mai	1247 à 1256	27	028	20 nov	21 nov	4195 à 4256	83	088
25 mai	26 mai	1257 à 1272	28	029	21 nov	22 nov	4257 à 4326	84	089
26 mai	27 mai	1273 à 1336	29	030	23 nov	24 nov	4327 à 4396	85	090
27 mai	28 mai	1337 à 1390	30	031	24 nov	25 nov	4397 à 4478	86	091
2 juin	3 juin	1391 à 1436	31	032	25 nov	26 nov	4479 à 4524	87	092
3 juin	4 juin	1437 à 1510	32	033	26 nov	27 nov	4525 à 4594	88	093
4 juin	5 juin	1511 à 1552	33	034	27 nov	28 nov	4595 à 4648	89	094
5 juin	6 juin	1553 à 1566	34	035	30 nov	1er déc	4649 à 4720	90	095
9 juin	10 juin	1567 à 1612	35	036	1er déc	2 déc	4721 à 4788	91	096
10 juin	11 juin	1613 à 1680	36	037	2 déc	3 déc	4789 à 4870	92	097
11 juin	12 juin	1681 à 1754	37	038	3 déc	4 déc	4871 à 4944	93	098
12 juin	13 juin	1755 à 1816	38	039	4 déc	5 déc	4945 à 5020	94	099
15 juin	16 juin	1817 à 1864	39	040	5 déc	6 déc	5021 à 5124	95	100-101
16 juin	17 juin	1865 à 1916	40	041	8 déc	9 déc	5125 à 5166	96	102
17 juin	18 juin	1917 à 2000	41	042	9 déc	10 déc	5167 à 5220	97	103
18 juin	19 juin	2001 à 2072	42	043	10 déc	11 déc	5221 à 5306	98	104
19 juin	20 juin	2073 à 2090	43	044	11 déc	12 déc	5307 à 5332	99	105
22 juin	23 juin	2091 à 2178	44	045	14 déc	15 déc	5333 à 5430	100	106
23 juin	24 juin	2179 à 2234	45	046	15 déc	16 déc	5431 à 5494	101	107
24 juin	25 juin	2235 à 2294	46	047	16 déc	17 déc	5495 à 5588	102	108
25 juin	26 juin	2295 à 2614	47	048 à 051	17 déc	18 déc	5589 à 5668	103	109
26 juin	27 juin	2615 à 2708	48	052	18 déc	19 déc	5669 à 5748	104	110
27 juin	28 juin	2709 à 2772	49	053	19 déc	20 déc	5749 à 5813	105	111
28 juin	29 juin	2773 à 2866	50	054	20 déc	21 déc	5815 à 5882	106	112
29 juin	30 juin	2867 à 2894	51	055	21 déc	22 déc	5883 à 5928	107	113
30 juin	1er juil	2895 à 2943	52	056	22 déc	23 déc	5929 à 6004	108	114
1er juil	2 juil	2945 à 2950	53	057	23 déc	24 déc	6005 à 6018	109	115
7 juil	8 juil	2951 à 2982	54	058					
8 juil	9 juil	2983 à 3010	55	059					
9 juil	10 juil	3011 à 3036	56	060					

B – De la date

de la publication avec

la pagination, les numéros des J.O. débats et les numéros des microfiches

(Questions)

ANNÉE 1987

DATE de la publication.	PAGINATIONS	NUMÉROS	NUMEROS des microfiches	DATE de la publication.	PAGINATIONS	NUMÉROS	NUMEROS des microfiches.
1 janv	1 à 32	1	01	2 juil	1015 à 1056	27	27
8 janv	33 à 52	2	02	9 juil	1057 à 1098	28	28
15 janv	53 à 76	3	03	16 juil	1099 à 1130	29	29
22 janv	77 à 106	4	04	23 juil	1131 à 1150	30	30
29 janv	107 à 138	5	05	30 juil	1151 à 1202	31	31
5 févr	139 à 182	6	06	6 août	1203 à 1246	32	32
12 févr	183 à 224	7	07	13 août	1247 à 1302	33	33
19 févr	225 à 260	8	08	20 août	1303 à 1338	34	34
26 févr	261 à 302	9	09	3 sept	1339 à 1396	35	35
5 mars	303 à 340	10	10	10 sept	1397 à 1444	36	36
12 mars	341 à 386	11	11	17 sept	1445 à 1486	37	37
19 mars	387 à 426	12	12	24 sept	1487 à 1522	38	38
26 mars	427 à 464	13	13	1er oct	1523 à 1572	39	39
2 avril	465 à 506	14	14	8 oct	1573 à 1606	40	40
9 avril	507 à 554	15	15	15 oct	1607 à 1646	41	41
16 avril	555 à 600	16	16	22 oct	1647 à 1694	42	42
17 avril	601 à 640	17	17	29 oct	1695 à 1728	43	43
30 avril	641 à 673	18	18	5 nov	1729 à 1774	44	44
7 mai	675 à 732	19	19	12 nov	1775 à 1808	45	45
14 mai	733 à 772	20	20	19 nov	1809 à 1842	46	46
21 mai	773 à 822	21	21	26 nov	1843 à 1886	47	47
28 mai	823 à 864	22	22	3 déc	1887 à 1920	48	48
4 juin	865 à 894	23	23	10 déc	1921 à 1946	49	49
11 juin	895 à 942	24	24	17 déc	1947 à 1988	50	50
18 juin	943 à 978	25	25	24 déc	1989 à 2020	51	51
25 juin	979 à 1014	26	26	31 déc	2021 à 2058	52	52

XVI. – EXPLICATION DES SIGLES

ACCA ..... Association communale de chasse agréée.
ACP (pays) ..... Pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique.
ACTIA ..... Association de coordination technique pour l'industrie agro-alimentaire.
ACTIM ..... Agence pour la coopération technique, industrielle et économique.
ACUCES ..... Association du centre universitaire de coopération économique et sociale.
ADEP ..... Agence pour le développement de l'éducation permanente.
ADI ..... Agence de l'information.
ADRAF ..... Agence de développement rural et d'aménagement foncier.
AFAT ..... Association française d'action touristique.
AFEI ..... Association française pour l'étiquetage d'information.
AFERNOD ..... Association française pour l'étude et la recherche des nodules.
AFME ..... Agence française pour la maîtrise de l'énergie.
AFP ..... Agence France-Presse.
AFPA ..... Association nationale pour la formation professionnelle des adultes.
AFTRP ..... Agence foncière et technique de la région parisienne.
AGEAM ..... Association pour la gérance d'écoles d'apprentissage maritime.
AGIRC ..... Association générale des institutions de retraites des cadres.
AMEXA ..... Assurance maladie, invalidité et maternité des exploitants agricoles.
AMG ..... Assistance médicale gratuite.
ANACT ..... Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail.
ANAH ..... Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat.
ANCE ..... Agence nationale pour la création d'entreprises
ANDA ..... Association nationale pour le développement agricole.
ANEFE ..... Association nationale des écoles françaises de l'étranger.
ANIFOM ..... Agence nationale pour l'indemnisation des Français d'outre-mer.
ANIL ..... Association nationale d'information logement.
ANIT ..... Agence nationale de l'information touristique.
ANPE ..... Agence nationale pour l'emploi.
ANRED ..... Agence nationale pour la récupération et l'élimination des déchets.
ANT ..... Agence nationale pour l'insertion et la promotion des travailleurs d'outre-mer.
ANVAR ..... Agence nationale de valorisation de la recherche.
AOC ..... Appellation d'origine contrôlée.
AP ..... Autorisation de programme.
AP ..... Assistance publique.
APEC ..... Association pour l'emploi des cadres, ingénieurs et techniciens.
APL ..... Aide personnalisée au logement.
APTRP ..... Association professionnelle des transporteurs de la région parisienne.
ARIAD ..... Association pour la recherche et l'information sur l'aide au développement.
ARIM ..... Association de restauration immobilière.

ARIST ..... Agence régionale d'information scientifique et technique.
ARRCO ..... Association des régimes de retraites complémentaires.
ASA ..... Aide supplémentaire d'attente.
ASE ..... Agence spatiale européenne.
ASEAN ..... Association of the South-East Asian Nations. Association des nations de l'Asie du Sud-Est.
ASGF ..... Association syndicale de gestion forestière.
ASSEDIC ..... Association pour l'emploi dans l'industrie et le commerce.
ASSU ..... Association du sport scolaire et universitaire.
ATAC ..... Association technique pour l'action culturelle.
ATC ..... Assistants techniques du commerce.
ATOS ..... Personnel administratif, technicien, ouvrier et de service.
AUDIST ..... Agence universitaire de documentation et d'information scientifique et technique.
AVTS ..... Allocation aux vieux travailleurs salariés.
BCA ..... Bureau central d'alerte.
BCC ..... Banque centrale de compensation.
BAPSA ..... Budget annexe des prestations sociales agricoles.
BCEAO ..... Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest.
BDPA ..... Bureau pour le développement de la production agricole.
BEAC ..... Banque des Etats de l'Afrique centrale.
BEI ..... Banque européenne d'investissement.
BEPA ..... Brevet d'études professionnelles agricoles.
BFCE ..... Banque française du commerce extérieur.
BIC ..... Bénéfices industriels et commerciaux.
BIPA ..... Banque d'information politique et d'actualité.
BIPE ..... Bureau d'information et de prévisions économiques.
BIT ..... Bureau international du travail.
BPA ..... Brevet professionnel agricole.
BRGM ..... Bureau de recherches géologiques et minières.
BTP ..... Bâtiment et travaux publics.
BTS ..... Brevet de technicien supérieur.
BUMIDOM ..... Bureau pour le développement des migrations intéressant les départements d'outre-mer.
BUS ..... Bureau universitaire de statistique.
CACOM ..... Caisse de consolidation et de mobilisation des crédits à moyen terme.
CACT ..... Commission d'amélioration des conditions de travail.
CADIST ..... Centre d'acquisition et de diffusion de l'information scientifique et technique.
CAECL ..... Caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales.
CANCAVA ..... Caisse autonome nationale de compensation de l'assurance vieillesse des artisans.
CAP ..... Certificat d'aptitude professionnelle.
CAPA ..... Caisse d'amortissement pour l'acier.
CAPES ..... Certificat d'aptitude au professorat d'enseignement secondaire.
CARPA ..... Caisse autonome des règlements pécuniaires des avocats.
CAT ..... Centre d'aide par le travail.
CAUE ..... Conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement.
CDCA ..... Comité de défense des commerçants et artisans.
CDF ..... Charbonnages de France.
CDPTH ..... Centre de développement et de promotion du textile et de l'habillement.
CEA ..... Commissariat à l'énergie atomique.
CECA ..... Communauté européenne du charbon et de l'acier.
CEE ..... Communauté économique européenne.
CEFAC ..... Centre de formation des assistants techniques du commerce et consultants commerciaux.
CEMAGREF ..... Centre national du machinisme agricole, du génie rural et des eaux et forêts.
CENCEP ..... Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance.
CEP ..... Centre d'expérimentation du Pacifique.
CEPAM ..... Centre d'études et de perfectionnement de l'artisanat et des métiers.
CEPII ..... Centre d'études prospectives et d'informations internationales.
CERAH ..... Centre d'étude et de recherche sur l'appareillage des handicapés.
CERBE ..... Centre de recherche sur le bien-être.
CERC ..... Centre d'étude des revenus et des coûts.
CERN ..... Centre européen de recherches nucléaires.
CES ..... Collège d'enseignement secondaire.
CESTA ..... Centre d'études des systèmes et des technologies avancées.
CET ..... Collège d'enseignement technique.
CFA ..... Centre de formation d'apprentis.
CFCE ..... Centre français du commerce extérieur.
CFDT ..... Confédération française démocratique du travail.
CFP ..... Compagnie française des pétroles.
CFPC ..... Centre de formation des personnels communaux.
CEO ..... Centre d'études d'opinion.
CESP ..... Centre d'étude des supports de publicité.
CFT ..... Confédération française du travail.
CGCT ..... Compagnie générale des constructions téléphoniques.
CGI ..... Code général des impôts.
CGT ..... Confédération générale du travail.
CHR ..... Centre hospitalier régional.
CHS ..... Comité d'hygiène et de sécurité.
CHSCT ..... Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail.
CHU ..... Centre hospitalier et universitaire.
CIASI ..... Comité interministériel pour l'aménagement des structures industrielles (voir CIRI).
CIAT ..... Comité interministériel pour l'aménagement du territoire.
CIDAR ..... Comité interministériel pour le développement et l'aménagement rural.
CIDISE ..... Comité interministériel pour le développement des investissements et le soutien de l'emploi.
CIFIA ..... Comité interministériel de financement des industries agro-alimentaires.
CII ..... Compagnie internationale pour l'informatique.
CIL ..... Comités interprofessionnels du logement.
CIPE ..... Comité interministériel pour la promotion de l'emploi.
CIRA ..... Centre interministériel de renseignements administratifs.
CIRCOSC ..... Centre interrégional de coordination des opérations de sécurité civile.
CIRDI ..... Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements.
CIRI ..... Comité interministériel de restructuration industrielle (remplace le CIASI).
CIRIT ..... Comité interprofessionnel de rénovation de l'industrie textile.
CNAC Georges-Pompidou ..... Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou (musée Beaubourg).
CNAJEP ..... Comité national pour les relations nationales et internationales des associations de jeunesse et d'éducation populaire.
CNAM ..... Conservatoire national des arts et métiers.
CNAP ..... Conseil national d'accession à la propriété.
CNAPS ..... Conseil national des activités physiques et sportives.
CNASEA ..... Centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles.
CNAVTS ..... Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés.
CNBF ..... Caisse nationale des barreaux français.
CNCA ..... Caisse nationale de crédit agricole.
CNCL ..... Commission nationale de la communication et des libertés.
CNDP ..... Centre national de documentation pédagogique.
CNEC ..... Centre national d'enseignement par correspondance.
CNEJ ..... Centre national d'études judiciaires.
CNES ..... Centre national d'études spatiales.
CNET ..... Centre national d'études des télécommunications.
CNEXO ..... Centre national pour l'exploitation des océans.
CNIH ..... Comité national interprofessionnel de l'horticulture florale et ornementale et des pépinières.
CNIL ..... Commission nationale de l'informatique et des libertés.
CNIPE ..... Centre national d'information pour la productivité des entreprises.
CNME ..... Caisse nationale des marchés de l'Etat.
CNOSF ..... Comité national olympique et sportif français.
CNPF ..... Conseil national du patronat français.
CNR ..... Compagnie nationale du Rhône.
CNRACL ..... Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales.
CNRS ..... Centre national de la recherche scientifique.
CNTA ..... Comptoir national technique agricole.
CNUCED ..... Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement.
COB ..... Commission des opérations de bourse.
CODEFI ..... Comités départementaux pour le financement des investissements des entreprises.
CODER ..... Commission de développement économique régional.

CODERPA ..... Comité départemental des retraités et personnes âgées.
CODEVI ..... Comptes pour le développement industriel.
CODIS ..... Comité d'orientation pour le développement des industries stratégiques.
CODISC ..... Centre opérationnel de la direction de la Sécurité civile.
COFACE ..... Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur.
COGEMA ..... Compagnie générale des matières nucléaires
COMES ..... Commissariat à l'énergie solaire.
COMT ..... Commission des marchés à terme de marchandises.
CORDES ..... Comité d'organisation des recherches appliquées sur le développement économique et social.
CORRI ..... Comité régional de restructuration industrielle.
COS ..... Coefficient d'occupation du sol.
COTOREP ..... Commission technique d'orientation et de reclassement professionnel.
CPAG ..... Centres de préparation à l'administration générale.
CPIE ..... Centre permanent d'initiation à l'environnement.
CPP ..... Code de procédure pénale.
CREDOC ..... Centre de recherche et de documentation sur la consommation (devenu Centre de recherches pour l'étude et l'observation des conditions de vie).
CREPS ..... Centre régional d'éducation physique et sportive et d'éducation populaire.
CROAT ..... Centre régional d'observation de l'activité touristique.
CROSS ..... Centre régional opérationnel de surveillance et de sauvetage.
CROUS ..... Centre régional des œuvres universitaires et scolaires.
CRPF ..... Centre régional de la propriété forestière.
CRTL ..... Comité régional du tourisme et des loisirs.
CSCE ..... Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe.
CSMF ..... Confédération des syndicats médicaux français.
CSTB ..... Centre scientifique et technique du bâtiment.
CTGREF ..... Centre technique du génie rural, des eaux et forêts.
CTIFL ..... Centre technique interprofessionnel des fruits et légumes.
CTIR ..... Centres de traitement informatique régionaux.
CUCES ..... Centre universitaire de coopération économique et sociale.
CUMA ..... Coopérative d'utilisation de matériel agricole.
CVR ..... Combattant volontaire de la Résistance.
DATAR ..... Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale.
DCRF ..... Direction de la consommation et de la répression des fraudes.
DCRI ..... Direction de la coopération et des relations internationales.
DDASS ..... Direction départementale de l'action sanitaire et sociale.
DDE ..... Direction départementale de l'équipement.
DEFI ..... Développement-Exportation-Formation-Image (nouveau sigle du CDPTH).
DEPE ..... Délégués des entreprises pour l'emploi.
DEUG ..... Diplôme d'études universitaires générales.
DGA ..... Délégation générale pour l'armement.
DGCC ..... Direction générale de la concurrence et de la consommation.
DGCL ..... Direction générale des collectivités locales.
DGD ..... Dotation générale de décentralisation.
DGE ..... Dotation globale d'équipement
DGF ..... Dotation globale de fonctionnement.
DGRST ..... Délégation générale à la recherche scientifique et technique.
DIHP ..... Délégation de l'information historique pour la paix.
DIJA ..... Dotation d'installation aux jeunes agriculteurs.
DJA ..... Dotation aux jeunes agriculteurs (voir DIJA).
DOM ..... Département d'outre-mer.
DOT ..... Défense opérationnelle du territoire.
ECU ..... European currency unit (unité de compte européenne).
EDF ..... Electricité de France.
EID ..... Entente interdépartementale pour la démoustication.
ENA ..... Ecole nationale d'administration.
ENIM ..... Etablissement national des invalides de la marine.
ENM ..... Ecole nationale de la magistrature.
EPAD ..... Etablissement public pour l'aménagement de la Défense.
ERAP ..... Entreprise de recherche et d'activités pétrolières.
EUMETSAT ..... European Meteorology Satellite Organisation européenne pour l'exploitation de satellites météorologiques.
EUTELSAT ..... Organisation européenne de télécommunications par satellite.
FAAS ..... Fonds additionnel d'action sociale.
FAC ..... Fonds d'aide et de coopération.
FAC ..... Fonds d'action conjoncturelle.
FACE ..... Fonds d'amortissement des charges d'électrification.
FACT ..... Fonds d'amélioration des conditions de travail.
FADIL ..... Fonds d'aide au développement de l'intérieur et des îles.
FAR ..... Fonds d'action rurale.
FARI ..... Fonds d'aide à la recherche et à l'innovation.
FAS ..... Fonds d'action sociale pour les travailleurs migrants.
FASASA ..... Fonds d'action sociale pour l'aménagement des structures agricoles.
FASSO ..... Fonds d'action sanitaire et sociale obligatoire.
FAU ..... Fonds d'aménagement urbain.
FBCF ..... Formation brute de capital fixe.
FDES ..... Fonds de développement économique et social.
FEC ..... Fonds d'égalisation des charges.
FECL ..... Fonds d'équipement des collectivités locales.
FED ..... Fonds européen de développement.
FEDER ..... Fonds européen de développement régional.
FEOGA ..... Fonds européen d'orientation et de garantie agricole.
FESIC ..... Fédération des écoles supérieures d'ingénieurs et de cadres.
FIANE ..... Fonds d'intervention et d'action pour la nature et l'environnement.
FIAC ..... Foire internationale d'art contemporain.
FIAM ..... Fonds d'intervention pour l'autodéveloppement en montagne.
FIAT ..... Fonds d'intervention pour l'aménagement du territoire.
FICA ..... Fondation à l'initiative créatrice artisanale.
FIDA ..... Fonds international pour le développement agricole.
FIDAR ..... Fonds interministériel de développement et d'aménagement rural.
FIDES ..... Fonds d'investissement et de développement économique et social.
FIDOM ..... Fonds d'investissement des départements d'outre-mer.
FIM ..... Fonds industriel de modernisation.
FINUL ..... Force intérimaire des Nations unies au Liban.
FIOM ..... Fonds d'intervention et d'organisation des marchés des produits de la pêche maritime et de la conchyliculture.
FIQV ..... Fonds d'investissement pour la qualité de la vie.
FIRS ..... Fonds d'intervention et de régularisation du marché du sucre.
FLNC ..... Front de libération nationale de la Corse.
FLNKS ..... Front de libération national kanak socialiste.
FMF ..... Fédération des médecins de France.
FMI ..... Fonds monétaire international.
FMO ..... Force multinationale et d'observateurs.
FNACA ..... Fédération nationale des anciens combattants en Algérie.
FNAFU ..... Fonds national d'aménagement foncier et d'urbanisme.
FNAH ..... Fonds national d'amélioration de l'habitat.
FNAL ..... Fonds national d'aide au logement.
FNAPSUM ..... Fédération nationale des associations de permanence de soins et d'urgences médicales.
FNAT ..... Fonds national d'aménagement du territoire.
FNDA (ou FNDVA) Fonds national pour le développement de la vie associative.
FNDAE ..... Fonds national pour le développement des adductions d'eau.
FNDS ..... Fonds national pour le développement du sport (ancien Fonds national d'aide au sport de haut niveau).
FNE ..... Fonds national de l'emploi.
FNSEA ..... Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles.
FONJEP ..... Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire.
FORMA ..... Fonds d'orientation et de régularisation des marchés agricoles.

FOST ..... Force océanique stratégique.
FPA ..... Formation professionnelle des adultes.
FRAC ..... Fonds régionaux d'art contemporain.
FROM ..... Fonds régionaux d'organisation des marchés.
FSAI ..... Fonds spécial d'adaptation industrielle.
FSIR ..... Fonds spécial d'investissement routier.
GAEC ..... Groupement agricole d'exploitation en commun.
GANIL ..... Grand accélérateur national à ions lourds.
GAPP ..... Groupe d'aide psycho-pédagogique.
GATT ..... General agreement on tariffs and trade. Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce.
GDF ..... Gaz de France.
GEPI ..... Groupe d'études prospectives internationales.
GERDAT ..... Groupement d'études et de recherches pour le développement de l'agronomie tropicale.
GFA ..... Groupement foncier agricole.
GIE ..... Groupement d'intérêt économique.
GIP ..... Groupement d'intérêt public (recherche et développement technologique).
GMEM ..... Groupe maritime d'économie mixte.
GREP ..... Groupements régionaux d'épargne et de prévoyance.
HLM ..... Habitations à loyer modéré.
IAD ..... Indemnité annuelle départ.
IATA ..... Association internationale des transports aériens.
IAURIF ..... Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région Ile-de-France.
IDES ..... Institut de développement de l'économie sociale.
IDHEC ..... Institut des hautes études cinématographiques.
IDI ..... Institut de développement industriel.
IDIA ..... Institut de développement des industries agro-alimentaires.
IDICA ..... Institut de développement industriel des composants automobiles.
IFAC ..... Inspection fusionnée d'assiette et de contrôle.
IFREMER ..... Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer.
IGREF ..... Ingénieurs du génie rural, des eaux et forêts.
ILM ..... Immeuble à loyer moyen.
ILN ..... Immeuble à loyer normal.
INA ..... Institut national de l'audiovisuel.
INAO ..... Institut national des appellations d'origine des vins et eaux-de-vie.
INC ..... Institut national de la consommation.
INED ..... Institut national d'études démographiques.
INEP ..... Institut national d'éducation populaire.
INMARSAT ..... Organisation internationale de télécommunications maritimes par satellites.
INPI ..... Institut national de la propriété industrielle.
INPNPP ou IN2P3 Institut national de physique nucléaire et de physique des particules.
INRA ..... Institut national de la recherche agronomique.
INRIA ..... Institut national de la recherche en informatique et en automatique.
INRP ..... Institut national de la recherche pédagogique.
INRS ..... Institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles.
INSA ..... Institut national des sciences appliquées.
INSEE ..... Institut national de la statistique et des études économiques.
INSEP ..... Institut national du sport et de l'éducation physique.
INSERM ..... Institut national de la santé et de la recherche médicale.
IPES ..... Institut de préparation aux enseignements du second degré.
IRA ..... Instituts régionaux d'administration.
IRAP ..... Instituts régionaux d'administration publique.
IRCAM ..... Institut de recherche et de coordination acoustique-musique.
IRCANTEC ..... Institution de retraite complémentaire des agents non titulaires de l'Etat et des collectivités publiques.
IRIA ..... Institut de recherche d'informatique et d'automatique.
IRPP ..... Impôt sur le revenu des personnes physiques.
IRSID ..... Institut de recherche de la sidérurgie.
ISM ..... Indemnité spéciale de montagne.
ISTPM ..... Institut scientifique et technique des pêches maritimes.
ITA ..... Ingénieurs, techniciens, administratifs.
ITEF ..... Ingénieurs techniciens d'études et de fabrications.
ITEF ..... Ingénieurs des travaux des eaux et forêts.
IUT ..... Institut universitaire de technologie.
IVD ..... Indemnité viagère de départ.
JET ..... Joint European Torus.
JO ..... Journal officiel.
LBU ..... Ligne budgétaire unique.
LCR ..... Lettre de change-relevé.
LTS ..... Logement très social.
MARISAT ..... Système de télécommunications maritimes par satellites.
MCM ..... Montants compensatoires monétaires.
MECA ..... Machines et équipements de conception avancée.
MIACA ..... Mission interministérielle pour l'aménagement de la côte d'Aquitaine.
MIDEM ..... Marché international du disque et de l'édition musicale.
MIDIST ..... Mission interministérielle de l'information scientifique et technique.
MILT ..... Mission interministérielle de lutte contre la toxicomanie.
OCDE ..... Organisation de coopération et de développement économiques.
OCORA ..... Office de coopération radiophonique.
OECE ..... Organisation européenne de coopération économique.
OGAF ..... Opération groupée d'aménagement foncier.
OIT ..... Organisation internationale du travail.
OLP ..... Organisation de la libération de la Palestine.
OMCI ..... Organisation maritime consultative intergouvernementale.
OMS ..... Organisation mondiale de la santé.
ONAC ..... Office national des anciens combattants et victimes de guerre.
ONERA ..... Office national d'études et de recherches aérospatiales.
ONI ..... Office national d'immigration.
ONIBEV ..... Office national interprofessionnel du bétail et des viandes.
ONIC ..... Office national interprofessionnel des céréales.
ONIPPAM ..... Office national interprofessionnel des plantes à parfum, aromatiques et médicinales.
ONISEP ..... Office national d'information sur les enseignements et les professions.
ONIVIT ..... Office national interprofessionnel des vins de table.
ONSER ..... Organisation nationale pour la sécurité routière.
ONU ..... Organisation des Nations unies.
ONUDI ..... Organisation des Nations unies pour le développement industriel.
OPEP ..... Organisation des pays exportateurs de pétrole.
OPH ..... Opération programmée d'amélioration de l'habitat.
OPPBTP ..... Organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics.
OREAV ..... Organismes d'études d'aménagement des vallées.
ORGANIC ..... Organisation autonome nationale d'assurance vieillesse de l'industrie et du commerce.
ORSECRAD ..... Plan ORSEC radiations.
ORSECTOX ..... Plan ORSEC matières toxiques.
ORSTOM ..... Office de la recherche scientifique et technique d'outre-mer.
POLMAR ..... Plan ORSEC pollution marine.
PPI ..... Plan particulier d'intervention.
PU ..... Plan d'urgence.
ORTF ..... Office de radiodiffusion et télévision française.
OTA ..... Office of technology assessment.
OTAN ..... Organisation du traité de l'Atlantique-Nord.
OTASE ..... Organisation du traité de l'Asie du Sud-Est.
OUA ..... Organisation de l'unité africaine.
PAC ..... Politique agricole commune.
PACT ..... Propagande et action contre le taudis.
PADOG ..... Plan d'aménagement et d'organisation générale de la région parisienne.
PAH ..... Prime à l'amélioration de l'habitat.
PALULOS ..... Prime à l'amélioration des logements à usage locatif et à occupation sociale.
PAP ..... Prêt d'accession à la propriété.
PAP ..... Programme d'action prioritaire.
PAPIR ..... Programme d'action prioritaire d'initiative régionale.
PAR ..... Plans d'aménagement ruraux.
PEGC ..... Professeur d'enseignement général de collège.
PIB ..... Production intérieure brute ou produit intérieur brut.
PIM ..... Programmes intégrés méditerranéens.
PLA ..... Prêt locatif aidé.

PLD ..... Plafond légal de densité.
PLR ..... Programmes à loyer réduit.
PMA ..... Pays les moins avancés.
PME ..... Petites et moyennes entreprises.
PMI ..... Petites et moyennes industries.
PMI ..... Protection maternelle et infantile.
PMU ..... Pari mutuel urbain.
PNB ..... Produit national brut.
PNUD ..... Programme des Nations unies pour le développement.
PNUE ..... Programme des Nations-Unies pour l'environnement.
POA ..... Prime d'orientation agricole.
POS ..... Plan d'occupation des sols.
PPE ..... Programmes prioritaires d'exécution.
PPI ..... Plan particulier d'intervention.
PRAF ..... Patriotes réfractaires à l'annexion de fait.
PRDE ..... Plan régional de développement économique et social et d'aménagement du territoire.
PRO ..... Patriotes résistants à l'Occupation.
PSI ..... Prêt spécial immobilier.
PSR ..... Programmes sociaux de relogement.
PTOM ..... Pays et territoires d'outre-mer.
PTT ..... Postes et télécommunications.
PU ..... Plan d'urgence.
RATP ..... Régie autonome des transports parisiens.
RBE ..... Résultat brut d'exploitation.
RCB ..... Rationalisation des choix budgétaires.
RDA ..... République démocratique allemande.
RER ..... Réseau express régional.
RFA ..... République fédérale d'Allemagne.
RFO ..... Société de radiodiffusion et de télévision pour l'outre-mer.
RIVP ..... Régie immobilière de la Ville de Paris.
RTLN ..... Réunion des théâtres lyriques nationaux.
SAFER ..... Sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural.
SAIF ..... Sociétés agricoles d'investissement foncier.
SALT (accords) .... Stratégic Arms Limitation Treaty. Traité de limitation des armes stratégiques.
SAMU ..... Service d'aide médicale urgente.
SCA ..... Sociétés coopératives artisanales.
SCA ..... Syndicats communautaires d'aménagement.
SCIC ..... Société immobilière de la Caisse des dépôts.
SCOP ..... Sociétés coopératives ouvrières de production.
SCPI ..... Société civile de placement immobilier.
SCPRI ..... Service central de protection contre les rayonnements ionisants.
SDAU ..... Schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme.
SDECE ..... Service de documentation extérieure et de contre-espionnage.
SDIS ..... Service départemental d'incendie et de secours.
SDR ..... Société de développement régional.
SEATER ..... Service d'étude et d'aménagement touristique de l'espace rural.
SEATM ..... Service d'étude et d'aménagement touristique de la montagne.
SEFA ..... Société d'épargne foncière agricole.
SEFRANE ..... Service pour l'emploi des Français à l'étranger.
SEITA ..... Société d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes.
SEPT ..... Société d'édition de programmes de télévision.
SESAME ..... Service de soutien et d'accompagnement sur les marchés extérieurs.
SFP ..... Société française de production et création audiovisuelles.
SFT ..... Société française de télédistribution.
SIBEV ..... Société interprofessionnelle du bétail et des viandes.
SICA ..... Société d'intérêt collectif agricole.
SICAV ..... Société d'investissement à capital variable.
SICOMI ..... Société immobilière pour le commerce et l'industrie.
SIDO ..... Société interprofessionnelle des oléagineux.
SIECA ..... Service d'information, d'études et de cinématographie des armées.
SIRPA ..... Service d'information et de relations publiques des armées.
SIVOM ..... Syndicat intercommunal à vocation multiple.
SIVP ..... Stage d'initiation à la vie professionnelle.
SMA ..... Service militaire adapté.
SME ..... Système monétaire européen.
SMI ..... Surface minimum d'installation (agriculture).
SMIC ..... Salaire minimum de croissance.
SMVM ..... Schéma de mise en valeur de la mer.
SNCF ..... Société nationale des chemins de fer français.
SNCM ..... Société nationale maritime Corse-Méditerranée.
SNECMA ..... Société nationale d'étude et de construction de moteurs d'aviation.
SNEP ..... Société nationale des entreprises de presse.
SNI ..... Syndicat national des instituteurs.
SNIAS ..... Société nationale industrielle aérospatiale.
SNLE ..... Sous-marin nucléaire lanceur d'engins.
SNPA ..... Société nationale des pétroles d'Aquitaine.
SNSM ..... Société nationale de sauvetage en mer.
SOFARIS ..... Société française pour l'assurance du capital-risque.
SOFIRAD ..... Société financière de radiodiffusion.
SOFIREM ..... Société foncière pour favoriser l'industrialisation des régions minières.
SOFRATEV ..... Société française d'études et de réalisations d'équipements de radiodiffusion et de télévision.
SOMIVAC ..... Société pour la mise en valeur agricole de la Corse.
SONACOTRA .... Société nationale de construction de logements pour les travailleurs.
SOP ..... Service d'observation des programmes.
SOPEXA ..... Société pour l'expansion des ventes de produits agricoles et alimentaires.
SOREFI ..... Sociétés régionales de financement.
SPULEN ..... Service public unifié et laïque de l'Education nationale.
SS ..... Sécurité sociale.
STAR ..... Système téléphonique d'alerte aux risques.
STO ..... Service du travail obligatoire.
TDF ..... Télédiffusion de France.
TEF ..... Techniciens d'études et de fabrication.
TGV ..... Train à grande vitesse.
TIPP ..... Taxe intérieure sur les produits pétroliers.
TLE ..... Taxe locale d'équipement.
TOM ..... Territoire d'outre-mer.
TPFA ..... Tribunaux permanents des forces armées.
TPG ..... Trésoriers-payeurs généraux.
TPS ..... Taxe sur les prestations de services.
TTFA ..... Tribunaux territoriaux des forces armées.
TUC ..... Travaux d'utilité collective.
TVA ..... Taxe sur la valeur ajoutée.
UCANSS ..... Union des caisses nationales de sécurité sociale.
UEO ..... Union de l'Europe occidentale.
UER ..... Unité d'enseignement et de recherche.
UEREPS ..... UER d'éducation physique et sportive.
UFAC ..... Union française des associations de combattants et de victimes de guerre.
UGAP ..... Union des groupements d'achats publics.
UGB ..... Unité de gros bétail.
UGC ..... Union générale cinématographique.
UNAF ..... Union nationale des associations familiales.
UNEDIC ..... Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce.
UNESCO ..... Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture.
UNIL ..... Union nationale interprofessionnelle du logement.
UNSS ..... Union nationale du sport scolaire.
URSSAF ..... Union de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales.
UTA ..... Union des transports aériens.
UTN ..... Unité touristique nouvelle.
VRP ..... Voyageurs, représentants, placiers.
VRTS ..... Versement représentatif de la taxe sur les salaires.
VSNA ..... Volontaires du service national actif.
ZAC ..... Zone d'aménagement concerté.
ZAD ..... Zone d'aménagement différé.
ZAN ..... Zones d'agglomération nouvelle.
ZEP ..... Zone d'éducation prioritaire.
ZEP ..... Zone d'environnement protégé.
ZIF ..... Zone d'intervention foncière.
ZUP ..... Zone à urbaniser en priorité.

DEUXIÈME PARTIE

TABLE DES MATIÈRES

SESSIONS DE 1987

A

Accidents du travail

1. – **Proposition de loi relative à la prescription de l'action en majoration de rente d'accident du travail pour faute inexcusable de l'employeur,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Jacques Grandon, sénateur (6 novembre 1987) [n° **87** (87-88)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

Accords internationaux

Voir *Traités et conventions*, **4**

Accords multifibres (AMF)

Voir *Questions orales avec débat* n° **123**

Acte unique européen

Voir *Questions au Gouvernement* n° **164**

Action sanitaire et sociale

Voir *Etats-Unis d'Amérique (USA)*, **1**
Lois de finances, **1**, Affaires sociales et emploi - II – Affaires sociales
Questions au Gouvernement n° **177**
Questions orales sans débat n° **144** ; n° **199**

Actionnaires et actionnariat

Voir *Banques et établissements financiers*, **1**
Consommateurs (protection et information), **2**, Art. 7 (2e lecture)
Epargne, **1**
Participation des salariés, **1**
Sociétés civiles et commerciales, **1** ; **2**

Administration (relations avec le public)

Voir *Contentieux fiscal*, **1**
Médiateur, **1**

Administration centrale et services extérieurs

Voir *Questions orales sans débat* n° **202**

Administration fiscale

Voir *Questions au Gouvernement* n° **210**
Questions orales sans débat n° **221**

Administration pénitentiaire

Voir *Etablissements pénitentiaires*, **1**

Aéronautique (industrie)

Voir *Questions au Gouvernement* n° **219**
Questions orales sans débat n° **180**

Aéronefs

1. – **Projet de loi relatif à la saisie conservatoire des aéronefs,** PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Jacques Chirac, Premier ministre, par M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, et par M. Jacques Douffiagues, ministre chargé des transports (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 20 décembre 1986-23 janvier 1987) [n° **143** (86-87)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jacques Thyraud (8 avril 1987) [n° **173** (86-87)] – Discussion (5 mai 1987) – Adoption (5 mai 1987) [n° **59**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (6 mai 1987) [n° **702**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jacques Limouzy (3 juin 1987) [n° **802**] – Discussion (15 juin 1987) – Adoption (15 juin 1987) [n° **122**].

PROMULGATION : Loi n° 87-424 du 19 juin 1987 (*JO* Lois et décrets du 20 juin 1987).

Discussion (première lecture)

(5 mai 1987) (p. 692, 694).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 692, 693) : *MM. Jacques Douffiagues, ministre chargé des transports ; Jacques Thyraud, rapporteur de la commission des lois ; Louis Virapoullé.*

Aéronefs : *Douffiagues (Jacques)* (p. 692) ; *Thyraud (Jacques)* (p. 692, 693) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 693).

Biens meubles : *Thyraud (Jacques)* (p. 692) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 693).

Code de l'aviation civile : *Douffiagues (Jacques)* (p. 692) ; *Thyraud (Jacques)* (p. 692).

Code de procédure civile : *Thyraud (Jacques)* (p. 692).

Créances : *Douffiagues (Jacques)* (p. 692) ; *Thyraud (Jacques)* (p. 692, 693) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 693).

Saisies : *Douffiagues (Jacques)* (p. 692) ; *Thyraud (Jacques)* (p. 692, 693) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 693).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 693, 694) : *MM. Jacques Thyraud, rapporteur ; Jacques Douffiagues, ministre ; Jacques Habert.*

Art. unique *(Nouvel article L. 123-3 du code de l'aviation civile : limitation des possibilités de saisie conservatoire des aéronefs de nationalité étrangère)* (p. 693).

Adopté : amendement n° 1 de M. Jacques Thyraud, rapporteur : nouvelle rédaction de l'article visant à marquer nettement la différence entre la procédure de saisie conservatoire judiciaire et les autres procédures administratives d'immobilisation des aéronefs, et à l'extension du champ d'application de la loi à tous les aéronefs quelle que soit leur nationalité (p. 694).

Explication de vote : *M. Jacques Habert (p. 693, 694).*

Adoption (5 mai 1987) (p. 694).

Affaires étrangères

Voir *Lois de finances*, **1**, Affaires étrangères

Affaires sociales

Voir *Lois de finances*, **1**, Affaires sociales et emploi - I – Section commune et III – Emploi - II – Affaires sociales

Afghanistan

Voir *Questions au Gouvernement* n° **224** ; n° **241**

Afrique

Voir *Questions orales avec débat* n° **147**

Afrique du nord

Voir *Anciens combattants et victimes de guerre*, **2** ; **4**

Pensions et retraites, **1** ; **2** ; **3** ; **4** ; **6** ; **7**
Questions au Gouvernement n° **225**
Rapatriés, **1** ; **2** ; **3**

Afrique du Sud (République)

Voir *Questions orales avec débat* n° **126**

Afrique, Caraïbes, Pacifique (pays ACP)

Voir *Questions au Gouvernement* n° **190**

Agents de change

Voir *Bourses de valeurs*, **1**

Agents non titulaires des collectivités territoriales

Voir *Fonction publique territoriale*, **1**

Agriculture

Voir *Gouvernement (déclarations)*, **2** ; **3**
Lois de finances, **1**, Art. 7, 8, 9 ; Agriculture ; Economie, finances et privatisation - Commerce extérieur ; Prestations sociales agricoles (Budget annexe)
Questions au Gouvernement n° **227**
Questions orales sans débat n° **232**
Responsabilité civile, **1**

1. – **Rapport d'information,** fait au nom de la **mission d'information** désignée par la commission des affaires économiques et chargé d'étudier l'avenir de la **politique agricole commune**, par M. Jean François-Poncet, sénateur (21 mai 1987) [n° **236** (86-87)].

2. – **Proposition de loi relative au statut fiscal et social des terres inexploitées,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Roland du Luart, sénateur (23 novembre 1987) [n° **106** (87-88)] – Renvoi à la commission des finances.

Agro-alimentaire (industrie)

Voir *Lois de finances*, **1**, Agriculture

Aide alimentaire

Voir *Questions au Gouvernement* n° **227**
Questions orales sans débat n° **177**
Traités et conventions, **12**

Aide au développement

Voir *Coopération*, **1**
Traités et conventions, **7**

Aisne (département)

Voir *Questions orales sans débat* n° **231**

Alcoolisme

Voir *Circulation routière*, **2**
Questions au Gouvernement n° **181**
Questions orales sans débat n° **231**

Algérie

Voir *Questions au Gouvernement* n° **184**
Rapatriés, **2**
Traités et conventions, **35**

Allocations familiales

Voir *Questions au Gouvernement* n° **146**
Questions orales sans débat n° **225**

Allocutions et communications

Voir *Conférence des présidents*, **2**
Eloges funèbres, **4**

1. – **Incidents dans le Palais du Luxembourg :** émotion suscitée par la manifestation des instituteurs à l'intérieur de l'hémicycle du Sénat – Suspension de séance (2 avril 1987) (p. 4) – *M. Alain Poher, président du Sénat.*

2. – **Communications diverses** : cessation de mandat, décès, remplacement de sénateurs, décisions du Conseil constitutionnel (2 avril 1987) (p. 4, 5) – *M. Alain Poher, président du Sénat.*

3. – **Communication de M. le président de l'Assemblée nationale** : composition du bureau de l'Assemblée nationale à la suite des nominations du 2 avril 1987 (7 avril 1987) (p. 57).

4. – **Communication du Gouvernement**, en date du 6 mai 1987, relative à la consultation des assemblées territoriales des îles **Wallis et Futuna**, de **Polynésie française** et de **Nouvelle-Calédonie** et dépendances sur le projet de loi sur l'exercice de l'autorité parentale (6 mai 1987) (p. 774).

5. – **Communication de M. le Garde des Sceaux** : transmission de l'ordonnance du juge d'instruction constatant que les faits imputables à M. Christian Nucci sont de la seule compétence de la Haute Cour de justice (12 mai 1987) (p. 807).

6. – **Communication du Gouvernement** en date du 13 mai 1987 relative à la consultation des assemblées territoriales de **Polynésie française,** des **îles Wallis-et-Futuna** et de **Nouvelle-Calédonie** et dépendances sur le projet de loi relatif à la navigation réservée (13 mai 1987) (p. 871).

7. – **Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire de la République indienne** (21 mai 1987) (p. 1173) – *M. Jean Chérioux, vice-président du Sénat, président de séance.*

8. – **Communication du Gouvernement**, en date du 11 juin 1987, relative à la consultation de l'Assemblée territoriale de **Nouvelle-Calédonie** et dépendances sur la proposition de loi de M. Jacques Lafleur tendant à modifier le mode d'élection des conseillers municipaux en Nouvelle-Calédonie et dépendances (12 juin 1987) (p. 1758).

9. – **Communication du Gouvernement**, en date du 12 juin 1987, relative à la consultation de l'Assemblée territoriale de **Polynésie française** sur la proposition de loi de M. Edouard Fritch, tendant à étendre au territoire de la Polynésie française le champ d'application de la loi n° 77-748 du 8 juillet 1977 relative aux sociétés anonymes à participation ouvrière (12 juin 1987) (p. 1783).

10. – **Souhaits de bienvenue à une délégation de parlementaires du Japon** (19 juin 1987) (p. 2076) – *M. Alain Poher, président du Sénat.*

11. – **Communication du Gouvernement** : réponse de M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi, aux interrogations du Sénat quant à l'éventualité d'une session extraordinaire (29 juin 1987) (p. 2890, 2891) – *MM. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi ; Etienne Dailly, vice-président du Sénat, président de séance.*

12. – **Hommage à M. René Massot, directeur du service de la séance**, à l'occasion de son départ à la retraite (30 juin 1987) (p. 2913) – *MM. Alain Poher, président du Sénat ; Michel Dreyfus-Schmidt, vice-président du Sénat, président de séance.*

13. – **Convocation du Parlement en session extraordinaire** : protestation de M. Etienne Dailly contre l'absence du projet de loi relatif à la lutte contre le trafic de stupéfiants à l'ordre du jour de la session extraordinaire (30 juin 1987) (p. 2937) – *MM. Jean Chérioux, vice-président du Sénat, président de séance ; Etienne Dailly, Andé Rossinot, ministre chargé des relations avec le Parlement.*

14. – **Souhaits de bienvenue à M. Roberto Carpio-Nicollé, vice-président du Guatemala** (9 juillet 1987) (p. 3024) – *M. Alain Poher, président du Sénat.*

15. – **De M. Alain Poher,** président du Sénat, **et de M. André Rossinot,** ministre chargé des relations avec le Parlement (clôture de la première session extraordinaire de 1986-1987) (9 juillet 1987) (p. 3024, 3026).

M. le président du Sénat (p. 3024, 3025) : record historique de la durée des séances au cours de la session de printemps 1987 – Bilan de l'activité du Sénat au cours de cette session : contrôle de l'action gouvernementale et élaboration de la loi – Remerciements et voeux de bonnes vacances.

M. le ministre chargé des relations avec le Parlement (p. 3025, 3026) : fonctionnement du bicaméralisme et grande vitalité du Sénat – Remerciements et voeux de bonnes vacances.

16. – **Communications diverses** : ouverture de la première session ordinaire de 1987-1988, décès et remplacement de sénateurs, décisions du Conseil constitutionnel (2 octobre 1987) (p. 3039) – *M. Alain Poher, président du Sénat.*

17. – **Hommage aux victimes du génocide nazi** (2 octobre 1987) (p. 3039) – *M. Alain Poher, président du Sénat.*

18. – **Communications du Gouvernement,** en date dès 5 et 6 octobre 1987, relatives à la consultation du Congrès du territoire de **Nouvelle-Calédonie** et dépendances et de l'Assemblée territoriale de **Polynésie française** sur le projet de loi portant réforme du contentieux administratif (7 octobre 1987) (p. 3051).

19. – **Communication du Gouvernement** relative à la consultation du congrès du territoire de **Nouvelle-Calédonie** et dépendances sur le projet de loi organisant la consultation des populations intéressées de Nouvelle-Calédonie et dépendances (9 avril 1987) (p. 133).

20. – **Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire du Québec** (27 octobre 1987) (p. 3483) – *M. Jean Chérioux, vice-président du Sénat, président de séance.*

21. – **Communication du Gouvernement,** en date du 27 octobre 1987, relative à la consultation des assemblées territoriales de **Polynésie française,** de **Nouvelle-Calédonie** et dépendances et des îles **Wallis-et-Futuna** sur le projet de loi sur les bourses de valeurs (27 octobre 1987) (p. 3487).

22. – **Communication du Gouvernement,** en date du 10 novembre 1987, relative à la consultation des assemblées territoriales de la **Nouvelle-Calédonie** et dépendances, de la **Polynésie française** et des îles **Wallis-et-Futuna** sur le projet de loi relatif aux fusions et aux scissions de sociétés commerciales et modifiant la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales (10 novembre 1987) (p. 3783).

23. – **Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire de la République de Cuba** (12 novembre 1987) (p. 3851) – *M. Michel Dreyfus-Schmidt, vice-président du Sénat, président de séance.*

24. – **Communications du Gouvernement,** en date du 13 novembre 1987, relatives à la consultation du congrès du territoire de la **Nouvelle-Calédonie** et dépendances sur le projet de loi portant statut du territoire de la Nouvelle-Calédonie, et à la consultation des assemblées territoriales de la **Polynésie française,** des îles **Wallis-et-Futuna** et du congrès du territoire de la **Nouvelle-Calédonie** et dépendances sur le projet de loi relatif au développement et à la transmission des entreprises (13 novembre 1987) (p. 3907).

25. – **Convocation du Parlement en session extraordinaire** (19 décembre 1987) (p. 5795) – *M. Etienne Dailly, vice-président du Sénat, président de séance.*

26. – **De M. Jean Chérioux,** vice-président du Sénat, président de séance, et de **M. Jean Arthuis**, secrétaire d'Etat chargé de la consommation et de la concurrence : clôture de la première session ordinaire de 1987-1988 (20 décembre 1987) (p. 5875).

27. – **De M. Pierre-Christian Taittinger,** vice-président du Sénat, président de séance : ouverture de la première session extraordinaire de 1987-1988 (21 décembre 1987) (p. 5886).

28. – **De M. Alain Poher,** président du Sénat, et **de M. André Rossinot,** ministre chargé des relations avec le Parlement : clôture de la première session ordinaire de 1987-1988 (22 décembre 1987) (p. 5972).

M. le président du Sénat (p. 5972, 5974) – Sessions parlementaires extraordinaires – Bicaméralisme – Parlement (information) – Procédure législative – Sénateurs décédés – Relations internationales – Fonctionnaires et agents publics (Hommage à M. Jean Guyomarc'h, secrétaire général de la présidence du Sénat) – Remerciements et voeux.

M. le ministre chargé des relations avec le Parlement (p. 5974) – Bicaméralisme – Remerciements et voeux.

29. – **Clôture de la première session extraordinaire de 1987-1988** (23 décembre 1987) (p. 6016) – *MM. Alain Poher, président du Sénat ; André Rossinot, ministre chargé des relations avec le Parlement.*

Alsace (région)

Voir *Questions au Gouvernement* n° **160**
Questions orales sans débat n° **224**

Ambassades et consulats

Voir *Lois de finances,* **1,** Affaires étrangères

Aménagement du territoire

Voir *Gouvernement (déclarations),* **5**
Lois de finances, **1,** Equipement, logement, aménagement du territoire et transports - III – Aménagement du territoire
Questions au Gouvernement n° **138** ; n° **139** ; n° **178** ; n° **210** ; n° **212**
Questions orales avec débat n° **93**
Questions orales sans débat n° **221**

Aménagement rural

Voir *Lois de finances,* **1,** Agriculture ; Equipement, logement, aménagement du territoire et transports - III – Aménagement du territoire
Questions au Gouvernement n° **140** ; n° **162** ; n° **165** ; n° **167** ; n° **170** ; n° **226**

Questions orales sans débat n° **219**

Amendements

Voir *Rappels au Règlement*, **33 ; 34 ; 49**

Amérique latine

Voir *Questions orales avec débat* n° **147, 1,** Anciens combattants

Anciens combattants et victimes de guerre

Voir *Déportés et internés*, **1 ; 2**
Handicapés, **1**
Lois de finances, **1,** Anciens combattants ; Légion d'honneur et Ordre de la libération (Budgets annexes)
Pensions et retraites, **1 ; 2 ; 3 ; 4 ; 6 ; 7**
Questions au Gouvernement n° **225**
Questions orales sans débat n° **276**
Rapatriés, **1**
Rappels au Règlement, **9**
Terrorisme, **1**
Veuves, **1 ; 2**

1. – **Proposition de loi tendant à étendre le bénéfice des dispositions de l'article 178 (troisième et quatrième alinéas) du code des pensions d'invalidité aux prisonniers de guerre déportés du camp de Rawa-Ruska,** PRESENTEE AU SENAT par M. André Méric, sénateur, et plusieurs de ses collègues (29 octobre 1986) [n° **34** (86-87)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport de M. André Méric (15 avril 1987) [n° **184** (86-87)] – Discussion (25 mai 1987) – Adoption (25 mai 1987) [n° **70**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (26 mai 1987) [n° **788**] – Renvoi à la commission des affaires culturelles.

Discussion des conclusions du rapport

(25 mai 1987) (p. 1259, 1270).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1259, 1269) : *MM. André Méric, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Jean Garcia, Georges Fontes, secrétaire d'Etat aux anciens combattants.*

Alimentation : *Méric (André)* (p. 1261, 1262).

Anciens combattants (budget) : *Garcia (Jean)* (p. 1268).

Camps de concentration : *Garcia (Jean)* (p. 1267) ; *Méric (André)* (p. 1259, 1260, 1264, 1265).

Déportés et internés : *Fontes (Georges)* (p. 1268, 1269) ; *Garcia (Jean)* (p. 1268) ; *Méric (André)* (p. 1259, 1266, 1267).

Hygiène : *Garcia (Jean)* (p. 1267) ; *Méric (André)* (p. 1260).

Maladies : *Méric (André)* (p. 1263).

Médecins : *Méric (André)* (p. 1259, 1260).

Pensions civiles et militaires d'invalidité : *Fontes (Georges)* (p. 1268, 1269).

Prisonniers de guerre : *Fontes (Georges)* (p. 1268, 1269) ; *Garcia (Jean)* (p. 1267) ; *Méric (André)* (p. 1259, 1263, 1264, 1265, 1266, 1267).

Résistants : *Méric (André)* (p. 1266, 1267).

Santé : *Garcia (Jean)* (p. 1267) ; *Méric (André)* (p. 1260, 1261, 1263).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1269)

Art. 1er (*Droits à pension d'invalidité des anciens militaires résistants déportés au camp de Rawa-Ruska*) – Adopté (p. 1269).

Art. 2 (*Application des dispositions de l'article L. 178 du code des pensions militaires d'invalidité aux internés résistants déportés au camp de Rawa-Ruska atteints d'infirmités multiples*) – Adopté (p. 1269).

Art. 3 (*Application des dispositions de l'article L. 179 du code précité aux déportés au camp de Rawa-Ruska en raison de leurs actes de résistance non titulaires de la carte d'interné résistant*) – Adopté (p. 1269).

Art. 4 (*Affectation des dépenses afférentes aux réparations des préjudices des déportés au camp de Rawa-Ruska sur les dotations budgétaires du ministère des anciens combattants*) – Adopté (p. 1269).

Explications de vote sur l'ensemble : *MM. Pierre-Christian Taittinger (p. 1270), Emmanuel Hamel (p. 1270), Jacques Machet (p. 1270), Jean Garcia (p. 1270).*

Adoption (25 mai 1987) (p. 1270).

2. – **Proposition de loi tendant à accorder le bénéfice de la campagne double aux fonctionnaires anciens combattants d'Afrique du Nord,** PRESENTEE AU SENAT, par M. André Rabineau, sénateur, et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 20 décembre 1986 – 24 mars 1987) [n° **157** (86-87)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

3. – **Proposition de loi tendant à achever le rattrapage du rapport constant le 1er juin 1987,** PRESENTEE AU SENAT, par M. André Duroméa, sénateur, et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 9 juillet 1987 – 17 juillet 1987) [n° **379** (86-87)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

4. – **Proposition de loi tendant à accorder le bénéfice de la campagne double aux fonctionnaires et assimilés anciens combattants en Afrique du Nord,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Marc Boeuf, sénateur, et plusieurs de ses collègues (20 octobre 1987) [n° **58** (87-88)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

Animaux

Voir *Nature (protection)*, **1**
Responsabilité civile, **1**

1. – **Proposition de loi tendant à rendre obligatoire le tatouage des équidés,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Paul Séramy, sénateur (29 octobre 1987) [n° **70** (87-88)] – Renvoi à la commission des affaires économiques.

Apiculture

Voir *Questions orales sans débat* n° **259**

Appareillage médical

Voir *Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure*, **1**
Questions orales sans débat n° **144** ; n° **250** ; n° **254** ; n° **264**

Appellations d'origine

Voir *Boissons et alcools*, **1**

Apprentissage

Voir *Questions au Gouvernement* n° **180**

1. – **Projet de loi modifiant le titre premier du livre premier du code du travail et relatif à l'apprentissage,** PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Jacques Chirac, Premier ministre, par M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales (6 mai 1987) [n° **219** (86-87)] – Renvoi à la commission ds affaires sociales – Pour avis à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Jean Madelain (27 mai 1987) [n° **246** (86-87)] – Avis de M. Adrien Gouteyron (9 juin 1987) [n° **264** (86-87)] – Urgence – Discussion (10 et 11 juin 1987) – Adoption (11 juin 1987) [n° **81**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (12 juin 1987) [n° **843**] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Germain Gengenwin (18 juin 1987) [n° **881**] – Discussion (2 juillet 1987) – Adoption (2 juillet 1987) [n° **149**].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (7 juillet 1987) [n° **358** (86-87)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Germain Gengenwin (8 juillet 1987) [n° **935**] – Discussion (9 juillet 1987) – Adoption (9 juillet 1987) [n° **159**].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Jean Madelain (8 juillet 1987) [n° **364** (86-87)] – Discussion (9 juillet 1987) – Adoption (9 juillet 1987) [n° **126**].

PROMULGATION : Loi n° 87-572 du 23 juillet 1987 (*J.O.* Lois et décrets du 24 juillet 1987 ; Rectificatif : *J.O.* Lois et décrets du 19 novembre 1987).

Discussion (première lecture)

(10 juin 1987) (p. 1620, 1673) ; (11 juin 1987) (p. 1711, 1745).

I – DISCUSSION GENERALE (10 juin 1987) (p. 1620, 1656) : *MM. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi ; Maurice Ragot, rapporteur de la section du travail du Conseil économique et social ; Jean Madelain, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Adrien Gouteyron, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles ; Jean Boyer, Gérard Delfau, Jean-Luc Mélenchon ; Paul Caron, René Régnault, Louis Souvet, Henri Belcour, Alain Pluchet, Franck Sérusclat, Mme Danielle Bidard-Reydet, MM. Louis Virapoullé, Georges Chavanes, ministre chargé du commerce et de l'artisanat ; et les orateurs sur les motions.*

Alsace et Moselle : *Ragot (Maurice)* (p. 1626) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1653).

Baccalauréats professionnels : *Belcour (Henri)* (p. 1646) ; *Chavanes (Georges)* (p. 1652) ; *Madelain (Jean)* (p. 1627) ; *Ragot (Maurice)* (p. 1625) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1654).

Bourses d'études : *Luc (Hélène)* (p. 1635).

Centres de formation d'apprentis (CFA) : *Belcour (Henri)* (p. 1646) ; *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 1650) ; *Caron (Paul)* (p. 1642, 1643) ; *Chavanes (Georges)* (p. 1652) ; *Delfau (Gérard)* (p. 1638, 1640) ; *Gouteyron (Adrien)* (p. 1628, 1629) ; *Madelain (Jean)* (p. 1626, 1627) ; *Ragot (Maurice)* (p. 1625) ; *Régnault (René)* (p. 1644) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1623, 1624, 1654) ; *Viron (Hector)* (p. 1630).

Chômage : *Belcour (Henri)* (p. 1646) ; *Régnault (René)* (p. 1643).

Commerce et artisanat : *Chavanes (Georges)* (p. 1652).

Conseil économique et social : *Delfau (Gérard)* (p. 1638, 1639) ; *Gouteyron (Adrien)* (p. 1629) ; *Ragot (Maurice)* (p. 1624, 1625) ; *Régnault (René)* (1643) ; *Viron (Hector)* (p. 1629, 1630).

Constitution : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 1633) ; *Viron (Hector)* (p. 1631).

Contrats d'apprentissage : *Belcour (Henri)* (p. 1646) ; *Caron (Paul)* (p. 1642) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 1633) ; *Madelain (Jean)* (p. 1626) ; *Ragot (Maurice)* (p. 1625) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1622, 1623) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 1651).

Cotisations sociales : *Belcour (Henri)* (p. 1646) ; *Caron (Paul)* (p. 1643) ; *Delfau (Gérard)* (p. 1639) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 1633) ; *Luc (Hélène)* (p. 1635) ; *Madelain (Jean)* (p. 1626, 1627) ; *Ragot (Maurice)* (p. 1626) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1624, 1654) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 1648) ; *Viron (Hector)* (p. 1630, 1632).

Départements d'outre-mer (DOM) : *Ragot (Maurice)* (p. 1626) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1653) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 1651).

Diplômes : *Belcour (Henri)* (p. 1646) ; *Boyer (Jean)* (p. 1636) ; *Caron (Paul)* (p. 1642) ; *Chavanes (Georges)* (p. 1652) ; *Delfau (Gérard)* (p. 1639) ; *Gouteyron (Adrien)* (p. 1628, 1629) ; *Luc (Hélène)* (p. 1635) ; *Madelain (Jean)* (p. 1627) ; *Mélenchon (Jean-Luc)* (p. 1640, 1641) ; *Ragot (Maurice)* (p. 1625) ; *Régnault (René)* (p. 1644) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1623, 1655) ; *Souvet (Louis)* (p. 1645).

Droit du travail : *Luc (Hélène)* (p. 1634) ; *Viron (Hector)* (p. 1630).

Emploi des jeunes : *Chavanes (Georges)* (p. 1652) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 1632) ; *Luc (Hélène)* (p. 1634, 1635, 1636) ; *Madelain (Jean)* (p. 1626) ; *Mélenchon (Jean-Luc)* (p. 1640) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1621, 1654) ; *Viron (Hector)* (p. 1630).

Emploi (flexibilité) : *Viron (Hector)* (p. 1631).

Enseignants : *Delfau (Gérard)* (p. 1638) ; *Luc (Hélène)* (p. 1634) ; *Mélenchon (Jean-Luc)* (p. 1641).

Enseignement technique et professionnel : *Belcour (Henri)* (p. 1646) ; *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 1648, 1649) ; *Boyer (Jean)* (p. 1636) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 1633) ; *Gouteyron (Adrien)* (p. 1628) ; *Luc (Hélène)* (p. 1634, 1635) ; *Mélenchon (Jean-Luc)* (p. 1641) ; *Régnault (René)* (p. 1643) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1621, 1622, 1623, 1624) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 1647) ; *Souvet (Louis)* (p. 1645).

Entreprises : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 1649, 1650) ; *Caron (Paul)* (p. 1642) ; *Chavanes (Georges) (p. 1652)* ; *Delfau (Gérard)* (p. 1637, 1640) ; *Régnault (René)* (p. 1643) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1620, 1653) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 1647) ; *Souvet (Louis)* (p. 1645).

Formation continue : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 1649) ; *Gouteyron (Adrien)* (p. 1629) ; *Madelain (Jean)* (p. 1628) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1653).

Formation en alternance : *Caron (Paul)* (p. 1642) ; *Delfau (Gérard)* (p. 1639) ; *Gouteyron (Adrien)* (p. 1629) ; *Mélenchon (Jean-Luc)* (p. 1641) ; *Régnault (René)* (p. 1644) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1621, 1622, 1653, 1654).

Formation professionnelle : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 1648, 1649, 1650) ; *Boyer (Jean)* (p. 1636, 1637) ; *Caron (Paul)* (p. 1642) ; *Chavanes (Georges)* (p. 1652) ; *Delfau (Gérard)* (p. 1637) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 1632) ; *Gouteyron (Adrien)* (p. 1628) ; *Luc (Hélène)* (p. 1634) ; *Madelain (Jean)* (p. 1626, 1627, 1628) ; *Mélenchon (Jean-Luc)* (p. 1640) ; *Ragot (Maurice)* (p. 1625) ; *Régnault (René)* (p. 1643) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1620, 1621, 1622, 1654, 1655) ; *Souvet (Louis)* (p. 1644, 1645) ; *Viron (Hector)* (p. 1630).

Grand marché intérieur (CEE) : *Belcour (Henri)* (p. 1647) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1620).

Immigration : *Mélenchon (Jean-Luc)* (p. 1641).

Inspecteurs de l'apprentissage : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 1650) ; *Pluchet (Alain)* (p. 1647) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1654).

Langues et cultures étrangères : *Souvet (Louis)* (p. 1645).

Lycées d'enseignement professionnel (LEP) : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 1649) ; *Gouteyron (Adrien)* (p. 1628, 1629) ; *Régnault (René)* (p. 1643, 1644) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1654) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 1647).

Maîtres d'apprentissage : *Belcour (Henri)* (p. 1646) ; *Chavanes (Georges)* (p. 1652) ; *Delfau (Gérard)* (p. 1640) ; *Gouteyron (Adrien)* (p. 1629) ; *Luc (Hélène)* (p. 1636) ; *Madelain (Jean)* (p. 1627) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1622, 1623, 1655) ; *Souvet (Louis)* (p. 1644).

Organisations syndicales : *Ragot (Maurice)* (p. 1624) ; *Viron (Hector)* (p. 1631).

Plan pour l'emploi des jeunes : *Belcour (Henri)* (p. 1646) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1622).

Régions : *Boyer (Jean)* (p. 1637) ; *Caron (Paul)* (p. 1643) ; *Chavanes (Georges)* (p. 1652) ; *Delfau (Gérard)* (p. 1639, 1640) ; *Madelain (Jean)* (p. 1626, 1627, 1628) ; *Régnault (René)* (p. 1644) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1624, 1653) ; *Souvet (Louis)* (p. 1645).

République fédérale d'Allemagne (RFA) : *Chavanes (Georges)* (p. 1652) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 1648) ; *Viron (Hector)* (p. 1632).

Salaires, traitements et indemnités : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 1650) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 1633) ; *Mélenchon (Jean-Luc)* (p. 1640, 1641) ; *Ragot (Maurice)* (p. 1625) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1623) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 1648) ; *Souvet (Louis)* (p. 1646) ; *Viron (Hector)* (p. 1630).

Salariés (droits) : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 1650) ; *Luc (Hélène)* (p. 1636) ; *Viron (Hector)* (p. 1631).

Statistiques : *Madelain (Jean)* (p. 1626).

Taxe d'apprentissage : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 1651) ; *Delfau (Gérard)* (p. 1639) ; *Luc (Hélène)* (p. 1635) ; *Madelain (Jean)* (p. 1627) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1621, 1653) ; *Souvet (Louis)* (p. 1645) ; *Viron (Hector)* (p. 1630).

Motion n° 1 de Mme Hélène Luc, soutenue par M. Hector Viron, **tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité** (p. 1629) – *MM. Hector Viron, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales ; Philippe Séguin, ministre.*

Rejet de la motion (p. 1633 ; scrutin public n° 179).

Motion n° 2 de Mme Hélène Luc, **tendant à opposer la question préalable** (p. 1634) – *Mme Hélène Luc, M. Jean Madelain, rapporteur.*

Rejet de la motion (p. 1636 ; scrutin public n° 180).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (10 juin 1987) (p. 1656, 1673) ; (11 juin 1987) (p. 1711, 1745) : *MM. Jean-Luc Mélenchon, Hector Viron, Gérard Delfau, Mme Danielle Bidard-Reydet, MM. Henri Belcour, Marc Boeuf, Jean Madelain, rapporteur ; Louis Virapoullé, Adrien Gouteyron, rapporteur pour avis ; Franck Sérusclat, Philippe Séguin, ministre ; Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales ; René Régnault, Georges Chavanes, ministre ; Jean Chérioux, Paul Malassagne, Ivan Renar, Michel Rufin, Jean-Luc Bécart, Daniel Millaud, François Louisy, Jacques Pelletier, Philippe François.*

Art. 1er *(Définition de l'apprentissage)* (p. 1656).

Parole sur l'article : *M. Jean-Luc Mélenchon* (p. 1656) – Diplômes, formation professionnelle.

Adoptés : amendement n° 3 de M. Jean Madelain, rapporteur : établissement de la liste des titres homologués de l'enseignement technologique préparés par la voie de l'apprentissage après avis de la commission permanente du Conseil national de la formation professionnelle, de la promotion sociale et de l'emploi (p. 1661) – Amendement n° 127 de M. Adrien Gouteyron, rapporteur pour avis : association, par le contrat d'apprentissage, d'une formation en entreprise et d'enseignements dispensés dans un centre de formation d'apprentis, CFA ; sous-amendements n° 145 de M. Philippe Séguin, ministre, et n° 4 de M. Jean Madelain, rapporteur (p. 1661).

Rejetés : amendements de M. Hector Viron, n° 71 : suppression de cet article (p. 1661 ; scrutin public n° 181) – N° 72 : suppression de l'inclusion de titres homologués parmi les diplômes pouvant être préparés par la voie de l'apprentissage (p. 1661) – Et, soutenus par Mme Danielle Bidard-Reydet, n° 73 : restriction au niveau V des diplômes pouvant être préparés par la voie de l'apprentissage (p. 1661) ; et n° 74 : impossibilité pour la durée hebdomadaire de travail d'un apprenti d'excéder la durée légale du travail (p. 1661) – Amendements de M. Gérard Delfau, n° 43 : définition de l'apprentissage comme une forme d'éducation (p. 1661) – Et, soutenu par M. Marc Boeuf, n° 44 : limitation des titres pouvant être préparés par la voie de l'apprentissage à ceux qui ont fait l'objet d'une reconnaissance par une convention collective de branche (p. 1661) – Amendement n° 108 de M. Geoffroy de Montalembert, soutenu par M. Henri Belcour, rédactionnel (p. 1661).

Retirés : amendements identiques n° 26 de M. Paul Caron, soutenu par M. Louis Virapoullé, et n° 109 de M. Geoffroy de Montalembert, soutenu par M. Henri Belcour : formation, objet du contrat d'apprentissage, assurée pour partie dans une ou plusieurs entreprises et pour partie dans un CFA (p. 1661).

Devenus sans objet : amendements de M. Gérard Delfau, n° 45, soutenu par M. Marc Boeuf, de coordination (p. 1661) – Et n° 46, soutenu par M. Franck Sérusclat : conclusion du contrat d'apprentissage entre un apprenti et un employeur (p. 1661).

– L'art. 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 1662).

Après l'art. 1er (p. 1662).

Rejeté : amendement (art. additionnel) n° 75 de M. Hector Viron : exclusion des apprentis de l'application de la loi relative à la durée et à l'aménagement du temps de travail (p. 1663).

Art. 2 *(Durée de la formation)* (p. 1663).

Parole sur l'article : *M. Jean-Luc Mélenchon* (p. 1663) – Emploi (flexibilité) ; salaires, traitements et indemnités.

Adoptés : amendement n° 48 de M. Gérard Delfau, soutenu par M. Jean-Luc Mélenchon, rédactionnel (p. 1667) – Amendement n° 5 de M. Jean Madelain, rapporteur, rédactionnel (p. 1667).

Rejetés : amendements de M. Hector Viron, n° 76 : suppression de cet article (p. 1666) – N° 77 : durée de l'apprentissage, normalement de deux ans, pouvant être portée à trois ans ou exceptionnellement ramenée à un an après avis de la commission professionnelle consultative (p. 1666) – N° 78 : soutenu par Mme Danielle Bidard-Reydet : en cas d'obtention du diplôme, possibilité de mettre fin au contrat d'apprentissage avant le terme fixé initialement, à condition de le faire suivre immédiatement d'un contrat de travail à durée indéterminée (p. 1667) – Et n° 79 : suppression de la possibilité pour les jeunes travailleurs de souscrire plusieurs contrats d'apprentissage successifs (p. 1667) – Amendements de M. Gérard Delfau, n° 47, soutenu par M. René Régnault : durée du contrat d'apprentissage égale à la durée du cycle de formation qui fait l'objet du contrat (p. 1666) – N° 49, soutenu par M. Marc Boeuf : délivrance des titres après reconnaissance par des conventions collectives de branche (p. 1667) – Et n° 50, soutenu par M. Jean-Luc Mélenchon : interdiction de conclure plus de deux contrats successifs du même niveau s'ils ne sont pas complémentaires pour la formation professionnelle de l'apprenti (p. 1667).

Retirés : amendement de M. Adrien Gouteyron, rapporteur pour avis, n° 128 : prise en compte pour la détermination de la durée du contrat d'apprentissage du niveau de formation de l'apprenti au moment de la conclusion du contrat (p. 1667) – Amendement n° 110 de M. Geoffroy de Montalembert, soutenu par M. Henri Belcour, analogue à l'amendement n° 128 (p. 1667) – Amendements identiques n° 129 de M. Adrien Gouteyron, rapporteur pour avis ; n° 27 de M. Paul Caron, soutenu par M. Louis Virapoullé ; et n° 111 de M. Geoffroy de Montalembert, soutenu par M. Henri Belcour : suppression de la possibilité de résiliation du contrat en cas d'obtention du diplôme (p. 1667).

– L'art. 2, ainsi modifié, est adopté (p. 1667).

Art. 3 *(Mission des centres de formation d'apprentis, CFA)* (p. 1667).

Parole sur l'article : *M. Jean-Luc Mélenchon* (p. 1667, 1668) – Formation professionnelle.

Adopté : amendement n° 130 de M. Adrien Gouteyron, rapporteur pour avis : complémentarité de l'enseignement technique dispensé en CFA et de la formation en entreprise (p. 1670).

Rejetés : amendements de M. Hector Viron, n° 80 : suppression de cet article (p. 1670) – Et n° 81, soutenu par Mme Danielle Bidard-Reydet : réforme des CFA (p. 1670 ; scrutin public n° 182).

Retirés : amendements identiques n° 28 de M. Paul Caron, soutenu par M. Louis Virapoullé et n° 112 de M. Geoffroy de Montalembert, retiré par M. Henri Belcour : formation en CFA ; complément de la formation reçue en entreprise (p. 1669).

Devenus sans objet : amendements de M. Gérard Delfau, n° 51, soutenu par M. Jean-Luc Mélenchon : formation en CFA, complémentaire de la formation reçue en entreprise (p. 1670) – Et n° 52, soutenu par M. René Régnault : élargissement du champ des possibilités de poursuite des études ouvert par la formation en alternance (p. 1670).

– L'art. 3, ainsi modifié, est adopté (p. 1670).

Art. 4 *(Coopération entre une entreprise et un CFA)* (p. 1670).

Adopté : amendement n° 131 de M. Adrien Gouteyron, rapporteur pour avis : possibilité pour un CFA de conclure une convention avec une entreprise ou un lycée professionnel pour assurer une partie des enseignements (p. 1673).

Rejetés : amendement n° 82 de M. Hector Viron : suppression de cet article (p. 1672 ; scrutin public n° 183) – Sur l'amendement n° 131 de M. Adrien Gouteyron, rapporteur pour avis, sous-amendement n° 149 de M. René Régnault (p. 1673).

Retirés : sur l'amendement n° 131 de M. Adrien Gouteyron, rapporteur pour avis, sous-amendement n° 29 de M. Paul Caron, soutenu par M. Louis Virapoullé (p. 1671) – Amendement n° 113 de M. Geoffroy de Montalembert, retiré par M. Henri Belcour (p. 1671).

Devenus sans objet : amendements de M. Jean Madelain, rapporteur, n° 6, rédactionnel (p. 1673) – Et n° 7 : conclusion d'une convention entre un CFA et une entreprise subordonnée à la condition que cette coopération s'effectue en sus de l'horaire minimal d'enseignement en CFA (p. 1673) – Amendement n° 53 de M. Gérard Delfau : obligation pour l'entreprise d'assurer elle-même une partie de l'enseignement habituellement dispensé en CFA (p. 1673).

– L'art. 4, ainsi modifié, est adopté (p. 1674).

Art. 5 *(Création des CFA)* (p. 1711).

Adoptés : amendements de M. Adrien Gouteyron, rapporteur pour avis, n° 132 : suppression de la référence aux contrats simples ou d'association concernant les établissements d'enseignement privé (p. 1711) – Et n° 133 : rôle et modalités d'établissement des conventions types pour la création des CFA (p. 1713) – Amendement n° 8 de M. Jean Madelain, rapporteur, rédactionnel (p. 1712).

Retirés : amendement n° 54 de M. Gérard Delfau, retiré par M. Marc Boeuf (p. 1711) – Amendement n° 126 de M. Adrien Gouteyron, rapporteur pour avis (p. 1712) – Et amendement n° 114 de M. Geoffroy de Montalembert, soutenu par M. Jean Chérioux : caractère suspensif des recours contre les décisions de dénonciation d'une convention portant création d'un CFA (p. 1712).

Devenus sans objet : amendement n° 9 de M. Jean Madelain, rapporteur : consultation du comité régional de la formation professionnelle, de la promotion sociale et de l'emploi (p. 1713) – Amendement n° 55 de M. Gérard Delfau, soutenu par M. Marc Boeuf : précision du niveau de qualification du personnel enseignant dans les conventions types pour la création des CFA (p. 1713).

Explication de vote sur l'article : *M. Jean-Luc Mélenchon* (p. 1713) – Enseignants.

Après l'art. 5 (p. 1713).

Rejetés : amendements (art. additionnels) de M. Hector Viron, soutenu par Mme Danielle Bidard-Reydet, n° 83 : création dans chaque région d'un centre régional des formations initiales (p. 1714) – N° 84 : modalités de versement de la taxe d'apprentissage (p. 1715) – N° 85 : modalités de répartition du produit de la taxe d'apprentissage (p. 1715) – Et n° 86 : création d'un centre national pour les formations initiales (p. 1715).

Retiré : sur l'amendement n° 84 de M. Hector Viron, sous-amendement n° 144 de M. Gérard Delfau, soutenu par M. Marc Boeuf (p. 1715).

Art. 6 *(Durée des enseignements en CFA)* (p. 1716).

Parole sur l'article : *M. Ivan Renar* (p. 1716).

Adopté : amendement n° 134 de M. Adrien Gouteyron, rapporteur pour avis : prise en compte des exigences propres à chaque niveau de qualification pour la détermination de la durée de la formation en CFA (p. 1718).

Rejeté : amendement n° 56 de M. Gérard Delfau : allongement de la durée de formation en CFA (p. 1718).

Retirés : amendement n° 10 de M. Jean Madelain, rapporteur : adaptation de la durée des enseignements en CFA aux exigences des diplômes ou titres préparés (p. 1718 ; priorité ordonnée p. 1716) – Amendement n° 30 de M. Paul Caron, soutenu par M. Louis Virapoullé : réduction de la durée de formation en CFA (p. 1717) – Et amendement n° 115 de M. Geoffroy de Montalembert, soutenu par M. Michel Rufin : réduction de la durée de formation en CFA (p. 1718).

– L'art. 6, ainsi modifié, est adopté (p. 1718).

Art. 7 *(Contrôle des CFA)* (p. 1718).

Adoptés : amendements n° 135 de M. Adrien Gouteyron, rapporteur pour avis ; et n° 11 de M. Jean Madelain, rapporteur, rédactionnels (p. 1719).

– L'art. 7, ainsi modifié, est adopté (p. 1719).

Art. 8 *(Contrat d'apprentissage : obligations des cocontractants)* (p. 1719).

Rejeté : amendement n° 87 de M. Hector Viron, soutenu par M. Jean-Luc Bécart : formation de l'apprenti dispensée pour moitié en entreprise et pour moitié en centre de formation ; activités professionnelles de l'apprenti en relation directe avec sa formation (p. 1720).

Retirés : amendement n° 136 de M. Adrien Gouteyron, rapporteur pour avis (p. 1719) – Amendements identiques n° 31 de M. Paul Caron, soutenu par M. Louis Virapoullé et n° 116 de M. Geoffroy de Montalembert, soutenu par M. Michel Rufin : suppression de la disposition précisant que l'obligation de travail de l'apprenti est strictement limitée à ses objectifs de formation (p. 1720).

Explication de vote sur l'article : *M. Jean-Luc Mélenchon* (p. 1720).

– L'art. 8 est adopté (p. 1720).

Avant l'art. 9 (p. 1720).

Rejetés : amendements (art. additionnels) de M. Hector Viron, n° 88, soutenu par Mme Danielle Bidard-Reydet : abaissement à vingt ans de la limite d'âge d'entrée en apprentissage (p. 1721) – Et n° 89, soutenu par M. Ivan Renar : obligation de conclure un contrat à durée indéterminée à l'issue du contrat d'apprentissage (p. 1721).

Art. 9 *(Suppression de l'avis circonstancié d'orientation)* (p. 1721).

Rejetés : amendements identiques n° 57 de M. Gérard Delfau, soutenu par M. Marc Boeuf, et n° 91 de M. Hector Viron, soutenu par M. Jean-Luc Bécart : suppression de cet article (p. 1723 ; scrutin public n° 185).

– L'art. 9 est adopté (p. 1723).

Art. 10 *(Procédure d'agrément des maîtres d'apprentissage)* (p. 1723).

Parole sur l'article : *M. Ivan Renar* (p. 1723) – Alsace et Moselle.

Adoptés : amendement n° 58 de M. Gérard Delfau, soutenu par M. Jean-Luc Mélenchon, rédactionnel (p. 1725) – Amendements de M. Jean Madelain, rapporteur, n° 12 : avis obligatoire du comité d'entreprise ou, à défaut, des délégués du personnel (p. 1725) – N° 13 : conditions dans lesquelles le représentant de l'Etat dans le département délivre l'agrément au maître d'apprentissage (p. 1726) – Et n° 14 : rétablissement de l'obligation de communiquer les décisions rendues en matière d'agrément aux divers organismes intéressés (p. 1726).

Rejetés : amendements de M. Hector Viron, n° 92, soutenu par M. Jean-Luc Bécart : suppression de cet article (p. 1725) – Et, soutenus par Mme Danielle Bidard-Reydet, n° 94 : compétence du comité départemental de la formation professionnelle, de la promotion sociale et de l'emploi pour la délivrance des agréments (p. 1726) ; et n° 95 : rétablissement de l'obligation de communiquer les décisions rendues en matière d'agrément aux divers organismes intéressés (p. 1726) – Amendement n° 60 de M. Gérard Delfau : consultation obligatoire par le représentant de l'Etat du comité départemental de la formation professionnelle, de la promotion sociale et de l'emploi (p. 1726).

Retirés : amendement n° 59 de M. Gérard Delfau (p. 1724) – Amendements de M. Paul Caron, retirés par M. Louis Vira-

poullé, n° 32 (p. 1724) et n° 33 (p. 1725) – Et n° 34, retiré par M. Daniel Millaud (p. 1725) – Amendement n° 93 de M. Hector Viron, soutenu par Mme Danielle Bidard-Reydet : avis obligatoire du comité d'entreprise ou, à défaut, des délégués du personnel (p. 1725).

– L'art. 10, ainsi modifié, est adopté (p. 1726).

Art. 11 *(Obligations pédagogiques de l'employeur)* (p. 1726).

Adopté : amendement n° 137 de M. Adrien Gouteyron, rapporteur pour avis : hiérarchisation des différentes missions de l'employeur (p. 1728).

Retiré : amendement n° 35 de M. Paul Caron, retiré par M. Daniel Millaud (p. 1727).

Devenus sans objet : amendement n° 15 de M. Jean Madelain, rapporteur (p. 1728) – Amendements de M. Hector Viron, soutenus par Mme Danielle Bidard-Reydet, n° 96, de coordination (p. 1728) ; et n° 98 : compétence des enseignants et des délégués syndicaux du personnel pour examiner la coordination de la formation de l'apprenti (p. 1728) – Et n° 97, soutenu par M. Jean-Luc Bécart : contrôle du déroulement de l'apprentissage et de la progression de l'apprenti par les représentants du personnel (p. 1728) – Amendement n° 61 de M. Gérard Delfau, soutenu par M. Jean-Luc Mélenchon, de coordination (p. 1728).

– L'art. 11, dans la rédaction de l'amendement n° 137, est adopté (p. 1728).

Art. 12 *(Prolongation de l'apprentissage)* (p. 1728).

Adoptés : amendement n° 16 de M. Jean Madelain, rapporteur : nature particulière du contrat de redoublement passé avec un nouvel employeur (p. 1729) ; sous-amendement n° 146 de M. Georges Chavanes, ministre (p. 1728).

Rejeté : amendement n° 99 de M. Hector Viron, soutenu par M. Jean-Luc Bécart : suppression de cet article (p. 1728).

Retiré : amendement n° 62 de M. Gérard Delfau, retiré par M. Marc Boeuf (p. 1728).

– L'art. 12, ainsi modifié, est adopté (p. 1729).

Art. 13 *(Rémunération des apprentis)* (p. 1729).

Parole sur l'article : *M. Jean-Luc Mélenchon* (p. 1729) – Salaires, traitements et indemnités.

Adopté : amendement n° 17 de M. Jean Madelain, rapporteur : avis préalable de la commission permanente du Conseil national de la formation professionnelle, de la promotion sociale et de l'emploi pour l'élaboration du décret fixant le montant du salaire de l'apprenti (p. 1732).

Rejetés : amendements de M. Hector Viron, n° 100, soutenu par M. Jean-Luc Bécart : suppression de cet article (p. 1731) – Et n° 101, soutenu par Mme Danielle Bidard-Reydet : détermination du niveau de rémunération des apprentis (p. 1731).

Retirés : sur l'amendement n° 17 de M. Jean Madelain, rapporteur, sous-amendement n° 138 de M. Adrien Gouteyron, rapporteur pour avis (p. 1731).

Devenu sans objet : amendement n° 63 de M. Gérard Delfau, soutenu par M. François Louisy : prise en compte des diplômes et titres déjà acquis ainsi que de l'ancienneté en apprentissage pour la détermination de la rémunération de l'apprenti (p. 1732).

– L'art. 13, ainsi modifié, est adopté (p. 1732).

Après l'art. 13 (p. 1732).

Rejeté : amendement (art. additionnel) n° 102 de M. Hector Viron, soutenu par M. Jean-Luc Bécart : prise en compte des apprentis dans l'effectif des entreprises pour le calcul des seuils d'application de la législation sociale (p. 1733 ; scrutin public n° 186).

Art. 14 *(Apprentissage familial)* (p. 1733).

Adopté : amendement n° 18 de M. Jean Madelain, rapporteur : obligation pour l'ascendant de verser une partie du salaire à un compte ouvert à cet effet au nom de l'apprenti (p. 1733).

– L'art. 14, ainsi modifié, est adopté (p. 1733).

Art. 15 *(Travail de l'apprenti dans l'entreprise)* (p. 1733).

Adopté : amendement n° 19 de M. Jean Madelain, rapporteur, rédactionnel (p. 1733).

Retiré : amendement n° 36 de M. Paul Caron, retiré par M. Daniel Millaud : suppression de cet article (p. 1733).

– L'art. 15, ainsi modifié, est adopté (p. 1733).

Après l'art. 15 (p. 1733).

Rejetés : amendement (art. additionnels) de M. Hector Viron, n° 103, soutenu par Mme Danielle Bidard-Reydet : limitation de la durée du travail des apprentis (p. 1734) – Et n° 104, soutenu par M. Ivan Renar : interdiction du travail de nuit pour les apprentis (p. 1734).

Art. 16 *(Congés pour la préparation et le passage de l'examen)* (p. 1734).

Adopté : amendement n° 139 de M. Adrien Gouteyron, rapporteur pour avis : fixation par un texte réglementaire des droits des apprentis dans le cas des examens préparés en sus de l'examen qui fait l'objet du contrat d'apprentissage (p. 1735).

Devenus sans objet : amendement n° 105 de M. Hector Viron, soutenu par Mme Danielle Bidard-Reydet, de coordination – Amendements n^{os} 64 à 66 de M. Gérard Delfau, de coordination – Amendements n^{os} 20 à 22 de M. Jean Madelain, rapporteur, rédactionnels (p. 1735).

– L'art. 16, dans la rédaction de l'amendement n° 139, est adopté (p. 1735).

Après l'art. 16 (p. 1735).

Adoptés : amendements identiques (art. additionnels) n° 143 de M. Jean Madelain, rapporteur et n° 67 de M. Gérard Delfau : intégration des inspecteurs de l'apprentissage au corps des inspecteurs de l'enseignement technique ; sous-amendements identiques n^{os} 148 et 147 de M. Georges Chavanes, ministre (p. 1736).

Retiré : amendement (art. additionnel) n° 23 de M. Jean Madelain, rapporteur : création de centres de formalités de contrat d'apprentissage (p. 1737).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1736).

Art. 17 *(Exonération des cotisations sociales patronales pour les entreprises de plus de dix salariés)* (p. 1737).

Rejeté : amendement n° 106 de M. Hector Viron, soutenu par M. Jean-Luc Bécart : suppression de cet article (p. 1738).

– L'art. 17 est adopté (p. 1738).

Après l'art. 17 (p. 1738).

Rejeté : amendement (art. additionnel) n° 90 de M. Hector Viron, soutenu par Mme Danielle Bidard-Reydet : consultation du comité d'entreprise sur les modalités d'organisation et de déroulement de l'apprentissage (p. 1739).

Retirés : amendements (art. additionnels) n^{os} 37 et 38 de M. Paul Caron, retirés par M. Daniel Millaud (p. 1735 et 1737) – Amendement (art. additionnel) n° 42 de M. Jacques Pelletier : garantie statutaire accordée aux inspecteurs de l'apprentissage (p. 1736).

Art. 18 *(Schémas prévisionnels de l'apprentissage)* (p. 1739).

Adopté : amendement n° 140 de M. Adrien Gouteyron, rapporteur pour avis : obligation pour les régions d'établir un schéma prévisionnel de l'apprentissage coordonné avec le schéma prévisionnel des formations (p. 1740).

Retirés : amendement n° 24 de M. Jean Madelain, rapporteur : intégration de l'apprentissage dans le schéma prévisionnel des formations (p. 1740) – Amendement n° 68 de M. Gérard Del-

fau, retiré par M. Marc Boeuf : obligation pour les régions d'établir un schéma prévisionnel de l'apprentissage (p. 1740).

– L'art. 18, dans la rédaction de l'amendement n° 140, est adopté (p. 1740).

Après l'art. 18 (p. 1740).

Retirés : amendement (art. additionnel) n° 141 de M. Adrien Gouteyron, rapporteur pour avis : suppression du programme régional d'apprentissage (p. 1740) – Amendement (art. additionnel) n° 39 de M. Paul Caron, retiré par M. Daniel Millaud (p. 1740).

Avant l'art. 19 (p. 1741).

Adopté : amendement n° 25 de M. Jean Madelain, rapporteur, soutenu par M. Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales : pour l'application des dispositions prévues par la présente loi, compensation des charges nouvelles incombant aux collectivités territoriales assurée par l'Etat (p. 1742).

Retiré : sur l'amendement n° 25 de M. Jean Madelain, rapporteur, sous-amendement n° 69 de M. Gérard Delfau, soutenu par M. François Louisy (p. 1742).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1742).

Art. 19 *(Contrats d'objectifs en matière de formation professionnelle)* – Adopté (p. 1743).

Après l'art. 19 (p. 1743).

Adopté : amendement (art. additionnel) n° 41 de M. Pierre Schiélé, repris par M. Philippe Séguin, ministre : modalités d'application de la présente loi pour les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle (p. 1743).

Retirés : amendement (art. additionnel) n° 70 de M. Hubert Haenel, retiré par M. Philippe François, analogue à l'amendement n° 41 du gouvernement (p. 1743) – Amendement (art. additionnel) n° 40 de M. Paul Caron, retiré par M. Daniel Millaud (p. 1738) – Amendement (art. additionnel) n° 142 de M. Adrien Gouteyron, rapporteur pour avis : cas des apprentis boulangers et boulangers-pâtissiers (p. 1739).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1743).

Explications de vote sur l'ensemble : *MM. Marc Boeuf* (p. 1743, 1744), *François Louisy* (p. 1744), *Jacques Pelletier* (p. 1744, 1745), *Mme Danielle Bidard-Reydet* (p. 1745), *M. Jean Chérioux* (p. 1745) – Formation professionnelle, centres de formation d'apprentis (CFA), départements d'outre-mer (DOM), régions.

Scrutin public n° 187 (p. 1745).

Adoption (11 juin 1987) (p. 1745).

Discussion (commission mixte paritaire)

(9 juillet 1987) (p. 3014, 3015).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3014, 3015) : *MM. Jean Madelain, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire ; Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi.*

Centres de formation d'apprentis (CFA) : *Séguin (Philippe)* (p. 3014).

Contrats d'apprentissage : *Séguin (Philippe)* (p. 3014).

Diplômes : *Séguin (Philippe)* (p. 3014).

Inspecteurs de l'apprentissage : *Séguin (Philippe)* (p. 3014).

Salaires, traitements et indemnités : *Séguin (Philippe)* (p. 3015).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3015, 3016)

Art. 1er, 2, 3, 4, 6, 10 (p. 3015).

Art. 13, 16 bis, 17, 18 bis A, 20, 21 (p. 3016).

Adoption (9 juillet 1987) (p. 3016).

Aquaculture

Voir *Questions au Gouvernement* n° **151**

Aquitaine (région)

Voir *Questions au Gouvernement* n° **207**

Ariège (département)

Voir *Questions au Gouvernement* n° **240**

Armée de l'air

Voir *Lois de programmation militaire*, **1**

Armée de terre

Voir *Lois de programmation militaire*, **1**

Armement

Voir *Traités et conventions*, **39**

Armement (industrie)

Voir *Lois de programmation militaire*, **1**

Armement nucléaire

Voir *Environnement*, **1**
Lois de finances, **1**, Défense
Lois de programmation militaire, **1**
Questions au Gouvernement n° **163** ; n° **193**

Arméniens

Voir *Questions orales sans débat* n° **153**

Armes (ventes)

Voir *Questions au Gouvernement* n° **206** ; n° **233**

Armes chimiques et biologiques

Voir *Lois de programmation militaire*, **1**

Arts et spectacles

Voir *Enseignement artistique*, **1**
Entreprises, **1**, Art. 20 quater
Lois de finances, **1**, Culture et communication - Culture
Questions orales sans débat n° **248** ; n° **281**

Assemblée nationale

Voir *Allocutions et communications*, **3**

Assemblées territoriales

Voir *Allocutions et communications*, **4** ; **6** ; **8** ; **9** ; **18** ; **21** ; **22** ; **24**, **1**

Association internationale des parlementaires de langue française (AIPLF)

Voir *Associations*, **1**, **2**, **3**

Associations

Voir *Chambres consulaires,* **1**
Circulation routière, **1**
Consommateurs (protection et information), **2**
Lois de finances, **1,** Services du Premier ministre - V – Jeunesse et sports
Mécénat, **2**
Questions au Gouvernement n° **173**

1. – **Proposition de loi sur la reconnaissance de la vocation internationale de l'Association internationale des parlementaires de langue française,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Xavier de Villepin, sénateur, et plusieurs de ses collègues (6 novembre 1987) [n° **88** (87-88)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Michel Alloncle (9 décembre 1987) [n° **154** (87-88)] (commun avec les propositions de loi n° 109 (87-88) de M. Hector Viron et plusieurs de ses collègues ; et n° **113 rect.** (87-88) adoptée par l'Assemblée nationale).

2. – **Proposition de loi sur la reconnaissance de la vocation internationale de l'Association internationale des parlementaires de langue française,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Hector Viron, sénateur, et plusieurs de ses collègues (25 novembre 1987) [n° **109** (87-88)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Michel Alloncle (9 décembre 1987) [n° **154** (87-88)] (commun avec les propositions de loi n° 88 (87-88) de M. Xavier de Villepin et plusieurs de ses collègues ; et n° **113 rect.** (87-88) adoptée par l'Assemblée nationale).

3. – **Proposition de loi relative à la reconnaissance de la vocation internationale de l'Association internationale des parlementaires de langue française,** PRESENTEE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, par M. Xavier Deniau, député, et plusieurs de ses collègues (6 novembre 1987) [n° **1020**] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Claude-Gérard Marcus (26 novembre 1987) [n° **1075**] (commun avec les propositions de loi n° 1035 de M. Michel de Rostolan ; n° 1036 de M. Georges Hage et plusieurs de ses collègues ; et n° 1061 de M. Pierre Joxe et plusieurs de ses collègues) – Discussion (27 novembre 1987) – Adoption (27 novembre 1987) [n° **184**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (27 novembre 1987) [n° **113 rect.** (87-88)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Michel Alloncle (9 décembre 1987) [n° **154** (87-88)] (commun avec les propositions de lois n° 88 (87-88) de M. Xavier de Villepin et plusieurs de ses collègues ; et n° 109 (87-88) de M. Hector Viron et plusieurs de ses collègues) – Discussion (19 décembre 1987) – Adoption (19 décembre 1987) [n° **65**].

PROMULGATION : Loi n° 88-3 du 4 janvier 1988 (*JO* Lois et décrets du 5 janvier 1988).

Discussion (première lecture)

(19 décembre 1987) (p. 5793, 5795).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5793, 5795) : *MM. Didier Bariani, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères ; Claude Estier, en remplacement de M. Michel Alloncle, rapporteur de la commission des affaires étrangères ; Robert Pontillon ; Mme Paulette Fost ; M. Xavier de Villepin.*

Association internationale des parlementaires de langue française (AIPLF) : *Bariani (Didier)* (p. 5793, 5794) ; *Estier (Claude)* (p. 5794) ; *Fost (Paulette)* (p. 5794) ; *Pontillon (Robert)* (p. 5794) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 5794).

Associations : *Bariani (Didier)* (p. 5794) ; *Estier (Claude)* (p. 5794).

Francophonie : *Bariani (Didier)* (p. 5794) ; *Estier (Claude)* (p. 5794) ; *Fost (Paulette)* (p. 5794) ; *Pontillon (Robert)* (p. 5794) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 5794).

Langue et culture françaises : *Bariani (Didier)* (p. 5794) ; *Fost (Paulette)* (p. 5794) ; *Pontillon (Robert)* (p. 5794).

Organisations non gouvernementales (ONG) : *Bariani (Didier)* (p. 5794) ; *Pontillon (Robert)* (p. 5794).

Privilèges et immunités (organisations internationales) : *Bariani (Didier)* (p. 5793, 5794) ; *Fost (Paulette)* (p. 5794).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5795)

Art. 1er *(Reconnaissance à l'Association internationale des parlementaires de langue française, AIPLF, des privilèges et immunités habituellement accordés aux organisations internationales)* – Adopté (p. 5795).

Art. 2 *(Fixation par décret des conditions d'application de la présente loi)* – Adopté (p. 5795).

Adoption (19 décembre 1987) (p. 5795).

Associations pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (Assedic)

Voir *Questions orales sans débat* n° **199**

Associations sportives

Voir *Sports,* **2**

Assurance invalidité décès

1. – **Proposition de loi tendant à modifier les conditions d'attribution d'une majoration pour tierce personne aux grands invalides assurés sociaux,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Daniel Hoeffel, sénateur (14 avril 1987) [n° **175** (86-87)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

Assurance maladie maternité

Voir *Questions au Gouvernement* n° **120** ; n° **127** ; n° **201**
Sécurité sociale, **1** ; **4**

Assurance veuvage

Voir *Questions orales avec débat* n° **100**

Assurance vieillesse

Voir *Epargne,* **1**
Saint-Pierre-et-Miquelon, **1**
Sécurité sociale, **1** ; **2** ; **4**

1. – **Proposition de loi tendant à supprimer la surcompensation entre les régimes spéciaux d'assurance vieillesse du secteur public,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Jean Colin, sénateur (25 mai 1987) [n° **242** (86-87)] – Renvoi à la commission des finances.

Assurances

1. – **Proposition de loi sur l'assurance obligatoire, visant à prévoir le paiement des indemnités du préavis et des indemnités de licenciement dont peuvent bénéficier les salariés en cas de destruction de l'entreprise par un incendie dû à une cause accidentelle constituant cas de force majeure,** PRESENTEE AU SENAT, par M. André Diligent, sénateur (10 novembre 1987) [n° **90** (87-88)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

Audiovisuel (industrie des matériels)

Voir *Communication audiovisuelle,* **1** ; **2**

Audiovisuel (programmes)

1. – **Proposition de loi tendant à améliorer l'information des téléspectateurs,** PRESENTEE AU SENAT, par M. René Trégouët, sénateur (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du

20 décembre 1986 – 19 février 1987) [n° **149** (86-87)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles.

Autodétermination (droit à l')

Voir *Nouvelle-Calédonie*, **1**

Automobile (industrie)

Voir *Questions au Gouvernement* n° **161**
Questions orales sans débat n° **170** ; n° **193**

1. – **Proposition de loi tendant à faire bénéficier les véhicules équipés d'un pot d'échappement catalytique d'une réduction des tarifs de la vignette,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Charles Descours, sénateur (19 mai 1987) [n° **230** (86-87)] – Renvoi à la commission des finances.

Autopsies

Voir *Recherche médicale*, **1**

Autorisation de poursuites

Voir *Immunité parlementaire*, **1**

Autorité parentale

1. – **Projet de loi sur l'exercice de l'autorité parentale,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Jacques Chirac, Premier ministre, par M. Claude Malhuret, secrétaire d'Etat chargé des droits de l'homme (2 avril 1987) [n° **617**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Pierre Mazeaud (29 avril 1987) [n° **693**] – Discussion (7 mai 1987) – Adoption (7 mai 1987) [n° **101**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (12 mai 1987) [n°**223** (86-87)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Charles Jolibois (20 mai 1987) [n° **232** (86-87)] – Discussion (17 juin 1987) – Adoption (17 juin 1987) [n° **86**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (18 juin 1987) [n° **860**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Pierre Mazeaud (24 juin 1987) [n° **886**] – Discussion (3 juillet 1987) – Adoption (3 juillet 1987) [n° **152**].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (7 juillet 1987) [n° **354** (86-87)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Charles Jolibois (7 juillet 1987) [n° **360** (86-87)] – Discussion (7 juillet 1987) – Adoption (7 juillet 1987) [n° **116**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLLE NATIONALE (TROISIEME LECTURE) (7 juillet 1987) [n° **924**] – Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Jacques Toubon (9 juillet 1987) [n° **937**] – Discussion (9 juillet 1987) – Adoption (9 juillet 1987) [n° **161**].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Charles Jolibois (9 juillet 1987) [n° **369** (86-87)] – Discussion (9 juillet 1987) – Adoption (9 juillet 1987) [n° **128**].

PROMULGATION : Loi n° 87-570 du 22 juillet 1987 (*J.O.* Lois et décrets du 24 juillet 1987).

Discussion (première lecture)

(17 juin 1987) (p. 1957, 1986).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1957, 1968) : *MM. Claude Malhuret, secrétaire d'Etat chargé des droits de l'homme ; Charles Jolibois, rapporteur de la commission des lois ; Jean-Michel Baylet, José Balarello, Jean Cauchon, Louis de Catuelan, Mme Marie-Claude Beaudeau, M. Michel Dreyfus-Schmidt.*

Astreinte : *Balarello (José)* (p. 1963).

Audition de l'enfant : *Balarello (José)* (p. 1963) ; *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 1965, 1966) ; *Catuelan (Louis de)* (p. 1964, 1965) ; *Cauchon (Jean)* (p. 1963, 1964) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 1968) ; *Jolibois (Charles)* (p. 1959).

Autorité parentale : *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 1968) ; *Malhuret (Claude)* (p. 1958).

Autorité parentale (exercice) : *Balarello (José)* (p. 1961, 1962, 1963) ; *Baylet (Jean-Michel)* (p. 1960, 1961) ; *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 1965) ; *Catuelan (Louis de)* (p. 1964) ; *Cauchon (Jean)* (p. 1963) ; *Jolibois (Charles)* (p. 1959) ; *Malhuret (Claude)* (p. 1958).

Code civil : *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 1967).

Concubinage : *Balarello (José)* (p. 1962).

Concubinage (statistiques) : *Malhuret (Claude)* (p. 1958).

Divorce ou séparation de corps : *Balarello (José)* (p. 1961) ; *Cauchon (Jean)* (p. 1963) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 1966) ; *Jolibois (Charles)* (p. 1959) ; *Malhuret (Claude)* (p. 1957, 1958).

Droit des personnes et de la famille (évolution) : *Balarello (José)* (p. 1961) ; *Baylet (Jean-Michel)* (p. 1960) ; *Jolibois (Charles)* (p. 1959).

Droit de visite (enfants) : *Balarello (José)* (p. 1962) ; *Catuelan (Louis de)* (p. 1964).

Droits de l'homme (ministère) : *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 1966) ; *Malhuret (Claude)* (p. 1957).

Education : *Malhuret (Claude)* (p. 1957).

Enfants naturels : *Balarello (José)* (p. 1961) ; *Baylet (Jean-Michel)* (p. 1960, 1961) ; *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 1966) ; *Catuelan (Louis de)* (p. 1964) ; *Cauchon (Jean)* (p. 1963) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 1968) ; *Jolibois (Charles)* (p. 1959) ; *Malhuret (Claude)* (p. 1957 ; 1958).

Etats-Unis d'Amérique (USA) : *Balarello (José)* (p. 1962).

Famille : *Jolibois (Charles)* (p. 1960).

Famille (statistiques) : *Malhuret (Claude)* (p. 1958).

Garde à vue : *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 1966).

Garde conjointe : *Cauchon (Jean)* (p. 1963) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 1967) ; *Jolibois (Charles)* (p. 1959) ; *Malhuret (Claude)* (p. 1958) ; voir aussi : Autorité parentale (exercice).

Garde des enfants : *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 1967) ; *Jolibois (Charles)* (p. 1959).

Juges aux affaires matrimoniales (JAM) : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 1966).

Juges des tutelles : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 1965) ; *Jolibois (Charles)* (p. 1959, 1960).

Jurisprudence : *Balarello (José)* (p. 1962) ; *Baylet (Jean-Michel)* (p. 1960) ; *Catuelan (Louis de)* (p. 1964) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 1966, 1967) ; *Jolibois (Charles)* (p. 1959) ; *Malhuret (Claude)* (p. 1958).

Mariage : *Malhuret (Claude)* (p. 1957).

Mariage (statistiques) : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 1960) ; *Catuelan (Louis de)* (p. 1964) ; *Jolibois (Charles)* (p. 1959).

Non-représentation d'enfants : *Balarello (José)* (p. 1962, 1963).

Parlement (rôle) : *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 1966).

Pensions alimentaires : *Balarello (José)* (p. 1962) ; *Catuelan (Louis de)* (p. 1965) ; *Jolibois (Charles)* (p. 1960).

Propositions de loi : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 1965).

Résidence : *Balarello (José)* (p. 1962) ; *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 1965) ; *Catuelan (Louis de)* (p. 1964) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 1967, 1968) ; *Malhuret (Claude)* (p. 1958).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1968, 1986) : *MM. Michel Dreyfus-Schmidt, Charles Jolibois, rapporteur ; Claude*

Malhuret, secrétaire d'Etat ; Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Michel Darras, Louis de Catuelan, Jacques Pelletier.

Avant l'art. 1er A (p. 1968).

Rejeté : amendement (art. additionnel) n° 16 de M. Michel Dreyfus-Schmidt : article 373-2 du code civil : exercice conjoint de l'autorité parentale en cas de divorce ou de séparation de corps (p. 1970 ; scrutin public n° 198).

Art. 1er A *(Conséquences du divorce : article 247 du code civil)* – Adopté (p. 1970).

Art. 1er B *(Mesures provisoires en cas de divorce : article 256 du code civil)* (p. 1970).

Rejetés : amendement n° 17 de Mme Marie-Claude Beaudeau : rôle du juge en matière de fixation de modalités de résidence, de visite et d'hébergement, et de la contribution à l'entretien et à l'éducation des enfants (p. 1971) – Amendement n° 4 de M. Michel Dreyfus-Schmidt : détermination des modalités de résidence de l'enfant par le juge (p. 1971).

– L'article 1er B est adopté (p. 1971).

Art. 1er C *(Rejet de la demande en divorce : article 258 du code civil)* – Adopté (p. 1971).

Art. 1er *(Sort du logement familial après le divorce : article 285-1 du code civil)* – Adopté (p. 1971).

Art. 2 *(Attribution de l'autorité parentale après le divorce : article 287 du code civil)* (p. 1971).

Adoptés : amendements identiques n° 1 de M. Charles Jolibois, rapporteur, et n° 6 de M. Michel Dreyfus-Schmidt : suppression de la nécessité de recueillir l'accord des deux parents pour permettre au juge d'accorder la garde conjointe (p. 1974).

Rejetés : amendement n° 18 de Mme Marie-Claude Beaudeau : exercice de l'autorité parentale et modalités de résidence des enfants (p. 1974) – Amendements de M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° 5 : modalités d'exercice de l'autorité parentale ; nouvelle rédaction de l'article 286 du code civil (p. 1974) – N° 7 : exercice conjoint de l'autorité parentale, en cas de désaccord des parents, à titre exceptionnel (p. 1974 ; priorité ordonnée p. 1974) – Et n° 8 : règlement par le juge des conséquences fiscales et des modalités de versement des prestations familiales (p. 1974).

Non soutenus : amendements de M. Jean-Michel Baylet nos 24, 25 et 26 (p. 1973).

– L'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 1975).

Art. 2 bis *(Situation de l'enfant confié à un tiers après un divorce : article 287-1 du code civil)* – Adopté (p. 1975).

Art. 2 ter *(Enquête sociale : article 287-2 du code civil)* (p. 1975).

Rejeté : amendement n° 9 de M. Michel Dreyfus-Schmidt : remplacement de la notion de droit de visite par celle de résidence (p. 1975).

– L'article 2 ter est adopté (p. 1975).

Art. 3 *(Droits et obligations du parent qui n'exerce pas l'autorité parentale : article 288 du code civil)* (p. 1975).

Adoptés : amendements identiques n° 2 de M. Charles Jolibois, rapporteur, et n° 10 de M. Michel Dreyfus-Schmidt : fixation de la contribution pour l'entretien de l'enfant en fonction des ressources des deux parents (p. 1976) – Amendement n° 11 de M. Michel Dreyfus-Schmidt : coordination avec les amendements nos 2 et 10 (p. 1977 ; priorité ordonnée p. 1977).

Rejeté : amendement n° 19 de Mme Marie-Claude Beaudeau : recours au juge des tutelles en cas de désaccord du parent non investi de l'autorité parentale sur une décision importante (p. 1976).

Devenu sans objet : amendement n° 20 de Mme Marie-Claude Beaudeau, analogue à l'amendement n° 11 (p. 1977).

– L'article 3, ainsi modifié, est adopté (p. 1977).

Art. 3 bis *(Fixation des modalités de l'exercice de l'autorité parentale ou décision de confier l'enfant à un tiers : article 289 du code civil)* – Adopté (p. 1977).

Art. 3 ter *(Audition des enfants par le juge : article 390 du code civil)* (p. 1977).

Adopté : amendement n° 3 de M. Charles Jolibois, rapporteur : modalités d'appel contre la décision du juge de ne pas entendre l'enfant (p. 1981 ; priorité ordonnée p. 1981).

Retiré : amendement n° 23 de M. Louis de Catuelan : suppression de la notion de désaccord (p. 1979).

Devenus sans objet : amendements de M. Michel Dreyfus-Schmidt nos 12, 13, 15 et 14 : conditions de l'audition des enfants par le juge (p. 1981).

– L'article 3 ter, ainsi modifié, est adopté (p. 1981).

Art. 3 quater à 3 sexies *(Remplacement de la notion de garde par celle d'exercice de l'autorité parentale dans les articles 293, 294-1 et 333-5 du code civil)* – Adoptés (p. 1981).

Art. 3 septies *(Décès ou perte de l'exercice de l'autorité parentale : article 373-1 du code civil)* – Adopté (p. 1981).

Art. 4 *(Exercice de l'autorité parentale après un divorce)* (p. 1981).

Rejeté : amendement n° 21 de Mme Marie-Claude Beaudeau : maintien de l'applicabilité de l'article 372-1 du code civil relatif à la saisine du juge des tutelles (p. 1981).

– L'article 4 est adopté (p. 1981).

Art. 4 bis *(Exercice de l'autorité parentale en cas de décès de l'un des parents : article 373-3 du code civil)* – Adopté (p. 1981).

Art. 4 ter *(Exercice de l'autorité parentale lorsque la garde a été confiée à un tiers : article 373-4 du code civil)* – Adopté (p. 1982).

Art. 5 *(Exercice de l'autorité parentale sur les enfants naturels : article 374 du code civil)* (p. 1982).

Rejetés : amendements de M. Jean-Michel Baylet, soutenus par M. Jacques Pelletier, nos 27 et 28 : procédure de reconnaissance de l'enfant naturel (p. 1982) – Et n° 29 : fixation par le juge des modalités de résidence de l'enfant et de leurs conséquences en matière fiscale et de prestations familiales (p. 1983) – Amendement n° 22 de Mme Marie-Claude Beaudeau : régime applicable en matière d'autorité parentale aux parents d'enfants naturels (p. 1983).

– L'article 5 est adopté (p. 1983).

Art. 6 *(Exercice de l'autorité parentale sur les enfants naturels à défaut de reconnaissance volontaire : article 374-1 du code civil)* – Adopté (p. 1983).

Art. 6 bis *(Suppression de la notion de gardien d'un enfant dans l'article 375 du code civil)* (p. 1983).

Adopté : amendement n° 30 de M. Claude Malhuret, secrétaire d'Etat : remplacement des mots « de la personne qui héberge l'enfant » par les mots « de la personne ou du service à qui l'enfant a été confié » (p. 1984).

– L'article 6 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 1984).

Art. 6 ter *(Suppression par coordination de la notion de gardien dans l'article 375-3 du code civil)* – Adopté (p. 1984).

Art. 6 quater *(Suppression par coordination de la notion de gardien dans l'article 375-4 du code civil)* (p. 1984).

Adopté : amendement n° 31 de M. Claude Malhuret, secrétaire d'Etat : coordination (p. 1984).

– L'article 6 quater, ainsi modifié, est adopté (p. 1984).

Art. 6 quinquies *(Suppression par coordination de la notion de gardien dans l'article 375-6 du code civil)* (p. 1984).

Adopté : amendement n° 32 de M. Claude Malhuret, secrétaire d'Etat : coordination (p. 1984).

– L'article 6 quinquies, ainsi modifié, est adopté (p. 1984).

Art. 6 sixies à 6 nonies *(Suppression par coordination de la notion de gardien dans les articles 376-1, 380 du code civil et 350, 356-1 du code pénal)* – Adoptés (p. 1984).

Art. 6 decies *(Suppression par coordination de la notion de gardien et extension des sanctions pénales au parent qui n'a pas l'exercice de l'autorité parentale : article 357 du code pénal)* (p. 1984).

Parole sur l'article : *MM. Claude Malhuret, secrétaire d'Etat ; Michel Dreyfus-Schmidt* (p. 1984, 1985).

– L'article 6 decies est adopté (p. 1985).

Art. 7 *(Dispositions transitoires)* – Adopté (p. 1985).

Art. 8 *(Application de la loi aux territoires d'Outre-Mer et à la collectivité territoriale de Mayotte)* – Adopté (p. 1985).

Explications de vote sur l'ensemble : *Mme Marie-Claude Beaudeau (p. 1985), M. Michel Darras (p. 1985) ; intervention de M. Claude Malhuret, secrétaire d'Etat (p. 1985, 1986).*

Adoption (17 juin 1987) (p. 1986).

Discussion (deuxième lecture)

(7 juillet 1987) (p. 2954, 2960).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2954, 2955) : *MM. Claude Malhuret, secrétaire d'Etat chargé des droits de l'homme ; Charles Jolibois, rapporteur de la commission des lois ; Michel Dreyfus-Schmidt.*

Accord des parents : *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 2955) ; *Jolibois (Charles)* (p. 2955) ; *Malhuret (Claude)* (p. 2955).

Audition de l'enfant : *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 2955) ; *Jolibois (Charles)* (p. 2955) ; *Malhuret (Claude)* (p. 2955).

Autorité parentale (exercice) : *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 2955) ; *Jolibois (Charles)* (p. 2955) ; *Malhuret (Claude)* (p. 2954, 2955).

Enfants naturels : *Malhuret (Claude)* (p. 2955).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2955, 2959) : *MM. Charles Jolibois, rapporteur ; Michel Dreyfus-Schmidt, Claude Malhuret, secrétaire d'Etat ; Jacques Grandon, André Méric.*

Art. 2 (p. 2955).

Adoptés : amendements identiques n° 5 de M. Charles Jolibois, rapporteur et n° 1 de M. Michel Darras, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : suppression de la nécessité d'un accord entre les parents pour l'exercice conjoint de l'autorité parentale (p. 2957) – Amendement n° 2 de M. Michel Darras : indication par le juge en cas d'exercice conjoint de l'autorité parentale du parent chez lequel les enfants ont leur résidence habituelle ainsi que le cas échéant de l'hébergement minimum chez l'autre parent (p. 2959).

Devenu sans objet : amendement n° 3 de M. Michel Darras, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : possibilité pour le juge de décider à titre exceptionnel l'exercice conjoint de l'autorité parentale (p. 2959).

– L'art. 2, ainsi modifié, est adopté (p. 2959).

Art. 3 ter (p. 2959).

Retiré : amendement n° 4 de M. Michel Darras, retiré par M. Michel Dreyfus-Schmidt (p. 2959).

– L'art. 3 ter est adopté (p. 2959).

Explication de vote sur l'ensemble : *Mme Marie-Claude Beaudeau* (p. 2959, 2960) – Audition de l'enfant.

Adoption (7 juillet 1987) (p. 2960).

Discussion (commission mixte paritaire)

(9 juillet 1987) (p. 3026, 3028).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3026, 3027) : *MM. Charles Jolibois, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire ; Michel Dreyfus-Schmidt, Jacques Larché, président de la commission des lois ; Claude Malhuret, secrétaire d'Etat chargé des droits de l'homme.*

Audition de l'enfant : *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 3027) ; *Jolibois (Charles)* (p. 3027) ; *Malhuret (Claude)* (p. 3027).

Autorité parentale (exercice) : *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 3026, 3027) ; *Jolibois (Charles)* (p. 3026) ; *Malhuret (Claude)* (p. 3027).

Parlement (rôle) : *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 3026) ; *Larché (Jacques)* (p. 3027).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3028)

Art. 2 (p. 3028).

Adoption (9 juillet 1987) (p. 3028).

Autoroutes

Voir *Questions orales sans débat* n° **167**

Auxiliaires de justice

Voir *Tribunaux de commerce*, **1**

Aveyron (département)

Voir *Questions au Gouvernement* n° **183**

Aviation civile

Voir *Aéronefs*, **1**
Lois de finances, **1**, Equipement, logement, aménagement du territoire et transports - IV – Transports - 1 – Aviation civile ; 3 – Météorologie ; Budget annexe de la navigation aérienne
Transports aériens, **1**

B

Bangladesh

Voir *Traités et conventions*, **17** ; **22**

Banques et établissements financiers

Voir *Bourses de valeurs*, **1**

1. – **Projet de loi relatif à la mutualisation de la caisse nationale de crédit agricole,** PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Jacques Chirac, Premier ministre, par M. François Guillaume, ministre de l'agriculture (21 mai 1987) [n° **239** (86-87)] – Renvoi à la commission des finances – Pour avis à la commission des lois et à la commission des affaires économiques – Rapport de M. Roland du Luart (7 octobre 1987) [n° **29** (87-88)] – Avis de M. Etienne Dailly (7 octobre 1987) [n° **28** (87-88)] et de M. Philippe François (7 octobre 1987) [n° **34** (87-88)] – Urgence – Discussion (14 et 15 octobre 1987) – Adoption (15 octobre 1987) [n° **3**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (16 octobre 1987) [n°**971**] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Philippe Vasseur (12 novembre 1987) [n°**1030**] – Discussion (19, 20 et 21 novembre 1987) – Adoption (21 novembre 1987) [n° **179**].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (23 novembre 1987) [n° **104** (87-88)] – Renvoi à la commission des finances.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Philippe Vasseur (24 novembre 1987) [n° **1063**] – Discussion (1er décembre 1987) – Adoption (1er décembre 1987) [n° **193**].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Roland du Luart (24 novembre 1987) [n° **107** (87-88)] – Discussion (8 décembre 1987) – Adoption (8 décembre 1987) [n° **40**].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Décision n° 87-232 DC du 7 janvier 1988 (*J.O.* Lois et décrets du 10 janvier 1988) qui déclare contraire à la Constitution l'article 15 (détachable de l'ensemble du texte).

PROMULGATION : Loi n° 88-50 du 18 janvier 1988 (*J.O.* Lois et décrets du 19 janvier 1988).

Discussion (première lecture)

(14 octobre 1987) (p. 3113, 3151) ; (15 octobre 1987) (p. 3166, 3224).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3113, 3151) : *MM. François Guillaume, ministre de l'agriculture ; Roland du Luart, rapporteur de la commission des finances ; Etienne Dailly, rapporteur pour avis de la commission des lois ; Philippe François, rapporteur pour avis de la commission des affaires écnomiques ; Yves Goussebaire-Dupin, Alain Pluchet, Fernand Tardy, Louis Minetti, Michel Souplet, Josy Moinet, Pierre Louvot, Henri Belcour, Paul Loridant, Jean Huchon, Louis Mercier, Marcel Daunay.*

Actionnariat des salariés : *Guillaume (François)* (p. 3154, 3156) ; *Loridant (Paul)* (p. 3147) ; *Luart (Roland du)* (p. 3120, 3149) ; *Pluchet (Alain)* (p. 3133) ; *Tardy (Fernand)* (p. 3135).

Agriculteurs : *Belcour (Henri)* (p. 3146) ; *Dailly (Etienne)* (p. 3125, 3126) ; *Daunay (Marcel)* (p. 3151) ; *François (Philippe)* (p. 3127) ; *Goussebaire-Dupin (Yves)* (p. 3131, 3132) ; *Guillaume (François)* (p. 3113, 3114, 3116, 3117, 3129, 3130, 3153, 3154, 3155, 3156, 3157) ; *Luart (Roland du)* (p. 3117, 3119) ; *Machet (Jacques)* (p. 3153) ; *Mercier (Louis)* (p. 3151) ; *Minetti (Louis)* (p. 3136, 3137) ; *Moinet (Josy)* (p. 3141, 3144) ; *Pluchet (Alain)* (p. 3133) ; *Souplet (Michel)* (p. 3140).

Agriculteurs (jeunes) : *Goussebaire-Dupin (Yves)* (p. 3131) ; *Guillaume (François)* (p. 3155) ; *Louvot (Pierre)* (p. 3145) ; *Minetti (Louis)* (p. 3137, 3138) ; *Pluchet (Alain)* (p. 3133) ; *Souplet (Michel)* (p. 3140).

Agriculture : *Belcour (Henri)* (p. 3146) ; *Dailly (Etienne)* (p. 3122) ; *François (Philippe)* (p. 3127) ; *Guillaume (François)* (p. 3113, 3114, 3117, 3129) ; *Husson (Jean)* (p. 3150) ; *Louvot (Pierre)* (p. 3144) ; *Luart (Roland du)* (p. 3117, 3118, 3119) ; *Mercier (Louis)* (p. 3151) ; *Minetti (Louis)* (p. 3138) ; *Moinet (Josy)* (p. 3141) ; *Pluchet (Alain)* (p. 3132, 3133) ; *Souplet (Michel)* (p. 3140).

Agro-alimentaire (industrie) : *Daunay (Marcel)* (p. 3152) ; *Guillaume (François)* (p. 3114, 3155, 3156) ; *Luart (Roland du)* (p. 3119) ; *Minetti (Louis)* (p. 3137, 3138).

Aménagement rural : *Husson (Jean)* (p. 3150) ; *Minetti (Louis)* (p. 3137, 3138).

Banque de France : *Loridant (Paul)* (p. 3149).

Banques et établissements financiers : *Belcour (Henri)* (p. 3146) ; *Dailly (Etienne)* (p. 3122) ; *Daunay (Marcel)* (p. 3152) ; *François (Philippe)* (p. 3126, 3127, 3128) ; *Goussebaire-Dupin (Yves)* (p. 3131) ; *Guillaume (François)* (p. 3114, 3153) ; *Husson (Jean)* (p. 3150) ; *Loridant (Paul)* (p. 3147, 3149) ; *Luart (Roland du)* (p. 3117, 3119) ; *Moinet (Josy)* (p. 3141, 3144) ; *Souplet (Michel)* (p. 3139, 3140) ; *Tardy (Fernand)* (p. 3135).

Budget de l'Etat : *Luart (Roland du)* (p. 3118) ; *Moinet (Josy)* (p. 3143).

Catastrophes naturelles : *François (Philippe)* (p. 3128).

Collectivités territoriales : *Goussebaire-Dupin (Yves)* (p. 3131) ; *Minetti (Louis)* (p. 3139).

Commerce et artisanat : *Daunay (Marcel)* (p. 3152) ; *Guillaume (François)* (p. 3129) ; *Luart (Roland du)* (p. 3118).

Commission des communautés européennes : *Belcour (Henri)* (p. 3146) ; *Guillaume (François)* (p. 3114).

Commission des opérations de bourse (COB) : *Loridant (Paul)* (p. 3149).

Communauté économique européenne (CEE) : *Daunay (Marcel)* (p. 3151, 3152) ; *François (Philippe)* (p. 3127) ; *Guillaume (François)* (p. 3117) ; *Luart (Roland du)* (p. 3118) ; *Minetti (Louis)* (p. 3137) ; *Moinet (Josy)* (p. 3143).

Concurrence : *Belcour (Henri)* (p. 3146) ; *François (Philippe)* (p. 3126, 3127) ; *Goussebaire-Dupin (Yves)* (p. 3132) ; *Guillaume (François)* (p. 3113, 3114, 3117, 3153, 3157) ; *Loridant (Paul)* (p. 3149) ; *Louvot (Pierre)* (p. 3144) ; *Luart (Roland du)* (p. 3117, 3118, 3119, 3120) ; *Moinet (Josy)* (p. 3141, 3142) ; *Souplet (Michel)* (p. 3140).

Concurrence internationale : *Belcour (Henri)* (p. 3146) ; *François (Philippe)* (p. 3128) ; *Guillaume (François)* (p. 3113, 3114, 3130) ; *Husson (Jean)* (p. 3150) ; *Luart (Roland du)* (p. 3118) ; *Tardy (Fernand)* (p. 3134).

Conseil constitutionnel : *Dailly (Etienne)* (p. 3131) ; *Guillaume (François)* (p. 3129, 3156).

Conseil constitutionnel (décisions) : *Dailly (Etienne)* (p. 3125).

Conseil d'Etat : *Mercier (Louis)* (p. 3151) ; *Pluchet (Alain)* (p. 3133) ; *Tardy (Fernand)* (p. 3134).

Conseils d'administration : *Dailly (Etienne)* (p. 3122, 3124, 3125, 3126) ; *François (Philippe)* (p. 3127) ; *Guillaume (François)* (p. 3114, 3116, 3129, 3130, 3154) ; *Loridant (Paul)* (p. 3147) ; *Luart (Roland du)* (p. 3119) ; *Mercier (Louis)* (p. 3151) ; *Minetti (Louis)* (p. 3139) ; *Moinet (Josy)* (p. 3142) ; *Pluchet (Alain)* (p. 3133) ; *Souplet (Michel)* (p. 3140).

Consommation : *Minetti (Louis)* (p. 3139).

Constitution : *Dailly (Etienne)* (p. 3125) ; *Loridant (Paul)* (p. 3150) ; *Tardy (Fernand)* (p. 3134).

Contrats de travail : *Dailly (Etienne)* (p. 3123).

Conventions collectives : *Guillaume (François)* (p. 3116).

Coopératives : *François (Philippe)* (p. 3126, 3127) ; *Goussebaire-Dupin (Yves)* (p. 3131) ; *Guillaume (François)* (p. 3113, 3114, 3155) ; *Louvot (Pierre)* (p. 3144) ; *Mercier (Louis)* (p. 3151) ; *Minetti (Louis)* (p. 3136) ; *Moinet (Josy)* (p. 3142).

Cour des comptes : *Goussebaire-Dupin (Yves)* (p. 3132) ; *Guillaume (François)* (p. 3153, 3154).

Crédit : *Daunay (Marcel)* (p. 3151).

Crédit agricole : *Belcour (Henri)* (p. 3146) ; *Dailly (Etienne)* (p. 3124, 3125) ; *Daunay (Marcel)* (p. 3152) ; *François (Philippe)* (p. 3126, 3127) ; *Goussebaire-Dupin (Yves)* (p. 3131) ; *Guillaume (François)* (p. 3113, 3128, 3155) ; *Husson (Jean)* (p. 3150) ; *Loridant (Paul)* (p. 3147) ; *Louvot (Pierre)* (p. 3144, 3145) ; *Luart (Roland du)* (p. 3117, 3119, 3120) ; *Machet (Jacques)* (p. 3153) ; *Mercier (Louis)* (p. 3151) ; *Minetti (Louis)* (p. 3136, 3137, 3138) ; *Moinet (Josy)* (p. 3141, 3143) ; *Pluchet (Alain)* (p. 3132, 3133) ; *Souplet (Michel)* (p. 3139) ; *Tardy (Fernand)* (p. 3134, 3135).

Décentralisation : *Guillaume (François)* (p. 3129).

Déficit budgétaire : *Moinet (Josy)* (p. 3143).

Droit constitutionnel et science politique : *Dailly (Etienne)* (p. 3121).

Droit des sociétés : *Dailly (Etienne)* (p. 3121) ; *Goussebaire-Dupin (Yves)* (p. 3132) ; *Guillaume (François)* (p. 2130) ; *Moinet (Josy)* (p. 3142) ; *Pluchet (Alain)* (p. 3133).

Elevage : *Husson (Jean)* (p. 3150).

Emploi : *Luart (Roland du)* (p. 3119) ; *Minetti (Louis)* (p. 3139) ; *Moinet (Josy)* (p. 3143).

Endettement (entreprises et particuliers) : *Luart (Roland du)* (p. 3118) ; *Minetti (Louis)* (p. 3136, 3138).

Entreprises : *Guillaume (François)* (p. 3116).

Entreprises (petites et moyennes) (PME) : *Daunay (Marcel)* (p. 3152) ; *Guillaume (François)* (p. 3129).

Epargne : *Guillaume (François)* (p. 3113, 3114, 3129) ; *Luart (Roland du)* (p. 3119) ; *Minetti (Louis)* (p. 3137) ; *Moinet (Josy)* (p. 3142).

Epargne logement : *Goussebaire-Dupin (Yves)* (p. 3132) ; *Loridant (Paul)* (p. 3149).

Equipements collectifs : *Moinet (Louis)* (p. 3142).

Etablissements publics : *Dailly (Etienne)* (p. 3121, 3122, 3124) ; *Daunay (Marcel)* (p. 3152) ; *François (Philippe)* (p. 3126) ; *Goussebaire-Dupin (Yves)* (p. 3131) ; *Guillaume (François)* (p. 3113, 3114, 3129) ; *Loridant (Paul)* (p. 3148) ; *Luart (Roland du)* (p. 3117) ; *Machet (Jacques)* (p. 3153) ; *Souplet (Michel)* (p. 3139).

Etats-Unis d'Amérique (USA) : *Minetti (Louis)* (p. 3137).

Exploitants agricoles : *Loridant (Paul)* (p. 3147).

Fiscalité : *Guillaume (François)* (p. 3156) ; *Mercier (Louis)* (p. 3151) ; *Minetti (Louis)* (p. 3138).

Fonctionnaires et agents publics : *Dailly (Etienne)* (p. 3123) ; *Guillaume (François)* (p. 3116) ; *Minetti (Louis)* (p. 3139) ; *Moinet (Josy)* (p. 3143) ; *Tardy (Fernand)* (p. 3135).

Fonction publique : *Guillaume (François)* (p. 3116).

Franche-Comté (région) : *Louvot (Pierre)* (p. 3114).

Fruits et légumes : *Minetti (Louis)* (p. 3137).

Gouvernement : *Belcour (Henri)* (p. 3146).

Grand marché intérieur (CEE) : *Belcour (Henri)* (p. 3146) ; *Daunay (Marcel)* (p. 3152) ; *François (Philippe)* (p. 3127) ; *Guillaume (François)* (p. 3113, 3114, 3117, 3130, 3156, 3157) ; *Husson (Jean)* (p. 3150) ; *Loridant (Paul)* (p. 3149) ; *Machet (Jacques)* (p. 3153) ; *Minetti (Louis)* (p. 3136, 3138) ; *Moinet (Josy)* (p. 3141) ; *Souplet (Michel)* (p. 3140) ; *Tardy (Fernand)* (p. 3135).

Horticulture : *Minetti (Louis)* (p. 3137).

Impôt sur les sociétés : *Goussebaire-Dupin (Yves)* (p. 3131) ; *Guillaume (François)* (p. 3113).

Inflation : *Luart (Roland du)* (p. 3118).

Intérêt (taux) : *Daunay (Marcel)* (p. 3152) ; *François (Philippe)* (p. 3128) ; *Guillaume (François)* (p. 3128, 3154) ; *Minetti (Louis)* (p. 3139).

Investissements : *Guillaume (François)* (p. 3114, 3128, 3155) ; *Luart (Roland du)* (p. 3118) ; *Mercier (Louis)* (p. 3151) ; *Minetti (Louis)* (p. 3137, 3138).

Italie : *Luart (Roland du)* (p. 3118).

Japon : *Minetti (Louis)* (p. 3137).

Libéralisme : *Guillaume (François)* (p. 3130).

Marché monétaire : *Daunay (Marcel)* (p. 3152) ; *Guillaume (François)* (p. 3113).

Marchés agricoles : *Luart (Roland du)* (p. 3118, 3119).

Marchés financiers : *Guillaume (François)* (p. 3114, 3116) ; *Loridant (Paul)* (p. 3149) ; *Minetti (Louis)* (p. 3138) ; *Moinet (Josy)* (p. 3141) ; *Souplet (Michel)* (p. 3140).

Nationalisations : *Dailly (Etienne)* (p. 3124).

Notaires : *Goussebaire-Dupin (Yves)* (p. 3132) ; *Luart (Roland du)* (p. 3119) ; *Moinet (Josy)* (p. 3143).

Obligations (valeurs mobilières) : *Guillaume (François)* (p. 3116).

Organisations interprofessionnelles agricoles : *Dailly (Etienne)* (p. 3123) ; *Guillaume (François)* (p. 3114, 3116, 3130, 3154, 3155, 3156) ; *Pluchet (Alain)* (p. 3133).

Organisations syndicales : *François (Philippe)* (p. 3127) ; *Luart (Roland du)* (p. 3117) ; *Mercier (Louis)* (p. 3151) ; *Minetti (Louis)* (p. 3136).

Ovins : *Minetti (Louis)* (p. 3137).

Parlement : *Dailly (Etienne)* (p. 3124) ; *François (Philippe)* (p. 3126) ; *Loridant (Paul)* (p. 3147) ; *Moinet (Josy)* (p. 3141).

Parlement (rôle) : *Husson (Jean)* (p. 3150).

Pays-Bas : *Luart (Roland du)* (p. 3118).

Placements financiers : *Mercier (Louis)* (p. 3151).

Plus-values : *Loridant (Paul)* (p. 3148).

Politique agricole : *Guillaume (François)* (p. 3155) ; *Loridant (Paul)* (p. 3147).

Politique agricole commune (PAC) : *Guillaume (François)* (p. 3156).

Politique économique et sociale : *François (Philippe)* (p. 3128).

Pouvoirs publics : *Goussebaire-Dupin (Yves)* (p. 3132) ; *Guillaume (François)* (p. 3113, 3157) ; *Louvot (Pierre)* (p. 3144) ; *Luart (Roland du)* (p. 3117, 3118, 3120) ; *Machet (Jacques)* (p. 3153).

Presse : *Loridant (Paul)* (p. 3149) ; *Minetti (Louis)* (p. 3136) ; *Tardy (Fernand)* (p. 3134).

Prêts : *Belcour (Henri)* (p. 3146) ; *Daunay (Marcel)* (p. 3152) ; *François (Philippe)* (p. 3127) ; *Goussebaire-Dupin (Yves)* (p. 3131) ; *Guillaume (François)* (p. 3114, 3129) ; *Luart (Roland du)* (p. 3118).

Prêts à l'agriculture : *Belcour (Henri)* (p. 3146) ; *Daunay (Marcel)* (p. 3152) ; *François (Philippe)* (p. 3127) ; *Goussebaire-Dupin (Yves)* (p. 3132) ; *Guillaume (François)* (p. 3113, 3153, 3154, 3155, 3156, 3157) ; *Moinet (Josy)* (p. 3141, 3144) ; *Tardy (Fernand)* (p. 3135).

Prêts au logement : *Daunay (Marcel)* (p. 3151) ; *François (Philippe)* (p. 3126) ; *Guillaume (François)* (p. 3114) ; *Machet (Jacques)* (p. 3153) ; *Minetti (Louis)* (p. 3139) ; *Souplet (Michel)* (p. 3139).

Prêts bonifiés : *Belcour (Henri)* (p. 3146) ; *Dailly (Etienne)* (p. 3124) ; *François (Philippe)* (p. 3127, 3128) ; *Goussebaire-Dupin (Yves)* (p. 3132) ; *Guillaume (François)* (p. 3114, 3128, 3153, 3154, 3157) ; *Husson (Jean)* (p. 3150) ; *Loridant (Paul)* (p. 3149) ; *Louvot (Pierre)* (p. 3145) ; *Luart (Roland du)* (p. 3118, 3119) ; *Mercier (Louis)* (p. 3151) ; *Minetti (Louis)* (p. 3137, 3138) ; *Moinet (Josy)* (p. 3141, 3143) ; *Souplet (Michel)* (p. 3140) ; *Tardy (Fernand)* (p. 3134).

Privatisations : *Belcour (Henri)* (p. 3146) ; *Dailly (Etienne)* (p. 3123, 3124) ; *Goussebaire-Dupin (Yves)* (p. 3132) ; *Guillaume (François)* (p. 3156) ; *Loridant (Paul)* (p. 3147, 3148, 3149) ; *Louvot (Pierre)* (p. 3145) ; *Minetti (Louis)* (p. 3136, 3137, 3139) ; *Moinet (Josy)* (p. 3142, 3143) ; *Tardy (Fernand)* (p. 3134).

Professions libérales : *Daunay (Marcel)* (p. 3152).

Quotas laitiers : *Luart (Roland du)* (p. 3118).

Recherche : *Minetti (Louis)* (p. 3137, 3138).

République fédérale d'Allemagne (RFA) : *Guillaume (François)* (p. 3114) ; *Luart (Roland du)* (p. 3118).

Salariés : *Goussebaire-Dupin (Yves)* (p. 3132) ; *Guillaume (François)* (p. 3114, 3154) ; *Luart (Roland du)* (p. 3120) ; *Minetti (Louis)* (p. 3136) ; *Pluchet (Alain)* (p. 3133).

Service public : *Luart (Roland du)* (p. 3317) ; *Tardy (Fernand)* (p. 3135).

Sociétés anonymes (SA) : *Dailly (Etienne)* (p. 3121, 3122) ; *Daunay (Marcel)* (p. 3152) ; *Goussebaire-Dupin (Yves)* (p. 3131) ; *Guillaume (François)* (p. 3130, 3114, 3129, 3130, 3155, 3156) ; *Loridant (Paul)* (p. 3148) ; *Louvot (Pierre)* (p. 3145) ; *Luart (Roland du)* (p. 3117) ; *Machet (Jacques)* (p. 3153) ; *Moinet (Josy)* (p. 3142) ; *Pluchet (Alain)* (p. 3133).

Soja : *Minetti (Louis)* (p. 3137).

Sondages et enquêtes : *Goussebaire-Dupin (Yves)* (p. 3131) ; *Pluchet (Alain)* (p. 3133).

Subventions : *Guillaume (François)* (p. 3157).

Technologies nouvelles : *Minetti (Louis)* (p. 3138).

Transports en commun : *Minetti (Louis)* (p. 3138).

Union des Républiques socialistes soviétiques (URSS) : *Minetti (Louis)* (p. 3137).

Zones rurales : *Minetti (Louis)* (p. 3138) ; *Tardy (Fernand)* (p. 3135).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3166, 3224) : *MM. Louis Minetti, Jacques Mossion, Germain Authié, François Guillaume, ministre de l'agriculture ; Josy Moinet, Paul Loridant, Etienne Dailly, rapporteur pour avis ; Edouard Balladur, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation ; Roland du Luart, rapporteur ; Jacques Mossion, Yves Goussebaire-Dupin, Philippe François, rapporteur pour avis ; Fernand Tardy, Jacques Habert, Philippe de Bourgoing, Jacques Descours Desacres, Alain Pluchet.*

Art. 1er *(Transformation en société anonyme de l'établissement public de la caisse nationale de crédit agricole)* (p. 3166).

Parole sur l'article : *MM. Louis Minetti (p. 3166), Jacques Mossion (p. 3167), Germain Authié (p. 3167, 3168), François Guillaume, ministre (p. 3168) ; Josy Moinet (p. 3168)* – Coopératives, organisations syndicales, sociétés anonymes, pouvoirs publics, crédit, libéralisme, organisations professionnelles agricoles.

Adoptés : amendement n° 13 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : transformation de la CNCA en société anonyme après absorption du fonds de garantie : suppression du second alinéa de cet article, relatif aux réserves émises pour cette modification, afin d'éviter le risque d'inconstitutionalité (p. 3177) ; sous-amendement n° 102 de M. François Guillaume, ministre (p. 3177).

Rejetés : amendement n° 41 de M. André Méric, soutenu par M. Paul Loridant : suppression de cet article (p. 3175) – Sous-amendement n° 77 de M. Josy Moinet, à l'amendement n° 13 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis (p. 3177).

Retirés : amendement de M. Josy Moinet n° 78 (p. 3171) – Et n° 79 (p. 3173).

Devenus sans objet : amendement n° 30 de M. Jacques Mossion : non-absorption du fonds commun de garantie par la société anonyme « caisse nationale de crédit agricole » (p. 3177) – Amendement n° 42 de M. André Méric, soutenu par M. Paul Loridant : missions de la société anonyme CNCA : organe central des établissements du Crédit agricole (p. 3177) – Amendement n° 73 de M. Yves Goussebaire-Dupin, retiré par son auteur (p. 3174) et repris par M. Louis Minetti : privilège consenti à la société anonyme CNCA : distribution des prêts bonifiés par l'Etat sousmise au contrôle de la Cour des comptes (p. 3177).

– L'art. 1er, dans la rédaction de l'amendement n° 13 ainsi modifié, est adopté (p. 3177).

Après l'art. 1er (p. 3177).

Adoptés : amendements (art. additionnels) de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis, n° 14 : composition du conseil d'administration de la société anonyme CNCA jusqu'à la première assemblée générale ; établissement des statuts de ladite société (p. 3177) – Et n° 15 : maintien en fonction du directeur général de la CNCA jusqu'à la première réunion du conseil d'administration qui suit la première assemblée de la société anonyme ; rôle de ce directeur général en ce qui concerne les statuts (p. 3178).

– Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 3177 et 3178).

Art. 2 *(Autorisation de transfert de propriété)* (p. 3178).

Adoptés : amendement n° 16 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : cession des actions de la société anonyme CNCA par l'Etat aux caisses régionales, ou représentant des organisations professionnelles agricoles, aux salariés et anciens salariés de la caisse nationale et des caisses régionales, et de leurs filiales, aux fonctionnaires et aux anciens fonctionnaires de la caisse nationale, aux fonctionnaires de l'Etat en position de détachement auprès de la caisse nationale ou d'une caisse régionale ; condition minimale de durée pour les anciens personnels (p. 3181) ; sous-amendements n° 101 et n° 2 de M. Roland du Luart, rapporteur (p. 3181).

Rejeté : amendement n° 80 de M. Josy Moinet : suppression de l'application au produit de la cession des dispositions de l'article 33 de la loi n° 86-824 du 11 juillet 1986 relatives au versement du produit de la cession des actions au compte d'affectation spéciale ouvert dans les écritures du Trésor (p. 3183).

Retirés : sur l'amendement n° 16 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis, sous-amendement n° 95 de M. François Guillaume, ministre (p. 3180) – Amendement n° 44 de M. André Méric, soutenu par M. Paul Loridant (p. 3180) – Amendement n° 74 de M. Yves Goussebaire-Dupin (p. 3181) – Amendement n° 31 de M. Jacques Mossion, retiré par M. Marcel Daunay (p. 3181).

Devenu sans objet : amendement n° 43 de M. André Méric, soutenu par M. Paul Loridant : extension de la possibilité d'acheter les actions de la Caisse nationale aux agents des caisses régionales et de leurs filiales détenant la majorité du capital social, et aux sociétaires individuels (p. 3181).

– L'art. 2, ainsi modifié, est adopté (p. 3183).

Art. 3 *(Modalités de fixation du nombre d'actions et de leur prix de cession) (p. 3183).*

Adopté : amendement n° 17 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : détermination du prix de cession des actions ; possibilité donnée aux ministres chargés de l'économie et de l'agriculture de prévoir par arrêté conjoint des délais de paiement n'excédant pas cinq années (p. 3185).

Rejeté : amendement n° 45 de M. André Méric, soutenu par M. Paul Loridant : fixation du nombre d'actions et de leur prix de cession après avis de la commission bancaire et de la commission des opérations de bourse (p. 3185).

Retirés : amendements identiques n° 4 de M. Roland du Luart, rapporteur, et n° 75 de M. Yves Goussebaire-Dupin : fixation du prix de cession des actions dans les conditions prévues par l'article 3 de la loi du 6 août 1986 : prise en compte de la valeur des actifs, des bénéfices réalisés, de l'existence de filiales et des perspectives d'avenir (p. 3184).

– L'art. 3, dans la rédaction de l'amendement n° 17, est adopté (p. 3185).

Art. 4 *(Modalités de cession des actions de la caisse nationale de Crédit agricole)* (p. 3185 et 3193).

Adopté : amendement n° 103 de M. François Guillaume, ministre : modalités de cession des actions de la société anonyme par l'Etat dès la publication de ses statuts (p. 3197).

Retirés : amendements de M. Roland du Luart, rapporteur, n° 5 : totalité des actions de la CNCA offertes par l'Etat aux caisses régionales (p. 3194) – Et n° 6 : rétrocession par les caisses régionales de 10 % des actions aux personnel et ancien personnel dans un délai de deux ans (p. 3196) – Amendements de M. André Méric, n° 49, soutenu par M. Paul Loridant : constatation de l'acceptation de l'offre d'achat des caisses régionales par le seul ministre de l'économie (p. 3190) – Et n° 50, retiré par M. Fernand Tardy (p. 3196).

Devenus sans objet : amendement n° 48 de M. André Méric, soutenu par M. Fernand Tardy (p. 3194) – Amendements de M. Louis Minetti n° 65 : délai de paiement des actions : doublement du délai de paiement sur demande des caisses dont le bilan est inférieur à 10 milliards de francs (p. 3197) – Et n° 66, soutenu par M. Robert Vizet : suppression de l'offre des actions qui ne seraient pas souscrites par certaines caisses (p. 3197) – Amendement n° 18 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : substitution de la notion d'acquisition d'actions à la notion de souscription ; conditions selon lesquelles l'offre est réputée acceptée (p. 3197).

– L'art. 4, dans la rédaction de l'amendement n° 103, est adopté (p. 3197 ; précédemment réservé p. 3188).

Après l'art. 4 (p. 3188).

Retiré : amendement n° 7 (art. additionnel) de M. Roland du Luart, rapporteur : rôle d'organe central de la société anonyme CNCA pour les caisses régionales, lesquelles sont habilitées à distribuer les prêts bonifiés par l'Etat ; modalités de leurs relations (p. 3189).

Devenu sans objet : sur l'amendement n° 7 de la commission, sous-amendement n° 51 de M. Fernand Tardy (p. 3189).

Art. 5 *(Opérations liées à la transformation de l'établissement public en société anonyme : pouvoirs du directeur général de la caisse nationale – Conseil d'administration) (p. 3189).*

Adopté : amendement n° 19 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : suppression de cet article par coordination avec l'amendement n° 15 précédemment adopté (p. 3189).

Retirés : amendements n° 52 et n° 53 de M. Fernand Tardy (p. 3189).

– L'art. 5 est supprimé (p. 3189).

Art. 6 *(Modalités de calcul des droits de vote)* (p. 3189).

Adopté : amendement rédactionnel n° 20 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis (p. 3193 ; scrutin public n° 1).

Rejetés : amendement n° 54 de M. André Méric, soutenu par M. Paul Loridant : répartition à part égale entre les caisses régionales des droits de vote attachés aux actions détenues par ces caisses (p. 3192) – Amendement n° 67 de M. Louis Minetti, identique à l'amendement n° 54 (p. 3192).

Retiré : amendement n° 82 de M. Josy Moinet : répartition des droits de vote attachés aux actions détenues par les caisses régionales pour moitié à parts égales (p. 3191).

Devenus sans objet : amendement n° 55 de M. André Méric, soutenu par M. Paul Loridant : répartition des droits de vote attachés aux actions détenues par les caisses régionales pour les trois quarts à parts égales (p. 3193) – Amendement n° 68 de M. Louis Minetti : répartition pour les deux-tiers à parts égales entre les caisses régionales des droits de vote attachés aux actions qu'elles détiennent (p. 3193) – Amendement n° 40 de M. François Delga, soutenu par M. Jacques Habert : répartition pour la moitié à parts égales entre les caisses régionales des droits de vote attachés aux actions qu'elles détiennent (p. 3193).

– L'art. 6, dans la rédaction de l'amendement n° 20, est adopté (p. 3193).

Art. 7 *(Du conseil d'administration)* (p. 3197).

Adopté : amendement n° 8 de M. Roland du Luart, rapporteur : composition du conseil d'administration de la société et qualité d'administrateur de caisse régionale de crédit agricole mutuel du président directeur général élu (p. 3204 ; scrutin public n° 2).

Rejeté : sur l'amendement n° 8 de M. Roland du Luart, rapporteur, sous-amendement n° 59 de M. André Méric, soutenu par M. Paul Loridant (p. 3202).

Retirés : amendement n° 21 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : suppression des deuxième et troisième alinéas de cet article relatifs à l'élection du président, à la désignation et au rôle du directeur général (p. 3159) – Amendement n° 32 de M. Michel Souplet, retiré par M. Jacques Machet (p. 3159) – Amendements n° 33 et n° 34 de M. Louis de Catuelan (p. 3200 et 3201) – Amendement n° 85 de M. Marcel Daunay, retiré par M. Louis de Catuelan (p. 3202).

Devenus sans objet : amendement n° 69 de M. Louis Minetti : représentation de chacune des organisations syndicales au sein du conseil d'administration (p. 3204) – Amendement n° 100 de M. François Guillaume, ministre : obligation pour l'administrateur représentant les organisations syndicales professionnelles agricoles de détenir le nombre d'actions définis par les statuts pour accéder à la responsabilité de membre du conseil d'administration (p. 3204) – Amendement n° 1 de M. Philippe François, rapporteur pour avis : désignation du représentant des organisations professionnelles agricoles par l'assemblée permanente des chambres d'agriculture (p. 3204) – Amendements de M. André Méric, soutenus par M. Paul Loridant, n° 56 : présence d'un représentant des actionnaires salariés au sein du conseil d'administration de la société (p. 3204) – N° 57 : représentation des salariés de la Caisse nationale et des caisses régionales au sein du conseil d'administration de la CNCA (p. 3204) – N° 58 : choix du président du conseil d'administration parmi les administrateurs (p. 3204) – N° 60 : nomination du directeur général soumise à agrément renouvelable tous les cinq ans, des ministres chargés de l'économie et de l'agriculture (p. 3204) – Et n° 61 : suppression du dernier alinéa de cet article, relatif au rôle de directeur général (p. 3204) – Amendement n° 83 de M. Josy Moinet : représentation des agents de la CNCA au sein du conseil d'administration de la société (p. 3204) – Amendement rédactionnel n° 76 de M. Yves Goussebaire-Dupin (p. 3204) – Amendements identiques n° 70 de M. Louis Minetti et n° 84 de M. Josy Moinet : suppression de la subordination de la nomination du directeur général à l'agrément des ministres chargés de l'économie et de l'agriculture (p. 3204).

– L'art. 7, dans la rédaction de l'amendement n° 8, est adopté (p. 3204).

Art. 8 *(Statuts des personnels n'appartenant pas à la fonction publique)* (p. 3204).

Adopté : amendement n° 22 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : droits des salariés de la caisse nationale : maintien des contrats de travail ; maintien en vigueur des accords collectifs jusqu'à la conclusion d'une convention collective (p. 3205).

Rejeté : amendement n° 71 de M. Louis Minetti : droits des salariés de la caisse nationale : maintien des dispositions les régissant jusqu'à la signature d'une convention collective qui devra reprendre ces dispositions (p. 3205).

– L'art. 8, dans la rédaction de l'amendement n° 22, est adopté (p. 3205).

Art. 9 *(Statut des fonctionaires de la CNCA)* (p. 3205).

Adoptés : amendement n° 23 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : statut des personnels fonctionnaires et limitation de la position de détachement auprès de la CNCA à douze ans ; possibilité de conclure avec la société, pendant le détachement,

un contrat de travail (p. 3208) ; sous-amendements n° 98 et n° 97 de M. François Guillaume, ministre (p. 3207).

Retiré : amendement n° 10 de M. Roland du Luart, rapporteur : rattachement des fonctionnaires de la Caisse nationale à l'Etat, par décret en Conseil d'Etat, pris avant que les modifications du statut de la Caisse nationale prennent effet (p. 3206).

Devenu sans objet : amendement n° 72 de M. Louis Minetti : possibilité pour les personnels fonctionnaires de la CNCA de demeurer placés en position de détachement jusqu'à la fin de leur carrière (p. 3208).

– L'art. 9, dans la rédaction de l'amendement n° 23 ainsi modifié, est adopté (p. 3208).

Art. 10 *(Neutralité fiscale de toutes les opérations de mutualisation de la CNCA)* (p. 3208).

Retiré : amendement n° 24 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : absence d'imposition de quelque nature qu'elle soit pour les opérations prévues aux articles 1er, 1er ter et 4 de la présente loi (p. 3209).

Devenu sans objet : sous-amendement n° 104 de M. François Guillaume, ministre (p. 3209).

– L'art. 10 est adopté (p. 3209).

Après l'art. 10 (p. 3209).

Adopté : amendement n° 11 (art. additionnel) de M. Roland du Luart, rapporteur : convention entre l'Etat et la nouvelle société anonyme CNCA fixant les modalités des interventions de cette dernière dans le domaine agricole (p. 3209).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3209).

Art. 11 *(Organisation économique et financière de l'agriculture)* (p. 3209).

Adopté : amendement n° 25 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : représentation du Crédit agricole mutuel au Conseil supérieur d'orientation et de coordination de l'économie agricole lorsqu'il traite des problèmes de financement de l'agriculture (p. 3210).

Devenu sans objet : amendement n° 62 de M. André Méric, soutenu par M. Fernand Tardy : participation d'un représentant des salariés du Crédit agricole mutuel au Conseil supérieur de financement de l'agriculture (p. 3210).

– L'art. 11, dans la rédaction de l'amendement n° 25, est adopté (p. 3210).

Art. 12 *(Négociation des parts sociales des caisses de Crédit agricole mutuel)* (p. 3210).

Adopté : amendement n° 26 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : négociabilité des parts des caisses régionales dans tous les cas et maintien de l'agrément sur les cessions (p. 3210).

– L'art. 12, dans la rédaction de l'amendement n° 26, est adopté (p. 3210).

Art. 13 *(Conseil d'administration des caisses régionales)* (p. 3211).

Parole sur l'article : *MM. Philippe de Bourgoing (p. 3211), Philippe François, rapporteur pour avis (p. 3211)* – Droit des sociétés, prêts, organisations interprofessionnelles agricoles.

Adopté : amendement n° 94 de M. Roland du Luart, rapporteur : répartition des sièges du conseil d'administration des caisses régionales : majorité appartenant aux membres des groupements à vocation agricole visés à l'article 617 du code rural, 1er à 7e alinéas (p. 3218).

Rejetés : amendements identiques n° 27 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis, et n° 63 de M. André Méric, soutenu par M. Fernand Tardy (p. 3216 ; scrutin public n° 3).

Retiré : amendement n° 47 de M. Louis de Catuelan : répartition des sièges au conseil d'administration des caisses régionales : soixante pour cent au moins aux membres des groupements à vocation agricole visés à l'article 617 du code rural, 1er à 7e alinéa (p. 3214).

– L'art. 13, ainsi modifié, est adopté (p. 3216).

Art. 14 *(Dispositions diverses)* (p. 3216).

Parole sur l'article : *M. Louis Minetti (p. 3216)* – Coopératives.

Adoptés : amendement n° 28 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : harmonisation du livre cinquième du code rural avec le présent projet (p. 3219) ; paragraphes A et B du sous-amendement n° 99 de M. François Guillaume, ministre (p. 3219).

Rejeté : paragraphe C du sous-amendement n° 99 de M. François Guillaume, ministre (p. 3219).

– L'art. 14, dans la rédaction de l'amendement n° 28, ainsi modifié, est adopté (p. 3219).

Art. 15 *(Modalités d'entrée en vigueur de la loi)* (p. 3219).

Adopté : amendement n° 29 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : conditions de validation de l'acquisition des actions de la société anonyme par les caisses régionales ; incidence de la nullité éventuelle de l'opération sur la composition du conseil d'administration de la SA (p. 3222).

Retirés : sur l'amendement n° 29 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis, sous-amendement n° 96 de M. François Guillaume, ministre (p. 3222) – Amendement n° 12 de M. Roland du Luart, rapporteur : suppression de cet article (p. 3219).

– L'art. 15, dans la rédaction de l'amendement n° 29, est adopté (p. 3222).

Intitulé du projet de loi (p. 3222).

Rejeté : amendement n° 64 de M. André Méric, soutenu par M. Paul Loridant : « Projet de loi relatif à la privatisation de la CNCA » (p. 3222).

Explications de vote sur l'ensemble : *MM. Paul Loridant (p. 3222, 3223), Louis Minetti (p. 3223), Philippe François, rapporteur pour avis (p. 3223) ; Alain Pluchet (p. 3223, 3224), Josy Moinet (p. 3224)* – Grand marché intérieur (CEE), prêts bonifiés, privatisations, agro-alimentaire (industrie), politique agricole, coopératives.

Scrutin public n° 4 (p. 3224).

Adoption (15 octobre 1987) (p. 3224).

Discussion (commission mixte paritaire)

(8 décembre 1987) (p. 5138, 5151).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5138, 5144) : *MM. Roland du Luart, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire ; François Guillaume, ministre de l'agriculture ; Josy Moinet, Louis Minetti, Philippe François, Paul Loridant, Michel Souplet.*

Agriculture : *Moinet (Josy)* (p. 5139, 5140) ; *Souplet (Michel)* (p. 5144).

Agro-alimentaire (industrie) : *Moinet (Josy)* (p. 5139).

Banques et établissements financiers : *Loridant (Paul)* (p. 5143).

Chômage : *Minetti (Louis)* (p. 5141).

Conseil constitutionnel : *François (Philippe)* (p. 5141) ; *Loridant (Paul)* (p. 5143).

Conseil constitutionnel (décisions) : *François (Philippe)* (p. 5142, 5143).

Conseil d'Etat : *François (Philippe)* (p. 5143).

Constitution : *Minetti (Louis)* (p. 5141) ; *Moinet (Josy)* (p. 5140).

Coopératives : *François (Philippe)* (p. 5142).

Crédit agricole : *François (Philippe)* (p. 5141) ; *Guillaume (François)* (p. 5139) ; *Loridant (Paul)* (p. 5143, 5144) ; *Luart (Roland du)* (p. 5138) ; *Minetti (Louis)* (p. 5141) ; *Moinet (Josy)* (p. 5139).

Exploitants agricoles : *François (Philippe)* (p. 5141, 5142) ; *Guillaume (François)* (p. 5139) ; *Loridant (Paul)* (p. 5144) ; *Luart (Roland du)* (p. 5138).

Organisations interprofessionnelles agricoles : *François (Philippe)* (p. 5142) ; *Souplet (Michel)* (p. 5144).

Prêts bonifiés : *François (Philippe)* (p. 5141) ; *Luart (Roland du)* (p. 5138) ; *Moinet (Josy)* (p. 5139).

Privatisations : *Minetti (Louis)* (p. 5141) ; *Moinet (Josy)* (p. 5139, 5140).

Procédure législative : *Luart (Roland du)* (p. 5138).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5144, 5151) : *MM. François Guillaume, ministre ; Roland du Luart, rapporteur ; Etienne Dailly, Paul Loridant, Josy Moinet.*

Art. 1er bis et 1er ter (p. 5144).

Art. 2 (p. 5144).

Amendement n° 1 de M. François Guillaume, ministre : conditions de rachat des actions de la caisse nationale de crédit agricole : égalité avec les agents de ladite caisse nationale (p. 5145).

Art. 3 et 4 (p. 5145).

Art. 7 (p. 5145).

Amendement n° 2 de M. François Guillaume, ministre : rétablissement d'une disposition relative à la distribution des prêts bonifiés, prévue pour lier l'agrément du directeur général au maintien du monopole des prêts bonifiés au Crédit agricole (p. 5146).

Art. 8 (p. 5146).

Art. 9 et 10 ter (p. 5147).

Art. 11 (p. 5147) – Supprimé par la commission mixte paritaire.

Art. 13 (p. 5147) – Supprimé par la commission mixte paritaire.

Amendement n° 3 de M. François Guillaume, ministre : rétablissement de cet article ; article 632 du code rural : majorité d'agriculteurs au sein des conseils d'administration des caisses régionales (p. 5147).

Art. 14 (p. 5149).

Art. 15 (p. 5150).

Explications de vote sur l'ensemble : *MM. Marcel Daunay* (p. 5150, 5151), *Paul Loridant* (p. 5151) – Agriculture (financement).

Adoption (8 décembre 1987) (p. 5151).

2. – **Proposition de loi visant à renforcer la répression des faussaires de cartes bancaires et les utilisateurs de fausses cartes,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Paul Loridant, sénateur, et plusieurs de ses collègues (14 octobre 1987) [n° **43** (87-88)] – Renvoi à la commission des lois.

Bâtiment et travaux publics

Voir *Logement*, **4**
Questions au Gouvernement n° **215**

Baux

Voir *Collectivités territoriales*, **2**, Titre add. après le titre V ; **3**
Questions au Gouvernement n° **175**

1. – **Projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux,** PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Jacques Chirac, Premier ministre, par M. Edouard Balladur, ministre de l'économie, et par M. Georges Chavanes, ministre chargé du commerce (18 novembre 1987) [n° **100** (87-88)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. René-Georges Laurin (2 décembre 1987) [n° **125** (87-88)] – Urgence – Discussion (8 décembre 1987) – Adoption (8 décembre 1987) [n° **39**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (9 décembre 1987) [n° **1109**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Francis Delattre (16 décembre 1987) [n° **1145**] – Discussion (21 décembre 1987) – Adoption (21 décembre 1987) [n° **232**].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (21 décembre 1987) [n° **205** (87-88)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. René-Georges Laurin (22 décembre 1987) [n° **213** (87-88)] – Discussion (22 décembre 1987) – Adoption (22 décembre 1987) [n° **79**].

PROMULGATION : Loi n° 88-18 du 5 janvier 1988 (*J.O.* Lois et décrets du 6 janvier 1988) – Rectificatif (*J.O.* Lois et décrets du 8 janvier 1988).

Discussion (première lecture)

(8 décembre 1987) (p. 5128, 5137).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5128, 5131) : *MM. Georges Chavanes, ministre chargé du commerce, de l'artisanat et des services ; René-Georges Laurin, rapporteur de la commission des lois ; Michel Darras.*

Baux commerciaux : *Chavanes (Georges)* (p. 5128, 5129) ; *Darras (Michel)* (p. 5131) ; *Laurin (René-Georges)* (p. 5129, 5130).

Fonds de commerce : *Laurin (René-Georges)* (p. 5130).

Libéralisme : *Darras (Michel)* (p. 5131) ; *Laurin (René-Georges)* (p. 5130).

Loyers : *Chavanes (Georges)* (p. 5129) ; *Darras (Michel)* (p. 5131) ; *Laurin (René-Georges)* (p. 5129, 5130).

Parlement (rôle) : *Laurin (René-Georges)* (p. 5129).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5131, 5137) : *MM. Michel Darras, René-Georges Laurin, rapporteur ; Georges Chavanes, ministre ; Louis Virapoullé.*

Art. 1er *(Indice applicable lors de la prise d'effet du bail à renouveler : article 23-6 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953, réglant les rapports entre bailleurs et locataires en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyers d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal)* (p. 5131).

Adoptés : amendement rédactionnel n° 1 de M. René-Georges Laurin, rapporteur (p. 5133) – Amendement rédactionnel n° 13 de M. Georges Chavanes, ministre (p. 5134).

Rejetés : amendements de M. Michel Darras, n° 9 : suppression de cet article (p. 5133) – Et n° 10 : fixation du coefficient applicable en cas de renouvellement de bail en 1988 (p. 5133) – Amendement n° 2 de M. René-Georges Laurin, rapporteur : plafonnement du taux de variation du loyer applicable lors de la prise d'effet du bail à renouveler (p. 5134).

Devenus sans objet : amendements nos 3 et 4 de M. René-Georges Laurin, rapporteur, proposant des dispositions par coordination avec son amendement n° 2 (p. 5134).

– L'article 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 5134).

Art. 2 *(Commission départementale consultative de conciliation : article 23-6-1 nouveau inséré dans le décret n° 53-960 précité)* (p. 5134).

Adopté : amendement rédactionnel n° 5 de M. René-Georges Laurin, rapporteur (p. 5136).

Rejeté : amendement n° 11 de M. Michel Darras : suppression de cet article (p. 5136).

Retirés : amendements de M. René-Georges Laurin, rapporteur, n° 6 : saisine, présidence et rôle de la commission départementale de conciliation, modalités spécifiques relatives à l'appel (p. 5136) – Et n° 7 : fixation des modalités d'application par décret en Conseil d'Etat (p. 5136).

– L'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 5137).

Art. 3 *(Entrée en vigueur de la présente loi)* (p. 5137).

Rejeté : amendement n° 12 de M. Michel Darras : suppression de cet article (p. 5137).

– L'article 3 est adopté (p. 5137).

Explications de vote sur l'ensemble : *MM. Edouard Le Jeune* (p. 5137), *Michel Darras* (p. 5137).

Adoption (8 décembre 1987) (p. 5137).

Discussion (deuxième lecture)

(22 décembre 1987) (p. 5963, 5966).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5963, 5965) : *MM. Georges Chavanes, ministre chargé du commerce, de l'artisanat et des services ; René-Georges Laurin, rapporteur de la commission des lois ; Michel Darras.*

Artistes et interprètes : *Chavanes (Georges)* (p. 5963, 5964) ; *Darras (Michel)* (p. 5965) ; *Laurin (René-Georges)* (p. 5964).

Baux : *Chavanes (Georges)* (p. 5964) ; *Laurin (René-Georges)* (p. 5964).

Commission départementale de conciliation : *Chavanes (Georges)* (p. 5964) ; *Laurin (René-Georges)* (p. 5963, 5965).

Magistrats : *Chavanes (Georges)* (p. 5964) ; *Laurin (René-Georges)* (p. 5963, 5965).

Personnalités qualifiées : *Chavanes (Georges)* (p. 5964) ; *Laurin (René-Georges)* (p. 5963, 5965).

Procédure parlementaire : *Darras (Michel)* (p. 5964).

Propriété commerciale : *Laurin (René-Georges)* (p. 5964).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5965, 5966) : *MM. Michel Darras, Georges Chavanes, ministre.*

Art. 2 (p. 5965).

Parole sur l'article : *M. Michel Darras* (p. 5965) – Commission départementale de conciliation.

– L'art. 2 est adopté (p. 5965).

Art. 2 bis *(Extension de la législation relative aux baux commerciaux aux locaux occupés par des artistes plasticiens)* (p. 5965).

Parole sur l'article : *M. Michel Darras* (p. 5965).

Retiré : amendement n° 1 de M. Georges Chavanes, ministre (p. 5965).

– L'art. 2 bis est adopté (p. 5966).

Explications de vote sur l'ensemble : *MM. Michel Darras* (p. 5966) ; *Robert Vizet* (p. 5966).

Adoption (22 décembre 1987) (p. 5966).

Baux commerciaux

Voir *Baux*, **1**

Boissons et alcools

Voir *Statistiques*, **1**

1. – **Proposition de loi tendant à assurer la protection des terroirs produisant des vins d'appellation d'origine contrôlée,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Serge Mathieu, sénateur, et plusieurs de ses collègues (17 décembre 1987) [n° **180** (87-88)] – Renvoi à la commission des affaires économiques.

Bourses d'études

Voir *Questions orales sans débat* n° **263**

Bourses de commerce

1. – **Projet de loi modifiant la loi du 28 mars 1885 sur les marchés à terme,** PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Jacques Chirac, Premier ministre, par M. Edouard Balladur, ministre de l'économie (23 octobre 1987) [n° **66** (87-88)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Pour avis à la commission des lois – Rapport de M. Alain Pluchet (10 novembre 1987) [n° **91** (87-88)] – Avis de M. Charles Jolibois (5 novembre 1987) [n° **85** (87-88)] – Urgence – Discussion (13 novembre 1987) – Adoption (13 novembre 1987) [n° **37**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (13 novembre 1987) [n° **1038**] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Pierre-Rémy Houssin (25 novembre 1987) [n° **1065**] – Discussion (1er et 2 décembre 1987) – Adoption (2 décembre 1987) [n° **194**] – NOUVEL INTITULE : « **Projet de loi relatif aux marchés à terme** ».

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (2 décembre 1987) [n° **131** (87-88)] – Renvoi à la commission des affaires économiques.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Pierre-Rémy Houssin (3 décembre 1987) [n° **1088**] – Discussion (20 décembre 1987) – Adoption (20 décembre 1987) [n° **222**].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Alain Pluchet (2 décembre 1987) [n° **134** (87-88)] – Discussion (20 décembre 1987) – Adoption (20 décembre 1987) [n° **69**].

PROMULGATION : Loi n° 87-1158 du 31 décembre 1987 (*JO* Lois et décrets du 5 janvier 1988).

Discussion (première lecture)

(13 novembre 1987) (p. 3873, 3883 ; 3888, 3907).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3873, 3881) : *MM. Georges Chavanes, ministre chargé du commerce, de l'artisanat et des services ; Alain Pluchet, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Charles Jolibois, rapporteur pour avis de la commission des lois ; Philippe François ; Mme Marie-Claude Beaudeau ; MM. Jacques Bellanger, Louis Virapoullé.*

Agriculture : *Bellanger (Jacques)* (p. 3879) ; *François (Philippe)* (p. 3877, 3878) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 3879, 3880).

Banque centrale de compensation : *Chavanes (Georges)* (p. 3875) ; *Pluchet (Alain)* (p. 3876).

Bourses de commerce : *Chavanes (Georges)* (p. 3874) ; *Jolibois (Charles)* (p. 3877).

Bourses de valeurs : *Chavanes (Georges)* (p. 3873) ; *Jolibois (Charles)* (p. 3876).

Code de commerce : *Jolibois (Charles)* (p. 3877).

Commission des opérations de bourse (COB) : *Chavanes (Georges)* (p. 3880) ; *Jolibois (Charles)* (p. 3877).

Conseil du marché à terme : *Chavanes (Georges)* (p. 3875, 3880) ; *François (Philippe)* (p. 3878) ; *Pluchet (Alain) (p. 3876).*

Déréglementation : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 3878).

Fiscalité : *Chavanes (Georges)* (p. 3875) ; *Pluchet (Alain)* (p. 3876).

Marché à terme d'instruments financiers (MATIF) : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 3878) ; *Bellanger (Jacques)* (p.3879) ; *Chavanes (Georges)* (p. 3873, 3874, 3875, 3880, 3881) ; *François (Philippe)* (p. 3878) ; *Jolibois (Charles)* (p. 3876, 3877) ; *Pluchet (Alain)* (p. 3875, 3876) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 3879, 3880).

Marchés à terme de marchandises : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 3878) ; *Bellanger (Jacques)* (p. 3879) ; *Chavanes (Georges)* (p. 3873, 3874, 3875, 3880, 3881) ; *François (Philippe)* (p. 3877, 3878) ; *Jolibois (Charles)* (p. 3877) ; *Pluchet (Alain)* (p. 3875, 3876) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 3879, 3880).

Matières premières : *Chavanes (Georges)* (p. 3874).

Politique agricole commune (PAC) : *François (Philippe)* (p. 3877, 3878).

Spéculation : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 3878).

Sucre : *Chavanes (Georges)* (p. 3874) ; *Pluchet (Alain)* (p. 3876) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 3879).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3881, 3883 ; 3888, 3907) : *Mme Marie-Claude Beaudeau ; MM. Alain Pluchet, rapporteur ; Georges Chavanes, ministre ; Philippe François, Charles Jolibois, rapporteur pour avis ; Louis Virapoullé, Jean François-Poncet, président de la commission des affaires économiques ; Jacques Bellanger, Robert Vizet.*

Art. 1er *(Unification des marchés à terme – Conseil du marché à terme – Opérateurs sur les marchés de marchandises)* (p. 3881).

Adoptés : amendement n° 14 de M. Alain Pluchet, rapporteur : composition et rôle du conseil du marché à terme (p. 3883) ; sous-amendement n° 43 de M. Georges Fontes, ministre : absence de distinction entre marché à terme d'instruments financiers et marché à terme de marchandises (p. 3883).

Rejetés : amendement n° 35 de M. Louis Minetti, soutenu par Mme Marie-Claude Beaudeau : suppression de cet article (p. 3883) – Sur l'amendement n° 14 de la commission, sous-amendement n° 44 de M. Georges Chavanes, ministre : fixation des attributions des comités spécialisés par le règlement général du marché (p. 3883).

Retirés : amendements nos 1 et 2 de M. Charles Jolibois, rapporteur pour avis (p. 3882) – Sur l'amendement n° 14 de la commission, sous-amendement n° 38 de M. Philippe François : désignation du commissaire du Gouvernement auprès du conseil du marché à terme conjointement par le ministre chargé de l'économie et par le ministre de l'agriculture (p. 3883).

Devenu sans objet : amendement n° 3 de M. Charles Jolibois, rapporteur pour avis (p. 3883).

– L'art. 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 3883).

Après l'art. 1er (p. 3889).

Adoptés : amendements (art. additionnels) de M. Alain Pluchet, rapporteur, n° 15 : applicabilité du règlement général du marché établi par le conseil du marché à terme sur toutes les places (p. 3889) – N° 16 : harmonisation des règles concernant la fermeture ou l'ouverture d'un marché de marchandises et l'inscription ou la radiation d'un contrat d'instruments financiers (p. 3890) ; sous-amendements nos 49 à 51 de M. Georges Chavanes, ministre (p. 3890) – N° 17 : absence d'extension d'office aux contrats à terme de marchandises de la distinction entre négociateurs et compensateurs existants sur le MATIF (p. 3891) – N° 18 : qualité des personnes autorisées à opérer sur les contrats à terme de marchandises et nature de leurs opérations (p. 3894) – N° 19 : responsabilité des opérateurs sur le marché à terme (p. 3895) ; sous-amendement n° 46 de M. Georges Chavanes, ministre : dispositions relatives à la contrepartie et au mandat de gestion (p. 3895) – N° 20 : compétences du Gouvernement en cas de carence du conseil du marché à terme (p. 3895) – N° 21 : règles de compensation des opérations sur contrat à terme d'instruments financiers (p. 3896) – N° 22 : règles de compensation des opérations sur contrat à terme de marchandises (p. 3897) – N° 23 : autorisation et conditions des activités de démarchage (p. 3897) – N° 24 : distinction du démarchage en vue d'opérations sur les contrats à terme d'instruments financiers du démarchage en vue d'opérations sur les contrats à terme de marchandises (p. 3898) – N° 25 : obligation pour tout démarcheur d'être porteur d'une carte d'emploi (p. 3898) – N° 26 : conditions de délivrance, d'obtention et de retrait de la carte d'emploi (p. 3898) – N° 27 : responsabilité des personnes habilitées à recourir au démarchage (p. 3898) – N° 28 : régime des sanctions disciplinaires applicables au démarcheur (p. 3898) – N° 29 : sanctions pénales applicables aux infractions relatives à l'exercice du recours au démarchage et à la carte d'emploi (p. 3898) – Et n° 30 : régime des sanctions disciplinaires, prononcées par le conseil du marché à terme, applicable aux infractions aux lois et règlements relatifs au marché à terme (p. 3900) ; sous-amendements de M. Georges Chavanes, ministre, n° 53 : augmentation du montant maximal des amendes prévues (p. 3900), et n° 54 : possibilité de suspension d'un opérateur en cas d'urgence (p. 3900).

Rejetés : sur l'amendement n° 15 de la commission, sous-amendement n° 48 de M. Georges Chavanes, ministre : suppression des règlements particuliers établis par les comités spécialisés (p. 3899) – Amendement (art. additionnel) n° 41 de M. Louis Virapoullé : intervention des commissionnaires agréés près la bourse de commerce de Paris sur le MATIF (p. 3892) – Sur l'amendement n° 18 de la commission, sous-amendement n° 45 de M. Georges Chavanes, ministre : suppression de l'intervention des opérateurs agréés par le conseil du marché à terme sur le marché à terme de marchandises (p. 3894) – Sur l'amendement n° 21 de la commission, sous-amendement n° 52 de M. Georges Chavanes, ministre : enregistrement des opérations sur le MATIF par l'intermédiaire d'un établissement de crédit désigné par la chambre de compensation (p. 3896) – Sur l'amendement n° 30 de la commission, sous-amendement n° 55 de M. Georges Chavanes, ministre : compétence du juge administratif pour le contentieux des décisions du conseil du marché à terme (p. 3900).

Retirés : sur l'amendement n° 15 de la commission, sous-amendement n° 39 de M. Philippe François (p. 3889) – Sur l'amendement n° 16 de la commission, sous-amendement n° 40 de M. Philippe François (p. 3890) – Amendements (art. additionnels) de M. Charles Jolibois, rapporteur pour avis, n° 4, satisfait par l'amendement n° 18 de la commission (p. 3892) – Et n° 6, satisfait par l'amendement n° 30 de la commission (p. 3899) – Amendement (art. additionnel) n° 56 de M. Georges Chavanes, ministre : compétence du juge administratif pour le contentieux des décisions du conseil du marché à terme (p. 3900).

– Seize articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 3889, 3890, 3891, 3894, 3895, 3896, 3897, 3898, 3900).

Art. 2 *(Régime fiscal des opérations à terme de marchandises)* (p. 3900).

Adopté : amendement n° 31 de M. Alain Pluchet, rapporteur, rédactionnel (p. 3901).

Rejeté : amendement n° 36 de M. Louis Minetti, soutenu par M. Robert Vizet : suppression de cet article (p. 3901).

– L'art. 2, ainsi modifié, est adopté (p. 3901).

Après l'art. 2 (p. 3901).

Adopté : amendement (art. additionnel) n° 42 de M. Georges Chavanes, ministre : création de fonds communs d'intervention sur les marchés à terme (p. 3902).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3902).

Art. 3 *(Abrogation de la loi du 8 juillet 1983 – Règles applicables au démarchage sur le marché à terme)* (p. 3902).

Adopté : amendement n° 32 de M. Alain Pluchet, rapporteur : abrogation de la loi n° 83-610 du 8 juillet 1983 relative aux marchés à terme réglementés de marchandises, de l'article 4 de la loi du 28 mars 1885, et de l'article 13 de l'arrêté du 27 prairial an X (p. 3903).

Rejeté : amendement n° 37 de M. Louis Minetti, soutenu par M. Robert Vizet : suppression de cet article (p. 3903).

Retiré : amendement n° 5 de M. Charles Jolibois, rapporteur pour avis, satisfait par la rectification de l'amendement n° 32 de la commission (p. 3902).

– L'art. 3, dans la rédaction de l'amendement n° 32, est adopté (p. 3903).

Après l'art. 3 (p. 3903).

Adoptés : amendements (art. additionnels) de M. Charles Jolibois, rapporteur, n° 7 : extension de la compétence de la commission des opérations de bourse, COB au marché à terme (p. 3903) – N° 8 : extension aux contrats à terme négociables des pouvoirs d'enquête de la COB (p. 3903) – N° 9 : extension des moyens de la COB s'agissant des enquêtes conduites sur le marché à terme (p. 3903) – N°10 : répression des manoeuvres d'initiés sur le marché à terme (p. 3904) - N° 11 : répression de la diffusion de fausses informations sur le marché à terme (p. 3904) – N° 12 : répression du délit de manipulation de cours sur le marché à terme (p. 3904) – Et n° 13 : codification de la loi dans le titre V du livre Ier du code de commerce (p. 3905) – Amendements (art. additionnels) de M. Alain Pluchet, rapporteur,

n° 33 : maintien de certaines abrogations relatives au démarchage sur les bourses étrangères de commerce ou de marchandises et à l'organisation de la compagnie des commissionnaires agréés près la bourse de commerce de Paris (p. 3905) – Et n° 34 : détermination par des lois de finances ultérieures des ressources nécessaires à l'application de la présente loi (p. 3905).

– Neuf articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 3903, 3904, 3905).

Explications de vote sur l'ensemble : *MM. Philippe François* (p. 3905, 3906) ; *Robert Vizet* (p. 3906) ; *Paul Robert* (p. 3906) ; *Jacques Bellanger* (p. 3906) ; *Louis Virapoullé* (p. 3906) ; *intervention de M. Georges Chavanes, ministre* (p. 3906) – Agriculture, politique monétaire et financière.

Adoption (13 novembre 1987) (p. 3907).

Discussion (commission mixte paritaire)

(20 décembre 1987) (p. 5819, 5825).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5819, 5821) : *MM. Alain Pluchet, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire ; Jean Arthuis, secrétaire d'Etat chargé de la consommation, de la concurrence et de la participation ; Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis.*

Bourses de valeurs : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 5820).

Céréales : *Pluchet (Alain)* (p. 5819).

Commission des opérations de bourse (COB) : *Pluchet (Alain)* (p. 5819).

Concurrence internationale : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 5820).

Conseil du marché à terme : *Arthuis (Jean)* (p. 5820) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 5820).

Dette publique : *Fraysse-Casalis (Jacqueline)* (p. 5821).

Epargne : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 5820).

Etats-Unis d'Amérique (USA) : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 5821).

Marchés financiers : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 5821).

Marchés à terme de marchandises : *Arthuis (Jean)* (p. 5820, 5821) ; *Pluchet (Alain)* (p. 5819, 5820).

Marché à terme d'instruments financiers (MATIF) : *Arthuis (Jean)* (p. 5821) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 5820) ; *Pluchet (Alain)* (p. 5819, 5820).

Politique agricole commune (PAC) : *Pluchet (Alain)* (p. 5819, 5820).

Prix : *Arthuis (Jean)* (p. 5821) ; *Pluchet (Alain)* (p. 5820).

République fédérale d'Allemagne (RFA) : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 5821).

Système monétaire européen (SME) : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 5821).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5821, 5825) : *MM. Jean Arthuis, secrétaire d'Etat ; Alain Pluchet, rapporteur.*

Art. 1er (p. 5821).

Art. 1er bis (p. 5821).

Adopté : amendement n° 1 de M. Jean Arthuis, secrétaire d'Etat : coordination avec le projet de loi sur les bourses de valeurs, en ce qui concerne les compétences juridictionnelles à l'égard du Conseil des bourses de valeurs et du Conseil du marché à terme (p. 5822).

Art. 1er ter (p. 5822).

Art. 1er quater (p. 5822).

Adopté : amendement n° 2 de M. Jean Arthuis, secrétaire d'Etat : coordination avec l'article 8-1 de la loi du 28 mars 1985 sur les marchés à terme : accès des courtiers assermentés agréés de province au MATIF (p. 5822).

Art. 1er quinquies (p. 5822).

Art. 1er sexies (p. 5822).

Art. 1er septies (p. 5822).

Adopté : amendement n° 4 de M. Jean Arthuis, secrétaire d'Etat : modification de l'article 8-3 de la loi du 28 mars 1985 précitée, par coordination avec le projet de loi sur les bourses de valeurs : prise, par décret, de mesures nécessitées par les circonstances en cas de carence du marché (p. 5823).

Art. 1er octies, 1er nonies, 1er quatuor decies-1, et 1er quindecies (p. 5823).

Art. 1er sedecies (p. 5824).

Art. 1er septendecies (p. 5824).

Adopté : amendement n° 3 de M. Jean Arthuis, secrétaire d'Etat : coordination avec l'amendement n° 3 et avec le projet de loi sur les bourses de valeurs : suppression du cinquième alinéa de cet article, relatif à l'appel des décisions de caractère disciplinaire du Conseil du marché à terme (p. 5824).

Art. 2, 2 bis et 10 (p. 5824).

Art. 10 bis, 13 et 14 (p. 5825).

Explication de vote sur l'ensemble : *M. Jacques Bellanger* (p. 5825).

Adoption (20 décembre 1987) (p. 5825).

Bourses de valeurs

Voir *Questions au Gouvernement* n° **174**
Rappels au Règlement, **32**

1. – **Projet de loi sur les bourses de valeurs,** PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Jacques Chirac, Premier ministre, par M. Edouard Balladur, ministre de l'économie (26 juin 1987) [n° **332** (86-87)] – Renvoi à la commission des finances – Pour avis à la commission des lois – Rapport de M. Roger Chinaud (14 octobre 1987) [n° **44** (87-88)] – Avis de M. Charles Jolibois (7 octobre 1987) [n° **27** (87-88)] – Urgence – Discussion (27 et 28 octobre 1987) – Adoption (28 octobre 1987) [n° **7**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (28 octobre 1987) [n° **1002**] – Renvoi à la commission des finances – Pour avis à la commission des lois – Rapport de M. Philippe Auberger (25 novembre 1987) [n° **1073**] – Avis oral de M. Pascal Clément – Discussion (30 novembre et 1er décembre 1987) – Adoption (1er décembre 1987) [n° **192**].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (2 décembre 1987) [n° **130** (87-88)] – Renvoi à la commission des finances.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Roger Chinaud (17 décembre 1987) [n° **181** (87-88)] – Discussion (19 décembre 1987) – Adoption (19 décembre 1987) [n° **55**].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Philippe Auberger (17 décembre 1987) [n° **1159**] – Discussion (20 décembre 1987) – Adoption (20 décembre 1987) [n° **221**].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Décision n° 87-240 DC du 19 janvier 1988 (*JO* Lois et décrets du 21 janvier 1988) qui déclare la loi non contraire à la Constitution.

PROMULGATION : Loi n° 88-70 du 22 janvier 1988 (*JO* Lois et décrets du 23 janvier 1988).

Discussion (première lecture)

(27 octobre 1987) (p. 3480, 3525) ; (28 octobre 1987) (p. 3533, 3542).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3480, 3487 ; 3493, 3498) : *MM. Edouard Balladur, ministre de l'économie ; Roger Chinaud, rapporteur de la commission des finances ; Charles Jolibois, rapporteur pour avis de la commission des lois ; Jean-Pierre Masseret, Louis de Catuelan, Robert Vizet.*

Actionnaires et actionnariat : *Balladur (Edouard)* (p. 3482).

Agents de change : *Balladur (Edouard)* (p. 3481, 3482) ; *Catuelan (Louis de)* (p. 3495) ; *Chinaud (Roger)* (p. 3484, 3485) ; *Jolibois (Charles)* (p. 3486).

Banques et établissements financiers : *Catuelan (Louis de)* (p. 3495) ; *Chinaud (Roger)* (p. 3484) ; *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 3494) ; *Vizet (Robert)* (p. 3497) Bourses de valeurs : *Balladur (Edouard)* (p. 3480, 3481, 3482) ; *Catuelan (Louis de)* (p. 3494) ; *Chavanes (Georges)* (p. 3498) ; *Chinaud (Roger)* (p. 3483) ; *Jolibois (Charles)* (p. 3486) ; *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 3493) ; *Vizet (Robert)* (p. 3495).

Bourses de valeurs (bourse de Londres) : *Chinaud (Roger)* (p. 3484, 3485).

Bourses de valeurs (bourse de New York) : *Chinaud (Roger)* (p. 3484) ; *Vizet (Robert)* (p. 3495).

Bourses de valeurs (bourse de Paris) : *Balladur (Edouard)* (p. 3481) ; *Catuelan (Louis de)* (p. 3494) ; *Chavanes (Georges)* (p. 3498) ; *Chinaud (Roger)* (p. 3483, 3485) ; *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 3494).

Bourses de valeurs (bourse de Tokyo) : *Chinaud (Roger)* (p. 3484) ; *Jolibois (Charles)* (p. 3486).

Budget de l'Etat : *Balladur (Edouard)* (p. 3480) ; *Vizet (Robert)* (p. 3497).

Chômage : *Vizet (Robert)* (p. 3497).

Commerce extérieur : *Balladur (Edouard)* (p. 3481).

Commission des opérations de bourse (COB) : *Balladur (Edouard)* (p. 3482) ; *Chinaud (Roger)* (p. 3485) ; *Jolibois (Charles)* (p. 3487).

Commission nationale de la communication et des libertés (CNCL) : *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 3493).

Concurrence internationale : *Balladur (Edouard)* (p. 3481) ; *Chavanes (Georges)* (p. 3498) ; *Chinaud (Roger)* (p. 3486).

Conseil des bourses de valeurs : *Balladur (Edouard)* (p. 3482) ; *Chavanes (Georges)* (p. 3498) ; *Chinaud (Roger)* (p. 3484, 3485).

Conseil économique et social : *Vizet (Robert)* (p. 3497).

Cour de cassation : *Jolibois (Charles)* (p. 3487).

Croissance économique : *Balladur (Edouard)* (p. 3482).

Délit d'initié : *Balladur (Edouard)* (p. 3482) ; *Chinaud (Roger)* (p. 3485) ; *Jolibois (Charles)* (p. 3486).

Délit de fausse information : *Balladur (Edouard)* (p. 3482) ; *Chinaud (Roger)* (p. 3485) ; *Jolibois (Charles) (p. 3486).*

Délit de manipulation de cours : *Balladur (Edouard)* (p. 3482) ; *Chinaud (Roger)* (p. 3485).

Déontologie (règles) : *Balladur (Edouard)* (p. 3482) ; *Chinaud (Roger)* (p. 3484, 3485).

Dette publique : *Balladur (Edouard)* (p. 3481).

Entreprises : *Balladur (Edouard)* (p. 3481).

Entreprises (financement) : *Balladur (Edouard)* (p. 3480, 3482) ; *Chinaud (Roger)* (p. 3483) ; *Vizet (Robert)* (p. 3497).

Epargne : *Catuelan (Louis de)* (p. 3495) ; *Chinaud (Roger)* (p. 3483, 3486) ; *Jolibois (Charles)* (p. 3486, 3487) ; *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 3494) ; *Vizet (Robert)* (p. 3495).

Etats-Unis d'Amérique (USA) : *Vizet (Robert)* (p. 3496).

Grand marché intérieur (CEE) : *Catuelan (Louis de)* (p. 3495) ; *Chinaud (Roger)* (p. 3483, 3486).

Inflation : *Balladur (Edouard)* (p. 3480) ; *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 3493).

Informatique : *Catuelan (Louis de)* (p. 3494).

Intérêt (taux) : *Balladur (Edouard)* (p. 3480) ; *Vizet (Robert)* (p. 3497) Investissements : *Chinaud (Roger)* (p. 3483, 3486) ; *Vizet (Robert)* (p. 3497).

Juridictions administratives : *Chavanes (Georges)* (p. 3498) ; *Chinaud (Roger)* (p. 3485) ; *Jolibois (Charles)* (p. 3487).

Juridictions judiciaires : *Jolibois (Charles)* (p. 3487).

Libéralisme : *Balladur (Edouard)* (p. 3480).

Marché à terme d'instruments financiers (MATIF) : *Balladur (Edouard)* (p. 3481) ; *Catuelan (Louis de)* (p. 3494) ; *Chinaud (Roger)* (p. 3484).

Marchés financiers : *Balladur (Edouard)* (p. 3480, 3481, 3482) ; *Catuelan (Louis de)* (p. 3495) ; *Chavanes (Georges)* (p. 3498) ; *Chinaud (Roger)* (p. 3483) ; *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 3493) ; *Vizet (Robert)* (p. 3495, 3497).

Monnaie (franc français) : *Vizet (Robert)* (p. 3496).

Monnaie (mark) : *Vizet (Robert)* (p. 3496).

Peines et amendes : *Balladur (Edouard)* (p. 3482) ; *Jolibois (Charles)* (p. 3487) Politique économique et sociale : *Balladur (Edouard)* (p. 3480, 3481) ; *Chinaud (Roger)* (p. 3483) ; *Vizet (Robert)* (p. 3496, 3497).

Politique monétaire et financière : *Balladur (Edouard)* (p. 3480, 3481) ; *Vizet (Robert)* (p. 3497).

Privatisations : *Balladur (Edouard)* (p. 3480) ; *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 3494) ; *Vizet (Robert)* (p. 3496).

Produit national brut (PNB) : *Balladur (Edouard)* (p. 3481).

Radiodiffusion et télévision : *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 3493) Sociétés de bourse : *Balladur (Edouard)* (p. 3482) ; *Catuelan (Louis de)* (p. 3495) ; *Chavanes (Georges)* (p. 3498) ; *Chinaud (Roger)* (p. 3484, 3485).

Stages d'initiation à la vie professionnelle (SIVP) : *Vizet (Robert)* (p. 3497).

Système monétaire européen (SME) : *Vizet (Robert)* (p. 3498).

Technologies nouvelles : *Vizet (Robert)* (p. 3497).

Travaux d'utilité collective (TUC) : *Vizet (Robert)* (p. 3497).

Valeurs mobilières : *Balladur (Edouard)* (p. 3481) ; *Chinaud (Roger)* (p. 3483) ; *Vizet (Robert)* (p. 3495, 3496).

Motion n° 1 de Mme Hélène Luc, soutenue par M. Charles Lederman, **tendant à opposer la question préalable** (p. 3488) – *MM. Charles Lederman, Roger Chinaud, rapporteur ; Georges Chavanes, ministre.*

Rejet de la motion (p. 3493 ; scrutin public n° 15).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3498, 3542) : *MM. Roger Chinaud, rapporteur ; Charles Jolibois, rapporteur pour avis ; Georges Chavanes, ministre ; Robert Vizet, Jean-Pierre Masseret, Emmanuel Hamel, Michel Dreyfus-Schmidt, Jean Clouet.*

Intitulé du chapitre Ier *(Les sociétés de bourse)* (p. 3498).

Adopté : amendement rédactionnel n° 15 de M. Charles Jolibois, rapporteur pour avis : Des sociétés de bourse (p. 3499).

– L'intitulé du chapitre Ier, ainsi modifié, est adopté (p. 3499).

Art. 1er *(Définition des sociétés de bourse)* (p. 3499).

Adoptés : amendement n° 16 de M. Charles Jolibois, rapporteur pour avis : précisions apportées à la nature juridique des sociétés de bourse habilitées à effectuer des négociations sur les valeurs mobilières (p. 3502) ; sous-amendement n° 80 de M. Georges Chavanes, ministre (p. 3502).

Rejeté : amendement n° 2 de M. Robert Vizet : suppression de cet article (p. 3502 ; scrutin public n° 16).

Retiré : amendement n° 42 de M. Roger Chinaud, rapporteur (p. 3501).

Devenu sans objet : amendement n° 68 de M. Jean-Pierre Masseret : maintien du monopole des agents de change sur la négociation d'options portant sur les valeurs mobilières (p. 3502).

– L'article 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 3502).

Après l'art. 1er (p. 3502 et 3503).

Retiré : amendement n° 43 (art. additionnel) de M. Roger Chinaud, rapporteur : maintien en vigueur des articles n° 16 et n° 17 de la loi de finances rectificative pour 1964 (p. 3504 ; précédemment réservé p. 3502).

Art. 2 *(Sanctions applicables en cas de non-respect du monopole des sociétés de bourse)* (p. 3502).

Adopté : amendement n° 17 de M. Charles Jolibois, rapporteur pour avis : définition des sanctions applicables en cas de non respect du monopole des sociétés de bourse (p. 3503).

Rejetés : amendement n° 3 de M. Robert Vizet : suppression de cet article (p. 3503) – Sur l'amendement n° 17 de M. Charles Jolibois, rapporteur pour avis, sous-amendement n° 86 de M. Georges Chavanes, ministre (p. 3503).

Retiré : amendement n° 69 de M. Jean-Pierre Masseret : précisions relatives au monopole de négociation et aux sanctions applicables en cas de non respect dudit monopole par les intermédiaires (p. 3503).

– L'article 2, dans la rédaction de l'amendement n° 17, modifié par le sous-amendement n° 86, est adopté (p. 3503).

Art. 3 *(Responsabilité des sociétés de bourse à l'égard de leurs donneurs d'ordre)* – Adopté (p. 3504).

Art. 4 *(Agrément des sociétés de bourse)* (p. 3504).

Adopté : amendement rédactionnel n° 18 de M. Charles Jolibois, rapporteur pour avis (p. 3506).

Rejetés : amendement n° 4 de M. Robert Vizet : suppression de cet article (p. 3506 ; scrutin public n° 17) – Amendement n° 19 de M. Charles Jolibois, rapporteur pour avis : appel des décisions du Conseil des bourses de valeurs devant la Cour d'appel de Paris (p. 3506).

– L'article 4, ainsi modifié, est adopté (p. 3506).

Intitulé du chapitre II *(Le Conseil des bourses de valeurs)* (p. 3506).

Adopté : amendement rédactionnel n° 20 de M. Charles Jolibois, rapporteur pour avis : Du Conseil des bourses de valeurs (p. 3507).

– L'intitulé du chapitre II, ainsi modifié, est adopté (p. 3507).

Art. 5 *(Institution du Conseil des bourses de valeurs : composition ; désignation de ses membres ; présidence ; décisions)* (p. 3507).

Adopté : amendement n° 21 de M. Charles Jolibois, rapporteur pour avis : fixation par décret en Conseil d'Etat des conditions de fonctionnement du Conseil des bourses de valeurs ; secret professionnel ; sanctions (p. 3509) ; sous-amendements n° 85 et n° 45 de M. Roger Chinaud, rapporteur pour avis (p. 3509).

Rejeté : amendement n° 5 de M. Robert Vizet : suppression de cet article (p. 3509 ; scrutin public n° 18).

Retiré : sur l'amendement n° 21 de M. Charles Jolibois, rapporteur pour avis, sous-amendement n° 44 de M. Roger Chinaud, rapporteur (p. 3509).

– L'article 5, dans la rédaction de l'amendement n° 21, modifié par les sous-amendements n° 85 et n° 45, est adopté (p. 3509).

Après l'art. 5 (p. 3509).

Retiré : amendement n° 71 (art. additionnel) de M. Jean-Pierre Masseret : désignation d'un représentant par le Conseil des bourses de valeurs au Comité des établissements de crédit (p. 3510).

Art. 6 *(Règlement général du Conseil des bourses de valeurs – Admission et radiation des valeurs mobilières)* (p. 3510).

Adoptés : amendement n° 22 de M. Charles Jolibois, rapporteur pour avis : précisions apportées à l'énumération des missions fixées par le règlement général ; définition des personnes bénéficiaires de la carte professionnelle (p. 3513) ; sous-amendements n° 46 de M. Roger Chinaud, rapporteur et n° 73 de M. Jean-Pierre Masseret (p. 3513).

Rejeté : amendement n° 6 de M. Robert Vizet : suppression de cet article (p. 3511) – Sur l'amendement n° 22 de M. Charles Jolibois, rapporteur pour avis, sous-amendement n° 72 de M. Jean-Pierre Masseret (p. 3513).

Retirés : sur l'amendement n° 22 de M. Charles Jolibois, rapporteur pour avis, sous-amendements n° 47 et n° 48 de M. Roger Chinaud, rapporteur (p. 3513).

– L'article 6, dans la rédaction de l'amendement n° 22, modifié par les sous-amendements n° 46 et n° 73, est adopté (p. 3513).

Après l'art. 6 (p. 3513).

Adopté : amendement rédactionnel n° 23 (art. additionnel) de M. Charles Jolibois, rapporteur pour avis : intégration des dispositions figurant dans le texte du Gouvernement (p. 3513).

Retiré : amendement n° 24 (art. additionnel) de M. Charles Jolibois, rapporteur pour avis (p. 3513).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3513).

Art. 7 *(Compétences disciplinaires du Conseil des bourses de valeurs à l'égard des sociétés de bourse)* (p. 3513).

Adoptés : amendement n° 25 de M. Charles Jolibois, rapporteur pour avis : modalités de l'action du Conseil des bourses de valeurs en matière de sanctions (p. 3515) ; sous-amendement n° 87 de M. Georges Chavanes, ministre (p. 3515).

Retirés : sur l'amendement n° 25 de M. Charles Jolibois, rapporteur pour avis, sous-amendement n° 50 de M. Roger Chinaud, rapporteur (p. 3514) – Amendement n° 49 du même auteur (p. 3515) – Amendement rédactionnel n° 75 de M. Jean-Pierre Masseret (p. 3515).

Devenus sans objet : amendement n° 74 de M. Jean-Pierre Masseret : modalités d'action, en matière de sanctions, du Conseil des Bourses de valeurs (p. 3515) – Amendements n° 7 et n° 8 de M. Robert Vizet : sanction effective de toute infraction aux lois et règlements applicables aux sociétés de bourse (p. 3515).

– L'article 7, dans la rédaction de l'amendement n° 25, modifié par le sous-amendement n° 87, est adopté (p. 3515).

Après l'art. 7 (p. 3515).

Retiré : amendement n° 76 (art. additionnel) de M. Jean-Pierre Masseret : recours en matière de solidarité aux associés de la société de bourse défaillante et aux autres sociétés de bourse (p. 3516).

Art. 8 *(Compétences disciplinaires du Conseil des bourses de valeurs à l'égard des employés des sociétés de bourse)* (p. 3516).

Adopté : amendement n° 26 de M. Charles Jolibois, rapporteur pour avis : sanctions à tout manquement aux obligations professionnelles données par le Conseil des bourses de valeurs aux employés des sociétés de bourse ; modalités ; définition ; droit de la défense (p. 3517).

Retirés : sur l'amendement n° 26 de M. Charles Jolibois, rapporteur pour avis, sous-amendement n° 88 de M. Georges Chavanes, ministre (p. 3517) – Amendements de M. Roger Chinaud, rapporteur, n° 51, analogue à l'amendement n° 26 précité (p. 3517) – Et n° 52 (p. 3517).

Devenus sans objet : amendement n° 77 de M. Jean-Pierre Masseret : sanctions à tout manquement aux obligations professionnelles en rapport avec le marché financier (p. 3518) – Amendement n° 9 de M. Robert Vizet : obligation pour le Conseil des bourses de valeurs de suspendre en cas d'urgence l'employé fautif (p. 3518).

– L'article 8, dans la rédaction de l'amendement n° 26, est adopté (p. 3518).

Art. 9 *(L'Institution financière spécialisée : constitution ; rôle ; statuts)* (p. 3518).

Adoptés : amendement n° 53 de M. Roger Chinaud, rapporteur : constitution de l'Institution financière spécialisée entre les sociétés de bourse (p. 3518) – Amendements de M. Charles Jolibois, rapporteur pour avis, n° 28 : concours de l'Institution financière spécialisée au fonctionnement du marché des valeurs

(p. 3518) – N° 29, rédactionnel (p. 3518) – Et n° 30 : précision apportée à cet article : le Fonds de garantie cité est mentionné à l'article 6 du présent projet (p. 3518).

Rejeté : amendement n° 10 de M. Robert Vizet : suppression de cet article (p. 3518).

Retiré : amendement n° 27 de M. Charles Jolibois, rapporteur pour avis, identique à l'amendement n° 53 de M. Roger Chinaud (p. 3518).

– L'article 9, ainsi modifié, est adopté (p. 3518).

Art. 10 *(Compétence du Gouvernement en cas de carence du Conseil des bourses de valeurs)* (p. 3518).

Rejetés : amendement n° 11 de M. Robert Vizet : suppression de cet article (p. 3519) – Amendement n° 31 de M. Charles Jolibois, rapporteur pour avis : introduction de la notion de « carence manifeste » pour la prise par le Gouvernement de mesures par décret (p. 3519).

– L'article 10 est adopté (p. 3519).

Avant l'art. 11 (p. 3519).

Retiré : amendement n° 81 (art. additionnel) de M. Georges Chavanes, ministre : élargissement des compétences de la Commission des opérations de bourse, COB, en matière de marchés à terme (p. 3520).

Art. 11 *(Extension des pouvoirs d'enquête de la Commission des opérations de bourse, COB)* (p. 3520).

Adoptés : amendement n° 32 de M. Charles Jolibois, rapporteur pour avis : possibilité pour la Commission des opérations de bourse, COB, de faire procéder à des enquêtes par des agents habilités (p. 3520) – Amendement n° 55 de M. Roger Chinaud, rapporteur : communication des documents à la Commission des opérations de bourse, COB, par les personnes qui contrôlent les sociétés faisant appel public à l'épargne et à leurs filiales (p. 3520).

Retirés : amendement n° 54 de M. Roger Chinaud, rapporteur, analogue à l'amendement n° 32 précité (p. 3520) – Amendement n° 82 de M. Georges Chavanes, ministre (p. 3520) – Amendement n° 78 de M. Jean-Pierre Masseret : communication de tout document aux agents de la Commission des opérations de bourse, COB, par les personnes qui assurent la gestion des organismes de placements collectifs en valeurs mobilières (p. 3521).

– L'article 11, ainsi modifié, est adopté (p. 3521).

Après l'art. 11 (p. 3521).

Adopté : amendement n° 33 (art. additionnel) de M. Charles Jolibois, rapporteur pour avis : modification de l'article 5 de l'ordonnance n° 67-833 du 28 septembre 1967 instituant une Commission des opérations de bourse, COB, par coordination (p. 3521).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3521).

Art. 12 *(Entrave à l'exercice des missions des agents de la COB)* – Adopté (p. 3521).

Art. 13 *(Délit d'initié et délit de fausse information)* (p. 3521).

Adopté : amendement n° 34 de M. Charles Jolibois, rapporteur pour avis : rétablissement du mobile pour définir le délit de fausse information (p. 3522).

Retiré : amendement n° 83 de M. Georges Chavanes, ministre (p. 3522).

– L'article 13, ainsi modifié, est adopté (p. 3522).

Art. 14 *(Délit de manipulation de cours)* (p. 3522).

Adopté : amendement n° 56 de M. Roger Chinaud, rapporteur : délit de manipulation de cours : manoeuvre ayant pour objet d'entraver le fonctionnement régulier du marché (p. 3524).

Retirés : sur l'amendement n° 56 de M. Roger Chinaud, rapporteur, sous-amendement n° 90 de M. Jean-Pierre Masseret (p. 3523) – Amendement n° 84 de M. Georges Chavanes, ministre (p. 3523).

Devenus sans objet : amendement n° 35 de M. Charles Jolibois, rapporteur pour avis : délit de manipulation de cours : notion d'entrave au marché et définition du fait d'induction d'autrui en erreur (p. 3524) – Sur l'amendement n° 56 de M. Roger Chinaud, rapporteur, sous-amendement n° 89 de M. Georges Chavanes, ministre (p. 3523).

– L'article 14, dans la rédaction de l'amendement n° 56, est adopté (p. 3524).

Art. 15 *(Opérations effectuées par les salariés des intermédiaires financiers pour leur propre compte)* (p. 3533).

Adopté : amendement rédactionnel n° 57 de M. Roger Chinaud, rapporteur (p. 3533).

– L'article 15, dans la rédaction de l'amendement n° 57, est adopté (p. 3533).

Art. 16 *(Obligation d'un mandat écrit pour la gestion d'un portefeuille)* – Adopté (p. 3533).

Art. 17 *(Communication d'informations entre les institutions)* (p. 3534).

Adopté : amendement n° 58 de M. Roger Chinaud, rapporteur : prise en compte des différentes règles de protection du secret professionnel dans les institutions suivantes : le Conseil des bourses de valeurs, la Commission des opérations de bourse, COB, et la Commission bancaire (p. 3534).

Retiré : amendement n° 36 de M. Charles Jolibois, rapporteur pour avis : non opposition du secret professionnel entre le Conseil des bourses de valeurs, la Commission des opérations de bourse, COB, et la Commission bancaire (p. 3534).

– L'article 17, ainsi modifié, est adopté (p. 3534).

Art. 18 *(Constitution de l'Institution financière spécialisée visée à l'article 9)* (p. 3534).

Adoptés : amendement rédactionnel n° 37 de M. Charles Jolibois, rapporteur pour avis : Institution financière « mentionnée » à l'article 9 (p. 3536) – Amendement n° 59 de M. Roger Chinaud, rapporteur : remise à chacun de ses membres par l'Institution financière spécialisée de ses propres actions au prorata des droits acquis dans les réserves de la compagnie nationale (p. 3536).

Retiré : amendement n° 12 de M. Robert Vizet : suppression de cet article (p. 3535).

– L'article 18, ainsi modifié, est adopté (p. 3536).

Après l'art. 18 (p. 3538).

Adopté : amendement n° 91 (art. additionnel) de M. Roger Chinaud, rapporteur : création d'une association chargée de représenter les sociétés de bourse pour faire valoir leurs droits et intérêts communs (p. 3536).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3536).

Art. 19 *(Mise en place des sociétés de bourse)* (p. 3536).

Adopté : amendement n° 62 de M. Roger Chinaud, rapporteur : rôle du syndic des agents de change pendant la période transitoire ; application du règlement de la compagnie nationale des agents de change (p. 3538).

Rejetés : amendements de M. Roger Chinaud, rapporteur, n° 60 : ouverture par les agents de change en fonction du capital de leurs charges aux actionnaires extérieurs (p. 3538) – Et n° 61 : raccourcissement du délai selon lequel seront obligatoirement constituées les sociétés de bourse (p. 3538) – Amendement n° 13 de M. Robert Vizet : suppression de cet article (p. 3538).

– L'article 19, ainsi modifié, est adopté (p. 3538).

Art. 20 *(Adaptation des textes en vigueur à la nouvelle terminologie)* (p. 3538).

Adopté : amendement n° 38 de M. Charles Jolibois, rapporteur pour avis, destiné à assurer la continuité des marchés à l'entrée en application de ce présent projet de loi (p. 3539).

Rejeté : amendement n° 14 de M. Robert Vizet : suppression de cet article (p. 3539).

Retiré : amendement n° 79 de M. Jean-Pierre Masseret (p. 3539).

– L'article 20, ainsi modifié, est adopté (p. 3539).

Art. 21 *(Champ d'application territorial)* (p. 3539).

Retiré : amendement n° 63 de M. Roger Chinaud, rapporteur : application du présent projet de loi aux collectivités territoriales de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon (p. 3539).

– L'article 21 est adopté (p. 3539).

Art. 22 *(Abrogation des textes caducs)* (p. 3539).

Adopté : amendement de coordination n° 39 de M. Charles Jolibois, rapporteur pour avis (p. 3539).

Retiré : amendement de coordination n° 64 de M. Roger Chinaud, rapporteur (p. 3539).

– L'article 22, ainsi modifié, est adopté (p. 3540).

Après l'art. 22 (p. 3540).

Adopté : amendement n° 40 (art. additionnel) de M. Charles Jolibois, rapporteur pour avis : codification de la présente loi et des autres textes de nature législative et réglementaire concernant les bourses de valeurs et le marché à terme d'instruments financiers, MATIF, par des décrets en Conseil d'Etat (p. 3540).

Retiré : amendement n° 41 (art. additionnel) de M. Jean Clouet : disparition de la clause d'agrément préalable pour la profession des remisiers et gérants de portefeuille (p. 3540).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3540).

Explications de vote sur l'ensemble : *MM. Emmanuel Hamel* (p. 3540, 3541), *Jean-Pierre Masseret* (p. 3541), *Robert Vizet* (p. 3541, 3542) ; *intervention de M. Georges Chavanes, ministre* (p. 3542) – Epargne, libéralisme.

Scrutin public n° 19 (p. 3542).

Adoption (28 octobre 1987) (p. 3542).

Discussion (commission mixte paritaire)

(19 décembre 1987) (p. 5753, 5760).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5753, 5755) : *MM. Roger Chinaud, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire ; Georges Chavanes, ministre chargé du commerce, de l'artisanat et des services.*

Commission des opérations de bourse (COB) : *Chavanes (Georges)* (p. 5755) ; *Chinaud (Roger)* (p. 5753, 5754, 5755).

Conseil constitutionnel (décisions) : *Chavanes (Georges)* (p. 5754).

Conseil des bourses de valeurs : *Chavanes (Georges)* (p. 5755) ; *Chinaud (Roger)* (p. 5753, 5754).

Fonds communs de placement : *Chinaud (Roger)* (p. 5754).

Juridictions administratives : *Chinaud (Roger)* (p. 5754).

Juridictions judiciaires : *Chinaud (Roger)* (p. 5754).

Justice : *Chavanes (Georges)* (p. 5755) ; *Chinaud (Roger)* (p. 5755).

Marchés financiers : *Chinaud (Roger)* (p. 5753, 5755).

Valeurs mobilières : *Chavanes (Georges)* (p. 5755) ; *Chinaud (Roger)* (p. 5753).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5755, 5760) : *MM. Georges Chavanes, ministre ; Roger Chinaud, rapporteur.*

Art. 1er, 2, 4 (p. 5755).

Art. 5 (p. 5756).

Art. 6 (p. 5756).

Adopté : amendement n° 1 de M. Georges Chavanes, ministre : suppression de la disposition confiant au conseil des bourses de valeurs la réglementation du marché des options sur valeurs mobilières (p. 5756).

Art. 7, 8 (p. 5756).

Art. 9, 10, 11 A (p. 5757).

Art. 11 (p. 5757).

Adopté : amendement n° 2 de M. Georges Chavanes, ministre : nouvelle rédaction de cet article tendant à supprimer l'autorisation judiciaire préalable à l'exercice du pouvoir d'enquête de la COB auprès des personnes contrôlant les sociétés faisant appel public à l'épargne ou leurs filiales (p. 5757).

Art. 11 bis, 12, 13, 14 (p. 5758).

Art. 14 bis (p. 5758).

Adopté : amendement n° 3 de M. Georges Chavanes, ministre : en ce qui concerne les contentieux relatifs à l'ordonnance de 1967, possibilité pour les juridictions d'entendre les représentants de la COB (p. 5758).

Art. 15, 16 (p. 5758).

Art. 17, 18 bis, 19 (p. 5759).

Art. 20 (p. 5759).

Adopté : amendement n° 4 de M. Georges Chavanes, ministre : maintien de la distinction entre les valeurs inscrites à la cote officielle et les valeurs inscrites au second marché, ainsi qu'entre les régimes qui leur sont applicables (p. 5759).

Art. 22, 22 bis (p. 5759).

Art. 22 ter (p. 5760).

Parole sur l'article : *M. Roger Chinaud, rapporteur* (p. 5760).

Adoption (19 décembre 1987) (p. 5760).

Brésil

1. – **Rapport d'information,** fait au nom de la commission des affaires économiques, à la suite d'une mission d'information effectuée au **Brésil,** du 5 au 19 septembre 1986, afin d'y étudier les relations économiques, commerciales et financières entre la France et ce pays, par M. Pierre Jeambrun, sénateur, et plusieurs de ses collègues (7 juillet 1987) [n° **350** (86-87)].

Bretagne (région)

Voir *Questions au Gouvernement* n° **234**

Budget de l'Etat

Voir *Lois de règlement,* **1 ; 2**
Rappels au Règlement, **42**

Budgets annexes

Voir *Lois de finances,* **1,** Art. 37, 38 ; Equipement, logement, aménagement du territoire et transports - IV – Transports (1 – Aviation civile, 3 – Météorologie, Budget annexe de la navigation aérienne) ; Imprimerie nationale ; Journaux officiels ; Légion d'honneur et

Ordre de la libération ; Monnaies et médailles ; Postes et télécommunications ; Prestations sociales agricoles
Lois de finances rectificatives, **1**, Art. 8, 9

Bulgarie

Voir *Traités et conventions*, **18**

Burkina Faso

Voir *Traités et conventions*, **4** ; **5** ; **6**

C

Cacao

Voir *Traités et conventions,* **36**

Caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales (CAECL)

Voir *Collectivités territoriales,* **4**
Questions au Gouvernement n° **135**

Caisse des dépôts et consignations (CDC)

Voir *Questions orales sans débat* n° **137**

1. – **Dépôt,** par M. Jean-Pierre Soisson, député, président de la **commission de surveillance** de la Caisse des dépôts et consignations, en application de l'article 164, paragraphe IV, de l'ordonnance n° 58-1374 du 30 décembre 1958, du rapport établi par cette commission sur les **opérations de l'année 1986** (11 juin 1987) (p. 1745).

Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (CNRACL)

Voir *Assurance vieillesse,* **1**
Questions au Gouvernement n° **134** ; n° **195**

Caisses d'épargne

Voir *Epargne,* **1**
Lois de finances, **1,** Art. 17

Calamités et catastrophes

Voir *Lois de finances,* **1,** Equipement, logement, aménagement du territoire et transports - V – Environnement
Questions au Gouvernement n° **149** ; n° **176** ; n° **211** ; n° **220** ; n° **234**
Sécurité civile, **1**
Traités et conventions, **19**

Campagnes électorales

Voir *Partis et groupements politiques,* **1** ; **2**

Camping caravaning

Voir *Questions orales sans débat* n° **167**

Canada

Voir *Questions orales sans débat* n° **150** ; n° **245**
Traités et conventions, **40**

Caraïbes

1. – **Rapport d'information,** fait au nom de la commission des affaires étrangères à la suite d'une mission effectuée dans la région des **Caraïbes** du 3 au 15 septembre 1986 par MM. Pierre Matraja, Paul Robert et Michel Alloncle, sénateurs (17 décembre 1987) [n° **182** (87-88)].

Carburants

Voir *Questions au Gouvernement* n° **222**
Questions orales sans débat n° **232** ; n° **235**

Carburants de substitution

Voir *Lois de finances rectificatives,* **1,** Art. 13
Questions au Gouvernement n° **136** ; n° **147** ; n° **161**
Questions orales sans débat n° **249**

Cartes bancaires

Voir *Banques et établissements financiers,* **2**

Casinos

Voir *Jeux et paris,* **1**

Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT)

Voir *Fonction publique territoriale,* **1**

Centres d'aide par le travail (CAT)

Voir *Questions orales sans débat* n° **197**

Centres de gestion (fonction publique territoriale)

Voir *Fonction publique territoriale,* **1**

Centres de gestion agréés

Voir *Lois de finances,* **1,** Art. 21, 55

Céréales

Voir *Lois de finances,* **1,** Art. 8
Questions au Gouvernement n° **147** ; n° **161**
Questions orales sans débat n° **141**
Traités et conventions, **12**

Chambres consulaires

1. – **Proposition de loi tendant à institutionnaliser en chambres consulaires les chambres des professions libérales et assimilées actuellement constituées en associations, conformément à la loi du 1er juillet 1901,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Jacques Delong, sénateur (8 décembre 1987) [n° **143** (87-88)] – Renvoi à la commission des lois.

Chambres de commerce et d'industrie

Voir *Lois de finances rectificatives,* **1,** Art. 12 A
Tribunaux de commerce, **1**

Chambres des métiers

Voir *Lois de finances,* **1,** Art. 67

Chambres régionales des comptes

Voir *Collectivités territoriales,* **2**

1. – **Proposition de loi tendant à réformer les compétences des chambres régionales des comptes,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Paul Séramy, sénateur, et plusieurs de ses collègues (8 avril 1987) [n° **171** (86-87)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Guy Malé (17 juin 1987) [n° **282** (86-87)].

Chasse

1. – **Proposition de loi tendant à résoudre le problème des**

enclaves, PRESENTEE AU SENAT, par M. Pierre Lacour, sénateur (18 juin 1987) [n° **299** (86-87)] – Renvoi à la commission des affaires économiques.

Chaussure (industrie)

Voir *Questions au Gouvernement* n° **231**

Chili

Voir *Rappels au Règlement,* **14**

Chimie (industrie)

Voir *Questions orales sans débat* n° **227**

Chine

Voir *Questions au Gouvernement* n° **199**
Traités et conventions, **23**

Chômage

Voir *Gouvernement (déclarations),* **2 ; 5**
Questions au Gouvernement n° **144 ;** n° **174 ;** n° **182**
Questions orales sans débat n° **246**
Sécurité sociale, **1**

1. – **Projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la prévention et à la lutte contre le chômage de longue durée,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Jacques Chirac, Premier ministre, par M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi (22 avril 1987) [n° **687**] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Jean-Pierre Delalande (14 mai 1987) [n° **745**] – Urgence – Discussion (21 et 22 mai 1987) – Adoption (22 mai 1987) [n° **103**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (25 mai 1987) [n° **241** (86-87)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport de Mme Hélène Missoffe (9 juin 1987) [n° **265** (86-87)] – Discussion (15 juin 1987) – Adoption (15 juin 1987) [n° **83**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (16 juin 1987) [n° **846**] – Renvoi à la commission des affaires culturelles.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Jean-Pierre Delalande (17 juin 1987) [n° **851**] – Discussion (19 juin 1987) – Adoption (19 juin 1987) [n° **128**].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de Mme Hélène Missoffe (17 juin 1987) [n° **286** (86-87)] – Discussion (27 juin 1987) – Adoption (27 juin 1987) [n° **102**].

PROMULGATION : Loi n° 87-518 du 10 juillet 1987 (*J.O.* Lois et décrets du 12 juillet 1987).

Discussion (première lecture)

(15 juin 1987) (p. 1820, 1858).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1820, 1838) : *M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi ; Mmes Hélène Missoffe, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Marie-Claude Beaudeau, MM. Marc Boeuf, Daniel Millaud, Jean Chérioux, et les orateurs sur la motion.*

Agriculture : *Séguin (Philippe)* (p. 1820).

Charges sociales : *Chérioux (Jean)* (p. 1835) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1823).

Chômage : *Viron (Hector)* (p. 1828).

Chômage de longue durée : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 1830) ; *Boeuf (Marc)* (p. 1832) ; *Chérioux (Jean)* (p. 1835) ; *Millaud (Daniel)* (p. 1833) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1822, 1838) ; *Viron (Hector)* (p. 1826).

Chômage (indemnisation) : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 1830, 1832) ; *Chérioux (Jean)* (p. 1835) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 1828) ; *Millaud (Daniel)* (p. 1833, 1834) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 1825) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1824, 1829, 1836).

Chômage (statistiques) : *Missoffe (Hélène)* (p. 1824) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1820).

Collectivités territoriales : *Séguin (Philippe)* (p. 1837).

Commerce extérieur : *Boeuf (Marc)* (p. 1832).

Compétitivité économique : *Séguin (Philippe)* (p. 1821).

Concurrence internationale : *Chérioux (Jean)* (p. 1834) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1820).

Contrats de travail à durée déterminée : *Séguin (Philippe)* (p. 1837).

Conventions de conversion : *Millaud (Daniel)* (p. 1833) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 1825) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1824, 1837).

Croissance économique : *Boeuf (Marc)* (p. 1832) ; *Millaud (Daniel)* (p. 1834) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1821).

Délégations parlementaires : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 1831).

Diplômes : *Boeuf (Marc)* (p. 1832) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 1825).

Emploi : *Séguin (Philippe)* (p. 1820, 1836).

Emploi des jeunes : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 1830) ; *Chérioux (Jean)* (p. 1835) ; *Millaud (Daniel)* (p. 1833) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 1825) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1836).

Emplois (créations et suppressions) : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 1831) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1822) ; *Viron (Hector)* (p. 1826).

Entreprises : *Chérioux (Jean)* (p. 1834, 1835) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1821) Entreprises (charges) : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 1830) ; *Boeuf (Marc)* (p. 1833) ; *Millaud (Daniel)* (p. 1833, 1834) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 1825) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1823) ; *Viron (Hector)* (p. 1828).

Entreprises (création) : *Séguin (Philippe)* (p. 1824).

Etrangers : *Séguin (Philippe)* (p. 1824).

Fiscalité : *Séguin (Philippe)* (p. 1823).

Formation en alternance : *Chérioux (Jean)* (p. 1835) ; *Millaud (Daniel)* (p. 1833) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 1825) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1823).

Formation professionnelle : *Boeuf (Marc)* (p. 1833) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 1828) ; *Millaud (Daniel)* (p. 1834) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 1825, 1826) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1820, 1821, 1822, 1837).

Grève (droit de) : *Boeuf (Marc)* (p. 1832).

Industrie : *Séguin (Philippe)* (p. 1820).

Inflation : *Boeuf (Marc)* (p. 1832).

Insertion sociale : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 1828) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 1825) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1822, 1823).

Investissements : *Millaud (Daniel)* (p. 1834) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1821, 1836).

Jeunesse : *Séguin (Philippe)* (p. 1822).

Licenciements : *Boeuf (Marc)* (p. 1832, 1833) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1824, 1837) ; *Viron (Hector)* (p. 1827).

Pauvreté : *Viron (Hector)* (p. 1827).

Politique économique et sociale : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 1830) ; *Boeuf (Marc)* (p. 1832) ; *Fourcade (Jean-Pierre)*

(p. 1829) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1821) ; *Viron (Hector)* (p. 1826, 1827).

Profits : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 1831) ; *Viron (Hector)* (p. 1827).

Programmes d'insertion locale (PIL) : *Missoffe (Hélène)* (p 1825) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1823).

Rapport François Dalle (emploi) : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 1831) ; *Chérioux (Jean)* (p. 1834) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1821) ; *Viron (Hector)* (p. 1827, 1828).

Rapports d'information : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 1831) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1836).

Redressement et liquidation judiciaires : *Millaud (Daniel)* (p. 1833) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1824).

Retraites : *Chérioux (Jean)* (p. 1835).

Santé : *Séguin (Philippe)* (p. 1822).

Sécurité sociale (financement) : *Millaud (Daniel)* (p. 1833) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1838) ; *Viron (Hector)* (p. 1827).

Stages de réinsertion : *Séguin (Philippe)* (p. 1823).

Statistiques : *Millaud (Daniel)* (p. 1833) ; *Viron (Hector)* (p. 1826).

Travail (aménagement du temps) : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 1831) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1822).

Travail à temps partiel : *Missoffe (Hélène)* (p. 1826).

Travaux d'utilité collective (TUC) : *Chérioux (Jean)* (p. 1835) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1822, 1823).

Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (UNEDIC) : *Séguin (Philippe)* (p. 1824, 1837).

Motion n° 6 de Mme Hélène Luc, soutenue par M. Hector Viron, **tendant à opposer la question préalable** (p. 1826) – *MM. Hector Viron, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales ; Philippe Séguin, ministre.*

Rejet de la motion (p. 1829 ; scrutin public n° 193).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1838, 1858) : *MM. Gérard Delfau, Marc Boeuf, Mme Hélène Missoffe, rapporteur ; MM. Philippe Séguin, ministre ; Hector Viron.*

TITRE Ier

ACTIONS EN FAVEUR DES PERSONNES RENCONTRANT DES DIFFICULTES GRAVES D'ACCES A L'EMPLOI

Intitulé du titre Ier (p. 1838).

Parole sur le titre Ier : *M. Gérard Delfau* (p. 1838).

Adopté : amendement n° 1 de Mme Hélène Missoffe, rapporteur : remplacement du mot « graves » par le mot « particulières » (p. 1839).

Rejeté : amendement n° 21 de M. Marc Boeuf : suppression du mot « graves » (p. 1839).

– L'intitulé du titre Ier, ainsi modifié, est adopté (p. 1839).

Art. 1er *(Financement par l'Etat des actions de formation en faveur des chômeurs de longue durée : article L. 322-4-1 nouveau du code du travail)* (p. 1839).

Adopté : amendement n° 23 de M. Marc Boeuf : extension des dispositions de cet article aux chômeurs cumulant les situations de précarité les plus graves (p. 1840).

Rejetés : amendements de M. Marc Boeuf, n° 24 : durée des contrats de réinsertion en alternance portée à deux ans minimum (p. 1841) – Et n° 25 : mise en place de quotas au bénéfice de ceux qui cumulent les handicaps sociaux (p. 1842) – Amendements de M. Hector Viron, n° 8 : suppression des stages de formation et d'insertion professionnelle dont les frais sont pris en charge par l'Etat (p. 1841) – Et n° 9 : suppression des programmes d'insertion locale (p. 1841).

Retiré : amendement n° 22 de M. Marc Boeuf (p. 1839).

– L'article Ier, ainsi modifié, est adopté (p. 1842).

Après l'art. 1er (p. 1842).

Retiré : amendement (art. additionnel) n° 26 de M. Marc Boeuf : conditions de mise en oeuvre des conventions prévues à l'article L. 322-4-1 du code du travail (p. 1843).

Art. 2 *(Définition des actions de réinsertion en faveur des chômeurs de longue durée : articles L. 980-14 et L. 980-15 nouveaux du code du travail)* (p. 1843).

ARTICLE L. 980-14 DU CODE DU TRAVAIL (p. 1843).

Adopté : amendement n° 2 de Mme Hélène Missoffe, rapporteur : rédactionnel (p . 1843).

Rejetés : amendements de M. Hector Viron, n° 10 : suppression des stages de formation et d'insertion (p. 1844) – Et n° 11 : niveaux de rémunération des stagiaires (p. 1844).

Retiré : amendement n° 29 de M. Marc Boeuf, soutenu par M. Gérard Delfau : objet des stages de réinsertion en alternance (p. 1844).

Devenus sans objet : amendements de M. Marc Boeuf nos 27 et 28 (p. 1843).

– Le texte proposé pour l'article L. 980-14 du code du travail, ainsi modifié, est adopté (p. 1845).

APRES L'ARTICLE L. 980-14 DU CODE DU TRAVAIL (p. 1845).

Rejetés : amendements (art. additionnels) de M. Marc Boeuf, n° 30, soutenu par M. Gérard Delfau : durée minimale des contrats de réinsertion en alternance consacrée, aux enseignements généraux professionnels et technologiques (p. 1845) – N° 32 : application des dispositions du code du travail, relatives notamment à la durée du travail (p. 1846) – Et n° 33 : interdiction de l'application des dispositions relatives à la modulation des horaires de travail (p. 1847).

Retirés : amendements (art. additionnels) de M. Marc Boeuf, n° 31 : rémunération des stagiaires obligatoirement égale ou supérieure au SMIC (p. 1846) – N° 34 (p. 1847) – Et n° 35 : contrôle de l'Etat sur les organismes de formation (p. 1848).

ARTICLE L. 980-14-1 DU CODE DU TRAVAIL – Adopté (p. 1848).

ARTICLE L. 980-15 DU CODE DU TRAVAIL (p. 1848).

Rejeté : amendement n° 12 de M. Hector Viron : suppression de cet article (p. 1849).

– Le texte proposé pour l'article L. 980-15 du code du travail est adopté (p. 1849).

APRES L'ARTICLE L. 380-15 DU CODE DU TRAVAIL (p. 1849).

Rejeté : amendement n° 36 (art. additionnel) de M. Marc Boeuf, soutenu par M. Gérard Delfau : restrictions au droit de conclure des contrats de réinsertion pour les entreprises ayant procédé à des licenciements économiques (p. 1850).

Retiré : amendement (art. additionnel) n° 37 de M. Marc Boeuf (p. 1850).

– L'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 1850).

Après l'art. 2 (p. 1850).

Rejeté : amendement (art. additionnel) n° 13 de M. Hector Viron ; indemnisation, au titre du chômage, des demandeurs d'emploi à l'issue d'un stage de réinsertion non suivi d'embauche (p. 1850).

Art. 3 *(Dispositions relatives aux seuils sociaux : article L. 980-8-1 du code du travail)* (p. 1850).

Rejeté : amendement n° 14 de M. Hector Viron : prise en compte, dans le calcul des effectifs de l'entreprise pour l'applica-

tion de la législation sociale, des titulaires de contrats de réinsertion en alternance (p. 1851).

– L'article 3 est adopté (p. 1851).

Art. 4 *(Exonérations des cotisations sociales pour l'embauche d'un chômeur de longue durée à l'issue d'une action de formation)* (p. 1851).

Rejetés : amendements de M. Hector Viron n° 15 : suppression de cet article (p. 1853) – N° 16 : exonérations de cotisations sociales applicables aux seuls emplois nouveaux créés dans l'entreprise (p. 1853) – N° 17 : suppression de l'exonération de cotisations sociales pour les actions d'insertion et les stages organisés en faveur des demandeurs d'emploi (p. 1853) – Et n° 18 : coordination (p. 1853) – Amendement n° 38 de M. Marc Boeuf : durée portée à douze mois de l'exonération partielle de charges sociales en cas d'embauche d'un demandeur d'emploi à l'issue du stage de réinsertion (p. 1853).

– L'article 4 est adopté (p. 1853).

Après l'art. 4 (p. 1853).

Rejeté : amendement (art. additionnel) n° 39 de M. Marc Boeuf : non-application des exonérations de cotisations sociales lorsque l'employeur a procédé à un licenciement économique (p. 1853).

Retiré : amendement (art. additionnel) n° 40 de M. Marc Boeuf : suppression du bénéfice des exonérations de cotisations sociales lorsque l'employeur procède à un licenciement économique après avoir embauché un demandeur d'emploi à l'issue du stage de réinsertion (p. 1853).

Art. 4 bis *(Protection des salariés de plus de 55 ans contre les licenciements économiques)* (p. 1853).

Adoptés : amendement n° 3 de Mme Hélène Missoffe, rapporteur : cotisation exceptionnelle au régime de l'assurance chômage des entreprises qui procèderaient à des licenciements économiques de salariés de plus de 55 ans ; cas d'exonération (p. 1854) ; sous-amendement n° 40 de M. Philippe Séguin, ministre (p. 1854).

– L'article 4 bis, dans la rédaction de l'amendement n° 3, ainsi sous-amendé, est adopté (p. 1854).

Après l'art. 4 bis (p. 1854).

Adopté : amendement (art. additionnel) n° 4 de Mme Hélène Missoffe, rapporteur : application des dispositions de l'article 4 bis aux seules procédures de licenciement engagées après publication de la loi (p. 1855).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1855).

Art. 5 *(Suppression du délai de carence pour le versement de l'allocation de solidarité spécifique)* (p. 1855).

Retiré : amendement n° 19 de M. Hector Viron : cumul de l'allocation de solidarité spécifique et des allocations d'assurance chômage (p. 1855).

– L'article 5 est adopté (p. 1855).

Art. 5 bis, 5 ter et 5 quater *(Renforcement des pénalités applicables aux entreprises employant des étrangers sans titre de travail : articles L. 364-2, L. 364-2-1 et L. 364 du code du travail)* – Adoptés (p. 1855).

TITRE II

ACTIONS EN FAVEUR DES SALARIES LICENCIES D'ENTREPRISES EN REDRESSEMENT OU EN LIQUIDATION JUDICIAIRES

Art. 6 A *(Obligation de proposer une convention de conversion aux salariés licenciés dans le cadre d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaires : article L. 321-5 nouveau du code du travail)* (p. 1855).

Rejeté : amendement n° 7 de M. Hector Viron : rétablissement de l'obligation de versement des cotisations sociales calculées sur les salaires (p. 1856).

– L'article 6 A est adopté (p. 1856).

Art. 6 *(Assurance de la créance des bénéficiaires d'une convention de conversion : article L. 143-11-1 du code du travail)* – Adopté (p. 1856).

Art. 7 *(Assurance de la contribution de l'employeur au financement des allocations de conversion : article L. 143-11-3 nouveau du code du travail)* – Adopté (p. 1856).

Art. 8 *(Versement au régime d'assurance chômage de l'avance de la contribution de l'employeur au financement des allocations de conversion : article L. 143-11-7 du code du travail)* – Adopté (p. 1856).

Art 9 – Supprimé par l'Assemblée nationale – Suppression maintenue (p. 1856).

Art. 9 bis *(Prolongation du délai prévu pour l'acceptation d'une convention de conversion par un salarié protégé : article L. 321-6 du code du travail)* – Adopté (p. 1856).

Art. 10 *(Conditions de rupture du contrat de travail des salariés ayant accepté le bénéfice d'une convention de conversion dans le cadre d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaires : article L. 326-1 du code du travail)* – Adopté (p. 1856).

Art. 11 *(Application aux procédures en cours des dispositions du titre II relatives aux actions de conversion en faveur des salariés licenciés d'entreprises en redressement ou en liquidation judiciaires)* – Adopté (p. 1856).

Art. 12 *(Conditions d'imposition de l'aide de l'Etat versée aux demandeurs d'emploi créateurs d'entreprise : article 163 quinquies A du code général des impôts)* (p. 1856).

Adopté : amendement n° 5 de Mme Hélène Missoffe, rapporteur : conditions d'imposition de l'aide versée par l'Etat aux demandeurs d'emploi créateurs d'entreprises (p. 1856).

– L'article 12, ainsi modifié, est adopté (p. 1857).

Explications de vote sur l'ensemble : *MM. Jean-Pierre Cantegrit (p. 1857), Hector Viron (p. 1857), Marc Boeuf (p. 1858), Pierre Louvot (p. 1858) ; intervention de M. Philippe Séguin, ministre (p. 1858).*

Scrutin public n° 194 (p. 1858).

Adoption (15 juin 1987) (p. 1858).

Discussion (commission mixte paritaire)

(27 juin 1987) (p. 2720, 2724).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2720, 2723) : *Mme Hélène Missoffe, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire ; MM. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi ; Jean-Luc Bécart.*

Aménagement du temps : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 2722).

Chômage : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 2721) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 2720) ; *Séguin (Philippe)* (p. 2720).

Cotisations sociales : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 2721) ; *Séguin (Philippe)* (p. 2720).

Emploi : *Bécart (Jean-Luc) (p. 2721, 2722).*

Entreprises : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 2722).

Entreprises (création) : *Séguin (Philippe)* (p. 2720).

Etats-Unis d'Amérique (USA) : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 2721).

Europe : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 2721).

Fiscalité : *Missoffe (Hélène)* (p. 2720) ; *Séguin (Philippe)* (p. 2720).

Formation professionnelle : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 2722).

Gouvernement : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 2722).

Investissements : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 2722).

Licenciements : *Missoffe (Hélène)* (p. 2720) ; *Séguin (Philippe)* (p. 2720).

Licenciements économiques : *Missoffe (Hélène)* (p. 2720).

Marchés financiers : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 2722).

Préretraites : *Missoffe (Hélène)* (p. 2720) ; *Séguin (Philippe)* (p. 2720).

Recherche : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 2722).

Salariés : *Missoffe (Hélène)* (p. 2720) ; *Séguin (Philippe)* (p. 2720).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2723, 2724)

Art. 1er, 2 et 4 bis (p. 2723).

Art. 4 ter et 12 (p. 2724).

Explications de vote sur l'ensemble : *MM. Franck Sérusclat, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales* (p. 2724) – Bourses de valeurs, placements financiers, démocratie, formation professionnelle.

Scrutin public n° 229 (p. 2724).

Adoption (27 juin 1987) (p. 2724).

Cinéma

Voir *Lois de finances*, **1**, Art. 41 ; Culture et communication - Culture

Circonscriptions électorales

Voir *Questions orales sans débat* n° **243**

Circulation routière

Voir *Permis de conduire*, **1**
Questions orales sans débat n° **274**

1. – **Proposition de loi tendant à insérer dans le code de procédure pénale un article complémentaire étendant aux associations de défense des victimes de la route des dispositions du code de procédure pénale s'appliquant à certaines associations,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Stéphane Bonduel, sénateur (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 20 décembre 1986 – 30 janvier 1987) [n° **146** (86-87)] – Renvoi à la commission des lois.

2. – **Projet de loi relevant les peines prévues par l'article L. premier du code de la route,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Jacques Chirac, Premier ministre, par M. Albin Chalandon, ministre de la justice (2 avril 1987) [n° **616**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Francis Delattre (16 avril 1987) [n° **685**] – Discussion (23 avril 1987) – Adoption (23 avril 1987) [n° **95**] – NOUVEL INTITULE : « **Projet de loi modifiant diverses dispositions du code de la route en vue de renforcer la lutte contre l'alcool au volant** ».

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (28 avril 1987) [n° **201** (86-87)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Louis Virapoullé (13 mai 1987) [n° **225** (86-87)] – Discussion (24 juin 1987) – Adoption (24 juin 1987) [n° **96**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (25 juin 1987) [n° **889**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Francis Delattre (29 juin 1987) [n° **893**] – Discussion (29 juin 1987) – Adoption (29 juin 1987) [n° **143**] – NOUVEL INTITULE : « **Projet de loi tendant à renforcer la lutte contre l'alcool au volant** ».

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (30 juin 1987) [n° **337** (86-87)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Louis Virapoullé (30 juin 1987) [n° **338** (86-87)] – Discussion (30 juin 1987) – Adoption (30 juin 1987) [n° **115**].

PROMULGATION : Loi n° 87-519 du 10 juillet 1987 (*J.O.* Lois et décrets du 12 juillet 1987).

Discussion (première lecture)

(24 juin 1987) (p. 2252, 2280).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2252, 2263) : *MM. Albin Chalandon, ministre de la justice ; Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports ; Louis Virapoullé, rapporteur de la commission des lois ; Stéphane Bonduel, Louis de Catuelan, Michel Dreyfus-Schmidt, Hubert Martin, Louis Souvet, André Duroméa.*

Accidents de la circulation : *Chalandon (Albin)* (p. 2252) ; *Duroméa (André)* (p. 2262) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 2253) ; *Souvet (Louis)* (p. 2261) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 2253).

Alcoolisme : *Bonduel (Stéphane)* (p. 2256) ; *Catuelan (Louis de)* (p. 2258) ; *Chalandon (Albin)* (p. 2252) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 2258) ; *Duroméa (André)* (p. 2262) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 2253) ; *Souvet (Louis)* (p. 2261) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 2253).

Alcootests : *Bonduel (Stéphane)* (p. 2256) ; *Chalandon (Albin)* (p. 2252, 2263) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 2260) ; *Duroméa (André)* (p. 2262) ; *Souvet (Louis)* (p. 2261) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 2253).

Automobiles : *Virapoullé (Louis)* (p. 2253).

Boissons et alcools : *Catuelan (Louis de)* (p. 2257) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 2258) ; *Duroméa (André)* (p. 2262) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 2256).

Code de la route : *Chalandon (Albin)* (p. 2252) ; *Duroméa (André)* (p. 2262) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 2253) ; *Virapoullé (Louis)* (p.2253).

Code pénal : *Virapoullé (Louis)* (p. 2255).

Crimes, délits et contraventions : *Chalandon (Albin)* (p. 2252) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 2255).

Délinquance routière : *Souvet (Louis)* (p. 2261).

Europe : *Méhaignerie (Pierre)* (p. 2253).

Flagrants délits : *Chalandon (Albin)* (p. 2263) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 2263).

Gendarmerie nationale : *Chalandon (Albin)* (p. 2252) ; *Duroméa (André)* (p. 2262).

Infractions : *Bonduel (Stéphane)* (p. 2256) ; *Souvet (Louis)* (p. 2261) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 2255).

Investissements : *Méhaignerie (Pierre)* (p. 2253).

Italie : *Martin (Hubert)* (p. 2259).

Médicaments : *Catuelan (Louis de)* (p. 2257).

Mortalité : *Duroméa (André)* (p. 2262) ; *Souvet (Louis)* (p. 2261).

Peines et amendes : *Bonduel (Stéphane)* (p. 2257) ; *Catuelan (Louis de)* (p. 2257) ; *Chalandon (Albin)* (p. 2252) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 2258, 2260) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 2253) ; *Souvet (Louis)* (p. 2261) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 2253, 2255).

Permis de conduire : *Bonduel (Stéphane)* (p. 2256) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 2260) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 2253) ; *Souvet (Louis)* (p. 2262) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 2253, 2255).

Police de la route : *Chalandon (Albin)* (p. 2252) ; *Duroméa (André)* (p. 2262).

Prévention routière : *Bonduel (Stéphane)* (p. 2256) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 2258) ; *Martin (Hubert)* (p. 2259) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 2253) ; *Souvet (Louis)* (p. 2261) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 2255).

Procédure pénale : *Chalandon (Albin)* (p. 2252, 2263).

Publicité : *Catuelan (Louis de)* (p. 2257) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 2258) ; *Duroméa (André)* (p. 2262) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 2253) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 2256).

Réseau routier et autoroutier : *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 2259) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 2253) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 2253).

Sécurité routière : *Bonduel (Stéphane)* (p. 2256) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 2258) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 2252) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 2253).

Transports en commun : *Duroméa (André)* (p. 2262).

Travaux d'intérêt général (TIG) : *Bonduel (Stéphane)* (p. 2257) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 2253).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2263, 2280) : *MM. Louis Virapoullé, rapporteur ; Albin Chalandon, ministre ; Michel Dreyfus-Schmidt, André Duroméa, Stéphane Bonduel, Louis Jung, Roger Romani, Félix Ciccolini, Jacques Grandon, Charles de Cuttoli, Michel Caldaguès, Emmanuel Hamel, Louis de Catuelan, Charles Lederman, Jean Delaneau, Pierre Méhaignerie, ministre ; Josselin de Rohan, Etienne Dailly.*

Avant l'art. 1er (p. 2263).

Rejetés : amendement n° 10 (art. additionnel) de M. Félix Ciccolini, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : publicité ou encouragement à consommer des boissons alcoolisées interdits sur les ondes de radiodiffusion et de télévision (p. 2265) – Amendement n° 16 (art. additionnel) de M. Charles Lederman, soutenu par M. André Duroméa : possibilité pour les associations régulièrement déclarées, qui se proposent par leurs statuts d'agir contre l'alcoolisme, de se porter partie civile contre les auteurs des délits routiers (p. 2267).

Retirés : amendement n° 7 (art. additionnel) de M. Stéphane Bonduel (p. 2264) – Amendement n° 15 (art. additionnel) de M. Charles Lederman, soutenu par M. André Duroméa : interdiction de la propagande ou de la publicité en faveur des boissons alcoolisées par des émissions de radiodiffusion ou de télévision, par des enregistrements ou par voie de télédistribution, (p. 2265).

Art. 1er *(Renforcement de la répression de la conduite sous l'empire d'un état alcoolique ou en état d'ivresse manifeste : paragraphes I et II de l'article L. 1er du code de la route)* – Adopté (p. 2267).

Art. 2 *(Institution d'une peine obligatoire en cas de cumul des deux infractions de conduite en état d'alcoolémie et d'homicide involontaire : paragraphe III de l'article L. 1er du code de la route)* (p. 2267).

Adopté : amendement n° 1 de M. Louis Virapoullé, rapporteur : suppression de cet article (p. 2269).

Retirés : amendements identiques n° 11 de M. Félix Ciccolini et n° 18 de M. Jean-Michel Baylet : suppression de cet article (p. 2268).

– L'art. 2 est supprimé (p. 2270).

Art. 3 *(Faculté pour le tribunal correctionnel de condamner le conducteur en état alcoolique, à titre de peine complémentaire, à un travail d'intérêt général, TIG : article L. 1er nouveau du code de la route)* (p. 2270).

Adopté : amendement n° 19 de M. Albin Chalandon, ministre : supression de cet article (p. 2271).

– L'art. 3 est supprimé (p. 2271).

Art. 4 *(Faculté pour le tribunal correctionnel de prononcer à l'encontre de l'auteur d'un des délits prévus aux articles L. 1er, L. 2, L. 4, L. 12 et L. 19 du code de la route une amende sous forme de jours-amendes à titre de peine complémentaire : article L. 1er-2 nouveau du code de la route)* (p. 2271).

Adopté : amendement n° 20 de M. Albin Chalandon, ministre : suppression de cet article (p. 2271).

– L'art. 4 est supprimé (p. 2271).

Art. 5 *(Relèvement des peines prévues en cas de délit de fuite : article L. 2 du code de la route)* – Adopté (p. 2271).

Art. 6 *(Faculté pour le tribunal correctionnel de prononcer, à titre de peine complémentaire, la confiscation ou l'immobilisation du véhicule : rétablissement de l'article L. 10 du code de la route)* (p. 2271).

Adopté : amendement n° 2 de M. Louis Virapoullé, rapporteur : protection des droits du créancier gagiste par l'application de l'article L. 25-5 du code de la route (p. 2273).

Rejeté : amendement n° 12 de M. Félix Ciccolini : possibilité donnée au juge de prononcer la confiscation ou l'immobilisation d'un ou plusieurs véhicules appartenant au prévenu (p. 2273).

Retiré : amendement n° 6 de M. Louis de Catuelan : exception à l'article L. 10 du code de la route ; impossibilité de prononcer la confiscation ou l'immobilisation du véhicule s'il est utilisé également par le conjoint qui n'en possède pas personnellement (p. 2272).

– L'art. 6, ainsi modifié, est adopté (p. 2273).

Après l'art. 6 (p. 2273).

Adopté : amendement n° 4 (art. additionnel) de M. Louis Virapoullé, rapporteur : préservation des droits du créancier gagiste lorsque le juge substitue à une peine d'emprisonnement la confiscation d'un ou de plusieurs véhicules appartenant au condamné (p. 2278).

Rejeté : amendement n° 3 (art. additionnel) de M. Louis Virapoullé, rapporteur : possibilité pour le préfet de décider, à titre exceptionnel, si la suspension est inférieure ou égale à trente jours, que le conducteur pourra faire usage de son permis de conduire pour l'exercice de son activité professionnelle (p. 2278).

Retiré : amendement n° 13 (art. additionnel) de M. Félix Ciccolini : droit de conduire pour l'exercice d'une activité professionnelle accordé par le préfet, en cas de suspension ou d'interdiction du permis de conduire décidée par ce dernier ; conditions fixées par arrêté préfectoral (p. 2277).

Devenu sans objet : sur l'amendement n° 3 de M. Louis Virapoullé, rapporteur, sous-amendement n° 23 de M. Jean Delaneau.

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2278).

Art. 7 *(Extension du champ d'application des dispositions de la loi du 17 janvier 1986, en cas de refus par le conducteur de se soumettre aux épreuves de vérification de l'imprégnation alcoolique : article L. 18-1 du code de la route)* – Adopté (p. 2278).

Art. 8 *(Renforcement des peines applicables en cas de conduite d'un véhicule malgré la suspension ou l'aliénation du permis de conduire : article L. 19 du code de la route)* – Adopté (p. 2278).

Après l'art. 8 (p. 2266 et 2278).

Adopté : amendement n° 5 (art. additionnel) de M. Louis Virapoullé, rapporteur : renforcement des peines applicables à toute personne qui, en récidive, au sens de l'article 474 du code pénal, aura conduit un véhicule sans être titulaire du permis de conduire (p. 2278).

Rejeté : amendement n° 8 (art. additionnel) de M. Stéphane Bonduel : possibilité pour les associations régulièrement déclarées qui se proposent, par leurs statuts, de combattre les accidents corporels de la circulation routière, de se constituer partie civile contre les auteurs des délits routiers (p. 2267).

Retirés : amendements (art. additionnels) de M. Henri Goetschy, soutenus par M. Louis de Catuelan, n° 21 : contrôle technique et réparations nécessaires obligatoires, tous les cinq ans, pour tous les véhicules immatriculés en France (p. 2279) – Et n° 22 : obligation pour les constructeurs d'équiper les véhicules de tourisme qui développent une puissance réelle de plus de 150 chevaux Din du système de freinage antibloquant (p. 2279).

Explications de vote sur l'ensemble : *MM. Félix Ciccolini* (p. 2279) ; *Stéphane Bonduel* (p. 2279) ; *Jean Delaneau* (p. 2279) ; *Michel Caldaguès* (p. 2279) ; *Etienne Dailly* (p. 2279, 2280) – Prévention routière, magistrature, code pénal, infractions.

Adoption (24 juin 1987) (p. 2280).

Discussion (deuxième lecture)

(30 juin 1987) (p. 2933, 2936).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2933, 2934) : *MM. Albin Chalandon, ministre de la justice ; Louis Virapoullé, rapporteur de la commission des lois ; Michel Darras.*

Cours et tribunaux : *Chalandon (Albin)* (p. 2933).

Magistrats : *Virapoullé (Louis)* (p. 2933).

Peines de substitution : *Chalandon (Albin)* (p. 2933) ; *Darras (Michel)* (p. 2934) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 2933).

Publicité : *Darras (Michel)* (p. 2934).

Radiodiffusion et télévision : *Darras (Michel)* (p. 2934).

Travaux d'intérêt général (TIG) : *Chalandon (Albin)* (p. 2933) ; *Darras (Michel)* (p. 2934) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 2933).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2934, 2935) : *MM. Michel Darras, Louis Virapoullé, rapporteur ; Albin Chalandon, ministre ; Jacques Descours Desacres.*

Art. 3 (p. 2934).

Parole sur l'article : *MM. Michel Darras* (p. 2934), *Louis Virapoullé* (p. 2934, 2935), *Albin Chalandon* (p. 2935).

Explications de vote sur l'article : *MM. Michel Darras* (p. 2935), *Jacques Descours Desacres* (p. 2935).

– L'art. 3 est adopté (p. 2935 ; scrutin public n° 267).

Art. 4 (p. 2935).

Parole sur l'article : *M. Michel Darras* (p. 2935).

– L'art. 4 est adopté (p. 2935).

Explications de vote sur l'ensemble : *MM. Michel Darras* (p. 2935), *Stéphane Bonduel* (p. 2936), *Paul Souffrin* (p. 2936) – Peines et amendes, sécurité routière.

Adoption (30 juin 1987) (p. 2936).

Clubs sportifs

Voir *Sports*, 2

Code civil

Voir *Autorité parentale*, 1
Entreprises, 1
Successions et libéralités, 1

Code de l'aviation civile

Voir *Aéronefs*, 1

Code de l'organisation judiciaire

Voir *Tribunaux de commerce*, 1

Code de la construction et de l'habitation

Voir *Logement*, 4

Code de la route

Voir *Circulation routière*, 2

Code de la santé publique

Voir *Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure*, 1
Sécurité sociale, 1

Code de la sécurité sociale

Voir *Accidents du travail*, 1
Assurance invalidité décès, 1
Sécurité sociale, 1 ; 4

Code de procédure pénale

Voir *Circulation routière*, 1
Police, 2 ; 4
Procédure pénale, 1 ; 2

Code des assurances

Voir *Assurances*, 1

Code des communes

Voir *Communes*, 2
Police, 2

Code des débits de boissons

Voir *Jeux et paris*, 1
Tourisme, 1

Code des douanes

Voir *Impôts et taxes*, 1

Code des pensions civiles et militaires de retraite

Voir *Fonctionnaires et agents publics*, 3
Rapatriés, 1

Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre

Voir *Anciens combattants et victimes de guerre*, 1
Veuves, 3

Code des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel

Voir *Justice*, 2

Code du service national

Voir *Service national*, 1

Code du travail

Voir *Apprentissage*, 1
Chômage, 1
Formation professionnelle, 1
Grève (droit de), 1
Handicapés, 1

Code électoral

Voir *Communes*, 1
Elections, 6 ; 7 ; 11
Incompatibilités, 1
Nouvelle-Calédonie, 1 ; 3

Code forestier

Voir *Sécurité civile*, **1**

Code général des impôts

Voir *Bourses de valeurs*, **1**
Entreprises, **1**
Epargne, **1**
Impôts et taxes, **1**

Code pénal

Voir *Communication audiovisuelle*, **1** ; **2**
Droit pénal, **1** ; **2**
Ordre public, **2**
Stupéfiants, **1**

Code rural

Voir *Sécurité sociale*, **1** ; **4**

Coiffeurs

Voir *Commerce et artisanat*, **1**

Collectivités territoriales

Voir *Assurance vieillesse*, **1**
Chambres régionales des comptes, **1**
Finances locales, **1** ; **3**
Fonction publique territoriale, **1**
Logement, **3**
Prévision économique, **2**
Questions orales sans débat n° **202** ; n° **239**
Rappels au Règlement, **33** ; **34**
Urbanisme, **1**

1. – **Dépôt par le Gouvernement du quatrième rapport** sur le contrôle *a posteriori* des actes des **collectivités locales** et des **établissements publics locaux**, établi en application des dispositions de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions (8 avril 1987) (p. 63).

2. – **Projet de loi d'amélioration de la décentralisation,** PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Jacques Chirac, Premier ministre, par M. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur, et par M. Yves Galland, ministre chargé des collectivités locales (7 juillet 1987) [n° **351** (86-87)] – Renvoi à la commission des lois – Pour avis aux commissions des finances et des affaires économiques – Rapport de M. Paul Girod (7 octobre 1987) [n° **26** (87-88)] – Avis de M. Bernard Pellarin (7 octobre 1987) [n° **25** (87-88)] – Et de M. Jean Faure (14 octobre 1987) [n° **54** (87-88)] – Urgence – Discussion (20, 21 et 22 octobre 1987) – Adoption (22 octobre 1987) [n° **6**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (23 octobre 1987) [n° **973**] – Renvoi à la commission des lois – Pour avis à la commission des finances – Rapport de M. Dominique Perben (10 décembre 1987) [n° **1128**] – Avis de M. Francis Saint-Ellier – Et de M. Jean de Gaulle – Discussion (14, 15 et 16 décembre 1987) – Adoption (16 décembre 1987) [n° **207**].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (16 décembre 1987) [n° **173** (87-88)] – Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Dominique Perben (17 décembre 1987) [n° **1154**] – Discussion (20 décembre 1987) – Adoption (20 décembre 1987) [n° **225**].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Paul Girod (17 décembre 1987) [n° **175** (87-88)] – Discussion (20 décembre 1987) – Adoption (20 décembre 1987) [n° **74**].

PROMULGATION : Loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 (*J.O.* Lois et décrets du 6 janvier 1988).

Discussion (première lecture)

(20 octobre 1987) (p. 3249, 3290) ; (21 octobre 1987) (p. 3299, 3361) ; (22 octobre 1987) (p. 3372, 3389 ; 3391, 3398 ; 3418, 3452).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3249, 3290 ; 3299, 3314) : *MM. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur ; Yves Galland, ministre chargé des collectivités locales ; Paul Girod, rapporteur de la commission des lois ; Bernard Pellarin, rapporteur pour avis de la commission des finances ; Jean Faure, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; Louis Souvet, Gérard Delfau, Mme Paulette Fost, MM. Pierre Salvi, Stéphane Bonduel, Jean Puech, Pierre Dumas, René Régnault, Paul Séramy, Georges Mouly, Maurice Arreckx – Jacques Oudin, Marcel Bony, Henri Goetschy, Jean Boyer, Jean Simonin, Jacques Machet, José Balarello, Jacques Descours Desacres, Bernard Barbier, et les orateurs sur les motions.*

Action sanitaire et sociale : *Galland (Yves)* (p. 3314) ; *Goetschy (Henri)* (p. 3303) ; *Puech (Jean)* (p. 3283) ; *Simonin (Jean)* (p. 3304).

Administration fiscale : *Descours Desacres (Jacques)* (p. 3308).

Aménagement du territoire : *Balarello (José)* (p. 3306) ; *Fost (Paulette)* (p. 3275).

Aménagement rural : *Galland (Yves)* (p. 3252) ; *Girod (Paul)* (p. 3257) ; *Mouly (Georges)* (p. 3289) ; *Pellarin (Bernard)* (p. 3260).

Association des maires de France : *Galland (Yves)* (p. 3251) ; *Régnault (René)* (p. 3268).

Associations : *Bonduel (Stéphane)* (p. 3281) ; *Galland (Yves)* (p. 3311).

Assurance construction : *Galland (Yves)* (p. 3314).

Assurances : *Fost (Paulette)* (p. 3276).

Banques et établissements financiers : *Vizet (Robert)* (p. 3265).

Baux : *Girod (Paul)* (p. 3259).

Caisse centrale de coopération des collectivités territoriales : *Fost (Paulette)* (p. 3277).

Caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales (CAECL) : *Fost (Paulette)* (p. 3276).

Caisse des dépôts et consignations (CDC) : *Simonin (Jean)* (p. 3305).

Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (CNRACL) : *Salvi (Pierre)* (p. 3279).

Caisses d'épargne : *Fost (Paulette)* (p. 3276).

Chambres régionales des comptes : *Arreckx (Maurice)* (p. 3290) ; *Balarello (José)* (p. 3307) ; *Bonduel (Stéphane)* (p. 3281) ; *Bony (Marcel)* (p. 3302) ; *Boyer (Jean)* (p. 3304) ; *Delfau (Gérard)* (p. 3274) ; *Descours Desacres (Jacques)* (p. 3274) ; *Galland (Yves)* (p. 3253, 3254, 3271, 3311, 3312, 3313) ; *Girod (Paul)* (p. 3257, 3270) ; *Machet (Jacques)* (p. 3305) ; *Oudin (Jacques)* (p. 3299, 3300, 3301) ; *Pellarin (Bernard)* (p. 3261) ; *Régnault (René)* (p. 3267, 3268, 3269, 3285, 3286) ; *Salvi (Pierre)* (p. 3278, 3280) ; *Séramy (Paul)* (p. 3287, 3288).

Chômage : *Fost (Paulette)* (p. 3275).

Code des marchés publics : *Salvi (Pierre)* (p. 3279).

Collectivités territoriales : *Bonduel (Stéphane)* (p. 3282).

Collectivités territoriales d'outre-mer : *Galland (Yves)* (p. 3252).

Collectivités territoriales (interventions économiques) : *Balarello (José)* (p. 3306) ; *Bonduel (Stéphane)* (p. 3281) ; *Delfau (Gérard)* (p. 3273, 3274) ; *Dumas (Pierre)* (p. 3284) ; *Faure (Jean)* (p. 3261, 3262) ; *Fost (Paulette)* (p. 3276) ; *Galland (Yves)* (p. 3253, 3310, 3311) ; *Girod (Paul)* (p. 3257) ; *Machet*

(Jacques) (p. 3305) ; *Mouly (Georges)* (p. 3289) ; *Pasqua (Charles)* (p. 3250) ; *Pellarin (Bernard)* (p. 3260) ; *Salvi (Pierre)* (p. 3278) ; *Simonin (Jean)* (p. 3304) ; *Souvet (Louis)* (p. 3272) ; *Vizet (Robert)* (p. 3265).

Collèges : *Galland (Yves)* (p. 3314) ; *Goetschy (Henri)* (p. 3303).

Communes : *Dumas (Pierre)* (p. 3284) ; *Galland (Yves)* (p. 3254) ; *Souvet (Louis)* (p. 3272).

Communes rurales : *Fost (Paulette)* (p. 3275) ; *Galland (Yves)* (p. 3251, 3314) ; *Girod (Paul)* (p. 3257) ; *Machet (Jacques)* (p. 3305) ; *Pasqua (Charles)* (p. 3250) ; *Pellarin (Bernard)* (p. 3259) ; *Salvi (Pierre)* (p. 3277).

Communes (syndicats) : *Barbier (Bernard)* (p. 3309) ; *Boyer (Jean)* (p. 3304) ; *Galland (Yves)* (p. 3255) ; *Girod (Paul)* (p. 3258) ; *Pellarin (Bernard)* (p. 3261).

Communes touristiques et thermales : *Balarello (José)* (p. 3307) ; *Bonduel (Stéphane)* (p. 3282) ; *Bony (Marcel)* (p. 3302) ; *Dumas (Pierre)* (p. 3285) ; *Faure (Jean)* (p. 3262) ; *Galland (Yves)* (p. 3255, 3313, 3314) ; *Girod (Paul)* (p. 3258) ; *Mouly (Georges)* (p. 3289) ; *Pasqua (Charles)* (p. 3251) ; *Pellarin (Bernard)* (p. 3260).

Conseil constitutionnel (décisions) : *Girod (Paul)* (p. 3266).

Conseils municipaux : *Dumas (Pierre)* (p. 3284).

Constitution : *Galland (Yves)* (p. 3266) ; *Girod (Paul)* (p. 3266).

Coopération intercommunale : *Arreckx (Maurice)* (p. 3289) ; *Bonduel (Stéphane)* (p. 3282) ; *Bony (Marcel)* (p. 3302) ; *Boyer (Jean)* (p. 3304) ; *Delfau (Gérard)* (p. 3274) ; *Dumas (Pierre)* (p. 3284) ; *Galland (Yves)* (p. 3254, 3255, 3271, 3313) ; *Girod (Paul)* (p. 3258, 3270) ; *Machet (Jacques)* (p. 3305) ; *Mouly (Georges)* (p. 3289) ; *Pasqua (Charles)* (p. 3251) ; *Pellarin (Bernard)* (p. 3260) ; *Régnault (René)* (p. 3267, 3287).

Coopération intercommunale (groupe de travail) : *Barbier (Bernard)* (p. 3308).

Cour des comptes : *Delfau (Gérard)* (p. 3273) ; *Oudin (Jacques)* (p. 3299, 3300, 3301).

Décentralisation : *Balarello (José)* (p. 3306) ; *Fost (Paulette)* (p. 3276) ; *Girod (Paul)* (p. 3256) ; *Pasqua (Charles)* (p. 3249, 3250) ; *Régnault (René)* (p. 3267) ; *Vizet (Robert)* (p. 3263).

Déconcentration : *Pasqua (Charles)* (p. 3250).

Départements : *Arreckx (Maurice)* (p. 3290) ; *Bonduel (Stéphane)* (p. 3281) ; *Galland (Yves)* (p. 3252) ; *Goetschy (Henri)* (p. 3303) ; *Pellarin (Bernard)* (p. 3260) ; *Souvet (Louis)* (p. 3272).

Domaine public : *Girod (Paul)* (p. 3259).

Dotation de compensation : *Salvi (Pierre)* (p. 3279).

Dotation générale de décentralisation (DGD) : *Régnault (René)* (p. 3285).

Dotation globale de fonctionnement (DGF) : *Galland (Yves)* (p. 3255, 3271, 3314) ; *Machet (Jacques)* (p. 3305) ; *Pellarin (Bernard)* (p. 3260) ; *Régnault (René)* (p. 3285) ; *Salvi (Pierre)* (p. 3279).

Dotation globale d'équipement (DGE) : *Balarello (José)* (p. 3306) ; *Bonduel (Stéphane)* (p. 3281) ; *Galland (Yves)* (p. 3251, 3271, 3309) ; *Mouly (Georges)* (p. 3289) ; *Pasqua (Charles)* (p. 3250) ; *Pellarin (Bernard)* (p. 3259, 3260) ; *Régnault (René)* (p. 3285, 3286) ; *Salvi (Pierre)* (p. 3277) ; *Souvet (Louis)* (p. 3272).

Dotation globale d'équipement (DGE) (première part) : *Galland (Yves)* (p. 3252) ; *Girod (Paul)* (p. 3256).

Dotation globale d'équipement (DGE) (seconde part) : *Galland (Yves)* (p. 3252, 3310) ; *Girod (Paul)* (p. 3257).

Dotation globale d'équipement (DGE) (statistiques) : *Galland (Yves)* (p. 3310).

Education : *Galland (Yves)* (p. 3310) ; *Goetschy (Henri)* (p. 3303) ; *Puech (Jean)* (p. 3283).

Elus locaux : *Girod (Paul)* (p. 3258) ; *Pasqua (Charles)* (p. 3250).

Elus locaux (statut) : *Fost (Paulette)* (p. 3277).

Endettement (collectivités territoriales) : *Fost (Paulette)* (p. 3276) ; *Vizet (Robert)* (p. 3264, 3265).

Entreprises : *Fost (Paulette)* (p. 3276).

Entreprises (aides aux) : *Balarello (José)* (p. 3307) ; *Bonduel (Stéphane)* (p. 3281) ; *Bony (Marcel)* (p. 3302) ; *Delfau (Gérard)* (p. 3273) ; *Faure (Jean)* (p. 3261) ; *Galland (Yves)* (p. 3253, 3311) ; *Girod (Paul)* (p. 3257) ; *Pasqua (Charles)* (p. 3250) ; *Pellarin (Bernard)* (p. 3260) ; *Régnault (René)* (p. 3286) ; *Souvet (Louis)* (p. 3272).

Entreprises (création) : *Galland (Yves)* (p. 3253).

Equipements collectifs : *Salvi (Pierre)* (p. 3277) ; *Vizet (Robert)* (p. 3265).

Essonne (département) : *Simonin (Jean)* (p. 3305).

Finances locales : *Boyer (Jean)* (p. 3304) ; *Dumas (Pierre)* (p. 3284) ; *Galland (Yves)* (p. 3271, 3309, 3313) ; *Girod (Paul)* (p. 3270) ; *Pasqua (Charles)* (p. 3250) ; *Pellarin (Bernard)* (p. 3260) ; *Régnault (René)* (p. 3269) ; *Salvi (Pierre)* (p. 3278, 3279) ; *Vizet (Robert)* (p. 3263, 3264).

Finances locales (contrôle) : *Arreckx (Maurice)* (p. 3289) ; *Balarello (José)* (p. 3307) ; *Bony (Marcel)* (p. 3302) ; *Delfau (Gérard)* (p. 3273) ; *Descours Desacres (Jacques)* (p. 3308) ; *Galland (Yves)* (p. 3253, 3254, 3312, 3313) ; *Girod (Paul)* (p. 3257, 3258) ; *Machet (Jacques)* (p. 3305) ; *Mouly (Georges)* (p. 3289) ; *Oudin (Jacques)* (p. 3299, 3301) ; *Pasqua (Charles)* (p. 3250) ; *Pellarin (Bernard)* (p. 3259, 3261) ; *Régnault (René)* (p. 3269, 3286) ; *Salvi (Pierre)* (p. 3278) ; *Séramy (Paul)* (p. 3288) ; *Vizet (Robert)* (p. 3265).

Finances publiques : *Oudin (Jacques)* (p. 3299, 3300).

Fiscalité locale : *Fost (Paulette)* (p. 3276) ; *Pellarin (Bernard)* (p. 3259) ; *Puech (Jean)* (p. 3283) ; *Salvi (Pierre)* (p. 3279, 3280) ; *Simonin (Jean)* (p. 3305) ; *Vizet (Robert)* (p. 3264, 3265).

Fonction publique territoriale : *Régnault (René)* (p. 3269).

Fonds de compensation de la TVA : *Pellarin (Bernard)* (p. 3260) ; *Salvi (Pierre)* (p. 3279).

Garanties d'emprunt : *Balarello (José)* (p. 3307) ; *Bonduel (Stéphane)* (p. 3281) ; *Faure (Jean)* (p. 3261, 3262) ; *Galland (Yves)* (p. 3253, 3311) ; *Pellarin (Bernard)* (p. 3260) ; *Simonin (Jean)* (p. 3304, 3305).

Habitations à loyer modéré (HLM) : *Galland (Yves)* (p. 311) ; *Simonin (Jean)* (p. 3305).

Intérêts moratoires : *Arreckx (Maurice)* (p. 3289) ; *Galland (Yves)* (p. 3310) ; *Salvi (Pierre)* (p. 3279).

Lozère (département) : *Galland (Yves)* (p. 3252).

Magistrats : *Balarello (José)* (p. 3307).

Maires : *Delfau (Gérard)* (p. 3274).

Météorologie : *Régnault (René)* (p. 3267).

Ordonnateurs : *Oudin (Jacques)* (p. 3300).

Parlement (information) : *Oudin (Jacques)* (p. 3301).

Placements financiers : *Fost (Paulette)* (p. 3275).

Plan : Vizet (Robert) (p. 3263).

Politique économique et sociale : *Fost (Paulette)* (p. 3276).

Potentiel fiscal : *Descours Desacres (Jacques)* (p. 3308) ; *Galland (Yves)* (p. 3252, 3310) ; *Girod (Paul)* (p. 3256) ; *Pellarin (Bernard)* (p. 3260) ; *Puech (Jean)* (p. 3283) ; *Régnault (René)* (p. 3286).

Profits : *Fost (Paulette)* (p. 3275).

Régions : *Arreckx (Maurice)* (p. 3290) ; *Galland (Yves)* (p. 3310) ; *Souvet (Louis)* (p. 3272).

Rhin (Haut) (département) : *Goetschy (Henri)* (p. 3303).

Service public : *Fost (Paulette)* (p. 3275).

Taxe de séjour : *Darras (Pierre)* (p. 3285) ; *Faure (Jean)* (p. 3262) ; *Galland (Yves)* (p. 3255) ; *Girod (Paul)* (p. 3258).

Trésoriers payeurs généraux (TPG) : *Arreckx (Maurice)* (p. 3289) ; *Bonduel (Stéphane)* (p. 3281) ; *Bony (Marcel)* (p. 3302) ; *Boyer (Jean)* (p. 3304) ; *Galland (Yves)* (p. 3254, 3312) ; *Girod (Paul)* (p. 3258) ; *Pasqua (Charles)* (p. 3250) ; *Pellarin (Bernard)* (p. 3261) ; *Régnault (René)* (p. 3268) ; *Séramy (Paul)* (p. 3288).

Tutelle administrative : *Delfau (Gérard)* (p. 3274) ; *Fost (Paulette)* (p. 3275) ; *Galland (Yves)* (p. 3312) ; *Régnault (René)* (p. 3267) ; *Vizet (Robert)* (p. 3266).

Motion n° 2 de Mme Hélène Luc, soutenue par M. Robert Vizet, **tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité** (p. 3262) – *MM. Robert Vizet, Paul Girod, rapporteur ; Yves Galland, ministre.*

Rejet de la motion (p. 3267 ; scrutin public n° 5).

Motion n° 1 de M. René Régnault **tendant à opposer la question préalable** (p. 3267) – *MM. René Régnault, Paul Girod, rapporteur ; Yves Galland, ministre.*

Rejet de la motion (p. 3272 ; scrutin public n° 6).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3315, 3361 ; 3372, 3389 ; 3391, 3398 ; 3418, 3449) : *MM. Guy Malé, Paul Girod, rapporteur ; Yves Galland, ministre ; Pierre Salvi, Mme Paulette Fost, MM. Bernard Pellarin, rapporteur pour avis ; René Régnault, Jean-Marie Girault, Henri Goetschy, Lucien Neuwirth, Jacques Descours Desacres, Josy Moinet, Marc Lauriol, Hubert Haenel, Dominique Pado, Jean-Luc Bécart, Joseph Caubert, André Duroméa, Louis Virapoullé, Daniel Hoeffel, Marcel Rudloff, Maurice Schumann, Jean Boyer, Josy Moinet, au nom de la commission des finances ; Jacques Larché, président de la commission des lois ; Jacques Moutet, Mme Hélène Luc, MM. Jacques Oudin, Emmanuel Hamel, Guy de La Verpillière, Mme Danielle Bidard-Reydet, MM. Gérard Larcher, Louis Longequeue, Louis Boyer, André-Georges Voisin, Robert Laucournet, Robert Vizet, Roland du Luart, Pierre Schiélé, Christian Bonnet, Jacques Chaumont.*

Avant le titre I^er^ (p. 3315).

Adoptés : amendements de M. Henri Goetschy n° 138 (art. additionnel) : dispositions du code des communes s'appliquant aux départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin : possibilité pour un groupement de collectivités d'avoir en commun un ou plusieurs gardes champêtres compétents sur l'ensemble des territoires constituant ce groupement (p. 3326) – Et n° 137 (titre additionnel) : des compétences des gardes champêtres en Alsace-Moselle (p. 3327 ; précédemment réservé p. 3323).

Rejetés : amendements de Mme Paulette Fost n° 120 (art. additionnel) : statut de l'élu territorial ; indemnisation des fonctions électives (p. 3319) – Et n° 179 (art. additionnel ; reprise de l'amendement n° 9) : ouverture d'un droit d'option en faveur de la première part de la dotation globale d'équipement, DGE, pour les communes de moins de 2000 habitants (p. 3332 ; scrutin public n° 7).

Retirés : amendements n° 6 (division et article additionnels) de M. Louis de Catuelan, soutenus par M. Guy Malé : rétablissement du scrutin de liste majoritaire avec panachage pour toutes les communes de moins de 10 000 habitants (p. 3316) – Amendements de M. Pierre Salvi n° 7 (division et article additionnels) : création d'une commission chargée d'étudier une réforme de la fiscalité locale (p. 3317) – Et n° 8 (art. additionnel) (p. 3317) – Amendements (art. additionnels) de M. Henri Goetschy n^os^ 134, 135 et 136 : amélioration de la répartition des compétences en matière d'aide sociale (p. 3323) – Amendements (art. additionnels) de M. Henri Goetschy, n° 139 (p. 3326) – Et n° 9 : ouverture d'un droit d'option en faveur de la première part de la dotation globale d'équipement, DGE, pour les communes de moins de 2000 habitants (p. 3331) – Amendement n° 129 (art. additionnel) de M. Gérard Larcher, soutenu par M. Marc Lauriol : présentation par le Gouvernement au Parlement d'un projet de calcul de la dotation globale d'équipement, DGE, établi sur de nouveaux critères reposant sur des valeurs économiques réelles (p. 3328) – Amendement n° 91 (art. additionnel) de M. Hubert Haenel : ouverture d'un droit d'option en faveur de la première part de la dotation globale d'équipement, DGE, pour les communes de moins de 2000 habitants (p. 3330).

Devenus sans objet : amendement n° 119 de Mme Paulette Fost (p. 3319 ; précédemment réservé p. 3318) – Amendement n° 133 de M. Henri Goetschy (p. 3323 ; précédemment réservé p. 3322) – Amendement n° 121 (art. additionnel) de Mme Paulette Fost : ouverture d'un droit d'option en faveur de la première part de la dotation globale d'équipement, DGE, pour les communes de moins de 2000 habitants (p. 3332).

Irrecevables (article 40 de la Constitution) : amendement n° 13 (division et article additionnels) de M. Guy Malé (précédemment retiré p. 3318), repris par Mme Paulette Fost : délai de remboursement de la taxe sur la valeur ajoutée acquittée sur les investissements des collectivités territoriales (p. 3318) – Amendements analogues (art. additionnels) n° 90 de M. Jean Colin, soutenu par M. Guy Malé, n° 94 de M. Jean-Marie Girault, et n° 123 de Mme Paulette Fost : abrogation de l'article 78 de la loi de finances pour 1986 organisant une surcompensation entre les régimes spéciaux d'assurance vieillesse du secteur public (p. 3322).

Non soutenu : amendement n° 4 de M. Louis de Catuelan (p. 3315).

– Une division nouvelle et un article additionnel sont insérés dans le projet de loi avant le titre I^er^ (p. 3326, 3327).

Art. 1^er^ *(Modalités de répartition de la seconde part de la dotation globale d'équipement des communes)* (p. 3332).

Parole sur l'article : *M. Jean-Luc Bécart* (p. 3332).

Adoptés : amendements n^os^ 48 et 49 de M. Paul Girod, rapporteur : rédactionnels (p. 3334).

Rejeté : amendement n° 15 de Mme Paulette Fost, soutenu par M. Jean-Luc Bécart : suppression de cet article (p. 3334 ; scrutin public n° 8).

Irrecevable (article 40 de la Constitution) : amendement n° 142 de M. André Méric, soutenu par M. André Régnault : principe du maintien du montant du taux de concours attribué aux communes relevant de la première part de la dotation globale d'équipement pour 1988 (p. 3334).

Explication de vote sur l'article : *M. Jacques Descours Desacres* (p. 3334).

– L'article 1^er^, ainsi modifié, est adopté (p. 3334).

Art. 2 *(Modalités de répartition de la première part de la dotation globale d'équipement des départements)* (p. 3334).

Parole sur l'article : *M. Joseph Caupert* (p. 3335).

Adopté : amendement n° 166 de M. Yves Galland, ministre : harmonisation des modalités d'attribution aux départements défavorisés de la majoration pour insuffisance de potentiel fiscal ; garantie d'évolution et seuil d'écrêtement (p. 3338 ; priorité ordonnée p. 3337).

Retirés : amendement n° 29 de M. Bernard Pellarin, rapporteur pour avis : suppression de cet article (p. 3337) – Amendements de M. Paul Girod, rapporteur, n^os^ 50, 51, 52, 53 et 54 : modification des modalités de répartition de la première part de la dotation globale d'équipement du département (p. 3337).

Devenu sans objet : amendement n° 16 de Mme Paulette Fost, soutenu par M. André Duroméa : suppression de cet article (p. 3338).

– L'article 2, dans la rédaction de l'amendement n° 166, est adopté (p. 3338).

Art. 3 *(Modalités de répartition de la seconde part de la dotation globale d'équipement des départements)* (p. 3338).

Adopté : amendement n° 30 de M. Bernard Pellarin, rapporteur pour avis : modalités de répartition de la seconde part de la

DGE des départements : suppression de l'affectation de la part réservée à l'aménagement foncier et au remembrement (p. 3339).

Rejeté : amendement n° 17 de Mme Paulette Fost : suppression, par coordination, de cet article (p. 3339).

Retiré : amendement n° 55 de M. Paul Girod, rapporteur : modalités de répartition de la seconde part de la DGE des départements : suppression de l'affectation de la part réservée à l'aménagement foncier et au remembrement (p. 3339).

– L'article 3, dans la rédaction de l'amendement n° 30, est adopté (p. 3339).

Art. 4 *(Suppression des aides des communes aux entreprises en difficulté)* (p. 3339).

Parole sur l'article : *Mme Paulette Fost* (p. 3339).

Adoptés : amendement n° 56 de M. Paul Girod, rapporteur : rétablissement de la possibilité de conventions intercommunales pour les opérations de soutien aux services commerciaux minima en milieu rural (p. 3342) – Amendement n° 32 de M. Bernard Pellarin, rapporteur pour avis : suppression des aides du département aux entreprises en difficulté ; pouvoir d'aide conjointe avec la région (p. 3346) ; sous-amendement n° 175 de M. Louis Virapoullé (p. 3345) – Amendement n° 33 de M. Bernard Pellarin, rapporteur pour avis : coordination avec l'amendement n° 32 (p. 3346).

Rejetés : amendement n° 18 de M. Paulette Fost, soutenu par M. Jean-Luc Bécart : suppression de cet article (p. 3341) – Amendement n° 143 de M. André Méric, soutenu par M. René Régnault : suppression des dispositions retirant aux communes la possibilité d'aider les entreprises en difficulté (p. 3342).

Retirés : amendement n° 31 de M. Bernard Pellarin, rapporteur pour avis : possibilité pour les communes octroyant des aides au maintien des services en milieu rural de s'associer à d'autres collectivités intéressées dans le cadre d'une convention (p. 3341) – Amendement n° 145 de M. André Méric, soutenu par M. René Régnault : aides au maintien des services en milieu rural ; possibilité pour la commune de passer des conventions avec d'autres collectivités concernées et disposant de moyens adaptés à la conduite de ces actions (p. 3342) – Amendement n° 3 de M. Daniel Hoeffel : suppression des aides des départements aux entreprises en difficulté (p. 3344) – Amendement n° 57 de M. Paul Girod, rapporteur : rédactionnel (p. 3344).

Devenu sans objet : sur l'amendement n° 3 de M. Daniel Hoeffel, sous-amendement n° 174 de M. Louis Virapoullé (p. 3344).

Non soutenu : amendement n° 144 de M. François Autain (p. 3342).

– L'article 4, ainsi modifié, est adopté (p. 3346).

Art. 5 *(Renforcement des conditions d'octroi des garanties d'emprunt)* (p. 3346).

Parole sur l'article : *M. Maurice Schumann* (p. 3346), *Mme Paulette Fost* (p. 3347), *MM. Lucien Neuwirth* (p. 3347), *Yves Galland, ministre* (p. 3347).

Adoptés : amendements de M. Paul Girod, rapporteur, n° 58 : rédactionnel (p. 3348) – Et n° 59 : montant des provisions constituées par la commune pour couvrir les garanties des cautions accordées ; coefficient multiplicateur (p. 3348) – Amendements de M. Bernard Pellarin, rapporteur pour avis, n° 34 : constitution d'un établissement de crédit sous forme de société anonyme (p. 3348) – Et n° 35 : participation obligatoire d'une banque au capital de cette société (p. 3349).

Retiré : amendement n° 95 de M. Jean Boyer : renforcement des conditions d'octroi des garanties d'emprunt par les communes : participation obligatoire d'une banque au capital de la société financière constituée à cet effet (p. 3348).

– L'article 5, ainsi modifié, est adopté (p. 3349).

Art. 6 *(Renforcement des conditions d'octroi des garanties d'emprunt)* (p. 3349).

Adoptés : amendements de M. Paul Girod, rapporteur, n° 60 : rédactionnel (p. 3349) – Et n° 61 : coefficient multiplicateur du montant des provisions spécifiques constituées par le département pour couvrir les garanties des cautions accordées (p. 3349) – Amendements de M. Bernard Pellarin, rapporteur pour avis, n° 36 : dans le département, constitution d'un établissement de crédit sous forme de société anonyme (p. 3349) – Et n° 37 : participation obligatoire d'une banque au capital de cette société (p. 3349).

Retiré : amendement n° 96 de M. Jean Boyer (p. 3349).

– L'article 6, ainsi modifié, est adopté (p. 3349).

Art. 7 *(Renforcement des conditions d'octroi des garanties d'emprunt)* (p. 3349).

Adoptés : amendements de M. Paul Girod, rapporteur, n° 62 : rédactionnel (p. 3350) – Et n° 63 : coefficient multiplicateur du montant des provisisions spécifiques constituées par la région pour couvrir les garanties et cautions accordées (p. 3350) – Amendements de M. Bernard Pellarin, rapporteur pour avis, n° 38 : dans la région, constitution d'un établissement de crédit sous forme de société anonyme (p. 3350) – Et n° 39 : participation obligatoire d'une banque au capital de cette scoiété (p. 3350).

Retiré : amendement n° 97 de M. Jean Boyer (p. 3350).

– L'article 7, ainsi modifié, est adopté (p. 3350).

Après l'art. 7 (p. 3350).

Rejeté : amendement n° 124 (art. additionnnel) de Mme Paulette Fost, soutenu par M. Jean-Luc Bécart : inclusion d'un projet de réforme de la taxe professionnelle dans la prochaine loi de finances (p. 3352 ; scrutin public n° 9).

Irrecevables (article 40 de la Constitution) : amendements (art. additionnels) de Mme Paulette Fost, n° 122, soutenu par M. Jean-Luc Bécart : suppression de la contribution de la caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales, CAECL, au financement de la surcompensation imposée à la caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales, CNRACL (p. 3351) – Et n° 128 : abrogation de dispositions de la loi de finances pour 1987 relative aux dépenses des sapeurs pompiers (p. 3353).

Irrecevables (article 18 de l'ordonnance du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances) : amendements (art. additionnels) de Mme Paulette Fost, n° 125 : rétablissement du fonds spécial d'investissement routier (p. 3352) – Et n° 127, soutenu par M. Jean-Luc Bécart : création d'un fonds d'allègement de la dette des collectivités locales (p. 3353).

Avant l'art. 8 (p. 3353).

Adopté : amendement n° 69 (art. additionnels) de M. Paul Girod, rapporteur : concours financiers des communes aux services publics industriels et commerciaux (p. 3356).

Retiré : amendement n° 167 (art. additionnel) de M. Yves Galland, ministre : concours financiers des communes aux services publics industriels et commerciaux (p. 3356 ; priorité ordonnée p. 3355).

Non soutenus : amendement n° 10 (art. additionnel) de M. Pierre Salvi (p. 3353) – Amendement n° 11 (art. additionnel) de M. Georges Treille (p. 3353) – Amendement n° 59 (art. additionnel) de M. André Bohl (p. 3354).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3356).

Art. 8 *(Engagement des dépenses d'investissement avant le vote du budget primitif)* (p. 3357).

Adopté : amendement n° 40 de M. Bernard Pellarin, rapporteur pour avis : rédactionnel (p. 3357).

Rejeté : amendement n° 19 de Mme Paulette Fost, soutenu par M. Jean-Luc Bécart : suppression de cet article (p. 3357).

– L'article 8, ainsi modifié, est adopté (p. 3357).

Après l'art. 8 (p. 3357).

Rejeté : amendement n° 146 (art. additionnel) de M. André Méric, soutenu par M. René Régnault : dates d'adoption du

budget primitif des groupements de communes et des syndicats mixtes (p. 3358).

Art. 9 *(Inscription au budget communal d'un crédit pour dépenses imprévues)* (p. 3358).

Adopté : amendement n° 64 de M. Paul Girod, rapporteur : relèvement du plafond du crédit pour dépenses imprévues (p. 3359).

Rejeté : amendement n° 20 de Mme Paulette Fost : suppression de cet article (p. 3359).

– L'article 9, ainsi modifié, est adopté (p. 3359).

Art. 10 *(Inscription au budget départemental d'un crédit pour dépenses imprévues)* (p. 3359).

Devenu sans objet : amendement n° 21 de Mme Paulette Fost (p. 3359).

– L'article 10 est adopté (p. 3359).

Art.11 *(Inscription au budget régional d'un crédit pour dépenses imprévues)* (p. 3359).

Devenu sans objet : amendement n° 22 de Mme Paulette Fost (p. 3359).

– L'article 11 est adopté (p. 3359).

Avant l'art. 12 (p. 3359).

Adopté : amendement n° 65 (art. additionnel) de M. Paul Girod, rapporteur : inscription comme ressources certaines au budget primitif suivant d'un excédent reportable (p. 3360).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3360).

Art. 12 *(Ajustements de crédits au cours de la journée complémentaire)* (p. 3360).

Adoptés : amendements de M. Paul Girod, rapporteur, n^os^ 66, 67 et 68 : assouplissement de la procédure d'ajustement de crédits dans la période suivant immédiatement la fin d'exercice (p. 3361).

Retiré : amendement n° 41 de M. Bernard Pellarin, rapporteur pour avis : rédactionnel (p. 3361).

Devenu sans objet : amendement n° 23 de Mme Paulette Fost (p. 3360).

– L'article 12, ainsi modifié, est adopté (p. 3361).

Art. 13 *(Ajustements de crédits au cours de la journée complémentaire)* – Adopté (p. 3361).

Art. 14 *(Contrôle financier des comptes des collectivités locales)* (p. 3372).

Parole sur l'article : *Mme Paulette Fost* (p. 3272), *M. René Régnault* (p. 3373).

Demande de priorité présentée par M. Paul Girod, rapporteur, concernant les amendements n° 71, assorti des sous-amendements n^os^ 173 et 181, n° 72 assorti du sous-amendement n° 182, n° 73, assorti du sous-amendement n° 176, n° 74, n° 70, n° 113, assorti du sous-amendement n° 140, n° 14 et n° 98 – La priorité est ordonnée (p. 3377).

Adoptés : amendements de M. Paul Girod, rapporteur, n° 71 : contrôle de la chambre régionale des comptes ; substitution de la notion d'emploi régulier des fonds à la notion de bon emploi (p. 3384 ; scrutin public n° 11) – N° 72 : conditions de l'examen par les chambres régionales des comptes des établissements, sociétés, groupements ou organismes dépendant des collectivités territoriales (p. 3384) – N° 73 : entretien préalable entre un membre de la chambre régionale et l'ordonnateur de la collectivité concernée avant la formulation des observations (p. 3384) ; sous-amendement n° 176 de M. Yves Galland, ministre (p. 3384) – N° 74 : astreinte des magistrats de la chambre régionale des comptes au secret professionnel (p. 3385) – Et n° 70 : conditions de l'apurement administratif par le trésorier payeur général, TPG, des comptes des communes de moins de 2000 habitants dont le budget annuel ne dépasse pas 3 millions de francs (p. 3387) – Amendement n° 113, seconde partie, de M. Bernard Pellarin, rapporteur pour avis : procédure du contrôle de gestion par la chambre régionale des comptes ; insertion dans le rapport public de la cour des comptes d'un rapport d'activités des chambres régionales (p. 3389) ; sous-amendements de M. Emmanuel Hamel n° 140 (p. 3387) et n° 184 (p. 3389).

Rejetés : amendements identiques, n° 24 de Mme Paulette Fost, soutenu par Mme Hélène Luc, et n° 148 de M. André Méric, soutenu par M. René Régnault : suppression de cet article (p. 3383) – Amendement n° 113, première partie, de M. Bernard Pellarin, rapporteur pour avis : motivation obligatoire de toutes demandes de pièces justificatives ou de renseignements dans le cadre du contrôle de gestion (p. 3389 ; scrutin public n° 12).

Retirés : sur l'amendement n° 71 de la commission, sous-amendement n° 173 de M. Jacques Descours Desacres (p. 3378) – Amendement n° 98 de M. Jean Boyer, soutenu par M. Guy de La Verpillière : limitation de la compétence des chambres régionales des comptes au contrôle de régularité (p. 3380) – Sur les amendements n^os^ 70, 71, 72 et 73 de la commission, sous-amendements n^os^ 180, 181, 182 et 183 de M. Jacques Oudin (p. 3383).

Devenu sans objet : amendement n° 14 de M. Guy Malé : limitation de la compétence des chambres régionales des comptes au contrôle de régularité (p. 3389).

Explication de vote sur l'article : *M. Jacques Descours Desacres* (p. 3389).

– L'article 14, ainsi modifié, est adopté (p. 3389).

Avant l'art. 15 (p. 3391).

Adoptés : amendement n° 75 (art. additionnel) de M. Paul Girod, rapporteur : prorogation des syndicats d'études et de programmation chargés d'élaborer les schémas directeurs (p. 3391) – Amendement n° 117 (art. additionnel) de M. Marc Lauriol, soutenu par M. Gérard Larcher : abrogation du 3^e^ alinéa de l'article L. 153-2 du code des communes relatif à l'élection du maire délégué dans les communes associées comportant un sectionnement électoral (p. 3392) – Amendement n° 168 (art. additionnel) de M. Yves Galland, ministre : possibilité pour une commune de n'adhérer à un syndicat que pour une partie seulement des compétences exercées par celui-ci (p. 3398).

Retiré : amendement n° 92 de M. Hubert Haenel : possibilité pour une commune de n'adhérer à un syndicat que pour une partie seulement des compétences exercées par celui-ci (p. 3395).

– Trois articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 3391, 3392, 3398).

Art. 15 *(Retrait unilatéral d'une commune d'un syndicat en cas de modifications réglementaires)* (p. 3398).

Parole sur l'article : *MM. Louis Longequeue, Louis Boyer, Yves Galland, ministre* (p. 3398).

Adoptés : amendements de M. Paul Girod, rapporteur, n° 76 : rédactionnel (p. 3421) – N° 77 : conditions de participation aux charges d'emprunt (p. 3421) – Et n° 78 : arbitrage du représentant de l'Etat en cas de désaccord sur les conditions financières du retrait d'une commune d'un syndicat (p. 3421) – Amendement n° 114 de M. Joseph Raybaud, soutenu par M. Josy Moinet : exclusion des syndicats de distribution d'électricité du champ d'application de cet article (p. 3421).

Rejetés : amendements identiques n° 25 de Mme Paulette Fost et n° 149 de M. André Méric, soutenu par M. Louis Longequeue : suppression de cet article (p. 3421).

Retirés : amendements de M. Josy Moinet tendant à supprimer les articles 15, 16 et 17 (p. 3419).

– L'article 15, ainsi modifié, est adopté (p. 3421).

Après l'art. 15 (p. 3421).

Retiré : amendement n° 150 (art. additionnel) de M. Louis Longequeue : conditions de dissolution d'un syndicat ne comportant que deux communes (p. 3422).

Art. 16 *(Retrait unilatéral d'une commune dont un « intérêt essentiel » est compromis)* (p. 3422).

Adoptés : amendements n° 79 de M. Paul Girod, rapporteur : cas où les intérêts essentiels d'une commune sont compromis (p. 3424) – Amendement n° 185 de M. Yves Galland, ministre : conditions du service de la dette d'une commune se retirant d'un syndicat (p. 3424) – Amendement n° 80 de M. Paul Girod, rapporteur : limitation des dispositions de cet article aux communes adhérant depuis 6 ans au moins au syndicat concerné (p. 3424).

Rejetés : amendement n° 26 de Mme Paulette Fost, soutenu par M. Robert Vizet : suppression de cet article (p. 3424) – Sur l'amendement n° 79 de la commission, sous-amendement n° 152 de M. André Méric, soutenu par M. Robert Laucournet (p. 3424).

Retiré : amendement n° 151 de M. André Méric, soutenu par M. Robert Laucournet : suppression de cet article (p. 3424).

Devenu sans objet : sur l'amendement n° 79 de la commission, sous-amendement n° 44 de M. Bernard Pellarin, rapporteur pour avis (p. 3423).

– L'article 16, ainsi modifié, est adopté (p. 3424).

Après l'art. 16 (p. 3424).

Retiré : amendement n° 45 (art. additionnel) de M. Bernard Pellarin, rapporteur pour avis : possibilité pour une commune de ne pas participer aux extensions d'attribution du syndicat si elle les refuse (p. 3424).

Art. 17 *(Dissolution d'office d'un syndicat de communes)* (p. 3424).

Adopté : amendement n° 46 de M. Bernard Pellarin, rapporteur pour avis : conditions de dissolution d'un syndicat n'exerçant plus d'activité ; possibilité d'opposition des communes (p. 3425).

Rejetés : amendements identiques, n° 27, de Mme Paulette Fost, soutenu par M. Robert Vizet, et n° 153, de M. André Méric, soutenu par M. Robert Laucournet : suppression de cet article (p. 3425) – Amendement n° 154 de M. André Méric, soutenu par M. Robert Laucournet : conditions de dissolution d'un syndicat n'exerçant plus d'activité (p. 3425).

– L'article 17, dans la rédaction de l'amendement n° 46, est adopté (p. 3425).

Après l'art. 17 (p. 3425).

Adoptés : amendements de M. Bernard Barbier, soutenus par M. Hubert Haenel, n° 103 : désignation possible d'un ou de plusieurs délégués suppléants au comité syndical (p. 3425) – Et n° 104 : lieu de réunion du comité (p. 3426).

Retiré : amendement n° 99 de M. Jean Boyer (p. 3426).

– Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 3425 et 3426).

Art. 18 *(Modalités de répartition des ressources des fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle)* (p. 3426).

Adoptés : amendements n° 115 de M. Guy de La Verpillière : exclusion des barrages conçus pour la seule production d'énergie électrique du bénéfice de la répartition des ressources des fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle (p. 3428) – Amendement n° 81 de M. Paul Girod, rapporteur : non cumul d'attributions (p. 3427).

Retiré : amendement n° 100 de M. Jean Boyer (p. 3426).

– L'article 18, ainsi modifié, est adopté (p. 3428).

Après l'art. 18 (p. 3428).

Adoptés : amendement n° 116 (art. additionnel) de M. Pierre Lacour, soutenu par M. Roland du Luart : prorogation du délai légal de déclaration, par les propriétaires des plans d'eau visés à l'article 433 du code rural, pour la validation des titres, autorisations ou concessions d'enclos piscicoles (p. 3428, priorité ordonnée p. 3428) – Sur l'amendement n° 105 de M. Pierre Schiélé, sous-amendement n° 178 de M. Paul Girod, rapporteur (p. 3431) – Amendement n° 177 (art. additionnel) de M. Yves Galland, ministre : cotisations au centre de gestion ; fixation d'un taux maximum ; titre nouveau : « de la fonction publique territoriale » (p. 3436 ; priorité ordonnée p. 3435) – Amendement n° 111 (art. additionnel) de M. Pierre Schiélé, retiré (p. 3437), puis repris par M. Yves Galland, ministre (p. 3437) : cotisations complémentaires au centre de gestion des collectivités et établissements affiliés employant des agents à temps partiel (p. 3438) – Amendement n° 112 (art. additionnel) de M. Pierre Schiélé, retiré (p. 3437), puis repris par M. Paul Girod, rapporteur (p. 3438) : rectification d'une erreur matérielle dans la loi du 26 janvier 1984 (p. 3438).

Rejetés : amendements identiques n° 108 de M. Pierre Schiélé et n° 155 de M. André Méric, soutenu par M. Robert Laucournet : suppression du taux plafond des cotisations des collectivités au centre national de la fonction publique territoriale, CNFPT (p. 3434 ; scrutin public n° 13) – Amendements identiques, n° 107 de M. Pierre Schiélé, et n° 156 de M. André Méric, soutenu par M. Robert Laucournet : fixation d'un taux pour 1988 (p. 3434) – Amendement n° 109 de M. Pierre Schiélé : fixation d'un taux maximum annuel (p. 3437) – Amendement n° 161 de M. Michel Charasse : régime de l'assurance chômage des agents titulaires involontairement privés d'emploi (p. 3438, priorité ordonnée p. 3438).

Retirés : amendements de M. Pierre Schiélé, n° 105 : fixation par le groupement de communes du taux de la taxe professionnelle sur les zones d'activité économique créées à l'initiative de ce groupement (p. 3432) – N° 106 (p. 3432) – Et n° 110 : suppression de la fixation d'un taux maximum pour les cotisations des collectivités au centre de gestion (p. 3434) – Amendements de M. André Méric, retirés par M. Robert Laucournet, n°s 157, 158, 159, 160 et 147 (p. 3434) – Amendement n° 47 de M. Bernard Pellarin, rapporteur pour avis, soutenu par M. Jacques Descours Desacres : abrogation de l'article 49 de la loi du 12 juillet 1984 interdisant aux collectivités territoriales de recruter des fonctionnaires qui ont, dans leur ressort territorial, exercé certaines fonctions au cours des deux années qui précèdent (p. 3439).

Non soutenu : amendement n° 141 de M. Louis Moinard (p. 3439).

– Quatre articles additionnels et une division nouvelle sont insérés dans le projet de loi (p. 3428, 3436, 3438).

Art. 19 *(Régime de la dotation supplémentaire destinée aux communes touristiques ou thermales)* (p. 3439).

Adoptés : amendement n° 82 de M. Paul Girod, rapporteur : rédactionnel (p. 3442) – Amendement n° 170 de M. Yves Galland, ministre : prise en compte de la taxe de séjour et de la taxe de séjour forfaitaire dans le cadre de la répartition de la dotation supplémentaire aux communes touristiques ou thermales (p. 3442) – Amendement n° 101 de M. André-Georges Voisin : extension du versement d'un concours particulier de la dotation globale de fonctionnement aux communes touristiques ne disposant pas d'une capacité d'accueil suffisante (p. 3442) ; sous-amendement n° 186 de M. Paul Girod, rapporteur (p. 3442) – Amendement n° 102 de M. André-Georges Voisin : entrée en vigueur dès 1988 du dispositif proposé (p. 3432).

Rejetés : amendement n° 28 de Mme Paulette Fost, soutenu par M. Robert Vizet : suppression de cet article (p. 3442) – Amendement n° 118 de M. Stéphane Bonduel, soutenu par M. Josy Moinet : régime de la dotation supplémentaire destinée aux communes touristiques ou thermales : dispositif transitoire jusqu'en 1988 (p. 3442).

– L'article 19, ainsi modifié, est adopté (p. 3442).

Après l'art. 19 (p. 3442).

Adoptés : amendements (art. additionnels) de M. Paul Girod, rapporteur, n° 83 : création d'un titre additionnel après le titre V « dispositions relatives aux baux de longue durée pour l'exécution de missions de service public » (p. 3442) – N°s 84, 85 et 86 : conclusion de baux emphytéotiques pour l'exécution de missions de service public (p. 3444) – Et n°s 87 et 88 : conclusion de baux à construction pour l'exécution de missions de service public (p. 3444) – Amendements (art. additionnels) de M. Yves Galland, ministre, n° 172 : modernisation de la taxe de séjour ; possibilité de perception forfaitaire par les communes (p. 3448) ; sous-amendement n° 93 de M. Hubert Haenel (p. 3448) – N° 171 : taxe additionnelle départementale à la taxe

de séjour (p. 3448) – Et n° 169 : division nouvelle et article additionnel relatif au syndicat d'agglomération nouvelle (p. 3449 ; précédemment réservé p. 3439).

insérés dans le projet de loi (p. 3442, 3444, 3448 et 3449).

Explications de vote sur l'ensemble : *MM. Guy Besse* (p. 3449), *Robert Vizet* (p. 3450), *René Régnault* (p. 3450), *Jean Faure* (p. 3451), *Emmanuel Hamel* (p. 3451).

Scrutin public n° 14 (p. 3452).

Adoption (22 octobre 1987) (p. 3452).

Discussion (commission mixte paritaire)

(20 décembre 1987) (p. 5857, 5868).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5857, 5860) : *MM. Paul Girod, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire ; Yves Galland, ministre chargé des collectivités locales.*

Baux : *Girod (Paul)* (p. 5858).

Chambres régionales des comptes : *Galland (Yves)* (p. 5859) ; *Girod (Paul)* (p. 5858).

Collectivités territoriales : *Girod (Paul)* (p. 5857, 5858).

Communes (petites) (contrôle budgétaire) : *Girod (Paul)* (p. 5858).

Communes (syndicats) : *Girod (Paul)* (p. 5857, 5859).

Culture : *Girod (Paul)* (p. 5858).

Décentralisation : *Galland (Yves)* (p. 5859) ; *Girod (Paul)* (p. 5857).

Dotation globale de fonctionnement (DGF) : *Galland (Yves)* (p. 5860) ; *Girod (Paul)* (p. 5857).

Dotation globale d'équipement (DGE) : *Galland (Yves)* (p. 5859, 5860) ; *Girod (Paul)* (p. 5857).

Entreprises (aides aux) : *Galland (Yves)* (p. 5859).

Fonctionnaires et agents publics (détachement) : *Girod (Paul)* (p. 5859).

Fonction publique territoriale : *Galland (Yves)* (p. 5860) ; *Girod (Paul)* (p. 5857, 5858).

Prêts : *Girod (Paul)* (p. 5858).

Procédure parlementaire : *Galland (Yves)* (p. 5860).

Stations thermales et climatiques : *Galland (Yves)* (p. 5860) ; *Girod (Paul)* (p. 5858, 5859).

Zones rurales : *Girod (Paul)* (p. 5858).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5860, 5868)

Art. 1er A (p. 5860) – Supprimé par la commission mixte paritaire.

Art. 1er bis et 3 bis (p. 5860).

Art. 3 quinquies et 4 (p. 5861).

Art. 6 (p. 5862).

Art. 7 et 8 A (p. 5863).

Art. 11 bis, 13 bis, 14, 14 bis, 14 ter et 14 quater (p. 5864).

Art. 14 quinquies (p. 5865).

Art. 15 B (p. 5865) – Supprimé par la commission mixte paritaire.

Art. 15, 16, 16 bis et 17 (p. 5865).

Art. 17 bis, 17 quater, 17 quinquies, 17 sexies, 17 septies, 17 nonies, 18, 18 sexies, 18 septies et 18 octies (p. 5866).

Art. 18 nonies (p. 5866) – Supprimé par la commission mixte paritaire.

Art. 18 decies et 19 (p. 5866).

Art. 19 bis et 19 ter (p. 5867).

Art. 20 à 24 (p. 5867) – Supprimés par la commission mixte paritaire.

Art. 25 (p. 5867).

Art. 27, 28 et 29 (p. 5868) – Supprimés par la commission mixte paritaire.

Art. 30 et 31 (p. 5868).

Art. 32 (p. 5868) – Supprimé par la commission mixte paritaire.

Explications de vote sur l'ensemble : *MM. Ivan Renar* (p. 5868), *Jacques Bellanger* (p. 5868), *Jacques Machet* (p. 5868).

Adoption (20 décembre 1987) (p. 5868).

3. – **Proposition de loi tendant à autoriser les collectivités territoriales et leurs groupements à conclure des baux de longue durée pour l'exécution de missions de service public,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Jacques Larché, sénateur (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 9 juillet 1987 – 17 septembre 1987) [n° **387** (86-87)] – Renvoi à la commission des lois.

4. – **Proposition de loi visant à modifier le statut juridique de la caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Roland Bernard, sénateur, et plusieurs de ses collègues (24 novembre 1987) [n° **108** (87-88)] – Renvoi à la commission des lois.

Collectivités territoriales d'outre-mer

Voir *Lois de finances,* **1,** Départements et territoires d'outre-mer
Nouvelle-Calédonie, **3 ; 4**
Polynésie française, **1 ; 2**
Questions au Gouvernement n° **164 ; 203 ; 204 ; 213 ; 237**
Questions orales sans débat n° **243 ; 252**
Rappels au Règlement, **41**
Saint-Pierre-et-Miquelon, **1**
Territoires d'outre-mer (TOM), **1**

Comité secret (procédure parlementaire)

Voir *Commissions d'enquête ou de contrôle,* **1**

Commerçants et artisans

Voir *Communication audiovisuelle,* **4**
Impôts et taxes, **2**

Commerce et artisanat

Voir *Droit pénal,* **2**
Formation professionnelle, **1**
Lois de finances, **1,** Art. 67 ; Economie, finances et privatisation - III – Commerce et artisanat
Questions au Gouvernement n° **165 ; 170 ; 180**

1. – **Projet de loi complétant la loi n° 46-1173 du 23 mai 1946 portant réglementation des conditions d'accès à la profession de coiffeur, en ce qui concerne les ressortissants des Etats membres de la Communauté économique européenne,** PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Jacques Chirac, Premier ministre, par M. Georges Chavanes, ministre chargé du commerce (24 juillet 1986) [n° **471** (85-86)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Xavier de Villepin (11 décembre 1986) [n° **107** (86-87)] – Discussion (2 avril 1987) – Adoption (2 avril 1987) [n° **52**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (7 avril 1987) [n° **626**] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Gérard César (16 avril 1987) [n° **684**] – Discussion (6 mai 1987) – Adoption (6 mai 1987) [n° **100**].

PROMULGATION : Loi n° 87-343 du 22 mai 1987 (*JO* Lois et décrets du 23 mai 1987).

Discussion (première lecture)

(2 avril 1987) (p. 12, 17).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 12, 15) : *MM. Georges Chavanes, ministre chargé du commerce ; Xavier de Villepin, rapporteur de la commission des affaires étrangères ; Pierre Matraja, Jacques Habert.*

Communautés européennes (directives) : *Chavanes (Georges)* (p. 13) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 14).

Diplômes (équivalence) : *Chavanes (Georges)* (p. 13) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 14) ; *Matraja (Pierre)* (p. 15) ; *Habert (Jacques)* (p. 15).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 16) : *MM. Xavier de Villepin, rapporteur ; Georges Chavannes, ministre ; Jacques Habert.*

Art. unique *(Dispense de la condition de diplôme : modification de la loi du 23 mai 1946 portant réglementation des conditions d'accès à la profession de coiffeur)* (p. 16).

Adoptés : amendements de M. Xavier de Villepin, n° 1 : vérification scrupuleuse des documents fournis par les coiffeurs étrangers désirant s'installer en France (p. 16) – Et n° 2 : caractère transitoire de ces dispositions, dans l'attente d'une coordination européenne des conditions de qualification pour l'accès à la profession de coiffeur (p. 16).

– L'art. unique, ainsi modifié, est adopté (p. 16).

Explications de vote : *MM. Louis Virapoullé* (p. 16 et 17), *Alain Gérard* (p. 17), *Jacques Habert* (p. 17).

Adoption (2 avril 1987) (p. 17).

Commerce extérieur

Voir *Inde*, **1**
Lois de finances, **1**, Economie, finances et privatisation - Commerce extérieur
Prévision économique, **1**
Questions au Gouvernement n° **219**
Questions orales avec débat n° **123**
Questions orales sans débat n° **193**

Commerce international

Voir *Prévision économique*, **1**
Traités et conventions, **8 ; 12 ; 33**

Commission des opérations de bourse (COB)

Voir *Bourses de valeurs*, **1**

Commission nationale de la communication et des libertés (CNCL)

Voir *Questions au Gouvernement* n° **185**
Rappels au Règlement, **11**

Commissions d'enquête ou de contrôle

Voir *Environnement*, **1**
Nouvelle-Calédonie, **2**
Ordre public, **1**
Politique économique et sociale, **1**
Polynésie française, **3**

1. – **Publication du rapport** de la commission d'enquête chargée de recueillir des éléments d'information sur la préparation, l'organisation, le déroulement et la présentation **des événements de novembre et décembre 1986** : expiration du délai pendant lequel la demande de constitution du Sénat en comité secret pouvait être formulée ; mise en distribution du rapport (18 juin 1987) (p. 2005).

Commissions parlementaires

Voir *Haute Cour de justice*, **1**
Ordre du jour du Sénat, **1**
Rappels au Règlement, **3 ; 36 ; 39 ; 43**

Commissions techniques d'orientation et de reclassement professionnel (COTOREP)

Voir *Questions orales sans débat* n° **218**

Communauté économique européenne (CEE)

Voir *Agriculture*, **1**
Gouvernement (déclarations), **3 ; 5**
Impôts et taxes, **1**
Lois de finances, **1**, Affaires étrangères ; Economie, finances et privatisation - Commerce extérieur
Prévision économique, **1 ; 2**
Questions au Gouvernement n° **190** ; n° **237**
Questions orales avec débat n° **147** ; n° **189**
Questions orales sans débat n° **141** ; n° **189** ; n° **196** ; n° **275**
Traités et conventions, **3**

Communautés européennes

Voir *Traités et conventions*, **21**

1. – **Rapport d'information**, fait au nom de la **délégation du Sénat pour les communautés européennes**, sur les activités des institutions des communautés européennes entre le 1er novembre 1986 et le 30 avril 1987 en application de la loi n° 79-564 du 6 juillet 1979 portant création de délégations parlementaires pour les communautés européennes, par M. Jacques Genton, président de la délégation, sénateur, et plusieurs de ses collègues (13 mai 1987) [n° 227 (86-87)].

2. – **Rapport d'information**, fait au nom de la **délégation du Sénat pour les communautés européennes**, sur les activités des institutions des communautés européennes entre le 1er mai 1987 et le 31 octobre 1987 en application de la loi n° 79-564 du 6 juillet 1979 portant création de délégations parlementaires pour les communautés européennes, par M. Jacques Genton, sénateur, et plusieurs de ses collègues (14 décembre 1987) [n° **163** (87-88)].

Communautés européennes (directives)

Voir *Commerce et artisanat*, **1**

Communautés urbaines

Voir *Communes*, **2**

Communes

Voir *Collectivités territoriales*, **2**
Elections, **8**
Enseignants, **1**
Questions au Gouvernement n° **123**
Questions orales sans débat n° **188**
Territoires d'outre-mer (TOM), **1**

1. – **Proposition de loi tendant à abroger les dispositions de l'article L 238 du code électoral relatives aux incompatibilités familiales dans les conseils municipaux,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Ernest Cartigny, sénateur (26 mai 1987) [n° **243** (86-87)] – Renvoi à la commission des lois.

2. – **Proposition de loi tendant à modifier l'article L 165-39 du code des communes et visant à instituer une procédure de retrait**

pour les communes membres de communautés urbaines, PRESENTEE AU SENAT, par M. Claude Prouvoyeur, sénateur (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 9 juillet 1987 – 29 juillet 1987) [n° **382** (86-87)] – Renvoi à la commission des lois.

Communication

Voir *Lois de finances,* **1,** Culture et communication - Communication (et information)

Communication audiovisuelle

Voir *Lois de finances,* **1,** Art. 41 ; Culture et communication - Communication (et information)
Nouvelle-Calédonie, **4**

1. – **Proposition de loi relative à la protection des services de télévision ou de radiodiffusion destinés à un public déterminé,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Jean Cluzel, sénateur (2 juin 1987) [n° **251** (86-87)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Adrien Gouteyron (24 juin 1987) [n° **317** (86-87)] – (commun avec celui sur la proposition de loi identique adoptée par l'Assemblée nationale [n° **280** (86-87)] – Communication audiovisuelle 2).

2. – **Proposition de loi relative à la protection des services de télévision ou de radiodiffusion destinés à un public déterminé,** PRESENTEE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, par M. Jacques Toubon, député, et plusieurs de ses collègues (19 mai 1987) [n° **763**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Pierre Mazeaud (10 juin 1987) [n° **833**] – Discussion (15 juin 1987) – Adoption (15 juin 1987) [n° **118**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (16 juin 1987) [n° **280** (86-87)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Adrien Gouteyron (24 juin 1987) [n° **317** (86-87)] – (commun avec celui sur la proposition de loi identique de M. Jean Cluzel [n° **251** (86-87)] – Communication audiovisuelle 1) – Discussion (29 juin 1987) – Adoption (29 juin 1987) [n° **105**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (29 juin 1987) [n° **897**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Pierre Mazeaud (30 juin 1987) [n° **898**] – Discussion (3 juillet 1987) – Adoption (3 juillet 1987) [n° **151**].

PROMULGATION : Loi n° 87-520 du 10 juillet 1987 (*JO* Lois et décrets du 12 juillet 1987).

Discussion (première lecture)

(29 juin 1987) (p. 2871, 2875).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2871, 2872) : *MM. Albin Chalandon, ministre de la justice ; Adrien Gouteyron, rapporteur de la commission des affaires culturelles.*

Audiovisuel (industrie des matériels) : *Gouteyron (Adrien)* (p. 2872).

Code pénal : *Chalandon (Albin)* (p. 2871) ; *Gouteyron (Adrien)* (p. 2871, 2872).

Communication audiovisuelle : *Chalandon (Albin)* (p. 2871) ; *Gouteyron (Adrien)* (p. 2872).

Informatique : *Chalandon (Albin)* (p. 2871).

Radiodiffusion et télévision : *Chalandon (Albin)* (p. 2871) ; *Gouteyron (Adrien)* (p. 2871, 2872).

Réseaux câblés : *Gouteyron (Adrien)* (p. 2871).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2872, 2875) : *MM. Adrien Gouteyron, rapporteur ; Albin Chalandon, ministre ; Marc Lauriol.*

Art. 1er *(Incriminations pénales destinées à réprimer la captation frauduleuse de programmes réservés à un public déterminé)* (p. 2872).

ARTICLE 429-1 DU CODE PENAL (p. 2872).

Adopté : amendement n° 1 de M. Adrien Gouteyron, rapporteur : précision de la liste des infractions susceptibles de faire l'objet d'une répression pénale (p. 2874).

– Le texte proposé pour l'article 429-1 du code pénal, ainsi modifié, est adopté (p. 2874).

ARTICLES 429-2 A 429-5 DU CODE PENAL – Adoptés (p. 2874).

– L'ensemble de l'article 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 2874).

Art. 2 *(Mesures conservatoires susceptibles d'être prononcées par le président du tribunal de grande instance)* – Adopté (p. 2874).

Explications de vote sur l'ensemble : *MM. Claude Estier* (p. 2874), *Jean Garcia* (p. 2874, 2875).

Adoption (29 juin 1987) (p. 2875).

3. – **Rapport d'information,** fait, au nom de la commission des finances, sur la situation financière du secteur de l'**audiovisuel,** par M. Jean Cluzel, sénateur (24 juin 1987) [n° **316** (86-87)].

4. – **Proposition de loi relative aux opérations de télépromotion avec offre de vente dites de « télé-achat »,** PRESENTEE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, par M. Michel Pelchat, député, et plusieurs de ses collègues (18 novembre 1987) [n° **1057**] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Michel Péricard (3 décembre 1987) [n° **1089**] – Discussion (20 et 21 décembre 1987) – Adoption (21 décembre 1987) [n° **231**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (21 décembre 1987) [n° **202** (87-88)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Maurice Schumann (22 décembre 1987) [n° **210** (87-88)] – Discussion (22 décembre 1987) – Adoption (22 décembre 1987) [n° **83**].

PROMULGATION : Loi n° 88-21 du 6 janvier 1988 (*J.O.* Lois et décrets du 7 janvier 1988).

Discussion (première lecture)

(22 décembre 1987) (p. 5974, 5980).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5974, 5978) : *MM. André Santini, ministre délégué chargé de la communication ; Maurice Schumann, président et rapporteur de la commission des affaires culturelles ; Paul Loridant, Mme Danielle Bidard-Reydet, M. Pierre Laffitte.*

Audiovisuel (programmes) : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 5977).

Commerçants et artisans : *Schumann (Maurice)* (p. 5975) ; *Loridant (Paul)* (p. 5977) ; *Laffitte (Pierre)* (p. 5978).

Commission nationale de la communication et des libertés (CNCL) : *Santini (André)* (p. 5975, 5978) ; *Loridant (Paul)* (p. 5976, 5977).

Consommateurs (protection et information) : *Santini (André)* (p. 5975) ; *Schumann (Maurice)* (p. 5975) ; *Loridant (Paul)* (p. 5977).

Publicité : *Loridant (Paul)* (p. 5977) ; *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 5977).

Réseaux câblés : *Santini (André)* (p. 5975).

Télé-achat : *Santini (André)* (p. 5974) ; *Schumann (Maurice)* (p. 5976).

Télévisions privées (Canal Plus) : *Santini (André)* (p. 5975, 5978) ; *Schumann (Maurice)* (p. 5976).

Zones rurales : *Laffitte (Pierre)* (p. 5978).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5978, 5980) : *M. Maurice Schumann, rapporteur.*

Art. 1er A *(Protection du consommateur lors des opérations de télé-achat)* – Adopté (p. 5978).

Art. 1er *(Réglementation des opérations de télé-achat)* – Adopté (p. 5978).

Art. 2 *(Sanctions prévues en cas d'infraction aux dispositions des articles premier A et premier)* – Adopté (p. 5979).

Explications de vote sur l'ensemble : *MM. Franck Sérusclat* (p. 5979) ; *Jacques Habert* (p. 5979) ; *intervention de M. André Santini, ministre* (p. 5979).

Adoption (22 décembre 1987) (p. 5980).

Comores

Voir *Traités et conventions,* **37 ; 38**

Comptes spéciaux du Trésor

Voir *Lois de finances,* **1,** Art. 39, 40, 41, 43 ; Comptes spéciaux du Trésor
Lois de règlement, **1 ; 2**

Concessions de service public

Voir *Equipement,* **1**
Transports, **1**

Concubinage

Voir *Autorité parentale,* **1**

Concurrence

Voir *Lois de finances,* **1,** Industrie et tourisme - I – Industrie
Ordres professionnels, **1**
Questions orales sans débat n° **244**

1. – **Proposition de loi transférant le contentieux des décisions du conseil de la concurrence à la juridiction judiciaire,** PRESENTEE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, par M. Michel d'Ornano, député, et plusieurs de ses collègues (14 avril 1987) [n° **638**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Alain Lamassoure (23 avril 1987) [n° **690**] – Discussion (28 avril 1987) – Adoption (28 avril 1987) [n° **96**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (29 avril 1987) [n° **203** (86-87)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jacques Thyraud (27 mai 1987) [n° **245** (86-87)] – Discussion (17 juin 1987) – Adoption (17 juin 1987) [n° **87**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (18 juin 1987) [n° **859**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Alain Lamassoure (25 juin 1987) [n° **888**] – Discussion (25 juin 1987) – Adoption (25 juin 1987) [n° **135**].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (25 juin 1987) [n° **323** (86-87)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jacques Thyraud (26 juin 1987) [n° **325** (86-87)] – Discussion (26 juin 1987) – Adoption (26 juin 1987) [n° **99**].

PROMULGATION : Loi n° 87-499 du 6 juillet 1987 (*J.O.* Lois et décrets du 7 juillet 1987).

Discussion (première lecture)

(17 juin 1987) (p. 1986, 1993).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1986, 1989) : *MM. Jean Arthuis, secrétaire d'Etat chargé de la consommation et de la concurrence ; Jacques Thyraud, rapporteur de la commission des lois ; Félix Ciccolini, Charles Lederman.*

Conseil constitutionnel (décisions) : *Arthuis (Jean)* (p. 1986) ; *Lederman (Charles)* (p. 1989) ; *Thyraud (Jacques)* (p. 1987).

Conseil de la concurrence : *Arthuis (Jean)* (p. 1986) ; *Ciccolini (Félix)* (p. 1987) ; *Lederman (Charles)* (p. 1989) ; *Thyraud (Jacques)* (p. 1987).

Conseil d'Etat : *Arthuis (Jean)* (p. 1986) ; *Ciccolini (Félix)* (p. 1988).

Cour de cassation : *Thyraud (Jacques)* (p. 1987).

Cours d'appel : *Arthuis (Jean)* (p. 1986) ; *Ciccolini (Félix)* (p. 1988) ; *Thyraud (Jacques)* (p. 1987).

Droit communautaire : *Arthuis (Jean)* (p. 1986) ; *Ciccolini (Félix)* (p. 1988) ; *Lederman (Charles)* (p. 1989).

Droits de la défense : *Arthuis (Jean)* (p. 1986) ; *Thyraud (Jacques)* (p. 1987).

Economie et finances (ministère) : *Ciccolini (Félix)* (p. 1988).

Entreprises : *Lederman (Charles)* (p. 1989).

Justice civile : *Arthuis (Jean)* (p. 1986) ; *Ciccolini (Félix)* (p. 1988) ; *Thyraud (Jacques)* (p. 1987).

Ordonnances (législation par) : *Arthuis (Jean)* (p. 1986) ; *Thyraud (Jacques)* (p. 1987).

Pensions civiles et militaires d'invalidité : *Ciccolini (Félix)* (p. 1988).

Prix (liberté) : *Lederman (Charles)* (p. 1989).

Propriété (droit) : *Ciccolini (Félix)* (p. 1988).

Salaires, traitements et indemnités : *Lederman (Charles)* (p. 1989).

Sursis à exécution : *Arthuis (Jean)* (p. 1987) ; *Lederman (Charles)* (p. 1989).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1989, 1993) : *MM. Jacques Thyraud, rapporteur ; Jean Arthuis, secrétaire d'Etat ; Félix Ciccolini.*

Art. 1er *(Transfert de la compétence en appel des mesures conservatoires décidées par le conseil de la concurrence)* (p. 1989).

Adoptés : amendement n° 1 de M. Jacques Thyraud, rapporteur : délai d'appel et possibilité de surseoir à exécution (p. 1991) ; sous-amendements de M. Jean Arthuis, secrétaire d'Etat, nos 8, 9, 10 et 16 (p. 1991).

Rejeté : sur l'amendement n° 1 de la commission, sous-amendement n° 11 de M. Jean Arthuis, secrétaire d'Etat (p. 1991).

Devenu sans objet : amendement n° 5 de M. Félix Ciccolini : compétence de la cour d'appel du domicile du défendeur (p. 1991).

– L'article 1er, dans la rédaction de l'amendement n° 1, ainsi modifié, est adopté (p. 1991).

Art. 2 *(Transfert de la compétence en appel des décisions de fond prises par le conseil de la concurrence) (p. 1991).*

Adoptés : amendements de M. Jacques Thyraud, rapporteur, n° 2 : coordination avec l'amendement n° 1 (p. 1992) – Et n° 3 : fixation d'un délai pour le pourvoi en cassation (p. 1992) – Amendement n° 13 de M. Jean Arthuis, secrétaire d'Etat : corrdination avec le sous-amendement n° 9 (p. 1992).

Rejeté : amendement n° 7 de M. Félix Ciccolini : compétence de la cour d'appel du domicile du défendeur (p. 1992).

Retirés : amendement n° 6 de M. Félix Ciccolini : droit de veto du ministre chargé de l'économie sur les décisions du conseil de concurrence (p. 1992) – Amendement n° 14 de M. Jean Arthuis, secrétaire d'Etat : sursis à exécution (p. 1991) – Sur l'amendement n° 2 de la commission, sous-amendement n° 12 de M. Jean Arthuis, secrétaire d'Etat (p. 1992).

– L'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 1992).

Art. 3 *(Mesures transitoires)* (p. 1992).

Adopté : amendement n° 15 de M. Jacques Thyraud, rapporteur : application des mesures transitoires à l'ensemble du titre III de l'ordonnance n° 86-1243 du 1er décembre 1986 (p. 1992).

– L'article 3, ainsi modifié, est adopté (p. 1992).

Explications de vote sur l'ensemble : *MM. Charles Lederman (p.1993), Félix Ciccolini (p. 1993), Jacques Larché, président de la commission des lois (p. 1993).*

Adoption (17 juin 1987) (p. 1993).

Discussion (deuxième lecture)

(26 juin 1987) (p. 2631, 2633).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2631, 2632) : *MM. Jean Arthuis, secrétaire d'Etat chargé de la consommation et de la concurrence ; Jacques Thyraud, rapporteur de la commission des lois.*

Code de procédure civile : *Thyraud (Jacques)* (p. 2632).

Concurrence : *Arthuis (Jean)* (p. 2631, 2632) ; *Thyraud (Jacques)* (p. 2632).

Conseil constitutionnel : *Arthuis (Jean)* (p. 2631) ; *Thyraud (Jacques)* (p. 2632).

Conseil de la concurrence : *Arthuis (Jean)* (p. 2631, 2632) ; *Thyraud (Jacques)* (p. 2632).

Contentieux administratif : *Arthuis (Jean)* (p. 2631).

Juridictions judiciaires : *Arthuis (Jean)* (p. 2631, 2632) ; *Thyraud (Jacques)* (p. 2632).

Procédure civile : *Arthuis (Jean)* (p. 2631) ; *Thyraud (Jacques)* (p. 2632).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2632, 2633)

Art. 1er – Adopté (p. 2632).

Art. 2 – Adopté (p. 2633).

Art. 3 – Adopté (p. 2633).

Adoption (26 juin 1987) (p. 2633).

Concurrence internationale

Voir *Bourses de commerce*, **1**

Condamnés (transfèrement)

Voir *Traités et conventions*, **31**

Conférence des présidents

Voir *Haute Cour de justice*, **2**

1. – **Conférence des présidents** : observations de M. Charles Lederman concernant la publicité des séances du Sénat ; distribution aux groupes politiques de cartes d'invitation permettant au public d'assister aux débats (16 avril 1987) (p. 242, 244) – *MM. Charles Lederman, Etienne Dailly, vice-président du Sénat, président de séance.*

2. – **Conférence des présidents** : protestations contre l'inscription hâtive à l'ordre du jour d'un texte relatif à la sécurité sociale (21 mai 1987) (p. 1179, 1181) – *Mme Marie-Claude Beaudeau, M. Etienne Dailly, vice-président du Sénat, président de séance.*

3. – **Conférence des présidents** : protestation de M. Robert Vizet contre l'ordre du jour proposé par la conférence des présidents et le délai fixé pour le dépôt des amendements sur le projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (18 juin 1987) (p. 2014, 2016) – *MM. Robert Vizet, Etienne Dailly, vice-président du Sénat, président de séance.*

4. – **Conférence des présidents** : protestations de Mme Danielle Bidard-Reydet et de M. Michel Dreyfus-Schmidt contre les propositions de la conférence des présidents tendant à siéger le dimanche 28 juin 1987 ; adoption par scrutin public de ces propositions (24 juin 1987) (p. 2250, 2251 ; scrutin public n° 210) – *Mme Danielle Bidard-Reydet, MM. Michel Dreyfus-Schmidt, Etienne Dailly, vice-président du Sénat, président de séance.*

5. – **Conférence des présidents** : non-inscription à l'ordre du jour de la session extraordinaire du projet de loi relatif à la lutte contre le trafic de stupéfiants (1er juillet 1987) (p. 2947, 2948) – *MM. Michel Caldaguès, André Rossinot, ministre chargé des relations avec le Parlement.*

6. – **Conférence des présidents** : organisation des travaux du Sénat ; modification de l'ordre du jour du Sénat ; adoption des propositions de la conférence des présidents (20 décembre 1987) (p. 5845, 5846) – *MM. Claude Estier, Jean Chérioux, vice-président du Sénat, président de séance.*

Conflits sociaux

Voir *Questions au Gouvernement* n° **188**
Rappels au Règlement, **13 ; 15 ; 17 ; 39**
Sécurité sociale, **1**, Art. 46 B

Congo

Voir *Traités et conventions*, **32**

Conseil constitutionnel

1. – **Proposition de loi organique tendant à préciser l'article premier de l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958 modifiée, portant loi organique sur le Conseil constitutionnel**, PRESENTEE AU SENAT, par M. Etienne Dailly, sénateur (9 juillet 1987) [n° **373** (86-87)] – Renvoi à la commission des lois.

2. – **Décisions** : voir « Renseignements divers » p. 15* (D et I) et 41*.

Conseil d'Etat

Voir *Justice*, **2**

Conseil de la concurrence

Voir *Concurrence*, **1**

Conseil économique et social

Voir *Lois de finances*, **1**, Services du Premier ministre - III – Conseil économique et social
Questions orales sans débat n° **256**

1. – **Proposition de loi organique tendant à assurer la représentation des retraités au Conseil économique et social**, PRESENTEE AU SENAT, par M. Claude Huriet, sénateur, et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 20 décembre 1986 – 14 mars 1987) [n° **153** (86-87)] – Renvoi à la commission des lois.

Conseil supérieur des Français de l'étranger

Voir *Faits personnels (procédure parlementaire)*, **2**
Français de l'étranger, **1 ; 2 ; 3 ; 4 ; 5**

Conseils de prud'hommes

Voir *Questions orales sans débat* n° **246**

Conseils municipaux

Voir *Communes*, **1**
Nouvelle-Calédonie, **3**

Conseils régionaux

Voir *Elections*, **2 ; 10**

Consommateurs (protection et information)

Voir *Communication audiovisuelle*, 4
Questions au Gouvernement n° 173

1. – **Dépôt du rapport** de la **commission de la sécurité des consommateurs**, établi en application de l'article 17 de la loi n° 83-660 du 21 juillet 1983 relative à la sécurité des consommateurs et modifiant diverses dispositions de la loi du 1er août 1905 (10 avril 1987) (p. 141).

2. – **Projet de loi relatif à l'action en justice dans l'intérêt collectif des consommateurs,** PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Jacques Chirac, Premier ministre, par M. Edouard Balladur, ministre de l'économie, et par M. Jean Arthuis, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales (17 juin 1987) [n° **291** (86-87)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Hubert Haenel (2 décembre 1987) [n° **128** (87-88)] – Urgence – Discussion (10 décembre 1987) – Adoption (10 décembre 1987) [n° **43**].

NOUVEL INTITULE : **« Projet de loi relatif aux actions en justice des associations agréées de consommateurs ».**

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (10 décembre 1987) [n° **1135**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jean-Jacques Hyest (16 décembre 1987) [n° **1144**] – Discussion (20 et 21 décembre 1987) – Adoption (21 décembre 1987) [n° **230**].

NOUVEL INTITULE : **« Projet de loi relatif aux actions en justice des associations agréées de consommateurs et à l'information des consommateurs ».**

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (21 décembre 1987) [n° **199** (87-88)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jacques Thyraud (22 décembre 1987) [n° **209** (87-88)] – Discussion (22 décembre 1987) – Adoption (22 décembre 1987) [n° **78**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (22 décembre 1987) [n° **1181**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jean-Jacques Hyest (22 décembre 1987) [n° **1183**] – Discussion (22 décembre 1987) – Adoption (22 décembre 1987) [n° **239**].

PROMULGATION : Loi n° 88-14 du 5 janvier 1988 (*J.O.* Lois et décrets du 6 janvier 1988).

Discussion (première lecture)

(10 décembre 1987) (p. 5224, 5236).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5224, 5229) : *MM. Jean Arthuis, secrétaire d'Etat chargé de la consommation et de la concurrence ; Hubert Haenel, rapporteur de la commission des lois ; Robert Vizet, Félix Ciccolini.*

Associations de consommateurs : *Arthuis (Jean)* (p. 5224, 5225, 5226) ; *Ciccolini (Félix)* (p. 5229) ; *Haenel (Hubert)* (p. 5226, 5227, 5228) ; *Vizet (Robert)* (p. 5228).

Concurrence : *Arthuis (Jean)* (p. 5225) ; *Haenel (Hubert)* (p. 5227).

Conseil économique et social (avis) : *Ciccolini (Félix)* (p. 5229).

Conseil national de la consommation : *Arthuis (Jean)* (p. 5225) ; *Ciccolini (Félix)* (p. 5229).

Consommateurs (protection et information) : *Arthuis (Jean)* (p. 5224, 5225, 5226) ; *Ciccolini (Félix)* (p. 5229) ; *Haenel (Hubert)* (p. 5226, 5227, 5228) ; *Vizet (Robert)* (p. 5228).

Cour de cassation : *Arthuis (Jean)* (p. 5225) ; *Ciccolini (Félix)* (p. 5229) ; *Haenel (Hubert)* (p. 5227) ; *Vizet (Robert)* (p. 5228).

Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 : *Haenel (Hubert)* (p. 5227).

Grand marché intérieur (CEE) : *Arthuis (Jean)* (p. 5225).

Juridictions administratives : *Haenel (Hubert)* (p. 5227).

Justice : *Arthuis (Jean)* (p. 5224, 5225, 5226) ; *Ciccolini (Félix)* (p. 5229) ; *Haenel (Hubert)* (p. 5227, 5228).

Libéralisme : *Arthuis (Jean)* (p. 5224) ; *Ciccolini (Félix)* (p. 5229).

Loi Royer (commerce et artisanat) : *Arthuis (Jean)* (p. 5225) ; *Ciccolini (Félix)* (p. 5229) ; *Haenel (Hubert)* (p. 5227) ; *Vizet (Robert)* (p. 5228).

Prix (liberté) : *Arthuis (Jean)* (p. 5224).

Procédure civile : *Arthuis (Jean)* (p. 5226) ; *Ciccolini (Félix)* (p. 5229) ; *Haenel (Hubert)* (p. 5227).

Procédure pénale : *Ciccolini (Félix)* (p. 5229) ; *Haenel (Hubert)* (p. 5227).

Procès : *Arthuis (Jean)* (p. 5226).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5230, 5236) : *MM. Hubert Haenel, rapporteur ; Jean Arthuis, secrétaire d'Etat ; Félix Ciccolini, Robert Vizet, René Ballayer, Philippe François.*

Art. 1er *(Action en justice des associations agréées de consommateurs)* (p. 5230).

Adopté : amendement n° 2 de M. Hubert Haenel, rapporteur : obligation pour les associations de consommateurs agréées de se porter partie civile pour pouvoir agir en justice ; dispense d'agrément pour agir en justice en faveur des unions d'associations familiales (p. 5232 ; scrutin public n° 51).

– L'art. 1er, dans la rédaction de l'amendement n° 2, est adopté (p. 5232).

Après l'art. 1er (p. 5232).

Adopté : amendement (art. additionnel) n° 3 de M. Hubert Haenel, rapporteur : fixation par décret des conditions de délivrance et de retrait de l'agrément aux associations de consommateurs (p. 5232).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 5232).

Art. 2 *(Pouvoirs des juridictions saisies)* (p. 5232).

Adoptés : amendement n° 4 de M. Hubert Haenel, rapporteur : règles de procédure applicables à l'action civile des associations de consommateurs (p. 5233) ; sous-amendement n° 12 de M. Jean Arthuis, secrétaire d'Etat (p. 5233).

– L'art. 2, dans la rédaction de l'amendement n° 4, est adopté (p. 5233).

Art. 3 *(Modalités d'ajournement de la peine par la juridiction répressive)* (p. 5233).

Adopté : amendement n° 5 de M. Hubert Haenel, rapporteur : nouvelle rédaction de cet article (p. 5234).

– L'art. 3, dans la rédaction de l'amendement n° 5, est adopté (p. 5234).

Après l'art. 3 (p. 5230 et 5234).

Adoptés : amendements (art. additionnels) de M. Hubert Haenel, rapporteur, n° 6 : conditions d'intervention des associations agréées de consommateurs devant les juridictions civiles (p. 5231 ; priorité ordonnée p. 5230) – N° 7 : possibilité pour le ministère public de produire devant la juridiction saisie les procès-verbaux ou rapports d'enquête en sa possession, utiles à la solution du litige (p. 5234) – Et n° 8 : conditions de diffusion du jugement rendu (p. 5234).

Retirés : amendements (art. additionnels) de M. Jean Arthuis, secrétaire d'Etat, n° 13, repris par l'amendement n° 6 de la commission (p. 5231 ; priorité ordonnée p. 5230) – Et n° 14, relatif à la lutte contre les clauses abusives (p. 5232 ; priorité ordonnée p. 5230).

– Trois articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 5231 et 5234).

Art. 4 *(Abrogation de l'article 46 de la loi du 27 décembre 1973 d'orientation du commerce et de l'artisanat, dite Loi Royer)* – Adopté (p. 5234).

Après l'art. 4 (p. 5234).

Adoptés : amendement (art. additionnel) n° 9 de M. Hubert Haenel, rapporteur : modification pour coordination de l'alinéa 4 de l'article 3 du code de la famille et de l'aide sociale (p. 5236) – Amendement (art. additionnel) n° 1 de M. Alain Pluchet, soutenu par M. Philippe François : amélioration de l'information des consommateurs sur l'utilisation du sucre ou des produits de substitution édulcorants (p. 5236 ; précédemment réservé p. 5235).

– Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 5236).

Intitulé du projet de loi (p. 5235).

Adopté : amendement n° 11 de M. Hubert Haenel, rapporteur : « Projet de loi relatif aux actions en justice des associations agréées de consommateurs » (p. 5235 ; priorité ordonnée p. 5235).

– L'intitulé du projet de loi est ainsi rédigé (p. 5235).

Adoption (10 décembre 1987) (p. 5236).

Discussion (deuxième lecture)

(22 décembre 1987) (p. 5958, 5963).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5958, 5959) : *MM. Jean Arthuis, secrétaire d'Etat chargé de la consommation, de la concurrence et de la participation ; Jacques Thyraud, en remplacement de M. Hubert Haenel, rapporteur de la commission des lois.*

Actionnaires et actionnariat : *Thyraud (Jacques)* (p. 5958).

Associations de consommateurs : *Arthuis (Jacques)* (p. 5958).

Décisions de justice (publicité) : *Thyraud (Jacques)* (p. 5958).

Produits financiers : *Thyraud (Jacques)* (p. 5958).

Valeurs mobilières : *Thyraud (Jacques)* (p. 5958).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5959, 5963) : *MM. Jacques Thyraud, rapporteur ; Jean Arthuis, secrétaire d'Etat ; Philippe François, Paul Loridant.*

Art. 1er (p. 5959).

Adopté : amendement n° 1 de M. Jacques Thyraud, rapporteur : substitution des termes « les droits reconnus à la partie civile » aux termes « l'action civile » (p. 5959).

– L'article 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 5959).

Art. 3 bis (p. 5959).

Rejeté : amendement n° 2 de M. Jacques Thyraud, rapporteur : limites de l'action des associations de consommateurs sur le plan civil (p. 5960).

– L'article 3 bis est adopté (p. 5960).

Art. 3 bis-1, 3 quater – Adoptés (p. 5960).

Art. 5 (p. 5960).

Parole sur l'article : *MM. Philippe François* (p. 5960), *Jean Arthuis, secrétaire d'Etat* (p. 5960).

– L'article 5 est adopté (p. 5961).

Art. 6 – Adopté (p. 5961).

Art. 7 (p. 5961).

Parole sur l'article : *M. Paul Loridant* (p. 5961).

Adopté : amendement n° 3 de M. Jacques Thyraud, rapporteur : suppression de cet article (p. 5963).

– L'article 7 est supprimé (p. 5963).

Adoption (22 décembre 1987) (p. 5963).

Consommation

Voir *Consommateurs (protection et information),* **2**

Prévision économique, **1**
Questions au Gouvernement n° **173**

Constitution

Voir *Président de la République,* **1**

1. – **Proposition de loi constitutionnelle tendant à compléter l'article 6 de la Constitution et à rendre non renouvelable le mandat présidentiel,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Louis Jung, sénateur (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 20 décembre 1986 – 17 mars 1987) [n° **154** (86-87)] – Renvoi à la commission des lois.

Constitution (article 40)

Voir *Rappels au Règlement,* **8**

Construction navale

Voir *Questions au Gouvernement* n° **209**
Questions orales sans débat n° **156** ; n° **223**

Constructions navales

Voir *Questions au Gouvernement* n° **209**

Contentieux administratif

Voir *Justice,* **2**

Contentieux fiscal

1. – **Dépôt**, conformément aux dispositions de l'article 20 de la loi n° 77-1453 du 29 décembre 1977 accordant des garanties de procédure aux contribuables en matière fiscale et douanière, du **huitième rapport annuel du comité du contentieux fiscal, douanier et des changes** (26 mai 1987) (p. 1334).

Contrats de plan

Voir *Lois de finances,* **1,** Industrie, P et T et tourisme - II – Tourisme

Contrats de travail

Voir *Apprentissage,* **1**

Contrats ou conventions

Voir *Entreprises (transmission),* **1**

Contrôles fiscaux

Voir *Impôts et taxes,* **1**

Conventions collectives

Voir *Travail (aménagement du temps),* **1**

Coopération

Voir *Lois de finances,* **1,** Affaires étrangères ; Coopération
Questions au Gouvernement n° **190**
Questions orales avec débat n° **126**
Traités et conventions, **5 ; 6 ; 7 ; 37**

1. – **Proposition de loi tendant à élever le niveau quantitatif et qualitatif de la contribution française au développement des pays**

non industrialisés et à lutter contre la faim, PRESENTEE AU SENAT, par M. André Méric, sénateur, et plusieurs de ses collègues (7 octobre 1987) [n° 12 (87-88)] – Renvoi à la commission des affaires économiques.

Coopération culturelle, scientifique et technique

Voir *Traités et conventions,* **22 ; 35**

Coopération intercommunale

Voir *Collectivités territoriales,* **2**

Coopération judiciaire

Voir *Traités et conventions,* **15 ; 23 ; 24 ; 26 ; 31**

Coopération militaire

Voir *Traités et conventions,* **27 ; 28 ; 29 ; 30**

Copropriété

Voir *Navires,* **2**

Corps diplomatique et consulaire

Voir *Lois de finances,* **1,** Affaires étrangères

Corse (région)

Voir *Lois de finances rectificatives,* **1,** Art. 17 bis, 21 ter
Questions au Gouvernement n° **198**
Questions orales sans débat n° **267**
Transports, **2**

Côtes-du-Nord (département)

Voir *Questions au Gouvernement* n° **211**

Cotisations sociales

Voir *Sécurité sociale,* **1 ; 2 ; 3**

Cour des comptes

Voir *Lois de finances,* **1,** Rapport annuel de la Cour des comptes
Lois de règlement, **1 ; 2**

1. – **Dépôt du rapport annuel** de la Cour des comptes (25 juin 1987) (p. 2324, 2325) – *MM. André Chandernagor, Premier président de la Cour des comptes ; Christian Poncelet, président de la commission des finances.*

Cours administratives d'appel

Voir *Justice,* **2**

Cours d'appel

Voir *Magistrature,* **2**

Cours d'eau, étangs et lacs

Voir *Equipement,* **1**

Cours et tribunaux

Voir *Procédure pénale,* **1**

Création littéraire et artistique

Voir *Lois de finances,* **1,** Culture et communication - Culture

Crédit agricole

Voir *Banques et établissements financiers,* **1**

Creuse (département)

Voir *Questions au Gouvernement* n° **178**

Crimes, délits et contraventions

Voir *Circulation routière,* **2**
Droit pénal, **1 ; 2**
Procédure pénale, **1**
Stupéfiants, **1**

Croissance économique

Voir *Prévision économique,* **1**

Cuba

Voir *Allocutions et communications,* **23**

Culture

Voir *Enseignement artistique,* **1**
Lois de finances, **1,** Culture et communication - Culture
Questions orales sans débat n° **281**

Culture (ministère)

Voir *Questions orales sans débat* n° **206**

D

Débats (organisation)

Voir *Rappels au Règlement*, **40**

Décentralisation

Voir *Collectivités territoriales*, **2**
Finances locales, **3**
Gouvernement (déclarations), **2**
Logement, **3**
Questions orales sans débat n° **195** ; n° **202**

Décisions de justice

Voir *Questions au Gouvernement* n° **204**

Décorations

Voir *Rapatriés*, **1**

Défense

Voir *Lois de finances*, **1**, Défense
Lois de programmation militaire, **1**
Questions au Gouvernement n° **193**

1. – **Proposition de loi tendant à garantir la seconde carrière des militaires retraités,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Alain Gérard, sénateur (2 avril 1987) [n° **163** (86-87)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères.

Défense (ministère)

Voir *Questions au Gouvernement* n° **206**

Défense nationale

Voir *Questions au Gouvernement* n° **166** ; n° **233**

Déficit budgétaire

Voir *Gouvernement (déclarations)*, **2**
Lois de finances rectificatives, **1**

Délégations parlementaires

Voir *Communautés européennes*, **1**
*« Renseignements divers » p. 25**

Délégués du personnel

Voir *Questions orales sans débat* n° **233**

Délinquance

Voir *Police*, **1**
Questions au Gouvernement n° **238**

Démographie

1. – **Dépôt par le Gouvernement,** en application de l'article 8 de la loi n° 67-1176 du 28 décembre 1967 relative à la régulation des naissances, du seizième rapport sur la **situation démographique de la France** (2 octobre 1987) (p. 3039).

Départements

Voir *Collectivités territoriales*, **2**

Départements d'outre-mer (DOM)

Voir *Lois de finances*, **1**, Art. 27 ; Départements et territoires d'outre-mer
Questions orales sans débat n° **157** ; n° **158** ; n° **186** ; n° **220**

Déportés et internés

Voir *Anciens combattants et victimes de guerre*, **1**
Rappels au Règlement, **9**

1. – **Proposition de loi tendant à la reconnaissance du statut de prisonnier, interné, détenu par le Viet-Minh entre 1945 et 1954,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Maurice Arreckx, sénateur, et plusieurs de ses collègues (3 juin 1987) [n° **260** (86-87)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

2. – **Proposition de loi tendant à accorder aux prisonniers des camps Viet-Minh le statut de déporté et interné,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Jean Colin, sénateur, et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 9 juillet 1987 – 25 août 1987) [n° **385** (86-87)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

Députés

Voir *Elections*, **11**

Désarmement

Voir *Lois de finances*, **1**, Affaires étrangères
Lois de programmation militaire, **1**
Questions au Gouvernement n° **163**
Questions orales avec débat n° **147**

Détention provisoire

Voir *Procédure pénale*, **2**

Diffamation

Voir *Droit pénal*, **3**

Diplômes

Voir *Enseignement artistique*, **1**,
Géologues, **1**
Questions au Gouvernement n° **143** ; n° **159**

Disques, phonogrammes et vidéogrammes

Voir *Questions au Gouvernement* n° **131** ; n° **239**

Dissuasion nucléaire

Voir *Lois de finances*, **1**, Défense

Lois de programmation militaire, **1**

Divorce ou séparation de corps

Voir *Autorité parentale,* **1**

Djibouti

Voir *Traités et conventions,* **24 ; 25 ; 26 ; 31**

Dotation globale d'équipement (DGE)

Voir *Collectivités territoriales,* **2**
Questions orales sans débat n° **241**

Dotation globale de fonctionnement (DGF)

Voir *Collectivités territoriales,* **2**
Enseignants, **1**
Lois de finances, **1,** Art. 26
Questions au Gouvernement n° **172**

Douanes

Voir *Impôts et taxes,* **1**
Questions orales sans débat n° **220** ; n° **229**
Stupéfiants, **1**
Traités et conventions, **4**

Droit commercial

Voir *Entreprises,* **1**

Droit communautaire

Voir *Questions orales sans débat* n° **232**

Droit d'asile

Voir *Traités et conventions,* **20 ; 21**

Droit de la mer

Voir *Traités et conventions,* **11**

Droit de préemption

Voir *Urbanisme,* **1**

Droit des affaires

Voir *Sociétés civiles et commerciales,* **1**

Droit des personnes et de la famille

Voir *Traités et conventions,* **15 ; 24**
Autorité parentale, **1**

Droit des sociétés

Voir *Entreprises,* **1**

Droit du travail

Voir *Apprentissage,* **1**
Handicapés, **1**
Questions orales sans débat n° **160**
Travail (aménagement du temps), **1**

Droit électoral

Voir *Nouvelle-Calédonie,* **1**

Droit et temps de parole (procédure parlementaire)

Voir *Rappels au Règlement,* **40 ; 41**

Droit pénal

Voir *Stupéfiants,* **1**
Traités et conventions, **26**

1. – **Proposition de loi relative à la fraude informatique,** PRESENTEE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, par M. Jacques Godfrain, député, et plusieurs de ses collègues (12 août 1986) [n° **352**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. René André (14 mai 1987) [n° **744**] – Discussion (15 juin 1987) – Adoption (15 juin 1987) [n° **117**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (16 juin 1987) [n° **279** (86-87)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jacques Thyraud (2 octobre 1987) [n° **3** (87-88)] – Discussion (4 novembre 1987) – Adoption (4 novembre 1987) [n° **27**] – NOUVEL INTITULE : « **Proposition de loi relative à certaines infractions en matière de systèmes de traitements automatisés de données** ».

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (4 novembre 1987) [n° **1009**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. René André (2 décembre 1987) [n° **1087**] – Discussion (21 décembre 1987) – Adoption (21 décembre 1987) [n° **235**] – NOUVEL INTITULE : « **Proposition de loi relative à la fraude informatique** ».

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (22 décembre 1987) [n° **212** (87-88)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jacques Thyraud (22 décembre 1987) [n° **214** (87-88)] – Discussion (22 décembre 1987) – Adoption (22 décembre 1987) [n° **80**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (TROISIEME LECTURE) (22 décembre 1987) [n° **1182**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. René André (22 décembre 1987) [n° **1184**] – Discussion (22 décembre 1987) – Adoption (22 décembre 1987) [n° **241**].

PROMULGATION : Loi n° 88-19 du 5 janvier 1988 (*J.O.* Lois et décrets du 6 janvier 1988).

Discussion (première lecture)

(4 novembre 1987) (p. 3652, 3663).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3652, 3656) : *MM. Albin Chalandon, ministre de la justice ; Jacques Thyraud, rapporteur de la commission des lois ; Charles Lederman.*

Délinquance : *Chalandon (Albin)* (p. 3652) ; *Thyraud (Jacques)* (p. 3654).

Droit pénal : *Chalandon (Albin)* (p. 3652, 3653) ; *Lederman (Charles)* (p. 3655) ; *Thyraud (Jacques)* (p. 3653, 3654).

Fraude informatique : *Chalandon (Albin)* (p. 3652, 3653) ; *Lederman (Charles)* (p. 3655) ; *Thyraud (Jacques)* (p. 3653, 3654).

Grève (droit de) : *Lederman (Charles)* (p. 3655).

Informatique : *Chalandon (Albin)* (p. 3652) ; *Lederman (Charles)* (p. 3655, 3656) ; *Thyraud (Jacques)* (p. 3653).

Propriété industrielle : *Chalandon (Albin)* (p. 3653) ; *Lederman (Charles)* (p. 3656).

Sécurité publique : *Chalandon (Albin)* (p. 3652) ; *Lederman (Charles)* (p. 3655, 3656) ; *Thyraud (Jacques)* (p. 3654).

Technologies nouvelles : *Thyraud (Jacques)* (p. 3655).

Télématique : *Thyraud (Jacques)* (p. 3653).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 3656, 3663) : *MM. Jacques Thyraud, rapporteur ; Albin Chalandon, ministre ; William Chervy, Charles Lederman, Pierre-Christian Taittinger.*

Art. unique *(Insertion dans le titre II du livre III du code pénal d'un chapitre III nouveau intitulé « De certaines infractions en matière informatique »)* (p. 3656).

Adopté : amendement n° 1 de M. Jacques Thyraud, rapporteur : intitulé du chapitre III : « De certaines infractions en matière de systèmes de traitements automatisés de données » (p. 3656).

AVANT L'ARTICLE 462-2 DU CODE PENAL (p. 3656).

Adopté : amendement (art. additionnel) n° 2 de M. Jacques Thyraud, rapporteur : définition des notions de système de traitements automatisés de données et de maître d'un tel système (p. 3657).

ARTICLE 462-2 DU CODE PENAL *(Sanctions d'un accès frauduleux à un système de traitements automatisés de données)* (p. 3658).

Adoptés : amendements de M. Jacques Thyraud, rapporteur, n° 3 : sanctions du maintien frauduleux dans un système de traitements automatisés de données (p. 3658) – Et n° 4, rédactionnel (p. 3658).

ARTICLE 462-3 DU CODE PENAL *(Sanctions d'une entrave ou d'un sabotage du fonctionnement d'un système de traitements automatisés de données)* (p. 3658).

Adopté : amendement n° 5 de M. Jacques Thyraud, rapporteur : suppression du texte proposé pour l'article 462-3 du code pénal (p. 3658).

Devenu sans objet : amendement n° 12 de M. Paul Loridant, soutenu par M. William Chervy : suppression de la notion d'« entrave » au fonctionnement d'un système de traitements automatisés de données (p. 3658).

ARTICLE 462-4 DU CODE PENAL *(Sanctions de la suppression ou de la modification intentionnelle des informations contenues dans un système de traitements automatisés de données, ou de l'introduction d'informations dans un tel système)* (p. 3658).

Adopté : amendement n° 6 de M. Jacques Thyraud, rapporteur : sanctions d'une substitution intentionnelle au maître d'un système de traitements automatisés de données dans l'utilisation des logiciels, des données, des constituants physiques, ou des liaisons (p. 3659).

APRES L'ARTICLE 462-4 DU CODE PENAL (p. 3659).

Adopté : amendement (art. additionnel) n° 7 de M. Jacques Thyraud, rapporteur : sanctions de la tentative des délits prévus par les articles 462-2 et 462-4 du code pénal (p. 3660).

ARTICLE 462-5 DU CODE PENAL *(Sanctions de l'usage de faux informatique)* (p. 3660).

Adopté : amendement n° 8 de M. Jacques Thyraud, rapporteur : suppression du texte proposé pour l'article 462-5 du code pénal (p. 3660).

AVANT L'ARTICLE 462-6 DU CODE PENAL (p. 3660).

Adopté : amendement (art. additionnel) n° 9 de M. Jacques Thyraud, rapporteur : sanctions des ententes établies en vue de la préparation du délit de piratage informatique (p. 3661).

ARTICLE 462-6 DU CODE PENAL *(Possibilité de confiscation des matériels appartenant au condamné et ayant servi à commettre les infractions prévues au présent chapitre)* (p. 3661).

– L'ensemble de l'article unique, ainsi modifié, est adopté (p. 3661).

Après l'art. unique (p. 3661).

Rejeté : amendement (art. additionnel) de M. André Méric, soutenu par M. William Chervy : dérogation à l'application de la loi de 1985 sur la protection des logiciels en cas d'utilisation pédagogique à but non lucratif (p. 3662).

Retirés : amendement (art. additionnel) n° 11 de M. Pierre-Christian Taittinger : répression de la contrefaçon, de la falsification ou de l'altération de cartes de paiement (p. 3662) – Amendement (art. additionnel) n° 13 de M. Paul Loridant, soutenu par M. William Chervy : répression de la contrefaçon ou de la falsification des cartes bancaires (p. 3662).

Intitulé de la proposition de loi (p. 3662).

Adopté : amendement n° 10 de M. Jacques Thyraud, rapporteur : « Proposition de loi relative à certaines infractions en matière de systèmes de traitements automatisés de données » (p. 3663).

– L'intitulé de la proposition de loi est ainsi rédigé (p. 3663).

Adoption (4 novembre 1987) (p. 3663).

Discussion (deuxième lecture)

(22 décembre 1987) (p. 5966, 5968).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5966) : *MM. Albin Chalandon, ministre de la justice ; Jacques Thyraud, rapporteur de la commission des lois.*

Bicaméralisme : *Thyraud (Jacques)* (p. 5966).

Cartes bancaires : *Thyraud (Jacques)* (p. 5966).

Code pénal : *Chalandon (Albin)* (p. 5966).

Fraude informatique : *Thyraud (Jacques)* (p. 5966).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 5966, 5968) : *MM. Jacques Thyraud, rapporteur ; Albin Chalandon, ministre.*

Art. unique (p. 5966).

Parole sur l'article : *M. Jacques Thyraud, rapporteur* (p. 5967).

Adoptés : amendements de M. Jacques Thyraud, rapporteur, n° 1 : prise en compte du piratage informatique concernant les modes de traitement ou de transmission (p. 5967) – N° 2, de coordination (p. 5967) – N° 3 : qualification et répression de la falsification de documents informatisés (p. 5967) – N° 4 : délit d'usage et de recel de documents informatisés (p. 5968) – N° 6, de coordination (p. 5968) – Et n° 5 : répression de la tentative des délits prévus par cet article (p. 5968).

Explication de vote sur l'ensemble : *M. Jacques Thyraud, rapporteur* (p. 5968).

Adoption (22 décembre 1987) (p. 5968).

2. – **Projet de loi relatif aux obligations en matière de vente ou d'échange de certains objets mobiliers et à la répression du recel,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Jacques Chirac, Premier ministre, par M. Albin Chalandon, ministre de la justice (2 avril 1987) [n° **625**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Pierre Pasquini (4 juin 1987) [n° **806**] – Discussion (29 juin 1987) – Adoption (29 juin 1987) [n° **144**] – NOUVEL INTITULE : « **Projet de loi relatif à la prévention et à la répression du recel et organisant la vente ou l'échange d'objets mobiliers** ».

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (30 juin 1987) [n° **342** (86-87)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jacques Grandon (2 octobre 1987) [n° **2** (87-88)] – Discussion (7 octobre 1987) – Adoption (7 octobre 1987) [n° **1**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (SECONDE LECTURE) (7 octobre 1987) [n° **959**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Pierre Pasquini (28 octobre 1987) [n° **997**] – Discussion (19 novembre 1987) – Adoption (19 novembre 1987) [n° **178**].

PROMULGATION : Loi n° 87-962 du 30 novembre 1987 (*J.O.* Lois et décrets du 1er décembre 1987).

Discussion (première lecture)

(7 octobre 1987) (p. 3051, 3060).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3051, 3057) : *MM. Albin Chalandon, ministre de la justice ; Jacques Grandon, rapporteur de la commission des lois ; Félix Ciccolini, Louis Souvet, Gérard Larcher, Charles Lederman.*

Antiquités et brocante : *Chalandon (Albin)* (p. 3052, 3057) ; *Grandon (Jacques)* (p. 3053, 3054) ; *Souvet (Louis)* (p. 3055).

Autodéfense : *Larcher (Gérard)* (p. 3055).

Biens meubles : *Chalandon (Albin)* (p. 3052).

Casinos : *Lederman (Charles)* (p. 3056).

Code pénal : *Chalandon (Albin)* (p. 3052) ; *Grandon (Jacques)* (p. 3053).

Commerce et artisanat : *Larcher (Gérard)* (p. 3055) ; *Souvet (Louis)* (p. 3055).

Communauté économique européenne (CEE) : *Larcher (Gérard)* (p. 3056) ; *Souvet (Louis)* (p. 3055).

Condamnations pénales : *Chalandon (Albin)* (p. 3051) ; *Ciccolini (Félix)* (p. 3054) ; *Grandon (Jacques)* (p. 3053) ; *Lederman (Charles)* (p. 3056).

Consommateurs (protection et information) : *Larcher (Gérard)* (p. 3055) ; *Souvet (Louis)* (p. 3055).

Délinquance : *Chalandon (Albin)* (p. 3051) ; *Grandon (Jacques)* (p. 3052) ; *Larcher (Gérard)* (p. 3055) ; *Lederman (Charles)* (p. 3056).

Fichiers : *Chalandon (Albin)* (p. 3057) ; *Souvet (Louis)* (p. 3055).

Foires, expositions et salons : *Chalandon (Albin)* (p. 3052) ; *Grandon (Jacques)* (p. 3054) ; *Larcher (Gérard)* (p. 3056) ; *Souvet (Louis)* (p. 3055).

Jeunesse : *Chalandon (Albin)* (p. 3056).

Justice (budget) : *Chalandon (Albin)* (p. 3056) ; *Lederman (Charles)* (p. 3056).

Libertés individuelles : *Chalandon (Albin)* (p. 3052).

Loi du 15 février 1898 (brocante) : *Chalandon (Albin)* (p. 3052) ; *Grandon (Jacques)* (p. 3053).

Marquage des objets : *Chalandon (Albin)* (p. 3052) ; *Grandon (Jacques)* (p. 3054).

Police : *Chalandon (Albin)* (p. 3057).

Police judiciaire : *Chalandon (Albin)* (p. 3052).

Prévention : *Chalandon (Albin)* (p. 3052, 3056) ; *Souvet (Louis)* (p. 3055).

Recel : *Chalandon (Albin)* (p. 3051, 3052) ; *Ciccolini (Félix)* (p. 3054) ; *Grandon (Jacques)* (p. 3052, 3053).

Recel (statistiques) : *Ciccolini (Félix)* (p. 3054).

Registre : *Chalandon (Albin)* (p. 3052) ; *Grandon (Jacques)* (p. 3053, 3054).

Responsabilité pénale : *Souvet (Louis)* (p. 3055).

Sécurité publique : *Chalandon (Albin)* (p. 3051) ; *Grandon (Jacques)* (p. 3052) ; *Larcher (Gérard)* (p. 3055).

Trafic d'objets volés : *Chalandon (Albin)* (p. 3051) ; *Grandon (Jacques)* (p. 3052) ; *Larcher (Gérard)* (p. 3056) ; *Souvet (Louis)* (p. 3055).

Vol (statistiques) : *Chalandon (Albin)* (p. 3051) ; *Ciccolini (Félix)* (p. 3054) ; *Grandon (Jacques)* (p. 3052) ; *Lederman (Charles)* (p. 3056).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3057, 3060) : *MM. Jacques Grandon, rapporteur ; Albin Chalandon, ministre ; Michel Dreyfus-Schmidt.*

Art. premier *(Obligation de tenir un registre pour les revendeurs de certains objets mobiliers)* (p. 3057).

Adoptés : amendements de M. Jacques Grandon, rapporteur, n° 1 : tenue par les professionnels, jour par jour, d'un registre contenant une description de certains objets mobiliers (p. 3057) – Et n° 2 : fixation par décret en Conseil d'Etat du délai pendant lequel le registre doit être conservé après sa clôture (p. 3057).

– L'article 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 3057).

Art. 2 *(Obligation de tenir un registre pour les organisateurs de manifestations publiques)* (p. 3057).

Adopté : amendement n° 3 de M. Jacques Grandon, rapporteur : obligation pour les organisateurs de manifestations publiques de tenir un registre, jour par jour (p. 3058).

– L'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 3058).

Art. 2 bis *(Eléments d'identification technique et commercial du meuble vendu)* (p. 3058).

Adopté : amendement n° 4 de M. Jacques Grandon, rapporteur : suppression de cet article (p. 3058).

– L'article 2 bis est supprimé (p. 3058).

Art. 3 et 4 *(Modifications de numérotations et d'intitulé de certaines divisions du code pénal)* – Adoptés (p. 3058).

Art. 5 *(Recel simple ; recel professionnel ou habituel ; peines complémentaires)* – Adopté (p. 3058).

Art. 6 *(Recel aggravé)* – Adopté (p. 3058).

Art. 7 *(Coordination)* – Adopté (p. 3058).

Art. 8 *(Sanctions pénales en cas de violation des obligations ou interdictions résultant de certaines peines complémentaires)* – Adopté (p. 3058).

Art. 9 *(Abrogation de la loi du 15 février 1898 relative au commerce de brocanteur)* – Adopté (p. 3059).

Après l'art. 9 (p. 3059).

Adoptés : amendements (art. additionnels) de M. Albin Chalandon, ministre, n° 6 : compétences du ministère public en matière de restitution ; réduction des délais de conservation des objets dangereux (p. 3059) – N° 7 : voie de recours accordée aux tiers lorsque le juge d'instruction statue sur la question de la restitution des objets saisis, lors de la clôture de l'information (p. 3059) – Et n° 8 : répression du bris de scellés apposés à l'occasion de l'ouverture d'une succession (p. 3060).

– Trois articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 3059 et 3060).

Art. 10 *(Entrée en vigueur de la loi)* (p. 3060).

Adopté : amendement n° 5 de M. Jacques Grandon, rapporteur : report du délai d'application des dispositions relatives aux organisateurs de manifestations publiques (p. 3060).

– L'article 10, dans la rédaction de l'amendement n° 5, est adopté (p. 3060).

Explication de vote sur l'ensemble : *M. Louis Virapoullé* (p. 3060).

Adoption (7 octobre 1987) (p. 3060).

3. – **Proposition de loi tendant à réprimer tout acte raciste, antisémite ou xénophobe,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Charles Lederman, sénateur, et plusieurs de ses collègues (9 juillet 1987) [n° **374** (86-87)] – Renvoi à la commission des lois.

Droits de l'homme

Voir *Droit pénal,* **3**
Lois de finances, **1,** Affaires étrangères
Questions orales avec débat n° **147**

E

Eau et assainissement

Voir *Questions au Gouvernement* n° **176**

Economie sociale

Voir *Lois de finances*, **1**, Services du Premier ministre - IV – Plan

Edition et imprimerie

Voir *Questions au Gouvernement* n° **122** ; n° **125**

Education

Voir *Gouvernement (déclarations)*, **5**

Education nationale

Voir *Enseignement artistique*, **1**
Lois de finances, **1**, Education nationale - I – Enseignement scolaire

Education physique et sportive (EPS)

Voir *Lois de finances*, **1**, Services du Premier ministre - V – Jeunesse et sports
Questions orales sans débat n° **175**

Education populaire

Voir *Lois de finances*, **1**, Services du Premier ministre - V – Jeunesse et sports

Education surveillée

Voir *Etablissements pénitentiaires*, **2**
Lois de finances, **1**, Justice
Questions orales sans débat n° **191** ; n° **233**

Elections

Voir *Français de l'étranger*, **1** ; **2**
Président de la République, **2**
Tribunaux de commerce, **1**

1. – **Proposition de loi organique complétant l'article 3 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Charles de Cuttoli, sénateur, et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 25 février 1986 – 10 mars 1986) [n° **311** (85-86)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Charles de Cuttoli (8 avril 1987) [n° **172** (86-87)] – Discussion (19 mai 1987) – Adoption (19 mai 1987) [n° **67**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (19 mai 1987) [n° **772**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. André Fanton (3 décembre 1987) [n° **1099**] – Discussion (4 décembre 1987) – Adoption (4 décembre 1987) [n° **198**].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (4 décembre 1987) [n° **137** (87-88)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Charles de Cuttoli (9 décembre 1987) [n° **145** (87-88)] – Discussion (11 décembre 1987) (Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 138 – Elections 10) – Adoption (11 décembre 1987) [n° **46**].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Décision n° 87-236 DC du 5 janvier 1988 (*JO* Lois et décrets du 7 janvier 1988) qui déclare la loi organique conforme à la Constitution.

PROMULGATION : Loi n° 88-36 du 13 janvier 1988 (*JO* Lois et décrets du 15 janvier 1988).

Discussion des conclusions du rapport

(19 mai 1987) (p. 1054, 1058).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1054, 1056) : *MM. Charles de Cuttoli, rapporteur de la commission des lois ; Charles Pasqua, ministre de l'intérieur ; Guy Penne, Jacques Habert.*

Conseil supérieur des Français de l'étranger : *Cuttoli (Charles de)* (p. 1054) ; *Habert (Jacques)* (p. 1056) ; *Pasqua (Charles)* (p. 1055) ; *Penne (Guy)* (p. 1055).

Conseillers régionaux : *Cuttoli (Charles de)* (p. 1055) ; *Pasqua (Charles)* (p. 1055).

Coopérants : *Penne (Guy)* (p. 1055).

Elections présidentielles : *Cuttoli (Charles de)* (p. 1054).

Epargne : *Penne (Guy)* (p. 1056).

Fonction publique territoriale : *Penne (Guy)* (p. 1055).

Français de l'étranger : *Penne (Guy)* (p. 1055).

Modes de scrutin : *Penne (Guy)* (p. 1055).

Prestations sociales : *Penne (Guy)* (p. 1055).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 1056)

Art. unique (*Possibilité, pour les membres élus du Conseil supérieur des Français de l'étranger de présenter des candidats à l'élection présidentielle*) (p. 1056).

Explications de vote : *MM. Jean-Pierre Cantegrit (p. 1057), Louis Virapoullé (p. 1057), Jean-Pierre Bayle (p. 1057, 1058), Charles de Cuttoli, rapporteur (p. 1058).*

Scrutin public de droit n° 165 (p. 1058).

Adoption (19 mai 1987) (p. 1058).

Discussion (deuxième lecture)

(11 décembre 1987) (p. 5317, 5321).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5317, 5320) (Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 138 – Elections 10) : *MM. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur ; Charles de Cuttoli, rapporteur de la commission des lois ; Jacques Habert, Jean-Pierre Bayle, Jean Garcia, Paul d'Ornano, Daniel Millaud.*

Collectivités territoriales : *Habert (Jacques)* (p. 5318).

Conseillers généraux : *Cuttoli (Charles de)* (p. 5320).

Conseillers régionaux : *Cuttoli (Charles de)* (p. 5317, 5318) ; *Garcia (Jean)* (p. 5319) ; *Habert (Jacques)* (p. 5318) ; *Pasqua (Charles)* (p. 5317).

Conseil supérieur des Français de l'étranger : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 5318, 5319) ; *Cuttoli (Charles de)* (p. 5317, 5318) ; *Habert (Jacques)* (p. 5318) ; *Ornano (Paul)* (p. 5320) ; *Pasqua (Charles)* (p. 5317, 5320).

Départements d'outre-mer (DOM) : *Cuttoli (Charles de)* (p. 5320) ; *Millaud (Daniel)* (p. 5320).

Elections présidentielles : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 5318, 5319) ; *Cuttoli (Charles de)* (p. 5317) ; *Garcia (Jean)* (p. 5319) ; *Habert (Jacques)* (p. 5318) ; *Pasqua (Charles)* (p. 5317, 5320).

Français de l'étranger : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 5318) ; *Cuttoli (Charles de)* (p. 5317, 5318) ; *Habert (Jacques)* (p. 5318) ; *Pasqua (Charles)* (p. 5317).

Front national : *Garcia (Jean)* (p. 5319, 5320) ; *Pasqua (Charles)* (p. 5320).

Procédure législative : *Cuttoli (Charles de)* (p. 5320).

Racisme : *Garcia (Jean)* (p. 5319).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5321)

Art. 1er *(Extension aux membres élus du Conseil supérieur des Français de l'étranger du droit de présentation des candidats à l'élection du Président de la République)* – Adopté (p. 5321).

Art. 2 *(Mode de comptabilisation des parrainages des candidats à l'élection présidentielle par les membres élus du Conseil supérieur des Français de l'étranger)* – Adopté (p. 5321).

Explications de vote sur l'ensemble : *MM. Claude Estier (p. 5321) ; Jean Garcia (p. 5321) ; Jean-Pierre Bayle (p. 5321).*

Scrutin public de droit n° 65 (p. 5321).

Adoption (11 décembre 1987) (p. 5321).

2. – **Proposition de loi modifiant la loi n° 85-692 du 10 juillet 1985 relative à l'élection des conseils régionaux,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Louis Jung, sénateur, et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 20 décembre 1986 – 18 mars 1987) [n° **155** (86-87)] – Renvoi à la commission des lois.

3. – **Proposition de loi tendant à modifier le régime électoral de la ville de Marseille,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Marcel Lucotte, sénateur, et plusieurs de ses collègues (23 avril 1987) [n° **200** (86-87)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Hubert Haenel (6 mai 1987) [n° **214** (86-87)] – Discussion (14 mai 1987) – Adoption (14 mai 1987) [n° **64**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (14 mai 1987) [n° **746**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Pascal Clément (27 mai 1987) [n° **792**] – Discussion (3 et 4 juin 1987) – Adoption (4 juin 1987) [n° **107**].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Décision n° 87-227 DC du 7 juillet 1987 (*JO* Lois et décrets du 8 juillet 1987) qui déclare cette loi non contraire à la Constitution.

PROMULGATION : Loi n° 87-509 du 9 juillet 1987 (*JO* Lois et décrets du 11 juillet 1987).

Discussion des conclusions du rapport

(14 mai 1987) (p. 971, 985).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 971, 979) : *MM. Hubert Haenel, rapporteur de la commission des lois ; Charles Pasqua, ministre de l'intérieur ; Mlle Irma Rapuzzi, MM. Jean Francou, Louis Minetti, Roger Romani, Charles Ornano.*

Administration territoriale : *Pasqua (Charles)* (p. 974).

Arrondissements : *Haenel (Hubert)* (p. 973) ; *Minetti (Louis)* (p. 979).

Chomâge : *Minetti (Louis)* (p. 977).

Circonscriptions électorales : *Haenel (Hubert)* (p. 972) ; *Minetti (Louis)* (p. 978) ; *Rapuzzi (Irma)* (p. 976).

Conseil constitutionnel (décisions) : *Haenel (Hubert)* (p. 972, 973).

Conseils d'arrondissement : *Haenel (Hubert)* (p. 973).

Découpage électoral (1982) : *Francou (Jean)* (p. 977) ; *Haenel (Hubert)* (p. 972) ; *Pasqua (Charles)* (p. 974).

Découpage électoral (1987) : *Francou (Jean)* (p. 977) ; *Haenel (Hubert)* (p. 972, 973) ; *Minetti (Louis)* (p. 978) ; *Pasqua (Charles)* (p. 974) ; *Rapuzzi (Irma)* (p. 976).

Démographie : *Haenel (Hubert)* (p. 973, 974) ; *Rapuzzi (Irma)* (p. 976).

Elections municipales : *Francou (Jean)* (p. 976, 977) ; *Haenel (Hubert)* (p. 972) ; *Pasqua (Charles)* (p. 974) ; *Rapuzzi (Irma)* (p. 975).

Elus locaux : *Minetti (Louis)* (p. 978).

Loi et règlement (domaines respectifs) : *Haenel (Hubert)* (p. 973).

Lyon (ville) : *Minetti (Louis)* (p. 978).

Modes de scrutin : *Rapuzzi (Irma)* (p. 975) ; *Romani (Roger)* (p. 979).

Nouvelle-Calédonie : *Haenel (Hubert)* (p. 973).

Revenus : *Minetti (Louis)* (p. 978).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 979, 985) : *MM. Charles Bonifay, Hubert Haenel, rapporteur ; Yves Galland, ministre délégué chargé des collectivités locales ; Bastien Leccia, Louis Minetti.*

Art. 1er et tableau n° 4 (*Tableau des secteurs pour l'élection des conseillers municipaux de Marseille*) (p. 979).

Rejetés : amendement n° 4 de Mlle Irma Rapuzzi, soutenu par M. Charles Bonifay : suppression de cet article (p. 980) – Amendements n°s 8, 9, 10 et 11 de Mlle Irma Rapuzzi, soutenus par M. Bastien Leccia : coincidence du secteur et de l'arrondissement ; répartition des conseillers municipaux (p. 983) – Amendement n° 1 de M. Louis Minetti : application de la représentation proportionnelle stricte (p. 983).

– L'art. 1er et le tableau n° 4 sont adoptés (p. 983).

Après l'art. 1er (p. 983).

Rejeté : amendement (art. additionnel) n° 5 de Mlle Irma Rapuzzi, soutenu par M. Bastien Leccia : assimilation de l'arrondissement à une circonscription électorale (p. 984).

Art. 2 et tableau n° 2 (*Ressort territorial des conseils d'arrondissement de Marseille*) (p. 984).

Rejetés : amendements de Mlle Irma Rapuzzi, soutenus par M. Bastien Leccia (p. 981), n° 6 : suppression de cet article (p. 984) – Et n° 12 : ressort territorial des conseils d'arrondissement : un conseil par arrondissement (p. 984) – Amendement n° 2 de M. Louis Minetti : ressort territorial des conseils d'arrondissement : un conseil pour deux arrondissements (p. 984).

Retiré : amendement n° 13 de Mlle Irma Rapuzzi (p. 984).

– L'art. 2 et le tableau n° 2 sont adoptés (p. 984).

Art. 3 (*Adaptation de l'organisation administrative de Marseille à la nouvelle délimitation de ses secteurs électoraux*) (p. 984).

Rejetés : amendement n° 7 de Mlle Irma Rapuzzi, soutenu par M. Charles Bonifay (p. 979) : suppression de cet article (p. 985) – Amendement n° 3 de M. Louis Minetti : coordination (p. 985).

– L'art. 3 est adopté (p. 985).

Art. 4 (*Date d'entrée en vigueur*) – Adopté (p. 985).

Intitulé (*Proposition de loi tendant à modifier l'organisation administrative et le régime électoral de la ville de Marseille*) – Adopté (p. 985).

Explications de vote sur l'ensemble : *MM. Louis Virapoullé (p. 985), Louis Minetti (p. 985)*.

Adoption (14 mai 1987) (p. 985).

4. – **Proposition de loi organique modifiant les dispositions tendant à la limitation du cumul des mandats électoraux et des fonctions électives par les parlementaires,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Paul Graziani, sénateur, et plusieurs de ses collègues (7 mai 1987) [n° **221** (86-87)] – Renvoi à la commission des lois.

5. – **Proposition de loi modifiant les dispositions tendant à limiter le cumul des mandats électoraux et des fonctions électives,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Paul Graziani, sénateur, et plusieurs de ses collègues (7 mai 1987) [n° **222** (86-87)] – Renvoi à la commission des lois.

6. – **Proposition de loi tendant à modifier les articles L 280, L 281, L 282, L 284, L 286 et L 288 du code électoral,** PRESEN-

TEE AU SENAT, par M. Louis de Catuelan, sénateur (25 mai 1987) [n° **240** (86-87)] – Renvoi à la commission des lois.

7. – **Proposition de loi modifiant le code électoral et relative à l'élection des conseillers régionaux,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Michel Giraud, sénateur, et plusieurs de ses collègues (2 octobre 1987) [n° **1** (87-88)] – Renvoi à la commission des lois.

8. – **Proposition de loi instaurant un contrôle a priori de l'éligibilité des candidats aux élections municipales dans les communes de plus de 3500 habitants,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Paul Loridant, sénateur, et plusieurs de ses collègues (14 octobre 1987) [n° **42** (87-88)] – Renvoi à la commission des lois.

9. – **Projet de loi relatif aux élections cantonales,** PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Jacques Chirac, Premier ministre, par M. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur (23 octobre 1987) [n° **64** (87-88)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Pierre Salvi (4 novembre 1987) [n° **81** (87-88)] – Urgence – Discussion (10 novembre 1987) – Adoption (10 novembre 1987) [n° **32**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (12 novembre 1987) [n° **1027**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport commun avec la proposition de loi de M. Gilbert Barbier, relative aux élections cantonales [n° 722] – Rapport de M. André Fanton (3 décembre 1987) [n° **1100**] – Discussion (4 décembre 1987) – Adoption (4 décembre 1987) [n° **199**].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Décision n° 87-233 DC du 5 janvier 1988 (*J.O.* Lois et décrets du 7 janvier 1988) qui déclare non conforme à la Constitution l'article 2.

PROMULGATION : Loi n° 88-26 du 8 janvier 1988 (*J.O.* Lois et décrets du 9 janvier 1988).

Discussion (première lecture)

(10 novembre 1987) (p. 3802, 3804).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3802, 3804) : *MM. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur ; Pierre Salvi, rapporteur de la commission des lois ; Jean Simonin.*

Elections partielles : *Salvi (Pierre)* (p. 3803) ; *Simonin (Jean)* (p. 3804).

Elections présidentielles : *Pasqua (Charles)* (p. 3802) ; *Salvi (Pierre)* (p. 3803).

Scrutins (organisation) : *Pasqua (Charles)* (p. 3802) ; *Salvi (Pierre)* (p. 3803).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3804) : *MM. Pierre Salvi, rapporteur ; Charles Pasqua, ministre ; Michel Dreyfus-Schmidt.*

Art. unique *(Prorogation jusqu'en octobre 1988 du mandat des conseillers généraux, expirant en mars 1988)* – Adopté (p. 3804).

Après l'art. unique (p. 3804).

Adopté : amendement n° 1 (art. additionnel) de M. Pierre Salvi, rapporteur : report des élections cantonales partielles rendues nécessaires par les vacances survenues au cours du premier trimestre de 1988 (p. 3804).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3804).

Adoption du projet de loi (10 novembre 1987) (p. 3804).

10. – **Proposition de loi organique tendant à modifier l'article 3 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel, afin d'élargir aux conseillers régionaux le droit de présentation des candidats à cette élection,** PRESENTEE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, par M. Pierre Pascallon, député, et plusieurs de ses collègues (21 octobre 1986) [n° **409**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. André Fanton (23 avril 1987) [n° **691**] – Discussion (4 décembre 1987) – Adoption (4 décembre 1987) [n° **197**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (4 décembre 1987) [n° **138** (87-88)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Charles de Cuttoli (9 décembre 1987) [n° **146** (87-88)] – Discussion (11 décembre 1987) (Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° **137** – Elections 1) – Adoption (11 décembre 1987) [n° **47**].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Décision n° 87-235 DC du 5 janvier 1988 (*JO* Lois et décrets du 7 janvier 1988) qui déclare la loi organique conforme à la Constitution.

PROMULGATION : Loi n° 88-35 du 13 janvier 1988 (*JO* Lois et décrets du 15 janvier 1988).

Discussion (première lecture)

(11 décembre 1987) (p. 5317, 5322).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5317, 5320) (Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° **137** – Elections 1)

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 5321, 5322)

Art. unique *(Modification de l'article 3 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962, relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel, afin d'élargir aux conseillers régionaux le droit de présentation des candidats à cette élection)* (p. 5321).

Scrutin public de droit n° 66 (p. 5322).

Adoption (11 décembre 1987) (p. 5322).

11. – **Proposition de loi organique tendant à compléter l'article LO 131 du code électoral relatif aux inéligibilités parlementaires,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Etienne Dailly, sénateur, et plusieurs de ses collègues (9 décembre 1987) [n° **156** (87-88)] – Renvoi à la commission des lois.

Elections cantonales

Voir *Elections,* **9**

Elections municipales

Voir *Elections,* **3 ; 8**
Nouvelle-Calédonie, **3**

Elections présidentielles

Voir *Elections,* **1 ; 10**
Président de la République, **2**

Elections régionales

Voir *Elections,* **2 ; 7**

Electricité

Voir *Questions au Gouvernement* n° **226**
Questions orales sans débat n° **203** ; n° **239**

Electricité de France (EDF)

Voir *Questions orales sans débat* n° **203**

Electronique (industrie)

Voir *Propriété industrielle,* **1**
Questions au Gouvernement n° **178**

Elevage

Voir *Questions au Gouvernement* n° **152** ; n° **183**
Questions orales sans débat n° **189** ; n° **190**

Eligibilités

Voir *Elections,* **8**

Eloges funèbres

1. – **Hommage à la mémoire de M. Noël Berrier**, sénateur de la Nièvre, par M. Alain Poher, président du Sénat, auquel s'associe M. Albin Chalandon, ministre de la justice (8 avril 1987) (p. 62).

2. – **Hommage à la mémoire de M. Paul Bénard,** sénateur de La Réunion, par M. Alain Poher, président du Sénat, auquel s'associe M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports (14 avril 1987) (p. 155, 156).

3. – **Hommage à la mémoire de M. Louis Caiveau,** sénateur de la Vendée, par M. Alain Poher, président du Sénat, auquel s'associe M. André Rossinot, ministre chargé des relations avec le Parlement (28 avril 1987) (p. 495, 496).

4. – **Hommage à la mémoire de M. Maurice Charretier,** sénateur de Vaucluse, par M. Alain Poher, président du Sénat, auquel s'associe M. Didier Bariani, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères (3 novembre 1987) (p. 3622, 3623).

5. – **Hommage à la mémoire de M. Guy Malé**, sénateur des Pyrénées-Orientales, par M. Alain Poher, président du Sénat, auquel s'associe M. Bernard Bosson, ministre chargé des affaires européennes (16 décembre 1987) (p. 5507).

Emploi

Voir *Chômage,* **1**
Formation professionnelle, **1**
Gouvernement (déclarations), **2**
Handicapés, **1**
Lois de finances, **1,** Affaires sociales et emploi - I – Section commune et III – Emploi
Prévision économique, **1** ; **2**
Questions au Gouvernement n° **124** ; n° **218**
Questions orales sans débat n° **174** ; n° **180** ; n° **269** ; n° **275**

1. – **Proposition de loi relative à la création de zones d'entreprises dans le département de la Somme,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Max Lejeune, sénateur, et plusieurs de ses collègues (7 juillet 1987) [n° **357** (86-87)] – Renvoi à la commission des affaires économiques.

Emploi des jeunes

Voir *Questions au Gouvernement* n° **130**
Sécurité sociale, **1**

Emplois civils et militaires de l'Etat

Voir *Lois de finances,* **1,** Economie, finances et privatisation - I – Charges communes (et rapatriés) et II – Services financiers

Emplois réservés

Voir *Veuves,* **3**

Emprunts d'Etat

Voir *Finances publiques,* **1**

Energie

Voir *Exploitants agricoles,* **1**

Energie (économies)

Voir *Questions orales sans débat* n° **133**

Energie nucléaire

Voir *Environnement,* **2**
Navires, **1**

1. – **Rapport d'information,** fait au nom de **l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques** sur les conséquences de l'accident de la centrale de **Tchernobyl** et sur la sûreté et la sécurité des **installations nucléaires**, par MM. Jean-Marie Rausch et Richard Pouille, sénateurs (17 décembre 1987) [n° **179** (87-88)].

Enfance

Voir *Autorité parentale,* **1**

Enfants (modes de garde)

Voir *Lois de finances,* **1,** Art. 3

Enseignants

Voir *Allocutions et communications,* **1**
Enseignement artistique, **1**
Lois de finances, **1,** Education nationale - I – Enseignement scolaire
Questions au Gouvernement n° **121** ; n° **129**
Questions orales sans débat n° **172** ; n° **216**

1. – **Proposition de loi transférant à l'Etat la responsabilité du logement des instituteurs,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Jean Madelain, sénateur (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 9 juillet 1987 – 21 juillet 1987) [n° **380** (86-87)] – Renvoi à la commission des lois.

Enseignants (formation)

Voir *Questions orales sans débat* n° **135**

Enseignement

Voir *Langues et cultures régionales,* **1**
Lois de finances, **1,** Education nationale - I – Enseignement scolaire
Questions orales sans débat n° **135** ; n° **161** ; n° **230** ; n° **256** ; n° **262** ; n° **263**
Sécurité sociale, **1,** Art. 54 à 57

Enseignement (personnel non enseignant)

Voir *Questions au Gouvernement* n° **121**

Enseignement (programmes)

Voir *Questions orales sans débat* n° **272**

Enseignement à l'étranger

Voir *Lois de finances,* **1,** Coopération

Enseignement agricole

Voir *Lois de finances,* **1,** Agriculture

Questions au Gouvernement n° **153**

Enseignement artistique

1. – **Projet de loi relatif aux enseignements artistiques,** PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Jacques Chirac, Premier ministre, par M. François Léotard, ministre de la culture, et par M. René Monory, ministre de l'éducation nationale (24 juin 1987) [n° **319** (86-87)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Marcel Lucotte (21 octobre 1987) [n° **61** (87-88)] – Urgence – Discussion (29 octobre 1987) – Adoption (29 octobre 1987) [n° **8**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (30 octobre 1987) [n° **1004**] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Bruno Bourg-Broc (1er décembre 1987) [n° **1085**] – Discussion (16 décembre 1987) – Adoption (16 décembre 1987) (n° **209**].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (17 décembre 1987) [n° **178** (87-88)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Bruno Bourg-Broc (22 décembre 1987) [n° **1174**] – Discussion (22 décembre 1987) – Adoption (22 décembre 1987) [n° **236**).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Marcel Lucotte (21 décembre 1987) [n° **206** (87-88)] – Discussion (22 décembre 1987) – Adoption (22 décembre 1987) [n° **84**].

PROMULGATION : Loi n° 88-20 du 6 janvier 1988 (*J.O.* Lois et décrets du 7 janvier 1988) – Rectificatif (*J.O.* Lois et décrets du 15 janvier 1988).

Discussion (première lecture)

(29 octobre 1987) (p. 3556, 3614).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3556, 3585) : *MM. François Léotard, ministre de la culture et de la communication ; René Monory, ministre de l'éducation nationale ; Marcel Lucotte, rapporteur de la commission des affaires culturelles ; Pierre-Christian Taittinger, Jules Faigt, René Régnault, Franck Sérusclat, André Bettencourt, Louis de la Forest, Michel Miroudot, Louis Moinard, Ivan Renar, Jacques Habert.*

Associations : *Faigt (Jules)* (p. 3568) ; *Forest (Louis de la)* (p. 3574) ; *Léotard (François)* (p. 3581) ; *Moinard (Louis)* (p. 3575) ; *Monory (René)* (p. 3584) ; *Régnault (René)* (p. 3569) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 3571).

Baccalauréats : *Bettencourt (André)* (p. 3572) ; *Miroudot (Michel)* (p. 3575) ; *Monory (René)* (p. 3584).

Chant : *Habert (Jacques)* (p. 3580) ; *Léotard (François)* (p. 3583).

Collectivités territoriales : *Faigt (Jules)* (p. 3568) ; *Léotard (François)* (p. 3559, 3582) ; *Lucotte (Marcel)* (p. 3565) ; *Miroudot (Michel)* (p. 3575) ; *Moinard (Louis)* (p. 3575) ; *Monory (René)* (p. 3561, 3584) ; *Régnault (René)* (p. 3568, 3569, 3570) ; *Renar (Ivan)* (p. 3577) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 3571).

Communication audiovisuelle : *Léotard (François)* (p. 3582) ; *Renar (Ivan)* (p. 3576, 3577).

Création littéraire et artistique : *Léotard (François)* (p. 3557, 3582) ; *Lucotte (Marcel)* (p. 3563) ; *Taittinger (Pierre-Christian)* (p. 3566).

Culture : *Bettencourt (André)* (p. 3573) ; *Habert (Jacques)* (p. 3578, 3579) ; *Léotard (François)* (p. 3556, 3557, 3582, 3583) ; *Lucotte (Marcel)* (p. 3563) ; *Miroudot (Michel)* (p. 3574) ; *Moinard (Louis)* (p. 3575) ; *Monory (René)* (p. 3560, 3584) ; *Renar (Ivan)* (p. 3575, 3576) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 3570) ; *Taittinger (Pierre-Christian)* (p. 3566).

Culture (budget) : *Léotard (François)* (p. 3580, 3582) ; *Renar (Ivan)* (p. 3577).

Diplômes : *Léotard (François)* (p. 3558) ; *Lucotte (Marcel)* (p. 3564).

Echec scolaire : *Monory (René)* (p. 3583) ; *Régnault (René)* (p. 3570) ; *Renar (Ivan)* (p. 3575, 3576).

Education : *Bettencourt (André)* (p. 3573) ; *Forest (Louis de la)* (p. 3573) ; *Habert (Jacques)* (p. 3578) ; *Léotard (François)* (p. 3556, 3557) ; *Lucotte (Marcel)* (p. 3563) ; *Miroudot (Michel)* (p. 3574) ; *Moinard (Louis)* (p. 3575) ; *Monory (René)* (p. 3560) ; *Régnault (René)* (p. 3568) *Renar (Ivan)* (p. 3577, 3578) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 3570) ; *Taittinger (Pierre-Christian)* (p. 3566).

Emplois (créations et suppressions) : *Monory (René)* (p. 3561).

Enseignants : *Faigt (Jules)* (p. 3568) ; *Forest (Louis de la)* (p. 3574) ; *Lucotte (Marcel)* (p. 3564) ; *Moinard (Louis)* (p. 3575) ; *Monory (René)* (p. 3560, 3561, 3584, 3585) ; *Régnault (René)* (p. 3569) ; *Renar (Ivan)* (p. 3576, 3577, 3578) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 3572).

Enseignants (formation) : *Monory (René)* (p. 3562, 3583) ; *Renar (Ivan)* (p. 3576).

Enseignement artistique (évaluation) : *Taittinger (Pierre-Christian)* (p. 3567).

Enseignement artistique (financement) : *Bettencourt (André)* (p. 3572) ; *Faigt (Jules)* (p. 3568) ; *Forest (Louis de la)* (p. 3574) ; *Léotard (François)* (p. 3559, 3581) ; *Lucotte (Marcel)* (p. 3564) ; *Miroudot (Michel)* (p. 3574) ; *Régnault (René)* (p. 3570) ; *Renar (Ivan)* (p. 3576, 3577, 3578) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 3572).

Enseignement artistique (programmes) : *Faigt (Jules)* (p. 3568) ; *Forest (Louis de la)* (p. 3573) ; *Léotard (François)* (p. 3557) ; *Lucotte (Marcel)* (p. 3564) ; *Monory (René)* (p. 3562) ; *Taittinger (Pierre-Christian)* (p. 3567).

Enseignement préscolaire : *Lucotte (Marcel)* (p. 3565) ; *Monory (René)* (p. 3583).

Enseignement primaire : *Lucotte (Marcel)* (p. 3563) ; *Monory (René)* (p. 3560, 3583) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 3570, 3571).

Enseignement secondaire : *Bettencourt (André)* (p. 3572) ; *Lucotte (Marcel)* (p. 3563) ; *Monory (René)* (p. 3560, 3561, 3562) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 3570).

Enseignement supérieur : *Léotard (François)* (p. 3559) ; *Lucotte (Marcel)* (p. 3564) ; *Monory (René)* (p. 3560, 3561, 3562).

Etablissements d'enseignement : *Léotard (François)* (p. 3557, 3558) ; *Lucotte (Marcel)* (p. 3564) ; *Monory (René)* (p. 3560, 3561) ; *Régnault (René)* (p. 3569).

Fonction publique : *Léotard (François)* (p. 3558) ; *Monory (René)* (p. 3562).

Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire (FONJEP) : *Sérusclat (Franck)* (p. 3571).

Formation professionnelle : *Léotard (François)* (p. 3557, 3558) ; *Monory (René)* (p. 3561).

Haut comité des enseignements artistiques : *Faigt (Jules)* (p. 3568) ; *Léotard (François)* (p. 3558) ; *Lucotte (Marcel)* (p. 3565).

Histoire de l'art : *Habert (Jacques)* (p. 3579) ; *Monory (René)* (p. 3584, 3585) ; *Taittinger (Pierre-Christian)* (p. 3567).

Intervenants extérieurs : *Bettencourt (André)* (p. 3572) ; *Faigt (Jules)* (p. 3567) ; *Habert (Jacques)* (p. 3579) ; *Léotard (François)* (p. 3557, 3581) ; *Lucotte (Marcel)* (p. 3564) ; *Monory (René)* (p. 3562, 3584) ; *Régnault (René)* (p. 3569) ; *Renar (Ivan)* (p. 3577) ; *Taittinger (Pierre-Christian)* (p. 3567).

Maires : *Léotard (François)* (p. 3581) ; *Régnault (René)* (p. 3569).

Mécénat : *Léotard (François)* (p. 3558, 3581) ; *Renar (Ivan)* (p. 3577).

Patrimoine artistique, archéologique et historique : *Habert (Jacques)* (p. 3579) ; *Léotard (François)* (p. 3582, 3583).

Pédagogie : *Taittinger (Pierre-Christian)* (p. 3567).

Politique contractuelle : *Léotard (François)* (p. 3559).

Rythmes scolaires : *Forest (Louis de la)* (p. 3573) ; *Habert (Jacques)* (p. 3580) ; *Lucotte (Marcel)* (p. 3566) ; *Miroudot (Michel)* (p. 3575) ; *Monory (René)* (p. 3584) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 3571).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3585, 3614) : *MM. Marcel Lucotte, rapporteur ; Paul Loridant, Pierre-Christian Taittinger, Paul Souffrin, François Léotard, ministre ; Jacques Habert, Ivan Renar, René Monory, ministre de l'éducation nationale ; Michel Miroudot, Louis Virapoullé, Maurice Schumann, président de la commission des affaires culturelles ; René Régnault ; Mme Danielle Bidard-Reydet ; M. Emmanuel Hamel.*

Art. 1er *(Définition des enseignements artistiques)* (p. 3585).

Adoptés : amendement n° 8 de M. Marcel Lucotte, rapporteur : définition des finalités des enseignements artistiques ; élargissement de la liste des disciplines faisant l'objet d'un enseignement artistique ; distinction entre l'enseignement artistique intégré à la formation scolaire et les enseignements spécialisés et supérieurs (p. 3589) ; sous-amendement n° 25 de M. Paul Loridant (p. 3588).

Rejeté : sur l'amendement n° 8 de la commission, sous-amendement n° 28 de M. Paul Loridant : extension des enseignements artistiques au cirque et au mime (p. 3588).

Retirés : amendement n° 1 de M. Pierre-Christian Taittinger (p. 3586) – Sur l'amendement n° 8 de la commission, sous-amendements nos 26 et 27 de M. Paul Loridant : extension des enseignements artistiques aux arts du livre et aux arts monumentaux (p. 3588).

Devenu sans objet : amendement n° 41 de M. Ivan Renar (p. 3589).

– L'art. 1er, dans la rédaction de l'amendement n° 8, est adopté (p. 3589).

Chapitre premier

Des enseignements artistiques dispensés dans les établissements d'enseignement général et les établissements d'enseignement supérieur

Adopté : amendement n° 9 de M. Marcel Lucotte, rapporteur : remplacement des mots « d'enseignement général » par le mot « scolaires » dans l'intitulé de ce chapitre (p. 3589).

– L'intitulé du chapitre premier, ainsi modifié, est adopté (p. 3589).

Art. 2 *(Les enseignements artistiques dans l'enseignement élémentaire et le premier cycle du second degré)* (p. 3589).

Adopté : amendement n° 10 de M. Marcel Lucotte, rapporteur : nouvelle rédaction de cet article (p. 3591).

Retiré : amendement n° 2 de M. Pierre-Christian Taittinger : élargissement du champ des disciplines artistiques obligatoires enseignées dans les écoles et les collèges (p. 3591).

Devenus sans objet : amendements de M. Ivan Renar, n° 42 : extension de l'objet de l'enseignement artistique aux moyens d'expression par l'initiation aux pratiques artistiques et à l'acquisition des connaissances et de l'histoire des arts – Et n° 43, soutenu par M. Paul Souffrin : extension des enseignements artistiques aux écoles et classes technologiques ou professionnelles – Amendement n° 29 de M. Paul Loridant : enseignements artistiques obligatoires comportant au moins un enseignement de la musique et un enseignement des arts plastiques (p. 3591).

– L'art. 2, dans la rédaction de l'amendement n° 10, est adopté (p. 3591).

Art. 3 *(Les enseignements artistiques dans le second cycle du second degré)* (p. 3591).

Adopté : amendement n° 3 de M. Pierre-Christian Taittinger, rédactionnel (p. 3593).

Retirés : amendement n° 11 de M. Marcel Lucotte, rapporteur, rédactionnel, satisfait par la modification de l'amendement n° 3 de M. Pierre-Christian Taittinger (p. 3592) – Amendement n° 39 de M. Michel Miroudot : sanction des enseignements artistiques dans le second cycle du second degré par une épreuve obligatoire au baccalauréat (p. 3593).

Devenus sans objet : amendements de M. Ivan Renar, soutenus par M. Paul Souffrin, n° 44 : extension des enseignements artistiques aux écoles des classes technologiques ou professionnelles – Et n° 45 : possibilité pour tous les élèves de suivre une option artistique complémentaire (p. 3593).

– L'art. 3, dans la rédaction de l'amendement n° 3, est adopté (p. 3593).

Après l'art. 3 (p. 3593).

Adopté : amendement (art. additionnel) n° 12 de M. Marcel Lucotte, rapporteur : modalités de la sanction des enseignements artistiques intégrés dans la formation scolaire (p. 3594).

Rejeté : sur l'amendement n° 12 de la commission, sous-amendement n° 46 de M. Ivan Renar (p. 3593).

Retiré : sur l'amendement n° 12 de la commission, sous-amendement n° 30 de M. Paul Loridant (p. 3594).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3594).

Art. 4 *(Les enseignements artistiques dispensés dans l'enseignement supérieur)* (p. 3596).

Parole sur l'article : *M. Paul Loridant* (p. 3596, 3597) – Universités.

Adopté : amendement n° 13 de M. Marcel Lucotte, rapporteur : définition du champ de l'enseignement supérieur artistique et de ses missions (p. 3598).

Devenu sans objet : amendement n° 4 de M. Pierre-Christian Taittinger, soutenu par M. Michel Miroudot, analogue à l'amendement n° 13 de la commission (p. 3598).

– L'art. 4, dans la rédaction de l'amendement n° 13, est adopté (p. 3598).

Art. 5 *(Concours d'intervenants extérieurs aux enseignements artistiques)* (p. 3598).

Parole sur l'article : *MM. Paul Loridant* (p. 3598), *Ivan Renar* (p. 3598, 3599) – Enseignants, artistes, collectivités territoriales.

Adopté : amendement n° 14 de M. Marcel Lucotte, rapporteur : définition des intervenants extérieurs : personnes justifiant d'une compétence professionnelle dans le domaine de la création artistique, de l'histoire de l'art ou de la conservation du patrimoine (p. 3601).

Rejetés : amendement n° 47 de M. Ivan Renar, soutenu par M. Paul Souffrin : recrutement et formation des enseignants des disciplines artistiques, appartenant au personnel de l'éducation nationale ; coopération possible des artistes professionnels aux enseignements artistiques (p. 3601) – Sur l'amendement n° 14 de la commission, sous-amendements nos 31 et 32 de M. Paul Loridant (p. 3601).

Retiré : amendement n° 5 de M. Pierre-Christian Taittinger, retiré par M. Michel Miroudot (p. 3599).

– L'art. 5, ainsi modifié, est adopté (p. 3601).

Chapitre II

De la reconnaissance des établissements et de l'homologation des titres et diplômes

Art. 6 *(Titres et diplômes susceptibles de faire l'objet d'une homologation)* (p. 3601).

Adopté : amendement n° 15 de M. Marcel Lucotte, rapporteur, de coordination (p. 3601).

– L'art. 6, ainsi modifié, est adopté (p. 3601).

Art. 7 *(Reconnaissance des établissements d'enseignement artistique)* (p. 3594).

Adoptés : amendements de M. Marcel Lucotte, rapporteur, n° 16 : suppression de la référence au chapitre premier du projet

de loi afin d'étendre la procédure de reconnaissance à des établissements ne relevant pas de l'éducation nationale ou d'un autre ministère (p. 3595) ; sous-amendement n° 52 du Gouvernement (p. 3595) – N° 17 : détermination par décret des conditions d'octroi de la reconnaissance (p. 3595) – N° 18 : reconnaissance de plein droit des établissements relevant des collectivités territoriales (p. 3595) – Et n° 19 : reconnaissance valant agrément du ministre chargé de la culture au sens des dispositions du code général des impôts relatives au mécénat (p. 3596) – Amendement n° 53 du Gouvernement : suppression de la référence aux établissements ne dépendant pas du ministère de la culture (p. 3595).

– L'art. 7, ainsi modifié, est adopté (p. 3596 ; priorité ordonnée p. 3594).

Art. 8 *(Homologation des titres et diplômes de l'enseignement artistique)* (p. 3601).

Adoptés : amendement n° 20 de M. Marcel Lucotte, rapporteur, rédactionnel (p. 3602) ; sous-amendement n° 51 du Gouvernement : unicité de la liste d'homologation des titres et diplômes de l'enseignement artistique (p. 3602).

– L'art. 8, dans la rédaction de l'amendement n° 20, est adopté (p. 3602).

Art. 9 *(Avantages attachés aux titres et diplômes homologués)* (p. 3602).

Rejeté : amendement n° 48 de M. Ivan Renar : suppression de la possibilité de participation des titulaires de titres et diplômes homologués à des tâches d'enseignement (p. 3603).

– L'art. 9 est adopté (p. 3603).

Art. 10 *(Possibilité pour les établissements dispensant des formations sanctionnées par des diplômes homologués de bénéficier de la taxe d'apprentissage)* (p. 3603).

Adopté : amendement n° 21 de M. Marcel Lucotte, rapporteur, rédactionnel (p. 3603).

– L'art. 10, ainsi modifié, est adopté (p. 3603).

Art. 11 *(Possibilité pour les établissements dispensant des formations artistiques d'intervenir dans le cadre des conventions de formation professionnelle)* – Adopté (p. 3603).

Art. 12 *(Conventions entre les établissements délivrant des titres ou diplômes artistiques homologués)* – Adopté (p. 3603).

Chapitre III

Du haut comité des enseignements artistiques

Rejeté : amendement n° 33 de M. Paul Loridant : suppression de la division « chapitre III » et de son intitulé (p. 3604).

Art. 13 *(Haut comité d'enseignement artistique)* (p. 3604).

Adoptés : amendements de M. Marcel Lucotte, rapporteur, n° 22 : présence de représentants des collectivités territoriales au sein du haut comité (p. 3608) – Et n° 23 : fixation par décrets de la composition et du mode de désignation des membres du haut comité, ainsi que des modalités de son fonctionnement (p. 3608) – Deuxième partie de l'amendement n° 7 de M. Pierre-Christian Taittinger, soutenu par M. Michel Miroudot : publication par le haut comité d'un rapport annuel rendant compte de ses travaux et de l'état des enseignements artistiques (p. 3608).

Rejetés : amendements de M. Paul Loridant, n° 34 : suppression de cet article (p. 3608) – N° 35 : composition du haut comité (p. 3608) – Et n° 36 : présidence du haut comité (p. 3608) – Amendement n° 49 de M. Ivan Renar, soutenu par Mme Danielle Bidard-Reydet : composition du haut comité (p. 3608).

Retirée : première partie de l'amendement n° 7 de M. Pierre-Christian Taittinger, soutenue par M. Michel Miroudot : évaluation par le haut comité des enseignements artistiques dispensés (p. 3608).

Devenu sans objet : amendement n° 37 de M. Paul Loridant : fixation par décret en Conseil d'Etat des conditions de représentation, d'élection et de désignation des membres du haut comité, de la durée de leur mandat, et des modalités de son fonctionnement (p. 3608).

Explication de vote sur l'article : *M. Marcel Lucotte, rapporteur* (p. 3608, 3609).

– L'art. 13, ainsi modifié, est adopté (p. 3609).

Après l'art. 13 (p. 3609).

Adopté : amendement (art. additionnel) n° 24 de M. Marcel Lucotte, rapporteur : présentation annuelle au Parlement, par le Gouvernement, d'un état récapitulatif des crédits consacrés aux enseignements artistiques (p. 3610).

Rejetés : sur l'amendement n° 24 de la commission, sous-amendement n° 38 de M. Paul Loridant : avis du haut comité des enseignements artistiques sur l'état récapitulatif présenté au Parlement (p. 3610) – Amendement (art. additionnel) n° 50 de M. Ivan Renar : présentation par le ministre de l'éducation nationale d'un plan de rattrapage des enseignements artistiques et de mise en oeuvre de la présente loi (p. 3610).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3610).

Intitulé du projet de loi (p. 3610).

Retiré : amendement n° 6 de M. Pierre-Christian Taittinger, soutenu par M. Michel Miroudot : « Projet de loi tendant à l'éveil, à la formation et à l'éducation artistique » (p. 3611).

Explications de vote sur l'ensemble : *MM. Maurice Schumann, président de la commission des affaires culturelles* (p. 3611, 3612) ; *Ivan Renar* (p. 3612), *Jacques Pelletier (p. 3612), René Régnault* (p. 3612, 3613), *Jean Madelain* (p. 3613), *Alain Pluchet* (p. 3613) ; *intervention de M. François Léotard, ministre* (p. 3613, 3614) – Collectivités territoriales, rythmes scolaires, enseignants, intervenants extérieurs.

Adoption (29 octobre 1987) (p. 3614).

Discussion (commission mixte paritaire)

(22 décembre 1987) (p. 5980, 5982).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5980) : *MM. Marcel Lucotte, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire ; François Léotard, ministre de la culutre et de la communication.*

Cirque : *Lucotte (Marcel)* (p. 5980).

Diplômes : *Lucotte (Marcel)* (p. 5980) ; *Léotard (François)* (p. 5980).

Enseignants : *Lucotte (Marcel)* (p. 5980).

Enseignement préscolaire : *Lucotte (Marcel)* (p. 5980).

Etablissements d'enseignement : *Lucotte (Marcel)* (p. 5980).

Musique : *Lucotte (Marcel)* (p. 5980).

Parlement (information) : *Lucotte (Marcel)* (p. 5980).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5980, 5982) : *M. Marcel Lucotte, rapporteur.*

Art. 1er (p. 5980).

Art. 2A, 2, 5, 7 et 8 (p. 5981).

Art. 9 (p. 5981).

Amendements de M. François Léotard, ministre, n° 1 : coordination (p. 5981) – Et n° 2 : rédactionnel (p. 5981).

Art. 12 et 13 (p. 5981).

Art. 14 (p. 5982).

Explications de vote sur l'ensemble : *M. Paul Loridant* (p. 5982), *Mme Danielle Bidard-Reydet* (p. 5982), *M. Jacques Habert* (p. 5982).

Adoption (22 décembre 1987) (p. 5982).

Enseignement public

Voir *Questions au Gouvernement* n° **129**

Enseignement secondaire

Voir *Polynésie française*, **1**
Questions orales sans débat n° **135** ; n° **176** ; n° **182** ; n° **195**

Enseignement supérieur

Voir *Lois de finances*, **1**, Education nationale - II – Recherche et enseignement supérieur - 2 – Enseignement supérieur
Ordre public, **1**
Questions orales sans débat n° **164** ; n° **198** ; n° **242**

Enseignement technique et professionnel

Voir *Apprentissage*, **1**
Questions au Gouvernement n° **159**

Entreprises

Voir *Chômage*, **1**
Epargne, **1**
Formation professionnelle, **1**
Gouvernement (déclarations), **2**
Logement, **4**
Lois de finances, **1**, Economie, finances et privatisation - Commerce extérieur ; Industrie et tourisme - I – Industrie
Mécénat, **1** ; **2**
Prévision économique, **1**
Travail, **1**

1. – **Projet de loi relatif au développement et à la transmission des entreprises,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Jacques Chirac, Premier ministre, par M. Georges Chavanes, ministre chargé du commerce, de l'artisanat et des services (11 juin 1987) [n° **841**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Yvan Blot (4 novembre 1987) [n° **1006**] – Urgence – Discussion (17 et 18 novembre 1987) – Adoption (18 novembre 1987) [n° **176**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (19 novembre 1987) [n° **102** (87-88)] – Renvoi à la commission des lois – Pour avis à la commission des finances – Rapport de M. Etienne Dailly (11 décembre 1987) [n° **162** (87-88)] – Avis de M. Jacques Oudin (10 décembre 1987) [n° **160** (87-88)] – Discussion (15 et 17 décembre 1987) – Adoption (17 décembre 1987) [n° **52**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (18 décembre 1987) [n° **1165**] – Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Yvan Blot (19 décembre 1987) [n° **1171**] – Discussion (21 décembre 1987) – Adoption (21 décembre 1987) [n° **233**].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Etienne Dailly (19 décembre 1987) [n° **195** (87-88)] – Discussion (22 décembre 1987) – Rejet (22 décembre 1987) [n° **86**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (18 décembre 1987) [n° **1165**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Yvan Blot (23 décembre 1987) [n° **1209**)] – Discussion (23 décembre 1987) – Adoption (23 décembre 1987) [n° **242**].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (23 décembre 1987) [n° **217** (87-88)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Etienne Dailly (23 décembre 1987) [n° **218** (87-88)] – Discussion (23 décembre 1987) – Adoption (23 décembre 1987) [n° **88**].

PROMULGATION : Loi n° 88-15 du 5 janvier 1988 (*JO* Lois et décrets du 6 janvier 1988) – Rectificatif (*JO* Lois et décrets du 12 mars 1988).

Discussion (première lecture)

(15 décembre 1987) (p. 5435, 5481) ; (17 décembre 1987) (p. 5611, 5647).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5435, 5448) : *MM. Georges Chavanes, ministre délégué chargé du commerce, de l'artisanat et des services ; Etienne Dailly, rapporteur de la commission des lois ; Jacques Oudin, rapporteur pour avis de la commission des finances ; Edgar Faure, Jean-François Le Grand, Charles Lederman, Michel Darras, Pierre Lacour.*

Actionnaires et actionnariat : *Dailly (Etienne)* (p. 5438).

Chefs d'entreprise : *Chavanes (Georges)* (p. 5436, 5448) ; *Darras (Michel)* (p. 5446) ; *Faure (Edgar)* (p. 5442) ; *Lacour (Pierre)* (p. 5447) ; *Le Grand (Jean-François)* (p. 5444) ; *Oudin (Jacques)* (p. 5441).

Commission d'allègement du droit des sociétés : *Dailly (Etienne)* (p. 5438).

Déductions fiscales : *Lacour (Pierre)* (p. 5448) ; *Oudin (Jacques)* (p. 5442).

Dépôt de bilan : Voir Redressement et liquidation judiciaires.

Donations-partages : *Chavanes (Georges)* (p. 5437, 5448) ; *Dailly (Etienne)* (p. 5438, 5439) ; *Darras (Michel)* (p. 5446) ; *Lacour (Pierre)* (p. 5447) ; *Lederman (Charles)* (p. 5445) ; *Le Grand (Jean-François)* (p. 5444) ; *Oudin (Jacques)* (p. 5441, 5442).

Droit des sociétés : *Chavanes (Georges)* (p. 5436) ; *Dailly (Etienne)* (p. 5438).

Droit romain : *Faure (Edgar)* (p. 5443).

Droits de mutation : *Chavanes (Georges)* (p. 5437, 5448) ; *Dailly (Etienne)* (p. 5440) ; *Lacour (Pierre)* (p. 5447) ; *Oudin (Jacques)* (p. 5442) ; Voir aussi Successions et libéralités.

Emploi : *Chavanes (Georges)* (p. 5448) ; *Darras (Michel)* (p. 5446).

Entreprise (définition juridique) : *Dailly (Etienne)* (p. 5442).

Entreprises (création) : *Chavanes (Georges)* (p. 5437) ; *Lederman (Charles)* (p. 5445) ; *Oudin (Jacques)* (p. 5440).

Entreprises (fiscalité) : *Darras (Michel)* (p. 5446) ; *Lederman (Charles)* (p. 5446) ; *Oudin (Jacques)* (p. 5440, 5442).

Entreprises (petites et moyennes) (PME) : *Chavanes (Georges)* (p. 5436) ; *Faure (Edgar)* (p. 5443) ; *Lederman (Charles)* (p. 5446) ; *Oudin (Jacques)* (p. 5441).

Entreprises (statistiques) : *Chavanes (Georges)* (p. 5436).

Entreprises (transmission) : *Chavanes (Georges)* (p. 5435, 5436) ; *Dailly (Etienne)* (p. 5438, 5439) ; *Darras (Michel)* (p. 5447) ; *Faure (Edgar)* (p. 5442) ; *Lacour (Pierre)* (p. 5447) ; *Le Grand (Jean-François)* (p. 5444) ; *Oudin (Jacques)* (p. 5441).

Exode rural : *Chavanes (Georges)* (p. 5437).

Faillite : Voir Redressement et liquidation judiciaires.

Fiscalité : *Chavanes (Georges)* (p. 5436, 5437) ; *Darras (Michel)* (p. 5447) ; *Lacour (Pierre)* (p. 5447) ; *Lederman (Charles)* (p. 5445) ; *Le Grand (Jean-François)* (p. 5444, 5445).

Fonds de commerce : *Chavanes (Georges)* (p. 5437, 5448) ; *Lacour (Pierre)* (p. 5447) ; *Le Grand (Jean-François)* (p. 5444, 5445).

Grand marché intérieur (CEE) : *Chavanes (Georges)* (p. 5436).

Impôt sur les grandes fortunes (IGF) : *Dailly (Etienne)* (p. 5440).

Investissements : *Lederman (Charles)* (p. 5446).

Jurisprudence : *Dailly (Etienne)* (p. 5442) ; *Faure (Edgar)* (p. 5443).

Licenciements : *Dailly (Etienne)* (p. 5439).

Placements financiers : *Lederman (Charles)* (p. 5446).

Politique économique et sociale : *Lederman (Charles)* (p. 5445).

Redressement et liquidation judiciaires : *Chavanes (Georges)* (p. 5435).

Sociétés anonymes (SA) : *Dailly (Etienne)* (p. 5438).

Sociétés à responsabilité limitée (SARL) : *Lacour (Pierre)* (p. 5447) ; *Oudin (Jacques)* (p. 5441).

Successions et libéralités : *Chavanes (Georges)* (p. 5437) ; *Dailly (Etienne)* (p. 5440) ; *Darras (Michel)* (p. 5446, 5447) ; *Faure (Edgar)* (p. 5443) ; *Lacour (Pierre)* (p. 5447, 5448) ; *Oudin (Jacques)* (p. 5441) ; Voir aussi Droits de mutation.

Zones rurales : *Chavanes (Georges)* (p. 5436) ; *Dailly (Etienne)* (p. 5438).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5448, 5481 ; 5611, 5647) : *MM. Etienne Dailly, rapporteur ; Michel Darras, Georges Chavanes, ministre ; Pierre Lacour, Jacques Descours Desacres, René Trégouët, Josy Moinet, Jacques Oudin, rapporteur pour avis ; Philippe de Bourgoing – Michel Souplet, Jacques Larché.*

Chapitre Ier

Dispositions relatives au droit des sociétés

Avant l'art. 1er A (p. 5448).

Adopté : amendement n° 49 (art. additionnel) de M. Etienne Dailly, rapporteur : extension à l'ensemble des sociétés de l'action en responsabilité dite *« ut singuli »* actuellement applicable aux seules sociétés par actions (p. 5449).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 5449).

Art. 1er A *(Article 1844-5 du code civil ; dissolution sans liquidation des sociétés à associé unique)* (p. 5449).

Adopté : amendement n° 50 de M. Etienne Dailly, rapporteur : rédactionnel (p. 5449).

– L'article 1er A, ainsi modifié, est adopté (p. 5449).

Art. 1er B *(Article 1844-7 du code civil ; disparition de la société par suite de liquidation)* – Adopté (p. 5449).

Avant l'art. 1er (p. 5449).

Retiré : amendement (art. additionnel) n° 51 de M. Etienne Dailly, rapporteur (p. 5450).

Art. 1er *(Cessions de parts de sociétés)* – Adopté (p. 5450).

Art. 2 *(Responsabilité des associés des SARL en cas d'apports en nature)* – Adopté (p. 5450).

Art. 3 *(Relations entre les associés et la SARL en matière d'emprunts et de garanties)* (p. 5450).

Adopté : amendement n° 52 de M. Etienne Dailly, rapporteur : possibilité pour les associés personnes morales qui détiennent la majorité du capital social de contracter des emprunts auprès de la société ou de faire garantir des engagements envers des tiers (p. 5451).

Rejeté : amendement n° 23 de M. Michel Darras : suppression de cet article (p. 5451).

– L'article 3, dans la rédaction de l'amendement n° 52, est adopté (p. 5451).

Art. 3 bis *(SARL ; augmentation de capital par incorporation de bénéfices ou de réserves)* (p. 5451).

Retiré : amendement n° 53 de M. Etienne Dailly, rapporteur : suppression de cet article (p. 5451).

– L'article 3 bis est adopté (p. 5452).

Art. 4 *(Responsabilité des associés des SARL en cas d'apports en nature)* – Adopté (p. 5452).

Art. 5 *(Transformation d'une SARL en société anonyme)* (p. 5452).

Adopté : amendement n° 24 de M. Michel Darras : possibilité pour les associés de choisir, par une décision unanime, le commissaire aux comptes de la société comme commissaire à la transformation (p. 5453).

– L'article 5, ainsi modifié, est adopté (p. 5453).

Art. 6 *(Société anonyme ; nombre d'associés)* (p. 5453) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 6 bis *(Nombre minimum de salariés associés dans une SARL coopérative ouvrière de production)* – Adopté (p. 5453).

Art. 6 ter *(Capital maximum détenu par un associé d'une SCOP)* (p. 5453).

Adopté : amendement n° 54 de M. Etienne Dailly, rapporteur : répartition du capital dans le cas où deux associés seulement constituent la société (p. 5454).

Retiré : amendement n° 25 de M. Michel Darras : suppression de cet article (p. 5454).

– L'article 6 ter, dans la rédaction de l'amendement n° 54, est adopté (p. 5454).

Art. 6 quater *(Capital maximum détenu par un associé dans le cas d'opérations particulières)* (p. 5454).

Adopté : amendement n° 55 de M. Etienne Dailly, rapporteur : coordination avec l'article 6 ter amendé (p. 5454).

Retiré : amendement n° 26 de M. Michel Darras (p. 5454).

– L'article 6 quater, dans la rédaction de l'amendement n° 55, est adopté (p. 5454).

Art. 6 quinquies *(Dirigeants des sociétés coopératives artisanales)* (p. 5454).

Adoptés : amendement n° 56 de M. Etienne Dailly, rapporteur : adjonction du président du conseil de surveillance (p. 5455) ; sous-amendement n° 46 de M. Pierre Lacour (p. 5455).

Retiré : amendement n° 27 de M. Michel Darras (p. 5454).

– L'article 6 quinquies, ainsi modifié, est adopté (p. 5455).

Art. 7 *(Ancienneté des salariés membres de conseils d'administration)* (p. 5455).

Adopté : amendement n° 112 de M. Georges Chavanes, ministre : suppression de la limitation du nombre des administrateurs salariés autorisés dans les conseils d'administration (p. 5646) (Voir l'amendement n° 119 insérant un article additionnel après l'article 20 quater).

– L'article 7 est adopté (p. 5646 ; précédemment réservé p. 5455 et 5463).

Art. 7 bis *(Directeurs généraux)* (p. 5455).

Adopté : amendement n° 57 de M. Etienne Dailly, rapporteur : suppression, pour les sociétés importantes, de l'obligation d'avoir au moins trois de ses directeurs généraux parmi les administrateurs (p. 5457).

– L'article 7 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 5457).

Art. 7 ter *(Directoire)* (p. 5457).

Adopté : amendement n° 58 de M. Etienne Dailly, rapporteur : possibilité d'augmenter le nombre des membres du directoire réservée aux seules sociétés admises à la cote officielle des bourses de valeurs (p. 5458).

– L'article 7 ter, ainsi modifié, est adopté (p. 5458).

Art. 8 *(Durée du mandat du directoire)* (p. 5458).

Rejeté : amendement n° 28 de M. Michel Darras : suppression de cet article (p. 5459).

– L'article 8 est adopté (p. 5459).

Après l'art. 8 (p. 5459).

Adoptés: amendements (art. additionnels) de M. Etienne Dailly, rapporteur, n° 59 : pouvoirs du conseil de surveillance (p. 5459) – Et n° 60 : cumul des sièges de responsabilité au conseil d'administration (p. 5459).

– Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 5459).

Art. 8 bis *(Conditions de quorum dans les assemblées générales extraordinaires)* (p. 5459).

Adopté: amendement n° 61 de M. Etienne Dailly, rapporteur : suppression de cet article (p. 5460).

– L'article 8 bis est supprimé (p. 5460).

Art. 9 *(Exercice du droit de vote attaché aux parts grevées d'un usufruit)* (p. 5460).

Retiré: amendement n° 2 de M. Pierre Lacour : intervention de l'usufruitier dans les assemblées générales extraordinaires (p. 5460).

– L'article 9 est adopté (p. 5460).

Après l'art. 9 (p. 5456 et 5460).

Adoptés: amendements (art. additionnels) de M. Etienne Dailly, rapporteur, n° 64 : responsabilité des directeurs généraux (p. 5456 ; priorité ordonnée p. 5456) – N° 62 : obligations avec bons de souscription d'actions (p. 5461) – Et n° 63 : « stock-options » et obligataires (p. 5461).

– Trois articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 5456 et 5461).

Art. 10 *(Montant nominal des actions)* (p. 5461).

Adopté: amendement n° 65 de M. Etienne Dailly, rapporteur : instauration d'un régime transitoire en attendant la réunion des assemblées générales extraordinaires devant fixer le montant nominal des actions (p. 5463).

Rejetés: amendements de M. Michel Darras, n° 29 : suppression de cet article (p. 5462) – Et n° 30 : création de coupures d'actions de valeur nominale faible (p. 5463).

– L'article 10, ainsi modifié, est adopté (p. 5463).

Art. 11 *(Négociabilité des actions)* (p. 5463).

Adopté: amendement n° 66 de M. Etienne Dailly, rapporteur : en cas d'augmentation du capital, libération des actions nouvelles avant toutes négociabilités (p. 5464).

Retiré: amendement n° 31 de M. Michel Darras : inscription au registre du commerce des sociétés de la mention nominative des actions nouvelles (p. 5464).

– L'article 11, ainsi modifié, est adopté (p. 5464).

Après l'art. 11 (p. 5464).

Adoptés: amendement (art. additionnel) n° 67 de M. Etienne Dailly, rapporteur : clauses d'agrément des actionnaires (p. 5465) – Amendement (art. additionnel) n° 45 de M. Jacques Thyraud, repris par M. Etienne Dailly, rapporteur : suppression de la déclaration à la société des dépassements de seuil par un même actionnaire quand il s'agit d'une société non cotée (p. 5465).

– Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 5465).

Art. 11 bis *(Reconstitution des certificats d'investissements en actions)* (p. 5465).

Adopté: amendement n° 68 de M. Etienne Dailly, rapporteur : reconstitution de l'action par cession du certificat de droit de vote au porteur du certificat d'investissement ; information de la société (p. 5466).

– L'article 11 bis, dans la rédaction de l'amendement n°68, est adopté (p. 5466).

Art. 11 ter *(Emission d'obligations)* (p. 5466).

Adopté: amendement n° 69 de M. Etienne Dailly, rapporteur : suppression de cet article (p. 5467).

– L'article 11 ter est supprimé (p. 5467).

Art. 12 *(Représentants des obligataires)* (p. 5467).

Rejeté: amendement n° 33 de M. Michel Darras : suppression de cet article (p. 5467).

– L'article 12 est adopté (p. 5467).

Art. 13 *(Représentation des obligataires non désignés par le contrat d'émission)* – Adopté (p. 5467).

Art. 14 *(Rémunération des représentants des obligataires)* – Adopté (p. 5467).

Art. 15 *(Règles de quorum et de majorité dans les assemblées d'obligataires)* (p. 5467).

Adopté: amendement n° 70 de M. Etienne Dailly, rapporteur : dérogations aux règles de quorum et de majorité dans les assemblées d'obligataires (p. 5468).

Retiré: amendement n° 34 de M. Michel Darras : suppression de cet article (p. 5468).

– L'article 15, dans la rédaction de l'amendement n° 70, est adopté (p. 5468).

Art. 16 *(Droit de vote dans les assemblées d'obligataires)* (p. 5468).

Adopté: amendement n° 71 présenté par M. Etienne Dailly, rapporteur : coordination (p. 5469).

Rejeté: amendement n° 35 de M. Michel Darras : suppression de cet article (p. 5469).

– L'article 16, dans la rédaction de l'amendement n° 71, est adopté (p. 5469).

Après l'art. 16 (p. 5469).

Adoptés: amendements (art. additionnels) de M. Etienne Dailly, rapporteur, n° 72 : paiement des acomptes sur dividendes en actions (p. 5469) – N° 73 : coordination avec l'amendement n° 72 (p. 5469) – Et n° 74 : partie des actions destinée au paiement du dividende (p. 5970).

– Trois articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 5469 et 5470).

Art. 17 *(Dissolution sans liquidation des sociétés commerciales)* (p. 5470) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 18 *(Rapport du liquidateur ; report du délai)* – Adopté (p. 5470).

Après l'art. 18 (p. 5470).

Retiré: amendement (art. additionnel) n° 75 de M. Etienne Dailly, rapporteur : sanction des obstacles mis aux vérifications ou contrôles des commissaires aux comptes ou des experts de gestion (p. 5470).

Art. 19 *(Etablissement de situations dans les groupements d'intérêts économiques)* – Adopté (p. 5470).

Art. 20 *(Abrogations et coordinations diverses)* (p. 5470).

Adopté: amendement n° 76 de M. Etienne Dailly, rapporteur : coordinations diverses ; maintien de l'inaliénabilité des actions de garantie des dirigeants (p. 5472).

Devenu sans objet: amendement n° 113 de M. Georges Chavanes, ministre : coordination (p. 5472).

– L'article 20, dans la rédaction de l'amendement n° 76, est adopté (p. 5472).

Après l'art. 20 (p. 5472).

Adopté: amendement (art. additionnel) n° 3 de M. Pierre Lacour : augmentation du nombre maximum des membres du conseil d'administration des sociétés d'économie mixte concessionnaires d'ouvrages routiers nationaux (p. 5473).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 5473).

Art. 20 bis *(Pouvoirs du commanditaire d'une société en commandite simple)* (p. 5474).

Adopté : amendement n° 77 de M. Etienne Dailly, rapporteur : suppression de cet article (p. 5474).

– L'article 20 bis est supprimé (p. 5474).

Art. 20 ter *(Dispositions pénales ; coordination)* (p. 5474).

Adopté : amendement n° 78 de M. Etienne Dailly, rapporteur : coordination (p. 5474).

– L'article 20 ter, ainsi modifié, est adopté (p. 5474).

Art. 20 quater *(Entreprises de spectacles)* (p. 5474).

Adopté : amendement n° 47 de M. Pierre Lacour : obligation pour les entreprises de spectables de se constituer sous une forme commerciale (p. 5476).

Rejeté : amendement n° 36 de M. Michel Darras : suppression de cet article (p. 5475).

– L'article 20 quater, dans la rédaction de l'amendement n° 47, est adopté (p. 5476).

Après l'art. 20 quater (p. 5476).

Adoptés : amendements (art. additionnels) de M. Etienne Dailly, rapporteur, n° 79 : sociétés de caution mutuelle (p. 5477) – N° 80 : caution du débiteur en cas de jugement de liquidation (p. 5477) – N° 81 : obligation d'information annuelle des cautions par les établissements de crédit (p. 5478) – N° 82 : report bénéficiaire des sociétés civiles de placement immobilier (p. 5479) – N° 83 : crédit promotionnel (p. 5481) – Et n° 119 : article 220 quater A du code général des impôts ; en cas de reprise d'une société par ses salariés, possibilité que les administrateurs de la société nouvelle lui soient liés par un contrat de travail (p. 5646).

Retirés : amendement (art. additionnel) n° 115 de M. Georges Chavanes, ministre : crédit promotionnel (p. 5481) – Amendement (art. additionnel) n° 84 de M. Etienne Dailly, rapporteur : délai d'action en matière de crédit (p. 5481).

Devenu sans objet : amendement (art. additionnel) n° 21 de M. Jacques Oudin, rapporteur pour avis : identique à l'amendement n° 79 de la commission (p. 5477).

– Six articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 5477, 5478, 5479, 5481 et 5646).

Chapitre II

Dispositions concernant les donations-partages

Parole sur le chapitre : *M. Etienne Dailly, rapporteur (p. 5611).*

Intitulé du chapitre II (p. 5612).

Adopté : amendement n° 85 de M. Etienne Dailly, rapporteur : « Dispositions relatives aux transmissions d'entreprises » (p. 5613).

– L'intitulé du chapitre II est ainsi rédigé (p. 5613).

Avant l'art. 21 (p. 5613).

Adopté : amendement (division additionnelle) n° 86 de M. Etienne Dailly, rapporteur : « section I : Dispositions relatives aux transmissions d'entreprises à titre gratuit » (p. 5613).

– Une division additionnelle et son intitulé sont insérés dans le projet de loi (p. 5613).

Art. 21 *(Donation-partage)* (p. 5613).

Adopté : amendement n° 87 de M. Etienne Dailly, rapporteur : en cas de transmission d'une entreprise, régime de la donation-partage étendu aux familles ayant un enfant unique et aux tiers (p. 5620).

Rejeté : amendement n° 38 de M. Michel Darras : suppression de cet article (p. 5617).

Retirés : amendements de M. Jacques Oudin, rapporteur pour avis, n° 6 : rédactionnel (p. 5615) – Et n° 7 : extension de la donation-partage réservée aux seuls biens affectés à l'exploitation de l'entreprise (p. 5615) – Amendement n° 40 de M. Michel Darras : application du droit commun des successions à la donation-partage (p. 5617).

Devenu sans objet : amendement n° 39 de M. Michel Darras : application de l'extension de la donation-partage à la seule transmission des entreprises (p. 5620).

– L'article 21, dans la rédaction de l'amendement n° 87, est adopté (p. 5620).

Après l'art. 21 (p. 5620).

Adoptés : amendement (art. additionnel) n° 48 de M. Michel Souplet : possibilité pour les associés non exploitants d'une entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée ou d'une exploitation agricole à responsabilité limitée de faire des apports en numéraire ou en biens meubles (p. 5622) – Amendements (art. additionnels) de M. Etienne Dailly, rapporteur, n° 91 : apports en sociétés d'entreprises individuelles ; alignement sur le régime des fusions en ce qui concerne les provisions (p. 5626) ; sous-amendement n° 116 de M. Georges Chavanes, ministre (p. 5626) – N° 92 : apports en sociétés d'entreprises individuelles ; droits de mutation sur les apports faits depuis le 1er août 1965 (p. 5626) – N° 94 : souscription au capital d'une société nouvelle ; transfert après l'article 21 de l'article 22 A nouveau (p. 5632) ; sous-amendements de M. Jacques Oudin, rapporteur pour avis, nos 107, 109, 110, 111, et de M. Georges Chavanes, ministre, n° 117 (p. 5632) – N° 95 : procédure d'agrément ; transfert après l'article 21 de l'article 23 bis (p. 5632) – N° 96 : insertion d'une division additionnelle : « section II : Dispositions concernant les transmissions d'entreprises à titre onéreux » (p. 5632) – Et n° 99 : droit d'enregistrement sur cessions diverses ; transfert après l'article 21 de l'article 23 (p. 5637) ; sous-amendement n° 14 de M. Jacques Oudin, rapporteur pour avis (p. 5636) – Amendement (art. additionnel) n° 118 de M. Georges Chavanes, ministre : modalités identiques d'imposition des cessions d'entreprises et des cessations d'activités (p. 5627 ; priorité ordonnée p. 5627).

Rejetés : amendements (art. additionnels) de M. Michel Darras, n° 41 : publicité des donations-partages (p. 5621) – Et n° 42 : mesures fiscales tendant à faciliter les donations d'entreprises aux salariés (p. 5621) – Amendements (art. additionnels) de M. Etienne Dailly, rapporteur, n° 88 : exonération de droits de mutation des transmissions à titre gratuit de biens professionnels (p. 5624) – Et n° 89 : apports en société d'entreprises individuelles ; droits de mutation (p. 5624).

Retirés : amendements (art. additionnels) de M. Etienne Dailly, rapporteur, n° 90 : apports en société d'entreprises individuelles ; alignement sur le régime des fusions en matière de plus-value (p. 5625) – N° 93 : maintien, en cas de reprise ou de transfert d'activités, de la possibilité pour une entreprise déficitaire de reporter au-delà de cinq ans les déficits provenants d'amortissements « réputés différés » (p. 5627) – N° 97 : transmission à titre onéreux d'entreprises individuelles ; suppression des droits d'enregistrements applicables aux cessions de fonds de commerce (p. 5634) – Et n° 98 : droits d'actes (p. 5635) – Sur l'amendement n° 94 de M. Etienne Dailly, sous-amendement n° 108 de M. Jacques Oudin, rapporteur pour avis (p. 5631).

– Sept articles additionnels et une division additionnelle et son intitulé sont insérés dans le projet de loi (p. 5622, 5626, 5627, 5632, 5636 et 5637).

Chapitre III

Dispositions fiscales

Intitulé du chapitre III (p. 5637).

Adopté : amendement n° 100 de M. Etienne Dailly, rapporteur : nouvel intitulé : « Dispositions fiscales diverses » (p. 5637).

– L'intitulé du chapitre III, ainsi modifié, est adopté (p. 5637).

Art. 22 A *(Souscription au capital d'une société nouvelle)* (p. 5637).

Adopté : amendement n° 102 de M. Etienne Dailly, rapporteur : suppression de cet article par coordination avec l'amendement n° 94 (p. 5638).

Retirés : amendements de M. Jacques Oudin, rapporteur pour avis, nos 8, 9, 10, 11, 12 (p. 5638) – Amendement n° 114 de M. Georges Chavanes, ministre (p. 5638).

– L'article 22 A est supprimé (p. 5638).

Avant l'art. 22 (p. 5638).

Rejeté : amendement (art. additionnel) n° 43 de M. Michel Darras : rétablissement des avantages fiscaux accordés aux salariés repreneurs de leur entreprise (p. 5640).

Retiré : amendement (art. additionnel) n° 44 de M. Michel Darras : non-cumul des avantages fiscaux du régime de rachat d'une entreprise par ses salariés et des donations-partages (p. 5641).

Art. 22 *(Régime fiscal du gérant majoritaire de SARL)* – Adopté (p. 5641).

Art. 22 bis *(Taxation des plus-values résultant de la cession d'une activité agricole, artisanale, commerciale ou libérale)* (p. 5641).

Adopté : amendement n° 4 de M. Georges Chavanes, ministre : suppression de cet article (p. 5642).

Retirés : amendement n° 1 de M. Jean-François Pintat, retiré par M. Jacques Larché (p. 5641) – Amendement n° 13 de M. Jacques Oudin, rapporteur pour avis : mise en place d'un mécanisme d'option fiscale pour l'imposition des plus-values professionnelles (p. 5642).

– L'article 22 bis est supprimé (p. 5642).

Art. 23 *(Droits d'enregistrement sur cessions de fonds de commerce)* (p. 5642).

Adopté : amendement n° 103 de M. Etienne Dailly, rapporteur : suppression de cet article par coordination avec l'amendement n° 99 (p. 5642).

– L'article 23 est supprimé (p. 5642).

Après l'art. 23 (p. 5643).

Rejeté : amendement (art. additionnel) n° 32 de M. Michel Darras : réduction des droits de mutation (p. 5643).

Art. 23 bis *(Procédure d'agrément)* (p. 5643).

Adopté : amendement n° 104 de M. Etienne Dailly, rapporteur : suppression de cet article par coordination avec l'amendement n° 95 (p. 5643).

– L'article 23 bis est supprimé (p. 5643).

Art. 23 ter *(Droits d'apports)* (p. 5643).

Adoptés : amendements identiques n° 105 de M. Etienne Dailly, rapporteur, et n° 15 de M. Jacques Oudin, rapporteur pour avis : suppression de cet article (p. 5643).

– L'article 23 ter est supprimé (p. 5643).

Art. 23 quater *(Société de caution mutuelle)* (p. 5643).

Adoptés : amendements identiques n° 106 de M. Etienne Dailly, rapporteur, et n° 16 de M. Jacques Oudin, rapporteur pour avis : suppression de cet article par coordination avec l'amendement n° 79 (p. 5644).

– L'article 23 quater est supprimé (p. 5644).

Art. 23 quinquies *(Fiscalité applicable en cas de reprise d'une entreprise en difficulté)* (p. 5644).

Adoptés : amendements de M. Jacques Oudin, rapporteur pour avis, n° 17 : extension de l'avantage fiscal aux reprises d'entreprises commerciales, artisanales ou agricoles (p. 5644) – N° 18 : modalités d'étalement du bénéfice par la société créée en vue de la reprise d'une entreprise en difficulté (p. 5644) – Et n° 19 : rédactionnel (p. 5645).

– L'article 23 quinquies, ainsi modifié, est adopté (p. 5645).

Avant l'art. 24 (p. 5645).

Adopté : amendement (division additionnelle) n° 20 de M. Jacques Oudin, rapporteur pour avis : insertion d'un chapitre IV nouveau : « Dispositions d'applications » (p. 5645).

Non soutenu : amendement n° 5 de M. Roland du Luart (p. 5645).

– Une division additionnelle et son intitulé sont insérés dans le projet de loi (p. 5645).

Art. 24 *(Application outre-mer)* (p. 5645).

Adopté : amendement n° 22 de M. Jacques Oudin, rapporteur pour avis : coordination avec l'ensemble des dispositions adoptées par le Sénat (p. 5645).

– L'article 24, dans la rédaction de l'amendement n° 22, est adopté (p. 5645).

Seconde délibération – Demande de M. Georges Chavanes, ministre, en application de l'article 43, alinéa 4, du règlement (p. 5646).

Parole sur la demande de seconde délibération : *MM. Etienne Dailly, rapporteur (p. 5646) ; Michel Darras (p. 5647).*

– La seconde délibération n'est pas ordonnée (p. 5647).

Explication de vote sur l'ensemble : *MM. Michel Darras (p. 5647) ; intervention de M. Georges Chavanes, ministre (p. 5647).*

Adoption (17 décembre 1987) (p. 5647).

Discussion (commission mixte paritaire)

(21 décembre 1987) (p. 5923) ; (22 décembre 1987) (p. 5985, 5997).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5923 ; 5985, 5988) : *MM. Roger Romani, Etienne Dailly, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire ; Georges Chavanes, ministre délégué chargé du commerce, de l'artisanat et des services ; Michel Darras.*

Citations grecques : *Darras (Michel)* (p. 5988).

Donations-partages : *Dailly (Etienne)* (p. 5986) ; *Darras (Michel)* (p. 5987).

Entreprises (transmission) : *Dailly (Etienne)* (p. 5986).

Finances publiques : *Chavanes (Georges)* (p. 5987).

Fiscalité : *Chavanes (Georges)* (p. 5987).

Procédure législative : *Dailly (Etienne)* (p. 5985).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5988, 5996) : *MM. Jacques Descours Desacres, Etienne Dailly, rapporteur ; Michel Darras, Georges Chavanes, ministre.*

Art. 1er AA, 1er A, 3, 5, 6 ter, 6 quater, 6 quinquies (p. 5988).

Art. 7 bis, 7 ter, 8 bis A (p. 5989).

Art. 8 bis B et 8 bis (p. 5989) – Supprimés par la commission mixte paritaire.

Art. 9 bis, 9 ter, 9 quater, 10, 11 (p. 5989).

Art. 11 bis A et 11 bis B (p. 5989) – Supprimés par la commission mixte paritaire.

Art. 11 bis, 11 ter, 15, 16, 16 bis, 16 ter, 16 quater (p. 5990).

Art. 20 (p. 5990).

Amendement n° 1 de M. Georges Chavanes, ministre : suppression du régime de garantie des actions détenues par des dirigeants ; suppression du quota d'administrateurs salariés dans les conseils d'administration des sociétés (p. 5990).

Art. 20 bis A et 20 bis (p. 5991) – Supprimés par la commission mixte paritaire.

Art. 20 ter, 20 quater, 20 quinquies A, 20 quinquies (p. 5991).

Art. 20 sexies et 20 septies (p. 5991) – Supprimés par la commission mixte paritaire.

Art. 20 octies (p. 5991).

Art. 20 nonies (p. 5991) – Supprimé par la commission mixte paritaire.

Art. 21 (p. 5991).

Amendement n° 2 de M. Georges Chavanes, ministre : ouverture de la donation-partage aux collatéraux et aux tiers (p. 5992).

Art. 21 bis (p. 5993) – Supprimé par la commission mixte paritaire.

Art. 21 ter (p. 5993).

Amendement n° 3 de M. Georges Chavanes, ministre : suppression du gage prévoyant une augmentation du taux de l'impôt sur les sociétés (p. 5994).

Art. 21 quater (p. 5994) – Supprimé par la commission mixte paritaire.

Art. 21 quinquies (p. 5994).

Art. 21 sexies (p. 5994).

Amendement n° 4 de M. Georges Chavanes, ministre : suppression du délai supplémentaire de deux ans accordé pour bénéficier d'une réduction d'impôt applicable aux augmentations de capital et suppression d'un gage (p. 5994).

Art. 21 septies (p. 5995).

Art. 21 octies (p. 5995).

Amendement n° 5 de M. Georges Chavanes, ministre : abattement applicable en matière de cession de fonds de commerce et suppression d'un gage (p. 5995).

Art. 22 A (p. 5995) – Supprimé par la commission mixte paritaire.

Art. 22 bis (p. 5995).

Amendement n° 6 de M. Georges Chavanes, ministre : doublement de la limite d'exonération des plus-values professionnelles (p. 5995).

Art. 23, 23 bis, 23 ter et 23 quater (p. 5995) – Supprimés par la commission mixte paritaire.

Art. 23 quinquies (p. 5996).

Amendement n° 7 de M. Georges Chavanes, ministre : suppression d'un gage (p. 5996).

Art. 24 A (nouveau) (p. 5996).

Art. 24 B (nouveau) (p. 5996).

Amendement n° 8 de M. Georges Chavanes, ministre : limites de l'avantage procuré par le crédit promotionnel (p. 5996).

Art. 24 (p. 5996).

Explications de vote sur l'ensemble : *MM. Etienne Dailly, rapporteur* (p. 5997) ; *Robert Vizet* (p. 5997), *Michel Darras* (p. 5997).

Scrutin public n° 108 (p. 5997).

Rejet (22 décembre 1987) (p. 5997).

Discussion (nouvelle lecture)

(23 décembre 1987) (p. 6007, 6016).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 6007, 6010) : *MM. Georges Chavanes, ministre chargé du commerce, de l'artisanat et des services ; Etienne Dailly, rapporteur de la commission des lois ; Raymond Bourgine, Daniel Hoeffel, Stéphane Bonduel.*

Communauté économique européenne (CEE) : *Dailly (Etienne)* (p. 6009) ; *Hoeffel (Daniel)* (p. 6009).

Donations-partages : *Chavanes (Georges)* (p. 6007) ; *Dailly (Etienne)* (p. 6008).

Entreprises (transmission) : *Chavanes (Georges)* (p. 6007) ; *Dailly (Etienne)* (p. 6009) ; *Bourgine (Raymond)* (p. 6009).

Exode rural : *Bonduel (Stéphane)* (p. 6010).

Procédure législative : *Dailly (Etienne)* (p. 6008).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 6010, 6016) : *MM. Etienne Dailly, rapporteur ; Jacques Oudin, au nom de la commission des finances ; Michel Darras, Raymond Bourgine, Georges Chavanes, ministre.*

Art. 1er AA, 1er A, 3, 7 bis – Adoptés (p. 6010).

Art. 8 bis B, 9 quater (p. 6010) – Supprimés par l'Assemblée nationale.

Art. 10 et 11 – Adoptés (p. 6010).

Art. 11 bis A et 11 bis B (p. 6010) – Supprimés par l'Assemblée nationale.

Art. 11 ter, 15, 16 et 20 – Adoptés (p. 6010).

Art. 20 bis A (p. 6011) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 20 quinquies A – Adopté (p. 6011).

Art. 20 sexies, 20 septies et 20 nonies (p. 6011) – Supprimés par l'Assemblée nationale.

Art. 21 (p. 6011).

Parole sur l'article : *MM. Etienne Dailly, rapporteur* (p. 6011) ; *Jacques Oudin, au nom de la commission des finances* (p. 6012) ; *Michel Darras* (p. 6012), *Raymond Bourgine* (p. 6013), *Georges Chavanes, ministre* (p. 6013).

– L'article 21 est adopté (p. 6014).

Art. 21 bis (p. 6014) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 21 ter – Adopté (p. 6014).

Art. 21 quater (p. 6014) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 21 sexies – Adopté (p. 6014).

Art. 21 octies (p. 6014).

Parole sur l'article : *M. Jacques Oudin, au nom de la commission des finances* (p. 6014).

– L'article 21 octies est adopté (p. 6015).

Art. 22 bis (p. 6015).

Parole sur l'article : *M. Jacques Oudin, au nom de la commission des finances* (p. 6015).

– L'article 22 bis est adopté (p. 6015).

Art. 23 quinquies, 24 A et 24 – Adoptés (p. 6015).

Explications de vote sur l'ensemble : *MM. Michel Darras* (p. 6015, 6016), *Etienne Dailly, rapporteur* (p. 6016).

Scrutin public n° 109 (p. 6016).

Adoption (23 décembre 1987) (p. 6016).

2. – **Proposition de loi tendant à autoriser la conclusion d'un contrat de famille en vue de la transmission de l'entreprise,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Louis Souvet, sénateur, et plusieurs de ses collègues (17 décembre 1987) [n° **183** (87-88)] – Renvoi à la commission des lois.

Entreprises (aides aux)

Voir *Questions orales sans débat* n° **130**

Entreprises (charges)

Voir *Questions orales avec débat* n° **123**

Entreprises (financement)

Voir *Epargne*, **1**

Entreprises (fiscalité)

Voir *Lois de finances*, **1**, Art. 5, 6, 18, 19, 53, 54, 55
Lois de finances rectificatives, **1**, Art. 17 bis, 18 bis, 21 bis, 21 quater

Entreprises (petites et moyennes) (PME)

Voir *Impôts et taxes*, **2**

Entreprises (transmission)

Voir *Entreprises*, **1 ; 2**
Epargne n° **1**

Entreprises publiques

Voir *Politique économique et sociale*, **1**
Questions au Gouvernement n° **187**

1. – **Proposition de loi tendant à compléter l'article 6 de la loi n° 86-793 du 2 juillet 1986 autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social et relative à la durée du mandat des présidents d'entreprises du secteur public,** PRESENTEE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, par M. Robert-André Vivien, député (15 décembre 1987) [n° **1137**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jacques Limouzy (18 décembre 1987) [n° **1166**] – Discussion (19 décembre 1987) – Adoption (19 décembre 1987) [n° **217**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (19 décembre 1987) [n° **192** (87-88)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Hubert Haenel (19 décembre 1987) [n° **194** (87-88)] – Discussion (19 décembre 1987) – Adoption (19 décembre 1987) [n° **68**].

PROMULGATION : Loi n° 88-2 du 4 janvier 1988 (*JO* Lois et décrets du 5 janvier 1988).

Discussion (première lecture)

(19 décembre 1987) (p. 5801, 5802).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5801) : *MM. Albin Chalandon, ministre de la justice ; Hubert Haenel, rapporteur de la commission des lois ; Michel Darras.*

Entreprises publiques : *Chalandon (Albin)* (p. 5801) ; *Haenel (Hubert)* (p. 5801).

Retraite (âge) : *Chalandon (Albin)* (p. 5801) ; *Haenel (Hubert)* (p. 5801).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 5802)

Art. unique *(Fixation à trois ans de la durée du mandat des présidents d'entreprises du secteur public ; non-applicabilité jusqu'à l'expiration de ce mandat des dispositions relatives à la limite d'âge)* (p. 5802).

Explication de vote sur l'ensemble : *Mme Paulette Fost* (p. 5802) – Nationalisations, entreprises publiques.

Adoption (19 décembre 1987) (p. 5802).

Environnement

Voir *Lois de finances*, **1**, Equipement, logement, aménagement du territoire et transports - V – Environnement
Sécurité civile, **1**
Traités et conventions, **3**

1. – **Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête parlementaire sur les conséquences des essais nucléaires français de Mururoa sur l'environnement,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Jean Garcia, sénateur, et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 9 juillet 1987 – 17 juillet 1987) [n° **376** (86-87)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères.

2. – **Dépôt par le Gouvernement,** en application de l'article 10 de la loi n° 80-572 du 25 juin 1980, du rapport sur **la protection et le contrôle des matières nucléaires** pour l'année 1986 (2 octobre 1987) (p. 3039).

Epargne

Voir *Bourses de valeurs*, **1**
Lois de finances, **1**

1. – **Projet de loi sur l'épargne,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Jacques Chirac, Premier ministre, par M. Edouard Balladur, ministre de l'économie (12 novembre 1986) [n° **443**] – Renvoi à la commission des finances – Pour avis à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Robert-André Vivien (2 avril 1987) [n° **621**] – Avis oral de M. Jean-Philippe Lachenaud – Lettre rectificative n° **618** (86-87) du 2 avril 1987 – Discussion (15, 16, 21 avril 1987) – Adoption (21 avril 1987) [n° **92**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (22 avril 1987) [n° **195** (86-87)] – Renvoi à la commission des finances – Pour avis aux commissions des affaires sociales et des lois – Rapport de M. Jean Cluzel (6 mai 1987) [n° **212** (86-87)] – Avis de M. José Balarello (29 avril 1987) [n° **204** (86-87)] – Et de M. Etienne Dailly (6 mai 1987) [n° **215** (86-87)] – Discussion (12, 13 et 14 mai 1987) – Adoption (14 mai 1987) [n° **65**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (15 mai 1987) [n° **747**] – Renvoi à la commission des finances.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Robert-André Vivien (27 mai 1987) [n° **791**] – Discussion (2 juin 1987) – Adoption (2 juin 1987) [n° **105**].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Jean Cluzel (27 mai 1987) [n° **244** (86-87)] – Discussion (27 mai 1987) – Adoption (27 mai 1987) [n° **73**].

PROMULGATION : Loi n° 87-416 du 17 juin 1987 *(JO* Lois et décrets du 18 juin 1987).

Discussion (première lecture)

(12 mai 1987) (p. 807, 847) ; (13 mai 1987) (p. 855, 934) ; (14 mai 1987) (p. 985, 1035).

I – DISCUSSION GENERALE (12 mai 1987) (p. 807, 847) : *MM. Edouard Balladur, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation ; Jean Cluzel, rapporteur de la commission des finances ; José Balarello, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales ; Etienne Dailly, rapporteur pour avis de la commission des lois ; Christian Poncelet, président de la commission des finances ; Maurice Arreckx, Paul Souffrin, Jean-Pierre Masseret, Louis Virapoullé, Josy Moinet, Jacques Oudin, Gérard Roujas, Louis Mercier, Claude Prouvoyeur, Gérard Delfau, Olivier Roux, Louis Souvet, René Régnault, Paul Loridant, Alain Juppé, ministre délégué chargé du budget ; et les orateurs sur la motion.*

Actionnaires et actionnariat : *Balladur (Edouard)* (p. 810) ; *Dailly (Etienne)* (p. 818) ; *Vizet (Robert)* (p. 823).

Actionnariat des salariés : *Balarello (José)* (p. 817) ; *Balladur (Edouard)* (p. 808, 811) ; *Loridant (Paul)* (p. 842, 843).

Actionnariat populaire : *Dailly (Etienne)* (p. 847) ; *Juppé (Alain)* (p. 844) ; *Loridant (Paul)* (p. 843, 847).

Actions spécifiques : *Oudin (Jacques)* (p. 834).

Assurance vie : *Balarello (José)* (p. 816) ; *Lucotte (Marcel)* (p. 827) ; *Mercier (Louis)* (p. 836) ; *Prouvoyeur (Claude)* (p. 837).

Assurance vieillesse : *Balarello (José)* (p. 815) ; *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 829) ; *Souffrin (Paul)* (p. 827).

Banques et établissements financiers : *Virapoullé (Louis)* (p. 830) ; *Vizet (Robert)* (p. 824).

Bâtiment et travaux publics : *Juppé (Alain)* (p. 846) ; *Moinet (Josy)* (p. 831) ; *Régnault (René)* (p. 841).

Bourses de valeurs : *Balladur (Edouard)* (p. 810) ; *Vizet (Robert)* (p. 823).

Caisses d'épargne : *Balladur (Edouard)* (p. 810) ; *Cluzel (Jean)* (p. 814) ; *Delfau (Gérard)* (p. 837, 838) ; *Juppé (Alain)* (p. 845) ; *Lucotte (Marcel)* (p. 826) ; *Moinet (Josy)* (p. 832) ; *Poncelet (Christian)* (p. 820) ; *Vizet (Robert)* (p. 824).

Chômage : *Souffrin (Paul)* (p. 28).

Collectivités territoriales : *Vizet (Robert)* (p. 824).

Commissariat général au Plan : *Mercier (Louis)* (p. 836).

Commission Schopflin : *Mercier (Louis)* (p. 836).

Comptes courants : *Balladur (Edouard)* (p. 810).

Conjoncture économique : *Cluzel (Jean)* (p. 812).

Crédit d'impôt : *Oudin (Jacques)* (p. 834).

Croissance économique : *Balladur (Edouard)* (p. 808) ; *Cluzel (Jean)* (p. 812) ; *Souvet (Louis)* (p. 840).

Déductions fiscales : *Juppe (Alain)* (p. 846) ; *Loridant (Paul)* (p. 842) ; *Roujas (Gérard)* (p. 835).

Déficit budgétaire : *Balladur (Edouard)* (p. 808, 821).

Démographie : *Mercier (Louis)* (p. 836) ; *Oudin (Jacques)* (p. 833) ; *Souffrin (Paul)* (p. 828).

Dette publique : *Balladur (Edouard)* (p. 809, 821).

Droits sociaux : *Vizet (Robert)* (p. 822).

Emploi : *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 829) ; *Vizet (Robert)* (p. 823).

Emprunts d'Etat : *Vizet (Robert)* (p. 824).

Endettement (entreprises et particuliers) : *Oudin (Jacques)* (p. 834).

Entreprises : *Moinet (Josy)* (p. 831, 832) ; *Oudin (Jacques)* (p. 833) ; *Poncelet (Christian)* (p. 820) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 830).

Entreprises (charges) : *Balladur (Edouard)* (p. 808).

Entreprises (financement) : *Balladur (Edouard)* (p. 808, 810) ; *Cluzel (Jean)* (p. 812).

Entreprises (fiscalité) : *Virapoullé (Louis)* (p. 830) ; *Vizet (Robert)* (p. 822).

Entreprises (petites et moyennes) (PME) : *Oudin (Jacques)* (p. 834).

Entreprises (transmission) : *Balladur (Edouard)* (p. 811) ; *Oudin (Jacques)* (p. 833) ; *Souvet (Louis)* (p. 840).

Epargne : *Balarello (José)* (p. 815) ; *Juppé (Alain)* (p. 846) ; *Lucotte (Marcel)* (p. 825) ; *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 828) ; *Vizet (Robert)* (p. 823).

Epargne (ménages) : *Balladur (Edouard)* (p. 808, 810) ; *Cluzel (Jean)* (p. 812) ; *Poncelet (Christian)* (p. 819) ; *Prouvoyeur (Claude)* (p. 837) ; *Souvet (Louis)* (p. 840).

Epargne retraite : *Balladur (Edouard)* (p. 809) ; *Cluzel (Jean)* (p. 812).

Equipements collectifs : *Régnault (René)* (p. 841).

Etats-Unis d'Amérique (USA) : *Delfau (Gérard)* (p. 838) ; *Roujas (Gérard)* (p. 835).

Exploitants agricoles : *Juppé (Alain)* (p. 846).

Finances locales : *Delfau (Gérard)* (p. 838) ; *Juppé (Alain)* (p. 845) ; *Lucotte (Marcel)* (p. 826) ; *Moinet (Josy)* (p. 832) ; *Régnault (René)* (p. 841) ; *Vizet (Robert)* (p. 824).

Fiscalité : *Balarello (José)* (p. 816) ; *Dailly (Etienne)* (p. 818) ; *Juppé (Alain)* (p. 845) ; *Lucotte (Marcel)* (p. 826) ; *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 829) ; *Mercier (Louis)* (p. 836) ; *Moinet (Josy)* (p. 832) ; *Oudin (Jacques)* (p. 833) ; *Poncelet (Christian) (p. 819)* ; *Prouvoyeur (Claude)* (p. 837) ; *Régnault (René)* (p. 841) ; *Roux (Olivier)* (p. 839) ; *Souffrin (Paul)* (p. 827).

Français de l'étranger : *Juppé (Alain)* (p. 846) ; *Roux (Olivier)* (p. 839).

Fraude et évasion fiscales : *Loridant (Paul)* (p. 843).

Impôt sur le capital : *Souffrin (Paul)* (p. 828).

Impôt sur le revenu : *Loridant (Paul) (p. 842)* ; *Vizet (Robert)* (p. 822).

Impôt sur les sociétés : *Balladur (Edouard)* (p. 808) ; *Cluzel (Jean)* (p. 814) ; *Poncelet (Christian)* (p. 820) ; *Souvet (Louis)* (p. 840).

Inflation : *Delfau (Gérard)* (p. 838).

Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) : *Vizet (Robert)* (p. 822).

Intérêt (taux) : *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 829) ; *Vizet (Robert)* (p. 824).

Investissements : *Balladur (Edouard)* (p. 821) ; *Cluzel (Jean)* (p. 825) ; *Lucotte (Marcel)* (p. 825) ; *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 829) ; *Moinet (Josy)* (p. 831) ; *Poncelet (Christian)* (p. 820) ; *Vizet (Robert)* (p. 823).

Licenciements : *Balarello (José)* (p. 816).

Livrets d'épargne : *Moinet (Josy)* (p. 832).

Marché à terme d'instruments financiers (MATIF) : *Balladur (Edouard)* (p. 810) ; *Dailly (Etienne)* (p. 818) ; *Loridant (Paul)* (p. 843) ; *Lucotte (Marcel)* (p. 825, 826).

Marchés financiers : *Cluzel (Jean)* (p. 812, 813, 825) ; *Poncelet (Christian)* (p. 819) ; *Roujas (Gérard)* (p. 835) ; *Souffrin (Paul)* (p. 827).

Mutuelles : *Juppé (Alain)* (p. 846) ; *Moinet (Josy)* (p. 831).

Natalité : *Balarello (José)* (p. 816) ; *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 829).

Participation des salariés : *Balarello (José)* (p. 816) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 830).

Personnes âgées : *Balladur (Edouard)* (p. 809).

Placements financiers : *Cluzel (Jean)* (p. 814) ; *Moinet (Josy)* (p. 831).

Plans d'épargne retraite (PER) : *Balarello (José)* (p. 815, 816) ; *Balladur (Edouard)* (p. 809) ; *Cluzel (Jean)* (p. 813, 814) ; *Dailly (Etienne)* (p. 817) ; *Delfau (Gérard)* (p. 838) ; *Juppé (Alain)* (p. 845) ; *Loridant (Paul)* (p. 842) ; *Lucotte (Marcel)* (p. 826, 827) ; *Mercier (Louis)* (p. 836) ; *Moinet (Josy)* (p. 831) ; *Poncelet (Christian)* (p. 820) ; *Roujas (Gérard)* (p. 835) ; *Roux (Olivier)* (p. 839) ; *Souffrin (Paul)* (p. 827) ; *Vizet (Robert)* (p. 823).

Pouvoir d'achat : *Delfau (Gérard)* (p. 838).

Prélèvement libératoire : *Balladur (Edouard)* (p. 809).

Prestations sociales : *Souffrin (Paul)* (p. 827).

Privatisations : *Balladur (Edouard)* (p. 821) ; *Dailly (Etienne)* (p. 818, 847) ; *Delfau (Gérard)* (p. 839) ; *Loridant (Paul)* (p. 843, 847) ; *Poncelet (Christian)* (p. 819) ; *Régnault (René)* (p. 841).

Procédure parlementaire : *Dailly (Etienne)* (p. 825).

Rachat d'une entreprise par ses salariés (RES) : *Balarello (José)* (p. 817) ; *Balladur (Edouard)* (p. 811) ; *Dailly (Etienne)* (p. 817) ; *Juppé (Alain)* (p. 846) ; *Loridant (Paul)* (p. 843) ; *Oudin (Jacques)* (p. 833) ; *Souvet (Louis)* (p. 840) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 830).

Retraite (âge) : *Loridant (Paul)* (p. 842) ; *Moinet (Josy)* (p. 832) ; *Roujas (Gérard)* (p. 835, 836) ; *Vizet (Robert)* (p. 824).

Retraites : *Juppé (Alain)* (p. 844) ; *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 828) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 830) ; *Vizet (Robert)* (p. 822).

Retraites (financement) : *Delfau (Gérard)* (p. 838) ; *Loridant (Paul)* (p. 842) ; *Lucotte (Marcel)* (p. 826) ; *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 829) ; *Mercier (Louis)* (p. 836) ; *Moinet (Josy)* (p. 831) ; *Prouvoyeur (Claude)* (p. 837) ; *Roux (Olivier)* (p. 839) ; *Souffrin (Paul)* (p. 827, 828) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 830).

Sociétés civiles et commerciales : *Dailly (Etienne)* (p. 818).

Valeurs mobilières : *Cluzel (Jean)* (p. 813) ; *Dailly (Etienne)* (p. 818) ; *Lucotte (Marcel)* (p. 826) ; *Poncelet (Christian)* (p. 819).

Motion n° 1 de Mme Hélène Luc, soutenue par M. Robert Vizet, **tendant à opposer la question préalable** (p. 821) – *MM. Robert Vizet, Etienne Dailly, rapporteur pour avis, Jean Cluzel, rapporteur.*

Rejet de la motion (p. 825 ; scrutin public n° 155).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 855, 934 ; 985, 1035) : *MM. Paul Souffrin, Gérard Roujas, Jean Cluzel, rapporteur ; Alain Juppé, ministre ; Paul Loridant, Olivier Roux, Robert Vizet, Jean-Pierre Masseret, Jean-Pierre Bayle, Paul d'Ornano, Jacques Habert, Jacques Descours Desacres, Gérard Roujas, Josy Moinet, Jean Colin, José Balarello, rapporteur pour avis ; Louis Virapoullé, Etienne Dailly, rapporteur pour avis ; René Trégouët, Jacques Oudin, Emmanuel Hamel, Michel Caldaguès, Marcel Fortier, Roland du Luart – Mme Paulette Fost, MM. Christian Poncelet, président de la commission des finances ; Charles Ornano, Maurice Schumann.*

Chapitre Ier

Plan d'épargne en vue de la retraite

Intitulé du chapitre Ier (p. 855).

Rejetés : amendement n° 5 de M. Paul Souffrin : suppression de la division chapitre Ier et de son intitulé (p. 857 ; scrutin public n° 156) – Amendement n° 138 de M. Jean-Pierre Masseret, soutenu par M. Gérard Roujas : Intitulé : « Plan d'épargne » (p. 857).

– La division « Chapitre Ier » et son intitulé sont adoptés (p. 857).

Art. 1er *(Création d'un plan d'épargne en vue de la retraite (PER))* (p. 857).

Parole sur l'article : *MM. Olivier Roux, Robert Vizet, Paul Souffrin* (p. 857 et 858) – Français de l'étranger.

Adoptés : amendements de M. Jean Cluzel, rapporteur, n° 178 : report au 1er janvier 1988 de la date d'entrée en application de cet article (p. 862) – N° 33 : établissements autorisés à tenir des plans d'épargne en vue de la retraite (p. 863) – Et n° 34 : suppression de la fixation par décret des catégories d'organismes auprès desquels ces plans peuvent être ouverts (p. 864) – Amendements de M. Alain Juppé, ministre, n° 198 : insertion de la Banque de France dans la liste des établissements habilités (p. 863) – Et n° 193 : habilitation à gérer des plans d'épargne en vue de la retraite ; institutions réalisant des opérations de prévoyance (p. 864).

Rejetés : amendement n° 6 de M. Paul Souffrin : suppression de cet article (p. 862 ; scrutin public n° 157) – Amendement n° 140 de M. Jean-Pierre Bayle : extension aux contribuables domiciliés hors de France du bénéfice du plan d'épargne en vue de la retraite (p. 863 ; scrutin public n° 158).

Retirés : amendements de M. Jean-Pierre Masseret n° 139, identique à l'amendement n° 178 de M. Jean Cluzel, rapporteur (p. 859) – N° 141 (p. 860) – Et n° 142, soutenu par M. Gérard Roujas : suppression des services financiers de la poste et des comptables du Trésor de la liste des établissements habilités (p. 863) – Amendement n° 132 de M. Olivier Roux, analogue à l'amendement n° 140 de M. Jean-Pierre Bayle (p. 863) – Amendement n° 115 de M. Jean Barras, soutenu par M. Paul d'Ornano, analogue à l'amendement n° 140 de M. Jean-Pierre Bayle (p. 863) – Amendement n° 137 de M. Jacques Habert, analogue à l'amendement n° 140 de M. Jean-Pierre Bayle (p. 863) – Amendement n° 27 de M. Roger Chinaud, soutenu par M. Jacques Descours Desacres, identique à l'amendement n° 33 de M. Jean Cluzel, rapporteur (p. 860).

Devenu sans objet : amendement n° 143 de M. Jean-Pierre Masseret, soutenu par M. Gérard Roujas : fixation par décret de la liste des organismes auprès desquels les plans d'épargne en vue de la retraite peuvent être souscrits (p. 864).

– L'art. 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 864).

Art. 2 *(Détermination des versements déductibles du revenu imposable)* (p. 864).

Parole sur l'article : *M. Robert Vizet* (p. 864 et 865) – Retraites, banques et établissements financiers.

Adoptés : amendements rédactionnels de M. Jean Cluzel, rapporteur, n° 35, (p. 868) – Et n° 36 (p. 870) – Amendement n° 133 de M. Jean Colin : possibilité d'effectuer des versements en espèce et assimilés (p. 869) – Amendements de M. José Balarello, rapporteur pour avis, n° 2 : majoration du plafond limite de versement par enfant à charge (p. 869) – Et n° 3 : mode de réévaluation annuelle des limites fixées quant aux versements (p. 870) ; sous-amendement n° 188 de M. Alain Juppé, ministre, (p. 869) – Amendement n° 197 de M. Alain Juppé, ministre : établissement et recouvrement d'une amende en cas de dépassement du plafond de versement (p. 870).

Rejetés : amendement n° 7 de M. Paul Souffrin : suppression de cet article (p. 868 ; scrutin public n° 159) – Amendement n° 145 de M. Jean-Pierre Masseret, soutenu par M. Paul Loridant : remplacement de la déduction des versements effectués du revenu imposable par une réduction d'impôt (p. 870) – Amendement n° 21 de M. Jean Colin : augmentation du plafond des versements en cas de constitution d'une rente viagère (p. 870).

Retiré : amendement n° 20 de M. Jean Colin analogue à l'amendement n° 3 de M. José Balarello, rapporteur pour avis (p. 870).

Devenu sans objet : amendement n° 144 de M. Jean-Pierre Masseret, soutenu par M. Gérard Roujas : augmentation du plafond limite de versement à compter du second enfant à charge (p. 869).

– L'art. 2, ainsi modifié, est adopté (p. 870).

Art. 2 bis *(Mesures relatives à la spécificité des caisses de retraite et de prévoyance complémentaires visées à l'article L. 731-1 du code de la sécurité sociale et à l'article 1050 du code rural : articles L. 731-11 à L. 731-13 nouveaux du code de la sécurité sociale ; articles 1051-1 à 1051-3 nouveaux du code rural)* (p. 870).

Adoptés : amendements de M. Alain Juppé, ministre, nos 194 et 196 de coordination (p. 871) – Et n° 195 d'harmonisation (p. 871).

– L'art. 2 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 871).

Art. 3 *(Détermination des règles d'emploi des versements et des règles fiscales relatives à leurs produits et plus-values)* (p. 871).

Parole sur l'article : *MM. Etienne Dailly, rapporteur pour avis, Robert Vizet, Paul Loridant* (p. 871 à 874) – Valeurs mobilières, créances, assurance invalidité décès, assurance vie, emploi, marchés financiers, intérêt (taux), crédit, épargne, mutuelles.

Adoptés : amendement n° 37 de M. Jean Cluzel, rapporteur : liste des placements qui peuvent être effectués au titre du PER (p. 884) ; sous-amendements n° 114 de M. Jacques Descours Desacres (p. 883) et n° 103 de M. Josy Moinet (p. 884) – Amendements de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis, n° 84 : proportion minimale de l'emploi en valeurs françaises, des fonds collectés (p. 884) – N° 85 : de coordination (p. 885) – Et n° 86 : actualisation de la loi n° 72-6 du 3 janvier 1972, relative au démarchage financier et à des opérations de placement et d'assurance (p. 885).

Rejeté : amendement n° 8 de M. Paul Souffrin : suppression de cet article (p. 883).

Retirés : amendement n° 83 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis, analogue à l'amendement n° 37 de M. Jean Cluzel, rapporteur (p. 878) – Amendement n° 117 de M. Jacques Oudin, soutenu par M. René Trégouët : mention de toutes les catégories de fonds communs de placement susceptibles d'être comprises dans les PER (p. 878) – Amendements de M. Josy Moinet n° 102 : précisions relatives aux opérations relevant du code des

assurances ou du code de la mutualité (p. 880) – N° 104 (p. 882) – Et n° 105 : opérations de démarchage (p. 883) – Amendement n° 108 de M. José Balarello, rapporteur pour avis : fixation par décret de la quotité minimale de valeurs libellées en unités de compte européennes (p. 883) – Amendement n° 146 de M. Jean-Pierre Masseret, soutenu par M. Gérard Roujas : autorisation donnée aux organismes régis par le code de la mutualité d'effectuer des opérations de démarchage dans le cadre des PER (p. 885).

Devenus sans objet : amendements de M. Jacques Oudin n[os] 118 et 119 : placements effectués au titre du PER (p. 884).

– L'art. 3, ainsi modifié, est adopté (p. 885).

Art. 4 *(Nature du régime fiscal applicable aux sommes retirées du PER)* (p. 885).

Parole sur l'article : *M. Robert Vizet* (p. 885) – Emploi, investissements, chômage.

Adopté : amendement n° 38 de M. Jean Cluzel, rapporteur : suppression du second alinéa de cet article, introduit par l'Assemblée nationale : cas des successions (p. 886).

Rejetés : amendements de M. Jean-Pierre Masseret, n° 148, soutenu par M. Gérard Roujas : non-imposition des sommes retirées du PER (p. 886) – Et n° 147, rédactionnel (p. 886).

Retirés : amendement n° 109 de M. José Balarello, rapporteur pour avis : dispositions destinées à favoriser les rentiers âgés de plus de soixante-cinq ans (p. 886) – Amendements de M. Jean-Pierre Masseret n° 149, identique à l'amendement n° 38 de M. Jean Cluzel, rapporteur (p. 886) – Et n° 150 (p. 886).

– L'art. 4, ainsi modifié, est adopté (p. 886).

Après l'art. 4 (p. 887).

Adopté : amendement n° 181 (art. additionnel) de M. Alain Juppé, ministre : assimilation de la donation à un retrait (p. 887).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 887).

Art. 5 *(Pénalité applicable en cas de retrait ou de versement d'une échéance de la pension intervenant moins de dix ans après l'ouverture du PER et avant le soixantième anniversaire)* (p. 887).

Adopté : amendement n° 39 de M. Jean Cluzel, rapporteur : instauration d'un crédit d'impôt destiné à éviter les doubles impositions (p. 888).

Rejeté : amendement n° 151 de M. Jean-Pierre Masseret : absence de pénalité lorsque la retraite est prise obligatoirement avant soixante ans (p. 887).

– L'art. 5, ainsi modifié, est adopté (p. 887).

Art. 6 *(Pénalité applicable, en cas de retrait ou de versement d'une échéance de pension, plus de dix ans après l'ouverture du plan et avant le soixantième anniversaire)* (p. 888).

Rejeté : amendement n° 152 de M. Jean-Pierre Masseret, soutenu par M. Paul Loridant, analogue à son amendement n° 151 (p. 889).

– L'art. 6 est adopté (p. 889).

Art. 7 *(Régime d'exonération des pénalités)* (p. 889).

Adoptés : amendement n° 40 de M. Jean Cluzel, rapporteur : extension du régime d'exonération aux titulaires de PER licenciés ou en état de cessation de paiement (p. 892) ; sous-amendement n° 200 de M. Alain Juppé, ministre : âge requis de cinquante-cinq ans pour l'exonération des pénalités dans les cas prévus par l'amendement n° 40 (p. 892).

Retiré : amendement n° 28 de M. Roger Chinaud soutenu par M. Jacques Descours Desacres : cas de perte d'emploi (p. 892).

Devenus sans objet : amendements n[os] 153 et 154 de M. Jean-Pierre Masseret : cas d'exonération des pénalités prévues par les articles 5 et 6 (p. 892) – Amendement n° 22 de M. Jean Colin : exonération de pénalité en cas de licenciement ou de mise à la retraite anticipée (p. 892) – Amendement n° 4 de M. José Balarello, rapporteur pour avis, retiré par son auteur, et repris par M. Robert Vizet : cas des chômeurs de longue durée âgés de plus de cinquante ans (p. 892).

– L'art. 7, ainsi modifié, est adopté (p. 892).

Art. 8 *(Attribution de crédits d'impôts)* (p. 892).

Adoptés : amendements de M. Jean Cluzel, rapporteur, n° 41 : amélioration des conditions d'octroi du crédit d'impôt et de son taux d'intérêt (p. 895) – N° 42 : cas où le contribuable effectue des retraits passé l'âge de soixante-cinq ans, et après avoir épargné pendant vingt ans (p. 895) – Et n° 43, de coordination avec les amendements n° 41 et n° 42 (p. 895) – (A l'encontre de ces trois amendements le Gouvernement a invoqué l'article 40 de la Constitution ; la commission des finances n'a pas déclaré cet article applicable).

Rejeté : amendement n° 155 de M. Jean-Pierre Masseret, soutenu par M. Paul Loridant : suppression de cet article (p. 894).

Devenu sans objet : amendement n° 156 de M. Jean-Pierre Masseret (p. 895).

– L'art. 8, ainsi modifié, est adopté (p. 895).

Art. 8 bis *(Institution d'un prélèvement libératoire optionnel)* (p. 895).

Adopté : amendement de coordination n° 44 de M. Jean Cluzel, rapporteur (p. 895).

– L'art. 8 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 895).

Après l'art. 8 bis (p. 895).

Adoptés : amendements (art. additionnels) de M. Jean Cluzel, rapporteur, n° 45 : insertion des dispositions qui déterminent le régime fiscal applicable aux sommes transmises par voie de succession, dispositions supprimées de l'article 4 (p. 896) – Et n° 46 : régime fiscal en cas de divorce, de séparation de corps ou de biens (p. 896).

– Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 896).

Art. 9 *(Coordination des règles fiscales du plan d'épargne en vue de la retraite avec d'autres règles fiscales)* (p. 896).

Parole sur l'article : *M. José Balarello, rapporteur pour avis* (p. 896) – Assurance vie.

Rejeté : amendement n° 23 de M. Jean Colin : avantage supplémentaire accordé aux titulaires d'un PER ayant déjà souscrit une assurance vie (p. 898) – Amendement n° 157 de M. Jean-Pierre Masseret : possibilité pour le souscripteur d'un contrat d'assurance vie de conserver les avantages fiscaux liés à ce contrat et de bénéficier du régime fiscal propre au PER (p. 899).

Retirés : amendement n° 107 de M. Josy Moinet destiné à harmoniser les régimes fiscaux des différents produits d'épargne, au regard de l'assurance vie (p. 898) – Amendement n° 29 de M. Roland du Luart, identique à l'amendement n° 157 de M. Jean-Pierre Masseret (p. 899) – Amendement n° 110 de M. José Balarello, rapporteur pour avis : exception des contrats d'assurance vie intégrés dans un PER : absence de prise en compte des primes pour leur imputation sur la limite de déduction (p. 899) – Amendement n° 136 de M. Roland du Luart : date d'entrée en vigueur, pour les contrats d'assurance vie, du système d'imputation de l'assurance vie sur le PER (p. 899).

– L'art. 9 est adopté (p. 899).

Après l'art. 9 (p. 899).

Rejetés : amendement n° 9 (art. additionnel) de M. Jean-Luc Bécart, soutenu par M. Robert Vizet : articles L. 315-1, L. 315-4, et L. 315-4-1 du code de la construction et de l'habitation : épargne logement (p. 900) – Amendements (art. additionnels) de M. Robert Vizet, soutenus par M. Paul Souffrin, n° 10 : abrogation des articles 158 bis, 158 ter et 209 bis du code général des impôts ; retenue à la source sur les revenus des capitaux mobiliers ; condition d'octroi d'un crédit d'impôt (p. 901 ; scrutin public n° 160) – Et n° 11 : suppression du système du prélèvement libératoire (p. 901) – Amendements (art. additionnels) de M. Robert Vizet, n° 12 : prélèvement à la source opéré sur les revenus des emprunts d'Etat indexés en 1987 (p. 902 ; scrutin

public n° 161) – Et n° 13 : institution d'une taxe sur les opérations de bourse (p. 902).

Retirés : amendements (art. additionnels) de M. Josy Moinet n° 106 : actualisation des plafonds limites retenus pour l'application des réductions d'impôt relatives à l'assurance vie (p. 900) – Et n° 129 : émission de certificats d'investissement par les sociétés coopératives (p. 903).

Avant l'art. 10 (p. 904).

Adopté : amendement n° 24 (art. additionnel) de M. Jean Colin : faculté d'accorder une option à chaque actionnaire entre le paiement du dividende en numéraire ou le paiement en actions (p. 906).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 906).

Art. 10 *(Modulation du prix de souscription ou d'achat des actions : loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales)* (p. 906).

Parole sur l'article : *MM. Etienne Dailly, Jean Colin* (p. 906 à 908) – Actions, plus-values (imposition), capital, salariés.

Rejeté : amendement n° 158 de M. Jean-Pierre Masseret : suppression de cet article (p. 908).

– L'art. 10 est adopté (p. 908).

Art. 11 *(Extension aux sociétés non cotées de la possibilité de consentir des options d'achat d'actions : article 208-3 de la loi n° 66-537 précitée)* – Adopté (p. 908).

Art. 12 *(Extension à toutes les sociétés de la possibilité d'acquérir leurs propres actions en vue de les proposer aux salariés dans le cadre d'un régime d'option d'achat d'actions : article 217-1 de la loi n° 66-537 précitée)* – Adopté (p. 909).

Art. 13 *(Extension aux mandataires sociaux du bénéfice des plans d'options d'achat ou de souscription d'actions : article 208-8-1 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 précitée)* (p. 909).

Rejetés : amendements identiques n° 87 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis, et n° 159 de M. Jean-Pierre Masseret : suppression de cet article (p. 909).

– L'art. 13 est adopté (p. 909).

Art. 13 bis *(Extension aux opérations ouvertes avant le 1er janvier 1987 du nouveau régime fiscal des options consenties par une société étrangère : article 163 bis du code général des impôts)* – Adopté (p. 910).

Art. 14 *(Aménagement des dispositions relatives au montant maximum des options de souscription ou d'achat d'actions : modification de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 précitée)* (p. 910).

Rejetés : amendements de M. Jean-Pierre Masseret, soutenus par M. Paul Loridant, n° 160 : maintien des limites en vigueur relatives au montant des options susceptibles d'être accordées à un même salarié (p. 910) – Et n° 161 : amendement de repli (p. 910).

Irrecevable (article 40 de la Constitution) : amendement n° 88 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : conditions d'attribution du droit d'option aux dirigeants des petites et moyennes entreprises (p. 911).

– L'art. 14 est adopté (p. 911).

Art. 15 *(Aménagement des délais d'option sur actions : article 208-7 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 précitée)* (p. 911).

Adopté : amendement n° 204 de M. Alain Juppé, ministre : fixation par l'assemblée générale de la société, du délai pendant lequel peuvent s'exercer les options (p. 912).

Rejeté : amendement n° 162 de M. Jean-Pierre Masseret, soutenu par M. Paul Loridant : suppression de cet article (p. 912).

– L'art. 15, ainsi modifié, est adopté (p. 912).

Après l'art. 15 (p. 912).

Retiré : amendement n° 116 (art. additionnel) de M. Marcel Fortier : instauration de la participation du personnel des sociétés aéronautiques (p. 913).

Art. 15 bis *(Extension de l'exonération de cotisations sociales aux gains réalisés par un salarié levant une option sur actions étrangères : article 6 de la loi n° 70-1322 du 31 décembre 1970 relative à l'ouverture d'options de souscription ou d'achat d'actions au bénéfice du personnel)* (p. 913).

Retiré : amendement n° 163 de M. Jean-Pierre Masseret : suppression de cet article (p. 913).

– L'art. 15 bis est adopté (p. 913).

Après l'art. 15 bis (p. 914).

Adoptés : amendement n° 47 (art. additionnel) de M. Jean Cluzel rapporteur, repris par M. Alain Juppé, ministre (en supprimant le gage) : exonération de la taxe sur les salaires (p. 914) – Amendement n° 48 (art. additionnel) de M. Jean Cluzel, rapporteur : modulation de la sanction fiscale en fonction de la période durant laquelle le salarié a respecté les conditions d'exonération (p. 915).

Retiré : amendement n° 89 (art. additionnel) de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : réduction à trois ans du délai d'indisponibilité qui conditionne l'avantage fiscal consenti aux salariés bénéficiaires d'options de souscription ou d'achat d'actions (p. 915).

– Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 914 et 915).

Art. 16 *(Rachat d'une entreprise par les salariés, RES : modification du code général des impôts)* (p. 915).

Parole sur l'article : *MM. Etienne Dailly, rapporteur pour avis ; Jacques Oudin, Paul Loridant* (p. 916 à 918) – Droit des sociétés, salariés, capital, entreprises, emploi.

Adoptés : amendement rédactionnel n° 49 de M. Jean Cluzel, rapporteur (p. 919) – Amendement n° 52 de M. Jean Cluzel, rapporteur, repris par M. Alain Juppé, ministre : paragraphe I : déduction des intérêts des emprunts ; conditions de participation des salariés d'une filiale (p. 921) ; paragraphe II : assimilation à un salarié de l'entreprise rachetée d'un salarié d'une entreprise dont le capital est détenu pour plus de cinquante pour cent par l'entreprise rachetée (p. 930) – Amendements de M. Jean Cluzel, rapporteur, n° 54 : extension du RES aux entreprises de dix à vingt salariés (p. 930) – Et n° 58 : égalité quant aux sanctions entre les repreneurs qui ont sollicité ou non un accord préalable du ministre (p. 934) – Amendements de M. Alain Juppé, ministre, n° 184 de coordination (p. 919) – N° 185 : possibilité offerte aux salariés de regrouper leurs titres dans une société en nom collectif ou une société civile (p. 921) – N° 203 : déduction possible : souscription à une augmentation de capital effectuée au cours de l'année de création de la société rachetée (p. 920) – N° 202 : extension du droit de vote double pour tous les détenteurs d'actions de la société nouvelle (p. 926) – N° 186, de coordination (p. 931) – Et n° 187, de coordination (p. 933) – Amendement n° 131 de M. Roland du Luart : possibilité de reprise d'une entreprise agricole par ses salariés (p. 929) – Amendements de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis, n° 91 : abaissement du pourcentage des droits de vote de la société rachetée que doit détenir la société nouvelle (p. 932 ; cet amendement, précédemment retiré par son auteur, a été ensuite repris par lui-même (p. 931)) – Et n° 92 : de coordination (p. 932).

Rejetés : amendement n° 164 de M. Jean-Pierre Masseret, soutenu par M. Paul Loridant : régimes fiscaux applicables aux salariés en cas de reprise de l'entreprise depuis au moins un an, et depuis moins d'un an (p. 919) – Première partie de l'amendement n° 199 de M. Alain Juppé, ministre : possibilité pour la société nouvelle d'émettre des obligations convertibles ou des obligations à bons de souscription d'actions ; conditions de cession (p. 927) – Amendement n° 125 de M. Jacques Oudin : possibilité d'émission par la société nouvelle d'actions à dividende prioritaire sans droit de vote ; conditions de cession (p. 929) – Amendement n° 166 de M. Jean-Pierre Masseret : extension des possibilités de rachat des entreprises aux professions libérales (p. 929).

Retirés : amendements de M. Jean Cluzel, rapporteur, n° 50 : déduction des intérêts des emprunts en cas d'augmentation,

l'année de sa création, du capital de la société (p. 920) – N° 51 : conditions de rachat par les salariés d'une entreprise, d'une entreprise filiale (p. 920) – N° 53 : émission d'obligations par la société nouvelle dès sa création ; obligation de conserver ces titres pendant une durée minimale de trois ans (p. 926) – N° 55 : analogue à l'amendement n° 91 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis (p. 932) – N° 56 : suppression des dispositions de cet article relatives aux emprunts contractés, par les salariés d'une entreprise en vue de son rachat, pour une durée égale à quinze ans au plus (p. 933) – Et n° 57 (p. 933) – Amendement n° 165 de M. Jean-Pierre Masseret, soutenu par M. Paul Loridant : plafonnement de la déduction des intérêts en fonction du salaire et du plafond de la sécurité sociale (p. 921) – Amendements n° 30 de M. Roger Chinaud, soutenu par M. Roland du Luart : suppression de la limitation dans le temps de la déduction des intérêts d'emprunts souscrits par les salariés (p. 922) – Et n° 135 (p. 924) – Amendements de M. Jacques Oudin, n° 120 : bénéfice d'un crédit d'impôt en cas d'augmentation du capital de la société rachetée (p. 922) – N° 121 : crédit d'impôt pour les sommes mobilisées par la société nouvelle (p. 923) – N° 122 : calcul du crédit d'impôt (p. 924) – N° 123 : fixation du taux du crédit d'impôt (p. 924) – Et n° 124 : possibilité de report du crédit d'impôt pendant quatre exercices (p. 925) – Amendement n° 90 de M. Etienne Dailly : suppression du droit de vote double pour les salariés actionnaires de la société nouvelle (p. 926) – Amendement n° 167 de M. Jean-Pierre Masseret : suppression des dispositions relatives à l'activité de la société et au nombre minimum de ses salariés (p. 930) – Amendement n° 31 de M. Roger Chinaud, soutenu par M. Jacques Descours Desacres : détention directe ou indirecte maximale des droits de vote de la société nouvelle (p. 932) – Amendements de M. Jacques Oudin n° 126 : possibilités offertes pour le rachat d'entreprises par les salariés minoritaires (p. 933) – Et n° 128 (p. 934) – Amendements de M. Jean-Pierre Masseret, soutenus par M. Paul Loridant, n° 169 (p. 933) – Et n° 170 : dispositions fiscales applicables aux héritiers désireux de travailler dans l'entreprise (p. 934).

Devenus sans objet : seconde partie de l'amendement n° 199 de M. Alain Juppé, ministre : prise en compte des droits de vote attachés à divers titres pour l'appréciation du pourcentage requis (p. 930) – Amendement n° 168 de M. Jean-Pierre Masseret, analogue à l'amendement n° 54 de M. Jean Cluzel, rapporteur (p. 930).

Non soutenu : amendement n° 25 de M. Jean Colin.

– L'art. 16, ainsi modifié, est adopté (p. 934).

Art. 16 bis *(RES : utilisation des fonds affectés à la réserve de participation)* (p. 985).

Adopté : amendement n° 59 de M. Jean Cluzel, rapporteur : utilisation des fonds affectés à la réserve de participation pour le rachat de l'entreprise (p. 986).

– L'art. 16 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 986).

Après l'art. 16 bis (p. 986).

Retiré : amendement (art. additionnel) n° 60 de M. Jean Cluzel, rapporteur : mesures favorables à la reprise d'entreprises en difficulté (p. 987).

Art. 17 *(Relèvement de l'abattement sur les revenus de valeurs mobilières et exclusion de son champ d'application de certains dividendes de sociétés non cotées)* (p. 987).

Adoptés : amendement n° 210 de M. Alain Juppé, ministre : maintien de l'abattement sur les dividendes d'actions de sociétés non cotées pour les associés détenant moins de 35 % des droits sociaux (p. 989).

Rejeté : amendement (art. additionnel) n° 171 de M. Jean-Pierre Masseret, soutenu par M. Paul Loridant : prorogation des comptes d'épargne en actions (p. 989).

Retiré : amendement n° 61 de M. Jean Cluzel, rapporteur : maintien intégral de l'abattement sur les dividendes d'actions de sociétés non cotées (p. 989).

– L'art. 17, ainsi modifié, est adopté (p. 989).

Après l'art. 17 (p. 989).

Retiré : amendement (art. additionnel) n° 112 de M. Roland du Luart, soutenu par M. Jacques Descours Desacres : parts sociales des caisses du Crédit agricole mutuel nominatives et négociables avec l'agrément du conseil d'administration de la caisse (p. 989).

Art. 18 *(Elargissement des déductions praticables par une société sur son résultat soumis à l'impôt au titre de la rémunération des avances d'associés)* (p. 989).

Rejeté : amendement n° 172 de M. Jean-Pierre Masseret, soutenu par M. Paul Loridant : suppression de cet article (p. 989).

– L'art. 18 est adopté (p. 990).

Art. 18 bis *(Suppression du prélèvement sur les produits des emprunts contractés hors de France par des personnes morales françaises)* – Adopté (p. 990).

Art. 19 *(Conditions auxquelles doivent répondre les prêts de titres pour pouvoir bénéficier du régime fiscal des articles 21 à 25 ci-dessous)* (p. 990).

Adoptés : amendement n° 93 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : conditions d'éligibilité au régime fiscal des prêts de titres ; cas particulier des prêts de titres de SICAV et de fonds commun de placement ; limitation à six mois des prêts de titres (p. 992) ; sous-amendements n°s 179 et 180 de M. Jean Cluzel, rapporteur (p. 991 et 992).

Devenus sans objet : amendements n°s 62, 63 et 64 de M. Jean Cluzel, rapporteur (p. 992).

– L'art. 19, ainsi modifié, est adopté (p. 992).

Après l'art. 19 (p. 992).

Adopté : amendement (art. additionnel) n° 205 de M. Jean CLuzel, rapporteur : régime fiscal de la rémunération allouée au prêteur en compensation du produit du titre prêté (p. 992).

Devenu sans objet : amendement (art. additionnel) n° 65 de M. Jean Cluzel, rapporteur (p. 992).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 992).

Art. 20 *(Situation des SICAV et des fonds communs de placement prêtant des titres)* (p. 992).

Parole sur l'article : *M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis* (p. 992).

– L'art. 20 est adopté (p. 992).

Art. 21 *(Conséquences fiscales du prêt pour le prêteur)* (p. 992).

Adopté : amendement n° 66 de M. Jean Cluzel, rapporteur : prélèvement par priorité, des titres prêtés sur les titres de même nature acquis à la date la plus récente (p. 993).

– L'art. 21, ainsi modifié, est adopté (p. 993).

Art. 22 *(Conséquences fiscales du prêt de titres pour l'emprunteur)* (p. 993).

Adopté : amendement rédactionnel n° 67 de M. Jean Cluzel, rapporteur (p. 993).

– L'art. 22, ainsi modifié, est adopté (p. 993).

Art. 23 *(Détermination du régime applicable en matières de plus-values en cas de cession, par le prêteur, de titres ayant fait antérieurement l'objet d'un prêt)* – Adopté (p. 993).

Art. 24 *(Non-application aux titres prêtés du régime des provisions pour dépréciations et de celui des sociétés mères et des filiales)* – Adopté (p. 993).

Art. 25 *(Exonération des prêts de titres de la TVA et du droit de timbre de dimension)* (p. 993).

Adopté : amendement n° 68 de M. Jean Cluzel, rapporteur : introduction dans le code général des impôts de la référence aux intérêts, agios et rémunérations de prêts de titres (p. 994).

– L'art. 25, ainsi modifié, est adopté (p. 994).

Art. 26 *(Qualité des intervenants sur le marché à terme des instruments financiers)* (p. 994).

Adopté: amendement n° 94 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : responsabilité et qualité des personnes désignant les négociateurs (p. 995).

Rejeté: amendement n° 14 de M. Robert Vizet : suppression de cet article (p. 995 ; scrutin public n° 162).

Retiré: amendement n° 69 de M. Jean Cluzel, rapporteur : responsabilité des personnes désignant les négociateurs (p. 995).

– L'art. 26, ainsi modifié, est adopté (p. 995).

Après l'art. 26 (p. 995).

Adoptés: amendement (art. additionnel) n° 95 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : opération notifiée à la personne qui a désigné le négociateur (p. 996) – Amendement (art. additionnel) n° 71 de M. Jean Cluzel, rapporteur : coordination (p. 996).

Retiré: amendement (art. additionnel) n° 70 de M. Jean Cluzel, rapporteur : opération notifiée à la personne qui a désigné le négociateur (p. 996).

– Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 996).

Art. 27 *(Nature juridique des dépôts de garantie)* (p. 996).

Adopté: amendement n° 72 de M. Jean Cluzel, rapporteur : rédactionnel (p. 996).

Rejeté: amendement n° 15 de M. Robert Vizet, soutenu par Mme Paulette Fost : suppression de cet article (p. 996).

– L'art. 27, ainsi modifié, est adopté (p. 996).

Art. 28 *(Imposition des profits réalisés sur le MATIF par les entreprises)* (p. 996).

Parole sur l'article : *MM. Christian Poncelet, président de la commission des finances ; Alain Juppé, ministre* (p. 997) – Droit comptable, entreprises (fiscalité), crédit, banques et établissements financiers.

Retiré: amendement n° 173 de M. Jean-Pierre Masseret, soutenu par M. Paul Loridant : obligation pour les intervenants sur le MATIF de monter leurs opérations symétriques sur des produits de même nature (p. 998).

– L'art. 28 est adopté (p. 998).

Art. 29 *(Généralisation des règles fiscales du MATIF à tous les marchés de même nature)* – Adopté (p. 998).

Art. 30 *(Extension aux contrats sur actions des règles applicables aux contrats sur obligations)* – Adopté (p. 998).

Art. 31 *(Taxation forfaitaire des profits autres que ceux réalisés sur des contrats faisant référence à des actions ou des obligations)* – Adopté (p. 998).

Art. 32 *(Taxation des profits réalisés sur un marché à terme d'instruments financiers étranger)* – Adopté (p. 998).

Art. 33 *(Création d'un régime fiscal professionnel et précision du régime fiscal des opérateurs habituels)* – Adopté (p. 998).

Art. 34 *(Régime des pertes sur un marché à terme d'instruments financiers)* – Adopté (p. 998).

Art. 35 *(Banalisation du champ d'intervention des caisses d'épargne)* (p. 998).

Parole sur l'article : *Mme Paulette Fost* (p. 999) – Caisses d'épargne, finances locales.

Adoptés: amendements de M. Jean Cluzel, rapporteur, n° 73 : caisses d'épargne habilitées à faire des opérations de banque (p. 1002) – Et n° 74 : plafonnement des crédits consentis par les caisses d'épargne aux petites et moyennes entreprises (p. 1002) ; sous-amendement n° 208 de M. Alain Juppé, ministre (p. 1002).

Rejeté: amendement n° 16 de M. Robert Vizet : suppression de cet article (p. 1001 ; scrutin public n° 163).

Explications de vote sur l'article : *Mme Paulette Fost* (p. 1002), *MM. Etienne Dailly, rapporteur pour avis* (p. 1002, 1004) ; *Jean Cluzel, rapporteur* (p. 1003, 1004).

– L'art. 35, ainsi modifié, est adopté (p. 1004).

Après l'art. 35 (p. 1004).

Retiré: amendement (art. additionnel) n° 113 de M. Pierre Dumas (p. 1005).

Art. 36 *(Composition et durée du mandat des conseils consultatifs en cas de fusion ou d'absorption des caisses d'épargne et de prévoyance)* (p. 1005).

Rejeté: amendement n° 17 de M. Robert Vizet : suppression de cet article (p. 1005).

Explication de vote sur l'article : *M. Paul Loridant* (p. 1005).

– L'art. 36 est adopté (p. 1005).

Art. 37 *(Composition et durée du mandat des conseils d'orientation et de surveillance en cas de fusion et d'absorption des caisses d'épargne et de prévoyance)* (p. 1005).

Rejeté: amendement n° 18 de M. Robert Vizet : suppression de cet article (p. 1005).

– L'art. 37 est adopté (p. 1005).

Après l'art. 37 (p. 1005).

Adopté: amendement (art. additionnel) n° 32 de M. Charles Ornano : représentation des régions dans les conseils d'orientation et de surveillance des caisses d'épargne (p. 1007).

Explication de vote sur l'article : *MM. Paul Loridant* (p. 1006, 1007), *Charles Ornano* (p. 1007) – Corse (région).

Art. 38A *(Régime spécifique des augmentations de capital réservées aux salariés adhérant à un plan d'épargne d'entreprise)* (p. 1007).

Adopté: amendement n° 75 de M. Jean Cluzel, rapporteur : en cas de cotation des titres, prolongement du délai accordé à la société pour réaliser l'augmentation de capital, augmentation dispensée des formalités de publicité préalable (p. 1009).

Retiré: amendement n° 96 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : suppression de cet article (p. 1009).

Devenu sans objet: amendement n° 174 de M. Jean-Pierre Masseret, soutenu par M. Paul Loridant : prolongation du délai susceptible d'être accordé aux salariés pour la libération de leurs titres souscrits dans le cadre d'un plan d'épargne d'entreprise (p. 1009).

– L'art. 38A, ainsi modifié, est adopté (p. 1009).

Art. 38 *(Création d'un régime dit du « titre au porteur enregistré ou identifiable »)* (p. 1009).

Parole sur l'article : *MM. Etienne Dailly, rapporteur pour avis* (p. 1009, 1013) ; *Paul Loridant* (p. 1010), *Alain Juppé, ministre* (p. 1012) – Valeurs mobilières, bourses de valeurs.

Adoptés: amendement n° 189 de M. Alain Juppé, ministre : surveillance des prises de participation étrangères dans le capital des sociétés (p. 1013) – Amendements de M. Jean Cluzel, rapporteur, n° 206 : possibilité pour les sociétés d'obtenir communication de tout renseignement compatible avec le régime des titres au porteur (p. 1014) – N° 76 : fixation par le pouvoir réglementaire d'un délai maximum pour la communication des informations à l'émetteur (p. 1014) – N° 77 : possibilité pour la société émettrice de ne demander communication que du nom et de l'adresse des actionnaires détenant un montant minimum de titres (p. 1014) – Et n° 78 : possibilité pour l'émetteur de demander en justice l'exécution sous astreinte de l'obligation de communication de renseignements des établissements teneurs de comptes (p. 1014).

– L'art. 38, ainsi modifié, est adopté (p. 1014).

Après l'art. 38 (p. 1015).

Adoptés: amendement (art. additionnel) n° 190 de M. Alain Juppé, ministre : exception à la forme nominative des titres pour les porteurs très minoritaires (p. 1015) ; sous-amendement n° 207 de M. Jean Cluzel, rapporteur (p. 1015).

Rejeté: sur l'amendement n° 190 du Gouvernement, sous-amendement n° 211 de M. Paul Loridant (p. 1015).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1015).

Art. 39 *(Renforcement de l'obligation de déclaration)* – Adopté (p. 1015).

Après l'art. 39 (p. 1015).

Rejeté : amendement (art. additionnel) n° 175 de M. Jean-Pierre Masseret, soutenu par M. Paul Loridant : diminution du seuil de prise de participation à partir duquel il y a obligation de faire une déclaration à la société émettrice (p. 1016).

Art. 40 *(Obligation supplémentaire de déclaration)* (p. 1016).

Adopté : amendement n° 79 de M. Jean Cluzel, rapporteur : obligation d'information en cas de franchissement du seuil fixé dans les statuts ; non-automaticité de la privation du droit de vote (p. 1016).

– L'art. 40, ainsi modifié, est adopté (p. 1016).

Art. 41 *(Sanction du défaut de déclaration)* (p. 1016).

Parole sur l'article : *M. Paul Loridant* (p. 1016).

– L'art. 41 est adopté (p. 1016).

Après l'art. 41 (p. 1016).

Adopté : amendement (art. additionnel) n° 97 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : réduction du délai de notification de dépassement des seuils (p. 1017).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1017).

Art. 42 *(Montant du droit de timbre portant sur les pouvoirs délivrés par les actionnaires)* – Adopté (p. 1017).

Art. 42 bis *(Exception à la règle du cumul des mandats dans les conseils d'administration)* (p. 1017).

Rejeté : amendement n° 98 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : exception à la règle du cumul des mandats dans les conseils d'administration, lorsque les statuts stipulent que leurs fonctions sont exclusives de toute rémunération (p. 1019).

– L'art. 42 bis est adopté (p. 1019).

Art. 43 *(Suppression du taux plafond réglementaire de rémunération des gérants et dépositaires de SICAV et fonds communs de placement)* (p. 1019).

Adopté : amendement n° 80 de M. Jean Cluzel, rapporteur : détermination des commissions et frais précisés dans les règlements des fonds communs de placement ou dans les statuts des SICAV (p. 1020).

Retirés : amendements identiques n° 99 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis et n° 176 de M. Jean-Pierre Masseret, soutenu par M. Paul Loridant : suppression de cet article (p. 1020).

– L'art. 43, dans la rédaction de l'amendement n° 80, est adopté (p. 1020).

Après l'art. 43 (p. 1020).

Adopté : amendement (art. additionnel) n° 201 de M. Alain Juppé, ministre : création des certificats coopératifs d'investissement (p. 1021).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1021).

Art. 44 *(Suppression du régime particulier des émissions obligataires effectuées par des étrangers)* (p. 1021).

Adopté : amendement n° 209 de M. Alain Juppé, ministre : conditions d'émission des obligations étrangères (p. 1022).

Retirés : amendement n° 100 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : suppression de cet article (p. 1022) – Amendement n° 81 de M. Jean Cluzel, rapporteur : conditions d'émission des obligations étrangères (p. 1022).

– L'art. 44, dans la rédaction de l'amendement n° 209, est adopté (p. 1022).

Art. 44 bis *(Réduction du taux de l'impôt sur les sociétés et allègements de l'acompte exigible en août 1987)* (p. 1022).

Rejeté : amendement n° 177 de M. Jean-Pierre Masseret, soutenu par M. Paul Loridant : diminution de l'impôt sur les sociétés pour les bénéfices réinvestis (p. 1025).

– L'art. 44 est adopté (p. 1025).

Art. 45 *(Validation des transferts de propriété d'entreprises du secteur public au secteur privé)* (p. 1025).

Parole sur l'article : *M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis* (p. 1025).

Adopté : amendement n° 82 de M. Jean Cluzel, rapporteur : validation des opérations de transfert de propriété d'entreprises du secteur public au secteur privé intervenues avant l'entrée en vigueur de la loi du 2 juillet 1986, malgré l'absence d'autorisation législative (p. 1027).

Rejeté : amendement n° 19 de M. Robert Vizet : suppression de cet article (p. 1027 ; scrutin public n° 164).

Retiré : amendement n° 101 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis, analogue à l'amendement n° 82 de la commission des finances (p. 1027).

– L'art. 45, ainsi modifié, est adopté (p. 1027).

Après l'art. 45 (p. 1027).

Adoptés : amendements (art. additionnels) de M. Alain Juppé, ministre, n° 191 : cession du capital de TF1 aux salariés et au public exonérée des droits de timbre et d'enregistrement (p. 1028) – Et n° 192 : pouvoirs des organes sociaux des entreprises transférées au secteur privé (p. 1028).

– Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 1028).

Art. 46 *(Modalités d'application de la présente loi)* – Adopté (p. 1029).

Seconde délibération – Ordonnée en application de l'article 43, alinéa 4, du règlement du Sénat, à la demande de M. Alain Juppé, ministre (p. 1029).

Art. 2 (p. 1029).

Adopté : amendement n° 1 de M. Alain Juppé, ministre : plafond déductible pour les familles nombreuses (p. 1029).

– L'art. 2, ainsi modifié, est adopté (p. 1029).

Art. 3 (p. 1029).

Adopté : amendement n° 2 de M. Alain Juppé, ministre : emploi des fonds collectés au titre du plan d'épargne retraite ; démarchage (p. 1030).

– L'art. 3, ainsi modifié, est adopté (p. 1030).

Art. 16 (p. 1030).

Adoptés : amendements de M. Alain Juppé, ministre, n° 3 : rétablissement du seuil de vingt salariés pour le rachat d'une entreprise par ses salariés et fixation de la minorité de blocage à 50 % (p. 1032) – N° 4 : diversification des sanctions en cas de non-respect des dispositions fiscales lorsqu'il y a, ou non, accord préalable de l'administration (p. 1032) – Et n° 5 : suppression du relèvement du droit sur les tabacs (p. 1032).

– L'art. 16, ainsi modifié, est adopté (p. 1032).

Explications de vote sur l'ensemble : *MM. Charles Jolibois* (p. 1032), *Paul Loridant* (p. 1032, 1033), *Robert Vizet* (p. 1033), *Emmanuel Hamel* (p. 1034), *Jean Cluzel, rapporteur* (p. 1034) ; *intervention de M. Alain Juppé, ministre* (p. 1034) – Croissance économique, retraites (financement), plans d'épargne retraite (PER), impôt sur les sociétés, marché à terme d'instruments financiers (MATIF).

Adoption (14 mai 1987) (p. 1035).

Discussion (commission mixte paritaire)

(27 mai 1987) (p. 1371, 1388).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1371, 1375) : *MM. Jean Cluzel, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire ; Jean Arthuis, secrétaire d'Etat chargé de la concurrence ; Mme Danielle Bidard-Reydet, M. Gérard Delfau.*

Actionnaires et actionnariat : *Arthuis (Jean)* (p. 1374).

Caisses d'épargne : *Arthuis (Jean)* (p. 1373) ; *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 1374) ; *Cluzel (Jean)* (p. 1372) ; *Delfau (Gérard)* (p. 1375).

Divorce ou séparation de corps : *Cluzel (Jean)* (p. 1372).

Entreprises : *Delfau (Gérard)* (p. 1375).

Entreprises (financement) : *Arthuis (Jean)* (p. 1373, 1375) ; *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 1374) ; *Delfau (Gérard)* (p. 1374).

Epargne (ménages) : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 1374).

Finances locales : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 1374).

Fiscalité : *Arthuis (Jean)* (p. 1373) ; *Cluzel (Jean)* (p. 1372).

Marchés financiers : *Arthuis (Jean)* (p. 1373) ; *Cluzel (Jean)* (p. 1372) ; *Delfau (Gérard)* (p. 1375).

Plans d'épargne retraite (PER) : *Arthuis (Jean)* (p. 137, 1374) ; *Cluzel (Jean)* (p. 1372).

Politique économique et sociale : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 1374).

Rachat d'une entreprise par ses salariés (RES) : *Arthuis (Jean)* (p. 1373, 1375) ; *Cluzel (Jean)* (p. 1372) ; *Delfau (Gérard)* (p. 1375).

Retraite (âge) : *Arthuis (Jean)* (p. 1373).

Retraites (financement) : *Arthuis (Jean)* (p. 1373) ; *Delfau (Gérard)* (p. 1374).

Successions et libéralités : *Cluzel (Jean)* (p. 1372).

Valeurs mobilières : *Cluzel (Jean)* (p. 1372).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1375, 1388) : *MM. Jean Arthuis, secrétaire d'Etat ; Roger Chinaud, Christian Poncelet, président de la commission des finances ; Jean Cluzel, rapporteur ; Michel Caldaguès, Etienne Dailly, Charles Lederman.*

Art. 1er (p. 1375).

Art. 2 (p. 1375).

Rejeté : amendement n° 1 de M. Jean Arthuis, secrétaire d'Etat : sanctions en cas de dépassement des limites de versement annuel sur le plan d'épargne en vue de la retraite (p. 1377).

Art. 2 bis, 3, 4 et 4 bis (p. 1377).

Art. 5 et 7 (p. 1378).

Art. 8 (p. 1378).

Adopté : amendement n° 2 de M. Jean Arthuis, secrétaire d'Etat : suppression du gage proposé en compensation de la majoration de la déduction fiscale consentie lorsque les retraits sont effectués par un titulaire de PER ouvert depuis au moins vingt ans (p. 1378).

Art. 8 bis et 8 ter (p. 1378).

Art. 8 quater (p. 1379).

Art. 10 A (p. 1379).

Parole sur l'article : *MM. Michel Caldaguès, Christian Poncelet, président de la commission des finances ; Jean Arthuis, secrétaire d'Etat ; Etienne Dailly, Roger Chinaud* (p. 1379, 1381).

Retiré : amendement n° 5 de M. Jean Arthuis, secrétaire d'Etat : mise en distribution des dividendes : report de la faculté d'option entre le paiement en numéraire ou en actions au 1er janvier 1988 (p. 1381).

Art. 15, 15 ter et 15 quater (p. 1381).

Art. 16 (p. 1381).

Adopté : amendement n° 3 de M. Jean Arthuis, secrétaire d'Etat : rédactionnel (p. 1382).

Art. 16 bis, 17, 19, 19 bis, 21, 22, 25, 26, 26 bis, 26 ter et 27 (p. 1383).

Art. 35, 37 bis, 38 A (p. 1384).

Art. 38 (p. 1384).

Parole sur l'article : *MM. Etienne Dailly (p. 1385, 1386), Charles Lederman (p. 1387)* – Valeurs mobilières.

Art. 38 bis, 40, 41 bis, 43 (p. 1387).

Art. 43 bis (p. 1387).

Adopté : amendement n° 4 de M. Jean Arthuis, secrétaire d'Etat : extension aux sociétés coopératives à directoire de la possibilité d'émettre des certificats coopératifs d'investissement (p. 1388).

Art. 44, 45, 45 bis et 45 ter (p. 1388).

Adoption (27 mai 1987) (p. 1388).

2. – **Proposition de loi tendant à favoriser le développement de l'épargne de proximité,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Pierre-Christian Taittinger, sénateur (20 octobre 1987) [n° **60** (87-88)] – Renvoi à la commission des finances.

Epargne retraite

Voir *Lois de finances rectificatives,* **1,** Art. 12 bis
Epargne, **1**

Equipement

Voir *Questions orales sans débat* n° **277**

1. – **Proposition de loi tendant à faciliter la réalisation d'un nouveau franchissement de l'estuaire de la Seine,** PRESENTEE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, par M. Jean Allard, député (14 avril 1987) [n° **659**] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Francis Saint-Ellier (27 mai 1987) [n° **794**] – Discussion (16 juin 1987) – Adoption (16 juin 1987) [n° **123**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (17 juin 1987) [n° **287** (86-87)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport de M. Paul Caron (7 juillet 1987) [n° **355** (86-87)] – Discussion (8 juillet 1987) – Adoption (8 juillet 1987) [n° **121**].

PROMULGATION : Loi n° 87-560 du 17 juillet 1987 (*J.O.* Lois et décrets du 21 juillet 1987).

Discussion (première lecture)

(8 juillet 1987) (p. 2986, 2992).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2987, 2990) : *MM. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports ; Paul Caron, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Alain Pluchet ; Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis ; M. Philippe de Bourgoing.*

Aménagement du territoire : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 2989) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 2987).

Bâtiment et travaux publics : *Méhaignerie (Pierre)* (p. 2986) ; *Pluchet (Alain)* (p. 2987).

Concessions de service public : *Caron (Paul)* (p. 2987) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 2988, 2989).

Contrats de plan : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 2989).

Ouvrages d'art : *Caron (Paul)* (p. 2987) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 2989) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 2986) ; *Pluchet (Alain)* (p. 2987).

Péages : *Caron (Paul)* (p. 2987) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 2988, 2989) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 2986).

Ponts : *Bourgoing (Philippe de)* (p. 2989, 2990) ; *Caron (Paul)* (p. 2987) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 2988, 2989) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 2986) ; *Pluchet (Alain)* (p. 2987, 2988).

Réseau routier et autoroutier : *Bourgoing (Philippe de)* (p. 2989, 2990) ; *Caron (Paul)* (p. 2987) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 2988, 2989) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 2987).

Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 2989).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 2990, 2992) : *Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis ; MM. Paul Caron, rapporteur ; Pierre Méhaignerie, ministre ; Jacques Bellanger.*

Art. unique *(Affectation d'une partie du produit des péages du pont de Tancarville au financement de la construction d'un nouveau franchissement de la Seine : complément à l'article 2 de la loi n° 51-558 du 17 mai 1951)* – Adopté (p. 2990).

Après l'art. unique (p. 2990).

Rejetés : amendements (art. additionnels) de M. André Duroméa, soutenus par Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, n° 1 : reversement au concessionnaire du nouveau pont de la TVA sur les dépenses d'investissement réalisées pour son aménagement et sa construction ; gagé par l'institution d'une taxe sur les opérations de bourse (p. 2991) – Et n° 2 : élaboration d'un contrat de plan entre l'Etat et les partenaires institutionnels concernés pour définir les orientations et les moyens de l'aménagement urbain et industriel de l'ensemble de l'estuaire de la Seine (p. 2991).

Explications de vote sur l'ensemble : *MM. Jacques Bellanger* (p. 2991, 2992) ; *Stéphane Bonduel* (p. 2992) ; *Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis* (p. 2992) – Péages, ouvrages d'art.

Adoption (8 juillet 1987) (p. 2992).

Equipements collectifs

Voir *Collectivités territoriales*, **2**
Expropriation, **1**

Equipements sanitaires et sociaux

Voir *Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure*, **1**

Espace

Voir *Lois de programmation militaire*, **1**

Etablissements d'enseignement

Voir *Enseignement artistique*, **1**
Finances locales, **3**
Lois de finances, **1**, Education nationale - I – Enseignement scolaire
Questions orales sans débat n° **176** ; n° **195** ; n° **200**

Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure

Voir *Lois de finances*, **1**, Affaires sociales et emploi - II – Affaires sociales
Questions orales sans débat n° **250** ; n° **254**

1. – **Projet de loi relatif aux établissements d'hospitalisation et à l'équipement sanitaire,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Jacques Chirac, Premier ministre, par Mme Michèle Barzach, ministre chargé de la santé et de la famille (3 décembre 1986) [n° **504**] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Jean-Paul Séguéla (23 avril 1987) [n° **689**] – Urgence – Discussion (28, 29 et 30 avril 1987) – Adoption (30 avril 1987) [n° **97**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (5 mai 1987) [n° **210** (86-87)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport de M. Charles Descours (13 mai 1987) [n° **226** (86-87)] – Discussion (21 mai 1987) – Adoption (21 mai 1987) [n° **69**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (22 mai 1987) [n° **787**] – Renvoi à la commission des affaires culturelles.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Jean-Paul Séguéla (3 juin 1987) [n° **804**] – Discussion (10 juin 1987) – Adoption (10 juin 1987) [n° **109**].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Charles Descours (3 juin 1987) [n° **255** (86-87)] – Discussion (23 juin 1987) – Adoption (23 juin 1987) [n° **95**].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Décision n° 87-229DC du 22 juillet 1987 (*JO* Lois et décrets du 23 juillet 1987) qui déclare la loi non contraire à la Constitution.

PROMULGATION : Loi n° 87-575 du 24 juillet 1987) (*JO* Lois et décrets du 25 juillet 1987).

Discussion (première lecture)

(21 mai 1987) (p. 1165, 1179 ; 1181, 1237).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1165, 1197) : *Mme Michèle Barzach, ministre chargé de la santé et de la famille ; M. Charles Descours, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Mmes Marie-Claude Beaudeau, Hélène Luc, MM. Franck Sérusclat, Alphonse Arzel, Henri Belcour, François Delga, Pierre-Christian Taittinger, Guy Penne, Mme Nelly Rodi, MM. Georges Benedetti, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales ; et les orateurs sur les motions.*

Administration (organisation) : *Barzach (Michèle)* (p. 1196) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 1194).

Appareillage médical : *Barzach (Michèle)* (p. 1167) ; *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 1176) ; *Benedetti (Georges)* (p. 1192) ; *Descours (Charles)* (p. 1170) ; *Rodi (Nelly)* (p. 1191).

Budget global : *Barzach (Michèle)* (p. 1167) ; *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 1176) ; *Belcour (Henri)* (p. 1186) ; *Boeuf (Marc)* (p. 1172).

Carte sanitaire : *Barzach (Michèle)* (p. 1167) ; *Benedetti (Georges)* (p. 1191, 1192) ; *Taittinger (Pierre-Christian)* (p. 1188).

Centres hospitaliers universitaires (CHU) : *Arzel (Alphonse)* (p. 1184).

Chefs de service : *Arzel (Alphonse)* (p. 1185) ; *Barzach (Michèle)* (p. 1166, 1195) ; *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 1177) ; *Belcour (Henri)* (p. 1186) ; *Boeuf (Marc)* (p. 1171) ; *Descours (Charles)* (p. 1169, 1175) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 1193) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 1174, 1175) ; *Penne (Guy)* (p. 1188, 1189) ; *Rodi (Nelly)* (p. 1190, 1191) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 1183) ; *Taittinger (Pierre-Christian)* (p. 1187).

Comité national pour l'évaluation médicale : *Barzach (Michèle)* (p. 1167).

Commission médicale d'établissement : *Arzel (Alphonse)* (p. 1185) ; *Barzach (Michèle)* (p. 1194, 1195) ; *Belcour (Henri)* (p. 1186).

Départements hospitaliers : *Barzach (Michèle)* (p. 1166, 1194, 1195) ; *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 1177) ; *Belcour (Henri)* (p. 1186) ; *Descours (Charles)* (p. 1169) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 1174) ; *Penne (Guy)* (p. 1189) ; *Rodi (Nelly)* (p. 1190) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 1182) ; *Taittinger (Pierre-Christian)* (p. 1187, 1188).

Elections : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 1174).

Elus locaux : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 1193).

Equipements sanitaires et sociaux : *Barzach (Michèle)* (p. 1166) ; *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 1177) ; *Belcour (Henri)* (p. 1186) ; *Benedetti (Georges)* (p. 1192) ; *Descours (Charles)* (p. 1170).

Ethique et déontologie médicales : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 1174).

Etrangers : *Barzach (Michèle)* (p. 1196) ; *Penne (Guy)* (p. 1190).

Fonctionnaires et agents publics : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 1194).

Formation continue : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 1177).

Gestion et financement : *Barzach (Michèle)* (p. 1167, 1194, 1196).

Hôpitaux (conseils d'administration) : *Arzel (Alphonse)* (p. 1185) ; *Barzach (Michèle)* (p. 1194) ; *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 1177) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 1193).

Hôpitaux (personnels) : *Barzach (Michèle)* (p. 1166, 1167, 1197) ; *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 1178) ; *Benedetti (Georges)* (p. 1192) ; *Boeuf (Marc)* (p. 1172) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 1193) ; *Rodi (Nelly)* (p. 1191) ; *Taittinger (Pierre-Christian)* (p. 1187).

Hôpitaux privés et cliniques : *Barzach (Michèle)* (p. 1166, 1195) ; *Belcour (Henri)* (p. 1186) ; *Benedetti (Georges)* (p. 1191) ; *Boeuf (Marc)* (p. 1172) ; *Delga (François)* (p. 1186, 1187) ; *Descours (Charles)* (p. 1169, 1170) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 1193) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 1175) ; *Rodi (Nelly)* (p. 1191) ; *Taittinger (Pierre-Christian)* (p. 1188).

Hôpitaux publics : *Arzel (Alphonse)* (p. 1184) ; *Barzach (Michèle)* (p. 1165) ; *Benedetti (Georges)* (p. 1191, 1192) ; *Descours (Charles)* (p. 1168) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 1193) ; *Penne (Guy)* (p. 1190) ; *Rodi (Nelly)* (p. 1190, 1191) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 1182, 1183) ; *Taittinger (Pierre-Christian)* (p. 1187).

Hôpitaux (secteur privé) : *Barzach (Michèle)* (p. 1196) ; *Benedetti (Georges)* (p. 1192) ; *Boeuf (Marc)* (p. 1171) ; *Descours (Charles)* (p. 1173) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 1194) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 1175) ; *Penne (Guy)* (p. 1189).

Hospitalisation à domicile : *Barzach (Michèle)* (p. 1167).

Infirmiers : *Luc (Hélène)* (p. 1179).

Informatique : *Barzach (Michèle)* (p. 1167).

Investissements étrangers en France : *Barzach (Michèle)* (p. 1195).

Lois (application) : *Barzach (Michèle)* (p. 1196) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 1194).

Loi n° 84-5 du 3 janvier 1984 (service public hospitalier) : *Barzach (Michèle)* (p. 1165) ; *Descours (Charles)* (p. 1168) ; *Taittinger (Pierre-Christian)* (p. 1187).

Lois hospitalières : *Arzel (Alphonse)* (p. 1184).

Médecine (enseignement) : *Barzach (Michèle)* (p. 1196) ; *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 1177) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 1174).

Médecine hospitalière : *Arzel (Alphonse)* (p. 1184) ; *Delga (François)* (p. 1187).

Médecine libérale : *Delga (François)* (p. 1187) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 1175).

Médecins hospitaliers : *Arzel (Alphonse)* (p. 1185) ; *Barzach (Michèle)* (p. 1196) ; *Belcour (Henri)* (p. 1186) ; *Benedetti (Georges)* (p. 1192) ; *Boeuf (Marc)* (p. 1171, 1172) ; *Penne (Guy)* (p. 1190) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 1183).

Personnes âgées : *Barzach (Michèle)* (p. 1167).

Pôles d'activités : *Arzel (Alphonse)* (p. 1185) ; *Barzach (Michèle)* (p. 1166, 1195) ; *Belcour (Henri)* (p. 1186) ; *Descours (Charles)* (p. 1169) ; *Penne (Guy)* (p. 1189, 1190) ; *Rodi (Nelly)* (p. 1191) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 1183).

Prévention médicale : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 1178).

Privatisations : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 1177).

Protection sociale : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 1178) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 1174).

Recherche médicale : *Taittinger (Pierre-Christian)* (p. 1188).

Santé : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 1176) ; *Boeuf (Marc)* (p. 1172) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 1174, 1175).

Sécurité sociale (financement) : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 1178) ; *Benedetti (Georges)* (p. 1192) ; *Taittinger (Pierre-Christian)* (p. 1188).

Service public : *Sérusclat (Franck)* (p. 1184).

Services hospitaliers : *Arzel (Alphonse)* (p. 1184) ; *Barzach (Michèle)* (p. 1165) ; *Descours (Charles)* (p. 1168, 1169) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 1193) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 1174) ; *Penne (Guy)* (p. 1188) ; *Rodi (Nelly)* (p. 1190) ; *Taittinger (Pierre-Christian)* (p. 1187).

Statistiques : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 1176) ; *Delga (François)* (p. 1186) ; *Descours (Charles)* (p. 1168, 1170).

Techniques médicales et thérapeutiques : *Barzach (Michèle)* (p. 1167).

Travail (aménagement du temps) : *Barzach (Michèle)* (p. 1167).

Tutelle administrative : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 1194).

Motion n° 2 de M. André Méric, soutenue par M. Marc Boeuf, **tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité** (p. 1170) – *MM. Marc Boeuf, Charles Descours, rapporteur.*

Rejet de la motion (p. 1173).

Motion n° 1 de Mme Hélène Luc, soutenue par Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, **tendant à opposer la question préalable** (p. 1173) – *Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, M. Charles Descours, rapporteur.*

Rejet de la motion (p. 1176 ; scrutin public n° 167).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1197, 1236) : *Mme Marie-Claude Beaudeau, M. Charles Descours, rapporteur ; Mmes Michèle Barzach, ministre ; Jacqueline Fraysse-Cazalis, MM. Franck Sérusclat, Guy Penne, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission ; Emmanuel Hamel, Henri Collard, Pierre-Christian Taittinger, Pierre Lacour, Georges Benedetti, Jean Chérioux, Robert Vizet.*

TITRE Ier

ORGANISATION DES ETABLISSEMENTS D'HOSPITALISATION PUBLICS

Avant l'art. 1er (p. 1197).

Rejeté : amendement (art. additionnel) n° 87 de M. Paul Souffrin, soutenu par Mme Marie-Claude Beaudeau : création d'un secteur hospitalier local dans les agglomérations, déterminé en fonction du plan hospitalier régional ; mission sociale du service public hospitalier (p. 1197).

Art. 1er *(Fonctionnement du service hospitalier : article 20-1 de la loi n° 70-1318 du 31 décembre 1970 modifiée, portant réforme hospitalière)* (p. 1197).

Parole sur l'article : *Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis* (p. 1198) – Chefs de service, Guadeloupe.

Adoptés : amendements de M. Charles Descours, rapporteur, n° 3 : cas où un service pourra être placé sous la responsabilité d'un chef de service à temps partiel (p. 1203) – Et n° 4 : rôle du chef de service (p. 1204).

Rejetés : amendements identiques n° 21 de M. André Méric, soutenu par M. Franck Sérusclat, et n° 88 de M. Paul Souffrin, soutenu par Mme Marie-Claude Beaudeau : suppression de cet article (p. 1203) – Amendements de M. André Méric, n° 22, soutenu par M. Guy Penne : organisation en départements ou services (p. 1203) – N° 24, soutenu par M. Franck Sérusclat : substitution des mots « unités de soins » aux mots « pôles d'activités » (p. 1203) – N° 25, soutenu par M. Guy Penne : substitution de la fonction de « praticien hospitalier responsable de service à plein temps » au grade de « chef de service » (p. 1203) – Et n° 30, soutenu par M. Franck Sérusclat : rôle du praticien hospitalier responsable de service (p. 1203).

Retiré : amendement n° 29 de M. André Méric (p. 1202).

Devenus sans objet : amendements de M. André Méric, soutenus par M. Guy Penne, n° 23 : existence possible de pôles d'acti-

vités au sein des départements et services (p. 1203) – Et nos 26, 27, 28, 82 et 31 : coordination (p. 1203).

Explication de vote sur l'article : *M. Jean-Pierre Fourcade, président de la commission* (p. 1204) – Travail (aménagement du temps).

– L'art. 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 1204).

Art. 2 *(Insertion des articles 20-2 à 20-4 nouveaux dans la loi n° 70-1318 du 31 décembre 1970 précitée)* (p. 1204).

Rejetés : amendements identiques n° 32 de M. André Méric, soutenu par M. Franck Sérusclat, et n° 89 de M. Paul Souffrin, soutenu par Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis : suppression de cet article (p. 1207).

ART. 20-2 DE LA LOI DU 31 DECEMBRE 1970 PRECITEE (*Nomination du chef de service*) (p. 1207).

Adoptés : amendements de M. Charles Descours, rapporteur, n° 5 : nomination des chefs de service de psychiatrie (p. 1216) – N° 6 : procédure applicable au renouvellement des chefs de service (p. 1217) – Et n° 16 : composition de la commission médicale d'établissement lorsqu'elle émet un avis sur la nomination ou le renouvellement d'un chef de service (p. 1218) – Amendements de M. André Méric, soutenus par M. Guy Penne, n° 42 : assistance du chef de service par un cadre infirmier ou une sage-femme (p. 1217) – Et n° 43 : consultation de l'ensemble du personnel par le chef de service sur les prévisions d'activité et de moyens (p. 1218) – Amendement n° 97 de Mme Michèle Barzach, ministre : report possible de la limite d'âge pour la cessation de fonctions des professeurs d'université praticiens hospitaliers (p. 1218).

Rejetés : amendements de M. André Méric, soutenus par M. Franck Sérusclat, n° 33 : suppression de cet article (p. 1215) et n° 39 : établissement obligatoire d'un rapport d'activité avant la fin du mandat de chef de service (p. 1216) – Et, soutenus par M. Guy Penne, n° 35 : nomination du chef de service pour une durée d'un an, renouvelable dix fois (p. 1216), n° 37 : mandat quinquennal des chefs de service renouvelable une fois (p. 1216), n° 40 : établissement d'un rapport d'activité par le chef de service avant tout renouvellement (p. 1216), et n° 44 : consultation trimestrielle, par le chef de service, d'un comité de gestion (p. 1218).

Retirés : amendement n° 96 de M. Henri Collard : nomination des chefs de service de psychiatrie (p. 1215) – Amendements de M. André Méric n° 36, soutenu par M. Guy Penne : coordination (p. 1208) – N° 38, soutenu par M. Georges Benedetti : nomination des chefs de service de psychiatrie (p. 1216) – Et nos 41 (p. 1213), 45 (p. 1214) et 46 (p. 1215) – Amendements nos 18 et 19 de M. Pierre-Christian Taittinger : prolongation, au-delà de soixante-cinq ans, des fonctions de certains chefs de service (p. 1209) – Amendements de M. Claude Huriet, soutenus par M. Pierre Lacour, n° 83 : consultation du conseil de faculté pour la nomination des chefs de service des hôpitaux universitaires (p. 1211) – Et n° 84 : terme des fonctions de chef de service professeur d'université (p. 1215).

Devenus sans objet : amendements de M. André Méric, n° 34 (p. 1211) – Et n° 47 (p. 1215) – Sur l'amendement n° 6 de la commission, sous-amendement n° 98 de Mme Michèle Barzach, ministre (p. 1213).

– Le texte proposé pour l'article 20-2 de la loi du 31 décembre 1970, ainsi modifié, est adopté (p. 1218).

ART. 20-3 DE LA LOI DU 31 DECEMBRE 1970 PRECITEE (*Création de pôles d'activité*) (p. 1218).

Adoptés : amendements de M. Charles Descours, rapporteur, n° 8 : incitation à la création de pôles d'activités (p. 1220) – N° 7 : coordination (p. 1220) – Et n° 9 : modalités de création des pôles d'activités (p. 1220) – Amendement n° 54 de M. André Méric, soutenu par M. Franck Sérusclat : contenu de la délibération du conseil d'administration relative à la création d'un pôle d'activités (p. 1221) – Amendement n° 85 de M. Claude Huriet, soutenu par M. Pierre Lacour : possibilité pour un professeur non chef de service de solliciter la création d'un pôle d'activités dans les hôpitaux universitaires (p. 1221).

Rejetés : amendements de M. André Méric, soutenus par M. Franck Sérusclat, n° 48 : suppression de cet article (p. 1220) – N° 51 : création des pôles d'activités laissée à l'initiative de la commission médicale d'établissement (p. 1221) – Et n° 55 : rapport d'activité (p. 1221) – Et, soutenu par M. Guy Penne, n° 52 : avis du comité technique paritaire (p. 1221).

Devenus sans objet : amendements de M. André Méric, n° 49 (p. 1219) – N° 50 (p. 1219) – N° 53 (p. 1219) – Et n° 56, soutenu par M. Franck Sérusclat : organismes destinataires du rapport d'activité (p. 1221).

– Le texte proposé pour l'article 20-3 de la loi du 31 décembre 1970, ainsi modifié, est adopté (p. 1222).

ART. 20-4 DE LA LOI DU 31 DECEMBRE 1970 PRECITEE (*Création des départements*) (p. 1222).

Adoptés : amendements de M. Charles Descours, rapporteur, n° 10 : présence d'un cadre infirmier auprès du coordonnateur du département (p. 1224) – Et n° 11 : élaboration du règlement intérieur ; rôle des médecins titulaires (p. 1224).

Rejetés : amendement n° 90 de M. Paul Souffrin, soutenu par M. Robert Vizet : création d'un département hospitalier à l'initiative des personnels médicaux et paramédicaux (p. 1222) – Amendements de M. André Méric, soutenus par M. Georges Benedetti, n° 57 : objectifs et moyens du département (p. 1222) et n° 61 : fixation par décret de certaines règles relatives au département (p. 1224) – Soutenus par M. Franck Sérusclat, n° 58 : consultation du comité technique paritaire lors de la création d'un département (p. 1223), et n° 60 : institution d'un conseil de département (p. 1223) – Et, soutenu par M. Guy Penne, n° 59 : condition de désignation du coordonnateur du département (p. 1223).

Devenu sans objet : amendement n° 62 de M. André Méric, soutenu par M. Georges Benedetti : coordination (p. 1224).

Non soutenu : amendement n° 20 de M. Pierre-Christian Taittinger (p. 1223).

– Le texte proposé pour l'article 20-4 de la loi du 31 décembre 1970, ainsi modifié, est adopté (p. 1224).

– L'art. 2, ainsi modifié, est adopté (p. 1224).

Après l'art. 2 (p. 1225).

Rejetés : amendement n° 63 de M. André Méric, soutenu par M. Georges Benedetti : représentation des personnels au sein des conseils d'administration (p. 1226) – Amendement n° 91 de M. Paul Souffrin, soutenu par Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis : égalité de représentation des différentes catégories de personnel au sein du conseil d'administration (p. 1226) – Amendement n° 92 de M. Paul Souffrin, soutenu par Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis : conseils d'administration ; création et présidence (p. 1226).

Art. 3 *(Articles 17, 22 et 27 de la loi du 31 décembre 1970 précitée : coordination)* (p. 1226).

Rejeté : amendement n° 64 de M. André Méric, soutenu par M. Georges Benedetti : suppression de cet article (p. 1226).

– L'art. 3 est adopté (p. 1226).

Art. 4 *(Compétences de la commission médicale d'établissement : article 24 de la loi du 31 décembre 1970 précitée)* (p. 1226).

Adoptés : amendements de M. Charles Descours, rapporteur, n° 12 : information régulière de la commission médicale d'établissement sur l'exécution du budget (p. 1229) – Et n° 13 : modalités d'auto-saisine de la commission médicale d'établissement (p. 1229) – Amendement n° 70 de M. André Méric, soutenu par M. Georges Benedetti : rédaction par la commission médicale d'établissement du rapport sur l'évaluation technique et économique des soins (p. 1229).

Rejetés : amendements identiques n° 66 de M. André Méric, soutenu par M. Georges Benedetti et n° 93 de M. Paul Souffrin, soutenu par Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis : suppression de cet article (p. 1229) – Amendements de M. André Méric n° 67, soutenu par M. Guy Penne : consultation de la commission médicale d'établissement à propos des pôles d'activités

(p. 1229) – Et n° 71, soutenu par M. Franck Sérusclat : origine des informations contenues dans le rapport annuel de la commission médicale d'établissement (p. 1229).

Devenus sans objet : amendements de M. André Méric n[os] 68 et 69 (p. 1228).

– L'art. 4, ainsi modifié, est adopté (p. 1229).

Art. 5 *(Articles 7, 14-2, 21 et 25 de la loi du 31 décembre 1970 précitée : coordination)* – Adopté (p. 1229).

Art. 6 *(Abrogation des dispositions transitoires relatives au département : article 13 de la loi n° 84-5 du 3 janvier 1984 portant réforme hospitalière)* (p. 1229).

Rejeté : amendement n° 72 de M. André Méric, soutenu par M. Franck Sérusclat : suppression de cet article (p. 1229).

– L'art. 6 est adopté (p. 1229).

Art. 7 *(Mesures transitoires concernant les nominations de chefs de clinique)* (p. 1229).

Adopté : amendement n° 14 de M. Charles Descours, rapporteur : suppression de dispositions relatives à la nomination de certains chefs de service (p. 1230).

Rejeté : amendement n° 73 de M. André Méric, soutenu par M. Guy Penne : suppression de cet article (p. 1230).

Devenu sans objet : amendement n° 74 de M. André Méric (p. 1230).

– L'art. 7, ainsi modifié, est adopté (p. 1230).

Après l'art. 7 (p. 1230).

Rejetés : amendements de M. André Méric n° 75, soutenu par M. Georges Benedetti : suppression de la modulation du forfait hospitalier (p. 1231) – Et n° 76, soutenu par M. Franck Sérusclat : suppression de l'activité libérale au sein de l'hôpital (p. 1231).

Art. 7 bis *(Accès des pharmaciens au statut d'attaché des hôpitaux : article 25 de la loi du 31 décembre 1970 précitée)* – Adopté (p. 1231).

TITRE II

(Articles 8 et 9) – Retirés

TITRE III

DISPOSITIONS RELATIVES AUX ETABLISSEMENTS D'HOSPITALISATION PRIVES

Art. 10 *(Regroupement des établissements privés : articles 31 et 33 de la loi du 31 décembre 1970 précitée)* (p. 1231).

Rejetés : amendements identiques n° 77 de M. André Méric, soutenu par M. Georges Benedetti, et n° 94 de M. Paul Souffrin, soutenu par Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis : suppression de cet article (p. 1233).

– L'art. 10 est adopté (p. 1233).

Art. 11 *(Conversion de lits : article 33-1 de la loi du 31 décembre 1970 précitée)* (p. 1233).

Rejeté : amendement n° 78 de M. André Méric, soutenu par M. Georges Benedetti : suppression de cet article (p. 1233).

– L'art. 11 est adopté (p. 1233).

Après l'art. 11 (p. 1233).

Rejeté : amendement (art. additionnel) n° 79 de M. André Méric, soutenu par M. Georges Benedetti : extension aux établissements privés du système de financement des établissements d'hospitalisation publics (p. 1233).

TITRE IV

EQUIPEMENT SANITAIRE

Art. 12 *(Suppression des groupements interhospitaliers de région et harmonisation des conditions d'examen et de réalisation des projets d'équipement des secteurs public et privé : articles 5, 6, 7, 47 et 48 de la loi du 31 décembre 1970 précitée)* (p. 1234).

Adopté : amendement n° 15 de M. Charles Descours, rapporteur : possibilité de recours contre les décisions préfectorales d'approbation des programmes et projets d'équipements lourds des établissements d'hospitalisation publics (p. 1235).

Rejeté : amendement n° 81 de M. André Méric, soutenu par M. Guy Penne : délai d'examen et de réalisation des projets d'équipement du secteur public porté de trois à cinq ans (p. 1234).

Retiré : amendement n° 80 de M. André Méric (p. 1234).

– L'art. 12, ainsi modifié, est adopté (p. 1235).

Après l'art. 12 (p. 1235).

Adopté : amendement (art. additionnel) n° 17 de M. Charles Descours, rapporteur : information annuelle du Parlement sur les modifications de la carte sanitaire (p. 1235).

Rejeté : amendement (art. additionnel) n° 95 de M. Paul Souffrin, soutenu par Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis : établissement d'un plan hospitalier régional par le conseil de région (p. 1235).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1235).

TITRE V

DISPOSITIONS RELATIVES A L'HOMOLOGATION DE CERTAINS PRODUITS OU APPAREILS

Art. 13 *(Homologation de certains produits ou appareils : livre V, titre IV : chapitre V nouveau et article L. 665-1 nouveau du code de la santé publique)* – Adopté (p. 1236).

Explications de vote sur l'ensemble : *Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis* (p. 1236), *MM. Franck Sérusclat* (p. 1236), *Jean Chérioux* (p. 1236, 1237) ; *intervention de Mme Michèle Barzach, ministre* (p. 1237).

Scrutin public n° 168 (p. 1237).

Adoption (21 mai 1987) (p. 1237).

Discussion (commission mixte paritaire)

(23 juin 1987) (p. 2204, 2208).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2204, 2206) : *M. Charles Descours, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire ; Mme Michèle Barzach, ministre chargé de la santé et de la famille.*

Equipements sanitaires et sociaux : *Descours (Charles)* (p. 2205).

Hôpitaux publics : *Barzach (Michèle)* (p. 2205) ; *Descours (Charles)* (p. 2204).

Médecins hospitaliers : *Barzach (Michèle)* (p. 2205) ; *Descours (Charles)* (p. 2205).

Psychiatres : *Descours (Charles)* (p. 2205).

Technologies nouvelles : *Barzach (Michèle)* (p. 2205, 2206).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2206, 2208)

Art. 1[er], 2 et 4 (p. 2206).

Art. 7, 12 et 12 bis (p. 2207).

Explications de vote sur l'ensemble : *MM. Franck Sérusclat* (p. 2207, 2208), *Paul Souffrin* (p. 2208), *Jean-Pierre Fourcade, président de la commission* (p. 2208) – Hôpitaux privés et cliniques, organisations syndicales, partis et groupements politiques.

Scrutin public n° 207 (p. 2208).

Adoption (23 juin 1987) (p. 2208).

Etablissements pénitentiaires

Voir *Lois de finances*, **1**, Justice

Rappels au Règlement, 1

1. – **Projet de loi relatif au fonctionnement des établissements pénitentiaires,** PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Jacques Chirac, Premier ministre, par M. Albin Chalandon, ministre de la justice (19 novembre 1986) [n° **75** (86-87)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Marcel Rudloff (10 décembre 1986) [n° **102** (86-87)] – Discussion (19 décembre 1986 ; 7, 8 et 9 avril 1987) – Adoption (9 avril 1987) [n° **53**] – NOUVEL INTITULE : **« Projet de loi relatif au service public pénitentiaire »**.

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (9 avril 1987) [n° **630**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Albert Mamy (29 avril 1987) [n° **695**] – Discussion (5 et 6 mai 1987) – Adoption (6 mai 1987) [n° **99**].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (7 mai 1987) [n° **220** (86-87)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Marcel Rudloff (20 mai 1987) [n° **233** (86-87)] – Discussion (26 mai 1987) – Adoption (26 mai 1987) [n° **71**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (2 juin 1987) [n° **796**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Albert Mamy (10 juin 1987) [n° **830**] – Discussion (11 juin 1987) – Adoption (11 juin 1987) [n° **110**].

PROMULGATION : Loi n° 87-432 du 22 juin 1987 (*JO* Lois et décrets du 23 juin 1987) – Rectificatif (*JO* Lois et décrets du 11 juillet 1987).

Suite de la discussion en première lecture

(7 avril 1987) (p. 51, 57) ; (8 avril 1987) (p. 63, 94) ; (9 avril 1987) (p. 100, 115).

I – SUITE DE LA DISCUSSION GENERALE (p. 51, 57) (Le début de la discussion générale a eu lieu le 19 décembre 1986 ; voir la Table des matières 1986) : *MM. Albin Chalandon, ministre de la justice ; Michel Dreyfus-Schmidt, Charles Lederman, Jean-François Le Grand, Marcel Rudloff, rapporteur de la commission des lois ; Jacques Larché, président de la commission des lois.*

Administration pénitentiaire : *Chalandon (Albin)* (p. 53) ; *Rudloff (Marcel)* (p. 56).

Bâtiment et travaux publics : *Chalandon (Albin)* (p. 53) ; *Lederman (Charles)* (p. 55).

Condamnés (réinsertion) : *Chalandon (Albin)* (p. 52, 54).

Conseil constitutionnel (décisions) : *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 57).

Constitution : *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 54).

Convention européenne des droits de l'homme : *Larché (Jacques)* (p. 56).

Détention provisoire : *Chalandon (Albin)* (p. 55) ; *Lederman (Charles)* (p. 55).

Détenus : *Larché (Jacques)* (p. 56).

Etablissements pénitentiaires : *Chalandon (Albin)* (p. 52, 55).

Etablissements publics administratifs (EPA) : *Chalandon (Albin)* (p. 53).

Finances publiques : *Chalandon (Albin)* (p. 53) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 57).

Justice (budget) : *Rudloff (Marcel)* (p. 56).

Magistrats : *Lederman (Charles)* (p. 55).

Marchés publics : *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 54) ; *Lederman (Charles)* (p. 55).

Parlement (rôle) : *Chalandon (Albin)* (p. 53).

Peines (application) : *Chalandon (Albin)* (p. 53).

Peines (échelle) : *Chalandon (Albin)* (p. 55) ; *Lederman (Charles)* (p. 55).

Peines de substitution : *Chalandon (Albin)* (p. 53, 55) ; *Lederman (Charles)* (p. 55).

Personnels pénitentiaires : *Chalandon (Albin)* (p. 52) ; *Larché (Jacques)* (p. 56) ; *Le Grand (Jean-François)* (p. 56).

Pontoise (établissement pénitentiaire) : *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 57).

Prisons privées : *Chalandon (Albin)* (p. 53) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 54).

Statistiques : *Chalandon (Albin)* (p. 52).

Motion d'ordre : organisation des travaux de la commission des lois (p. 51) ; *MM. Jacques Larché, président de la commission ; Marcel Rudloff, rapporteur ; Michel Dreyfus-Schmidt.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 63, 94 ; 100, 115) : *MM. Michel Dreyfus-Schmidt, Charles Lederman ; Marcel Rudloff, rapporteur ; Albin Chalandon, ministre ; Jacques Grandon, Félix Ciccolini, Paul Loridant, Franck Sérusclat, Louis Virapoullé, Jacques Larché, président de la commission des lois ; Paul Souffrin.*

Avant l'art. 1er (p. 63).

Rejetés : amendement n° 35 (art. additionnel) de M. Michel Dreyfus-Schmidt : conception du service public pénitentaire (p. 65) – Amendement n° 36 (art. additionnel) de M. Charles Lederman : rôle et fonctionnement des établissements pénitentiaires (p. 66).

Art. 1er *(Définition du service public pénitentiaire)* (p. 66).

Parole sur l'article : *M. Félix Ciccolini* (p. 66) – Marchés publics, établissements publics.

Adoptés : amendement n° 3 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : organisation du service public judiciaire de manière à assurer l'individualisation des peines (p. 70) ; sous-amendement n° 50 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (p. 70).

Rejetés : amendements identiques n° 37 de M. Michel Dreyfus-Schmidt et n° 53 de M. Charles Lederman : suppression de cet article (p. 67) – Sur l'amendement n° 3 de la commission, sous-amendements n° 49 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (p. 70) ; et n° 52 de M. Jacques Bialski (p. 70).

Retirés : amendements de M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° 38 : exécution par le service public pénitentiaire des sentences pénales (p. 69) – N° 39, rédactionnel (p. 69) – N°s 42, 44, 45, 47 et 48 (p. 69) – Amendements de M. Jacques Bialski, retirés par M. Michel Dreyfus-Schmidt, n°s 40, 41, 43 et 46 (p. 69).

– L'art. 1er ainsi modifié, est adopté (p. 70).

Après l'art. 1er (p. 70).

Adoptés : amendements (art. additionnels) de M. Albin Chalandon, ministre, n° 258 : possibilité pour l'Etat de confier à une personne morale de droit public ou privé une mission portant à la fois sur la conception, la construction et l'aménagement d'établissements pénitentiaires (p. 78) – Et n° 259 : possibilité pour les établissements pénitentiaires d'être érigés en établissements publics administratifs nationaux dénommés établissements publics pénitentiaires placés sous la tutelle de l'Etat (p. 85 ; scrutin public n° 111) ; sous-amendements de M. Marcel Rudloff, rapporteur, n° 262 (p. 83) et n° 272 (p. 83).

Rejetés : sur l'amendement n° 258 du Gouvernement, sous-amendements n°s 263 à 267 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (p. 75 à 77) – Amendement n° 66 (art. additionnel) de M. Charles Lederman : limitation du nombre de personnes incarcérées dans un établissement pénitentiaire au nombre de places disponibles (p. 80) – Sur l'amendement n° 259 du Gouvernement, sous-amendements de M. Michel Dreyfus-Schmidt n° 269, soutenu par M. Félix Ciccolini (p. 84) ; et n° 270 (p. 84).

Retirés : amendements de M. Marcel Rudloff, rapporteur, n°s 4, 5 et 6 (p. 71).

Devenus sans objet : sur les amendements n° 4 et n° 5 de la commission, sous-amendements n°s 54 à 60 et n°s 62 à 64 (p. 71)

– Amendement n° 65 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (p. 71) – Sur l'amendement n° 259 du Gouvernement, sous-amendement n° 268 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (p. 83).

– Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 78 et 85).

Avant l'art. 2 (p. 86).

Adopté: amendement n° 67 (art. additionnel) de M. Félix Ciccolini : modification de l'article 42 du code pénal et possibilité pour les tribunaux, dans certains cas, d'interdire, en tout ou partie, l'exercice des droits civils, civiques et de famille (p. 86).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 86).

Art. 2 à 18 : retirés par le Gouvernement (Annoncé p. 70).

Devenus sans objet: amendements et sous-amendements n° 7 et n^{os} 68 à 74 (p. 86), n° 8 et n^{os} 78 à 84 (p. 89), n° 9 et n^{os} 87 à 91 (p. 90), n° 10 et n^{os} 96 à 104 (p. 91), n° 13, n^{os} 121 à 125 et n^{os} 127 à 136 (p. 92), n° 149, n° 161, n^{os} 150 à 157 (p. 103), n° 167, n° 173, n° 18, n^{os} 168 et 169, n° 19, n^{os} 170 et 171 (p. 103), n^{os} 175 à 187 et n° 20 (p. 103), n^{os} 21 à 25, n^{os} 189 à 201, n° 202, n^{os} 203 à 211, n^{os} 214 à 219 (p. 104), n° 26 et n^{os} 221 à 227 (p. 104), n° 229, n° 232, n° 27 et n^{os} 230 et 231 (p. 105), n^{os} 235 et 236 (p. 106), n° 239, n° 238, n° 28, n° 240, n° 243, n° 241, n° 29 et n° 242 (p. 106).

Après l'art. 2 (p. 86).

Rejetés: amendements (art. additionnels) de M. Charles Lederman, n° 75 : situation des mineurs délinquants au regard de la détention provisoire (p. 87) – N° 76 : conditions impératives auxquelles est soumise la détention provisoire (p. 89) – Et n° 77 : obligation pour le juge d'instruction de faire état de recherches pour trouver un hébergement dans le cadre du contrôle judiciaire lorsque la détention provisoire est envisagée (p. 89).

Après l'art. 3 (p. 89).

Rejeté: amendement n° 85 (art. additionnel) de M. Michel Dreyfus-Schmidt : garantie de bonne fin des travaux de construction par une caution bancaire (p. 90).

Retiré: amendement n° 86 (art. additionnel) de M. Michel Dreyfus-Schmidt (p. 89).

Après l'art. 4 (p. 90).

Rejeté: amendement n° 95 (art. additionnel) de M. Charles Lederman : concertation tripartite entre l'Etat, le département et la ou les communes concernées lors de la construction d'un établissement pénitentiaire (p. 91).

Retirés: amendements n^{os} 92 à 94 (art. additionnels) de M. Michel Dreyfus-Schmidt (p. 90).

Après l'art. 5 (p. 91).

Rejeté: amendement n° 111 (art. additionnel) de M. Jacques Bialski, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : application de certains chapitres du titre II du livre II du code du travail, relatifs aux repos et congés, aux personnels de droit privé des établissements pénitentiaires (p. 91).

Retirés: amendements n^{os} 11 et 12 (art. additionnels) de M. Marcel Rudloff, rapporteur (p. 91) – Amendements n^{os} 105 à 110, 112 et 113 (art. additionnels) du groupe socialiste (p. 91).

Devenus sans objet: sur l'amendement n° 11 de la commission, sous-amendements n^{os} 114 à 117 (p. 91) – Sur l'amendement n° 12 de la commission, sous-amendements n^{os} 118 et 119 (p. 91).

Non soutenu: amendement n° 34 (art. additionnel) (p. 91).

Avant l'art. 6 (p. 91).

Rejeté: amendement n° 120 (art. additionnel) de M. Charles Lederman : organisation par les établissements pénitentiaires, à l'intention des détenus, de cours d'alphabétisation, de formation générale et professionnelle, d'instruction civique, afin de faciliter leur réinsertion (p. 92).

Après l'art. 6 (p. 92).

Rejetés: amendement n° 138 (art. additionnel) de M. Michel Dreyfus-Schmidt : obligation pour la direction de l'établissement pénitentiaire d'informer la famille de tout événement affectant la vie et la santé du détenu, sauf opposition expresse de l'intéressé (p. 93) – Amendements (art. additionnels) de M. Jacques Bialski, soutenus par M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° 139 : punition d'un détenu conformément aux dispositions d'une loi ou d'un règlement (p. 93) – Et n° 140 : transmission immédiate d'un rapport aux autorités compétentes qui statuent sans délai en cas de manquement à la discipline (p. 93) – Amendements (art. additionnels) de M. Charles Lederman, soutenus par M. Paul Souffrin, n° 146 : stage de réinsertion éventuellement sanctionné par un diplôme d'aptitude professionnelle proposé aux détenus sous la responsabilité de l'administration de l'éducation surveillée (p. 102) – N° 147 : après accord de l'intéressé, information de l'imminence de la libération de tout détenu, du maire de la commune de résidence de ce dernier, ainsi que de l'agence locale pour l'emploi compétente, par l'établissement pénitentiaire (p. 102) – Et n° 148 : mise en œuvre d'actions de dépistage des maladies infectieuses, de prévention et de soin de la toxicomanie dans tous les établissements pénitentiaires (p. 103).

Retirés: amendement n° 14 (art. additionnel) de M. Marcel Rudloff, rapporteur (p. 92) – Amendement n° 137 (art. additionnel) de M. Michel Dreyfus-Schmidt (p. 92) – Amendements (art. additionnels) de M. Jacques Bialski, retirés par M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° 141 (p. 100) – N° 143 (p. 101) – Et n° 145 (p. 101) – Amendements (art. additionnels) de M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° 142 : possibilité pour tout détenu d'adresser sous pli fermé une requête ou une plainte à l'administration pénitentiaire centrale (p. 101) – Et n° 144 (p. 101).

Après l'art. 7 (p. 103).

Retirés: amendements (art. additionnels) n^{os} 16 et 17 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (p. 103) – Amendement n° 162 (art. additionnel) de M. Michel Dreyfus-Schmidt (p. 103).

Après l'art. 8 (p. 103).

Retiré: amendement n° 174 (art. additionnel) de M. Michel Dreyfus-Schmidt (p. 103).

Avant l'art. 10 (p. 103).

Rejeté: amendement n° 188 (art. additionnel) de M. Charles Lederman, soutenu par M. Paul Souffrin : droit pour les détenus d'exercer une activité rémunérée pour le compte d'entreprises françaises agréées par l'Etat au sein ou hors de l'établissement pénitentiaire (p. 103).

Après l'art. 13 (p. 104).

Retiré: amendement n° 220 (art. additionnel) de M. Jacques Bialski, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : limitation de l'utilisation de la force par les fonctionnaires de l'établissement pénitentiaire (p. 104).

Après l'art. 14 (p. 104).

Retiré: amendement n° 228 (art. additionnel) de M. Michel Dreyfus-Schmidt : obligation pour les parlementaires des commissions des lois de visiter annuellement avant l'examen du budget de la justice un ensemble représentatif de chaque catégorie d'établissement pénitentiaire (p. 105).

Avant l'art. 16 (p. 105).

Rejetés: amendements (art. additionnels) de M. Charles Lederman, soutenus par M. Paul Souffrin, n° 233 : amélioration des conditions de vie dans les prisons (p. 105) – Et n° 234 : limitation dans chaque établissement pénitentiaire du nombre de détenus à la capacité d'accueil initiale (p. 106).

Après l'art. 16 (p. 106).

Retiré: amendement n° 237 (art. additionnel) de M. Michel Dreyfus-Schmidt (p. 106).

Art. 19 *(Adaptations terminologiques et modernisation du code de procédure pénale)* (p. 107).

Adoptés: amendement n° 260 de M. Albin Chalandon, ministre : suppression, par coordination, des sanctions pénales prévues en cas de détention arbitraire au paragraphe III de cet article (p. 111) ; sous-amendements n° 261 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (p. 109) ; n[os] 271 et 249 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (p. 109 et 111).

Rejeté: sur l'amendement n° 260 du Gouvernement, sous-amendement n° 248 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (p. 110).

Retirés: amendements identiques n° 244 de M. Jacques Bialski, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt, et n° 252 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Paul Souffrin : suppression de cet article (p. 108).

Devenus sans objet: amendements (art. additionnels) n[os] 251, 250, 247 et 246 de M. Jacques Bialski (p. 111) – Amendement n° 245 (art. additionnel) de M. Michel Dreyfus-Schmidt (p. 111).

– L'art. 19, ainsi modifié, est adopté (p. 111).

Après l'art. 19 (p. 111).

Rejeté: amendement n° 253 (art. additionnel) de M. Michel Dreyfus-Schmidt : droit de tout détenu à l'assistance d'un avocat en toutes circonstances portant atteinte à ses droits et libertés (p. 112).

Intitulé (p. 112).

Adopté: amendement n° 30 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : « Projet de loi relatif au service public pénitentiaire » (p. 112).

Retirés: amendements n[os] 254 à 257 de M. Michel Dreyfus-Schmidt, tendant à modifier l'intitulé du projet de loi (p. 112).

– L'intitulé du projet de loi, ainsi modifié, est adopté (p. 112).

Explications de vote: *Mme Marie-Claude Beaudeau* (p. 112, 113), *MM. Paul Loridant* (p. 113, 114), *Louis Virapoullé* (p. 114) ; *intervention de M. Albin Chalandon, ministre* (p. 114) – Détention provisoire, finances publiques, Parlement (rôle).

Adoption (9 avril 1987) (p. 115).

Discussion (deuxième lecture)

(26 mai 1987) (p. 1276, 1289).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1276, 1278) : *MM. Albin Chalandon, ministre de la justice ; Marcel Rudloff, rapporteur de la commission des lois ; Michel Dreyfus-Schmidt.*

Bâtiment et travaux publics : *Chalandon (Albin)* (p. 1276, 1278) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 1277).

Condamnés (réinsertion) : *Chalandon (Albin)* (p. 1276).

Détenus : *Chalandon (Albin)* (p. 1276).

Etablissements pénitentiaires : *Chalandon (Albin)* (p. 1276) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 1277) ; *Rudloff (Marcel)* (p. 1277).

Justice (budget) : *Chalandon (Albin)* (p. 1278) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 1277).

Peines (application) : *Chalandon (Albin)* (p. 1276) ; *Rudloff (Marcel)* (p. 1277).

Sécurité publique : *Chalandon (Albin)* (p. 1276) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 1277).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1278, 1289) : *MM. Marcel Rudloff, rapporteur ; Albin Chalandon, ministre ; Michel Dreyfus-Schmidt, Félix Ciccolini, Charles Lederman.*

Art. 1[er] (*Définition du service public pénitentiaire*) (p. 1278).

Rejeté: amendement n° 4 de M. Michel Dreyfus-Schmidt : organisation du maintien de la sécurité publique en liaison avec les collectivités territoriales et les associations intéressées (p. 1278).

Retiré: amendement n° 1 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : suppression de la référence au maintien de la sécurité publique (p. 1278).

– L'art. 1[er] est adopté (p. 1278).

Art. 1[er] bis (*Possibilité de confier à une personne morale de droit public ou privé une mission globale portant sur la conception et la construction des établissements pénitentiaires ou des fonctions autres que celles de direction, du greffe et de surveillance au sein de ces établissements*) (p. 1279).

Adopté: amendement n° 19 de M. Albin Chalandon, ministre : extension du champ d'application de l'article 1[er] bis aux personnes physiques (p. 1282).

Rejetés: amendements de M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° 5 : suppression de cet article (p. 1282) – N° 6, relatif au recours à un architecte (p. 1282) – N° 8 : respect de la loi du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'oeuvre privée (p. 1282) – N° 9 : consultation du conseil supérieur du service public pénitentiaire (p. 1282) – Et n° 10 : statut des personnels techniques, administratifs et socio-éducatifs en fonction dans les établissements pénitentiaires (p. 1283).

Retirés: amendement n° 2 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (p. 1279) – Amendement n° 7 de M. Michel Dreyfus-Schmidt, relatif au recours à un architecte (p. 1282).

– L'art. 1[er] bis, ainsi modifié, est adopté (p. 1283).

Après l'art. 1[er] bis (p. 1283).

Retirés: amendements (art. additionnels) de M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° 11 : composition du conseil supérieur du service public pénitentiaire (p. 1284) – Et n° 12 : rôle de ce conseil (p. 1284).

Art. 1[er] ter (*Création d'une nouvelle catégorie d'établissements publics nationaux : les établissements publics pénitentiaires*) (p. 1284).

Adopté: amendement n° 14 de M. Michel Dreyfus-Schmidt : possibilité pour le ministre de la justice d'affecter à un établissement public pénitentiaire des personnels administratifs, socio-éducatifs et techniques, à la demande ou non du conseil d'administration (p. 1285).

Rejeté: amendement n° 13 de M. Michel Dreyfus-Schmidt : affectation dans les établissements publics pénitentiaires, par le ministre de la justice, des personnels administratifs, socio-éducatifs et techniques relevant de l'administration pénitentiaire (p. 1285).

– L'art. 1[er] ter, ainsi modifié, est adopté (p. 1285).

Art. 19 (*Modernisation du code de procédure pénale et spécialisation des établissements pénitentiaires*) (p. 1285).

Adopté: amendement n° 20 de M. Albin Chalandon, ministre : durée maximale de la peine retenue pour l'affectation dans un établissement spécialement réservé aux courtes peines (p. 1287).

Rejeté: amendement n° 17 de M. Michel Dreyfus-Schmidt : statut et mission des établissements publics de comité de probation (p. 1287).

Retiré: amendement n° 3 de M. Marcel Rudloff, rapporteur, analogue à l'amendement n° 20 du Gouvernement (p. 1286).

Devenus sans objet: amendements n[os] 15 et 16 de M. Michel Dreyfus-Schmidt, relatifs à la durée maximale de la peine retenue pour l'affectation dans un établissement spécialement réservé aux courtes peines (p. 1287).

– L'art. 19, ainsi modifié, est adopté (p. 1288).

Après l'art. 19 (p. 1288).

Rejeté: amendement n° 18 (art. additionnel) de M. Michel Dreyfus-Schmidt : organisation et régime intérieur des établissements pénitentiaires déterminés par décret en Conseil d'Etat (p. 1288).

Art. 20 (*Faculté pour des établissements pénitentiaires de constituer, entre eux, avec une ou plusieurs personnes morales*

de droit public ou de droit privé, des groupements d'intérêt public pour organiser le travail et la formation des détenus) – Adopté (p. 1288).

Explications de vote sur l'ensemble : *MM. Charles Lederman (p. 1288, 1289), Félix Ciccolini (p. 1289)* – Etablissements pénitentiaires, prisons privées, marchés publics.

Adoption (26 mai 1987) (p. 1289).

2. – **Rapport d'information,** fait au nom de la commission des lois, à la suite de **missions d'information** effectuées dans divers **établissements pénitentiaires,** un **centre d'éducation surveillée** et un **centre de lutte contre la toxicomanie,** en application de l'autorisation donnée par le Sénat dans sa séance du 18 décembre 1986, par M. Marcel Rudloff, sénateur (3 avril 1987) [n° 166 (86-87)].

Etablissements publics

Voir *Incompatibilités,* **1**
Questions orales sans débat n° **209**

Etablissements sociaux et médico-sociaux

Voir *Questions orales sans débat* n° **144**

Etats-Unis d'Amérique (USA)

Voir *Traités et conventions,* **16**

1. – **Rapport d'information,** fait au nom de la commission des affaires sociales à la suite d'une **mission d'information** effectuée du 9 au 20 septembre 1987 par une délégation chargée d'étudier la **protection sociale** et l'organisation du **système de santé aux Etats-Unis,** par M. Jean-Pierre Fourcade, sénateur, et plusieurs de ses collègues (20 novembre 1987) [n° **103** (87-88)].

Etrangers

Voir *Questions au Gouvernement* n° **156**

Etudiants

Voir *Lois de finances,* **1,** Education nationale - II – Recherche et enseignement supérieur - 2 – Enseignement supérieur
Ordre public, **1**

Europe

Voir *Gouvernement (déclarations),* **2**
Lois de finances, **1,** Défense
Questions au Gouvernement n° **193**
Traités et conventions, **3 ; 20**

Europe (défense)

Voir *Lois de programmation militaire,* **1**
Questions orales avec débat n° **147**

Evénements médiatiques

Voir *Ordre public,* **1**
Questions orales sans débat n° **183**

Examens et concours

Voir *Questions orales sans débat* n° **172**

1. – **Proposition de loi relative à la situation des candidats admis au concours interne d'adjoint des cadres hospitaliers, organisé dans le département du Puy-de-Dôme, les 2 février et 10 mai 1984,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Roger Quilliot, sénateur, et plusieurs de ses collègues (28 avril 1987) [n° **202** (86-87)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

Exception d'irrecevabilité (procédure parlementaire)

Voir *Apprentissage,* **1**
Collectivités territoriales, **2**
Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure, **1**
Fonction publique territoriale, **1**
Haute Cour de justice, **1**
Nouvelle-Calédonie, **1 ; 4**
Procédure pénale, **2**
Procès-verbal, **5**
Sécurité sociale, **1 ; 2 ; 4**
Traités et conventions, **20**
Travail (aménagement du temps), **1**

Exploitants agricoles

Voir *Banques et établissements financiers,* **1**
Lois de finances, **1,** Agriculture
Questions au Gouvernement n° **222**
Questions orales sans débat n° **259**
Sécurité sociale, **4**

1. – **Proposition de loi tendant à compléter l'article 12 de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie et à instituer un mode de règlement périodique des indemnités dues aux exploitants agricoles,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Michel Souplet, sénateur (21 octobre 1987) [n° **62** (87-88)] – Renvoi à la commission des affaires économiques.

Exploitations agricoles

Voir *Lois de finances,* **1,** Art. 7
Questions orales sans débat n° **139**

Expropriation

Voir *Jeux Olympiques,* **1**

1. – **Proposition de loi relative à la maîtrise du foncier en vue de la réalisation d'équipements publics structurants,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Yvon Bourges, sénateur (16 avril 1987) [n° **187** (86-87)] – Renvoi à la commission des lois.

Expulsions (étrangers)

Voir *Questions au Gouvernement* n° **156**
Questions orales sans débat n° **201**

Expulsions (logement)

Voir *Questions orales sans débat* n° **138 ;** n° **214**

Extraditions

Voir *Traités et conventions,* **20 ; 21 ; 25**

F

Faits personnels (procédure parlementaire)

1. – **M. Michel Dreyfus-Schmidt** : à la suite d'une intervention de M. Roger Chinaud (29 avril 1987) (p. 588).

2. – **M. Jean-Pierre Cantegrit** : polémique au sujet du vote du Conseil supérieur des Français de l'étranger relatif au report des prochaines élections pour le renouvellement des délégués (2 décembre 1987) (p. 4868) – *MM. Jean-Pierre Cantegrit, Charles de Cuttoli, Jean-Pierre Bayle.*

Famille

Voir *Autorité parentale*, **1**
Fonctionnaires et agents publics, **1**
Impôt sur le revenu, **1**
Lois de finances, **1**, Affaires sociales et emploi - II – Affaires sociales
Prestations familiales, **1**

1. – **Proposition de loi tendant à améliorer la situation des familles monoparentales,** PRESENTEE AU SENAT, par Mme Marie-Claude Beaudeau, sénateur, et plusieurs de ses collègues (30 novembre 1987) [n° **116** (87-88)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

Femme (droits)

Voir *Prestations familiales*, **1**

Fêtes et cérémonies publiques

Voir *Questions orales sans débat* n° **153**

Finances locales

Voir *Collectivités territoriales*, **2**
Fonction publique territoriale, **1**
Lois de finances, **1**, Equipement, logement, aménagement du territoire et transports - III – Aménagement du territoire
Questions au Gouvernement n° **123** ; n° **128** ; n° **134** ; n° **172** ; n° **208** ; n° **209**
Questions orales sans débat n° **139** ; n° **148** ; n° **162** ; n° **196** ; n° **241**

1. – **Proposition de loi tendant à organiser le remboursement immédiat de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) aux collectivités locales,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Guy Malé, sénateur (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 20 décembre 1986 – 25 mars 1987) [n° **159** (86-87)] – Renvoi à la commission des finances.

2. – **Proposition de loi tendant à instituer une commission nationale de réforme de la fiscalité locale,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Pierre Salvi, sénateur, et plusieurs de ses collègues (7 avril 1987) [n° **167** (86-87)] – Renvoi à la commission des finances.

3. – **Proposition de loi modifiant la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, modifiée et complétée par la loi n° 85-97 du 25 janvier 1985 tendant à confier aux départements la charge des lycées,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Claude Huriet, sénateur, et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 9 juillet 1987 – 21 août 1987) [n° **384** (86-87)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles.

Finances publiques

Voir *Gouvernement (déclarations)*, **5**
Lois de finances, **1**, Economie, finances et privatisation - I – Charges communes (et rapatriés) et II – Services financiers
Lois de règlement, **1** ; **2**
Prévision économique, **2**

1. – **Proposition de loi tendant à mettre un terme à l'injustice et à la dilapidation des fonds publics résultant de l'emprunt 7 % 1973-1988,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Robert Vizet, sénateur, et plusieurs de ses collègues (16 octobre 1987) [n° **57** (87-88)] – Renvoi à la commission des finances.

Fiscalité

Voir *Epargne*, **1**
Impôts et taxes, **1** ; **2**
Lois de finances rectificatives, **1**
Mécénat, **1** ; **2**
Patrimoine artistique, archéologique et historique, **2**
Questions orales avec débat n° **123** ; n° **189**
Traités et conventions, **14**

Fiscalité locale

Voir *Collectivités territoriales*, **2**
Finances locales, **2**
Lois de finances, **1**, Art. 22, 56, 57, 58, 59
Questions au Gouvernement n° **195**
Questions orales sans débat n° **273**

Foires, expositions et salons

Voir *Droit pénal*, **2**

Fonction militaire

Voir *Défense*, **1**
Lois de finances, **1**, Défense
Questions orales sans débat n° **168** ; n° **271**
Rapatriés, **1**

Fonction publique

Voir *Lois de finances*, **1**, Services du Premier ministre - I – Services généraux
Questions au Gouvernement n° **191**
Sécurité sociale, **1**

Fonction publique de l'Etat

Voir *Fonctionnaires et agents publics*, **1**

Fonction publique territoriale

Voir *Collectivités territoriales*, **2**
Questions au Gouvernement n° **195**

1. – **Projet de loi modifiant les dispositions relatives à la fonction publique territoriale,** PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Jacques Chirac, Premier ministre, par M. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur (26 novembre 1986) [n° **80** (86-87)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Paul Giraud (8 avril 1987) [n° **170** (86-87)] – Urgence – Discussion (16, 22, 23, 24 et 28 avril 1987) – Adoption (28 avril 1987) [n° **56**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (29 avril 1987) [n° **694**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Dominique Perben (21 mai 1987) [n° **783**] – Discussion (25, 26, 27 mai, 17 juin 1987) – Adoption (17 juin 1987) [n° **126**].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (18 juin 1987) [n° **300** (86-87)] – Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Dominique Perben (23 juin 1987) [n° **885**] – Discussion (3 juillet 1987) – Adoption (3 juillet 1987) [n° **153**].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Paul Girod (23 juin 1987) [n° **313** (86-87)] – Discussion (30 juin 1987) – Adoption (30 juin 1987) [n° **113**].

PROMULGATION : Loi n° 87-529 du 13 juillet 1987 (*J.O.* Lois et décrets du 16 juillet 1987).

Discussion (première lecture)

(16 avril 1987) (p. 244, 283) ; (22 avril 1987) (p. 320, 357) ; (23 avril 1987) (p. 375, 445) ; (24 avril 1987) (p. 462, 479) ; (28 avril 1987) (p. 515, 537).

I – DISCUSSION GENERALE (16 avril 1987) (p. 244, 283) : *MM. Yves Galland, ministre chargé des collectivités locales ; Paul Girod, rapporteur de la commission des lois ; Jean-François Le Grand, Jean-François Pintat, Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, MM. Félix Ciccolini, Pierre Schiélé, Maurice Arreckx, René Régnault, Paul Caron, Jean Boyer, François Louisy, Pierre Salvi ; et les orateurs sur les motions.*

Agents non titulaires des collectivités territoriales : *Arreckx (Maurice)* (p. 270) ; *Boyer (Jean)* (p. 274) ; *Ciccolini (Félix)* (p. 266) ; *Fost (Paulette)* (p. 251) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 264) ; *Galland (Yves)* (p. 245, 255, 276, 280, 281, 282) ; *Girod (Paul)* (p. 249) ; *Louisy (François)* (p. 274) ; *Pintat (Jean-François)* (p. 263) ; *Régnault (René)* (p. 257, 271) ; *Salvi (Pierre)* (p. 275).

Bourse de l'emploi : *Galland (Yves)* (p. 245, 281, 282) ; *Régnault (René)* (p. 281).

Cadres d'emplois : *Boyer (Jean)* (p. 273) ; *Caron (Paul)* (p. 272) ; *Ciccolini (Félix)* (p. 266) ; *Fost (Paulette)* (p. 251) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 264) ; *Galland (Yves)* (p. 245, 280, 282) ; *Girod (Paul)* (p. 248, 259, 283) ; *Le Grand (Jean-François)* (p. 261) ; *Pintat (Jean-François)* (p. 263) ; *Régnault (René)* (p. 256, 257) ; *Schiélé (Pierre)* (p. 269).

Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT) : *Arreckx (Maurice)* (p. 270) ; *Caron (Paul)* (p. 273) ; *Ciccolini (Félix)* (p. 267) ; *Fost (Paulette)* (p. 252) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 264) ; *Galland (Yves)* (p. 246, 276, 279, 280, 282) ; *Girod (Paul)* (p. 249, 259) ; *Pintat (Jean-François)* (p. 263) ; *Régnault (René)* (p. 258) ; *Salvi (Pierre)* (p. 275) ; *Schiélé (Pierre)* (p. 268, 269).

Centres de formation des personnels communaux (CFPC) : *Arreckx (Maurice)* (p. 270).

Centres de gestion (fonction publique territoriale) : *Arreckx (Maurice)* (p. 271) ; *Boyer (Jean)* (p. 273) ; *Caron (Paul)* (p. 273) ; *Ciccolini (Félix)* (p. 267) ; *Galland (Yves)* (p. 245, 276, 280, 282) ; *Girod (Paul)* (p. 248, 249, 259) ; *Pintat (Jean-François)* (p. 263) ; *Régnault (René)* (p. 258, 272, 281) ; *Salvi (Pierre)* (p. 275) ; *Schiélé (Pierre)* (p. 269).

Comités techniques paritaires : *Girod (Paul)* (p. 249) ; *Régnault (René)* (p. 271).

Commissions administratives paritaires : *Fost (Paulette)* (p. 252) ; *Salvi (Pierre)* (p. 275).

Concours administratifs : *Arreckx (Maurice)* (p. 270) ; *Boyer (Jean)* (p. 273) ; *Caron (Paul)* (p. 273) ; *Ciccolini (Félix)* (p. 267) ; *Fost (Paulette)* (p. 251) ; *Galland (Yves)* (p. 255, 276, 280) ; *Girod (Paul)* (p. 248) ; *Le Grand (Jean-François)* (p. 262) ; *Pintat (Jean-François)* (p. 263) ; *Régnault (René)* (p. 257) ; *Salvi (Pierre)* (p. 276) ; *Schiélé (Pierre)* (p. 268, 269).

Conseil constitutionnel (décisions) : *Girod (Paul)* (p. 253, 254).

Conseil supérieur de la fonction publique territoriale : *Fost (Paulette)* (p. 251) ; *Fraysse-Cazalis* (p. 264, 279) ; *Galland (Yves)* (p. 254, 278, 281) ; *Régnault (René)* (p. 256, 272, 278, 279).

Constitution : *Fost (Paulette)* (p. 251) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 266) ; *Galland (Yves)* (p. 254) ; *Girod (Paul)* (p. 254).

Décentralisation : *Ciccolini (Félix)* (p. 268) ; *Fost (Paulette)* (p. 250) ; *Galland (Yves)* (p. 244) ; *Girod (Paul)* (p. 247) ; *Le Grand (Jean-François)* (p. 261, 262) ; *Régnault (René)* (p. 255).

Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 : *Fost (Paulette)* (p. 251).

Départements : *Salvi (Pierre)* (p. 275, 276).

Départements d'outre-mer (DOM) : *Galland (Yves)* (p. 282) ; *Louisy (François)* (p. 274, 275) ; *Régnault (René)* (p. 256).

Emploi : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 265) ; *Louizy (François)* (p. 274).

Finances locales : *Boyer (Jean)* (p. 273) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 265) ; *Galland (Yves)* (p. 245, 246, 276, 280) ; *Girod (Paul)* (p. 249) ; *Régnault (René)* (p. 271, 272, 281) ; *Salvi (Pierre)* (p. 275).

Fonction publique : *Fost (Paulette)* (p. 251, 252, 253) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 265) ; *Pintat (Jean-François)* (p. 263) ; *Régnault (René)* (p. 256).

Fonction publique de l'Etat : *Boyer (Jean)* (p. 273) ; *Caron (Paul)* (p. 272) ; *Ciccolini (Félix)* (p. 266) ; *Fost (Paulette)* (p. 252) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 264) ; *Galland (Yves)* (p. 245, 277) ; *Pasqua (Charles)* (p. 260) ; *Salvi (Pierre)* (p. 275, 276).

Formation professionnelle : *Caron (Paul)* (p. 273) ; *Ciccolini (Félix)* (p. 267) ; *Fost (Paulette)* (p. 252) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 266) ; *Galland (Yves)* (p. 245, 246) ; *Girod (Paul)* (p. 249) ; *Le Grand (Jean-François)* (p. 262) ; *Louisy (François)* (p. 274) ; *Pasqua (Charles)* (p. 260) ; *Régnault (René)* (p. 258, 272) ; *Salvi (Pierre)* (p. 276) ; *Schiélé (Pierre)* (p. 269).

Logement : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 265, 266).

Lois (application) : *Girod (Paul)* (p. 250).

Mobilité : *Ciccolini (Félix)* (p. 266) ; *Fost (Paulette)* (p. 252) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 264) ; *Galland (Yves)* (p. 245, 281) ; *Pasqua (Charles)* (p. 260) ; *Régnault (René)* (p. 257) ; *Salvi (Pierre)* (p. 275) ; *Schiélé (Pierre)* (p. 268).

Organisations syndicales : *Boyer (Jean)* (p. 273) ; *Fost (Paulette)* (p. 251) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 279) ; *Galland (Yves)* (p. 278, 279, 282) ; *Le Grand (Jean-François)* (p. 262).

Paris (ville) : *Ciccolini (Félix)* (p. 267, 268) ; *Galland (Yves)* (p. 277) ; *Girod (Paul)* (p. 249, 259) ; *Régnault (René)* (p. 256).

Police municipale : *Galland (Yves)* (p. 246, 255).

Régions : *Ciccolini (Félix)* (p. 267) ; *Le Grand (Jean-François)* (p. 261).

Salaires, traitements et indemnités : *Boyer (Jean)* (p. 274) ; *Galland (Yves)* (p. 277) ; *Girod (Paul)* (p. 249) ; *Salvi (Pierre)* (p. 276) ; *Schiélé (Pierre)* (p. 269).

Service public : *Fost (Paulette)* (p. 253) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 265) ; *Le Grand (Jean-François)* (p. 261).

Services publics locaux : *Régnault (René)* (p. 256, 258).

Urgence (procédure parlementaire) : *Galland (Yves)* (p. 279).

Motion n° 5 de Mme Hélène Luc, soutenue par Mme Paulette Fost, **tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité** (p. 250, 255) – *Mme Paulette Fost, MM. Paul Girod, rapporteur ; Yves Galland, ministre.*

Rejet de la motion (p. 255 ; scrutin public n° 113).

Motion n° 1 de M. René Régnault, **tendant à opposer la question préalable** (p. 255, 260) – *MM. René Régnault, Paul Girod, rapporteur ; Charles Pasqua, ministre de l'intérieur.*

Rejet de la motion (p. 260 ; scrutin public n° 114).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (22 avril 1987) (p. 320, 357) ; (23 avril 1987) (p. 375, 445) ; (24 avril 1987) (p. 462, 479) ; (28 avril 1987) (p. 515, 537) : *MM. Paul Girod, rapporteur ; Yves Galland, ministre ; Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, MM. Jean-Luc Bécart, René Régnault, Louis Virapoullé, Pierre Schiélé, Jean-François Le Grand, Jean Chérioux, Paul Robert, Michel d'Aillières, Paul Kauss, Louis Longequeue, Jacques Golliet, Jacques Descours Desacres, Marcel Dudloff, Emile Didier, Bernard-Charles Hugo – Mmes Paulette Fost, Danielle Bidard-Reydet, MM. Adrien Gouteyron, Jean Roger, Raymond Bouvier, Emile Tricon, Kléber Malécot, François Louisy, Alain Pluchet, Jean Garcia, Jean-Pierre Bayle, Jean Boyer, Robert Vizet, Henri de Raincourt ; M. Pierre Salvi – MM. Paul Souffrin, Louis Minetti, Hubert Haenel, Jean-Marie Girault, Jacques Moutet.*

Avant le chapitre Ier (p. 334).

Adoptés : amendement n° 68 (division additionnelle et son intitulé) de M. Pierre Schiélé : insertion d'une division nouvelle : « chapitre 1er A : « Dispositions modifiant la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires » (p. 335 ; scrutin public n° 119) ; sous-amendement n° 304 de M. Paul Girod, rapporteur – Amendements (art. additionnels) de M. Paul Girod, rapporteur, n° 13 : harmonisation de l'article 13 de la loi du 13 juillet 1983 avec la décision d'organiser la fonction publique territoriale en cadres d'emplois (p. 337 ; scrutin public n° 120) – N° 14 : suppression des deuxième et troisième alinéas de l'article 14 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 et modalités de passage de la fonction publique territoriale à la fonction publique d'Etat et inversement (p. 338 ; scrutin public n° 121) – Et n° 15 : suppression du premier et du deuxième alinéas de l'article 15 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 pour coordination (p. 339 ; scrutin public n° 122).

Retirés : amendements (art. additionnels) de M. Pierre Schiélé, n° 69, analogue à l'amendement n° 13 de la commission (p. 336) – Et n° 70 : analogue à l'amendement n° 14 de la commission (p. 337) – Amendement n° 211 (art. additionnel) de M. Michel d'Aillières : déroulement de carrière identique pour les fonctionnaires relevant de la fonction publique territoriale appartenant à des cadres d'emplois régis par des statuts particuliers à caractère national (p. 336).

Non soutenu : amendement n° 90 (art. additionnel) de M. Pierre Salvi.

– Un chapitre additionnel et trois articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 335, 337, 338 et 339).

Avant l'art. 1er (p. 339).

Adopté : amendement n° 16 (art. additionnel) de M. Paul Girod, rapporteur : application des dispositions de la présente loi à tous les agents des collectivités territoriales et de leurs établissements publics, à l'exception des seuls directeurs et agents comptables des caisses de crédit municipal (p. 340).

Retiré : amendement n° 212 (art. additionnel) de M. Paul Kauss : intégration des centres de gestion, ainsi que du centre national de la fonction publique territoriale, parmi les organismes dont le personnel est assujetti au statut de la fonction publique territoriale (p. 339).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 340).

Art. 1er *(Recrutement des contractuels : modification de l'article 3 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale)* (p. 341).

Parole sur l'article : *MM. Louis Longequeue, René Régnault, Jean-Luc Bécart* (p. 341 à 343) – Hygiène, théâtre, travail à temps partiel, fonction publique de l'Etat, fonction publique territoriale, communes, service public, droits de l'homme, libéralisme, emploi, privatisations.

Adoptés : amendement n° 17 de M. Paul Girod, rapporteur : extension des possibilités d'emploi de différentes catégories de personnel contractuel (p. 351 ; scrutin public n° 123) ; sous-amendement n° 285 de M. Yves Galland, ministre (p. 349).

Rejetés : amendements identiques n° 119 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis et n° 214 de M. René Régnault : suppression de cet article (p. 345 ; scrutin public n° 122).

Retirés : amendement n° 107 de M. Pierre Salvi, soutenu par M. Pierre Schiélé : limitation apportée à la possibilité d'engagement de contractuels (p. 351) – Sur l'amendement n° 17 de la commission, sous-amendement n° 71 de M. Jacques Golliet (p. 347).

Devenus sans objet : amendements de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis n° 120 : principe de l'exception de la contractualisation (p. 351) – N°121 et n° 123, soutenus par M. Jean-Luc Bécart : conditions et impératifs selon lesquels peuvent être employés des agents contractuels (p. 351) – Et n° 122, rédactionnel, (p. 351) – Amendement n° 215 de M. René Régnault : consultation du comité technique paritaire par l'autorité territoriale en cas d'emploi d'agents contractuels à titre permanent (p. 351) – Amendement n° 186 de M. Maurice Arreckx, soutenu par M. Michel d'Aillières : renouvellement du contrat des agents contractuels (p. 351).

– L'art. 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 351).

Art. 2 *(Institution des cadres d'emplois : article 4 de la loi du 26 janvier 1984 précitée)* (p. 320).

Parole sur l'article : *Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis* (p. 320 et 321) – Fonction publique, service public, décentralisation.

Adoptés : amendements identiques n° 18 de M. Paul Girod, rapporteur, n° 6 de M. Jean Cherioux, n° 126 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, et n° 217 de M. René Régnault : suppression de l'exception mentionnée par l'article 4 nouveau de la loi précitée, exception relative à l'exclusion des fonctionnaires de la ville de Paris du champ d'application de cet article (p. 334 ; précédemment réservé, p. 326) – Amendement n° 65 de M. Paul Girod, rapporteur : définition d'un cadre d'emploi, organisation et avancement (p. 332).

Rejetés : amendements identiques n° 124 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, soutenu par M. Jean-Luc Bécart, et n° 216 de M. René Régnault : suppression de cet article (p. 325 ; scrutin public n° 117) – Amendements de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis n° 125 : notion de corps d'emploi ; gestion des carrières sur le plan national (p. 331) – Et n° 127 : gestion des fonctionnaires territoriaux (p. 332) – Sur l'amendement n° 65 de la commission, sous-amendement n° 286 de M. Yves Galland, ministre (p. 331) – Amendement n° 218 de M. René Régnault : gestion de l'emploi et de la carrière des fonctionnaires territoriaux (p. 332).

Retirés : amendement n° 108 de M. Pierre Schiélé : définition des cadres d'emploi ; organisation des grades (p. 332) – Amendement n° 209 de M. Jean-François Le Grand : nomination des fonctionnaires territoriaux par l'autorité territoriale en dehors de toute limitation de recrutement (p. 333).

Explication de vote sur l'article : *M. Jean-Luc Bécart* (p. 334).

– L'art. 2, ainsi modifié, est adopté (p. 334 ; scrutin public n° 118 ; priorité ordonnée, p. 320).

Après l'art. 2 (p. 351 et 431).

Adoptés : amendement n° 11 (art. additionnel) de M. Jean Chérioux, soutenu par M. Bernard-Charles Hugo : représentation de toutes les organisations syndicales représentatives au plan national au sein du conseil supérieur de la fonction publique territoriale (p. 353 ; scrutin public n° 124) – Amendement n° 308 (art. additionnel) de M. Paul Girod, rapporteur : délai pendant lequel le ministre compétent peut demander la réunion du conseil supérieur de la fonction publique territoriale (p. 356).

Rejetés : amendement n° 275 (art. additionnel) de M. Emile Didier : introduction de la représentation des offices d'HLM au conseil supérieur de la fonction publique territoriale (p. 352) – Amendement n° 219 (art. additionnel) de M. René Régnault : autonomie de fonctionnement du conseil supérieur de la fonction publique territoriale (p. 354).

Retirés : amendement n° 72 (art. additionnel) de M. Pierre Schiélé : redéfinition des fonctions du conseil supérieur de la fonction publique territoriale (p. 433 ; précédemment réservé p. 355) – Amendement n° 258 (art. additionnel) de M. Jean-

François Pintat, soutenu par M. Bernard-Charles Hugo : fonctionnement du conseil supérieur de la fonction publique territoriale (p. 356).

Devenus sans objet : amendements n° 220 et n° 221 (art. additionnels) de M. René Régnault : organisation des procédures de recours (p. 433 ; précédemment réservés p. 354).

– Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 354 et 356).

Avant l'art. 3 (p. 352).

Adopté : amendement n° 19 (art. additionnel) de M. Paul Girod, rapporteur : abrogation de l'article 11 de la loi du 26 janvier 1984, relatif à la mise en place d'une commission mixte paritaire consultée en matière statutaire sur les projets de décret fixant les statuts particuliers des corps comparables de la fonction publique territoriale et de la fonction publique d'Etat (p. 357).

Retiré : amendement n° 208 (art. additionnel) de M. Pierre Schiélé, analogue à l'amendement n° 11 de M. Jean Chérioux (p. 352).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 357).

Art. 3 *(Transfert, avant l'article 12 de la loi du 26 janvier 1984 précitée, de la section II du chapitre II de ladite loi et modification de son intitulé)* (p. 375).

Adopté : amendement rédactionnel n° 20 de M. Paul Girod, rapporteur (p. 376).

Rejeté : amendement n° 222 de M. René Régnault : suppression de cet article (p. 376 ; scrutin public n° 125).

Devenu sans objet : amendement n° 128 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis : maintien de l'intitulé de la section II du chapitre II de la loi du 26 janvier 1984 précitée (p. 376).

– L'art. 3, ainsi modifié, est adopté (p. 376).

Art. 4 *(Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT) : remplacement de l'article 12 de la loi du 26 janvier 1984 précitée par les articles 12, 12-1, 12-2 et 12-3 nouveaux : création et composition, missions, ressources, organisation et compétences)* (p. 376).

Parole sur l'article : *Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis* (p. 377) – Emploi, communes, privatisations, décentralisation.

Rejeté : amendement n° 129 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis : suppression de cet article (p. 376 ; scrutin public n° 126).

ART. 12 NOUVEAU DE LA LOI PRECITEE (p. 378).

Adoptés : amendement n° 204 de M. Pierre Schiélé : dotation de la personnalité morale et de l'autonomie financière du Centre national de la fonction publique territoriale, CNFPT (p. 382) – Amendement n° 306 de M. Paul Girod, rapporteur : modification de la composition du conseil d'administration du CNFPT (p. 382) ; Amendement n° 73 de M. Pierre Salvi, repris par M. Paul Girod, rapporteur : nombre de représentants des départements et des régions au conseil d'administration du CNFPT (p. 382) ; sous-amendement n° 305 de M. Paul Girod, rapporteur (p. 382).

Rejetés : amendements de M. René Régnault n° 223 : suppression du texte proposé pour l'art. 12 (p. 382) – Et n° 224 : composition paritaire du conseil d'administration du CNFPT (p. 382) – Amendement n° 130 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, soutenu par Mme Danielle Bidard-Reydet : création et fonctionnement d'une section de la formation de la fonction publique territoriale au sein du CNFPT (p. 382).

Retiré : amendement n° 276 de M. Emile Didier : introduction de représentants des organismes HLM au sein du conseil d'administration du CNFPT (p. 382).

ART. 12-1 NOUVEAU DE LA LOI PRECITEE (p. 382).

Adoptés : amendement n° 226 de M. René Régnault : compétence du CNFPT pour l'organisation de certains concours de la catégorie D (p. 388) – Amendement n° 21 de M. Paul Girod, rapporteur : compétence du CNFPT pour la gestion de certain corps très spécialisés de catégorie B (p. 388) – Amendement de coordination n° 287 de M. Yves Galland, ministre (p. 388).

Rejetés : amendements identiques n° 131 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, soutenu par Mme Paulette Fost, et n° 225 de M. René Régnault : suppression du texte proposé pour l'art. 12-1 (p. 386) – Amendements de M. Pierre Schiélé n° 75 : missions du CNFPT et des centres de gestion ; organisation par le CNFPT des concours de recrutement des fonctionnaires des catégories A et B ainsi que de certains concours de catégorie C (p. 387) – Et n° 78 : définition de la capacité juridique et financière du CNFPT (p. 388).

Retirés : amendement n° 74 de M. André Fosset, soutenu par M. Pierre Schiélé : organisation par le CNFPT des concours de recrutement des fonctionnaires des catégories A, B et C (p. 387) – Amendements de M. Pierre Schiélé n° 76 : prise en charge par les centres de gestion des fonctionnaires arrivant à l'expiration de leur détachement dans la fonction publique (p. 388) – Et n° 77 : coordination avec son amendement n° 75 (p. 388).

ART. 12-2 NOUVEAU DE LA LOI PRECITEE (p. 388).

Adoptés : amendements de M. Yves Galland, ministre, n° 193 : recouvrement de la cotisation obligatoire ; exemption des communes n'employant pas de personnel administratif à temps complet (p. 392) – Et n° 194, rédactionnel (p. 394) – Amendements de M. Paul Girod, rapporteur, n° 22 : financement du CNFPT : cotisations des offices publics d'HLM finançant une formation spécifique de leurs agents (p. 392) – Et n° 23 : fixation législative d'un taux plafond de cotisation ; assiette et recouvrement alignés sur ceux des cotisations aux organismes d'assurance maladie ; exemption de cotisation des conseils généraux pour les fonctionnaires mis à disposition de l'Etat (p. 394) ; sous-amendement n° 112 de M. Paul Robert : suppression de la fixation législative d'un taux plafond de cotisation (p. 393 ; scrutin public n° 127) – Amendement n° 205 de M. Pierre Schiélé : inclusion dans les recettes du CNFPT des droits d'inscription aux différents concours qu'il organise (p. 393).

Rejetés : amendements identiques n° 132 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, soutenu par Mme Paulette Fost et n° 227 de M. René Régnault : suppression du texte proposé pour l'article 12-2 (p. 392).

Retirés : amendement n° 183 de M. Jean Roger, analogue à l'amendement n° 193 du Gouvernement (p. 391) – Amendement n° 277 de M. Emile Didier, analogue à l'amendement n° 22 de la commission (p. 389) – Amendement n° 80 de M. Pierre Schiélé : système de recouvrement des cotisations obligatoires (p. 393) – Amendement n° 79 de M. Pierre Salvi, soutenu par M. Raymond Bouvier : ressources du CNFPT : exclusion des rémunérations des agents mis à disposition de l'Etat pour le calcul de l'assiette des cotisations (p. 394) – Sur l'amendement n° 23 de la commission, sous-amendement n° 288 de M. Yves Galland, ministre (p. 390).

APRES L'ART. 12-2 DE LA LOI PRECITEE (p. 394).

Retiré : amendement n° 81 (art. additionnel) de M. Pierre Schiélé : agent comptable du CNFPT : comptable secondaire auprès des délégués interdépartementaux (p. 395).

ART. 12-3 NOUVEAU DE LA LOI PRECITEE (p. 395).

Rejeté : amendement n° 133 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, soutenu par Mme Paulette Fost : suppression du texte proposé pour l'article 12-3 (p. 395).

– L'ensemble de l'article 4, ainsi modifié, est adopté (p. 395 ; scrutin public n° 128).

Art. 5 *(Organisation et champ des compétences des centres de gestion : article 14 de la loi du 26 janvier 1984 précitée)* (p. 395).

Rejetés : amendements identiques n° 134 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis et n° 228 de M. René Régnault : suppression de cet article (p. 405 ; scrutin public n° 129) – Amendement n° 135 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, soutenu par Mme Danielle Bidard-Reydet : niveau d'intervention des commissions administratives paritaires (p. 405).

Retirés : amendements de M. Pierre Schiélé n° 82 : répartition des missions entre le CNFPT et les centres départementaux de gestion selon les catégories de fonctionnaires (p. 398) – Et n° 106 : cas de la catégorie B (p. 398).

– L'art. 5 est adopté (p. 405 ; précédemment réservé, p. 398).

Art. 6 *(Seuil d'affiliation obligatoire aux centres de gestion : article 15 de la loi du 26 janvier 1984 précitée)* (p. 398).

Adoptés : amendements de M. Paul Girod, rapporteur, n° 24 relèvement du seuil d'effectifs d'agents en dessous duquel l'affiliation aux centres de gestion est obligatoire (p. 401) – Et n° 67 : prise en compte pour le calcul du seuil d'affiliation obligatoire des effectifs du centre communal d'action sociale et de la caisse des écoles ; durée de l'option d'affiliation facultative (p. 401).

Rejetés : amendements identiques n° 136 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis et n° 229 de M. René Régnault : suppression de cet article (p. 401) – Sur l'amendement n° 67 de la commission, sous-amendement n° 284 de M. Louis Longequeue, soutenu par M. René Régnault (p. 401).

Retiré : amendement n° 113 de M. Paul Robert : relèvement de 50 % du seuil d'effectifs d'agents en-dessous duquel l'affiliation aux centres de gestion est obligatoire (p. 401).

Non soutenus : amendements n° 260 de M. Jean-François Pintat et n° 2 de M. Pierre Lacour.

– L'art. 6, ainsi modifié, est adopté (p. 401).

Art. 7 *(Centre interdépartemental de gestion de la « petite couronne » de Paris : article 17 de la loi du 26 janvier 1984 précitée)* (p. 401).

Adopté : amendement n° 25 de M. Paul Girod, rapporteur : aménagement du régime dérogatoire des communes des départements des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne ; conditions d'affiliation au centre interdépartemental unique (p. 405).

Rejetés : amendement n° 230 de M. René Régnault : suppression de cet article (p. 402) – Sur l'amendement n° 25 de M. Paul Girod, rapporteur, sous-amendement n° 310 de M. René Régnault (p. 404 ; scrutin public n° 130).

– L'art. 7, ainsi modifié, est adopté (p. 405).

Art. 8 *(Centre interdépartemental de gestion de la « grande couronne » de Paris : article 18 de la loi du 26 janvier 1984 précitée)* (p. 405).

Adopté : amendement n° 49 de M. Paul Girod, rapporteur : coordination avec son amendement n° 25 (p. 406).

Rejetés : amendement n° 231 de M. René Régnault : suppression de cet article (p. 406) – Amendement n° 137 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis : principe de l'affiliation volontaire des établissements publics interdépartementaux du centre de la petite couronne dont ils relèvent (p. 406).

– L'art. 8, ainsi modifié, est adopté (p. 406).

Art. 9 *(Budget des centres de gestion : article 22 de la loi du 26 janvier 1984 précitée)* (p. 406).

Adopté : amendement n° 26 de M. Paul Girod, rapporteur : budget des centres de gestion : assiette et perception des cotisations sur la même base que les cotisations de sécurité sociale (p. 408).

Retirés : amendement n° 109 de M. Pierre Schiélé, analogue à l'amendement n° 26 de la commission (p. 407) – Sur l'amendement n° 26 de la commission, sous-amendement n° 289 de M. Yves Galland, ministre (p. 407) – Amendement n° 114 de M. Paul Robert (p. 407) – Amendements n° 261 et n° 262 de M. Jean-François Pintat, retirés par M. Kléber Malecot (p. 407) – Sur l'amendement n° 26 de la commission, sous-amendement n° 282 de M. François Louizy : cotisation dans les départements d'outre-mer (p. 408).

– L'art. 9, ainsi modifié, est adopté (p. 408).

Avant l'art. 10 (p. 408).

Retiré : amendement n° 213 (art. additionnel) de M. Paul Kauss, soutenu par M. Alain Pluchet : droit d'inscription au concours de recrutement des agents des collectivités territoriales (p. 408).

Art. 10 *(Missions des centres de gestion : article 23 de la loi du 26 janvier 1984 précitée)* (p. 408).

Adoptés : amendement n° 27 de M. Paul Girod, rapporteur : coordination avec l'article 12-1 nouveau précédemment adopté (p. 410) – Amendement n° 195 de M. Yves Galland, ministre, destiné à rectifier une erreur matérielle (p. 410).

Rejetés : amendements identiques n° 138 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, soutenu par M. Jean Garcia, et n° 232 de M. René Régnault : suppression de cet article (p. 410) – Amendements de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis n° 139, soutenu par M. Jean Garcia, rédactionnel, et n° 140 : suppression de la disposition situant au niveau des collectivités la mission des commissions administratives paritaires (p. 410) – Amendement n° 233 de M. René Régnault : organisation par le centre de gestion des concours de catégorie B pour les communes non affiliées (p. 410).

Non soutenu : amendement n° 263 de M. Jean-François Pintat.

– L'art. 10, ainsi modifié, est adopté (p. 410).

Art. 11 *(Contrôle administratif sur les actes des centres de gestion : article 27 de la loi du 26 janvier 1984 précitée)* (p. 410).

Rejeté : amendement n° 141 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, soutenu par M. Jean Garcia : suppression de la précision apportée quant à la compétence pour le contrôle de légalité du représentant de l'Etat du département où est situé le siège du centre de gestion (p. 411).

– L'art. 11 est adopté (p. 411).

Art. 12 *(Commissions administratives paritaires : article 28 de la loi du 26 janvier 1984 précitée)* (p. 411).

Adopté : amendement n° 28 de M. Paul Girod, rapporteur : création d'une commission commune dans le cas de la globalisation des effectifs de la commune, du centre communal d'action sociale et de la caisse des écoles (p. 412).

Rejetés : amendements identiques n° 142 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis et n° 235 de M. René Régnault : suppression de cet article (p. 411 ; scrutin public n° 131) – Amendement n° 143 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis : création d'une commission administrative paritaire au niveau de chaque corps ou cadre d'emplois (p. 412 ; scrutin public n° 132).

– L'art. 12, ainsi modifié, est adopté (p. 412).

Après l'art. 12 (p. 412).

Adoptés : amendement n° 236 (art. additionnel) de M. René Régnault : présidence par un magistrat de l'ordre administratif de la commission mixte paritaire lorsqu'elle siège en tant que conseil de discipline (p. 412) – Amendement n° 30 (art. additionnel) de M. Paul Girod, rapporteur : cessation du caractère dérogatoire des concours sur titres (p. 414) – Amendement n° 290 (art. additionnel) de M. Yves Galland, ministre : nomination par promotion interne ou suite à un avancement de grade (p. 415).

Rejetés : amendement n° 234 (art. additionnel) de M. René Régnault : comité technique paritaire unique au plan local dans le cas d'un établissement public dépendant d'une seule collectivité locale – Amendement n° 29 (art. additionnel) de M. Paul Girod, rapporteur : vote du comité technique paritaire ; règle de la majorité absolue (p. 413) – Amendement n° 237 (art. additionnel) de M. Jean-Pierre Bayle : fixation de la proportion de postes susceptibles d'être proposés aux personnels civils contractuels de coopération en fin de contrat (p. 415).

Retirés : amendement n° 110 (art. additionnel) de M. Pierre Schiélé : concours sur titres (p. 414) – Amendement n° 267 (art. additionnel) de M. Jean-François Pintat, soutenu par M. Pierre Schiélé : organisation des concours décentralisés ; avis du CNFPT (p. 414).

Non soutenus : amendement n° 86 (art. additionnel) de M. Pierre Salvi – Amendement n° 266 (art. additionnel) de M. Jean-François Pintat.

– Trois articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 412, 414 et 415).

Art. 13 *(Listes d'aptitudes : article 44 de la loi du 26 janvier 1984)* (p. 415).

Adopté : amendement n° 31 de M. Paul Girod, rapporteur : établissement des listes d'aptitude par ordre alphabétique à l'issue des concours de recrutement : durée de validité ; pourcentage du nombre d'inscrits par rapport aux postes vacants (p. 419).

Rejetés : amendements identiques n° 144 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, soutenu par M. Jean Garcia, et n° 238 de M. René Régnault : suppression de cet article (p. 418 ; scrutin public n° 133) – Amendement n° 145 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, soutenu par M. Jean Garcia : établissement des listes d'aptitudes par ordre de mérite (p. 418).

Retiré : amendement n° 115 de M. Paul Robert (p. 417).

Devenu sans objet : amendement n° 146 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, soutenu par M. Jean Garcia : situation des candidats inscrits sur la liste d'aptitude non nommés lors de l'ouverture d'un nouveau concours (p. 419).

Non soutenus : amendements n° 3 et n° 4 de M. Pierre Lacour – Amendement n° 265 de M. Jean-François Pintat.

– L'art. 13, ainsi modifié, est adopté (p. 419).

Après l'art. 13 (p. 419).

Adoptés : amendement n° 196 (art. additionnel) de M. Yves Galland, ministre : modalités de titularisation simplifiée (p. 419) – Amendement n° 32 (art. additionnel) de M. Paul Girod, rapporteur : recrutement direct du directeur général et du directeur général adjoint des départements et des régions (p. 420).

Rejetés : amendements n° 239 et n° 240 (art. additionnels) de M. René Régnault : assouplissement des conditions de recrutement direct des secrétaires généraux et des secrétaires généraux adjoints des communes (p. 420 et 421).

Retirés : amendement n° 12 (art. additionnel) de M. Albert Vecten, soutenu par M. Raymond Bouvier, analogue à l'amendement n° 32 de la commission (p. 420) – Amendement n° 104 (art. additionnel) de M. Pierre Salvi, retiré par M. Raymond Bouvier (p. 420).

– Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 419 et 420).

Art. 14 *(Mutations : article 51 de la loi du 26 janvier 1984 précitée)* (p. 421).

Adopté : amendement rédactionnel n° 33 de M. Paul Girod, rapporteur (p. 421).

Rejetés : amendements identiques n° 147 de M. Jacqueline Fraysse-Cazalis et n° 241 de M. René Régnault : suppression de cet article (p. 421) – Amendement n° 148 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis : consultation de la commission administrative paritaire (p. 421).

– L'art. 14, ainsi modifié, est adopté (p. 421).

Après l'art. 14 (p. 421).

Adoptés : amendements n° 34 (art. additionnel) de M. Paul Girod, rapporteur : clarification des deuxième et troisième alinéas de l'article 53 de la loi du 24 janvier 1984 précitée (p. 423) – Amendement n° 197 (art. additionnel) de M. Yves Galland, ministre : extension du principe de la subrogation des collectivités dans les droits et actions de leurs agents (p. 423).

Retirés : Amendement n° 93 (art. additionnel) de M. Pierre Schiélé, analogue à l'amendement n° 34 de la commission (p. 423) – Amendement n° 105 (art. additionnel) de M. Pierre Salvi, soutenu par M. Raymond Bouvier : application des dispositions prévues par l'article 53 de la loi du 24 janvier 1984 précitée au directeur général adjoint des services départementaux (p. 423) – Amendement n° 242 (art. additionnel) de M. René Régnault, analogue à l'amendement n° 105 de M. Pierre Salvi (p. 423).

– Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 423).

Art. 15 *(Détachement de courte et longue durée : article 67 de la loi du 26 janvier 1984 précitée)* (p. 423).

Adopté : amendement n° 37 de M. Paul Girod, rapporteur : coordination avec l'article 12-1 nouveau précédemment adopté (p. 425).

Rejetés : amendement n° 243 de M. René Régnault : suppression de cet article (p. 424) – Amendements de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis n° 149, n° 150 et n° 151 : modalités de réintégration du fonctionnaire détaché ; garanties supplémentaires apportées au fonctionnaire (p. 424 et 425).

Retiré : amendement de M. Paul Girod, rapporteur, n° 35 : fixation de la durée maximale du détachement de courte durée (p. 424) – Et n° 36 : durée maximale et renouvellement du détachement de longue durée (p. 424).

– L'art. 15, ainsi modifié, est adopté (p. 425).

Avant l'art. 16 (p. 425).

Retiré : amendement n° 94 (art. additionnel) de M. Pierre Schiélé : extension de la procédure de « chevronnement » à l'ensemble des emplois des catégories A et B (p. 429 ; précédemment réservé p. 425).

Art. 16 *(Avancement : article 80 de la loi du 26 janvier 1984 précitée)* (p. 425).

Adopté : amendement n° 38 de M. Paul Girod, rapporteur : communication des tableaux d'avancement relatifs aux catégories A et B au CNFPT, et relatifs aux catégories C et D au centre de gestion ; publicité de ces tableaux (p. 426).

Rejetés : amendement n° 244 de M. René Régnault : suppression de cet article (p. 426) – Amendements de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, n° 152 : respect par le centre de gestion de l'ordre des propositions pour l'établissement du tableau d'avancement (p. 426) – Et n° 153 : mutation assortie d'une nomination au grade supérieur (p. 426).

– L'art. 16, ainsi modifié, est adopté (p. 427).

Après l'art. 16 (p. 427).

Adoptés : amendement n° 87 (art. additionnel) de M. Jacques Golliet, soutenu par M. Raymond Bouvier : seuils de population déterminés par le projet de loi : surclassement dans une catégorie démographique supérieure des communes classées stations de tourisme (p. 429) – Amendements (art. additionnels) de M. Paul Girod, rapporteur, n° 40 : sanctions disciplinaires : rétablissement de l'exclusion temporaire de fonctions pour une durée maximale de cinq jours (p. 430) – N° 41 : sanctions disciplinaires à la disposition des responsables locaux (p. 431) – Et n° 42 : instance d'appel : recours auprès du conseil de discipline compétent (p. 435) – Amendement n° 97 (art. additionnel) de M. Pierre Schiélé : organisation du conseil de discipline (p. 430) – Amendements (art. additionnels) de M. Michel Charasse, repris par M. Paul Girod, rapporteur, n° 255 : dispositions visant à garantir le paritarisme effectif de la commission administrative paritaire siégeant en organe disciplinaire (p. 434 ; scrutin public n° 134 ; précédemment réservé p. 354) – Et n° 245 : faculté pour la collectivité territoriale concernée d'accorder une indemnité au fonctionnaire licencié pour insuffisance professionnelle (p. 435).

Retirés : amendement n° 95 (art. additionnel) de M. Pierre Schiélé : majoration de rémunération des cadres de catégorie A affectés à des emplois fonctionnels (p. 427) – Amendement n° 39 (art. additionnels) de M. Paul Girod, rapporteur : conditions d'extension de la procédure de « chevronnement » aux emplois des catégories A et B (p. 429) – Amendements identiques (art. additionnels) n° 116 de M. Paul Robert, et n° 188 de M. Jean Boyer : sanctions disciplinaires analogues à l'amendement n° 40 de la commission (p. 430) – Amendement n° 96 (art. additionnel) de M. Pierre Schiélé : sanctions disciplinaires du premier groupe : conditions d'inscription au dossier du fonctionnaire, puis d'effacement (p. 430) – Amendement n° 91 (art.

additionnel) de M. Pierre Schiélé : cas de recours du fonctionnaire, ayant fait l'objet d'une sanction, auprès du conseil de discipline ; présidence de ce conseil (p. 432) – Amendement n° 187 (art. additionnel) de M. Jean-Marie Girault (p. 431).

Non soutenu : amendement n° 269 (art. additionnel) de M. Bernard-Charles Hugo, identique aux amendements n° 116 et n° 188.

– Sept articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 429, 430, 431, 433, 434 et 435).

Avant l'art. 17 (p. 431).

Devenu sans objet : amendement n° 246 (art. additionnel) de M. René Régnault : organisation des procédures de recours (p. 433).

Art. 17 *(Prise en charge des personnes privées d'emploi : article 97 de la loi du 26 janvier 1984 remplacé par les articles 97 et 97-1 nouveaux de ladite loi)* (p. 435).

Rejeté : amendement n° 247 de M. René Régnault : suppression de cet article (p. 436).

ART. 97 NOUVEAU DE LA LOI DU 26 JANVIER 1984 PRECITEE (p. 436).

Adoptés : amendements de M. Paul Girod, rapporteur, n° 43 : coordination avec l'article 12-1 nouveau de la loi précitée (p. 437) – N° 44 : garanties accompagnant les offres d'emplois au fonctionnaire pris en charge (p. 438) ; sous-amendement n° 291 de M. Yves Galland, ministre : cas des fonctionnaires originaires des départements d'outre-mer (p. 438).

Rejeté : amendement n° 154 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, soutenu par M. Robert Vizet : suppression du texte proposé pour l'article 97 de la loi du 26 janvier 1984 précitée (p. 438).

Devenus sans objet : amendement n° 270 de M. Jean-François Pintat, soutenu par M. Henri de Raincourt : réduction du nombre d'emplois proposés pour la réintégration du fonctionnaire dont l'emploi a été supprimé (p. 438) – Amendement n° 155 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, soutenu par M. Robert Vizet : possibilité pour le fonctionnaire ayant refusé trois offres d'emplois de choisir la mise en disponibilité (p. 438).

ART. 97-1 NOUVEAU DE LA LOI DU 26 JANVIER 1984 PRECITEE (p. 438).

Adopté : amendement n° 45 de M. Paul Girod, rapporteur : contribution des collectivités affiliées volontairement : dispositions transitoires quant au délai opposable (p. 440).

Rejetés : amendement n° 156 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, soutenu par Mme Paulette Fost : suppression du texte proposé pour l'article 97-1 de la loi du 26 janvier 1984 précitée (p. 440) – Amendement n° 271 de M. Jean-François Pintat, soutenu par M. Henri de Raincourt : réduction de la participation des communes à la prise en charge de leurs agents par le centre de gestion au bout d'un délai de deux ans (p. 440).

– L'art. 17, ainsi modifié, est adopté (p. 440).

Après l'art. 17 (p. 328 et 440).

Adoptés : amendements (art. additionnels) de M. Yves Galland, ministre, n° 292 : paiement par les centres de gestion des rémunérations afférentes aux décharges d'activité des services concernant les agents des collectivités obligatoirement affiliées (p. 441) – N° 198 : dispositions transitoires relatives aux modalités de nomination des candidats inscrits sur les listes d'aptitude établies selon les dispositions antérieures (p. 443) – Et n° 293 : conditions d'exercice du droit d'option de réintégration (p. 444) – Amendements identiques (art. additionnels) n° 46 de M. Paul Girod, rapporteur, et n° 7 de M. Jean Chérioux : statut de la fonction publique territoriale de la ville de Paris (p. 334 ; priorité ordonnée p. 328).

Rejetés : amendement n° 256 (art. additionnel) de M. René Régnault : conditions d'intégration des titulaires en fonction lors de l'entrée en vigueur de la présente loi (p. 442) – Amendement n° 281 (art. additionnel) de M. François Louisy, soutenu par M. René Régnault : affiliation obligatoire au centre départemental de gestion des collectivités territoriales des départements d'outre-mer pour leurs fonctionnaires de toutes catégories (p. 442).

Retirés : amendement n° 189 (art. additionnel) de M. Jean Boyer : conditions et financement de l'exercice du droit syndical (p. 441) – Amendement n° 88 (art. additionnel) de M. Pierre Salvi : conditions de recrutement des collaborateurs de cabinet dans les collectivités territoriales (p. 465 ; précédemment réservé p. 441) – Amendement n° 92 (art. additionnel) de M. Pierre Salvi : possibilité d'option de réintégration dans la limite des besoins de la collectivité concernée (p. 444).

– Quatre articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 334, 441, 443 et 444).

Avant l'art. 18 (p. 444).

Adopté : amendement n° 118 (art. additionnel) de M. André Bohl, soutenu par M. Pierre Schiélé : ouverture d'un délai aux personnels ressortissants aux régimes spéciaux de retraite des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle pour solliciter leur affiliation à la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales, CNRACL (p. 444).

Non soutenu : amendement n° 257 (art. additionnel) de M. Michel Charasse, relatif aux conditions d'application des dispositions de l'article premier de l'ordonnance du 21 mars 1984 relatives au revenu de remplacement des travailleurs involontairement privés d'emploi et portant modification du code du travail (p. 444).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 444).

Art. 18 *(Abrogations et modifications diverses dans la loi du 26 janvier 1984)* (p. 462).

Adoptés : première partie de l'amendement n° 47 de M. Paul Girod, rapporteur, et amendement identique n° 294 de M. Yves Galland, ministre : coordination avec la modification de l'article 14 de la loi du 13 juillet 1983 (p. 463) – Amendements de M. Yves Galland, ministre, n° 307 : de coordination (p. 464) – N° 295 et n° 296 : rédactionnels (p. 465) – Amendement n° 311 de M. Paul Girod, rapporteur : rémunération des fonctionnaires territoriaux identique à celle des fonctionnaires de l'Etat exerçant des fonctions équivalentes (p. 467) ; sous-amendement n° 312 de M. Yves Galland, ministre (p. 467) – Amendements de M. Paul Girod, rapporteur, n° 66 : compétence des commissions mixtes paritaires en matière de titularisation (p. 468) – N° 50 et n° 51, de coordination (p. 468) – Et n° 52 : autonomie de gestion et de formation des personnels de la commune et du département de Paris (p. 469) – Amendement n° 199 de M. Yves Galland, ministre : possibilité pour les collectivités locales d'accorder des congés non rémunérés aux agents non titulaires (p. 469).

Rejetés : amendements n° 157 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, soutenu par M. Robert Vizet, et n° 248 de M. René Régnault : suppression de cet article (p. 463) – Amendements de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, soutenus par M. Robert Vizet, n° 158 : possibilité pour les agents placés en disponibilité pour raisons familiales de réintégrer leur collectivité dans les mêmes conditions que les fonctionnaires détachés (p. 464 ; scrutin public n° 135) – N° 159 : suppression du paragraphe XIV de cet article (p. 465) – N° 160 : suppression du paragraphe XV de cet article réintroduisant la tutelle financière de l'Etat sur la fixation des rémunérations allouées par les collectivités locales à leurs agents (p. 467) – Et n° 161, soutenu par M. Jean Garcia : suppression du paragraphe XVI de cet article relatif aux compétences des commissions administratives paritaires (p. 468).

Retirés : seconde partie de l'amendement n° 47 de M. Paul Girod, rapporteur : réglementation des emplois de cabinet dans les collectivités territoriales (p. 465) – Amendement n° 48 de M. Paul Girod, rapporteur, identique à l'amendement n° 160 (p. 466) – Amendements de M. Jean Chérioux, soutenus par M. Alain Pluchet, n° 8, de coordination (p. 468) – Et n° 9, analogue à l'amendement n° 52 de la commission (p. 468) – Amendement n° 89 de M. Pierre Salvi : compétence des commissions mixtes paritaires en matière de titularisation (p. 468).

Non soutenu : amendement n° 190 de M. Jean-Marie Girault, identique à la seconde partie de l'amendement n° 47 de la commission (p. 464).

– L'art. 18, ainsi modifié, est adopté (p. 469).

Avant l'art. 19 (p. 469 et 516).

Adoptés : amendement n° 53 (art. additionnel) de M. Paul Girod, rapporteur : plans de formation établis par les seules collectivités territoriales et leurs établissements publics (p. 517 ; précédemment réservé p. 469) ; sous-amendement n° 309 de M. Pierre Salvi (p. 517 ; précédemment réservé p. 469) ; sous-amendement n° 315 de M. Yves Galland, ministre (p. 517).

Retirés : amendement n° 101 (art. additionnel) de M. Pierre Schiélé, analogue à l'amendement n° 53 de la commission (p. 517 ; précédemment réservé p. 469) – Sur l'amendement 53 de la commission, sous-amendement n° 206 de M. Pierre Schiélé (p. 516 ; précédemment réservé p. 469).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 517).

Art. 19 *(Répartition des compétences en matière de formation des agents de la fonction publique territoriale : chapitre II de la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale : articles 11 à 16)* (p. 469).

Rejeté : amendement n° 249 de M. René Régnault : suppression de cet article (p. 471).

ART. 11 NOUVEAU DE LA LOI PRECITEE (p. 471).

Adoptés : amendements de M. Paul Girod, rapporteur, n° 54, n° 55 et n° 56, sur les compétences du CNFPT en matière de formation (p. 472) – Sur l'amendement n° 55 de la commission, sous-amendement n° 297 de M. Yves Galland, ministre (p. 472).

Rejeté : amendement n° 162 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, soutenu par M. Jean Garcia : suppression du texte proposé pour l'article 11 de la loi du 12 juillet 1984 (p. 472 ; scrutin public n° 136).

Non soutenus : amendement n° 184 de M. Alphonse Arzel – Amendement n° 278 de M. Emile Didier.

ART. 12 NOUVEAU DE LA LOI PRECITEE (p. 472).

Adoptés : amendement n° 98 de M. Pierre Schiélé : composition du conseil d'orientation du CNFPT (p. 475) ; sous-amendement n° 314 de M. René Régnault (p. 475).

Rejeté : amendement n° 163 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, soutenu par M. Robert Vizet : suppression du texte proposé pour l'article 12 de la loi du 12 juillet 1984 (p. 475).

Devenu sans objet : amendement n° 57 de M. Paul Girod, rapporteur : composition du conseil d'orientation du CNFPT (p. 475).

Non soutenu : amendement n° 279 de M. Emile Didier.

ART. 13 NOUVEAU DE LA LOI PRECITEE (p. 475).

Adopté : amendement n° 58 de M. Paul Girod, rapporteur : attributions du conseil d'orientation et du conseil d'administration du CNFPT (p. 476 ; scrutin public n° 137).

Rejeté : amendement n° 164 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, soutenu par M. Robert Vizet : suppression du texte proposé pour l'article 13 de la loi du 12 juillet 1984 (p. 476).

Retirés : amendements de M. Pierre Schiélé, n° 207 : définition des orientations générales de formation professionnelle et des programmes de formation (p. 476) – Et n° 99 : compétence du conseil d'orientation en matière de programmes pluri-annuels de formation (p. 476).

ART. 14 NOUVEAU DE LA LOI PRECITEE (p. 471).

Adoptés : amendement n° 59 de M. Paul Girod, rapporteur : création sur l'ensemble du territoire de délégations interdépartementales ou régionales par le conseil d'administration du CNFPT (p. 479) ; sous-amendement n° 298 de M. Yves Galland, ministre (p. 479).

Rejetés : amendement n° 165 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, soutenu par M. Robert Vizet : suppression du texte proposé pour l'article 14 de la loi précitée (p. 478) – Amendement n° 191 de M. Henri Bangou, soutenu par M. Robert Vizet : création des délégations interdépartementales ou régionales par le conseil d'administration du CNFPT (p. 478).

Retirés : amendement n° 100 de M. Pierre Schiélé : détermination des zones géographiques de compétence des délégations interdépartementales ou régionales (p. 479) – Amendement n° 117 de M. Paul Robert : habilitation des collectivités compétentes en matière de plans de formation et de concours (p. 479).

Non soutenus : amendements identiques n° 210 de M. Jean-François Le Grand et n° 272 de M. Jean-François Pintat – Amendement n° 273 de M. Jean-François Pintat.

ART. 15 NOUVEAU DE LA LOI PRECITEE (p. 515).

Adopté : amendement n° 60 de M. Paul Girod, rapporteur : voix consultative des personnalités qualifiées siégeant au conseil d'orientation d'une délégation interdépartementale ou régionale (p. 515).

Rejeté : amendement n° 166 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis : suppression du texte proposé pour l'article 15 de la loi précitée (p. 515).

Non soutenu : amendement n° 280 de M. Emile Didier.

ART. 16 NOUVEAU DE LA LOI PRECITEE (p. 515).

Rejeté : amendement n° 167 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, soutenu par Mme Paulette Fost : suppression du texte proposé pour l'article 16 de la loi précitée (p. 516 ; scrutin public n° 139).

– L'art. 19, ainsi modifié, est adopté (p. 516).

Après l'art. 19 (p. 517).

Retiré : amendement n° 202 (art. additionnel) de M. Pierre Salvi, soutenu par M. Pierre Schiélé ; mesures transitoires pour la mise en place des organes du CNFPT (p. 518).

Art. 20 *(Abrogations et modifications diverses dans la loi du 12 juillet 1984 précitée)* (p. 518).

Adoptés : amendement n° 62 de M. Paul Girod, de coordination (p. 520) – Première partie de l'amendement n° 63 de M. Paul Girod, rapporteur, et amendement identique n° 171 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis : suppression du paragraphe III de cet article : transmission du plan de formation aux délégations du CNFPT (p. 520) – Seconde partie de l'amendement n° 63 de M. Paul Girod, rapporteur, et amendement identique n° 174 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis : suppression du paragraphe VI de cet article : rôle du CNFPT quant à la formation unique des personnels relevant des administrations parisiennes (p. 520).

Rejetés : amendements identiques n° 168 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, et n° 250 de M. René Régnault : suppression de cet article (p. 520) – Amendements de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, n° 169, n° 170, n° 172 et n° 173 : suppression des paragraphes I, II, IV et V de cet article (p. 520).

Retirés : amendement n° 61 de M. Paul Girod, rapporteur (p. 519) – Amendement n° 10 de M. Jean Chérioux : première partie identique à l'amendement n° 62 de la commission (p. 519) ; seconde partie identique à l'amendement n° 63 de la commission (p. 519).

Non soutenu : amendement n° 102 de M. André Fosset (p. 516).

– L'art. 20, ainsi modifié, est adopté (p. 520).

Art. 21 *(Abrogations, suppressions et modifications diverses dans la loi n° 85-1221 du 22 novembre 1985, complétant et modifiant les lois n° 84-53 du 26 janvier 1984 et n° 84-594 du 12 juillet 1984 précitées)* (p. 520).

Adopté : amendement n° 299 de M. Yves Galland, ministre : modalités de versement aux centres de gestion des cotisations dues par les collectivités affiliées (p. 521).

Rejetés : amendements identiques n° 175 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis et n° 251 de M. René Régnault : suppression de cet article (p. 521) – Amendements n^{os} 176 à 180 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis : suppression de l'ensemble des paragraphes I à V de cet article (p. 521).

– L'art. 21, ainsi modifié, est adopté (p. 521).

Après l'art. 21 (p. 521).

Adopté : amendement n° 300 (art. additionnel) de M. Yves Galland, ministre : coordination avec l'amendement n° 293 (p. 521).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 521).

Art. 22 *(Transfert des moyens du centre de formation des personnels communaux, CFPC et du centre national de gestion au centre national de la fonction publique territoriale, CNFPT)* (p. 521).

Rejetés : amendements identiques n° 181 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis et n° 252 de M. René Régnault : suppression de cet article (p. 521) – Amendement n° 182 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis : autonomie et parité de la gestion de la formation (p. 523) – Amendement n° 253 de M. René Régnault : statut des personnels transférés au CNFPT (p. 523) – Amendement n° 103 de M. Pierre Schiélé : maintien en vigueur de certaines dispositions de la loi n° 84-53 du 28 janvier 1984 précitée (p. 523).

Retiré : amendement n° 64 de M. Paul Girod, rapporteur : précision quant au statut des personnels transférés au CNFPT (p. 522).

Non soutenu : amendement n° 274 de M. Jean-François Pintat.

– L'art. 22 est adopté (p. 523).

Après l'art. 22 (p. 523).

Adoptés : amendements (art. additionnels) de M. Yves Galland, ministre, n° 200 : à titre transitoire, organisation par le CNFPT des concours de recrutement dans les emplois antérieurement existants de la fonction publique territoriale qui relevaient de la compétence du CFPC (p. 523) – Et n° 201 : statut des agents de police municipale (p. 527 ; scrutin public n° 140) – Amendement n° 283 (art. additionnel) de M. Hubert Haenel : report, jusqu'aux élections municipales de 1989, de l'entrée en vigueur des dispositions prévues à l'article 65 de la loi n° 85-9 du 9 janvier 1985, relative au développement et à la protection de la montagne, en ce qui concerne les sections de commune : prorogation jusqu'à cette date du mandat des commissions syndicales constituées conformément aux dispositions de cette loi (p. 529) – Amendements (art. additionnels) de M. Yves Galland, ministre, n° 301 et n° 303, de coordination (p. 529 et 530) – Et n° 302 : prorogation du délai permettant le transfert à l'autorité territoriale des services ou parties de services extérieurs de l'Etat (p. 529).

Rejeté : amendement n° 254 (art. additionnel) de M. René Régnault : élection du conseil d'administration du CNFPT après le prochain renouvellement des conseils municipaux (p. 524).

Irrecevable (article 40 de la Constitution) : amendement n° 192 (art. additionnel) de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, soutenu par Mme Paulette Fost : suppression du prélèvement sur la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales, CNRACL (p. 525).

– Six articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 523, 527, 529 et 530).

Seconde délibération : portant sur l'article 4, ordonnée en application de l'article 43, alinéa 4, du règlement du Sénat, à la demande de M. Yves Galland, ministre.

Art. 4 *(Remplacement de l'article 12 de la loi du 24 janvier 1984 précitée par les articles 12, 12 bis, 12 ter et 12 quater)* (p. 530).

ART. 12 TER (p. 530).

Adopté : amendement n° 1 de M. Yves Galland, ministre : taux de la cotisation versée au CNFPT par les collectivités territoriales voté par le conseil d'administration, dans la limite d'un taux maximum déterminé par la loi ; taux maximum fixé à 1 % à partir de 1987 (p. 533 ; scrutin public n° 141).

– L'art. 4, ainsi modifié, est adopté (p. 533).

Explications de vote sur l'ensemble : *MM. René Régnault (p. 533 et 534), Hubert Haenel (p. 534 et 535), Daniel Hoeffel (p. 535), Louis Virapoullé (p. 535), André Duroméa (p. 535 et 536) ; intervention de M. Yves Galland, ministre (p. 537) ; M. Paul Girod, rapporteur (p. 537).*

Scrutin public n° 142 (p. 537).

Adoption (28 avril 1987) (p. 537).

Discussion (commission mixte paritaire)

(30 juin 1987) (p. 2913, 2927).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2913, 2918) : *MM. Paul Girod, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire ; Yves Galland, ministre chargé des collectivités locales ; René Régnault.*

Agents non titulaires des collectivités territoriales : *Régnault (René)* (p. 2917).

Avancement : *Galland (Yves)* (p. 2916) ; *Girod (Paul)* (p. 2915).

Bourse de l'emploi : *Galland (Yves)* (p. 2915, 2916).

Cadres d'emplois : *Galland (Yves)* (p. 2915) ; *Girod (Paul)* (p. 2915).

Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT) : *Régnault (René)* (p. 2916, 2917).

Centres de gestion (fonction publique territoriale) : *Galland (Yves)* (p. 2915) ; *Girod (Paul)* (p. 2914) ; *Régnault (René)* (p. 2916, 2918).

Concours administratifs : *Girod (Paul)* (p. 2914) ; *Régnault (René)* (p. 2918).

Congé parental d'éducation : *Girod (Paul)* (p. 2913).

Crédit municipal : *Girod (Paul)* (p. 2913) ; *Régnault (René)* (p. 2918).

Décentralisation : *Régnault (René)* (p. 2916).

Discipline : *Girod (Paul)* (p. 2914).

Fonction publique : *Régnault (René)* (p. 2916).

Formation professionnelle : *Galland (Yves)* (p. 2916) ; *Régnault (René)* (p. 2918).

Habitations à loyer modéré (HLM) : *Girod (Paul)* (p. 2914).

Mobilité : *Galland (Yves)* (p. 2916) ; *Girod (Paul)* (p. 2913).

Organisations syndicales : *Girod (Paul)* (p. 2915).

Police municipale : *Régnault (René)* (p. 2918).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2919, 2927) : *MM. Robert Vizet, Paul Souffrin, André Duroméa.*

Art. 1er (p. 2919).

Parole sur l'article : *M. Robert Vizet* (p. 2919) – Communes (petites), Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (CNRACL).

Art. 2 (p. 2919).

Parole sur l'article : *M. Paul Souffrin* (p. 2919) – Cadres d'emplois.

Art. 2 bis (p. 2919).

Art. 2 ter (p. 2920).

Art. 4 (p. 2920).

Parole sur l'article : *M. André Duroméa* (p. 2920, 2921) – Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT).

Art. 5, 6, 8, 9, 9 bis, 11 (p. 2921).

Art. 12 bis, 12 ter, 12 quater, 13, 13 bis, 13 ter, 14 bis, 14 ter, 15 (p. 2922).

Art. 15 bis, 16, 16 bis, 16 quater, 16 quinquies, 16 sexies, 16 septies et 16 septies-1 (p. 2923).

Art. 16 septies-2, 16 octies, 17, 17 quater, 17 quinquies (p. 2924).

Art. 17 sexies, 18, 19 B, 19, 19 bis, 20 (p. 2925).

Art. 21 bis, 22 A, 22, 22 bis, 22 ter, 23 bis, 23 ter, 24 bis, 25, 25 bis, 26, 26 bis, 29 (p. 2926).

Art. 29 bis, 30, 31, 32 (p. 2927).

Explication de vote sur l'ensemble : *M. Robert Vizet* (p. 2927) – Concours administratifs, fonction publique.

Adoption (30 juin 1987) (p. 2927)..

Fonction publique territoriale (centres de gestion)

Voir *Fonction publique territoriale,* **1**

Fonctionnaires et agents publics

Voir *Anciens combattants et victimes de guerre,* **2 ; 4**
Elections, **11**
Fonction publique territoriale, **1**
Justice, **2**
Rapatriés, **1 ; 2**

1. – **Proposition de loi tendant à faciliter aux pères et mères de famille nombreuse l'accès à la fonction publique,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Marc Lauriol, sénateur, et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 20 décembre 1986 – 6 janvier 1987) [n° **140** (86-87)] – Renvoi à la commission des lois.

2. – **Proposition de loi tendant à abroger la loi n° 82-889 du 19 octobre 1982 relative aux retenues pour absence de service fait par les personnels de l'Etat, des collectivités locales et des services publics,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Pierre Vallon, sénateur, et plusieurs de ses collègues (10 juin 1987) [n° **268** (86-87)] – Renvoi à la commission des lois.

3. – **Proposition de loi relative à la limite d'âge de certains fonctionnaires civils de l'Etat,** PRESENTEE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, par MM. Alain Lamassoure et Henri Cuq, députés (15 décembre 1987) [n° **1138**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jacques Limouzy (18 décembre 1987) [n° **1167**] – Discussion (19 décembre 1987) – Adoption (19 décembre 1987) [n° **216**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (19 décembre 1987) [n° **191** (87-88)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Hubert Haenel (19 décembre 1987) [n° **193** (87-88)] – Discussion (19 décembre 1987) – Adoption (19 décembre 1987) [n° **67**].

PROMULGATION : Loi n° 87-1129 du 31 décembre 1987 (*JO* Lois et décrets du 1er janvier 1988).

Discussion (première lecture)

(19 décembre 1987) (p. 5799, 5801).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5799, 5800) : *MM. Albin Chalandon, ministre de la justice ; Hubert Haenel, rapporteur de la commission des lois ; Michel Darras.*

Cessation progressive d'activité : *Chalandon (Albin)* (p. 5799) ; *Haenel (Hubert)* (p. 5800).

Elections présidentielles : *Chalandon (Albin)* (p. 5799) ; *Haenel (Hubert)* (p. 5800).

Président de la République : *Chalandon (Albin)* (p. 5799).

Procédure parlementaire : *Darras (Michel)* (p. 5800).

Retraite (âge) : *Chalandon (Albin)* (p. 5799) ; *Haenel (Hubert)* (p. 5800).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5800)

Art. 1er *(Maintien en fonctions de certains hauts fonctionnaires atteints par la limite d'âge dans les trois mois précédant l'élection du Président de la République)* – Adopté (p. 5800).

Art. 2 *(Conséquences financières de ce maintien en activité)* – Adopté (p. 5800).

Explications de vote sur l'ensemble : *MM. Michel Darras* (p. 5801), *Paul Girod* (p. 5801).

Adoption (19 décembre 1987) (p. 5801).

Fondations

Voir *Mécénat,* **2**

Fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés

Voir *Handicapés,* **1**

Fonds spécial de grands travaux (FSGT)

Voir *Lois de finances,* **1,** Art. 66

Forains

Voir *Questions au Gouvernement* n° **171**

Forces conventionnelles

Voir *Lois de programmation militaire,* **1**

Forêts

1. – **Dépôt par le Gouvernement,** en application de l'article L. 124.2 du code forestier, du rapport de gestion de l'**Office national des forêts** pour l'année 1986 (2 octobre 1987) (p. 3039).

Forêts (incendies)

Voir *Sécurité civile,* **1**

Formation continue

Voir *Lois de finances,* **1**

Formation en alternance

Voir *Apprentissage,* **1**
Questions au Gouvernement n° **180**

Formation professionnelle

Voir *Apprentissage,* **1**
Chômage, **1**
Lois de finances, **1,** Affaires sociales et emploi - I – Section commune et III – Emploi
Questions au Gouvernement n° **151 ; n° 159 ; n° 218**
Questions orales sans débat n° **275**

1. – **Projet de loi portant diverses mesures relative à la formation professionnelle,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE,

au nom de M. Jacques Chirac, Premier ministre, par M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales (16 décembre 1987) [n° **1147**] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Pierre Bleuler (17 décembre 1987) [n° **1157**] – Urgence – Discussion (18 décembre 1987) – Adoption (18 décembre 1987) [n° **213**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (19 décembre 1987) [n° **186** (87-88)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport de M. André Rabineau (20 décembre 1987) [n° **197** (87-88)] – Discussion (20 décembre 1987) – Adoption (20 décembre 1987) [n° **72**].

PROMULGATION : Loi n° 88-1 du 4 janvier 1988 (*JO* Lois et décrets du 5 janvier 1988).

Discussion (première lecture)

(20 décembre 1987) (p. 5846, 5851).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5846, 5850) : *MM. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi ; André Rabineau, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Ivan Renar.*

Agriculture : *Séguin (Philippe)* (p. 5847).

Commerce et artisanat : *Séguin (Philippe)* (p. 5847).

Communication audiovisuelle : *Séguin (Philippe)* (p. 5847).

Compétitivité économique : *Rabineau (André)* (p. 5848) ; *Séguin (Philippe)* (p. 5846).

Concurrence internationale : *Séguin (Philippe)* (p. 5846).

Congés de formation : *Rabineau (André)* (p. 5848) ; *Renar (Ivan)* (p. 5849, 5850) ; *Séguin (Philippe)* (p. 5848).

Emploi : *Séguin (Philippe)* (p. 5846).

Emploi des jeunes : *Séguin (Philippe)* (p. 5847).

Entreprises : *Séguin (Philippe)* (p. 5847).

Entreprises (fiscalité) : *Renar (Ivan)* (p. 5849) ; *Séguin (Philippe)* (p. 5847).

Formation professionnelle : *Séguin (Philippe)* (p. 5846, 5847).

Formation professionnelle (financement) : *Rabineau (André)* (p. 5848) ; *Renar (Ivan)* (p. 5849).

Informatique : *Séguin (Philippe)* (p. 5847).

Organisations syndicales : *Rabineau (André)* (p. 5848) ; *Renar (Ivan)* (p. 5850) ; *Séguin (Philippe)* (p. 5848, 5850).

Parlement (rôle) : *Renar (Ivan)* (p. 5849).

Salaires, traitements et indemnités : *Renar (Ivan)* (p. 5849) ; *Séguin (Philippe)* (p. 5850).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5850, 5851)

Art. 1er *(Modalités de prise en charge des dépenses afférentes au congé de formation dans le cadre d'un accord national interprofessionnel, d'une convention de branche ou d'un accord professionnel : article L. 931-8-1 nouveau du code du travail)* – Adopté (p. 5850).

Art. 2 *(Nouvelle codification du code du travail : l'article L. 931-8 devient les articles L. 931-8-2 et L. 931-8-3 dudit code)* – Adopté (p. 5850).

Art. 3 *(Fixation de la durée des stages de formation financés par les organismes paritaires compétents : article L. 931-5 du code du travail)* – Adopté (p. 5850).

Art. 4 *(Simplification des conditions de fonctionnement du comité départemental de la formation professionnelle, de la promotion sociale et de l'emploi : modification de l'article 16 de la loi n° 71-577 du 16 juillet 1971 d'orientation d'enseignement technologique, et de l'article 2 de la loi n° 71-578 du 16 juillet 1971 sur la participation des employeurs au financement des premières formations technologiques et professionnelles)* – Adopté (p. 5850).

Explications de vote sur l'ensemble : *MM. Marc Boeuf* (p. 5860, 5861), *Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales* (p. 5851).

Scrutin public n° 102 (p. 5851).

Adoption (20 décembre 1987) (p. 5851).

Frais généraux

Voir *Lois de finances*, **1**, Art. 6

Français de l'étranger

Voir *Elections*, **1**
Lois de finances, **1**, Affaires étrangères
Questions orales sans débat n° **182**

1. – **Proposition de loi modifiant l'article premier de la loi n° 82-471 du 7 juin 1982 relative au Conseil supérieur des Français de l'étranger,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Charles de Cuttoli, sénateur, et plusieurs de ses collègues (7 octobre 1987) [n° **24** (87-88)] – Renvoi à la commission des lois.

2. – **Proposition de loi modifiant la loi n° 82-471 du 7 juin 1982 relative au Conseil supérieur des Français de l'étranger,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Charles de Cuttoli, sénateur, et plusieurs de ses collègues (7 octobre 1987) [n° **33** (87-88)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Charles de Cuttoli (2 décembre 1987) [n° **122** (87-88)].

3. – **Proposition de loi relative à la réparation des accidents subis par les membres du Conseil supérieur des Français de l'étranger dans l'exercice de leurs fonctions,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Charles de Cuttoli, sénateur, et plusieurs de ses collègues (14 octobre 1987) [n° **55** (87-88)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Charles de Cuttoli (2 décembre 1987) [n° **123** (87-88)].

4. – **Proposition de loi relative aux indemnités de fonction et de déplacement des membres du Conseil supérieur des Français de l'étranger,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Charles de Cuttoli, sénateur, et plusieurs de ses collègues (21 octobre 1987) [n° **63** (87-88)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport, commun avec la proposition de loi n° 77 (87-88), de M. Charles de Cuttoli (2 décembre 1987) [n° **124** (87-88)].

5. – **Proposition de loi modifiant la loi n° 82-471 du 7 juin 1982 relative au Conseil supérieur des Français de l'étranger,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Jean-Pierre Cantegrit, sénateur, et plusieurs de ses collègues (29 octobre 1987) [n° **77** (87-88)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport, commun avec la proposition de loi n° 63 (87-88), de M. Charles de Cuttoli (2 décembre 1987) [n° **124** (87-88)].

Francophonie

Voir *Associations*, **1** ; **2** ; **3**
Lois de finances, **1**, Affaires étrangères

Fraude douanière

Voir *Traités et conventions*, **4** ; **38**

Fraude et évasion fiscales

Voir *Impôts et taxes*, **1**
Traités et conventions, **17** ; **18** ; **33** ; **40** ; **41**

Fruits et légumes

Voir *Questions orales sans débat* n° **141**

G

Gabon

Voir *Questions orales sans débat* n° **182**
Traités et conventions, **14**

Géologues

1. – **Proposition de loi tendant à réglementer l'usage professionnel du titre de géologue,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Pierre Laffitte, sénateur, et plusieurs de ses collègues (7 juillet 1987) [n° **356** (86-87)] – Renvoi à la commission des affaires économiques.

Géomètres-experts

Voir *Ordres professionnels,* **1**

Gironde (département)

Voir *Questions orales sans débat* n° **180** ; n° **237**

Golfe persique

Voir *Questions au Gouvernement* n° **189**

Gouvernement (déclarations)

1. – **Déclaration de politique générale du Gouvernement :** lecture par M. Albin Chalandon, ministre de la justice, du discours prononcé par M. Jacques Chirac, Premier ministre, à l'Assemblée nationale (7 avril 1987) (p. 43, 51) [n° **168** (86-87)].

Action sanitaire et sociale : (p. 47).

Actionnariat populaire : (p. 45).

Chômage : (p. 44).

Chômage (indemnisation) : (p. 47).

Code de la nationalité : (p. 47).

Compétitivité économique : (p. 43).

Conjoncture économique : (p. 43).

Déréglementation : (p. 49).

Emploi : (p. 43).

Emplois (créations et suppressions) : (p. 45).

Enseignement : (p. 49).

Enseignement supérieur : (p. 45, 46).

Etablissements pénitentiaires : (p. 47).

Europe : (p. 49).

Formation professionnelle : (p. 47).

Gouvernement (programme) : (p. 46, 47, 50).

Grand marché intérieur (CEE) : (p. 49, 50).

Grèves : (p. 46).

Investissements : (p. 45).

Libéralisme : (p. 49).

Liberté de communication : (p. 45).

Libertés individuelles : (p. 44).

Libertés publiques : (p. 44).

Lois de programmation militaire : (p. 46).

Modes de scrutins : (p. 44).

Négociations collectives : (p. 49).

Nouvelle-Calédonie : (p. 46).

Parlement (rôle) : (p. 50).

Participation des salariés : (p. 44).

Pauvreté : (p. 48).

Pays en voie de développement (PVD) (endettement) : (p. 48).

Politique économique et sociale : (p. 43, 44, 45, 46).

Politique étrangère : (p. 48).

Politique générale (déclarations) : (p. 46, 50).

Politique monétaire et financière : (p. 45, 46).

Privatisations : (p. 44, 45).

Rapatriés : (p. 46).

Salaires, traitements et indemnités : (p. 46).

Sécurité publique : (p. 44, 46, 47).

Sécurité sociale : (p. 47, 48).

Socialisme : (p. 43).

Système monétaire européen (SME) : (p. 46).

Tchad : (p. 48).

Terrorisme : (p. 48).

Transports : (p. 46).

Travail (aménagement du temps) : (p. 47).

2. – **Déclaration de politique générale du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote sur cette déclaration,** en application de l'article 49, quatrième alinéa, de la Constitution – APPROBATION DEMANDEE AU SENAT par M. Jacques Chirac, Premier ministre (15 avril 1987) (p. 185, 234).

MM. Jacques Chirac, Premier ministre ; Daniel Hoeffel, Jacques Pelletier, Josselin de Rohan, Marcel Lucotte, Mme Hélène Luc, MM. André Méric, Roger Romani, André Rossinot, ministre chargé des relations avec le Parlement ; Michel Giraud, Michel Dreyfus-Schmidt, Jean-Pierre Masseret, Paul Loridant, Robert Vizet.

Acte unique européen : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 233).

Actionnariat populaire : *Chirac (Jacques)* (p. 187) ; *Loridant (Paul)* (p. 228) ; *Lucotte (René)* (p. 205).

Afrique : *Giraud (Michel)* (p. 217).

Agriculteurs (retraite) : *Pelletier (Jacques)* (p. 197).

Agriculture : *Chirac (Jacques)* (p. 187, 188, 211, 212) ; *Hoeffel (Daniel)* (p. 193) ; *Luc (Hélène)* (p. 209) ; *Lucotte (René)* (p. 206) ; *Pelletier (Jacques)* (p. 197) ; *Rohan (Josselin de)* (p. 201).

Aide alimentaire : *Pelletier (Jacques)* (p. 199).

Aménagement du territoire : *Giraud (Michel)* (p. 218) ; *Hoeffel (Daniel)* (p. 194) ; *Lucotte (René)* (p. 206) ; *Rohan (Josselin de)* (p. 201).

Aménagement rural : *Chirac (Jacques)* (p. 212) ; *Pelletier (Jacques)* (p. 197).

Arabie Saoudite : *Romani (Roger)* (p. 216).

Audiovisuel (programmes) : *Pelletier (Jacques)* (p. 199).

Bâtiment et travaux publics : *Chirac (Jacques)* (p. 230).

Banque de France : *Loridant (Paul)* (p. 228).

Bicaméralisme : *Chirac (Jacques)* (p. 185).

Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (CNRACL) : *Hoeffel (Daniel)* (p. 194).

Carburants de substitution : *Pelletier (Jacques)* (p. 197).

Céréales : *Pelletier (Jacques)* (p. 197).

Chômage : *Chirac (Jacques)* (p. 189, 229, 231) ; *Hoeffel (Daniel)* (p. 193) ; *Luc (Hélène)* (p. 208, 209) ; *Méric (André)* (p. 223) ; *Pelletier (Jacques)* (p. 196).

Chômage (indemnisation) : Méric (André) (p. 224) ; *Rohan (Josselin de)* (p. 202, 203).

Code de la nationalité : *Chirac (Jacques)* (p. 213) ; *Pelletier (Jacques)* (p. 198).

Collectivités territoriales : *Giraud (Michel)* (p. 218) ; *Hoeffel (Daniel)* (p. 194) ; *Luc (Hélène)* (p. 209).

Collectivités territoriales (fiscalité) : *Lucotte (René)* (p. 206).

Commerce extérieur : *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 221, 222) ; *Pelletier (Jacques)* (p. 196) ; *Rohan (Josselin de)* (p. 201).

Compétitivité économique : *Chirac (Jacques)* (p. 185, 212) ; *Méric (André)* (p. 226).

Conjoncture économique : *Chirac (Jacques)* (p. 185) ; *Lucotte (René)* (p. 205).

Constitution : *Giraud (Michel)* (p. 219).

Corse : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 233).

Création littéraire et artistique : *Pelletier (Jacques)* (p. 199).

Crédit agricole : *Loridant (Paul)* (p. 228).

Criminalité : *Chirac (Jacques)* (p. 213) ; *Hoeffel (Daniel)* (p. 194).

Croissance économique : *Chirac (Jacques)* (p. 229) ; *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 221) ; *Méric (André)* (p. 225, 226).

Décentralisation : *Chirac (Jacques)* (p. 188, 230) ; *Giraud (Michel)* (p. 218, 219) ; *Hoeffel (Daniel)* (p. 194) ; *Luc (Hélène)* (p. 209).

Défense nationale : *Chirac (Jacques)* (p. 191, 229) ; *Luc (Hélène)* (p. 211) ; *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 220).

Déficit budgétaire : *Chirac (Jacques)* (p. 186) ; *Lucotte (René)* (p. 205) ; *Rohan (Josselin de)* (p. 201).

Délinquance : *Chirac (Jacques)* (p. 190, 213).

Dépenses publiques : *Lucotte (René)* (p. 205).

Désarmement : *Luc (Hélène)* (p. 211).

Dette publique : *Chirac (Jacques)* (p. 214, 229).

Directeurs d'école : *Pelletier (Jacques)* (p. 198).

Dotation globale d'équipement (DGE) : *Chirac (Jacques)* (p. 188).

Dotation globale de fonctionnement (DGF) : *Chirac (Jacques)* (p. 188).

Droits de l'homme : *Luc (Hélène)* (p. 209).

Emploi : *Chirac (Jacques)* (p. 185, 231) ; *Méric (André)* (p. 224) ; *Pelletier (Jacques)* (p. 196) ; *Rohan (Josselin de)* (p. 202).

Emploi des jeunes : *Chirac (Jacques)* (p. 188).

Emplois (créations et suppressions) : *Chirac (Jacques)* (p.186).

Enseignement : *Giraud (Michel)* (p. 217) ; *Lucotte (René)* (p. 205).

Enseignement agricole privé : *Chirac (Jacques)* (p. 187).

Enseignement supérieur : *Luc (Hélène)* (p. 208).

Entreprises : *Loridant (Paul)* (p. 228).

Entreprises (aides aux) : *Pelletier (Jacques)* (p. 196) ; *Rohan (Josselin de)* (p. 201).

Entreprises (charges) : *Chirac (Jacques)* (p. 186) ; *Méric (André)* (p. 224).

Entreprises (création) : *Pelletier (Jacques)* (p. 196, 197).

Entreprises (financement) : *Chirac (Jacques)* (p. 214).

Entreprises (fiscalité) : *Méric (André)* (p. 225).

Entreprises publiques : *Luc (Hélène)* (p. 210).

Epargne retraite : *Méric (André)* (p. 225) ; *Pelletier (Jacques)* (p. 197).

Etablissements pénitentiaires : *Chirac (Jacques)* (p. 190) ; *Pelletier (Jacques)* (p. 198).

Europe : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 233) ; *Chirac (Jacques)* (p. 190) ; *Giraud (Michel)* (p. 217) ; *Hoeffel (Daniel)* (p. 194, 195) ; *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 220) ; *Pelletier (Jacques)* (p. 199).

Europe (défense) : *Chirac (Jacques)* (p. 190).

Exploitants agricoles : *Chirac (Jacques)* (p. 187).

Finances locales : *Chirac (Jacques)* (p. 188).

Finances publiques : *Rohan (Josselin de)* (p. 201).

Fiscalité : *Luc (Hélène)* (p. 208).

Fonction publique territoriale : *Chirac (Jacques)* (p. 188).

Formation professionnelle : *Chirac (Jacques)* (p. 189, 231) ; *Rohan (Josselin de)* (p. 202).

Gouvernement : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 233).

Grand marché intérieur (CEE) : *Chirac (Jacques)* (p. 188, 191) ; *Pelletier (Jacques)* (p. 199).

Hôpitaux : *Méric (André)* (p. 225).

Hôpitaux (secteur privé) : *Chirac (Jacques)* (p. 232).

Ile-de-France (région) : *Giraud (Michel)* (p. 218).

Impôt sur le capital : *Vizet (Georges)* (p. 234).

Incidents de procédure : *Méric (André)* (p. 216, 220) ; *Rossinot (André)* (p. 216).

Industrie : *Chirac (Jacques)* (p. 186) ; *Pelletier (Jacques)* (p. 196).

Inflation : *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 221).

Intérêt (taux) : *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 223).

Investissements : *Méric (André)* (p. 223).

Jeunesse : *Méric (André)* (p. 224) ; *Pelletier (Jacques)* (p. 200).

Lait et produits laitiers : *Chirac (Jacques)* (p. 187).

Libéralisme : *Giraud (Michel)* (p. 217) ; *Loridant (Paul)* (p. 227) ; *Luc (Hélène)* (p. 209) ; *Rohan (Josselin de)* (p. 203).

Libertés publiques : *Chirac (Jacques)* (p. 215).

Licenciements économiques : *Chirac (Jacques)* (p. 189, 231) ; *Luc (Hélène)* (p. 209) ; *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 222) ; *Méric (André)* (p. 223, 224).

Logement : *Chirac (Jacques)* (p. 230) ; *Giraud (Michel)* (p. 218) ; *Méric (André)* (p. 225).

Lois de programmation militaire : *Luc (Hélène)* (p. 211).

Marchés financiers : *Luc (Hélène)* (p. 209).

Médecine : *Chirac (Jacques)* (p. 232).

Médecine (enseignement) : *Luc (Hélène)* (p. 211).

Modes de scrutin : *Giraud (Michel)* (p. 219) ; *Luc (Hélène)* (p. 208).

Monnaie : *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 222).

Négociations collectives : *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 222).

Normalisation : *Pelletier (Jacques)* (p. 199).

Nouvelle-Calédonie : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 233) ; *Chirac (Jacques)* (p. 191).

Ordre du jour du Sénat : *Méric (André)* (p. 215, 216, 220) ; *Romani (Roger)* (p. 216) ; *Rossinot (André)* (p. 216).

Organisations non gouvernementales (ONG) : *Chirac (Jacques)* (p. 191) ; *Pelletier (Jacques)* (p. 200).

Participation des salariés : *Chirac (Jacques)* (p. 188).

Pauvreté : *Luc (Hélène)* (p. 209).

Pays en voie de développement (PVD) : *Chirac (Jacques)* (p. 191, 214).

Placements financiers : *Luc (Hélène)* (p. 209) ; *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 221) ; *Méric (André)* (p. 226).

Plan social : *Chirac (Jacques)* (p. 231).

Police : *Chirac (Jacques)* (p. 190) ; *Pelletier (Jacques)* (p. 198).

Politique agricole commune (PAC) : *Chirac (Jacques)* (p. 187) ; *Rohan (Josselin de)* (p. 201).

Politique contractuelle : *Chirac (Jacques)* (p. 188).

Politique économique et sociale : *Chirac (Jacques)* (p. 185, 188) ; *Giraud (Michel)* (p. 217) ; *Hoeffel (Daniel)* (p. 193) ; *Lucotte (René)* (p. 205) ; *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 220) ; *Méric (André)* (p. 223) ; *Rohan (Josselin de)* (p. 200).

Politique étrangère : *Chirac (Jacques)* (p. 190, 214) ; *Giraud (Michel)* (p. 217) ; *Lucotte (René)* (p. 204).

Politique familiale : *Chirac (Jacques)* (p. 189, 230) ; *Giraud (Michel)* (p. 218) ; *Méric (André)* (p. 225).

Politique générale (déclarations) : *Hoeffel (Daniel)* (p. 195) ; *Luc (Hélène)* (p. 207, 208, 210) ; *Lucotte (René)* (p. 204) ; *Méric (André)* (p. 227) ; *Rohan (Josselin de)* (p. 200).

Politique monétaire et financière : *Chirac (Jacques)* (p. 186).

Politiques communautaires : *Pelletier (Jacques)* (p. 199).

Premier ministre : *Méric (André)* (p. 216, 220, 223) ; *Romani (Roger)* (p. 216) ; *Rossinot (André)* (p. 216).

Président de la République : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 233).

Presse : *Pelletier (Jacques)* (p. 198).

Prestations familiales : *Chirac (Jacques)* (p. 189).

Prestations sociales : *Luc (Hélène)* (p. 208) ; *Méric (André)* (p. 225) ; *Vizet (Georges)* (p. 234).

Prestations sociales agricoles : *Lucotte (René)* (p. 206).

Prévision économique : *Luc (Hélène)* (p. 209).

Privatisations : *Chirac (Jacques)* (p. 186, 187) ; *Loridant (Paul)* (p. 228) ; *Lucotte (René)* (p. 205) ; *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 221) ; *Méric (André)* (p. 226) ; *Pelletier (Jacques)* (p. 196) ; *Rohan (Josselin de)* (p. 201).

Prix : *Loridant (Paul)* (p. 228).

Prix (liberté) : *Chirac (Jacques)* (p. 186) ; *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 221).

Procédure parlementaire : *Luc (Hélène)* (p. 207).

Quotas laitiers : *Chirac (Jacques)* (p. 187).

Radiodiffusion et télévision : *Pelletier (Jacques)* (p. 199).

Rapport Bloch-Lainé : *Chirac (Jacques)* (p. 229).

Recherche industrielle : *Méric (André)* (p. 226).

Recherche scientifique et technique : *Loridant (Paul)* (p. 227).

Retraites : *Méric (André)* (p. 225).

Revenus : *Chirac (Jacques)* (p. 231).

Revenus agricoles : *Rohan (Josselin de)* (p. 201).

Salaires, traitements et indemnités : *Méric (André)* (p. 226).

Satellites : *Pelletier (Jacques)* (p. 199).

Sécurité publique : *Chirac (Jacques)* (p. 189, 213) ; *Giraud (Michel)* (p. 217).

Sécurité sociale : *Chirac (Jacques)* (p. 189, 212, 213) ; *Hoeffel (Daniel)* (p. 193) ; *Luc (Hélène)* (p. 211) ; *Lucotte (René)* (p. 205) ; *Méric (André)* (p. 225) ; *Pelletier (Jacques)* (p. 197) ; *Rohan (Josselin de)* (p. 202) ; *Vizet (Georges)* (p. 234).

Service national : *Chirac (Jacques)* (p. 191).

Service public : *Luc (Hélène)* (p. 208).

Socialisme : *Chirac (Jacques)* (p. 215).

Syndrome immuno-déficitaire acquis (SIDA) : *Chirac (Jacques)* (p. 213).

Système monétaire international (SMI) : *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 222).

Tchad : *Chirac (Jacques)* (p. 190).

Terrorisme : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 233) ; *Chirac (Jacques)* (p. 190, 213) ; *Giraud (Michel)* (p. 217) ; *Hoeffel (Daniel)* (p. 194).

Toxicomanie : *Chirac (Jacques)* (p. 190, 213) ; *Giraud (Michel)* (p. 217) ; *Pelletier (Jacques)* (p. 198).

Travail : *Chirac (Jacques)* (p. 186) ; *Luc (Hélène)* (p. 209).

Travail (durée) : *Pelletier (Jacques)* (p. 197).

Travail à temps partiel : *Méric (André)* (p. 225).

Zones rurales : *Lucotte (René)* (p. 207) ; *Pelletier (Jacques)* (p. 197).

Explications de vote : *MM. Roger Romani* (p. 232), *Jean-Pierre Bayle* (p. 232, 233), *Henri de Raincourt* (p. 233), *Robert Vizet* (p. 233, 234).

Scrutin public à la tribune n° 112 (p. 234).

Approbation de la déclaration de politique générale (15 avril 1987) (p. 234).

3. – **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la politique agricole,** PRONONCEE AU SENAT par M. François Guillaume, ministre de l'agriculture (23 juin 1987) [n° **314** (86-87)] – Discussion (23 juin 1987) (p. 2189, 2204 ; 2209, 2231).

MM. François Guillaume, ministre de l'agriculture ; Jean François-Poncet, Marcel Daunay, Michel Souplet, Jacques Pelletier, Christian Poncelet, Michel Sordel, Louis Minetti, William Chervy, Rémi Herment, Michel Rigou, Paul Malassagne, Marcel Bony, Jean Huchon, Paul Girod, Geoffroy de Montalembert, André Rouvière, Désiré Debavelaere, Gérard Delfau, Raymond Bouvier, Alain Pluchet, Michel Moreigne, Claude Prouvoyeur, Michel Dreyfus-Schmidt, Gérard Larcher.

Abattoirs : *Bouvier (Raymond)* (p. 2219) ; *Guillaume (François)* (p. 2227) ; *Herment (Rémi)* (p. 2209).

Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) : *François-Poncet (Jean)* (p. 2193) ; *Guillaume (François)* (p. 2191, 2224) ; *Moreigne (Michel)* (p. 2220).

Agriculteurs : *Chervy (William)* (p. 2203) ; *Debavelaere (Désiré)* (p. 2218) ; *Girod (Paul)* (p. 2213) ; *Guillaume (François)* (p. 2223, 2224, 2225, 2229, 2230) ; *Pelletier (Jacques)* (p. 2196, 2197) ; *Poncelet (Christian)* (p. 2198) ; *Sordel (Michel)* (p. 2199, 2200) ; *Souffrin (Paul)* (p. 2230) ; *Souplet (Michel)* (p. 2196).

Agriculteurs (jeunes) : *Bony (Marcel)* (p. 2211) ; *Bouvier (Raymond)* (p. 2219) ; *Guillaume (François)* (p. 2227) ; *Herment (Rémi)* (p. 2209) ; *Moreigne (Michel)* (p. 2220) ; *Poncelet (Christian)* (p. 2198) ; *Souplet (Michel)* (p. 2195).

Agriculture : *Girod (Paul)* (p. 2213) ; *Guillaume (François)* (p. 2189) ; *Herment (Rémi)* (p. 2209) ; *Huchon (Jean)* (p. 2213) ; *Larcher (Gérard)* (p. 2222) ; *Minetti (Louis)* (p. 2202) ; *Montalembert (Geoffroy de)* (p. 2215) ; *Pelletier (Jacques)* (p. 2196) ; *Rigou (Michel)* (p. 2210) ; *Sordel (Michel)* (p. 2199).

Agro-alimentaire (industrie) : *Huchon (Jean)* (p. 2213) ; *Prouvoyeur (Claude)* (p. 2221) ; *Rigou (Michel)* (p. 2210).

Aménagement rural : *Bony (Marcel)* (p. 2212) ; *Guillaume (François)* (p. 2229) ; *Huchon (Jean)* (p. 2213) ; *Minetti (Louis)* (p. 2201) ; *Prouvoyeur (Claude)* (p. 2221) ; *Sordel (Michel)* (p. 2199, 2200).

Blé : *Sordel (Michel)* (p. 2199).

Bois (industrie) : *Souplet (Michel)* (p. 2196).

Bourses de valeurs : *Montalembert (Geoffroy de)* (p. 2215).

Bovins : *Bony (Marcel)* (p. 2212) ; *Guillaume (François)* (p. 2223) ; *Huchon (Jean)* (p. 2213) ; *Pluchet (Alain)* (p. 2219).

Budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA) : *Guillaume (François)* (p. 2228).

Céréales : *Chervy (William)* (p. 2203, 2204) ; *Debavelaere (Désiré)* (p. 2217, 2218) ; *François-Poncet (Jean)* (p. 2192) ; *Guillaume (François)* (p. 2190, 2224, 2228) ; *Minetti (Louis)* (p. 2200, 2201, 2202) ; *Pelletier (Jacques)* (p. 2197) ; *Sordel (Michel)* (p. 2199) ; *Souplet (Michel)* (p. 2195).

Charges sociales (sauf entreprises) : *Pelletier (Jacques)* (p. 2197) ; *Pluchet (Alain)* (p. 2220).

Chimie (industrie) : *Guillaume (François)* (p. 2223).

Chômage : *Minetti (Louis)* (p. 2201) ; *Sordel (Michel)* (p. 2200).

Collectivités territoriales : *Bony (Marcel)* (p. 2212).

Commerce et artisanat : *Bony (Marcel)* (p. 2212).

Commerce international : *Daunay (Marcel)* (p. 2195) ; *Debavelaere (Désiré)* (p. 2218) ; *François-Poncet (Jean)* (p. 2192) ; *Larcher (Gérard)* (p. 2223) ; *Pelletier (Jacques)* (p. 2197) ; *Souplet (Michel)* (p. 2195).

Commission des communautés européennes : *Daunay (Marcel)* (p. 2193) ; *Guillaume (François)* (p. 2189, 2190) ; *Minetti (Louis)* (p. 2201) ; *Moreigne (Michel)* (p. 2221) ; *Sordel (Michel)* (p. 2199, 2200).

Communauté économique européenne (CEE) : *Chervy (William)* (p. 2203) ; *François-Poncet (Jean)* (p. 2192) ; *Pelletier (Jacques)* (p. 2196) ; *Souplet (Michel)* (p. 2195).

Communauté économique européenne (CEE) (élargissement) : *Guillaume (François)* (p. 2189, 2225) ; *Minetti (Louis)* (p. 2201).

Concurrence : *Guillaume (François)* (p. 2224) ; *Huchon (Jean)* (p. 2213).

Concurrence internationale : *Guillaume (François)* (p. 2190) ; *Rouvière (André)* (p. 2216).

Conseil des ministres des communautés européennes : *Guillaume (François)* (p. 2190, 2224) ; *Sordel (Michel)* (p. 2199).

Conseil économique et social : *Debavelaere (Désiré)* (p. 2217).

Conseil européen : *Daunay (Marcel)* (p. 2194).

Contrats de plan : *Rigou (Michel)* (p. 2210).

Cotisations sociales : *Guillaume (François)* (p. 2228, 2229) ; *Moreigne (Michel)* (p. 2221).

Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) : *Bony (Marcel)* (p. 2211) ; *Moreigne (Michel)* (p. 2220) ; *Sordel (Michel)* (p. 2200).

Démographie : *Girod (Paul)* (p. 2214).

Douanes : *François-Poncet (Jean)* (p.2192).

Elevage : *Bony (Marcel)* (p. 2212) ; *Huchon (Jean)* (p. 2213) ; *Moreigne (Michel)* (p. 2220) ; *Rigou (Michel)* (p. 2210).

Equipement : *François-Poncet (Jean)* (p. 2193).

Espagne : *Delfau (Gérard)* (p. 2218) ; *Minetti (Louis)* (p. 2201) ; *Rouvière (André)* (p. 2216).

Etats-Unis d'Amérique (USA) : *Daunay (Marcel)* (p. 2195) ; *Guillaume (François)* (p. 2191) ; *Huchon (Jean)* (p. 2213) ; *Larcher (Gérard)* (p. 2222) ; *Minetti (Louis)* (p. 2201) ; *Rouvière (André)* (p. 2216).

Ethanol : *Debavelaere (Désiré)* (p. 2217) ; *François-Poncet (Jean)* (p. 2193) ; *Guillaume (François)* (p. 2225, 2226) ; *Herment (Rémi)* (p. 2209) ; *Huchon (Jean)* (p. 2213) ; *Larcher (Gérard)* (p. 2222) ; *Minetti (Louis)* (p. 2203) ; *Pelletier (Jacques)* (p. 2197) ; *Souplet (Michel)* (p. 2196).

Europe : *Daunay (Marcel)* (p. 2195) ; *Girod (Paul)* (p. 2214) ; *Guillaume (François)* (p. 2190, 2191) ; *Minetti (Louis)* (p. 2203) ; *Rouvière (André)* (p. 2216).

Exportations : *Girod (Paul)* (p. 2214) ; *Guillaume (François)* (p. 2191) ; *Pelletier (Jacques)* (p. 2196).

Fiscalité : *Guillaume (François)* (p. 2226) ; *Montalembert (Geoffroy de)* (p. 2216) ; *Poncelet (Christian)* (p. 2197) ; *Rouvière (André)* (p. 2217).

Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA) : *Bony (Marcel)* (p. 2211) ; *Chervy (William)* (p. 2204) ; *Daunay (Marcel)* (p. 2194) ; *Guillaume (François)* (p. 2229) ; *Minetti (Louis)* (p. 2202) ; *Moreigne (Michel)* (p. 2220).

Forêt méditerranéenne : *Rouvière (André)* (p. 2217).

Formation professionnelle : *François-Poncet (Jean)* (p. 2193).

Fruits et légumes : *Delfau (Gérard)* (p. 2218) ; *Guillaume (François)* (p. 2225) ; *Minetti (Louis)* (p. 2201, 2202).

Grand marché intérieur (CEE) : *Bony (Marcel)* (p. 2211) ; *Debavelaere (Désiré)* (p. 2218) ; *François-Poncet (Jean)* (p. 2192) ; *Guillaume (François)* (p. 2190, 2229) ; *Malassagne (Paul)* (p. 2210) ; *Minetti (Louis)* (p. 2201) ; *Moreigne (Michel)* (p. 2220) ; *Sordel (Michel)* (p. 2199).

Horticulture : *Minetti (Louis)* (p. 2202).

Huiles : *Guillaume (François)* (p. 2228) ; *Souplet (Michel)* (p. 2196).

Importations : *Daunay (Marcel)* (p. 2195) ; *Girod (Paul)* (p. 2214) ; *Larcher (Gérard)* (p. 2223) ; *Pluchet (Alain)* (p. 2220).

Impôts et taxes : *Poncelet (Christian)* (p. 2198).

Impôts fonciers : *Montalembert (Geoffroy de)* (p. 2215) ; *Pelletier (Jacques)* (p. 2197) ; *Poncelet (Christian)* (p. 2198) ; *Rigou (Michel)* (p. 2210).

Impôt sur le revenu : *Montalembert (Geoffroy de)* (p. 2215).

Impôt sur les grandes fortunes (IGF) : *Montalembert (Geoffroy de)* (p. 2215).

Impôt sur les successions : *Guillaume (François)* (p. 2228) ; *Poncelet (Christian)* (p. 2198).

Industrie : *Bony (Marcel)* (p. 2212) ; *Guillaume (François)* (p. 2225).

Inflation : *Herment (Rémi)* (p. 2209).

Italie : *Girod (Paul)* (p. 2214).

Lait et produits laitiers : *Chervy (William)* (p. 2203, 2204) ; *François-Poncet (Jean)* (p. 2192) ; *Guillaume (François)* (p. 2223, 2224, 2226) ; *Malassagne (Paul)* (p. 2210, 2211) ; *Minetti (Louis)* (p. 2200, 2201) ; *Pluchet (Alain)* (p. 2219).

Languedoc-Roussillon (région) : *Delfau (Gérard)* (p. 2218) ; *Rouvière (André)* (p. 2217).

Libéralisme : *François-Poncet (Jean)* (p. 2192) ; *Larcher (Gérard)* (p. 2222).

Luxembourg : *Girod (Paul)* (p. 2214).

Matières premières : *Debavelaere (Désiré)* (p. 2218).

Montagne : *Bouvier (Raymond)* (p. 2219) ; *Chervy (William)* (p. 2204) ; *Guillaume (François)* (p. 2226, 2229) ; *Poncelet (Christian)* (p. 2198) ; *Rigou (Michel)* (p. 2210).

Montants compensatoires monétaires (MCM) : *Chervy (William)* (p. 2204) ; *Guillaume (François)* (p. 2190) ; *Herment (Rémi)* (p. 2209) ; *Prouvoyeur (Claude)* (p. 2221).

Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) : *Pelletier (Jacques)* (p. 2197).

Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) : *Larcher (Gérard)* (p. 2223).

Ovins : *Bony (Marcel)* (p. 2212) ; *Guillaume (François)* (p. 2227) ; *Minetti (Louis)* (p. 2202).

Parlement : *Debavelaere (Désiré)* (p. 2218).

Parlement européen : *Minetti (Louis)* (p. 2201).

Pays-Bas : *Girod (Paul)* (p. 2214) ; *Larcher (Gérard)* (p. 2223).

Pays en voie de développement (PVD) : *Guillaume (François)* (p. 2190) ; *Larcher (Gérard)* (p. 2222).

Pétrole : *Guillaume (François)* (p. 2223, 2225) ; *Larcher (Gérard)* (p. 2222).

Politique agricole : *François-Poncet (Jean)* (p. 2191) ; *Guillaume (François)* (p. 2189, 2190, 2226) ; *Minetti (Louis)* (p. 2203) ; *Pelletier (Jacques)* (p. 2197) ; *Sordel (Michel)* (p. 2199) ; *Souplet (Michel)* (p. 2195, 2196).

Politique agricole commune (PAC) : *Bony (Marcel)* (p. 2212) ; *Chervy (William)* (p. 2203) ; *Daunay (Marcel)* (p. 2193, 2194) ; *Delfau (Gérard)* (p. 2218) ; *François-Poncet (Jean)* (p. 2191, 2192) ; *Guillaume (François)* (p. 2189, 2190) ; *Huchon (Jean)* (p. 2213) ; *Montalembert (Geoffroy de)* (p. 2215) ; *Rouvière (André)* (p. 2216) ; *Sordel (Michel)* (p. 2199).

Politique économique et sociale : *Larcher (Gérard)* (p. 2223).

Politiques communautaires : *Bony (Marcel)* (p. 2211) ; *Daunay (Marcel)* (p. 2193) ; *Guillaume (François)* (p. 2189, 2226) ; *Larcher (Gérard)* (p. 2223) ; *Minetti (Louis)* (p. 2201, 2202, 2203) ; *Pelletier (Jacques)* (p. 2196).

Porcins : *Guillaume (François)* (p. 2190).

Pouvoirs publics : *Debavelaere (Désiré)* (p. 2218).

Prestations sociales : *Souffrin (Paul)* (p.2230).

Prestations sociales agricoles : *Prouvoyeur (Claude)* (p. 2221).

Programmes intégrés méditerranéens (PIM) : *Rouvière (André)* (p. 2217).

Quotas laitiers : *Bouvier (Raymond)* (p. 2219) ; *Chervy (William)* (p. 2204) ; *Daunay (Marcel)* (p. 2194) ; *Debavelaere (Désiré)* (p. 2217) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 2222) ; *François-Poncet (Jean)* (p. 2192) ; *Guillaume (François)* (p. 2190, 2226) ; *Herment (Rémi)* (p. 2209) ; *Pelletier (Jacques)* (p. 2196) ; *Poncelet (Christian)* (p. 2198).

Recherche : *Debavelaere (Désiré)* (p. 2217, 2218) ; *François-Poncet (Jean)* (p. 2193) ; *Guillaume (François)* (p. 2225).

République fédérale d'Allemagne (RFA) : *Daunay (Marcel)* (p. 2195) ; *Guillaume (François)* (p. 2190) ; *Huchon (Jean)* (p. 2213).

Revenus agricoles : *Guillaume (François)* (p. 2224) ; *Pelletier (Jacques)* (p. 2197) ; *Sordel (Michel)* (p. 2199) ; *Souffrin (Paul)* (p. 2230).

Royaume-Uni : *Daunay (Marcel)* (p. 2195) ; *Girod (Paul)* (p. 2214) ; *Minetti (Louis)* (p. 2201).

Soja : *Chervy (William)* (p. 2204) ; *Debavelaere (Désiré)* (p. 2218) ; *François-Poncet (Jean)* (p. 2192) ; *Larcher (Gérard)* (p. 2223).

Sucre : *Debavelaere (Désiré)* (p. 2218).

Tabacs et allumettes : *Debavelaere (Désiré)* (p. 2217).

Taxe foncière sur les propriétés non bâties : *Guillaume (François)* (p. 2228) ; *Montalembert (Geoffroy de)* (p. 2215, 2216) ; *Pluchet (Alain)* (p. 2220).

Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) : *Pluchet (Alain)* (p. 2220).

Technologies nouvelles : *Delfau (Gérard)* (p. 2218).

Textile (industrie) : *Souplet (Michel)* (p. 2196).

Tourisme : *Bony (Marcel)* (p. 2212).

Viandes : *Chervy (William)* (p. 2203) ; *François-Poncet (Jean)* (p. 2192) ; *Guillaume (François)* (p. 2223) ; *Huchon (Jean)* (p. 2213) ; *Minetti (Louis)* (p. 2200, 2202) ; *Moreigne (Michel)* (p. 2221).

Vins : *Chervy (William)* (p. 2203).

Viticulture : *Delfau (Gérard)* (p. 2218).

Volaille : *Chervy (William)* (p. 2203) ; *Guillaume (François)* (p. 2190).

Zones rurales : *Bouvier (Raymond)* (p. 2219) ; *Guillaume (François)* (p. 2229) ; *Moreigne (Michel)* (p. 2220).

4. – **Déclaration de politique générale du Gouvernement** : lecture, par M. Edouard Balladur, ministre d'Etat, ministre de l'économie, du discours prononcé par M. Jacques Chirac, Premier ministre, à l'Assemblée nationale (3 décembre 1987) (p. 4874, 4880) [n° **136** (87-88)].

Aménagement du territoire : (p. 4878).

Assurance vieillesse : (p. 4876).

Chômage : (p. 4874).

Collectivités territoriales : (p. 4878).

Commerce extérieur (p. 4875, 4877).

Communauté économique européenne (CEE) : (p. 4879).

Communauté économique européenne (CEE) (ressources propres) : (p. 4877).

Compétitivité économique : (p. 4878).

Consommation : (p. 4874).

Coopération : (p. 4879).

Croissance économique : (p. 4874).

Education : (p. 4878).

Epargne : (p. 4880).

Fiscalité : (p. 4877, 4878).

Fonctionnaires et agents publics : (p. 4875).

Formation professionnelle : (p. 4878).

France : (p. 4879, 4880).

Hôpitaux (forfait journalier) : (p. 4876).

Inflation : (p. 4875).

Intérêt (taux) : (p. 4875).

Investissements : (p. 4874, 4878).

Marchés financiers : (p. 4875).

Médecins : (p. 4876).

Otages (terrorisme) : (p. 4874).

Partis et groupements politiques : (p. 4878).

Pauvreté : (p. 4878).

Pensions et retraites : (p. 4877).

Privatisations : (p. 4875).

Recherche : (p. 4879).

Sécurité civile : (p. 4874).

Sécurité sociale : (p. 4876).

Sécurité sociale (financement) : (p. 4876).

Sociétés industrielles : (p. 4879).

Système monétaire européen (SME) : (p. 4875).

Tabacs et allumettes : (p. 4876).

Terrorisme : (p. 4874).

Travail : (p. 4880).

5. – **Déclaration de politique générale du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote sur cette déclaration**, en application de

l'article 49, quatrième alinéa, de la Constitution – APPROBATION DEMANDEE AU SENAT par M. Jacques Chirac, Premier ministre (9 décembre 1987) (p. 5170, 5179 ; 5193, 5213).

M. Jacques Chirac, Premier ministre ; Mme Hélène Luc, MM. Daniel Hoeffel, Georges Berchet, Marcel Lucotte, Roger Romani, Guy Allouche, Georges Mouly, Rodolphe Désiré, Jean-Luc Mélenchon,

Accords internationaux (Washington : désarmement nucléaire) : *Berchet (Georges)* (p. 5193) ; *Chirac (Jacques)* (p. 5210) ; *Luc (Hélène)* (p. 5175).

Agriculture : *Berchet (Georges)* (p. 5194) ; *Chirac (Jacques)* (p. 5173) ; *Hoeffel (Daniel)* (p. 5179).

Aménagement du territoire : *Chirac (Jacques)* (p. 5206, 5208) ; *Mouly (Georges)* (p. 5202, 5203).

Aménagement rural : *Chirac (Jacques)* (p. 5206).

Armée : *Berchet (Georges)* (p. 5193).

Armement : *Berchet (Georges)* (p. 5194).

Armement nucléaire : *Luc (Hélène)* (p. 5177).

Assurance maladie maternité : *Chirac (Jacques)* (p. 5171).

Assurance vieillesse : *Chirac (Jacques)* (p. 5171, 5209).

Chômage : *Allouche (Guy)* (p. 5199) ; *Berchet (Georges)* (p. 5193) ; *Chirac (Jacques)* (p. 5171, 5208) ; *Mouly (Georges)* (p. 5202) ; *Romani (Roger)* (p. 5198).

Collectivités territoriales : *Chirac (Jacques)* (p. 5173) ; *Hoeffel (Daniel)* (p. 5179).

Collectivités territoriales d'outre-mer : *Chirac (Jacques)* (p. 5209) ; *Désiré (Rodolphe)* (p. 5203, 5204).

Commerce extérieur : *Allouche (Guy)* (p. 5199) ; *Berchet (Georges)* (p. 5194).

Commission nationale de la communication et des libertés (CNCL) : *Allouche (Guy)* (p. 5200) ; *Chirac (Jacques)* (p. 5209).

Communauté économique européenne (CEE) : *Hoeffel (Daniel)* (p. 5179) ; *Mouly (Georges)* (p. 5202).

Communauté économique européenne (CEE) (élargissement) : *Chirac (Jacques)* (p. 5207).

Communauté économique européenne (CEE) (ressources propres) : *Chirac (Jacques)* (p. 5207).

Communauté économique européenne (CEE) (transferts de fonds) : *Chirac (Jacques)* (p. 5207).

Communautés européennes (directives) : *Luc (Hélène)* (p. 5177).

Communication audiovisuelle : *Allouche (Guy)* (p. 5200).

Compétitivité économique : *Chirac (Jacques)* (p. 5170, 5172) ; *Hoeffel (Daniel)* (p. 5178, 5179).

Concurrence internationale : *Luc (Hélène)* (p. 5176).

Conflits sociaux : *Luc (Hélène)* (p. 5177).

Conseil des ministres des communautés européennes : *Chirac (Jacques)* (p. 5174, 5206).

Conseil européen (Copenhague) : *Allouche (Guy)* (p. 5199) ; *Berchet (Georges)* (p. 5193) ; *Chirac (Jacques)* (p. 5173, 5206) ; *Hoeffel (Daniel)* (p. 5178) ; *Lucotte (Marcel)* (p. 5196).

Constitution : *Chirac (Jacques)* (p. 5209).

Coopération : *Hoeffel (Daniel)* (p. 5177, 5178) ; *Luc (Hélène)* (p. 5177).

Crédit : *Lucotte (Marcel)* (p. 5196).

Croissance économique : *Allouche (Guy)* (p. 5199) ; *Chirac (Jacques)* (p. 5171) ; *Lucotte (Marcel)* (p. 5196).

Décentralisation : *Romani (Roger)* (p. 5198).

Défense : *Chirac (Jacques)* (p. 5174).

Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) : *Berchet (Georges)* (p. 5194).

Démocratie : *Allouche (Guy)* (p. 5201) ; *Chirac (Jacques)* (p. 5173, 5174).

Démographie : *Chirac (Jacques)* (p. 5172).

Droit d'asile : *Mélenchon (Jean-Luc)* (p. 5205).

Droits de l'homme : *Luc (Hélène)* (p. 5176) ; *Mélenchon (Jean-Luc)* (p. 5205).

Education : *Chirac (Jacques)* (p. 5172).

Emploi : *Lucotte (Marcel)* (p. 5196).

Emploi des jeunes : *Berchet (Georges)* (p. 5194) ; *Mouly (Georges)* (p. 5202).

Enseignement : *Allouche (Guy)* (p. 5200) ; *Berchet (Georges)* (p. 5194).

Entreprises publiques : *Luc (Hélène)* (p. 5176).

Etablissements pénitentiaires : *Mélenchon (Jean-Luc)* (p. 5205).

Europe (défense) : *Hoeffel (Daniel)* (p. 5178).

Exode rural : *Berchet (Georges)* (p. 5194) ; *Chirac (Jacques)* (p. 5208).

Exploitants agricoles : *Berchet (Georges)* (p. 5194).

Famille : *Chirac (Jacques)* (p. 5172).

Finances publiques : *Berchet (Georges)* (p. 5193) ; *Chirac (Jacques)* (p. 5171) ; *Lucotte (Marcel)* (p. 5196).

Fiscalité : *Allouche (Guy)* (p. 5201) ; *Luc (Hélène)* (p. 5177) ; *Lucotte (Marcel)* (p. 5196).

Fiscalité locale : *Chirac (Jacques)* (p. 5173).

Formation professionnelle : *Chirac (Jacques)* (p. 5172).

France : *Chirac (Jacques)* (p. 5174, 5177, 5206, 5207) ; *Luc (Hélène)* (p. 5176) ; *Lucotte (Marcel)* (p. 5197) ; *Mélenchon (Jean-Luc)* (p. 5204).

Grand marché intérieur (CEE) : *Chirac (Jacques)* (p. 5172, 5173) ; *Désiré (Rodolphe)* (p. 5204) ; *Luc (Hélène)* (p. 5177) ; *Romani (Roger)* (p. 5198).

Idéologies politiques : *Chirac (Jacques)* (p. 5174) ; *Luc (Hélène)* (p. 5177) ; *Romani (Roger)* (p. 5198).

Inflation : *Allouche (Guy)* (p. 5199).

Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) : *Mouly (Georges)* (p. 5202).

Intérêt (taux) : *Chirac (Jacques)* (p. 5171).

Investissements : *Chirac (Jacques)* (p. 5171) ; *Lucotte (Marcel)* (p. 5196).

Jeunesse : *Chirac (Jacques)* (p. 5174).

Justice : *Chirac (Jacques)* (p. 5209) ; *Mélenchon (Jean-Luc)* (p. 5205).

Libéralisme : *Chirac (Jacques)* (p. 5173) ; *Lucotte (Marcel)* (p. 5195, 5196).

Libertés individuelles : *Berchet (Georges)* (p. 5195) ; *Lucotte (Marcel)* (p. 5196) ; *Romani (Roger)* (p. 5198).

Libertés publiques : *Chirac (Jacques)* (p. 5174).

Marchés financiers : *Berchet (Georges)* (p. 5193) ; *Chirac (Jacques)* (p. 5171, 5174) ; *Hoeffel (Daniel)* (p. 5178) ; *Lucotte (Marcel)* (p. 5196) ; *Mouly (Georges)* (p. 5202).

Monnaie (dollar) : *Hoeffel (Daniel)* (p. 5178).

Montagne : *Chirac (Jacques)* (p. 5207).

Nouvelle-Calédonie : *Désiré (Rodolphe)* (p. 5203).

Otages (terrorisme) : *Allouche (Guy)* (p. 5200) ; *Chirac (Jacques)* (p. 5170) ; *Mouly (Georges)* (p. 5202).

Parlement : *Chirac (Jacques)* (p. 5170).

Parlement européen : *Chirac (Jacques)* (p. 5206).

Pauvreté : *Chirac (Jacques)* (p. 5172) ; *Hoeffel (Daniel)* (p. 5179) ; *Luc (Hélène)* (p. 5175, 5176).

Peuple canaque : *Mélenchon (Jean-Luc)* (p. 5205).

Police : *Mélenchon (Jean-Luc)* (p. 5205).

Politique agricole commune (PAC) : *Berchet (Georges)* (p. 5194) ; *Chirac (Jacques)* (p. 5173).

Politique économique et sociale : *Chirac (Jacques)* (p. 5172) ; *Désiré (Rodolphe)* (p. 5203) ; *Hoeffel (Daniel)* (p. 5178) ; *Luc (Hélène)* (p. 5176).

Politique générale (déclarations) : *Lucotte (Marcel)* (p. 5195) ; *Mélenchon (Jean-Luc)* (p. 5204) ; *Mouly (Georges)* (p. 5201) ; *Romani (Roger)* (p. 5197).

Politiques communautaires : *Chirac (Jacques)* (p. 5207).

Polynésie française : *Désiré (Rodolphe)* (p. 5203).

Pouvoir d'achat : *Allouche (Guy)* (p. 5201).

Privatisations : *Allouche (Guy)* (p. 5200) ; *Lucotte (Marcel)* (p. 5196).

Procédure législative : *Romani (Roger)* (p. 5197).

Protection sociale : *Chirac (Jacques)* (p. 5170, 5171, 5208) ; *Hoeffel (Daniel)* (p. 5179) ; *Luc (Hélène)* (p. 5176) ; *Mouly (Georges)* (p. 5202).

Quart monde : voir Pauvreté.

Réseau routier et autoroutier : *Berchet (Georges)* (p. 5194) ; *Chirac (Jacques)* (p. 5207).

Retraite (âge) : *Luc (Hélène)* (p. 5177).

Sécurité civile : *Chirac (Jacques)* (p. 5170) ; *Hoeffel (Daniel)* (p. 5178) ; *Mouly (Georges)* (p. 5202) ; *Romani (Roger)* (p. 5198).

Sécurité publique : *Hoeffel (Daniel)* (p. 5179).

Sécurité sociale : *Allouche (Guy)* (p. 5199) ; *Romani (Roger)* (p. 5198).

Sénat : *Chirac (Jacques)* (p. 5170).

Sénat (majorité parlementaire) : *Allouche (Guy)* (p. 5199) ; *Lucotte (Marcel)* (p. 5197) ; *Romani (Roger)* (p. 5197, 5198).

Sociétés industrielles : *Berchet (Georges)* (p. 5193) ; *Chirac (Jacques)* (p. 5171).

Technologies nouvelles : *Luc (Hélène)* (p. 5176).

Terrorisme : *Chirac (Jacques)* (p. 5170) ; *Romani (Roger)* (p. 5198).

Tourisme : *Chirac (Jacques)* (p. 5208) ; *Mouly (Georges)* (p. 5202).

Train à grande vitesse (TGV) : *Chirac (Jacques)* (p. 5207).

Transports aériens : *Chirac (Jacques)* (p. 5206).

Universités : *Berchet (Georges)* (p. 5195).

Explications de vote : *Mme Paulette Fost* (p. 5210), *MM. Marcel Debarge* (p. 5211, 5212), *Raymond Bourgine* (p. 5212) – Espagne, travail de nuit, prélèvements obligatoires, partis et groupements politiques.

Scrutin public à la tribune n° 50 (p. 5213).

Approbation de la déclaration de politique générale (9 décembre 1987) (p. 5213).

Grâce et amnistie

Voir *Rapatriés*, **1**

Grand marché intérieur (CEE)

Voir *Impôts et taxes*, **1**
Prévision économique, **1**
Questions au Gouvernement n° **159**
Questions orales avec débat n° **189**
Questions orales sans débat n° **273**

Grève (droit de)

Voir *Fonctionnaires et agents publics*, **2**
Questions au Gouvernement n° **188**
Sécurité sociale, **1**, Art. 46 B
Transports, **2**
Transports aériens, **1**

1. – **Proposition de loi tendant à instituer une procédure de médiation préalable et à assurer un service minimal en cas de grève dans les services publics,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Jean-Pierre Fourcade, sénateur (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 20 décembre 1986 – 2 février 1987) [n° **147** (86-87)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport de M. Pierre Louvot (29 avril 1987) [n° **207** (86-87)].

Grèves

Voir *Questions au Gouvernement* n° **126** ; n° **150** ; n° **155** ; n° **158** ; n° **169** ; n° **179**
Questions orales sans débat n° **267**

Guadeloupe

Voir *Caraïbes*, **1**
Questions orales sans débat n° **238** ; n° **278**

Guatemala

Voir *Allocutions et communications*, **14**

Guinée

Voir *Traités et conventions*, **29**

Guinée équatoriale

Voir *Traités et conventions*, **28**

Guyane

Voir *Caraïbes*, **1**

H

Habitat (amélioration)

Voir *Questions orales sans débat* n° **148**

Habitations à loyer modéré (HLM)

Voir *Logement*, **1**
Questions au Gouvernement n° **175**

Haïti

Voir *Caraïbes*, **1**
Questions au Gouvernement n° **228**

Handicapés

Voir *Lois de finances*, **1**, Affaires sociales et emploi - II – Affaires sociales
Questions au Gouvernement n° **215**
Questions orales sans débat n° **144** ; n° **173** ; n° **197** ; n° **208** ; n° **218** ; n° **226**
Sécurité sociale, **1**

1. – **Projet de loi en faveur de l'emploi des travailleurs handicapés,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Jacques Chirac, Premier ministre, par M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales (15 avril 1987) [n° **681**] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Denis Jacquat (7 mai 1987) [n° **733**] – Urgence – Discussion (19 et 20 mai 1987) – Adoption (20 mai 1987) [n° **102**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (21 mai 1987) [n° **235** (86-87)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport de M. Henri Collard (27 mai 1987) [n° **247** (86-87)] – Discussion (2 et 3 juin 1987) – Adoption (3 juin 1987) [n° **74**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (3 juin 1987) [n° **805**] – Renvoi à la commission des affaires culturelles.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Denis Jacquat (17 juin 1987) [n° **852**] – Discussion (19 juin 1987) – Adoption (19 juin 1987) [n° **127**].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Henri Collard (17 juin 1987) [n° **285** (86-87)] – Discussion (27 juin 1987) – Adoption (27 juin 1987) [n° **101**].

PROMULGATION : Loi n° 87-517 du 10 juillet 1987 (J.O. Lois et décrets du 12 juillet 1987).

Discussion (première lecture)

(2 juin 1987) (p. 1394, 1433) ; (3 juin 1987) (p. 1440, 1469).

I – DISCUSSION GENERALE (2 juin 1987) (p. 1394, 1413) : *MM. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi ; Henri Collard, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Jacques Bimbenet, Marc Boeuf, Franck Sérusclat, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales ; René Régnault, Georges Mouly, José Balarello, Claude Huriet, Paul Souffrin, Paul Malassagne, Adrien Zeller, secrétaire d'Etat chargé de la sécurité sociale.*

Accidents du travail : *Collard (Henri)* (p. 1397).

Agence nationale pour l'emploi (ANPE) : *Balarello (José)* (p. 1405) ; *Bimbenet (Jacques)* (p. 1399) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1394).

Allocation aux adultes handicapés : *Bimbenet (Jacques)* (p. 1400).

Anciens combattants et victimes de guerre : *Balarello (José)* (p. 1405) ; *Collard (Henri)* (p. 1396) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1394).

Associations : *Régnault (René)* (p. 1404) ; *Zeller (Adrien)* (p. 1412).

Centres d'aide par le travail (CAT) : *Balarello (José)* (p. 1406) ; *Bimbenet (Jacques)* (p. 1400) ; *Mouly (Georges)* (p. 1405) ; *Souffrin (Paul)* (p. 1409) ; *Zeller (Adrien)* (p. 1411).

Chômage : *Balarello (José)* (p. 1405) ; *Boeuf (Marc)* (p. 1400) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1395) ; *Souffrin (Paul)* (p. 1408) ; *Zeller (Adrien)* (p. 1412).

Collectivités territoriales : *Collard (Henri)* (p. 1398) ; *Zeller (Adrien)* (p. 1412).

Commissions techniques d'orientation et de reclassement professionnel (COTOREP) : *Balarello (José)* (p. 1405, 1406) ; *Bimbenet (Jacques)* (p. 1399) ; *Boeuf (Marc)* (p. 1400) ; *Collard (Henri)* (p. 1397) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1395) ; *Souffrin (Paul)* (p. 1409) ; *Zeller (Adrien)* (p. 1411).

Communauté économique européenne (CEE) : *Balarello (José)* (p. 1406).

Conseil supérieur de la fonction publique territoriale : *Régnault (René)* (p. 1404).

Conventions collectives : *Boeuf (Marc)* (p. 1401) ; *Collard (Henri)* (p. 1398) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1395) ; *Souffrin (Paul)* (p. 1408).

Emplois réservés : *Boeuf (Marc)* (p. 1401) ; *Collard (Henri)* (p. 1397) ; *Souffrin (Paul)* (p. 1408).

Entreprises : *Balarello (José)* (p. 1405, 1406) ; *Boeuf (Marc)* (p. 1401) ; *Collard (Henri)* (p. 1397, 1398) ; *Malassagne (Paul)* (p. 1409) ; *Régnault (René)* (p. 1403, 1404) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1395) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 1402, 1403) ; *Souffrin (Paul)* (p. 1408) ; *Zeller (Adrien)* (p. 1412).

Equipes de préparation et de suite du reclassement (EPSR) : *Mouly (Georges)* (p. 1405) ; *Zeller (Adrien)* (p. 1411).

Fonction publique : *Boeuf (Marc)* (p. 1401) ; *Huriet (Claude)* (p. 1407) ; *Zeller (Adrien)* (p. 1413).

Fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés : *Balarello (José)* (p. 1406) ; *Boeuf (Marc)* (p. 1401) ; *Collard (Henri)* (p. 1398) ; *Huriet (Claude)* (p. 1407) ; *Mouly (Georges)* (p. 1405) ; *Régnault (René)* (p. 1404) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1395) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 1403) ; *Souffrin (Paul)* (p. 1408) ; *Zeller (Adrien)* (p. 1412).

Formation professionnelle : *Balarello (José)* (p. 1406) ; *Bimbenet (Jacques)* (p. 1399, 1400) ; *Boeuf (Marc)* (p. 1401) ; *Huriet (Claude)* (p. 1407) ; *Zeller (Adrien)* (p. 1413).

Maladies mentales : *Bimbenet (Jacques)* (p. 1400).

Maladies professionnelles : *Collard (Henri)* (p. 1397).

Postes et télécommunications (P et T) : *Boeuf (Marc)* (p. 1401) ; *Régnault (René)* (p. 1403) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1396) ; *Zeller (Adrien)* (p. 1412).

Prêts locatifs aidés (PLA) : *Balarello (José)* (p. 1406) ; *Zeller (Adrien)* (p. 1412).

Secteur public : *Balarello (José)* (p. 1406) ; *Bimbenet (Jacques)* (p. 1399) ; *Boeuf (Marc)* (p. 1401) ; *Collard (Henri)* (p. 1398) ; *Régnault (René)* (p. 1404) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1396) ; *Zeller (Adrien)* (p. 1412).

Statistiques : *Collard (Henri)* (p. 1396).

Technologies nouvelles : *Souffrin (Paul)* (p. 1409) ; *Zeller (Adrien)* (p. 1413).

Transports : *Huriet (Claude)* (p. 1407).

Travailleurs handicapés : *Balarello (José)* (p. 1405, 1406) ; *Bimbenet (Jacques)* (p. 1399, 1400) ; *Boeuf (Marc)* (p. 1400, 1401) ; *Collard (Henri)* (p. 1396, 1397, 1398) ; *Huriet (Claude)* (p. 1407) ; *Malassagne (Paul)* (p. 1409) ; *Mouly (Georges)*

(p. 1405) ; *Régnault (René)* (p. 1403, 1404) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1394, 1395, 1396) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 1402, 1403) ; *Souffrin (Paul)* (p. 1408, 1409) ; *Zeller (Adrien)* (p. 1411, 1412, 1413).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (2 juin 1987) (p. 1413, 1433) ; (3 juin 1987) (p. 1440, 1469) : *MM. Paul Souffrin, Henri Collard, rapporteur ; Adrien Zeller, secrétaire d'Etat ; Claude Huriet, Jean Chérioux, Franck Sérusclat, Louis Minetti, Mme Hélène Missoffe, MM. René Régnault, Raymond Bourgine, Marc Boeuf, Henri Collette, Louis Boyer, Mme Marie-Claude Beaudeau, M. Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales ; Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, MM. Roger Romani, Guy Besse, Philippe de Bourgoing.*

Avant l'art. 1er (p. 1413).

Rejetés : amendements (art. additionnels) de M. Paul Souffrin, n° 46 : suppression des dispositions du code de la sécurité sociale permettant à l'employeur de s'assurer contre les conséquences de sa propre faute inexcusable (p. 1414) – Et n° 47 : principe du droit au travail des handicapés (p. 1414).

Art. 1er *(Nouvelle rédaction de la section 1 du chapitre III du titre II du livre III du code du travail : création d'une nouvelle obligation d'emploi tant au bénéfice des travailleurs handicapés que vis à vis des mutilés de guerre ou assimilés)* (p. 1414).

Parole sur l'article : *M. Paul Souffrin* (p. 1414, 1415) – Jeunes handicapés, sourds et sourds-muets.

ARTICLE L. 323-1 DU CODE DU TRAVAIL *(Définition de l'obligation d'emploi et de son champ d'application)* (p. 1415).

Adopté : amendement n° 1 de M. Henri Collard, rapporteur : pour les entreprises à établissements multiples, application de l'obligation d'emploi établissement par établissement (p. 1416).

Rejetés : amendements de M. Paul Souffrin, n° 48 : abaissement du seuil d'effectifs des entreprises assujetties à l'obligation d'emploi (p. 1415) – N° 49 : relèvement du quota obligatoire d'emploi de travailleurs handicapés (p. 1416) – Et, soutenus par M. Louis Minetti, n° 56 : instauration d'une obligation d'emploi de personnes aveugles sur des postes de standardistes (p. 1418) – Et n° 50 : suppression de la possibilité de dérogation à l'obligation d'emploi pour les entreprises nouvellement créées ou qui ont augmenté leur effectif (p. 1420) – Amendements de M. André Méric, soutenus par M. Franck Sérusclat, n° 16 : fixation d'un taux minimal d'emploi de handicapés (p. 1416) – N° 17, identique à l'amendement n° 50 de M. Paul Souffrin (p. 1420) – Et n° 18 : réduction de la durée de dérogation à l'obligation d'emploi (p. 1420).

Retiré : amendement n° 86 de M. Claude Huriet : fixation par décret du pourcentage d'emplois de standardistes réservés aux aveugles (p. 1418).

– Le texte proposé pour l'article L. 323-1 du code du travail, ainsi modifié, est adopté (p. 1420).

ARTICLE L. 323-2 DU CODE DU TRAVAIL *(Obligation d'emploi dans le secteur public)* (p. 1420).

Rejetés : amendements de M. Paul Souffrin, n° 51 : abaissement du seuil d'effectifs pour l'assujettissement des établissements publics à l'obligation d'emploi (p. 1420) – N° 52 : fixation législative des modalités d'emploi dans le secteur public (p. 1420) – N° 53, soutenu par M. Louis Minetti : établissement par le ministre de la fonction publique d'un rapport annuel sur l'emploi des handicapés (p. 1421) – N° 54 : création d'une instance nationale de recours (p. 1423) – Et n° 55 : mesures à prendre en cas de manquement à l'obligation d'emploi des handicapés dans le secteur public (p. 1423) – Amendement n° 19 de M. André Méric, soutenu par M. Marc Boeuf : création dans chaque département d'un comité pour l'emploi des handicapés dans les secteurs public et para-public (p. 1422).

– Le texte proposé pour l'article L. 323-2 du code du travail est adopté (p. 1423).

ARTICLE L. 323-3 DU CODE DU TRAVAIL *(Bénéficiaires de l'obligation d'emploi)* (p. 1423).

Rejetés : amendement n° 20 de M. André Méric, soutenu par M. Marc Boeuf : référence à l'article L. 323-2 instituant l'obligation d'emploi dans le secteur public (p. 1424) – Amendement n° 57 de M. Paul Souffrin : suppression de la disposition excluant du bénéfice de la loi les victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles ayant entraîné une incapacité permanente inférieure à 10 % (p. 1425).

– Le texte proposé pour l'article L. 323-3 du code du travail est adopté (p. 1425).

ARTICLE L. 323-4 DU CODE DU TRAVAIL *(Calcul des effectifs de l'entreprise et du nombre de bénéficiaires de l'obligation d'emploi)* (p. 1425).

Rejetés : amendement n° 58 de M. Paul Souffrin, soutenu par M. Louis Minetti : suppression de la disposition excluant les salariés occupant certaines catégories d'emploi du décompte des effectifs pour le seuil d'assujettissement à la loi (p. 1427) – Amendements de M. André Méric, n° 21, soutenu par M. Franck Sérusclat : détermination par décret en Conseil d'Etat des conditions d'aptitudes particulières exigées par certaines catégories d'emplois et exclusion des salariés qui les occupent du décompte des effectifs pour l'application de la loi (p. 1427) – Et n° 22, soutenu par M. Marc Boeuf : coefficient de prise en compte des grands handicapés (p. 1427).

Retiré : amendement n° 87 de M. Claude Huriet : non-prise en compte dans le calcul des effectifs pour le seuil d'assujettissement à la loi des salariés occupant certaines catégories d'emplois déterminées par décret (p. 1426).

Non soutenu : amendement n° 85 de M. Louis Virapoullé (p. 1425).

– Le texte proposé pour l'article L. 323-4 du code du travail est adopté (p. 1427).

ARTICLE L. 323-5 DU CODE DU TRAVAIL *(Catégories particulières assimilées aux bénéficiaires de l'obligation d'emploi)* – Adopté (p. 1428).

ARTICLE L. 323-6 DU CODE DU TRAVAIL *(Détermination du salaire des bénéficiaires de l'obligation d'emploi)* (p. 1428).

Adopté : amendement n° 23 de M. André Méric, soutenu par M. Marc Boeuf : en cas de réduction de salaire, application de la garantie de ressources prévue par la loi du 30 juin 1975 (p. 1431).

Rejetés : amendements de M. Paul Souffrin, n° 59 : parité de la rémunération des travailleurs handicapés en milieu ordinaire avec celle des personnes valides (p. 1430) – N° 60 : non-incidence sur la rémunération des éventuelles réductions de la durée du travail rendues nécessaires par le handicap (p. 1431) – Et n° 61 : non-incidence sur la rémunération d'une éventuelle diminution du rendement professionnel (p. 1431 ; scrutin public n° 169).

– Le texte proposé pour l'article L. 323-6 du code du travail, ainsi complété, est adopté (p. 1431).

ARTICLE L. 323-7 DU CODE DU TRAVAIL *(Règles applicables en cas de licenciement)* (p. 1431).

Rejetés : amendements de M. Paul Souffrin, n° 62 : allongement de la durée du délai-congé en cas de licenciement d'un grand handicapé (p. 1432) – Et n° 63 : suppression de la limitation à trois mois de la durée du délai-congé (p. 1433) – Amendements de M. André Méric, n° 24, soutenu par M. Franck Sérusclat : suppression de la limitation aux grands handicapés du doublement de la durée du délai-congé en cas de licenciement (p. 1432) – Et, soutenus par M. Marc Boeuf, n° 25, identique à l'amendement n° 63 de M. Paul Souffrin, et n° 26, de cohérence (p. 1433).

– Le texte proposé pour l'article L. 323-7 du code du travail est adopté (p. 1433).

ARTICLE L. 323-8 DU CODE DU TRAVAIL *(Contrats de sous-traitance avec le secteur protégé)* (p. 1440).

Adopté : amendement n° 91 de M. Henri Collard, rapporteur : assimilation des centres de distribution du travail à domicile aux ateliers protégés (p. 1441).

Rejeté : amendement n° 64 de M. Paul Souffrin : suppression de cet article (p. 1441).

Retiré : amendement n° 88 de M. Claude Huriet : extension de la possibilité d'exonération du quota d'obligation d'emploi par des contrats de sous-traitance avec des entreprises employant plus de 65 % de personnes handicapées (p. 1441).

– Le texte proposé pour l'article L. 323-8 du code du travail, ainsi modifié, est adopté (p. 1441).

ARTICLE L. 323-8-1 DU CODE DU TRAVAIL *(Accord prévoyant un programme en faveur des travailleurs handicapés)* (p. 1441).

Rejetés : amendements de M. Paul Souffrin, n° 65 : suppression de cet article (p. 1443) – N° 66 : suppression de la faculté de déroger à l'obligation d'emploi à la suite d'un accord d'entreprise ou d'établissement (p. 1443) – N° 67 : en cas d'application d'un accord en faveur des travailleurs handicapés, absence d'exonération pour l'employeur de son obligation d'emploi dans la proportion de 10 % de l'effectif total des salariés (p. 1443) – Et n° 68 : institution d'un contrôle administratif annuel sur l'application des programmes en faveur des travailleurs handicapés (p. 1443).

– Le texte proposé pour l'article L. 323-8-1 du code du travail est adopté (p. 1443).

ARTICLE L. 323-8-2 DU CODE DU TRAVAIL *(Contribution au fonds de développement pour l'insertion professionnelle)* (p. 1443).

Adoptés : amendements de M. Henri Collard, rapporteur, n° 2, rédactionnel (p. 1448) – N° 3 : extension de la faculté de contribution au fonds de développement pour l'insertion professionnelle à l'Etat, aux collectivités territoriales et aux établissements publics qui en dépendent (p. 1449 ; scrutin public n° 170) – Et n° 4, de coordination (p. 1449).

Rejetés : amendements de M. Paul Souffrin, n° 69 : suppression de cet article (p. 1448) – N° 70 : majoration du montant de la contribution patronale en contrepartie du non-respect de l'obligation d'emploi (p. 1449 ; scrutin public n° 171) – N° 71 : possibilité pour le comité d'entreprise, le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail et les délégués des personnels de contrôler le versement de la contribution (p. 1449) – Et n° 72 : institution d'un contrôle administratif annuel du versement de cette contribution (p. 1449) – Amendements de M. André Méric, soutenus par M. Marc Boeuf, n° 27 : avis préalable du comité d'entreprise (p. 1449) ; et n° 28 : fixation du montant de la contribution (p. 1449) – Et n° 29, soutenu par M. Franck Sérusclat : majoration de la contribution pour les entreprises s'étant acquittées de l'obligation d'emploi dans les conditions prévues au présent article pendant plus de cinq années consécutives (p. 1449 ; scrutin public n° 172) – Amendements de M. Henri Collette, n° 82 : exonération de la contribution pour les entreprises auxquelles l'ANPE n'est pas en mesure de proposer le nombre de handicapés qu'elles seraient tenues d'employer (p. 1450) – N° 83 : exonération partielle de la contribution pour les entreprises exportatrices (p. 1450) – Et n° 84 : diminution de la contribution pour les entreprises ayant réalisé des efforts particuliers en matière de lutte contre les accidents du travail (p. 1450).

– Le texte proposé pour l'article L. 323-8-2 du code du travail, ainsi modifié, est adopté (p. 1450).

ARTICLE L. 323-8-3 DU CODE DU TRAVAIL *(Gestion du fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés)* (p. 1450).

Adoptés : amendements de M. Henri Collard, rapporteur, n° 5, de coordination (p. 1452) – Et n° 6 : participation d'un représentant de l'Etat et des collectivités territoriales à l'association chargée de la gestion du fonds (p. 1452).

Rejetés : amendement n° 73 de M. Paul Souffrin, soutenu par Mme Marie-Claude Beaudeau : gestion du fonds confiée à un office national composé de représentants des associations nationales représentatives des handicapés, des organisations syndicales représentatives des salariés et de représentants des employeurs (p. 1452) – Et amendement n° 30 de M. André Méric, soutenu par M. Marc Boeuf : création de délégations régionales (p. 1452).

– Le texte proposé pour l'article L. 323-8-3 du code du travail, ainsi modifié, est adopté (p. 1452).

ARTICLE L. 323-8-4 DU CODE DU TRAVAIL *(Rôle du fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés)* (p. 1454).

Adoptés : amendements de M. Henri Collard, rapporteur, n° 7, de coordination (p. 1454) – N° 8 : affectation des ressources du fonds au financement des actions d'innovation et de recherche dont bénéficient les handicapés dans l'entreprise (p. 1455) – N° 9 : extension des aides du fonds aux travailleurs handicapés qui exercent une activité indépendante (p. 1456) – N° 10, de coordination (p. 1456) – Et n° 11 : suppression de la détermination par voie réglementaire des modalités de reversement au Trésor public des sommes non utilisées par le fonds (p. 1456).

Rejetés : amendement n° 74 de M. Paul Souffrin, soutenu par Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis : non-substitution des actions menées par le fonds à celles mises en oeuvre par l'Etat ou les collectivités territoriales en faveur des handicapés (p. 1455) – Amendement n° 32 de M. André Méric, soutenu par M. Marc Boeuf : suppression des aides du fonds pour les entreprises qui se sont acquittées de leur obligation d'emploi par contribution à ce fonds (p. 1456).

Retiré : amendement n° 31 de M. André Méric, soutenu par M. Marc Boeuf : affectation des ressources du fonds en complément des actions déjà engagées par l'Etat, les organismes sociaux ou les collectivités territoriales (p. 1455).

– Le texte proposé pour l'article L. 323-8-4 du code du travail, ainsi modifié, est adopté (p. 1476).

ARTICLE L.323-8-5 DU CODE DU TRAVAIL *(Déclaration annuelle des employeurs)* – Adopté (p. 1456).

APRES L'ARTICLE L. 323-8-5 DU CODE DU TRAVAIL (p. 1456).

Rejeté : amendement n° 75 (art. additionnel) de M. Paul Souffrin, soutenu par Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis : impossibilité pour les employeurs de s'opposer au suivi de l'activité des personnes handicapées en milieu ordinaire par des équipes spécialisées (p. 1457).

ARTICLE L. 323-8-6 DU CODE DU TRAVAIL *(Pénalité pour non-respect de l'obligation d'emploi)* (p. 1457).

Rejeté : amendement n° 12 de M. Henri Collard, rapporteur : dissociation du montant de la pénalité de celui de la contribution au fonds ; absence de dispense du paiement de la contribution pour les employeurs qui acquittent le versement de la pénalité (p. 1460 ; scrutins publics n^{os} 173 et 174).

ARTICLE L. 323-8-7 DU CODE DU TRAVAIL *(Droit de recours des associations de handicapés)* (p. 1460).

Rejetés : amendement n° 33 de M. André Méric, soutenu par M. Marc Boeuf : extension du droit de recours aux organisations syndicales (p. 1461) – Et amendement n° 76 de M. Paul Souffrin, soutenu par M. Louis Minetti : extension du droit de recours aux organisations syndicales représentatives (p. 1461).

Non soutenu : amendement n° 89 de M. Claude Huriet (p. 1461).

– Le texte proposé pour l'article L. 323-8-7 du code du travail est adopté (p. 1461).

ARTICLE L. 323-8-8 DU CODE DU TRAVAIL *(Modalités d'application des dispositions relatives à l'obligation d'emploi)* (p. 1461).

Rejeté : amendement n° 34 de M. André Méric, soutenu par M. Marc Boeuf : avis du conseil national consultatif des personnes handicapées, du conseil supérieur pour le reclassement professionel et social des travailleurs handicapés, et le cas échéant, des conseils supérieurs de la fonction publique de l'Etat, de la fonction publique territoriale et de la fonction publique hospitalière (p. 1461).

– Le texte proposé pour l'article L. 323-8-8 du code du travail et l'ensemble de l'article 1er, ainsi modifié, sont adoptés (p. 1461).

Après l'art. 1er (p. 1461).

Rejeté : amendement (art. additionnel) n° 77 de M. Paul Souffrin, soutenu par M. Louis Minetti : réforme des commissions techniques d'orientation et de reclassement professionnel, COTOREP (p. 1462).

Art. 2 *(Dispositions de coordination)* – Adopté (p. 1462).

Après l'art. 2 (p. 1462).

Adopté : amendement n° 13 (art. additionnel) de M. Henri Collard, rapporteur : modalités d'insertion des handicapés dans la fonction publique (p. 1462).

Rejeté : amendement n°78 (art. additionnel) de M. Paul Souffrin, soutenu par M. Louis Minetti : application de la loi aux organismes spécialisés dans le travail protégé (p. 1463).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1462).

Art. 3 *(Commission départementale des travailleurs handicapés, des mutilés de guerre et assimilés : article L. 323-35 nouveau du code du travail)* (p. 1463).

Adopté : amendement n° 92 de M. Henri Collard, rapporteur : fixation par décret en Conseil d'Etat des conditions de désignation et des modalités de fonctionnement de la commission (p. 1464).

Rejetés : amendements nos 37 à 39 de M. André Méric, soutenus par M. Marc Boeuf, et nos 79 et 80 de M. Paul Souffrin, soutenus par M. Louis Minetti, relatifs à la composition de la commission (p. 1464).

Retirés : amendements nos 35 et 36 de M. André Méric, soutenus par M. Marc Boeuf (p. 1463).

Devenu sans objet : amendement n° 40 de M. André Méric, soutenu par M. Marc Boeuf (p. 1464).

– L'art. 3, ainsi modifié, est adopté (p. 1464).

Art. 4 *(Dispositions de coordination)* – Adopté (p. 1465).

Art. 5 *(Dispositions de coordination)* (p. 1465).

Rejeté : amendement n° 81 de M. Paul Souffrin, soutenu par M. Louis Minetti : contrôle par le comité d'entreprise de l'application de la législation relative à l'emploi des personnes handicapées (p. 1465).

– L'art. 5 est adopté (p. 1465).

Après l'art. 5 (p. 1465).

Rejetés : amendements (art. additionnels) de M. André Méric, soutenus par M. Marc Boeuf, n° 41 : structure des centres d'aides par le travail, CAT (p. 1465) – N° 42 : garantie de ressources pour les travailleurs handicapés (p. 1466) – Et n° 43 : impossibilité pour l'employeur de résilier le contrat de travail d'un salarié victime d'un accident de travail ou d'une maladie professionnelle au cours des périodes de suspension (p. 1466).

Art. 5 bis *(Suppression dans tous les textes officiels et administratifs de l'appellation de « débile mental », remplacée par celle de « déficient intellectuel »)* – Adopté (p. 1466).

Art. 6 *(Dispositions transitoires)* (p. 1466).

Adopté : amendement n° 15 de M. Henri Collard, rapporteur : principe d'un rapport annuel au Parlement sur l'exécution de la loi pendant la période transitoire (p. 1468).

Rejetés : amendements de M. André Méric, soutenus par M. Marc Boeuf, n° 44 : réduction à deux années de la période transitoire, et n° 45, de coordination (p. 1467) – Amendement n° 14 de M. Henri Collard, rapporteur : modalités d'échelonnement de la mise en place de l'obligation d'emploi (p. 1468).

Non soutenu : amendement n° 90 de M. Claude Huriet (p. 1467).

– L'art. 6, ainsi modifié, est adopté (p. 1468).

Explications de vote sur l'ensemble : *MM. Guy Besse* (p. 1468), *Marc Boeuf* (p. 1468), *Louis Minetti* (p. 1468), *Philippe de Bourgoing* (p. 1468, 1469), *Henri Collard* (p. 1469) ; *intervention de M. Adrien Zeller, secrétaire d'Etat* (p. 1469).

Scrutin public n° 175 (p. 1469).

Adoption (3 juin 1987) (p. 1469).

Discussion (commission mixte paritaire)

(27 juin 1987) (p. 2715, 2720).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2715, 2717) : *MM. Henri Collard, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire ; Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi ; Mme Paulette Fost.*

Collectivités territoriales : *Séguin (Philippe)* (p. 2716).

Emploi : *Collard (Henri)* (p. 2715) ; *Fost (Paulette)* (p. 2716, 2717) ; *Séguin (Philippe)* (p. 2716).

Enseignement : *Fost (Paulette)* (p. 2717).

Entreprises : *Collard (Henri)* (p. 2715).

Fonction publique : *Collard (Henri)* (p. 2715) ; *Séguin (Philippe)* (p. 2716).

Fonction publique hospitalière : *Collard (Henri)* (p. 2715) ; *Séguin (Philippe)* (p. 2716).

Fonction publique territoriale : *Séguin (Philippe)* (p. 2716).

Handicapés : *Collard (Henri)* (p. 2715) ; *Fost (Paulette)* (p. 2716) ; *Séguin (Philippe)* (p. 2716).

Inspection du travail : *Fost (Paulette)* (p. 2717).

Parlement (rôle) : *Collard (Henri)* (p. 2715).

Travailleurs handicapés : *Collard (Henri)* (p. 2715) ; *Fost (Paulette)* (p. 2716) ; *Séguin (Philippe)* (p. 2716).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2717, 2720)

Art. 1er (p. 2717).

Art. 2 bis, 2 ter, 2 quater et 3 (p. 2718).

Art. 6 (p. 2719).

Explications de vote sur l'ensemble : *MM. Franck Sérusclat (p. 2719), Emmanuel Hamel (p. 2719), Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales (p. 2719, 2720)* – Salariés, entreprises, hôpitaux, fonction publique.

Scrutin public n° 228 (p. 2720).

Adoption (27 juin 1987) (p. 2720).

2. – **Proposition de loi relative à l'admission des chiens-guides d'aveugles dans tous les lieux accessibles au public,** PRESENTEE AU SENAT, par Mme Marie-Claude Beaudeau, sénateur, et plusieurs de ses collègues (26 juin 1987) [n° **328** (86-87)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

Hauts-de-Seine (département)

Voir *Questions orales sans débat* n° **170**

Haute Cour de justice

Voir *Allocutions et communications,* **5**
*« Renseignements divers » p. 27**

1. – **Proposition de résolution portant mise en accusation de M. Christian Nucci, ancien ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé de la coopération et du développement, devant la Haute Cour de justice,** PRESENTEE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, par M. Pierre Messmer, député, et plusieurs de ses collègues (3 juin 1987) [n° **798**] – Renvoi à

une commission spéciale – Rapport de M. André Fanton (30 juin 1987) [n° **921**] – Discussion (7 octobre 1987) – Adoption (7 octobre 1987) [n° **173**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (8 octobre 1987) [n° **36** (87-88)] – Renvoi à une commission spéciale – Election de ses membres le 14 octobre 1987 : *MM. Edgar Faure, Paul Robert, André Méric, François Giacobbi, François Autain, Gérard Delfau, Jean-Pierre Bayle, Christian Masson, Jean Cauchon, Marc Lauriol, Jacques Habert, Paul Masson, Jean-Pierre Tizon, Jean Madelain, Roger Husson, Georges Lombard, Claude Estier, Yves Le Cozannet, Alphonse Arzel, Charles Jolibois, Michel Dreyfus-Schmidt, Jean-François Legrand, Hubert Martin, René-Georges Laurin, Philippe de Bourgoing, Marcel Rudloff, José Balarello, Louis Virapoullé, Mme Marie-Claude Beaudeau, M. Josselin de Rohan* – Rapport de M. Charles Jolibois (2 décembre 1987) [n° **127** (87-88)] – Discussion (10 décembre 1987) – Adoption (10 décembre 1987) [n° **44**].

Discussion (première lecture)

(10 décembre 1987) (p. 5238, 5288).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5238, 5275) : *MM. Charles Jolibois, rapporteur de la commission spéciale ; Michel Durafour, Emile Tricon, Claude Estier, Mme Marie-Claude Beaudeau ; MM. André Méric, François Autain, Michel Dreyfus-Schmidt, Josselin de Rohan, président de la commission spéciale ; Jacques Habert ; et les orateurs sur les motions.*

Associations : *Autain (François)* (p. 5271).

Commission d'instruction : *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 5257) ; *Durafour (Michel)* (p. 5264) ; *Estier (Claude)* (p. 5268) ; *Habert (Jacques)* (p. 5275) ; *Jolibois (Charles)* (p. 5240, 5244, 5260) ; *Laurin (René-Georges)* (p. 5255, 5256) ; *Méric (André)* (p. 5252, 5254) ; *Tricon (Emile)* (p. 5267) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 5250).

Commission spéciale (du Sénat) : *Autain (François)* (p. 5271) ; *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 5261, 5262, 5263, 5264) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 5248, 5257, 5258, 5272, 5273) ; *Estier (Claude)* (p. 5267, 5268, 5269) ; *Jolibois (Charles)* (p. 5240, 5241, 5243, 5244) ; *Méric (André)* (p. 5254, 5274) ; *Rohan (Josselin de)* (p. 5258, 5259, 5272, 5273).

Comptabilité publique : *Jolibois (Charles)* (p. 5242).

Constitution : *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 5245, 5246, 5247, 5248) ; *Durafour (Michel)* (p. 5265) ; *Jolibois (Charles)* (p. 5239, 5260) ; *Laurin (René-Georges)* (p. 5255) ; *Tricon (Emile)* (p. 5266) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 5250).

Convention européenne des droits de l'homme : *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 5245).

Coopération : *Habert (Jacques)* (p. 5275).

Cour de cassation : *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 5247, 5249) ; *Jolibois (Charles)* (p. 5239, 5250) ; *Laurin (René-Georges)* (p. 5255).

Cour des comptes : *Autain (François)* (p. 5271) ; *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 5262) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 5274) ; *Jolibois (Charles)* (p. 5242) ; *Laurin (René-Georges)* (p. 5255) ; *Tricon (Emile)* (p. 5266).

Cours d'appel : *Jolibois (Charles)* (p. 5251).

Détournement de fonds publics : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 5262, 5263) ; *Estier (Claude)* (p. 5269) ; *Habert (Jacques)* (p. 5275) ; *Jolibois (Charles)* (p. 5241, 5242, 5243) ; *Méric (André)* (p. 5252) ; *Tricon (Emile)* (p. 5266).

Direction de la surveillance du territoire (DST) : *Méric (André)* (p. 5252, 5253).

Doctrine juridique : *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 5246, 5247, 5248).

Droits de la défense : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 5270) ; *Durafour (Michel)* (p. 5265, 5266).

Droits de l'homme : *Méric (André)* (p. 5251, 5254).

Faux en écritures publiques : *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 5274).

Haute Cour de justice : *Autain (François)* (p. 5271) ; *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 5264) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 5245, 5246, 5247, 5248, 5249) ; *Durafour (Michel)* (p. 5264, 5265) ; *Estier (Claude)* (p. 5268, 5269) ; *Habert (Jacques)* (p. 5275) ; *Jolibois (Charles)* (p. 5239, 5240, 5241, 5243, 5260) ; *Laurin (René-Georges)* (p. 5255, 5256) ; *Méric (André)* (p. 5251, 5252, 5253, 5254) ; *Tricon (Emile)* (p. 5267) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 5250).

Immunité parlementaire : *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 5249) ; *Estier (Claude)* (p. 5268).

Instruction : *Autain (François)* (p. 5271) ; *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 5261, 5262, 5263, 5264) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 5246, 5247, 5248, 5257, 5258, 5273) ; *Estier (Claude)* (p. 5268) ; *Jolibois (Charles)* (p. 5241, 5242, 5243, 5260) ; *Laurin (René-Georges)* (p. 5255) ; *Méric (André)* (p. 5253, 5270, 5274) ; *Rohan (Josselin de)* (p. 5259) ; *Tricon (Emile)* (p. 5266).

Justice : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 5270) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 5258, 5272) ; *Durafour (Michel)* (p. 5265) ; *Estier (Claude)* (p. 5269) ; *Habert (Jacques)* (p. 5275) ; *Jolibois (Charles)* (p. 5240, 5241, 5251) ; *Laurin (René-Georges)* (p. 5255) ; *Méric (André)* (p. 5251, 5254) ; *Tricon (Emile)* (p. 5266).

Magistrats : *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 5257, 5258) ; *Jolibois (Charles)* (p. 5240, 5260).

Ministère public : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 5262, 5263, 5264) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 5257, 5258) ; *Jolibois (Charles)* (p. 5240) ; *Méric (André)* (p. 5254).

Ministres : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 5262, 5263, 5264) ; *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 5270) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 5246, 5247, 5248) ; *Durafour (Michel) (p. 5265)* ; *Habert (Jacques)* (p. 5275) ; *Jolibois (Charles)* (p. 5239, 5240, 5251) ; *Laurin (René-Georges)* (p. 5255) ; *Tricon (Emile)* (p. 5266, 5267) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 5250).

Parlement : *Jolibois (Charles)* (p. 5239, 5240).

Police : *Méric (André)* (p. 5253, 5270).

Presse : *Autain (François)* (p. 5271) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 5272, 5273) ; *Estier (Claude)* (p. 5267) ; *Méric (André)* (p. 5274) ; *Rohan (Josselin de)* (p. 5259, 5272, 5273).

Procédure pénale : *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 5246, 5247, 5248) ; *Jolibois (Charles)* (p. 5240).

Proposition de résolution : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 5270) ; *Estier (Claude)* (p. 5269) ; *Jolibois (Charles)* (p. 5244) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 5250).

Règlement du Sénat : *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 5272) ; *Rohan (Josselin de)* (p. 5258, 5259, 5272).

Responsabilité pénale : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 5270) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 5245, 5246, 5248) ; *Durafour (Michel)* (p. 5265) ; *Jolibois (Charles)* (p. 5239) ; *Laurin (René-Georges)* (p. 5255) ; *Tricon (Emile)* (p. 5266) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 5250).

Secret défense : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 5270) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 5274) ; *Durafour (Michel)* (p. 5265) ; *Méric (André)* (p. 5252, 5253, 5254).

Sûreté de l'Etat : *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 5245, 5246).

Motion n° 1 de M. Michel Dreyfus-Schmidt **tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité** (p. 5244) – *MM. Michel Dreyfus-Schmidt, Xavier de Villepin, Charles Jolibois, rapporteur.*

Rejet de la motion (p. 5251 ; scrutin public n° 52).

Motion n° 2 de M. André Méric **tendant à opposer la question préalable** (p. 5251) – *MM. André Méric, René-Georges Laurin.*

Rejet de la motion (p. 5256 ; scrutin public n° 53).

Motion préjudicielle n° 3 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (p. 5256) – *MM. Michel Dreyfus-Schmidt, Josselin de Rohan,*

président de la commission spéciale ; Charles Jolibois, rapporteur.

Rejet de la motion (p. 5261 ; scrutin public n° 54).

Motion de renvoi en commission n° 4 de M. Jean-Pierre Bayle (p. 5261) – *M. Jean-Pierre Bayle.*

Rejet de la motion (p. 5264 ; scrutin public n° 55).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 5275, 5288) : *MM. Jean-Pierre Bayle, Charles Jolibois, rapporteur ; André Méric, Etienne Dailly, Michel Dreyfus-Schmidt, Claude Estier, Louis Virapoullé, Emmanuel Hamel, Paul Loridant, Michel Caldaguès.*

Art. unique *(Mise en accusation de M. Christian Nucci, ancien ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé de la coopération et du développement, devant la Haute Cour de justice)* (p. 5275).

Rejetés : amendement n° 19 de M. Jean-Pierre Bayle : substitution des mots « est susceptible d'être mis en accusation » aux mots « est mis en accusation » (p. 5277 ; scrutin public n° 56) – Amendements de M. André Méric, n° 5 : mise en accusation de M. Christian Nucci devant la Haute Cour de justice pour répondre des faits visés par les réquisitions du Procureur de la République du 30 avril 1987, adoptées par l'ordonnance d'incompétence du juge d'instruction du 6 mai 1987 (p. 5278 ; scrutin public n° 57) – N° 6, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : énoncé sommaire des faits relatifs au sommet de Bujumbura établi d'après les réquisitions du Procureur de la République (p. 5279 ; scrutin public n° 58) – Et, soutenus par M. Claude Estier, tendant à remplacer le mode indicatif par le conditionnel, en l'absence de vérification des faits, n° 7 (p. 5280 ; scrutin public n° 59) ; n° 8 (p. 5281 ; scrutin public n° 60) ; n° 10 (p. 5281 ; scrutin public n° 61) ; et n° 11 (p. 5281) – Et, soutenus par M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° 12 : mention de la délivrance à M. Yves Chalier d'un« vrai-faux passeport » lui ayant permis de se soustraire à la justice (p. 5284 ; scrutin public n° 62) ; et n° 13 : emploi du conditionnel, en l'absence de certitude concernant les faits reprochés à M. Christian Nucci (p. 5285 ; scrutin public n° 63).

Retirés : amendements de M. André Méric, tendant à remplacer le mode indicatif par le conditionnel, en raison de l'absence de vérification des faits reprochés par M. Christian Nucci, n° 9, retiré par M. Claude Estier (p. 5281) ; et n°s 14 à 18, retirés par M. Michel Dreyfus-Schmidt (p. 5285 et 5286).

Explications de vote sur l'ensemble : *MM. Claude Estier (p. 5286) ; Jean-Pierre Bayle (p. 5286) ; Michel Dreyfus-Schmidt (p. 5286, 5287) ; Etienne Dailly (p. 5287) ; André Méric (p. 5287, 5288)* – Constitution, justice.

Scrutin public de droit n° 64 (p. 5288).

Adoption (10 décembre 1987) (p. 5288).

2. – **Organisation des travaux du Sénat** : distribution du rapport sur la proposition de résolution portant mise en accusation de M. Christian Nucci (3 décembre 1987) (p. 4880, 4882) – *MM. Robert Vizet, Jean Chérioux, vice-président du Sénat, président de séance.*

Hérault (département)

Voir *Questions orales sans débat* n° **221**

Histoire

Voir *Questions orales sans débat* n° **272**

Hongrie

Voir *Traités et conventions*, **13**

Hôpitaux

Voir *Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure*, **1**
Lois de finances, **1**, Art. 13, 69
Questions orales sans débat n° **144** ; n° **264**

Hôpitaux (personnels)

Voir *Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure*, **1**
Examens et concours, **1**
Questions au Gouvernement n° **137**

Hôpitaux privés et cliniques

Voir *Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure*, **1**

Hôpitaux publics

Voir *Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure*, **1**
Questions orales sans débat n° **238**

Hôtellerie et restauration

Voir *Lois de finances*, **1**, Industrie, P et T et tourisme - II – Tourisme
Questions au Gouvernement n° **133**
Tourisme, **1**

Huiles

Voir *Lois de finances*, **1**, Art. 25

Hydrocarbures

Voir *Lois de finances*, **1**, Art. 15, 69
Traités et conventions, **1** ; **2**

I

Immunité parlementaire

1. – **Proposition de résolution tendant à obtenir la suspension des poursuites engagées contre M. Raymond Courrière, sénateur de l'Aude,** PRESENTEE AU SENAT, par M. André Méric, sénateur, et plusieurs de ses collègues. (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 20 décembre 1986 – 20 février 1987) [n° **150** (86-87)] – Nomination des membres de la commission chargée d'examiner la proposition de résolution tendant à obtenir la suspension des poursuites engagées contre M. Raymond Courrière, sénateur (8 avril 1987) (p. 79) : *MM. Germain Authié, José Balarello, Gilbert Baumet, Stéphane Bonduel, Philippe de Bourgoing, Jean Colin, Henri Collette, Charles de Cuttoli, Etienne Dailly, Michel Darras, André Delelis, Michel Dreyfus-Schmidt, Jules Faigt, Jean Faure, André Fosset, Paul Girod, Paul Graziani, Hubert Haenel, René-Georges Laurin, Marcel Lucotte, Guy Malé, Paul Masson, André Rabineau, Marcel Rudloff, Michel Rufin, Pierre Schiélé, Jean-Pierre Tizon, Marcel Vidal, Robert Vizet, Albert Voilquin* – Rapport de M. Marcel Rudloff (20 avril 1987) [n° **188** (86-87)] – Discussion (29 avril 1987) – Adoption (29 avril 1987) [n° **57**].

Discussion des conclusions du rapport

(29 avril 1987) (p. 547, 548).

MM. Marcel Rudloff, rapporteur ; Etienne Dailly, président de la commission ; André Méric.

Adoption de la proposition de résolution : le Sénat requiert la suspension, jusqu'à la fin de son mandat, des poursuites engagées contre M. Raymond Courrière (29 avril 1987) (p. 548).

2. – **Proposition de résolution tendant à obtenir la suspension des poursuites engagées contre M. Gérard Larcher, sénateur des Yvelines,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Roger Romani, sénateur, et plusieurs de ses collègues (12 mai 1987) [n° **224** (86-87)] – Renvoi à une commission de trente membres (art. 105 du règlement) – Nomination des membres de cette commission (14 mai 1987) (p. 985) : *MM. Germain Authié, José Balarello, Gilbert Baumet, Stéphane Bonduel, Philippe de Bourgoing, Jean Colin, Henri Collette, Charles de Cuttoli, Etienne Dailly, Michel Darras, André Delelis, Michel Dreyfus-Schmidt, Jules Faigt, Jean Faure, André Fosset, Paul Girod, Paul Graziani, Hubert Haenel, René-Georges Laurin, Marcel Lucotte, Guy Malé, Paul Masson, André Rabineau, Marcel Rudloff, Michel Rufin, Pierre Schiélé, Jean-Pierre Tizon, Marcel Vidal, Robert Vizet et Albert Voilquin* – Rapport de M. Marcel Rudloff (15 mai 1987) [n° **229** (86-87)] – Discussion (15 mai 1987) – Adoption (15 mai 1987) [n° **66**].

Discussion des conclusions du rapport

(15 mai 1987) (p. 1045, 1047)

M. Etienne Dailly, président de la commission – Inviolabilité, maires, partis politiques, presse, diffamation publique.

Adoption de la proposition de résolution : le Sénat requiert la suspension, jusqu'à la fin de son mandat de sénateur, des poursuites engagées contre M. Gérard Larcher (15 mai 1987) (p. 1047).

3. – **Proposition de résolution tendant à obtenir la suspension des poursuites engagées contre M. Paul d'Ornano, sénateur, représentant les Français établis hors de France,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Roger Romani, sénateur, et plusieurs de ses collègues (7 octobre 1987) [n° **22** (87-88)] – Renvoi à une commission de trente membres (article 105 du règlement) – Nomination des membres de cette commission (4 décembre 1987) (p. 4954) : *MM. François Autain, José Balarello, Jean-Pierre Bayle, Jacques Bellanger, Stéphane Bonduel, Philippe de Bourgoing, Raymond Bouvier, Auguste Cazalet, Jean Chamant, Etienne Dailly, Michel Dreyfus-Schmidt, Claude Estier, André Fosset, Jacques Habert, Hubert Haenel, René-Georges Laurin, Marc Lauriol, Charles Lederman, Georges Lombard, Marcel Lucotte, Paul Masson, André Méric, Jacques Moutet, Dominique Pado, Marcel Rudloff, Michel Rufin, Paul Séramy, Jean-Pierre Tizon, Louis Virapoullé, Albert Voilquin* – Rapport de M. Marcel Rudloff (9 décembre 1987) [n° **157** (87-88)] – Discussion (15 décembre 1987) – Adoption (15 décembre 1987) [n° **49**].

Discussion des conclusions du rapport

(15 décembre 1987) (p. 5482, 5489).

MM. Marcel Rudloff, rapporteur ; Charles Lederman, Etienne Dailly, président de la commission ; Roger Romani, Michel Darras, Dominique Pado, Jean-Pierre Bayle – Publicité, élections.

Adoption de la proposition de résolution : le Sénat requiert la suspension, jusqu'à la fin de son mandat de sénateur, des poursuites engagées contre M. Paul d'Ornano (15 décembre 1987) (p. 5489 ; scrutin public n° 71).

4. – **Proposition de résolution tendant à obtenir la suspension des poursuites engagées contre M. Albert Pen, sénateur de Saint-Pierre-et-Miquelon,** PRESENTEE AU SENAT, par M. André Méric, sénateur, et plusieurs de ses collègues (5 décembre 1987) [n° **140** (87-88)] – Renvoi à une commission de trente membres (article 105 du règlement) – Nomination des membres de cette commission (11 décembre 1987) (p. 5322) : *MM. José Balarello, Jean-Pierre Bayle, Jacques Bellanger, Stéphane Bonduel, Philippe de Bourgoing, Raymond Bouvier, Auguste Cazalet, Jean Chamant, Etienne Dailly, Rodolphe Désiré, Michel Dreyfus-Schmidt, Claude Estier, André Fosset, Jacques Habert, Hubert Haenel, René-Georges Laurin, Marc Lauriol, Charles Lederman, Georges Lombard, Marcel Lucotte, Paul Masson, Jacques Moutet, Dominique Pado, Guy Penne, Marcel Rudloff, Michel Rufin, Paul Séramy, Jean-Pierre Tizon, Louis Virapoullé, Albert Voilquin* – Rapport de M. Marcel Rudloff (15 décembre 1987) [n° **167** (87-88)] – Discussion (15 décembre 1987) – Adoption (15 décembre 1987) [n° **50**].

Discussion des conclusions du rapport

(15 décembre 1987) (p. 5489, 5491).

MM. Marcel Rudloff, rapporteur ; Marcel Lucotte, Michel Darras, Roger Romani, Charles Lederman – Diffamation.

Adoption de la proposition de résolution : le Sénat requiert la suspension, jusqu'à la fin de son mandat de sénateur, des poursuites engagées contre M. Albert Pen (15 décembre 1987) (p. 5491 ; scrutin public n° 72).

Importations

Voir *Questions au Gouvernement* n° **231**

Impôt sur le revenu

Voir *Epargne*, **2**
Lois de finances, **1**, Art. 2, 3, 4
Mécénat, **1 ; 2**
Prévision économique, **1**
Sécurité sociale, **2**
Traités et conventions, **10 ; 17 ; 18 ; 33 ; 40 ; 41**

1. – **Proposition de loi tendant à accorder un abattement sur le revenu net global pour les naissances rapprochées ou les naissances multiples simultanées,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Pierre-Christian Taittinger, sénateur (14 avril 1987) [n° **176** (86-87)] – Renvoi à la commission des finances.

Impôt sur les sociétés

Voir *Lois de finances*, **1**, Art. 5, 53
Mécénat, **1 ; 2**

Impôts et taxes

Voir *Finances locales*, **2**

Questions orales sans débat n° **139**

1. – **Rapport d'information** fait au nom de la délégation du Sénat pour la planification sur l'incidence macro-économique de **modifications des taux de la TVA** allant dans le sens de **l'harmonisation européenne,** par M. Bernard Barbier, sénateur (6 mai 1987) [n° **213** (86-87)].

2. – **Projet de loi modifiant les procédures fiscales et douanières,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Jacques Chirac, Premier ministre, par M. Edouard Balladur, ministre de l'économie (17 décembre 1986) [n° **571**] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Robert-André Vivien (7 mai 1987) [n° **703**] – Discussion (2 et 3 juin 1987) – Adoption (3 juin 1987) [n° **106**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (4 juin 1987) [n° **263** (86-87)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. André Fosset (9 juin 1987) [n° **267** (86-87)] – Discussion (18 juin 1987) – Adoption (18 juin 1987) [n° **94**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (19 juin 1987) [n° **883**] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Robert-André Vivien (29 juin 1987) [n° **896**] – Discussion (1er juillet 1987) – Adoption (1er juillet 1987) [n° **148**].

PROMULGATION : Loi n° 87-502 du 8 juillet 1987 (*JO* Lois et décrets du 9 juillet 1987).

Discussion (première lecture)

(18 juin 1987) (p. 2016, 2064).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2016, 2028) : *MM. Alain Juppé, ministre chargé du budget ; André Fosset, rapporteur de la commission des finances ; Pierre-Christian Taittinger, Jean-Pierre Masseret, Robert Vizet.*

Administration fiscale : *Fosset (André)* (p. 2023) ; *Juppé (Alain)* (p. 2016, 2018, 2027) ; *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 2024) ; *Taittinger (Pierre-Christian)* (p. 2023) ; *Vizet (Robert)* (p. 2026, 2027).

Administration (moyens d'action) : *Juppé (Alain)* (p. 2016) ; *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 2024).

Charte du contribuable : *Fosset (André)* (p. 2022) ; *Juppé (Alain)* (p. 2018) ; *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 2024) ; *Taittinger (Pierre-Christian)* (p. 2023) ; *Vizet (Robert)* (p. 2027).

Concurrence : *Juppé (Alain)* (p. 2019).

Contrôles fiscaux : *Juppé (Alain)* (p. 2016, 2017, 2018, 2028) ; *Vizet (Robert)* (p. 2026, 2027).

Cotisations sociales : *Vizet (Robert)* (p. 2025).

Douane (droits) : *Juppé (Alain)* (p. 2018).

Douanes : *Juppé (Alain)* (p. 2016, 2017, 2027).

Fiscalité : *Vizet (Robert)* (p. 2025).

Fraude et évasion fiscales : *Juppé (Alain)* (p. 2017, 2027, 2028) ; *Taittinger (Pierre-Christian)* (p. 2023) ; *Vizet (Robert)* (p. 2025).

Garde à vue : *Juppé (Alain)* (p. 2017).

Grand marché intérieur (CEE) : *Juppé (Alain)* (p. 2017) ; *Taittinger (Pierre-Christian)* (p. 2023).

Immigration clandestine : *Juppé (Alain)* (p. 2017).

Impôts et taxes : *Fosset (André)* (p. 2020) ; *Juppé (Alain)* (p. 2016) ; *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 2024).

Impôt sur le revenu : *Fosset (André)* (p. 2020) ; *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 2024) ; *Vizet (Robert)* (p. 2025).

Impôt sur les grandes fortunes (IGF) : *Vizet (Robert)* (p. 2025).

Impôt sur les successions : *Fosset (André)* (p. 2021).

Juridictions judiciaires : *Juppé (Alain)* (p. 2018).

Libertés individuelles : *Juppé (Alain)* (p. 2016, 2027, 2028).

Peines et amendes : *Fosset (André)* (p. 2021, 2022) ; *Juppé (Alain)* (p. 2019, 2020).

Perquisitions : *Juppé (Alain)* (p. 2017).

Procédure fiscale : *Juppé (Alain)* (p. 2018, 2019).

Secret professionnel : *Juppé (Alain)* (p. 2018).

Terrorisme : *Fosset (André)* (p. 2022) ; *Juppé (Alain)* (p. 2017).

Toxicomanie : *Fosset (André)* (p. 2022) ; *Juppé (Alain)* (p. 2017).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2028, 2064) : *MM. André Fosset, rapporteur ; Alain Juppé, ministre ; Jean-Pierre Masseret, Jean Barras, Daniel Millaud, Charles de Cuttoli, Pierre-Christian Taittinger, Robert Vizet, Roger Chinaud, Etienne Dailly, Emmanuel Hamel, Geoffroy de Montalembert, Alain Pluchet, Jacques Pelletier.*

Art. 1er *(Composition de la commission départementale des impôts directs et des taxes sur le chiffre d'affaires : articles 1651 à 1651 F nouveaux du code général des impôts)* (p. 2028).

ARTICLE 1651 NOUVEAU DU CODE GENERAL DES IMPOTS (*Règles générales de composition de cette commission*) (p. 2029).

Adoptés : amendements de M. André Fosset, rapporteur, n° 4 : représentation des contribuables au sein de la commission départementale des impôts directs et des taxes sur le chiffre d'affaires (p. 2041 ; précédemment réservé p. 2030) – Et n° 5 : grade d'inspecteur principal des impôts obligatoire pour tout représentant de l'administration au sein de la commission (p. 2030).

Rejeté : amendement n° 6 de M. André Fosset, rapporteur : possibilité pour le président de la commission de désigner un expert pour éclairer la commission sur tout ou partie du dossier (p. 2032).

Retiré : amendement n° 52 de M. Jean-Pierre Masseret : conditions de nomination de l'expert-comptable, membre de la commission départementale (p. 2032) – Sur l'amendement n° 4 de M. Alain Pluchet, rapporteur, sous-amendement n° 65 de M. Etienne Dailly (p. 2029).

ARTICLE 1651 A NOUVEAU DU CODE GENERAL DES IMPOTS (*Règles de désignation des représentants des contribuables en fonction de la nature des revenus catégoriels concernés*) (p. 2032).

Adoptés : amendements de M. André Fosset, rapporteur, n° 7, rédactionnel (p. 2023) – N° 8 : possibilité pour le contribuable de choisir l'organisme ou l'organisation professionnelle qui assurera sa représentation (p. 2033) – Et n° 66, de coordination rédactionnelle (p. 2033).

Retiré : amendement n° 35 de M. Alain Pluchet, soutenu par M. Jean Barras : désignation des représentants des contribuables exploitants agricoles (p. 2032).

ARTICLE 1651 B NOUVEAU DU CODE GENERAL DES IMPOTS *(Régime particulier applicable aux litiges portant sur les réductions de rémunérations)* (p. 2033).

Adoptés : amendements de M. André Fosset, rapporteur, nos 9, 11, 12 et 67, de coordination rédactionnelle (p. 2033).

Devenu sans objet : amendement n° 10 de M. André Fosset, rapporteur (p. 2041 ; précédemment réservé p. 2033).

ARTICLE 1651 C NOUVEAU DU CODE GENERAL DES IMPOTS *(Règles de composition de la commission et de désignation de ses membres en matière de litige sur la valeur vénale retenue pour l'assiette de la taxe sur la valeur ajoutée)* (p. 2033).

ARTICLE 1651 D NOUVEAU DU CODE GENERAL DES IMPOTS *(Dispositions applicables aux différends portant sur le calcul du bénéfice agricole forfaitaire ou sur l'évaluation foncière des propriétés non bâties)* (p. 2033).

Retiré : amendement n° 36 de M. Alain Pluchet, retiré par M. Jean Barras (p. 2033).

ARTICLE 1651 E NOUVEAU DU CODE GENERAL DES IMPOTS *(Règles propres à la saisine de la commission en matière de propriétés bâties)* (p. 2033).

Adopté : amendement de n° 13 de M. André Fosset, rapporteur, de coordination rédactionnelle (p. 2034).

ARTICLE 1651 F NOUVEAU DU CODE GENERAL DES IMPOTS *(Règles de composition de la commission en cas de différend portant sur une procédure de taxation d'office mise en oeuvre suite à une vérification contradictoire de situation fiscale personnelle)* (p. 2034).

Adopté : amendement n° 38 de M. Daniel Millaud : pour des motifs inhérents à la protection de sa vie privée, possibilité pour le contribuable de demander la saisine de la commission d'un autre département (p. 2034).

Devenu sans objet : amendement n° 14 de M. André Fosset, rapporteur (p. 2041 ; précédemment réservé p. 2034).

– L'art. 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 2041 ; précédemment réservé p. 2034).

Après l'art. 1er (p. 2034).

Retiré : amendement n° 39 (art. additionnel) de M. Daniel Millaud : modification de l'assiette de l'impôt applicable aux Polynésiens disposant en France d'une ou plusieurs habitations (p. 2035).

Art. 2 *(Régime de l'intérêt de retard et des pénalités fiscales)* (p. 2035).

Adopté : amendement n° 15 de M. André Fosset, rapporteur : allongement du délai offert au contribuable pour présenter à l'enregistrement sa déclaration de succession (p. 2036).

Rejeté : amendement n° 53 de M. Jean-Pierre Masseret : fixation de l'intérêt de retard au taux de base bancaire majoré de deux points (p. 2036).

Retirés : amendement n° 16 de M. André Fosset, rapporteur : aménagement d'un régime spécifique d'intérêts de retard et de pénalités lorsqu'une provision significative a été versée (p. 2037) – Amendement n° 40 de M. Daniel Millaud, analogue à l'amendement n° 16 de M. André Fosset, rapporteur (p. 2037) – Amendement n° 3 de M. Pierre-Christian Taittinger : allègement de la majoration en cas de mauvaise foi du contribuable (p. 2038) – Amendement n° 17 de M. André Fosset, rapporteur : déductibilité de l'intérêt de retard en cas de paiement tardif des impôts, dès lors que cet intérêt s'applique à un impôt lui-même déductible (p. 2038) – Amendement n° 60 de M. Jacques Oudin, soutenu par M. Jean Barras : suppression du seuil de 1 000 francs pour l'engagement de poursuites pénales par l'administration fiscale (p. 2039).

– L'art. 2, ainsi modifié, est adopté (p. 2039).

Après l'art. 2 (p. 2039 et 2041).

Adoptés : amendement n° 18 (art. additionnel) de M. André Fosset, rapporteur : allongement du délai de régularisation pour la présentation à l'enregistrement de la déclaration de succession (p. 2040) – Amendement n° 70 (art. additionnel) de M. Alain Juppé, ministre : intérêts versés par les collectivités publiques sur les sommes relatives à l'impôt trop perçu calculés à compter du jour du paiement (p. 2042).

Retiré : amendement n° 41 (art. additionnel) de M. Daniel Millaud, analogue à l'amendement n° 70 de M. Alain Juppé, ministre (p. 2041).

– Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 2040 et p. 2042).

Art. 3 *(Sanctions particulières et manquements aux obligations formelles : modification du code général des impôts)* (p. 2042).

Parole sur l'article : *MM. Roger Chinaud, Alain Juppé, ministre (p. 2042, 2043)* – Bons de caisse anonymes, or.

Adoptés : amendement n° 71 de M. Alain Juppé, ministre : dans certains cas, diminution du taux de l'amende applicable pour non-respect d'une obligation formelle (p. 2044) – Amendement n° 20 de M. André Fosset, rapporteur : diminution du taux de la pénalité applicable aux personnes ne respectant pas leurs obligations déclaratives en matière de versement de revenus de capitaux mobiliers (p. 2045) ; sous-amendement n° 64 de M. Etienne Dailly (p. 2045).

Retirés : amendement n° 19 de M. André Fosset, rapporteur, en partie analogue à l'amendement n° 71 du Gouvernement (p. 2044) – Amendement n° 46 de M. Roger Chinaud : sanction applicable pour non-respect d'une obligation formelle (p. 2044).

– L'art. 3, ainsi modifié, est adopté (p. 2045).

Après l'art. 3 (p. 2045).

Retiré : amendement n° 47 (art. additionnel) de M. Pierre-Christian Taittinger : correction du bilan d'ouverture et du bilan de clôture lorsqu'à la suite d'une erreur ou d'une mauvaise application d'un texte, un contribuable s'est trompé dans ses écritures comptables (p. 2046).

Art. 3 bis *(Aménagement du délai de déclaration des cessions et cessations d'entreprises)* – Adopté (p. 2046).

Après l'art. 3 bis (p. 2046).

Adopté : amendement n° 43 (art. additionnel) de M. Daniel Millaud : rétablissement du bénéfice des circonstances atténuantes au contribuable poursuivi et condamné pour délit fiscal (p. 2046).

Retiré : amendement n° 54 (art. additionnel) de M. Jean-Pierre Masseret (p. 2048).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2046).

Art. 4 A *(Obligation pour l'administration de remettre au contribuable avant toute vérification la Charte de ses droits et obligations)* – Adopté (p. 2046).

Art. 4 *(Garanties des contribuables lors du déroulement des vérifications approfondies de situations fiscales d'ensemble : modification du Livre des procédures fiscales)* (p. 2047).

Adoptés : amendements de M. André Fosset, rapporteur, n° 21 : substitution aux mots : « la vérification approfondie de la situation fiscale d'ensemble » des mots : « l'examen contradictoire de l'ensemble de la situation fiscale personnelle » (p. 2048) – Nos 22, 24 et 25, de coordination (p. 2049 et 2050) – Amendement n° 72 de M. Alain Juppé, ministre : précision rédactionnelle relative aux droits du contribuable (p. 2049).

Retirés : amendements de M. Jacques Oudin, soutenus par M. Emmanuel Hamel, n° 61 : champ d'application de la loi (p. 2048) – Et n° 62 : réduction du délai de dépôt d'une plainte (p. 2050) – Amendement n° 23 de M. André Fosset, rapporteur : faculté laissée au contribuable de fournir à l'administration fiscale ses relevés de compte bancaire (p. 2049).

– L'art. 4, ainsi modifié, est adopté (p. 2050).

Après l'art. 4 (p. 2050).

Rejeté : amendement n° 55 (art. additionnel) de M. Jean-Pierre Masseret : rétablissement de la procédure de la taxation d'office en cas de dépenses personnelles ostensibles ou notoires excédant les revenus déclarés (p. 2050).

Art. 5 *(Charge de la preuve : article L. 192 du Livre des procédures fiscales)* (p. 2051).

Parole sur l'article : *MM. André Fosset, rapporteur ; Alain Juppé, ministre* (p. 2051) – Peines et amendes, entreprises (fiscalité).

Adopté : amendements de M. André Fosset, rapporteur, n° 26 : charge de la preuve des graves irrégularités invoquées par l'administration incombant à cette dernière (p. 2052) – Et n° 27, de coordination (p. 2052).

Rejeté : amendement n° 57 de M. Jean-Pierre Masseret : charge de la preuve en cas de saisine d'une des commissions visées à l'article L. 59 du Livre des procédures fiscales (p. 2052).

Retiré : amendement n° 58 de M. Jean-Pierre Masseret (p. 2052).

– L'art. 5, ainsi modifié, est adopté (p. 2052).

Art. 6 *(Information des contribuables sur les résultats des vérifications fiscales : articles L. 48 et L. 49 du Livre des procédures fiscales)* (p. 2052).

Adopté : amendement n° 28 de M. André Fosset, rapporteur, de coordination, (p. 2052).

Retiré : amendement n° 63 de M. Jacques Oudin, soutenu par M. Emmanuel Hamel : alignement du délai de réponse imparti à l'administration sur celui imparti au contribuable (p. 2053).

– L'art. 6, ainsi modifié, est adopté (p. 2053).

Art. 7 *(Limitation de la durée des vérifications sur place des petites entreprises : article L. 52 du Livre des procédures fiscales)* – Adopté (p. 2053).

Art. 8 *(Intérêt de retard applicable en cas de procédure de règlement particulière : article L. 62 du Livre des procédures fiscales)* – Adopté (p. 2053).

Art. 9 *(Saisine du comité consultatif pour la répression des abus de droit : article L. 64 du Livre des procédures fiscales)* – Adopté (p. 2053).

Art. 10 *(Unification du contentieux juridictionnel des contributions indirectes : abrogation de l'article L. 199 A du Livre des procédures fiscales)* – Adopté (p. 2053).

Après l'art. 10 (p. 2053).

Retiré : amendement n° 34 (art. additionnel) de M. Roger Chinaud : coordination entre les juridictions de l'ordre judiciaire et celles de l'ordre administratif (p. 2054).

Art. 10 bis *(Réforme du régime de la contrainte par corps : articles L. 271, L. 272 A nouveau et L. 277 du Livre des procédures fiscales)* – Adopté (p. 2055).

Art. 10 ter *(Aménagement du régime du sursis de paiement : articles L. 277 et L. 279 A nouveau du Livre des procédures fiscales)* – Adopté (p. 2055).

Art. 10 quater *(Inapplicabilité de la notion d'abus de droit à un contrat soumis par le contribuable à l'administration : article L. 64 B nouveau du Livre des procédures fiscales)* – Adopté (p. 2055).

Art. 10 quinquies *(Interdiction de remettre en cause lors d'un contrôle ultérieur une situation de fait admise au cours d'un contrôle : article L. 80 B du Livre des procédures fiscales)* – Adopté (p. 2055).

Après l'art. 10 quinquies (p. 2055).

Adopté : amendement n° 68 (art. additionnel) de M. André Fosset, rapporteur : interdiction pour un agent d'une administration fiscale étrangère de procéder à une investigation fiscale auprès d'un contribuable français en France (p. 2058).

Retiré : amendement n° 37 (art. additionnel) de M. Geoffroy de Montalembert : pour certains contribuables, obligation de souscrire la déclaration annuelle n° 2072 limitée au seul cas de modification dans l'affectation des immeubles (p. 2056).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2056).

Art. 11 *(Modification du régime des produits « sensibles » en matière douanière : article 215 du code des douanes)* (p. 2058).

Adoptés : amendement n° 73 de M. Alain Juppé, ministre : restriction de la définition des produits « sensibles » par introduction des notions de courant de fraude internationale et de marché clandestin (p. 2057) – Amendement n° 30 de M. André Fosset, rapporteur : liste des produits sensibles arrêtée par le ministre des finances, soumise annuellement à l'autorisation du Parlement dans le cadre de la loi de finances (p. 2057).

Retiré : amendement n° 29 de M. André Fosset, analogue à l'amendement n° 73 du Gouvernement (p. 2057).

– L'art. 11, ainsi modifié, est adopté (p. 2057).

Art. 11 bis *(Relations avec les administrations fiscales étrangères)* (p. 2057).

Adopté : amendement n° 69 de M. André Fosset, rapporteur : suppression de cet article pour coordination (p. 2057).

– L'art. 11 bis est supprimé (p. 2057).

Art. 12 *(Renforcement du contrôle judiciaire : article 323 du code des douanes)* – Adopté (p. 2057).

Art. 13 *(Introduction d'un élément intentionnel dans les délits douaniers : article 369 du code des douanes)* (p. 2058).

Adopté : amendement n° 31 de M. André Fosset, rapporteur : pouvoir d'appréciation du juge ne pouvant s'exercer pour les délits douaniers portant sur le trafic de marchandises dangereuses pour la santé ou la sécurité publique (p. 2058).

– L'art. 13, ainsi modifié, est adopté (p. 2058).

Après l'art. 13 (p. 2058).

Rejeté : amendement n° 45 (art. additionnel) de M. Daniel Millaud : présomptions irréfragables de responsabilité, pesant à l'encontre de certaines personnes, remplacées par des présomptions simples (p. 2059).

Retiré : amendement n° 44 (art. additionnel) de M. Daniel Millaud : élargissement de l'application des circonstances atténuantes à certaines amendes fiscales ou sommes tenant lieu de confiscation de marchandises (p. 2059).

Art. 13 bis *(Modalités des justifications relatives aux avoirs à l'étranger)* – Adopté (p. 2059).

Après l'art. 13 bis (p. 2059).

Retiré : amendement n° 48 (art. additionnel) de M. Pierre-Christian Taittinger : droit de revendiquer un bien reconnu au seul propriétaire de bonne foi (p. 2060).

Art. 14 *(Aménagement du régime des infractions douanières et de leurs sanctions : articles 410, 411 et 414 nouveau du code des douanes)* (p. 2060).

Adoptés : amendement n° 32 de M. André Fosset, rapporteur : emprisonnement d'une durée maximale de trois ans (p. 2060) – Amendement n° 33 de M. Alain Juppé, ministre : substitution de l'amende « maximum au double » à l'amende « maximum au quintuple » (p. 2060).

– L'art. 14, ainsi modifié, est adopté (p. 2060).

Après l'art. 14 (p. 2060).

Adoptés : amendement n° 74 (art. additionnel) de M. Alain Juppé, ministre : pouvoir donné au juge de limiter ou de supprimer la solidarité des condamnés en cas de circonstances atténuantes (p. 2061) – Amendement n° 1 (division additionnelle) de M. Michel Giraud, soutenu par M. Alain Pluchet : insertion d'une division nouvelle : « Titre III – Dispositions diverses » (p. 2063 ; précédemment réservé p. 2062) – Amendement n° 2 (art. additionnel) de M. Michel Giraud, soutenu par M. Alain Pluchet : modalités d'indexation annuelle de la dotation des syndicats d'agglomération nouvelle (p. 2063) – Amendement n° 51 (art. additionnel) de M. Jacques Pelletier : sanctions applicables au trafic d'animaux (p. 2063).

Rejetés : amendement n° 50 (art. additionnel) de M. Robert Vizet : renforcement des moyens de l'administration des douanes pour lutter efficacement contre l'évasion fiscale (p. 2062) – Amendement n° 59 (art. additionnel) de M. Jean-Pierre Masseret : possibilité pour l'administration douanière de contrôler les avoirs à l'étranger de certaines entreprises multinationales ayant des filiales installées en France (p. 2062).

Retiré : amendement n° 49 (art. additionnel) de M. Pierre-Christian Taittinger : pouvoir discrétionnaire du juge pour déterminer la condamnation « in solidum » (p. 2061).

– Un article additionnel puis une division additionnelle, comprenant deux articles additionnels, sont insérés dans le projet de loi (p. 2061 et 2063).

Explications de vote sur l'ensemble : *MM. Emmanuel Hamel,* (p. 2063, 2064), *Robert Vizet* (p. 2064) – Fraude fiscale, administration fiscale, démocratie.

Adoption (18 juin 1987) (p. 2064).

3. – **Proposition de loi tendant à simplifier les déclarations relatives à diverses taxes que doivent souscrire artisans, commerçants et petites et moyennes entreprises,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Pierre Laffitte, sénateur, et plusieurs de ses collègues (7 octobre 1987) [n° **32** (87-88)] – Renvoi à la commission des finances.

Impôts locaux

Voir *Questions au Gouvernement* n° **208**

Imprimerie nationale

Voir *Lois de finances,* **1,** Imprimerie nationale (Budget annexe)

Incendies

Voir *Assurances,* **1**

Incompatibilités

Voir *Communes,* **1**

1. – **Proposition de loi organique tendant à modifier le second alinéa de l'article L.O. 145 du code électoral,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Etienne Dailly, sénateur, et plusieurs de ses collègues (23 juin 1987) [n° **308** (86-87)] – Renvoi à la commision des lois – Rapport de M. Etienne Dailly (4 novembre 1987) [n° **83** (87-88)] – Discussion (12 novembre 1987) – Adoption (12 novembre 1987) [n° **35**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (12 novembre 1987) [n° **1032**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. André Fanton (3 décembre 1987) [n° **1098**] – Discussion (4 décembre 1987) – Adoption (4 décembre 1987) [n° **200**].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Décision n° 87-231 DC du 5 janvier 1988 (*J.O.* Lois et décrets du 7 janvier 1988) qui déclare conforme à la Constitution la loi organique n° 88-37.

PROMULGATION : Loi n° 88-37 du 13 janvier 1988 (*J.O.* Lois et décrets du 15 janvier 1987).

Discussion des conclusions du rapport

(12 novembre 1987) (p. 3858, 3860).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3858, 3860) : *MM. Etienne Dailly, rapporteur de la commission des lois ; Yves Galland, ministre chargé des collectivités locales.*

Bureau du Sénat : *Dailly (Etienne)* (p. 3858, 3859).

Collectivités territoriales : *Dailly (Etienne)* (p. 3858, 3859).

Conseil constitutionnel : *Dailly (Etienne)* (p. 3858).

Conseil constitutionnel (décisions) : *Dailly (Etienne)* (p. 3858, 3859).

Conseils d'administration : *Dailly (Etienne)* (p. 3858, 3859) ; *Galland (Yves)* (p. 3860).

Entreprises publiques : *Dailly (Etienne)* (p. 3858, 3859) ; *Galland (Yves)* (p. 3859).

Etablissements publics : *Dailly (Etienne)* (p. 3858, 3859) ; *Galland (Yves)* (p. 3859).

Gouvernement : *Dailly (Etienne)* (p. 3858, 3859) ; *Galland (Yves)* (p. 3860).

Incompatibilités : *Dailly (Etienne)* (p. 3858, 3859) ; *Galland (Yves)* (p. 3859, 3860).

Mandats électoraux : *Dailly (Etienne)* (p. 3858, 3859) ; *Galland (Yves)* (p. 3859).

Mandats parlementaires : *Dailly (Etienne)* (p. 3858, 3859) ; *Galland (Yves)* (p. 3859, 3860).

Parlement : *Dailly (Etienne)* (p. 3858, 3859).

Parlement (rôle) : *Dailly (Etienne)* (p. 3858).

Service public : *Dailly (Etienne)* (p. 3858).

Sociétés d'économie mixte : *Dailly (Etienne)* (p. 3858, 3859).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 3860) : *M. Etienne Dailly, rapporteur.*

Art. unique *(Cas de non-application des règles d'incompatibilité)* (p. 3860).

Scrutin public de droit n° 23 (p. 3860).

Adoption (12 novembre 1987) (p. 3860).

Inde

Voir *Allocutions et communications,* **7**

1. – **Rapport d'information,** fait au nom de la commisson des affaires économiques, à la suite d'une **mission d'information** effectuée en **Inde** du 14 au 29 mars 1987, afin d'y étudier les conditions de développement économique de ce pays et l'état de ses relations commerciales avec la France, par M. André Jarrot, sénateur, et plusieurs de ses collègues (7 octobre 1987) [n° 31 (87-88)].

Indre (département)

Voir *Questions au Gouvernement* n° **217**

Industrie

Voir *Gouvernement (déclarations),* **2**
Lois de finances, **1,** Art. 69 ; Economie, finances et privatisation - Commerce extérieur ; Industrie et tourisme - I – Industrie

Inéligibilités

Voir *Elections,* **11**

Inflation

Voir *Questions au Gouvernement* n° **174**

Information

Voir *Audiovisuel (programmes),* **1**
Lois de finances, **1,** Culture et communication - Communication (et information)
Ordre public, **1**

Informatique

Voir *Droit pénal,* **1**
Questions au Gouvernement n° **142**

Insertion sociale

Voir *Handicapés,* **1**

Insignes

Voir *Questions orales sans débat* n° **215**

Installations nucléaires

Voir *Energie nucléaire,* **1**

Lois de finances rectificatives, **1**, Art. 22
Questions au Gouvernement n° **176**

Institut national de la propriété industrielle (INPI)

Voir *Propriété industrielle*, **1**

Institut national de recherche chimique appliquée (IRCHA)

Voir *Questions orales sans débat* n° **209**

Intérieur

Voir *Lois de finances*, **1**, Intérieur

Interruption volontaire de grossesse (IVG)

Voir *Questions orales sans débat* n° **234**

Investissements

Voir *Prévision économique*, **1**
Questions orales avec débat n° **123**
Traités et conventions, **13**

Iran

Voir *Questions au Gouvernement* n° **206**

Isère (département)

Voir *Questions au Gouvernement* n° **149**

Italie

Voir *Traités et conventions*, **11**

J

Japon

Voir *Allocutions et communications,* **10**
Questions orales sans débat n° **193**

Jeunesse

Voir *Lois de finances,* **1,** Services du Premier ministre - V – Jeunesse et sports
Questions au Gouvernement n° **234** ; n° **238**
Sports, **2**

Jeux et paris

Voir *Lois de finances,* **1,** Services du Premier ministre - V – Jeunesse et sports

1. – **Proposition de loi tendant à modifier certaines dispositions relatives aux casinos autorisés,** PRESENTEE A L'ASSEMBLEE NATIONALE par M. Léonce Deprez, député, et plusieurs de ses collègues (4 décembre 1986) [n° **512**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Henri Cuq (17 décembre 1986) [n° **565**] – Discussion (17 décembre 1986) – Adoption (17 décembre 1986) [n° **76**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (18 décembre 1986) [n° **128** (86-87)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Paul Girod (22 avril 1987) [n° **190** (86-87)] – Discussion (28 avril 1987) – Adoption (28 avril 1987) [n° **55**].

PROMULGATION : Loi n° 87-306 du 5 mai 1987 (*J.O.* Lois et décrets du 6 mai 1987).

Discussion (première lecture)

(28 avril 1987) (p. 507, 514).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 507, 510) : *MM. Yves Galland, ministre chargé des collectivités locales ; Paul Girod, rapporteur de la commission des lois ; Jean Colin, et les orateurs sur la motion.*

Casinos : *Bonnet (Christian)* (p. 509) ; *Colin (Jean)* (p. 510) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 508) ; *Galland (Yves)* (p. 507, 509, 510) ; *Girod (Paul)* (p. 507).

Chômage : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 508).

Code des débits de boissons : *Galland (Yves)* (p. 507) ; *Girod (Paul)* (p. 507).

Communauté économique européenne (CEE) : *Bonnet (Christian)* (p. 509) ; *Girod (Paul)* (p. 509).

Jeux et paris : *Bonnet (Christian)* (p. 509) ; *Colin (Jean)* (p. 510) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 508) ; *Galland (Yves)* (p. 507, 509, 510) ; *Girod (Paul)* (p. 507).

Machines à sous : *Bonnet (Christian)* (p. 509) ; *Colin (Jean)* (p. 510) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 508) ; *Galland (Yves)* (p. 507, 510) ; *Girod (Paul)* (p. 507).

Tourisme : *Galland (Yves)* (p. 507, 509) ; *Girod (Paul)* (p. 507, 509).

Motion n° 3 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, **tendant à opposer la question préalable** (p. 508, 510) – *Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, MM. Christian Bonnet, Paul Girod, rapporteur ; Yves Galland, ministre.*

Rejet de la motion (p. 510 ; scrutin public n° 138).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 510, 514) : *Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, MM. Paul Girod, rapporteur ; Yves Galland, ministre ; Paul Souffrin, Jean Puech.*

Art. 1er *(Conditions d'installation et d'exploitation des appareils de jeux dans les casinos autorisés : article premier de la loi n° 83-628 du 12 juillet 1983 interdisant certains appareils de jeux)* (p. 510).

Rejeté : amendement n° 4 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis : suppression de cet article (p. 511).

Retiré : amendement n° 2 de M. Paul Girod, rapporteur : acquisition par les seuls casinos, en pleine propriété et à l'état neuf, des appareils de jeux, sur autorisation du ministre de l'intérieur, délivrée après avis de la commission supérieure des jeux (p. 512).

– L'art. 1er est adopté (p. 512).

Art. 1er bis *(Droit de timbre sur les cartes d'entrée dans les casinos : article 945 du code général des impôts)* (p. 512).

Rejeté : amendement n° 5 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis : suppression de cet article (p. 512).

– L'art. 1er bis est adopté (p. 512).

Art. 2 *(Conditions de délivrance des licences de débit de boissons aux casinos autorisés : article L. 29 du code des débits de boissons)* (p. 512).

Rejeté : amendement n° 6 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, soutenu par M. Paul Souffrin : suppression de cet article (p. 513).

Retiré : amendement n° 1 de M. Jean Puech : modification du code des débits de boissons et, en particulier, abrogation de l'article L. 29 (p. 513).

– L'art. 2 est adopté (p. 513).

Explications de vote sur l'ensemble : *MM. Robert Laucournet (p. 514), Louis Virapoullé (p. 514), Paul Souffrin (p. 514).*

Adoption (28 avril 1987) (p. 514).

2. – **Proposition de loi tendant à compléter la loi du 21 mai 1836 sur les loteries,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Henri Goetschy, sénateur, et plusieurs de ses collègues (16 avril 1987) [n° **186** (86-87)] – Renvoi à la commission des lois.

Jeux Olympiques

1. – **Projet de loi autorisant, en ce qui concerne la prise de possession des immeubles nécessaires à l'organisation ou au déroulement des XVIe Jeux Olympiques d'hiver d'Albertville et de la Savoie, l'application de la procédure d'extrême urgence et la réquisition temporaire,** PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Jacques Chirac, Premier ministre, par M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement (2 octobre 1987) [n° **7** (87-88)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Raymond Bouvier (29 octobre 1987) [n° **68** (87-88)] – Urgence – Discussion (4 novembre 1987) – Adoption (4 novembre 1987) [n° **29**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (5 novembre 1987) [n° **1011**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Pierre Mazeaud (2 décembre 1987) [n° **1086**] – Discussion (16 décembre 1987) – Adoption (16 décembre 1987) [n° **208**].

PROMULGATION : Loi n° 87-1132 du 31 décembre 1987 (*J.O.* Lois et décrets du 1er janvier 1988).

Discussion (première lecture)

(4 novembre 1987) (p. 3675, 3680).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3675, 3677) : *MM. Christian Bergelin, secrétaire d'Etat chargé de la jeunesse et des sports ; Raymond Bouvier, rapporteur de la commission des lois ; Pierre Dumas.*

Equipements collectifs : *Bergelin (Christian)* (p. 3676) ; *Bouvier (Raymond)* (p. 3676) ; *Dumas (Pierre)* (p. 3677).

Expropriation : *Bergelin (Christian)* (p. 3676) ; *Bouvier (Raymond)* (p. 3676, 3677).

Extrême urgence (procédure) : *Bergelin (Christian)* (p. 3676) ; *Bouvier (Raymond)* (p. 3676, 3677).

Jeux olympiques : *Bergelin (Christian)* (p. 3675, 3676) ; *Bouvier (Raymond)* (p. 3676) ; *Dumas (Pierre)* (p. 3677).

Propriété (droit) : *Bergelin (Christian)* (p. 3676) ; *Bouvier (Raymond)* (p. 3677).

Réquisition : *Bergelin (Christian)* (p. 3676) ; *Bouvier (Raymond)* (p. 3677).

Savoie (département) : *Bergelin (Christian)* (p. 3676) ; *Bouvier (Raymond)* (p. 3676) ; *Dumas (Pierre)* (p. 3677).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3678, 3680) : *MM. Raymond Bouvier, rapporteur ; Christian Bergelin, secrétaire d'Etat ; Emile Didier ; Mme Hélène Luc.*

TITRE PREMIER

DE LA PROCEDURE D'EXTREME URGENCE

Art. 1er *(Extension temporaire du champ d'application de l'article L 15-9 du code de l'expropriation)* (p. 3678).

Adopté : amendement n° 1 de M. Raymond Bouvier, rapporteur, rédactionnel (p. 3678).

– L'art. 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 3678).

Art. 2 *(Relogement préalable des occupants)* (p. 3678).

Adopté : amendement n° 2 de M. Raymond Bouvier, rapporteur : définition des différentes catégories d'occupants concernés (p. 3678).

– L'art. 2, dans la rédaction de l'amendement n° 2, est adopté (p. 3678).

TITRE II

DE LA REQUISITION

Art. 3 *(Champ d'application de la réquisition)* – Adopté (p. 3678).

Art. 4 *(Contenu et effet de l'arrêté de réquisition)* – Adopté (p. 3678).

Art. 5 *(Procédure d'indemnisation)* (p. 3678).

Adopté : amendement n° 3 de M. Raymond Bouvier, rapporteur, rédactionnel (p. 3679).

– L'art. 5, ainsi modifié, est adopté (p. 3679).

Art. 6 *(Etablissement d'un constat des lieux)* – Adopté (p. 3679).

Art. 7 *(Propriété des installations et équipements)* – Adopté (p. 3679).

Art. 8 *(Principe de la remise en état des terrains)* (p. 3679).

Adopté : amendement n° 4 de M. Raymond Bouvier, rapporteur : suppression de la consultation du directeur des services fiscaux en cas de maintien de certains équipements (p. 3679).

– L'art. 8, ainsi modifié, est adopté (p. 3679).

Art. 9 *(Garantie de l'Etat)* – Adopté (p. 3679).

Art. 10 *(Levée anticipée de la réquisition)* – Adopté (p. 3679).

Art. 11 *(Maintien des loyers, fermages ou redevances)* – Adopté (p. 3679).

Art. 12 *(Recours éventuel à la force publique)* – Adopté (p. 3679).

Après l'art. 12 (p. 3679).

Adopté : amendement (art. additionnel) n° 5 de M. Raymond Bouvier, rapporteur : inapplicabilité des dispositions de l'ordonnance du 6 janvier 1959 relative aux réquisitions de biens et de services, aux réquisitions opérées en application du présent titre (p. 3679).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3679).

TITRE III

DISPOSITIONS COMMUNES

Art. 13 *(Conditions d'application de la loi)* – Adopté (p. 3679).

Explications de vote sur l'ensemble : *Mme Hélène Luc* (p. 3680) ; *M. Raymond Bouvier, rapporteur* (p. 3680) ; *intervention de M. Christian Bergelin, secrétaire d'Etat* (p. 3680) – Elus locaux.

Adoption (4 novembre 1987) (p. 3680).

Journalisme

Voir *Questions au Gouvernement* n° **224** ; n° **241**

Journaux officiels

Voir *Lois de finances*, **1**, Journaux officiels (Budget annexe)

Juges consulaires

Voir *Tribunaux de commerce*, **1**

Juges d'instruction

Voir *Procédure pénale*, **2**

Juridictions administratives

Voir *Lois de finances*, **1**, Intérieur

Juridictions judiciaires

Voir *Concurrence*, **1**

Justice

Voir *Consommateurs (protection et information)*, **2**
Lois de finances, **1**, Art. 71 ; Intérieur ; Justice
Police, **4**
Procédure pénale, **2**
Questions au Gouvernement n° **236**
Questions orales sans débat n° **183**
Traités et conventions, **15** ; **23** ; **24** ; **26**

1. – **Proposition de loi tendant à modifier certaines dispositions de la loi n° 82-621 du 21 juillet 1982, et complétant les codes de procédure pénale et de justice militaire,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Hubert Haenel, sénateur, et plusieurs de ses collègues (7 juillet 1987) [n° **361** (86-87)] – Renvoi à la commission des lois.

2. – **Projet de loi portant réforme du contentieux administratif,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Jacques Chirac, Premier ministre, par M. Albin Chalandon, ministre de la justice et par M. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur (25 juin 1987) [n° **890**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Pierre Mazeaud (2 octobre 1987) [n° **942**] – Discussion (6 octobre 1987) – Adoption (6 octobre 1987) [n° **172**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (8 octobre 1987) [n° **37** (87-88)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Daniel Hoeffel (29 octobre 1987) [n° **67** (87-88)] – Discussion (10 novembre 1987) – Adoption (10 novembre 1987) [n° **31**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (12 novembre 1987) [n°**1095**] – Discussion (4 décembre 1987) – Adoption (4 décembre 1987) [n° **202**].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (8 décembre 1987) [n° **141** (87-88)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Daniel Hoeffel (8 décembre 1987) [n° **142** (87-88)] – Discussion (9 décembre 1987) – Adoption (9 décembre 1987) [n° **42**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (TROISIEME LECTURE) (10 décembre 1987) [n° **1130**] – Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (Assemblée Nationale) ; rapport de M. Pierre Mazeaud (17 décembre) [n° **1158**] – Discussion (20 décembre 1987) – Adoption (20 décembre 1987) [n° **223**].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (Sénat) ; rapport de M. Daniel Hoeffel (17 décembre 1987) [n° **176** (86-87)] – Discussion (20 décembre 1987) – Adoption (20 décembre 1987) [n° **70**].

PROMULGATION : Loi n° 87-1127 du 31 décembre 1987 (*J.O.* Lois et décrets du 1er janvier 1988).

Discussion (première lecture)

(10 novembre 1987) (p. 3752, 3802).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3750, 3767) : *MM. Albin Chalandon, ministre de la justice ; Daniel Hoeffel, rapporteur de la commission des lois ; Jacques Larché, président de la commission des lois ; Jacques Grandon, José Balarello, Charles Lederman, Félix Ciccolini, Michel Dreyfus-Schmidt, Marcel Rudloff, Charles Pasqua, ministre de l'intérieur*.

Alpes-Maritimes (département) : *Balarello (José)* (p. 3758).

Alsace et Moselle : *Rudloff (Marcel)* (p. 3766).

Avocats : *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 3763) ; *Grandon (Jacques)* (p. 3756).

Commissions parlementaires : *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 3762).

Conseil constitutionnel (décisions) : *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 3764).

Conseil d'Etat : *Balarello (José)* (p. 3758) ; *Chalandon (Albin)* (p. 3752) ; *Ciccolini (Félix)* (p. 3761) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 3762, 3764) ; *Hoeffel (Daniel)* (p. 3754) ; *Larché (Jacques)* (p. 3755, 3756) ; *Lederman (Charles)* (p. 3759) ; *Rudloff (Marcel)* (p. 3765).

Conseil d'Etat (cassation) : *Balarello (José)* (p. 3758) ; *Chalandon (Albin)* (p. 3753) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 3763).

Conseil d'Etat (histoire) : *Balarello (José)* (p. 3757).

Conseil d'Etat (jurisprudence) : *Balarello (José)* (p. 3759) ; *Larché (Jacques)* (p. 3755).

Conseil d'Etat (procédure) : *Chalandon (Albin)* (p. 3753).

Contentieux administratif : *Larché (Jacques)* (p. 3755).

Contentieux administratif (excès de pouvoir) : *Chalandon (Albin)* (p. 3752, 3753) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 3763) ; *Hoeffel (Daniel)* (p. 3754).

Contentieux administratif (plein contentieux) : *Chalandon (Albin)* (p. 3752) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 3763).

Contentieux administratif (statistiques) : *Balarello (José)* (p. 3758) ; *Chalandon (Albin)* (p. 3752) ; *Ciccolini (Félix)* (p. 3760) ; *Lederman (Charles)* (p. 3759).

Cours administratives d'appel : *Ciccolini (Félix)* (p. 3760, 3761) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 3762, 3763) ; *Lederman (Charles)* (p. 3759) ; *Rudloff (Marcel)* (p. 3766).

Cours administratives d'appel (compétences) : *Chalandon (Albin)* (p. 3752, 3753) ; *Hoeffel (Daniel)* (p. 3754).

Cours administratives d'appel (composition) : *Chalandon (Albin)* (p. 3753) ; *Hoeffel (Daniel)* (p. 3754) ; *Pasqua (Charles)* (p. 3767).

Cours administratives d'appel (organisation) : *Chalandon (Albin)* (p. 3753).

Décentralisation : *Balarello (José)* (p. 3757).

Fonctionnaires et agents publics : *Balarello (José)* (p. 3758) ; *Ciccolini (Félix)* (p. 3760) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 3762) ; *Grandon (Jacques)* (p. 3756) ; *Lederman (Charles)* (p. 3759, 3760) ; *Pasqua (Charles)* (p. 3767).

Intérieur (ministère) : *Pasqua (Charles)* (p. 3766).

Juridictions administratives (compétences) : *Ciccolini (Félix)* (p. 3760) ; *Lederman (Charles)* (p. 3759) ; *Rudloff (Marcel)* (p. 3765).

Juridictions administratives (réformes) : *Balarello (José)* (p. 3758) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 3761) ; *Hoeffel (Daniel)* (p. 3754).

Justice administrative (historique) : *Balarello (José)* (p. 3757, 3758) ; *Ciccolini (Félix)* (p. 3761).

Justice (délais) : *Chalandon (Albin)* (p. 3752) ; *Ciccolini (Félix)* (p. 3760) ; *Hoeffel (Daniel)* (p. 3754) ; *Larché (Jacques)* (p. 3755) ; *Lederman (Charles)* (p. 3759).

Justice (ministère) : *Balarello (José)* (p. 3759) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 3764) ; *Pasqua (Charles)* (p. 3766).

Loi et règlement (domaines respectifs) : *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 3764).

Lois (application) : *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 3764).

Magistrats : voir Fonctionnaires et agents publics.

Médiateur : *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 3764).

Metz (ville) : *Bohl (André)* (p. 3766).

Procédure administrative : *Balarello (José)* (p. 3758) ; *Chalandon (Albin)* (p. 3753) ; *Ciccolini (Félix)* (p. 3761) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 3762, 3763) ; *Hoeffel (Daniel)* (p. 3755) ; *Lederman (Charles)* (p. 3759) ; *Rudloff (Marcel)* (p. 3766).

Provence-Alpes-Côte d'Azur (région) : *Ciccolini (Félix)* (p. 3761).

Référé administratif : *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 3764).

Strasbourg (ville) : *Rudloff (Marcel)* (p. 3766).

Tribunaux administratifs : *Bohl (André)* (p. 3766) ; *Pasqua (Charles)* (p. 3767).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3768, 3802) : *MM. Albin Chalandon, ministre de la justice ; Daniel Hoeffel, rapporteur ; Michel Dreyfus-Schmidt, Jacques Larché, président de la commission ; Charles Lederman, Jacques Grandon, Louis Virapoullé, Charles Pasqua, ministre de l'intérieur ; Emmanuel Hamel, Marcel Rudloff, Etienne Dailly, Xavier de Villepin.*

Art. 1er *(Compétences des cours administratives d'appel)* (p.3768).

Adoptés : amendement n° 44 de M. Albin Chalandon, ministre : compétences des cours administratives d'appel ; transfert progressif du contentieux de l'excès de pouvoir (p. 3772 ; priorité ordonnée p. 3771) ; sous-amendements de M. Daniel Hoeffel, rapporteur nos 46 (p. 3772 ; scrutin public n° 20) et 47 (p. 3772).

Retiré : sur l'amendement n° 44 du Gouvernement, sous-amendement n° 48 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur (p. 3771).

Devenus sans objet : amendement n° 1 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur : extension des transferts de compétences du Conseil d'Etat vers les cours administratives d'appel (p. 3772) ; sous-amendement n° 23 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (p. 3772) – Amendements de M. Michel Dreyfus-Schmidt n° 21 : compétences des cours administratives d'appel (p. 3772) – Et n° 22 : suppression de l'élaboration des modalités de transfert par décret au Conseil d'Etat (p. 3772).

– L'article 1er, dans la rédaction de l'amendement n° 44, ainsi modifié, est adopté (p. 3772).

Après l'art. 1er (p. 3772).

Retirés : amendement n° 2 (art. additionnel) de M. Daniel Hoeffel, rapporteur (p. 3272) – Amendement n° 17 (art. additionnel)

de M. Jacques Grandon : indemnisation du préjudice causé aux avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation (p. 3775) – Amendement n° 24 (art. additionnel) de M. Michel Dreyfus-Schmidt : indemnisation du préjudice causé aux avocats au Conseil d'Etat (p. 3775).

Art. 2 *(Organisation des cours administratives d'appel)* (p. 3775).

Retirés : amendement n° 13 de M. Jacques Grandon : intervention devant les cours administratives d'appel des avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation (p. 3776) – Amendement n° 18 de M. Louis Virapoullé, retiré puis repris par M. Michel Dreyfus-Schmidt : rattachement des tribunaux administratifs des départements et territoires d'outre-mer à la Cour administrative d'appel de Paris et de la région d'Ile-de-France (p. 3777).

– L'article 2 est adopté (p. 3777).

Art. 3 *(Réaffirmation du principe de l'unité de la juridiction administrative : création d'un corps unique et application d'un même code de procédure)* (p. 3777).

Adopté : amendement n° 43 de M. Marc Lauriol, soutenu par M. Emmanuel Hamel : possibilité pour les membres du corps des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel de servir dans les chambres régionales des comptes dans les mêmes conditions que les membres de ce dernier corps (p. 3779).

Rejeté : amendement n° 25 de M. Michel Dreyfus-Schmidt : rattachement des cours administratives d'appel au ministère de la justice (p. 3778).

Retiré : amendement n° 27 de M. Michel Dreyfus-Schmidt, analogue à l'amendement n° 43 (p. 3779).

– L'article 3, ainsi modifié, est adopté (p. 3779).

Après l'art. 3 (p. 3779).

Rejeté : amendement n° 26 (art. additionnel) de M. Michel Dreyfus-Schmidt : transfert, à compter du 1er juillet 1989, de l'administration des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel du ministère de l'intérieur au ministère de la justice (p. 3780).

Art. 4 *(Composition et présidence des cours administratives d'appel)* (p. 3780).

Adopté : amendement n° 3 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur : rédactionnel (p. 3780).

– L'article 4, ainsi modifié, est adopté (p. 3780).

Après l'art. 4 (p. 3780).

Adopté : amendement n° 4 (art. additionnel) de M. Daniel Hoeffel, rapporteur : présidence des cours administratives d'appel (p. 3781).

Retiré : sur l'amendement n° 4 de la commission, sous-amendement n° 49 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (p. 3781).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3781).

Art. 5 *(Recrutement exceptionnel)* (p. 3781).

Adoptés : amendements de M. Daniel Hoeffel, rapporteur, n° 5 : rédactionnel (p. 3781) – N° 6 : élargissement des possibilités de recrutement extérieur des membres du corps des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel (p. 3783 ; scrutin public n° 21) – Et n° 7 : rédactionnel (p. 3783).

– L'article 5, ainsi modifié, est adopté (p. 3783).

Art. 6 *(Recrutement complémentaire de conseillers de tribunaux administratifs)* – Adopté (p. 3783).

Après l'art. 6 (p. 3784).

Adopté : amendement n° 8 (art. additionnel) de M. Daniel Hoeffel, rapporteur : maintien en activité, pour une période n'excédant pas trois ans, des membres du corps des tribunaux administratifs atteints par la limite d'âge (p. 3784).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3784).

Art. 7 *(Compétences de cassation du Conseil d'Etat)* – Adopté (p. 3784).

Après l'art. 7 (p. 3784).

Retiré : amendement n° 14 (art. additionnel) de M. Jacques Grandon : intervention des avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation pour tous les recours en cassation devant le Conseil d'Etat (p. 3785).

Art. 8 *(Procédure de cassation devant le Conseil d'Etat)* (p. 3785).

Adoptés : amendements de M. Daniel Hoeffel, rapporteur, n° 9 : rédactionnel (p. 3785) – Et n° 10 : conséquences procédurales de l'annulation par le Conseil d'Etat d'une décision d'une juridiction administrative statuant en dernier ressort (p. 3789).

Rejetés : amendement n° 29 de M. Michel Dreyfus-Schmidt : suppression de la procédure préalable d'admission (p. 3786) – Sur l'amendement n° 10 de la commission, sous-amendement n° 30 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (p. 3789).

Devenus sans objet : sur l'amendement n° 10 de la commission, sous-amendements nos 50 et 31 de M. Michel Dreyfus-Schmidt et n° 45 de M. Albin Chalandon, ministre (p. 3789).

– L'article 8, ainsi modifié, est adopté (p. 3789).

Art. 9 (p. 3789) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 10 *(Sursis à statuer sur une question de droit nouvelle)* (p. 3789).

Adopté : amendement n° 11 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur : conditions de la mise en oeuvre de la procédure de la question préjudicielle (p. 3794).

Rejetés : amendements de M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° 32 : suppression de cet article (p. 3792) – Et n° 33 : sursis à statuer sur une question de droit nouvelle en matière fiscale (p. 3793) – Sur l'amendement n° 11 de la commission, sous-amendement n° 36 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (p. 3794).

Retiré : amendement n° 34 de M. Michel Dreyfus-Schmidt : sursis à statuer sur une question de droit nouvelle en matière fiscale (p. 3793).

Devenus sans objet : amendement n° 35 de M. Michel Dreyfus-Schmidt : maintien de la procédure de la question préjudicielle à la seule matière fiscale (p. 3794) – Amendements de M. Jacques Grandon, n° 15 : intervention d'un avocat au Conseil d'Etat ou à la Cour de cassation obligatoire dans l'hypothèse de l'utilisation de la procédure de renvoi préjudiciel (p. 3794) – Et n° 16 : saisine directe par le requérant du président de la section du contentieux (p. 3794).

– L'article 10, dans la rédaction de l'amendement n° 11, est adopté (p. 3794).

Après l'art. 10 (p. 3794).

Rejetés : amendement n° 37 (art. additionnel) de M. Michel Dreyfus-Schmidt : obligation pour le juge administratif de statuer sur tous les moyens invoqués dans la requête (p. 3795) – Amendement n° 38 (art. additionnel) de M. Félix Ciccolini, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : compétences de la Cour administrative d'appel pour les contentieux des installations classées pour la protection de l'environnement (p. 3796).

Art. 11 (p. 3796) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Avant l'art. 12 (p. 3796).

Rejetés : amendements (art. additionnels) de M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° 39 : indépendance du médiateur (p. 3798) – N° 40 : saisine directe du médiateur par les citoyens (p. 3798) –

Et n° 41 : remplacement des mots « le médiateur » par « le médiateur de la République » (p. 3799).

Art. 12 *(Prévention du contentieux administratif)* (p. 3799).

Rejeté : amendement n° 42 de M. Michel Dreyfus-Schmidt : suppression de cet article (p. 3799).

– L'article 12 est adopté (p. 3799).

Avant l'art. 13 (p. 3799).

Retiré : amendement n° 20 (art. additionnel) de M. Pierre-Christian Taittinger, soutenu par M. Xavier de Villepin : compétence du Conseil d'Etat et des juridictions administratives en matière d'application du droit communautaire (p. 3800).

Art. 13 *(Modifications terminologiques)* (p. 3800).

Retiré : amendement n° 12 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur : rédactionnel (p. 3800).

– L'article 13 est adopté (p. 3800).

Art. 14 et 15 (p. 3800) – Supprimés par l'Assemblée nationale.

Art. 16 *(Application de la loi en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie)* – Adopté (p. 3800).

Art. 17 *(Dates et conditions d'entrée en vigueur de la loi)* – Adopté (p. 3800).

Après l'art. 17 (p. 3801).

Adopté : amendement n° 19 (art. additionnel) de M. Louis Virapoullé : présidence du Conseil du contentieux administratif de la collectivité territoriale de Mayotte (p. 3801).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3801).

Explications de vote sur l'ensemble : *MM. Louis Virapoullé* (p. 3801), *Emmanuel Hamel* (p. 3802), *Michel Dreyfus-Schmidt* (p. 3802), *Charles Lederman* (p. 3802).

Adoption (10 novembre 1987) (p. 3802).

Discussion (deuxième lecture)

(9 décembre 1987) (p. 5179, 5193).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5179, 5180) : *MM. Yves Galland, ministre chargé des collectivités locales ; Daniel Hoeffel, rapporteur de la commission des lois.*

Chambres régionales des comptes (position de détachement) : *Galland (Yves)* (p. 5180).

Conseil d'Etat (annulation des actes réglementaires) : *Galland (Yves)* (p. 5179).

Conseil d'Etat (avis) : *Hoeffel (Daniel)* (p. 5180).

Conseil d'Etat (compétence d'appel) : *Galland (Yves)* (p. 5179).

Cours administratives d'appel : *Galland (Yves)* (p. 5179) ; *Hoeffel (Daniel)* (p. 5180).

Cours administratives d'appel (recours pour excès de pouvoir) : *Galland (Yves)* (p. 5179) ; *Hoeffel (Daniel)* (p. 5180).

Juridictions administratives (délais) : *Hoeffel (Daniel)* (p. 5180).

Justice (ministère) : *Hoeffel (Daniel)* (p. 5180).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5180, 5193) : *MM. Michel Dreyfus-Schmidt, Daniel Hoeffel, rapporteur ; Yves Galland, ministre ; Jacques Larché, président de la commission des lois ; Marcel Rudloff, Jean Garcia, Louis Virapoullé.*

Art. 1er (p. 5180).

Adopté : amendement n° 1 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture : répartition des compétences entre le Conseil d'Etat et les cours administratives d'appel ; entrée en vigueur fixée par décret en Conseil d'Etat (p. 5182 ; scrutin public n° 49).

Rejeté : amendement n° 7 de M. Michel Dreyfus-Schmidt : limitation de la compétence des cours administratives d'appel (p. 5182).

Devenu sans objet : amendement n° 8 de M. Michel Dreyfus-Schmidt : suppression de la limitation apportée à la compétence du Conseil d'Etat comme juridiction d'appel des jugements statuant sur des recours pour excès de pouvoir (p. 5182).

– L'article 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 5182).

Après l'art. 1er (p. 5182).

Irrecevable (article 40 de la Constitution) : amendement n° 9 (art. additionnel) de M. Michel Dreyfus-Schmidt : indemnisation des avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation (p. 5183).

Art. 3 (p. 5183).

Adoptés : amendements de M. Daniel Hoeffel, rapporteur, n° 2 : transfert au ministère de la justice de la gestion du corps des membres des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel (p. 5184) – Et n° 3 : détachement des membres des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel dans les chambres régionales des comptes (p. 5185).

Retirés : amendements de M. Michel Dreyfus-Schmidt, nos 10 et 11, analogues à l'amendement n° 2 de la commission (p. 5184) – Et n° 12 : plein exercice de la fonction de juge par les membres des tribunaux administratifs détachés dans une chambre régionale des comptes (p. 5185).

– L'article 3, ainsi modifié, est adopté (p. 5185).

Art. 4 bis (p. 5185).

Retiré : amendement rédactionnel n° 4 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur (p. 5185).

– L'article 4 bis est adopté (p. 5185).

Art. 5 (p. 5185).

Adopté : amendement n° 5 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur : extension du recrutement extérieur des membres des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel aux enseignants de l'enseignement supérieur et, dans certaines conditions, aux avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation (p. 5187).

Retiré : amendement n° 13 de M. Michel Dreyfus-Schmidt, analogue à l'amendement n° 5 de la commission (p. 5186).

– L'article 5, ainsi modifié, est adopté (p. 5187).

Art. 6 bis et 6 ter – Adoptés (p. 5187).

Art. 8 (p. 5187).

Rejetés : amendements de M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° 14 : suppression de la procédure préalable d'admission pour se pourvoir en cassation devant le Conseil d'Etat (p. 5188) – Et n° 15 : renvoi de l'affaire par le Conseil d'Etat devant une autre juridiction de même nature ou la même juridiction ; conditions du renvoi devant la même juridiction (p. 5188).

– L'article 8 est adopté (p. 5188).

Art. 10 (p. 5188).

Adopté : amendement n° 6 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur : transmission pour avis au Conseil d'Etat des affaires présentant une question de droit nouvelle ou une difficulté sérieuse et qui feront jurisprudence ; délai maximal du sursis à statuer (p. 5192).

Rejetés : amendements de M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° 16 : suppression de cet article (p. 5191) – N° 17 : possibilité, pour le justiciable de faire appel du jugement par lequel est transmis au Conseil d'Etat pour avis l'affaire qui soulève un point de droit en matière fiscale ; délai maximal pour statuer ; aide judiciaire (p. 5191) – Et n° 18 : limitation de la possibilité de transmettre

pour avis au Conseil d'Etat les affaires qui soulèvent un point de droit en matière fiscale ; délai maximal pour statuer ; aide judiciaire (p. 5191) – Sur l'amendement n° 6 de la commission, sous-amendements n[os] 19 et 20 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (p. 5191 et 5192).

– L'article 10, dans la rédaction de l'amendement n° 6, est adopté (p. 5192).

Après l'art. 10 (p. 5192).

Irrecevables (article 42, alinéa 11, du règlement du Sénat) : amendements n[os] 21 et 22 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (p. 5192).

Art. 18 – Adopté (p. 5192).

Explications de vote sur l'ensemble : *M. Michel Dreyfus-Schmidt* (p. 5192), *Jacques Grandon* (p. 5193), *André Duroméa* (p. 5193), *Jean Simonin* (p. 5193) – Avocats.

Adoption (9 décembre 1987) (p. 5193).

Discussion (commission mixte paritaire)

(20 décembre 1987) (p. 5825, 5827).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5825, 5826) : *MM. Daniel Hoeffel, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire ; Albin Chalandon, ministre de la justice.*

Avocats : *Hoeffel (Daniel)* (p. 5825).

Conseil d'Etat : *Chalandon (Albin)* (p. 5825) ; *Hoeffel (Daniel)* (p. 5825).

Contentieux administratif : *Chalandon (Albin)* (p. 5825) ; *Hoeffel (Daniel)* (p. 5825).

Cours administratives d'appel : *Chalandon (Albin)* (p. 5825) ; *Hoeffel (Daniel)* (p. 5825).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5826)

Art. 1[er], 3, 5 et 10 (p. 5826).

Adoption (20 décembre 1987) (p. 5827).

L

Lait et produits laitiers

Voir *Questions au Gouvernement* n° **197** ; n° **223**

Langues et cultures régionales

1. – **Proposition de loi relative au statut des langues et cultures régionales dans l'enseignement, les affaires culturelles, l'éducation permanente, la radio et la télévision,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Jean Francou, sénateur, et plusieurs de ses collègues (11 juin 1987) [n° **269** (86-87)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles.

Légion d'honneur

Voir *Lois de finances,* **1,** Légion d'honneur et Ordre de la libération (Budgets annexes)

Liaison fixe transmanche

Voir *Traités et conventions,* **9**
Transports, **1**

1. – **Rapport d'information,** fait au nom de la commission des affaires économiques sur le projet de création d'une **liaison fixe transmanche** et les implications économiques de son établissement, par M. Josselin de Rohan et les membres du groupe de travail chargé de cette étude (2 avril 1987) [n° **162** (86-87)].

Liban

Voir *Questions au Gouvernement* n° **232** ; n° **233**

Libération (ordre)

Voir *Lois de finances,* **1,** Légion d'honneur et Ordre de la libération (Budgets annexes)

Libertés publiques

Voir *Questions au Gouvernement* n° **122** ; n° **125**

Licenciements

Voir *Chômage,* **1**
Questions orales sans débat n° **160** ; n° **165** ; n° **247** ; n° **269**
Sécurité sociale, **1**

Limousin (région)

Voir *Questions au Gouvernement* n° **138**

Logement

Voir *Enseignants,* **1**
Lois de finances, **1,** Art. 28, 60, 68 ; Equipement, logement, aménagement du territoire et transports - I – Urbanisme, logement et services communs
Questions orales sans débat n° **137** ; n° **148** ; n° **211** ; n° **212** ; n° **213** ; n° **214**

1. – **Proposition de loi tendant à instituer le droit au logement et à définir les modalités de sa mise en oeuvre concrète,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Charles Lederman, sénateur, et plusieurs de ses collègues (15 juin 1987) [n° **272** (86-87)] – Renvoi à la commission des affaires économiques.

2. – **Proposition de loi tendant à diminuer le montant des annuités de remboursement des prêts d'accession à la propriété sociale devenues trop élevées au regard des ressources des acquéreurs,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Roland Courteau, sénateur, et plusieurs de ses collègues (9 juillet 1987) [n° **372** (86-87)] – Renvoi à la commission des affaires économiques.

3. – **Proposition de loi tendant à modifier les articles 79 et 80 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat afin de permettre la globalisation des financements du logement,** PRESENTEE AU SENAT, par Mme Paulette Fost, sénateur, et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 9 juillet 1987 – 17 juillet 1987) [n° **378** (86-87)] – Renvoi à la commission des lois – Retirée le 22 octobre 1987.

4. – **Projet de loi modifiant l'article L. 313-1 du code de la construction et de l'habitation et portant création de l'agence nationale pour la participation des employeurs à l'effort de construction,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Jacques Chirac, Premier ministre, par M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports (10 novembre 1987) [n° **1025**] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Guy Malandain (3 décembre 1987) [n° **1097**] – Urgence – Discussion (11 et 17 décembre 1987) – Adoption (17 décembre 1987) [n° **211**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (18 décembre 1987) [n° **185** (87-88)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Pour avis à la commission des affaires sociales – Rapport de M. André Bohl (19 décembre 1987) [n° **188** (87-88)] – Avis de M. José Balarello (21 décembre 1987) [n° **200** (87-88)] – Discussion (22 décembre 1987) – Adoption (22 décembre 1987) [n° **77**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (22 décembre 1987) [n° **1179** (87-88)] – Renvoi à la commission de la production.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. René Beaumont (22 décembre 1987) [n° **1185**] – Discussion (22 décembre 1987) – Adoption (22 décembre 1987) [n° **240**].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. André Bohl (22 décembre 1987) [n° **216** (87-88)] – Discussion (22 décembre 1987) – Adoption (22 décembre 1987) [n° **87**].

PROMULGATION : Loi n° 87-1128 du 31 décembre 1987 (*J.O.* Lois et décrets du 1er janvier 1988).

Discussion (première lecture)

(22 décembre 1987) (p. 5934, 5958).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5934, 5940) : *MM. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports ; André Bohl, rapporteur de la commission des affaires économiques ; José Balarello, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales ; Jean Garcia, Robert Laucournet.*

Agence nationale pour la participation des employeurs à l'effort de construction : *Balarello (José)* (p. 5936) ; *Bohl (André)* (p. 5935, 5936) ; *Laucournet (Robert)* (p. 5939) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 5935, 5941).

Bâtiment et travaux publics : *Garcia (Jean)* (p. 5938).

Collectivités territoriales : *Laucournet (Robert)* (p. 5940).

Comités interprofessionnels du logement (CIL) : *Balarello (José)* (p. 5936) ; *Bohl (André)* (p. 5935).

Conseils départementaux de l'habitat (CDH) : *Laucournet (Robert)* (p. 5940).

Contribution des entreprises à l'effort de construction : *Garcia (Jean)* (p. 5938) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 5934).

Contribution des entreprises à l'effort de construction (modalités) : *Balarello (José)* (p. 5937) ; *Bohl (André)* (p. 5935) ; *Laucournet (Robert)* (p. 5938, 5940).

Contribution des entreprises à l'effort de construction (taux) : *Balarello (José)* (p. 5936) ; *Laucournet (Robert)* (p. 5939) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 5934).

Elus locaux : *Laucournet (Robert)* (p. 5940).

Entreprises (charges) : *Balarello (José)* (p. 5936) ; *Garcia (Jean)* (p. 5938) ; *Laucournet (Robert)* (p. 5940) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 5934).

Entreprises (petites et moyennes) (PME) : *Balarello (José)* (p. 5936, 5937).

Grand marché intérieur (CEE) : *Balarello (José)* (p. 5936) ; *Garcia (Jean)* (p. 5937).

Habitations à loyer modéré (HLM) : *Garcia (Jean)* (p. 5937).

Investissements immobiliers : *Garcia (Jean)* (p. 5937).

Locataires : *Garcia (Jean)* (p. 5937).

Logement : *Garcia (Jean)* (p. 5937).

Logement (aides au) : *Garcia (Jean)* (p. 5938) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 5934).

Logement locatif : *Méhaignerie (Pierre)* (p. 5934).

Logement social : *Garcia (Jean)* (p. 5938) ; *Laucournet (Robert)* (p. 5938).

Lois de finances : *Laucournet (Robert)* (p. 5939).

Lois de programmation militaire : *Garcia (Jean)* (p. 5937).

Loyers : *Garcia (Jean)* (p. 5937).

Organisations syndicales : *Laucournet (Jean)* (p. 5940).

Travailleurs étrangers : *Balarello (José)* (p. 5937) ; *Bohl (André)* (p. 5935) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 5934).

Union nationale interprofessionnelle du logement (UNIL) : *Méhaignerie (Pierre)* (p. 5935).

Union nationale interprofessionnelle du logement (UNIL) (statistiques) : *Laucournet (Robert)* (p. 5939).

Urbanisme : *Garcia (Jean)* (p. 5937).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5940, 5958) : *MM. Jean Garcia, André Bohl, rapporteur ; Pierre Méhaignerie, ministre ; Robert Laucournet, José Balarello, rapporteur pour avis ; Jean-Luc Bécart, Jacques Descours Desacres, Jacques Oudin.*

Avant l'art. 1er (p. 5940).

Rejeté : amendement (art. additionnel) n° 43 de M. Jean-Luc Bécart, soutenu par M. Jean Garcia : attribution aux comités d'entreprises ou d'établissements de la responsabilité d'utilisation de la contribution des entreprises à l'effort de construction (p. 5941).

Art. 1er *(Taux de la participation obligatoire des enmployeurs à l'effort de construction)* (p. 5941).

Adoptés : amendements de M. André Bohl, rapporteur, n° 1 : rédactionnel (p. 5942) – Et n° 3 : rédactionnel (p. 5944).

Rejetés : amendements de M. Robert Laucournet, n° 37 : maintien provisoire du taux actuel (p. 5942) – Et n° 38 : fixation annuelle par la loi de finances du taux de la contribution (p. 5944) – Amendement n° 44 de M. Jean-Luc Bécart : relèvement du taux de la contribution des employeurs (p. 5944 ; scrutin public n° 107).

Retirés : amendement n° 2 de M. André Bohl, rapporteur : élargissement au profit des personnes défavorisées de l'utilisation de la réserve spéciale affectée en priorité aux logements des travailleurs immmigrés (p. 5943) – Amendements de M. José Balarello, rapporteur pour avis, n° 27 : élargissement au profit des salariés en difficulté de l'utilisation de la réserve spéciale affectée en priorité aux logements des travailleurs immigrés (p. 5943) – Et n° 28 : régionalisation d'une partie des fonds investis au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction (p. 5943) – Amendement n° 39 de M. Robert Laucournet (p. 5944).

– L'article 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 5944).

Art. 1er bis *(Contrat de réservation)* (p. 5945).

Adoptés : amendements de M. André Bohl, rapporteur, n° 4 : insertion de cet article additionnel dans le code de la construction et de l'habitation (p. 5945) – N° 5 : rédactionnel (p. 5945) – N° 6 : transfert de l'obligation d'affectation au cours des ventes successives de l'immeuble (p. 5945) ; sous-amendement n° 48 de M. José Balarello, rapporteur pour avis (p. 5945) – Et n° 7 : rédactionnel (p. 5945).

Devenu sans objet : amendement n° 29 de M. José Balarello, rapporteur pour avis : devenu le sous-amendement n° 48 (p. 5945).

– L'article 1er bis, ainsi modifié, est adopté (p. 5945).

Art. 2 *(Agence nationale pour la participation des employeurs à l'effort de construction ; nouvelles dispositions insérées dans le code de la construction et de l'habitation)* (p. 5946).

Rejeté : amendement n° 45 de M. Jean-Luc Bécart : suppression de cet article (p. 5947).

ARTICLE L. 313-7 DU CODE DE LA CONSTRUCTION ET DE L'HABITATION *(Missions et pouvoirs de l'agence nationale)* (p. 5947).

Adoptés : amendements de M. André Bohl, rapporteur, n° 8 : rédactionnel (p. 5947) – N° 9 : suppression de la mission de coordination des comités interprofessionnels du logement, CIL (p. 5947) – N° 10 : modifications rédactionnelles et suppression de la disposition relative aux normes de gestion des associations de collecte (p. 5948) – N° 11 : consultation de l'agence nationale sur les décisions d'agrément des associations collectrices (p. 5949) – N° 12 : coordination (p. 5949) – Et n° 13 : rédactionnel (p. 5949) – Amendements de M. José Balarello, rapporteur pour avis, n° 31 : rapport annuel sur l'activité de contrôle de l'agence (p. 5949) – Et n° 32 : rapport annuel de l'agence sur l'évolution de l'ensemble des sommes investies au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction (p. 5950) ; sous-amendement n° 49 de M. André Bohl, rapporteur (p. 5950).

Devenus sans objet : amendement n° 30 de M. José Balarello, rapporteur pour avis : pouvoir réglementaire de l'agence (p. 5948) – Amendements de M. André Bohl, rapporteur, n° 14 : devenu le sous-amendement n° 49 (p. 5950) – Et n° 15 (p. 5950).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 5950).

ARTICLE L. 313-7-1 DU CODE DE LA CONSTRUCTION ET DE L'HABITATION *(Application à tous les CIL des dispositions relatives aux personnes morales de droit privé non commerçantes ayant une activité économique)* (p. 5950).

Adopté : amendement n° 16 de M. André Bohl, rapporteur : rédactionnel (p. 5950).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 5950).

ARTICLE L. 313-8 DU CODE DE LA CONSTRUCTION ET DE L'HABITATION *(Emploi des fonds prioritaires)* (p. 5950).

Rejeté : amendement n° 40 de M. Robert Laucournet : composition des comités départementaux ; représentants des organisations d'employeurs, des organisations de salariés et des collectivités locales (p. 5950).

– Le texte proposé est adopté (p. 5950).

ARTICLE L. 313-9 DU CODE DE LA CONSTRUCTION ET DE L'HABITATION *(Fonds de garantie)* (p. 5950).

Adoptés : amendement n° 33 de M. José Balarello, rapporteur pour avis : définition par arrêté des ministres intéressés des règles d'intervention du fonds de garantie géré par l'agence nationale (p. 5952) ; sous-amendement n° 50 de M. Pierre Méhaignerie, ministre (p. 5952) – Amendement n° 17 de M. André Bohl, rapporteur : affectation au fonds de garantie des produits financiers qu'il est susceptible de générer (p. 5952).

- Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 5952).

ARTICLE L. 313-10 DU CODE DE LA CONSTRUCTION ET DE L'HABITATION *(Composition du conseil d'administration de l'agence nationale)* (p. 5952).

Rejetés : amendement n° 46 de M. Jean-Luc Bécart : composition du conseil d'administration de l'agence nationale ; participation majoritaire des salariés (p. 5954) – Amendement n° 41 de M. Robert Laucournet : suppression de la disposition prévoyant la représentation des associations de collectes au conseil de l'administration de l'agence (p. 5954) – Amendement n° 19 de M. André Bohl, rapporteur : élection du président par le conseil d'administration parmi les représentants des employeurs ; incompatibilités (p. 5954) – Amendement n° 35 de M. José Balarello, rapporteur pour avis : élection du président par le conseil d'administration parmi les représentants des organisations d'employeurs (p. 5954).

Retirés : amendement n° 18 de M. André Bohl, rapporteur : nombre de membres du conseil d'administration de l'agence (p. 5953) – Amendement n° 34 de M. José Balarello, rapporteur pour avis : nombre et répartition des membres du conseil d'administration de l'agence (p. 5953).

- Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 5954).

ARTICLE L. 313-11 DU CODE DE LA CONSTRUCTION ET DE L'HABITATION *(Financement du fonctionnement de l'agence nationale)* (p. 5954).

Adopté : amendement n° 20 de M. André Bohl, rapporteur : coordination avec l'article L. 313-7 (p. 5954).

- Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 5954).

ARTICLE L. 313-12 DU CODE DE LA CONSTRUCTION ET DE L'HABITATION *(Sanctions applicables aux CIL)* (p. 5954).

Adoptés : amendements de M. André Bohl, rapporteur, n° 21 : mise en oeuvre des sanctions (p. 5954) – Et n° 22 : mise en oeuvre de la procédure de retrait d'agrément (p. 5954).

- Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 5954).

ARTICLE L. 313-13 DU CODE DE LA CONSTRUCTION ET DE L'HABITATION *(Conséquences du retrait d'agrément ; dissolution d'un CIL)* (p. 5954).

Adoptés : amendements de M. André Bohl, rapporteur, n°s 23 et 24 : rédactionnels (p. 5954, 5955) – Et n° 25 : dissolution judiciaire d'un CIL ; attribution de l'actif net (p. 5955).

- Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 5955).

APRES L'ARTICLE L. 313-13 (p. 5955).

Adopté : amendement (art. additionnel) n° 26 de M. André Bohl, rapporteur : dissolution volontaire ou statutaire des CIL ; attribution de l'actif net (p. 5955).

- Un article additionnel est inséré dans le projet de loi, après le texte proposé pour l'article L. 313-13 du code de la construction et de l'habitation (p. 5955).

ARTICLE L. 313-14 DU CODE DE LA CONSTRUCTION ET DE L'HABITATION *(Interdictions applicables aux administrateurs de CIL)* (p. 5955).

Adopté : amendement n° 36 de M. José Balarello, rapporteur pour avis : extension aux administrateurs de l'agence nationale des règles d'incompatibilité prévues pour les administrateurs de CIL (p. 5955).

- Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 5955).

ARTICLE L. 313-15 DU CODE DE LA CONSTRUCTION ET DE L'HABITATION *(Décret en conseil d'Etat)* – Adopté (p. 5955).

- L'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 5955).

Après l'art. 2 (p. 5956).

Rejeté : amendement (art. additionnel) n° 42 de M. Robert Laucournet : désignation d'un représentant du comité d'entreprise dans le conseil d'administration des comités interprofessionnels du logement, CIL (p. 5956).

Art. 3 *(Entrée en vigueur des dispositions relatives à l'agence nationale pour la participation des employeurs à l'effort de constructions)* – Adopté (p. 5956).

Après l'art. 3 (p. 5956).

Adopté : amendement (art. additionnel) n° 47 de M. Pierre Méhaignerie, ministre : représentation des collectivités territoriales au sein des conseils d'administration des sociétés d'économie mixte ou concessionnaires d'ouvrages routiers nationaux (p. 5957).

Explications de vote sur l'article : *MM. Jacques Descours Desacres* (p. 5956) ; *Jacques Oudin* (p. 5957).

- Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 5957).

Explications de vote sur l'ensemble : *MM. Jean-Luc Bécart* (p. 5957) ; *Robert Laucournet* (p. 5957).

Adoption (22 décembre 1987) (p. 5958).

Discussion (commission mixte paritaire)

(22 décembre 1987) (p. 5997, 6000).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5997, 5998) : *MM. André Bohl, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire ; Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports.*

Agence nationale pour la participation des employeurs à l'effort de construction : *Bohl (André)* (p. 5998).

Entreprises (charges) : *Méhaignerie (Pierre)* (p. 5998).

Logement social : *Méhaignerie (Pierre)* (p. 5998).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5998, 5999)

Art. 1er, 1er bis, 2 (p. 5998).

Art. 4 (p. 5999).

Explications de vote sur l'ensemble : *MM. Robert Laucournet* (p. 5999), *Robert Vizet* (p. 6000), *René Trégouët* (p. 6000).

Adoption (22 décembre 1987) (p. 6000).

Loire (département)

Voir *Questions orales sans débat* n° **279**

Lois de finances

Voir *Rappels au Règlement*, **38**

1. – **Projet de loi de finances pour 1988,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Jacques Chirac, Premier ministre, par M. Edouard Balladur, ministre de l'économie et par M. Alain Juppé, ministre chargé du budget (2 octobre 1987) [n° **941**] – Renvoi à la commission des finances – Pour avis aux commissions des affaires culturelles, des affaires étrangères, de la défense, des lois et de la production – Rapport général de M. Robert-André Vivien, rapporteur général (8 octobre 1987) [n° **960**] – Discussion (du 13 au 16 octobre, du 20 au 23 octobre, du 26 au 30 octobre, du 2 au 6 novembre, et les 9, 10, 12 et 13 novembre 1987) – Adoption (13 novembre 1987) [n° **175**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (16 novembre 1987) [n° **92** (87-88)] – Renvoi à la commission des finances – Pour avis aux commissions des affaires culturelles, des affaires économiques, des affaires étrangères, des affaires sociales et des lois – Rapport général de M. Maurice Blin, rapporteur général (16 novembre 1987) [n° **93** (87-88)] – Discussion (du 16 au 21 novembre, du 23 au 27 novembre, le 30 novembre, et du 1er au 5 décembre 1987) – Adoption (5 décembre 1987) [n° **38**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (7 décembre 1987) [n° **1107**] – Renvoi à la commission des finances.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Robert-André Vivien (10 décembre 1987) [n° **1129**] – Discussion (17 décembre 1987) – Adoption (17 décembre 1987) [n° **210**].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Maurice Blin (10 décembre 1987) [n° **159** (87-88)] – Discussion (17 décembre 1987) – Adoption (17 décembre 1987) [n° **53**].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Décision n° 87-237 DC du 30 décembre 1987 (*J.O.* Lois et décrets du 31 décembre 1987) qui déclare contraire à la Constitution l'article 92.

PROMULGATION : Loi n° 87-1060 du 30 décembre 1987 (*J.O.* Lois et décrets du 31 décembre 1987) – Rectificatif (*J.O.* Lois et décrets du 26 janvier 1988).

ASSEMBLEE NATIONALE

Rapporteur général

RAPPORT GENERAL (n° **960**), fait au nom de la Commission des Finances sur le projet de loi de finances pour 1988 (n° **941**), par M. Robert-André Vivien, rapporteur général :

Tome I. Rapport général
Tome II. Examen de la première partie du projet de loi de finances. Conditions générales de l'équilibre financier
Tome III. Examen de la deuxième partie du projet de loi de finances. Moyens des services et dispositions spéciales

Rapporteurs spéciaux

I. – BUDGET GENERAL

1. – **Dépenses civiles**

Annexes :

1. – Affaires étrangères : M. Jean-François Mancel.
2. – Affaires sociales et emploi : Emploi : M. Jean Bousquet.
3. – Affaires sociales et emploi : Formation professionnelle : M. Gérard Bapt.
4. – Affaires sociales et emploi : Santé et famille : M. Guy Beche.
5. – Affaires sociales et emploi : Section commune - Affaires sociales : M. Arthur Dehaine.
6. – Agriculture : Dépenses ordinaires : M. Michel Cointat.
7. – Agriculture : Dépenses en capital : M. Jean Proriol.
8. – Anciens combattants : M. Gérard Tremege.
9. – Coopération : M. Jacques Sourdille.
10. – Culture et communication : Communication et radiotélévision : M. Jean de Preaumont.
11. – Culture et communication : Culture : M. Jean de Gaulle.
12. – Départements et territoires d'outre mer : Départements d'outre-mer : M. Jean-Paul de Rocca Serra.
13. – Départements et territoires d'outre mer : Territoires d'outre-mer : M. Alexandre Léontieff.
14. – Economie, finances et privatisation : Charges communes : M. Edmond Alphandery.
15. – Economie, finances et privatisation : Commerce et Artisanat : M. Jean-Louis Dumont.
16. – Economie, finances et privatisation : Commerce extérieur : M. Claude Germon.
17. – Economie, finances et privatisation : Privatisation : M. Alain Griotteray.
18. – Economie, finances et privatisation : Services financiers : M. Philippe Auberger.
19. – Education nationale : Enseignement scolaire : M. Jean-Claude Martinez.
20. – Education nationale : Enseignement supérieur : M. Yves Fréville.
21. – Education nationale : Recherche : M. Jean Giard.
22. – Equipement, logement, aménagement du territoire et transports : Aménagement du territoire : M. Jean-Pierre Balligand.
23. – Equipement, logement, aménagement du territoire et transports : Aviation civile et Météorologie
Budget annexe de la navigation aérienne : M. Gilbert Gantier.
24. – Equipement, logement, aménagement du territoire et transports : Environnement : M. Alain Richard.
25. – Equipement, logement, aménagement du territoire et transports : Services communs - Transports terrestres : M. Michel Barnier.
26. – Equipement, logement, aménagement du territoire et transports : Urbanisme et Logement : M. Maurice Ligot.
27. – Industrie, postes et télécommunications et tourisme : Industrie : M. Philippe Vasseur.
28. – Industrie, postes et télécommunications et tourisme : Tourisme : M. Pascal Arrighi.
29. – Intérieur : Administration générale et Collectivités locales : M. André Rossi.
30. – Intérieur : Sécurité : M. Jacques Feron.
31. – Justice : M. Raymond Marcellin.
32. – Mer : M. Antoine Rufenacht.
33. – Premier ministre : Conseil économique et social : M. Michel Margnes.
34. – Premier ministre : Jeunesse et Sports : M. Eric Raoult.
35. – Premier ministre : Plan : M. Jacques Roger-Machart.
36. – Premier ministre : Secrétariat général de la Défense nationale : M. Michel Cointat.
37. – Premier ministre : Fonction publique - Services généraux : M. Bruno Durieux.

2. – **Dépenses militaires**

Défense :

38. – Titre III : M. Yves Guena.
39. – Titres V et VI : M. Arthur Paecht.

II. – BUDGETS ANNEXES

40. – Imprimerie nationale - Journaux officiels : M. Alain Vivien.
41. – Légion d'honneur - Ordre de la libération : M. Alain Bonnet.
42. – Monnaies et médailles : M. Jean Jarosz.
43. – Postes et télécommunications : M. François d'Aubert.
44. – Prestations sociales agricoles : M. Alain Rodet.

III. – DIVERS

45. – Economie, finances et privatisation : Comptes spéciaux du Trésor : M. Georges Tranchant.
46. – Taxes parafiscales : M. Raymond Douyère.

Rapporteurs pour avis

AVIS (n° **961**), présenté au nom de la commission des Affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 1988

Tome I.– Affaires sociales et emploi : Emploi : Mme Christiane Papon.
Tome II.– Affaires sociales et emploi : Formation professionnelle : M. Jacques Legendre.
Tome III.– Affaires sociales et emploi : Protection sociale : M. Claude Evin.
Tome IV.– Affaires sociales et emploi : Santé et famille : M. Michel Hannoun.
Tome V.– Anciens combattants : M. Guy Herlory.
Tome VI.– Culture et communication : Communication : M. Michel Pelchat.
Tome VII.– Culture et communication : Culture : M. Jean-Paul Fuchs.
Tome VIII.– Education nationale : Enseignement scolaire : M. René Couanau.
Tome IX.– Education nationale : Enseignement supérieur : M. Jean-Claude Cassaing.
Tome X.– Education nationale : Recherche : Jean-Michel Dubernard.
Tome XI.– Premier ministre : Jeunesse et Sports : M. Georges Hage.

Tome XII.– Prestations sociales agricoles : M. Germain Gengenwin.

AVIS (n° **962**), présenté au nom de la commission des Affaires étrangères sur le projet de loi de finances pour 1988

Tome I.– Affaires étrangères : Affaires européennes : M. Jean-Marie Daillet.

Tome II.– Affaires étrangères : Relations culturelles ; et Premier ministre : Francophonie : M. Xavier Deniau.

Tome III.– Affaires étrangères : Services diplomatiques et généraux : M. Jean-François Deniau.

Tome IV.– Affaires sociales et emploi : Immigration : M. Daniel Goulet.

Tome V.– Agriculture : M. Gérard Bordu.

Tome VI.– Coopération : M. Guy Vadepied.

Tome VII.– Culture et communication : Mme Catherine Lalumière.

Tome VIII.– Défense : M. Alain Peyrefitte.

Tome IX.– Economie, finances et privatisation : Commerce extérieur : M. Aymeri de Montesquiou.

Tome X.– Equipement, logement, aménagement du territoire et transports : Aviation civile et Météorologie ; Navigation aérienne : M. Bruno Gollnisch.

Tome XI.– Mer : M. Louis Le Pensec.

Tome XII.– Premier ministre : Droits de l'Homme : M. Claude-Gérard Marcus.

AVIS (n° **963**), présenté au nom de la commission de la Défense nationale sur le projet de loi de finances pour 1988

Tome I.– Affaires étrangères : M. Loïc Bouvard.

Tome II.– Intérieur : Défense civile : Mme Florence d'Harcourt.

Tome III.– Premier ministre : Secrétariat Général de la Défense nationale : M. Michel Peyret.

Tome IV.– Défense : Air : M. Gérard Fuchs.

Tome V.– Défense : Espace et Forces nucléaires : M. Jacques Baumel.

Tome VI.– Défense : Gendarmerie : M. Robert Poujade.

Tome VII.– Défense : Forces terrestres : M. Jean Briane.

Tome VIII.– Défense : Marine : M. Jean Brocard.

Tome IX.– Défense : Personnel militaire et service national : M. Guy-Michel Chauveau.

Tome X.– Défense : Recherche et industrie d'armement : M. Jean-Pierre Bechter.

Tome XI.– Défense : Soutien général des Forces : M. Jacques Peyrat.

AVIS (n° **964**), présenté au nom de la commission des Lois sur le projet de foi de finances pour 1988

Tome I.– Départements et territoires d'outre-mer : Départements d'outre-mer : M. Gérard Léonard.

Tome II.– Départements et territoires d'outre-mer : Territoires d'outre-mer : M. Henry Jean-Baptiste.

Tome III.– Intérieur : Administration générale et collectivités locales : M. Pascal Clément.

Tome IV.– Intérieur : Sécurité : M. Yvan Blot.

Tome V.– Justice : Administration centrale et services judiciaires : M. Pierre Pasquini.

Tome VI.– Justice : Administration pénitentiaire et éducation surveillée : M. Gilbert Bonnemaison.

Tome VII.– Premier ministre : Fonction publique : M. Alain Lamassoure.

AVIS (n° **965**), présenté au nom de la commission de la Production sur le projet de loi de finances pour 1988

Tome I.– Agriculture : M. Alain Mayoud.

Tome II.– Agriculture : Industries agro-alimentaires : M. Gérard Cesar.

Tome III.– Départements et territoires d'outre-mer : M. Pierre Micaux.

Tome IV.– Economie, finances et privatisation : Commerce et Artisanat : M. Jean-Paul Charie.

Tome V.– Economie, finances et privatisation : Commerce extérieur : M. Jean-Pierre Destrade.

Tome VI.– Education nationale : Recherche : M. Robert Chapuis.

Tome VII.– Equipement, logement, aménagement du territoire et transports : Aménagement du territoire : M. Jean Royer.

Tome VIII.– Equipement, logement, aménagement du territoire et transports : Aviation civile et météorologie ; Navigation aérienne : M. Claude Labbé.

Tome IX.– Equipement, logement, aménagement du territoire et transports : Environnement : M. Georges Le Baill.

Tome X.– Equipement, logement, aménagement du territoire et transports : Transports terrestres : M. Franck Borotra.

Tome XI.– Equipement, logement, aménagement du territoire et transports : Urbanisme et Logement : M. Charles Fèvre.

Tome XII.– Industrie, postes et télécommunications et tourisme : Industrie : M. Pierre Weisenhorn.

Tome XIII.– Industrie, postes et télécommunications et tourisme : Tourisme : M. Léonce Deprez.

Tome XIV.– Mer : M. Jean Lacombe.

Tome XV.– Premier ministre : Plan : M. Jean-Pierre Schenardi.

Tome XVI.– Postes et télécommunications : M. Ladislas Poniatowski.

Tome XVII.– Prestations sociales agricoles : M. Marcel Rigout.

SENAT

Rapporteur général

RAPPORT GENERAL [n° **93** (87-88)], fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation, sur le projet de loi de finances pour 1988, adopté par l'Assemblée nationale [n° **92** (87-88)], par M. Maurice Blin, rapporteur général.

Tome I.– Le budget de 1988 et son contexte économique et financier.

ANNEXE. – Observations de la commission des finances sur le rapport annuel de la Cour des comptes (M. Jean-Pierre Masseret, rapporteur).

Tome II.– Les conditions générales de l'équilibre financier. (Première partie de la loi de finances).

Tome III.– Les moyens des services et les dispositions spéciales. (Deuxième partie de la loi de finances).

Rapporteurs spéciaux

I. – BUDGETS CIVILS

A. – **Budget général.**

Annexes :

1. – Affaires étrangères : M. Josy Moinet.

Affaires sociales et emploi :

2. – I. – Section commune : M. Jacques Mossion.

3. – II. – Affaires sociales : M. Jacques Oudin.

2. – III. – Emploi : M. Jacques Mossion.

4. – Agriculture : M. Roland du Luart.

5. – Anciens combattants : M. Emmanuel Hamel.

6. – Coopération : M. André-Georges Voisin.

Culture et communication :

7. – Culture : M. Raymond Bourgine.

8. – Communication : M. Jean Cluzel.

9. – Départements et territoires d'outre-mer : M. Henri Goetschy.

Economie, finances et privatisation :

10. – I. – Charges communes : M. André Fosset.

11. – II. – Services financiers : M. Michel Manet.

12. – Commerce extérieur : M. Tony Larue.

13. – III. – Commerce et artisanat : M. René Ballayer.

Education nationale :

14. – I. – Enseignement scolaire : M. Jacques Delong.

II. – Recherche et enseignement supérieur

15. – 1. Recherche : M. Pierre Croze.

16. – 2. Enseignement supérieur : M. Jacques Descours Desacres.

Equipement, Logement, Aménagement du territoire et Transports :

17. – I. – Urbanisme, logement et services communs : M. Michel Durafour.

18. – II. – Routes et sécurité routière : M. Robert Schwint.

19. – III. – Aménagement du territoire : M. Geoffroy de Montalembert.

IV. – Transports

20. – 1. Aviation civile : M. Marcel Fortier.

21. – 2. Transports terrestres : Mlle Irma Rapuzzi.

22. – Voies navigables : M. Robert Schwint.

20. – 3. Météorologie : M. Marcel Fortier.

23. – V. – Environnement : M. Robert Vizet.

Industrie et tourisme :

24. – I. – Industrie : M. Jean-François Pintat.

25. – II. – Tourisme : M. Roger Chinaud.

Intérieur :

26. – Administration centrale et Sécurité : M. Joseph Raybaud.

27. – Administration territoriale, collectivités locales et décentralisation : M. Bernard Pellarin.

28. – Justice : M. Georges Lombard.

Mer :

29. – Marine marchande : M. René Régnault.

Ports maritimes : M. Tony Larue.

Services du Premier ministre :

31. – I. – Services généraux : M. Maurice Couve de Murville.

32. – II. – S.G.D.N. : M. Emmanuel Hamel.

33. – III. – Conseil économique et social : M. Mme Paulette Fost.

34. – IV. – Plan : M. Gérard Delfau.

35. – Economie sociale : M. Robert Vizet.

36. – V. – Jeunesse et sports : M. Stéphane Bonduel.

B. – **Budgets annexes.**

37. – Imprimerie nationale : M. Robert Vizet.

38. – Journaux officiels : Mme Paulette Fost.

39. – Légion d'honneur - Ordre de la Libération : M. Louis Perrein.

40. – Navigation aérienne : M. Marcel Fortier.

41. – Monnaies et Médailles : M. Louis Perrein.

42. – Postes et télécommunications : M. Henri Torre.

43. – Prestations sociales agricoles : M. Roland du Luart.

II. – DEFENSE

44. – Exposé d'ensemble : M. Jean Francou.

45. – Dépenses ordinaires : M. Modeste Legouez.

44. – Dépenses en capital : M. Jean Francou.

III. – AUTRES DISPOSITIONS

46. – Comptes spéciaux du Trésor : M. Lucien Neuwirth.

Rapporteurs pour avis

AVIS [n° **94** (87-88)], présenté, au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 1988, adopté par l'Assemblée nationale

Tome I.– Culture, par M. Michel Miroudot.

Tome II.– Cinéma - Théâtre dramatique, par M. Jacques Carat.

Tome III.– Environnement, par M. Hubert Martin.

Tome IV.– Enseignement scolaire, par M. Paul Séramy.

Tome V.– Enseignement agricole, par M. Albert Vecten.

Tome VI.– Enseignement supérieur, par M. Pierre Brantus.

Tome VII.– Enseignement technique, par M. Marcel Vidal.

Tome VIII.– Recherche scientifique et technique, par M. Pierre Laffitte.

Tome IX.– Jeunesse et sports, par M. Jean Delaneau.

Tome X.– Communication, par M. Adrien Gouteyron.

Tome XI.– Relations culturelles, scientifiques et techniques, par M. Jacques Pelletier.

AVIS [n° **95** (87-88)], présenté, au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1988, adopté par l'Assemblée nationale

Tome I.– Agriculture, par M. Michel Sordel.

Tome II.– Aménagement rural, par M. Maurice Arreckx.

Tome III.– Industries agricoles et alimentaires, par M. Charles-Edmond Lenglet.

Tome IV.– Industrie, par M. Francisque Collomb.

Tome V.– Energie, par M. Roland Grimaldi.

Tome VI.– Recherche scientifique, par M. René Trégouët.

Tome VII.– Commerce et artisanat, par M. Raymond Brun.

Tome VIII.– Consommation et concurrence, par M. Henri Bangou.

Tome IX.– Commerce extérieur, par M. Marcel Daunay.

Tome X.– Aménagement du territoire, par M. Jean Puech.

Tome XI.– Plan, par M. Bernard Barbier.

Tome XII.– Routes et voies navigables, par M. Jacques Braconnier.

Tome XIII.– Ports maritimes, par M. Claude Prouvoyeur.

Tome XIV.– Logement, par M. Robert Laucournet.

Tome XV.– Urbanisme, par M. André Rouvière.

Tome XVI.– Tourisme, par M. Paul Malassagne.

Tome XVII.– Environnement, par M. Bernard Hugo.

Tome XVIII.– Transports terrestres, par M. Georges Berchet.

Tome XIX.– Aviation civile, par M. Bernard Legrand.

Tome XX.– Marine marchande, par M. Yves Le Cozannet.

Tome XXI.– Postes et télécommunications, par M. Jean-Marie Rausch.

Tome XXII.– Départements d'outre-mer, par M. Lucien Delmas.

Tome XXIII.– Territoires d'outre-mer, par M. Pierre Lacour.

AVIS [n° **96** (87-88)], présenté, au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 1988, adopté par l'Assemblée nationale

Tome I.– Affaires étrangères, par M. Claude Mont.

Tome II.– Affaires étrangères. Relations culturelles, par M. Paul Alduy.

Tome III.– Coopération, par M. Paul d'Ornano.

Tome IV.– Défense. - Section commune, par M. Xavier de Villepin.

Tome V.– Défense. - Section Gendarmerie, par M. Michel Alloncle.

Tome VI.– Défense. - Section Forces terrestres, par M. Jacques Chaumont.

Tome VII.– Défense. - Section Air, par M. Albert Voilquin.

Tome VIII.– Défense. - Section Marine, par M. Max Lejeune.

AVIS [n° **97** (87-88)], présenté, au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 1988, adopté par l'Assemblée nationale

Tome I.– Anciens combattants, par M. André Rabineau.

Tome II.– Santé et action sociale, par M. Louis Boyer.

Tome III.– Sécurité sociale, par M. Charles Descours.

Tome IV.– Travail et formation professionnelle, par MM. Louis Souvet et Jean Madelain.

Tome V.– Prestations sociales agricoles, par M. Pierre Louvot.

Tome VI.– Départements et territoires d'outre-mer, par M. Roger Lise.

Tome VII.– Logement social, par M. Charles Bonifay.

AVIS [n° **98** (87-88)], présenté, au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi de finances pour 1988, adopté par l'Assemblée nationale

Tome I.– Intérieur. Décentralisation et tribunaux administratifs, par M. Pierre Salvi.

Tome II.– Intérieur. Police et sécurité, par M. Paul Masson.

Tome III.– Intérieur. Sécurité civile, par M. Paul Girod.

Tome IV.– Justice. Services généraux, par M. Germain Authié.

Tome V.– Justice. Administration pénitentiaire, par M. Jacques Thyraud.

Tome VI.– Justice. Education surveillée, par M. Charles de Cuttoli.

Tome VII.– Départements d'outre-mer, par M. Louis Virapoullé.

Tome VIII.– Territoires d'outre-mer, par M. Jean-Marie Girault.

TABLEAU DE CONCORDANCE

Tableau de concordance des articles du projet de loi de finances pour 1988 (Assemblée nationale n° 941 et Sénat n° 92, 1987-1988) et des articles de la loi de finances pour 1988 (n° 87-1060 du 30 décembre 1987)

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion au Sénat (première lecture et conclusions C.M.P.)	PAGES du « J.O. »	ARTICLES de la loi de finances
Projet de loi	Additionnels				
		PREMIERE PARTIE			
		CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER			
		TITRE PREMIER			
		Dispositions relatives aux ressources			
		I. – IMPOTS ET REVENUS AUTORISES			
		A. – *Dispositions antérieures*			
1		Entrée en vigueur des dispositions de la loi de finances pour 1988	17 nov. 1987	3977	1er
		B. – *Mesures fiscales*			
		a. *Allègements fiscaux*			
2		Barème de l'impôt sur les revenus de 1987 et mesures indexées sur le barème - Gains nets sur cessions de valeurs mobilières - Taxe communale sur les emplacements publicitaires - Mesures indexées sur le barème - Demi-part supplémentaire aux anciens combattants - Effets du quotient familial - Abattement pour enfants mariés rattachés et pension alimentaire pour enfants majeurs - Réduction des cotisations d'I.R.P.P. (minorations) - Acomptes provisionnels et prélèvements mensuels : allègement de 4 % - Effet de commerce : relèvement du droit de timbre	17 nov. 1987	3979	2
3		Frais de garde des enfants	17 nov. 1987	3989	3
4		Exonération des indemnités de départ à la retraite	17 nov. 1987	3991	4
	4 *bis* A (A.N.) Concl. CMP	Mensualisation des pensions	Concl. CMP 17 déc. 1987	5650	5
	4 *bis* (Sénat) 1re lect.	Pension temporaire d'orphelin.....	1re lecture 17 déc. 1987 Concl. CMP 17 déc. 1987	3991 5651	6
		b. *Allègements des charges fiscales des entreprises*			
5		Amélioration du régime du crédit d'impôt	1re lecture 18 nov. 1987 Concl. CMP 17 déc. 1987	4013 5651	7
	5 *bis* (Sénat) 1re lect.	Augmentation du capital.....	1re lecture 18 nov. 1987 Concl. CMP 17 déc. 1987	4020 5651	8
6		Taxes sur certains frais généraux : suppression dès 1988 ...	18 nov. 1987	4022	9
		c. – *Mesures en faveur de l'agriculture*			
7		Déduction pour investissements des GAEC	1re lecture 18 nov. 1987 Concl. CMP 17 nov. 1987	4030 5651	10
	7 *bis* (Sénat) 1re lect.	Imputation des déficits	1re lecture 18 nov. 1987 Conclusions CMP 17 déc. 1987	4035 5651	11

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion au Sénat (première lecture et conclusions C.M.P.)	PAGES du « J.O. »	ARTICLES de la loi de finances
Projet de loi	Additionnels				
8		Taxe sur les céréales incorporées dans les aliments destinés à la nourriture animale	1re lecture 18 nov. 1987 Concl. CMP 17 déc. 1987	4040 5651	12
9		Ventes d'animaux de boucherie et de charcuterie. Reconduction des taux de remboursement forfaitaire	18 nov. 1987	4042	13
	9 *bis A* (Sénat) 1re lecture	Location d'immeubles ruraux : option pour la TVA - Assujettissement sur option des baux ruraux conclus avec des exploitants soumis à la TVA	1re lecture 18 nov. 1987 Concl. CMP 17 déc. 1987	4044 5651	14
	9 *bis* (A.N.) 1re lect.	Travaux forestiers et tourisme à la ferme	18 nov. 1987	4050	15
	9 *ter* (Sénat) 1re lecture	Taxe foncière sur les propriétés non bâties compensation au profit des collectivités locales	1re lecture 18 nov. 1987 Concl. CMP 17 déc. 1987	4051 5651	16
		d. *Mesures d'harmonisation européenne en matière de taxe sur la valeur ajoutée*			
10		Réduction du taux applicable aux automobiles et aux motocyclettes	18 nov. 1987	4058	17
	10 *bis* (A.N.) 1re lect.	Réduction au taux applicable aux ventes et locations portant sur les véhicules immatriculés en Corse	18 nov. 1987	4062	18
	10 *ter* (Sénat) 1re lect.	Application du taux de 7 % aux hôtels et relais de tourisme « quatre étoiles »	1re lecture 18 nov. 1987 Concl. CMP 17 déc. 1987	4062 5651	19
11		Application du taux normal aux disques et cassettes préenregistrés	18 nov. 1987	4065	20
12		Application du taux de 7 % aux attractions foraines	18 nov. 1987	4072	21
	12 *bis* (Sénat) 1re lect.	Application du taux de 7 % aux droits d'entrée dans les jardins botaniques	1re lecture 18 nov. 1987 Concl. CMP 17 déc. 1987	4072 5652	22
13		Exonération des établissements de soins privés	18 nov. 1987	4072	23
	Après *13* (A.N.) Concl. CMP	Application du taux de 5,5 % aux appareillages pour handicapés	Concl. CMP 17 déc. 1987	5652	24
14		Suppression de la règle du crédit de référence	18 nov. 1987	4073	25
	14 *bis* (A.N.) 1re lect.	Télécommunications : suppression de la règle du décalage d'un mois	18 nov. 1987	4073	26
15		Déductibilité échelonnée à 100 % jusqu'au 1.1.1992 de la TVA sur le gazole et le GPL	18 nov. 1987	4073	27
		e. *Mesures diverses*			
16		Suppression de la taxe spécifique sur les produits pétroliers - Aménagement du barème de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers et mesures fiscales diverses relatives à l'énergie - Suppression de la réfaction d'assiette applicable au coke de pétrole	19 nov. 1987	4096	28
17		Caisses d'épargne et caisses de crédit municipal : application de l'impôt sur les sociétés aux taux de droit commun	19 nov. 1987	4101	29
18		Amortissement des véhicules de tourisme des sociétés	19 nov. 1987	4102	30

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion au Sénat (première lecture et conclusions C.M.P.)	PAGES du « J.O. »	ARTICLES de la loi de finances
Projet de loi	Additionnels				
19		Aménagement des modalités d'imposition des plus-values à court terme des entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés	19 nov. 1987	4103	31
	19 *bis* (A.N.) 1re lect.	Dispositions relatives aux profits réalisés par les entreprises ayant souscrit un contrat d'assurance-vie au profit de leur dirigeant afin de garantir le remboursement d'un prêt contracté pour les besoins de l'exploitation	19 nov. 1987	4108	32
20		Comptabilisation des produits payés d'avance par les SICAV et les FCP	19 nov. 1987	4108	33
21		Relèvement du plafond de la réduction d'impôt pour frais de comptabilité et d'adhésion à un centre de gestion agréé .	19 nov. 1987	4108	34
22		*(Supprimé par l'Assemblée nationale en première lecture)* .	.		
	22 *bis* (A.N.) 1re lect.	Réduction de la taxe sur les excédents de provisions pour sinistres des sociétés d'assurance.....	19 nov. 1987	4115	35
23		Reconduction ou pérénisation de mesures temporaires - Plus-values résultant de l'échange de droit sociaux - Report d'imposition des plus-values en cas de fusion ou de scission de sociétés à prépondérance immobilière	19 nov. 1987	4115	36
		II. – RESSOURCES AFFECTEES			
24		Dispositions relatives aux affectations	19 nov. 1987	4121	37
	24 *bis* (Sénat) 1re lect.	Augmentation au profit du fonds national pour le développement du sport, des prélèvements sur le loto national	1re lecture 19 nov. 1987 Concl. CMP 17 déc. 1987	4121 5652	38
25		Taxe sur les huiles perçues au profit du budget annexe des prestations sociales agricoles (actualisation)	19 nov. 1987	4124	39
26		Fixation du taux de prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	1re lecture 19 nov. 1987 Concl. CMP 17 déc. 1987	4126 5652	40
27		Affectation des bénéfices de l'institut d'émission des départements d'outre-mer	19 nov. 1987	4129	41
28		Modification de l'affectation de la taxe additionnelle au droit de bail	19 nov. 1987	4130	42
		TITRE II			
		Dispositions relatives aux charges			
29		Majoration des rentes viagères	19 nov. 1987	4131	43
		TITRE III			
		Dispositions relatives à l'équilibre des ressources et des charges			
30		Equilibre général du budget	1re lect. 19 nov. 1987 Concl. CMP 17 déc. 1987	4132 5652	44

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion au Sénat (première lecture et conclusions C.M.P.)	PAGES du « J.O. »	ARTICLES de la loi de finances
Projet de loi	Additionnels				
		DEUXIEME PARTIE			
		MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPECIALES			
		TITRE PREMIER			
		Dispositions applicables à l'année 1988			
		A. – *OPERATIONS A CARACTERE DEFINITIF*			
		I. – BUDGET GENERAL			
31		Budget général - Services votés	5 déc. 1987	5025	45
32		Mesures nouvelles - Dépenses ordinaires des services civils	1re lect. 5 déc. 1987 Concl. CMP 17 déc. 1987	5025 5655	46
33		Mesures nouvelles - Dépenses en capital des services civils	1re lect. 5 déc. 1987 Concl. CMP 17 déc. 1987	5026 5656	47
34		Défense - Dépenses ordinaires des services militaires	24 nov. 1987	4472	48
35		Défense - Dépenses en capital des services militaires	24 nov. 1987	4472	49
36		Autorisations d'engagements par anticipation	5 déc. 1987	5028	50
		II. – BUDGETS ANNEXES			
37		Budgets annexes - Services votés	5 déc. 1987	5029	51
38		Budgets annexes - Mesures nouvelles	5 déc. 1987	5029	52
		III. – OPERATIONS A CARACTERE DEFINITIF DES COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE			
39		Comptes spéciaux du Trésor - Perception des taxes parafiscales	3 déc. 1987	4890	53
40		Comptes d'affectation spéciale - Mesures nouvelles (autorisations de programme et crédits de paiement)	1re lect. 3 déc. 1987 Concl. CMP 17 déc. 1987	4890 5656	54
41		Culture - Compte d'affectation spéciale « soutien financier de l'industrie cinématographique et de l'industrie des programmes audiovisuels »	24 nov. 1987	4430	55
		B. – *OPERATIONS A CARACTERE TEMPORAIRE*			
42		Comptes d'affectation spéciale (services votés) - Découverts autorisés des comptes de commerce et des comptes de règlement avec les gouvernement étrangers - Comptes d'avances du Trésor et comptes de prêts (services votés)	3 déc. 1987	4891	56
43		Comptes d'affectation spéciale - Mesures nouvelles (autorisations de programme et crédits de paiement)	3 déc. 1987	4891	57
44		Comptes de commerce - Mesures nouvelles d'autorisations de programme	3 déc. 1987	4891	58
45		Comptes de règlement avec les gouvernements étrangers - Mesures nouvelles d'autorisation de découvert	3 déc. 1987	4891	59
46		Comptes d'avances du Trésor - Mesures nouvelles (crédits de paiement)	3 déc. 1987	4891	60
47		Comptes de prêts - Mesures nouvelles (crédits de paiement)	3 déc. 1987	4891	61
	47 *bis* (A.N.) 1re lect.	Clôture du compte spécial du Trésor n° 902-04 « Compte d'emploi des jetons de présence et tantièmes revenant à l'Etat » à la date du 31.12.1987.....	3 déc. 1987	4891	62

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion au Sénat (première lecture et conclusions C.M.P.)	PAGES du « J.O. »	ARTICLES de la loi de finances
Projet de loi	Additionnels				
		C. – *DISPOSITIONS DIVERSES*			
48		Perception des taxes parafiscales	5 déc. 1987	5029	63
49		Crédits évaluatifs	5 déc. 1987	5043	64
50		Crédits provisionnels	5 déc. 1987	5045	65
51		Reports de crédits	1re lect. 5 déc. 1987 Concl. CMP 17 déc. 1987	5046 5657	66
52		Communication - Répartition du produit de la redevance pour droit d'usage	1re lect. 4 déc. 1987 Concl. CMP 17 déc. 1987	4997 5657	67
		TITRE II **Dispositions permanentes**			
		A. – *MESURES CONCERNANT LA FISCALITE*			
		a. *Fiscalité des entreprises*			
53		Mise en place d'une fiscalité adaptée aux groupes de sociétés	1re lect. 5 déc. 1987 Concl. CMP 17 déc. 1987	5049 5658	68
	53 *bis A* (A.N.) Concl. CMP	Crédit d'impôt formation professionnelle.....	Concl. CMP 17 déc. 1987	5660	69
	53 *bis* (A.N.) 1re lect.	Plus-values résultant d'une transmission à titre gratuit des droits sociaux (exemption d'imposition) - Report d'imposition en cas de fusion ou de scission de sociétés à prépondérance immobilière.....	1re lect. 5 déc. 1987 Concl. CMP 17 déc. 1987	5057 5661	70
54		Régime de déductibilité des dividendes représentatifs d'apports en numéraire	5 déc. 1987	5058	71
	54 *bis* (A.N.) Concl. CMP	Reconduction pour un an du compte d'épargne en actions.	Concl. CMP 17 déc. 1987	5661	72
	54 *ter* (A.N.) Concl. CMP	Plan d'épargne retraite (PER) : limites de versement.....	Concl. CMP 17 déc. 1987	5661	73
55		Relèvement de la limite de l'abattement de 20 % sur le bénéfice applicable aux adhérents des centres de gestion et associations agréés	5 déc. 1987	5061	74
		b. *Fiscalité locale*			
	56 *A* (A.N.) 1re lect.	Taxe d'habitation : aménagement de la procédure d'intégration fiscale applicable aux communes fusionnées	1re lect. 5 déc. 1987 Concl. CMP 17 déc. 1987	5066 5661	75
56		Détermination des bases d'impôts locaux pour 1988	5 déc. 1987	5067	76
57		Modalités de vote du taux de la taxe foncière sur les propriétés non bâties	5 déc. 1987	5072	77

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion au Sénat (première lecture et conclusions C.M.P.)	PAGES du « J.O. »	ARTICLES de la loi de finances
Projet de loi	Additionnels				
	57 *bis* (Sénat) 1re lect.	Réduction du taux de la taxe d'habitation sans modificaton des taux des autres taxes.....	1re lect. 5 déc. 1987 Concl. CMP 17 déc. 1987	5064 5662	78
58		Imposition à la taxe professionnelle des arsenaux (fusion de communes)	1re lect. 5 déc. 1987 Concl. CMP 17 déc. 1987	5075 5662	79
	58 *bis* (Sénat) 1re lect.	Imposition à la taxe professionnelle des auxiliaires médicaux	1re lect. 5 déc. 1987 Concl. CMP 17 déc. 1987	5076 5662	80
59		Aménagement des conditions de vote des taux des impositions régionales	5 déc. 1987	5077	81
	59 *bis A* (Sénat) 1re lect.	Imposition à la taxe professionnelle (Salles de cinéma).....	1re lect. 5 déc. 1987 Concl. CMP 17 déc. 1987	5080 5662	82
	59 *bis B* (Sénat) 1re lect.	Taxe professionnelle : majoration des recettes de la taxe 1987 retenues pour assurer la répartition de la taxe régionale 1988.....	1re lect. 5 déc. 1987 Concl. CMP 17 déc. 1987	5083 5662	83
	59 *bis* (A.N.) 1re lect.	Possibilité pour les conseils généraux d'exonérer de droits et taxes d'enregistrement les cessions de logements réalisées par les organismes H.L.M.	5 déc. 1987	5084	84
	59 *ter* (A.N.) 1re lect.	Possibilité pour les conseils généraux de réduire les taux des droits et taxes départementaux d'enregistrement applicables aux mutations à titre onéreux d'immeubles.....	5 déc. 1987	5084	85
	59 *quater* (Sénat) 1re lect.	Impôt sur les spectacles.....	1re lect. 5 déc. 1987 Concl. CMP 17 déc. 1987	5085 5662	86
		c. *Mesures diverses*			
	60 *A* (A.N.) 1re lect.	Délai de dépôt de la déclaration des bénéfices non commerciaux et de la déclaration des salaires en cas de cession ou de cessation d'entreprises	1re lect. 5 déc. 1987 Concl. CMP 17 déc. 1987	5087 5662	87
	60 *B*	*(Supprimé par la Commission Mixte Paritaire)*.....			
	60 *C* (Sénat) 1re lect.	Presse : généralisation du taux de 2,10 % de la Taxe à la Valeur Ajoutée.....	1re lect. 5 déc. 1987 Concl. CMP 17 déc. 1987	5088 5662	88
60		Mesures en faveur de la construction de logements investissement immobilier locatif. - Déduction de 35 % : conséquence de la suppression de la condition d'achèvement .	5 déc. 1987	5089	89
61		Aménagement des modalités d'imposition des plus-values réalisées dans le cadre d'offres publiques d'échanges de titres	5 déc. 1987	5092	90
	61 *bis* (A.N.) 1re lect.	Postes et télécommunications : création d'une taxe au taux de 33 % sur les sommes dues aux fournisseurs de services à caractère pornographique diffusés par Télétel 36-15	30 nov. 1987	4678	91
	61 *ter* (A.N.) 1re lect.	(Harmonisation des règles applicables en matière de publicité de l'impôt) (1)	5 déc. 1987	5092	92
	61 *quater* (A.N.) 1re lect.	Recevabilité des moyens nouveaux invoqués par le contribuable pour les procédures en cours.....	1re lect. 5 déc. 1987 Concl. CMP 17 déc. 1987	5094 5662	93

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion au Sénat (première lecture et conclusions C.M.P.)	PAGES du « J.O. »	ARTICLES de la loi de finances
Projet de loi	Additionnels				
	61 *quinquiès* (Sénat) 1re lect.	Déduction des cotisations de retraite et prévoyance	1re lect. 5 déc. 1987 Concl. CMP 17 déc. 1987	5094 5663	94
		d. *Mesures de simplification et de recouvrement*			
62		Régime simplifié pour les petites entreprises : allègement des obligations déclaratives	5 déc. 1987	5095	95
	62 *bis* (A.N.) 1re lect.	Obligations des employeurs pour la déclaration des bénéfices non commerciaux et la déclaration des traitements et salaires en cas de cession ou de cessation de l'entreprise (délai de dépôt)	5 déc. 1987	5095	96
63		Suppression des bons de remis	5 déc. 1987	5095	97
	63 *bis* (Sénat) 1re lect.	Actes de poursuites des huissiers de justice pour le compte du Trésor. Poursuites exercées pour le recouvrement des impôts directs : suppression de la contrainte administrative	1re lect. 5 déc. 1987 Concl. CMP 17 déc. 1987	5095 5663	98
	63 *ter* (Sénat) 1re lect.	Recouvrement des impôts en cas de déménagement à l'étranger	1re lect. 5 déc. 1987 Concl. CMP 17 déc. 1987	5095 5663	99
		B. – *Autres mesures économie, finances et privatisation :*			
		I. – CHARGES COMMUNES			
64		Indemnisation des rapatriés des Nouvelles-Hébrides (Vanuatu)	3 déc. 1987	4906	100
65		Pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre (proportionnalité)	4 déc. 1987	5016	101
	65 *bis* (A.N.) 1re lect.	Pensions militaires : Amibiase intestinale contractée en service en Afrique du Nord. Affiliation des titulaires du titre de reconnaissance de la Nation à l'Office national des anciens combattants	1re lect. 4 déc. 1987 Concl. CMP 17 déc. 1987	5017 5663	102
	65 *ter* (A.N.) 1re lect.	Validation de l'attribution du titre de « patriote réfractaire à l'annexion de fait » pour les Français d'Alsace et de Moselle et affiliation à l'Office national des anciens combattants	4 déc. 1987	5018	103
66		Suppression du Fonds spécial de grands travaux et de la caisse d'amortissement pour l'acier	3 déc. 1987	4909	104
	66 *bis* (A.N.) 1re lect.	Compte spécial du Trésor « Gestion de titres du secteur public et apports et avances aux entreprises publiques » : inscription au budget général des versements correspondant aux cessions d'actifs prévues par la loi de programmation-militaire pour les années 1987-1991.	3 déc. 1987	4891	105
		Economie, finances et privatisation :			
		III. – COMMERCE ET ARTISANAT			
67		Actualisation du maximum du droit de la taxe pour frais de chambre de métiers (art. 1601 du C.G.I.)	27 nov. 1987	4610	106
		Equipement, logement, aménagement du territoire et transports :			
		I. – URBANISME, LOGEMENT ET SERVICES COMMUNS			
68		Aide personnalisée au logement	20 nov. 1987	4211	107

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion au Sénat (première lecture et conclusions C.M.P.)	PAGES du « J.O. »	ARTICLES de la loi de finances
Projet de loi	Additionnels				
		Industrie et tourisme :			
		I. – INDUSTRIE			
69		Régime fiscal de l'organisme commun de stockage des produits pétroliers	3 déc. 1987	4937	108
		Intérieur			
70		Détermination des crédits affectés aux préfectures	1 déc. 1987	4783	109
		Justice			
71		Suppression du Fonds d'organisation de la nouvelle profession d'avocat	25 nov. 1987	4505	110
	72 *nouv.* (Sénat) 1re lect.	Aménagement du remboursement des indemnités dues aux victimes du terrorisme.....	5 déc. 1987	5099	111
		1) Par décision n° 87-237 DC du 30 décembre 1987, le Conseil Constitutionnel a déclaré cet article contraire à la Constitution.			
		N.B. Les articles 4 bis, 10 A, 11 bis, 12 bis, 26, 30, 32, 33, 51, 56, 57 bis, 58 bis, 59 bis A, 59 quater et 61 quinquiès du projet de loi ont fait l'objet d'une seconde délibération (séances des 19 novembre 1987 - J.O. du 20 novembre 1987, pages 4145 à 4166 - et 5 décembre 1987 - J.O. du 6 décembre 1987, pages 5099 à 5108).			

Discussion (première lecture)

(16 novembre 1987) (p. 3911, 3948) ; (17 novembre 1987) (p. 3958, 4003) ; (18 novembre 1987) (p. 4013, 4077) ; (19 novembre 1987) (p. 4091, 4187) ; (20 novembre 1987) (p. 4197, 4254) ; (21 novembre 1987) (p. 4259, 4325) ; (23 novembre 1987) (p. 4329, 4394) ; (24 novembre 1987) (p. 4400, 4476) ; (25 novembre 1987) (p. 4481, 4423) ; (26 novembre 1987) (p. 4527, 4593) ; (27 novembre 1987) (p. 4597, 4647) ; (30 novembre 1987) (p. 4651, 4718) ; (1er décembre 1987) (p. 4723, 4785) ; (2 décembre 1987) (p. 4792, 4867) ; (3 décembre 1987) (p. 4885, 4938) ; (4 décembre 1987) (p. 4948, 5018) ; (5 décembre 1987) (p. 5025, 5117).

I – DISCUSSION GENERALE (16 novembre 1987) (p. 3911, 3948) ; (17 novembre 1987) (p. 3958, 3977) : *MM. Maurice Blin, rapporteur général ; Christian Poncelet, président de la commission des finances ; Edouard Balladur, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation ; Jean François-Poncet, président de la commission des affaires économiques ; Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales ; Jacques Larché, président de la commission des lois ; Marcel Debarge, Mme Hélène Luc, MM. Xavier de Villepin, Michel Durafour, Alain Juppé, ministre chargé du budget ; Jacques Boyer-Andrivet, Jean-François Pintat, Lucien Neuwirth, René Régnault, Henri Bangou, Claude Huriet, Roland du Luart, Paul Kauss, Jean-Pierre Masseret, Mme Hélène Missoffe, MM. Emmanuel Hamel, Robert Vizet, Josselin de Rohan, Jacques Oudin, et les orateurs sur la motion.*

Actionnaires et actionnariat : *Neuwirth (Lucien)* (p. 3944) ; *Vizet (Robert)* (p. 3926).

Action sanitaire et sociale : *Blin (Maurice)* (p. 3914).

Administration fiscale : *Balladur (Edouard)* (p. 3922).

Afrique, Caraïbes, Pacifique (pays ACP) : *Bangou (Henri)* (p. 3959).

Agence nationale pour l'emploi (ANPE) : *Vizet (Robert)* (p. 3929).

Agriculture : *Blin (Maurice)* (p. 3913) ; *Durafour (Michel)* (p. 3941) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 3939).

Agro-alimentaire (industrie) : *Luart (Roland du)* (p. 3962).

Aménagement du territoire : *Boyer-Andrivet (Jacques)* (p. 3942) ; *François-Poncet (Jean)* (p. 3929) ; *Vizet (Robert)* (p. 3927).

Assurance maladie maternité : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 3932) ; *Juppé (Alain)* (p. 3973).

Assurance vieillesse : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 3932) ; *Juppé (Alain)* (p. 3973) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 3939) ; *Vizet (Robert)* (p. 3926).

Bourses de valeurs : *Balladur (Edouard)* (p. 3919, 3920) ; *Blin (Maurice)* (p. 3911, 3912, 3915) ; *Boyer-Andrivet (Jacques)* (p. 3941) ; *Debarge (Marcel)* (p. 3934) ; *Juppé (Alain)* (p. 3972) ; *Luc (Hélène)* (p. 3935) ; *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 3964) ; *Pintat (Jean-François)* (p. 3943) ; *Poncelet (Christian)* (p. 3917) ; *Vizet (Robert)* (p. 3926, 3927, 3977).

Caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales (CAECL) : *Juppé (Alain)* (p. 3973).

Caisse des dépôts et consignations (CDC) : *Huriet (Claude)* (p. 3960).

Changes (contrôle) : *Boyer-Andrivet (Jacques)* (p. 3942) ; *Neuwirth (Lucien)* (p. 3944) ; *Oudin (Jacques)* (p. 3971) ; *Vizet (Robert)* (p. 3926).

Change (taux) : *Balladur (Edouard)* (p. 3919) ; *Luart (Roland du)* (p. 3961).

Charte du contribuable : *Kauss (Paul)* (p. 3963) ; *Neuwirth (Lucien)* (p. 3944).

Chômage : *Balladur (Edouard)* (p. 3920) ; *Bangou (Henri)* (p. 3958) ; *Blin (Maurice)* (p. 3911, 3912, 3913) ; *Boyer-Andrivet (Jacques)* (p. 3942) ; *Debarge (Marcel)* (p. 3935) ; *Durafour (Michel)* (p. 3940) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 3931) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 3967) ; *Juppé (Alain)* (p. 3974) ; *Luart (Roland du)* (p. 3961) ; *Luc (Hélène)* (p. 3935) ; *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 3965) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 3966) ; *Poncelet (Christian)* (p. 3917) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 3937, 3938, 3939) ; *Vizet (Robert)* (p. 3927, 3929).

Collectivités territoriales : *Balladur (Edouard)* (p. 3924, 3925) ; *Blin (Maurice)* (p. 3914) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 3931) ; *Huriet (Claude)* (p. 3959, 3960) ; *Juppé (Alain)* (p. 3973) ; *Larché (Jacques)* (p. 3933) ; *Pintat (Jean-François)* (p. 3944) ; *Régnault (René)* (p. 3946, 3947, 3948) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 3939) ; *Vizet (Robert)* (p. 3927, 3977).

Collectivités territoriales d'outre-mer : *Bangou (Henri)* (p. 3958) ; *Larché (Jacques)* (p. 3933).

Commerce et artisanat : *Pintat (Jean-François)* (p. 3942).

Commerce extérieur : *Balladur (Edouard)* (p. 3920) ; *Blin (Maurice)* (p. 3911, 3912, 3915) ; *Debarge (Marcel)* (p. 3934) ; *Durafour (Michel)* (p. 3940) ; *François-Poncet (Jean)* (p. 3930) ; *Luart (Roland du)* (p. 3961, 3962) ; *Luc (Hélène)* (p. 3936) ; *Neuwirth (Lucien)* (p. 3946) ; *Pintat (Jean-François)* (p. 3943) ; *Poncelet (Christian)* (p. 3917) ; *Rohan (Josselin de)* (p. 3969) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 3938) ; *Vizet (Robert)* (p. 3929).

Commerce international : *Blin (Maurice)* (p. 3915).

Commission des communautés européennes : *Juppé (Alain)* (p. 3975) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 3938).

Communauté économique européenne (CEE) : *Balladur (Edouard)* (p. 3920, 3922) ; *Blin (Maurice)* (p. 3912, 3913) ; *Boyer-Andrivet (Jacques)* (p. 3942) ; *Luc (Hélène)* (p. 3935) ; *Neuwirth (Lucien)* (p. 3944) ; *Vizet (Robert)* (p. 3927).

Communauté économique européenne (CEE) (ressources propres) : *Debarge (Marcel)* (p. 3934).

Compétitivité économique : *Durafour (Michel)* (p. 3940) ; *François-Poncet (Jean)* (p. 3930) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 3967) ; *Luart (Roland du)* (p. 3961, 3962) ; *Luc (Hélène)* (p. 3936) ; *Oudin (Jacques)* (p. 3970, 3971, 3972) ; *Pintat (Jean-François)* (p. 3942) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 3939) ; *Vizet (Robert)* (p. 3927, 3929).

Concurrence : *Boyer-Andrivet (Jacques)* (p. 3942) ; *Luart (Roland du)* (p. 3962) ; *Oudin (Jacques)* (p. 3971).

Concurrence internationale : *Balladur (Edouard)* (p. 3924) ; *Blin (Maurice)* (p. 3912, 3915) ; *Pintat (Jean-François)* (p. 3943) ; *Poncelet (Christian)* (p. 3917).

Conseil économique et social : *Bangou (Henri)* (p. 3958).

Consommation : *Balladur (Edouard)* (p. 3919) ; *Blin (Maurice)* (p. 3912) ; *Luc (Hélène)* (p. 3936, 3937) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 3937).

Contrats de plan : *Régnault (René)* (p. 3947).

Coopération : *Balladur (Edouard)* (p. 3919, 3921) ; *Blin (Maurice)* (p. 3912) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 3968) ; *Neuwirth (Lucien)* (p. 3945) ; *Pintat (Jean-François)* (p. 3943).

Cotisations sociales : *Balladur (Edouard)* (p. 3922) ; *Debarge (Marcel)* (p. 3935) ; *Durafour (Michel)* (p. 3940) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 3932) ; *Huriet (Claude)* (p. 3959) ; *Juppé (Alain)* (p. 3941, 3972) ; *Kauss (Paul)* (p. 3963, 3964) ; *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 3965) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 3966) ; *Régnault (René)* (p. 3946) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 3938) ; *Vizet (Robert)* (p. 3926).

Crédit : *Boyer-Andrivet (Jacques)* (p. 3942) ; *Luart (Roland du)* (p. 3961) ; *Neuwirth (Lucien)* (p. 3944) ; *Régnault (René)* (p. 3946) ; *Vizet (Robert)* (p. 3926).

Croissance économique : *Balladur (Edouard)* (p. 3919, 3922) ; *Blin (Maurice)* (p. 3911, 3912, 3913) ; *Debarge (Marcel)* (p. 3934) ; *Durafour (Michel)* (p. 3940) ; *François-Poncet (Jean)* (p. 3929, 3930) ; *Juppé (Alain)* (p. 3941) ; *Luart (Roland du)* (p. 3961, 3962) ; *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 3965) ; *Pintat (Jean-François)* (p. 3942, 3943) ; *Poncelet (Christian)* (p. 3917) ;

Régnault (René) (p. 3946) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 3937, 3938) ; *Vizet (Robert)* (p. 3926, 3927).

Décentralisation : *Balladur (Edouard)* (p. 3925) ; *Bangou (Henri)* (p. 3959) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 3932) ; *François-Poncet (Jean)* (p. 3930) ; *Huriet (Claude)* (p. 3959, 3960) ; *Larché (Jacques)* (p. 3933) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 3966) ; *Pintat (Jean-François)* (p. 3944) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 3939).

Défense : *Balladur (Edouard)* (p. 3921) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 3969) ; *Neuwirth (Lucien)* (p. 3945) ; *Pintat (Jean-François)* (p. 3944).

Défense (budget) : *Luc (Hélène)* (p. 3936, 3937) ; *Neuwirth (Lucien)* (p. 3945) ; *Vizet (Robert)* (p. 3927).

Déficit budgétaire : *Balladur (Edouard)* (p. 3919, 3920, 3921, 3922, 3924, 3925) ; *Blin (Maurice)* (p. 3911, 3912, 3913, 3914) ; *Boyer-Andrivet (Jacques)* (p. 3942) ; *Debarge (Marcel)* (p. 3934) ; *Durafour (Michel)* (p. 3941) ; *François-Poncet (Jean)* (p. 3929, 3930) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 3967, 3968) ; *Juppé (Alain)* (p. 3972, 3976) ; *Larché (Jacques)* (p. 3933) ; *Luart (Roland du)* (p. 3961) ; *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 3964) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 3966) ; *Neuwirth (Lucien)* (p. 3945) ; *Poncelet (Christian)* (p. 3915, 3916, 3917) ; *Régnault (René)* (p. 3946, 3947) ; *Rohan (Josselin de)* (p. 3969).

Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) : *François-Poncet (Jean)* (p. 3930).

Délinquance : *Debarge (Marcel)* (p. 3935).

Démocratie : *Balladur (Edouard)* (p. 3919).

Démographie : *Blin (Maurice)* (p. 3914) ; *Juppé (Alain)* (p. 3973, 3974).

Dépenses publiques : *Balladur (Edouard)* (p. 3918, 3921, 3922, 3924) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 3967) ; *Larché (Jacques)* (p. 3933) ; *Luc (Hélène)* (p. 3936) ; *Oudin (Jacques)* (p. 3971) ; *Poncelet (Christian)* (p. 3915, 3916) ; *Régnault (René)* (p. 3947) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 3939).

Dette publique : *Balladur (Edouard)* (p. 3921, 3922, 3924, 3925) ; *Blin (Maurice)* (p. 3911, 3912, 3913) ; *François-Poncet (Jean)* (p. 3929) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 3967) ; *Juppé (Alain)* (p. 3976) ; *Luc (Hélène)* (p. 3936) ; *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 3964) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 3966) ; *Neuwirth (Lucien)* (p. 3945) ; *Oudin (Jacques)* (p. 3971) ; *Poncelet (Christian)* (p. 3916) ; *Rohan (Josselin de)* (p. 3969) ; *Vizet (Robert)* (p. 3927).

Dotation globale de fonctionnement (DGF) : *Balladur (Edouard)* (p. 3924) ; *Blin (Maurice)* (p. 3914) ; *Juppé (Alain)* (p. 3973) ; *Pintat (Jean-François)* (p. 3943) ; *Régnault (René)* (p. 3947, 3948).

Dotation globale d'équipement (DGE) : *Blin (Maurice)* (p. 3914) ; *Régnault (René)* (p. 3947).

Economie : *Blin (Maurice)* (p. 3912) ; *Debarge (Marcel)* (p. 3934) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 3931) ; *Luart (Roland du)* (p. 3960) ; *Oudin (Jacques)* (p. 3970) ; *Vizet (Robert)* (p. 3977).

Education : *Blin (Maurice)* (p. 3913) ; *Debarge (Marcel)* (p. 3935) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 3968) ; *Luc (Hélène)* (p. 3936) ; *Neuwirth (Lucien)* (p. 3945) ; *Poncelet (Christian)* (p. 3916) ; *Vizet (Robert)* (p. 3927).

Elus locaux : *Balladur (Edouard)* (p. 3925) ; *Boyer-Andrivet (Jacques)* (p. 3942) ; *Régnault (René)* (p. 3946, 3947).

Emploi : *Balladur (Edouard)* (p. 3920, 3921) ; *Blin (Maurice)* (p. 3911, 3913) ; *Debarge (Marcel)* (p. 3934) ; *Durafour (Michel)* (p. 3940) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 3931) ; *Juppé (Alain)* (p. 3974) ; *Luart (Roland du)* (p. 3961) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 3966) ; *Pintat (Jean-François)* (p. 3942, 3943, 3944) ; *Poncelet (Christian)* (p. 3916) ; *Régnault (René)* (p. 3946, 3947) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 3938).

Emploi des jeunes : *Debarge (Marcel)* (p. 3935) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 3931, 3932) ; *Luc (Hélène)* (p. 3936).

Emplois (créations et suppressions) : *Balladur (Edouard)* (p. 3921) ; *Blin (Maurice)* (p. 3915) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 3931) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 3967) ; *Luc (Hélène)* (p. 3936) ; *Neuwirth (Lucien)* (p. 3944) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 3937, 3939) ; *Vizet (Robert)* (p. 3927).

Enseignement : *Blin (Maurice)* (p. 3914) ; *Juppé (Alain)* (p. 3974) ; *Neuwirth (Lucien)* (p. 3945).

Enseignement privé : *Rohan (Josselin de)* (p. 3969) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 3939).

Entreprises : *Balladur (Edouard)* (p. 3918, 3920, 3924) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 3931) ; *François-Poncet (Jean)* (p. 3930) ; *Luc (Hélène)* (p. 3937) ; *Régnault (René)* (p. 3946) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 3937).

Entreprises (aides aux) : *Balladur (Edouard)* (p. 3921) ; *Blin (Maurice)* (p. 3913) ; *Boyer-Andrivet (Jacques)* (p. 3942) ; *Pintat (Jean-François)* (p. 3943).

Entreprises (charges) : *Balladur (Edouard)* (p. 3920) ; *Blin (Maurice)* (p. 3911, 3914) ; *Boyer-Andrivet (Jacques)* (p. 3942) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 3968) ; *Kauss (Paul)* (p. 3963) ; *Luart (Roland du)* (p. 3962) ; *Oudin (Jacques)* (p. 3972) ; *Pintat (Jean-François)* (p. 3943) ; *Régnault (René)* (p. 3948).

Entreprises (création) : *Blin (Maurice)* (p. 3911, 3915) ; *Juppé (Alain)* (p. 3976) ; *Neuwirth (Lucien)* (p. 3945) ; *Oudin (Jacques)* (p. 3971) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 3938).

Entreprises (financement) : *François-Poncet (Jean)* (p. 3930) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 3967) ; *Oudin (Jacques)* (p. 3972) ; *Pintat (Jean-François)* (p. 3942) ; *Poncelet (Christian)* (p. 3916, 3917) ; *Rohan (Josselin de)* (p. 3969) ; *Vizet (Robert)* (p. 3927).

Entreprises (fiscalité) : *Balladur (Edouard)* (p. 3919) ; *Blin (Maurice)* (p. 3911, 3915) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 3967) ; *Juppé (Alain)* (p. 3976) ; *Poncelet (Christian)* (p. 3915, 3917).

Entreprises publiques : *Balladur (Edouard)* (p. 3921, 3922) ; *Blin (Maurice)* (p. 3913) ; *Neuwirth (Lucien)* (p. 3944) ; *Pintat (Jean-François)* (p. 3943).

Entreprises (transmission) : *Juppé (Alain)* (p. 3976) ; *Kauss (Paul)* (p. 3963) ; *Oudin (Jacques)* (p. 3971).

Epargne : *Balladur (Edouard)* (p. 3919) ; *Bangou (Henri)* (p. 3958) ; *Blin (Maurice)* (p. 3915) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 3967) ; *Luc (Hélène)* (3936).

Equipement : *Blin (Maurice)* (p. 3913, 3915) ; *Luc (Hélène)* (p. 3937) ; *Neuwirth (Lucien)* (p. 3946) ; *Régnault (René)* (p. 3946, 3947).

Etablissements pénitentiaires : *Balladur (Edouard)* (p. 3921) ; *Larché (Jacques)* (p. 3933) ; *Neuwirth (Lucien)* (p. 3945).

Etats-Unis d'Amérique (USA) : *Balladur (Edouard)* (p. 3919, 3922) ; *Blin (Maurice)* (p. 3912, 3913) ; *Boyer-Andrivet (Jacques)* (p. 3941) ; *Debarge (Marcel)* (p. 3934) ; *Durafour (Michel)* (p. 3941) ; *Luart (Roland du)* (p. 3961) ; *Luc (Hélène)* (p. 3935) ; *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 3964) ; *Pintat (Jean-François)* (p. 3943) ; *Rohan (Josselin de)* (p. 3969).

Finances publiques : *Balladur (Edouard)* (p. 3919, 3920, 3922) ; *Blin (Maurice)* (p. 3911) ; *Huriet (Claude)* (p. 3960) ; *Juppé (Alain)* (p. 3976) ; *Luart (Roland du)* (p. 3960) ; *Neuwirth (Lucien)* (p. 3944, 3946) ; *Pintat (Jean-François)* (p. 3943) ; *Poncelet (Christian)* (p. 3916) ; *Vizet (Robert)* (p. 3927).

Fiscalité : *Balladur (Edouard)* (p. 3919, 3920, 3921, 3922, 3924, 3925) ; *Bangou (Henri)* (p. 3958) ; *Blin (Maurice)* (p. 3911, 3912, 3913) ; *Debarge (Marcel)* (p. 3934) ; *Durafour (Michel)* (p. 3940, 3941) ; *François-Poncet (Jean)* (p. 3929) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 3967, 3968) ; *Juppé (Alain)* (p. 3972, 3975, 3976) ; *Kauss (Paul)* (p. 3963, 3964) ; *Luc (Hélène)* (p. 3936) ; *Neuwirth (Lucien)* (p. 3944, 3945) ; *Oudin (Jacques)* (p. 3971) ; *Pintat (Jean-François)* (p. 3943) ; *Poncelet (Christian)* (p. 3915, 3916, 3917) ; *Régnault (René)* (p. 3947) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 3938, 3939) ; *Vizet (Robert)* (p. 3926, 3927).

Fiscalité locale : *Balladur (Edouard)* (p. 3924, 3925) ; *Blin (Maurice)* (p. 3914) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 3968) ; *Huriet (Claude)* (p. 3959, 3960) ; *Juppé (Alain)* (p. 3973, 3975) ; *Kauss (Paul)* (p. 3963) ; *Luart (Roland du)* (p. 3962) ; *Missoffe*

(Hélène) (p. 3966) ; *Pintat (Jean-François)* (p. 3944) ; *Régnault (René)* (p. 3947, 3948) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 3939).

Fonctionnaires et agents publics : *Boyer-Andrivet (Jacques)* (p. 3942) ; *Larché (Jacques)* (p. 3933) ; *Luc (Hélène)* (p. 3936).

Fonds d'intervention pour l'aménagement du territoire (FIAT) : *Juppé (Alain)* (p. 3974).

Fonds d'intervention pour l'autodéveloppement en montagne (FIAM) : *Boyer-Andrivet (Jacques)* (p. 3942) ; *François-Poncet (Jean)* (p. 3930) ; *Régnault (René)* (p. 3946).

Fonds d'investissement des départements d'outre-mer (FIDOM) : *Bangou (Henri)* (p. 3959).

Fonds interministériel de développement et d'aménagement rural (FIDAR) : *Boyer-Andrivet (Jacques)* (p. 3942) ; *François-Poncet (Jean)* (p. 3930) ; *Juppé (Alain)* (p. 3974) ; *Régnault (René)* (p. 3946).

Fonds monétaire international (FMI) : *Durafour (Michel)* (p. 3940) ; *Poncelet (Christian)* (p. 3917) ; *Vizet (Robert)* (p. 3929).

Fonds spécial de grands travaux (FSGT) : *Blin (Maurice)* (p. 3913) ; *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 3965).

Formation professionnelle : *Balladur (Edouard)* (p. 3921, 3925) ; *Blin (Maurice)* (p. 3914) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 3931, 3932) ; *Juppé (Alain)* (p. 3974) ; *Luart (Roland du)* (p. 3962) ; *Luc (Hélène)* (p. 3936) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 3966) ; *Neuwirth (Lucien)* (p. 3945) ; *Oudin (Jacques)* (p. 3971) ; *Pintat (Jean-François)* (p. 3943) ; *Poncelet (Christian)* (p. 3916) ; *Vizet (Robert)* (p. 3927, 3977).

Grand marché intérieur (CEE) : *Balladur (Edouard)* (p. 3924) ; *Bangou (Henri)* (p. 3959) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 3932) ; *Neuwirth (Lucien)* (p. 3945, 3946) ; *Poncelet (Christian)* (p. 3916) ; *Rohan (Josselin de)* (p. 3969) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 3938) ; *Vizet (Robert* (p. 3929).

Handicapés : *Huriet (Claude)* (p. 3960) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 3966).

Impôt sur le capital : *Luc (Hélène)* (p. 3936) ; *Vizet (Robert)* (p. 3926).

Impôt sur le revenu : *Balladur (Edouard)* (p. 3920, 3922) ; *Blin (Maurice)* (p. 3912, 3913, 3914) ; *Debarge (Marcel)* (p. 3935) ; *Durafour (Michel)* (p. 3940) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 3967) ; *Juppé (Alain)* (p. 3941, 3972, 3974) ; *Kauss (Paul)* (p. 3963) ; *Luc (Hélène)* (p. 3936) ; *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 3965) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 3966) ; *Pintat (Jean-François)* (p. 3943) ; *Poncelet (Christian)* (p. 3916, 3917) ; *Régnault (René)* (p. 3946) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 3938, 3939) ; *Vizet (Robert)* (p. 3926).

Impôt sur les grandes fortunes (IGF) : *Kauss (Paul)* (p. 3963) ; *Luc (Hélène)* (p. 3937) ; *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 3965) ; *Régnault (René)* (p. 3946).

Impôt sur les sociétés : *Balladur (Edouard)* (p. 3922) ; *Blin (Maurice)* (p. 3913) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 3967, 3968) ; *Juppé (Alain)* (p. 3976) ; *Kauss (Paul)* (p. 3963) ; *Luart (Roland du)* (p. 3962) ; *Luc (Hélène)* (p. 3936) ; *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 3965) ; *Neuwirth (Lucien)* (p. 3944) ; *Pintat (Jean-François)* (p. 3943, 3944) ; *Poncelet (Christian)* (p. 3915) ; *Régnault (René)* (p. 3946) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 3938).

Industrie : *Balladur (Edouard)* (p. 3920) ; *Poncelet (Christian)* (p. 3917) ; *Vizet (Robert)* (p. 3927).

Inflation : *Balladur (Edouard)* (p. 3919, 3920, 3922) ; *Blin (Maurice)* (p. 3912) ; *Boyer-Andrivet (Jacques)* (p. 3941) ; *Debarge (Marcel)* (p. 3935) ; *Durafour (Michel)* (p. 3940) ; *François-Poncet (Jean)* (p. 3929) ; *Luart (Roland du)* (p. 3960) ; *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 3965) ; *Poncelet (Christian)* (p. 3917) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 3937).

Institut national de la recherche agronomique (INRA) : *François-Poncet (Jean)* (p. 3930).

Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) : *Balladur (Edouard)* (p. 3920) ; *Juppé (Alain)* (p. 3941, 3975) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 3938) ; *Vizet (Robert)* (p. 3929).

Intérêt (taux) : *Balladur (Edouard)* (p. 3919, 3920) ; *Blin (Maurice)* (p. 3912, 3913) ; *Debarge (Marcel)* (p. 3934) ; *Durafour (Michel)* (p. 3940, 3941) ; *François-Poncet (Jean)* (p. 3930) ; *Luart (Roland du)* (p. 3960, 3962) ; *Luc (Hélène)* (p. 3936) ; *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 3965) ; *Oudin (Jacques)* (p. 3971) ; *Pintat (Jean-François)* (p. 3943, 3944) ; *Poncelet (Christian)* (p. 3917) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 3937).

Investissements : *Balladur (Edouard)* (p. 3919, 3920, 3921) ; *Blin (Maurice)* (p. 3911, 3912, 3915) ; *Boyer-Andrivet (Jacques)* (p. 3942) ; *Debarge (Marcel)* (p. 3934) ; *Durafour (Michel)* (p. 3940, 3941) ; *François-Poncet (Jean)* (p. 3930) ; *Huriet (Claude)* (p. 3960) ; *Juppé (Alain)* (p. 3941, 3976) ; *Luart (Roland du)* (p. 3961, 3962) ; *Luc (Hélène)* (p. 3935, 3936) ; *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 3964) ; *Neuwirth (Lucien)* (p. 3946) ; *Oudin (Jacques)* (p. 3971) ; *Pintat (Jean-François)* (p. 3942, 3944) ; *Poncelet (Christian)* (p. 3916, 3917) ; *Régnault (René)* (p. 3947) ; *Rohan (Josselin de)* (p. 3969) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 3937, 3938) ; *Vizet (Robert)* (p. 3927, 3929).

Japon : *Balladur (Edouard)* (p. 3922) ; *Juppé (Alain)* (p. 3972) ; *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 3964) ; *Pintat (Jean-François)* (p. 3942) ; *Vizet (Robert)* (p. 3927).

Justice : *Blin (Maurice)* (p. 3913) ; *Larché (Jacques)* (p. 3933) ; *Neuwirth (Lucien)* (p. 3945).

Libéralisme : *Balladur (Edouard)* (p. 3919, 3920, 3925) ; *Blin (Maurice)* (p. 3911) ; *Debarge (Marcel)* (p. 3934) ; *Oudin (Jacques)* (p. 3970, 3971) ; *Pintat (Jean-François)* (p. 3942) ; *Poncelet (Christian)* (p. 3917) ; *Vizet (Robert)* (p. 3926).

Logement : *Debarge (Marcel)* (p. 3934, 3935) ; *Luc (Hélène)* (p. 3937) ; *Régnault (René)* (p. 3947) ; *Vizet (Robert)* (p. 3927).

Magistrats : *Juppé (Alain)* (p. 3974) ; *Larché (Jacques)* (p. 3933).

Marchés financiers : *Balladur (Edouard)* (p. 3919, 3922) ; *Blin (Maurice)* (p. 3912) ; *François-Poncet (Jean)* (p. 3930) ; *Luc (Hélène)* (p. 3935) ; *Neuwirth (Lucien)* (p. 3944) ; *Oudin (Jacques)* (p. 3970) ; *Poncelet (Christian)* (p. 3917) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 3937, 3939).

Ménages : *Balladur (Edouard)* (p. 3919) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 3937) ; *Vizet (Robert)* (p. 3927).

Meurthe-et-Moselle (département) : *Huriet (Claude)* (p. 3959).

Monnaie (dollar) : *Balladur (Edouard)* (p. 3920) ; *Blin (Maurice)* (p. 3912) ; *Boyer-Andrivet (Jacques)* (p. 3941) ; *François-Poncet (Jean)* (p. 3930) ; *Juppé (Alain)* (p. 3972) ; *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 3965) ; *Neuwirth (Lucien)* (p. 3944) ; *Rohan (Josselin de)* (p. 3969).

Monnaie (franc français) : *Balladur (Edouard)* (p. 3920) ; *Luart (Roland du)* (p. 3961) ; *Poncelet (Christian)* (p. 3917) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 3937).

Monnaie (mark) : *Luart (Roland du)* (p. 3961).

Nouvelle-Calédonie : *Bangou (Henri)* (p. 3958).

Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) : *Debarge (Marcel)* (p. 3934) ; *Juppé (Alain)* (p. 3976) ; *Luart (Roland du)* (p. 3961, 3962) ; *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 3964) ; *Pintat (Jean-François)* (p. 3943) ; *Poncelet (Christian)* (p. 3915, 3917) ; *Vizet (Robert)* (p. 3927, 3929).

Parlement : *Balladur (Edouard)* (p. 3918, 3922) ; *Blin (Maurice)* (p. 3929) ; *Poncelet (Christian)* (p. 3917).

Pauvreté : *Missoffe (Hélène)* (p. 3966) ; *Neuwirth (Lucien)* (p. 3945) ; *Régnault (René)* (p. 3946) ; *Vizet (Robert)* (p. 3926).

Pays en voie de développement (PVD) : *Blin (Maurice)* (p. 3912) ; *Neuwirth (Lucien)* (p. 3945).

Personnes âgées : *Debarge (Marcel)* (p. 3935) ; *Huriet (Claude)* (p. 3959, 3960).

Pharmacie (industrie) : *Durafour (Michel)* (p. 3940).

Placements financiers : *Balladur (Edouard)* (p. 3919) ; *Blin (Maurice)* (p. 3913, 3915) ; *Pintat (Jean-François)* (p. 3944) ; *Vizet (Robert)* (p. 3926).

Politique agricole commune (PAC) : *Balladur (Edouard)* (p. 3920) ; *François-Poncet (Jean)* (p. 3930).

Politique économique et sociale : *Balladur (Edouard)* (p. 3919, 3920, 3921) ; *Blin (Maurice)* (p. 3911, 3912) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 3932) ; *Luart (Roland du)* (p. 3961) ; *Neuwirth (Lucien)* (p. 3944) ; *Oudin (Jacques)* (p. 3970) ; *Pintat (Jean-François)* (p. 3942) ; *Poncelet (Christian)* (p. 3915, 3916, 3917) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 3939) ; *Vizet (Robert)* (p. 3926, 3977).

Politique monétaire et financière : *Balladur (Edouard)* (p. 3920) ; *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 3965) ; *Oudin (Jacques)* (p. 3970).

Pouvoir d'achat : *Balladur (Edouard)* (p. 3920) ; *Debarge (Marcel)* (p. 3935) ; *François-Poncet (Jean)* (p. 3930) ; *Luc (Hélène)* (p. 3936) ; *Régnault (René)* (p. 3946, 3947) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 3937, 3939) ; *Vizet (Robert)* (p. 3927).

Pouvoirs publics : *Blin (Maurice)* (p. 3912).

Prélèvements obligatoires : *Balladur (Edouard)* (p. 3922) ; *Blin (Maurice)* (p. 3914) ; *Boyer-Andrivet (Jacques)* (p. 3942) ; *Durafour (Michel)* (p. 3940) ; *Juppé (Alain)* (p. 3972) ; *Pintat (Jean-François)* (p. 3943) ; *Poncelet (Christian)* (p. 3916) ; *Régnault (René)* (p. 3946) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 3938) ; *Vizet (Robert)* (p. 3926, 3927, 3977).

Prestations familiales : *Boyer-Andrivet (Jacques)* (p. 3942) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 3932) ; *Luc (Hélène)* (p. 3936).

Primes à l'amélioration des logements à usage locatif et à occupation sociale (PALULOS) : *Régnault (René)* (p. 3947).

Privatisations : *Balladur (Edouard)* (p. 3922, 3924, 3925) ; *Blin (Maurice)* (p. 3913, 3915) ; *Boyer-Andrivet (Jacques)* (p. 3942) ; *Debarge (Marcel)* (p. 3934) ; *Juppé (Alain)* (p. 3976) ; *Luart (Roland du)* (p. 3961) ; *Luc (Hélène)* (p. 3935) ; *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 3964) ; *Neuwirth (Lucien)* (p. 3944) ; *Oudin (Jacques)* (p. 3971) ; *Pintat (Jean-François)* (p. 3943) ; *Poncelet (Christian)* (p. 3916) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 3939) ; *Vizet (Robert)* (p. 3926, 3927).

Prix : *Balladur (Edouard)* (p. 3920, 3922) ; *Boyer-Andrivet (Jacques)* (p. 3942) ; *Luart (Roland du)* (p. 3961) ; *Neuwirth (Lucien)* (p. 3944) ; *Oudin (Jacques)* (p. 3971) ; *Pintat (Jean-François)* (p. 3942) ; *Rohan (Josselin de)* (p. 3969) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 3937) ; *Vizet (Robert)* (p. 3926).

Produit intérieur brut (PIB) : *Balladur (Edouard)* (p. 3921, 3922, 3924) ; *Blin (Maurice)* (p. 3912, 3913) ; *Debarge (Marcel)* (p. 3934) ; *Durafour (Michel)* (p. 3940) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 3969) ; *Huriet (Claude)* (p. 3959) ; *Juppé (Alain)* (p. 3941, 3972, 3976) ; *Poncelet (Christian)* (p. 3916, 3917) ; *Vizet (Robert)* (p. 3929).

Protection sociale : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 3931, 3932) ; *Luc (Hélène)* (p. 3937) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 3966) ; *Poncelet (Christian)* (p. 3916).

Racisme : *Bangou (Henri)* (p. 3959).

Recherche : *Balladur (Edouard)* (p. 3921, 3925) ; *Blin (Maurice)* (p. 3913, 3915) ; *Durafour (Michel)* (p. 3940) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 3968) ; *Juppé (Alain)* (p. 3975) ; *Neuwirth (Lucien)* (p. 3945) ; *Poncelet (Christian)* (p. 3916) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 3938).

République fédérale d'Allemagne (RFA) : *Balladur (Edouard)* (p. 3919, 3920, 3922, 3924) ; *Blin (Maurice)* (p. 3912) ; *Durafour (Michel)* (p. 3940) ; *François-Poncet (Jean)* (p. 3929, 3930) ; *Juppé (Alain)* (p. 3941, 3972) ; *Luart (Roland du)* (p. 3962) ; *Luc (Hélène)* (p. 3935) ; *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 3964) ; *Neuwirth (Lucien)* (p. 3946) ; *Pintat (Jean-François)* (p. 3942, 3943) ; *Poncelet (Christian)* (p. 3916, 3917) ; *Rohan (Josselin de)* (p. 3969) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 3937) ; *Vizet (Robert)* (p. 3927).

Réseau routier et autoroutier : *Balladur (Edouard)* (p. 3921) ; *Blin (Maurice)* (p. 3913, 3914) ; *François-Poncet (Jean)* (p. 3930) ; *Juppé (Alain)* (p. 3974).

Retraites : *Blin (Maurice)* (p. 3914) ; *Juppé (Alain)* (p. 3973) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 3966) ; *Rohan (Josselin de)* (p. 3969) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 3939).

Royaume-Uni : *Juppé (Alain)* (p. 3941, 3972).

Salaires, traitements et indemnités : *Balladur (Edouard)* (p. 3920) ; *Poncelet (Christian)* (p. 3916).

Salariés : *Luc (Hélène)* (p. 3936) ; *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 3964) ; *Oudin (Jacques)* (p. 3971) ; *Pintat (Jean-François)* (p. 3942) ; *Régnault (René)* (p. 3946) ; *Vizet (Robert)* (p. 3926, 3927).

Santé : *Blin (Maurice)* (p. 3914) ; *Juppé (Alain)* (p. 3973) ; *Vizet (Robert)* (p. 3927).

Secteur tertiaire : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 3931).

Sécurité civile : *Blin (Maurice)* (p. 3913) ; *Larché (Jacques)* (p. 3933).

Sécurité sociale : *Balladur (Edouard)* (p. 3925) ; *Juppé (Alain)* (p. 3974) ; *Vizet (Robert)* (p. 3977).

Sécurité sociale (financement) : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 3932) ; *Luart (Roland du)* (p. 3962) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 3966).

Service public : *Luc (Hélène)* (p. 3937) ; *Régnault (René)* (p. 3947).

Sociétés à responsabilité limitée (SARL) : *Kauss (Paul)* (p. 3963).

Sociétés industrielles : *Balladur (Edouard)* (p. 3920, 3922) ; *Durafour (Michel)* (p. 3940) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 3968) ; *Neuwirth (Lucien)* (p. 3945).

Stages d'initiation à la vie professionnelle (SIVP) : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 3932) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 3938).

Système monétaire européen (SME) : *Luart (Roland du)* (p. 3961) ; *Luc (Hélène)* (p. 3935) ; *Poncelet (Christian)* (p. 3917) ; *Rohan (Josselin de)* (p. 3969).

Taxe foncière sur les propriétés non bâties : *Balladur (Edouard)* (p. 3925) ; *Blin (Maurice)* (p. 3914) ; *Boyer-Andrivet (Jacques)* (p. 3942) ; *Kauss (Paul)* (p. 3963) ; *Luc (Hélène)* (p. 3936).

Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) : *Balladur (Edouard)* (p. 3922) ; *Bangou (Henri)* (p. 3959) ; *Blin (Maurice)* (p. 3913) ; *Debarge (Marcel)* (p. 3934) ; *Durafour (Michel)* (p. 3940) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 3967, 3968) ; *Juppé (Alain)* (p. 3972, 3975) ; *Kauss (Paul)* (p. 3963, 3964) ; *Luart (Roland du)* (p. 3961) ; *Luc (Hélène)* (p. 3937) ; *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 3965) ; *Neuwirth (Lucien)* (p. 3944, 3946) ; *Pintat (Jean-François)* (p. 3943) ; *Régnault (René)* (p. 3947, 3948) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 3938, 3939) ; *Vizet (Robert)* (p. 3927).

Technologies nouvelles : *Oudin (Jacques)* (p. 3970).

Toxicomanie : *Missoffe (Hélène)* (p. 3966).

Train à grande vitesse (TGV) : *François-Poncet (Jean)* (p. 3930) ; *Juppé (Alain)* (p. 3974) ; *Pintat (Jean-François)* (p. 3943).

Traité de Rome : *Bangou (Henri)* (p. 3959).

Transports : *Vizet (Robert)* (p. 3927).

Transports scolaires : *Huriet (Claude)* (p. 3959).

Travail : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 3931) ; *Régnault (René)* (p. 3946).

Travail des femmes : *Villepin (Xavier de)* (p. 3938).

Travaux d'utilité collective (TUC) : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 3932) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 3938) ; *Vizet (Robert)* (p. 3929).

Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (UNEDIC) : *Debarge (Marcel)* (p. 3934).

Motion n° I-98 de Mme Hélène Luc, soutenue par M. Robert Vizet, **tendant à opposer la question préalable** (p. 3925) – *MM. Robert Vizet, Maurice Blin, rapporteur général.*

Rejet de la motion (p. 3929 ; scrutin public n° 25).

PREMIERE PARTIE

CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER

II – DISCUSSION DES ARTICLES DE LA PREMIERE PARTIE (17 novembre 1987) (p. 3977, 4003) ; (18 novembre 1987) (p. 4013, 4077) ; (19 novembre 1987) (p. 4091, 4187) : *MM. Robert Vizet, Gérard Delfau, Jean-Pierre Masseret, Alain Juppé, ministre ; Pierre-Christian Taittinger, Michel Caldaguès, Maurice Blin, rapporteur général ; André Fosset, Jacques Moutet, Michel Miroudot, René Ballayer, Joseph Caupert, Alain Pluchet, Louis Boyer, Maurice Schumann – René Trégouët, Pierre Laffitte, Jean-François Pintat, Lucien Neuwirth, au nom de la commission des finances ; Henri de Raincourt, Jacques Oudin, Jacques Descours Desacres, Jean Colin, Jacques Mossion, Roland du Luart, Paul Souffrin, Marcel Daunay, Raymond Soucaret, Stéphane Bonduel, Geoffroy de Montalembert, au nom de la commission des finances ; Yves Le Cozannet, Albert Voilquin, Jacques Delong, Raymond Brun, Louis de Catuelan, Christian Poncelet, président de la commission des finances ; Maurice Schumann, président de la commission des affaires culturelles ; Jean Chérioux, Jean-Luc Bécart, Paul Malassagne, au nom de la commission des affaires économiques ; Georges Mouly, Pierre Merli, Jacques Genton, Louis Souvet, Raymond Bourgine, Jean Delaneau, Jacques Carat, au nom de la commission des affaires culturelles ; Claude Huriet – Jean Cluzel, Henri Bangou ; Mme Marie-Claude Beaudeau ; MM. Jacques Machet, Guy Malé ; Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis ; MM. Josselin de Rohan, Michel Durafour, André Duroméa, Franz Duboscq, Jean Francou, Auguste Cazalet, Jacques Habert, René Régnault, Roger Lise* :

TITRE PREMIER

DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES

I – Impôts et revenus autorisés

Art. 1er *(Autorisation de percevoir les impôts existants)* (p. 3977).

Parole sur l'article : *MM. Robert Vizet* (p. 3977, 3978) ; *Gérard Delfau* (p. 3978) ; *Jean-Pierre Masseret* (p. 3978, 3979) – Impôt sur le revenu, taxe sur la valeur ajoutée (TVA), administration fiscale, dette publique.

Explication de vote sur l'article : *M. Gérard Delfau* (p. 3979).

– L'art. 1er est adopté (p. 3979).

Art. 2 *(Barème de l'impôt sur le revenu et mesures d'accompagnement)* (p. 3979).

Parole sur l'article : *MM. Pierre-Christian Taittinger* (p. 3980) ; *Robert Vizet* (p. 3980) ; *Jean-Pierre Masseret* (p. 3980, 3981) ; *Michel Caldaguès* (p. 3981) – Impôt sur le revenu, cotisations sociales.

Rejetés : amendements de M. Robert Vizet, n° I-99 : modification globale du barème de l'impôt sur le revenu (p. 3983 ; scrutin public n° 26) – N° I-100 : nouvelles modalités de fixation de l'impôt sur le revenu pour certains salariés ayant subi une perte notable de revenu (p. 3986 ; scrutin public n° 27) – N° I-101 : allègement des impôts acquittés par les retraités pensionnés ; étalement sur trois ans du paiement de l'impôt sur le revenu acquitté au nom d'une personne décédée (p. 3987) – Et n° I-102 : exclusion des indemnités journalières versées par les organismes de sécurité sociale de l'assiette de l'impôt sur le revenu (p. 3987) – Amendements de M. Jean-Pierre Masseret, n° I-151 : modification des tranches les plus élevées du barème de l'impôt sur le revenu (p. 3983) – Et n° I-152 : réduction d'impôt pour les contribuables ayant des enfants à charge poursuivant des études supérieures dans une ville éloignée de plus de 30 kilomètres du domicile familial habituel (p. 3983) – Amendement n° I-44 de M. André Fosset : rétablissement de la réduction d'impôt pour exécution de travaux destinés à économiser l'énergie dans l'habitat (p. 3984) – Amendement n° I-56 de M. Jacques Moutet : droit à une part de quotient familial par enfant à charge pour les contribuables ayant au moins trois enfants à charge (p. 3986).

Retirés : amendement n° I-67 de M. Jacques Moutet : rétablissement de la réduction d'impôt pour exécution de travaux destinés à économiser l'énergie dans l'habitat (p. 3985) – Amendement n° I-153 de M. Jean-Pierre Masseret : rétablissement de la réduction d'impôt pour exécution de travaux destinés à améliorer l'isolation thermique dans l'habitat (p. 3985) – Amendement n° I-167 de M. Michel Miroudot : prorogation jusqu'au 31 décembre 1991 de la réduction d'impôt accordée pour exécution de travaux destinés à économiser l'énergie dans l'habitat (p. 3985).

– L'art. 2 est adopté (p. 3987).

Après l'art. 2 (p. 3987).

Rejeté : amendement (art. additionnel) n° I-103 de M. Robert Vizet : dégrèvement de la taxe d'habitation pour les contribuables non imposables à l'impôt sur le revenu (p. 3989 ; scrutin public n° 28).

Retiré : amendement (art. additionnel) n° I-70 de M. Jean-François Pintat, soutenu par M. René Ballayer : extension aux adhérents des centres de gestion et associations agréés du bénéfice d'un abattement supplémentaire en cas de redressement fiscal (p. 3988).

Non soutenu : amendement (art. additionnel) n° I-91 de M. Xavier de Villepin (p. 3987).

Art. 3 *(Elargissement des conditions de déductibilité des frais de garde des enfants)* (p. 3989).

Retiré : amendement n° I-41 de M. Jean Boyer, soutenu par M. Joseph Caupert : déductibilité des frais de garde des enfants étendue à ceux âgés de moins de 7 ans (p. 3990).

– L'art. 3 est adopté (p. 3990).

Après l'art. 3 (p. 3990).

Rejeté : amendement (art. additionnel) n° I-104 de M. Robert Vizet : suppression de l'avoir fiscal (p. 3991 ; scrutin public n° 29).

Art. 4 *(Exonération fiscale des indemnités de départ en retraite)* – Adopté (p. 3991).

Après l'art. 4 (p. 3991).

Adopté : amendement (art. additionnel) n° I-50 de M. Jean Chérioux, soutenu par M. Alain Pluchet : exonération fiscale, en tout ou partie, de la pension temporaire d'orphelin lorsque celle-ci remplace l'allocation aux adultes handicapés (p. 3991).

Rejetés : amendements (art. additionnels) de M. Robert Vizet, n° I-105 : taxation des plus-values sur valeurs mobilières (p. 3992) – N° I-106 : régime fiscal de l'emprunt 7 % 1973 (p. 3993) – Et n° I-107 : modalités de remboursement de l'emprunt 7 % 1973 (p. 3993).

Retirés : amendement (art. additionnel) n° I-57 de M. Raymond Soucaret, soutenu par M. Jacques Moutet : extension du bénéfice des aides personnelles au logement aux préretraités ne pouvant plus bénéficier d'un logement de fonction (p. 3992) – Amendement (art. additionnel) n° I-166 de M. Jean-Pierre Fourcade, soutenu par M. Louis Boyer : avantages fiscaux afférents au contrat épargne-handicap (p. 3994).

Non soutenus : amendement (art. additionnel) n° I-14 de M. Claude Huriet (p. 3991) – Amendement (art. additionnel) n° I-89 de M. Auguste Chupin (p. 3992).

Avant l'art. 5 (p. 3994).

Rejetés : amendements (art. additionnels) de M. Jean-Pierre Masseret, n° I-154 : aménagement de taux d'amortissement dégressifs pour favoriser l'investissement des entreprises (p. 3995) – N° I-155 : exonération pendant trois ans de l'impôt sur les sociétés pour les entreprises nouvellement créées (p. 3997) – Et n° I-156 : diminution du taux de l'impôt sur les sociétés pour les bénéfices réinvestis (p. 3998) – Amendement

(art. additionnel) n° I-58 de M. Jacques Moutet : réduction du taux de l'impôt sur les sociétés pour les bénéfices réinvestis (p. 3998) – Amendement (art. additionnel) n° I-132 de M. Robert Vizet : majoration du taux de l'impôt sur les sociétés ; réduction de cet impôt lorsque l'entreprise a procédé à des créations d'emplois (p. 3998) – Amendement (art. additionnel) n° I-119 de M. Jean-Luc Bécart, soutenu par M. Robert Vizet : exonération de la taxe sur les salaires pour les associations d'aide à domicile (p. 3999).

Retirés : amendement (art. additionnel) n° I-45 de M. André Fosset : suppression de l'agrément préalable permettant aux entreprises qui investissent à l'étranger de constituer des provisions en franchise d'impôt (p. 3996) – Amendement (art. additionnel) n° I-59 de M. Henri Collard, soutenu par M. Jacques Moutet : exonération de la taxe sur les salaires pour les associations d'aide à domicile (p. 3999) – Amendements (art. additionnels) identiques n° I-46 de M. André Fosset et n° I-60 de M. Jacques Moutet : réduction du taux de plafonnement des cotisations des entreprises au titre de la taxe professionnelle (p. 4002) ; amendements (art. additionnels) analogues n° I-92 de M. Maurice Schumann et n° I-71 de M. Jean-François Pintat, soutenu par M. René Ballayer (p. 4003 et 4001).

Non soutenus : amendement (art. additionnel) n° I-73 de M. Jean-François Pintat (p. 3996) – Amendement (art. additionnel) n° I-27 de M. Xavier de Villepin (p. 3996) – Et amendement (art. additionnel) n° I-13 de M. Claude Huriet (p. 3999).

Art. 5 *(Amélioration du régime du crédit d'impôt recherche)* (p. 4013).

Parole sur l'article : *MM. René Trégouët* (p. 4013, 4014) ; *Robert Vizet* (p. 4014, 4015) ; *Pierre Laffitte* (p. 4015) ; *Jean-Pierre Masseret* (p. 4015) – Recherche, investissements.

Adopté : amendement n° I-190 de M. Alain Juppé, ministre : possibilité pour l'entreprise ayant bénéficié jusqu'en 1990 du crédit d'impôt calculé en fonction du volume de la recherche, d'opter pour un crédit d'impôt calculé en fonction de la croissance de la recherche (p. 4018).

Rejetés : amendement n° I-157 de M. Jean-Pierre Masseret : actualisation du plafond du crédit d'impôt recherche (p. 4016) – Amendement n° I-72 de M. Jean-François Pintat : suppression du remboursement du crédit d'impôt recherche par les entreprises ayant ralenti leur effort de recherche (p. 4018) – Amendement n° I-108 de M. Robert Vizet : bénéfice du crédit d'impôt recherche subordonné à la présentation de dépenses de recherche au comité d'entreprise ou au comité d'établissement (p. 4020 ; scrutin public n° 30).

Irrecevable (article 40 de la Constitution) : amendement n° I-158 de M. Jean-Pierre Masseret : crédit d'impôt recherche accordé aux entreprises créées à partir de 1987 ; modalités de calcul de ce crédit d'impôt (p. 4017).

Retirés : amendements de M. André Fosset, n° I-47 : possibilité pour les entreprises créées après 1987 d'opter en 1990 ou en 1991 pour l'application du nouveau crédit d'impôt recherche (p. 4017) – Et n° I-48 : bénéfice du crédit d'impôt recherche pour les dépenses d'acquisition de brevets et de licences en vue de la mise en oeuvre d'opérations de recherche développement (p.4019) – Amendement n° I-52 de M. Pierre Laffitte, analogue à l'amendement n° I-48 (p. 4019).

– L'art. 5, ainsi modifié, est adopté (p. 4020).

Après l'art. 5 (p. 4020).

Adopté : amendement (art. additionnel) n° I-77 de M. Maurice Blin, rapporteur général, soutenu par M. Lucien Neuwirth, et repris par le Gouvernement : réduction du droit d'apport versé par les sociétés lorsqu'elles augmentent leur capital par incorporation de leur bénéfice (p. 4021).

Rejeté : amendement (art. additionnel) n° I-159 de M. Jean-Pierre Masseret : création d'un crédit d'impôt formation (p. 4022).

Retirés : amendement (art. additionnel) n° I-53 de M. Pierre Laffitte : régime fiscal des produits de la propriété industrielle (p. 4020) – Amendement (art. additionnel) n° I-76 de M. Jean-François Pintat, analogue à l'amendement n° I-77 (p. 4021).

Non soutenu : amendement (art. additionnel) n° I-173 de M. Jacques Oudin (p. 4021).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 4021).

Art. 6 *(Suppression de la taxe sur les frais généraux des entreprises)* (p. 4022).

Parole sur l'article : *M. Robert Vizet* (p. 4022).

Rejetés : amendements de M. Robert Vizet, n° I-109 : suppression de cet article (p. 4024 ; scrutin public n° 31) – Et n° I-110 : fixation à 50 % du taux de la taxe sur les frais généraux (p. 4024) – Amendement n° I-160 de M. Jean-Pierre Masseret : maintien de la taxe sur les frais généraux des entreprises (p. 4024).

Retiré : amendement n° I-40 de M. Jean-François Pintat : suppression de l'obligation de déclarer certains frais généraux (p. 4024).

– L'art. 6 est adopté (p. 4024).

Avant l'art. 7 (p. 4024).

Rejetés : amendements (art. additionnels) de M. Jean Colin, n° I-4 : relèvement, pour les exploitants agricoles, du seuil du passage au système d'imposition au bénéfice réel (p. 4026) – Et n° I-3 : pérennisation, pour les exploitants agricoles, du régime transitoire entre le système d'imposition au bénéfice réel et le système du forfait, créé en 1987 (p. 4026).

Irrecevable (article 40 de la Constitution) : amendement (art. additionnel) n° I-6 de M. Jean Colin : possibilité pour les agriculteurs imposés au bénéfice réel de constituer des provisions en vue de pallier aux pertes engendrées par les calamités agricoles (p. 4029).

Retirés : amendements (art. additionnels) analogues n° I-34 de M. Henri de Raincourt et n° I-174 de M. Jacques Oudin : assujettissement à l'impôt sur le revenu, et non plus à l'impôt sur les sociétés, de l'associé d'une exploitation agricole à responsabilité limitée, EARL (p. 4026 et 4025) – Amendements (art. additionnels) analogues n° I-5 de M. Jean Colin, n° I-15 de M. Michel Souplet, retiré par M. Jacques Mossion, n° I-35 de M. Henri de Raincourt, et n° I-168 de M. Roland du Luart : relèvement du plafond de la déduction fiscale accordée aux agriculteurs pour investissement (p. 4028 et 4027) – Et amendements (art. additionnels) analogues n° I-16 de M. Michel Souplet, retiré par M. Jacques Mossion, et n° I-175 de M. Jacques Oudin : extension du champ d'application de la déduction pour investissement à l'acquisition de parts de coopératives agricoles (p. 4028 et 4029).

Art. 7 *(Amélioration de la déduction pour investissement instituée en 1987 en faveur des groupements agricoles d'exploitation en commun, GAEC)* (p. 4030).

Parole sur l'article : *M. Paul Souffrin* (p. 4030) – Aliments du bétail.

Adopté : amendement n° I-192 de M. Maurice Blin, rapporteur général : nouvelle détermination du plafond de la déduction pour investissement accordée aux GAEC (p. 4030).

– L'art. 7, ainsi modifié, est adopté (p. 4030).

Après l'art. 7 (p. 4031).

Adopté : amendement (art. additionnel) n° I-193 de M. Alain Juppé, ministre : relèvement du plafond des revenus nets du foyer fiscal permettant d'imputer un déficit agricole (p. 4036).

Retirés : amendements (art. additionnels) analogues n° I-17 de M. Michel Souplet, soutenu par M. Marcel Daunay, n° I-36 de M. Henri de Raincourt, et n° I-176 de M. Jacques Oudin : extension de l'aide fiscale à l'installation des jeunes agriculteurs (p. 4032) – Amendement (art. additionnel) n° I-7 de M. Jean Colin : possibilité pour le contribuable d'opter pour 5 ans, et non plus définitivement, pour le mode d'imposition sur la moyenne triennale des résultats de l'exploitation agricole (p. 4033) – Et amendement (art. additionnel) n° I-177 de M. Jacques Oudin : suppression de l'irrévocabilité de l'option pour le mode d'imposition sur la moyenne triennale des résultats de l'exploitation agricole (p. 4033) – Amendements (art. additionnels) analogues n° I-18 de M. Michel Souplet, soutenu par M.

Jacques Mossion, n° I-161 de M. Jean-Pierre Masseret, n° I-170 de M. Roland du Luart, n° I-37 de M. Henri de Raincourt, et n° I-61 de M. Raymond Soucaret : relèvement du plafond des revenus nets du foyer fiscal permettant d'imputer un déficit agricole ; satisfaits par l'amendement n° I-193 du Gouvernement (p. 4035) – Amendement (art. additionnel) n° I-178 de M. Jacques Oudin : possibilité d'imputation des déficits provenant d'une exploitation d'aquaculture marine sur le revenu global (p. 4037) – Amendement (art. additionnel) n° I-12 de M. Stéphane Bonduel : possibilité, sous certaines conditions, d'imputation du déficit des immeubles soumis au statut du fermage sur les autres catégories de revenus (p. 4038) – Amendement (art. additionnel) n° I-19 de M. Michel Souplet, soutenu par M. Marcel Daunay, puis par M. Yves Le Cozannet : possibilité pour les bailleurs de bâtiments d'exploitation agricole de se prononcer en faveur de l'option TVA (p. 4045 ; précédemment réservé p. 4038) – Amendement (art. additionnel) n° I-69 de M. Raymond Soucaret : abattement complémentaire de 30 % sur la valeur locative des matériels agricoles de récolte (p. 4038) – Amendements analogues (art. additionnels) n° I-20 de M. Michel Souplet, soutenu par M. Marcel Daunay, n° I-38 de M. Henri de Raincourt, et n° I-179 de M. Jacques Oudin : réduction du taux de la taxe départementale de publicité foncière ou du droit départemental d'enregistrement acquitté lors de l'installation des jeunes agriculteurs (p. 4040).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 4036).

Art. 8 *(Relèvement du seuil de restitution des taxes sur les céréales)* (p. 4040).

Adopté : amendement n° I-1 de M. Henri de Raincourt : relèvement à 350 tonnes du seuil de restitution des taxes sur les céréales (p. 4041).

– L'art. 8, ainsi modifié, est adopté (p. 4041).

Après l'art. 8 (p. 4041).

Rejeté : amendement (art. additionnel) n° I-111 de M. Louis Minetti, soutenu par M. Paul Souffrin : institution d'un prélèvement sur les plus-values résultant du changement d'affectation des terres agricoles pour toutes les mutations à titre onéreux (p. 4042 ; scrutin public n° 32).

Art. 9 *(Reconduction de mesures de TVA prises en faveur de l'agriculture)* (p. 4042).

Parole sur l'article : *M. Paul Souffrin* (p. 4042) – Tourisme rural, bouilleurs de cru.

– L'art. 9 est adopté (p. 4042).

Après l'art. 9 (p. 4042).

Adopté : amendement (art. additionnel) n° I-78 de M. Maurice Blin, rapporteur général, soutenu par M. Geoffroy de Montalembert, puis repris par M. Alain Juppé, ministre : extension de la TVA à la gestion des baux ruraux (p. 4046).

Rejetés : amendements (art. additionnels) de M. Louis Minetti, n° I-114, soutenu par M. Paul Souffrin : nouvelle détermination des règles d'imposition au forfait en agriculture (p. 4044 ; scrutin public n° 33) – Et, soutenus par M. Robert Vizet, n° I-112 : suppression de la TVA sur les produits de première nécessité (p. 4049 ; scrutin public n° 34) ; et n° I-113 : création d'une taxe à l'importation des produits de l'imprimerie et de l'édition de manuels scolaires (p. 4050).

Irrecevable (article 40 de la Constitution) : amendement (art. additionnel) n° I-21 de M. Michel Souplet, soutenu par M. Albert Voilquin : aménagement du régime fiscal des bouilleurs de cru (p. 4047).

Retirés : amendement (art. additionnel) n° I-63 de M. Raymond Soucaret : régime fiscal des successions en matière d'exploitations agricoles (p. 4048) – Amendement (art. additionnel) n° I-8 de M. Jean Colin : possibilité d'option, parcelle par parcelle et lors de chaque achat, pour l'inscription ou non des immeubles bâtis et non bâtis au bilan des exploitations agricoles (p. 4048).

Devenu sans objet : sur l'amendement n° I-21 de M. Michel Souplet, sous-amendement n° I-189 de M. Jacques Delong (p. 4047).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 4046).

Art. 9 bis *(Relèvement de la limite des recettes accessoires intégrées au bénéfice agricole)* (p. 4050).

Rejeté : amendement n° I-64 de M. Raymond Soucaret : réduction de cette limite (p. 4051).

– L'art. 9 bis est adopté (p. 4051).

Après l'art. 9 bis (p. 4051).

Adopté : amendement (art. additionnel) n° I-191 de M. Alain Juppé, ministre : compensation par l'Etat des pertes de recettes supportées par les communes en raison de l'exonération de la taxe foncière sur les propriétés non bâties accordée aux terrains ensemencés, plantés ou replantés en bois (p. 4052).

Retirés : amendement (art. additionnel) n° I-79 de M. Maurice Blin, rapporteur général, soutenu par M. Roland du Luart, analogue à l'amendement n° I-191 du Gouvernement (p. 4052) – Amendements (art. additionnels) de M. Jacques Oudin, n° I-180 : exemption temporaire de la taxe foncière sur les propriétés non bâties pour les jeunes agriculteurs qui s'installent (p. 4053) – Et n° I-181 : allègement pour les jeunes agriculteurs de la taxe foncière sur les propriétés non bâties, lorsqu'elle est supérieure à la taxe foncière moyenne (p. 4054).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 4052).

Avant l'art. 10 (p. 4054).

Adopté : amendement (art. additionnel) n° I-80 de M. Maurice Blin, rapporteur général, soutenu par M. Christian Poncelet, président de la commission des finances : réduction et uniformisation de la TVA applicable aux publications de presse (p. 4058).

Rejeté : amendement (art. additionnel) n° I-23 de M. Xavier de Villepin, soutenu par M. Jean Colin : réduction du taux de la TVA applicable aux extraits de parfum et à leurs dérivés (p. 4055).

Retirés : amendement (art. additionnel) n° I-22 de M. Louis de Catuelan : possibilité pour l'exploitant-usufruitier d'une résidence de tourisme de récupérer la TVA grevant la nue propriété (p. 4054) – Amendement (art. additionnel) n° I-188 de M. Adrien Gouteyron, soutenu par M. Maurice Schumann, président de la commission des affaires culturelles, analogue à l'amendement n° I-80 de M. Maurice Blin, rapporteur général (p. 4057).

Non soutenu : amendement (art. additionnel) n° I-42 de M. Roger Chinaud, analogue à l'amendement n° I-23 de M. Xavier de Villepin (p. 4055).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 4058).

Art. 10 *(Réduction de 33,3 à 28 % du taux de la TVA applicable aux automobiles et aux motocyclettes)* (p. 4058).

Parole sur l'article : *MM. Robert Vizet* (p. 4058, 4059) ; *Jean-Pierre Masseret* (p. 4059) – Grand marché intérieur (CEE).

Rejetés : amendement n° I-115 de M. Louis Minetti, soutenu par M. Robert Vizet : réduction à 18,6 % du taux de la TVA sur les automobiles et les motocyclettes (p. 4060) – Amendement n° I-49 de M. André Fosset : réduction du taux de la TVA applicable aux locations de voitures de courte durée (p. 4060).

Retiré : amendement n° I-51 de M. Jean Chérioux : réduction du taux de la TVA applicable aux voitures pour les familles nombreuses (p. 4060).

– L'art. 10 est adopté (p. 4060).

Après l'art. 10 (p. 4061).

Rejetés : amendement (art. additionnel) n° I-116 de M. Jean-Luc Bécart : organismes publics d'HLM exonérés de la TVA pour

leurs dépenses d'investissement (p. 4061 ; scrutin public n° 35) – Amendement (art. additionnel) n° I-117 de M. Robert Vizet, soutenu par M. Jean-Luc Bécart : reversement aux collectivités locales de la TVA perçue sur toutes leurs dépenses d'investissement et de fonctionnement (p. 4062).

Art. 10 bis *(Réduction du taux de la TVA applicable aux ventes de voitures de tourisme immatriculées en Corse)* – Adopté (p. 4062).

Avant l'art. 11 (p. 4062).

Adopté : amendement (art. additionnel) n° I-81 de M. Maurice Blin, rapporteur général : aménagement de la TVA applicable à certaines catégories d'hôtels (p. 4064).

Retirés : amendements (art. additionnels) n° I-11 de M. Paul Malassagne et n° I-29 de M. Georges Mouly, analogues à l'amendement n° I-81 de M. Maurice Blin, rapporteur général (p. 4064 et 4063).

Devenu sans objet : amendement (art. additionnel) n° I-10 de M. Pierre Merli : réduction du taux de la TVA applicable à l'hôtellerie de luxe (p. 4064).

Non soutenu : amendement (art. additionnel) n° I-2 de M. Pierre Vallon, analogue à l'amendement n° I-81 de M. Maurice Blin, rapporteur général (p. 4063).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 4064).

Art. 11 *(Application du taux normal de la TVA aux disques et autres supports du son pré-enregistrés)* (p. 4065).

Parole sur l'article : *MM. Jacques Genton* (p. 4065) ; *Louis Souvet* (p. 4065, 4066).

– L'art. 11 est adopté (p. 4066).

Après l'art. 11 (p. 4066).

Adoptés : amendements (art. additionnels) identiques n° I-86 de M. Raymond Bourgine et n° I-93 de M. Jacques Carat : application du taux normal de la TVA sur les ventes et locations des vidéo-disques et vidéo-cassettes ; réduction du montant de la taxe spéciale additionnelle, TSA, sur les places de cinéma ; création d'un prélèvement assis sur le nombre de films cinématographiques diffusés par les services de télévision (p. 4071).

Rejetés : amendement (art. additionnel) n° I-94 de M. Jacques Carat : réduction pour une durée d'un an du taux de la TVA applicable aux droits d'entrée dans les salles de cinéma (p. 4072 ; scrutin public n° 36) – Amendement (art. additionnel) n° I-118 de M. Ivan Renar, soutenu par M. Jean-Luc Bécart : réduction du taux de la TVA applicable aux droits d'entrée dans les salles de cinéma d'art et d'essai ; exonération de la TVA sur les 150 premières représentations des pièces de théâtre (p. 4072).

Retiré : amendement (art. additionnel) n° I-31 de M. Pierre-Christian Taittinger, soutenu par M. Jean Delaneau : réduction du taux de la TVA applicable à la vente, la location et l'exploitation d'oeuvres audio-visuelles sur support de vidéogrammes (p. 4071).

Devenu sans objet : amendement (art. additionnel) n° I-87 de M. Pierre-Christian Taittinger, soutenu par M. Jean Delaneau, analogue aux amendements identiques n° I-86 de M. Raymond Bourgine et n° I-93 de M. Jacques Carat (p. 4071).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 4071).

Art. 12 *(Réduction à 7 % du taux de la TVA applicable aux attractions foraines)* – Adopté (p. 4072).

Après l'art. 12 (p. 4072).

Adopté : amendement (art. additionnel) n° I-82 de M. Maurice Blin, rapporteur général : application d'un taux réduit de TVA aux droits d'entrée pour la visite des jardins botaniques (p. 4072).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 4072).

Art. 13 *(Exonération de TVA des prestations de soins délivrées par les établissements hospitaliers)* (p. 4072).

Parole sur l'article : *M. Robert Vizet* (p. 4072).

– L'art. 13 est adopté (p. 4072).

Art. 14 *(Harmonisation européenne des conditions de remboursement de la TVA)* – Adopté (p. 4073).

Art. 14 bis *(Non-application de la règle du décalage d'un mois pour la déduction de la TVA comprise dans les dépenses de télécommunications)* – Adopté (p. 4073).

Après l'art. 14 bis (p. 4073).

Irrecevable (article 40 de la Constitution) : amendement (art. additionnel) n° I-9 de M. Pierre Merli, soutenu par M. Pierre Laffitte : suppression de la taxation sur la valeur vénale des biens immobiliers détenus en France par des sociétés non résidentes (p. 4073).

Art. 15 *(Déductibilité échelonnée à 100 % jusqu'au 1er janvier 1992 de la TVA sur le gazole et le gaz de pétrole liquéfié)* – Adopté (p. 4073).

Après l'art. 15 (p. 4073).

Rejeté : amendement (art. additionnel) n° I-120 de M. Robert Vizet, soutenu par M. Jean-Luc Bécart : institution d'un prélèvement exceptionnel sur les sociétés pétrolières (p. 4074).

Avant l'art. 16 (p. 4074).

Adopté : amendement (art. additionnel) n° I-172 de M. Roland du Luart : relèvement du tarif des redevances sur la consommation d'eau au profit du Fonds national pour le développement des adductions d'eau, FNDAE (p. 4076).

Rejetés : amendements (art. additionnels) de M. Henri Bangou, n° I-126 : délivrance des agréments fiscaux par le conseil régional dans les départements d'outre-mer (p. 4094) – Et n° I-127 : alignement du régime des ventes et des importations de riz des départements d'outre-mer sur celui de la Réunion (p. 4094) – Amendement (art. additionnel) n° I-129 de M. Robert Vizet, soutenu par Mme Marie-Claude Beaudeau : suppression de l'anonymat sur les transactions portant sur l'or (p. 4095 ; scrutin public n° 37) – Amendement (art. additionnel) n° I-162 de M. Jean-Pierre Masseret, soutenu par M. Gérard Delfau : relèvement du seuil d'exigibilité de la taxe sur les salaires (p. 4096).

Irrecevables (article 40 de la Constitution) : amendement (art. additionnel) n° I-54 de M. Pierre Laffitte : mesures fiscales incitatives à la création d'entreprises innovantes (p. 4077) – Amendement (art. additionnel) n° I-121 de M. Ivan Renar, soutenu par M. Robert Vizet : interdiction des émissions de télé-achat sur les services de télévision à vocation nationale ou locale diffusés par voie hertzienne ou sur tout service de radiodiffusion sonore (p. 4092) – Amendements (art. additionnels) de M. Henri Bangou, n° I-122 : extension du bénéfice de la défiscalisation à certaines sociétés financières et commerciales des départements d'outre-mer (p. 4093) – Et nos I-123 à I-125, tendant à favoriser l'investissement productif et la création d'emplois dans les départements d'outre-mer (p. 4093 et 4094) – Amendement (art. additionnel) n° I-128 de M. Robert Vizet, soutenu par Mme Marie-Claude Beaudeau : suppression du droit de timbre pour l'inscription aux concours de recrutement des fonctionnaires de l'Etat (p. 4095).

Retirés : amendement (art. additionnel) n°I-24 de M. Raymond Bouvier, soutenu par M. Claude Huriet, analogue à l'amendement n° I-172 de M. Roland du Luart (p. 4075) – Amendement (art. additionnel) n° I-83 de M. Jean Cluzel : limitation de la programmation des émissions de télé-achat aux seuls services de télévision par abonnement et aux services de radiodiffusion et de télévision distribués sur les réseaux câblés (p. 4092).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 4076).

Art. 16 *(Aménagement du barème de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers, TIPP, et mesures fiscales diverses relatives à l'énergie)* (p. 4096).

Parole sur l'article : *M. Jean Clouet* (p. 4096) – Fonds spécial de grands travaux, FSGT.

Rejeté : amendement n° I-163 de M. Jean-Pierre Masseret, soutenu par M. Gérard Delfau : abaissement de la fiscalité sur le gaz naturel (p. 4100).

Irrecevable (article 40 de la Constitution) : amendement n° I-25 de M. Guy Malé : abaissement de la fiscalité sur le fioul lourd et le gaz naturel (p. 4099).

Retirés : amendement n° I-150 de M. Jacques Machet : alignement de la fiscalité du bioéthanol sur celle du gazole (p. 4098) – Amendement n° I-85 de M. Jean-François Pintat : abaissement de la fiscalité sur le gaz naturel (p. 4100).

– L'art. 16 est adopté (p. 4100).

Après l'art. 16 (p. 4100).

Rejeté : amendement (art. additionnel) n° I-131 de M. Robert Vizet : modification du calcul de l'impôt sur les opérations de bourse (p. 4101 ; scrutin public n° 38).

Art. 17 *(Normalisation du régime fiscal des caisses d'épargne et des caisses de crédit municipal)* – Adopté (p. 4101).

Après l'art. 17 (p. 4101).

Rejeté : amendement (art. additionnel) n° I-133 de M. Robert Vizet, soutenu par Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis : fiscalisation des provisions bancaires opérées à l'occasion des opérations de crédit pour le financement des ventes ou travaux à l'étranger (p. 4102).

Art. 18 *(Assouplissement des conditions d'imposition des véhicules de tourisme des sociétés)* – Adopté (p. 4102).

Art. 19 *(Aménagement des modalités d'imposition des plus-values à court terme des entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés)* (p. 4103).

Parole sur l'article : *M. Stéphane Bonduel* (p. 4103).

Rejeté : amendement n° I-165 de M. Jean-Pierre Masseret, soutenu par M. Gérard Delfau : relèvement du taux de l'imposition de ces plus-values (p. 4105).

Retirés : amendements identiques n° I-26 de M. Paul Séramy, soutenu par M. Guy Malé, et n° I-74 de M. Jean-François Pintat : report au 1er janvier 1988 de la suppression de l'étalement des plus-values à court terme au regard de l'impôt sur les sociétés (p. 4104).

Explications de vote sur l'article : *MM. Jacques Descours Desacres* (p. 4105) ; *Josselin de Rohan* (p. 4105) ; *Gérard Delfau* (p. 4106) – Navires.

– L'art. 19 est adopté (p. 4106).

Après l'art. 19 (p. 4105).

Rejetés : amendements (art. additionnels) de M. Robert Vizet, n° I-134 : création d'un prélèvement sur le montant des investissements bruts réalisés à l'étranger par les sociétés françaises (p. 4108 ; scrutin public n° 39) – N° I-136 : institution d'une taxe forfaitaire sur les emplois supprimés par les entreprises de plus de 50 salariés ayant investi à l'étranger au cours des trois années précédentes (p. 4108) – Et n° I-137 : institution d'un prélèvement exceptionnel sur les comptes à terme, les bons de caisse et le montant des actions et des obligations françaises et étrangères acquises par les entreprises de plus de 50 salariés depuis le 1er janvier 1988 (p. 4108).

Retiré : amendement (art. additionnel) n° I-39 de M. Jean-François Pintat : possibilité de report de l'imposition des plus-values réalisées lors d'un échange de titres résultant d'une scission ou d'une fusion de société au moment où s'opérera la vente ou le rachat des droits sociaux, satisfait par un amendement adopté par l'Assemblée nationale (p. 4105).

Art. 19 bis *(Dispositions relatives aux entreprises ayant souscrit un contrat d'assurance vie au profit de leur dirigeant afin de garantir le remboursement d'un prêt contracté pour les besoins de l'exploitation)* – Adopté (p. 4108).

Art. 20 *(Comptabilisation des produits payés d'avance)* – Adopté (p. 4108).

Art. 21 *(Relèvement de la limite de la réduction d'impôt pour frais de comptabilité et d'adhésion à un centre de gestion agréé)* (p. 4108).

Parole sur l'article : *M. Robert Vizet* (p. 4108).

– L'art. 21 est adopté (p. 4108).

Après l'art. 21 (p. 4108).

Rejetés : amendements (art. additionnels) de M. Robert Vizet, soutenus par M. André Duroméa, n° I-138 : extension du nombre des bénéficiaires de la réduction d'impôt pour frais de tenue de comptabilité (p. 4112) – N° I-139 : extension du nombre des bénéficiaires de la réduction de charges pour adhésion à un centre de gestion agréé (p. 4112) – Et n° I-141 : extension du champ des compétences des centres de gestion agréés à toutes les entreprises artisanales ou commerciales (p. 4114).

Irrecevables (article 40 de la Constitution) : amendement (art. additionnel) n° I-65 de M. Pierre Laffitte : possibilité pour une entreprise en difficulté de déduire du revenu imposable ses pertes financières dès sa cessation d'activité (p. 4111) – Amendement (art. additionnel) n° I-140 de M. Robert Vizet, soutenu par M. André Duroméa : conditions de renouvellement de l'agrément et de l'habilitation des centres de gestion agréés et habilités (p. 4113).

Retirés : amendements (art. additionnels) de M. Pierre-Christian Taittinger, n° I-32 : réduction du taux de la TVA applicable à la vente des diapositives (p. 4109) – Et n° I-33 : déductibilité des travaux d'entretien des immeubles classés monuments historiques ou inscrits à l'inventaire supplémentaire (p. 4110) – Amendement (art. additionnel) n° I-55 de M. Pierre Laffitte : possibilité pour une entreprise en difficulté de déduire du revenu imposable ses pertes financières dès sa cessation de paiement (p. 4112).

Avant l'art. 22 (p. 4114).

Retiré : amendement (art. additionnel) n° I-75 de M. Lucien Neuwirth, soutenu par M. Maurice Blin, rapporteur général : nouvelles modalités de calcul de la dotation de compensation des allègements de la taxe professionnelle (p. 4115).

Art. 22 *(Unification des dates de recouvrement des impôts locaux dans les communes de moins de 3000 habitants)* (p. 4115) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 22 bis *(Réduction du taux de la taxe sur excédents de provision pour sinistres des sociétés d'assurance)* – Adopté (p. 4115).

Art. 23 *(Reconduction de mesures temporaires)* (p. 4115).

Parole sur l'article : *M. Franz Duboscq* (p. 4115, 4116) – Sociétés pétrolières.

Retirés : amendements de M. Jacques Oudin, n° I-182 : rétablissement des dispositions permettant la détaxation des bénéfices pour permettre l'augmentation du capital des sociétés nouvelles (p. 4117) – Et n° I-183 : annulation de la plus-value imposable lors de la transmission des entreprises, notamment des entreprises familiales (p. 4118).

Explication de vote sur l'article : *M. Jacques Moutet* (p. 4118) – Sociétés pétrolières.

– L'art. 23 est adopté par division (p. 4118).

Après l'art. 23 (p. 4118).

Retirés : amendement (art. additionnel) n° I-66 de M. Michel Durafour : conditions de déductibilité des travaux d'entretien des immeubles classés monuments historiques, inscrits à l'inventaire supplémentaire visés par un plan de sauvegarde (p. 4111) – Amendements (art. additionnels) de M. Jacques Oudin, n° I-184 : exonération de taxation sur les plus-values réalisées sur la cession de parts sociales à un holding familial (p. 4119) – N° I-185 : relèvement du pourcentage des intérêts déductibles par la société constituée en vue du rachat d'une entreprise par ses salariés (p. 4120) – N° I-186 : exonération de la taxe professionnelle sur les biens loués à des non-assujettis à cette taxe (p. 4120) – Et n° I-187 : réduction à la majorité simple du pourcentage de droits transmis permettant d'assimiler la transmission de droits sociaux à une fusion, satisfait par un amendement adopté par l'Assemblée nationale (p. 4121).

Non soutenu : amendement (art. additionnel) n° I-90 de M. Auguste Chupin (p. 4119).

II – Ressources affectées

Art. 24 *(Dispositions relatives aux affectations)* – Adopté (p. 4121).

Après l'art. 24 (p. 4121).

Adoptés : amendement (art. additionnel) n° I-43 de M. Jean Francou : augmentation du prélèvement sur les recettes du loto national au profit du Fonds national pour le développement du sport, FNDS (p. 4124) ; sous-amendement n° I-195 de M. Christian Poncelet, président de la commission des finances (p. 4123).

– Un article additionnnel est inséré dans le projet de loi (p. 4124).

Art. 25 *(Taxe sur les huiles perçue au profit du budget annexe des prestations sociales agricoles)* – Adopté (p. 4124).

Avant l'art. 26 (p. 4124).

Retiré : amendement (art. additionnel) n° I-30 de M. Claude Huriet, soutenu par M. Jacques Machet : maintien du mode de calcul de la compensation instituée par la loi du 24 décembre 1974 pour la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales, CNRACL (p. 4126).

Art. 26 *(Fixation du taux de prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement, DGF)* (p. 4126).

Parole sur l'article : *M. Robert Vizet* (p. 4126, 4127) – Caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales, CAECL.

Adopté : amendement n° I-194 de M. Alain Juppé, ministre, de coordination (p. 4127).

– L'art. 26, ainsi modifié, est adopté (p. 4127).

Après l'art. 26 (p. 4127).

Rejetés : amendements (art. additionnels) de M. Robert Vizet, n° I-148 : suppression du prélèvement opéré sur la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales, CNRACL, au titre de la compensation entre les régimes de retraite (p. 4126 ; scrutin public n° 40) – N° I-144 : réforme de la taxe professionnelle (p. 4127) – N° I-145 : suppression du transfert de charges imposées aux communes de la région parisienne pour ce qui concerne les dépenses de sapeurs-pompiers (p. 4128) – N° I-146 : création d'un fonds d'allègement de la dette des collectivités locales (p. 4128) – Et n° I-147, soutenu par M. André Duroméa : abrogation de l'article 7 de la loi de finances rectificative pour 1986 relatif à la Caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales, CAECL.

Art. 27 *(Affectation des bénéfices de l'Institut d'émission des départements d'outre-mer, IEDOM)* (p. 4129).

Rejeté : amendement n° I-28 de M. Louis Virapoullé, soutenu par M. Roger Lise : suppression de cet article (p. 4130).

– L'art. 27 est adopté (p. 4130).

Art. 28 *(Modification de l'affectation de la taxe additionnelle au droit de bail)* (p. 4130).

Parole sur l'article : *MM. Roland du Luart* (p. 4130) ; *René Régnault* (p. 4130) ; *Robert Vizet* (p. 4130) – Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat, ANAH.

Rejeté : amendement n° I-164 de M. Jean-Pierre Masseret, soutenu par M. René Régnault : suppression de cet article (p. 4131).

Retiré : amendement identique n° I-68 de M. Jacques Moutet (p. 4131).

– L'art. 28 est adopté (p. 4131).

TITRE II

DISPOSITIONS RELATIVES AUX CHARGES

Art. 29 *(Majoration des rentes viagères)* – Adopté (p. 4132).

TITRE III

DISPOSITIONS RELATIVES A L'EQUILIBRE

DES RESSOURCES ET DES CHARGES

Art. 30 et état A annexé *(Equilibre général du budget)* (p. 4132).

Adopté : amendement n° I-196 de M. Alain Juppé, ministre, de coordination (p. 4145).

Rejeté : amendement n° I-149 de M. Robert Vizet : conversion de l'emprunt 7 % 1973 de manière à réduire la charge pour l'Etat à 3 fois la valeur d'émission de cet emprunt (p. 4144).

Retiré : amendement n° I-84 de M. Jean Cluzel, soutenu par M. Maurice Blin, rapporteur général : prise en compte de l'excédent réalisé au titre de la redevance sur la télévision pour 1987 (p. 4144).

– L'art. 30 et l'état A, ainsi modifié, sont adoptés (p. 4145).

Seconde délibération – Ordonnée en application de l'article 43, alinéa 4, du Règlement, à la demande de M. Alain Juppé, ministre (p. 4145).

Demande de vote unique, présentée par le Gouvernement en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution, portant sur les articles soumis à une seconde délibération ainsi que sur l'ensemble de la première partie du projet de loi de finances (p. 4145).

Art. 4 bis (p. 4145).

Adopté (lors du vote unique) : amendement n° A-1 de M. Alain Juppé, ministre : suppression du gage accompagnant la modification du régime fiscal de l'allocation d'orphelin (p. 4166).

Art. 10-A (p. 4146).

Adopté (lors du vote unique) : amendement n° A-2 de M. Alain Juppé, ministre : réduction, à compter du 1er janvier 1989, du taux de la TVA applicable à la presse (p. 4166).

Art. 11 bis (p. 4146).

Adopté (lors du vote unique) : amendement n° A-3 de M. Alain Juppé, ministre : suppression de cet article relatif à la réforme du financement du cinéma (p. 4166).

Art. 12 bis (p. 4147).

Adopté (lors du vote unique) : suppression du gage accompagnant la modification du taux de la TVA applicable aux jardins botaniques (p. 4166).

Art. 26 (p. 4147).

Adopté (lors du vote unique) : amendement n° A-5 de M. Alain Juppé, ministre : rectification pour coordination du calcul du taux de prélèvement de la TVA pour la dotation globale de fonctionnement, DGF (p. 4166).

Art. 30 et état A annexé (p. 4147).

Adopté (lors du vote unique) : amendement n° A-6 de M. Alain Juppé, ministre, de coordination (p. 4166).

Explications de vote sur l'ensemble de la première partie : *MM. Robert Vizet* (p. 4160, 4161) ; *Daniel Hoeffel* (p. 4161) ; *Marcel Lucotte* (p. 4161, 4162) ; *Marc Lauriol* (p. 4162, 4163) ; *René Régnault* (p. 4163, 4164) ; *Christian Poncelet, président de la commission des finances* (p. 4164, 4165) ; *intervention de M. Alain Juppé, ministre* (p. 4165) – Politique économique et sociale, fiscalité, déficit budgétaire.

Scrutin public de droit n° 41 (p. 4166).

Adoption des articles soumis à seconde délibération, modifiés par les amendements nos A-1 à A-6, ainsi que de l'ensemble **de la première partie du projet de loi de finances** (19 novembre 1987) (p. 4166).

DEUXIEME PARTIE
MOYENS DES SERVICES
ET DISPOSITIONS SPECIALES

Ordre de présentation de l'analyse des crédits affectés aux différents départements ministériels

I. – BUDGETS CIVILS

A. – **Budget général.**

Affaires étrangères (et francophonie, droits de l'homme).

Affaires sociales et emploi :

I. – Section commune et III.- Emploi

II. – Affaires sociales

Agriculture.

Anciens combattants (+ art. 65, 65 bis et 65 ter).

Coopération.

Culture et communication :

Culture (+ art. 41).

Communication (et information : crédits inscrits aux services généraux du Premier ministre) (+ art. 52 et lignes 52 et 53 de l'Etat E annexé à l'art. 48).

Départements et territoires d'outre-mer.

Economie, finances et privatisation :

I. – Charges communes (et rapatriés) (+ art. 64 et 66)

et II. – Services financiers

Commerce extérieur (crédits inscrits au titre II - Services financiers)

III. – Commerce et artisanat (+ art. 67)

Education nationale :

I. – Enseignement scolaire

II. – Recherche et enseignement supérieur

1. Recherche
2. Enseignement supérieur

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports :

I. – Urbanisme, logement et services communs (+ art. 68)

II. – Routes et sécurité routière

III. – Aménagement du territoire

IV. – Transports

1. Aviation civile et 3. Météorologie - Budget annexe de la navigation aérienne
2. Transports terrestres

Voies navigables

V. – Environnement

Industrie et tourisme :

I. – Industrie (+ art. 69)

II. – Tourisme

Intérieur :

Administration centrale et Sécurité.

Administration territoriale, collectivités locales et décentralisation (+ art. 70).

Justice (+ art. 71).

Mer :

Marine marchande.

Ports maritimes.

Services du Premier ministre :

I. – Services généraux (dont fonction publique)

II. – S.G.D.N.

III. – Conseil économique et social

IV. – Plan

Economie sociale

V. – Jeunesse et sports

B. – **Budgets annexes.**

Imprimerie nationale.

Journaux officiels.

Légion d'honneur - Ordre de la Libération.

Navigation aérienne (voir IV - Transport 1. Aviation civile).

Monnaies et Médailles.

Postes et télécommunications (+ art. 61 bis).

Prestations sociales agricoles.

II. – DEFENSE

Exposé d'ensemble.

Dépenses ordinaires (+ art. 34).

Dépenses en capital (+ art. 35).

III. – AUTRES DISPOSITIONS

Rapport annuel de la Cour des comptes.

Comptes spéciaux du Trésor (+ art. 39, 40, 42 à 47, 47 bis et 66 bis).

AFFAIRES ETRANGERES

Discussion (2 décembre 1987) (p. 4819, 4866) :

MM. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères ; Bernard Bosson, ministre chargé des affaires européennes ; Mme Lucette Michaux-Chevry, secrétaire d'Etat chargé de la francophonie ; MM. Claude Malhuret, secrétaire d'Etat chargé des droits de l'homme ; Josy Moinet, rapporteur spécial de la commission des finances ; Paul Alduy, en remplacement de M. Claude Mont, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères ; Paul Alduy, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères (relations culturelles) ; Jacques Pelletier, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles (relations culturelles, scientifiques et techniques) ; Jean Lecanuet, président de la commission des affaires étrangères ; Jacques Genton, président de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes ; Gérard Gaud, Jean-Luc Bécart, Xavier de Villepin, Jean-Pierre Cantegrit, Jacques Habert, André Bettencourt, Maurice Couve de Murville, Jean-Pierre Bayle, Louis Jung, Jean-François Pintat, Paul d'Ornano, Jean Francou, Olivier Roux, Alphonse Arzel.

Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) : *Bosson (Bernard)* (p. 4863, 4864) ; *Genton (Jacques)* (p. 4841).

Adoption : *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 4821).

Affaires étrangères (budget) : *Alduy (Paul)* (p. 4833, 4834) ; *Bettencourt (André)* (p. 4849) ; *Couve de Murville (Maurice)* (p. 4851) ; *Gaud (Gérard)* (p. 4842, 4843) ; *Habert (Jacques)* (p. 4848, 4849) ; *Moinet (Josy)* (p. 4831, 4832) ; *Ornano (Paul d')* (p. 4856) ; *Pelletier (Jacques)* (p. 4835) ; *Pintat (Jean-François)* (p. 4854) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 4819, 4820, 4859) ; *Roux (Olivier)* (p. 4858) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 4844, 4845).

Affaires étrangères (ministère) : *Alduy (Paul)* (p. 4833) ; *Couve de Murville (Maurice)* (p. 4851) ; *Gaud (Gérard)* (p. 4842, 4843) ; *Michaux-Chevry (Lucette)* (p. 4866) ; *Moinet (Josy)*

(p. 4832) ; *Pintat (Jean-François)* (p. 4854) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 4859, 4860).

Afghanistan : *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 4822).

Afrique : *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 4822, 4823).

Afrique du Sud (République) : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 4844) ; *Malhuret (Claude)* (p. 4830) ; *Ornano (Paul d')* (p. 4856) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 4822, 4862).

Aide au développement : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 4843) ; *Malhuret (Claude)* (p. 4831) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 4820, 4822, 4823) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 4844).

Alliance Atlantique : *Bettencourt (André)* (p. 4850) ; *Lecanuet (Jean)* (p. 4838, 4839) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 4862).

Alliance française : *Alduy (Paul)* (p. 4834) ; *Pintat (Jean-François)* (p. 4855).

Ambassades et consulats : *Bariani (Didier)* (p. 4864) ; *Gaud (Gérard)* (p. 4842) ; *Moinet (Josy)* (p. 4831, 4832) ; *Roux (Olivier)* (p. 4858).

Amérique centrale : *Bariani (Didier)* (p. 4865) ; *Pintat (Jean-François)* (p. 4855).

Amérique latine : *Bariani (Didier)* (p. 4865) ; *Pintat (Jean-François)* (p. 4854, 4855).

Armement nucléaire : *Lecanuet (Jean)* (p. 4838, 4839) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 4861, 4862).

Armement nucléaire stratégique : *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 4825).

Armes (ventes) : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 4843) ; *Bettencourt (André)* (p. 4850) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 4862, 4863).

Asie du Sud-Est : *Bariani (Didier)* (p. 4866) ; *Ornano (Paul d')* (p. 4857).

Association internationale des parlementaires de langue française (AIPLF) : *Habert (Jacques)* (p. 4848).

Associations humanitaires : *Malhuret (Claude)* (p. 4829, 4831).

Assurance maladie maternité : *Bariani (Didier)* (p. 4864) ; *Cantegrit (Jean-Pierre)* (p. 4845, 4846).

Autorité parentale : *Malhuret (Claude)* (p. 4830).

Bourses d'études : *Alduy (Paul)* (p. 4835) ; *Bariani (Didier)* (p. 4864) ; *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 4853) ; *Ornano (Paul d')* (p. 4856) ; *Pelletier (Jacques)* (p. 4835) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 4820).

Brésil : *Pintat (Jean-François)* (p. 4855).

Bretagne (région) : *Arzel (Alphonse)* (p. 4858).

Cambodge : *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 4822).

Catastrophes naturelles : *Arzel (Alphonse)* (p. 4858) ; *Bosson (Bernard)* (p. 4864).

Chine : *Bariani (Didier)* (p. 4866) ; *Ornano (Paul d')* (p. 4857).

Comité interministériel pour les relations culturelles extérieures (CIRCE) : *Alduy (Paul)* (p. 4835) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 4860).

Commission nationale consultative des droits de l'homme : *Malhuret (Claude)* (p. 4830).

Communauté économique européenne (CEE) : *Arzel (Alphonse)* (p. 4858, 4859) ; *Bosson (Bernard)* (p. 4827, 4863, 4864) ; *Habert (Jacques)* (p. 4848) ; *Lecanuet (Jean)* (p. 4839) ; *Malhuret (Claude)* (p. 4830) ; *Pintat (Jean-François)* (p. 4855).

Communauté économique européenne (CEE) (ressources propres) : *Bosson (Bernard)* (p. 4827) ; *Genton (Jacques)* (p. 4840) ; *Pintat (Jean-François)* (p. 4855) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 4823, 4824) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 4845).

Conseil de l'Europe : *Bosson (Bernard)* (p. 4863) ; *Habert (Jacques)* (p. 4848) ; *Jung (Louis)* (p. 4854) ; *Malhuret (Claude)* (p. 4830).

Conseil européen : *Bosson (Bernard)* (p. 4826, 4827, 4863) ; *Genton (Jacques)* (p. 4840, 4841) ; *Lecanuet (Jean)* (p. 4837) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 4823, 4824) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 4845).

Conseil supérieur des Français de l'étranger : *Bariani (Didier)* (p. 4865) ; *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 4853) ; *Cantegrit (Jean-Pierre)* (p. 4846, 4847) ; *Habert (Jacques)* (p. 4848) ; *Ornano (Paul d')* (p. 4856) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 4821).

Coopérants : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 4852).

Coopération : *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 4820).

Coopération culturelle, scientifique et technique : *Michaux-Chevry (Lucette)* (p. 4829) ; *Pelletier (Jacques)* (p. 4835).

Coopération (ministère) : *Alduy (Paul)* (p. 4833) ; *Michaux-Chevry (Lucette)* (p. 4866) ; *Moinet (Josy)* (p. 4832).

Corps diplomatique et consulaire : *Gaud (Gérard)* (p. 4842) ; *Moinet (Josy)* (p. 4832, 4833) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 4819, 4859, 4860) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 4845).

Délégation parlementaire du Sénat pour les communautés européennes : *Genton (Jacques)* (p. 4840).

Désarmement : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 4843, 4844) ; *Bettencourt (André)* (p. 4849) ; *Couve de Murville (Maurice)* (p. 4852) ; *Lecanuet (Jean)* (p. 4837, 4838) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 4825, 4861, 4862).

Dissuasion nucléaire : *Lecanuet (Jean)* (p. 4838).

Doubles nationaux : *Bosson (Bernard)* (p. 4863) ; *Habert (Jacques)* (p. 4848).

Droits de l'homme : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 4844) ; *Habert (Jacques)* (p. 4847, 4848) ; *Malhuret (Claude)* (p. 4829).

Ecoles françaises à l'étranger : *Alduy (Paul)* (p. 4834) ; *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 4853) ; *Habert (Jacques)* (p. 4848, 4849) ; *Ornano (Paul d')* (p. 4856) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 4821).

Elections : *Bariani (Didier)* (p. 4865) ; *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 4853) ; *Cantegrit (Jean-Pierre)* (p. 4846, 4847) ; *Habert (Jacques)* (p. 4848) ; *Ornano (Paul d')* (p. 4856).

Emplois (créations et suppressions) : *Alduy (Paul)* (p. 4833, 4835) ; *Gaud (Gérard)* (p. 4842) ; *Habert (Jacques)* (p. 4848) ; *Moinet (Josy)* (p. 4831, 4832) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 4819, 4859) ; *Roux (Olivier)* (p. 4858) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 4844).

Enseignants : *Alduy (Paul)* (p. 4834, 4835) ; *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 4852, 4853) ; *Habert (Jacques)* (p. 4849) ; *Moinet (Josy)* (p. 4832, 4833) ; *Ornano (Paul d')* (p. 4856) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 4820, 4861).

Espagne : *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 4824, 4825).

Europe (défense) : *Alduy (Paul)* (p. 4834) ; *Bettencourt (André)* (p. 4849, 4850) ; *Bosson (Bernard)* (p. 4828) ; *Couve de Murville (Maurice)* (p. 4852) ; *Lecanuet (Jean)* (p. 4837, 4838, 4839) ; *Pintat (Jean-François)* (p. 4856) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 4825, 4826).

Fonctionnaires et agents publics : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 4854).

Fonds d'assistance : *Bariani (Didier)* (p. 4864) ; *Cantegrit (Jean-Pierre)* (p. 4845, 4846) ; *Roux (Olivier)* (p. 4858).

Fonds monétaire international (FMI) : *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 4823).

Forces nucléaires intermédiaires (FNI) : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 4843) ; *Lecanuet (Jean)* (p. 4837) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 4825).

Français de l'étranger : *Alduy (Paul)* (p. 4835) ; *Bariani (Didier)* (p. 4864, 4865) ; *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 4852, 4853) ; *Cantegrit*

(Jean-Pierre) (p. 4845, 4846, 4847) ; *Habert (Jacques)* (p. 4847, 4848) ; *Moinet (Josy)* (p. 4831) ; *Ornano (Paul d')* (p. 4856) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 4820, 4821) ; *Roux (Olivier)* (p. 4858).

Français retenus en URSS : *Habert (Jacques)* (p. 4847).

Francophonie : *Alduy (Paul)* (p. 4834) ; *Habert (Jacques)* (p. 4847) ; *Michaux-Chevry (Lucette)* (p. 4828, 4829, 4866) ; *Moinet (Josy)* (p. 4832) ; *Pelletier (Jacques)* (p. 4836) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 4860) ; *Roux (Olivier)* (p. 4858).

Grand marché intérieur (CEE) : *Alduy (Paul)* (p. 4834) ; *Bettencourt (André)* (p. 4850) ; *Bosson (Bernard)* (p. 4827, 4828, 4864) ; *Genton (Jacques)* (p. 4841) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 4824) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 4845).

Informatique : *Moinet (Josy)* (p. 4831, 4832) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 4820, 4821) ; *Roux (Olivier)* (p. 4858).

Institut du Monde arabe : *Moinet (Josy)* (p. 4833).

Instruction civique : *Malhuret (Claude)* (p. 4830).

Iran : *Alduy (Paul)* (p. 4834) ; *Couve de Murville (Maurice)* (p. 4851) ; *Lecanuet (Jean)* (p. 4837) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 4821, 4822, 4862).

Israël : *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 4821).

Italie : *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 4825).

Jeunesse : *Bosson (Bernard)* (p. 4827, 4864) ; *Habert (Jacques)* (p. 4848) ; *Malhuret (Claude)* (p. 4831).

Langue et culture françaises : *Habert (Jacques)* (p. 4847) ; *Michaux-Chevry (Lucette)* (p. 4829, 4866) ; *Pelletier (Jacques)* (p. 4836) ; *Pintat (Jean-François)* (p. 4855) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 4860) ; *Roux (Olivier)* (p. 4858).

Liban : *Couve de Murville (Maurice)* (p. 4851) ; *Francou (Jean)* (p. 4857) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 4821, 4862).

Livres : *Pintat (Jean-François)* (p. 4855).

Maghreb : *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 4821).

Mécénat : *Malhuret (Claude)* (p. 4829) ; *Moinet (Josy)* (p. 4833).

Moyen-Orient : *Couve de Murville (Maurice)* (p. 4851) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 4821).

Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) : *Malhuret (Claude)* (p. 4830) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 4820).

Organisation des Nations unies (ONU) : *Pelletier (Jacques)* (p. 4836) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 4860).

Organisations internationales : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 4853, 4854) ; *Moinet (Josy)* (p. 4833) ; *Pelletier (Jacques)* (p. 4836).

Otages (terrorisme) : *Bettencourt (André)* (p. 4849) ; *Couve de Murville (Maurice)* (p. 4851) ; *Francou (Jean)* (p. 4857) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 4822).

Pauvreté : *Malhuret (Claude)* (p. 4829).

Pays en voie de développement (PVD) (endettement) : *Bariani (Didier)* (p. 4865) ; *Pintat (Jean-François)* (p. 4855) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 4823).

Pays socialistes : *Malhuret (Claude)* (p. 4830).

Politique agricole commune (PAC) : *Bosson (Bernard)* (p. 4826, 4827, 4863) ; *Genton (Jacques)* (p. 4840, 4841) ; *Pintat (Jean-François)* (p. 4856) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 4823) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 4845).

Politique économique et sociale : *Bettencourt (André)* (p. 4850, 4851).

Politique étrangère : *Bettencourt (André)* (p. 4850) ; *Couve de Murville (Maurice)* (p. 4851) ; *Gaud (Gérard)* (p. 4843) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 4859).

Politique monétaire et financière : *Arzel (Alphonse)* (p. 4858).

Racisme : *Malhuret (Claude)* (p. 4830).

Radiodiffusion et télévision : *Alduy (Paul)* (p. 4835) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 4820, 4860).

Radio France Internationale (RFI) : *Alduy (Paul)* (p. 4834, 4835) ; *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 4854) ; *Cantegrit (Jean-Pierre)* (p. 4847) ; *Ornano (Paul d')* (p. 4856) ; *Pelletier (Jacques)* (p. 4835) ; *Pintat (Jean-François)* (p. 4855) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 4820, 4821, 4860, 4861).

Recherche : *Bosson (Bernard)* (p. 4827).

Réfugiés et apatrides : *Malhuret (Claude)* (p. 4830).

République fédérale d'Allemagne (RFA) : *Bettencourt (André)* (p. 4850) ; *Bosson (Bernard)* (p. 4828) ; *Couve de Murville (Maurice)* (p. 4852) ; *Lecanuet (Jean)* (p. 4838, 4839) ; *Pintat (Jean-François)* (p. 4856) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 4824, 4861, 4862).

Royaume-Uni : *Bosson (Bernard)* (p. 4863) ; *Couve de Murville (Maurice)* (p. 4852) ; *Genton (Jacques)* (p. 4840) ; *Lecanuet (Jean)* (p. 4837, 4839) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 4824, 4862).

Sécurité publique : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 4853).

Syrie : *Francou (Jean)* (p. 4857).

Système monétaire européen (SME) : *Arzel (Alphonse)* (p. 4858) ; *Bettencourt (André)* (p. 4851) ; *Bosson (Bernard)* (p. 4828) ; *Genton (Jacques)* (p. 4841).

Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) : *Bosson (Bernard)* (p. 4828, 4863).

Tchad : *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 4822).

Technologies nouvelles : *Malhuret (Claude)* (p. 4831).

Terrorisme : *Malhuret (Claude)* (p. 4829).

Thaïlande : *Bariani (Didier)* (p. 4866) ; *Ornano (Paul d')* (p. 4857).

Toxicomanie : *Malhuret (Claude)* (p. 4829).

Turquie : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 4844) ; *Pintat (Jean-François)* (p. 4856).

Union de l'Europe occidentale (UEO) : *Bettencourt (André)* (p. 4850) ; *Bosson (Bernard)* (p. 4828) ; *Lecanuet (Jean)* (p. 4839) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 4825, 4826, 4861).

Union des Républiques socialistes soviétiques (URSS) : *Bettencourt (André)* (p. 4850) ; *Lecanuet (Jean)* (p. 4838) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 4825).

Uruguay : *Pintat (Jean-François)* (p. 4855).

Vietnam : *Ornano (Paul d')* (p. 4857).

Visas : *Bariani (Didier)* (p. 4864) ; *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 4854) ; *Jung (Louis)* (p. 4854) ; *Moinet (Josy)* (p. 4833) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 4861) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 4844).

Examen des crédits (2 décembre 1987) (p. 4867) : *M. Charles de Cuttoli.*

Etat B – TITRE III – Adopté (p. 4867).

TITRE IV (p. 4867).

Parole sur le titre : *M. Charles de Cuttoli* (p. 4667) – Conseil supérieur des Français de l'étranger ; salaires, traitements et indemnités.

– Les crédits figurant au titre IV sont adoptés (p. 4867).

Etat C – TITRE V (p. 4867).

Explication de vote sur le titre : *M. Charles de Cuttoli* (p. 4867) – Conseil supérieur des Français de l'étranger.

– Les crédits figurant au titre V sont adoptés (p. 4867).

TITRE VI – Adopté (p. 4867).

AFFAIRES SOCIALES ET EMPLOI

I – SECTION COMMUNE ET III – EMPLOI

Discussion (23 novembre 1987) (p. 4329, 4353) :

MM. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi ; Jacques Mossion, rapporteur spécial de la commission des finances ; Louis Souvet, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales (travail) ; Jean Madelain, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales (formation professionnelle) ; Michel Miroudot, Roger Husson, Gérard Roujas, Hector Viron, Marc Boeuf, Franck Sérusclat, François Autain, Jean Chérioux.

Affaires sociales (budget) : *Chérioux (Jean)* (p. 4346) ; *Mossion (Jacques)* (p. 4334) ; *Roujas (Gérard)* (p. 4340) ; *Séguin (Philippe)* (p. 4329) ; *Souvet (Louis)* (p. 4336) ; *Viron (Hector)* (p. 4342).

Affaires sociales (ministère) : *Séguin (Philippe)* (p. 4333, 4334).

Agence nationale pour l'emploi (ANPE) : *Husson (Roger)* (p. 4339) ; *Séguin (Philippe)* (p. 4331, 4348) ; *Souvet (Louis)* (p. 4335).

Aide familiale ou ménagère : *Miroudot (Michel)* (p. 4338).

Anciens combattants (Afrique du Nord) : *Boeuf (Marc)* (p. 4343) ; *Séguin (Philippe)* (p. 4351).

Apprentissage : *Husson (Roger)* (p. 4339) ; *Madelain (Jean)* (p. 4337) ; *Séguin (Philippe)* (p. 4330, 4348) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 4344, 4352).

Associations : *Séguin (Philippe)* (p. 4349).

Assurance maladie maternité : *Séguin (Philippe)* (p. 4332).

Assurance vieillesse : *Séguin (Philippe)* (p. 4332, 4333).

Autorisation administrative de licenciement : *Husson (Roger)* (p. 4340) ; *Roujas (Gérard)* (p. 4340) ; *Séguin (Philippe)* (p. 4330) ; *Souvet (Louis)* (p. 4335).

Bourses de valeurs : *Viron (Hector)* (p. 4342).

Charges sociales : *Miroudot (Michel)* (p. 4338) ; *Séguin (Philippe)* (p. 4349).

Chômage : *Boeuf (Marc)* (p. 4342) ; *Chérioux (Jean)* (p. 4347) ; *Husson (Roger)* (p. 4339, 4340) ; *Miroudot (Michel)* (p. 4338) ; *Mossion (Jacques)* (p. 4334) ; *Roujas (Gérard)* (p. 4340, 4341) ; *Séguin (Philippe)* (p. 4331, 4348, 4351, 4353) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 4344).

Chômage (indemnisation) : *Souvet (Louis)* (p. 4336).

Chômage (statistiques) : *Séguin (Philippe)* (p. 4347) ; *Souvet (Louis)* (p. 4335) ; *Viron (Hector)* (p. 4341, 4342).

Collectivités territoriales : *Autain (François)* (p. 4345) ; *Roujas (Gérard)* (p. 4341).

Concurrence internationale : *Séguin (Philippe)* (p. 4329).

Conventions de conversion : *Séguin (Philippe)* (p. 4330).

Elus locaux : *Mossion (Jacques)* (p. 4334) ; Séguin (Philippe) (p. 4348).

Emploi : *Chérioux (Jean)* (p. 4346) ; *Husson (Roger)* (p. 4339) ; *Miroudot (Michel)* (p. 4338) ; *Mossion (Jacques)* (p. 4334) ; *Roujas (Gérard)* (p. 4340) ; *Séguin (Philippe)* (p. 4329, 4330, 4331, 4332, 4350) ; *Souvet (Louis)* (p. 4336) ; *Viron (Hector)* (p. 4341, 4342).

Emploi des jeunes : *Madelain (Jean)* (p. 4337, 4338) ; *Séguin (Philippe)* (p. 4348).

Emploi des jeunes (statistiques) : *Souvet (Louis)* (p. 4335).

Emploi (flexibilité) : *Séguin (Philippe)* (p. 4349).

Emplois précaires : *Boeuf (Marc)* (p. 4342) ; *Séguin (Philippe)* (p. 4351) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 4343).

Emploi (statistiques) : *Souvet (Louis)* (p. 4335).

Enseignement technique et professionnel : *Madelain (Jean)* (p. 4338).

Entreprises : *Madelain (Jean)* (p. 4337, 4338).

Etats généraux de la sécurité sociale : *Séguin (Philippe)* (p. 4332, 4333).

Finances locales : *Madelain (Jean)* (p. 4337).

Fiscalité : *Sérusclat (Franck)* (p. 4344).

Fonds national pour l'emploi (FNE) : *Séguin (Philippe)* (p. 4347) ; *Souvet (Louis)* (p. 4336).

Formation en alternance : *Madelain (Jean)* (p. 4337) ; *Séguin (Philippe)* (p. 4330, 4348) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 4344, 4352).

Formation professionnelle : *Husson (Roger)* (p. 4339) ; *Madelain (Jean)* (p. 4337, 4338) ; *Mossion (Jacques)* (p. 4334) ; *Roujas (Gérard)* (p. 4340) ; *Séguin (Philippe)* (p. 4331, 4347, 4348, 4349) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 4344).

Formation professionnelle (budget) : *Husson (Roger)* (p. 4339) ; *Madelain (Jean)* (p. 4337) ; *Roujas (Gérard)* (p. 4340).

Handicapés : *Boeuf (Marc)* (p. 4343) ; *Séguin (Philippe)* (p. 4333, 4351).

Haute-Garonne (département) : *Roujas (Gérard)* (p. 4341).

Insertion sociale : *Autain (François)* (p. 4344, 4345) ; *Husson (Roger)* (p. 4340) ; *Madelain (Jean)* (p. 4337) ; *Miroudot (Michel)* (p. 4338) ; *Roujas (Gérard)* (p. 4341) ; *Séguin (Philippe)* (p. 4330, 4349, 4351, 4353).

Insertion sociale (bilan) : *Mossion (Jacques)* (p. 4334).

Insertion sociale (financement) : *Séguin (Philippe)* (p. 4331, 4332).

Insertion sociale (statistiques) : *Séguin (Philippe)* (p. 4331).

Licenciements économiques : *Boeuf (Marc)* (p. 4342) ; *Séguin (Philippe)* (p. 4349) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 4343) ; *Souvet (Louis)* (p. 4335).

Licenciements économiques (statistiques) : *Séguin (Philippe)* (p. 4350).

Lorraine (région) : *Husson (Roger)* (p. 4340) ; *Séguin (Philippe)* (p. 4350).

Paris (ville) : *Chérioux (Jean)* (p. 4347).

Pauvreté : *Chérioux (Jean)* (p. 4347) ; *Séguin (Philippe)* (p. 4333).

Personnes âgées : *Séguin (Philippe)* (p. 4333).

Politique économique et sociale : *Séguin (Philippe)* (p. 4329) ; *Viron (Victor)* (p. 4341, 4342).

Préretraites : *Boeuf (Marc)* (p. 4342) ; *Roujas (Gérard)* (p. 4340) ; *Séguin (Philippe)* (p. 4330).

Prestations familiales : *Séguin (Philippe)* (p. 4333).

Programmes d'insertion locale (PIL) : *Autain (François)* (p. 4345) ; *Séguin (Philippe)* (p. 4330, 4345, 4352) ; voir aussi Insertion sociale.

Protection sociale : *Boeuf (Marc)* (p. 4343) ; *Séguin (Philippe)* (p. 4332, 4333, 4350).

Régions : *Husson (Roger)* (p. 4339) ; *Madelain (Jean)* (p. 4337).

Représentants du personnel : *Séguin (Philippe)* (p. 4349).

République fédérale d'Allemagne (RFA) : *Roujas (Gérard)* (p. 4340).

Revenu minimum garanti : *Autain (François)* (p. 4346) ; *Boeuf (Marc)* (p. 4343) ; *Chérioux (Jean)* (p. 4347) ; *Séguin (Philippe)* (p. 4345).

Santé (budget) : *Séguin (Philippe)* (p. 4333).

Sécurité sociale (financement) : *Séguin (Philippe)* (p. 4332).

Stages d'initiation à la vie professionnelle (SIVP) : *Séguin (Philippe)* (p. 4330, 4348, 4349, 4351, 4352) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 4352).

Travail (aménagement du temps) : *Husson (Roger)* (p. 4340) ; *Roujas (Gérard)* (p. 4340) ; *Séguin (Philippe)* (p. 4330) ; *Souvet (Louis)* (p. 4336).

Travail clandestin : *Miroudot (Michel)* (p. 4338) ; *Séguin (Philippe)* (p. 4349).

Travail (réglementation) : *Souvet (Louis)* (p. 4336) ; *Viron (Hector)* (p. 4341).

Travaux d'utilité collective (TUC) : *Autain (François)* (p. 4345) ; *Séguin (Philippe)* (p. 4330, 4345, 4351) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 4344) ; voir aussi Insertion sociale.

Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (UNEDIC) : *Souvet (Louis)* (p. 4335).

Examen des crédits (reporté lors de l'examen de l'ensemble des crédits du ministère des affaires sociales et de l'emploi) (p. 4353)

– Les crédits sont adoptés (23 novembre 1987) (p. 4393 et 4394).

AFFAIRES SOCIALES ET EMPLOI

II – AFFAIRES SOCIALES

Discussion (23 novembre 1987) (p. 4353, 4394) :

Mme Michèle Barzach, ministre chargé de la santé et de la famille ; MM. Adrien Zeller, secrétaire d'Etat chargé de la sécurité sociale ; Jacques Oudin, rapporteur spécial de la commission des finances ; Louis Boyer, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales (santé et action sociale) ; Charles Descours, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales (sécurité sociale) ; Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales ; Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi ; Hubert Martin, Charles Descours, Charles Bonifay, Paul Souffrin, Jacques Machet, Jean-Pierre Cantegrit, Michel Miroudot, Emmanuel Hamel, Georges Benedetti, Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Bernard Lemarié, Henri Collard, Guy Penne, Henri Le Breton, Robert Schwint, Franck Sérusclat.

Action sanitaire et sociale : *Benedetti (Georges)* (p. 4378) ; *Boyer (Louis)* (p. 4363) ; *Machet (Jacques)* (p. 4373) ; *Oudin (Jacques)* (p. 4362) ; *Zeller (Adrien)* (p. 4357, 4359).

Affaires sociales (budget) : *Benedetti (Georges)* (p. 4377) ; *Boyer (Louis)* (p. 4362, 4363) ; *Oudin (Jacques)* (p. 4359).

Aide alimentaire : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 4378) ; *Zeller (Adrien)* (p. 4393).

Aide familiale ou ménagère : *Le Breton (Henri)* (p. 4385) ; *Zeller (Adrien)* (p. 4358, 4392).

Alcoolisme : *Barzach (Michèle)* (p. 4354) ; *Benedetti (Georges)* (p. 4377) ; *Bonifay (Charles)* (p. 4370) ; *Collard (Henri)* (p. 4383) ; *Lemarié (Bernard)* (p. 4380).

Allocation aux adultes handicapés : *Collard (Henri)* (p. 4381) ; *Martin (Hubert)* (p. 4368) ; *Zeller (Adrien)* (p. 4358, 4392).

Allocation de garde d'enfant à domicile : *Barzach (Michèle)* (p. 4355).

Allocation parentale d'éducation (APE) : *Barzach (Michèle)* (p. 4355, 4389).

Allocations familiales : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 4379).

Appareillage médical : *Barzach (Michèle)* (p. 4387, 4388, 4389) ; *Benedetti (Georges)* (p. 4377).

Associations : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 4378) ; *Le Breton (Henri)* (p. 4385) ; *Zeller (Adrien)* (p. 4392).

Assurance maladie maternité : *Bonifay (Charles)* (p. 4370) ; *Cantegrit (Jean-Pierre)* (p. 4373) ; *Descours (Charles)* (p. 4364) ; *Oudin (Jacques)* (p. 4362) ; *Séguin (Philippe)* (p. 4367).

Assurance vieillesse : *Cantegrit (Jean-Pierre)* (p. 4374, 4375) ; *Descours (Charles)* (p. 4365, 4366) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 4366, 4367) ; *Séguin (Philippe)* (p. 4367).

Assurance volontaire : *Descours (Charles)* (p. 4365) ; *Zeller (Adrien)* (p. 4391).

Besançon (ville) : *Schwint (Robert)* (p. 4385) ; *Zeller (Adrien)* (p. 4393).

Bourses d'études : *Barzach (Michèle)* (p. 4353).

Carte sanitaire : *Barzach (Michèle)* (p. 4387) ; *Oudin (Jacques)* (p. 4360).

Charges sociales : *Le Breton (Henri)* (p. 4385).

Chirurgiens-dentistes : *Penne (Guy)* (p. 4383).

Chômage : *Zeller (Adrien)* (p. 4358).

Collectivités territoriales : *Hamel (Emmanuel)* (p. 4376) ; *Machet (Jacques)* (p. 4373) ; *Oudin (Jacques)* (p. 4360) ; *Zeller (Adrien)* (p. 4357, 4359).

Collectivités territoriales d'outre-mer : *Barzach (Michèle)* (p. 4357) ; *Boyer (Louis)* (p. 4364).

Commissions techniques d'orientation et de reclassement professionnel (COTOREP) : *Martin (Hubert)* (p. 4368) ; *Zeller (Adrien)* (p. 4358).

Compagnie générale de radiologie (CGR) : *Barzach (Michèle)* (p. 4389).

Compléments locaux de ressources : Voir Insertion sociale.

Contrat épargne-handicap : *Boyer (Louis)* (p. 4363) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 4366) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 4376).

Cotisations sociales : *Barzach (Michèle)* (p. 4389) ; *Bonifay (Charles)* (p. 4370) ; *Cantegrit (Jean-Pierre)* (p. 4373, 4374, 4375) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 4366) ; *Penne (Guy)* (p. 4384) ; *Zeller (Adrien)* (p. 4391, 4392).

Décentralisation : *Oudin (Jacques)* (p. 4362) ; *Zeller (Adrien)* (p. 4357).

Démographie : *Oudin (Jacques)* (p. 4361).

Diététiciens : *Barzach (Michèle)* (p. 4387) ; *Miroudot (Michel)* (p. 4375).

Directions départementales des affaires sanitaires et sociales (DDASS) : *Oudin (Jacques)* (p. 4360).

Drogue (trafic) : *Lemarié (Bernard)* (p. 4380).

Enfance martyre : *Barzach (Michèle)* (p. 4356).

Enfants (modes de garde) : *Barzach (Michèle)* (p. 4355, 4389).

Equipements sanitaires et sociaux : *Barzach (Michèle)* (p. 4356) ; *Boyer (Louis)* (p. 4364) ; *Oudin (Jacques)* (p. 4360).

Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure : *Barzach (Michèle)* (p. 4356, 4390) ; *Boyer (Louis)* (p. 4364) ; *Collard (Henri)* (p. 4381) ; *Descours (Charles)* (p. 4365, 4369) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 4366) ; *Oudin (Jacques)* (p. 4360, 4362) ; *Souffrin (Paul)* (p. 4371).

Etats généraux de la sécurité sociale : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 4379) ; *Bonifay (Charles)* (p. 4370) ; *Collard (Henri)* (p. 4383) ; *Oudin (Jacques)* (p. 4361) ; *Zeller (Adrien)* (p. 4391).

Ethique et déontologie médicales : *Souffrin (Paul)* (p. 4372).

Etudiants (médecine) : *Barzach (Michèle)* (p. 4388).

Famille : *Machet (Jacques)* (p. 4372).

Fiscalité : *Barzach (Michèle)* (p. 4355, 4389).

Fonds national d'action sanitaire et sociale (FNASS) : *Barzach (Michèle)* (p. 4355).

Formation professionnelle : *Souffrin (Paul)* (p. 4372).

Français de l'étranger : *Cantegrit (Jean-Pierre)* (p. 4373) ; *Penne (Guy)* (p. 4384) ; *Zeller (Adrien)* (p. 4391).

Gard (département) : *Benedetti (Georges)* (p. 4377).

Handicapés : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 4378, 4379) ; *Benedetti (Georges)* (p. 4378) ; *Boyer (Louis)* (p. 4363) ; *Collard (Henri)* (p. 4381) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 4375, 4376) ; *Le Breton (Henri)* (p. 4384) ; *Martin (Hubert)* (p. 4368, 4369) ; *Oudin (Jacques)* (p. 4359, 4360) ; *Zeller (Adrien)* (p. 4358, 4392).

Homéopathie : *Machet (Jacques)* (p. 4373).

Hôpitaux (personnels) : *Barzach (Michèle)* (p. 4388).

Hôpitaux privés et cliniques : *Barzach (Michèle)* (p. 4356, 4390).

Hôpitaux publics : *Barzach (Michèle)* (p. 4388, 4390) ; *Schwint (Robert)* (p. 4385).

Hôpitaux (secteur privé) : *Barzach (Michèle)* (p. 4388) ; *Benedetti (Georges)* (p. 4377) ; *Souffrin (Paul)* (p. 4371).

Hospices : *Zeller (Adrien)* (p. 4357).

Impôt de solidarité : *Oudin (Jacques)* (p. 4362).

Infirmiers : *Barzach (Michèle)* (p. 4388) ; *Descours (Charles)* (p. 4369).

Insertion sociale : *Collard (Henri)* (p. 4382) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 4376) ; *Zeller (Adrien)* (p. 4358).

Justice (budget) : *Barzach (Michèle)* (p. 4355).

Langue des signes française (LSF) : *Le Breton (Henri)* (p. 4384) ; *Zeller (Adrien)* (p. 4392).

Logement : *Barzach (Michèle)* (p. 4355, 4389) ; *Zeller (Adrien)* (p. 4358, 4359).

Lois (application) : *Miroudot (Michel)* (p. 4375).

Loyers : *Zeller (Adrien)* (p. 4359).

Maisons de retraite : *Collard (Henri)* (p. 4382).

Maladies : *Zeller (Adrien)* (p. 4391).

Marne (département) : *Machet (Jacques)* (p. 4373).

Masseurs kinésithérapeutes : *Machet (Jacques)* (p. 4372).

Médecines parallèles : *Machet (Jacques)* (p. 4373).

Médecins (honoraires) : *Benedetti (Georges)* (p. 4377) ; *Collard (Henri)* (p. 4382) ; *Zeller (Adrien)* (p. 4391).

Médecins hospitaliers : *Barzach (Michèle)* (p. 4356) ; *Penne (Guy)* (p. 4383).

Médicaments : *Barzach (Michèle)* (p. 4357, 4387).

Minitel rose : *Lemarié (Bernard)* (p. 4381).

Monopoles (pharmaceutiques) : *Barzach (Michèle)* (p. 4357).

Natalité : *Collard (Henri)* (p. 4381) ; *Machet (Jacques)* (p. 4372) ; *Oudin (Jacques)* (p. 4361).

Odontologie : *Barzach (Michèle)* (p. 4390) ; *Penne (Guy)* (p. 4383).

Ordres professionnels : *Penne (Guy)* (p. 4383, 4384).

Parlement (rôle) : *Bonifay (Charles)* (p. 4370) ; *Oudin (Jacques)* (p. 4362).

Parrainage : *Barzach (Michèle)* (p. 4354).

Pauvreté : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 4378) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 4376) ; *Oudin (Jacques)* (p. 4360) ; *Schwint (Robert)* (p. 4386) ; *Zeller (Adrien)* (p. 4358, 4359, 4392, 4393).

Personnes âgées : *Boyer (Louis)* (p. 4363) ; *Collard (Henri)* (p. 4381) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 4366) ; *Oudin (Jacques)* (p. 4360) ; *Zeller (Adrien)* (p. 4357, 4358, 4392).

Personnes âgées (maintien à domicile) : *Collard (Henri)* (p. 4382).

Pharmacie : *Barzach (Michèle)* (p. 4356, 4357) ; *Oudin (Jacques)* (p. 4362).

Politique familiale : *Barzach (Michèle)* (p. 4355, 4389).

Prélèvements obligatoires : *Oudin (Jacques)* (p. 4361).

Prestations familiales : *Barzach (Michèle)* (p. 4355, 4389) ; *Bonifay (Charles)* (p. 4370) ; *Oudin (Jacques)* (p. 4361).

Prestations sociales : *Cantegrit (Jean-Pierre)* (p. 4373).

Prestations sociales (statistiques) : *Oudin (Jacques)* (p. 4360).

Prévention médicale : *Bonifay (Charles)* (p. 4370) ; *Boyer (Louis)* (p. 4364) ; *Descours (Charles)* (p. 4369) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 4386) ; *Souffrin (Paul)* (p. 4371).

Primes de déménagement : *Barzach (Michèle)* (p. 4388) ; *Descours (Charles)* (p. 4369).

Prix à la consommation (indice) : *Oudin (Jacques)* (p. 4362).

Professions médicales et paramédicales : *Barzach (Michèle)* (p. 4353) ; *Collard (Henri)* (p. 4382) ; *Descours (Charles)* (p. 4369) ; *Machet (Jacques)* (p. 4372) ; *Miroudot (Michel)* (p. 4375) ; *Penne (Guy)* (p. 4383) ; *Souffrin (Paul)* (p. 4371).

Protection sociale : *Bonifay (Charles)* (p. 4370) ; *Descours (Charles)* (p. 4364) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 4376) ; *Oudin (Jacques)* (p. 4360, 4361) ; *Penne (Guy)* (p. 4384) ; *Zeller (Adrien)* (p. 4359, 4391).

Protection sociale (financement) : *Oudin (Jacques)* (p. 4361, 4362) ; voir aussi Sécurité sociale (financement).

Publicité : *Barzach (Michèle)* (p. 4354).

Rapport Braun (personnes âgées dépendantes) : *Boyer (Louis)* (p. 4363) ; *Zeller (Adrien)* (p. 4358).

Rapport Etienne (carte sanitaire) : *Barzach (Michèle)* (p. 4387) ; *Oudin (Jacques)* (p. 4360).

Recherche médicale : *Barzach (Michèle)* (p. 4387, 4389) ; *Benedetti (Georges)* (p. 4377) ; *Oudin (Jacques)* (p. 4362) ; *Souffrin (Paul)* (p. 4371, 4372).

Retraite (âge) : *Bonifay (Charles)* (p. 4370).

Retraites : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 4379) ; *Cantegrit (Jean-Pierre)* (p. 4374) ; *Descours (Charles)* (p. 4364) ; *Oudin (Jacques)* (p. 4361).

Revenu minimum garanti : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 4378) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 4376) ; *Schwint (Robert)* (p. 4386).

Revenus : *Bonifay (Charles)* (p. 4370).

Santé : *Benedetti (Georges)* (p. 4377) ; *Descours (Charles)* (p. 4364, 4365) ; *Machet (Jacques)* (p. 4372) ; *Oudin (Jacques)* (p. 4359, 4361) ; *Souffrin (Paul)* (p. 4371).

Santé (budget) : *Boyer (Louis)* (p. 4363).

Santé scolaire : *Barzach (Michèle)* (p. 4389).

Sécurité sociale : *Zeller (Adrien)* (p. 4391).

Sécurité sociale (financement) : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 4379) ; *Bonifay (Charles)* (p. 4370) ; *Descours (Charles)* (p. 4364, 4365) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 4366, 4367) ; *Oudin (Jacques)* (p. 4360) ; *Séguin (Philippe)* (p. 4367) ; *Souffrin (Paul)* (p. 4371).

Sécurité sociale (régimes autonomes et spéciaux) : *Cantegrit (Jean-Pierre)* (p. 4373).

Services d'aide médicale urgente (SAMU) : *Barzach (Michèle)* (p. 4353).

Sourds et sourds-muets : *Le Breton (Henri)* (p. 4384) ; *Zeller (Adrien)* (p. 4392).

Syndrome immuno-déficitaire acquis (SIDA) : *Barzach (Michèle)* (p. 4353, 4354, 4390) ; *Benedetti (Georges)* (p. 4377) ; *Boyer (Louis)* (p. 4364) ; *Collard (Henri)* (p. 4382) ; *Lemarié (Bernard)* (p. 4381) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 4386, 4387).

Tabagisme : *Barzach (Michèle)* (p. 4354) ; *Bonifay (Charles)* (p. 4370) ; *Collard (Henri)* (p. 4382, 4383) ; *Lemarié (Bernard)* (p. 4380).

Taxe sur les salaires : *Benedetti (Georges)* (p. 4378) ; *Le Breton (Henri)* (p. 4385) ; *Zeller (Adrien)* (p. 4392).

Ticket modérateur : *Zeller (Adrien)* (p. 4391).

Toxicomanie : *Barzach (Michèle)* (p. 4355, 4390) ; *Benedetti (Georges)* (p. 4377) ; *Boyer (Louis)* (p. 4364) ; *Collard (Henri)* (p. 4382) ; *Lemarié (Bernard)* (p. 4379).

Toxicomanie (statistiques) : *Lemarié (Bernard)* (p. 4380).

Traités et conventions : *Cantegrit (Jean-Pierre)* (p. 4375).

Transports sanitaires : *Cantegrit (Jean-Pierre)* (p. 4374) ; *Zeller (Adrien)* (p. 4391).

Travail des femmes : *Machet (Jacques)* (p. 4372).

Unités de soins palliatifs : *Barzach (Michèle)* (p. 4390) ; *Schwint (Robert)* (p. 4385) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 4387).

Veuvage : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 4379) ; *Zeller (Adrien)* (p. 4358).

Violence : *Barzach (Michèle)* (p. 4356).

Examen des crédits (23 novembre 1987) (p. 4393, 4394) : *M. Franck Sérusclat, Mme Marie-Claude Beaudeau, Louis Virapoullé, Philippe Séguin, ministre ; Jacques Machet.*

Etat B – TITRE III – Adopté (p. 4393).

TITRE IV – Adopté (p. 4394).

Etat C – TITRES V et VI – Adoptés (p. 4394).

AGRICULTURE

Discussion (26 novembre 1987) (p. 4527, 4583) :

MM. François Guillaume, ministre de l'agriculture ; Roland du Luart, rapporteur spécial de la commission des finances ; Michel Sordel, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; Maurice Arreckx, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (aménagement rural) ; Charles-Edmond Lenglet, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (industries agro-alimentaires) ; Albert Vecten, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles (enseignement agricole) ; Jacques Pelletier, Jacques Boyer-Andrivet, Joseph Caupert, Philippe François, William Chervy, Louis Minetti, Michel Souplet, Paul Girod, François Delga, Serge Mathieu, Bernard Hugo, Roland Courteau, Jean Huchon, Jean-Michel Baylet, Henri de Raincourt, Josselin de Rohan, Germain Authié, Yves Le Cozannet, Guy Besse, Pierre Louvot, Alain Gérard, Gérard Delfau, Marcel Daunay, Jean Boyer, Geoffroy de Montalembert, Gérard Roujas, Paul Caron, Jacques Oudin, François Louisy, Raymond Poirier, Hubert d'Andigné, Guy Robert, Henri Portier, Jacques Machet, Gérard Larcher, Louis Moinard, Christian Poncelet, président de la commission des finances.

Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) : *Guillaume (François)* (p. 4540) ; *Le Cozannet (Yves)* (p. 4564) ; *Raincourt (Henri de)* (p. 4560) ; *Rohan (Josselin de)* (p. 4562).

Agriculteurs (formation) : *François (Philippe)* (p. 4545) ; *Larcher (Gérard)* (p. 4577) ; *Poncelet (Christian)* (p. 4579) ; *Souplet (Michel)* (p. 4551).

Agriculteurs (jeunes) : *Besse (Guy)* (p. 4564) ; *Caupert (Joseph)* (p. 4544) ; *Daunay (Marcel)* (p. 4569) ; *Guillaume (François)* (p. 4541) ; *Oudin (Jacques)* (p. 4572) ; *Portier (Henri)* (p. 4576) ; *Vecten (Albert)* (p. 4538).

Agriculteurs (retraite) : *Andigné (Hubert d')* (p. 4575) ; *Baylet (Jean-Michel)* (p. 4558) ; *Girod (Paul)* (p. 4552).

Agriculture (budget) : *Caupert (Joseph)* (p. 4544) ; *Delfau (Gérard)* (p. 4567) ; *Delga (François)* (p. 4552) ; *François (Philippe)* (p. 4545) ; *Guillaume (François)* (p. 4528, 4529, 4539, 4579) ; *Luart (Roland du)* (p. 4530) ; *Minetti (Louis)* (p. 4548) ; *Moinard (Louis)* (p. 4578) ; *Robert (Guy)* (p. 4575) ; *Roujas (Gérard)* (p. 4571) ; *Sordel (Michel)* (p. 4533) ; *Souplet (Michel)* (p. 4550).

Agro-alimentaire (industrie) : *Chervy (William)* (p. 4546) ; *François (Philippe)* (p. 4545) ; *Guillaume (François)* (p. 4529, 4541, 4579) ; *Lenglet (Charles-Edmond)* (p. 4536) ; *Minetti (Louis)* (p. 4549) ; *Oudin (Jacques)* (p. 4572) ; *Pelletier (Jacques)* (p. 4542).

Aide alimentaire : *Roujas (Gérard)* (p. 4571).

Aménagement rural : *Arreckx (Maurice)* (p. 4535, 4536) ; *Authié (Germain)* (p. 4562, 4563) ; *Baylet (Jean-Michel)* (p. 4558) ; *Boyer-Andrivet (Jacques)* (p. 4543) ; *Caupert (Joseph)* (p. 4544) ; *Chervy (William)* (p. 4547) ; *Delfau (Gérard)* (p. 4567, 4568) ; *Guillaume (François)* (p. 4529, 4541, 4579, 4580) ; *Luart (Roland du)* (p. 4532) ; *Pelletier (Jacques)* (p. 4542, 4543) ; *Poncelet (Christian)* (p. 4578) ; *Raincourt (Henri de)* (p. 4560) ; *Robert (Guy)* (p. 4575).

Ardèche (département) : *Hugo (Bernard)* (p. 4555).

Associations : *Moinard (Louis)* (p. 4578) ; *Pelletier (Jacques)* (p. 4542).

Assurance vie : *Girod (Paul)* (p. 4552).

Aube (département) : *Portier (Henri)* (p. 4575, 4576).

Baux ruraux : *Montalembert (Geoffroy de)* (p. 4571).

Bénéfices agricoles : *Poirier (Raymond)* (p. 4573).

Biotechnologie : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 4559).

Bois : *Rohan (Josselin de)* (p. 4561).

Boissons et alcools : *Courteau (Roland)* (p. 4557).

Bourses d'études : *Vecten (Albert)* (p. 4538).

Bretagne (région) : *Daunay (Marcel)* (p. 4569) ; *Guillaume (François)* (p. 4580, 4581) ; *Le Cozannet (Yves)* (p. 4564) ; *Rohan (Josselin de)* (p. 4561).

Budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA) : *Luart (Roland du)* (p. 4531) ; *Mathieu (Serge)* (p. 4553) ; *Sordel (Michel)* (p. 4533).

Calamités agricoles : *Daunay (Marcel)* (p. 4569) ; *Guillaume (François)* (p. 4539, 4581) ; *Le Cozannet (Yves)* (p. 4564) ; *Louvot (Pierre)* (p. 4566) ; *Luart (Roland du)* (p. 4531) ; *Poirier (Raymond)* (p. 4573) ; *Rohan (Josselin de)* (p. 4561).

Carburants de substitution : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 4559) ; *Besse (Guy)* (p. 4564) ; *Larcher (Gérard)* (p. 4577) ; *Le Cozannet (Yves)* (p. 4564) ; *Machet (Jacques)* (p. 4576) ; *Raincourt (Henri de)* (p. 4560) ; *Sordel (Michel)* (p. 4535) ; *Souplet (Michel)* (p. 4550).

Céréales : *Besse (Guy)* (p. 4564) ; *Le Cozannet (Yves)* (p. 4564) ; *Luart (Roland du)* (p. 4530) ; *Machet (Jacques)* (p. 4577) ; *Minetti (Louis)* (p. 4549) ; *Portier (Henri)* (p. 4576) ; *Sordel (Michel)* (p. 4534) ; *Souplet (Michel)* (p. 4550).

Champagne-Ardenne (région) : *Machet (Jacques)* (p. 4576).

Collectivités territoriales : *Pelletier (Jacques)* (p. 4542) ; *Poncelet (Christian)* (p. 4579).

Communauté économique européenne (CEE) : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 4559) ; *Chervy (William)* (p. 4547) ; *Courteau (Roland)* (p. 4557) ; *Guillaume (François)* (p. 4527, 4539) ; *Minetti (Louis)* (p. 4548) ; *Raincourt (Henri de)* (p. 4560) ; *Souplet (Michel)* (p. 4550).

Communauté économique européenne (CEE) (élargissement) : *Arreckx (Maurice)* (p. 4536) ; *Le Cozannet (Yves)* (p. 4564).

Concurrence : *Luart (Roland du)* (p. 4530).

Conférence annuelle agricole : *Boyer (Jean)* (p. 4569).

Conseil supérieur d'orientation agricole (CSO) : *Lenglet (Charles-Edmond)* (p. 4537) ; *Sordel (Michel)* (p. 4533).

Consommateurs (protection et information) : *Lenglet (Charles-Edmond)* (p. 4537).

Coopération intercommunale : *Pelletier (Jacques)* (p. 4543).

Coopératives agricoles : *Minetti (Louis)* (p. 4549).

Cotisations sociales : *Guillaume (François)* (p. 4528).

Crédit agricole : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 4559, 4560) ; *Besse (Guy)* (p. 4564) ; *Boyer (Jean)* (p. 4569) ; *Girod (Paul)* (p. 4552) ; *Machet (Jacques)* (p. 4577) ; *Roujas (Gérard)* (p. 4571).

Creuse (département) : *Chervy (William)* (p. 4547).

Décentralisation : *Arreckx (Maurice)* (p. 4535) ; *Guillaume (François)* (p. 4541).

Désertification : Voir Aménagement rural ; Exode rural.

Distillation : *Courteau (Roland)* (p. 4557) ; *Guillaume (François)* (p. 4581).

Dotation aux jeunes agriculteurs : *Minetti (Louis)* (p. 4549).

Elevage : *Guillaume (François)* (p. 4579) ; *Le Cozannet (Yves)* (p. 4564) ; *Sordel (Michel)* (p. 4533, 4534).

Elevage (bovins) : *Authié (Germain)* (p. 4563) ; *Besse (Guy)* (p. 4564) ; *Caron (Paul)* (p. 4572) ; *Chervy (William)* (p. 4547) ; *Daunay (Marcel)* (p. 4569) ; *Delga (François)* (p. 4553) ; *François (Philippe)* (p. 4545) ; *Gérard (Alain)* (p. 4566) ; *Guillaume (François)* (p. 4540, 4580) ; *Larcher (Gérard)* (p. 4577) ; *Luart (Roland du)* (p. 4532) ; *Oudin (Jacques)* (p. 4572) ; *Poncelet (Christian)* (p. 4578, 4579).

Elevage (ovins) : *Delga (François)* (p. 4553).

Elevage (porcins) : *Daunay (Marcel)* (p. 4569) ; *Delga (François)* (p. 4552) ; *Guillaume (François)* (p. 4580) ; *Rohan (Josselin de)* (p. 4562).

Enseignants : *Vecten (Albert)* (p. 4538).

Enseignement agricole : *Chervy (William)* (p. 4547) ; *Guillaume (François)* (p. 4529, 4541, 4581) ; *Huchon (Jean)* (p. 4557) ; *Louvot (Pierre)* (p. 4565) ; *Luart (Roland du)* (p. 4531) ; *Mathieu (Serge)* (p. 4553) ; *Moinard (Louis)* (p. 4578) ; *Rohan (Josselin de)* (p. 4562) ; *Vecten (Albert)* (p. 4538).

Enseignement agricole privé : Voir Enseignement agricole.

Enseignement agricole privé (équipement informatique) : *Vecten (Albert)* (p. 4539).

Enseignement agricole public : Voir Enseignement agricole.

Enseignement technique et professionnel : *Delga (François)* (p. 4552) ; *Vecten (Albert)* (p. 4538).

Etats-Unis d'Amérique (USA) : *Girod (Paul)* (p. 4551) ; *Minetti (Louis)* (p. 4547) ; *Rohan (Josselin de)* (p. 4562).

Ethanol : Voir Carburants de substitution.

Exode rural : *Authié (Germain)* (p. 4562, 4563) ; *Boyer-Andrivet (Jacques)* (p. 4543) ; *Caupert (Joseph)* (p. 4544) ; *Delfau (Gérard)* (p. 4568) ; *Delga (François)* (p. 4553) ; *Hugo (Bernard)* (p. 4555) ; *Pelletier (Jacques)* (p. 4543).

Exploitants agricoles : *Guillaume (François)* (p. 4529).

Exploitations agricoles : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 4558) ; *Besse (Guy)* (p. 4564) ; *Oudin (Jacques)* (p. 4572).

Exploitations agricoles (cessions) : *Girod (Paul)* (p. 4551).

Exportations : *Lenglet (Charles-Edmond)* (p. 4536) ; *Souplet (Michel)* (p. 4550).

Fermage : *Guillaume (François)* (p. 4529) ; *Raincourt (Henri de)* (p. 4561).

Fiscalité : *Boyer (Jean)* (p. 4569) ; *Caron (Paul)* (p. 4572) ; *Girod (Paul)* (p. 4551) ; *Guillaume (François)* (p. 4540) ; *Montalembert (Geoffroy de)* (p. 4571) ; *Oudin (Jacques)* (p. 4572) ; *Poirier (Raymond)* (p. 4573) ; *Poncelet (Christian)* (p. 4578).

Fiscalité locale : *François (Philippe)* (p. 4546) ; *Luart (Roland du)* (p. 4532).

Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA) : *Delfau (Gérard)* (p. 4567) ; *Guillaume (François)* (p. 4527) ; *Luart (Roland du)* (p. 4530).

Fonds national pour le développement des adductions d'eau (FNDAE) : *Montalembert (Geoffroy de)* (p. 4571).

Forêts : *Authié (Germain)* (p. 4563) ; *Caupert (Joseph)* (p. 4544) ; *Daunay (Marcel)* (p. 4569) ; *François (Philippe)* (p. 4546) ; *Guillaume (François)* (p. 4581) ; *Rohan (Josselin de)* (p. 4562).

Groupements agricoles d'exploitation en commun (GAEC) : *Guillaume (François)* (p. 4540).

Guadeloupe : *Louisy (François)* (p. 4573).

Hormones (viande) : *Guillaume (François)* (p. 4540).

Ille-et-Vilaine (département) : *Daunay (Marcel)* (p. 4569).

Impôt sur le revenu : *Poirier (Raymond)* (p. 4573).

Indre (département) : *Besse (Guy)* (p. 4564).

Institut national de la recherche agronomique (INRA) : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 4559) ; *Chervy (William)* (p. 4547) ; *Daunay (Marcel)* (p. 4569) ; *Delfau (Gérard)* (p. 4567) ; *Guillaume (François)* (p. 4541) ; *Huchon (Jean)* (p. 4558) ; *Lenglet (Charles-Edmond)* (p. 4537) ; *Louisy (François)* (p. 4573) ; *Luart (Roland du)* (p. 4531) ; *Pelletier (Jacques)* (p. 4542) ; *Roujas (Gérard)* (p. 4571) ; *Sordel (Michel)* (p. 4535).

Institut national des appellations d'origine (INAO) : *Mathieu (Serge)* (p. 4555).

Investissements : *Chervy (William)* (p. 4546) ; *François (Philippe)* (p. 4545).

Lait et produits laitiers : *Andigné (Hubert d')* (p. 4574, 4575) ; *Baylet (Jean-Michel)* (p. 4559) ; *Boyer (Jean)* (p. 4570 ; *Caron (Paul)* (p. 4572) ; *Caupert (Joseph)* (p. 4544) ; *Chervy (William)* (p. 4547) ; *Daunay (Marcel)* (p. 4569) ; *Delga (François)* (p. 4552, 4553) ; *Guillaume (François)* (p. 4580) ; *Huchon (Jean)* (p. 4558) ; *Hugo (Bernard)* (p. 4556) ; *Moinard (Louis)* (p. 4578) ; *Poncelet (Christian)* (p. 4578).

Lozère (département) : *Caupert (Joseph)* (p. 4544).

Maisons familiales rurales (MFR) : *Delga (François)* (p. 4552) ; *Guillaume (François)* (p. 4529, 4581) ; *Huchon (Jean)* (p. 4557) ; *Luart (Roland du)* (p. 4531) ; *Mathieu (Serge)* (p. 4554) ; *Montalembert (Geoffroy de)* (p. 4570) ; *Vecten (Albert)* (p. 4538).

Maladies des animaux : *Guillaume (François)* (p. 4580) ; *Larcher (Gérard)* (p. 4577).

Marchés agricoles : *Minetti (Louis)* (p. 4549).

Midi-Pyrénées (région) : *Courteau (Roland)* (p. 4556) ; *Delga (François)* (p. 4552).

Montants compensatoires monétaires (MCM) : *Guillaume (François)* (p. 4540).

Nièvre (département) : *Guillaume (François)* (p. 4580).

Offices agricoles : *Minetti (Louis)* (p. 4549) ; *Sordel (Michel)* (p. 4534).

Organisations interprofessionnelles agricoles : *Sordel (Michel)* (p. 4534).

Orne (département) : *Andigné (Hubert d')* (p. 4574, 4575).

Politique agricole : *Mathieu (Serge)* (p. 4554) ; *Roujas (Gérard)* (p. 4571).

Politique agricole commune (PAC) : *Authié (Germain)* (p. 4562) ; *Boyer (Jean)* (p. 4569) ; *Daunay (Marcel)* (p. 4569) ; *Delga (François)* (p. 4553) ; *Girod (Paul)* (p. 4551) ; *Guillaume (François)* (p. 4527) ; *Le Cozannet (Yves)* (p. 4564) ; *Louvot (Pierre)* (p. 4565) ; *Luart (Roland du)* (p. 4530, 4531) ; *Machet (Jacques)* (p. 4576, 4577) ; *Minetti (Louis)* (p. 4547, 4548) ; *Oudin (Jacques)* (p. 4572) ; *Portier (Henri)* (p. 4576) ; *Raincourt (Henri de)* (p. 4560) ; *Sordel (Michel)* (p. 4534) ; *Souplet (Michel)* (p. 4550).

Prêts à l'agriculture : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 4559) ; *Besse (Guy)* (p. 4564) ; *Chervy (William)* (p. 4546) ; *François (Philippe)* (p. 4545, 4546) ; *Gérard (Alain)* (p. 4566) ; *Girod (Paul)* (p. 4551) ; *Guillaume (François)* (p. 4528) ; *Luart (Roland du)* (p. 4532) ; *Mathieu (Serge)* (p. 4555) ; *Minetti (Louis)* (p. 4549) ; *Oudin (Jacques)* (p. 4572) ; *Portier (Henri)* (p. 4576).

Primes de départ volontaire : *Minetti (Louis)* (p. 4549).

Prix agricoles : *Girod (Paul)* (p. 4551) ; *Machet (Jacques)* (p. 4576).

Produits agricoles et alimentaires : *Guillaume (François)* (p. 4528) ; *Luart (Roland du)* (p. 4530) ; *Sordel (Michel)* (p. 4535).

Protection sociale : *Guilllaume (François)* (p. 4529) ; *Luart (Roland du)* (p. 4531) ; *Poncelet (Christian)* (p. 4578).

Quotas laitiers : Voir Lait et produits laitiers.

Reboisement : *Montalembert (Geoffroy de)* (p. 4571).

Recherche agronomique : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 4559) ; *Guillaume (François)* (p. 4529, 4541, 4579) ; *Lenglet (Charles-Edmond)* (p. 4537) ; *Luart (Roland du)* (p. 4531) ; *Oudin (Jacques)* (p. 4572) ; *Sordel (Michel)* (p. 4535) ; *Souplet (Michel)* (p. 4551).

Règlements communautaires : *Courteau (Roland)* (p. 4557) ; *Delga (François)* (p. 4553).

Report en arrière des pertes (« carry back ») : *Poirier (Raymond)* (p. 4573).

République fédérale d'Allemagne (RFA) : *Luart (Roland du)* (p. 4532).

Revenus agricoles : *Chervy (William)* (p. 4546) ; *Daunay (Marcel)* (p. 4569) ; *Guillaume (François)* (p. 4527, 4579) ; *Machet (Jacques)* (p. 4576) ; *Moinard (Louis)* (p. 4578) ; *Poncelet (Christian)* (p. 4578) ; *Portier (Henri)* (p. 4575) ; *Roujas (Gérard)* (p. 4571) ; *Sordel (Michel)* (p. 4533).

Royaume-Uni : *Guillaume (François)* (p. 4539).

Seine-Maritime (département) : *Caron (Paul)* (p. 4571).

Service public : *Authié (Germain)* (p. 4563) ; *Delfau (Gérard)* (p. 4568).

Services publics locaux : *Boyer-Andrivet (Jacques)* (p. 4543).

Sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) : *Authié (Germain)* (p. 4563).

Tarn (département) : *Delga (François)* (p. 4552, 4553).

Tarn-et-Garonne (département) : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 4559).

Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) : *Delga (François)* (p. 4553) ; *Girod (Paul)* (p. 4551) ; *Luart (Roland du)* (p. 4532).

Var (département) : *Arreckx (Maurice)* (p. 4536).

Vendée (département) : *Oudin (Jacques)* (p. 4572).

Vétérinaires : *Larcher (Gérard)* (p. 4577) ; *Louvot (Pierre)* (p. 4566).

Viticulture : *Courteau (Roland)* (p. 4556, 4557) ; *Delfau (Gérard)* (p. 4568) ; *Guillaume (François)* (p. 4581) ; *Mathieu (Serge)* (p. 4554, 4555) ; *Raincourt (Henri de)* (p. 4561).

Vosges (département) : *Poncelet (Christian)* (p. 4578).

Zones de bocage : *Caron (Paul)* (p. 4571).

Zones de montagne : *Authié (Germain)* (p. 4563) ; *Guillaume (François)* (p. 4528) ; *Hugo (Bernard)* (p. 4555).

Zones rurales : *Authié (Germain)* (p. 4562) ; *Boyer (Jean)* (p. 4570) ; *Boyer-Andrivet (Jacques)* (p. 4543) ; *Guillaume (François)* (p. 457[illegible] ; *Hugo (Bernard)* (p. 4556) ; *Larcher (Gérard)* (p. 4577) ; *Minetti (Louis)* (p. 4549) ; *Souplet (Michel)* (p. 4550).

Zones rurales (indemnités) : *Guillaume (François)* (p. 4528).

Examen des crédits (26 novembre 1987) (p. 4581) : *MM. Jacques Machet, Louis Moinard, Roland du Luart, rapporteur spécial ; François Guillaume, ministre ; Louis Minetti, Jacques Pelletier, Michel Souplet, William Chervy, Christian Bonnet.*

Etat B – TITRE III (p. 4581).

Retirés : amendement n° II-39 de M. Jean Huchon, retiré par M. Jacques Machet (p. 4581) – Amendement n° II-40 de M. Louis Moinard : réduction des crédits du titre III au profit des subventions des associations agricoles participant à la formation et à l'animation en milieu rural (p. 4582).

– Les crédits figurant au titre III sont adoptés (p. 4582).

TITRE IV (p. 4582).

Retirés : amendements n[os] II-6 et II-46 de M. Jacques Pelletier, n° II-38 de M. Alphonse Arzel, n° II-44 de M. Jean Huchon, retiré par M. Michel Souplet, et n° II-45 de M. Fernand Tardy, retiré par M. William Chervy : réductions des crédits du titre IV au profit de l'animation et de la formation en milieu rural (p. 4582 et 4583).

– Les crédits figurant au titre IV sont adoptés (p. 4583).

Etat C – TITRE V – Adopté (p. 4583).

TITRE VI (p. 4583).

Parole sur l'article : *MM. Christian Bonnet, François Guillaume* (p. 4583) – Enseignement technique agricole privé.

– Les crédits figurant au titre VI sont adoptés (p. 4583).

ANCIENS COMBATTANTS

Discussion (4 décembre 1987) (p. 4997, 5018) :

MM. Georges Fontes, secrétaire d'Etat aux anciens combattants ; Emmanuel Hamel, rapporteur spécial de la commission des finances ; André Rabineau, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales ; André Jarrot, Marc Boeuf, André Duroméa, Edouard Le Jeune, Michel Rigou, Jacques Habert, Albert Voilquin, Claude Prouvoyeur, Robert Schwint, Guy Robert, Hubert Martin.

Action sanitaire et sociale : *Rabineau (André)* (p. 5001).

Afrique du Nord : *Habert (Jacques)* (p. 5009).

Alsace et Moselle : *Fontes (Georges)* (p. 4998) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 5000) ; *Rabineau (André)* (p. 5001) ; *Rigou (Michel)* (p. 5006) ; *Robert (Guy)* (p. 5012).

Amibiase : Voir Anciens combattants (Afrique du Nord).

Anciens combattants (14-18) : *Fontes (Georges)* (p. 5015) ; *Jarrot (André)* (p. 5003) ; *Le Jeune (Edouard)* (p. 5006) ; *Martin (Hubert)* (p. 5013) ; *Rigou (Michel)* (p. 5008) ; *Voilquin (Albert)* (p. 5010).

Anciens combattants (39-45) : *Habert (Jacques)* (p. 5014).

Anciens combattants (Afrique du Nord) : *Boeuf (Marc)* (p. 5004) ; *Duroméa (André)* (p. 5005) ; *Fontes (Georges)* (p. 4998, 5014) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 5000) ; *Jarrot (André)* (p. 5002) ; *Le Jeune (Edouard)* (p. 5005) ; *Martin (Hubert)* (p. 5013) ; *Prouvoyeur (Claude)* (p. 5010) ; *Rabineau (André)* (p. 5001, 5002) ; *Rigou (Michel)* (p. 5007) ; *Robert (Guy)* (p. 5012) ; *Schwint (Robert)* (p. 5010) ; *Voilquin (Albert)* (p. 5010).

Anciens combattants (budget) : *Duroméa (André)* (p. 5004) ; *Fontes (Georges)* (p. 4997, 4998) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 4999) ; *Le Jeune (Edouard)* (p. 5005) ; *Rabineau (André)* (p. 5000) ; *Rigou (Michel)* (p. 5006, 5008) ; *Voilquin (Albert)* (p. 5009).

Anciens combattants (Etats africains et malgache) : *Fontes (Georges)* (p. 4998, 5016) ; *Habert (Jacques)* (p. 5008, 5009) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 4999) ; *Rabineau (André)* (p. 5001) ; *Schwint (Robert)* (p. 5011).

Anciens combattants (ministère) : *Hamel (Emmanuel)* (p. 4999) ; *Rabineau (André)* (p. 5000).

Appareillage médical : *Duroméa (André)* (p. 5005) ; *Fontes (Georges)* (p. 5015) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 5000) ; *Rigou (Michel)* (p. 5008).

Carte de combattant : *Boeuf (Marc)* (p. 5004) ; *Duroméa (André)* (p. 5005) ; *Fontes (Georges)* (p. 5014) ; *Habert (Jacques)* (p. 5014) ; *Rigou (Michel)* (p. 5007) ; *Robert (Guy)* (p. 5012) ; *Schwint (Robert)* (p. 5011) ; *Voilquin (Albert)* (p. 5009).

Carte de combattant volontaire de la résistance (CVR) : *Fontes (Georges)* (p. 5015) ; *Jarrot (André)* (p. 5002).

Cimetières et pompes funèbres : *Fontes (Georges)* (p. 4998, 4999, 5016) ; *Habert (Jacques)* (p. 5008) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 4999) ; *Jarrot (André)* (p. 5002) ; *Martin (Hubert)* (p. 5013) ; *Prouvoyeur (Claude)* (p. 5010) ; *Rabineau (André)* (p. 5001) ; *Schwint (Robert)* (p. 5011) ; *Voilquin (Albert)* (p. 5009).

Déportés et internés : *Schwint (Robert)* (p. 5011).

Droit et temps de parole (procédure parlementaire) : *Duroméa (André)* (p. 5005).

Emplois réservés : *Robert (Guy)* (p. 5012) ; *Schwint (Robert)* (p. 5011).

Famille : *Duroméa (André)* (p. 5005) ; *Fontes (Georges)* (p. 5013) ; *Jarrot (André)* (p. 5002) ; *Le Jeune (Edouard)* (p. 5005) ; *Prouvoyeur (Claude)* (p. 5010) ; *Rabineau (André)* (p. 5001) ; *Rigou (Michel)* (p. 5007) ; *Robert (Guy)* (p. 5012) ; *Schwint (Robert)* (p. 5011) ; *Voilquin (Albert)* (p. 5009).

Fêtes et cérémonies publiques : *Fontes (Georges)* (p. 4998, 5016) ; *Habert (Jacques)* (p. 5009) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 5000) ; *Rabineau (André)* (p. 5001) ; *Voilquin (Albert)* (p. 5010).

Handicapés : *Fontes (Georges)* (p. 4998).

Harkis : *Fontes (Georges)* (p. 4998) ; *Habert (Jacques)* (p. 5008) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 5000) ; *Prouvoyeur (Claude)* (p. 5010) ; *Rabineau (André)* (p. 5001) ; *Robert (Guy)* (p. 5012) ; *Schwint (Robert)* (p. 5011) ; *Voilquin (Albert)* (p. 5009).

Histoire : *Fontes (Georges)* (p. 4998, 5016) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 5000) ; *Rabineau (André)* (p. 5001).

Indochine : Voir Vietnam.

Invalides de guerre : *Hamel (Emmanuel)* (p. 4999).

Légion d'honneur : *Fontes (Georges)* (p. 5015) ; *Jarrot (André)* (p. 5003) ; *Le Jeune (Edouard)* (p. 5006) ; *Martin (Hubert)* (p. 5013) ; *Rigou (Michel)* (p. 5008) ; *Voilquin (Albert)* (p. 5010).

Maladies mentales : Voir Anciens combattants (Afrique du Nord).

Nécropoles (Fréjus, Italie, Liban) : Voir Cimetières et pompes funèbres.

Office national des anciens combattants et victimes de guerre (ONAC) : *Hamel (Emmanuel)* (p. 4999) ; *Rabineau (André)* (p. 5001).

Pensions civiles et militaires d'invalidité : *Fontes (Georges)* (p. 4998) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 4999, 5000) ; *Le Jeune (Edouard)* (p. 5005) ; *Prouvoyeur (Claude)* (p. 5010) ; *Rabineau (André)* (p. 5001) ; *Rigou (Michel)* (p. 5006) ; *Robert (Guy)* (p. 5012) ; *Schwint (Robert)* (p. 5011) ; *Voilquin (Albert)* (p. 5009).

Prisonniers de guerre : *Habert (Jacques)* (p. 5008) ; *Le Jeune (Edouard)* (p. 5006) ; *Robert (Guy)* (p. 5012).

Quotient familial : *Hamel (Emmanuel)* (p. 5000) ; *Rabineau (André)* (p. 5001).

Rapport constant : *Duroméa (André)* (p. 5005) ; *Fontes (Georges)* (p. 4998, 5015) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 4999) ; *Jarrot (André)* (p. 5002) ; *Le Jeune (Edouard)* (p. 5005) ; *Martin (Hubert)* (p. 5013) ; *Prouvoyeur (Claude)* (p. 5010) ; *Rabineau (André)* (p. 5000) ; *Rigou (Michel)* (p. 5007) ; *Robert (Guy)* (p. 5012) ; *Schwint (Robert)* (p. 5011) ; *Voilquin (Albert)* (p. 5009).

Rawa-Ruska (camp de prisonniers de guerre) : *Boeuf (Marc)* (p. 5004) ; *Fontes (Georges)* (p. 5015) ; *Le Jeune (Edouard)* (p. 5006) ; *Rabineau (André)* (p. 5002) ; *Schwint (Robert)* (p. 5011).

Réfractaires (patriotes) : Voir Alsace et Moselle.

Résistants : *Duroméa (André)* (p. 5005) ; *Fontes (Georges)* (p. 5016) ; *Jarrot (André)* (p. 5003) ; *Le Jeune (Edouard)* (p. 5006, 5016) ; *Schwint (Robert)* (p. 5011) ; *Voilquin (Albert)* (p. 5009).

Retraite (âge) : *Boeuf (Marc)* (p. 5004) ; *Le Jeune (Edouard)* (p. 5006) ; *Martin (Hubert)* (p. 5013) ; *Prouvoyeur (Claude)* (p. 5010) ; *Rabineau (André)* (p. 5001) ; *Robert (Guy)* (p. 5012).

Retraites mutualistes : *Boeuf (Marc)* (p. 5004) ; *Duroméa (André)* (p. 5005) ; *Fontes (Georges)* (p. 5014) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 5000) ; *Jarrot (André)* (p. 5002) ; *Le Jeune (Edouard)* (p. 5005) ; *Martin (Hubert)* (p. 5013) ; *Rabineau (André)* (p. 5001) ; *Rigou (Michel)* (p. 5007) ; *Schwint (Robert)* (p. 5011) ; *Voilquin (Albert)* (p. 5010).

Sourds et sourds-muets : *Rigou (Michel)* (p. 5008).

Veuves, orphelins de guerre : Voir Famille.

Vietnam : *Fontes (Georges)* (p. 4999, 5013) ; *Habert (Jacques)* (p. 5008) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 4999) ; *Jarrot (André)* (p. 5002) ; *Le Jeune (Edouard)* (p. 5006) ; *Prouvoyeur (Claude)* (p. 5010) ; *Rabineau (André)* (p. 5001) ; *Robert (Guy)* (p. 5012) ; *Voilquin (Albert)* (p. 5009).

Examen des crédits et des articles 65, 65 bis et 65 ter (4 décembre 1987) (p. 5016, 5018) : *MM. André Duroméa, Hubert Martin, Emmanuel Hamel, rapporteur spécial ; Georges Fontes, secrétaire d'Etat ; Pierre Croze.*

Etat B – TITRES III ET IV – Adoptés (p. 5016).

Art. 65 *(Instauration d'une proportionnalité des pensions militaires d'invalidité de 10 à 80 %)* (p. 5016).

Parole sur l'article : *M. André Duroméa* (p. 5016).

– L'article 65 est adopté (p. 5017).

Art. 65 bis *(Amélioration des conditions d'exercice du droit à pension pour les anciens combattants d'Afrique du Nord)* (p. 5017).

Adopté : amendement n° II-83 de M. Jacques Descours Desacres, soutenu par M. Hubert Martin : admission des titulaires du titre de reconnaissance de la nation comme ressortissants de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre (p. 5018).

Devenu sans objet : amendement n° II-109 de M. André Duroméa, identique à l'amendement n° II-83 (p. 5018).

– L'article 65 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 5018).

Art. 65 ter *(Admission des patriotes réfractaires à l'annexion de fait d'Alsace-Moselle au titre des ressortissants de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre)* – Adopté (p. 5018).

Après l'art. 65 ter (p. 5018).

Retiré : amendement (art. additionnel) de M. Pierre Croze n° II-111 : déductibilité au titre de l'impôt sur le revenu de la cotisation versée à une caisse de retraite mutualiste du combattant par les Français fiscalement domiciliés hors de France (p. 5018).

COOPERATION

Discussion (25 novembre 1987) (p. 4506, 4523) :

MM. Michel Aurillac, ministre de la coopération ; André-Georges Voisin, rapporteur spécial de la commission des finances ; Paul d'Ornano, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères ; Jacques Grandon, Jacques Habert, Guy Cabanel, Michel Alloncle, Jean-Pierre Bayle, Jean-Luc Bécart.

Afrique : *Alloncle (Michel)* (p. 4517) ; *Aurillac (Michel)* (p. 4506) ; *Cabanel (Guy)* (p. 4515) ; *Grandon (Jacques)* (p. 4512) ; *Habert (Jacques)* (p. 4513) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 4519) ; *Ornano (Paul d')* (p. 4511) ; *Voisin (André-Georges)* (p. 4510).

Agriculture : *Voisin (André-Georges)* (p. 4510).

Baccalauréats : *Habert (Jacques)* (p. 4513).

Bourses d'études : *Alloncle (Michel)* (p. 4516) ; *Aurillac (Michel)* (p. 4508, 4521) ; *Habert (Jacques)* (p. 4514) ; *Ornano (Paul d')* (p. 4512) ; *Voisin (André-Georges)* (p. 4509).

Burkina Faso : *Aurillac (Michel)* (p. 4521) ; *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 4518, 4519).

Céréales : *Aurillac (Michel)* (p. 4507).

Collectivités territoriales : *Aurillac (Michel)* (p. 4522) ; *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 4517) ; *Voisin (André-Georges)* (p. 4509).

Commerce international : *Cabanel (Guy)* (p. 4515).

Commission des Communautés européennes : *Aurillac (Michel)* (p. 4507).

Concurrence internationale : *Cabanel (Guy)* (p. 4515).

Conseil des ministres des Communautés européennes : *Aurillac (Michel)* (p. 4507).

Coopérants : *Aurillac (Michel)* (p. 4522) ; *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 4518).

Coopération : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 4519).

Coopération (budget) : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 4517).

Coopération culturelle, scientifique et technique : *Alloncle (Michel)* (p. 4516) ; *Cabanel (Guy)* (p. 4515) ; *Habert (Jacques)* (p. 4513) ; *Ornano (Paul d')* (p. 4512).

Coopération économique : *Voisin (André-Georges)* (p. 4509).

Coopération militaire : *Aurillac (Michel)* (p. 4521) ; *Bécart (Jean-Luc)* (p. 4519) ; *Voisin (André-Georges)* (p. 4509, 4510).

Coopération (ministère) : *Ornano (Paul d')* (p. 4512).

Dette publique : *Alloncle (Michel)* (p. 4516) ; Aurillac (Michel) (p. 4506) ; *Bécart (Jean-Luc)* (p. 4519) ; *Ornano (Paul d')* (p. 4511) ; *Voisin (André-Georges)* (p. 4510).

Ecoles françaises à l'étranger : *Aurillac (Michel)* (p. 4507, 4521) ; *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 4518).

Enseignement à l'étranger : *Aurillac (Michel)* (p. 4507) ; *Habert (Jacques)* (p. 4513).

Entreprises : *Aurillac (Michel)* (p. 4508).

Entreprises (création) : *Aurillac (Michel)* (p. 4522).

Etrangers : *Aurillac (Michel)* (p. 4508).

Fonds d'aide et de coopération (FAC) : *Alloncle (Michel)* (p. 4516) ; *Aurillac (Michel)* (p. 4508, 4521) ; *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 4517) ; *Voisin (André-Georges)* (p. 4509).

Fonds européen de développement (FED) : *Ornano (Paul d')* (p. 4511).

Fonds monétaire international (FMI) : *Aurillac (Michel)* (p. 4506) ; *Bécart (Jean-Luc)* (p. 4519) ; *Habert (Jacques)* (p. 4513) ; *Ornano (Paul d')* (p. 4511) ; *Voisin (André-Georges)* (p. 4510).

Francophonie : *Aurillac (Michel)* (p. 4520).

Langue et culture françaises : *Ornano (Paul d')* (p. 4512).

Libéralisme : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 4519).

Matières premières : *Alloncle (Michel)* (p. 4516) ; *Aurillac (Michel)* (p. 4507) ; *Bécart (Jean-Luc)* (p. 4519) ; *Ornano (Paul d')* (p. 4511).

Nouvelle-Calédonie : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 4518).

Opinion publique : *Aurillac (Michel)* (p. 4522).

Pays en voie de développement (PVD) : *Alloncle (Michel)* (p. 4516) ; *Aurillac (Michel)* (p. 4506, 4507, 4508) ; *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 4517) ; *Cabanel (Guy)* (p. 4515) ; *Voisin (André-Georges)* (p. 4510, 4511).

Prêts : *Ornano (Paul d')* (p. 4511).

Radiodiffusion et télévision : *Aurillac (Michel)* (p. 4508, 4522) ; *Cabanel (Guy)* (p. 4515).

Salaires, traitements et indemnités : *Habert (Jacques)* (p. 4514).

Sociétés industrielles : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 4517).

Sociétés multinationales : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 4519).

Subventions : *Habert (Jacques)* (p. 4514).

Syndrome immuno-déficitaire acquis (SIDA) : *Alloncle (Michel)* (p. 4516) ; *Aurillac (Michel)* (p. 4522) ; *Ornano (Paul d')* (p. 4512) ; *Voisin (André-Georges)* (p. 4510).

Examen des crédits (25 novembre 1987) (p. 4522, 4523) : *MM. Jean-Pierre Bayle, Guy Cabanel.*

Etat B – TITRE III et IV – Adoptés (p. 4523).

Etat C – Titre V et VI – Adoptés (p. 4523).

CULTURE ET COMMUNICATION

CULTURE

Discussion (24 novembre 1987) (p. 4400, 4431) :

MM. François Léotard, ministre de la culture et de la communication ; Raymond Bourgine, rapporteur spécial de la commission des finances ; Michel Miroudot, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles ; Jacques Carat, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles (cinéma et théâtre dramatique) ; Pierre Dumas, Paul Loridant, Ivan Renar, Louis de Catuelan, Ernest Cartigny, Louis Perrein, Jacques Habert, Jean Delaneau, Louis de la Forest, Albert Ramassamy, Michel Moreigne, Michel Caldaguès, Maurice Schumann, président de la commission des affaires culturelles.

Académie de France à Rome : *Habert (Jacques)* (p. 4418).

Archives : *Catuelan (Louis de)* (p. 4415) ; *Forest (Louis de la)* (p. 4420) ; *Léotard (François)* (p. 4403).

Artistes et interprètes : *Renar (Ivan)* (p. 4414).

Arts et spectacles : *Léotard (François)* (p. 4402) ; *Renar (Ivan)* (p. 4413).

Arts plastiques : *Catuelan (Louis de)* (p. 4415) ; *Léotard (François)* (p. 4426).

Associations : *Léotard (François)* (p. 4424).

Aubusson (ville) : *Léotard (François)* (p. 4425) ; *Moreigne (Michel)* (p. 4422).

Audiovisuel (programmes) : *Bourgine (Raymond)* (p. 4406) ; *Carat (Jacques)* (p. 4410) ; *Cartigny (Ernest)* (p. 4416) ; *Léotard (François)* (p. 4426, 4427, 4428) ; *Renar (Ivan)* (p. 4413).

Audiovisuel (technologie) : *Delaneau (Jean)* (p. 4419).

Auteurs dramatiques : *Carat (Jacques)* (p. 4409).

Bibliothèque nationale : *Léotard (François)* (p. 4425) ; *Miroudot (Michel)* (p. 4408).

Bretagne (région) : *Forest (Louis de la)* (p. 4420) ; *Léotard (François)* (p. 4426) ; *Régnault (René)* (p. 4420).

Calamités et catastrophes : *Forest (Louis de la)* (p. 4420) ; *Régnault (René)* (p. 4420).

Calvados (département) : *Forest (Louis de la)* (p. 4420) ; *Régnault (René)* (p. 4420).

Centre national d'art et de culture Georges Pompidou (CNAC) : *Miroudot (Michel)* (p. 4408).

Centres culturels de rencontre : *Perrein (Louis)* (p. 4417) ; *Schumann (Maurice)* (p. 4423).

Cinéma : *Bourgine (Raymond)* (p. 4405, 4406) ; *Carat (Jacques)* (p. 4409, 4410, 4411) ; *Cartigny (Ernest)* (p. 4416) ; *Catuelan (Louis de)* (p. 4415) ; *Delaneau (Jean)* (p. 4418, 4419) ; *Dumas (Pierre)* (p. 4412) ; *Habert (Jacques)* (p. 4417) ; *Léotard (François)* (p. 4402, 4426, 4427, 4428) ; *Renar (Ivan)* (p. 4413, 4414).

Comédie française : *Bourgine (Raymond)* (p. 4405) ; *Carat (Jacques)* (p. 4409) ; *Léotard (François)* (p. 4425).

Commission nationale de la communication et des libertés (CNCL) : *Léotard (François)* (p. 4426, 4427).

Communication audiovisuelle : *Loridant (Paul)* (p. 4412).

Conseil national de la cinématographie : *Delaneau (Jean)* (p. 4418).

Conservatoires : *Bourgine (Raymond)* (p. 4405).

Conventions de développement culturel : *Léotard (François)* (p. 4403).

Création audiovisuelle : *Léotard (François)* (p. 4402) ; *Renar (Ivan)* (p. 4414).

Création littéraire et artistique : *Léotard (François)* (p. 4402, 4403) ; *Renar (Ivan)* (p. 4414, 4415).

Creuse (département) : *Moreigne (Michel)* (p. 4422).

Culture (budget) : *Bourgine (Raymond)* (p. 4404) ; *Léotard (François)* (p. 4400, 4401, 4423, 4424) ; *Loridant (Paul)* (p. 4412) ; *Miroudot (Michel)* (p. 4407) ; *Régnault (René)* (p. 4420) ; *Renar (Ivan)* (p. 4413).

Danse : *Léotard (François)* (p. 4402) ; *Renar (Ivan)* (p. 4413).

Décentralisation culturelle : *Bourgine (Raymond)* (p. 4405) ; *Carat (Jacques)* (p. 4409) ; *Catuelan (Louis de)* (p. 4415) ; *Dumas (Pierre)* (p. 4411) ; *Léotard (François)* (p. 4403, 4424, 4426) ; *Miroudot (Michel)* (p. 4407) ; *Renar (Ivan)* (p. 4413, 4414).

Départements d'outre-mer (DOM) : *Ramassamy (Albert)* (p. 4421, 4422).

Disques, phonogrammes et vidéogrammes : *Léotard (François)* (p. 4401).

Echec scolaire : *Régnault (René)* (p. 4420).

Emploi : *Moreigne (Michel)* (p. 4422).

Enseignement artistique : *Bourgine (Raymond)* (p. 4405) ; *Dumas (Pierre)* (p. 4411) ; *Habert (Jacques)* (p. 4418) ; *Léotard (François)* (p. 4400, 4402) ; *Loridant (Paul)* (p. 4412) ; *Miroudot (Michel)* (p. 4407) ; *Régnault (René)* (p. 4420, 4421).

Enseignement supérieur : *Léotard (François)* (p. 4402).

Finances locales : *Léotard (François)* (p. 4424).

Fiscalité : *Léotard (François)* (p. 4401) ; *Renar (Ivan)* (p. 4414).

Fonctionnaires et agents publics : *Bourgine (Raymond)* (p. 4404) ; *Léotard (François)* (p. 4401).

Fondation de Royaumont : *Perrein (Louis)* (p. 4417) ; *Schumann (Maurice)* (p. 4423).

Fonds de soutien du théâtre privé : *Carat (Jacques)* (p. 4409).

Fonds de soutien pour le cinéma : *Carat (Jacques)* (p. 4410).

Francophonie : *Dumas (Pierre)* (p. 4411) ; *Habert (Jacques)* (p. 4417).

Grands chantiers culturels : *Habert (Jacques)* (p. 4417) ; *Léotard (François)* (p. 4401) ; *Loridant (Paul)* (p. 4412) ; *Miroudot (Michel)* (p. 4407).

Ille-et-Vilaine (département) : *Forest (Louis de la)* (p. 4420).

Institut d'histoire de l'art : *Habert (Jacques)* (p. 4418).

Journalisme : *Ramassamy (Albert)* (p. 4421).

Langues et cultures régionales : *Ramassamy (Albert)* (p. 4421).

Manche (département) : *Forest (Louis de la)* (p. 4420) ; *Régnault (René)* (p. 4420).

Mécénat : *Bourgine (Raymond)* (p. 4405) ; *Léotard (François)* (p. 4401).

Métiers d'art : *Léotard (François)* (p. 4425) ; *Moreigne (Michel)* (p. 4422).

Mobilier national : *Léotard (François)* (p. 4425) ; *Moreigne (Michel)* (p. 4422).

Monuments historiques : *Caldaguès (Michel)* (p. 4422).

Musée du Louvre : *Caldaguès (Michel)* (p. 4422) ; *Léotard (François)* (p. 4424, 4425, 4426) ; *Miroudot (Michel)* (p. 4408).

Musées : *Bourgine (Raymond)* (p. 4404) ; *Catuelan (Louis de)* (p. 4415) ; *Habert (Jacques)* (p. 4417) ; *Léotard (François)* (p. 4402) ; *Miroudot (Michel)* (p. 4407).

Musées (province) : *Léotard (François)* (p. 4403).

Musique : *Dumas (Pierre)* (p. 4411) ; *Léotard (François)* (p. 4401, 4402) ; *Renar (Ivan)* (p. 4413).

Oeuvres d'art : *Bourgine (Raymond)* (p. 4404) ; *Catuelan (Louis de)* (p. 4415) ; *Léotard (François)* (p. 4424).

Opéra : *Bourgine (Raymond)* (p. 4404).

Opéra de Paris : *Catuelan (Louis de)* (p. 4415) ; *Miroudot (Michel)* (p. 4408) ; *Renar (Ivan)* (p. 4413).

Patrimoine artistique, archéologique et historique : *Catuelan (Louis de)* (p. 4415, 4416) ; *Dumas (Pierre)* (p. 4411) ; *Forest (Louis de la)* (p. 4420) ; *Léotard (François)* (p. 4400, 4402) ; *Miroudot (Michel)* (p. 4407) ; *Régnault (René)* (p. 4420).

Politique culturelle : *Léotard (François)* (p. 4401).

Politique culturelle (collectivités territoriales) : *Dumas (Pierre)* (p. 4411) ; *Léotard (François)* (p. 4403).

Propriété littéraire et artistique : *Carat (Jacques)* (p. 4409).

Réunion (île) : *Ramassamy (Albert)* (p. 4421).

Salaires, traitements et indemnités : *Bourgine (Raymond)* (p. 4404).

Salon du prêt-à-porter : *Caldaguès (Michel)* (p. 4422, 4423) ; *Léotard (François)* (p. 4425).

Satellites : *Delaneau (Jean)* (p. 4419).

Succession Gilbert de La Rochefoucauld : *Bourgine (Raymond)* (p. 4404) ; *Miroudot (Michel)* (p. 4407).

Successions et libéralités : *Bourgine (Raymond)* (p. 4404) ; *Léotard (François)* (p. 4424) ; *Miroudot (Michel)* (p. 4407) ; *Schumann (Maurice)* (p. 4423).

Table ronde (cinéma-vidéo) : *Carat (Jacques)* (p. 4411) ; *Dumas (Pierre)* (p. 4412) ; *Léotard (François)* (p. 4428).

Télévision (chaînes) : *Cartigny (Ernest)* (p. 4416) ; *Léotard (François)* (p. 4427).

Théâtre : *Carat (Jacques)* (p. 4409) ; *Catuelan (Louis de)* (p. 4415) ; *Habert (Jacques)* (p. 4417) ; *Léotard (François)* (p. 4402, 4425, 4426) ; *Régnault (René)* (p. 4421).

Théâtre international de langue française (TILF) : *Habert (Jacques)* (p. 4417) ; *Léotard (François)* (p. 4426).

Val-d'Oise (département) : *Perrein (Louis)* (p. 4417).

Victimes (indemnisation) : *Forest (Louis de la)* (p. 4420).

Vidéodisques : *Delaneau (Jean)* (p. 4419).

Zones rurales : *Delaneau (Jean)* (p. 4418, 4419).

Examen des crédits (Le vote sur les crédits de la culture est reporté après l'examen des crédits relatifs à la communication) (p. 4428) **et de l'article 41** (24 novembre 1987) (p. 4428, 4430) : *MM. Maurice Schumann, président de la commission des affaires culturelles ; Paul Loridant, Raymond Bourgine, rapporteur spécial ; François Léotard, ministre.*

Etat B – TITRE III (p. 4429).

Parole sur le titre III : *M. Maurice Schumann, président de la commission* (p. 4428).

Rejetés : amendements de M. Paul Loridant n° II-14 : réduction des crédits de matériel et de fonctionnement du ministère de la culture, au profit des arts plastiques (p. 4419) – Et n° II-15 : réduction des crédits destinés à l'ouverture du hall Napoléon du Grand Louvre au profit de l'enseignement musical régional (p. 4429).

TITRE IV (p. 4429).

Rejeté : amendement n° II-16 de M. Paul Loridant : réduction des crédits utilisés dans le cadre de la procédure de cofinancement, au profit des compagnies dramatiques (p. 4430).

Art. 41 *(Prélèvements en faveur du compte d'affectation spéciale « soutien financier de l'industrie cinématographique et de l'industrie de programmes audiovisuels »)* (p. 4430).

Retiré : amendement n° II-17 de M. Paul Loridant : pourcentage de répartition des prélèvements entre le cinéma et l'audiovisuel (p. 4431).

– L'article 41 est adopté (p. 4431).

– Les crédits sont adoptés (4 décembre 1987) (p. 4494 et 4495).

CULTURE ET COMMUNICATION

COMMUNICATION (ET INFORMATION)

Discussion (4 décembre 1987) (p. 4967, 4995) :

MM. François Léotard, ministre de la culture et de la communication ; André Santini, ministre chargé de la communication ; Jean Cluzel, rapporteur spécial de la commission des finances ; Adrien Gouteyron, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles ; Maurice Schumann, président de la commission des affaires culturelles ; Jean-François Pintat, Roger Husson, Jacques Carat, Ivan Renar, Jean Colin, Michel Durafour, Pierre-Christian Taittinger, Louis Perrein.

Actionnaires et actionnariat : *Léotard (François)* (p. 4968).

Artistes et interprètes : *Cluzel (Jean)* (p. 4972) ; *Santini (André)* (p. 4979).

Asie du Sud-Est : *Colin (Jean)* (p. 4987) ; *Santini (André)* (p. 4992).

Audiovisuel : *Léotard (François)* (p. 4966).

Audiovisuel (industrie des matériels) : *Cluzel (Jean)* (p. 4972) ; *Léotard (François)* (p. 4967, 4993) ; *Pintat (Jean-François)* (p. 4981).

Audiovisuel (professions) : *Durafour (Michel)* (p. 4990).

Audiovisuel (programmes) : *Carat (Jacques)* (p. 4984) ; *Cluzel (Jean)* (p. 4970, 4971, 4972) ; *Durafour (Michel)* (p. 4988, 4989) ; *Gouteyron (Adrien)* (p. 4974) ; *Léotard (François)* (p. 4967, 4993) ; *Renar (Ivan)* (p. 4985, 4986, 4987) ; *Santini (André)* (p. 4978, 4992).

Audiovisuel (technologie) : *Cluzel (Jean)* (p. 4972) ; *Léotard (François)* (p. 4993) ; *Pintat (Jean-François)* (p. 4980, 4981).

Câble (technologie) : *Perrein (Louis)* (p. 4991).

Cahiers des charges : *Durafour (Michel)* (p. 4988, 4989) ; *Gouteyron (Adrien)* (p. 4974) ; *Léotard (François)* (p. 4976) ; *Perrein (Louis)* (p. 4992).

Cinéma : *Carat (Jacques)* (p. 4983) ; *Cluzel (Jean)* (p. 4971) ; *Gouteyron (Adrien)* (p. 4974, 4975) ; *Léotard (François)* (p. 4993).

Collectivités territoriales d'outre-mer : *Léotard (François)* (p. 4968).

Commission nationale de la communication et des libertés (CNCL) : *Carat (Jacques)* (p. 4983) ; *Cluzel (Jean)* (p. 4970) ; *Gouteyron (Adrien)* (p. 4973, 4974) ; *Husson (Roger)* (p. 4982) ; *Léotard (François)* (p. 4975, 4976, 4993) ; *Perrein (Louis)* (p. 4992) ; *Renar (Ivan)* (p. 4986) ; *Santini (André)* (p. 4979).

Communauté économique européenne (CEE) : *Cluzel (Jean)* (p. 4972).

Communication : *Pintat (Jean-François)* (p. 4980).

Communication audiovisuelle : *Carat (Jacques)* (p. 4982) ; *Husson (Roger)* (p. 4981) ; *Renar (Ivan)* (p. 4985) ; *Taittinger (Pierre-Christian)* (p. 4990).

Concurrence : *Léotard (François)* (p. 4968).

Conflits sociaux : *Cluzel (Jean)* (p. 4972).

Copie privée : *Colin (Jean)* (p. 4988) ; *Santini (André)* (p. 4992).

Création audiovisuelle : *Carat (Jacques)* (p. 4983, 4984) ; *Cluzel (Jean)* (p. 4972) ; *Durafour (Michel)* (p. 4989) ; *Gouteyron (Adrien)* (p. 4974) ; *Husson (Roger)* (p. 4982) ; *Léotard (François)* (p. 4966, 4967, 4994) ; *Pintat (Jean-François)* (p. 4981) ; *Renar (Ivan)* (p. 4985) ; *Santini (André)* (p. 4978, 4979).

Droit international privé : *Colin (Jean)* (p. 4988).

Emplois (créations et suppressions) : *Durafour (Michel)* (p. 4989) ; *Léotard (François)* (p. 4966, 4994) ; *Santini (André)* (p. 4979).

Entreprises de presse (fiscalité) : *Cluzel (Jean)* (p. 4970) ; *Santini (André)* (p. 4980).

Europe : *Cluzel (Jean)* (p. 4971) ; *Durafour (Michel)* (p. 4990) ; *Léotard (François)* (p. 4994) ; *Pintat (Jean-François)* (p. 4981).

European Research Coordination Agency (EUREKA) : *Léotard (François)* (p. 4993).

Francophonie : *Léotard (François)* (p. 4977) ; *Pintat (Jean-François)* (p. 4981).

Groupes multimédias : *Perrein (Louis)* (p. 4992) ; *Renar (Ivan)* (p. 4986).

Information : *Colin (Jean)* (p. 4987) ; *Léotard (François)* (p. 4994) ; *Perrein (Louis)* (p. 4992) ; *Santini (André)* (p. 4978) ; *Taittinger (Pierre-Christian)* (p. 4990).

Institut national de la communication audiovisuelle (INA) : *Léotard (François)* (p. 4968) ; *Renar (Ivan)* (p. 4985).

Japon : *Pintat (Jean-François)* (p. 4980, 4981).

Jeux Olympiques : *Carat (Jacques)* (p. 4985).

Journalisme : Voir Information.

Langue et culture françaises : *Cluzel (Jean)* (p. 4971) ; *Léotard (François)* (p. 4994) ; *Pintat (Jean-François)* (p. 4981) ; *Renar (Ivan)* (p. 4985).

Musique : *Durafour (Michel)* (p. 4989) ; *Léotard (François)* (p. 4993).

Observatoire de la publicité : *Cluzel (Jean)* (p. 4970) ; *Santini (André)* (p. 4969, 4979, 4980).

Pluralisme : Voir Information.

Presse : *Cluzel (Jean)* (p. 4970) ; *Gouteyron (Adrien)* (p. 4975) ; *Léotard (François)* (p. 4977) ; *Pintat (Jean-François)* (p. 4981) ; *Renar (Ivan)* (p. 4986) ; *Santini (André)* (p. 4969, 4979).

Presse (aides financières) : *Renar (Ivan)* (p. 4986) ; *Santini (André)* (p. 4969, 4992).

Presse (transports) : *Santini (André)* (p. 4969, 4979).

Prêts : *Cluzel (Jean)* (p. 4970).

Privatisations : *Carat (Jacques)* (p. 4983).

Propriété littéraire et artistique : *Colin (Jean)* (p. 4988) ; *Santini (André)* (p. 4992).

Publicité : *Carat (Jacques)* (p. 4983) ; *Cluzel (Jean)* (p. 4971) ; *Colin (Jean)* (p. 4987, 4988) ; *Gouteyron (Adrien)* (p. 4973, 4975) ; *Husson (Roger)* (p. 4982) ; *Léotard (François)* (p. 4967, 4976) ; *Santini (André)* (p. 4969, 4978).

Quotidiens d'information : *Santini (André)* (p. 4969).

Radio France : *Carat (Jacques)* (p. 4984) ; *Durafour (Michel)* (p. 4989) ; *Husson (Roger)* (p. 4982) ; *Léotard (François)* (p. 4968, 4994).

Radio France Internationale (RFI) : *Carat (Jacques)* (p. 4984) ; *Colin (Jean)* (p. 4987) ; *Husson (Roger)* (p. 4982) ; *Léotard (François)* (p. 4976, 4977) ; *Santini (André)* (p. 4992) ; *Taittinger (Pierre-Christian)* (p. 4991).

Radio France outre-mer (RFO) : *Husson (Roger)* (p. 4982).

Radios locales privées : *Carat (Jacques)* (p. 4983).

Redevance de radiodiffusion télévision : *Carat (Jacques)* (p. 4984) ; *Durafour (Michel)* (p. 4989) ; *Gouteyron (Adrien)* (p. 4973) ; *Léotard (François)* (p. 4994) ; *Pintat (Jean-François)* (p. 4980).

République fédérale d'Allemagne (RFA) : *Léotard (François)* (p. 4994).

Réseaux câblés : *Perrein (Louis)* (p. 4991).

Révolution française (bicentenaire) : *Carat (Jacques)* (p. 4985).

Satellites : *Carat (Jacques)* (p. 4984) ; *Colin (Jean)* (p. 4987) ; *Durafour (Michel)* (p. 4990) ; *Gouteyron (Adrien)* (p. 4973) ; *Husson (Roger)* (p. 4982) ; *Léotard (François)* (p. 4977, 4993) ; *Perrein (Louis)* (p. 4991) ; *Pintat (Jean-François)* (p. 4980, 4981) ; *Santini (André)* (p. 4978).

Société d'édition de programmes de télévision (SEPT) : *Colin (Jean)* (p. 4987) ; *Durafour (Michel)* (p. 4990) ; *Léotard (François)* (p. 4977, 4994).

Société française de production et de création audiovisuelle (SFP) : *Pintat (Jean-François)* (p. 4981) ; *Renar (Ivan)* (p. 4985).

Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) : *Cluzel (Jean)* (p. 4970) ; *Gouteyron (Adrien)* (p. 4975) ; *Pintat (Jean-François)* (p. 4980) ; *Renar (Ivan)* (p. 4986) ; *Santini (André)* (p. 4969, 4979, 4992).

Télé-achat : *Cluzel (Jean)* (p. 4970) ; *Léotard (François)* (p. 4976) ; *Schumann (Maurice)* (p. 4976).

Télécommunications : *Santini (André)* (p. 4969).

Télédiffusion de France (TDF) : *Durafour (Michel)* (p. 4990) ; *Léotard (François)* (p. 4968, 4976) ; *Perrein (Louis)* (p. 4991) ; *Taittinger (Pierre-Christian)* (p. 4991).

Télévision (financement) : *Durafour (Michel)* (p. 4988) ; *Léotard (François)* (p. 4993).

Télévision (financement) (secteur privé) : *Carat (Jacques)* (p. 4983).

Télévision (financement) (secteur public) : *Carat (Jacques)* (p. 4984) ; *Cluzel (Jean)* (p. 4971) ; *Gouteyron (Adrien)* (p. 4973) ; *Léotard (François)* (p. 4967, 4976) ; *Renar (Ivan)* (p. 4985).

Télévisions de secteur public : *Léotard (François)* (p. 4966, 4967) ; *Pintat (Jean-François)* (p. 4981).

Télévisions de secteur public (holding) : *Cluzel (Jean)* (p. 4971) ; *Renar (Ivan)* (p. 4986).

Télévisions privées : *Carat (Jacques)* (p. 4983) ; *Gouteyron (Adrien)* (p. 4973) ; *Léotard (François)* (p. 4968) ; *Renar (Ivan)* (p. 4986).

Temps libre : *Cluzel (Jean)* (p. 4972).

Examen des crédits (4 décembre 1987) (p. 4994, 4995) : *MM. Raymond Bourgine, Louis Perrein, François Léotard, ministre ; Jean Cluzel, rapporteur spécial.*

Crédits du ministère de la culture et de la communication.

Etat B – TITRE III – Adopté (p. 4994).

TITRE IV – Adopté (p. 4995).

Etat C – TITRES V ET VI – Adoptés (p. 4995).

Crédits des services généraux du Premier ministre et article 52.

Etat B – TITRES III ET IV – Adoptés (p. 4995).

Etat C – TITRES V ET VI – Adoptés (p. 4995).

Etat E annexé à l'article 48 – Lignes 52 et 53 – Adoptées (p. 4996).

Art. 52 *(Répartition du produit de la redevance de radiodiffusion entre les organismes de service public et approbation du produit attendu des recettes de publicité)* (p. 4997).

Adopté : amendement n° II-112 de M. François Léotard, ministre : nouvelle répartition du produit de la redevance (p. 4997).

– L'article 52, ainsi modifié, est adopté (p. 4997).

DEPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER

Discussion (27 novembre 1987) (p. 4627, 4647) :

MM. Bernard Pons, ministre des départements et territoires d'outre-mer ; Henri Goetschy, rapporteur spécial de la commission des finances ; Lucien Delmas, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (départements d'outre-mer) ; Pierre Lacour, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (territoires d'outre-mer) ; Roger Lise, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales ; Louis Virapoullé, rapporteur pour avis de la commission des lois (départements d'outre-mer) ; Jean-Marie Girault, rapporteur pour avis de la commission des lois (territoires d'outre-mer) ; Albert Pen, Jean-Luc Bécart, Daniel Millaud, Dick Ukeiwé, Raymond Tarcy, Rodolphe Désiré, Henri Bangou, Marcel Henry, Albert Ramassamy.

Afrique, Caraïbes, Pacifique (pays ACP) : *Virapoullé (Louis)* (p. 4634).

Agence nationale pour l'insertion et la promotion des travailleurs d'outre-mer (ANT) : *Lise (Roger)* (p. 4632) ; *Pons (Bernard)* (p. 4627) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 4634).

Agriculture : *Virapoullé (Louis)* (p. 4634).

Aquaculture : *Delmas (Lucien)* (p. 4630).

Canada : *Pen (Albert)* (p. 4636) ; *Pons (Bernard)* (p. 4644).

Centre d'expérimentation du Pacifique (CEP) : *Lacour (Pierre)* (p. 4631).

Clipperton (île) : *Girault (Jean-Marie)* (p. 4635) ; *Pons (Bernard)* (p. 4644).

Colonialisme : *Bangou (Henri)* (p. 4640).

Communauté économique européenne (CEE) : *Lacour (Pierre)* (p. 4632) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 4634).

Contrats de plan : *Goetschy (Henri)* (p. 4628 ; 4629) ; *Lacour (Pierre)* (p. 4631) ; *Pons (Bernard)* (p. 4643).

Débats (organisation) : *Désiré (Rodolphe)* (p. 4639, 4641) ; *Ramassamy (Albert)* (p. 4643) ; *Tarcy (Raymond)* (p. 4639).

Départements d'outre-mer (DOM) : *Bangou (Henri)* (p. 4640) ; *Delmas (Lucien)* (p. 4630) ; *Goetschy (Henri)* (p. 4629) ; *Pons (Bernard)* (p. 4643) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 4633).

Départements et territoires d'outre-mer (DOM-TOM) (budget) : *Bangou (Henri)* (p. 4640) ; *Bécart (Jean-Luc)* (p. 4637) ; *Delmas (Lucien)* (p. 4629) ; *Goetschy (Henri)* (p. 4628) ; *Lacour (Pierre)* (p. 4631) ; *Pons (Bernard)* (p. 4627, 4644) ; *Ukeiwé (Dick)* (p. 4638) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 4633).

Départements et territoires d'outre-mer (DOM-TOM) (ministère) : *Millaud (Daniel)* (p. 4637) ; *Pons (Bernard)* (p. 4628).

Emploi : *Delmas (Lucien)* (p. 4630) ; *Goetschy (Henri)* (p. 4629) ; *Lise (Roger)* (p. 4632).

Emploi des jeunes : *Lise (Roger)* (p. 4632) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 4634).

Equipements collectifs : *Henry (Marcel)* (p. 4642).

Fiscalité : *Delmas (Lucien)* (p. 4630) ; *Goetschy (Henri)* (p. 4629) ; *Pons (Bernard)* (p. 4643).

Fonctionnaires et agents publics : *Goetschy (Henri)* (p. 4629).

Fonds d'investissement des départements d'outre-mer (FIDOM) : *Bangou (Henri)* (p. 4640) ; *Pen (Albert)* (p. 4636) ; *Pons (Bernard)* (p. 4627, 4645).

Fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer (FIDESTOM) : *Millaud (Daniel)* (p. 4637) ; *Pons (Bernard)* (p. 4627, 4645).

Fonds européen de développement (FED) : *Millaud (Daniel)* (p. 4638) ; *Pons (Bernard)* (p. 4646).

Formation professionnelle : *Lise (Roger)* (p. 4632).

Grand marché intérieur (CEE) : *Bangou (Henri)* (p. 4640) ; *Bécart (Jean-Luc)* (p. 4637) ; *Delmas (Lucien)* (p. 4630) ; *Goetschy (Henri)* (p. 4629) ; *Pons (Bernard)* (p. 4643).

Guyane : *Goetschy (Henri)* (p. 4628) ; *Pons (Bernard)* (p. 4644) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 4634).

Horticulture : *Pons (Bernard)* (p. 4644) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 4635).

Industrie : *Lacour (Pierre)* (p. 4631).

Institut d'émission des départements d'outre-mer (IEDOM) : *Virapoullé (Louis)* (p. 4634, 4635).

Investissements : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 4637) ; *Pons (Bernard)* (p. 4643).

Logement social : *Bangou (Henri)* (p. 4640) ; *Lise (Roger)* (p. 4633) ; *Pons (Bernard)* (p. 4643).

Lois de programme : *Bangou (Henri)* (p. 4640) ; *Delmas (Lucien)* (p. 4630) ; *Goetschy (Henri)* (p. 4628) ; *Henry (Marcel)* (p. 4641, 4642) ; *Lise (Roger)* (p. 4632, 4633) ; *Pen (Albert)* (p. 4636) ; *Pons (Bernard)* (p. 4627, 4643).

Mayotte : *Goetschy (Henri)* (p. 4628) ; *Henry (Marcel)* (p. 4641, 4642) ; *Pons (Bernard)* (p. 4627, 4646) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 4634).

Nouvelle-Calédonie : *Girault (Jean-Marie)* (p. 4635, 4636) ; *Goetschy (Henri)* (p. 4628) ; *Henry (Marcel)* (p. 4642) ; *Lacour (Pierre)* (p. 4631) ; *Lise (Roger)* (p. 4633) ; *Pons (Bernard)* (p. 4627, 4646) ; *Ukeiwé (Dick)* (p. 4638, 4639).

Nouvelle-Calédonie (statut) : *Girault (Jean-Marie)* (p. 4636) ; *Pons (Bernard)* (p. 4646).

Ordre public : *Millaud (Daniel)* (p. 4638) ; *Pons (Bernard)* (p. 4645) ; *Ukeiwé (Dick)* (p. 4638).

Pacifique : *Lacour (Pierre)* (p. 4631, 4632).

Parité sociale globale : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 4637) ; *Delmas (Lucien)* (p. 4630) ; *Goetschy (Henri)* (p. 4628) ; *Lise (Roger)* (p. 4633) ; *Pons (Bernard)* (p. 4645).

Pauvreté : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 4637) ; *Girault (Jean-Marie)* (p. 4635) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 4634).

Pêche : *Pen (Albert)* (p. 4636) ; *Pons (Bernard)* (p. 4644).

Polynésie française : *Goetschy (Henri)* (p. 4629) ; *Lise (Roger)* (p. 4633) ; *Millaud (Daniel)* (p. 4637, 4638) ; *Pons (Bernard)* (p. 4643, 4644, 4645, 4646).

Prestations sociales : *Lise (Roger)* (p. 4633).

Protection sociale : *Bangou (Henri)* (p. 4640) ; *Lise (Roger)* (p. 4632, 4633) ; *Pons (Bernard)* (p. 4643).

Radiodiffusion et télévision : *Millaud (Daniel)* (p. 4637).

Référendums : *Ukeiwé (Dick)* (p. 4638).

Réfugiés et apatrides : *Goetschy (Henri)* (p. 4628) ; *Pons (Bernard)* (p. 4644) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 4634).

Réunion (île) : *Pons (Bernard)* (p. 4645) ; *Virapoullé (Bernard)* (p. 4634, 4635).

Saint-Pierre-et-Miquelon : *Goetschy (Henri)* (p. 4628) ; *Pen (Albert)* (p. 4636) ; *Pons (Bernard)* (p. 4627, 4644) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 4634).

Salaires, traitements et indemnités : *Goetschy (Henri)* (p. 4629).

Service militaire adapté (SMA) : *Henry (Marcel)* (p. 4642) ; *Lise (Roger)* (p. 4632) ; *Pons (Bernard)* (p. 4627, 4644) ; *Ukeiwé (Dick)* (p. 4638) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 4633).

Terre Adélie : *Girault (Jean-Marie)* (p. 4635) ; *Lacour (Pierre)* (p. 4631).

Terres australes et antarctiques françaises (TAAF) : *Girault (Jean-Marie)* (p. 4635) ; *Goetschy (Henri)* (p. 4629) ; *Lacour (Pierre)* (p. 4631) ; *Pons (Bernard)* (p. 4644).

Tourisme : *Delmas (Lucien)* (p. 4630) ; *Goetschy (Henri)* (p. 4629) ; *Pons (Bernard)* (p. 4643).

Transports aériens : *Delmas (Lucien)* (p. 4630) ; *Goetschy (Henri)* (p. 4629) ; *Henry (Marcel)* (p. 4642) ; *Pons (Bernard)* (p. 4646).

Travaux d'utilité collective (TUC) : *Lise (Roger)* (p. 4642).

Victimes (indemnisation) : *Henry (Marcel)* (p. 4642) ; *Millaud (Daniel)* (p. 4638) ; *Pons (Bernard)* (p. 4645, 4646).

Wallis-et-Futuna : *Girault (Jean-Marie)* (p. 4635) ; *Goetschy (Henri)* (p. 4629) ; *Lacour (Pierre)* (p. 4631).

Zone économique exclusive (ZEE) : *Lacour (Pierre)* (p. 4631).

Zones franches : *Bangou (Henri)* (p. 4640) ; *Delmas (Lucien)* (p. 4630) ; *Goetschy (Henri)* (p. 4628, 4629) ; *Pons (Bernard)* (p. 4643).

Examen des crédits (27 novembre 1987) (p. 4646, 4647) : *MM. Paul Moreau, Daniel Millaud, Emmanuel Hamel.*

Etat B – TITRE III.

Parole sur le titre III : *MM. Paul Moreau* (p. 4646) ; *Daniel Millaud* (p. 4646) – Réunion (île), Polynésie française.

– Les crédits du titre III sont adoptés (p. 4647).

TITRE IV (p. 4647).

Parole sur le titre : *M. Emmanuel Hamel* (p. 4647) – Règlement du Sénat.

– Les crédits du titre IV sont adoptés (p. 4647).

Etat C – TITRES V et VI – Adoptés (p. 4647).

ECONOMIE, FINANCES ET PRIVATISATION

I – CHARGES COMMUNES (ET RAPATRIES) ET II – SERVICES FINANCIERS

Discussion (3 décembre 1987) (p. 4891, 4909) :

MM. Alain Juppé, ministre chargé du budget ; Camille Cabana, ministre chargé des rapatriés et de la réforme administrative ; André Fosset, rapporteur spécial de la commission des finances ; Michel Manet, rapporteur spécial de la commission des finances (services financiers) ; Henri Bangou, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (consommation et concurrence) ; Robert Vizet, Raymond Soucaret, Franz Duboscq, William Chervy, Guy Penne, Jean Arthuis, secrétaire d'Etat chargé de la consommation et de la concurrence.

Bons du Trésor : *Juppé (Alain)* (p. 4892).

Budget de l'Etat : *Juppé (Alain)* (p. 4891) ; *Manet (Michel)* (p. 4897) ; *Penne (Guy)* (p. 4902, 4903).

Caisse d'amortissement pour l'acier : *Fosset (André)* (p. 4895) ; *Juppé (Alain)* (p. 4892).

Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur (COFACE) : *Fosset (André)* (p. 4896).

Concurrence : *Chervy (William)* (p. 4902) ; *Juppé (Alain)* (p. 4893).

Conseil de la concurrence : *Juppé (Alain)* (p. 4893).

Consommation : *Arthuis (Jean)* (p. 4905) ; *Bangou (Henri)* (p. 4899) ; *Chervy (William)* (p. 4902).

Contrôle parlementaire : *Cabana (Camille)* (p. 4904).

Contrôles fiscaux : *Juppé (Alain)* (p. 4893) ; *Manet (Michel)* (p..

Crédit agricole : *Soucaret (Raymond)* (p. 4900).

Déficit budgétaire : *Fosset (André)* (p. 4896) ; *Vizet (Robert)* (p. 4899).

Dette publique : *Fosset (André)* (p. 4895, 4896) ; *Juppé (Alain)* (p. 4892) ; *Vizet (Robert)* (p. 4899).

Drogue (trafic) : *Arthuis (Jean)* (p. 4905) ; *Juppé (Alain)* (p. 4893) ; *Manet (Michel)* (p. 4898).

Emprunts d'Etat : *Arthuis (Jean)* (p. 4905) ; *Vizet (Robert)* (p. 4899, 4900).

Exploitants agricoles : *Soucaret (Raymond)* (p. 4900).

Fonds spécial de grands travaux (FSGT) : *Fosset (André)* (p. 4895) ; *Juppé (Alain)* (p. 4892).

Formation professionnelle : *Cabana (Camille)* (p. 4904).

Fraude et évasion fiscales : *Arthuis (Jean)* (p. 4905) ; *Juppé (Alain)* (p. 4892, 4893) ; *Manet (Michel)* (p. 4898).

Grand marché intérieur (CEE) : *Bangou (Henri)* (p. 4899).

Harkis : *Cabana (Camille)* (p. 4894, 4895) ; *Duboscq (Franz)* (p. 4901) ; *Penne (Guy)* (p. 4903) ; *Soucaret (Raymond)* (p. 4900).

Inflation : *Arthuis (Jean)* (p. 4905).

Informatique : *Manet (Michel)* (p. 4897, 4898).

Institution de retraite complémentaire des agents non titulaires de l'Etat et des collectivités publiques (IRCANTEC) : *Juppé (Alain)* (p. 4891).

Institut national de la consommation (INC) : *Arthuis (Jean)* (p. 4905) ; *Bangou (Henri)* (p. 4898) ; *Chervy (William)* (p. 4902) ; *Juppé (Alain)* (p. 4893).

Logement (aides au) : *Cabana (Camille)* (p. 4895).

Monnaie (franc français) : *Vizet (Robert)* (p. 4900).

Obligations (valeurs mobilières) : *Fosset (André)* (p. 4896).

Pauvreté : *Vizet (Robert)* (p. 4900).

Pensions de réversion : *Arthuis (Jean)* (p. 4905).

Pensions et retraites : *Cabana (Camille)* (p. 4904).

Politique étrangère : *Duboscq (Franz)* (p. 4902).

Politique monétaire et financière : *Fosset (André)* (p. 4896, 4897).

Prêts : *Cabana (Camille)* (p. 4894, 4904).

Privatisations : *Fosset (André)* (p. 4896, 4897).

Protection sociale : *Bangou (Henri)* (p. 4899).

Publicité : *Bangou (Henri)* (p. 4899).

Rapatriés : *Cabana (Camille)* (p. 4894) ; *Duboscq (Franz)* (p. 4900).

Rapatriés (indemnisation) : *Cabana (Camille)* (p. 4894, 4904) ; *Duboscq (Franz)* (p. 4901) ; *Fosset (André)* (p. 4897) ; *Penne (Guy)* (p. 4903) ; *Soucaret (Raymond)* (p. 4900).

Examen des crédits et des articles 64 et 66 (3 décembre 1987) (p. 4906, 4909) : *MM. Guy Penne, Robert Vizet, Camille Cabana, ministre ; André Fosset, rapporteur spécial.*

I – CHARGES COMMUNES.

Etat B – TITRES I, II, III et IV – Adoptés (p. 4906).

Art. 64 *(Allocation d'une indemnité forfaitaire aux rapatriés des Nouvelles-Hébrides ; conditions d'attribution)* – Adopté (p. 4908).

Après l'art. 64 (p. 4908).

Retiré : amendement n° II-104 (art. additionnel) de M. Guy Penne : présentation d'un rapport par le Gouvernement au Parlement, en annexe au projet de loi de finances, détaillant les différents crédits destinés aux rapatriés (p. 4909).

Art. 66 *(Suppression du fonds spécial de grands travaux (FSGT) et de la caisse d'amortissement pour l'acier (CAPA) : transfert de leurs droits et obligations à l'Etat)* – Adopté (p. 4909).

II – SERVICES FINANCIERS (Examen réservé jusqu'après l'examen des crédits du commerce extérieur).

– Les crédits sont adoptés (4 décembre 1987) (p. 4965).

ECONOMIE, FINANCES ET PRIVATISATION

COMMERCE EXTERIEUR

Discussion (4 décembre 1987) (p. 4948, 4965) :

MM. Michel Noir, ministre chargé du commerce extérieur ; Marcel Daunay, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; Louis Perrein, en remplacement de M. Tony Larue, rapporteur spécial de la commission des finances ; Michel Sordel, Emmanuel Hamel, Paul Loridant, Ivan Renar, Xavier de Villepin, Abel Sempé, Jacques Oudin, Jean Barras, André Santini, ministre chargé de la communication.

Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) : *Noir (Michel)* (p. 4953) ; *Santini (André)* (p. 4965).

Aéronautique (industrie) : *Daunay (Marcel)* (p. 4951) ; *Noir (Michel)* (p. 4953) ; *Perrein (Louis)* (p. 4953).

Agence pour la coopération technique, industrielle et économique (ACTIM) : *Noir (Michel)* (p. 4949, 4954) ; *Perrein (Louis)* (p. 4952).

Agriculture : *Daunay (Marcel)* (p. 4950) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 4956) ; *Noir (Michel)* (p. 4953) ; *Perrein (Louis)* (p. 4952) ; *Santini (André)* (p. 4964) ; *Sempé (Abel)* (p. 4961) ; *Sordel (Michel)* (p. 4954, 4955, 4956).

Agro-alimentaire (industrie) : *Sordel (Michel)* (p. 4955).

Aliments des animaux : *Sordel (Michel)* (p. 4955).

Asie du Sud-Est : *Loridant (Paul)* (p. 4958) ; *Noir (Michel)* (p. 4953, 4954) ; *Santini (André)* (p. 4964) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 4961).

Assurance crédit (commerce extérieur) : *Noir (Michel)* (p. 4950) ; *Perrein (Louis)* (p. 4952).

Assurance prospection (commerce extérieur) : *Noir (Michel)* (p. 4949) ; *Perrein (Louis)* (p. 4952).

Audiovisuel (technologie) : *Noir (Michel)* (p. 4953) ; Santini (André) (p. 4965).

Automobiles : *Loridant (Paul)* (p. 4957) ; *Noir (Michel)* (p. 4948).

Balance commerciale : *Barras (Jean)* (p. 4962) ; *Daunay (Marcel)* (p. 4950, 4951) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 4956) ; *Loridant (Paul)* (p. 4957, 4958) ; *Noir (Michel)* (p. 4948, 4954) ; *Perrein (Louis)* (p. 4953) ; *Renar (Ivan)* (p. 4959) ; *Sempé (Abel)* (p. 4961) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 4960).

Bourses de valeurs : *Daunay (Marcel)* (p. 4951) ; *Noir (Michel)* (p. 4954).

Carburants de substitution : *Sordel (Michel)* (p. 4955).

Centre français du commerce extérieur (CFCE) : *Noir (Michel)* (p. 4954) ; *Perrein (Louis)* (p. 4952).

Céréales : *Santini (André)* (p. 4964).

Chambres de commerce et d'industrie : *Barras (Jean)* (p. 4963) ; *Santini (André)* (p. 4965).

Commerce extérieur (budget) : *Loridant (Paul)* (p. 4959) ; *Noir (Michel)* (p. 4949) ; *Perrein (Louis)* (p. 4952).

Communauté économique européenne (CEE) : *Hamel (Emmanuel)* (p. 4956) ; *Noir (Michel)* (p. 4949) ; *Santini (André)* (p. 4964).

Communauté économique européenne (CEE) (ressources propres) : *Sordel (Michel)* (p. 4955).

Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur (COFACE) : *Noir (Michel)* (p. 4954).

Compétitivité économique : *Villepin (Xavier de)* (p. 4960).

Consommation : *Noir (Michel)* (p. 4948).

Dévaluations : *Loridant (Paul)* (p. 4958) ; *Sempé (Abel)* (p. 4961).

Droit communautaire : *Oudin (Jacques)* (p. 4962).

Ecole nationale d'exportation : *Santini (André)* (p. 4965).

Enseignement : *Santini (André)* (p. 4965).

Entreprises (charges) : *Barras (Jean)* (p. 4962) ; *Santini (André)* (p. 4964) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 4960).

Entreprises (financement) : *Daunay (Marcel)* (p. 4951).

Entreprises (fiscalité) : *Noir (Michel)* (p. 4949) ; *Santini (André)* (p. 4964) ; *Sempé (Abel)* (p. 4962) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 4960, 4961).

Entreprises (investissements) : *Daunay (Marcel)* (p. 4950) ; *Loridant (Paul)* (p. 4957) ; *Noir (Michel)* (p. 4949) ; *Perrein (Louis)* (p. 4952) ; *Renar (Ivan)* (p. 4959) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 4960).

Entreprises (petites et moyennes) (PME) : *Barras (Jean)* (p. 4963) ; *Daunay (Marcel)* (p. 4951) ; *Noir (Michel)* (p. 4954) ; *Perrein (Louis)* (p. 4953).

Etats-Unis d'Amérique (USA) : *Daunay (Marcel)* (p. 4950).

Exportations : *Barras (Jean)* (p. 4963) ; *Daunay (Marcel)* (p. 4950, 4951) ; *Loridant (Paul)* (p. 4957) ; *Noir (Michel)* (p. 4949, 4954) ; *Perrein (Louis)* (p. 4952) ; *Renar (Ivan)* (p. 4959) ; *Santini (André)* (p. 4965) ; *Sempé (Abel)* (p. 4962) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 4961).

Fiscalité : Voir Entreprises (fiscalité).

Foires, expositions et salons : *Perrein (Louis)* (p. 4952).

Formation professionnelle : *Hamel (Emmanuel)* (p. 4956) ; *Perrein (Louis)* (p. 4952).

Français de l'étranger : *Sempé (Abel)* (p. 4962) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 4961).

Grand marché intérieur (CEE) : *Barras (Jean)* (p. 4963) ; *Loridant (Paul)* (p. 4957) ; *Noir (Michel)* (p. 4950, 4953).

Grands contrats (commerce extérieur) : *Loridant (Paul)* (p. 4957) ; *Noir (Michel)* (p. 4949) ; *Perrein (Louis)* (p. 4953) ; *Santini (André)* (p. 4964).

Importations : *Daunay (Marcel)* (p. 4951) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 4956) ; *Loridant (Paul)* (p. 4957) ; *Noir (Michel)* (p. 4948) ; *Sordel (Michel)* (p. 4955).

Industrie : *Perrein (Louis)* (p. 4953).

Investissements étrangers en France : *Renar (Ivan)* (p. 4960) ; *Santini (André)* (p. 4964) ; *Sempé (Abel)* (p. 4961, 4962).

Investissements français à l'étranger : *Barras (Jean)* (p. 4963) ; *Daunay (Marcel)* (p. 4951) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 4956) ; *Noir (Michel)* (p. 4949) ; *Santini (André)* (p. 4964) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 4961).

Japon : *Noir (Michel)* (p. 4953) ; *Santini (André)* (p. 4964) ; *Sempé (Abel)* (p. 4961, 4962).

Langues et cultures étrangères : *Barras (Jean)* (p. 4963).

Mécanique (industrie) : *Renar (Ivan)* (p. 4959).

Monnaie : *Loridant (Paul)* (p. 4959).

Monnaie (dollar) : *Daunay (Marcel)* (p. 4950, 4951) ; *Loridant (Paul)* (p. 4957) ; *Noir (Michel)* (p. 4954) ; *Sempé (Abel)* (p. 4961) ; *Sordel (Michel)* (p. 4955).

Normes : *Noir (Michel)* (p. 4953).

Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) : *Noir (Michel)* (p. 4949) ; *Perrein (Louis)* (p. 4952) ; *Santini (André)* (p. 4964).

Pays en voie de développement (PVD) : *Barras (Jean)* (p. 4962) ; *Renar (Ivan)* (p. 4960).

Pétrole : *Daunay (Marcel)* (p. 4950, 4951) ; *Loridant (Paul)* (p. 4958) ; *Perrein (Louis)* (p. 4952) ; *Sempé (Abel)* (p. 4961).

Politique agricole commune (PAC) : *Sordel (Michel)* (p. 4955).

Politique économique et sociale : *Barras (Jean)* (p. 4963) ; *Loridant (Paul)* (p. 4958) ; *Noir (Michel)* (p. 4949).

Préférence nationale : *Hamel (Emmanuel)* (p. 4956, 4957) ; *Renar (Ivan)* (p. 4959) ; *Sordel (Michel)* (p. 4955).

Prêts : *Perrein (Louis)* (p. 4953).

Propriété industrielle : *Noir (Michel)* (p. 4953) ; *Oudin (Jacques)* (p. 4962) ; *Santini (André)* (p. 4965).

Recherche : *Loridant (Paul)* (p. 4958) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 4960).

République fédérale d'Allemagne (RFA) : *Barras (Jean)* (p. 4963) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 4956) ; *Loridant (Paul)* (p. 4958, 4959).

Secteur tertiaire : *Loridant (Paul)* (p. 4958) ; *Noir (Michel)* (p. 4949).

Service national : *Barras (Jean)* (p. 4963) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 4956) ; *Noir (Michel)* (p. 4954) ; *Oudin (Jacques)* (p. 4962) ; *Santini (André)* (p. 4965) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 4961).

Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) : *Loridant (Paul)* (p. 4957).

Textile (industrie) : *Loridant (Paul)* (p. 4958).

Tourisme : *Loridant (Paul)* (p. 4958).

Zones franches : *Santini (André)* (p. 4964) ; *Sempé (Abel)* (p. 4962).

Examen des crédits (4 décembre 1987) (p. 4965) (précédemment réservé, le 3 décembre 1987 ; p. 4909) : *MM. Paul Loridant, Ivan Renar.*

Etat B – TITRES III ET IV – Adoptés (p. 4965).

Etat C – TITRES V ET VI – Adoptés (p. 4965).

ECONOMIE, FINANCES ET PRIVATISATION

III – COMMERCE ET ARTISANAT

Discussion (27 novembre 1987) (p. 4597, 4610) :

MM. Georges Chavanes, ministre chargé du commerce, de l'artisanat et des services ; René Ballayer, rapporteur spécial de la commission des finances ; Raymond Brun, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; Jean-François Pintat, Jean Simonin, René Régnault, Louis Minetti, Edouard Le Jeune, Guy Besse, Jacques Habert.

Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) : *Régnault (René)* (p. 4604).

Amortissement : *Ballayer (René)* (p. 4600) ; *Chavanes (Georges)* (p. 4608).

Apprentissage : *Ballayer (René)* (p. 4600) ; *Chavanes (Georges)* (p. 4598) ; *Le Jeune (Edouard)* (p. 4606) ; *Pintat (Jean-François)* (p. 4602).

Assurance vieillesse : *Chavanes (Georges)* (p. 4609) ; *Le Jeune (Edouard)* (p. 4606).

Bâtiment et travaux publics : *Habert (Jacques)* (p. 4607).

Bretagne (région) : *Chavanes (Georges)* (p. 4609) ; *Le Jeune (Edouard)* (p. 4605, 4606) ; *Régnault (René)* (p. 4604).

Centre (région) : *Besse (Guy)* (p. 4606).

Centres de gestion agréés : *Régnault (René)* (p. 4605).

Chambres de commerce et d'industrie : *Chavanes (Georges)* (p. 4598).

Collectivités territoriales : *Ballayer (René)* (p. 4600) ; *Chavanes (Georges)* (p. 4608) ; *Habert (Jacques)* (p. 4607) ; *Pintat (Jean-François)* (p. 4603) ; *Régnault (René)* (p. 4604).

Commerçants et artisans : *Besse (Guy)* (p. 4607) ; *Chavanes (Georges)* (p. 4609) ; *Le Jeune (Edouard)* (p. 4606) ; *Minetti (Louis)* (p. 4605).

Commerce et artisanat (budget) : *Ballayer (René)* (p. 4600) ; *Brun (Raymond)* (p. 4601) ; *Chavanes (Georges)* (p. 4597, 4598) ; *Habert (Jacques)* (p. 4607) ; *Minetti (Louis)* (p. 4605) ; *Régnault (René)* (p. 4604).

Conseil national d'orientation et d'aménagement des structures artisanales : *Chavanes (Georges)* (p. 4598, 4610) ; *Habert (Jacques)* (p. 4607) ; *Pintat (Jean-François)* (p. 4602).

Consommation : *Ballayer (René)* (p. 4599).

Cotisations sociales : *Minetti (Louis)* (p. 4605).

Emploi : *Ballayer (René)* (p. 4599) ; *Pintat (Jean-François)* (p. 4602).

Energie (économies) : *Régnault (René)* (p. 4604).

Entreprises : *Ballayer (René)* (p. 4599) ; *Chavanes (Georges)* (p. 4598, 4609) ; *Le Jeune (Edouard)* (p. 4605).

Entreprises (aides aux) : *Besse (Guy)* (p. 4607) ; *Chavanes (Georges)* (p. 4597, 4609) ; *Pintat (Jean-François)* (p. 4603) ; *Simonin (Jean)* (p. 4603).

Entreprises (charges) : *Besse (Guy)* (p. 4607) ; *Brun (Raymond)* (p. 4601) ; *Chavanes (Georges)* (p. 4608) ; *Le Jeune (Edouard)* (p. 4606) ; *Pintat (Jean-François)* (p. 4602).

Entreprises (petites et moyennes) (PME) : *Pintat (Jean-François)* (p. 4603).

Entreprises (transmission) : *Ballayer (René)* (p. 4600) ; *Besse (Guy)* (p. 4606, 4607) ; *Brun (Raymond)* (p. 4601) ; *Chavanes (Georges)* (p. 4608, 4609) ; *Minetti (Louis)* (p. 4605).

Fiscalité : *Ballayer (René)* (p. 4600) ; *Besse (Guy)* (p. 4606) ; *Chavanes (Georges)* (p. 4597, 4608, 4609) ; *Pintat (Jean-François)* (p. 4602, 4603).

Fonds d'aménagement des structures artisanales (FASA) : *Chavanes (Georges)* (p. 4598, 4609) ; *Le Jeune (Edouard)* (p. 4606) ; *Régnault (René)* (p. 4604).

Formation continue : *Brun (Raymond)* (p. 4601).

Formation professionnelle : *Brun (Raymond)* (p. 4601) ; *Chavanes (Georges)* (p. 4598) ; *Le Jeune (Edouard)* (p. 4605) ; *Minetti (Louis)* (p. 4605) ; *Pintat (Jean-François)* (p. 4602) ; *Régnault (René)* (p. 4604) ; *Simonin (Jean)* (p. 4603).

Grandes surfaces : *Ballayer (René)* (p. 4599) ; *Chavanes (Georges)* (p. 4598).

Grand marché intérieur (CEE) : *Brun (Raymond)* (p. 4602).

Groupes d'étude parlementaires : *Habert (Jacques)* (p. 4607).

Indemnité de départ : *Chavanes (Georges)* (p. 4598, 4599) ; *Pintat (Jean-François)* (p. 4602).

Intérêt (taux) : *Chavanes (Georges)* (p. 4608).

Loi Royer (commerce et artisanat) : *Chavanes (Georges)* (p. 4598) ; *Pintat (Jean-François)* (p. 4603).

Marchés publics : *Besse (Guy)* (p. 4606) ; *Chavanes (Georges)* (p. 4610).

Métiers d'art : *Chavanes (Georges)* (p. 4608) ; *Simonin (Jean)* (p. 4603, 4604).

Opération programmée d'aménagement et de rénovation du commerce, de l'artisanat et du tourisme (OPARCAT) : *Chavanes (Georges)* (p. 4609) ; *Le Jeune (Edouard)* (p. 4605) ; *Régnault (René)* (p. 4604).

Politique économique et sociale : *Ballayer (René)* (p. 4600, 4601) ; *Chavanes (Georges)* (p. 4597) ; *Le Jeune (Edouard)* (p. 4606).

Prêts bonifiés : *Ballayer (René)* (p. 4600) ; *Brun (Raymond)* (p. 4601) ; *Chavanes (Georges)* (p. 4597, 4598) ; *Pintat (Jean-François)* (p. 4603) ; *Régnault (René)* (p. 4604).

Programme d'orientation pour l'artisanat : *Chavanes (Georges)* (p. 4597, 4598) ; *Pintat (Jean-François)* (p. 4602).

Protection sociale : *Chavanes (Georges)* (p. 4609) ; *Le Jeune (Edouard)* (p. 4606) ; *Minetti (Louis)* (p. 4605).

Secteur tertiaire : *Brun (Raymond)* (p. 4601) ; *Chavanes (Georges)* (p. 4599, 4608) ; *Pintat (Jean-François)* (p. 4602, 4603).

Taxe professionnelle : *Ballayer (René)* (p. 4600) ; *Chavanes (Georges)* (p. 4608) ; *Pintat (Jean-François)* (p. 4602).

Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) : *Ballayer (René)* (p. 4600) ; *Brun (Raymond)* (p. 4602) ; *Chavanes (Georges)* (p. 4608) ; *Régnault (René)* (p. 4605).

Textile (industrie) : *Besse (Guy)* (p. 4606) ; *Chavanes (Georges)* (p. 4609, 4610).

Travail clandestin : *Brun (Raymond)* (p. 4601) ; *Chavanes (Georges)* (p. 4609) ; *Le Jeune (Edouard)* (p. 4606) ; *Régnault (René)* (p. 4604).

Zones rurales : *Ballayer (René)* (p. 4600) ; *Besse (Guy)* (p. 4607) ; *Chavanes (Georges)* (p. 4608, 4609, 4610) ; *Habert (Jacques)* (p. 4607) ; *Le Jeune (Edouard)* (p. 4605) ; *Pintat (Jean-François)* (p. 4602, 4603) ; *Régnault (René)* (p. 4604).

Examen des crédits et de l'article 67 (27 novembre 1987) (p. 4610)

Etat B – TITRE III – Adopté (p. 4610).

TITRE IV – Adopté (p. 4610).

Etat C – TITRE VI – Adopté (p. 4610).

Art. 67 *(Actualisation du montant maximum de la taxe pour frais de chambres de métiers)* – Adopté (p. 4610).

EDUCATION NATIONALE

I – ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Discussion (30 novembre 1987) (p. 4682, 4718) :

MM. René Monory, ministre de l'éducation nationale ; Jacques Delong, rapporteur spécial de la commision des finances ; Paul Séramy, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles ; Marcel Vidal, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles (enseignement technique) ; Louis Moinard, Michel Rufin, Gérard Delfau, Mme Hélène Luc ; MM. Louis Jung, Pierre-Christian Taittinger, Bernard Hugo, René Régnault, Pierre Salvi, Jacques Oudin, Jacques Habert, Maurice Schumann, président de la commission des affaires culturelles ; Mmes Nicole Catala, secrétaire d'Etat chargé de la formation professionnelle ; Michèle Alliot-Marie, secrétaire d'Etat chargé de l'enseignement ; Gérard Delfau.

Affaires étrangères (ministère) : *Habert (Jacques)* (p. 4705, 4706) ; *Monory (René)* (p. 4712).

Analphabétisme : *Monory (René)* (p. 4711) ; *Salvi (Pierre)* (p. 4704).

Apprentissage : *Salvi (Pierre)* (p. 4703) ; *Vidal (Marcel)* (p. 4691).

Association des maires de France : *Monory (René)* (p. 4712) ; *Régnault (René)* (p. 4702).

Baccalauréat francophone : *Habert (Jacques)* (p. 4707) ; *Monory (René)* (p. 4712).

Baccalauréats : *Taittinger (Pierre-Christian)* (p. 4700).

Baccalauréats professionnels : *Catala (Nicole)* (p. 4713) ; *Hugo (Bernard)* (p. 4701) ; *Monory (René)* (p. 4709) ; *Oudin (Jacques)* (p. 4705) ; *Vidal (Marcel)* (p. 4691).

Bourses d'études : *Delfau (Gérard)* (p. 4695) ; *Delong (Jacques)* (p. 4688) ; *Luc (Hélène)* (p. 4698, 4699) ; *Monory (René)* (p. 4709).

Centre national d'enseignement à distance (CNED) : *Habert (Jacques)* (p. 4706).

Certificat d'aptitude au professorat d'enseignement secondaire (CAPES) : *Monory (René)* (p. 4684, 4685).

Chefs d'établissements scolaires : *Delong (Jacques)* (p. 4687) ; *Hugo (Bernard)* (p. 4701) ; *Monory (René)* (p. 4683, 4712) ; *Salvi (Pierre)* (p. 4703) ; *Séramy (Paul)* (p. 4689).

Chômage : *Monory (René)* (p. 4684).

Collèges : *Delfau (Gérard)* (p. 4695, 4715) ; *Delong (Jacques)* (p. 4688) ; *Monory (René)* (p. 4709) ; *Séramy (Paul)* (p. 4689).

Communauté économique européenne (CEE) : *Séramy (Paul)* (p. 4690).

Communication : *Taittinger (Pierre-Christian)* (p. 4700).

Contrôle parlementaire : *Delong (Jacques)* (p. 4687) ; *Vidal (Marcel)* (p. 4691, 4692).

Côtes-du-Nord (département) : *Régnault (René)* (p. 4701).

Décentralisation : *Delfau (Gérard)* (p. 4696) ; *Delong (Jacques)* (p. 4688) ; *Jung (Louis)* (p. 4699) ; *Luc (Hélène)* (p. 4697) ; *Monory (René)* (p. 4685, 4712) ; *Régnault (René)* (p. 4702).

Déconcentration : *Monory (René)* (p. 4683, 4712) ; *Séramy (Paul)* (p. 4689).

Départements : *Luc (Hélène)* (p. 4697) ; *Monory (René)* (p. 4711).

Diplômes : *Catala (Nicole)* (p. 4713, 4714) ; *Régnault (René)* (p. 4701) ; *Vidal (Marcel)* (p. 4691).

Directeurs d'école : *Delong (Jacques)* (p. 4687) ; *Hugo (Bernard)* (p. 4701) ; *Moinard (Louis)* (p. 4693) ; *Monory (René)* (p. 4683, 4686, 4710) ; *Salvi (Pierre)* (p. 4703) ; *Séramy (Paul)* (p. 4689).

Echec scolaire : *Alliot-Marie (Michèle)* (p. 4714, 4715) ; *Delfau (Gérard)* (p. 4695) ; *Delong (Jacques)* (p. 4688) ; *Jung (Louis)* (p. 4699) ; *Luc (Hélène)* (p. 4698) ; *Oudin (Jacques)* (p. 4705) ; *Régnault (René)* (p. 4702) ; *Séramy (Paul)* (p. 4689).

Ecoles françaises à l'étranger : *Catala (Nicole)* (p. 4714) ; *Habert (Jacques)* (p. 4705, 4706, 4707) ; *Monory (René)* (p. 4712).

Education nationale (budget) : *Catala (Nicole)* (p. 4713) ; *Delfau (Gérard)* (p. 4694, 4697) ; *Delong (Jacques)* (p. 4686, 4687) ; *Habert (Jacques)* (p. 4705) ; *Hugo (Bernard)* (p. 4700) ; *Luc (Hélène)* (p. 4697) ; *Monory (René)* (p. 4682, 4684, 4686, 4709) ; *Régnault (René)* (p. 4701, 4702) ; *Rufin (Michel)* (p. 4693) ; *Salvi (Pierre)* (p. 4704) ; *Schumann (Maurice)* (p. 4713) ; *Séramy (Paul)* (p. 4689, 4690) ; *Vidal (Marcel)* (p. 4691, 4692).

Education nationale (ministère) : *Habert (Jacques)* (p. 4705, 4706).

Education physique et sportive (EPS) : *Luc (Hélène)* (p. 4697) ; *Régnault (René)* (p. 4702).

Emploi des jeunes : *Luc (Hélène)* (p. 4698).

Emplois (créations et suppressions) : *Delfau (Gérard)* (p. 4695) ; *Delong (Jacques)* (p. 4687, 4688) ; *Habert (Jacques)* (p. 4706, 4707) ; *Hugo (Bernard)* (p. 4700) ; *Moinard (Louis)* (p. 4692) ; *Monory (René)* (p. 4684, 4685, 4707, 4712) ; *Salvi (Pierre)* (p. 4704) ; *Schumann (Maurice)* (p. 4713) ; *Séramy (Paul)* (p. 4689) ; *Vidal (Marcel)* (p. 4692).

Enseignants (carrière) : *Delfau (Gérard)* (p. 4696) ; *Delong (Jacques)* (p. 4688) ; *Habert (Jacques)* (p. 4707) ; *Hugo (Bernard)* (p. 4700) ; *Luc (Hélène)* (p. 4699) ; *Monory (René)* (p. 4709) ; *Séramy (Paul)* (p. 4689, 4690).

Enseignants (formation) : *Alliot-Marie (Michèle)* (p. 4715) ; *Catala (Nicole)* (p. 4714) ; *Delfau (Gérard)* (p. 4695) ; *Habert (Jacques)* (p. 4706) ; *Hugo (Bernard)* (p. 4700, 4701) ; *Monory (René)* (p. 4711) ; *Régnault (René)* (p. 4702) ; *Rufin (Michel)* (p. 4693) ; *Taittinger (Pierre-Christian)* (p. 4699).

Enseignants (recrutement) : *Delfau (Gérard)* (p. 4696) ; *Delong (Jacques)* (p. 4688) ; *Monory (René)* (p. 4685, 4712) ; *Oudin (Jacques)* (p. 4704).

Enseignement artistique : *Delong (Jacques)* (p. 4687) ; *Habert (Jacques)* (p. 4707) ; *Régnault (René)* (p. 4702).

Enseignement (évaluation) : *Alliot-Marie (Michèle)* (p. 4715) ; *Delong (Jacques)* (p. 4686, 4687) ; *Monory (René)* (p. 4708) ; *Séramy (Paul)* (p. 4689).

Enseignement (personnel non enseignant) : *Delfau (Gérard)* (p. 4696) ; *Luc (Hélène)* (p. 4698) ; *Monory (René)* (p. 4708) ; *Régnault (René)* (p. 4702).

Enseignement préscolaire : *Luc (Hélène)* (p. 4697) ; *Monory (René)* (p. 4711) ; *Régnault (René)* (p. 4702).

Enseignement primaire : *Delfau (Gérard)* (p. 4695) ; *Salvi (Pierre)* (p. 4703).

Enseignement privé : *Delong (Jacques)* (p. 4687) ; *Hugo (Bernard)* (p. 4701) ; *Luc (Hélène)* (p. 4698) ; *Moinard (Louis)* (p. 4692, 4693) ; *Monory (René)* (p. 4685, 4686, 4710) ; *Salvi (Pierre)* (p. 4704) ; *Séramy (Paul)* (p. 4689, 4690).

Enseignement supérieur : *Vidal (Marcel)* (p. 4691).

Enseignement technique et professionnel : *Catala (Nicole)* (p. 4713, 4714) ; *Delfau (Gérard)* (p. 4696, 4715) ; *Hugo (Bernard)* (p. 4701) ; *Luc (Hélène)* (p. 4698) ; *Monory (René)* (p. 4709, 4710) ; *Oudin (Jacques)* (p. 4705) ; *Régnault (René)* (p. 4702) ; *Rufin (Michel)* (p. 4694) ; *Schumann (Maurice)* (p. 4713) ; *Vidal (Marcel)* (p. 4691, 4692).

Entreprises : *Catala (Nicole)* (p. 4714) ; *Oudin (Jacques)* (p. 4705).

Formation en alternance : *Catala (Nicole)* (p. 4714) ; *Delong (Jacques)* (p. 4688) ; *Séramy (Paul)* (p. 4689) ; *Vidal (Marcel)* (p. 4691).

Formation professionnelle : *Catala (Nicole)* (p. 4714) ; *Régnault (René)* (p. 4702) ; *Rufin (Michel)* (p. 4694) ; *Vidal (Marcel)* (p. 4691).

Grand marché intérieur (CEE) : *Rufin (Michel)* (p. 4693) ; *Vidal (Marcel)* (p. 4691).

Groupements d'établissements en vue de la formation professionnelle (GRETA) : *Catala (Nicole)* (p. 4714) ; *Oudin (Jacques)* (p. 4705).

Information : *Monory (René)* (p. 4683).

Informatique : *Monory (René)* (p. 4708).

Instituteurs : *Delfau (Gérard)* (p. 4715) ; *Delong (Jacques)* (p. 4687) ; *Monory (René)* (p. 4684, 4707, 4709) ; *Séramy (Paul)* (p. 4689).

Langue allemande : *Monory (René)* (p. 4710) ; *Rufin (Michel)* (p. 4693).

Langue et culture françaises : *Salvi (Pierre)* (p. 4703).

Langues et cultures étrangères : *Jung (Louis)* (p. 4699) ; *Monory (René)* (p. 4710) ; *Rufin (Michel)* (p. 4693).

Loire (Pays de la) (région) : *Oudin (Jacques)* (p. 4705).

Lois de programme : *Delfau (Gérard)* (p. 4696, 4697, 4715) ; *Monory (René)* (p. 4684, 4708, 4709, 4710) ; *Schumann (Maurice)* (p. 4713) ; *Vidal (Marcel)* (p. 4692).

Lycées : *Delfau (Gérard)* (p. 4694, 4696) ; *Delong (Jacques)* (p. 4688) ; *Hugo (Bernard)* (p. 4700) ; *Luc (Hélène)* (p. 4697) ; *Monory (René)* (p. 4685) ; *Oudin (Jacques)* (p. 4704).

Médecine scolaire : *Delfau (Gérard)* (p. 4695).

Pédagogie : *Alliot-Marie (Michèle)* (p. 4714, 4715) ; *Delong (Gérard)* (p. 4688) ; *Taittinger (Pierre-Christian)* (p. 4699, 4700).

Régions : *Catala (Nicole)* (p. 4713) ; *Delong (Jacques)* (p. 4688) ; *Luc (Hélène)* (p. 4697) ; *Monory (René)* (p. 4685, 4709, 4710, 4711) ; *Oudin (Jacques)* (p. 4704).

Rythmes scolaires : *Monory (René)* (p. 4686).

Salaires, traitements et indemnités : *Delfau (Gérard)* (p. 4696) ; *Delong (Jacques)* (p. 4687) ; *Luc (Hélène)* (p. 4699) ; *Monory (René)* (p. 4684) ; *Salvi (Pierre)* (p. 4704).

Sécurité : *Vidal (Marcel)* (p. 4691).

Sélection : *Luc (Hélène)* (p. 4698) ; *Salvi (Pierre)* (p. 4703).

Statistiques : *Monory (René)* (p. 4683, 4684, 4710) ; *Régnault (René)* (p. 4701).

Taxe professionnelle : *Delfau (Gérard)* (p. 4696).

Universités : *Delfau (Gérard)* (p. 4694, 4695) ; *Monory (René)* (p. 4711).

Val-de-Marne (département) : *Monory (René)* (p. 4711).

Val-d'Oise (département) : *Salvi (Pierre)* (p. 4703).

Examen des crédits (30 novembre 1987) (p. 4716, 4718) : *MM. Jean-Pierre Bayle, Jacques Delong, rapporteur spécial ; René Monory, ministre ; Mme Hélène Luc ; MM. Gérard Delfau, René Régnault.*

Etat B – TITRE III (p. 4716).

Rejetés : amendements de M. Gérard Delfau, n° II-54, soutenu par M. Jean-Pierre Bayle : réduction des crédits du titre III afin d'augmenter les subventions de fonctionnement du Centre national d'enseignement à distance, CNED (p. 4717) – N° II-55 : réduction des crédits du titre III afin d'augmenter les crédits attribués à l'Office national d'information sur les ensei-

gnements et les professions, ONISEP (p. 4717) – N° II-56 : réduction des crédits du titre III afin d'augmenter les crédits de fonctionnement de l'Institut national de la recherche pédagogique, INRP (p. 4718) – Et n° II-57 : réduction des crédits du titre III afin d'augmenter les crédits affectés au Centre national de documentation pédagogique, CNDP (p. 4718).

– Les crédits figurant au titre III sont adoptés (p. 4718).

TITRE IV – Adopté (p. 4718).

Etat C – TITRES V et VI – Adoptés (p. 4718).

EDUCATION NATIONALE

II – RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

1 – RECHERCHE

Discussion (21 novembre 1987) (p. 4276, 4293) :

MM. Jacques Valade, ministre chargé de la recherche et de l'enseignement supérieur ; Pierre Croze, rapporteur spécial de la commission des finances ; Pierre Laffitte, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles ; René Trégouët, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; Mme Hélène Luc ; MM. Jean Huchon, François Trucy, Jean Chérioux, Roland Grimaldi, Paul Loridant.

Aéronautique (industrie) : *Chérioux (Jean)* (p. 4288) ; *Trucy (François)* (p. 4288).

Agence nationale pour la valorisation de la recherche (ANVAR) : *Croze (Pierre)* (p. 4279) ; *Grimaldi (Roland)* (p. 4289) ; *Laffitte (Pierre)* (p. 4282).

Agro-alimentaire (industrie) : *Huchon (Jean)* (p. 4286) ; *Valade (Jacques)* (p. 4293).

Aquitaine (région) : *Loridant (Paul)* (p. 4291).

Asie du Sud-Est : *Chérioux (Jean)* (p. 4287).

Biotechnologie : *Chérioux (Jean)* (p. 4288) ; *Croze (Pierre)* (p. 4280) ; *Valade (Jacques)* (p. 4293).

Brésil : *Chérioux (Jean)* (p. 4287).

Centre national de la recherche scientifique (CNRS) : *Loridant (Paul)* (p. 4290, 4291) ; *Luc (Hélène)* (p. 4285) ; *Trégouët (René)* (p. 4284) ; *Trucy (François)* (p. 4289) ; *Valade (Jacques)* (p. 4278).

Centre national d'études spatiales (CNES) : *Valade (Jacques)* (p. 4276).

Chercheurs : *Chérioux (Jean)* (p. 4288, 4289) ; *Croze (Pierre)* (p. 4280) ; *Grimaldi (Roland)* (p. 4289) ; *Huchon (Jean)* (p. 4285) ; *Laffitte (Pierre)* (p. 4281, 4282, 4283) ; *Loridant (Paul)* (p. 4291) ; *Luc (Hélène)* (p. 4285) ; *Trégouët (René)* (p. 4283, 4284) ; *Trucy (François)* (p. 4289) ; *Valade (Jacques)* (p. 4292).

Chômage : *Laffitte (Pierre)* (p. 4281).

Commerce extérieur : *Chérioux (Jean)* (p. 4287) ; *Laffitte (Pierre)* (p. 4281).

Commissariat à l'énergie atomique (CEA) : *Valade (Jacques)* (p. 4276).

Communautés européennes (directives) : *Chérioux (Jean)* (p. 4288, 4289).

Compétitivité économique : *Chérioux (Jean)* (p. 4287) ; *Grimaldi (Roland)* (p. 4289).

Contrats de travail : *Laffitte (Pierre)* (p. 4281, 4282) ; *Trégouët (René)* (p. 4284).

Coopération : *Chérioux (Jean)* (p. 4288) ; *Loridant (Paul)* (p. 4291).

Coopération européenne : *Chérioux (Jean)* (p. 4289) ; *Trucy (François)* (p. 4289) ; *Valade (Jacques)* (p. 4293).

Dépenses publiques : *Chérioux (Jean)* (p. 4287) ; *Laffitte (Pierre)* (p. 4282) ; *Trucy (François)* (p. 4289).

Emplois (créations et suppressions) : *Grimaldi (Roland)* (p. 4289) ; *Loridant (Paul)* (p. 4290).

Energie nucléaire : *Laffitte (Pierre)* (p. 4281).

Enseignement supérieur : *Valade (Jacques)* (p. 4278).

Entreprises (aides aux) : *Croze (Pierre)* (p. 4279) ; *Laffitte (Pierre)* (p. 4282) ; *Valade (Jacques)* (p. 4277).

Entreprises (création) : *Laffitte (Pierre)* (p. 4283) ; *Valade (Jacques)* (p. 4292).

Entreprises (fiscalité) : *Chérioux (Jean)* (p. 4288) ; *Croze (Pierre)* (p. 4279) ; *Laffitte (Pierre)* (p. 4283) ; *Loridant (Paul)* (p. 4290) ; *Luc (Hélène)* (p. 4285) ; *Trégouët (René)* (p. 4283) ; *Trucy (François)* (p. 4288) ; *Valade (Jacques)* (p. 4277, 4292).

Entreprises (petites et moyennes) : *Valade (Jacques)* (p. 4277).

Espace : *Chérioux (Jean)* (p. 4289) ; *Trucy (François)* (p. 4288).

Etats-Unis d'Amérique (USA) : *Chérioux (Jean)* (p. 4287) ; *Croze (Pierre)* (p. 4279) ; *Huchon (Jean)* (p. 4285) ; *Trucy (François)* (p. 4289).

Ingénieurs : *Croze (Pierre)* (p. 4279, 4280) ; *Huchon (Jean)* (p. 4286) ; *Laffitte (Pierre)* (p. 4283) ; *Luc (Hélène)* (p. 4285) ; *Trégouët (René)* (p. 4284) ; *Trucy (François)* (p. 4289) ; *Valade (Jacques)* (p. 4278).

Institut national de la recherche agronomique (INRA) : *Huchon (Jean)* (p. 4286) ; *Loridant (Paul)* (p. 4290) ; *Luc (Hélène)* (p. 4285) ; *Trégouët (René)* (p. 4284) ; *Trucy (François)* (p. 4289) ; *Valade (Jacques)* (p. 4292, 4293).

Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) : *Loridant (Paul)* (p. 4290) ; *Luc (Hélène)* (p. 4285) ; *Trégouët (René)* (p. 4284) ; *Trucy (François)* (p. 4289).

Italie : *Croze (Pierre)* (p. 4279).

Japon : *Chérioux (Jean)* (p. 4287) ; *Trucy (François)* (p. 4289).

Laboratoires de recherche : *Chérioux (Jean)* (p. 4288).

La Villette (Cité des sciences et de l'industrie) : *Croze (Pierre)* (p. 4280) ; *Laffitte (Pierre)* (p. 4283) ; *Valade (Jacques)* (p. 4292).

Mécanique (industrie) : *Trégouët (René)* (p. 4283).

Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) : *Croze (Pierre)* (p. 4279) ; *Laffitte (Pierre)* (p. 4281) ; *Valade (Jacques)* (p. 4278).

Prêts : *Valade (Jacques)* (p. 4277).

Produit intérieur brut (PIB) : *Croze (Pierre)* (p. 4279) ; *Grimaldi (Roland)* (p. 4289) ; *Laffitte (Pierre)* (p. 4281) ; *Loridant (Paul)* (p. 4290) ; *Trucy (François)* (p. 4288) ; *Valade (Jacques)* (p. 4279).

Propriété industrielle : *Huchon (Jean)* (p. 4286) ; *Loridant (Paul)* (p. 4291).

Recherche : *Chérioux (Jean)* (p. 4287) ; *Croze (Pierre)* (p. 4279) ; *Grimaldi (Roland)* (p. 4289) ; *Laffitte (Pierre)* (p. 4281) ; *Loridant (Paul)* (p. 4290) ; *Luc (Hélène)* (p. 4285) ; *Trucy (François)* (p. 4288) ; *Valade (Jacques)* (p. 4276, 4292).

Recherche (budget) : *Chérioux (Jean)* (p. 4287) ; *Croze (Pierre)* (p. 4279, 4281) ; *Grimaldi (Roland)* (p. 4290) ; *Huchon (Jean)* (p. 4285) ; *Laffitte (Pierre)* (p. 4281) ; *Luc (Hélène)* (p. 4285) ; *Trégouët (René)* (p. 4283) ; *Trucy (François)* (p. 4288) ; *Valade (Jacques)* (p. 4276, 4292).

Recherche fondamentale : *Loridant (Paul)* (p. 4290) ; *Trucy (François)* (p. 4289) ; *Valade (Jacques)* (p. 4293).

Recherche industrielle : *Chérioux (Jean)* (p. 4287, 4288) ; *Croze (Pierre)* (p. 4279, 4280, 4281) ; *Grimaldi (Roland)* (p. 4289) ; *Huchon (Jean)* (p. 4285, 4286) ; *Laffitte (Pierre)* (p. 4281, 4282) ; *Luc (Hélène)* (p. 4285) ; *Trégouët (René)* (p. 4283, 4284) ; *Trucy (François)* (p. 4288) ; *Valade (Jacques)* (p. 4276, 4277, 4293).

Recherche médicale : *Valade (Jacques)* (p. 4277).

Recherche militaire : *Chérioux (Jean)* (p. 4288) ; *Croze (Pierre)* (p. 4280) ; *Laffitte (Pierre)* (p. 4282) ; *Luc (Hélène)* (p. 4285).

Recherche marine : *Croze (Pierre)* (p. 4280).

Recherche universitaire : *Grimaldi (Roland)* (p. 4289) ; *Loridant (Paul)* (p. 4291) ; *Trucy (François)* (p. 4289) ; *Valade (Jacques)* (p. 4293).

République fédérale d'Allemagne (RFA) : *Chérioux (Jean)* (p. 4287) ; *Croze (Pierre)* (p. 4279) ; *Huchon (Jean)* (p. 4285) ; *Laffitte (Pierre)* (p. 4281, 4282) ; *Trégouët (René)* (p. 4283) ; *Trucy (François)* (p. 4289).

Royaume-Uni : *Trégouët (René)* (p. 4283).

Sécurité sociale : *Laffitte (Pierre)* (p. 4281).

Subventions : *Luc (Hélène)* (p. 4285) ; *Valade (Jacques)* (p. 4277).

Syndrome immuno-déficitaire acquis (SIDA) : *Croze (Pierre)* (p. 4280) ; *Valade (Jacques)* (p. 4277).

Technologies nouvelles : *Chérioux (Jean)* (p. 4288) ; *Croze (Pierre)* (p. 4279, 4281) ; *Grimaldi (Roland)* (p. 4289) ; *Laffitte (Pierre)* (p. 4281, 4282, 4283) ; *Loridant (Paul)* (p. 4291) ; *Trucy (François)* (p. 4288) ; *Valade (Jacques)* (p. 4276).

Examen des crédits (réservé jusqu'après l'examen des crédits afférents à l'enseignement supérieur) (p. 4293)

– Les crédits sont adoptés (21 novembre 1987) (p. 4306, 4307).

EDUCATION NATIONALE

II – RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

2 – ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Discussion (21 novembre 1987) (p. 4293, 4307) :

MM. Jacques Valade, ministre chargé de la recherche et de l'enseignement supérieur ; Jacques Descours Desacres, rapporteur spécial de la commission des finances ; Pierre Brantus, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles ; Paul Séramy, Jacques Habert, Paul Loridant, Mme Hélène Luc.

Agrégation : *Valade (Jacques)* (p. 4295).

Auxiliariat (enseignement) : *Loridant (Paul)* (p. 4303).

Baccalauréats : *Habert (Jacques)* (p. 4300).

Belgique : *Luc (Hélène)* (p. 4303).

Bibliothèques universitaires : *Descours Desacres (Jacques)* (p. 4298) ; *Loridant (Paul)* (p. 4302) ; *Valade (Jacques)* (p. 4295).

Bourses d'études : *Brantus (Pierre)* (p. 4299) ; *Descours Desacres (Jacques)* (p. 4296) ; *Habert (Jacques)* (p. 4301) ; *Loridant (Paul)* (p. 4303) ; *Valade (Jacques)* (p. 4295).

Centre national de la recherche scientifique (CNRS) : *Valade (Jacques)* (p. 4294).

Certificat d'aptitude au professorat d'enseignement secondaire (CAPES) : *Valade (Jacques)* (p. 4295).

Chercheurs : *Descours Desacres (Jacques)* (p. 4297) ; *Loridant (Paul)* (p. 4303) ; *Valade (Jacques)* (p. 4294, 4305, 4306).

Chômage : *Luc (Hélène)* (p. 4304).

Collectivités territoriales : *Luc (Hélène)* (p. 4304).

Commissariat général au Plan : *Luc (Hélène)* (p. 4304).

Concurrence internationale : *Séramy (Paul)* (p. 4300).

Coopération (ministère) : *Habert (Jacques)* (p. 4300).

Cotisations sociales : *Valade (Jacques)* (p. 4295).

Culture : *Séramy (Paul)* (p. 4300).

Décentralisation : *Séramy (Paul)* (p. 4299) ; *Valade (Jacques)* (p. 4305).

Déficit budgétaire : *Valade (Jacques)* (p. 4293).

Dévaluations : *Habert (Jacques)* (p. 4300).

Diplômes : *Brantus (Pierre)* (p. 4299) ; *Habert (Jacques)* (p. 4301) ; *Loridant (Paul)* (p. 4302).

Droits de scolarité : *Valade (Jacques)* (p. 4295).

Ecoles françaises à l'étranger : *Descours Desacres (Jacques)* (p. 4298).

Education physique et sportive (EPS) : *Descours Desacres (Jacques)* (p. 4297).

Emplois publics (créations et suppressions) : *Brantus (Pierre)* (p. 4298, 4299) ; *Descours Desacres (Jacques)* (p. 4297) ; *Habert (Jacques)* (p. 4300) ; *Luc (Hélène)* (p. 4304) ; *Valade (Jacques)* (p. 4294).

Enseignants (enseignement supérieur) : *Brantus (Pierre)* (p. 4298) ; *Descours Desacres (Jacques)* (p. 4296, 4297) ; *Habert (Jacques)* (p. 4300) ; *Loridant (Paul)* (p. 4302, 4303) ; *Luc (Hélène)* (p. 4303) ; *Valade (Jacques)* (p. 4294, 4305, 4306).

Enseignement supérieur : *Brantus (Pierre)* (p. 4298) ; *Descours Desacres (Jacques)* (p. 4296) ; *Séramy (Paul)* (p. 4299) ; *Valade (Jacques)* (p. 4293).

Enseignement supérieur (budget) : *Brantus (Pierre)* (p. 4298) ; *Descours Desacres (Jacques)* (p. 4296) ; *Luc (Hélène)* (p. 4303, 4304) ; *Valade (Jacques)* (p. 4294).

Enseignement supérieur (orientation) : *Loridant (Paul)* (p. 4302).

Equipement : *Valade (Jacques)* (p. 4295).

Etablissements publics d'enseignement supérieur : *Descours Desacres (Jacques)* (p. 4297, 4298) ; *Loridant (Paul)* (p. 4302, 4303) ; *Valade (Jacques)* (p. 4295).

Etats-Unis d'Amérique (USA) : *Loridant (Paul)* (p. 4302) ; *Luc (Hélène)* (p. 4303) ; *Valade (Jacques)* (p. 4306).

Etrangers : *Habert (Jacques)* (p. 4300).

Etudiants : *Brantus (Pierre)* (p. 4298, 4299) ; *Descours Desacres (Jacques)* (p. 4296) ; *Loridant (Paul)* (p. 4301, 4302) ; *Luc (Hélène)* (p. 4303) ; *Valade (Jacques)* (p. 4294, 4295, 4305).

Français de l'étranger : *Habert (Jacques)* (p. 4300, 4301).

Instituts universitaires de technologie (IUT) : *Brantus (Pierre)* (p. 4299) ; *Descours Desacres (Jacques)* (p. 4296, 4297) ; *Habert (Jacques)* (p. 4300) ; *Loridant (Paul)* (p. 4302).

Investissements : *Descours Desacres (Jacques)* (p. 4298).

Japon : *Loridant (Paul)* (p. 4302).

Logement : *Habert (Jacques)* (p. 4301).

Maîtres de conférence (enseignement supérieur) : *Loridant (Paul)* (p. 4303).

Parlement (rôle) : *Descours Desacres (Jacques)* (p. 4297).

Produit intérieur brut (PIB) : *Luc (Hélène)* (p. 4303).

Professeurs : *Valade (Jacques)* (p. 4294, 4306).

Professeurs d'universités : *Loridant (Paul)* (p. 4303) ; *Valade (Jacques)* (p. 4306).

Recherche : *Valade (Jacques)* (p. 4306).

Recherche universitaire : *Brantus (Pierre)* (p. 4298) ; *Descours Desacres (Jacques)* (p. 4298) ; *Loridant (Paul)* (p. 4302) ; *Valade (Jacques)* (p. 4295).

République fédérale d'Allemagne (RFA) : *Loridant (Paul)* (p. 4302) ; *Luc (Hélène)* (p. 4303).

Retraites : *Descours Desacres (Jacques)* (p. 4297).

Royaume-Uni : *Luc (Hélène)* (p. 4303).

Salaires, traitements et indemnités : *Descours Desacres (Jacques)* (p. 4297).

Sociétés industrielles : *Luc (Hélène)* (p. 4303).

Subventions : *Valade (Jacques)* (p. 4294).

Suisse : *Luc (Hélène)* (p. 4303).

Titularisations : *Descours Desacres (Jacques)* (p. 4297).

Université française du Pacifique : *Séramy (Paul)* (p. 4300) ; *Valade (Jacques)* (p. 4305).

Universités : *Brantus (Pierre)* (p. 4299) ; *Descours Desacres (Jacques)* (p. 4296) ; *Loridant (Paul)* (p. 4301, 4302, 4303) ; *Luc (Hélène)* (p. 4304) ; *Séramy (Paul)* (p. 4299) ; *Valade (Jacques)* (p. 4293, 4294, 4305).

Examen des crédits (21 novembre 1987) (p. 4306, 4307) : *MM. Paul Loridant, Emmanuel Hamel, Mme Hélène Luc.*

Etat B – TITRE III – Adopté (p. 4306).

TITRE IV – Adopté (p. 4306).

Etat C – TITRES V et VI – Adoptés (p. 4307).

EQUIPEMENT, LOGEMENT, AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET TRANSPORTS

I – URBANISME, LOGEMENT ET SERVICES COMMUNS

Discussion (20 novembre 1987) (p. 4197, 4211) :

MM. Michel Durafour, rapporteur spécial de la commission des finances ; Robert Laucournet, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (logement) ; André Rouvière, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (urbanisme) ; Charles Bonifay, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales (logement social) ; Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports ; José Balarello, Roland Bernard, Jean-Luc Bécart, René Régnault, Robert Laucournet.

Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) : *Bonifay (Charles)* (p. 4202) ; *Durafour (Michel)* (p. 4197, 4198) ; *Laucournet (Robert)* (p. 4200) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 4204) ; *Régnault (René)* (p. 4209).

Aide personnalisée au logement (APL) : *Balarello (José)* (p. 4206) ; *Bécart (Jean-Luc)* (p. 4208) ; *Bonifay (Charles)* (p. 4202, 4203) ; *Durafour (Michel)* (p. 4199) ; *Laucournet (Robert)* (p. 4200) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 4203, 4204).

Allocation logement : *Bonifay (Charles)* (p. 4203) ; *Durafour (Michel)* (p. 4199) ; *Laucournet (Robert)* (p. 4200) ; *Régnault (René)* (p. 4209).

Alpes-Maritimes (département) : *Balarello (José)* (p. 4205, 4206).

Architecture (enseignement) : *Durafour (Michel)* (p. 4199) ; *Rouvière (André)* (p. 4201).

Bâtiment et travaux publics : *Durafour (Michel)* (p. 4197, 4198) ; *Laucournet (Robert)* (p. 4200) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 4204).

Cartes communales : *Rouvière (André)* (p. 4201).

Collectivités territoriales : *Balarello (José)* (p. 4206).

Collectivités territoriales d'outre-mer : *Durafour (Michel)* (p. 4198).

Comités interprofessionnels du logement (CIL) : *Balarello (José)* (p. 4206).

Conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (CAUE) : *Méhaignerie (Pierre)* (p. 4204) ; *Rouvière (André)* (p. 4201, 4202).

Contribution des entreprises à l'effort de construction : *Balarello (José)* (p. 4207).

Déductions fiscales : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 4208) ; *Durafour (Michel)* (p. 4197) ; *Régnault (René)* (p. 4209).

Départements : *Méhaignerie (Pierre)* (p. 4211).

Equipement (ministère) : *Méhaignerie (Pierre)* (p. 4205).

Expulsions (logement) : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 4208) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 4211).

Fiscalité : *Balarello (José)* (p. 4205) ; *Rouvière (André)* (p. 4202).

Fiscalité locale : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 4208) ; *Laucournet (Robert)* (p. 4200).

Fonctionnaires et agents publics : *Méhaignerie (Pierre)* (p. 4205).

Grand marché intérieur (CEE) : *Durafour (Michel)* (p. 4198).

Habitat (amélioration) : *Balarello (José)* (p. 4207) ; *Durafour (Michel)* (p. 4198) ; *Régnault (René)* (p. 4209).

Habitations à loyer modéré (HLM) : *Balarello (José)* (p. 4206) ; *Bonifay (Charles)* (p. 4203) ; *Durafour (Michel)* (p. 4198, 4199) ; *Laucournet (Robert)* (p. 4200) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 4204, 4210) ; *Régnault (René)* (p. 4209).

Institut géographique national (IGN) : *Durafour (Michel)* (p. 4199).

Investissements immobiliers : *Balarello (José)* (p. 4205) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 4203).

Logement : *Balarello (José)* (p. 4205) ; *Durafour (Michel)* (p. 4197) ; *Laucournet (Robert)* (p. 4200).

Logement (aides au) : *Durafour (Michel)* (p. 4198) ; *Laucournet (Robert)* (p. 4200).

Logement locatif : *Balarello (José)* (p. 4207).

Logement locatif (aides au) : *Durafour (Michel)* (p. 4198).

Logement social : *Bonifay (Charles)* (p. 4203) ; *Durafour (Michel)* (p. 4198) ; *Régnault (René)* (p. 4209).

Logement (statistiques) : *Laucournet (Robert)* (p. 4200).

Lois de finances rectificatives : *Méhaignerie (Pierre)* (p. 4210).

Loyers : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 4208) ; *Bernard (Roland)* (p. 4207) ; *Bonifay (Charles)* (p. 4203) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 4211).

Opération banlieue 89 : *Bernard (Roland)* (p. 4207) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 4211).

Paris (ville) : *Bernard (Roland)* (p. 4207).

Patrimoine artistique, archéologique et historique : *Rouvière (André)* (p. 4201).

Permis de construire : *Rouvière (André)* (p. 4201).

Plafond légal de densité (PLD) : *Balarello (José)* (p. 4205) ; *Rouvière (André)* (p. 4202).

Plans d'occupation des sols (POS) (statistiques) : *Rouvière (André)* (p. 4201).

Prêts au logement : *Balarello (José)* (p. 4206).

Prêts au logement (remboursement) : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 4208).

Prêts d'accession à la propriété (PAP) : *Balarello (José)* (p. 4206) ; *Bécart (Jean-Luc)* (p. 4208) ; *Laucournet (Robert)* (p. 4209, 4210) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 4204, 4210, 4211) ; *Régnault (René)* (p. 4209).

Prêts d'accession à la propriété (PAP) (statistiques) : *Bonifay (Charles)* (p. 4202).

Prêts locatifs aidés (PLA) : *Bonifay (Charles)* (p. 4202) ; *Durafour (Michel)* (p. 4198) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 4204) ; *Régnault (René)* (p. 4209).

Primes à l'amélioration des logements à usage locatif et à occupation sociale (PALULOS) : *Bonifay (Charles)* (p. 4202) ; *Durafour (Michel)* (p. 4198) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 4204, 4211) ; *Régnault (René)* (p. 4209).

Propriété (accession à la) : *Balarello (José)* (p. 4206) ; *Durafour (Michel)* (p. 4199).

Rapport Laxan (aides au logement) : *Durafour (Michel)* (p. 4199) ; *Laucournet (Robert)* (p. 4200).

Schémas directeurs d'aménagement et d'urbanisme (SDAU) (statistiques) : *Rouvière (André)* (p. 4201).

Terrains à bâtir : *Balarello (José)* (p. 4205) ; *Rouvière (André)* (p. 4202).

Transports (crédits) : *Méhaignerie (Pierre)* (p. 4203).

Urbanisme (crédits) : *Rouvière (André)* (p. 4201).

Urbanisme et logement (crédits) : *Durafour (Michel)* (p. 4197) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 4203).

Examen des crédits (réservé jusqu'après l'examen des crédits relatifs aux transports : aviation civile et météorologie) (p. 4211) **et de l'article 68** (20 novembre 1987) (p. 4211, 4214) : *MM. Jean-Luc Bécart, Stéphane Bonduel, Robert Laucournet, Michel Durafour, rapporteur spécial ; Pierre Méhaignerie, ministre ; René Régnault.*

Art. 68 *(Aide accordée aux occupants de logements à usage locatif)* (p. 4211).

Rejetés : amendements de M. Jean-Luc Bécart, n° II-3 : suppression de cet article (p. 4213) – Et n° II-4 : barème de l'APL : fixation d'un loyer de référence au moins égal à celui actuellement pris en compte (p. 4214) – Amendement n° II-2 de M. Robert Laucournet : fixation par décret en Conseil d'Etat du barème de l'aide personnalisée au logement (p. 4214 ; scrutin public n° 42).

Retiré : amendement n° II-1 de M. Jacques Pelletier, soutenu par M. Stéphane Bonduel : fixation par décret en Conseil d'Etat du barème de l'aide personnalisée au logement (p. 4213).

– L'article 68 est adopté (p. 4214).

– Les crédits sont adoptés (27 novembre 1987) (p. 4626).

EQUIPEMENT, LOGEMENT, AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET TRANSPORTS

II – ROUTES ET SECURITE ROUTIERE

Discussion (20 novembre 1987) (p. 4214, 4222) :

MM. Robert Schwint, rapporteur spécial de la commission des finances ; Jacques Braconnier, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (routes et voies navigables) ; Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports ; Louis Longequeue, Louis Minetti, Louis Mercier, Stéphane Bonduel, Michel Moreigne, Jacques Boyer-Andrivet, Paul Malassagne.

Accidents de la circulation : *Mercier (Louis)* (p. 4219) ; *Schwint (Robert)* (p. 4215).

Alcoolisme : *Méhaignerie (Pierre)* (p. 4218).

Aménagement du territoire : *Méhaignerie (Pierre)* (p. 4217).

Aquitaine (région) : *Boyer-Andrivet (Jacques)* (p. 4221).

Autoroutes : *Boyer-Andrivet (Jacques)* (p. 4221) ; *Longequeue (Louis)* (p. 4218) ; *Mercier (Louis)* (p. 4219) ; *Schwint (Robert)* (p. 4215).

Auvergne (région) : *Malassagne (Paul)* (p. 4221) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 4222) ; *Moreigne (Michel)* (p. 4220).

Cantal (département) : *Malassagne (Paul)* (p. 4221).

Charente-Maritime (département) : *Bonduel (Stéphane)* (p. 4220).

Circulation routière : *Méhaignerie (Pierre)* (p. 4217).

Collectivités territoriales : *Braconnier (Jacques)* (p. 4216).

Comité interministériel pour l'aménagement du territoire (CIAT) : *Bonduel (Stéphane)* (p. 4220) ; *Boyer-Andrivet (Jacques)* (p. 4221) ; *Braconnier (Jacques)* (p. 4216) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 4217) ; *Mercier (Louis)* (p. 4219) ; *Schwint (Robert)* (p. 4215).

Communautés européennes (directives) : *Braconnier (Jacques)* (p. 4216).

Contrats de plan : *Braconnier (Jacques)* (p. 4216).

Contrôles techniques : *Méhaignerie (Pierre)* (p. 4218).

Creuse (département) : *Moreigne (Michel)* (p. 4221).

Environnement : *Boyer-Andrivet (Jacques)* (p. 4221).

Europe : *Braconnier (Jacques)* (p. 4216) ; *Mercier (Louis)* (p. 4219).

Ile-de-France (région) : *Méhaignerie (Pierre)* (p. 4217).

Limousin (région) : *Longequeue (Louis)* (p. 4218) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 4222) ; *Moreigne (Michel)* (p. 4220, 4221).

Lorraine (région) : *Méhaignerie (Pierre)* (p. 4221).

Péages : *Méhaignerie (Pierre)* (p. 4217) ; *Minetti (Louis)* (p. 4219).

Permis de conduire : *Braconnier (Jacques)* (p. 4217) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 4218).

Prévention routière : *Bonduel (Stéphane)* (p. 4220).

Provence-Alpes-Côte d'Azur (région) : *Méhaignerie (Pierre)* (p. 4221).

Réseau numérique à intégration de services (RNIS) : *Braconnier (Jacques)* (p. 4216) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 4217).

Réseau routier et autoroutier : *Bonduel (Stéphane)* (p. 4220) ; *Braconnier (Jacques)* (p. 4216) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 4217, 4221, 4222) ; *Mercier (Louis)* (p. 4219) ; *Moreigne (Michel)* (p. 4220, 4221) ; *Schwint (Robert)* (p. 4215).

Réseau routier et autoroutier (entretien) : *Braconnier (Jacques)* (p. 4216) ; *Schwint (Robert)* (p. 4215).

Rhône-Alpes (région) : *Méhaignerie (Pierre)* (p. 4221).

Route Centre-Europe-Atlantique : *Méhaignerie (Pierre)* (p. 4222) ; *Moreigne (Michel)* (p. 4220).

Routes et sécurité routière (crédits) : *Schwint (Robert)* (p. 4214, 4215).

Sécurité routière : *Bonduel (Stéphane)* (p. 4220) ; *Boyer-Andrivet (Jacques)* (p. 4221) ; *Braconnier (Jacques)* (p. 4216) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 4217, 4218) ; *Mercier (Louis)* (p. 4219) ; *Minetti (Louis)* (p. 4219) ; *Schwint (Robert)* (p. 4215).

Télécommunications : *Braconnier (Jacques)* (p. 4216).

Transports aériens : *Moreigne (Michel)* (p. 4221).

Transports ferroviaires : *Méhaignerie (Pierre)* (p. 4222).

Transports routiers : *Méhaignerie (Pierre)* (p. 4222) ; *Minetti (Louis)* (p. 4219).

Victimes : *Bonduel (Stéphane)* (p. 4220) ; *Schwint (Robert)* (p. 4215).

Vitesse : *Méhaignerie (Pierre)* (p. 4218).

Examen des crédits (réservé jusqu'après l'examen des crédits relatifs aux transports : aviation civile et météorologie) (p. 4222)

– Les crédits sont adoptés (27 novembre 1987) (p. 4626).

EQUIPEMENT, LOGEMENT, AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET TRANSPORTS

III – AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

Discussion (20 novembre 1987) (p. 4222, 4236) :

MM. Geoffroy de Montalembert, rapporteur spécial de la commission des finances ; Jean Puech, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports ; José Balarello, Emmanuel Hamel, Philippe Madrelle, Louis Minetti, Georges Mouly, Jacques Boyer-Andrivet, Gérard Roujas, Louis de Catuelan.

Administration (organisation) : *Montalembert (Geoffroy de)* (p. 4223).

Agriculteurs (jeunes) : *Balarello (José)* (p. 4228).

Agriculture : *Puech (Jean)* (p. 4225).

Alpes-Maritimes (département) : *Balarello (José)* (p. 4228, 4229) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 4235).

Aménagement du territoire (budget) : *Balarello (José)* (p. 4228) ; *Minetti (Louis)* (p. 4231) ; *Montalembert (Geoffroy de)* (p. 4223) ; *Puech (Jean)* (p. 4225) ; *Roujas (Gérard)* (p. 4234).

Aménagement rural : voir Zones rurales.

Aquitaine (région) : *Madrelle (Philippe)* (p. 4230) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 4236) ; *Roujas (Gérard)* (p. 4234).

Circonscriptions électorales : *Roujas (Gérard)* (p. 4234).

Comité interministériel pour l'aménagement du territoire (CIAT) : *Boyer-Andrivet (Jacques)* (p. 4233) ; *Catuelan (Louis de)* (p. 4234) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 4227) ; *Montalembert (Geoffroy de)* (p. 4224) ; *Puech (Jean)* (p. 4225).

Communication : voir Transports.

Conseil supérieur de l'aménagement de l'espace rural : *Boyer-Andrivet (Jacques)* (p. 4233).

Conseil supérieur de l'aménagement du territoire : *Puech (Jean)* (p. 4226).

Contrats de plan : *Montalembert (Geoffroy de)* (p. 4223) ; *Mouly (Georges)* (p. 4232) ; *Puech (Jean)* (p. 4226).

Coopération intercommunale : *Boyer-Andrivet (Jacques)* (p. 4232) ; *Madrelle (Philippe)* (p. 4230) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 4227).

Décentralisation : *Madrelle (Philippe)* (p. 4230) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 4227) ; *Roujas (Gérard)* (p. 4234).

Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) : *Balarello (José)* (p. 4228) ; *Montalembert (Geoffroy de)* (p. 4223) ; *Puech (Jean)* (p. 4225, 4226).

Environnement : *Madrelle (Philippe)* (p. 4230) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 4236).

Equipements scolaires : *Balarello (José)* (p. 4228).

Exploitants agricoles : *Balarello (José)* (p. 4228) ; *Boyer-Andrivet (Jacques)* (p. 4232).

Finances locales : *Boyer-Andrivet (Jacques)* (p. 4232) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 4227, 4236) ; *Roujas (Gérard)* (p. 4234).

Fiscalité : *Montalembert (Geoffroy de)* (p. 4223).

Fonds d'aménagement : *Balarello (José)* (p. 4228) ; *Minetti (Louis)* (p. 4231) ; *Montalembert (Geoffroy de)* (p. 4223) ; *Mouly (Georges)* (p. 4231).

Fonds d'intervention pour l'aménagement du territoire (FIAT) : *Méhaignerie (Pierre)* (p. 4227) ; *Puech (Jean)* (p. 4225).

Fonds d'intervention pour l'autodéveloppement en montagne (FIAM) : *Mouly (Georges)* (p. 4231) ; *Puech (Jean)* (p. 4225).

Fonds interministériel de développement et d'aménagement rural (FIDAR) : *Madrelle (Philippe)* (p. 4230) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 4236) ; *Puech (Jean)* (p. 4225).

Ile-de-France (région) : *Catuelan (Louis de)* (p. 4235) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 4227).

Impôts locaux : *Boyer-Andrivet (Jacques)* (p. 4232) ; voir aussi Finances locales.

Industrie : *Minetti (Louis)* (p. 4231).

Investissements : *Madrelle (Philippe)* (p. 4230).

Investissements étrangers en France : *Méhaignerie (Pierre)* (p. 4227).

Investissements publics : *Montalembert (Geoffroy de)* (p. 4223).

Italie : *Balarello (José)* (p. 4229) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 4235).

Liaison fixe transmanche : *Hamel (Emmanuel)* (p. 4229) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 4235).

Limousin (région) : *Mouly (Georges)* (p. 4231).

Logement : *Minetti (Louis)* (p. 4231).

Météorologie nationale : *Méhaignerie (Pierre)* (p. 4227).

Métropoles régionales : *Méhaignerie (Pierre)* (p. 4227).

Midi-Pyrénées (région) : *Puech (Jean)* (p. 4226).

Nord-Pas-de-Calais (région) : *Hamel (Emmanuel)* (p. 4229).

Ouvrages d'art : *Madrelle (Philippe)* (p. 4230).

Prime d'aménagement du territoire : *Madrelle (Philippe)* (p. 4230) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 4226, 4235) ; *Mouly (Georges)* (p. 4231) ; *Roujas (Gérard)* (p. 4234).

Provence-Alpes-Côte d'Azur (région) : *Balarello (José)* (p. 4229).

Régions : *Balarello (José)* (p. 4228) ; *Puech (Jean)* (p. 4225).

Réseau routier et autoroutier : *Balarello (José)* (p. 4228, 4229) ; *Catuelan (Louis de)* (p. 4234) ; *Madrelle (Philippe)* (p. 4230) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 4235, 4236) ; *Puech (Jean)* (p. 4225).

Sécurité routière : *Catuelan (Louis de)* (p. 4235).

Services publics locaux : *Boyer-Andrivet (Jacques)* (p. 4233) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 4236) ; *Mouly (Georges)* (p. 4232) ; *Roujas (Gérard)* (p. 4234).

Télécommunications : *Méhaignerie (Pierre)* (p. 4227).

Tourisme : *Mouly (Georges)* (p. 4232).

Train à grande vitesse (TGV) : *Méhaignerie (Pierre)* (p. 4227) ; *Mouly (Georges)* (p. 4232).

Train à grande vitesse (TGV) (Nord) : *Hamel (Emmanuel)* (p. 4230).

Transports : *Méhaignerie (Pierre)* (p. 4227) ; *Puech (Jean)* (p. 4226).

Transports ferroviaires : *Hamel (Emmanuel)* (p. 4229, 4230) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 4236) ; *Mouly (Georges)* (p. 4232).

Zones d'entreprises : *Hamel (Emmanuel)* (p. 4230) ; *Montalembert (Geoffroy de)* (p. 4223, 4224).

Zones rurales : *Balarello (José)* (p. 4228) ; *Boyer-Andrivet (Jacques)* (p. 4232, 4233) ; *Catuelan (Louis de)* (p. 4234, 4235) ; *Madrelle (Philippe)* (p. 4230) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 4227, 4236) ; *Minetti (Louis)* (p. 4231) ; *Montalembert (Geoffroy de)* (p. 4224) ; *Mouly (Georges)* (p. 4232) ; *Puech (Jean)* (p. 4226) ; *Roujas (Gérard)* (p. 4234).

Examen des crédits (réservé jusqu'après l'examen des crédits relatifs aux transports : aviation civile et météorologie) (p. 4236)

– Les crédits sont adoptés (27 novembre 1987) (p. 4626).

EQUIPEMENT, LOGEMENT, AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET TRANSPORTS

IV – TRANSPORTS

1 – AVIATION CIVILE ; 3 – METEOROLOGIE ; BUDGET ANNEXE DE LA NAVIGATION AERIENNE

Discussion (27 novembre 1987) (p. 4610, 4626) :

MM. Jacques Douffiagues, ministre chargé des transports ; Marcel Fortier, rapporteur spécial de la commission des finances ; Bernard Legrand, rapporteur pour avis de la commission des

affaires économiques (aviation civile) ; Jean Garcia, Louis Virapoullé, Ernest Cartigny, Charles Ornano, Jean-François Pintat, Jacques Habert.

Aéroclubs : *Cartigny (Ernest)* (p. 4617, 4618).

Aéronautique (industrie) : *Douffiagues (Jacques)* (p. 4610, 4611, 4621, 4622) ; *Fortier (Marcel)* (p. 4612, 4613) ; *Garcia (Jean)* (p. 4616) ; *Legrand (Bernard)* (p. 4615) ; *Pintat (Jean-François)* (p. 4619).

Aéroports : *Douffiagues (Jacques)* (p. 4611).

Airbus : *Douffiagues (Jacques)* (p. 4611, 4621) ; *Fortier (Marcel)* (p. 4613, 4614) ; *Garcia (Jean)* (p. 4616) ; *Pintat (Jean-François)* (p. 4619, 4620).

Air France : *Douffiagues (Jacques)* (p. 4620) ; *Fortier (Marcel)* (p. 4612) ; *Pintat (Jean-François)* (p. 4620).

Air Inter : *Douffiagues (Jacques)* (p. 4620) ; *Pintat (Jean-François)* (p. 4620).

Aviation civile : *Douffiagues (Jacques)* (p. 4610) ; *Fortier (Marcel)* (p. 4612).

Aviation légère : *Cartigny (Ernest)* (p. 4616, 4617, 4618) ; *Douffiagues (Jacques)* (p. 4611, 4623) ; *Fortier (Marcel)* (p. 4614) ; *Garcia (Jean)* (p. 4616).

Bruit : *Garcia (Jean)* (p. 4616).

Budgets annexes : *Douffiagues (Jacques)* (p. 4611).

Collectivités territoriales d'outre-mer : *Legrand (Bernard)* (p. 4615).

Compagnies aériennes : *Douffiagues (Jacques)* (p. 4611, 4612, 4620, 4622) ; *Fortier (Marcel)* (p. 4612, 4613) ; *Legrand (Bernard)* (p. 4614, 4615) ; *Pintat (Jean-François)* (p. 4619, 4620), ; *Virapoullé (Louis)* (p. 4616).

Corse (région) : *Douffiagues (Jacques)* (p. 4623) ; *Ornano (Charles)* (p. 4618, 4619).

Départements d'outre-mer (DOM) : *Douffiagues (Jacques)* (p. 4622) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 4616).

Déréglementation : *Douffiagues (Jacques)* (p. 4612, 4620, 4621, 4622, 4623) ; *Fortier (Marcel)* (p. 4612, 4613) ; *Garcia (Jean)* (p. 4615) ; *Habert (Jacques)* (p. 4624) ; *Legrand (Bernard)* (p. 4614) ; *Pintat (Jean-François)* (p. 4619).

Etats-Unis d'Amérique (USA) : *Douffiagues (Jacques)* (p. 4621) ; *Fortier (Marcel)* (p. 4614) ; *Garcia (Jean)* (p. 4616) ; *Pintat (Jean-François)* (p. 4619).

Grand marché intérieur (CEE) : *Douffiagues (Jacques)* (p. 4611, 4620) ; *Fortier (Marcel)* (p. 4612) ; *Garcia (Jean)* (p. 4615) ; *Legrand (Bernard)* (p. 4614).

Grèves : *Douffiagues (Jacques)* (p. 4623) ; *Fortier (Marcel)* (p. 4612) ; *Legrand (Bernard)* (p. 4614) ; *Pintat (Jean-François)* (p. 4620).

Iran : *Legrand (Bernard)* (p. 4615).

Météorologie nationale : *Douffiagues (Jacques)* (p. 4611).

Mineurs (d'âge) : *Douffiagues (Jacques)* (p. 4624) ; *Habert (Jacques)* (p. 4624).

Missions d'information : *Douffiagues (Jacques)* (p. 4621) ; *Fortier (Marcel)* (p. 4614).

Navigation aérienne : *Douffiagues (Jacques)* (p. 4611, 4621).

Personnel de la navigation aérienne : *Douffiagues (Jacques)* (p. 4621, 4622) ; *Fortier (Marcel)* (p. 4612, 4613) ; *Legrand (Bernard)* (p. 4614, 4615) ; *Pintat (Jean-François)* (p. 4620).

Police de l'air et des frontières (PAF) : *Douffiagues (Jacques)* (p. 4624) ; *Habert (Jacques)* (p. 4624).

Réunion (île) : *Douffiagues (Jacques)* (p. 4623) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 4616).

Sécurité publique : *Douffiagues (Jacques)* (p. 4611) ; *Garcia (Jean)* (p. 4615) ; *Legrand (Bernard)* (p. 4614, 4615).

Service public : *Douffiagues (Jacques)* (p. 4622) ; *Legrand (Bernard)* (p. 4615) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 4616).

Société nationale d'étude et de construction de moteurs d'aviation (SNECMA) : *Douffiagues (Jacques)* (p. 4621) ; *Fortier (Marcel)* (p. 4613) ; *Pintat (Jean-François)* (p. 4619).

Tarifs aériens : *Douffiagues (Jacques)* (p. 4622) ; *Ornano (Charles)* (p. 4619) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 4616).

Terrorisme : *Legrand (Bernard)* (p. 4615).

Transports aériens : *Douffiagues (Jacques)* (p. 4611, 4622) ; *Fortier (Marcel)* (p. 4612) ; *Habert (Jacques)* (p. 4624) ; *Legrand (Bernard)* (p. 4614) ; *Ornano (Charles)* (p. 4618, 4619) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 4616).

Transports maritimes : *Ornano (Charles)* (p. 4618).

Ultras légers motorisés (ULM) : *Cartigny (Ernest)* (p. 4617).

Vol à voile : *Cartigny (Ernest)* (p. 4617) ; *Douffiagues (Jacques)* (p. 4623).

Examen des crédits et des articles 37 et 38 (27 novembre 1987) (p. 4624, 4626) : *MM. Ernest Cartigny, Jacques Douffiagues, ministre ; Marcel Fortier, rapporteur spécial ; Albert Ramassamy, Jean Garcia.*

Etat B – TITRE III (p. 4624).

Retiré : amendement n° II-7 de M. Ernest Cartigny : réduction des crédits concernant le service de formation et de contrôle (p. 4628).

Explication de vote sur le titre : *M. Albert Ramassamy* (p. 4626).

– Les crédits du titre III sont adoptés (p. 4626).

TITRE IV (p. 4626).

Parole sur le titre : *M. Jean Garcia* (p. 4626) – Transports en commun, Ile-de-France (région).

– Les crédits du titre IV sont adoptés (p. 4626).

Etat C – TITRES V et VI – Adoptés (p. 4626).

Art. 37 *(Services votés)* – Adopté (p. 4626).

Art. 38 *(Mesures nouvelles)* – Adopté (p. 4626).

EQUIPEMENT, LOGEMENT, AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET TRANSPORTS

IV – TRANSPORTS

2. TRANSPORTS TERRESTRES ET VOIES NAVIGABLES

Discussion (20 novembre 1987) (p. 4236, 4254) :

M. Jacques Douffiagues, ministre chargé des transorts ; Mlle Irma Rapuzzi, rapporteur spécial de la commission des finances (transports terrestres) ; MM. Georges Berchet, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (transports terrestres) ; Robert Schwint, rapporteur spécial de la commission des finances (voies navigables) ; Jacques Braconnier, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (routes et voies navigables) ; Maurice Lombard, Roland Grimaldi, Louis Minetti, Georges Dessaigne, José Balarello, Emmanuel Hamel, Louis Longequeue, Bernard Laurent, Roland Courteau.

Batellerie : *Braconnier (Jacques)* (p. 4243) ; *Douffiagues (Jacques)* (p. 4238) ; *Schwint (Robert)* (p. 4242).

Bâtiment et travaux publics : *Bernard (Laurent)* (p. 4251) ; *Braconnier (Jacques)* (p. 4242) ; *Douffiagues (Jacques)* (p. 4244) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 4249) ; *Schwint (Robert)* (p. 4241).

Canal du Midi : *Courteau (Roland)* (p. 4251) ; *Douffiagues (Jacques)* (p. 4254).

Carburants : *Dessaigne (Georges)* (p. 4247) ; *Douffiagues (Jacques)* (p. 4252).

Comité interministériel pour l'aménagement du territoire (CIAT) : *Hamel (Emmanuel)* (p. 4249).

Communauté économique européenne (CEE) : *Douffiagues (Jacques)* (p. 4244).

Concurrence : *Berchet (Georges)* (p. 4240, 4241) ; *Braconnier (Jacques)* (p. 4243).

Corse (région) : *Rapuzzi (Irma)* (p. 4238).

Electricité de France (EDF) : *Bernard (Laurent)* (p. 4251) ; *Douffiagues (Jacques)* (p. 4253) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 4250) ; *Schwint (Robert)* (p. 4241).

Equipement : *Douffiagues (Jacques)* (p. 4237).

Espagne : *Courteau (Roland)* (p. 4252) ; *Douffiagues (Jacques)* (p. 4254).

Finances locales : *Berchet (Georges)* (p. 4240) ; *Douffiagues (Jacques)* (p. 4244) ; *Schwint (Robert)* (p. 4241).

Grand marché intérieur (CEE) : *Berchet (Georges)* (p. 4240).

Ile-de-France (région) : *Douffiagues (Jacques)* (p. 4237) ; *Rapuzzi (Irma)* (p. 4238).

Languedoc-Roussillon (région) : *Courteau (Roland)* (p. 4252) ; *Douffiagues (Jacques)* (p. 4252).

Liaison fixe transmanche : *Douffiagues (Jacques)* (p. 4237).

Liaison Rhin Rhône : *Douffiagues (Jacques)* (p. 4253) ; *Schwint (Robert)* (p. 4241).

Limousin (région) : *Douffiagues (Jacques)* (p. 4253) ; *Longequeue (Louis)* (p. 4250).

Marseille (ville) : *Douffiagues (Jacques)* (p. 4243) ; *Rapuzzi (Irma)* (p. 4239).

Navigation de plaisance : *Schwint (Robert)* (p. 4242).

Nice (ville) : *Balarello (José)* (p. 4248) ; *Douffiagues (Jacques)* (p. 4252).

Redevance (navigation fluviale) : *Bernard (Laurent)* (p. 4251) ; *Douffiagues (Jacques)* (p. 4254) ; *Schwint (Robert)* (p. 4242).

Régie autonome des transports parisiens (RATP) : *Berchet (Georges)* (p. 4239, 4240) ; *Dessaigne (Georges)* (p. 4247) ; *Douffiagues (Jacques)* (p. 4237, 4252) ; *Grimaldi (Roland)* (p. 4246) ; *Minetti (Louis)* (p. 4247) ; *Rapuzzi (Irma)* (p. 4238).

Régions : *Berchet (Georges)* (p. 4240).

Retraites : *Braconnier (Jacques)* (p. 4243).

Retraites (financement) : *Berchet (Georges)* (p. 4239) ; *Douffiagues (Jacques)* (p. 4236) ; *Rapuzzi (Irma)* (p. 4239).

Rhône (fleuve) : *Schwint (Robert)* (p. 4241).

Saône (fleuve) : *Braconnier (Jacques)* (p. 4243).

Seine (fleuve) : *Braconnier (Jacques)* (p. 4243) ; *Douffiagues (Jacques)* (p. 4245) ; *Schwint (Robert)* (p. 4241).

Société nationale des chemins de fer français (SNCF) : *Balarello (José)* (p. 4248) ; *Berchet (Georges)* (p. 4239, 4240) ; *Dessaigne (Georges)* (p. 4247) ; *Douffiagues (Jacques)* (p. 4236, 4237, 4244, 4253) ; *Minetti (Louis)* (p. 4247) ; *Rapuzzi (Irma)* (p. 4238, 4239).

Tarifs sociaux : *Douffiagues (Jacques)* (p. 4244).

Taxes parafiscales : *Douffiagues (Jacques)* (p. 4244).

Train à grande vitesse (TGV) : *Balarello (José)* (p. 4248) ; *Berchet (Georges)* (p. 4240) ; *Courteau (Roland)* (p. 4252) ; *Douffiagues (Jacques)* (p. 4237, 4252, 4254) ; *Grimaldi (Roland)* (p. 4246) ; *Longequeue (Louis)* (p. 4250) ; *Rapuzzi (Irma)* (p. 4239).

Train à grande vitesse (TGV) (Atlantique) : *Douffiagues (Jacques)* (p. 4236, 4252).

Train à grande vitesse (TGV) (européen) : *Douffiagues (Jacques)* (p. 4253).

Train à grande vitesse (TGV) (Nord) : *Douffiagues (Jacques)* (p. 4244) ; *Minetti (Louis)* (p. 4247).

Train à grande vitesse (TGV) (Normandie) : *Douffiagues (Jacques)* (p. 4252) ; *Lombard (Maurice)* (p. 4245, 4246).

Transports (budget) : *Berchet (Georges)* (p. 4239) ; *Douffiagues (Jacques)* (p. 4236) ; *Rapuzzi (Irma)* (p. 4238).

Transports en commun : *Dessaigne (Georges)* (p. 4247) ; *Douffiagues (Jacques)* (p. 4237) ; *Rapuzzi (Irma)* (p. 4238).

Transports en commun (Paris) : *Minetti (Louis)* (p. 4247).

Transports en commun (province) : *Berchet (Georges)* (p. 4240) ; *Douffiagues (Jacques)* (p. 4237, 4243, 4252) ; *Grimaldi (Roland)* (p. 4246) ; *Lombard (Maurice)* (p. 4245) ; *Minetti (Louis)* (p. 4247) ; *Rapuzzi (Irma)* (p. 4238, 4239).

Transports ferroviaires : *Balarello (José)* (p. 4248) ; *Berchet (Georges)* (p. 4240) ; *Douffiagues (Jacques)* (p. 4253) ; *Grimaldi (Roland)* (p. 4246).

Transports fluviaux : *Bernard (Laurent)* (p. 4250, 4251) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 4249).

Transports fluviaux (budget) : *Braconnier (Jacques)* (p. 4242) ; *Courteau (Roland)* (p. 4251) ; *Minetti (Louis)* (p. 4247) ; *Schwint (Robert)* (p. 4241).

Transports routiers : *Berchet (Georges)* (p. 4240) ; *Dessaigne (Georges)* (p. 4247) ; *Douffiagues (Jacques)* (p. 4244).

Voies navigables : *Braconnier (Jacques)* (p. 4242) ; *Courteau (Roland)* (p. 4251) ; *Douffiagues (Jacques)* (p. 4238, 4244, 4253, 4254) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 4249).

Voies navigables (investissements) : *Braconnier (Jacques)* (p. 4242).

Examen des crédits (réservé jusqu'après l'examen des crédits relatifs aux transports : aviation civile et météorologie) (p. 4254)

– Les crédits sont adoptés (27 novembre 1987) (p. 4626).

EQUIPEMENT, LOGEMENT, AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET TRANSPORTS

V – ENVIRONNEMENT

Discussion (21 novembre 1987) (p. 4307, 4325) :

MM. Alain Carignon, ministre chargé de l'environnement ; Robert Vizet, rapporteur spécial de la commission des finances ; Bernard-Charles Hugo, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; Hubert Martin, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles ; Pierre Laffitte, Jacques Habert, Jean Delaneau, Emmanuel Hamel, François Autain, Mme Marie-Claude Beaudeau ; MM. Louis de Catuelan, Franck Sérusclat.

Action sanitaire et sociale : *Carignon (Alain)* (p. 4309).

Agence nationale pour la récupération et l'élimination des déchets (ANRED) : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 4320) ; *Vizet (Robert)* (p. 4311).

Agriculteurs (jeunes) : *Laffitte (Pierre)* (p. 4316).

Associations : *Vizet (Robert)* (p. 4311).

Calamités et catastrophes : *Catuelan (Louis de)* (p. 4321) ; *Delaneau (Jean)* (p. 4317) ; *Habert (Jacques)* (p. 4316) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 4318, 4319) ; *Hugo (Bernard)* (p. 4312) ; *Martin (Hubert)* (p. 4313) ; *Vizet (Robert)* (p. 4311).

Chasse : *Carignon (Alain)* (p. 4310).

Collectivités territoriales : *Carignon (Alain)* (p. 4308, 4323) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 4321, 4322).

Communes (petites) : *Autain (François)* (p. 4320).

Contrats de plan : *Carignon (Alain)* (p. 4323) ; *Hugo (Bernard)* (p. 4313) ; *Laffitte (Pierre)* (p. 4316) ; *Vizet (Robert)* (p. 4312).

Cours d'eau, étangs et lacs : *Carignon (Alain)* (p. 4324) ; *Habert (Jacques)* (p. 4317).

Débudgétisations : *Carignon (Alain)* (p. 4322).

Déchets industriels : *Carignon (Alain)* (p. 4309) ; *Hugo (Bernard)* (p. 4314).

Environnement : *Carignon (Alain)* (p. 4307, 4309) ; *Hugo (Bernard)* (p. 4312).

Environnement (budget) : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 4320) ; *Carignon (Alain)* (p. 4323, 4324) ; *Catuelan (Louis de)* (p. 4320) ; *Delaneau (Jean)* (p. 4317) ; *Habert (Jacques)* (p. 4316, 4317) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 4318) ; *Hugo (Bernard)* (p. 4313) ; *Martin (Hubert)* (p. 4313) ; *Vizet (Robert)* (p. 4310, 4311, 4312).

Environnement (ministère) : *Carignon (Alain)* (p. 4308) ; *Habert (Jacques)* (p. 4316) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 4318) ; *Martin (Hubert)* (p. 4313).

Essence sans plomb : *Carignon (Alain)* (p. 4308, 4324).

Etablissements publics : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 4320).

Fiscalité : *Autain (François)* (p. 4319).

Fonctionnaires et agents publics : *Carignon (Alain)* (p. 4322) ; *Vizet (Robert)* (p. 4311).

Forêts : *Carignon (Alain)* (p. 4308) ; *Catuelan (Louis de)* (p. 4321) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 4319) ; *Hugo (Bernard)* (p. 4312) ; *Laffitte (Pierre)* (p. 4316) ; *Martin (Hubert)* (p. 4313).

Grand marché intérieur (CEE) : *Carignon (Alain)* (p. 4308).

Incendies : *Catuelan (Louis de)* (p. 4321) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 4319) ; *Hugo (Bernard)* (p. 4312) ; *Laffitte (Pierre)* (p. 4316) ; *Martin (Hubert)* (p. 4313).

Information : *Carignon (Alain)* (p. 4308).

Licenciements : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 4320).

Météorologie nationale : *Carignon (Alain)* (p. 4323).

Maires : *Autain (François)* (p. 4320) ; *Carignon (Alain)* (p. 4323) ; *Hugo (Bernard)* (p. 4313, 4314) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 4321, 4322).

Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) : *Carignon (Alain)* (p. 4307, 4308).

Parcs nationaux : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 4320) ; *Carignon (Alain)* (p. 4310) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 4318) ; *Hugo (Bernard)* (p. 4313) ; *Martin (Hubert)* (p. 4315) ; *Vizet (Robert)* (p. 4311).

Parcs naturels régionaux : *Carignon (Alain)* (p. 4310) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 4318) ; *Hugo (Bernard)* (p. 4313) ; *Laffitte (Pierre)* (p. 4316) ; *Vizet (Robert)* (p. 4311).

Parlement (rôle) : *Vizet (Robert)* (p. 4312).

Pays-Bas : *Carignon (Alain)* (p. 4308).

Pêche : *Carignon (Alain)* (p. 4310).

Plans d'exposition aux risques (PER) : *Autain (François)* (p. 4320) ; *Carignon (Alain)* (p. 4309) ; *Hugo (Bernard)* (p. 4313, 4314).

Plans d'occupation des sols (POS) : *Carignon (Alain)* (p. 4323).

Pluies acides : *Catuelan (Louis de)* (p. 4321).

Politiques communautaires : *Martin (Hubert)* (p. 4314).

Pollutions et nuisances : *Autain (François)* (p. 4319) ; *Habert (Jacques)* (p. 4316).

Pollution (air) : *Carignon (Alain)* (p. 4308, 4309, 4310, 4323) ; *Catuelan (Louis de)* (p. 4321) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 4318) ; *Laffitte (Pierre)* (p. 4316) ; *Vizet (Robert)* (p. 4311).

Pollution (eau) : *Carignon (Alain)* (p. 4307, 4308, 4324) ; *Catuelan (Louis de)* (p. 4320) ; *Delaneau (Jean)* (p. 4317) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 4318) ; *Hugo (Bernard)* (p. 4313) ; *Martin (Hubert)* (p. 4313) ; *Vizet (Robert)* (p. 4311).

Pollutions industrielles : *Autain (François)* (p. 4319) ; *Catuelan (Louis de)* (p. 4320) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 4318) ; *Hugo (Bernard)* (p. 4313, 4314).

Pouvoirs publics : *Autain (François)* (p. 4319) ; *Carignon (Alain)* (p. 4309, 4323, 4324) ; *Delaneau (Jean)* (p. 4317) ; *Hugo (Bernard)* (p. 4314) ; *Martin (Hubert)* (p. 4314) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 4321, 4322).

Recherche : *Carignon (Alain)* (p. 4323) ; *Habert (Jacques)* (p. 4316).

Régions : *Martin (Hubert)* (p. 4314).

République fédérale d'Allemagne (RFA) : *Autain (François)* (p. 4319) ; *Carignon (Alain)* (p. 4308).

Rhin (fleuve) : *Carignon (Alain)* (p. 4308) ; *Delaneau (Jean)* (p. 4317) ; *Martin (Hubert)* (p. 4313).

Risques naturels : *Carignon (Alain)* (p. 4309, 4310) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 4318) ; *Martin (Hubert)* (p. 4314) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 4321).

Subventions : *Vizet (Robert)* (p. 4311).

Technologies nouvelles : *Carignon (Alain)* (p. 4307, 4308).

Transports de matières dangereuses : *Carignon (Alain)* (p. 4324) ; *Hugo (Bernard)* (p. 4314) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 4322).

Zones protégées : *Carignon (Alain)* (p. 4310, 4324) ; *Catuelan (Louis de)* (p. 4321) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 4318) ; *Vizet (Robert)* (p. 4311, 4312).

Zones rurales : *Vizet (Robert)* (p. 4311).

Examen des crédits (réservé, à l'exception d'un amendement portant sur les crédits relatifs à l'environnement, jusqu'après l'examen de l'ensemble des crédits du ministère de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports) (p. 4324) : *MM. François Autain, Robert Vizet, Alain Carignon, ministre ; Michel Miroudot.*

Etat B – TITRE III (p. 4325).

Retiré : amendement n° II-5 de M. Philippe Labeyrie, soutenu par M. François Autain : réduction des crédits affectés à l'information générale du public et des services (p. 4325).

– Les crédits sont adoptés (27 novembre 1987) (p. 4624, 4626).

INDUSTRIE ET TOURISME

I – INDUSTRIE

Discussion (3 décembre 1987) (p. 4913, 4939) :

MM. Alain Madelin, ministre de l'industrie, des P et T et du tourisme ; Jean-François Pintat, rapporteur spécial de la commission des finances ; Francisque Collomb, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (industrie) ; Roland Grimaldi, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (énergie) ; Christian Poncelet, président de la commission des finances ; Jacques Moutet, Louis Souvet, Jacques Bialski, André Duroméa, André Bohl, Henri Portier, André Delelis, Louis Minetti, Jacques Oudin.

Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) : *Madelin (Alain)* (p. 4936).

Agence française pour la maîtrise de l'énergie : *Grimaldi (Roland)* (p. 4918, 4919, 4932) ; *Madelin (Alain)* (p. 4921, 4936, 4937) ; *Pintat (Jean-François)* (p. 4915).

Agence nationale de valorisation pour la recherche (ANVAR) : *Madelin (Alain)* (p. 4913) ; *Souvet (Louis)* (p. 4924).

Automobile (industrie) : *Moutet (Jacques)* (p. 4922).

Caisse d'amortissement pour l'acier : *Madelin (Alain)* (p. 4913).

Changes (contrôle) : *Duroméa (André)* (p. 4928).

Charbon : *Bohl (André)* (p. 4928) ; *Madelin (Alain)* (p. 4934).

Chimie (industrie) : *Bohl (André)* (p. 4928).

Chômage : *Duroméa (André)* (p. 4926).

Collectivités territoriales : *Bohl (André)* (p. 4928).

Commerce extérieur : *Bialski (Jacques)* (p. 4925) ; *Duroméa (André)* (p. 4926) ; *Oudin (Jacques)* (p. 4931).

Commission des communautés européennes : *Bialski (Jacques)* (p. 4926).

Compétitivité économique : *Bialski (Jacques)* (p. 4924) ; *Bohl (André)* (p. 4928) ; *Collomb (Francisque)* (p. 4917) ; *Duroméa (André)* (p. 4926) ; *Madelin (Alain)* (p. 4913, 4914, 4915, 4934) ; *Moutet (Jacques)* (p. 4922, 4923) ; *Oudin (Jacques)* (p. 4931, 4932) ; *Pintat (Jean-François)* (p. 4915) ; *Portier (Henri)* (p. 4929) ; *Souvet (Louis)* (p. 4923, 4924).

Concurrence : *Madelin (Alain)* (p. 4934) ; *Pintat (Jean-François)* (p. 4915).

Concurrence internationale : *Oudin (Jacques)* (p. 4931) ; *Souvet (Louis)* (p. 4923).

Construction navale : *Bialski (Jacques)* (p. 4925) ; *Duroméa (André)* (p. 4928) ; *Madelin (Alain)* (p. 4934) ; *Minetti (Louis)* (p. 4930).

Contrats de plan : *Madelin (Alain)* (p. 4935).

Coopération : *Grimaldi (Roland)* (p. 4919).

Cotisations sociales : *Duroméa (André)* (p. 4928) ; *Moutet (Jacques)* (p. 4923).

Croissance économique : *Duroméa (André)* (p. 4927) ; *Madelin (Alain)* (p. 4914).

Electricité : *Bohl (André)* (p. 4928).

Emplois (créations et suppressions) : *Bialski (Jacques)* (p. 4925, 4926) ; *Delelis (André)* (p. 4930) ; *Duroméa (André)* (p.4926, 4927) ; *Grimaldi (Roland)* (p. 4932) ; *Madelin (Alain)* (p. 4914, 4935) ; *Moutet (Jacques)* (p. 4922) ; *Portier (Henri)* (p. 4929).

Energie : *Bohl (André)* (p. 4929) ; *Grimaldi (Roland)* (p. 4918, 4932) ; *Madelin (Alain)* (p. 4921, 4935, 4937) ; *Pintat (Jean-François)* (p. 4916).

Energie nucléaire : *Grimaldi (Roland)* (p. 4918) ; *Madelin (Alain)* (p. 4921) ; *Pintat (Jean-François)* (p. 4917).

Entreprises : *Madelin (Alain)* (p. 4914, 4915).

Entreprises (aides aux) : *Collomb (Francisque)* (p. 4917) ; *Madelin (Alain)* (p. 4936) ; *Minetti (Louis)* (p. 4930) ; *Poncelet (Christian)* (p. 4919) ; *Portier (Henri)* (p. 4929) ; *Souvet (Louis)* (p. 4923).

Entreprises (création) : *Madelin (Alain)* (p. 4914, 4934, 4936) ; *Oudin (Jacques)* (p. 4932).

Entreprises (fiscalité) : *Collomb (Francisque)* (p. 4917) ; *Madelin (Alain)* (p. 4913, 4936) ; *Oudin (Jacques)* (p. 4932) ; *Poncelet (Christian)* (p. 4919, 4920) ; *Portier (Henri)* (p. 4929) ; *Souvet (Louis)* (p. 4923, 4924).

Entreprises (petites et moyennes) (PME) : *Duroméa (André)* (p. 4926) ; *Madelin (Alain)* (p. 4934) ; *Pintat (Jean-François)* (p. 4915) ; *Souvet (Louis)* (p. 4924).

Entreprises publiques : *Collomb (Francisque)* (p. 4918) ; *Duroméa (André)* (p. 4927) ; *Grimaldi (Roland)* (p. 4918) ; *Madelin (Alain)* (p. 4914, 4921) ; *Pintat (Jean-François)* (p. 4916, 4917).

Finances publiques : *Bialski (Jacques)* (p. 4925) ; *Souvet (Louis)* (p. 4923).

Fiscalité : *Collomb (Francisque)* (p. 4917) ; *Duroméa (André)* (p. 4928) ; *Madelin (Alain)* (p. 4920, 4922, 4933) ; *Moutet (Jacques)* (p. 4922) ; *Pintat (Jean-François)* (p. 4916) ; *Poncelet (Christian)* (p. 4920).

Formation professionnelle : *Oudin (Jacques)* (p. 4931).

Gaz : *Grimaldi (Roland)* (p. 4919) ; *Madelin (Alain)* (p. 4921).

Grand marché intérieur (CEE) : *Bialski (Jacques)* (p. 4925) ; *Duroméa (André)* (p. 4927).

Inflation : *Bialski (Jacques)* (p. 4925).

Informatique : *Bohl (André)* (p. 4928) ; *Madelin (Alain)* (p. 4913).

Intérêt (taux) : *Madelin (Alain)* (p. 4934).

Investissements : *Bialski (Jacques)* (p. 4925) ; *Collomb (Francisque)* (p. 4918) ; *Duroméa (André)* (p. 4926) ; *Madelin (Alain)* (p. 4933, 4934) ; *Oudin (Jacques)* (p. 4931) ; *Pintat (Jean-François)* (p. 4915) ; *Poncelet (Christian)* (p. 4919) ; *Souvet (Louis)* (p. 4923, 4924).

Libéralisme : *Oudin (Jacques)* (p. 4931) ; *Poncelet (Christian)* (p. 4919) ; *Souvet (Louis)* (p. 4923).

Logement : *Delelis (André)* (p. 4930).

Marchés financiers : *Duroméa (André)* (p. 4926, 4927).

Marine marchande : *Minetti (Louis)* (p. 4930).

Marketing : *Souvet (Louis)* (p. 4923).

Matières premières : *Pintat (Jean-François)* (p. 4917).

Mines et carrières : *Delelis (André)* (p. 4930) ; *Madelin (Alain)* (p. 4935).

Pétrole : *Pintat (Jean-François)* (p. 4916).

Pouvoir d'achat : *Duroméa (André)* (p. 4927) ; *Madelin (Alain)* (p. 4934).

Prélèvements obligatoires : *Madelin (Alain)* (p. 4933).

Privatisations : *Duroméa (André)* (p. 4927).

Propriété industrielle : *Madelin (Alain)* (p. 4936).

Recherche industrielle : *Collomb (Francisque)* (p. 4918) ; *Madelin (Alain)* (p. 4915, 4936) ; *Oudin (Jacques)* (p. 4931).

Sidérurgie (industrie) : *Bialski (Jacques)* (p. 4926).

Sociétés industrielles : *Bolh (André)* (p. 4928).

Technologies nouvelles : *Bohl (André)* (p. 4928) ; *Pintat (Jean-François)* (p. 4917).

Textile (industrie) : *Madelin (Alain)* (p. 4922, 4935) ; *Poncelet (Christian)* (p. 4920) ; *Portier (Henri)* (p. 4929).

Travail (aménagement du temps) : *Portier (Henri)* (p. 4929).

Examen des crédits et de l'article 69 (3 décembre 1987) (p. 4937, 4938) : *MM. Louis Minetti, Jean-François Pintat, rapporteur spécial ; Alain Madelin, ministre ; Robert Vizet.*

Etat B – TITRE III – Adopté (p. 4937).

TITRE IV (p. 4937).

Rejeté : amendement n° II-80 de M. Louis Minetti : augmentation de la réduction des crédits afférents à ce titre ; reprise des chantiers navals de la Ciotat souhaitée (p. 4937).

– Les crédits sont adoptés (p. 4937).

Etat C – TITRES V et VI – Adoptés (p. 4937).

Art. 69 *(Régime d'imposition sur les bénéfices de la société constituée entre les professionnels pour la conservation du stock de produits pétroliers : article 223 sexies du code général des impôts)* – Adopté (p. 4938).

INDUSTRIE, P ET T ET TOURISME

II – TOURISME

Discussion (21 novembre 1987) (p. 4259, 4276) :

MM. Jean-Jacques Descamps, secrétaire d'Etat chargé du tourisme ; Roger Chinaud, rapporteur spécial de la commission des finances ; Paul Malassagne, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; Marc Boeuf, André Duroméa, Daniel Millaud, Georges Mouly, Jacques Boyer-Andrivet, François Trucy, Gérard Larcher, Christian Bonnet, Alain Gérard.

Afrique du Nord : *Malassagne (Paul)* (p. 4262).

Agences de voyage : *Malassagne (Paul)* (p. 4264).

Air France : *Chinaud (Roger)* (p. 4261) ; *Duroméa (André)* (p. 4266) ; *Millaud (Daniel)* (p. 4267).

Air Inter : *Duroméa (André)* (p. 4266).

Aménagement du territoire : *Bonduel (Stéphane)* (p. 4271).

Aménagement rural : *Bonduel (Stéphane)* (p. 4272) ; *Trucy (François)* (p. 4269).

Bourses de valeurs : *Millaud (Daniel)* (p. 4266).

Bretagne (région) : *Descamps (Jean-Jacques)* (p. 4273) ; *Gérard (Alain)* (p. 4271).

Chèques vacances : *Chinaud (Roger)* (p. 4261) ; *Descamps (Jean-Jacques)* (p. 4275) ; *Malassagne (Paul)* (p. 4264) ; *Millaud (Daniel)* (p. 4267).

Collectivités territoriales : *Boeuf (Marc)* (p. 4265) ; *Malassagne (Paul)* (p. 4261) ; *Millaud (Daniel)* (p. 4266) ; *Mouly (Georges)* (p. 4267) ; *Trucy (François)* (p. 4269).

Communauté économique européenne (CEE) : *Chinaud (Roger)* (p. 4260).

Compétitivité économique : *Gérard (Alain)* (p. 4271) ; *Millaud (Daniel)* (p. 4266).

Concurrence : *Boyer-Andrivet (Jacques)* (p. 4269).

Concurrence internationale : *Descamps (Jean-Jacques)* (p. 4276) ; *Mouly (Georges)* (p. 4267) ; *Trucy (François)* (p. 4269).

Contrats de plan : *Boeuf (Marc)* (p. 4265) ; *Bonduel (Stéphane)* (p. 4271, 4272) ; *Descamps (Jean-Jacques)* (p. 4275) ; *Millaud (Daniel)* (p. 4267) ; *Mouly (Georges)* (p. 4268).

Cour des comptes : *Malassagne (Paul)* (p. 4264).

Décentralisation : *Boyer-Andrivet (Jacques)* (p. 4268).

Défense : *Larcher (Gérard)* (p. 4270).

Dépenses publiques : *Chinaud (Roger)* (p. 4260).

Devises : *Duroméa (André)* (p. 4265).

Droits de mutation : *Descamps (Jean-Jacques)* (p. 4260).

Education : *Larcher (Gérard)* (p. 4270).

Emploi : *Mouly (Georges)* (p. 4267).

Emplois (créations et suppressions) : *Larcher (Gérard)* (p. 4270).

Espagne : *Boeuf (Marc)* (p. 4264) ; *Chinaud (Roger)* (p. 4260) ; *Gérard (Alain)* (p. 4271) ; *Malassagne (Paul)* (p. 4262).

Essence sans plomb : *Bonnet (Christian)* (p. 4270) ; *Descamps (Jean-Jacques)* (p. 4274) ; *Larcher (Gérard)* (p. 4271).

Etats-Unis d'Amérique (USA) : *Boeuf (Marc)* (p. 4264) ; *Gérard (Alain)* (p. 4271).

Etudiants : *Malassagne (Paul)* (p. 4261).

Finances publiques : *Larcher (Gérard)* (p. 4270).

Fiscalité : *Boeuf (Marc)* (p. 4265) ; *Chinaud (Roger)* (p. 4260) ; *Descamps (Jean-Jacques)* (p. 4259) ; *Malassagne (Paul)* (p. 4263).

Fonds d'intervention pour l'aménagement du territoire (FIAT) : *Bonduel (Stéphane)* (p. 4271).

Fonds interministériel de développement et d'aménagement rural (FIDAR) : *Bonduel (Stéphane)* (p. 4271).

Formation professionnelle : *Descamps (Jean-Jacques)* (p. 4259) ; *Larcher (Gérard)* (p. 4270).

Grand marché intérieur (CEE) : *Boeuf (Marc)* (p. 4265) ; *Duroméa (André)* (p. 4266) ; *Malassagne (Paul)* (p. 4264) ; *Millaud (Daniel)* (p. 4266).

Hôtellerie et restauration : *Bonduel (Stéphane)* (p. 4271) ; *Boyer-Andrivet (Jacques)* (p. 4268) ; *Chinaud (Roger)* (p. 4260) ; *Descamps (Jean-Jacques)* (p. 4259) ; *Larcher (Gérard)* (p. 4270) ; *Malassagne (Paul)* (p. 4263) ; *Millaud (Daniel)* (p. 4266, 4267) ; *Trucy (François)* (p. 4270).

Italie : *Boeuf (Marc)* (p. 4264) ; *Gérard (Alain)* (p. 4271) ; *Malassagne (Paul)* (p. 4262).

Justice : *Larcher (Gérard)* (p. 4270).

Langues et cultures étrangères : *Gérard (Alain)* (p. 4271).

Libéralisme : *Trucy (François)* (p. 4269).

Loisirs : *Duroméa (André)* (p. 4266) ; *Malassagne (Paul)* (p. 4262).

Marché à terme d'instruments financiers (MATIF) : *Millaud (Daniel)* (p. 4266).

Marketing : *Boeuf (Marc)* (p. 4265) ; *Bonduel (Stéphane)* (p. 4272) ; *Chinaud (Roger)* (p. 4261) ; *Descamps (Jean-Jacques)* (p. 4273, 4274, 4275) ; *Gérard (Alain)* (p. 4271) ; *Larcher (Gérard)* (p. 4270) ; *Malassagne (Paul)* (p. 4262) ; *Mouly (Georges)* (p. 4268) ; *Trucy (François)* (p. 4269).

Météorologie nationale : *Chinaud (Roger)* (p. 4260) ; *Malassagne (Paul)* (p. 4261).

Monnaie (dollar) : *Boeuf (Marc)* (p. 4265) ; *Chinaud (Roger)* (p. 4260) ; *Malassagne (Paul)* (p. 4261) ; *Millaud (Daniel)* (p. 4266).

Multipropriété : *Malassagne (Paul)* (p. 4263).

Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) : *Chinaud (Roger)* (p. 4260) ; *Millaud (Daniel)* (p. 4266).

Parlement européen : *Malassagne (Paul)* (p. 4264).

Patrimoine artistique, archéologique et historique : *Descamps (Jean-Jacques)* (p. 4260).

Patrimoine (protection) : *Boyer-Andrivet (Jacques)* (p. 4268).

Personnel de la navigation aérienne : *Malassagne (Paul)* (p. 4261).

Plan : *Bonduel (Stéphane)* (p. 4272) ; *Trucy (François)* (p. 4269).

Polynésie française : *Millaud (Daniel)* (p. 4267).

Portugal : *Malassagne (Paul)* (p. 4262).

Presse : *Descamps (Jean-Jacques)* (p. 4273).

Prix : *Malassagne (Paul)* (p. 4263) ; *Millaud (Daniel)* (p. 4267).

Provence-Alpes-Côte d'Azur (région) : *Descamps (Jean-Jacques)* (p. 4273) ; *Trucy (François)* (p. 4269).

Publicité : *Descamps (Jean-Jacques)* (p. 4273).

Royaume-Uni : *Boeuf (Marc)* (p. 4264).

Salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) : *Duroméa (André)* (p. 4266).

Sécurité civile : *Larcher (Gérard)* (p. 4270).

Société nationale des chemins de fer français (SNCF) : *Duroméa (André)* (p. 4266) ; *Malassagne (Paul)* (p. 4261).

Sociétés industrielles : *Chinaud (Roger)* (p. 4261).

Sports de montagne : *Chinaud (Roger)* (p. 4260).

Stations thermales et climatiques : *Descamps (Jean-Jacques)* (p. 4274) ; *Malassagne (Paul)* (p. 4264).

Taxe de séjour : *Boyer-Andrivet (Jacques)* (p. 4268) ; *Descamps (Jean-Jacques)* (p. 4274) ; *Malassagne (Paul)* (p. 4263).

Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) : *Bonduel (Stéphane)* (p. 4271) ; *Chinaud (Roger)* (p. 4260) ; *Larcher (Gérard)*

(p. 4270) ; *Malassagne (Paul)* (p. 4263) ; *Millaud (Daniel)* (p. 4266) ; *Trucy (François)* (p. 4270).

Technologies nouvelles : *Boeuf (Marc)* (p. 4265).

Terrorisme : *Boeuf (Marc)* (p. 4265).

Tourisme : *Boeuf (Marc)* (p. 4264) ; *Bonduel (Stéphane)* (p. 4271, 4272) ; *Boyer-Andrivet (Jacques)* (p. 4268, 4269) ; *Chinaud (Roger)* (p. 4260, 4261) ; *Descamps (Jean-Jacques)* (p. 4259, 4273, 4274) ; *Duroméa (André)* (p. 4265, 4266) ; *Gérard (Alain)* (p. 4271) ; *Larcher (Gérard)* (p. 4270, 4271) ; *Malassagne (Paul)* (p. 4264) ; *Millaud (Daniel)* (p. 4266, 4267) ; *Mouly (Georges)* (p. 4267, 4268) ; *Trucy (François)* (p. 4269).

Tourisme rural : *Boyer-Andrivet (Jacques)* (p. 4268) ; *Descamps (Jean-Jacques)* (p. 4275) ; *Mouly (Georges)* (p. 4268) ; *Trucy (François)* (p. 4269, 4270).

Tourisme social : *Boeuf (Marc)* (p. 4265) ; *Bonduel (Stéphane)* (p. 4271) ; *Descamps (Jean-Jacques)* (p. 4275) ; *Malassagne (Paul)* (p. 4262).

Union des transports aériens (UTA) : *Chinaud (Roger)* (p. 4261) ; *Millaud (Daniel)* (p. 4267).

Vacances : *Duroméa (André)* (p. 4265).

Visas : *Chinaud (Roger)* (p. 4260) ; *Descamps (Jean-Jacques)* (p. 4275) ; *Malassagne (Paul)* (p. 4261) ; *Trucy (François)* (p. 4269).

Voyages : *Duroméa (André)* (p. 4266) ; *Malassagne (Paul)* (p. 4262).

Zones rurales : *Bonnet (Christian)* (p. 4270) ; *Descamps (Jean-Jacques)* (p. 4259).

Examen des crédits (réservé jusqu'après l'examen de l'ensemble des crédits du ministère de l'industrie, des P et T et du tourisme) (p. 4276)

– Les crédits sont adoptés (3 décembre 1987) (p. 4937).

INTERIEUR

Discussion (1er décembre 1987) (p. 4739, 4785) :

MM. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur ; Joseph Raybaud, rapporteur spécial de la commission des finances (administration centrale et sécurité) ; Bernard Pellarin, rapporteur spécial de la commission des finances (administration territoriale, collectivités locales et décentralisation) ; Pierre Salvi, rapporteur pour avis de la commission des lois (décentralisation et tribunaux administratifs) ; Paul Masson, rapporteur pour avis de la commission des lois (police et sécurité) ; Paul Girod, rapporteur pour avis de la commission des lois (sécurité civile) ; Christian Poncelet, président de la commission des finances ; Bernard Laurent, Charles Ornano, Yves Goussebaire-Dupin, Paul Kauss, André Rouvière, Charles Lederman, Raymond Poirier, Paul Girod, Jacques Boyer-Andrivet, Jean-François Pintat, Jean Amelin, Robert Schwint, Mme Paulette Fost, MM. Bernard Lemarié, Jacques Descours Desacres, Marcel Vidal, Jacques Machet, René Régnault, Paul Loridant, Marcel Rudloff, Robert Pandraud, ministre délégué chargé de la sécurité ; Yves Galland, ministre délégué chargé des collectivités locales ; Robert Vizet.

Action sanitaire et sociale : *Galland (Yves)* (p. 4780) ; *Girod (Paul)* (p. 4762) ; *Salvi (Pierre)* (p. 4748).

Administration (relations avec le public) : *Galland (Yves)* (p. 4778).

Agriculture : *Ornano (Charles)* (p. 4754) ; *Pasqua (Charles)* (p. 4782).

Aide médicale urgente : *Rouvière (André)* (p. 4758).

Allocation aux adultes handicapés : *Pasqua (Charles)* (p. 4741).

Aménagement rural : *Boyer-Andrivet (Jacques)* (p. 4763) ; *Goussebaire-Dupin (Yves)* (p. 4755).

Armes et munitions : *Pandraud (Robert)* (p. 4776) ; *Pasqua (Charles)* (p. 4740) ; *Schwint (Robert)* (p. 4766).

Bâtiment et travaux publics : *Ornano (Charles)* (p. 4754) ; *Pasqua (Charles)* (p. 4782).

Besançon (ville) : *Schwint (Robert)* (p. 4766).

Bois : *Lemarié (Bernard)* (p. 4768) ; *Pasqua (Charles)* (p. 4782).

Bombardiers d'eau : *Amelin (Jean)* (p. 4765) ; *Pasqua (Charles)* (p. 4741, 4781) ; *Raybaud (Joseph)* (p. 4744) ; *Vidal (Marcel)* (p. 4770).

Bretagne (région) : *Descours Desacres (Jacques)* (p. 4769) ; *Lemarié (Bernard)* (p. 4767, 4768) ; *Pasqua (Charles)* (p. 4781) ; *Régnault (René)* (p. 4772).

Caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales (CAECL) : *Fost (Paulette)* (p. 4767) ; *Galland (Yves)* (p. 4779) ; *Régnault (René)* (p. 4773) ; *Schwint (Robert)* (p. 4765).

Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (CNRACL) : *Fost (Paulette)* (p. 4767) ; *Galland (Yves)* (p. 4779) ; *Goussebaire-Dupin (Yves)* (p. 4755) ; *Kauss (Paul)* (p. 4756) ; *Laurent (Bernard)* (p. 4754) ; *Machet (Jacques)* (p. 4771) ; *Pasqua (Charles)* (p. 4753, 4754) ; *Pellarin (Bernard)* (p. 4746, 4747) ; *Pintat (Jean-François)* (p. 4764) ; *Poirier (Raymond)* (p. 4761) ; *Poncelet (Christian)* (p. 4753) ; *Régnault (René)* (p. 4772) ; *Salvi (Pierre)* (p. 4747, 4748) ; *Schwint (Robert)* (p. 4765) ; *Vidal (Marcel)* (p. 4770).

Calamités et catastrophes : *Lemarié (Bernard)* (p. 4767, 4768) ; *Pasqua (Charles)* (p. 4740, 4781, 4782) ; *Régnault (René)* (p. 4772).

Carte nationale d'identité : *Pasqua (Charles)* (p. 4740) ; *Raybaud (Joseph)* (p. 4743).

Carte scolaire : *Régnault (René)* (p. 4774).

Centres de gestion (fonction publique territoriale) : *Galland (Yves)* (p. 4777) ; *Poirier (Raymond)* (p. 4760, 4761).

Collectivités territoriales : *Amelin (Jean)* (p. 4765) ; *Fost (Paulette)* (p. 4767) ; *Galland (Yves)* (p. 4777) ; *Girod (Paul)* (p. 4751, 4762) ; *Goussebaire-Dupin (Yves)* (p. 4755) ; *Pasqua (Charles)* (p. 4741, 4753, 4781) ; *Pellarin (Bernard)* (p. 4745).

Collèges : *Galland (Yves)* (p. 4779) ; *Girod (Paul)* (p. 4762) ; *Salvi (Pierre)* (p. 4748) ; *Vidal (Marcel)* (p. 4770).

Communautés urbaines : *Galland (Yves)* (p. 4780) ; *Rudloff (Marcel)* (p. 4775, 4776).

Communes : *Lederman (Charles)* (p. 4759) ; *Poncelet (Christian)* (p. 4753).

Communes touristiques et thermales : *Vidal (Marcel)* (p. 4771).

Compagnies républicaines de sécurité (CRS) : *Pintat (Jean-François)* (p. 4764).

Conflits sociaux : *Lederman (Charles)* (p. 4758) ; *Pasqua (Charles)* (p. 4760).

Contentieux administratif : *Salvi (Pierre)* (p. 4749) ; voir aussi Cours administratives d'appel.

Corse (région) : *Masson (Paul)* (p. 4749, 4750) ; *Ornano (Charles)* (p. 4754) ; *Pasqua (Charles)* (p. 4782).

Cotisations sociales : *Fost (Paulette)* (p. 4767) ; *Pasqua (Charles)* (p. 4754) ; *Poncelet (Christian)* (p. 4753) ; voir aussi Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (CNRACL).

Cours administratives d'appel : *Pasqua (Charles)* (p. 4742) ; *Pellarin (Bernard)* (p. 4744) ; *Salvi (Pierre)* (p. 4749).

Crédit local de France : Voir Caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales (CAECL).

Crimes, délits et contraventions : *Loridant (Paul)* (p. 4775) ; *Masson (Paul)* (p. 4749, 4750) ; *Pandraud (Robert)* (p. 4776) ; *Pasqua (Charles)* (p. 4739) ; *Schwint (Robert)* (p. 4766).

Décentralisation : *Galland (Yves)* (p. 4780) ; *Girod (Paul)* (p. 4762) ; *Goussebaire-Dupin (Yves)* (p. 4755) ; *Kauss (Paul)*

(p. 4757) ; *Machet (Jacques)* (p. 4771) ; *Pintat (Jean-François)* (p. 4763) ; *Régnault (René)* (p.4773, 4774) ; *Salvi (Pierre)* (p. 4748) ; *Vidal (Marcel)* (p. 4770).

Déconcentration : *Galland (Yves)* (p. 4780) ; *Goussebaire-Dupin (Yves)* (p. 4755).

Défense civile : *Girod (Paul)* (p. 4752).

Délinquance : *Lederman (Charles)* (p. 4758) ; *Masson (Paul)* (p. 4749) ; *Pandraud (Robert)* (p. 4776) ; *Raybaud (Joseph)* (p. 4742).

Départements : *Salvi (Pierre)* (p. 4748).

Départements d'outre-mer (DOM) : *Pasqua (Charles)* (p. 4741).

Dotation générale de décentralisation (DGD) : *Pasqua (Charles)* (p. 4741) ; *Pellarin (Bernard)* (p. 4745, 4747).

Dotation globale de fonctionnement (DGF) : *Descours Desacres (Jacques)* (p. 4769) ; *Galland (Yves)* (p. 4778) ; *Girod (Paul)* (p. 4762) ; *Kauss (Paul)* (p. 4756) ; *Machet (Jacques)* (p. 4771, 4772) ; *Pasqua (Charles)* (p. 4741) ; *Pellarin (Bernard)* (p. 4746) ; *Pintat (Jean-François)* (p. 4764) ; *Poirier (Raymond)* (p. 4761).

Dotation globale d'équipement (DGE) : *Galland (Yves)* (p. 4778) ; *Girod (Paul)* (p. 4762) ; *Goussebaire-Dupin (Yves)* (p. 4755) ; *Kauss (Paul)* (p. 4756) ; *Machet (Jacques)* (p. 4771) ; *Pasqua (Charles)* (p. 4741) ; *Pellarin (Bernard)* (p. 4746, 4747) ; *Poirier (Raymond)* (p. 4761) ; *Poncelet (Christian)* (p. 4752).

Drogue (trafic) : *Masson (Paul)* (p. 4749, 4750).

Ecoles maternelles et primaires : *Régnault (René)* (p. 4774).

Elections : *Raybaud (Joseph)* (p. 4742).

Endettement (collectivités territoriales) : *Girod (Paul)* (p. 4762) ; *Salvi (Pierre)* (p. 4747, 4748).

Enseignement : *Salvi (Pierre)* (p. 4748).

Entreprises : *Kauss (Paul)* (p. 4756).

Equipements collectifs : *Poncelet (Christian)* (p. 4753) ; *Régnault (René)* (p. 4772).

Equipements scolaires : *Pasqua (Charles)* (p. 4742) ; *Pellarin (Bernard)* (p. 4747) ; *Vidal (Marcel)* (p. 4770).

Essonne (département) : *Loridant (Paul)* (p. 4775) ; *Pandraud (Robert)* (p. 4777).

Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure : *Galland (Yves)* (p. 4779) ; *Pasqua (Charles)* (p. 4754).

Exode rural : *Fost (Paulette)* (p. 4767).

Exploitants agricoles : *Lemarié (Bernard)* (p. 4768).

Expulsions (étrangers) : *Masson (Paul)* (p. 4750).

Finances locales : *Descours Desacres (Jacques)* (p. 4769) ; *Girod (Paul)* (p. 4762) ; *Goussebaire-Dupin (Yves)* (p. 4755) ; *Kauss (Paul)* (p. 4756, 4757) ; *Pellarin (Bernard)* (p. 4745) ; *Poirier (Raymond)* (p. 4761) ; *Poncelet (Christian)* (p. 4753) ; *Régnault (René)* (p. 4772, 4773, 4774) ; *Salvi (Pierre)* (p. 4748) ; *Schwint (Robert)* (p. 4765).

Fiscalité locale : Voir Impôts locaux.

Fonction publique territoriale : *Galland (Yves)* (p. 4777) ; *Pasqua (Charles)* (p. 4753) ; *Pintat (Jean-François)* (p. 4763) ; *Régnault (René)* (p. 4773) ; *Salvi (Pierre)* (p. 4748).

Fonds de compensation de la TVA : *Kauss (Paul)* (p. 4756) ; *Pellarin (Bernard)* (p. 4747).

Fonds spécial d'investissement routier : *Girod (Paul)* (p. 4762).

Forêt méditerranéenne : *Pasqua (Charles)* (p. 4782) ; *Raybaud (Joseph)* (p. 4744) ; *Rouvière (André)* (p. 4757) ; *Vidal (Marcel)* (p. 4770).

Forêts : *Lemarié (Bernard)* (p. 4768).

Forêts (incendies) : *Amelin (Jean)* (p. 4765) ; *Pasqua (Charles)* (p. 4741, 4781) ; *Raybaud (Joseph)* (p. 4744).

Gendarmerie nationale : *Pandraud (Robert)* (p. 4776).

Grand marché intérieur (CEE) : *Pintat (Jean-François)* (p. 4764).

Hélicoptères : *Pasqua (Charles)* (p. 4741, 4781) ; *Raybaud (Joseph)* (p. 4744).

Hérault (département) : *Vidal (Marcel)* (p. 4770).

Ile-de-France (région) : *Loridant (Paul)* (p. 4775).

Ilôtage : *Lederman (Charles)* (p. 4759).

Immigration clandestine : *Masson (Paul)* (p. 4749) ; *Pasqua (Charles)* (p. 4739).

Impôts locaux : *Descours Desacres (Jacques)* (p. 4769, 4770) ; *Fost (Paulette)* (p. 4767) ; *Galland (Yves)* (p. 4777, 4778, 4780) ; *Goussebaire-Dupin (Yves)* (p. 4755) ; *Kauss (Paul)* (p. 4757) ; *Machet (Jacques)* (p. 4771) ; *Pellarin (Bernard)* (p. 4745, 4746) ; *Pintat (Jean-François)* (p. 4764) ; *Poncelet (Christian)* (p. 4752, 4753) ; *Régnault (René)* (p. 4772, 4773) ; *Salvi (Pierre)* (p. 4747) ; *Schwint (Robert)* (p. 4765) ; *Vizet (Robert)* (p. 4780).

Incendies : *Girod (Paul)* (p. 4751).

Information : *Masson (Paul)* (p. 4750).

Informatique : *Pasqua (Charles)* (p. 4740) ; *Raybaud (Joseph)* (p. 4743).

Insécurité : *Pasqua (Charles)* (p. 4742).

Juridictions administratives : *Pasqua (Charles)* (p. 4742) ; *Pellarin (Bernard)* (p. 4745) ; *Salvi (Pierre)* (p. 4749).

Libertés publiques : *Lederman (Charles)* (p. 4758).

Logement : *Lederman (Charles)* (p. 4759) ; *Pasqua (Charles)* (p. 4740).

Lycées : *Girod (Paul)* (p. 4762) ; *Pintat (Jean-François)* (p. 4763) ; *Poncelet (Christian)* (p. 4752).

Maires : *Schwint (Robert)* (p. 4766).

Marseille (ville) : *Girod (Paul)* (p. 4751).

Militaires : *Pasqua (Charles)* (p. 4741).

Montagne : *Boyer-Andrivet (Jacques)* (p. 4763).

Normandie (Basse) (région) : *Descours Desacres (Jacques)* (p. 4769) ; *Lemarié (Bernard)* (p. 4767, 4768) ; *Régnault (René)* (p. 4772).

Opération « Prométhée » : *Vidal (Marcel)* (p. 4770).

Paris (ville) : *Girod (Paul)* (p. 4751).

Partis et groupements politiques : *Lederman (Charles)* (p. 4760) ; *Pasqua (Charles)* (p. 4760).

Patrimoine artistique, archéologique et historique : *Poncelet (Christian)* (p. 4753).

Plans d'urgence : *Amelin (Jean)* (p. 4765).

Police : *Lederman (Charles)* (p. 4758, 4759) ; *Loridant (Paul)* (p. 4774, 4775) ; *Pasqua (Charles)* (p. 4759, 4760) ; *Poncelet (Christian)* (p. 4752) ; *Vidal (Marcel)* (p. 4771).

Police de l'air et des frontières (PAF) : *Pandraud (Robert)* (p. 4776) ; *Raybaud (Joseph)* (p. 4743).

Police (formation professionnelle) : *Loridant (Paul)* (p. 4774) ; *Pandraud (Robert)* (p. 4777) ; *Raybaud (Joseph)* (p. 4743).

Police municipale : *Pandraud (Robert)* (p. 4776) ; *Raybaud (Joseph)* (p. 4744) ; Schwint (Robert) (p. 4766).

Police nationale : *Masson (Paul)* (p. 4750, 4751) ; *Pandraud (Robert)* (p. 4776, 4777) ; *Pasqua (Charles)* (p. 4739, 4740) ; *Raybaud (Joseph)* (p. 4743).

Police nationale (équipements) : *Pandraud (Robert)* (p. 4776, 4777) ; *Pasqua (Charles)* (p. 4739, 4740) ; *Raybaud (Joseph)* (p. 4743).

Préfectures : *Pellarin (Bernard)* (p. 4745) ; *Salvi (Pierre)* (p. 4749).

Préfets : *Régnault (René)* (p. 4774).

Prêts : *Galland (Yves)* (p. 4779).

Recel : *Masson (Paul)* (p. 4750).

Régions : *Galland (Yves)* (p. 4780) ; *Goussebaire-Dupin (Yves)* (p. 4755) ; *Poncelet (Christian)* (p. 4752).

Salaires, traitements et indemnités : *Raybaud (Joseph)* (p. 4743).

Sapeurs pompiers : *Girod (Paul)* (p. 4751) ; *Pasqua (Charles)* (p. 4781, 4782) ; *Rouvière (André)* (p. 4758).

Sécurité civile : *Amelin (Jean)* (p. 4765) ; *Girod (Paul)* (p. 4751) ; *Pasqua (Charles)* (p. 4740, 4741, 4780, 4781) ; *Pintat (Jean-François)* (p. 4764) ; *Raybaud (Joseph)* (p. 4742, 4744) ; *Vidal (Marcel)* (p. 4770).

Sécurité publique : *Goussebaire-Dupin (Yves)* (p. 4755) ; *Lederman (Charles)* (p. 4759) ; *Loridant (Paul)* (p. 4775) ; *Masson (Paul)* (p. 4749) ; *Pasqua (Charles)* (p. 4739, 4753, 4759, 4780) ; *Poncelet (Christian)* (p. 4752) ; *Raybaud (Joseph)* (p. 4742) ; *Schwint (Robert)* (p. 4766).

Sécurité routière : *Schwint (Robert)* (p. 4766).

Service national : *Lederman (Charles)* (p. 4759) ; *Loridant (Paul)* (p. 4774) ; *Pasqua (Charles)* (p. 4739) ; *Raybaud (Joseph)* (p. 4743).

Services publics locaux : *Boyer-Andrivet (Jacques)* (p. 4763) ; *Galland (Yves)* (p. 4778, 4780) ; *Machet (Jacques)* (p. 4771) ; *Pellarin (Bernard)* (p. 4745) ; *Pintat (Jean-François)* (p. 4763) ; *Poncelet (Christian)* (p. 4752) ; *Salvi (Pierre)* (p. 4747) ; *Schwint (Robert)* (p. 4765).

Stupéfiants : Voir Drogue (trafic).

Système d'alerte : *Girod (Paul)* (p. 4751, 4752) ; *Pasqua (Charles)* (p. 4782).

Taxe professionnelle : *Galland (Yves)* (p. 4778, 4779, 4780) ; *Kauss (Paul)* (p. 4756, 4757) ; *Régnault (René)* (p. 4773) ; *Rudloff (Marcel)* (p. 4775) ; *Salvi (Pierre)* (p. 4747).

Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) : *Pintat (Jean-François)* (p. 4764).

Télécommunications : *Lederman (Charles)* (p. 4759) ; *Pasqua (Charles)* (p. 4740) ; *Raybaud (Joseph)* (p. 4743).

Terrorisme : *Masson (Paul)* (p. 4749, 4750) ; *Ornano (Charles)* (p. 4754) ; *Pandraud (Robert)* (p. 4776) ; *Pasqua (Charles)* (p. 4739) ; *Poncelet (Christian)* (p. 4752) ; *Raybaud (Joseph)* (p. 4742).

Tourisme : *Ornano (Charles)* (p. 4754) ; *Pasqua (Charles)* (p. 4782).

Transports en commun (Paris) : *Masson (Paul)* (p. 4749).

Transports sanitaires : *Rouvière (André)* (p. 4758).

Travail (sécurité) : *Schwint (Robert)* (p. 4766).

Travaux d'intérêt général (TIG) : *Schwint (Robert)* (p. 4766).

Valeurs locatives foncières : Voir Impôts locaux.

Victimes (indemnisation) : *Lemarié (Bernard)* (p. 4768, 4769).

Examen des crédits et de l'article 70 (1er décembre 1987) (p. 4782, 4785) : *MM. Jacques Genton, Yves Galland, ministre délégué ; Bernard Pellarin, rapporteur spécial ; Jacques Delong, René Régnault.*

Etat B – TITRE III (p. 4782).

Parole sur le titre : *MM. Jacques Genton* (p. 4782), *Yves Galland, ministre délégué* (p. 4783).

– Les crédits sont adoptés (p. 4783).

TITRE IV – Adopté (p. 4783).

Etat C – TITRES V ET VI – Adoptés (p. 4783).

Art. 70 *(Suppression du principe de l'indexation des crédits de fonctionnement et d'équipement des préfectures et sous-préfectures sur le taux d'évolution de la dotation globale de fonctionnement)* – Adopté (p. 4783).

Après l'art. 70 (p. 4783).

Adopté : amendement (art. additionnel) n° II-49 de M. Bernard Pellarin, rapporteur spécial : établissement d'un état des lieux au moment du transfert au département des bâtiments des collèges (p. 4784).

Rejeté : amendement (art. additionnel) n° II-64 de M. René Régnault : prorogation du régime de cessation progressive d'activité des fonctionnaires des collectivités locales (p. 4785).

Retirés : amendement (art. additionnel) n° II-62 de M. Josselin de Rohan, soutenu par M. Jacques Delong : indemnité de retraite complémentaire pour les maires ayant effectué au moins deux mandats (p. 4785) – Amendement (art. additionnel) n° II-63 de M. René Régnault : prorogation du régime de cessation progressive d'activité des fonctionnaires de l'Etat (p. 4785).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi de finances (p. 4784).

JUSTICE

Discussion (25 novembre 1987) (p. 4482, 4505) :

MM. Albin Chalandon, ministre de la justice ; Georges Lombard, rapporteur spécial de la commission des finances ; Germain Authié, rapporteur pour avis de la commission des lois (services généraux) ; Charles de Cuttoli, rapporteur pour avis de la commission des lois (éducation surveillée) ; Jacques Thyraud, rapporteur pour avis de la commission des lois (administration pénitentiaire) ; Jacques Larché, président de la commission des lois ; Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, MM. Jacques Pelletier, Marcel Rudloff, Michel Rufin, Daniel Millaud, Félix Ciccolini, Jacques Grandon, Jacques Habert.

Administration pénitentiaire : *Authié (Germain)* (p. 4489) ; *Chalandon (Albin)* (p. 4484) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 4492) ; *Lombard (Georges)* (p. 4486) ; *Thyraud (Jacques)* (p. 4490).

Aide judiciaire : *Chalandon (Albin)* (p. 4503) ; *Ciccolini (Félix)* (p. 4500, 4501) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 4493) ; *Grandon (Jacques)* (p. 4501).

Associations : *Pelletier (Jacques)* (p. 4495).

Autorité de la chose jugée : *Rudloff (Marcel)* (p. 4497).

Centres de semi-liberté : *Ciccolini (Félix)* (p. 4500).

Chambres d'accusation : *Chalandon (Albin)* (p. 4485).

Code de la nationalité : *Chalandon (Albin)* (p. 4504) ; *Habert (Jacques)* (p. 4501, 4502).

Code de procédure pénale : *Millaud (Daniel)* (p. 4499).

Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) : *Authié (Germain)* (p. 4488).

Conseil supérieur des Français de l'étranger : *Habert (Jacques)* (p. 4501).

Décès : *Pelletier (Jacques)* (p. 4494).

Décisions de justice : *Chalandon (Albin)* (p. 4484, 4485) ; *Larché (Jacques)* (p. 4491) ; *Lombard (Georges)* (p. 4487) ; *Rudloff (Marcel)* (p. 4496).

Délinquance : *Chalandon (Albin)* (p. 4483) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 4492) ; *Lombard (Georges)* (p. 4487) ; *Loridant (Paul)* (p. 4499).

Détention provisoire : *Chalandon (Albin)* (p. 4485) ; *Rufin (Michel)* (p. 4497) ; *Thyraud (Jacques)* (p. 4490).

Détenus : *Grandon (Jacques)* (p. 4501) ; *Lombard (Georges)* (p. 4486) ; *Loridant (Paul)* (p. 4499) ; *Rufin (Michel)* (p. 4497) ; *Thyraud (Jacques)* (p. 4491).

Drogue (trafic) : *Chalandon (Albin)* (p. 4483) ; *Loridant (Paul)* (p. 4499) ; *Pelletier (Jacques)* (p. 4494, 4495).

Education : *Cuttoli (Charles de)* (p. 4489).

Education surveillée : *Chalandon (Albin)* (p. 4484, 4485, 4502, 4503, 4504) ; *Cuttoli (Charles de)* (p. 4489) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 4492, 4493) ; *Larché (Jacques)* (p. 4491, 4492) ; *Lombard (Georges)* (p. 4486, 4487) ; *Loridant (Paul)* (p. 4498) ; *Rudloff (Marcel)* (p. 4496).

Emplois publics (créations et suppressions) : *Authié (Germain)* (p. 4488) ; *Chalandon (Albin)* (p. 4484, 4503) ; *Ciccolini (Félix)* (p. 4500) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 4492, 4493) ; *Loridant (Paul)* (p. 4498) ; *Millaud (Daniel)* (p. 4500).

Equipement : *Authié (Germain)* (p. 4489) ; *Loridant (Paul)* (p. 4498).

Etablissements pénitentiaires : *Chalandon (Albin)* (p. 4484, 4503) ; *Ciccolini (Félix)* (p. 4500) ; *Larché (Jacques)* (p. 4492) ; *Lombard (Georges)* (p. 4486) ; *Rufin (Michel)* (p. 4497) ; *Thyraud (Jacques)* (p. 4490).

Fonctionnaires et agents publics : *Rufin (Michel)* (p. 4498).

Formation professionnelle : *Cuttoli (Charles de)* (p. 4489).

Grève (droit de) : *Larché (Jacques)* (p. 4491).

Information : *Pelletier (Jacques)* (p. 4495).

Informatique : *Authié (Germain)* (p. 4488) ; *Chalandon (Albin)* (p. 4484, 4485) ; *Grandon (Jacques)* (p. 4501).

Injonction thérapeutique : *Pelletier (Jacques)* (p. 4495).

Instruction : *Chalandon (Albin)* (p. 4504) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 4493) ; *Larché (Jacques)* (p. 4491).

Jeunesse : *Pelletier (Jacques)* (p. 4494).

Juges d'instruction : *Chalandon (Albin)* (p. 4485) ; *Rudloff (Marcel)* (p. 4496).

Justice : *Chalandon (Albin)* (p. 4502) ; *Grandon (Jacques)* (p. 4501) ; *Rudloff (Marcel)* (p. 4495, 4496, 4497).

Justice (budget) : *Authié (Germain)* (p. 4487) ; *Chalandon (Albin)* (p. 4482) ; *Cuttoli (Charles de)* (p. 4489, 4490) ; *Larché (Jacques)* (p. 4491) ; *Lombard (Georges)* (p. 4485) ; *Loridant (Paul)* (p. 4498) ; *Rufin (Michel)* (p. 4497).

Justice (délais) : *Chalandon (Albin)* (p. 4484, 4503) ; *Rufin (Michel)* (p. 4497).

Justice (ministère) : *Authié (Germain)* (p. 4487, 4488).

Magistrats : *Authié (Germain)* (p. 4487, 4488) ; *Chalandon (Albin)* (p. 4483, 4484, 4503) ; *Ciccolini (Félix)* (p. 4500) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 4492, 4493) ; *Grandon (Jacques)* (p. 4501) ; *Larché (Jacques)* (p. 4491, 4492) ; *Lombard (Georges)* (p. 4486) ; *Millaud (Daniel)* (p. 4499) ; *Rudloff (Marcel)* (p. 4496) ; *Rufin (Michel)* (p. 4498).

Peines de substitution : *Chalandon (Albin)* (p. 4483) ; *Cuttoli (Charles de)* (p. 4489) ; *Loridant (Paul)* (p. 4499).

Peines et amendes : *Chalandon (Albin)* (p. 4504).

Personnels pénitentiaires : *Chalandon (Albin)* (p. 4503) ; Ciccolini (Félix) (p. 4500) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 4493) ; *Lombard (Georges)* (p. 4486) ; *Thyraud (Jacques)* (p. 4490, 4491).

Polynésie française : *Millaud (Daniel)* (p. 4499, 4500).

Salaires, traitements et indemnités : *Authié (Germain)* (p. 4488) ; *Chalandon (Albin)* (p. 4503) ; *Ciccolini (Félix)* (p. 4500) ; *Grandon (Jacques)* (p. 4501) ; *Larché (Jacques)* (p. 4492) ; *Lombard (Georges)* (p. 4486) ; *Rudloff (Marcel)* (p. 4496).

Sécurité civile : *Chalandon (Albin)* (p. 4483, 4485).

Suicide : *Thyraud (Jacques)* (p. 4491).

Syndrome immuno-déficitaire acquis (SIDA) : *Cuttoli (Charles de)* (p. 4489) ; *Thyraud (Jacques)* (p. 4490).

Terrorisme : *Chalandon (Albin)* (p. 4483).

Toxicomanie : *Authié (Germain)* (p. 4488) ; *Chalandon (Albin)* (p. 4504) ; *Ciccolini (Félix)* (p. 4501) ; *Cuttoli (Charles de)* (p. 4489) ; *Pelletier (Jacques)* (p. 4494, 4495) ; *Thyraud (Jacques)* (p. 4490).

Travail des femmes : *Grandon (Jacques)* (p. 4501) ; *Larché (Jacques)* (p. 4492).

Travaux d'intérêt général (TIG) : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 4492) ; *Thyraud (Jacques)* (p. 4490).

Tribunaux de grande instance (TGI) : *Cuttoli (Charles de)* (p. 4489).

Examen des crédits et de l'article 71 (25 novembre 1987) (p. 4504, 4505) : *MM. Michel Dreyfus-Schmidt, Albin Chalandon, ministre.*

Etat B – TITRES III et IV – Adoptés (p. 4505).

Etat C – TITRE V.

Retiré : amendement n° II-37 de M. Michel Dreyfus-Schmidt : réduction des autorisations de programme figurant à ce titre (p. 4505).

– Les crédits du titre V sont adoptés (p. 4505).

TITRE VI – Adopté (p. 4505).

Art. 71 *(Suppression du fonds d'organisation de la nouvelle profession d'avocat institué par l'article 28 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques)* – Adopté (p. 4505).

MER

Discussion (19 novembre 1987) (p. 4166, 4187) :

MM. Ambroise Guellec, secrétaire d'Etat à la mer ; René Régnault, rapporteur spécial de la commission des finances (marine marchande) ; Tony Larue, rapporteur spécial de la commission des finances (ports maritimes) ; Yves Le Cozannet, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (marine marchande) ; Claude Prouvoyeur, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (ports maritimes) ; Louis de Catuelan, Jacques Habert, José Balarello, Jacques Oudin, Albert Pen, André Duroméa, Paul Caron, Henri Collette, Jacques Bialski, Alphonse Arzel.

Aquaculture : *Arzel (Alphonse)* (p. 4183) ; *Balarello (José)* (p. 4177) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 4185, 4186) ; *Le Cozannet (Yves)* (p. 4171) ; *Oudin (Jacques)* (p. 4178, 4179) ; *Régnault (René)* (p. 4167, 4168).

Calais (port) : *Collette (Henri)* (p. 4181, 4182) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 4184).

Canada : *Guellec (Ambroise)* (p. 4185) ; *Habert (Jacques)* (p. 4176) ; *Pen (Albert)* (p. 4179, 4180).

Catastrophes naturelles : *Arzel (Alphonse)* (p. 4183) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 4174) ; *Le Cozannet (Yves)* (p. 4171) ; *Oudin (Jacques)* (p. 4179) ; *Régnault (René)* (p. 4168).

Centres régionaux opérationnels de surveillance et de sauvetage (CROSS) : *Catuelan (Louis de)* (p. 4175) ; *Le Cozannet (Yves)* (p. 4171) ; *Régnault (René)* (p. 4168).

Chômage : *Collette (Henri)* (p. 4181).

Communauté économique européenne (CEE) : *Balarello (José)* (p. 4177).

Dieppe (port) : *Caron (Paul)* (p. 4181) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 4184).

Droit de la mer : *Balarello (José)* (p. 4178).

Emplois (créations et suppressions) : *Catuelan (Louis de)* (p. 4175) ; *Habert (Jacques)* (p. 4176) ; *Le Cozannet (Yves)* (p. 4170).

Enseignement maritime : *Guellec (Ambroise)* (p. 4174) ; *Régnault (René)* (p. 4167).

Etablissement national des invalides de la marine (ENIM) : *Arzel (Alphonse)* (p. 4183) ; *Duroméa (André)* (p. 4180) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 4174) ; *Le Cozannet (Yves)* (p. 4171) ; *Régnault (René)* (p. 4167).

Fonds de développement économique et social (FDES) : *Guellec (Ambroise)* (p. 4166).

Fonds d'intervention et d'organisation des marchés des produits de la pêche maritime et des cultures marines (FIOM) : *Guellec (Ambroise)* (p. 4174) ; *Régnault (René)* (p. 4168).

Formation professionnelle : *Régnault (René)* (p. 4167).

Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER) : *Balarello (José)* (p. 4178) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 4186) ; *Oudin (Jacques)* (p. 4179).

Investissements : *Guellec (Ambroise)* (p. 4166, 4167) ; *Larue (Tony)* (p. 4170) ; *Prouvoyeur (Claude)* (p. 4172).

Liaison fixe transmanche : *Collette (Henri)* (p. 4182) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 4184).

Littoral (protection) : *Guellec (Ambroise)* (p. 4186) ; *Oudin (Jacques)* (p. 4179) ; *Régnault (René)* (p. 4169).

Marine marchande : *Balarello (José)* (p. 4177) ; *Bialski (Jacques)* (p. 4182) ; *Catuelan (Louis de)* (p. 4175) ; *Duroméa (André)* (p. 4180, 4181) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 4166, 4173) ; *Le Cozannet (Yves)* (p. 4170) ; *Oudin (Jacques)* (p. 4178) ; *Régnault (René)* (p. 4168).

Marins : *Arzel (Alphonse)* (p. 4183) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 4167) ; *Habert (Jacques)* (p. 4176) ; *Le Cozannet (Yves)* (p. 4171) ; *Régnault (René)* (p. 4167).

Pavillons de complaisance : *Duroméa (André)* (p. 4180).

Pêche : *Arzel (Alphonse)* (p. 4183) ; *Balarello (José)* (p. 4177) ; *Caron (Paul)* (p. 4181) ; *Catuelan (Louis de)* (p. 4175) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 4166, 4174, 4185) ; *Habert (Jacques)* (p. 4176) ; *Le Cozannet (Yves)* (p. 4171) ; *Oudin (Jacques)* (p. 4178) ; *Pen (Albert)* (p. 4179, 4180) ; *Régnault (René)* (p. 4167, 4168).

Phares et balises : *Bialski (Jacques)* (p. 4183) ; *Catuelan (Louis de)* (p. 4175) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 4173, 4174, 4184) ; *Habert (Jacques)* (p. 4176) ; *Le Cozannet (Yves)* (p. 4171) ; *Régnault (René)* (p. 4168).

Pollution (mer) : *Arzel (Alphonse)* (p. 4183) ; *Balarello (José)* (p. 4177).

Ports : *Arzel (Alphonse)* (p. 4183) ; *Balarello (José)* (p. 4176) ; *Bialski (Jacques)* (p. 4182, 4183) ; *Caron (Paul)* (p. 4181) ; *Collette (Henri)* (p. 4181) ; *Duroméa (André)* (p. 4181) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 4166, 4173, 4184) ; *Habert (Jacques)* (p. 4176) ; *Larue (Tony)* (p. 4169, 4170) ; *Oudin (Jacques)* (p. 4178) ; *Prouvoyeur (Claude)* (p. 4172, 4173).

Ports autonomes : *Balarello (José)* (p. 4176) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 4166) ; *Larue (Tony)* (p. 4169, 4170) ; *Prouvoyeur (Claude)* (p. 4172).

Produits de la mer : *Balarello (José)* (p. 4177) ; *Le Cozannet (Yves)* (p. 4171).

Protection sociale : *Arzel (Alphonse)* (p. 4183) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 4167) ; *Habert (Jacques)* (p. 4176) ; *Le Cozannet (Yves)* (p. 4171) ; *Régnault (René)* (p. 4167).

Recherche : *Arzel (Alphonse)* (p. 4183) ; *Balarello (José)* (p. 4178) ; *Bialski (Jacques)* (p. 4183) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 4186) ; *Régnault (René)* (p. 4169).

Saint-Pierre-et-Miquelon : *Guellec (Ambroise)* (p. 4185) ; *Habert (Jacques)* (p. 4176) ; *Pen (Albert)* (p. 4179, 4180).

Sauvetage en mer : *Habert (Jacques)* (p. 4176) ; *Oudin (Jacques)* (p. 4179).

Schémas de mise en valeur de la mer : *Guellec (Ambroise)* (p. 4186) ; *Oudin (Jacques)* (p. 4179).

Sécurité maritime : *Catuelan (Louis de)* (p. 4175) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 4173, 4185) ; *Habert (Jacques)* (p. 4176) ; *Le Cozannet (Yves)* (p. 4171) ; *Régnault (René)* (p. 4168).

Seine-Maritime (département) : *Caron (Paul)* (p. 4181).

Société nationale de sauvetage en mer (SNSM) : *Bialski (Jacques)* (p. 4183) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 4167, 4174) ; *Habert (Jacques)* (p. 4176) ; *Le Cozannet (Yves)* (p. 4171) ; *Oudin (Jacques)* (p. 4179) ; *Régnault (René)* (p. 4168).

Transports : *Catuelan (Louis de)* (p. 4175) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 4184) ; *Larue (Tony)* (p. 4170) ; *Prouvoyeur (Claude)* (p. 4172).

Transports maritimes : *Balarello (José)* (p. 4176) ; *Bialski (Jacques)* (p. 4182) ; *Régnault (René)* (p. 4168).

Examen des crédits (19 novembre 1987) (p. 4186, 4187) : *MM. Albert Pen, André Duroméa.*

Etat B – TITRE III – Adopté (p. 4186).

TITRE IV (p. 4186).

Parole sur le titre IV : *MM. Albert Pen* (p. 4186) ; *André Duroméa* (p. 4186, 4187) – Pêche, ports.

– Les crédits du titre IV sont adoptés (p. 4187).

Etat C – TITRE V – Adopté (p. 4187).

TITRE VI – Adopté (p. 4187).

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

I – SERVICES GENERAUX

Discussion (2 décembre 1987) (p. 4792, 4802) :

MM. Camille Cabana, ministre chargé des rapatriés et de la réforme administrative ; Hervé de Charette, ministre chargé de la fonction publique et du Plan ; Maurice Couve de Murville, rapporteur spécial de la commission des finances ; François Trucy, René Régnault, Paul Souffrin, Pierre Lacour.

Administration (relations avec le public) : *Cabana (Camille)* (p. 4793).

Agents non titulaires de l'Etat : *Charette (Hervé de)* (p. 4800) ; *Lacour (Pierre)* (p. 4799) ; *Régnault (René)* (p. 4797).

Agents non titulaires des collectivités territoriales : *Régnault (René)* (p. 4801).

Centres interministériels de renseignements administratifs (CIRA) : *Couve de Murville (Maurice)* (p. 4794).

Documentation française : *Cabana (Camille)* (p. 4792).

Ecole nationale d'administration (ENA) : *Charette (Hervé de)* (p. 4793) ; *Régnault (René)* (p. 4796).

Education nationale : *Trucy (François)* (p. 4795).

Emplois publics (créations et suppressions) : *Cabana (Camille)* (p. 4792) ; *Charette (Hervé de)* (p. 4793, 4800) ; *Couve de Murville (Maurice)* (p. 4794, 4795) ; *Régnault (René)* (p. 4796, 4797, 4801) ; *Souffrin (Paul)* (p. 4798) ; *Trucy (François)* (p. 4795).

Fonctionnaires et agents publics : *Charette (Hervé de)* (p. 4793, 4794, 4799, 4800) ; *Couve de Murville (Maurice)* (p. 4795) ; *Lacour (Pierre)* (p. 4798, 4799) ; *Régnault (René)* (p. 4796, 4797, 4798) ; *Souffrin (Paul)* (p. 4798) ; *Trucy (François)* (p. 4795, 4796).

Fonction publique : *Charette (Hervé de)* (p. 4793, 4794, 4799, 4800) ; *Couve de Murville (Maurice)* (p. 4795) ; *Lacour (Pierre)* (p. 4798, 4799) ; *Régnault (René)* (p. 4796, 4797, 4798) ; *Souffrin (Paul)* (p. 4798) ; *Trucy (François)* (p. 4795, 4796).

Fonction publique territoriale : *Régnault (René)* (p. 4797, 4801).

Formation continue : *Charette (Hervé de)* (p. 4793, 4799, 4800) ; *Lacour (Pierre)* (p. 4799) ; *Trucy (François)* (p. 4795).

Grève (droit de) : *Souffrin (Paul)* (p. 4798).

Informatique : *Cabana (Camille)* (p. 4792, 4801) ; *Charette (Hervé de)* (p. 4793) ; *Trucy (François)* (p. 4795).

Instituteurs : *Trucy (François)* (p. 4796).

Instituts régionaux d'administration (IRA) : *Charette (Hervé de)* (p. 4800).

Intérieur (ministère) : *Cabana (Camille)* (p. 4792).

Juridictions administratives : *Régnault (René)* (p. 4796).

Médiateur : *Cabana (Camille)* (p. 4793, 4801) ; *Couve de Murville (Maurice)* (p. 4794).

Mobilité : *Régnault (René)* (p. 4797).

Pensions et retraites : *Charette (Hervé de)* (p. 4794) ; *Régnault (René)* (p. 4797).

Permis de chasser : *Cabana (Camille)* (p. 4793).

Productivité : *Charette (Hervé de)* (p. 4793, 4799) ; *Trucy (François)* (p. 4795).

Rapatriés : *Cabana (Camille)* (p. 4792, 4801) ; *Couve de Murville (Maurice)* (p. 4794, 4795).

Salaires, traitements et indemnités : *Charette (Hervé de)* (p. 4793, 4794) ; *Couve de Murville (Maurice)* (p. 4795) ; *Lacour (Pierre)* (p. 4798) ; *Régnault (René)* (p. 4798) ; *Souffrin (Paul)* (p. 4798) ; *Trucy (François)* (p. 4796).

Secrétariat général de la défense nationale (SGDN) : *Cabana (Camille)* (p. 4792).

Service public : *Charette (Hervé de)* (p. 4800) ; *Régnault (René)* (p. 4797) ; *Souffrin (Paul)* (p. 4798).

Titularisations : *Charette (Hervé de)* (p. 4800) ; *Lacour (Pierre)* (p. 4799).

Tour extérieur (recrutement) : *Charette (Hervé de)* (p. 4800).

Examen des crédits (réservé jusqu'après l'examen des crédits relatifs à la communication et à l'information) **et de l'article additionnel après l'article 70** (2 décembre 1987) (p. 4801) : *MM. René Régnault, Maurice Couve de Murville, rapporteur spécial ; Hervé de Charette, ministre.*

Après l'art. 70 (p. 4801).

Retiré : amendement (art. additionnel) n° II-63 de M. René Régnault : prorogation jusqu'au 31 décembre 1988 des dispositions permettant aux fonctionnaires de l'Etat et de ses établissements publics à caractère administratif de bénéficier de la cessation progresive d'activité avant l'âge de 60 ans (p. 4802).

– Les crédits sont adoptés (4 décembre 1987) (p. 4995).

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

II – SECRETARIAT GENERAL DE LA DEFENSE NATIONALE

Discussion (2 décembre 1987) (p. 4802, 4806) :

MM. Camille Cabana, ministre chargé des rapatriés et de la réforme administrative ; Emmanuel Hamel, rapporteur spécial de la commission des finances ; Xavier de Villepin, Mme Marie-Claude Beaudeau ; M. Paul Loridant.

Armée : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 4804) ; *Cabana (Camille)* (p. 4806).

Contrôle parlementaire : *Villepin (Xavier de)* (p. 4804).

Défense civile : *Cabana (Camille)* (p. 4802, 4805) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 4803) ; *Loridant (Paul)* (p. 4805).

Emplois (créations et suppressions) : *Cabana (Camille)* (p. 4802, 4805) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 4803) ; *Loridant (Paul)* (p. 4805) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 4804).

Grèves : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 4804).

Institut des hautes études de la défense nationale (IHEDN) : *Cabana (Camille)* (p. 4802) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 4803) ; *Loridant (Paul)* (p. 4804).

Secrétariat général de la défense nationale (SGDN) : *Cabana (Camille)* (p. 4802, 4805) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 4803) ; *Loridant (Paul)* (p. 4804, 4805) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 4804).

Sécurité civile : *Loridant (Paul)* (p. 4805).

Services du Premier ministre : *Cabana (Camille)* (p. 4802).

Examen des crédits (2 décembre 1987) (p. 4806)

Etat B – TITRE III – Adopté (p. 4806).

Etat C – TITRE V – Adopté (p. 4806).

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

III – CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Discussion (2 décembre 1987) (p. 4807, 4808) :

MM. Camille Cabana, ministre chargé des rapatriés et de la réforme administrative ; Robert Vizet, en remplacement de Mme Paulette Fost, rapporteur spécial de la commission des finances ; Marc Boeuf.

Conseil économique et social : *Boeuf (Marc)* (p. 4808) ; *Cabana (Camille)* (p. 4807) ; *Vizet (Robert)* (p. 4807).

Cour des comptes : *Cabana (Camille)* (p. 4807) ; *Vizet (Robert)* (p. 4807).

Culture (ministère) : *Cabana (Camille)* (p. 4807) ; *Vizet (Robert)* (p. 4807).

Emplois (créations et suppressions) : *Cabana (Camille)* (p. 4807) ; *Vizet (Robert)* (p. 4807).

Palais d'Iéna : *Boeuf (Marc)* (p. 4808) ; *Cabana (Camille)* (p. 4807) ; *Vizet (Robert)* (p. 4807).

Retraités : *Boeuf (Marc)* (p. 4808).

Salaires, traitements et indemnités : *Cabana (Camille)* (p. 4807) ; *Vizet (Robert)* (p. 4807).

Examen des crédits (2 décembre 1987) (p. 4808)

Etat B – TITRE III – Adopté (p. 4808).

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

IV – PLAN

Discussion (2 décembre 1987) (p. 4808, 4817) :

MM. Hervé de Charette, ministre chargé de la fonction publique et du Plan ; Gérard Delfau, rapporteur spécial de la commission des finances (Plan) ; Robert Vizet, rapporteur spécial de la commission des finances (économie sociale) ; Bernard Barbier, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques, président de la délégation du Sénat pour la planification ; Daniel Percheron.

Agriculture : *Charette (Hervé de)* (p. 4809).

Aménagement du territoire : *Delfau (Gérard)* (p. 4811).

Associations : *Charette (Hervé de)* (p. 4816) ; *Vizet (Robert)* (p. 4811, 4812).

Centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII) : *Barbier (Bernard)* (p. 4812).

Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (CREDOC) : *Delfau (Gérard)* (p. 4810).

Centre d'étude des revenus et des coûts (CERC) : *Barbier (Bernard)* (p. 4812).

Centre mondial informatique : *Barbier (Bernard)* (p. 4812) ; *Delfau (Gérard)* (p. 4810).

Commissariat général au Plan : *Barbier (Bernard)* (p. 4812, 4813) ; *Charette (Hervé de)* (p. 4808, 4809, 4810, 4816) ; *Delfau (Gérard)* (p. 4810).

Communauté économique européenne (CEE) : *Barbier (Bernard)* (p. 4813, 4814).

Conseil économique et social : *Charette (Hervé de)* (p. 4809).

Contrats de plan : *Barbier (Bernard)* (p. 4812, 4813) ; *Charette (Hervé de)* (p. 4809, 4810, 4816, 4817) ; *Delfau (Gérard)* (p. 4811) ; *Percheron (Daniel)* (p. 4815, 4816).

Cotisations sociales : *Barbier (Bernard)* (p. 4814, 4815).

Délégation à l'économie sociale : *Barbier (Bernard)* (p. 4812) ; *Vizet (Robert)* (p. 4811).

Délégation parlementaire du Sénat pour la planification : *Barbier (Bernard)* (p. 4813, 4815) ; *Charette (Hervé de)* (p. 4809, 4816, 4817).

Economie sociale : *Charette (Hervé de)* (p. 4816) ; *Delfau (Gérard)* (p. 4810) ; *Vizet (Robert)* (p. 4811, 4812).

Finances publiques : *Barbier (Bernard)* (p. 4814).

Fiscalité : *Barbier (Bernard)* (p. 4813, 4815).

Fonction publique : *Barbier (Bernard)* (p. 4814).

Grand marché intérieur (CEE) : *Barbier (Bernard)* (p. 4813) ; *Charette (Hervé de)* (p. 4809).

Houillères : *Percheron (Daniel)* (p. 4816).

Industrie : *Charette (Hervé de)* (p. 4809).

Institut de recherche économique et sociale (IRES) : *Delfau (Gérard)* (p. 4810).

Liaison fixe transmanche : *Percheron (Daniel)* (p. 4815).

Lois de programme : *Delfau (Gérard)* (p. 4811).

Nord-Pas-de-Calais (région) : *Charette (Hervé de)* (p. 4817) ; *Percheron (Daniel)* (p. 4815, 4816).

Plan : *Barbier (Bernard)* (p. 4813) ; *Charette (Hervé de)* (p. 4809, 4810, 4817) ; *Delfau (Gérard)* (p. 4811).

Planification : *Barbier (Bernard)* (p. 4813) ; *Charette (Hervé de)* (p. 4809, 4810, 4817) ; *Delfau (Gérard)* (p. 4811).

Politique économique et sociale : *Barbier (Bernard)* (p. 4814).

Prélèvements obligatoires : *Barbier (Bernard)* (p. 4814, 4815).

Prévision économique : *Barbier (Bernard)* (p. 4813, 4815) ; *Charette (Hervé de)* (p. 4816).

Productivité : *Barbier (Bernard)* (p. 4814).

Recherche : *Charette (Hervé de)* (p. 4816).

Régions : *Barbier (Bernard)* (p. 4813) ; *Charette (Hervé de)* (p. 4809, 4810, 4816, 4817) ; *Delfau (Gérard)* (p. 4811).

Salaires, traitements et indemnités : *Barbier (Bernard)* (p. 4814).

Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) : *Barbier (Bernard)* (p. 4813).

Train à grande vitesse (TGV) (Nord) : *Percheron (Daniel)* (p. 4815).

Urbanisme : *Percheron (Daniel)* (p. 4816).

Examen des crédits (2 décembre 1987) (p. 4817) : *M. Gérard Delfau.*

Etat B – TITRE III (p. 4817).

Parole sur le titre : *M. Gérard Delfau* (p. 4817) – Contrats de plan, régions.

– Les crédits figurant au titre III sont adoptés (p. 4817).

TITRE IV – Adopté (p. 4817).

Etat C – TITRE VI – Adopté (p. 4817).

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

V – JEUNESSE ET SPORTS

Discussion (1er décembre 1987) (p. 4723, 4738) :

MM. Christian Bergelin, secrétaire d'Etat chargé de la jeunesse et des sports ; Stéphane Bonduel, rapporteur spécial de la commission des finances ; Jean Delaneau, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles ; Guy Besse, Roger Husson, Jules Faigt, Paul Souffrin, Jean Francou, Claude Prouvoyeur, Philippe Madrelle.

Animation : *Bonduel (Stéphane)* (p. 4725) ; *Faigt (Jules)* (p. 4731) ; *Souffrin (Paul)* (p. 4731, 4732).

Associations : *Bergelin (Christian)* (p. 4723, 4724, 4734) ; *Besse (Guy)* (p. 4728, 4729) ; *Bonduel (Stéphane)* (p. 4725, 4726) ; *Husson (Roger)* (p. 4729, 4730) ; *Madrelle (Philippe)* (p. 4734) ; *Souffrin (Paul)* (p. 4731, 4732).

Aviation légère : *Faigt (Jules)* (p. 4731).

Carte jeunes : *Bergelin (Christian)* (p. 4724, 4735).

Centres de vacances et de loisirs : *Bonduel (Stéphane)* (p. 4725) ; *Souffrin (Paul)* (p. 4731).

Centres d'information jeunesse : *Bonduel (Stéphane)* (p. 4725) ; *Faigt (Jules)* (p. 4730) ; *Souffrin (Paul)* (p. 4731).

Centres régionaux d'éducation populaire et de sport (CREPS) : *Bonduel (Stéphane)* (p. 4726).

Chômage : *Husson (Roger)* (p. 4729).

Collectivités territoriales : *Faigt (Jules)* (p. 4731).

Communauté économique européenne (CEE) : *Francou (Jean)* (p. 4733).

Compétitions automobiles : *Francou (Jean)* (p. 4732).

Contrats bleus : *Bergelin (Christian)* (p. 4723, 4724, 4734) ; *Besse (Guy)* (p. 4729) ; *Bonduel (Stéphane)* (p. 4726, 4727) ; *Delaneau (Jean)* (p. 4728) ; *Prouvoyeur (Claude)* (p. 4733).

Décentralisation : *Faigt (Jules)* (p. 4731).

Délinquance : *Husson (Roger)* (p. 4729).

Dopage : *Bergelin (Christian)* (p. 4724, 4735) ; *Besse (Guy)* (p. 4728) ; *Bonduel (Stéphane)* (p. 4726) ; *Delaneau (Jean)* (p. 4727).

Dunkerque (ville) : *Prouvoyeur (Claude)* (p. 4733).

Education physique et sportive (EPS) : *Bergelin (Christian)* (p. 4734) ; *Besse (Guy)* (p. 4729) ; *Francou (Jean)* (p. 4732) ; *Prouvoyeur (Claude)* (p. 4733).

Education populaire : *Bonduel (Stéphane)* (p. 4725) ; *Faigt (Jules)* (p. 4730) ; *Madrelle (Philippe)* (p. 4733).

Enseignement artistique : *Bonduel (Stéphane)* (p. 4725).

Enseignement primaire : *Bergelin (Christian)* (p. 4724) ; *Besse (Guy)* (p. 4729) ; *Bonduel (Stéphane)* (p. 4726).

Enseignement supérieur : *Delaneau (Jean)* (p. 4728).

Equipements sportifs : *Bergelin (Christian)* (p. 4724) ; *Bonduel (Stéphane)* (p. 4726).

Etudiants : *Prouvoyeur (Claude)* (p. 4733).

Europe : *Bergelin (Christian)* (p. 4735).

Fédérations sportives : *Bergelin (Christian)* (p. 4724) ; *Besse (Guy)* (p. 4729) ; *Prouvoyeur (Claude)* (p. 4733).

Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire (Fonjep) : *Bergelin (Christian)* (p. 4723, 4734) ; *Bonduel (Stéphane)* (p. 4725) ; *Delaneau (Jean)* (p. 4728) ; *Francou (Jean)* (p. 4732) ; *Husson (Roger)* (p. 4730) ; *Madrelle (Philippe)* (p. 4734) ; *Souffrin (Paul)* (p. 4732).

Fonds national de développement de la vie associative (FNDA) : *Bonduel (Stéphane)* (p. 4726) ; *Faigt (Jules)* (p. 4731).

Fonds national pour le développement du sport (FNDS) : *Bergelin (Christian)* (p. 4723, 4725, 4734) ; *Besse (Guy)* (p. 4728) ; *Bonduel (Stéphane)* (p. 4726, 4727) ; *Delaneau (Jean)* (p. 4727, 4728) ; *Faigt (Jules)* (p. 4730) ; *Francou (Jean)* (p. 4732).

Grand marché intérieur (CEE) : *Bergelin (Christian)* (p. 4725) ; *Francou (Jean)* (p. 4732).

Instituteurs : *Francou (Jean)* (p. 4732).

Institut national de la vie associative : *Bonduel (Stéphane)* (p. 4726).

Jeunesse et sports (budget) : *Bergelin (Christian)* (p. 4724) ; *Bonduel (Stéphane)* (p. 4725) ; *Faigt (Jules)* (p. 4730) ; *Madrelle (Philippe)* (p. 4733) ; *Souffrin (Paul)* (p. 4732).

Jeux de la francophonie : *Bergelin (Christian)* (p. 4724).

Jeux olympiques : *Bergelin (Christian)* (p. 4724) ; *Besse (Guy)* (p. 4729) ; *Bonduel (Stéphane)* (p. 4726) ; *Souffrin (Paul)* (p. 4731).

Lorraine (région) : *Souffrin (Paul)* (p. 4732).

Loto : *Bergelin (Christian)* (p. 4725) ; *Bonduel (Stéphane)* (p. 4726) ; *Delaneau (Jean)* (p. 4727) ; *Francou (Jean)* (p. 4733) ; *Madrelle (Philippe)* (p. 4733).

Loto sportif : *Bergelin (Christian)* (p. 4725) ; *Bonduel (Stéphane)* (p. 4727) ; *Delaneau (Jean)* (p. 4727) ; *Prouvoyeur (Claude)* (p. 4733) ; *Souffrin (Paul)* (p. 4731).

Lozère (département) : *Bergelin (Christian)* (p. 4734).

Maisons des jeunes et de la culture (MJC) : *Husson (Roger)* (p. 4730).

Mécénat : *Bergelin (Christian)* (p. 4725) ; *Besse (Guy)* (p. 4729) ; *Delaneau (Jean)* (p. 4728) ; *Husson (Roger)* (p. 4730).

Médecine sportive : *Bergelin (Christian)* (p. 4735) ; *Bonduel (Stéphane)* (p. 4726) ; *Delaneau (Jean)* (p. 4727) ; *Francou (Jean)* (p. 4732) ; *Souffrin (Paul)* (p. 4731).

Militaires : *Francou (Jean)* (p. 4732).

Moselle (département) : *Husson (Roger)* (p. 4730).

Office européen de la jeunesse : *Delaneau (Jean)* (p. 4728).

Office franco-allemand pour la jeunesse (OFAJ) : *Bonduel (Stéphane)* (p. 4725).

Office franco-québecois pour la jeunesse (OFQJ) : *Delaneau (Jean)* (p. 4727).

Pari mutuel urbain (PMU) : *Faigt (Jules)* (p. 4731).

Politique de la jeunesse : *Bergelin (Christian)* (p. 4724) ; *Husson (Roger)* (p. 4729) ; *Madrelle (Philippe)* (p. 4733).

Préfets : *Bergelin (Christian)* (p. 4723, 4734) ; *Besse (Guy)* (p. 4728) ; *Delaneau (Jean)* (p. 4728).

Professeurs d'éducation physique : *Bergelin (Christian)* (p. 4724, 4735) ; *Bonduel (Stéphane)* (p. 4725) ; *Delaneau (Jean)* (p. 4727) ; *Madrelle (Philippe)* (p. 4734).

Recherche : *Faigt (Jules)* (p. 4731).

Salon-de-Provence (ville) : *Bergelin (Christian)* (p. 4734).

Sections sport études : *Bonduel (Stéphane)* (p. 4725) ; *Delaneau (Jean)* (p. 4727).

Sport de haut niveau : *Bergelin (Christian)* (p. 4724) ; *Besse (Guy)* (p. 4729) ; *Bonduel (Stéphane)* (p. 4726) ; *Delaneau (Jean)* (p. 4728) ; *Francou (Jean)* (p. 4732) ; *Prouvoyeur (Claude)* (p. 4733).

Sports : *Souffrin (Paul)* (p. 4731).

Sports (crédits) : *Bonduel (Stéphane)* (p. 4726).

Subventions : *Bergelin (Christian)* (p. 4723) ; *Besse (Guy)* (p. 4728) ; *Delaneau (Jean)* (p. 4728) ; *Prouvoyeur (Claude)* (p. 4733).

Toxicomanie : *Bergelin (Christian)* (p. 4724) ; *Bonduel (Stéphane)* (p. 4725) ; *Husson (Roger)* (p. 4729).

Violence : *Faigt (Jules)* (p. 4731).

Examen des crédits (1er décembre 1987) (p. 4735, 4738) : *MM. Marc Boeuf, Stéphane Bonduel, rapporteur spécial ; Christian Bergelin, secrétaire d'Etat ; Mme Hélène Luc, MM. Jules Faigt, Philippe Madrelle, Gérard Delfau.*

Etat B – TITRE III (p. 4735).

Rejetés : amendements de M. Marc Boeuf nos II-58 et II-59 : réduction des crédits du titre III au profit des postes Fonjep et de la formation des animateurs (p. 4736 et 4737) – Et n° II-61, soutenu par M. Philippe Madrelle : réduction des crédits du titre III au profit de l'Institut national de la jeunesse (p. 4737) – Amendement n° II-60 de M. Jules Faigt : réduction des crédits du titre III au profit de la médecine sportive (p. 4737).

– Les crédits sont adoptés (p. 4738).

TITRE IV – Adopté (p. 4738).

Etat C – TITRES V ET VI – Adoptés (p. 4738).

IMPRIMERIE NATIONALE

(BUDGET ANNEXE)

Discussion (3 décembre 1987) (p. 4911, 4913) :

MM. Alain Juppé, ministre chargé du budget ; Robert Vizet, rapporteur spécial de la commission des finances ; Louis Minetti.

Emplois (créations et suppressions) : *Juppé (Alain)* (p. 4911) ; *Minetti (Louis)* (p. 4912, 4913).

Fiscalité : *Juppé (Alain)* (p. 4911) ; *Vizet (Robert)* (p. 4912).

Formation professionnelle : *Juppé (Alain)* (p. 4912) ; *Vizet (Robert)* (p. 4912).

Imprimerie nationale : *Juppé (Alain)* (p. 4911) ; *Minetti (Louis)* (p. 4913).

Investissements : *Juppé (Alain)* (p. 4912) ; *Vizet (Robert)* (p. 4912).

Livres : *Minetti (Louis)* (p. 4913).

Examen des crédits figurant aux articles 37 et 38 (3 décembre 1987) (p. 4913)

Art. 37 *(Services votés)* – Adopté (p. 4913).

Art. 38 *(Mesures nouvelles)* – Adopté (p. 4913).

JOURNAUX OFFICIELS

(BUDGET ANNEXE)

Discussion (2 décembre 1987) (p. 4817, 4819) :

MM. Camille Cabana, ministre chargé des rapatriés et de la réforme administrative ; Robert Vizet, en remplacement de Mme Paulette Fost, rapporteur spécial de la commission des finances.

Centre national d'informatique juridique (CNIJ) : *Cabana (Camille)* (p. 4818) ; *Vizet (Robert)* (p. 4818).

Emplois (créations et suppressions) : *Vizet (Robert)* (p. 4819).

Journaux officiels : *Cabana (Camille)* (p. 4818) ; *Vizet (Robert)* (p. 4818, 4819).

Tarifs publics : *Cabana (Camille)* (p. 4818) ; *Vizet (Robert)* (p. 4818).

Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) : *Cabana (Camille)* (p. 4818).

Examen des crédits figurant aux articles 37 et 38 (2 décembre 1987) (p. 4819)

Art. 37 *(Services votés)* – Adopté (p. 4819).

Art. 38 *(Mesures nouvelles)* – Adopté (p. 4819).

LEGION D'HONNEUR ET ORDRE DE LA LIBERATION

(BUDGETS ANNEXES)

Discussion (25 novembre 1987) (p. 4481, 4482) :

MM. Albin Chalandon, ministre de la justice ; Louis Perrein, rapporteur spécial de la commission des finances.

Anciens combattants et victimes de guerre : *Perrein (Louis)* (p. 4482).

Légion d'honneur (maisons d'éducation) : *Chalandon (Albin)* (p. 4481) ; *Perrein (Louis)* (p. 4482).

Légion d'honneur (ordre) : *Chalandon (Albin)* (p. 4481) ; *Perrein (Louis)* (p. 4481).

Libération (ordre) : *Chalandon (Albin)* (p. 4481) ; *Perrein (Louis)* (p. 4481).

Examen des crédits figurant aux articles 37 et 38 (25 novembre 1987) (p. 4482)

LEGION D'HONNEUR.

Art. 37 *(Services votés)* – Adopté (p. 4482).

Art. 38 *(Mesures nouvelles)* – Adopté (p. 4482).

ORDRE DE LA LIBERATION.

Art. 37 *(Services votés)* – Adopté (p. 4482).

Art. 38 *(Mesures nouvelles)* – Adopté (p. 4482).

MONNAIES ET MEDAILLES

(BUDGET ANNEXE)

Discussion (3 décembre 1987) (p. 4909, 4911) :

MM. Alain Juppé, ministre chargé du budget ; Louis Perrein, rapporteur spécial de la commission des finances ; André Duroméa.

Emplois (créations et suppressions) : *Juppé (Alain)* (p. 4909).

Equipement : *Duroméa (André)* (p. 4911) ; *Juppé (Alain)* (p. 4909) ; *Perrein (Louis)* (p. 4910).

Information : *Duroméa (André)* (p. 4911) ; *Perrein (Louis)* (p. 4910).

Monnaie : *Duroméa (André)* (p. 4911) ; *Juppé (Alain)* (p. 4909) ; *Perrein (Louis)* (p. 4910).

Monnaies et médailles (budget) : *Duroméa (André)* (p. 4911) ; *Juppé (Alain)* (p. 4909) ; *Perrein (Louis)* (p. 4910).

Examen des crédits figurant aux articles 37 et 38 (3 décembre 1987) (p. 4911)

Art. 37 *(Services votés)* – Adopté (p. 4911).

Art. 38 *(Mesures nouvelles)* – Adopté (p. 4911).

POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

(BUDGET ANNEXE)

Discussion (30 novembre 1987) (p. 4651, 4682) :

MM. Gérard Longuet, ministre chargé des P et T ; Henri Torre, rapporteur spécial de la commission des finances ; Jean-Marie Rausch, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; André Duroméa, Louis de Catuelan, Pierre Laffitte, Jacques Delong, Louis Perrein, Yves Le Cozannet, René Régnault.

Aménagement du territoire : *Longuet (Gérard)* (p. 4651) ; *Perrein (Louis)* (p. 4676) ; *Régnault (René)* (p. 4671).

Banques et établissements financiers : *Longuet (Gérard)* (p. 4655, 4674).

Bretagne (région) : *Le Cozannet (Yves)* (p. 4670) ; *Longuet (Gérard)* (p. 4654).

Budget de l'Etat : *Longuet (Gérard)* (p. 4652, 4653) ; *Perrein (Louis)* (p. 4667, 4677) ; *Torre (Henri)* (p. 4656, 4657).

Cabines téléphoniques : *Le Cozannet (Yves)* (p. 4670) ; *Longuet (Gérard)* (p. 4655) ; *Perrein (Louis)* (p. 4676) ; *Torre (Henri)* (p. 4657).

Centre national d'études des télécommunications (CNET) : *Delong (Jacques)* (p. 4666) ; *Duroméa (André)* (p. 4662) ; *Laffitte (Pierre)* (p. 4664) ; *Le Cozannet (Yves)* (p. 70) ; *Perrein (Louis)* (p. 4675).

Centre national d'études spatiales (CNES) : *Longuet (Gérard)* (p. 4653) ; *Torre (Henri)* (p. 4657).

Communauté économique européenne (CEE) : *Delong (Jacques)* (p. 4666) ; *Laffitte (Pierre)* (p. 4663, 4664).

Concurrence : *Longuet (Gérard)* (p. 4651, 4652, 4674) ; *Perrein (Louis)* (p. 4668, 4676, 4677) ; *Rausch (Jean-Marie)* (p. 4660).

Côtes-du-Nord (département) : *Longuet (Gérard)* (p. 4672) ; *Régnault (René)* (p. 4671).

Dérèglementation : *Delong (Jacques)* (p. 4666) ; *Duroméa (André)* (p. 4661, 4662) ; *Laffitte (Pierre)* (p. 4663, 4664) ; *Longuet (Gérard)* (p. 4651, 4652) ; *Perrein (Louis)* (p. 4667, 4668, 4669, 4676) ; *Rausch (Jean-Marie)* (p. 4658, 4659, 4660) ; *Régnault (René)* (p. 4671).

Direction générale des télécommunications (DGT) : *Delong (Jacques)* (p. 4665, 4666) ; *Laffitte (Pierre)* (p. 4664) ; *Le Cozannet (Yves)* (p. 4670) ; *Longuet (Gérard)* (p. 4652, 4673) ; *Perrein (Louis)* (p. 4668, 4669, 4675, 4676, 4677) ; *Rausch (Jean-Marie)* (p. 4659, 4660) ; *Torre (Henri)* (p. 4656, 4657, 4658).

Electronique (industrie) : *Longuet (Gérard)* (p. 4653) ; *Torre (Henri)* (p. 4657).

Emplois (créations et suppressions) : *Delong (Jacques)* (p. 4665) ; *Duroméa (André)* (p. 4661) ; *Longuet (Gérard)* (p. 4672) ; *Perrein (Louis)* (p. 4667, 4675) ; *Régnault (René)* (p. 4670, 4671) ; *Torre (Henri)* (p. 4656).

Endettement : *Longuet (Gérard)* (p. 4673, 4675) ; *Perrein (Louis)* (p. 4675) ; *Rausch (Jean-Marie)* (p. 4660) ; *Torre (Henri)* (p. 4657).

Fonction publique : *Duroméa (André)* (p. 4662) ; *Longuet (Gérard)* (p. 4654, 4672, 4674) ; *Régnault (René)* (p. 4670).

Grand marché intérieur (CEE) : *Duroméa (André)* (p. 4660) ; *Longuet (Gérard)* (p. 4652) ; *Rausch (Jean-Marie)* (p. 4659).

Informatique : *Longuet (Gérard)* (p. 4654).

Institut européen de normalisation : *Laffitte (Pierre)* (p. 4663, 4664) ; *Longuet (Gérard)* (p. 4674).

Investissements : *Delong (Jacques)* (p. 4665) ; *Duroméa (André)* (p. 4661) ; *Longuet (Gérard)* (p. 4654) ; *Perrein (Louis)* (p. 4667, 4677) ; *Torre (Henri)* (p. 4656, 4657, 4658).

Missions d'information : *Laffitte (Pierre)* (p. 4663, 4664) ; *Rausch (Jean-Marie)* (p. 4660) ; *Régnault (René)* (p. 4671) ; *Torre (Henri)* (p. 4657).

Postes : *Catuelan (Louis de)* (p. 4662, 4663) ; *Duroméa (André)* (p. 4661, 4662) ; *Longuet (Gérard)* (p. 4654, 4655) ; *Perrein (Louis)* (p. 4668) ; *Rausch (Jean-Marie)* (p. 4658) ; *Torre (Henri)* (p. 4656).

Postes et télécommunications (P et T) (budget annexe) : *Duroméa (André)* (p. 4662) ; *Longuet (Gérard)* (p. 4652, 4653, 4675) ; *Perrein (Louis)* (p. 4667) ; *Torre (Henri)* (p. 4656, 4657).

Postes et télécommunications (P et T) (monopole) : *Laffitte (Pierre)* (p. 4664) ; *Longuet (Gérard)* (p. 4651, 4674) ; *Rausch (Jean-Marie)* (p. 4659).

Postes et télécommunications (P et T) (personnels) : *Laffitte (Pierre)* (p. 4664) ; *Longuet (Gérard)* (p. 4654, 4672, 4673, 4674, 4675) ; *Perrein (Louis)* (p. 4668) ; *Rausch (Jean-Marie)* (p. 4660) ; *Régnault (René)* (p. 4670).

Postes et télécommunications (P et T) (tarifs) : *Delong (Jacques)* (p. 4665) ; *Longuet (Gérard)* (p. 4653, 4655, 4674) ; *Rausch (Jean-Marie)* (p. 4660) ; *Régnault (René)* (p. 4671).

Presse : *Torre (Henri)* (p. 4656).

Privatisations : *Duroméa (André)* (p. 4660) ; *Rausch (Jean-Marie)* (p. 4660) ; *Torre (Henri)* (p. 4657).

Radiomessagerie : *Longuet (Gérard)* (p. 4652) ; *Rausch (Jean-Marie)* (p. 4659, 4660) ; *Torre (Henri)* (p. 4657).

Radiotéléphonie : *Delong (Jacques)* (p. 4666) ; *Longuet (Gérard)* (p. 4652) ; *Rausch (Jean-Marie)* (p. 4659, 4660) ; *Torre (Henri)* (p. 4657).

Recherche : *Delong (Jacques)* (p. 4666) ; *Duroméa (André)* (p. 4661, 4662) ; *Laffitte (Pierre)* (p. 4664) ; *Le Cozannet (Yves)*

(p. 4670) ; *Longuet (Gérard)* (p. 4651, 4653, 4673) ; *Perrein (Louis)* (p. 4667, 4675).

Réseaux câblés : *Delong (Jacques)* (p. 4665, 4666) ; *Duroméa (André)* (p. 4662) ; *Longuet (Gérard)* (p. 4651, 4652, 4654, 4673) ; *Rausch (Jean-Marie)* (p. 4658, 4659, 4660) ; *Torre (Henri)* (p. 4658).

Satellites : *Delong (Jacques)* (p. 4665) ; *Longuet (Gérard)* (p. 4654).

Service public : *Catuelan (Louis de)* (p. 4663) ; *Duroméa (André)* (p. 4660, 4661, 4662) ; *Laffitte (Pierre)* (p. 4664) ; *Longuet (Gérard)* (p. 4651, 4654, 4655, 4673, 4675) ; *Perrein (Louis)* (p. 4667, 4668, 4669, 4676) ; *Régnault (René)* (p. 4670, 4671).

Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) : *Delong (Jacques)* (p. 4665) ; *Duroméa (André)* (p. 4661) ; *Longuet (Gérard)* (p. 4652, 4653) ; *Perrein (Louis)* (p. 4667, 4669) ; *Rausch (Jean-Marie)* (p. 4660) ; *Torre (Henri)* (p. 4656, 4657).

Télécommunications (industrie) : *Delong (Jacques)* (p. 4665) ; *Le Cozannet (Yves)* (p. 4669, 4670) ; *Longuet (Gérard)* (p. 4652, 4672, 4673) ; *Perrein (Louis)* (p. 4668, 4676) ; *Rausch (Jean-Marie)* (p. 4659, 4660) ; *Régnault (René)* (p. 4671).

Télématique : *Delong (Jacques)* (p. 4666) ; *Duroméa (André)* (p. 4662) ; *Longuet (Gérard)* (p. 4654, 4656) ; *Rausch (Jean-Marie)* (p. 4659).

Téléphone : *Delong (Jacques)* (p. 4665, 4666) ; *Duroméa (André)* (p. 4661) ; *Longuet (Gérard)* (p. 4653, 4655) ; *Perrein (Louis)* (p. 4676) ; *Rausch (Jean-Marie)* (p. 4658).

Zones rurales : *Catuelan (Louis de)* (p. 4662, 4663) ; *Delong (Jacques)* (p. 4665) ; *Duroméa (André)* (p. 4661) ; *Le Cozannet (Yves)* (p. 4670) ; *Longuet (Gérard)* (p. 4655, 4656, 4673, 4674).

Examen des crédits figurant aux articles 37 et 38, ainsi que de l'article 61 bis (30 novembre 1987) (p. 4677, 4682) : *MM. Paul Loridant, Louis Perrein, René Travert, Henri Torre, rapporteur spécial ; Gérard Longuet, ministre ; Louis Perrein, Michel Caldaguès, Louis Virapoullé, Louis Jung.*

Art. 37 *(Services votés)* – Adopté (p. 4677).

Art. 38 *(Mesures nouvelles)* (p. 4677).

Parole sur l'article : *M. Paul Loridant* (p. 4677, 4678) – Réseaux câblés.

Explications de vote sur l'article : *MM. Louis Perrein* (p. 4678) ; *René Travert* (p. 4678) – Suède, zones rurales.

– Les crédits figurant à l'article 38 sont adoptés (p. 4678).

Art. 61 bis *(Création d'une taxe sur les « messageries roses »)* (p. 4678).

Parole sur l'article : *MM. Henri Torre, rapporteur spécial* (p. 4678, 4679) ; *Gérard Longuet, ministre* (p. 4679).

Explications de vote sur l'article : *MM. Louis Perrein (p. 4680) ; Michel Caldaguès* (p. 4680, 4681) ; *Louis Virapoullé* (p. 4681) ; *Louis Jung* (p. 4682).

– L'art. 61 bis est adopté (p. 4682).

PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES

(BUDGET ANNEXE)

Discussion (26 novembre 1987) (p. 4583, 4593) :

MM. François Guillaume, ministre de l'agriculture ; Roland du Luart, rapporteur spécial de la commission des finances ; Pierre Louvot, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales ; Claude Prouvoyeur, Michel Moreigne, Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Jacques Machet, Michel Rigou, Emmanuel Hamel, Guy Robert.

Agriculteurs en difficulté (protection sociale) : Voir Protection sociale.

Agriculteurs (retraite) : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 4590) ; *Louvot (Pierre)* (p. 4588) ; *Moreigne (Michel)* (p. 4589).

Allocation de remplacement : *Luart (Roland du)* (p. 4586).

Aménagement rural : *Rigou (Michel)* (p. 4592).

Assurance maladie maternité : *Moreigne (Michel)* (p. 4590) ; *Prouvoyeur (Claude)* (p. 4588).

Assurance vieillesse : *Guillaume (François)* (p. 4583) ; *Luart (Roland du)* (p. 4585, 4586) ; *Machet (Jacques)* (p. 4590) ; *Prouvoyeur (Claude)* (p. 4588).

Bouches-du-Rhône (département) : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 4590) ; *Guillaume (François)* (p. 4593).

Calamités agricoles : *Prouvoyeur (Claude)* (p. 4589).

Cotisations sociales : *Guillaume (François)* (p. 4584) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 4592) ; *Louvot (Pierre)* (p. 4586) ; *Luart (Roland du)* (p. 4584, 4585) ; *Machet (Jacques)* (p. 4591) ; *Prouvoyeur (Claude)* (p. 4588) ; *Robert (Guy)* (p. 4592).

Cotisations sociales (assiette) : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 4590) ; *Guillaume (François)* (p. 4593) ; *Louvot (Pierre)* (p. 4587) ; *Luart (Roland du)* (p. 4585) ; *Prouvoyeur (Claude)* (p. 4589).

Cotisations sociales (régime des salariés) : *Rigou (Michel)* (p. 4592).

Crédit agricole : *Rigou (Michel)* (p. 4592).

Démographie : *Guillaume (François)* (p. 4593) ; *Louvot (Pierre)* (p. 4586, 4588) ; *Luart (Roland du)* (p. 4585) ; *Moreigne (Michel)* (p. 4589).

Dotation aux jeunes agriculteurs : *Rigou (Michel)* (p. 4591).

Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 4590).

Exploitants agricoles (conjoints) : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 4590) ; *Louvot (Pierre)* (p. 4588) ; *Machet (Jacques)* (p. 4590).

Fiscalité locale : *Moreigne (Michel)* (p. 4590).

Fonds de roulement (BAPSA) : *Louvot (Pierre)* (p. 4587) ; *Moreigne (Michel)* (p. 4589) ; *Rigou (Michel)* (p. 4591).

Limousin (région) : *Moreigne (Michel)* (p. 4590).

Lozère (département) : *Moreigne (Michel)* (p. 4590).

Mutualité sociale agricole (MSA) : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 4590) ; *Guillaume (François)* (p. 4593) ; *Moreigne (Michel)* (p. 4589) ; *Rigou (Michel)* (p. 4591).

Nièvre (département) : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 4590) ; *Guillaume (François)* (p. 4593).

Pensions et retraites : *Machet (Jacques)* (p. 4591) ; *Prouvoyeur (Claude)* (p. 4589).

Personnes âgées (maintien à domicile) : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 4590) ; *Rigou (Michel)* (p. 4592).

Prestations familiales : *Louvot (Pierre)* (p. 4588) ; *Luart (Roland du)* (p. 4586) ; *Moreigne (Michel)* (p. 4589).

Prestations sociales : *Guillaume (François)* (p. 4584) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 4592) ; *Louvot (Pierre)* (p. 4587, 4588) ; *Luart (Roland du)* (p. 4585, 4586).

Prestations sociales (répartition des crédits) : *Guillaume (François)* (p. 4583) ; *Prouvoyeur (Claude)* (p. 4588).

Prêts d'honneur : *Moreigne (Michel)* (p. 4589) ; *Rigou (Michel)* (p. 4591).

Protection sociale : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 4590) ; *Guillaume (François)* (p. 4584, 4593) ; *Luart (Roland du)* (p. 4584) ; *Machet (Jacques)* (p. 4591) ; *Moreigne (Michel)* (p. 4589) ; *Prouvoyeur (Claude)* (p. 4589) ; *Rigou (Michel)* (p. 4591) ; *Robert (Guy)* (p. 4592).

Protection sociale agricole (financement) : voir Protection sociale.

Retraite (âge) : *Louvot (Pierre)* (p. 4587).

Retraites (financement) : *Louvot (Pierre)* (p. 4588) ; *Luart (Roland du)* (p. 4585).

Revenus agricoles : *Guillaume (François)* (p. 4593).

Sécurité sociale (compensation démographique) : *Guillaume (François)* (p. 4584) ; *Louvot (Pierre)* (p. 4587) ; *Luart (Roland du)* (p. 4586).

Subventions : *Guillaume (François)* (p. 4584) ; *Louvot (Pierre)* (p. 4587).

Taxes sur les produits agricoles : *Guillaume (François)* (p. 4584, 4593) ; *Louvot (Pierre)* (p. 4587) ; *Luart (Roland du)* (p. 4584, 4586) ; *Moreigne (Michel)* (p. 4589) ; *Robert (Guy)* (p. 4592).

Examen des crédits figurant aux articles 37 et 38 (26 novembre 1987) (p. 4593) : *MM. Michel Moreigne, Louis Minetti.*

Art. 37 *(BAPSA : services votés)* – Adopté (p. 4593).

Art. 38 *(BAPSA : mesures nouvelles)* – Adopté (p. 4593).

DEFENSE

Discussion (24 novembre 1987) (p. 4431, 4472) :

MM. André Giraud, ministre de la défense ; Jean Francou, rapporteur spécial de la commission des finances (exposé d'ensemble, dépenses en capital) ; Modeste Legouez, rapporteur spécial de la commission des finances (dépenses ordinaires) ; Michel Alloncle, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères (section gendarmerie) ; Xavier de Villepin, rapporteur de la commission des affaires étrangères (section commune) ; Jacques Chaumont, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères (section forces terrestres) ; Albert Voilquin, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères (section air) ; Max Lejeune, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères (section marine) ; Jean Lecanuet, président de la commission des affaires étrangères ; Louis Longequeue, Jean-Luc Bécart, Jacques Genton, Paul Robert, Guy Cabanel, Yvon Bourges, Philippe Madrelle, Jacques Machet, Albert Voilquin, Michel Rufin, Robert Pontillon, Louis Moinard, Jacques Boyon, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la défense.

Accords américano-soviétiques sur les forces nucléaires intermédiaires : Voir Désarmement.

Aéronavale : *Francou (Jean)* (p. 4436) ; *Lejeune (Max)* (p. 4446).

Alliance Atlantique : *Giraud (André)* (p. 4469) ; *Lecanuet (Jean)* (p. 4449).

Armée de l'air : *Giraud (André)* (p. 4471) ; *Madrelle (Philippe)* (p. 4459) ; *Voilquin (Albert)* (p. 4444).

Armée de terre : *Chaumont (Jacques)* (p. 4443) ; *Madrelle (Philippe)* (p. 4460).

Armée (entraînement et activités) : *Bourges (Yvon)* (p. 4458) ; *Boyon (Jacques)* (p. 4467) ; *Chaumont (Jacques)* (p. 4444) ; *Giraud (André)* (p. 4471) ; *Lecanuet (Jean)* (p. 4447) ; *Legouez (Modeste)* (p. 4438).

Armement (industrie) : *Francou (Jean)* (p. 4437) ; *Giraud (André)* (p. 4433).

Armement nucléaire : *Francou (Jean)* (p. 4436) ; *Voilquin (Albert)* (p. 4461).

Armement nucléaire (doctrine d'emploi) : *Giraud (André)* (p. 4469).

Armement nucléaire stratégique : *Giraud (André)* (p. 4431) ; *Lecanuet (Jean)* (p. 4450).

Armement nucléaire tactique : *Chaumont (Jacques)* (p. 4444) ; *Francou (Jean)* (p. 4437) ; *Genton (Jacques)* (p. 4456) ; *Lecanuet (Jean)* (p. 4449) ; *Longequeue (Louis)* (p. 4451) ; *Moinard (Louis)* (p. 4467) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 4440) ; *Voilquin (Albert)* (p. 4445).

Armement nucléaire (URSS) : *Genton (Jacques)* (p. 4455).

Armes (ventes) : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 4452).

Avions de combat : *Voilquin (Albert)* (p. 4445).

Avions de transport : *Voilquin (Albert)* (p. 4445).

Bombe à neutrons : *Chaumont (Jacques)* (p. 4444) ; *Giraud (André)* (p. 4469) ; *Moinard (Louis)* (p. 4467).

Brigade franco-allemande : *Cabanel (Guy)* (p. 4457) ; *Giraud (André)* (p. 4432) ; *Pontillon (Robert)* (p. 4466) ; *Rufin (Michel)* (p. 4464).

Centre d'expérimentation du Pacifique (CEP) : *Giraud (André)* (p. 4433) ; *Longequeue (Louis)* (p. 4451).

Centre opérationnel de la presse internationale de défense (COPID) : *Villepin (Xavier de)* (p. 4440).

Collectivités territoriales d'outre-mer : *Pontillon (Robert)* (p. 4464).

Communauté européenne de défense (CED) : *Lecanuet (Jean)* (p. 4448).

Conseil de sécurité et de défense : *Giraud (André)* (p. 4432).

Désarmement : *Pontillon (Robert)* (p. 4466).

Défense (budget) : *Alloncle (Michel)* (p. 4441) ; *Bécart (Jean-Luc)* (p. 4453) ; *Bourges (Yvon)* (p. 4458) ; *Boyon (Jacques)* (p. 4467) ; *Cabanel (Guy)* (p. 4458) ; *Francou (Jean)* (p. 4436) ; *Genton (Jacques)* (p. 4454) ; *Giraud (André)* (p. 4433) ; *Lecanuet (Jean)* (p. 4447) ; *Legouez (Modeste)* (p. 4438, 4439) ; *Lejeune (Max)* (p. 4446) ; *Longequeue (Louis)* (p. 4451) ; *Madrelle (Philippe)* (p. 4458, 4459) ; *Pontillon (Robert)* (p. 4464, 4465) ; *Rufin (Michel)* (p. 4463) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 4440) ; *Voilquin (Albert)* (p. 4444, 4445).

Défense opérationnelle du territoire (DOT) : *Giraud (André)* (p. 4434) ; *Madrelle (Philippe)* (p. 4460).

Défense (organisation) : *Francou (Jean)* (p. 4437) ; *Giraud (André)* (p. 4468).

Désarmement : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 4452) ; *Bourges (Yvon)* (p. 4458) ; *Cabanel (Guy)* (p. 4456, 4457) ; *Giraud (André)* (p. 4431) ; *Lecanuet (Jean)* (p. 4449) ; *Pontillon (Robert)* (p. 4465) ; *Rufin (Michel)* (p. 4463, 4464) ; *Voilquin (Albert)* (p. 4461).

Dissuasion nucléaire : *Cabanel (Guy)* (p. 4457) ; *Giraud (André)* (p. 4469) ; *Moinard (Louis)* (p. 4466) ; *Pontillon (Robert)* (p. 4466) ; *Rufin (Michel)* (p. 4463) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 4440, 4441) ; *Voilquin (Albert)* (p. 4461).

Effectifs militaires : *Chaumont (Jacques)* (p. 4443) ; *Giraud (André)* (p. 4434, 4471) ; *Legouez (Modeste)* (p. 4439) ; *Madrelle (Philippe)* (p. 4460) ; *Voilquin (Albert)* (p. 4445, 4462).

Emploi des jeunes : *Voilquin (Albert)* (p. 4445).

Entretien de la flotte : *Lejeune (Max)* (p. 4446).

Equipements militaires : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 4453) ; *Bourges (Yvon)* (p. 4458) ; *Cabanel (Guy)* (p. 4457) ; *Genton (Jacques)* (p. 4454) ; *Giraud (André)* (p. 4431) ; *Longequeue (Louis)* (p. 4451) ; *Machet (Jacques)* (p. 4460) ; *Robert (Paul)* (p. 4456) ; *Rufin (Michel)* (p. 4463).

Equipements militaires (acquisitions) : *Giraud (André)* (p. 4433).

Equipements militaires (armée de l'air) : *Francou (Jean)* (p. 4436).

Equipements militaires (armée de terre) : *Francou (Jean)* (p. 4436).

Equipements militaires (marine nationale) : *Francou (Jean)* (p. 4436).

Espace : *Francou (Jean)* (p. 4436) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 4441).

Espagne : *Giraud (André)* (p. 4470).

Europe (coopération en matière d'armement) : *Giraud (André)* (p. 4470) ; *Longequeue (Louis)* (p. 4451) ; *Pontillon (Robert)* (p. 4465) ; *Rufin (Michel)* (p. 4464) ; *Voilquin (Albert)* (p. 4461).

Europe (défense) : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 4453) ; *Cabanel (Guy)* (p. 4457) ; *Chaumont (Jacques)* (p. 4444) ; *Francou (Jean)*

(p. 4437) ; *Genton (Jacques)* (p. 4455) ; *Giraud (André)* (p. 4432, 4470) ; *Lecanuet (Jean)* (p. 4449, 4450) ; *Pontillon (Robert)* (p. 4465) ; *Rufin (Michel)* (p. 4463, 4464) ; *Voilquin (Albert)* (p. 4461).

Europe (défense) (historique) : *Lecanuet (Jean)* (p. 4448).

Famille : *Machet (Jacques)* (p. 4460) ; *Madrelle (Philippe)* (p. 4459).

Fonction militaire : *Genton (Jacques)* (p. 4454) ; *Giraud (André)* (p. 4433, 4434, 4435, 4471) ; *Legouez (Modeste)* (p. 4438, 4440) ; *Lejeune (Max)* (p. 4447) ; *Machet (Jacques)* (p. 4461) ; *Rufin (Michel)* (p. 4463) ; *Voilquin (Albert)* (p. 4445, 4462).

Fonds de concours : *Chaumont (Jacques)* (p. 4443) ; *Genton (Jacques)* (p. 4454) ; *Giraud (André)* (p. 4471) ; *Pontillon (Robert)* (p. 4464).

Force d'action rapide (FAR) : *Chaumont (Jacques)* (p. 4443) ; *Pontillon (Robert)* (p. 4465).

Force océanique stratégique (FOST) : *Lejeune (Max)* (p. 4446) ; *Rufin (Michel)* (p. 4463).

Forces conventionnelles : *Giraud (André)* (p. 4431).

Forces conventionnelles (Pacte de Varsovie) : *Lecanuet (Jean)* (p. 4449).

Gendarmerie nationale : *Alloncle (Michel)* (p. 4441, 4442) ; *Boyon (Jacques)* (p. 4467, 4468) ; *Giraud (André)* (p. 4434, 4472) ; *Legouez (Modeste)* (p. 4438) ; *Longequeue (Louis)* (p. 4450) ; *Madrelle (Philippe)* (p. 4460) ; *Robert (Paul)* (p. 4456) ; *Voilquin (Albert)* (p. 4462).

Gendarmerie nationale (équipements) : *Alloncle (Michel)* (p. 4442, 4443).

Gendarmerie nationale (missions) : *Alloncle (Michel)* (p. 4442) ; *Robert (Paul)* (p. 4456).

Groupement des industries d'armement terrestre (GIAT) : *Giraud (André)* (p. 4433).

Hélicoptères : *Giraud (André)* (p. 4432).

Italie : *Giraud (André)* (p. 4432).

Logement : *Alloncle (Michel)* (p. 4442) ; *Chaumont (Jacques)* (p. 4443) ; *Giraud (André)* (p. 4435, 4471) ; *Legouez (Modeste)* (p. 4438, 4439) ; *Machet (Jacques)* (p. 4460) ; *Madrelle (Philippe)* (p. 4459).

Lois de finances rectificatives : *Lecanuet (Jean)* (p. 4447).

Lois de programmation militaire : *Giraud (André)* (p. 4431).

Lois de programmation militaire (exécution) : *Francou (Jean)* (p. 4435) ; *Genton (Jacques)* (p. 4454) ; *Giraud (André)* (p. 4432) ; *Pontillon (Robert)* (p. 4464) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 4440).

Marine nationale : *Giraud (André)* (p. 4472) ; *Lejeune (Max)* (p. 4446) ; *Longequeue (Louis)* (p. 4450) ; *Madrelle (Philippe)* (p. 4459).

Missiles : *Giraud (André)* (p. 4431).

Nouvelle-Calédonie : *Francou (Jean)* (p. 4438).

Officiers : *Alloncle (Michel)* (p. 4443) ; *Chaumont (Jacques)* (p. 4443) ; *Francou (Jean)* (p. 4437).

Opérations extérieures (financement) : Voir Armée (entraînement et activités).

Pacte de Varsovie : *Giraud (André)* (p. 4435) ; *Lecanuet (Jean)* (p. 4449) ; *Voilquin (Albert)* (p. 4444).

Patrimoine militaire (vente) : Voir Fonds de concours.

Pensions civiles et militaires de retraite : *Giraud (André)* (p. 4472) ; *Machet (Jacques)* (p. 4460).

Pétrole : *Madrelle (Philippe)* (p. 4459).

Politique de défense : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 4453) ; *Bourges (Yvon)* (p. 4458) ; *Cabanel (Guy)* (p. 4457) ; *Giraud (André)* (p. 4431, 4435, 4468) ; *Lejeune (Max)* (p. 4447) ; *Longequeue (Louis)* (p. 4451) ; *Moinard (Louis)* (p. 4466).

Portugal : *Giraud (André)* (p. 4470).

Premier ministre : *Genton (Jacques)* (p. 4456) ; *Giraud (André)* (p. 4468) ; *Longequeue (Louis)* (p. 4451).

Président de la République : *Chaumont (Jacques)* (p. 4444) ; *Francou (Jean)* (p. 4435) ; *Genton (Jacques)* (p. 4456) ; *Giraud (André)* (p. 4468) ; *Longequeue (Louis)* (p. 4451, 4452).

Recherche militaire : *Francou (Jean)* (p. 4436, 4437) ; *Lejeune (Max)* (p. 4446) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 4441).

République fédérale d'Allemagne (RFA) : *Cabanel (Guy)* (p. 4457) ; *Francou (Jean)* (p. 4435) ; *Genton (Jacques)* (p. 4455) ; *Giraud (André)* (p. 4432, 4470) ; *Lecanuet (Jean)* (p. 4448, 4449) ; *Moinard (Louis)* (p. 4466) ; *Pontillon (Robert)* (p. 4466) ; *Rufin (Michel)* (p. 4464) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 4441).

Retraite (âge) : *Madrelle (Philippe)* (p. 4459).

Retraites : *Genton (Jacques)* (p. 4454) ; *Giraud (André)* (p. 4472) ; *Machet (Jacques)* (p. 4460) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 4440).

Royaume-Uni : *Giraud (André)* (p. 4432).

Salaires, traitements et indemnités : *Giraud (André)* (p. 4434, 4471) ; *Legouez (Modeste)* (p. 4438, 4439) ; *Madrelle (Philippe)* (p. 4459).

Satellites : *Giraud (André)* (p. 4432).

Service d'information et de relations publiques des armées (SIRPA) : *Villepin (Xavier de)* (p. 4440).

Service national : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 4453) ; *Boyon (Jacques)* (p. T4467) ; *Legouez (Modeste)* (p. 4439) ; *Longequeue (Louis)* (p. 4451).

Service public : *Legouez (Modeste)* (p. 4439).

Société nationale des poudres et explosifs (SNPE) : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 4452).

Sous-officiers : *Chaumont (Jacques)* (p. 4443).

Télécommunications : *Alloncle (Michel)* (p. 4442) ; *Chaumont (Jacques)* (p. 4444) ; *Francou (Jean)* (p. 4437).

Traités et conventions : *Giraud (André)* (p. 4431).

Travail (durée) : *Chaumont (Jacques)* (p. 4443).

Union de l'Europe occidentale (UEO) : *Cabanel (Guy)* (p. 4457) ; *Genton (Jacques)* (p. 4456) ; *Giraud (André)* (p. 4431, 4470) ; *Lecanuet (Jean)* (p. 4450) ; *Rufin (Michel)* (p. 4464).

Union des républiques socialistes soviétiques (URSS) : *Pontillon (Robert)* (p. 4465) ; *Rufin (Michel)* (p. 4464).

Examen des crédits de la défense figurant aux articles 34 et 35 (24 novembre 1987) (p. 4472, 4476) : *Mme Hélène Luc, MM. Jean Francou, rapporteur spécial ; André Giraud, ministre ; Jean-Luc Bécart, Robert Vizet, Emmanuel Hamel.*

Art. 34 *(Mesures nouvelles sur les dépenses ordinaires des services militaires)* – Adopté (p. 4472).

Art. 35 *(Mesures nouvelles sur les dépenses en capital des services militaires)* (p. 4472).

Rejetés : amendements de Mme Hélène Luc n° II-18 : réduction des crédits du titre V relatifs aux dépenses d'armement (p. 4473) – N° II-19, soutenu par M. Jean-Luc Bécart : réduction des crédits du titre V relatifs aux dépenses de recherche (p. 4474) – N° II-21, soutenu par M. Robert Vizet : réduction des crédits du titre V relatifs aux armements chimiques (p. 4475) – N° II-22 : réduction des crédits du titre V relatifs aux

recherches sur les armes stratégiques et tactiques (p. 4475) – Et n° II-23, soutenu par M. Jean-Luc Bécart : réduction des crédits du titre V relatif aux essais nucléaires (p. 4476) – Amendement n° II-20 de M. Jean-Luc Bécart : réduction des crédits du titre V relatifs aux dépenses de fonctionnement des services de sécurité (p. 4474).

– Les autorisations de programme et les crédits de paiement du titre VI figurant à l'article 35 sont adoptés (p. 4476).

– L'article 35 est adopté (p. 4476).

RAPPORT ANNUEL DE LA COUR DES COMPTES

Discussion (3 décembre 1987) (p. 4882, 4885) :

M. Louis Perrein, en remplacement de M. Jean-Pierre Masseret, rapporteur de la commission des finances.

Agence française pour la maîtrise de l'énergie : *Perrein (Louis)* (p. 4883).

Chambres régionales des comptes : *Perrein (Louis)* (p. 4882).

Chômage : *Perrein (Louis)* (p. 4883).

Code des marchés publics : *Perrein (Louis)* (p. 4884).

Collectivités territoriales : *Perrein (Louis)* (p. 4883, 4884).

Communication audiovisuelle : *Perrein (Louis)* (p. 4884).

Cour des comptes : *Perrein (Louis)* (p. 4882, 4884).

Entreprises publiques : *Perrein (Louis)* (p. 4884).

Exploitants agricoles : *Perrein (Louis)* (p. 4883).

Fonds d'aide et de coopération (FAC) : *Perrein (Louis)* (p. 4883).

Investissements : *Perrein (Louis)* (p. 4882, 4884).

Jeux et paris : *Perrein (Louis)* (p. 4883).

Pouvoirs publics : *Perrein (Louis)* (p. 4882).

Protection sociale : *Perrein (Louis)* (p. 4883).

Sécurité routière : *Perrein (Louis)* (p. 4883).

COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

Discussion (3 décembre 1987) (p. 4885, 4891) :

MM. Lucien Neuwirth, rapporteur spécial de la commission des finances ; Louis Perrein, Robert Vizet, Alain Juppé, ministre chargé du budget.

Agro-alimentaire (industrie) : *Juppé (Alain)* (p. 4890).

Armement : *Neuwirth (Lucien)* (p. 4887).

Associations : *Neuwirth (Lucien)* (p. 4887).

Caisse d'amortissement de la dette publique : *Neuwirth (Lucien)* (p. 4886) ; *Perrein (Louis)* (p. 4888).

Caisse d'amortissement pour l'acier : *Neuwirth (Lucien)* (p. 4885) ; *Perrein (Louis)* (p. 4887).

Cinéma : *Neuwirth (Lucien)* (p. 4886).

Collectivités territoriales : *Neuwirth (Lucien)* (p. 4887).

Commerce extérieur : *Neuwirth (Lucien)* (p. 4887).

Communication audiovisuelle : *Neuwirth (Lucien)* (p. 4886).

Comptes spéciaux du trésor : *Juppé (Alain)* (p. 4889, 4890) ; *Neuwirth (Lucien)* (p. 4885) ; *Vizet (Robert)* (p. 4888).

Crédit agricole : *Juppé (Alain)* (p. 4890).

Dette publique : *Juppé (Alain)* (p. 4889, 4890).

Entreprises publiques : *Juppé (Alain)* (p. 4889) ; *Neuwirth (Lucien)* (p. 4886) ; *Perrein (Louis)* (p. 4888).

Exploitants agricoles : *Perrein (Louis)* (p. 4888).

Fonds de développement économique et social (FDES) : *Juppé (Alain)* (p. 4889, 4890) ; *Neuwirth (Lucien)* (p. 4887).

Fonds national pour le développement des adductions d'eau (FNDAE) : *Juppé (Alain)* (p. 4890) ; *Neuwirth (Lucien)* (p. 4886).

Fonds national pour le développement du sport (FNDS) : *Juppé (Alain)* (p. 4890) ; *Neuwirth (Lucien)* (p. 4886).

Investissements : *Vizet (Robert)* (p. 4889).

Marchés financiers : *Perrein (Louis)* (p. 4888) ; *Vizet (Robert)* (p. 4889).

Politique économique et sociale : *Vizet (Robert)* (p. 4889).

Prêts : *Neuwirth (Lucien)* (p. 4887).

Privatisations : *Juppé (Alain)* (p. 4889, 4890) ; *Neuwirth (Lucien)* (p. 4886) ; *Perrein (Louis)* (p. 4888) ; *Vizet (Robert)* (p. 4889).

Examen des crédits (3 décembre 1987) (p. 4890, 4891) : *MM. Alain Juppé, ministre ; Lucien Neuwirth, rapporteur spécial.*

OPERATIONS A CARACTERE DEFINITIF.

Art. 39 *(Fixation du montant des crédits des opérations définitives des comptes d'affectation spéciale ouverts aux ministres, au titre des services votés)* – Adopté (p. 4890).

Art. 40 *(Ouverture aux ministres d'autorisations de programme et de crédits de paiements, au titre des mesures nouvelles des opérations définitives des dépenses civiles en capital des comptes d'affectation spéciale)* (p. 4880).

Adopté : amendement n° II-110 de M. Alain Juppé, ministre : majoration des crédits du Fonds national des adductions d'eau (FNDAE) , du compte d'affectation de la taxe parafiscale affectée au financement des organismes du service public de la radiodiffusion et de la télévision, et du Fonds national pour le développement du sport (FNDS), par coordination avec les dispositions précédemment adoptées par le Sénat (p. 4891).

– L'article 40, ainsi modifié, est adopté (p. 4891).

OPERATIONS A CARACTERE TEMPORAIRE.

Art. 42 *(Fixation du montant des crédits, ouverts aux ministres, au titre des services votés, des opérations à caractère temporaire des comptes d'affectation spéciale, des comptes de commerce, des comptes de règlement, des comptes d'avances du Trésor, des comptes de prêts)* – Adopté (p. 4891).

Art. 43 *(Ouverture aux ministres d'autorisations de programme et de crédits de paiement, au titre des mesures nouvelles des opérations à caractère temporaire des comptes d'affectation spéciale)* – Adopté (p. 4891).

Art. 44 *(Ouverture aux ministres d'autorisations de programme au titre des mesures nouvelles des comptes de commerce)* – Adopté (p. 4891).

Art. 45 *(Autorisation de découvert au ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, au titre des mesures nouvelles des comptes de règlement avec les gouvernements étrangers)* – Adopté (p. 4891).

Art. 46 *(Ouverture de crédits de paiement au ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, au titre des mesures nouvelles des comptes d'avances du Trésor)* – Adopté (p. 4891).

Art. 47 *(Ouverture aux ministres de crédits de paiement au titre des mesures nouvelles des comptes de prêts)* – Adopté (p. 4891).

Art. 47 bis *(Clôture, à la date du 31 décembre 1987, du compte spécial du Trésor n° 902-04 : « Compte d'emploi des jetons de présence et tantièmes revenant à l'Etat »)* – Adopté (p. 4891).

Art. 66 bis *(Retracement des versements, au budget général, entre 1987 et 1991, dans la limite des montants de cessions d'actifs prévus par la loi de programmation n° 87-342 du 23 mars 1987, relative à l'équipement militaire)* – Adopté (p. 4881).

MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPECIALES (ARTICLES DE TOTALISATION, ARTICLES NON RATTACHES A L'EXAMEN DES CREDITS, ARTICLES ADDITIONNELS)

Discussion (5 décembre 1987) (p. 5025, 5117) : *MM. Jacques Oudin, Maurice Blin, rapporteur général ; Alain Juppé, ministre ; Etienne Dailly, André Fosset, Roger Chinaud, Paul Loridant, Jean-Luc Bécart, Alain Pluchet, Jean Colin, André Diligent, Jean-Pierre Masseret, Jacques Descours Desacres, Robert Vizet, Charles Descours, Paul Robert, René Trégouët, Franck Sérusclat, François Trucy, Jacques Machet, Jacques Delong, Michel Miroudot, Mme Marie-Claude Beaudeau ; MM. Paul Séramy, Jacques Carat, Raymond Bourgine, Jean Delaneau, Louis Moinard, Jean Francou, Albert Vecten, Jacques Grandon, Michel Durafour, Michel Dreyfus-Schmidt, Paul d'Ornano, Jacques Habert, François Autain, Richard Pouille, Paul Masson, Christian Poncelet, président de la commission des finances ; René Régnault* :

TITRE PREMIER

DISPOSITIONS APPLICABLES A L'ANNEE 1988

A – Opérations à caractère définitif

I – Budget général

Art. 31 *(Budget général – Services votés)* – Adopté (p. 5025).

Art. 32 et état B annexé *(Mesures nouvelles – Dépenses ordinaires des services civils)* – L'ensemble est adopté (p. 5026).

Art. 33 et état C annexé *(Mesures nouvelles – Dépenses en capital des services civils)* – L'ensemble est adopté (p. 5028).

Art. 36 et état D annexé *(Autorisations d'engagement par anticipation)* – L'ensemble est adopté (p. 5028).

II – Budgets annexes

Art. 37 *(Budgets annexes – Services votés)* – Adopté (p. 5029).

Art. 38 *(Budgets annexes – Mesures nouvelles)* – Adopté (p. 5029).

C – Dispositions diverses

Art. 48 et état E annexé *(Perception des taxes parafiscales)* (p. 5029).

Retiré : amendement n° II-91 de M. Jacques Oudin : suppression de la taxe parafiscale sur les céréales perçue au profit de l'Office national interprofessionnel des céréales, ONIC (p. 5043).

– L'ensemble de l'article 48 et de l'état E est adopté (p. 5043).

Art. 49 et état F annexé *(Crédits évaluatifs)* – L'ensemble est adopté (p. 5045).

Art. 50 et état G annexé *(Crédits provisionnels)* – L'ensemble est adopté (p. 5046).

Art. 51 et état H annexé *(Reports de crédits)* – L'ensemble est adopté (p. 5049).

TITRE II

DISPOSITIONS PERMANENTES

A – Mesures concernant la fiscalité

a) Fiscalité des entreprises

Art. 53 *(Mise en place d'une fiscalité adaptée aux groupes de sociétés)* (p. 5049).

Adopté : amendement n° II-66 de M. André Fosset, repris par le Gouvernement : possibilité de dérogation, sur agrément du Gouvernement, pour la prise en compte du déficit lors d'une opération de fusion mettant en jeu une société déjà intégrée dans un groupe (p. 5056).

Retirés : amendement n° II-107 de M. Etienne Dailly : institution d'un droit de préemption facultatif de la société mère sur les actions détenues par les salariés (p. 5055) – Amendement n° II-65 de M. André Fosset : modification des règles fiscales applicables au précompte (p. 5055).

Non soutenu : amendement n° II-24 de M. Robert Vizet : suppression de cet article (p. 5052).

– L'art. 53, ainsi modifié, est adopté (p. 5056).

Après l'art. 53 (p. 5056).

Retiré : amendement (art. additionnel) n° II-53 de M. Jean-François Pintat, soutenu par M. Roger Chinaud : en matière de contentieux portant sur l'assiette ou le recouvrement de l'impôt, possibilité pour le contribuable de faire valoir tout moyen nouveau devant le tribunal de grande instance jusqu'à la clôture de l'instruction (p. 5057).

Art. 53 bis *(Extension à certains apports du report d'imposition des plus-values et exemption de cette imposition lors d'une transmission à titre gratuit des droits sociaux)* (p. 5057).

Parole sur l'article : *M. Jacques Oudin* (p. 5057) – Entreprises (transmission).

Adopté : amendement n° II-113 de M. Maurice Blin, rapporteur général : extension des reports d'imposition aux apports de droits sociaux inférieurs à 50 % du capital de la société (p. 5058).

Retiré : amendement n° II-76 de M. Jacques Oudin : application des dispositions de cet article aux fusions de sociétés réalisées à compter du 13 novembre 1987 (p. 5058).

– L'art. 53 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 5058).

Art. 54 *(Régime de déductibilité des dividendes représentatifs d'apports en numéraire)* (p. 5058).

Rejeté : amendement n° II-77 de M. Jacques Oudin, repris par M. Paul Loridant après son retrait par son auteur : maintien intégral de la déductibilité de ces dividendes (p. 5061).

Retirés : amendements de M. Jacques Oudin, n° II-77 (p. 5060) – Et n° II-78 : report de l'application du nouveau taux de déductibilité aux augmentations de capital décidées après le 16 septembre 1987 (p. 5060) – Amendement n° II-88 de M. André Fosset : relèvement du taux de déductibilité de ces dividendes (p. 5060).

– L'art. 54 est adopté (p. 5061).

Art. 55 *(Relèvement de la limite de l'abattement de 20 % applicable aux adhérents des centres de gestion et associations agréés)* (p. 5061).

Rejeté : amendement n° II-25 de M. André Duroméa, soutenu par M. Jean-Luc Bécart : augmentation de ce relèvement (p. 5061).

– L'art. 55 est adopté (p. 5061).

Après l'art. 55 (p. 5062).

Rejetés : amendements (art. additionnels) de M. Robert Vizet, soutenus par M. Jean-Luc Bécart, n° II-26 : extension du champ de compétence des centres de gestion agréés et habilités (p. 5062) – Et n° II-27 : extension du bénéfice de l'abattement de 20 % aux artisans et commerçants optant pour le régime d'imposition au forfait (p. 5062).

Retiré : amendement (art. additionnel) n° II-89 de M. Louis Souvet, soutenu par M. Alain Pluchet : modification du régime de la fiscalité des collectivités locales en matière d'assujettissement à la TVA (p. 5063).

b) Fiscalité locale

Avant l'art. 56 A (p. 5063).

Adopté : amendement (art. additionnel) n° II-90 de M. André Diligent : possibilité pour les communes de baisser leur taux de taxe d'habitation sans modifier leur taux de taxe professionnelle (p. 5066).

Retirés : amendements (art. additionnels) de M. Jean Colin, n° II-67 : assujettissement des groupements de communes à l'écrêtement de la taxe professionnelle au profit du fonds dépar-

temental de péréquation (p. 5064) – Et n° II-68 : qualité de membres de droit de la commission communale des impôts directs des maires délégués des communes associées (p. 5064).

Devenu sans objet : amendement (art. additionnel) n° II-97 de M. Jean-Pierre Masseret, analogue à l'amendement n° II-90 de M. André Diligent (p. 5066).

Art. 56 A *(Aménagement de la procédure d'intégration fiscale applicable aux communes fusionnées)* (p. 5066).

Adopté : amendement n° II-98 de M. Daniel Percheron, soutenu par M. Jean-Pierre Masseret : application de cet article aux fusions de communes intervenues en 1987 (p. 5066).

– L'art. 56 A, ainsi complété, est adopté (p. 5066).

Avant l'art. 56 (p. 5066).

Rejeté : amendement (art. additionnel) n° II-28 de M. Robert Vizet : création, à compter du 1er janvier 1989, d'un prélèvement sur les entreprises d'assurances passibles de l'impôt sur les sociétés (p. 5067).

Retiré : amendement (art. additionnel) n° II-99 de M. Jean-Pierre Masseret : information du Parlement sur les disparités en matière de valeurs locatives foncières (p. 5067).

Art. 56 *(Détermination des bases des impôts locaux pour 1988)* (p. 5067).

Parole sur l'article : *M. Alain Pluchet* (p. 5067, 5068) – Aménagement rural.

Adopté : amendement n° II-82 de M. Jacques Descours Desacres : diminution du coefficient d'actualisation applicable à la taxe sur les propriétés non bâties agricoles (p. 5069).

Retiré : amendement n° II-47 de M. Jean-François Pintat, soutenu par M. Charles Descours : diminution du coefficient d'actualisation de la taxe sur le foncier non bâti applicable aux bois et forêts (p. 5069).

– L'art. 56, ainsi modifié, est adopté (p. 5069).

Après l'art. 56 (p. 5069).

Rejetés : amendement (art. additionnel) n° II-29 de M. André Duroméa, soutenu par M. Robert Vizet : institution d'un abattement sur la taxe d'habitation pour tous les foyers fiscaux non imposables à l'impôt sur le revenu (p. 5070) – Amendement (art. additionnel) n° II-30 de Mme Hélène Luc, soutenu par M. Jean-Luc Bécart : exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties, pendant 15 ans, des habitations financées principalement ou non par un prêt aidé à l'accession à la propriété (p. 5070) – Amendement (art. additionnel) n° II-31 de M. Jean-Luc Bécart : abrogation des dispositions tendant à transformer la Caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales, CAECL, en une société anonyme, le Crédit local de France (p. 5071) – Amendement (art. additionnel) n° II-32 de M. Robert Vizet : suppression du prélèvement opéré sur la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales, CNRACL (p. 5072 ; scrutin public n° 45).

Art. 57 *(Modalités de vote du taux de la taxe foncière sur les propriété non bâties)* (p. 5072).

Parole sur l'article : *M. Paul Robert* (p. 5072, 5073).

Rejetés : amendements identiques n° II-33 de M. André Duroméa, soutenu par M. Robert Vizet, et n° II-100 de M. René Régnault, soutenu par M. Jean-Pierre Masseret : suppression de cet article (p. 5074).

Retiré : amendement n° II-11 de M. René Trégouët : possibilité, pour les collectivités locales, de diminuer le taux de la taxe d'habitation sans entraîner automatiquement une diminution du taux de la taxe foncière sur les propriétés non bâties (p. 5074).

– L'art. 57 est adopté (p. 5074).

Après l'art. 57 (p. 5074).

Rejeté : amendement (art. additionnel) n° II-101 de M. Franck Sérusclat : possibilité pour les communes d'étaler sur 5 ans le produit attendu de la taxe professionnelle payée par une entreprise pratiquant des investissements améliorant sa productivité et sa compétitivité (p. 5075).

Art. 58 *(Imposition de la taxe professionnelle des arsenaux)* (p. 5075).

Parole sur l'article : *MM. François Trucy* (p. 5076) ; *Jean-Luc Bécart* (p. 5076).

Adopté : amendement n° II-93 de M. Xavier de Villepin, soutenu par M. Jacques Machet, rédactionnel.

– L'art. 58, ainsi modifié, est adopté (p. 5076).

Après l'art. 58 (p. 5076).

Adopté : amendement (art. additionnel) n° II-50 de M. Charles Descours : possibilité pour les communes de moins de 2000 habitants d'exonérer de la taxe professionnelle les auxiliaires médicaux pendant les deux années suivant celle de leur établissement (p. 5077).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 5077).

Art. 59 *(Aménagement des conditions de vote des taux des impositions régionales)* (p. 5077).

Rejetés : amendement n° II-34 de M. André Duroméa, soutenu par Mme Marie-Claude Beaudeau : modification de l'assiette de la taxe d'habitation en fonction des revenus des contribuables (p. 5078) – Amendement n° II-13 de M. Michel Giraud, soutenu par M. André Fosset : application à la région d'Ile-de-France des dispositions fiscales applicables aux autres régions (p. 5079).

– L'art. 59 est adopté (p. 5080 ; scrutin public n° 46).

Après l'art. 59 (p. 5080).

Adoptés : première partie de l'amendement (art. additionnel) n° II-8 de M. Jacques Carat : possibilité pour les collectivités locales de réduire de 50 % la taxe professionnelle des exploitants de salles de cinéma (p. 5083) – Amendement (art. additionnel) n° II-75 de M. Maurice Blin, rapporteur général : prise en compte de l'allègement de 16 % de la base d'imposition de la taxe professionnelle pour la répartition des impositions régionales (p. 5084).

Rejetés : deuxième partie de l'amendement (art. additionnel) n° II-8 de M. Jacques Carat : exonération automatique de la taxe professionnelle pour les salles de cinéma municipales ou para-municipales (p. 5083) – Amendement (art. additionnel) n° II-35 de M. Jean-Luc Bécart : suppression des avantages fiscaux accordés à la promotion immobilière locative privée (p. 5083).

Retiré : sur l'amendement n° II-8 de M. Jacques Carat, sous-amendement n° II-114 de M. Raymond Bourgine (p. 5082).

– Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 5083 et 5084).

Art. 59 bis *(Exonération facultative de droits et taxes d'enregistrement des cessions de logements réalisées par les organismes HLM)* – Adopté (p. 5084).

Art. 59 ter *(Aménagement du mode de fixation des taux des droits et taxes d'enregistrement applicables aux mutations à titre onéreux d'immeubles)* – Adopté (p. 5084).

Après l'art. 59 ter (p. 5084).

Adopté : amendement (art. additionnel) n° II-69 de M. Jean Francou : exonération, sous certaines conditions, de la taxe sur les spectacles pour les clubs sportifs professionnels constitués sous la forme de sociétés à objet sportif (p. 5085).

Retiré : amendement (art. additionnel) n° II-48 de M. Louis Moinard : extension des dispositions de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 relative à la fonction publique territoriale aux communes touristiques non classées (p. 5085).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 5085).

Avant l'art. 60 A (p. 5085).

Adopté : amendement (art. additionnel) n° II-70 de M. Albert Vecten : modification de l'évaluation fiscale des stocks des producteurs de vin et eau de vie d'appellation d'origine contrôlée, AOC (p. 5086).

Retiré : amendement (art. additionnel) n° II-81 de M. Jacques Grandon : abrogation de l'article 21 de la loi n° 86-19 du 6 janvier 1986, relatif au statut de l'Office national interprofessionnel des céréales, ONIC (p. 5087).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 5086).

c) Mesures diverses

Art. 60 A *(Aménagement du délai de déclaration des cessions et cessations d'entreprises)* (p. 5087).

Adopté : amendement n° II-79 de M. Maurice Blin, rapporteur général, rédactionnel (p. 5087).

– L'art. 60 A, dans la rédaction de l'amendement n° II-79, est adopté (p. 5087).

Après l'art. 60 A (p. 5087).

Adopté : amendement (art. additionnel) n° II-92 de M. Jacques Oudin : extension de la procédure d'opposition administrative à l'ensemble des créances dont le recouvrement est assuré par les comptables du Trésor, à l'exclusion des créances non fiscales des collectivités territoriales et de leurs établissements (p. 5088).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 5088).

Avant l'art. 60 (p. 5088).

Adopté : amendement (art. additionnel) n° II-96 de M. Jean Cluzel, soutenu par M. Roger Chinaud : transfert de la première vers la seconde partie du projet de loi de finances d'un amendement voté par le Sénat en première lecture (p. 5089).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 5089).

Art. 60 *(Mesures en faveur de la construction de logements)* (p. 5089).

Retirés : amendements de M. Jean-Michel Baylet, soutenus par M. Michel Durafour, n° II-84 : réduction d'impôt accordée aux contribuables qui acquièrent ou font construire un logement destiné à la location, quelles que soient la date d'ouverture du chantier et la date d'achèvement des fondations (p. 5090) – Et n° II-85 : réduction d'impôt accordée aux contribuables qui acquièrent ou font construire un logement destiné à la location, sous certaines conditions relatives à la date de dépôt de la demande de permis de construire ou de la signature de la réservation en cas d'acquisition d'un immeuble ou d'une partie d'immeuble (p. 5090) – Amendements de M. Jean Colin, N° II-71 : relèvement du prix plafond des logements locatifs donnant droit à une réduction d'impôt (p. 5091) – Et n° II-72 : extension aux constructions neuves dans le secteur des loisirs de la réduction d'impôt pour les investissements dans l'immobilier locatif (p. 5091).

– L'art. 60 est adopté (p. 5091).

Après l'art. 60 (p. 5091).

Rejeté : amendement (art. additionnel) n° II -36 de M. Jean-Luc Bécart : prise en charge par les banques des primes actuellement versées par l'Etat aux souscripteurs de plans et comptes d'épargne logement (p. 5092).

Art. 61 *(Aménagement des modalités d'imposition des plus-values réalisées dans le cadre d'offres publiques d'échanges de titres)* – Adopté (p. 5092).

Art. 61 ter *(Harmonisation des règles applicables en matière de publicité de l'impôt)* (p. 5092).

Rejeté : amendement n° II-103 de M. Michel Dreyfus-Schmidt : suppression de cet article (p. 5094).

– L'art. 61 ter est adopté (p. 5094).

Art. 61 quater *(Recevabilité des moyens nouveaux invoqués par le contribuable pour les procédures en cours)* (p. 5094).

Adopté : amendement n° II-94 de M. Maurice Blin, rapporteur général : égalité des moyens accordés aux contribuables et à l'administration en cas de litige (p. 5094).

– L'art. 61 quater, dans la rédaction de l'amendement n° II-94, est adopté (p. 5094).

Après l'art. 61 quater (p. 5094).

Adopté : amendement (art. additionnel) n° II-95 de M. André Fosset : relèvement du seuil en deçà duquel les versements obligatoires aux régimes de retraite sont déductibles du revenu imposable des salariés (p. 5095).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 5095).

d) Mesures de simplification et de recouvrement

Art. 62 *(Régime simplifié pour les petites entreprises : allègement des obligations)* – Adopté (p. 5095).

Art. 62 bis *(Obligation des employeurs pour la déclaration des traitements et salaires en cas de cession ou de cessation de l'entreprise)* – Adopté (p. 5095).

Art. 63 *(Suppression du bon de remis)* – Adopté (p. 5095).

Après l'art. 63 (p. 5095).

Adoptés : amendements (art. additionnels) de M. Paul d'Ornano, n° II-51 : simplification des relations entre les citoyens et l'administration fiscale : enregistrement des actes de poursuite effectués pour le compte de l'Etat ; suppression de la délivrance de la contrainte administrative par les comptables du Trésor (p. 5095) – Et n° II-52 : possibilité d'étalement du paiement des impôts en cas de déménagement à l'étranger (p. 5096) – Amendement (art. additionnel) n° II-73 de M. Jean Colin : mode de calcul de l'imposition des agriculteurs victimes de calamités et ne relevant pas du régime du forfait (p. 5097).

Retiré : amendement (art. additionnel) n° II-74 de M. Pierre Vallon, soutenu par M. Jean Colin : relèvement du seuil des dépenses nécessitant un paiement par chèque (p. 5097).

– Trois articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 5095, 5096 et 5097).

Après l'art. 66 (p. 5097).

Rejeté : amendement (art. additionnel) n° II-105 de M. François Autain : information du Parlement sur les modalités de calcul de la dotation de compensation et du fonds national de péréquation de la taxe professionnelle (p. 5098).

Après l'art. 69 (p. 5098).

Retiré : amendement (art. additionnel) n° II-87 de M. Richard Pouille : modification du statut de l'Institut national de la propriété industrielle, INPI, tendant à le transformer en un établissement public à caractère industriel et commercial (p. 5098).

Après l'art. 71 (p. 5099).

Adopté : amendement (art. additionnel) n° II-106 de M. Paul Masson : amélioration de l'indemnisation des victimes du terrorisme (p. 5099).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 5099).

Seconde délibération – Ordonnée en application de l'article 43, alinéa 4, du Règlement, à la demande de M. Alain Juppé, ministre (p. 5100).

Demande de vote unique, présentée par le Gouvernement en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution, portant sur les articles soumis à une seconde délibération (p. 5101).

Art. 32 et état B annexé (p. 5101).

Adoptés (lors du vote unique) : amendements n^{os} B-1 à B-14 de M. Alain Juppé, ministre : majorations de crédits dans les domaines suivants : affaires étrangères, affaires sociales et emploi, agriculture, culture et communication, économie,

finances et privatisations, recherche, équipement, logement, aménagement du territoire et transports, tourisme, intérieur, justice, services généraux, et jeunesse et sports (p. 5108).

Art. 33 et état C annexé (p. 5102).

Adoptés (lors du vote unique) : amendements nos B-15 à B-26 de M. Alain Juppé, ministre : majorations de crédits dans les domaines suivants : agriculture, culture et communication, recherche et enseignement supérieur, équipement, logement, aménagement du territoire et transports, intérieur et mer (p. 5108).

Art. 51 et état H annexé (p. 5104).

Adopté (lors du vote unique) : amendement n° B-27 de M. Alain Juppé, ministre : report de crédits concernant la formation continue du personnel du ministère de la culture et l'action sociale en faveur des harkis (p. 5108).

Art. 56 (p. 5104).

Adopté (lors du vote unique) : amendement n° B-28 de M. Alain Juppé, ministre : modification du coefficient applicable aux bases de l'impôt sur les propriétés bâties (p. 5108).

Art. 57 bis (p. 5104).

Adopté (lors du vote unique) : amendement n° B-29 de M. Alain Juppé, ministre : suppression du gage afférent à cet article (p. 5108).

Art. 58 bis (p. 5105).

Adopté (lors du vote unique) : amendement n° B-30 de M. Alain Juppé, ministre : possibilité pour les petites communes d'exonérer de la taxe professionnelle les auxiliaires médicaux (p. 5108).

Art. 59 bis A (p. 5105).

Adopté (lors du vote unique) : amendement n° B-31 de M. Alain Juppé, ministre : amélioration du taux d'abattement sur la taxe professionnelle pour les salles de cinéma des petites communes (p. 5108).

Art. 59 quater (p. 5105).

Adopté (lors du vote unique) : amendement n° B-32 de M. Alain Juppé, ministre : suppression du gage afférent à cet article (p. 5108).

Art. 60 AA (p. 5105).

Adopté (lors du vote unique) : amendement n° B-34 de M. Alain Juppé, ministre : suppression de cet article (p. 5108).

Art. 61 quinquies (p. 5106).

Adopté (lors du vote unique) : amendement n° B-33 de M. Alain Juppé, ministre : suppression du gage afférent à cet article (p. 5108).

Art. 63 quater (p. 5106).

Adopté (lors du vote unique) : amendement n° B-37 de M. Alain Juppé, ministre : suppression de cet article (p. 5108).

Art. 70 bis (p. 5106).

Adopté (lors du vote unique) : amendement n° B-35 de M. Alain Juppé, ministre : suppression de cet article (p. 5108).

Art. 30 et état A annexé (p. 5106).

Adopté (lors du vote unique) : amendement n° B-36 de M. Alain Juppé, ministre, de coordination (p. 5108).

– L'art. 32 et l'état B, l'art. 33 et l'état C, l'art. 51 et l'état H, l'art. 56, l'art. 57 bis, l'art. 58 bis, l'art. 59 bis A, l'art. 59 quater, l'art. 61 quinquiès et l'art. 30 et l'état A, ainsi modifiés, sont adoptés ; l'art. 60 AA, l'art. 63 quater et l'art. 70 bis sont supprimés (p. 5108).

Coordination – Art. 10 A (p. 5108).

Adopté : amendement n° C-1 de M. Maurice Blin, rapporteur général : suppression de cet article (p. 5108).

– L'art. 10 A est supprimé (p. 5108).

Explications de vote sur l'ensemble : *MM. Jean-Pierre Masseret* (p. 5108, 5110) ; *Robert Vizet* (p. 5110, 5111) ; *Daniel Hoeffel* (p. 5111, 5112) ; *Jacques Pelletier* (p. 5112) ; *Jacques Boyer-Andrivet* (p. 5112, 5113) ; *Marcel Lucotte* (p. 5113, 5114) ; *Lucien Neuwirth* (p. 5114, 5115) ; *Christian Poncelet, président de la commission des finances* (p. 5115, 5116) ; *intervention de M. Alain Juppé, ministre* (p. 5116, 5117) – Politique économique et sociale, politique monétaire et financière, déficit budgétaire, libéralisme, Parlement (rôle), collectivités territoriales, aménagement rural.

Scrutin public à la tribune de droit, n° 47 (p. 5117).

Adoption de l'ensemble **du projet de loi de finances pour 1988** (5 décembre 1987) (p. 5117).

Discussion (commission mixte paritaire)

(17 décembre 1987) (p. 5647, 5663).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5647, 5650) : *MM. Alain Juppé, ministre chargé du budget ; Maurice Blin, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire ; Mme Hélène Luc.*

Appareillage médical : *Blin (Maurice)* (p. 5649) ; *Juppé (Alain)* (p. 5648).

Croissance économique : *Luc (Hélène)* (p. 5650).

Départements d'outre-mer (DOM) : *Luc (Hélène)* (p. 5650).

Dette publique : *Luc (Hélène)* (p. 5649).

Echec scolaire : *Luc (Hélène)* (p. 5650).

Enseignement supérieur : *Juppé (Alain)* (p. 5648).

Epargne : *Blin (Maurice)* (p. 5649) ; *Juppé (Alain)* (p. 5648).

Exploitations agricoles : *Luc (Hélène)* (p. 5650).

Fonds national pour le développement du sport (FNDS) : *Juppé (Alain)* (p. 5648).

Formation continue : *Blin (Maurice)* (p. 5649) ; *Juppé (Alain)* (p. 5648).

Impôts et taxes : *Luc (Hélène)* (p. 5649).

Justice : *Juppé (Alain)* (p. 5648).

Lois de programmation militaire : *Luc (Hélène)* (p. 5650).

Pays en voie de développement (PVD) : *Luc (Hélène)* (p. 5650).

Pensions civiles et militaires de retraite : *Blin (Maurice)* (p. 5649) ; *Juppé (Alain)* (p. 5648).

Prélèvements obligatoires (salariés) : *Luc (Hélène)* (p. 5650).

Recherche : *Juppé (Alain)* (p. 5648).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5650, 5663) : *MM. Alain Juppé, ministre ; Maurice Blin, rapporteur général.*

Après l'art. 4 (p. 5650).

Amendement n° 13 (art. additionnel) de M. Alain Juppé, ministre : fiscalité applicable aux pensionnés mensualisés en 1987 (p. 5650).

Art. 4 bis, 5, 5 bis, 7, 7 bis, 8, 9 bis A, 9 ter, 10 ter (p. 5651).

Art. 12 bis (p. 5652).

Après l'art. 13 (p. 5652).

Amendement n° 1 (art. additionnel) de M. Alain Juppé, ministre : abaissement du taux de TVA sur les appareillages pour handicapés (p. 5652).

Art. 16 A (p. 5652) – Supprimé par la commission mixte paritaire.

Art. 24 bis (p. 5652).

Art. 26 (p. 5652).

Amendement n° 2 de M. Alain Juppé, ministre : modification du taux applicable à la base de TVA pour le calcul de la dotation globale de fonctionnement (p. 5652).

Art. 30 et Etat A (p. 5652).

Amendements de M. Alain Juppé, ministre, n° 12 : nouvelle équilibre du budget (p. 5655) – Et n° 15 : coordination (p. 5655).

Art. 32 (p. 5655).

Amendements de M. Alain Juppé, ministre, n° 5 : majoration des crédits de la justice afin d'accélérer le recrutement de surveillants de prison supplémentaires (p. 5656) – Et n° 6 : création de deux chapitres prévus dans la loi de finances rectificative pour 1987 (p. 5656).

Art. 33 (p. 5656).

Amendements de M. Alain Juppé, ministre, n^{os} 7 et 10 : crédits versés à l'institut de formation technique supérieure (p. 5656) – Et n^{os} 8 et 9 : création d'un chapitre « subventions d'équipement aux collectivités pour les dégats causés par les calamités », prévu dans le projet de loi de finances rectificative pour 1987 (p. 5656).

Art. 40 (p. 5656).

Art. 51 et Etat H (p. 5657).

Art. 52 (p. 5657).

Art. 53 (p. 5658).

Après l'art. 53 (p. 5660).

Amendement n° 14 (art. additionnel) de M. Alain Juppé, ministre : création du crédit d'impôt-formation (p. 5661).

Art. 53 bis (p. 5661).

Après l'art. 54 (p. 5661).

Amendements (art. additionnels) de M. Alain Juppé, ministre, n° 3 : reconduction pour un an du dispositif du compte d'épargne en actions, CEA (p. 5661) – Et n° 4 : relèvement des limites de versement prévues pour le plan d'épargne en vue de la retraite, PER (p. 5661).

Art. 56 A (p. 5661).

Art. 57 bis, 58, 58 bis, 59 bis A, 59 bis B, 59 quater, 60 A, 60 B, 60 C, 61 quater (p. 5662).

Art. 61 quinquies, 63 bis, 63 ter, 65 bis et 72 (p. 5663).

Explication de vote sur l'ensemble : *M. Michel Darras* (p. 5663).

Scrutin public de droit n° 83 (p. 5663).

Adoption (17 décembre 1987) (p. 5663).

Lois de finances rectificatives

1. – **Projet de loi de finances rectificative pour 1987,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Jacques Chirac, Premier ministre, par M. Edouard Balladur, ministre de l'économie, et par M. Alain Juppé, ministre chargé du budget (20 novembre 1987) [n° **1062**] – Renvoi à la commission des finances – Pour avis à la commission de la défense nationale et à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Robert-André Vivien (3 décembre 1987) [n° **1096**] – Avis de M. Jean Brocard (3 décembre 1987) [n° **1101**] – Avis de M. Daniel Goulet (3 décembre 1987) [n° **1104**] – Discussion (7 et 8 décembre 1987) – Adoption (8 décembre 1987) [n° **203**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (9 décembre 1987) [n° **149** (87-88)] – Renvoi à la commission des finances – Pour avis à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Maurice Blin (10 décembre 1987) [n° **161** (87-88)] – Avis oral de M. Jacques Genton – Discussion (16 décembre 1987) – Adoption (16 décembre 1987) [n° **151**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (17 décembre 1987) [n° **1155**] – Renvoi à la commission des finances.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Robert-André Vivien (18 décembre 1987) [n° **1168**] – Discussion (19 décembre 1987) – Adoption (19 décembre 1987) [n° **215**].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. André Fosset (18 décembre 1987) [n° **184** (87-88)] – Discussion (20 décembre 1987) – Adoption (20 décembre 1987) [n° **75**].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Décision n° 87-239 DC du 30 décembre 1987 (*JO* Lois et décrets du 31 décembre 1987) qui déclare contraire à la Constitution l'article 13.

PROMULGATION : Loi n° 87-1061 du 30 décembre 1987 (*JO* Lois et décrets du 31 décembre 1987).

Discussion (première lecture)

(16 décembre 1987) (p. 5499, 5577).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5499, 5515) : *MM. Alain Juppé, ministre chargé du budget ; Maurice Blin, rapporteur général de la commission des finances ; Jacques Genton, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères ; René Régnault, André Delelis ; Mme Hélène Luc, M. Jacques Machet ; et les orateurs sur la motion.*

Agriculture : *Juppé (Alain)* (p. 5514) ; *Machet (Jacques)* (p. 5513).

Agriculture (budget) : *Blin (Maurice)* (p. 5502) ; *Juppé (Alain)* (p. 5500).

Aide au développement : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 5506).

Aménagement du territoire : *Delelis (André)* (p. 5510) ; *Juppé (Alain)* (p. 5514).

Association internationale de développement (AID) : *Blin (Maurice)* (p. 5502) ; *Juppé (Alain)* (p. 5501).

Automobile (industrie) : Juppé (Alain) (p. 5512) ; *Luc (Hélène)* (p. 5512).

Caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales (CAECL) : *Régnault (René)* (p. 5509, 5510).

Catastrophes naturelles : *Blin (Maurice)* (p. 5502) ; *Juppé (Alain)* (p. 5501) ; *Régnault (René)* (p. 5510).

Collectivités territoriales : *Juppé (Alain)* (p. 5514) ; *Régnault (René)* (p. 5509, 5510).

Commerce extérieur : *Juppé (Alain)* (p. 5499, 5500) ; *Luc (Hélène)* (p. 5511, 5512) ; *Régnault (René)* (p. 5508).

Communauté économique européenne (CEE) : *Genton (Jacques)* (p. 5504) ; *Juppé (Alain)* (p. 5501) ; *Régnault (René)* (p. 5508).

Communauté économique européenne (CEE) (ressources propres) : *Blin (Maurice)* (p. 5503) ; *Juppé (Alain)* (p. 5500).

Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur (COFACE) : *Blin (Maurice)* (p. 5502) ; *Juppé (Alain).* 5500).

Conseil économique et social : *Régnault (René)* (p. 5508).

Corse (région) : *Blin (Maurice)* (p. 5503) ; *Juppé (Alain)* (p. 5501).

Crédit agricole : *Machet (Jacques)* (p. 5513).

Croissance économique : *Juppé (Alain)* (p. 5499) ; *Régnault (René)* (p. 5508).

Décentralisation : *Juppé (Alain)* (p. 5501) ; *Régnault (René)* (p. 5509).

Défense (budget) : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 5504, 5505, 5506) ; *Blin (Maurice)* (p. 5502) ; *Genton (Jacques)* (p. 5503) ; *Juppé (Alain)* (p. 5500) ; *Luc (Hélène)* (p. 5513).

Déficit budgétaire : *Blin (Maurice)* (p. 5502) ; *Delelis (André)* (p. 5514) ; *Juppé (Alain)* (p. 5500) ; *Régnault (René)* (p. 5508, 5509).

Délégation parlementaire du Sénat pour les communautés européennes : *Genton (Jacques)* (p. 5504).

Dépenses publiques ; *Blin (Maurice)* (p. 5502, 5503) ; *Juppé (Alain)* (p. 5500) ; *Luc (Hélène)* (p. 5513).

Désarmement : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 5506) ; *Blin (Maurice)* (p. 5506).

Dette publique : *Blin (Maurice)* (p. 5502).

Dévaluations : *Luc (Hélène)* (p. 5511).

Education nationale (budget) : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 5505) ; *Blin (Maurice)* (p. 5506).

Emploi : *Juppé (Alain)* (p. 5499).

Enseignement : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 5505).

Enseignement privé : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 5505).

Entreprises (fiscalité) : *Blin (Maurice)* (p. 5503) ; *Juppé (Alain)* (p. 5501).

Ethanol : *Blin (Maurice)* (p. 5503) ; *Juppé (Alain)* (p. 5501).

Fiscalité : *Luc (Hélène)* (p. 5513).

Fonds d'intervention pour l'aménagement du territoire (FIAT) : *Juppé (Alain)* (p. 5514).

Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA) : *Blin (Maurice)* (p. 5502) ; *Genton (Jacques)* (p. 5504) ; *Juppé (Alain)* (p. 5500).

Grand marché intérieur (CEE) : *Luc (Hélène)* (p. 5512).

Impôt sur le revenu : *Blin (Maurice)* (p. 5502) ; *Juppé (Alain)* (p. 5500) ; *Régnault (René)* (p. 5509).

Impôt sur les sociétés : *Blin (Maurice)* (p. 5502, 5503) ; *Juppé (Alain)* (p. 5500) ; *Régnault (René)* (p. 5509).

Industrie : *Juppé (Alain)* (p. 5499).

Inflation : *Delelis (André)* (p. 5511, 5514) ; *Juppé (Alain)* (p. 5499, 5514) ; *Régnault (René)* (p. 5508).

Investissements : *Juppé (Alain)* (p. 5499, 5508, 5514) ; *Luc (Hélène)* (p. 5511, 5512) ; *Régnault (René)* (p. 5508).

Krach boursier : *Juppé (Alain)* (p. 5499) ; *Luc (Hélène)* (p. 5511) ; *Régnault (René)* (p. 5508).

Lois de finances rectificatives : *Blin (Maurice)* (p. 5502, 5503) ; *Genton (Jacques)* (p. 5503) ; *Juppé (Alain)* (p. 5500, 5502) ; *Luc (Hélène)* (p. 5512, 5513) ; *Machet (Jacques)* (p. 5513) ; *Régnault (René)* (p. 5508, 5509).

Lycées : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 5505) ; *Blin (Maurice)* (p. 5502) ; *Juppé (Alain)* (p. 5500, 5501).

Marchés financiers : *Luc (Hélène)* (p. 5511, 5512).

Nord-Pas-de-Calais (région) : *Delelis (André)* (p. 5510, 5511).

Opérations extérieures (armée) : *Genton (Jacques)* (p. 5503, 5504) ; *Juppé (Alain)* (p. 5500).

Plus-values (imposition) : *Blin (Maurice)* (p. 5503) ; *Juppé (Alain)* (p. 5501).

Politique agricole commune (PAC) : *Genton (Jacques)* (p. 5504).

Politique économique et sociale : *Juppé (Alain)* (p. 5502) ; *Régnault (René)* (p. 5508).

Politique monétaire et financière : *Luc (Hélène)* (p. 5511, 5512).

Privatisations : *Régnault (René)* (p. 5509, 5510).

Question préalable (procédure parlementaire) : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 5504).

Rapatriés : *Blin (Maurice)* (p. 5502) ; *Juppé (Alain)* (p. 5501).

Recherche : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 5504, 5505, 5506).

Régions : *Juppé (Alain)* (p. 5501).

Sécurité sociale : *Blin (Maurice)* (p. 5502) ; *Juppé (Alain)* (p. 5501).

Sélection : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 5505).

Taxe différentielle sur les véhicules à moteur (vignette) : *Blin (Maurice)* (p. 5503) ; *Juppé (Alain)* (p. 5501).

Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) : *Juppé (Alain)* (p. 5500).

Universités : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 5505) ; *Blin (Maurice)* (p. 5506).

Valeurs mobilières : *Luc (Hélène)* (p. 5513).

Zones de conversion industrielle : *Delelis (André)* (p. 5510).

Motion n° 15 de Mme Hélène Luc, soutenue par Mme Danielle Bidard-Reydet, **tendant à opposer la question préalable** (p. 5504) – *Mme Danielle Bidard-Reydet ; M. Maurice Blin, rapporteur général.*

Rejet de la motion (p. 5506 ; scrutin public n° 73).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5515, 5577) : *MM. Alain Juppé, ministre ; Maurice Blin, rapporteur général ; René Régnault ; Mme Danielle Bidard-Reydet ; MM. Jean Garcia, Josy Moinet, Guy Besse, Louis Jung, Jacques Descours Desacres, Michel Durafour, Etienne Dailly, Lucien Neuwirth, Georges Chavanes, ministre chargé du commerce, de l'artisanat et des services ; Jean Cauchon, René-Georges Laurin, Jacques Moutet, Jacques Machet, Pierre Laffitte, Gérard Delfau ; Mme Hélène Luc ; MM. Michel Caldaguès, Stéphane Bonduel, Michel Souplet, Paul Girod, Michel Darras, Robert Vizet, Roland Courteau, Jacques Boyer-Andrivet, Jacques Habert ; Mme Paulette Fost ; MM. Louis Boyer, Xavier de Villepin, Christian Poncelet, président de la commission des finances.*

PREMIERE PARTIE

CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER

Art. 1er *(Affectation des bénéfices de l'Institut d'émission des départements d'outre-mer, IEDOM)* – Adopté (p. 5515).

Art. 2 *(Révision du taux de prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement, DGF)* – Adopté (p. 5515).

Art. 3 et Etat A annexé *(Equilibre général du budget)* (p. 5516).

Adopté : amendement n° 54 de M. Alain Juppé, ministre, de coordination (p. 5522).

– L'art. 3 et l'Etat A annexé sont adoptés (p. 5522).

DEUXIEME PARTIE

MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPECIALES

TITRE PREMIER

DISPOSITIONS APPLICABLES A L'ANNEE 1987

A – Opérations à caractère définitif

I – Budget général

Art. 4 et Etat B annexé *(Dépenses ordinaires des services civils – Ouvertures de crédits)* (p. 5522).

Parole sur l'article : *M. René Régnault* (p. 5523) – Agriculture.

Rejeté : amendement n° 19 de M. André Duroméa, soutenu par Mme Danielle Bidard-Reydet : transfert en faveur du tourisme social de crédits destinés à la promotion du tourisme français à l'étranger (p. 5523).

– L'art. 4 et l'Etat B annexé sont adoptés (p. 5523).

Art. 5 et Etat C annexé *(Dépenses en capital des services civils – Ouvertures de crédits)* (p. 5523).

Parole sur l'article : *MM. Jean Garcia (p. 5525) ; René Régnault (p. 5526) ; Josy Moinet (p. 5526)* – Opérations extérieures (armée), désarmement, lycées, catastrophes naturelles, industrie.

Rejeté : amendement n° 20 de M. Jean-Luc Bécart, soutenu par Mme Danielle Bidard-Reydet : suppression des crédits inscrits pour transférer les services de la météorologie nationale de Paris à Toulouse (p. 5527).

Retiré : amendement n° 48 de M. Guy Besse : enveloppe de crédits supplémentaires destinée aux travaux de réfection de la centrale pénitentiaire de Saint-Maur, dans l'Indre (p. 5528).

Explications de vote sur l'article : *MM. Jacques Descours Desacres (p. 5528) ; René Régnault (p. 5529)* – Catastrophes naturelles, Normandie (Basse) (région), Bretagne (région).

– L'art. 5 et l'Etat C annexé sont adoptés (p. 5529).

Art. 5 bis *(Modification des crédits ouverts en 1987 au ministère de la Coopération)* – Adopté (p. 5529).

Art. 6 *(Dépenses ordinaires des services militaires – Ouvertures de crédits)* – Adopté (p. 5529).

Art. 7 *(Dépenses en capital des services militaires – Ouvertures de crédits)* – Adopté (p. 5529).

II – Budgets annexes

Art. 8 *(Budgets annexes – Ouvertures de crédits)* – Adopté (p. 5529).

III – Opérations à caractère définitif des comptes d'affectation spéciale

Art. 9 *(Comptes d'affectation spéciale – Ouvertures de crédits)* – Adopté (p. 5529).

B – Autres dispositions

Art. 10 *(Révision du produit attendu de la taxe parafiscale affectée au financement des organismes du secteur public de la communication audiovisuelle)* (p. 5529).

Adopté : amendement n° 49 de M. Jacques Pelletier, soutenu par M. Michel Durafour : affectation à la société Radio France d'une partie du produit supplémentaire de la redevance audiovisuelle (p. 5530).

Non soutenu : amendement n° 16 de M. Jean Cluzel, identique à l'amendement n° 49 de M. Jacques Pelletier (p. 5529).

– L'art. 10, ainsi modifié, est adopté (p. 5530).

Art. 11 *(Ratification de décrets d'avance)* (p. 5530).

Parole sur l'article : *M. René Régnault (p. 5530, 5531)* – Instituts universitaires de technologie (IUT), emploi des jeunes, budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA), sécurité sociale.

– L'art. 11 est adopté (p. 5531).

Avant l'art. 12 A (p. 5531).

Retiré : amendement (art. additionnel) n° 1 de M. Etienne Dailly : détermination du seuil permettant aux sociétés de bénéficier du système de la fiscalité de groupe (p. 5533).

TITRE II

DISPOSITIONS PERMANENTES

A – Mesures concernant la fiscalité

Art. 12 A *(Taxe pour frais de chambres de commerce et d'industrie)* (p. 5533).

Parole sur l'article : *MM. Louis Jung (p. 5533) ; Lucien Neuwirth (p. 5533) ; René Régnault (p. 5534)* – Chambres de commerce et d'industrie.

Rejeté : amendement n° 53 de M. Maurice Blin, rapporteur général : fixation du taux maximum de cette taxe par décret en Conseil d'Etat (p. 5537 ; scrutin public n° 74).

Non soutenu : amendement n° 17 de M. Raymond Bourgine (p. 5534).

Explications de vote sur l'article : *MM. Jacques Descours Desacres (p. 5537) ; René Régnault (p. 5538) ; Lucien Neuwirth (p. 5538) ; Josy Moinet (p. 5538).*

– L'art. 12 A est adopté (p. 5538 ; scrutin public n° 75).

Avant l'art. 12 (p. 5539).

Adopté : amendement (art. additionnel) n° 50 de M. Pierre Laffitte : incitation fiscale à l'investissement dans la création d'entreprises innovantes (p. 5541).

Rejeté : amendement (art. additionnel) n° 38 de M. Jean-Pierre Masseret, soutenu par M. René Régnault : prolongation de la période d'exonération fiscale applicable aux entreprises nouvellement créées (p. 5539).

Retiré : amendement (art. additionnel) n° 3 de M. André Diligent, soutenu par M. Jacques Machet, relatif au financement des partis politiques (p. 5539).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 5541).

Art. 12 *(Mesures fiscales en faveur de l'offre foncière)* (p. 5541).

Rejeté : amendement n° 21 de M. Jean-Luc Bécart, soutenu par Mme Hélène Luc : suppression de cet article (p. 5543 ; scrutin public n° 76).

Retiré : amendement n° 27 de M. Jacques Machet : extension de la réduction du taux d'imposition des plus-values aux terrains nus ; suppression de la procédure d'agrément préalable (p. 5543).

Après l'art. 12 (p. 5543).

Rejetés : amendements (art. additionnels) de M. Robert Vizet, soutenus par Mme Hélène Luc, n° 22 : majoration de la taxation sur les opérations sur les marchés à terme d'instruments financiers (p. 5544) – Et n° 23 : institution d'un prélèvement exceptionnel de 10 % sur le montant des actions et des obligations étrangères acquises à compter du 1er janvier 1988 (p. 5544).

Avant l'art. 12 bis (p. 5544).

Retiré : amendement (art. additionnel) n° 14 de M. Pierre Merli, soutenu par M. Pierre Laffitte : réduction du taux de la TVA applicable aux hôtels 4 étoiles et 4 étoiles luxe (p. 5545).

Art. 12 bis *(Aménagement des conditions de versement sur le plan d'épargne en vue de la retraite, PER, des sommes déductibles du revenu imposable)* – Adopté (p. 5545).

Après l'art. 12 bis (p. 5545).

Rejeté : amendement (art. additionnel) n° 39 de M. Guy Penne, soutenu par M. René Régnault : création de contrats d'épargne-survie en faveur des handicapés, assortis d'avantages fiscaux (p. 5569 ; précédemment réservé p. 5545).

Art. 12 ter *(Dérogation à la règle de versement pour dépassement du plafond légal de densité, PLD)* – Adopté (p. 5545).

Avant l'art. 13 (p. 5547).

Rejetés : amendement (art. additionnel) n° 40 de M. Jean-Pierre Masseret, soutenu par M. René Régnault : affectation du produit de cession issu de la mutualisation de la caisse nationale de crédit agricole au budget général (p. 5553 ; scrutin public n° 78) ; sous-amendement n° 55 de M. Stéphane Bonduel, soutenu par M. Josy Moinet (p. 5552 ; scrutin public n° 77).

Non soutenu : amendement (art. additionnel) n° 37 de M. Désiré Debavelaere (p. 5547).

Art. 13 *(Régime fiscal de l'alcool éthylique d'origine agricole destiné à être utilisé comme carburant)* (p. 5553).

Adoptés : amendements identiques n° 18 de M. Michel Souplet et n° 36 de M. Paul Girod : possibilité d'utilisation des pommes de terre pour la fabrication de l'éthanol (p. 5556) – Amendement n° 47 de M. Gilbert Baumet, soutenu par M. Jacques Boyer-Andrivet : possibilité d'utilisation des alcools d'origine vinicole pour la fabrication de l'éthanol (p. 5557).

Rejeté : amendement n° 41 de M. Roland Courteau, analogue à l'amendement n° 47 de M. Gilbert Baumet (p. 5557).

Retirés : amendement n° 51 de M. Jacques Pelletier, soutenu par M. Stéphane Bonduel : application de cet article à l'éthanol élaboré à partir de toute production végétale d'origine communau-

taire (p. 5556) – Amendement n° 28 de M. Jacques Machet : application de cet article à partir du 1er janvier 1988 (p. 5557).

Non soutenu : amendement n° 12 de M. Désiré Debavelaere, identique aux amendements n° 18 de M. Michel Souplet et n° 36 de M. Paul Girod (p. 5553).

Explications de vote sur l'article : *MM. Lucien Neuwirth (p. 5557) ; Gérard Delfau (p. 5557).*

– L'art. 13, ainsi modifié, est adopté (p. 5558).

Après l'art. 13 (p. 5558).

Rejetés : amendements (art. additionnels) de Mme Hélène Luc, soutenus par Mme Paulette Fost, n° 24 : suppression de la TVA sur les opérations de mise à disposition des surplus agricoles de la CEE distribués gratuitement en France par les collectivités locales et les associations caritatives (p. 5558 ; scrutin public n° 79) – Et n° 25 : suppression de la TVA sur toutes les dépenses de fonctionnement des collectivités locales (p. 5559 ; scrutin public n° 80).

Irrecevable (article 40 de la Constitution) : amendement (art. additionnel) n° 26 de M. Robert Vizet : déduction fiscale supplémentaire accordée aux salariés d'imprimerie de journaux travaillant de nuit, au titre des frais professionnels pour l'établissement de l'impôt sur le revenu (p. 5560).

Art. 13 bis *(Abattement applicable au plus-values réalisées lors de cessions de chevaux de course)* (p. 5560).

Adopté : amendement n° 56 de M. Alain Juppé, ministre, rédactionnel (p. 5560).

Rejeté : amendement n° 42 de M. Jean-Pierre Masseret, soutenu par M. René Régnault : suppression de cet article (p. 5560 ; scrutin public n° 81).

– L'art. 13 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 5560).

Après l'art. 13 bis (p. 5561).

Rejeté : amendement (art. additionnel) n° 43 de M. Jean-Pierre Masseret, soutenu par M. René Régnault : suppression de la condition de 15 ans de friche pour l'extension aux terres plantées en arbres fruitiers de l'exonération de la taxe foncière sur les propriétés non bâties (p. 5561).

Art. 14 *(Précisions concernant la taxe d'apprentissage et le régime fiscal des titres acquis dans le cadre de la participation)* – Adopté (p. 5562).

Après l'art. 14 (p. 5562).

Rejeté : amendement (art. additionnel) n° 44 de M. Jean-Pierre Masseret, soutenu par M. René Régnault : suppression de la surcompensation entre les régimes spéciaux d'assurance vieillesse du secteur public (p. 5562).

Art. 14 bis *(Modifications des modalités de calcul du tarif de la taxe différentielle sur les véhicules automobiles, dite vignette)* – Adopté (p. 5562).

Après l'art. 14 bis (p. 5562).

Rejeté : amendement (art. additionnel) n° 45 de M. Jean-Pierre Masseret, soutenu par M. René Régnault : clarification de la présentation des feuilles d'impôts locaux (p. 5564).

Art. 15 *(Assouplissement des règles de procédure devant le tribunal de grande instance)* (p. 5564) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Avant l'art. 16 (p. 5564).

Retiré : amendement (art. additionnel) n° 46 de M. Jean-Pierre Masseret, soutenu par M. René Régnault : conditions d'ouverture du droit à la compensation sur le fonds de compensation de la TVA ; possibilité pour les collectivités locales de recourir à des mandataires non bénéficiaires de cette compensation (p. 5565).

Art. 16 *(Institution d'une taxe pour financer la modernisation du réseau routier de Saint-Martin)* – Adopté (p. 5565).

Art. 17 *(Consultation du service des domaines par les collectivités et organismes publics)* (p. 5565) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 17 bis *(Exonération d'impôt sur les sociétés pour les entreprises nouvelles créées en Corse)* – Adopté (p. 5565).

Art. 18 *(Harmonisation du régime des plus-values à court terme réalisées sur la cession de biens acquis par crédit-bail)* (p. 5565) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Parole sur l'article : *M. Jacques Machet* (p. 5565).

– Suppression maintenue (p. 5565).

Art. 18 bis *(Fiscalité des entreprises implantées dans des zones d'entreprise)* – Adopté (p. 5565).

Art. 19 *(Taxe foncière sur les propriétés non bâties : précisions concernant la détermination des terrains non passibles de la majoration de valeur locative)* (p. 5565).

Adopté : amendement n° 7 de M. Maurice Blin, rapporteur général : suppression de cet article (p. 5566).

– L'art. 19 est supprimé (p. 5566).

Art. 20 *(Mesures diverses de reconduction ou de simplification)* – Adopté (p. 5566).

Après l'art. 20 (p. 5566).

Retiré : amendement (art. additionnel) n° 5 de M. Jean-François Pintat, retiré par M. Philippe de Bourgoing (p. 5566).

Art. 21 *(Réduction du droit de timbre sur le loto national et le loto sportif)* – Adopté (p. 5566).

Après l'art. 21 (p. 5566).

Adoptés : amendement (art. additionnel) n° 11 de M. Jean-Pierre Fourcade, soutenu par M. Louis Boyer : avantages fiscaux accordés au contrat épargne-handicap (p. 5568) ; sous-amendement n° 58 de M. Alain Juppé, ministre, visant à éviter le cumul d'avantages fiscaux (p. 5568).

Retirés : amendement (art. additionnel) n° 29 de M. Jean Francou, retiré par M. Jacques Machet (p. 5569) – Amendement (art. additionnel) n° 30 de M. Auguste Chupin, retiré par M. Jacques Machet (p. 5569).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 5568).

Art. 21 bis *(Aménagement du régime fiscal des provisions pour implantations commerciales à l'étranger)* (p. 5569).

Adoptés : amendement n° 8 de M. Maurice Blin, rapporteur général, rédactionnel (p. 5571) – Amendement n° 57 de M. Alain Juppé, ministre : extension du nouveau régime fiscal des provisions pour implantations commerciales à l'étranger aux entreprises assurant un service de support logistique à l'exportation (p. 5571).

Retirés : sur l'amendement n° 8 de M. Maurice Blin, rapporteur général, sous-amendement n° 31 de M. Xavier de Villepin (p. 5571) – Amendements nos 32 et 33 de M. Xavier de Villepin, analogues à l'amendement n° 57 du Gouvernement (p. 5571) – Amendements identiques n° 34 de M. Xavier de Villepin et n° 52 de M. Josy Moinet : application de cet article aux banques et compagnies d'assurances (p. 5572).

– L'art. 21 bis, ainsi modifié, est adopté par division (p. 5573).

Art. 21 ter *(Etude par la commission des communautés européennes des possibilités de création de zones franches en Corse)* – Adopté (p. 5573).

Art. 21 quater *(Modification du régime de la pénalité encourue en cas d'infraction relative à la taxe sur les véhicules de tourisme des sociétés)* – Adopté (p. 5573).

Avant l'art. 22 (p. 5573).

Non soutenu : amendement (art. additionnel) n° 4 de M. Michel Crucis (p. 5573).

Art. 22 *(Redevances dues au titre du contrôle de sûreté des installations nucléaires)* (p. 5573) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Adopté : amendement n° 9 de M. Maurice Blin, rapporteur général : rétablissement de cet article (p. 5574).

– L'art. 22, dans la rédaction de l'amendement n° 9, est rétabli (p. 5574).

Art. 23 *(Avancement de la date d'indemnisation des anciens harkis et des rapatriés les plus âgés)* – Adopté (p. 5574).

Art. 24 *(Information du Parlement relative aux textes réglementaires modifiant la répartition des crédits de la loi de finances initiale)* – Adopté (p. 5574).

Art. 25 *(Pensions des ayants cause de fonctionnaires des douanes tués dans l'exercice de leurs fonctions)* (p. 5574).

Adopté : amendement n° 10 de M. Maurice Blin, rapporteur général, rédactionnel.

– L'art. 25, ainsi modifié, est adopté (p. 5574).

Après l'art. 25 (p. 5574).

Adopté : amendement (art. additionnel) n° 13 de M. Georges Mouly, soutenu par M. Stéphane Bonduel : relèvement du plafond fiscal au-dessous duquel les contributions des employeurs à l'acquisition par leurs salariés de chèques vacances sont assorties d'avantages fiscaux (p. 5575).

Retiré : amendement (art. additionnel) n° 2 de M. Etienne Dailly (p. 5574).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 5575).

Seconde délibération – Ordonnée en application de l'article 43, alinéa 4, du Réglement, à la demande de M. Alain Juppé, ministre (p. 5575).

Demande de vote unique, présentée par le Gouvernement, en application de l'article 44 de la Constitution, sur les articles soumis à la seconde délibération, ainsi que sur l'ensemble du texte (p. 5575).

Art. 12 B (p. 5575).

Adopté (lors du vote unique) : amendement n° 1 de M. Alain Juppé, ministre : suppression de cet article (p. 5577).

Art. 13 (p. 5575).

Adopté (lors du vote unique) : amendement n° 2 de M. Alain Juppé, ministre : suppression de la possibilité d'utilisation des alcools d'origine vinicole pour la fabrication de l'éthanol (p. 5577).

Explications de vote sur l'ensemble : *MM. Robert Vizet* (p. 5576) ; *René Régnault* (p. 5576, 5577) – Institut national de recherche chimique appliquée (IRCHA), prévision économique, déficit budgétaire, politique économique et sociale.

Scrutin public de droit n° 82 (p. 5577).

Adoption des articles 12 B et 13, modifiés par les amendements n^{os} 1 et 2 du Gouvernement, ainsi que de l'ensemble du projet de loi (16 décembre 1987) (p. 5577).

Discussion (commission mixte paritaire)

(20 décembre 1987) (p. 5869, 5875).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5869, 5870) : *MM. Christian Poncelet, président pour le Sénat de la commission mixte paritaire ; Jean Arthuis, secrétaire d'Etat chargé de la consommation et de la concurrence.*

Chèques vacances : *Poncelet (Christian)* (p. 5869).

Déficit budgétaire : *Arthuis (Jean)* (p. 5869).

Entreprises : *Poncelet (Christian)* (p. 5869).

Lois de finances rectificatives : *Arthuis (Jean)* (p. 5869) ; *Poncelet (Christian)* (p. 5869).

Parlement : *Arthuis (Jean)* (p. 5869).

Plans d'occupation des sols (POS) : *Poncelet (Christian)* (p. 5869).

Pommes de terre : *Poncelet (Christian)* (p. 5869).

Redevance de radiodiffusion télévision : *Poncelet (Christian)* (p. 5869).

Rentes viagères (rentes survie des handicapés) : *Poncelet (Christian)* (p. 5869).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5870, 5875)

Art. 3 et état A annexé (p. 5870).

Art. 10, 13, 13 bis, 21 bis A, et 21 bis (p. 5872).

Art. 22 (p. 5873).

Art. 25 et 26 (p. 5874).

Explications de vote sur l'ensemble : *MM. Ivan Renar* (p. 5874, 5875), *Jacques Bellanger* (p. 5875), *Christian Poncelet, président de la commission des finances* (p. 5875).

Scrutin public de droit n° 104 (p. 5875).

Adoption (20 décembre 1987) (p. 5875).

Lois de programmation militaire

Voir *Lois de finances*, **1**, Défense

1. – **Projet de loi de programme relatif à l'équipement militaire pour les années 1987-1991**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Jacques Chirac, Premier ministre, par M. André Giraud, ministre de la défense (5 novembre 1986) [n° **432**] – Renvoi à la commission de la défense nationale – Pour avis aux commissions des affaires étrangères et des finances – Rapport de M. François Fillon (2 avril 1987) [n° **622**] – Avis de M. Jacques Godfrain (11 décembre 1986) [n° **554**] et de M. Yves Guéna (9 décembre 1986) [n° **532**] – Urgence – Discussion (8 et 9 avril 1987) – Adoption (9 avril 1987) [n° **90**].

NOUVEL INTITULE : « **Projet de loi de programmation relative à l'équipement militaire pour les années 1987-1991** ».

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (10 avril 1987) [n° **174** (86-87)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Pour avis à la commission des finances – Rapport de M. Jacques Genton (23 avril 1987) [n° **197** (86-87)] – Avis de M. Jean Francou (22 avril 1987) [n° **193** (86-87)] – Discussion (6 et 7 mai 1987) – Adoption (7 mai 1987) [n° **63**].

PROMULGATION : Loi n° 87-342 du 22 mai 1987 (*JO* Lois et décrets du 23 mai 1987).

Discussion (première lecture)

(6 mai 1987) (p. 727, 751 ; 757, 773) ; (7 mai 1987) (p. 783, 798).

I - DISCUSSION GENERALE (6 mai 1987) (p. 727, 751 ; 757, 773) ; (7 mai 1987) (p. 783, 789) : *MM. André Giraud, ministre de la défense ; Jacques Genton, rapporteur de la commission des affaires étrangères ; Jean Francou, rapporteur pour avis de la commission des finances ; Jean Lecanuet, président de la commission des affaires étrangères ; Michel d'Aillières, Jean Garcia, Louis Longequeue, Xavier de Villepin, Max Lejeune, Yvon Bourges, José Balarello, Jean-Pierre Bayle, Jacques Machet, Paul Robert, Jacques Chaumont, Modeste Legouez, Louis Virapoullé, Michel Rufin, Guy Cabanel, et les orateurs sur la motion.*

Acte unique européen : *Lecanuet (Jean)* (p. 739).

Armée de l'air : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 762) ; *Chaumont (Jacques)* (p. 766) ; *Genton (Jacques)* (p. 735) ; *Giraud (André)* (p. 784, 785, 787).

Armée de terre : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 762) ; *Genton (Jacques)* (p. 734) ; *Giraud (André)* (p. 786) ; *Machet (Jacques)* (p. 764).

Armement (industrie) : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 742) ; *Genton (Jacques)* (p. 734, 736) ; *Giraud (André)* (p. 729, 784) ; *Lecanuet (Jean)* (p. 738, 739) ; *Longequeue (Louis)* (p. 748, 749) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 750).

Armement nucléaire : *Aillières (Michel d')* (p. 743, 744) ; *Garcia (Jean)* (p. 745, 746) ; *Genton (Jacques)* (p. 732) ; *Giraud (André)* (p. 728) ; *Longequeue (Louis)* (p. 748).

Armement nucléaire préstratégique : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 762) ; *Bourges (Yvon)* (p. 758) ; *Cabanel (Guy)* (p. 772) ; *Chaumont (Jacques)* (p. 767) ; *Genton (Jacques)* (p. 734) ; *Giraud (André)* (p. 785, 786) ; *Machet (Jacques)* (p. 764).

Armement nucléaire stratégique : *Genton (Jacques)* (p. 734).

Armes (ventes) : *Lecanuet (Jean)* (p. 738) ; *Longequeue (Louis)* (p. 749).

Armes chimiques et biologiques : *Aillières (Michel d')* (p. 745) ; *Bécart (Jean-Luc)* (p. 742) ; *Bourges (Yvon)* (p. 758) ; *Genton (Jacques)* (p. 733) ; *Giraud (André)* (p. 728, 786) ; *Longequeue (Louis)* (p. 748) ; *Rufin (Michel)* (p. 770).

Arsenaux : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 742).

Autorisations de programme : *Francou (Jean)* (p. 737).

Bombe à neutrons : *Aillières (Michel d')* (p. 745) ; *Genton (Jacques)* (p. 733) ; *Giraud (André)* (p. 786) ; *Lejeune (Max)* (p. 751) ; *Longequeue (Louis)* (p. 748) ; *Machet (Jacques)* (p. 764).

Camps militaires : *Machet (Jacques)* (p. 763).

Collectivités territoriales : *Genton (Jacques)* (p. 732).

Collectivités territoriales d'outre-mer : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 763) ; *Giraud (André)* (p. 728) ; *Rufin (Michel)* (p. 770).

Crédits de paiement : *Bourges (Yvon)* (p. 758) ; *Cabanel (Guy)* (p. 771) ; *Francou (Jean)* (p. 737) ; *Giraud (André)* (p. 727).

Défense (budget) : *Aillières (Michel d')* (p. 744) ; *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 763) ; *Bourges (Yvon)* (p. 758, 759) ; *Cabanel (Guy)* (p. 772) ; *Francou (Jean)* (p. 737) ; *Garcia (Jean)* (p. 746, 747) ; *Genton (Jacques)* (p. 731) ; *Giraud (André)* (p. 727, 783, 785) ; *Legouez (Modeste)* (p. 768) ; *Longequeue (Louis)* (p. 748) ; *Rufin (Michel)* (p. 770) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 768).

Désarmement : *Aillières (Michel d')* (p. 744) ; *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 762) ; *Bécart (Jean-Luc)* (p. 742) ; *Cabanel (Guy)* (p. 772) ; *Chaumont (Jacques)* (p. 766) ; *Garcia (Jean)* (p. 746, 747) ; *Genton (Jacques)* (p. 733) ; *Giraud (André)* (p. 729, 786, 788) ; *Lecanuet (Jean)* (p. 739) ; *Robert (Paul)* (p. 765) ; *Rufin (Michel)* (p. 771) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 749) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 769).

Dissuasion nucléaire : *Balarello (José)* (p. 761) ; *Bécart (Jean-Luc)* (p. 743) ; *Chaumont (Jacques)* (p. 767) ; *Garcia (Jean)* (p. 746) ; *Genton (Jacques)* (p. 734) ; *Giraud (André)* (p. 728, 785, 788) ; *Lecanuet (Jean)* (p. 740) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 749).

Espace : *Cabanel (Guy)* (p. 772) ; *Giraud (André)* (p. 787, 788) ; *Rufin (Michel)* (p. 770).

Essais nucléaires : *Garcia (Jean)* (p. 746) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 769).

Etats-Unis d'Amérique (USA) : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 762) ; *Genton (Jacques)* (p. 733) ; *Giraud (André)* (p. 788) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 749) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 769).

Euromissiles : *Garcia (Jean)* (p. 746) ; *Genton (Jacques)* (p. 733) ; *Giraud (André)* (p. 730) ; *Lecanuet (Jean)* (p. 739) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 749).

Europe (coopération en matière d'armement) : *Aillières (Michel d')* (p. 745) ; *Balarello (José)* (p. 761) ; *Cabanel (Guy)* (p. 772) ; *Francou (Jean)* (p. 737) ; *Genton (Jacques)* (p. 736) ; *Giraud (André)* (p. 789) ; *Lecanuet (Jean)* (p. 738, 739) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 750).

Europe (défense) : *Aillières (Michel d')* (p. 744) ; *Balarello (José)* (p. 760, 761) ; *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 762, 763) ; *Cabanel (Guy)* (p. 772) ; *Chaumont (Jacques)* (p. 767) ; *Genton (Jacques)* (p. 733, 735) ; *Giraud (André)* (p. 730, 788, 789) ; *Lecanuet (Jean)* (p. 739, 740, 741) ; *Machet (Jacques)* (p. 764) ; *Robert (Paul)* (p. 765) ; *Rufin (Michel)* (p. 771) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 749) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 769).

Fonction militaire : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 742) ; *Genton (Jacques)* (p. 734) ; *Giraud (André)* (p. 728, 730, 784) ; *Legouez (Modeste)* (p. 768).

Fonds de concours : *Genton (Jacques)* (p. 732).

Force d'action rapide (FAR) : *Chaumont (Jacques)* (p. 767) ; *Genton (Jacques)* (p. 734) ; *Giraud (André)* (p. 786, 787).

Forces conventionnelles : *Aillières (Michel d')* (p. 744) ; *Balarello (José)* (p. 761) ; *Cabanel (Guy)* (p. 772) ; *Chaumont (Jacques)* (p. 766) ; *Genton (Jacques)* (p. 732) ; *Giraud (André)* (p. 728,, 729, 785) ; *Lecanuet (Jean)* (p. 740).

Gendarmerie nationale : *Cabanel (Guy)* (p. 773) ; *Genton (Jacques)* (p. 734, 735) ; *Giraud (André)* (p. 729) ; *Legouez (Modeste)* (p. 768).

Groupement des industries d'armement terrestre (GIAT) : *Genton (Jacques)* (p. 734) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 750).

Guyane : *Lejeune (Max)* (p. 751).

Initiative de défense stratégique (IDS) : *Giraud (André)* (p. 787) ; *Longequeue (Louis)* (p. 747).

Lois de programmation militaire : *Aillières (Michel d')* (p. 744, 745) ; *Balarello (José)* (p. 760) ; *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 761, 762) ; *Bécart (Jean-Luc)* (p. 742, 743) ; *Bourges (Yvon)* (p. 757, 758, 759) ; *Cabanel (Guy)* (p. 771) ; *Francou (Jean)* (p. 736, 737, 738) ; *Genton (Jacques)* (p. 731) ; *Giraud (André)* (p. 727, 783, 784, 785) ; *Lecanuet (Jean)* (p. 738) ; *Legouez (Modeste)* (p. 767) ; *Longequeue (Louis)* (p. 748) ; *Robert (Paul)* (p. 764) ; *Rufin (Michel)* (p. 770).

Marine nationale : *Genton (Jacques)* (p. 735) ; *Giraud (André)* (p. 784, 787) ; *Lejeune (Max)* (p. 751) ; *Rufin (Michel)* (p. 770).

Mer Méditerranée : *Giraud (André)* (p. 728) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 769).

Missiles : *Chaumont (Jacques)* (p. 766) ; *Genton (Jacques)* (p. 734).

Pacifique : *Lejeune (Max)* (p. 751).

Pacte de Varsovie : *Aillières (Michel d')* (p. 744) ; *Balarello (José)* (p. 760) ; *Cabanel (Guy)* (p. 772) ; *Chaumont (Jacques)* (p. 766) ; *Genton (Jacques)* (p. 733) ; *Rufin (Michel)* (p. 771).

Politique de défense : *Bourges (Yvon)* (p. 757, 759) ; *Francou (Jean)* (p. 737) ; *Garcia (Jean)* (p. 746) ; *Genton (Jacques)* (p. 731) ; *Giraud (André)* (p. 728, 783, 788) ; *Lecanuet (Jean)* (p. 741).

Porte-avions nucléaire : *Bourges (Yvon)* (p. 759) ; *Genton (Jacques)* (p. 735) ; *Giraud (André)* (p. 787) ; *Lejeune (Max)* (p. 751) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 750).

Président de la République : *Giraud (André)* (p. 786).

République fédérale d'Allemagne (RFA) : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 763) ; *Genton (Jacques)* (p. 736) ; *Lecanuet (Jean)* (p. 740) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 750) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 769).

Motion n° 1 de Mme Hélène Luc, soutenue par M. Jean-Luc Bécart, **tendant à opposer la question préalable** (p. 741, 743) ; *MM. Jean-Luc Bécart, Jacques Genton, rapporteur ; Jean Lecanuet, président de la commission des affaires étrangères.*

Rejet de la motion (p. 743 ; scrutin public n° 149).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (7 mai 1987) (p. 789, 798) : *MM. Jacques Genton, rapporteur ; André Giraud, ministre ; Jean-Luc Bécart, Roger Romani, Jean Francou, Xavier de Villepin, Mme Danielle Bidard-Reydet.*

Art. 1er et annexe *(Orientations relatives à la politique de défense et à l'équipement des forces armées pour la période 1987-1991)* (p. 789).

- Sur l'annexe :

Rejetés : amendements de M. Jean-Luc Bécart, n° 2 : arrêt immédiat des essais nucléaires français et opposition aux missiles nucléaires tactiques ou préstratégiques dotés ou non du neutron (p. 791 ; scrutin public n° 151) - N° 3, soutenu par Mme Danielle Bidard-Reydet : développement des arsenaux et établissements de l'Etat (p. 792) - N° 4 : contribution aux forces conventionnelles de l'avion de combat futur Rafale (p. 793) - N° 5 : engagement de la France, conformément aux exigences de la paix et au droit international, de ne pas produire ni stocker des armes chimiques (p. 794 ; scrutin public n° 152) - Et n° 6, soutenu par Mme Danielle Bidard-Reydet : opposition à toute perspective de militarisation de l'espace (p. 794 ; scrutin public n° 153).

- L'annexe est adoptée (p. 794).

- L'ensemble de l'art. 1er et de l'annexe est adopté (p. 794).

Art. 2 *(Crédits de paiement, dont crédits de fonds de concours provenant de cessions d'actifs, pour l'équipement des forces armées au cours des années 1987 à 1991)* - Adopté (p. 795).

Art. 2 bis *(Soumission annuelle au Parlement, à l'occasion de la présentation du budget de l'Etat, d'un état évaluatif du montant des fonds de concours mentionnés à l'article 2)* - Adopté (p. 795).

Art. 3 *(Dépôt, par le Gouvernement, dans les mêmes formes que la présente loi, à l'ouverture de la première session ordinaire de 1988-1989, d'un projet de loi modifiant si nécessaire les crédits de paiement du budget du ministère de la défense prévus pour les années 1989 à 1993)* - Adopté (p. 795).

Art. 4 *(Abrogation de la loi n° 83-606 du 8 juillet 1983 portant approbation de la programmation militaire pour les armées 1984-1988)* - Adopté (p. 795).

Explications de vote sur l'ensemble : *MM. Guy Cabanel (p. 795), Emile Didier (p. 795 et 796), Emmanuel Hamel (p. 796), Mme Danielle Bidard-Reydet (p. 796 et 797), MM. André Méric (p. 797), Jean-Pierre Bayle (p. 797), Jean-Luc Bécart (p. 797), Xavier de Villepin (p. 798) ; intervention de M. André Giraud, ministre (p. 798).*

Scrutin public n° 154 (p. 798).

Adoption (7 mai 1987) (p. 798).

Lois de programme

Voir *Patrimoine artistique, archéologique et historique*, 2

Lois de règlement

1. - **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1984**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Jacques Chirac, Premier ministre, par M. Edouard Balladur, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation et par M. Alain Juppé, ministre chargé du budget (4 juin 1986) [n°**160**] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Robert-André Vivien (21 mai 1987) [n°**779**] - Discussion (17 juin 1987) - Adoption (17 juin 1987) [n°**124**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (18 juin 1987) [n°**296** (86-87)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Maurice Blin (19 juin 1987) [n°**301** (86-87)] - Discussion (Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 297 (86-87) - Lois de règlement 2) (25 juin 1987) - Adoption (25 juin 1987) [n°**97**].

PROMULGATION : Loi n° 87-510 du 10 juillet 1987 (*J.O.* Lois et décrets du 11 juillet 1987).

Discussion (première lecture)

(25 juin 1987) (p. 2320, 2453).

I - DISCUSSION GENERALE (p. 2320, 2331) (Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 297 (86-87) - Lois de règlement 2) : *MM. Alain Juppé, ministre chargé du budget ; Maurice Blin, rapporteur général de la commission des finances ; Robert Vizet, Louis Perrein, Emmanuel Hamel.*

Budget de l'Etat : *Blin (Maurice)* (p. 2323) ; *Juppé (Alain)* (p. 2321) ; *Perrein (Louis)* (p. 2328).

Chômage : *Vizet (Robert)* (p. 2326).

Consommation : *Blin (Maurice)* (p. 2323).

Cour des comptes : *Blin (Maurice)* (p. 2323) ; *Juppé (Alain)* (p. 2321) ; *Perrein (Louis)* (p. 2329, 2330).

Croissance économique : *Blin (Maurice)* (p. 2323) ; *Perrein (Louis)* (p. 2327, 2331).

Déficit budgétaire : *Blin (Maurice)* (p. 2324) ; *Juppé (Alain)* (p. 2330) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 2327) ; *Perrein (Louis)* (p. 2327).

Dette publique : *Hamel (Emmanuel)* (p. 2327) ; *Vizet (Robert)* (p. 2325, 2326).

Entreprises : *Blin (Maurice)* (p. 2323) ; *Vizet (Robert)* (p. 2326).

Entreprises (petites et moyennes) (PME) : *Vizet (Robert)* (p. 2326).

Etats-Unis d'Amérique (USA) : *Blin (Maurice)* (p. 2322).

Finances publiques : *Juppé (Alain)* (p. 2321) ; *Perrein (Louis)* (p. 2327) ; *Vizet (Robert)* (p. 2325, 2326).

Fonction publique : *Perrein (Louis)* (p. 2329).

Gaz de France (GDF) : *Blin (Maurice)* (p. 2324).

Impôts et taxes : *Perrein (Louis)* (p. 2327) ; *Vizet (Robert)* (p. 2326).

Impôt sur le revenu : *Vizet (Robert)* (p. 2326).

Inflation : *Blin (Maurice)* (p. 2322) ; *Juppé (Alain)* (p. 2331) ; *Perrein (Louis)* (p. 2327, 2331).

Investissements : *Blin (Maurice)* (p. 2323) ; *Juppé (Alain)* (p. 2330) ; *Perrein (Louis)* (p. 2327).

Ménages : *Blin (Maurice)* (p. 2323).

Nationalisations : *Vizet (Robert)* (p. 2325).

Nouvelle-Calédonie : *Perrein (Louis)* (p. 2329).

Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) : *Juppé (Alain)* (p. 2330).

Parlement : *Juppé (Alain)* (p. 2321) ; *Perrein (Louis)* (p. 2329, 2330).

Politique économique et sociale : *Blin (Maurice)* (p. 2322) ; *Juppé (Alain)* (p. 2321) ; *Perrein (Louis)* (p. 2327).

Pouvoir d'achat : *Vizet (Robert)* (p. 2326).

Produit intérieur brut (PIB) : *Perrein (Louis)* (p. 2328).

République fédérale d'Allemagne (RFA) : *Juppé (Alain)* (p. 2331) ; *Perrein (Louis)* (p. 2331).

Salariés : *Vizet (Robert)* (p. 2325, 2326).

Sécurité sociale : *Blin (Maurice)* (p. 2323) ; *Juppé (Alain)* (p. 2330).

Taxe foncière sur les propriétés bâties : *Vizet (Robert)* (p. 2325).

Taxe professionnelle : *Vizet (Robert)* (p. 2326).

Trésor public : *Juppé (Alain)* (p. 2321).

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2331, 2453)

Art. 1er *(Résultats définitifs de l'exécution des lois de finances pour 1984)* – Adopté (p. 2332).

Art. 2 et tableau A annexé *(Montant définitif des recettes du budget général de 1984)* – Adoptés (p. 2336).

Art. 3 et tableau B annexé *(Montant définitif des dépenses civiles du budget général de 1984)* – Adoptés (p. 2374).

Art. 4 et tableau C annexé *(Montant définitif des dépenses civiles en capital du budget général de 1984)* – Adoptés (p. 2408).

Art. 5 et tableau D annexé *(Montant définitif des dépenses ordinaires militaires du budget général de 1984)* – Adoptés (p. 2416).

Art. 6 et tableau E annexé *(Montant définitif des dépenses militaires en capital du budget général de 1984)* – Adoptés (p. 2422).

Art. 7 et tableau F annexé *(Résultat du budget général de 1984)* – Adoptés (p. 2424).

Art. 8 et tableau G annexé *(Résultats définitifs des budgets annexes (services civils) rattachés pour ordre en budget général de 1984)* – Adoptés (p. 2431).

Art. 9 et tableau H annexé *(Résultats définitifs des budgets annexes (services militaires) rattachés pour ordre au budget général pour 1984)* – Adoptés (p. 2434).

Art. 10 et tableau I annexé *(Résultats pour 1984 des comptes spéciaux du Trésor dont les opérations se poursuivent – Crédits et autorisations de découverts)* – Adoptés (p. 2446).

Art. 11 et tableau J annexé *(Clôture au titre de 1984, des résultats des comptes spéciaux du Trésor – Modification des crédits ouverts)* – Adoptés (p. 2450).

Art. 12 *(Arrêté du solde débiteur du compte de résultats des opérations d'emprunts à la charge du Trésor)* – Adopté (p. 2452).

Art. 13 *(Reconnaissance d'utilité publique des dépenses comprises dans la gestion de fait des deniers de l'Etat au titre du ministère des relations extérieures)* – Adopté (p. 2452).

Art. 14 *(Autorisation d'admettre en surséance les avances au Trésor public consenties de 1980 à 1983 au service des alcools)* – Adopté (p. 2452).

Art. 15 *(Dispositions diverses : augmentation des découverts du Trésor)* – Adopté (p. 2452).

Explications de vote sur l'ensemble : *M. Claude Estier* (p. 2453) ; *intervention de M. Alain Juppé, ministre* (p. 2453) – Commerce extérieur, privatisations, inflation.

Scrutin public n° 215 (p. 2453).

Adoption (25 juin 1987) (p. 2453).

2. – **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1985,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Jacques Chirac, Premier ministre, par M. Edouard Balladur, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation et par M. Alain Juppé, ministre chargé du budget (17 décembre 1986) [n° **568**] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Robert-André Vivien (21 mai 1987) [n° **780**] – Discussion (17 juin 1987) – Adoption (17 juin 1987) [n° **125**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (18 juin 1987) [n° **297** (86-87)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Maurice Blin (19 juin 1987) [n° **302** (86-87)] – Discussion (Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° **296** (86-87) – Lois de règlement 1) (25 juin 1987) – Adoption (25 juin 1987) [n° **98**].

PROMULAGATION : Loi n° 87-511 du 10 juillet 1987 (*J.O.* Lois et décrets du 11 juillet 1987).

Discussion (première lecture)

(25 juin 1987) (p. 2320, 2331 ; 2454, 2571).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2320, 2331) (Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° **296** (86-87) – Lois de règlement 1).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2454, 2571)

Art. 1er *(Résultats définitifs de l'exécution des lois de finances pour 1985)* – Adopté (p. 2454).

Art. 2 et tableau A annexé *(Montant définitif des recettes du budget général de 1985)* – Adoptés (p. 2458).

Art. 3 et tableau B annexé *(Montant définitif des dépenses ordinaires civiles du budget général de 1985)* – Adoptés (p. 2494).

Art. 4 et tableau C annexé *(Montant définitif des dépenses civiles en capital du budget général de 1985)* – Adoptés (p. 2528).

Art. 5 et tableau D annexé *(Montant définitif des dépenses ordinaires militaires du budget général de 1985)* – Adoptés (p. 2536).

Art. 6 et tableau E annexé *(Montant définitif des dépenses militaires en capital du budget général de 1985)* – Adoptés (p. 2542).

Art. 7 et tableau F annexé *(Résultat du budget général de 1985)* – Adoptés (p. 2544).

Art. 8 et tableau G annexé *(Résultats définitifs des budgets annexes (services civils) pour 1985)* – Adoptés (p. 2551).

Art. 9 et tableau H annexé *(Résultats définitifs du budget annexe du service des essences pour 1985)* – Adoptés (p. 2554).

Art. 10 et tableau I annexé *(Résultats pour 1985 des comptes spéciaux du Trésor dont les opérations se poursuivent)* – Adoptés (p. 2566).

Art. 11 et tableau J annexé *(Résultats des comptes spéciaux du Trésor définitivement clos au titre de l'année 1985)* – Adoptés (p. 2568).

Art. 12 *(Solde débiteur du compte des opérations d'emprunts à la charge du Trésor pour 1985)* – Adopté (p. 2570).

Art. 13 *(Apuration définitive du solde débiteur subsistant et se rapportant à des opérations effectuées avant la transformation, en 1947, de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique et de la Réunion en départements d'Outre-mer)* – Adopté (p. 2570).

Art. 14 *(Autorisation d'admettre en surséance les avances du Trésor consenties en 1984 au service des alcools)* – Adopté (p. 2570).

Art. 15 *(Autorisation d'abandonner une créance détenue par l'Etat à l'encontre de la société d'économie mixte d'aménagement et de gestion du marché national de Paris-La Villette, SEMVI)* – Adopté (p. 2570).

Art. 16 *(Reconnaissance d'utilité publique des dépenses comprises dans la gestion de fait des deniers de l'Etat, au titre du ministère de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports entre 1970 et 1975)* – Adopté (p. 2570).

Art. 17 *(Augmentations et atténuation des découverts du Trésor – Remise de dettes)* – Adopté (p. 2570).

Scrutin public n° 216 (p. 2570).

Adoption (25 juin 1987) (p. 2570).

Lorraine (région)

Voir *Questions au Gouvernement* n° **168**
Questions orales sans débat n° **174**

Loyers

Voir *Baux*, **1**
Questions au Gouvernement n° **175**

M

Magistrature

Voir *Lois de finances*, **1**, Justice

1. – **Proposition de loi organique relative à la situation des magistrats nommés à des fonctions du premier grade,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Hubert Haenel, sénateur (20 mai 1987) [n° **234** (86-87)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Hubert Haenel (3 juin 1987) [n° **258** (86-87)] – Urgence – Discussion (10 juin 1987) – Adoption (10 juin 1987) [n° **79**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (10 juin 1987) [n° **835**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jean-Louis Debré (12 juin 1987) [n° **844**] – Discussion (15 juin 1987) – Adoption (15 juin 1987) [n° **120**].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Décision n° 87-228 DC du 26 juin 1987 (*JO* Lois et décrets du 28 juin 1987) qui déclare conformes à la Consitution le paragraphe I de l'article unique ayant le caractère de loi organique et le paragraphe II du même article ayant le caractère de loi.

PROMULGATION : Loi n° 87-484 du 2 juillet 1987 (*JO* Lois et décrets du 4 juillet 1987).

Discussion des conclusions du rapport

(10 juin 1987) (p. 1616, 1620).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1616, 1618) : *MM. Hubert Haenel, rapporteur de la commission des lois ; Albin Chalandon, ministre de la justice ; Michel Dreyfus-Schmidt.*

Concours administratifs : *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 1618).

Conseil constitutionnel (décisions) : *Haenel (Hubert)* (p. 1616, 1617).

Conseil d'Etat (jurisprudence) : *Chalandon (Albin)* (p. 1617) ; *Haenel (Hubert)* (p. 1616).

Constitution : *Chalandon (Albin)* (p. 1617, 1618) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 1618) ; *Haenel (Hubert)* (p. 1616, 1617).

Gouvernement : *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 1617).

Magistrats : *Chalandon (Albin)* (p. 1617, 1618) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 1618) ; *Haenel (Hubert)* (p. 1616, 1617).

Validation législative : *Chalandon (Albin)* (p. 1617) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 1618) ; *Haenel (Hubert)* (p. 1616, 1617).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 1619, 1620) : *MM. Albin Chalandon, ministre ; Hubert Haenel, rapporteur ; Michel Dreyfus-Schmidt.*

Art. unique (*Validation, pour la période antérieure à l'entrée en vigueur de la présente loi, d'une part, des nominations de magistrats à des fonctions du premier grade n'ayant pas fait l'objet d'une décision d'annulation et, d'autre part, des installations dans des fonctions du premier grade de magistrats dont les nominations ont fait l'objet d'une décision d'annulation*) (p. 1619).

Adopté : amendement n° 1 de M. Albin Chalandon, ministre : validation des actes accomplis par les magistrats installés dans des fonctions du premier grade antérieurement à l'entrée en vigueur de la présente loi et dont les nominations ont fait l'objet d'une décision d'annulation (p. 1620).

Scrutin public de droit n° 178 (p. 1620).

Adoption (10 juin 1987) (p. 1620).

2. – **Proposition de loi organique portant maintien en activité des magistrats des cours d'appel et des tribunaux de grande instance,** PRESENTEE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, par M. Jacques Toubon, député, et plusieurs de ses collègues (9 juillet 1987) [n° **940**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Pierre Mazeaud (28 octobre 1987) [n° **998**] – Discussion (26 novembre 1987) – Adoption (26 novembre 1987) [n° **181**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (26 novembre 1987) [n° **112** (87-88)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Hubert Haenel (9 décembre 1987) [n° **148** (87-88)] – Discussion (19 décembre 1987) – Adoption (19 décembre 1987) [n° **57**].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Décision n° 87-238 DC du 5 janvier 1988 (*JO* Lois et décrets du 7 janvier 1988) qui déclare la loi organique conforme à la Constitution.

PROMULGATION : Loi n° 88-23 du 7 janvier 1988 (*JO* Lois et décrets du 8 janvier 1988).

Discussion (première lecture)

(19 décembre 1987) (p. 5764, 5770).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5765, 5767) : *MM. Albin Chalandon, ministre de la justice ; Hubert Haenel, rapporteur de la commission des lois ; Charles Lederman, Michel Darras.*

Budget de l'Etat : *Lederman (Charles)* (p. 5766).

Conseil d'Etat : *Chalandon (Albin)* (p. 5765) ; *Haenel (Hubert)* (p. 5765).

Conseil supérieur de la magistrature (CSM) : *Haenel (Hubert)* (p. 5766).

Cour de cassation : *Chalandon (Albin)* (p. 5765) ; *Darras (Michel)* (p. 5766) ; *Haenel (Hubert)* (p. 5765).

Détachement : *Haenel (Hubert)* (p. 5766).

Ecole nationale de la magistrature (ENM) : *Darras (Michel)* (p. 5767).

Emplois (créations et suppressions) : *Chalandon (Albin)* (p. 5765) ; *Darras (Michel)* (p. 5767) ; *Haenel (Hubert)* (p. 5765) ; *Lederman (Charles)* (p. 5766).

Juridictions judiciaires : *Haenel (Hubert)* (p. 5765).

Justice (délais) : *Chalandon (Albin)* (p. 5765) ; *Darras (Michel)* (p. 5766) ; *Haenel (Hubert)* (p. 5765) ; *Lederman (Charles)* (p. 5766).

Magistrats : *Chalandon (Albin)* (p. 5765) ; *Darras Michel)* (p. 5766, 5767) ; *Haenel (Hubert)* (p. 5765, 5766) ; *Lederman (Charles)* (p. 5766).

Retraite (âge) : *Chalandon (Albin)* (p. 5765) ; *Darras (Michel)* (p. 5766) ; *Haenel (Hubert)* (p. 5765).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5767, 5770) : *MM. Michel Darras, Hubert Haenel, rapporteur ; Albin Chalandon, ministre ; Charles Lederman, Etienne Dailly.*

Art. 1er (*Maintien en activité en surnombre, sur leur demande et pour une durée de trois ans, des magistrats des cours d'appel et des tribunaux de grande instance atteignant la limite d'âge*) (p. 5767).

Rejeté : amendement n° 2 de M. Félix Ciccolini, soutenu par M. Michel Darras : suppression de cet article (p. 5768 ; scrutin public n° 92).

Retiré : amendement n° 5 de M. Hubert Haenel, rapporteur : avis préalable du Conseil supérieur de la magistrature (p. 5767).

– L'art. 1er est adopté (p. 5768 ; scrutin public n° 93).

Art. 2 (*Rémunération des magistrats maintenus en activité*) (p. 5768).

Rejeté : amendement n° 3 de M. Félix Ciccolini, soutenu par M. Michel Darras : suppression de cet article (p. 5768 ; scrutin public n° 94).

– L'art. 2 est adopté (p. 5769 ; scrutin public n° 95).

Art. 3 *(Age limite du maintien en activité des magistrats)* (p. 5769).

Rejeté : amendement n° 4 de M. Félix Ciccolini, soutenu par M. Michel Darras : suppression de cet article (p. 5769 ; scrutin public n° 96).

– L'art. 3 est adopté (p. 5769 ; scrutin public n° 97).

Après l'art. 3 (p. 5769).

Retiré : amendement (art. additionnel) n° 1 de M. Hubert Haenel, rapporteur : extension du bénéfice du maintien en activité aux magistrats en service détaché (p. 5770).

Explications de vote sur l'ensemble : *MM. Michel Darras* (p. 5770) ; *Charles Lederman* (p. 5770).

Scrutin public n° 98 (p. 5770).

Adoption (19 décembre 1987) (p. 5770).

Maires

Voir *Questions orales sans débat* n° **215**

1. – **Proposition de loi relative à l'instauration d'une indemnité de retraite minimale pour les maires ayant effectué au moins deux mandats,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Josselin de Rohan, sénateur, et plusieurs de ses collègues (7 octobre 1987) [n° **23** (87-88)] – Renvoi à la commission des lois.

Maladies

Voir *Questions au Gouvernement* n° **145**

Mali

Voir *Traités et conventions,* **27**

Manche (département)

Voir *Questions orales sans débat* n° **219**

Mandats électoraux

Voir *Elections,* **4 ; 5**

Mandats parlementaires

Voir *Incompatibilités,* **1**
Rappels au Règlement, **37**

Manifestations

Voir *Allocutions et communications,* **1**
Ordre public, **1**

Marché à terme d'instruments financiers (MATIF)

Voir *Bourses de commerce,* **1**
Bourses de valeurs, **1**

Marchés à terme de marchandises

Voir *Bourses de commerce,* **1**

Marchés financiers

Voir *Bourses de commerce,* **1**
Bourses de valeurs, **1**
Epargne, **1**

Marine marchande

Voir *Lois de finances,* **1,** Mer

Marine nationale

Voir *Lois de programmation militaire,* **1**
Questions au Gouvernement n° **189**

Marseille (ville)

Voir *Elections,* **3**

Martinique

Voir *Caraïbes,* **1**
Questions orales sans débat n° **186** ; n° **243**

Matières premières

Voir *Traités et conventions,* **36**

Mauritanie

Voir *Traités et conventions,* **30**

Mécénat

1. – **Proposition de loi tendant à encourager le mécénat d'entreprise,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Pierre-Christian Taittinger, sénateur (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 20 décembre 1986 – 26 janvier 1987) [n° **144** (86-87)] – Renvoi à la commission des finances.

2. – **Projet de loi sur le développement du mécénat,** PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Jacques Chirac, Premier ministre, par M. Edouard Balladur, ministre de l'économie (15 avril 1987) [n° **185** (86-87)] – Renvoi à la commission des finances – Pour avis à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Lucien Neuwirth (20 mai 1987) [n° **231** (86-87)] – Avis de M. Michel Miroudot (21 mai 1987) [n° **237** (86-87)] – Urgence – Discussion (26 et 27 mai 1987) – Adoption (27 mai 1987) [n° **72**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (27 mai 1987) [n° **795**] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Gérard Trémège (11 juin 1987) [n° **836**] – Discussion (23 juin, 7 juillet 1987) – Adoption (7 juillet 1987) [n° **155**].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (8 juillet 1987) [n° **365** (86-87)] – Renvoi à la commission des finances.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Gérard Trémège (8 juillet 1987) [n° **936**] – Discussion (9 juillet 1987) – Adoption (9 juillet 1987) [n° **160**].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Lucien Neuwirth (9 juillet 1987) [n° **366** (86-87)] – Discussion (9 juillet 1987) – Adoption (9 juillet 1987) [n° **127**].

PROMULGATION : Loi n° 87-571 du 23 juillet 1987 (*JO* Lois et décrets du 24 juillet 1987).

Discussion (première lecture)

(26 mai 1987) (p. 1289, 1334) ; (27 mai 1987) (p. 1341, 1388).

I – DISCUSSION GENERALE (26 mai 1987) (p. 1289, 1308) : *MM. Edouard Balladur, ministre de l'économie, des finances et*

de la privatisation ; Lucien Neuwirth, rapporteur de la commission des finances ; Michel Miroudot, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles ; Christian Poncelet, président de la commission des finances ; Jean Cauchon, Josy Moinet, Pierre Laffitte, Jean-François Pintat, Michel Dreyfus-Schmidt, Maurice Schumann, Ivan Renar, Louis de Catuelan, Jacques Carat, Alain Juppé, ministre chargé du budget.

Associations : *Balladur (Edouard)* (p. 1290, 1291) ; *Carat (Jacques)* (p. 1305, 1306) ; *Catuelan (Louis de)* (p. 1304) ; *Cauchon (Jean)* (p. 1296) ; *Juppé (Alain)* (p. 1307, 1308) ; *Miroudot (Michel)* (p. 1294) ; *Moinet (Josy)* (p. 1296, 1297) ; *Neuwirth (Lucien)* (p. 1292, 1293) ; *Pintat (Jean-François)* (p. 1299) ; *Poncelet (Christian)* (p. 1295) ; *Renar (Ivan)* (p. 1302).

Collectivités territoriales : *Neuwirth (Lucien)* (p. 1292).

Communauté économique européenne (CEE) : *Catuelan (Louis de)* (p. 1304) ; *Juppé (Alain)* (p. 1308) ; *Neuwirth (Lucien)* (p. 1293) ; *Poncelet (Christian)* (p. 1295) ; *Renar (Ivan)* (p. 1303).

Communication audiovisuelle : *Renar (Ivan)* (p. 1303).

Conseil supérieur du mécénat : *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 1300) ; *Juppé (Alain)* (p. 1306).

Cultes : *Pintat (Jean-François)* (p. 1299).

Déontologie (règles) : *Cauchon (Jean)* (p. 1296) ; *Neuwirth (Lucien)* (p. 1292).

Enseignement artistique : *Juppé (Alain)* (p. 1307).

Entreprises : *Balladur (Edouard)* (p. 1290) ; *Carat (Jacques)* (p. 1305) ; *Cauchon (Jean)* (p. 1295) ; *Juppé (Alain)* (p. 1307) ; *Miroudot (Michel)* (p. 1293) ; *Moinet (Josy)* (p. 1296, 1297) ; *Neuwirth (Lucien)* (p. 1291, 1292) ; *Pintat (Jean-François)* (p. 1299) ; *Poncelet (Christian)* (p. 1294, 1295) ; *Renar (Ivan)* (p. 1301, 1302).

Etat (rôle) : *Carat (Jacques)* (p. 1305) ; *Cauchon (Jean)* (p. 1296) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 1300) ; *Juppé (Alain)* (p. 1306) ; *Moinet (Josy)* (p. 1297) ; *Pintat (Jean-François)* (p. 1298) ; *Poncelet (Christian)* (p. 1294) ; *Renar (Ivan)* (p. 1301, 1302, 1303).

Fiscalité : *Balladur (Edouard)* (p. 1290, 1291) ; *Carat (Jacques)* (p. 1305) ; *Catuelan (Louis de)* (p. 1304) ; *Cauchon (Jean)* (p. 1295) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 1299) ; *Juppé (Alain)* (p. 1307, 1308) ; *Laffitte (Pierre)* (p. 1298) ; *Miroudot (Michel)* (p. 1293) ; *Moinet (Josy)* (p. 1297) ; *Neuwirth (Lucien)* (p. 1292) ; *Pintat (Jean-François)* (p. 1299) ; *Renar (Ivan)* (p. 1301, 1303).

Fondations : *Balladur (Edouard)* (p. 1290, 1291) ; *Laffitte (Pierre)* (p. 1298) ; *Miroudot (Michel)* (p. 1294) ; *Moinet (Josy)* (p. 1297) ; *Neuwirth (Lucien)* (p. 1292).

Fonds de soutien pour le cinéma : *Renar (Ivan)* (p. 1303).

Fonds national de développement de la vie associative (FNDA) : *Carat (Jacques)* (p. 1306).

Fraude et évasion fiscales : *Renar (Ivan)* (p. 1301).

Groupements d'intérêt public (GIP) : *Balladur (Edouard)* (p. 1291) ; *Miroudot (Michel)* (p. 1294).

Monuments historiques : *Balladur (Edouard)* (p. 1290).

Observatoire du monde associatif : *Carat (Jacques)* (p. 1306).

Oeuvres d'art : *Balladur (Edouard)* (p. 1290) ; *Carat (Jacques)* (p. 1305) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 1300) ; *Juppé (Alain)* (p. 1307) ; *Miroudot (Michel)* (p. 1293) ; *Neuwirth (Lucien)* (p. 1292).

Partis et groupements politiques : *Moinet (Josy)* (p. 1297).

Patrimoine artistique, archéologique et historique : *Balladur (Edouard)* (p. 1290).

Publicité : *Carat (Jacques)* (p. 1305) ; *Laffitte (Pierre)* (p. 1298) ; *Renar (Ivan)* (p. 1302).

Service public : *Poncelet (Christian)* (p. 1294).

Sports : *Laffitte (Pierre)* (p. 1298).

Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) : *Catuelan (Louis de)* (p. 1304) ; *Renar (Ivan)* (p. 1303, 1304).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (26 mai 1987) (p. 1308, 1334) ; (27 mai 1987) (p. 1341, 1388) : *MM. Jean-Pierre Masseret, Jean Cauchon, Lucien Neuwirth, rapporteur ; Alain Juppé, ministre ; Ivan Renar, Paul Souffrin, Mme Hélène Missoffe, MM. Jean Delaneau, Marcel Rudloff, Christian Poncelet, président de la commission des finances ; Maurice Schumann, président de la commission des affaires culturelles ; François Léotard, ministre de la culture et de la communication ; Paul Girod, Josy Moinet, Pierre-Christian Taittinger, Michel Miroudot, rapporteur pour avis ; Daniel Hoeffel, Jean-Luc Bécart, Jean Chamant, Robert Vizet, Gérard Delfau, Pierre Salvi, Adrien Gouteyron, Jean Arthuis, secrétaire d'Etat chargé de la consommation et de la concurrence.*

Art. 1er (*Encouragement des initiatives personnelles*) (p. 1308).

Rejeté : amendement n° 79 de M. Jean-Pierre Masseret : relèvement de l'avantage fiscal minimal accordé aux contribuables effectuant des dons aux associations d'intérêt général ; abaissement du seuil de déclenchement du mécanisme de fidélisation (p. 1310).

Retirés : amendements nos 80 à 83 de M. Jean-Pierre Masseret (p. 1309) – Amendement n° 1 de M. Jean Cauchon : relèvement de l'avantage fiscal minimal accordé aux contribuables effectuant des dons aux associations d'intérêt général et du seuil de déclenchement du mécanisme de fidélisation (p. 1310) – Amendement n° 11 de M. Lucien Neuwirth, rapporteur : abaissement du seuil de déclenchement du mécanisme de fidélisation (p. 1310).

– L'art. 1er est adopté (p. 1310).

Art. 2 (*Elargissement du champ d'action et renforcement des dons effectués par les entreprises*) (p. 1311).

Adoptés : amendements de M. Lucien Neuwirth, rapporteur, n° 12, rédactionnel (p. 1316) – N° 13 : dimension internationale du mécénat (p. 1316) – N° 15 : possibilité de report sur les bénéfices imposables de cinq exercices (p. 1317) – N° 16, rédactionnel (p. 1317) – Et n° 17 : extension des déductibilités en faveur des associations cultuelles (p. 1317) ; sous-amendement n° 106 de M. Daniel Hoeffel, soutenu par M. Marcel Rudloff : cas des départements d'Alsace-Moselle (p. 1317).

Rejetés : amendements de M. Ivan Renar, n° 61 : suppression de cet article (p. 1316) – Et n° 62, soutenu par M. Paul Souffrin : caractère désintéressé des organismes faisant l'objet de dons déductibles (p. 1316) – Amendement n° 84 de M. Jean-Pierre Masseret : extension de la déductibilité aux versements effectués au profit des établissements d'enseignement technologique et professionnel du second degré (p. 1316).

Irrecevable (article 40 de la Constitution) : amendement n° 57 de M. Jean Cauchon : extension de la déductibilité aux collèges et lycées d'enseignement général, technique ou professionnel (p. 1316).

Retirés : amendements de M. Jean Cauchon, n° 5 : possibilité de fixer la limite de déductibilité par rapport au bénéfice de l'entreprise (p. 1315) – N° 2 : extension de la déductibilité aux versements effectués au profit d'oeuvres ou d'organismes à caractère cultuel (p. 1315) – N° 6, analogue à l'amendement n° 5 (p. 1316) – Amendement n° 76 de M. Jean Chérioux, soutenu par Mme Hélène Missoffe : extension de la déductibilité à la défense du patrimoine et aux versements effectués aux établissements d'enseignement technique ou artisanal (p. 1316) – Amendement n° 45 de M. Pierre-Christian Taittinger, soutenu par M. Jean Delaneau : extension de la déductibilité aux versements effectués au profit des organismes de recherche (p. 1316) – Amendement n° 85 de M. Jean-Pierre Masseret : élargissement du champ d'application des déductibilités (p. 1317) – Et amendement n° 14 de M. Lucien Neuwirth, rapporteur : référence à la notion de résultat et non de bénéfice imposable de l'entreprise (p. 1317).

Explication de vote sur l'article : *M. Maurice Schumann* (p. 1317) – Institut de France.

– L'art. 2, ainsi modifié, est adopté (p. 1317).

Après l'art. 2 (p. 1317).

Adoptés : amendements (art. additionnels) de M. Lucien Neuwirth, rapporteur, n° 18 : information des actionnaires (p. 1318) – Et n° 19 : bénéfice des mesures en faveur du mécénat accordé aux contribuables français non résidents (p. 1318).

Rejeté : amendement n° 63 (art. additionnel) de M. Ivan Renar : participation obligatoire des entreprises aux actions de recherche, de formation et de culture (p. 1320).

Retirés : amendement n° 20 (art. additionnel) de M. Lucien Neuwirth, rapporteur : extension de la déductibilité aux dons effectués dans le but de favoriser la rénovation de monuments historiques (p. 1319) – Amendement n° 99 (art. additionnel) de M. Josy Moinet, soutenu par M. Paul Girod : extension de la déductibilité aux versements faits au profit de la mission de commémoration du bicentenaire de la Révolution française (p. 1320).

– Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 1318).

Art. 3 (*Développement de pôles de mécénat*) (p. 1320).

Adopté : amendement n° 21 de M. Lucien Neuwirth, rapporteur : contrôle d'un commissaire aux comptes au sein des associations reconnues d'utilité publique autorisées à recevoir des dons pour le compte d'oeuvres ou d'organismes ne bénéficiant pas de cette reconnaissance ; obligation pour les associations recevant des versements par l'intermédiaire de ces associations relais d'établir des comptes annuels (p. 1321).

Rejetés : amendements identiques n° 86 de M. Jean-Pierre Masseret et n° 100 de M. Josy Moinet : conditions de réception par certains organismes reconnus d'utilité publique de dons pour le compte d'oeuvres ou d'organismes ne bénéficiant pas de cette reconnaissance (p. 1321).

– L'art. 3, ainsi modifié, est adopté (p. 1321).

Avant l'art. 4 (p. 1321).

Adopté : amendement n° 110 (art. additionnel) de M. Alain Juppé, ministre : modalités d'amortissement par les entreprises des oeuvres d'art contemporain (p. 1322).

Retiré : amendement n° 46 (art. additionnel) de M. Pierre-Christian Taittinger, analogue à l'amendement n° 110 du Gouvernement (p. 1322).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1322).

Art. 4 (*Enrichissement du patrimoine artistique national*) (p. 1324).

Adopté : amendement n° 22 de M. Lucien Neuwirth, rapporteur : conditions de déductibilité des acquisitions d'oeuvres d'art par les entreprises (p. 1334).

Retirés : amendement n° 32 de M. Michel Miroudot, rapporteur pour avis : suppression de cet article (p. 1326) – Amendement n° 47 de M. Pierre-Christian Taittinger : substitution du crédit d'impôt au mécanisme de la déductibilité (p. 1333) – Sur l'amendement n° 22 de la commission, sous-amendement de M. Josy Moinet, n° 101 (p. 1333) – Et n°s 102 et 103, tendant à étendre aux collectivités territoriales le dispositif prévu pour les dons faits à l'Etat (p. 1334) – Amendements de M. Pierre-Christian Taittinger, n° 50 : organisation des expositions au public par les entreprises – N° 51 : autorisation pour les associations reconnues d'utilité publique ou les fondations à recevoir des dons en nature – N° 52 : possibilité de financements conjoints pour organiser un mécénat de groupe – Et n° 53, soutenu par M. Jean Delaneau : encouragement du mécénat individuel à caractère culturel (p. 1333) – Sur l'amendement n° 22 de la commission, sous-amendement n° 111 de M. Maurice Schumann, président de la commission des affaires culturelles : compétence du conseil artistique de la Réunion des musées nationaux (p. 1333) – Et amendement n° 87 de M. Jean-Pierre Masseret (p. 1328).

Devenus sans objet : amendement n° 33 de M. Michel Miroudot, rapporteur pour avis : période de détention d'une oeuvre d'art par l'entreprise ; compétence du conseil artistique de la Réunion des musées nationaux – Amendements de M. Pierre-Christian Taittinger, soutenus par M. Jean Delaneau, n° 48, rédactionnel – Et n° 49 : suppression de l'exigence d'un délai entre l'acquisition du bien et l'offre de don ; non cessibilité de l'oeuvre d'art – Amendements de M. Jean-Pierre Masseret, n° 88 : valorisation de la création artistique contemporaine – N° 89 : fixation d'une durée maximum de la procédure de dation – Et n°s 90 et 91 : responsabilité de l'entreprise en cas de vol, d'incendie ou de détérioration de l'oeuvre d'art et dans les cas de force majeure – Amendements de M. Ivan Renar, soutenus par M. Jean-Luc Bécart, n° 64 : exposition gratuite de l'oeuvre d'art à la vue des visiteurs de l'entreprise et des salariés – Et n° 65 : extension du dispositif aux dons d'oeuvres d'art par les entreprises aux collectivités territoriales – Et amendement n° 58 de M. Jean Cauchon : allongement de la durée de détention de l'oeuvre d'art par l'entreprise (p. 1334).

– L'art. 4, dans la rédaction de l'amendement n° 22 de M. Lucien Neuwirth, rapporteur, est adopté (p. 1334).

Art. 5 (*Limite de déduction des dons*) (p. 1341).

Rejeté : amendement n° 92 de M. Jean-Pierre Masseret : possibilité de cumul de la déduction d'une fraction des versements effectués avec celle des dons faits à des organismes ayant pour objet exclusif la création d'entreprises (p. 1341).

Retirés : amendements identiques n° 23 de M. Lucien Neuwirth, rapporteur et n° 34 de M. Michel Miroudot, rapporteur pour avis : exclusion de l'enveloppe globale des déductions soumises à limitation des versements liés à l'acquisition d'oeuvres d'art (p. 1342).

– L'art. 5 est adopté (p. 1342).

Avant l'art. 6 (p. 1342).

Adopté : amendement n° 108 (art. additionnel) de M. Alain Juppé, ministre : création d'une provision pour dépréciation d'oeuvres d'art (p. 1343).

Retiré : amendement n° 24 (art. additionnel) de M. Lucien Neuwirth, rapporteur, analogue à l'amendement n° 108 du Gouvernement (p. 1343).

Devenu sans objet : sur l'amendement n° 24 de la commission, sous-amendement n° 54 de M. Pierre-Christian Taittinger (p. 1343).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1343).

Art. 6 (*Déduction des dépenses de parrainage*) (p. 1343).

Parole sur l'article : *M. Jean-Pierre Masseret* (p. 1344) – Associations.

Adopté : amendement n° 25 de M. Lucien Neuwirth, rapporteur : extension de la déductibilité aux dépenses engagées dans le cadre de manifestations concourant à la diffusion de la culture, de la langue et des connaissances scientifiques françaises (p. 1346).

Rejetés : amendements, n° 66 de M. Ivan Renar, soutenu par M. Robert Vizet : suppression de cet article (p. 1345) – Et n° 104 de M. Josy Moinet : substitution du terme « actions » au terme « manifestations » (p. 1345).

Retirés : amendements, n° 55 de M. Pierre-Christian Taittinger : précision de la notion d'intérêt de l'entreprise (p. 1345) – N° 77 de M. Jean Chérioux, retiré par M. Jean Chamant (p. 1345) – Et n° 26 de M. Lucien Neuwirth, rapporteur : suppression de la notion d'intérêt direct de l'exploitation (p. 1346).

– L'art. 6, ainsi modifié, est adopté (p. 1346).

Après l'art. 6 (p. 1346).

Adoptés : amendements (art. additionnels), n° 27 de M. Lucien Neuwirth, rapporteur : possibilité de prêt des collections des musées à des entreprises pour des expositions temporaires (p. 1347) – Et n° 56 de M. Pierre-Christian Taittinger : possibilité pour les musées de recevoir en dépôt, aux fins d'exposition au public, des oeuvres d'art ou des objets de collection appartenant à des personnes privées (p. 1348).

Retiré : sur l'amendement n° 27 de la commission, sous-amendement n° 109 de M. Pierre-Christian Taittinger (p. 1347).

– Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 1347, 1348).

Art. 7 (*Sauvegarde des demeures historiques*) (p. 1348).

Rejetés: amendements de M. Ivan Renar, soutenus par M. Robert Vizet, n° 67 : suppression de cet article (p. 1348) – Et n° 68 : limitation de la déductibilité aux seules dépenses d'entretien des demeures classées (p. 1348).

Retiré: amendement n° 59 de M. Jean Cauchon : déductibilité des dépenses concernant les demeures historiques, à condition que les immeubles ne soient pas destinés à l'usage personnel des dirigeants de l'entreprise (p. 1349).

– L'art. 7 est adopté (p. 1349).

Après l'art. 7 (p. 1322).

Rejeté: amendement n° 35 (art. additionnel) de M. Michel Miroudot, rapporteur pour avis : possibilité d'amortissement des oeuvres d'art par les entreprises (p. 1324 ; priorité ordonnée p. 1323).

Art. 8 (*Exonération des revenus du patrimoine des fondations*) (p. 1349).

Rejeté: amendement n° 69 de M. Ivan Renar : suppression de cet article (p. 1349).

– L'art. 8 est adopté (p. 1349).

Après l'art. 8 (p. 1349).

Retiré: amendement n° 107 (art. additionnel) de M. Lucien Neuwirth, rapporteur : abaissement au taux de 2,10 % de la taxe sur la valeur ajoutée applicable aux campagnes de collectes de fonds des fondations et associations reconnues d'utilité publique (p. 1349).

Art. 9 (*Assouplissement des procédures de dons et legs*) (p. 1349).

Rejeté: amendement n° 70 de M. Ivan Renar : suppression de cet article (p. 1350).

Retirés: amendements, n° 28 de M. Lucien Neuwirth, rapporteur : extension de l'exonération des droits de succession aux associations humanitaires (p. 1350) – Et n° 93 de M. Jean-Pierre Masseret : exonération fiscale en faveur des dons et legs affectés à l'entretien et à la restauration d'oeuvres d'art, de monuments ou d'objets ayant un caractère historique (p. 1350).

– L'art. 9 est adopté (p. 1350).

Après l'art. 9 (p. 1351).

Rejeté: amendement n° 71 (art. additionnel) de M. Ivan Renar : information des comités d'entreprise de toute action de mécénat de l'entreprise comportant un engagement financier (p. 1351).

Art. 10 (*Allègement de la taxe sur les salaires due par les associations*) (p. 1351).

Adopté: amendement n° 3 de M. Jean Cauchon : élévation à 9000 francs du plafond de l'abattement sur la taxe sur les salaires due par les associations non assujetties à la TVA, pour les rémunérations payées à compter du 1er janvier 1989 (p. 1352).

Rejeté: amendement n° 94 de M. Jean-Pierre Masseret : actualisation de la limite de l'abattement de la taxe sur les salaires à la septième tranche du barème de l'impôt sur le revenu pour les associations non assujetties à la TVA (p. 1353).

Retiré: amendement n° 105 de M. Josy Moinet : institution d'un abattement de 10 % sur la taxe sur les salaires avec un minimum de six mille francs pour les associations non assujetties à la TVA (p. 1352).

– L'art. 10, ainsi modifié, est adopté (p. 1353).

Avant l'art. 11 (p. 1353).

Retiré: amendement n° 4 (art. additionnel) de M. Jean Cauchon : possibilité pour toute association déclarée de recevoir des dons manuels (p. 1353).

Art. 11 (*Elargissement des ressources des associations*) (p. 1353).

Adoptés: amendement n° 29 de M. Lucien Neuwirth, rapporteur : possibilité pour les associations déclarées de recevoir des dons manuels et pour les établissements d'utilité publique d'accorder des dons aux associations déclarées (p. 1354) – Amendement n° 37 de M. Michel Miroudot, rapporteur pour avis, soutenu par M. Maurice Schumann : possibilité pour les associations déclarées, qui ont pour but exclusif l'assistance, la bienfaisance, la recherche scientifique ou médicale, d'accepter les libéralités entre vifs ou testamentaires (p. 1354).

Rejeté: amendement n° 95 de M. Jean-Pierre Masseret : suppression de la possibilité pour les associations déclarées qui ont pour objet exclusif la recherche scientifique ou médicale d'accepter les libéralités entre vifs ou testamentaires (p. 1354).

Retiré: amendement n° 36 de M. Michel Miroudot, rapporteur pour avis, soutenu par M. Maurice Schumann, analogue à l'amendement n° 29 de la commission (p. 1353).

– L'art. 11, ainsi modifié, est adopté (p. 1354).

Art. 12 (*Elargissement de la capacité juridique et financière des associations*) (p. 1354).

Rejeté: amendement n° 96 de M. Jean-Pierre Masseret : maintien d'une période probatoire de fonctionnement pour les associations demandant à être reconnues d'utilité publique (p. 1354).

– L'art. 12 est adopté (p. 1354).

Après l'art. 12 (p. 1355).

Rejetés: amendements de M. Ivan Renar (art. additionnels), n° 72 : composition du conseil supérieur du mécénat culturel (p. 1355) – Et n° 73 : création de contrats de mécénat entre les entreprises et les associations (p. 1355).

Art. 13 (*Protection du titre de fondation*) (p. 1355).

Adoptés: amendement n° 38 de M. Michel Miroudot, rapporteur pour avis : interdiction pour tout groupement n'ayant pas le statut de fondation reconnue d'utilité publique d'utiliser dans son titre l'appellation de fondation (p. 1356) – Amendements identiques n° 10 de M. Jacques Descours Desacres, soutenu par M. Pierre-Christian Taittinger, et n° 74 de M. Ivan Renar : obligation pour les groupements constitués en application de la présente loi de se conformer à ses dispositions dans le délai d'un an à compter de cette publication (p. 1357).

– L'art. 13, ainsi modifié, est adopté (p. 1357).

Après l'art 13 (p. 1357).

Adoptés: amendements (art. additionnels) de M. Lucien Neuwirth, rapporteur, n° 30 : possibilité pour les fondations d'entreprise d'être reconnues d'utilité publique quand elles exercent une mission d'intérêt général (p. 1358) – Et n° 31 : institution d'une déontologie des appels à la générosité publique (p. 1359).

Retirés: sur l'amendement n° 31 de la commission, sous-amendement n° 112 de M. Jean-Pierre Masseret : création d'un observatoire du mouvement associatif (p. 1359) – Amendement n° 9 (art. additionnel) de M. Henri Goetschy, soutenu par M. Pierre Salvi : cas des associations régies par la loi du 19 avril 1908 (p. 1359).

Devenu sans objet: amendement n°39 (art. additionnel) de M. Michel Miroudot, rapporteur pour avis, analogue à l'amendement n° 30 de la commission (p. 1358).

– Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 1358, 1359).

Art. 14 (*Extension des groupements d'intérêt public*) (p. 1359).

Adopté: amendement n° 41 de M. Michel Miroudot, rapporteur pour avis : extension de la possibilité de recourir aux groupements d'intérêt public dans le domaine de la jeunesse (p. 1362).

Rejeté: amendement n° 98 de M. Jean-Pierre Masseret : suppression de la possibilité pour les groupements d'intérêt public

de créer des équipements ou des services d'intérêt commun (p. 1362).

Retirés: amendement n° 97 de M. Jean-Pierre Masseret (p. 1360) – Amendements identiques n° 43 de M. Adrien Gouteyron (p. 1360) et n° 40 de M. Michel Miroudot, rapporteur pour avis, soutenu par M. Maurice Schumann (p. 1362): absence de limitation dans le temps de la constitution de groupements d'intérêt public – Amendement n° 78 de M. Jean Cauchon, retiré par M. Pierre Salvi (p. 1361) – Amendement n° 42 de M. Michel Miroudot, rapporteur pour avis, soutenu par M. Maurice Schumann: application aux groupements d'intérêt public de certaines dispositions de la loi du 15 juillet 1982 d'orientation et de programmation pour la recherche (p. 1362) – Et amendement n° 44 de M. Adrien Gouteyron: modification de certaines dispositions de la loi du 15 juillet 1982 (p. 1361).

– L'art. 14, ainsi modifié, est adopté (p. 1362).

Art. 15 (*Extension de la dation en paiement*) – Adopté (p. 1362).

Après l'art. 15 (p. 1362).

Adopté: amendement n° 60 (art. additionnel) de M. Pierre Salvi: possibilité pour l'Etat d'exercer, à la demande et pour le compte des collectivités territoriales, un droit de préemption sur toute vente publique d'oeuvres d'art (p. 1383).

Rejeté: amendement n° 75 (art. additionnel) de M. Ivan Renar: financement du Fonds national de développement de la vie associative (p. 1363).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1363).

Seconde délibération – Ordonnée en application de l'article 43 du Règlement, à la demande de M. Alain Juppé, ministre (p. 1364).

Art. 2 (p. 1364).

Adoptés: amendement n° 1 de M. Jean Arthuis, secrétaire d'Etat: suppression du gage relatif aux droits sur les tabacs et les alcools (p. 1364) – Amendement n° 7 de M. Lucien Neuwirth, rapporteur, rédactionnel (p. 1364).

– L'art. 2, ainsi modifié, est adopté (p. 1364).

Art. 2 ter (nouveau) (p. 1364).

Adopté: amendement n° 2 de M. Jean Arthuis, secrétaire d'Etat: suppression de cet article (p. 1365).

– L'art. 2 ter (nouveau) est supprimé (p. 1365).

Art. 4 (p. 1365).

Adopté: amendement n° 3 de M. Jean Arthuis, secrétaire d'Etat: conditions de déductibilité par les entreprises de la valeur d'acquisition des oeuvres d'art dont l'offre de donation à l'Etat a été acceptée (p. 1365).

– L'art. 4, ainsi modifié, est adopté (p. 1365).

Art. 6 (p. 1365).

Adopté: amendement n° 4 de M. Jean Arthuis, secrétaire d'Etat: suppression du gage relatif aux droits sur les tabacs (p. 1366).

– L'art. 6, ainsi modifié, est adopté (p. 1366).

Art. 6 bis (nouveau) (p. 1366).

Adopté: amendement n° 5 de M. Jean Arthuis, secrétaire d'Etat, rédactionnnel (p. 1366).

– L'art. 6 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 1366).

Art. 10 (p. 1366).

Adopté: amendement n° 6 de M. Jean Arthuis, secrétaire d'Etat: suppression de la possibilité d'élévation à 9000 francs du plafond de l'abattement de la taxe sur les salaires due par les associations non assujetties à la TVA (p. 1367).

– L'art. 10, ainsi modifié, est adopté (p. 1367).

Explications de vote sur l'ensemble: *MM. Josy Moinet (p. 1367, 1368), Maurice Schumann, président de la commission des affaires culturelles (p. 1368); Ivan Renar (p. 1368, 1369), Pierre-Christian Taittinger (p. 1369), Jean-Pierre Masseret (p. 1369), Pierre Salvi (p. 1369, 1370), Christian Poncelet, président de la commission des finances (p. 1370); intervention de M. Jean Arthuis, secrétaire d'Etat (p. 1371)* – Entreprises, associations, conseil artistique de la Réunion des musées nationaux, taxe sur les salaires, collectivités territoriales.

Adoption (27 mai 1987) (p. 1371).

Discussion (commission mixte paritaire)

(9 juillet 1987) (p. 3016, 3024).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3016, 3019): *MM. Lucien Neuwirth, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire; Jean Arthuis, secrétaire d'Etat chargé de la consommation et de la concurrence; Maurice Schumann, président de la commission des affaires culturelles; Christian Poncelet, président de la commission des finances.*

Alsace et Moselle: *Neuwirth (Lucien)* (p. 3017).

Associations: *Neuwirth (Lucien)* (p. 3016, 3017).

Commission des dations: *Arthuis (Jean)* (p. 3019); *Schumann (Maurice)* (p. 3018).

Conseil artistique de la réunion des musées nationaux: *Arthuis (Jean)* (p. 3019); *Schumann (Maurice)* (p. 3018).

Corse (région): *Neuwirth (Lucien)* (p. 3017).

Fiscalité: *Arthuis (Jean)* (p. 3017); *Neuwirth (Lucien)* (p. 3016, 3017).

Fondations: *Arthuis (Jean)* (p. 3017); *Neuwirth (Lucien)* (p. 3017).

Jeux olympiques: *Arthuis (Jean)* (p. 3017); *Neuwirth (Lucien)* (p. 3017).

Oeuvres d'art: *Arthuis (Jean)* (p. 3017); *Neuwirth (Lucien)* (p. 3017).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3019, 3024): *MM. Jean Arthuis, secrétaire d'Etat; Lucien Neuwirth, rapporteur; Josy Moinet, Jacques Descours Desacres.*

Art. 2 bis, 2 ter, 3 (p. 3019).

Art. 4 (p. 3020).

Adopté: amendement n° 1 de M. Jean Arthuis, secrétaire d'Etat: acceptation des dations prononcée après avis du conseil artistique de la réunion des musées nationaux (p. 3020).

Art. 4 bis (p. 3020).

Art. 6, 6 bis, 8, 12, 13 a, 13 b (p. 3021).

Art. 13 (p. 3021).

Adopté: amendement n° 2 de M. Jean Arthuis, secrétaire d'Etat: fixation d'un délai de régularisation commun à toutes les fondations (p. 3022).

Art. 13 bis A, 13 bis, 13 ter, 17 (p. 3022).

Explications de vote sur l'ensemble: *MM. Ivan Renar* (p. 3022, 3023), *Josy Moinet* (p. 3023), *Jacques Descours Desacres* (p. 3023), *Lucien Neuwirth, rapporteur* (p. 3024).

Adoption (9 juillet 1987) (p. 3024).

Médecine

Voir *Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure*, **1**

Médecine (enseignement)

Voir *Questions orales sans débat* n° **166**; n° **192**

Sécurité sociale, **1**

Médecins

Voir *Sécurité sociale,* **4**

Médiateur

1. – **Dépôt du rapport annuel du médiateur** (2 avril 1987) (p. 8).

Mer et littoral

Voir *Lois de finances,* **1,** Mer
Navires, **1**
Questions au Gouvernement n° **151**

1. – **Projet de loi relatif à la visibilité des amers, des feux et des phares et au champ de vue des centres de surveillance de la navigation maritime,** PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Jacques Chirac, Premier ministre, par M. Ambroise Guellec, secrétaire d'Etat à la mer (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 20 décembre 1986 – 23 janvier 1987) [n° **142** (86-87)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport de M. Louis de Catuelan (7 octobre 1987) [n° **30** (87-88)] – Discussion (13 octobre 1987) – Adoption (13 octobre 1987) [n° **2**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (13 octobre 1987) [n° **969**) – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Jean-Louis Goasduff (12 novembre 1987) [n° **1026**] – Discussion (18 novembre 1987) – Adoption (18 novembre 1987) [n° **177**].

PROMULGATION : Loi n° 87-954 du 27 novembre 1987 (*J.O.* Lois et décrets du 28 novembre 1987).

Discussion (première lecture)

(13 octobre 1987) (p. 3103, 3107).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3103, 3105) : *MM. Ambroise Guellec, secrétaire d'Etat à la mer ; Louis de Catuelan, rapporteur de la commission des affaires économiques ; André Duroméa.*

Amers : *Catuelan (Louis de)* (p. 3104).

Antilles : *Catuelan (Louis de)* (p. 3103) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 3105).

Calamités et catastrophes : *Duroméa (André)* (p. 3104).

Centres régionaux opérationnels de surveillance et de sauvetage (CROSS) : *Catuelan (Louis de)* (p. 3103) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 3103).

Communauté économique européenne (CEE) : *Catuelan (Louis de)* (p. 3104).

Marine marchande : *Guellec (Ambroise)* (p. 3105).

Marine marchande (statistiques) : *Duroméa (André)* (p. 3105).

Marins : *Duroméa (André)* (p. 3105).

Mer (budget) : *Catuelan (Louis de)* (p. 3104) ; *Duroméa (André)* (p. 3104) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 3105).

Navigation maritime : *Catuelan (Louis de)* (p. 3103) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 3105).

Organisation maritime internationale (OMI) : *Guellec (Ambroise)* (p. 3105).

Phares et balises : *Catuelan (Louis de)* (p. 3103, 3104) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 3105).

Prévention : *Duroméa (André)* (p. 3105).

Sécurité maritime : *Catuelan (Louis de)* (p. 3103) ; *Duroméa (André)* (p. 3104, 3105) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 3105).

Signalisation maritime : *Catuelan (Louis de)* (p. 3103) ; *Duroméa (André)* (p. 3104) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 3103).

Signalisations radioélectriques : *Catuelan (Louis de)* (p. 3103).

Traités et conventions : *Duroméa (André)* (p. 3105).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3105, 3107) : *MM. Louis de Catuelan, rapporteur ; Ambroise Guellec, secrétaire d'Etat.*

Art. premier *(Institution de servitudes en faveur de la signalisation maritime)* – Adopté (p. 3105).

Art. 2 *(Fixation par décret des limites des zones de servitudes et de contraintes)* (p. 3106).

Adopté : amendement n° 1 de M. Louis de Catuelan, rapporteur : rédactionnel (p. 3106).

– L'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 3106).

Art. 3 et 4 *(Autorisations préalables et contraintes imposées dans les zones de servitudes)* – Adoptés (p. 3106).

Art. 5 *(Mise en conformité, moyennant indemnité, des éléments génants pour la navigation dans les nouvelles zones de servitudes)* (p. 3106).

Adoptés : amendements de M. Louis de Catuelan, rapporteur, n° 2 : détermination du montant de l'indemnité (p. 3106) – Et n° 3 : rédactionnel (p. 3106).

– L'article 5, ainsi modifié, est adopté (p. 3106).

Art. 6 *(Répression des contraventions constatées dans les zones de servitudes)* (p. 3106).

Adopté : amendement n° 4 de M. Louis de Catuelan, rapporteur : délai accordé au contrevenant pour se mettre en règle avec la présente loi (p. 3106).

– L'article 6, ainsi modifié, est adopté (p. 3106).

Art. 7 *(Abrogations diverses)* – Adopté (p. 3107).

Art. 8 *(Décret en Conseil d'Etat)* – Adopté (p. 3107).

Adoption (13 octobre 1987) (p. 3107).

Météorologie nationale

Voir *Lois de finances,* **1,** Equipement, logement, aménagement du territoire et transports - IV – Transports - 1 – Aviation civile, 3 – Météorologie, Budget annexe de la navigation aérienne

Midi-Pyrénées (région)

Voir *Questions au Gouvernement* n° **157**
Questions orales avec débat n° **123**
Questions orales sans débat n° **169**

Mines et carrières

Voir *Questions au Gouvernement* n° **205**

Ministres du culte

Voir *Sécurité sociale,* **1,** Art. 1er

Missions d'information

Voir *Rapports d'informations*
*« Renseignements divers » p. 26**

Modes de scrutin

Voir *Elections,* **7**
Nouvelle-Calédonie, **3**

Monnaies et médailles (budget)

Voir *Lois de finances,* **1,** Monnaies et médailles (Budget annexe)

Montagne

Voir *Questions au Gouvernement* n° **216**
Questions orales avec débat n° **93**

Montants compensatoires monétaires (MCM)

Voir *Gouvernement (déclarations)*, **3**

Moselle (département)

Voir *Questions orales sans débat* n° **250**

Motion préjudicielle (procédure parlementaire)

Voir *Haute Cour de justice*, **1**

Moyen-Orient

Voir *Questions orales avec débat* n° **147**

Mutualité sociale agricole (MSA)

Voir *Agriculture*, **2**

N

Natalité

Voir *Impôt sur le revenu*, **1**
Questions au Gouvernement n° **230**

Nature (protection)

1. – **Proposition de loi relative à la régulation de certaines populations animales,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Roland du Luart, sénateur, et plusieurs de ses collègues (16 octobre 1987) [n° **56** (87-88)] – Renvoi à la commission des affaires économiques.

Navigation aérienne

Voir *Transports aériens*, **1**

Navigation maritime

Voir *Allocutions et communications*, **6**
Lois de finances, **1**, Mer
Mer et littoral, **1**

Navires

Voir *Questions orales sans débat* n° **229**

1. – **Projet de loi portant modification de la loi n° 65-956 du 12 novembre 1965 sur la responsabilité civile des exploitants de navires nucléaires modifiée par la loi n° 68-1045 du 29 novembre 1968,** PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Jacques Chirac, Premier ministre, par M. Albin Chalandon, ministre de la justice (23 octobre 1987) [n° **65** (87-88)] – Renvoi à la commission des lois.

2. – **Projet de loi modifiant la loi n° 67-5 du 3 janvier 1967 modifiée portant statut des navires et autres bâtiments de mer,** PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Jacques Chirac, Premier ministre, par M. Ambroise Guellec, secrétaire d'Etat à la mer (10 décembre 1986) [n° **106** (86-87)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Alphonse Arzel (8 avril 1987) [n° **169** (86-87)] – Discussion (5 mai 1987) – Adoption (5 mai 1987) [n° **60**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (6 mai 1987) [n° **701**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Marc Bécam (3 juin 1987) [n° **801**] – Discussion (15 juin 1987) – Adoption (15 juin 1987) [n° **121**].

PROMULGATION : Loi n° 87-444 du 26 juin 1987 (*JO* Lois et décrets du 27 juin 1987).

Discussion (première lecture)

(5 mai 1987) (p. 694, 699).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 694, 698) : *MM. Ambroise Guellec, secrétaire d'Etat à la mer ; Alphonse Arzel, rapporteur de la commission des lois ; Louis Virapoullé, André Duroméa.*

Compagnies de navigation maritime : *Duroméa (André)* (p. 697) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 698).

Compétitivité économique : *Guellec (Ambroise)* (p. 697).

Copropriété quirataire : *Arzel (Alphonse)* (p. 695) ; *Duroméa (André)* (p. 696) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 694, 695) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 696).

Déréglementation : *Duroméa (André)* (p. 696).

Emploi : *Duroméa (André)* (p. 696, 697).

Flotte de pêche : *Arzel (Alphonse)* (p. 695) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 696).

Investissements : *Duroméa (André)* (p. 696) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 695).

Kerguelen (îles) : *Duroméa (André)* (p. 696) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 698).

Marine marchande : *Arzel (Alphonse)* (p. 695) ; *Duroméa (André)* (p. 696, 697) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 694, 697) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 696).

Marins : *Duroméa (André)* (p. 696, 697) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 698).

Navires : *Arzel (Alphonse)* (p. 695) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 694, 695) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 696).

Pavillons de complaisance : *Duroméa (André)* (p. 696, 697) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 698).

Ports : *Guellec (Ambroise)* (p. 698).

Responsabilité civile : *Arzel (Alphonse)* (p. 695) ; *Duroméa (André)* (p. 696) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 694) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 696).

Transports maritimes : *Duroméa (André)* (p. 697).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 698, 699) : *MM. Paul Souffrin, Félix Ciccolini.*

Art. 1er *(Contribution des quirataires aux appels de fonds : article 19 de la loi n° 67-5 du 3 janvier 1967)* (p. 698).

Explication de vote sur l'article : *M. Paul Souffrin* (p. 698).

– L'art. 1er est adopté (p. 698).

Art. 2 *(Responsabilité financière des quirataires : article 20 de la loi n° 67-5 du 3 janvier 1967)* – Adopté (p. 699).

Art. 3 *(Libre disposition de sa part par chaque quirataire : article 22 de la loi n° 67-5 du 3 janvier 1967)* – Adopté (p. 699).

Explication de vote sur l'ensemble : *M. Félix Ciccolini* (p. 699).

Adoption (5 mai 1987) (p. 699).

Nicaragua

Voir *Questions orales sans débat* n° **177**

Nomades

Voir *Questions orales sans débat* n° **188**

Nord-Pas-de-Calais (région)

Voir *Questions au Gouvernement* n° **148**
Questions orales avec débat n° **123**

Nouvelle-Calédonie

Voir *Allocutions et communications*, **4 ; 8 ; 18 ; 19 ; 21 ; 22 ; 24**
Questions au Gouvernement n° **204**
Territoires d'outre-mer (TOM), **1**

1. – **Projet de loi organisant la consultation des populations intéressées de la Nouvelle-Calédonie et dépendances,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Jacques Chirac, Premier ministre, par M. Bernard Pons, ministre des départements et territoires d'outre-mer (2 avril 1987) [n° **614**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Dominique Bussereau (8 avril 1987) [n° **629**] – Urgence – Discussion (10 et 14 avril 1987) – Adoption (14 avril 1987) [n° **91**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (15 avril 1987) [n° **178**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Etienne Dailly (22 avril 1987) [n° **191** (86-87)] – Discussion (29, 30 avril et 5 mai 1987) – Adoption (5 mai 1987) [n° **58**] – NOUVEL INTITULE : « **Projet de loi organisant la consultation des populations intéressées de la Nouvelle-Calédo-**

nie et dépendance prévue par l'article 1er, alinéa 1er, de la loi n° 86-844 du 17 juillet 1986 relative à la Nouvelle-Calédonie ».

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (5 mai 1987) [n° **699**] – Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Dominique Bussereau (5 mai 1987) [n° **700**] – Discussion (6 mai 1987) – Adoption (6 mai 1987) [n° **98**].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Etienne Dailly (5 mai 1987) [n° **211** (86-87)] – Discussion (6 mai 1987 – Adoption (6 mai 1987) [n° **62**].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Décision n° 87-226 DC du 2 juin 1987 (*J.O.* Lois et décrets du 4 juin 1987) qui déclare la loi non contraire à la Constitution, à l'exception de certaines dispositions (détachables) de l'article 1er.

PROMULGATION : Loi n° 87-369 du 5 juin 1987 (*J.O.* Lois et décrets du 6 juin 1987).

Discussion (première lecture)

(29 avril 1987) (p. 548, 588) ; (30 avril 1987) (p. 597, 641) ; (5 mai 1987) (p. 650, 679).

I – DISCUSSION GENERALE (29 avril 1987) (p. 548, 588) ; (30 avril 1987) (p. 597, 619) : *MM. Bernard Pons, ministre des départements et territoires d'outre-mer ; Etienne Dailly, rapporteur de la commission des lois ; Michel Dreyfus-Schmidt, Jacques Larché, Jacques Bialski, Dick Ukeiwé, Jean-Marie Girault, Jean Garcia, Claude Estier, Louis Virapoullé, Marc Lejeune, Sosefo Makapé Papilio, Roger Chinaud, Henri Bangou, Germain Authié, Marcel Henri, Jean-Luc Mélenchon, Roger Chinaud, Roger Lise, Albert Ramassamy, et les orateurs sur les motions.*

Action sanitaire et sociale : *Lise (Roger)* (p. 603) ; *Pons (Bernard)* (p. 549).

Afrique, Caraïbes, Pacifique (pays ACP) : *Chinaud (Roger)* (p. 584).

Agence de développement rural et d'aménagement foncier (ADRAF) : *Dailly (Etienne)* (p. 554) ; *Pons (Bernard)* (p. 549).

Agriculture : *Dailly (Etienne)* (p. 553) ; *Pons (Bernard)* (p. 549).

Aide médicale : *Pons (Bernard)* (p. 551).

Algérie : *Chinaud (Roger)* (p. 602) ; *Dailly (Etienne)* (p. 610) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 616) ; *Estier (Claude)* (p. 575) ; *Mélenchon (Jean-Luc)* (p. 603).

Autodétermination (droit à l') : *Bialski (Jacques)* (p. 563) ; *Dailly (Etienne)* (p. 554) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 559) ; *Garcia (Jean)* (p. 573) ; *Lejeune (Max)* (p. 581) ; *Pons (Bernard)* (p. 550, 610).

Balance commerciale : *Dailly (Etienne)* (p. 553).

Centre d'expérimentation du Pacifique (CEP) : *Dailly (Etienne)* (p. 557).

Collectivités territoriales d'outre-mer : *Lise (Roger)* (p. 603).

Colonialisme : *Bangou (Henri)* (p. 586, 587) ; *Bialski (Jacques)* (p. 563) ; *Chinaud (Roger)* (p. 584) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 616) ; *Estier (Claude)* (p. 575) ; *Garcia (Jean)* (p. 573) ; *Henri (Marcel)* (p. 600) ; *Larché (Jacques)* (p. 562) ; *Lise (Roger)* (p. 603) ; *Mélenchon (Jean-Luc)* (p. 601, 602) ; *Ramassamy (Albert)* (p. 604) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 576, 577).

Commissions d'enquête ou de contrôle : *Dailly (Etienne)* (p. 555, 557, 611, 612, 614) ; *Garcia (Jean)* (p. 574) ; *Girault (Jean-Marie)* (p. 611).

Commission nationale de la communication et des libertés (CNCL) : *Dailly (Etienne)* (p. 556).

Communauté économique européenne (CEE) : *Lise (Roger)* (p. 604).

Communes : *Pons (Bernard)* (p. 609).

Conseil constitutionnel : *Dailly (Etienne)* (p. 555, 557) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 559) ; *Larché (Jacques)* (p. 562).

Conseil constitutionnel (décisions) : *Dailly (Etienne)* (p. 552) ; *Henri (Marcel)* (p. 599) ; *Pons (Bernard)* (p. 550).

Constitution : *Larché (Jacques)* (p. 561) ; *Pons (Bernard)* (p. 568).

Constitution (article 53) : *Dailly (Etienne)* (p. 552) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 558, 559, 560) ; *Henry (Marcel)* (p. 599) ; *Pons (Bernard)* (p. 550) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 576).

Corps électoral : *Authié (Germain)* (p. 597, 598) ; *Bialski (Jacques)* (p. 566) ; *Chinaud (Roger)* (p. 583) ; *Dailly (Etienne)* (p. 552, 555, 556) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 558, 559, 560) ; *Garcia (Jean)* (p. 573) ; *Larché (Jacques)* (p. 561, 562) ; *Pons (Bernard)* (p. 550, 568) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 576).

Cour de Cassation : *Dailly (Etienne)* (p. 555).

Coutume : *Chinaud (Roger)* (p. 585) ; *Dailly (Etienne)* (p. 553) ; *Pons (Bernard)* (p. 551, 606, 609) ; *Ukeiwé (Dick)* (p. 606).

Djibouti : *Bialski (Jacques)* (p. 565) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 617).

Droit électoral : *Bialski (Jacques)* (p. 565) ; *Dailly (Etienne)* (p. 555, 556, 557) ; *Garcia (Jean)* (p. 573).

Droits civils et politiques : *Pons (Bernard)* (p. 551).

Emploi : *Ukeiwé (Dick)* (p. 605, 606).

Enseignement : *Lejeune (Max)* (p. 581) ; *Lise (Roger)* (p. 603) ; *Pons (Bernard)* (p. 578, 607) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 577).

Fonctionnaires et agents publics : *Bialski (Jacques)* (p. 566) – *Chinaud (Roger)* (p. 584) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 560).

Franc pacifique (CFA) : *Virapoullé (Louis)* (p. 577).

Fraude électorale : *Authié (Germain)* (p. 598) ; *Bialski (Jacques)* (p. 566) ; *Garcia (Jean)* (p. 573).

Front de libération national kanak socialiste (FLNKS) : *Authié (Germain)* (p. 598, 599) ; *Larché (Jacques)* (p. 618) ; *Lejeune (Max)* (p. 580) ; *Papilio (Sosefo Makapé)* (p. 581, 582) ; *Pons (Bernard)* (p. 550, 568, 607) ; *Ramassamy (Albert)* (p. 605) ; *Ukeiwé (Dick)* (p. 570).

Gendarmerie nationale : *Chinaud (Roger)* (p. 615) ; *Dailly (Etienne)* (p. 611) ; *Girault (Jean-Marie)* (p. 611).

Immigration : *Bangou (Henri)* (p. 586).

Listes électorales : *Authié (Germain)* (p. 597, 598) ; *Bialski (Jacques)* (p. 565, 566) ; *Dailly (Etienne)* (p. 557) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 558, 559, 560, 615) ; *Garcia (Jean)* (p. 573) ; *Pons (Bernard)* (p. 550, 568, 599) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 576).

Mayotte : *Henri (Marcel)* (p. 599) ; *Pons (Bernard)* (p. 607).

Militaires : *Mélenchon (Jean-Luc)* (p. 601) ; *Pons (Bernard)* (p. 567, 608).

Nickel : *Dailly (Etienne)* (p. 553, 557).

Nodules polymétalliques : *Dailly (Etienne)* (p. 557).

Nouvelle-Calédonie (statut) : *Bialski (Jacques)* (p. 564) ; *Chinaud (Roger)* (p. 584, 585) ; *Dailly (Etienne)* (p. 555, 556, 557, 611) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 617) ; *Girault (Jean-Marie)* (p. 571, 572) ; *Larché (Jacques)* (p. 567, 618) ; *Lejeune (Max)* (p. 579, 580, 581) ; *Lise (Roger)* (p. 603) ; *Mélenchon (Jean-Luc)* (p. 601) ; *Pons (Bernard)* (p. 551, 568, 609, 610) ; *Ukeiwé (Dick)* (p. 606) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 577).

Organisation des Nations unies (ONU) : *Bialski (Jacques)* (p. 565) ; *Chinaud (Roger)* (p. 583, 584) ; *Henry (Marcel)* (p. 599) ; *Lise (Roger)* (p. 603).

Pacifique : *Bialski (Jacques)* (p. 565) ; *Chinaud (Roger)* (p. 584) ; *Dailly (Etienne)* (p. 552, 557, 558) ; *Estier (Claude)* (p. 574) ; *Papilio (Sosefo Makapé)* (p. 582) ; *Pons (Bernard)* (p. 608).

Peuple canaque : *Authié (Germain)* (p. 597) ; *Bangou (Henri)* (p. 587) ; *Dailly (Etienne)* (p. 553) ; *Estier (Claude)* (p. 574) ; *Garcia (Jean)* (p. 573) ; *Mélenchon (Jean-Luc)* (p. 601, 602) ; *Papilio (Sosefo Makapé)* (p. 582) ; *Pons (Bernard)* (p. 578, 579) ; *Ramassamy (Albert)* (p. 604) ; *Ukeiwé (Dick)* (p. 570, 605) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 576, 577).

Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR) : *Ramassamy (Albert)* (p. 605) ; *Ukeiwé (Dick)* (p. 605).

Référendums : *Authié (Germain)* (p. 597, 598, 599) ; *Bangou (Henri)* (p. 586, 587) ; *Bialski (Jacques)* (p. 564, 565) ; *Chinaud (Roger)* (p. 582, 583) ; *Dailly (Etienne)* (p. 552) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 613, 615, 616) ; *Estier (Claude)* (p. 574) ; *Henri (Marcel)* (p. 599, 600) ; *Lejeune (Max)* (p. 580, 581) ; *Lise (Roger)* (p. 603) ; *Mélenchon (Jean-Luc)* (p. 601, 602) ; *Papilio (Sosefo Makapé)* (p. 581) ; *Pons (Bernard)* (p. 550, 607, 610) ; *Ramassamy (Albert)* (p. 605) ; *Ukeiwé (Dick)* (p. 570).

Réforme foncière : *Dailly (Etienne)* (p. 554) ; *Garcia (Jean)* (p. 573) ; *Lejeune (Max)* (p. 581) ; *Pons (Bernard)* (p. 549) ; *Ukeiwé (Dick)* (p. 569).

Régions : *Bialski (Jacques)* (p. 564) ; *Chinaud (Roger)* (p. 585) ; *Dailly (Etienne)* (p. 553, 554) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 615) ; *Girault (Jean-Marie)* (p. 571, 572) ; *Lise (Roger)* (p. 604) ; *Pons (Bernard)* (p. 549, 551, 567, 578, 608, 609) ; *Ukeiwé (Dick)* (p. 606) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 577).

Sécurité publique : *Pons (Bernard)* (p. 549).

Territoires d'outre-mer (TOM) : *Lejeune (Max)* (p. 579) ; *Papilio (Sosefo Makapé)* (p. 582).

Tourisme : *Dailly (Etienne)* (p. 553) ; *Pons (Bernard)* (p. 549).

Urbanisation : *Pons (Bernard)* (p. 551, 607).

Vanuatu : *Chinaud (Roger)* (p. 584) ; *Henry (Marcel)* (p. 600).

Victimes (indemnisation) : *Lejeune (Max)* (p. 581) ; *Pons (Bernard)* (p. 549) ; *Ukeiwé (Dick)* (p. 569).

Wallis-et-Futuna : *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 559) ; *Papilio (Sosefo Makapé)* (p. 581).

Motion n° 53 de M. Michel Dreyfus-Schmidt, **tendant à apposer l'exception d'irrecevabilité** (p. 558, 563) – *MM. Michel Dreyfus-Schmidt, Jacques Larché, Etienne Dailly, rapporteur ; Bernard Pons, ministre.*

Rejet de la motion (p. 563 ; scrutin public n° 143).

Motion n° 1 de M. Germain Authié, soutenue par M. Jacques Bialski, **tendant à apposer la question préalable** (p. 563, 569) – *MM. Jacques Bialski, Jacques Larché, Etienne Dailly, rapporteur ; Bernard Pons, ministre.*

Rejet de la motion (p. 569 ; scrutin public n° 144).

Motion n° 2 de M. André Méric, soutenue par M. Michel Dreyfus-Schmidt, **tendant au renvoi en commission** (p. 613, 619) ; *MM. Michel Dreyfus-Schmidt, Etienne Dailly, rapporteur ; Roger Chinaud, Jacques Larché, président de la commission des lois ; Bernard Pons, ministre.*

Rejet de la motion (p. 619 ; scrutin public n° 145).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (30 avril 1987) (p. 619, 641) ; (5 mai 1987) (p. 650, 675) : *MM. Etienne Dailly, rapporteur ; Bernard Pons, ministre ; Michel Dreyfus-Schmidt, Jean-Luc Mélenchon, Claude Estier, Jean Garcia, Sosefo Makapé Papilio, Dick Ukeiwé, Germain Authié, Raymond Bourgine, Jacques Larché, président de la commission des lois ; Roger Romani.*

Intitulé du projet de loi (p. 620).

Adopté : amendement n° 20 de M. Etienne Dailly, rapporteur : « Projet de loi organisant la consultation des populations intéressées de la Nouvelle-Calédonie et dépendances prévue par l'article 1er, alinéa 1er, de la loi n° 86-844 du 17 juillet 1986 relative à la Nouvelle-Calédonie (p. 620 ; priorité ordonnée p. 619).

– L'intitulé du projet de loi, ainsi modifié, est adopté (p. 620).

Art. 1er *(Organisation de la consultation prévue à l'article 1er de la loi n° 86-844 du 17 juillet 1986 relative à la Nouvelle-Calédonie)* (p. 620).

Adoptés : amendements de M. Etienne Dailly, rapporteur, n° 3, rédactionnel (p. 620) – Et n° 4 : organisation de la consultation ; choix entre l'indépendance et le maintien au sein de la République française dans le cadre d'un statut dont les éléments essentiels seront portés à la connaissance des populations intéressées préalablement à la consultation (p. 626).

Rejeté : sur l'amendement n° 4 de la commission, sous-amendement n° 44 de M. Jacques Bialski, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt ; éléments essentiels du nouveau statut de la Nouvelle-Calédonie déterminés par une loi promulguée avant la consultation envisagée (p. 626).

Devenu sans objet : amendement n° 21 de M. Jacques Bialski, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : analogue au sous-amendement n° 44 du même auteur (p. 627).

Explication de vote sur l'article : *M. Jean-Luc Mélenchon* (p. 627).

– L'art. 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 627).

Art. 2 *(Modalités d'application à la consultation des dispositions du Titre Ier du Livre Ier du code électoral* (p. 627).

Parole sur l'article : *MM. Michel Dreyfus-Schmidt, Jean Garcia* – Référendum local, élections, Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE), autodétermination (p. 627 et 628).

– L'art. 2 est adopté (p. 628).

Art. 3 *(Corps électoral : conditions de participation à la consultation)* (p. 628).

Parole sur l'article : *M. Michel Dreyfus-Schmidt* – Etrangers (p. 628).

Adopté : amendement rédactionnel n° 5 de M. Etienne Dailly, rapporteur (p. 636).

Rejetés : sur l'amendement n° 5 de la commission, sous-amendements n° 45 et 46 de M. Jacques Bialski, soutenus respectivement par MM. Michel Dreyfus-Schmidt et Claude Estier (p. 634 et 635).

Devenus sans objet : amendement de M. Jacques Bialski, n° 22, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : condition de résidence portée à sept ans (p. 636) – N° 23, soutenu par M. Jean-Luc Mélenchon : condition de résidence portée à six ans (p. 636) – N° 24, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : exclusion de la participation des électeurs ne résidant pas en Nouvelle-Calédonie à la date de la consultation (p. 636) – Et N° 25, soutenu par M. Claude Estier : cas des électeurs inscrits sur des listes électorales autres que celles établies pour la Nouvelle-Calédonie et dépendances et ayant participé à des élections sur la base de ces inscriptions depuis le 28 février 1984 (p. 636).

– L'art. 3, ainsi modifié est adopté (p. 636).

Art. 4 *(Assimilations à la résidence en Nouvelle-Calédonie)* (p. 636).

Parole sur l'article : *M. Michel Dreyfus-Schmidt* – Emploi des majuscules (p. 636, 637).

– L'art. 4 est adopté (p. 637).

Art. 5 *(Etablissement des listes électorales par les commissions administratives)* (p. 637).

Parole sur l'article : *M. Michel Dreyfus-Schmidt* – Cour de cassation (p. 637).

Adopté : amendement n° 6 de M. Etienne Dailly, rapporteur, relatif aux commissions administratives : désignation du président par le premier président de la Cour de cassation ; possibilité d'y adjoindre à titre consultatif, toute personne qualifiée ; rôle de l'institut territorial de la statistique et des études économiques de Nouvelle-Calédonie (p. 641) (Le texte définitif de cet

amendement intégre celui du sous-amendement n° 50 de M. Bernard Pons, ministre, et partiellement celui de l'amendement n° 28 de M. Jacques Bialski, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt).

Rejeté : sur l'amendement n° 6 de la commission, sous-amendement n° 47 de M. Jacques Bialski, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt (p. 641).

Retiré : amendement n° 27 de M. Jacques Bialski : désignation du président de la commission administrative par le premier président de la Cour de cassation, retiré par M. Claude Estier (p. 640).

Devenu sans objet : amendement n° 26 de M. Jacques Bialski, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : création d'une commission administrative pour chaque bureau de vote (p. 641).

– L'art. 5, ainsi modifié, est adopté (p. 641).

Art. 6 *(Inscriptions postérieures à la clôture des listes)* (p. 650).

Adopté : amendement n° 7 de M. Etienne Dailly, rapporteur, rédactionnel (p. 653).

Rejeté : amendement n° 29 de M. Jacques Bialski, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : possibilité à titre dérogatoire, pour les électeurs non inscrits sur la liste électorale arrêtée le 28 février 1987, d'être inscrits sur les listes électorales pour la consultation (p. 654).

Explication de vote sur l'article : *M. Jean-Luc Mélenchon* (p. 654).

– L'art. 6, ainsi modifié, est adopté (p. 654).

Art. 7 *(Commission de contrôle de l'organisation et du déroulement de la consultation)* (p. 654).

Adoptés : amendements de M. Jacques Bialski, soutenus par M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° 31 : présidence de la commission de contrôle (p. 655) – Et n° 32 : composition de la commission de contrôle (p. 655) – Amendement rédactionnel n° 8 de M. Etienne Dailly, rapporteur (p. 655).

Retiré : amendement n° 30 de M. Jacques Bialski, retiré par M. Michel Dreyfus-Schmidt (p. 654).

– L'art. 7, ainsi modifié, est adopté (p. 655).

Art. 8 *(Compétences et pouvoirs de la commission de contrôle)* (p. 655).

Adoptés : amendements de M. Etienne Dailly, rapporteur, n° 9, rédactionnel (p. 656) – Et n° 10, destiné à compléter les compétences de la commission : contrôle des doubles inscriptions (p. 657) ; sous-amendement n° 51 de M. Bernard Pons, ministre (p. 657).

Rejetés : amendements de M. Jacques Bialski, soutenus par M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° 34 : suppression de la première mission de la commission de contrôle : établissement de la liste des partis et groupements habilités à participer à la campagne (p. 659) – N° 35 : pouvoir d'appréciation de la commission de contrôle quant à l'établissement de la liste citée à l'amendement n° 34 (p. 659) – Et n° 36 : représentation des partis dans les institutions territoriales régionales ou communales (p. 659) – Amendement n° 11 de M. Etienne Dailly, rapporteur : prise en compte exclusive des cinq partis et groupements représentés au Congrès du territoire (p. 659).

Retiré : amendement n° 33 de M. Jacques Bialski, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : possibilité pour le représentant de l'Etat de rectifier les listes électorales (p. 657).

– L'art. 8, ainsi modifié, est adopté (p. 659).

Art. 9 *(Organisation de la propagande radiodiffusée et télévisée)* (p. 659).

Parole sur l'article : *M. Jean-Luc Mélenchon* – Communication audiovisuelle, secteur public, presse (p. 659 à 661).

Adopté : amendement n° 12 de M. Etienne Dailly, rapporteur : délégation par la CNCL d'un de ses membres en qualité de représentant dans le territoire (p. 663).

Rejeté : amendement n° 37 du M. Jacques Bialski, présenté par M. Jean-Luc Mélenchon : suppression de la limitation des compétences de contrôle de la CNCL au seul secteur public de la radio-télévision (p. 663).

Explication de vote sur l'article : *M. Jean Garcia* (p. 663).

– L'art. 9, ainsi modifié, est adopté (p. 663).

Art. 10 *(Faculté de déplacer certains bureaux de vote à l'intérieur d'une commune)* (p. 663).

Adopté : amendement rédactionnel n° 13 de M. Etienne Dailly, rapporteur (p. 665).

Rejeté : amendement n° 38 de M. Jacques Bialski, soutenu par M. Germain Authié : suppression de cet article (p. 665).

– L'art. 10, ainsi modifié, est adopté (p. 665).

Art. 11 *(Organisation des bureaux de vote : présidence)* (p. 665).

Adopté : amendement n° 14 de M. Etienne Dailly, rapporteur : composition des bureaux de vote (p. 667).

– L'art. 11, ainsi modifié, est adopté (p. 667).

Après l'art. 11 (p. 667).

Retiré : amendement n° 39 (art. additionnel) de M. Jacques Bialski, soutenu par M. Germain Authié : interdiction de l'utilisation de véhicules militaires, le jour du scrutin, pour le transport des électeurs aux bureaux de vote (p. 668).

Art. 12 *(Modalités de dépouillement lorsqu'une commune comporte plus d'un bureau de vote)* (p. 668).

Adopté : amendement n° 15 de M. Etienne Dailly, rapporteur : pouvoirs de décision du haut-commissaire, après avis de la commission de contrôle ; nouvelle rédaction de l'article destinée à apporter des garanties supplémentaires quant au résultat du scrutin (p. 670).

Rejeté : amendement n° 40 de M. Jacques Bialski, soutenu par M. Germain Authié : suppression de cet article (p. 670).

Devenus sans objet : amendements de M. Jacques Bialski, soutenus par M. Germain Authié, n° 41 : dépouillement dans un lieu autre que le bureau de vote (p. 670) – Et n° 42 : suppression des dispositions de cet article relatives à la constitution d'un bureau unique et au rôle de son président (p. 670).

– L'art. 12, ainsi modifié, est adopté (p. 670).

Art. 13 *(Vote par procuration)* (p. 670).

Adopté : amendement rédactionnel n° 16 de M. Etienne Dailly, rapporteur (p. 671).

– L'art. 13, ainsi modifié, est adopté (p. 671).

Art. 14 *(Vote par correspondance)* (p. 672).

Adopté : amendement rédactionnel n° 17 de M. Etienne Dailly, rapporteur, (Le texte définitif de cet amendement prend en compte les sous-amendements n^{os} 48 et 49 du groupe socialiste) (p. 673).

Rejeté : amendement n° 43 de M. Jacques Bialski, soutenu par M. Germain Authié : suppression de cet artcile (p. 673).

Retirés : sur l'amendement n° 17 de la commission, sous-amendements n° 48 et n° 49 de M. Jacques Bialski, soutenus par M. Germain Authié (p. 673).

– L'art. 14, ainsi modifié, est adopté (p. 673).

Art. 15 *(Validité des bulletins de vote)* – Adopté (p. 674).

Art. 16 *(Contestation de la consultation)* – Adopté (p. 674).

Art. 17 *(Application à la consultation de la iégislation relative aux sondages)* (p. 674).

Adopté : amendement rédactionnel n° 18 de M. Etienne Dailly, rapporteur (p. 674).

– L'art. 17, ainsi modifié, est adopté (p. 674).

Art. 18 *(Prise en charge par l'Etat des dépenses afférentes à la consultation)* (p. 674).

Adopté : amendement rédactionnel n° 19 de M. Etienne Dailly, rapporteur (p. 675).

Retiré : sous-amendement n° 52 de M. Bernard Pons, ministre (p. 674).

– L'art. 18, ainsi modifié, est adopté (p. 675).

Art. 19 *(Modalités d'application de la loi)* – Adopté (p. 675).

Explications de vote sur l'ensemble : *MM. Jean-Pierre Bayle (p. 675, 676), Paul Robert (p. 676), Daniel Hoeffel (p. 676), Roger Romani (p. 676, 677 et 678), Jean Garcia (p. 678), Louis Virapoullé (p. 678), Raymond Courrière (p. 679), Jacques Habert (p. 679).*

Scrutin public n° 146 (p. 679).

Adoption (5 mai 1987) (p. 679).

Discussion (commission mixte paritaire)

(6 mai 1987) (p. 752, 757).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 752, 753) : *M. Etienne Dailly, rapporteur.*

Corps électoral : *Dailly (Etienne)* (p. 752).

Droit électoral : *Dailly (Etienne)* (p. 752, 753).

Listes électorales : *Dailly (Etienne)* (p. 752).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 753, 757) : *MM. Claude Estier, Etienne Dailly, rapporteur ; Mme Lucette Michaux-Chevry, secrétaire d'Etat à la francophonie.*

Intitulé (p. 753).

Art. 1er, 3, 6 et 7 (p. 753).

Art. 8, 9, 10, 11, 12 et 13 (p. 754).

Art. 14, 17 et 18 (p. 755).

Explications de vote sur l'ensemble : *MM. Claude Estier (p. 755), Etienne Dailly, rapporteur (p. 755 à 757) ; intervention de Mme Lucette Michaux-Chevry, secrétaire d'Etat* (p. 757).

Scrutin public n° 150 (p. 757).

Adoption (6 mai 1987) (p. 757).

2. – **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les atteintes aux libertés et les violences policières en Nouvelle-Calédonie,** PRESENTEE AU SENAT, par Mme Hélène Luc, sénateur, et plusieurs de ses collègues (22 avril 1987) [n° **194** (86-87)] – Renvoi à la commission des lois.

3. – **Proposition de loi tendant à modifier le mode d'élection des conseillers municipaux en Nouvelle-Calédonie et dépendances,** PRESENTEE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, par M. Jacques Lafleur, député, et plusieurs de ses collègues (22 octobre 1986) [n° **412**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. André Fanton (10 juin 1987) [n° **831**] – Discussion (12 et 22 juin 1987) – Adoption (22 juin 1987) [n° **134**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (23 juin 1987) [n° **307** (86-87)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jean-Pierre Tizon (7 juillet 1987) [n° **359** (86-87) – Discussion (8 juillet 1987) – Adoption (8 juillet 1987) [n° **123**].

PROMULGATION : Loi n° 87-558 du 17 juillet 1987 (*J.O.* Lois et décrets du 21 juillet 1987).

Discussion (première lecture)

(8 juillet 1987) (p. 3003, 3004).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3003, 3004) : *MM. Jean-Pierre Tizon, rapporteur de la commission des lois ; Bernard Pons, ministre des départements et territoires d'outre-mer ; Michel Darras, René-Georges Laurin.*

Assemblées territoriales : *Tizon (Jean-Pierre)* (p. 3003).

Conseil constitutionnel (décisions) : *Tizon (Jean-Pierre)* (p. 3003).

Conseillers municipaux : *Darras (Michel)* (p. 3004) ; *Pons (Bernard)* (p. 3003) ; *Tizon (Jean-Pierre)* (p. 3003).

Elections municipales : *Darras (Michel)* (p. 3004) ; *Laurin (René-Georges)* (p. 3004) ; *Pons (Bernard)* (p. 3003) ; *Tizon (Jean-Pierre)* (p. 3003).

Modes de scrutin : *Darras (Michel)* (p. 3004) ; *Laurin (René-Georges)* (p. 3004) ; *Pons (Bernard)* (p. 3004) ; *Tizon (Jean-Pierre)* (p. 3003).

Référendums : *Darras (Michel)* (p. 3004).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 3004) : *MM. Michel Darras, René-Georges Laurin.*

Art. unique *(Mode d'élection des conseillers municipaux de la Nouvelle-Calédonie et de ses dépendances)* (p. 3004).

Adoption (8 juillet 1987) (p. 3004).

4. – **Projet de loi portant statut du territoire de la Nouvelle-Calédonie,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Jacques Chirac, Premier ministre, par M. Bernard Pons, ministre des départements et territoires d'outre-mer (4 novembre 1987) [n° **1008**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Dominique Bussereau (19 novembre 1987) [n° **1060**] – Discussion (23, 24 et 25 novembre 1987) – Adoption (25 novembre 1987) [n° **180**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (26 novembre 1987) [n° **111 (87-88)**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jean-Marie Girault (9 décembre 1987) [n° **147 (87-88)**] – Discussion (14 décembre 1987) – Adoption (14 décembre 1987) [n° **48**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (15 décembre 1987) [n° **1136**)] – Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Dominique Bussereau (17 décembre 1987) [n° **1153**] – Discussion (19 décembre 1987) – Adoption (19 décembre 1987) [n° **220**].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Jean-Marie Girault (17 décembre 1987) [n° **174** (87-88)] – Discussion (19 décembre 1987) – Adoption (19 décembre 1987) [n° **59**].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Décision n° 87-241 DC du 19 janvier 1987 (*JO* Lois et décrets du 21 janvier 1988) qui déclare cette loi non contraire à la Constitution.

PROMULGATION : Loi n° 88-82 du 22 janvier 1988 (*JO* Lois et décrets du 26 janvier 1988).

Discussion (première lecture)

(14 décembre 1987) (p. 5338, 5424).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5338, 5371) : *MM. Bernard Pons, ministre des départements et territoires d'outre-mer ; Jean-Marie Girault, rapporteur de la commission des lois ; Bernard Legrand, Dick Ukeiwé, Germain Authié, Henri Bangou, Raymond Poirier, Jean Simonin, Jean-Luc Mélenchon, Michel Dreyfus-Schmidt, et les orateurs sur les motions.*

Agriculture : *Authié (Germain)* (p. 5359) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 5367) ; *Pons (Bernard)* (p. 5360).

Arbitrage (droit interne) : *Girault (Jean-Marie)* (p. 5340) ; *Simonin (Jean)* (p.5363).

Collectivités territoriales d'outre-mer (article 72 de la Constitution) : *Mélenchon (Jean-Luc)* (p. 5344, 5345).

Commission nationale de la communication et des libertés (CNCL) : *Estier (Claude)* (p. 5349) ; *Mélenchon (Jean-Luc)* (p. 5343).

Conseil constitutionnel : *Larché (Jacques)* (p. 5355).

Conseil constitutionnel (décisions) : *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 5366) ; *Mélenchon (Jean-Luc)* (p. 5345) ; *Pons (Bernard)* (p. 5348).

Conseil d'Etat : *Larché (Jacques)* (p. 5355).

Conseil d'Etat (jurisprudence) : *Mélenchon (Jean-Luc)* (p. 5345).

Constitution : *Mélenchon (Jean-Luc)* (p. 5345) ; *Simonin (Jean)* (p. 5346).

Constitution (préambule) : *Bangou (Henri)* (p. 5361).

Coutume : *Authié (Germain)* (p. 5359) ; *Poirier (Raymond)* (p. 5362).

Crimes, délits et contraventions : *Larché (Jacques)* (p. 5347).

Culture : *Poirier (Raymond)* (p. 5362).

Décisions de justice (incidents de Hienghène) : *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 5365) ; *Girault (Jean-Marie)* (p. 5365).

Dotations de fonctionnement : *Authié (Germain)* (p. 5359) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 5367) ; *Estier (Claude)* (p. 5351).

Droits de l'homme : *Authié (Germain)* (p. 5358) ; *Larché (Jacques)* (p. 5347) ; *Mélenchon (Jean-Luc)* (p. 5344, 5345).

Education : Bangou (Henri) (p. 5361) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 5367) ; *Girault (Jean-Marie)* (p. 5342).

Fonction publique territoriale : *Pons (Bernard)* (p. 5353).

France : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 5355) ; *Ukeiwé (Dick)* (p. 5358).

Front de libération national kanak socialiste (FLNKS) : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 5354) ; *Estier (Claude)* (p. 5349) ; *Pons (Bernard)* (p. 5339, 5360, 5369) ; *Ukeiwé (Dick)* (p. 5357).

Idéologies politiques : *Bangou (Henri)* (p. 5361) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 5371) ; *Simonin (Jean)* (p. 5363).

Indépendantisme (mouvements indépendantistes) : *Girault (Jean-Marie)* (p. 5342) ; *Larché (Jacques)* (p. 5347) ; *Mélenchon (Jean-Luc)* (p. 5346, 5365) ; *Pons (Bernard)* (p. 5352, 5370).

Information : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 5353).

Investissements (aides) : *Pluchet (Alain)* (p. 5352).

Justice : *Bangou (Henri)* (p. 5361) ; *Bécart (Jean-Luc)* (p. 5354) ; *Mélenchon (Jean-Luc)* (p. 5344) ; *Simonin (Jean)* (p. 5346).

Justice (ministère) : *Girault (Jean-Marie)* (p. 5365).

Médecins : *Authié (Germain)* (p. 5358).

Nouméa (région) : *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 5367).

Nouméa (ville) : *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 5366).

Nouvelle-Calédonie : *Pons (Bernard)* (p. 5338, 5339) ; *Ukeiwé (Dick)* (p. 5358).

Nouvelle-Calédonie (brousse) : *Pons (Bernard)* (p. 5360).

Nouvelle-Calédonie (démographie) : *Pons (Bernard)* (p. 5370).

Nouvelle-Calédonie (économie) : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 5353) ; *Estier (Claude)* (p. 5350) ; *Poirier (Raymond)* (p. 5362).

Nouvelle-Calédonie (ethnies) : *Authié (Germain)* (p. 5359) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 5366) ; *Estier (Claude)* (p. 5350) ; *Girault (Jean-Marie)* (p. 5341, 5342) ; *Legrand (Bernard)* (5356) ; *Mélenchon (Jean-Luc)* (p. 5343, 5344, 5365) ; *Pons (Bernard)* (p. 5339, 5352, 5369) ; *Simonin (Jean)* (p. 5362).

Nouvelle-Calédonie (institutions et administration) : *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 5367) ; *Estier (Claude)* (p. 5348, 5351) ; *Girault (Jean-Marie)* (p. 5340, 5341, 5343) ; *Legrand (Bernard)* (p. 5356) ; *Mélenchon (Jean-Luc)* (p. 5344) ; *Poirier (Raymond)* (p. 5362) ; *Pons (Bernard)* (p. 5339, 5340, 5370) ; *Simonin (Jean)* (p. 5363) ; *Ukeiwé (Dick)* (p. 5356, 5357).

Nouvelle-Calédonie (régions) : *Authié (Germain)* (p. 5358, 5359) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 5366, 5367) ; *Estier (Claude)* (p. 5349, 5350) ; *Girault (Jean-Marie)* (p. 5340, 5341) ; *Legrand (Bernard)* (p. 5356) ; *Mélenchon (Jean-Luc)* (p. 5364) ; *Pons (Bernard)* (p. 5339, 5340, 5360, 5368) ; *Simonin (Jean)* (p. 5363).

Nouvelle-Calédonie (sécurité publique) : *Pluchet (Alain)* (p. 5352).

Organisations des Nations unies (ONU) : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 5355).

Peines et amendes (emprisonnement) : *Larché (Jacques)* (p. 5347) ; *Mélenchon (Jean-Luc)* (p. 5345).

Peuple canaque : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 5353, 5354) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 5366) ; *Estier (Claude)* (p. 5351) ; *Mélenchon (Jean-Luc)* (p. 5345, 5346) ; *Ukeiwé (Dick)* (p. 5357).

Radiodiffusion et télévision : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 5354) ; *Estier (Claude)* (p. 5349).

Référendums : *Estier (Claude)* (p. 5349) ; *Girault (Jean-Marie)* (p. 5342) ; *Larché (Jacques)* (p. 5347) ; *Legrand (Bernard)* (p. 5356) ; *Mélenchon (Jean-Luc)* (p. 5343, 5344, 5364, 5365) ; *Pons (Bernard)* (p. 5338, 5339, 5353, 5364, 5368, 5369) ; *Simonin (Jean)* (p. 5362).

Sénat (information) : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 5354) ; *Larché (Jacques)* (p. 5355).

Sports (VIIIe jeux du Pacifique-Sud) : *Pons (Bernard)* (p. 5369).

Territoires d'outre-mer (TOM) : *Authié (Germain)* (p. 5359) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 5367) ; *Pons (Bernard)* (p. 5339) ; *Simonin (Jean)* (p. 5362).

Vie politique et sociale (civisme) : *Mélenchon (Jean-Luc)* (p. 5364).

Violence : *Authié (Germain)* (p. 5358) ; *Bangou (Henri)* (p. 5361) ; *Bécart (Jean-Luc)* (p. 5354) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 5365, 5366) ; *Mélenchon (Jean-Luc)* (p. 5364).

Motion n° 27 de M. André Méric, soutenue par M. Jean-Luc Mélenchon, **tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité** (p. 5343) – *MM. Jean-Luc Mélenchon, Jean Simonin, Jacques Larché, président de la commission des lois ; Bernard Pons, ministre.*

Rejet de la motion (p. 5348 ; scrutin public n° 67).

Motion n° 1 de M. André Méric, soutenue par M. Claude Estier, **tendant à opposer la question préalable** (p. 5348) – *MM. Claude Estier, Bernard Pons, ministre ; Alain Pluchet.*

Rejet de la motion (p. 5353 ; scrutin public n° 68).

Motion n° 24 de Mme Hélène Luc, soutenue par M. Jean-Luc Bécart, **tendant au renvoi en commission** (p. 5353) – *MM. Jean-Luc Bécart, Jacques Larché, président de la commission des lois.*

Rejet de la motion (p. 5355 ; scrutin public n° 69).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5371, 5424) : *MM. Jean-Luc Bécart, Jean-Marie Girault, rapporteur ; Bernard Pons, ministre ; Jean-Luc Mélenchon, Claude Estier, Germain Authié, Jacques Larché, président de la commission ; Raymond Bourgine.*

Avant l'art. 1er (p. 5371).

Rejetés : amendements (art. additionnels) de Mme Hélène Luc, soutenus par M. Jean-Luc Bécart, n° 25 : respect par la République française des engagements pris par elle en 1983 : légitimité du peuple canaque ; autodétermination (p. 5372) – Et n° 26 : création d'une commission d'enquête sur les atteintes aux libertés en Nouvelle-Calédonie (p. 5373) – Amendement n° 28 (art. additionnel) de M. André Méric, soutenu par M. Jean-Luc Mélenchon : statut particulier et évolutif de la Nouvelle-Calédonie : conformité à la mission traditionnelle de la France de conduire les peuples dont elle a pris la charge à la liberté de s'administrer eux-mêmes (p. 5373).

Art. 1er (*Composition du territoire de la Nouvelle-Calédonie – Principes d'administration)* (p. 5373).

Rejetés : amendement n° 29 de M. Henri Méric, soutenu par M. Claude Estier : suppression de cette article (p. 5374).

– L'article 1er est adopté (p. 5374).

Art. 2 *(Institutions du territoire)* (p. 5374).

Rejetés : amendements de M. André Méric, n° 30, soutenu par M. Claude Estier : suppression de cet article (p. 5375) – N° 31,

soutenu par M. Claude Estier : substitution de l'appellation « conseil coutumier territorial » à l'appellation « assemblée coutumière » (p. 5375) – Et n° 32, soutenu par M. Jean-Luc Mélenchon : inclusion des conseils coutumiers régionaux parmi les institutions du territoire (p. 5375).

– L'article 2 est adopté (p. 5376).

Art. 3 *(Délimitation des régions)* (p. 5376).

Rejeté : amendement n° 33 de M. André Méric, soutenu par M. Germain Authié : maintien des quatre régions telles qu'elles ont été délimitées par la loi du 23 août 1985 (p. 5376).

– L'article 3 est adopté (p. 5376).

Art. 4 *(Délimitation des aires culturelles coutumières)* (p. 5376).

Rejeté : amendement n° 34 de M. André Méric, soutenu par M. Jean-Luc Mélenchon : constitution et composition du conseil coutumier territorial (p. 5376).

– L'article 4 est adopté (p. 5377).

TITRE PREMIER

DES COMPETENCES DE L'ETAT, DU TERRITOIRE, DES REGIONS, DES COMMUNES ET DE L'ASSEMBLEE COUTUMIERE

Art. 5 *(Compétence de droit commun du territoire)* – Adopté (p. 5377).

Art. 6 *(Compétences de l'Etat)* (p. 5377).

Rejetés : amendement de M. André Méric, soutenu par M. Claude Estier, n° 35 : rétablissement de l'office foncier de la Nouvelle-Calédonie et dépendances : établissement public de l'Etat ; sa mission (p. 5377) – Et n° 36 : maintien de l'office culturel scientifique et technique canaque (p. 5378).

– L'article 6 est adopté (p. 5378).

Art. 7 *(Compétences des régions)* (p. 5378).

Adoptés : amendement n° 39 de M. André Méric, soutenu par M. Germain Authié : réforme foncière : rôle de la région (p. 5380) ; sous-amendement n° 97 de M. Jacques Larché, président de la commission (p. 5380).

Rejeté : amendement de M. André Méric, soutenu par M. Germain Authié n° 37 : compétence de la région en matière d'enseignement primaire obligatoire, d'enseignement des langues et cultures locales (p. 5379) – N° 38 : compétence de la région en matière de réforme foncière avec le concours de l'Etat et de l'office foncier (p. 5379) – Et n° 40 : établissement d'un projet régional d'aménagement et de développement économique, social et culturel par le conseil de région (p. 5380).

– L'article 7 est adopté (p. 5381).

Art. 8 *(Modification du régime communal)* – Adopté (p. 5381).

Art. 9 *(Attributions de l'assemblée coutumière)* (p. 5381).

Rejetés : amendement de M. André Méric, soutenu par M. Claude Estier, n° 41 : rôle consultatif de l'assemblée coutumière sur les propositions de délibération du conseil de région relatives à la réforme foncière et à l'enseignement (p. 5382) – N° 42 : possibilité de prendre ou de retrouver un statut civil coutumier (p. 5382) – Et n° 43 : mission de conciliation de l'assemblée coutumière dans les conflits mettant en cause les citoyens de statut civil particulier (p. 5382).

– L'article 9 est adopté (p. 5382).

TITRE II

DE L'ORGANISATION DES POUVOIRS PUBLICS DU TERRITOIRE

Art. 10 *(Composition du conseil exécutif)* (p. 5383).

Rejeté : amendement n° 44 de M. André Méric, soutenu par M. Claude Estier : maintien de la composition du conseil exécutif consultatif institué par la loi du 23 août 1985 : suppression des cinq membres élus (p. 5383).

– L'article 10 est adopté (p. 5384).

Art. 11 *(Désignation du Président du conseil exécutif)* – Adopté (p. 5384).

Art. 12 *(Désignation des membres élus du conseil exécutif)* (p. 5384).

Adoptés : amendements rédactionnels n° 2 et n° 3 de M. Jean-Marie Girault, rapporteur (p. 5384 et 5385).

Rejeté : amendement n° 46 de M. André Méric, soutenu par M. Claude Estier : suppression de la possibilité de faire figurer des membres extérieurs au congrès sur les listes (p. 5385).

Retiré : amendement n° 45 de M. André Méric, soutenu par M. Claude Estier : suppression de cet article (p. 5384).

– L'article 12 est adopté (p. 5385).

Art. 13 *(Proclamation des résultats de l'élection du conseil exécutif)* (p. 5385).

Adopté : amendement rédactionnel n° 4 de M. Jean-Marie Girault, rapporteur (p. 5385).

Retiré : amendement n° 47 de M. André Méric, soutenu par M. Claude Estier : suppression de cet article (p. 5385).

– L'article 13, ainsi modifié, est adopté (p. 5385).

Art. 14 *(Incompatibilité entre la qualité de membre du congrès et celle de membre du conseil exécutif)* (p. 5385).

Adopté : amendement rédactionnel n° 5 de M. Jean-Marie Girault, rapporteur (p. 5386).

Rejeté : amendement n° 48 de M. André Méric, soutenu par M. Jean-Luc Mélenchon : suppression de cet article (p. 5386).

– L'article 14, ainsi modifié, est adopté (p. 5386).

Art. 15 *(Incompatibilités applicables aux membres du conseil exécutif du territoire)* (p. 5386).

Adoptés : amendements de M. Jean-Marie Girault, rapporteur, n° 6 : suppression de la précision : conseiller régional « de métropole ou de département d'outre-mer » (p. 5386) – Et n° 7 : compatibilité des fonctions de membre du conseil exécutif et de membre d'un conseil de région (p. 5386).

– L'article 15, ainsi modifié, est adopté (p. 5386).

Art. 16 *(Régime des incompatibilités applicables aux membres élus du conseil exécutif)* (p. 5386).

Adopté : amendement rédactionnel n° 8 de M. Jean-Marie Girault, rapporteur (p. 5386).

Retiré : amendement n° 49 de M. André Méric, soutenu par M. Germain Authié : suppression de la mention : « membres élus de ce conseil » (p. 5386).

– L'article 16, ainsi modifié, est adopté (p. 5386).

Art. 17 *(Limitation de la portée de certaines incompatibilités applicables aux membres de droit du conseil exécutif)* – Adopté (p. 5385).

Art. 18 *(Durée du mandat du conseil exécutif)* – Adopté (p. 5387).

Art. 19 *(Renouvellement du conseil exécutif en cas de vacance de la présidence)* (p. 5387).

Adopté : : amendement n° 9 de M. Jean-Marie Girault, rapporteur : suppression de l'obligation pour le haut commissaire d'informer les présidents des conseils de région en cas de vacance de la présidence du conseil exécutif (p. 5387).

– L'article 19, ainsi modifié, est adopté (p. 5387).

Art. 20 *(Démission ou décès d'un membre élu du conseil exécutif)* (p. 5387).

Adopté : amendement n° 10 de M. Jean-Marie Girault, rapporteur : suppression de la nécessité d'informer les présidents des conseils de région en cas de démission ou décès d'un membre élu du conseil exécutif (p. 5387).

Retiré : amendement n° 50 de M. André Méric, soutenu par M. Jean-Luc Mélenchon : suppression de cet article (p. 5387).

– L'article 20, ainsi modifié, est adopté (p. 5387).

Art. 21 *(Démission collective des membres élus du conseil exécutif)* (p. 5387).

Adopté: amendement n° 11 de M. Jean-Marie Girault, rapporteur, analogue à son amendement n° 10 (p. 5388).

– L'article 21, ainsi modifié, est adopté (p. 5388).

Art. 22 *(Election du président et des membres du conseil exécutif)* (p. 5388).

Retiré: amendement n° 12 de M. Jean-Marie Girault, rapporteur: insertion de la mention « membres élus », par coordination avec l'amendement n° 2 du même auteur (p. 5388).

– L'article 22 est adopté (p. 5388).

Art. 23 *(Convocation et lieu de réunion du conseil exécutif du territoire – Règles de quorum)* (p. 5388).

Adopté: amendement n° 13 de M. Jean-Marie Girault, rapporteur: nouvelle convocation du congrès du territoire lorsque le quorum n'a pas été atteint lors de la première séance (p. 5388).

– L'article 23, ainsi modifié, est adopté (p. 5388).

Art. 24 *(Ordre du jour du conseil exécutif du territoire)* – Adopté (p. 5388).

Art. 25 *(Conditions de la participation du haut commissaire aux séances du conseil exécutif)* – Adopté (p. 5389).

Art. 26 *(Présidence des séances du conseil exécutif)* – Adopté (p. 5389).

Art. 27 *(Tenue des séances du conseil exécutif – Secret des délibérations – Publicité des décisions par voie de communiqué)* – Adopté (p. 5389).

Art. 28 *(Régime indemnitaire des membres du conseil exécutif)* – Adopté (p. 5389).

Art. 29 *(Préparation et exécution des délibérations du congrès)* – Adopté (p. 5389).

Art. 30 *(Compétences du conseil exécutif en matière de réglementation)* – Adopté (p. 5389).

Art. 31 *(Compétences du conseil exécutif en matière d'administration)* (p. 5389).

Rejeté: amendement n° 51 de M. André Méric, soutenu par M. Jean-Luc Mélenchon: suppression de l'aménagement foncier et du développement rural du territoire de la compétence du conseil exécutif (p. 5390).

– L'article 31 est adopté (p. 5390).

Art. 32 *(Nominations relevant du conseil exécutif)* – Adopté (p. 5390).

Art. 33 *(Projet d'investissements étrangers dans le territoire)* – Adopté (p. 5390).

Art. 34 *(Suppression ou réduction des droits fiscaux)* – Adopté (p. 5390).

Art. 35 *(Ediction de peines contraventionnelles)* (p. 5390).

Adopté: amendement n° 98 de M. Jean-Marie Girault, rapporteur: suppression de la possibilité pour le conseil exécutif d'assortir les infractions de peines d'emprisonnement (p. 5391).

– L'article 35, ainsi modifié, est adopté (p. 5391).

Art. 36 *(Attributions consultatives du conseil exécutif)* – Adopté (p. 5391).

Art. 37 *(Autres attributions du conseil exécutif)* (p. 5391).

Retiré: amendement n° 52 de M. André Méric, soutenu par M. Jean-Luc Mélenchon: faculté pour le conseil exécutif d'émettre des voeux sur les questions relevant de la compétence de l'Etat (p. 5392).

– L'article 37 est adopté (p. 5392).

Art. 38 *(Comité consultatif du crédit)* – Adopté (p. 5392).

Art. 39 *(Comité consultatif des mines)* – Adopté (p. 5392).

Art. 40 *(Exercice collégial de ses attributions par le conseil exécutif)* – Adopté (p. 5392).

Art. 41 *(Caractère exécutoire des décisions du conseil exécutif)* – Adopté (p. 5392).

Art. 42 *(Attributions du conseil exécutif en matière de relations internationales)* – Adopté (p. 5392).

Art. 43 *(Attributions du président du conseil exécutif)* (p. 5392).

Adopté: amendement n° 14 de M. Jean-Marie Girault, rapporteur: amendement rédactionnel destiné à rectifier une erreur matérielle (p. 5393).

Retiré: amendement n° 53 de M. André Méric, retiré par M. Germain Authié (p. 5392).

– L'article 43, ainsi modifié, est adopté (p. 5393).

Art. 44 *(Délégation de compétences au président du conseil exécutif)* – Adopté (p. 5393).

Art. 45 *(Secrétaire général du conseil exécutif)* (p. 5393).

Rejeté: amendement n° 54 de M. André Méric, soutenu par M. Germain Authié: suppression de cet article (p. 5393).

– L'article 45 est adopté (p. 5393).

Art. 46 *(Coordination des services – Conventions entre l'Etat et le territoire)* – Adopté (p. 5393).

Art. 47 *(Mode de désignation du congrès)* (p. 5393).

Rejetés: amendements de M. André Méric, soutenus par M. Germain Authié, n° 55: suppression du deuxième alinéa de cet article relatif aux présidents des conseils de région (p. 5394) – Et n° 56: limitation à quatre ans du mandat des membres du congrès (p. 5394).

– L'article 47 est adopté (p. 5394).

Art. 48 *(Siège du congrès – Date de la première réunion)* – Adopté (p. 5394).

Art. 49 *(Désignation du président et des vice-présidents du congrès)* – Adopté (p. 5394).

Art. 50 *(Régime des cessions ordinaires du congrès)* – Adopté (p. 5394).

Art. 51 *(Sessions extraordinaires du congrès)* – Adopté (p. 5394).

Art. 52 et 52 bis *(Régime des délibérations du congrès – Police de l'assemblée – Délégation d'attributions aux vices-présidents)* – Adoptés (p. 5394).

Art. 53 *(Conditions de quorum – Délégations de vote)* – Adoptés (p. 5395).

Art. 54 *(Règlement intérieur du congrès)* – Adopté (p. 5395).

Art. 55 *(Ordre du jour du congrès)* – Adopté (p. 5395).

Art. 56 *(Conditions d'adoption des augmentations de dépenses ou des diminutions de recettes)* – Adopté (p. 5395).

Art. 57 *(Cas de nullité des délibérations du congrès)* – Adopté (p. 5395).

Art. 58 *(Indemnités allouées aux membres du congrès)* – Adopté (p. 5395).

Art. 59 *(Désignation d'une commission permanente du congrès)* – Adopté (p. 5395).

Art. 60 *(Fonctionnement de la commission permanente du congrès)* – Adopté (p. 5395).

Art. 61 *(Attributions de la commission permanente du congrès)* – Adopté (p. 5395).

Art. 62 *(Caractère exécutoire des délibérations du congrès et de sa commission permanente)* – Adopté (p. 5395).

Art. 63 *(Délibérations du congrès en matière de contributions directes ou de taxes assimilées)* – Adopté (p. 5395).

Art. 64 *(Accès du président du conseil exécutif aux séances du congrès)* (p. 5395).

Retiré : amendement n° 57 de M. André Méric, retiré par M. Germain Authié (p. 5396).

– L'article 64 est adopté (p. 5396).

Art. 65 *(Obligations du président du conseil exécutif à l'égard du congrès)* (p. 5396).

Rejeté : amendement n° 58 de M. André Méric, soutenu par M. Germain Authié : transmission au congrès d'un rapport annuel sur l'activité du conseil exécutif par son président (p. 5396).

– L'article 65 est adopté (p. 5396).

Art. 66 *(Compétence de droit commun du congrès)* – Adopté (p. 5396).

Art. 67 *(Compétences conjointes du congrès et de l'Etat en matière de zone économique)* – Adopté (p. 5396).

Art. 68 *(Compétences budgétaires du congrès)* – Adopté (p. 5396).

Art. 69 *(Procédure budgétaire devant le congrès)* – Adopté (p. 5396).

Art. 70 *(Ediction de peines contraventionnelles par le congrès)* (p. 5396).

Adopté : amendement n° 94 de MM. Jacques Larché, président de la commission, et Jean-Marie Girault, rapporteur, qui le soutient : possibilité pour le congrès d'assortir les infractions au règlement qu'il édicte de seules peines d'amendes (p. 5397).

– L'article 70, ainsi modifié, est adopté (p. 5397).

Art. 71 *(Homologation des peines correctionnelles édictées par le congrès)* (p. 5397).

Adopté : amendement n° 95 de MM. Jacques Larché, président de la commission et Jean-Marie Girault, rapporteur, qui le soutient : possibilité pour le congrès de prévoir l'application des peines contraventionnelles d'emprisonnement (p. 5397).

– L'article 71, ainsi modifié, est adopté (p. 5397).

Art. 72 *(Réglementation du droit de transaction)* – Adopté (p. 5397).

Art. 73 *(Commissions d'enquête ou de contrôle du congrès)* (p. 5397).

Adopté : amendement n° 15 de M. Jean-Marie Girault, rapporteur : règles de fonctionnement des commissions d'enquête ou de contrôle du congrès : cas où une information judiciaire est ouverte sur des faits ayant motivé la création d'une commission (p. 5397).

– L'article 73, ainsi modifié, est adopté (p. 5397).

Art. 74 *(Attributions consultatives du congrès)* – Adopté (p. 5397).

Art. 75 *(Adoption de voeux par le congrès)* – Adopté (p. 5397).

Art. 76 *(Désignation de l'assemblée coutumière)* (p. 5397).

Rejetés : amendements de M. André Méric, soutenus par M. Germain Authié, n° 59 : maintien des conseils consultatifs coutumiers mis en place par la loi du 23 août 1985 (p. 5398) – Et n° 60 : suppression des termes « à raison d'un par grande chefferie des aires culturelles mentionnées à l'article 4 » sur le motif que ces chefferies ne sont pas d'origine coutumière (p. 5398).

– L'article 76 est adopté (p. 5398).

Art. 77 *(Durée du mandat de l'assemblée coutumière)* (p. 5398).

Rejeté : amendement n° 61 de M. André Méric, soutenu par M. Germain Authié : suppression de cet article (p. 5399).

Retiré : amendement n° 62 de M. André Méric, soutenu par M. Germain Authié : réduction de la durée du mandat des membres de l'assemblée coutumière (p. 5399).

– L'article 77 est adopté (p. 5399).

Art. 78 *(Réunion de l'assemblée coutumière)* – Adopté (p. 5399).

Art. 79 *(Consultation de l'assemblée coutumière)* – Adopté (p. 5399).

Art. 80 *(Régime indemnitaire des membres de l'assemblée coutumière)* – Adopté (p. 5399).

Art. 81 *(Budget de l'assemblée coutumière)* – Adopté (p. 5399).

Art. 82 *(Composition du comité économique et social)* (p. 5399).

Rejeté : amendement n° 63 de M. André Méric, soutenu par M. Germain Authié : participation de représentants de la coutume au comité économique et social (p. 5400).

– L'article 82 est adopté (p. 5400).

Art. 83 *(Représentation des catégories d'activités au comité économique et social)* (p. 5400).

Rejeté : amendement n° 64 de M. André Méric, soutenu par M. Germain Authié : suppression de cet article (p. 5400).

– L'article 83 est adopté (p. 5400).

Art. 84 *(Conditions d'éligibilité au comité économique et social)* (p. 5400).

Rejetés : amendements de M. André Méric, soutenu par M. Germain Authié, n° 65 : suppression de cet article (p. 5401) – Et n° 66 : suppression de la condition d'appartenance au comité économique et social pour les représentants des groupements professionnels et associatifs (p. 5401).

– L'article 84 est adopté (p. 5401).

Art. 85 *(Incompatibilités avec la qualité de membre du comité économique et social)* – Adopté (p. 5401).

Art. 86 *(Composition et désignation des membres du comité économique et social)* (p. 5401) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 87 *(Fonctionnement du comité économique et social)* (p. 5401).

Adopté : amendement n° 16 de M. Jean-Marie Girault, rapporteur : nouvelle rédaction de l'article de nature à préciser que le comité économique et social siège pendant les sessions ordinaires du congrès (p. 5401).

– L'article 87, ainsi modifié, est adopté (p. 5401).

Art. 88 *(Attributions du comité économique et social)* – Adopté (p. 5401).

Art. 89 *(Budget du comité économique et social)* – Adopté (p. 5401).

Après l'art. 89 (p. 5401).

Rejeté : amendement n° 67 (art. additionnel) de M. André Méric, soutenu par M. Germain Authié : possibilité pour le conseil de région de créer un comité économique et social régional (p. 5401).

TITRE III

DES INSTITUTIONS DE LA REGION

Art. 90 *(Composition du conseil de région)* (p. 5402).

Adoptés : amendement n° 69 de M. André Méric, soutenu par M. Germain Authié : appartenance aux collectivités territoriales de la République des régions de la Nouvelle-Calédonie (p. 5403) – Amendement n° 17 de M. Jean-Marie Girault, rapporteur : suppression d'une précision figurant déjà à l'article 47 du présent projet (p. 5403).

Rejeté : amendement n° 68 de M. André Méric, soutenu par M. Germain Authié : principe de libre administration des régions de la Nouvelle-Calédonie, collectivités territoriales ; respect des attributions de l'Etat, du territoire et des communes (p. 5402).

– L'article 90, ainsi modifié, est adopté (p. 5403).

Art. 91 *(Siège du conseil de région)* – Adopté (p. 5403).

Art. 92 *(Désignation du bureau du conseil de région)* – Adopté (p. 5403).

Art. 93 *(Réunions du conseil de région : rôle de son président)* – Adopté (p. 5403).

Art. 94 *(Réunions du conseil de région : obligation et limitation)* – Adopté (p. 5403).

Art. 95 *(Délégations de vote)* – Adopté (p. 5403).

Art. 96 *(Condition de quorum)* – Adopté (p. 5403).

Art. 97 *(Règlement intérieur du conseil de région)* – Adopté (p. 5403).

Art. 98 *(Délégations de certaines compétences au bureau)* – Adopté (p. 5403).

Art. 99 *(Ordre du jour et procès verbal des séances du conseil de région)* – Adopté (p. 5403).

Art. 100 *(Publicité des séances du conseil de région)* – Adopté (p. 5403).

Art. 101 *(Remboursement des frais exposés par les conseillers de région)* – Adopté (p. 5403).

Art. 102 *(Caractère exécutoire des actes émanant du conseil de région)* – Adopté (p. 5403).

Art. 103 *(Attributions du président du conseil de région)* – Adopté (p. 5403).

Art. 104 *(Délégations de pouvoirs par le président du conseil de région aux vices-présidents)* (p. 5404) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 105 *(Direction des services administratifs de la région)* – Adopté (p. 5404).

Art. 106 *(Police de l'assemblée du conseil de région)* – Adopté (p. 5404).

Art. 107 *(Contrôle du président par le conseil de région)* – Adopté (p. 5404).

Art. 108 *(Vacance de la présidence ou de la vice-présidence)* – Adopté (p. 5404).

Art. 109 *(Concours des services de l'Etat et des services du territoire)* (p. 5404).

Rejeté : amendement n° 70 de M. André Méric, soutenu par M. Jean-Luc Mélenchon : réduction de moitié du délai prévu pour conclure des conventions (p. 5404).

– L'article 109 est adopté (p. 5404).

Art. 110 *(Emplois titulaires des régions)* – Adopté (p. 5405).

Art. 111 *(Agents contractuels et fonctionnaires détachés)* (p. 5405).

Rejeté : amendement n° 71 de M. André Méric, soutenu par M. Jean-Luc Mélenchon : maintien des possibilités d'accès à la fonction publique du territoire à des personnes non titulaires du baccalauréat mais justifiant d'une expérience professionnelle (p. 5405).

– L'article 111 est adopté (p. 5405).

Art. 112 *(Recrutements directs)* – Adopté (p. 5405).

Art. 113 *(Ressources de la région)* (p. 5405).

Rejetés : amendements de M. André Méric, soutenus par M. Germain Authié, n° 72 : précision de la nature des ressources fiscales propres à la région (p. 5406) – Et n° 73 : versements globalisés de l'Etat aux régions identiques à ceux dont bénéficient les régions de métropole (p. 5407).

Retiré : amendement n° 74 de M. André Méric, retiré par M. Germain Authié (p. 5407).

– L'article 113 est adopté (p. 5407).

Art. 114 *(Dotation de fonctionnement des régions)* (p. 5407).

Adopté : amendement n° 18 de M. Jean-Marie Girault, rapporteur : augmentation du taux de ressources fiscales représentant le minimum de dotation ; affectation d'au moins la moitié de ces ressources à la seconde part de péréquation ; plancher garanti d'attribution à ce titre et mode de répartition du surplus (p. 5410).

Rejetés : sur l'amendement n° 18 de la commission, sous-amendements n° 75 et n° 76 de M. André Méric, soutenus par M. Jean-Luc Mélenchon (p. 5410).

– L'article 114, dans la rédaction de l'amendement n° 18, est adopté (p. 5410).

Après l'art. 114 (p. 5410).

Rejeté : amendement n° 79 (art. additionnel) de M. André Méric, soutenu par M. Jean-Luc Mélenchon : progression annuelle minimale de la dotation de fonctionnement (p. 5411).

Art. 115 *(Dotation d'équipement des régions)* (p. 5411).

Adopté : amendement n° 19 de M. Jean-Marie Girault, rapporteur : critères de répartition entre les régions de la dotation d'équipement ; part minimale perçue par chacune des régions (p. 5411).

Retiré : amendement n° 80 de M. André Méric, retiré par M. Jean-Luc Mélenchon (p. 5411).

– L'article 115, ainsi modifié, est adopté (p. 5411).

Art. 116 *(Commission territoriale des transferts de charges)* (p. 5411).

Adopté : amendement n° 20 de M. Jean-Marie Girault, rapporteur : précisions apportées aux modalités de fonctionnement de la commission territoriale des transferts de charges (p. 5412).

Rejeté : sur l'amendement n° 20 de la commission, sous-amendement n° 96 de M. André Méric, soutenu par M. Germain Authié (p. 5412).

Retiré : amendement n° 81 de M. André Méric, retiré par M. Germain Authié (p. 5411).

– L'article 116, dans la rédaction de l'amendement n° 20, est adopté (p. 5412).

Art. 117 *(Budget de la région)* – Adopté (p. 5412).

Art. 117 bis *(Budget de la région : procédure)* – Adopté (p. 5412).

TITRE IV

DU COMMISSAIRE DE LA REPUBLIQUE

Art. 118 *(Secrétaire général du haut commissaire et commissaires délégués)* – Adopté (p. 5412).

Art. 119 *(Attributions du haut commissaire)* (p. 5412).

Adopté : amendement n° 22 de M. Jean-Marie Girault, rapporteur : modification de pure forme (p. 5413).

– L'article 119, ainsi modifié, est adopté (p. 5413).

Art. 120 *(Présence du haut commissaire aux séances du congrès et des conseils de région)* – Adopté (p. 5413).

Art. 121 *(Publications au journal officiel de la Nouvelle-Calédonie)* (p. 5413).

Adopté : amendement n° 23 de M. Jean-Marie Girault, rapporteur : précision des responsabilités du haut commissaire en matière de publication des lois et décrets au journal officiel du territoire (p. 5413).

– L'article 121, dans la rédaction de l'amendement n° 23, est adopté (p. 5413).

Art. 122 *(Modalités du contrôle de légalité)* – Adopté (p. 5413).

Art. 123 *(Fonctionnement régulier des pouvoirs publics dans le territoire)* – Adopté (p. 5413).

Art. 124 *(Pouvoirs de substitution du haut commissaire)* – Adopté (p. 5413).

Art. 125 *(Rôle de conciliation du haut commissaire)* – Adopté (p. 5413).

Art. 126 *(Commission paritaire ; conseil exécutif ; assemblée coutumière)* – Adopté (p. 5413).

Art 127 *(Contrôle des budgets du territoire et des régions)* – Adopté (p. 5414).

Art. 128 *(Inscription des dépenses obligatoires)* – Adopté (p. 5414).

TITRE V

DU COMPTABLE DU TERRITOIRE ET DE LA REGION, DU CONTROLE FINANCIER ET DE LA CHAMBRE TERRITORIALE DES COMPTES

Art. 129 *(Nomination des comptables du territoire et de la région)* – Adopté (p. 5414).

Art. 130 *(Contrôle par le comptable de la légalité des ordonnancements)* – Adopté (p. 5414).

Art. 131 *(Institution d'une chambre territoriale des comptes)* – Adopté (p. 5414).

Art. 132 *(Attributions de la chambre territoriale des comptes)* – Adopté (p. 5414).

TITRE VI

DES ELECTIONS AUX CONSEILS DE REGION ET AU CONGRES

Art. 133 *(Mode de scrutin pour les élections aux conseils de région)* – Adopté (p. 5414).

Art. 134 *(Extension du titre premier du livre premier du code électoral)* – Adopté (p. 5415).

Art. 135 *(Adaptations du code électoral ; inéligibilités et incompatibilités)* – Adopté (p. 5415).

Art. 136 *(Convocation des électeurs)* – Adopté (p. 5415).

Art. 137 *(Campagne électorale radiodiffusée et télévisée)* (p. 5415).

Rejeté : amendement n° 82 de M. André Méric, soutenu par M. Germain Authié : interdiction par la commission nationale de la communication et des libertés (CNCL) d'installer de nouveaux émetteurs pendant la campagne électorale (p. 5416).

– L'article 137 est adopté (p. 5416).

Art. 138 *(Extension de la législation relative aux sondages)* – Adopté (p. 5416).

TITRE VII

DISPOSITIONS DIVERSES ET TRANSITOIRES

Art. 139 *(Régime dérogatoire des sociétés d'économie mixte)* – Adopté (p. 5417).

Art. 140 *(Personnalité morale des groupements de droit particulier local)* – Adopté (p. 5417).

Art. 141 *(Déclassement de dispositions législatives)* (p. 5417).

Rejeté : amendement n° 83 de M. André Méric, soutenu par M. Germain Authié : suppression du deuxième alinéa de cet article relatif au déclassement des dispositions relatives à la fiscalité des régions de la Nouvelle-Calédonie et dépendances, à la contribution foncière et à la patente (p. 5417).

– L'article 141 est adopté (p. 5417).

Art. 142 *(Transfert à l'Etat du service public pénitentiaire)* – Adopté (p. 5417).

Art. 143 *(Dissolution du congrès ou d'un conseil de région)* – Adopté (p. 5417).

Après l'art. 143 (p. 5417).

Rejetés : amendements (art. additionnels) de M. André Méric, soutenus par M. Jean-Luc Mélenchon, n° 84 : limitation du montant des subventions et aides financières de fonctionnement de l'Etat au budget du territoire au double des sommes perçues par ce dernier au titre des impôts sur le revenu des personnes physiques (p. 5418) – N° 85 : parité de rémunération entre les agents publics en Nouvelle-Calédonie et en métropole, compte tenu du SMIC local et métropolitain ; règle identique pour les retraites (p. 5418) – N° 88 : procédure de recours dans le cas d'une mesure d'éloignement du territoire frappant un agent public pour des raisons politiques (p. 5420) – Et n° 89 : garantie du pluralisme des émissions diffusées par la société de radiodiffusion et de télévision pour l'outre-mer (RFO) assurée par la CNCL (p. 5421).

Retirés : amendements (art. additionnels) de M. André Méric, soutenus par M. Jean-Luc Mélenchon, n° 86 : indemnisation par la République française des ayants droit des personnes victimes des événements survenus le 5 décembre 1984 à Hienghène (p. 5419) – Et n° 87 : restitution aux familles et aux tribus des restes mortels de personnes originaires de la Nouvelle-Calédonie, détenus en métropole (p. 5419).

Art. 144 *(Prorogation des mandats en cours ; date des prochaines élections)* – Adopté (p. 5421).

Art. 145 *(Extension de dispositions pénales)* – Adopté (p. 5421).

Art. 146 *(Abrogations)* (p. 5421).

Retirés : amendements n[os] 90, 91, 92 et 93 de M. André Méric, retirés par M. Germain Authié (p. 5422).

– L'article 146 est adopté (p. 5422).

Art. 147 *(Entrée en vigueur de la loi)* – Adopté (p. 5422).

Explications de vote sur l'ensemble : *MM. Raymond Bourgine* (p. 5422, 5423), *Jean-Luc Mélenchon* (p. 5423, 5424).

Scrutin public n° 70 (p. 5424).

Adoption (14 décembre 1987) (p. 5424).

Discussion (commission mixte paritaire)

(19 décembre 1987) (p. 5776, 5783).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5776, 5779) : *MM. Jean-Marie Girault, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire ; Bernard Pons, ministre des départements et territoires d'outre-mer ; Jean Garcia, Dick Ukeiwé.*

Agence de développement rural et d'aménagement foncier (ADRAF) : *Garcia (Jean)* (p. 5777).

Armée : *Garcia (Jean)* (p. 5777, 5778).

Colonialisme : *Garcia (Jean)* (p. 5777, 5778, 5779).

Commissions d'enquête ou de contrôle : *Garcia (Jean)* (p. 5777).

Coutume : *Ukeiwé (Dick)* (p. 5779).

Démographie : *Garcia (Jean)* (p. 5778).

Dotation globale de fonctionnement (DGF) : *Girault (Jean-Marie)* (p. 5776).

Droits de l'homme : *Garcia (Jean)* (p. 5778).

Emploi : *Ukeiwé (Dick)* (p. 5779).

Enseignement : *Ukeiwé (Dick)* (p. 5779).

Finances locales : *Girault (Jean-Marie)* (p. 5776).

Justice : *Garcia (Jean)* (p. 5777).

Nouvelle-Calédonie (ethnies) : *Girault (Jean-Marie)* (p. 5776).

Nouvelle-Calédonie (régions) : *Girault (Jean-Marie)* (p. 5776).

Peines et amendes : *Girault (Jean-Marie)* (p. 5776).

Peuple canaque : *Garcia (Jean)* (p. 5777, 5778, 5779) ; *Ukeiwé (Dick)* (p. 5779).

Police : *Garcia (Jean)* (p. 5777).

Politique économique et sociale : *Garcia (Jean)* (p. 5778).

Polynésie française : *Garcia (Jean)* (p. 5778).

Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR) : *Garcia (Jean)* (p. 5778).

Référendums : *Garcia (Jean)* (p. 5778).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5779, 5782)

Art. 7, 12 (p. 5779).

Art. 13, 14, 15, 16, 19, 20, 21, 23, 35, 43, 70 (p. 5780).

Art. 71, 73, 87, 90, 114, 115, 116 (p. 5781).

Art. 119, 121 (p. 5782).

Explications de vote sur l'ensemble : *M. Claude Estier* (p. 5782), *Mme Paulette Fost* (p. 5782, 5783).

Scrutin public n° 100 (p. 5783).

Adoption (19 décembre 1987) (p. 5783).

O

Octroi de mer

Voir *Questions orales sans débat* n° **220**

Oeuvres d'art

Voir *Mécénat*, **2**

Ordre du jour du Sénat

Voir *Allocutions et communications*, **11 ; 13**
Conférence des présidents, **2 ; 3 ; 4 ; 5 ; 6**
Rappels au Règlement, **12 ; 24 ; 25 ; 26 ; 27 ; 28 ; 29 ; 30 ; 31 ; 44 ; 46 ; 47 ; 48 ; 49**

1. – **Observation sur l'ordre du jour**, de M. Félix Ciccolini : rappelle que le mercredi est le jour traditionnellement consacré aux réunions des commissions (5 mai 1987) (p. 700) – *MM. Félix Ciccolini, Jean Chérioux, vice-président du Sénat, président de séance.*

2. – **Modification de l'ordre du jour à la demande du Gouvernement** : projet de loi relatif au développement et à la transmission des entreprises (15 décembre 1987) (p. 5481) – *MM. Michel Darras, Pierre-Christian Taittinger, vice-président du Sénat, président de séance ; Jacques Larché, président de la commission des lois.*

3. – **Modifications de l'ordre du jour à la demande du Gouvernement** (16 décembre 1987) (p. 5545, 5546, 5547) – *MM. Etienne Dailly, vice-président du Sénat, président de séance ; Michel Darras.*

Ordre public

Voir *Commissions d'enquête ou de contrôle*, **1**
Nouvelle-Calédonie, **2**
Police, **1 ; 2 ; 4**
Polynésie française, **3**
Procédure pénale, **1**
Questions orales sans débat n° **222**
Traités et conventions, **20 ; 21**

1. – **Rapport fait par M. Paul Masson, au nom de la commission d'enquête,** créée en vertu d'une résolution adoptée par le Sénat le 17 décembre 1986, **chargée de recueillir des éléments d'information sur la préparation, l'organisation, le déroulement et la présentation des événements de novembre et décembre 1986** (12 juin 1987) [n° **270** (86-87)].

2. – **Proposition de loi tendant à réprimer l'incitation et l'aide au suicide,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Etienne Dailly, sénateur, et plusieurs de ses collègues (24 mai 1983) [n° **339** (82-83)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Etienne Dailly (2 juin 1983) [n° **359** (82-83)] – Discussion (9 juin 1983) (Voir Table des matières 1983 – **Ordre public 2)** – Adoption (9 juin 1983) [n° **134**].

NOUVEL INTITULE : **« Proposition de loi tendant à réprimer la provocation au suicide ».**

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (28 avril 1986) [n° **92**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Albert Mamy (commun avec la proposition n° 723 de M. Jacques Barrot) (28 octobre 1987) [n° **999**] – Discussion (14 décembre 1987) – Adoption (14 décembre 1987) [n° **205**].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (14 décembre 1987) [n° **165** (87-88)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Etienne Dailly (16 décembre 1987) [n° **172** (87-88)] – Discussion (19 décembre 1987) – Adoption (19 décembre 1987) [n° **58**].

PROMULGATION : Loi n° 87-1133 du 31 décembre 1987 (*JO* Lois et décrets du 1er janvier 1988).

Discussion des conclusions du rapport (première lecture)

Voir *Table des matières 1983 (p. 283)*

Discussion (deuxième lecture)

(19 décembre 1987) (p. 5771, 5776).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5771, 5775) : *MM. Albin Chalandon, ministre de la justice ; Etienne Dailly, rapporteur de la commission des lois ; Charles Lederman, Michel Darras.*

Assemblée nationale : *Dailly (Etienne)* (p. 5772).

Chômage : *Lederman (Charles)* (p. 5774).

Code pénal : *Chalandon (Albin)* (p. 5771) ; *Dailly (Etienne)* (p. 5772, 5773) ; *Lederman (Charles)* (p. 5775).

Euthanasie : *Chalandon (Albin)* (p. 5771) ; *Dailly (Etienne)* (p. 5773) ; *Lederman (Charles)* (p. 5775).

Jeunesse : *Dailly (Etienne)* (p. 5771, 5773, 5774) ; *Lederman (Charles)* (p. 5774).

Livre « Suicide, mode d'emploi » : *Dailly (Etienne)* (p. 5771, 5772) ; *Lederman (Charles)* (p. 5774).

Médicaments : *Dailly (Etienne)* (p. 5771, 5772, 5773).

Mineurs (d'âge) : *Dailly (Etienne)* (p. 5773).

Mortalité : *Dailly (Etienne)* (p. 5771) ; *Lederman (Charles)* (p. 5774).

Peines et amendes : *Dailly (Etienne)* (p. 5772, 5773).

Procédure parlementaire : *Dailly (Etienne)* (p. 5772).

Propositions de loi : *Dailly (Etienne)* (p. 5772).

Publicité : *Dailly (Etienne)* (p. 5773).

Sociétés industrielles : *Lederman (Charles)* (p. 5774).

Suicide : *Chalandon (Albin)* (p. 5771) ; *Dailly (Etienne)* (p. 5771, 5772, 5773, 5774) ; *Darras (Michel)* (p. 5775) ; *Lederman (Charles)* (p. 5774, 5775).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5775) : *M. Etienne Dailly, rapporteur.*

Art. 1er *(Répression pénale de la provocation au suicide tenté ou consommé par autrui : articles 318-1 et 318-2 nouveaux du code pénal)* (p. 5775).

Parole sur l'article : *M. Etienne Dailly* (p. 5775).

– L'art. 1er est adopté (p. 5775).

Art. 2 (p. 5775) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Explication de vote sur l'ensemble : *M. Jacques Machet* (p. 5775).

Scrutin public n° 99 (p. 5776).

Adoption (19 décembre 1987) (p. 5776).

Ordres professionnels

1. – **Proposition de loi visant à garantir le libre exercice de la profession de géomètre-expert,** PRESENTEE AU SENAT par MM. Jacques Mossion, Jean Colin et Roger Boileau, sénateurs (9 janvier 1986 ; rectifiée le 21 janvier 1986) [n° **286** (85-86)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport de M. Jean Colin (15 avril 1986) [n° **335** (85-86)] – Discussion (29 avril 1986) (Voir Table des matières 1986 – **Prix et concurrence 1)** – Adoption (29 avril 1986) [n° **113**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (29 avril 1986) [n° **99**] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Jean-Paul Charié (27 mai 1987) [n° **793**] – Discussion (16 juin, 7 juillet 1987) – Adoption (7 juillet 1987) [n° **156**].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (9 juillet 1987) [n° **367** (86-87)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport de M. Jean Colin (14 octobre 1987) [n° **50** (87-88)] – Discussion (22 octobre 1987) – Adoption (22 octobre 1987) [n° **5**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (23 octobre 1987) [n° **974**] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Jean-Paul Charié (25 novembre 1987) [n° **1064**] – Discussion (2 décembre 1987) – Adoption (2 décembre 1987) [n° **196**].

PROMULGATION : Loi n° 87-998 du 15 décembre 1987 (*J.O.* Lois et décrets du 16 décembre 1987).

Discussion des conclusions du rapport (première lecture)

Voir *Table des matières 1986 (p. 244)*

Discussion (deuxième lecture)

(22 octobre 1987) (p. 3405, 3418).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3405, 3410) : *MM. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports ; Jean Colin, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Robert Laucournet, Gérard Larcher, Jacques Mossion, Philippe de Bourgoing.*

Commissions administratives paritaires : *Colin (Jean)* (p. 3407).

Communauté économique européenne (CEE) : *Colin (Jean)* (p. 3406) ; *Larcher (Gérard)* (p. 3408) ; *Mossion (Jacques)* (p. 3409).

Concurrence : *Colin (Jean)* (p. 3405) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 3405).

Consommateurs (protection et information) : *Larcher (Gérard)* (p. 3408) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 3405) ; *Mossion (Jacques)* (p. 3409).

Déontologie (règles) : *Mossion (Jacques)* (p. 3409).

Experts agricoles fonciers et forestiers : *Bourgoing (Philippe de)* (p. 3410) ; *Colin (Jean)* (p. 3406) ; *Laucournet (Robert)* (p. 3407, 3408) ; *Mossion (Jacques)* (p. 3409).

Géomètres-experts : *Bourgoing (Philippe de)* (p. 3410) ; *Colin (Jean)* (p. 3405, 3406) ; *Larcher (Gérard)* (p. 3408) ; *Laucournet (Robert)* (p. 3407, 3408) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 3405) ; *Mossion (Jacques)* (p. 3409, 3410).

Monopoles : *Bourgoing (Philippe de)* (p. 3410) ; *Laucournet (Robert)* (p. 3407, 3408).

Propriété (droit) : *Colin (Jean)* (p. 3406) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 3405).

Topographes : *Colin (Jean)* (p. 3406) ; *Laucournet (Robert)* (p. 3407, 3408) ; *Mossion (Jacques)* (p. 3409).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3410, 3418) : *MM. Jean Colin, rapporteur ; Pierre Méhaignerie, ministre ; Robert Laucournet, Alain Pluchet, Jacques Descours Desacres, Jacques Mossion.*

Art. 1er A *(Définition des activités de géomètre-expert)* (p. 3410).

Retirés : amendements n°s 23, 24 et 25 de M. Alain Pluchet (p. 3412).

– L'art. 1er A est adopté (p. 3413 ; précédemmment réservé p. 3410).

Art. 1er B *(Champ du monopole des géomètres-experts)* (p. 3410).

Rejeté : amendement n° 19 de M. Robert Laucournet : extension aux experts agricoles et fonciers et aux experts forestiers des compétences réservées aux géomètres-experts (p. 3413).

Retirés : amendement n° 1 de M. Jean Colin, rapporteur, rédactionnel (p. 3411) – Amendement n° 26 de M. Alain Pluchet, analogue à l'amendement n° 19 de M. Robert Laucournet (p. 3412).

– L'art. 1er B est adopté (p. 3413).

Après l'art. 1er B (p. 3413).

Rejeté : amendement (art. additionnel) n° 2 de M. Jean Colin, rapporteur, de coordination (p. 3413).

Art. 1er C *(Conditions d'inscription au tableau de l'Ordre des géomètres-experts)* – Adopté (p. 3413).

Art. 1er D *(Conditions de moralité requises pour l'inscription au tableau de l'Ordre)* – Adopté (p. 3413).

Art. 1er E *(Conditions de situation au regard des obligations militaires requises pour l'inscription au tableau de l'Ordre)* (p. 3413).

Retiré : amendement n° 3 de M. Jean Colin, rapporteur : suppression de cet article (p. 3414).

– L'art. 1er E est adopté (p. 3414).

Art. 1er *(Exercice illégal de la profession de géomètre-expert)* – Adopté (p. 3414).

Art. 2 *(Inscriptions à titre exceptionnel au tableau de l'Ordre)* (p. 3414).

Adoptés : amendements de M. Jean Colin, rapporteur, n° 4, rédactionnel (p. 3414) – Et n°s 5 et 6 : conditions d'inscription des experts agricoles et fonciers et des experts forestiers au tableau de l'Ordre (p. 3415).

Rejetés : amendement n° 20 de M. Robert Laucournet : conditions d'inscription des experts agricoles et fonciers et des experts forestiers au tableau de l'Ordre ; réduction de la durée d'exercice professionnel préalable (p. 3415) – Sur l'amendement n° 6 de M. Jean Colin, rapporteur, sous-amendement n° 15 de M. Auguste Chupin, soutenu par M. Jacques Mossion (p. 3415).

Retirés : amendements n°s 27 et 28 de M. Alain Pluchet (p. 3415).

– L'art. 2, ainsi modifié, est adopté (p. 3415).

Art. 3 *(Conditions d'exercice de la profession par les techniciens inscrits à titre exceptionnel au tableau de l'Ordre)* (p. 3415).

Adoptés : amendements de M. Jean Colin, rapporteur, n°s 7 et 8, de coordination (p. 3416) – Et n° 9, rédactionnel (p. 3416).

Rejeté : amendement n° 21 de M. Robert Laucournet : réduction de la durée de l'exercice professionnel préalable (p. 3416).

Retiré : sur l'amendement n° 8 de M. Jean Colin, rapporteur, sous-amendement n° 16 de M. Auguste Chupin, soutenu par M. Jacques Mossion (p. 3416).

– L'art. 3, ainsi modifié, est adopté (p. 3416).

Art. 4 *(Institution d'une commission nationale paritaire)* (p. 3416).

Adoptés : amendements de M. Auguste Chupin, soutenus par M. Jacques Mossion, n° 17 : suppression de la qualification de « paritaire » (p. 3417) – Et n° 18 : désignation du président de la commission par le ministre de l'urbanisme (p. 3417).

Rejeté : amendement n° 22 de M. Robert Laucournet : fixation par décret de la composition de la commission nationale paritaire (p. 3417).

Retirés : amendements de M. Jean Colin, rapporteur, n[os] 10 et 12 (p. 3417) – Et n° 11 (p. 3418).

– L'art. 4, ainsi modifié, est adopté (p. 3418).

Art. 5 *(Dispositions transitoires)* (p. 3418).

Adoptés : amendements de M. Jean Colin, rapporteur, n° 13 : extension des dispositions transitoires au cas des experts agricoles et fonciers et des experts forestiers (p. 3418) – Et n° 14 : caractère strictement transitoire des dispositions de cet article (p. 3418).

– L'art. 5, ainsi modifié, est adopté (p. 3418).

Explications de vote sur l'ensemble : *Mme Danielle Bidard-Reydet* (p. 3418) ; *M. André-Georges Voisin* (p. 3418) - Monopoles.

Adoption (22 octobre 1987) (p. 3418).

Organisation internationale de télécommunications par satellites (Intelsat)

Voir *Traités et conventions,* **34**

Organisation judiciaire

Voir *Tribunaux de commerce,* **1**

Organisations internationales

Voir *Traités et conventions,* **3**

Organisations syndicales

Voir *Questions orales sans débat* n° **165**

Otages (terrorisme)

Voir *Questions au Gouvernement* n° **232**

Ouvrages d'art

Voir *Equipement,* **1**

P

Pacifique

Voir *Questions orales avec débat* n° **147**

Pacifique (zone)

Voir *Questions au Gouvernement* n° **190**

Parcs d'attraction

Voir *Questions au Gouvernement* n° **171**

Parlement

Voir *Elections,* **4**
Haute Cour de justice, **1**
Questions au Gouvernement n° **214**
Rappels au Règlement, **38**
Sécurité sociale, **3**

1. – **Proposition de loi tendant à soumettre au Parlement la décision de suspendre un engagement international, notamment en matière de visa,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Pierre Vallon, sénateur, et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 9 juillet 1987 – 12 août 1987) [n° **383** (86-87)] – Renvoi à la commission des lois.

Parlement (information)

Voir *Rappels au Règlement,* **43**

Participation des salariés

Voir *Polynésie française,* **2**
Sociétés civiles et commerciales, **2**

1. – **Dépôt par le Gouvernement du premier rapport** sur l'application de la loi du 24 octobre 1980 créant une **distribution d'actions en faveur des salariés** des entreprises industrielles et commerciales, établi conformément à l'article 20 de ladite loi (8 avril 1987) (p. 63).

2. – **Proposition de loi tendant à faciliter la participation des salariés dans certains groupes de sociétés,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Pierre-Christian Taittinger, sénateur (20 octobre 1987) [n° **59** (87-88)] – Renvoi à la commission des lois.

Partis et groupements politiques

Voir *Questions au Gouvernement* n° **214**

1. – **Proposition de loi relative au financement et à la transparence des dépenses électorales des partis politiques,** PRESENTEE AU SENAT, par M. André Diligent, sénateur, et plusieurs de ses collègues (10 novembre 1987) [n° **89** (87-88)] – Renvoi à la commission des lois.

2. – **Proposition de loi tendant à assurer la transparence du patrimoine des élus et responsables politiques, l'accès égal des candidats au suffrage universel, le pluralisme de l'information et le statut des élus,** PRESENTEE AU SENAT, par Mme Hélène Luc, sénateur, et plusieurs de ses collègues (21 décembre 1987) [n° **204** (87-88)] – Renvoi à la commission des lois.

Patrimoine artistique, archéologique et historique

Voir *Lois de finances,* **1,** Culture et communication - Culture
Mécénat, **2**

1. – **Proposition de loi portant réforme de la loi n° 68-1251 du 31 décembre 1968 tendant à favoriser la conservation du patrimoine artistique national,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Jacques Grandon, sénateur (17 juin 1987) [n° **295** (86-87)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles.

2. – **Projet de loi de programme relatif au patrimoine monumental,** PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Jacques Chirac, Premier ministre, par M. François Léotard, ministre de la culture et de la communication (2 octobre 1987) [n° **6** (87-88)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Pour avis à la commission des finances – Rapport de M. Jacques Pelletier (3 novembre 1987) [n° **79** (87-88)] – Avis de M. Raymond Bourgine (3 novembre 1987) [n° **80** (87-88)] – Urgence – Discussion (5 novembre 1987) – Adoption (5 novembre 1987) [n° **30**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (6 novembre 1987) [n° **1019**] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Pour avis à la commission des finances – Rapport de M. Jean-Paul Fuchs (3 décembre 1987) [n° **1102**] – Avis de M. Jean de Gaulle (9 décembre 1987) [n° **1124**] – Discussion (18 décembre 1987) – Adoption (18 décembre 1987) [n° **212**].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (19 décembre 1987) [n° **187** (87-88)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Jean-Paul Fuchs (22 décembre 1987) [n° **1175**] – Discussion (22 décembre 1987) – Adoption (22 décembre 1987) [n° **237**].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Jacques Pelletier (21 décembre 1987) [n° **207** (87-88)] – Discussion (22 décembre 1987) – Adoption (22 décembre 1987) [n° **85**].

PROMULGATION : Loi n° 88-12 du 5 janvier 1988 (*J.O.* Lois et décrets du 6 janvier 1988).

Discussion (première lecture)

(5 novembre 1987) (p. 3684, 3698 ; 3718, 3731).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3684, 3698 ; 3718, 3721) : *M. François Léotard, ministre de la culture et de la communication ; Mme Marie-Antoinette Scavennec, présidente de la section du cadre de vie du Conseil économique et social, en remplacement de M. Pierre Delmon, rapporteur de cette section ; MM. Jacques Pelletier, rapporteur de la commission des affaires culturelles ; Raymond Bourgine, rapporteur pour avis de la commission des finances ; Maurice Schumann, président de la commission des affaires culturelles ; Pierre-Christian Taittinger, Ivan Renar, Louis de Catuelan, Henri de Raincourt, Guy Penne, René Régnault, René Trégouët.*

Administration (moyens d'action) : *Léotard (François)* (p. 3687).

Artistes et interprètes : *Renar (Ivan)* (p. 3695).

Associations : *Léotard (François)* (p. 3688).

Cathédrales : *Bourgine (Raymond)* (p. 3691) ; *Léotard (François)* (p. 3687) ; *Penne (Guy)* (p. 3718) ; *Régnault (René)* (p. 3719).

Collectivités territoriales : *Catuelan (Louis de)* (p. 3696) ; *Scavennec (Marie-Antoinette)* (p. 3688).

Communauté économique européenne (CEE) : *Pelletier (Jacques)* (p. 3691).

Communes : *Catuelan (Louis de)* (p. 3696) ; *Scavennec (Marie-Antoinette)* (p. 3688).

Communication audiovisuelle : *Renar (Ivan)* (p. 3695).

Conseil économique et social (avis) : *Léotard (François)* (p. 3720) ; *Scavennec (Marie-Antoinette)* (p. 3689).

Construction navale : *Catuelan (Louis de)* (p. 3696) ; *Léotard (François)* (p. 3720).

Contrôle parlementaire : *Pelletier (Jacques)* (p. 3690).

Cour carrée du Louvre (restauration) : *Renar (Ivan)* (p. 3694).

Création littéraire et artistique : *Penne (Guy)* (p. 3719) ; *Renar (Ivan)* (p. 3694, 3695) ; *Taittinger (Pierre-Christian)* (p. 3693).

Crédits budgétaires : *Bourgine (Raymond)* (p. 3691) ; *Léotard (François)* (p. 3686) ; *Pelletier (Jacques)* (p. 3689) ; *Scavennec (Marie-Antoinette)* (p. 3688).

Crédits budgétaires (répartition) : *Catuelan (Louis de)* (p. 3696) ; *Léotard (François)* (p. 3687, 3720) ; *Penne (Guy)* (p. 3718) ; *Raincourt (Henri de)* (p. 3697) ; *Renar (Ivan)* (p. 3694).

Crédits d'entretien : *Léotard (François)* (p. 3685, 3721) ; *Pelletier (Jacques)* (p. 3689) ; *Penne (Guy)* (p. 3718).

Culture (budget) : *Renar (Ivan)* (p. 3694).

Déconcentration : *Léotard (François)* (p. 3720).

Droits de mutation : voir Successions et libéralités.

Edifices classés : *Bourgine (Raymond)* (p. 3692) ; *Catuelan (Louis de)* (p. 3696) ; *Léotard (François)* (p. 3720) ; *Renar (Ivan)* (p. 3694).

Edifices classés (statistiques) : *Bourgine (Raymond)* (p. 3691) ; *Pelletier (Jacques)* (p. 3689).

Edifices cultuels : *Catuelan (Louis de)* (p. 3696) ; *Léotard (François)* (p. 3685).

Edifices inscrits à l'inventaire supplémentaire : *Pelletier (Jacques)* (p. 3690).

Emploi : *Renar (Ivan)* (p. 3695) ; *Scavennec (Marie-Antoinette)* (p. 3688).

Etat (rôle) : *Léotard (François)* (p. 3685).

Fiscalité : *Bourgine (Raymond)* (p. 3692) ; *Catuelan (Louis de)* (p. 3696) ; *Léotard (François)* (p. 3686) ; *Pelletier (Jacques)* (p. 3690, 3691) ; *Penne (Guy)* (p. 3718, 3719) ; *Raincourt (Henri de)* (p. 3697) ; *Schumann (Maurice)* (p.3693) ; *Trégouët (René)* (p. 3719).

Fonds de compensation de la TVA : *Régnault (René)* (p. 3719).

Grand marché intérieur (CEE) : *Raincourt (Henri de)* (p. 3697).

Impôt sur les grandes fortunes (IGF) : *Bourgine (Raymond)* (p. 3692).

La Villette (cité des sciences et de l'industrie) : *Bourgine (Raymond)* (p. 3691).

Lois de programme : *Léotard (François)* (p. 3684, 3685, 3686) ; *Renar (Ivan)* (p. 3694).

Maison de l'Afrique : *Penne (Guy)* (p. 3719).

Mécénat : *Léotard (François)* (p. 3686, 3688, 3721) ; *Raincourt (Henri de)* (p. 3697).

Monuments historiques : *Léotard (François)* (p. 3685) ; *Scavennec (Marie-Antoinette)* (p. 3688).

Monuments historiques (statistiques) : *Léotard (François)* (p. 3685).

Musées : *Pelletier (Jacques)* (p. 3690).

Objets mobiliers : *Bourgine (Raymond)* (3692) ; *Pelletier (Jacques)* (p. 3690) ; *Raincourt (Henri de)* (p. 3697) ; *Scavennec (Marie-Antoinette)* (p. 3688) ; *Schumann (Maurice)* (p. 3693).

Oeuvres d'art : *Schumann (Maurice)* (p. 3693).

Parcs et jardins : *Léotard (François)* (p. 3687) ; *Penne (Guy)* (p. 3718).

Patrimoine (protection) : *Léotard (François)* (p. 3685) ; *Penne (Guy)* (p. 3718) ; *Renar (Ivan)* (p. 3694) ; *Taittinger (Pierre-Christian)* (p. 3693).

Patrimoine (protection) (historique) : *Léotard (François)* (p. 3684) ; *Pelletier (Jacques)* (p. 3689).

Phares et balises : *Catuelan (Louis de)* (p. 3696).

Politique culturelle : *Renar (Ivan)* (p. 3695).

Politique culturelle (définition) : *Léotard (François)* (p. 3684).

Rapport Aicardi (fiscalité du patrimoine) : *Léotard (François)* (p. 3686).

Recherche : *Penne (Guy)* (p. 3718) ; *Régnault (René)* (p. 3719).

Régions : *Régnault (René)* (p. 3719).

Restauration : *Léotard (François)* (p. 3685).

Sites archéologiques : *Léotard (François)* (p. 3685, 3687).

Succession Gilbert de la Rochefoucauld : *Léotard (François)* (p. 3721) ; *Schumann (Maurice)* (p. 3693).

Successions et libéralités : *Bourgine (Raymond)* (p. 3692) ; *Catuelan (Louis de)* (p. 3696) ; *Léotard (François)* (p. 3686) ; *Pelletier (Jacques)* (p. 3690) ; *Penne (Guy)* (p. 3719) ; *Raincourt (Henri de)* (p. 3697) ; *Schumann (Maurice)* (p. 3693).

Théâtre : *Renar (Ivan)* (p. 3695).

Tourisme : *Renar (Ivan)* (p. 3694) ; *Trégouët (René)* (p. 3719).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3721, 3731) : *MM. Ivan Renar, Jacques Pelletier, rapporteur ; François Léotard, ministre ; René Régnault, Hubert Haenel, Guy Penne, Louis de Catuelan, Raymond Bourgine, rapporteur pour avis.*

Art. 1er *(Catégories de monuments susceptibles de bénéficier des crédits prévus par la présente loi)* (p. 3721).

Adopté : amendement n° 1 de M. Jacques Pelletier, rapporteur : extension du champ d'application de cette loi au patrimoine rural non protégé (p. 3723).

Rejeté : amendement n° 9 de M. Ivan Renar : référence à la notion d'entretien des monuments classés ou inscrits (p. 3722).

Retiré : amendement n° 5 de M. Henri Goetschy, soutenu par M. Louis de Catuelan : référence au patrimoine d'intérêt local (p. 3723).

– L'article 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 3723).

Art. 2 *(Echéancier des crédits et indexation de ceux-ci)* (p. 3723).

Retiré : amendement n° 2 de M. Jacques Pelletier, rapporteur : interdiction d'utiliser les crédits pour des constructions nouvelles ou pour des commandes d'oeuvres originales (p. 3724).

– L'article 2 est adopté (p. 3724).

Art. 3 *(Rapport au Parlement sur l'exécution de la loi de programme)* (p. 3724).

Adopté : amendement n° 6 de M. Raymond Bourgine, rapporteur pour avis : précisions relatives au contenu du rapport au Parlement (p. 3726).

Devenus sans objet : amendements de M. Ivan Renar, n° 10 : description dans le rapport de l'évolution des dotations spéciales accordées aux collectivités locales (p. 3726) – Et n° 11 : mention du nombre d'emplois créés par l'application de la loi de programme (p. 3726).

– L'article 3, dans la rédaction de l'amendement n° 6, est adopté (p. 3726).

Après l'art. 3 (p. 3726).

Adoptés : amendements (art. additionnels) de M. Jacques Pelletier, rapporteur, n° 3 : modalités d'exemption des droits de succession sur les monuments historiques ouverts au public (p. 3729) – Et n° 4 : extension de la déductibilité fiscale des travaux de restauration au cas de participation des collectivités locales (p. 3730).

Retirés : amendements (art. additionnels) de M. Raymond Bourgine, rapporteur pour avis, n° 7 : exclusion de l'assiette de

l'impôt des excédents en provenance de la gestion d'un monument historique ouvert au public lorsqu'ils sont affectés à des travaux de restauration (p. 3727) – Et n° 8 : analogue à l'amendement n° 3 de la commission (p. 3728) – Sur l'amendement n° 3 de la commission, sous-amendement n° 12 de M. Guy Robert, soutenu par M. Louis de Catuelan (p. 3728).

– Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 3729 et 3730).

Explications de vote sur l'ensemble : *MM. Ivan Renar* (p. 3730), *Maurice Schumann, président de la commission des affaires culturelles* (p. 3730) ; *intervention de M. François Léotard, ministre* (p. 3731).

Adoption (5 novembre 1987) (p. 3731).

Discussion (commission mixte paritaire)

(22 décembre 1987) (p. 5982, 5985).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5982, 5984) : *MM. Jacques Pelletier, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire ; François Léotard, ministre de la culture et de la communication.*

Droits de mutation : Voir Successions et libéralités.

Fiscalité : *Pelletier (Jacques)* (p. 5983) ; *Léotard (François)* (p. 5984).

Rapports du Gouvernement : *Pelletier (Jacques)* (p. 5983).

Successions et libéralités : *Pelletier (Jacques)* (p. 5983) ; *Léotard (François)* (p. 5983).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5984, 5985)

Art. 1er, 3, 3 bis et 4 (p. 5984).

Art. 5 (p. 5984) – Supprimé par la commission mixte paritaire.

Explications de vote sur l'ensemble : *MM. Robert Vizet* (p. 5984), *Paul Loridant* (p. 5985).

Adoption (22 décembre 1987) (p. 5985).

Pauvreté

Voir *Questions au Gouvernement* n° **182** ; n° **192** ; n° **229**
Questions orales sans débat n° **159**

Pays basque

Voir *Questions au Gouvernement* n° **198**
Questions orales sans débat n° **201**

Pays en voie de développement (PVD)

Voir *Coopération,* **1**
Lois de finances, **1,** Coopération ; Economie, finances et privatisation - Commerce extérieur
Questions au Gouvernement n° **227**

Pêche

Voir *Lois de finances,* **1,** Mer
Questions orales sans débat n° **150** ; n° **186** ; n° **245**
Traités et conventions, **11**

Peines et amendes

Voir *Circulation routière,* **2**
Communication audiovisuelle, **1** ; **2**
Droit pénal, **1**
Stupéfiants, **1**

Pensions civiles et militaires de retraite

Voir *Lois de finances,* **1,** Art. 65
Sécurité sociale, **4**

Pensions et retraites

Voir *Anciens combattants et victimes de guerre,* **2**
Conseil économique et social, **1**
Défense, **1**
Lois de finances rectificatives, **1,** Art. 25
Maires, **1**
Questions orales avec débat n° **100**
Rapatriés, **1** ; **2**
Saint-Pierre-et-Miquelon, **1**

1. – **Proposition de loi tendant à permettre le départ à la retraite anticipée pour les anciens combattants en Afrique du Nord, de 1952 à 1962, demandeurs d'emplois en fin de droits ou pensionnés à un taux égal ou supérieur à 60 % dès l'âge de 55 ans,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Robert Schwint, sénateur, et plusieurs de ses collègues (17 juin 1987) [n° **289** (86-87)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

2. – **Proposition de loi tendant à prendre en compte la durée du séjour en Afrique du Nord de 1952 à 1962, des anciens combattants pour une retraite anticipée,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Robert Schwint, sénateur, et plusieurs de ses collègues (17 juin 1987) [n° **290** (86-87)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

3. – **Proposition de loi tendant à prendre en compte la durée du séjour en Afrique du Nord de 1952 à 1962, des anciens combattants pour l'octroi d'une retraite anticipée,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Alain Gérard, sénateur (23 juin 1987) [n° **309** (86-87)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

4. – **Proposition de loi tendant à permettre le départ à la retraite dès cinquante-cinq ans des anciens combattants d'Afrique du Nord demandeurs d'emploi en fin de droits ou pensionnés à un taux égal ou supérieur à 60 %,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Alain Gérard, sénateur (23 juin 1987) [n° **310** (86-87)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

5. – **Proposition de loi tendant à interdire le cumul d'une pension de retraite et d'un revenu d'activité au-dessus d'un certain plafond de ressources,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Paul Souffrin, sénateur, et plusieurs de ses collègues (26 juin 1987) [n° **329** (86-87)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

6. – **Proposition de loi tendant à prendre en compte la durée du séjour en Afrique du Nord de 1952 à 1962 des anciens combattants pour une retraite anticipée,** PRESENTEE AU SENAT, par M. André Duroméa, sénateur, et plusieurs de ses collègues (26 juin 1987) [n° **330** (86-87)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

7. – **Proposition de loi tendant à permettre le départ à la retraite anticipée à l'âge de 55 ans aux anciens combattants d'Algérie, de Tunisie et du Maroc, demandeurs d'emploi en fin de droits ou pensionnés à un taux égal ou supérieur à 60 %,** PRESENTEE AU SENAT, par M. André Duroméa, sénateur, et plusieurs de ses collègues (26 juin 1987) [n° **331** (86-87)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

Permis de conduire

1. – **Proposition de loi visant à supprimer la procédure administrative de suspension du permis de conduire,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Claude Huriet, sénateur (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 20 décembre 1986 – 26 janvier 1987) [n° **145** (86-87)] – Renvoi à la commission des lois.

Personnes âgées

Voir *Questions au Gouvernement* n° **221**

Questions orales sans débat n° **173**

Pétitions

Voir *Rappels au Règlement,* **17**

1. – **n° 14953 du 6 octobre 1986** – M. Maurice Thiney – Objet : méconnaissance de certaines dispositions législatives – Rapport de M. Michel Rufin, au nom de la commission des lois (Feuilleton n° 49 du 2 avril 1987) – Classement.

2. – **n° 15195 du 23 octobre 1986** – M. Marc-Alain Rozan – Objet : exécution d'une décision de justice ordonnant l'expulsion des locataires – Rapport de M. Louis Virapoullé, au nom de la commission des lois (Feuilleton n° 99 du 29 juin 1987) – Classement.

3. – **n° 47197 du 19 janvier 1987** – M. Robert Casanovas – Objet : modification de la loi n° 66-409 du 18 juin 1966 portant amnistie (Feuilleton n° 49 du 2 avril 1987) – Retrait (Feuilleton n° 102 du 7 juillet 1987).

4. – **n°s 47198 à 47269 du 19 juin 1987** – M. Menut et 71 autres pétitionnaires – Objet : retenue sur salaire pour fait de grève (Feuilleton n° 93 du 23 juin 1987).

Peuple canaque

Voir *Nouvelle-Calédonie,* **4**

Pharmaciens

Voir *Sécurité sociale,* **1**

Philippines

1. – **Rapport d'information,** fait, au nom de la commission des affaires étrangères, à la suite d'une **mission** effectuée en **République des Philippines** du 28 février au 9 mars 1987 par M. Jean Lecanuet, et plusieurs de ses collègues (3 juin 1987) [n° **256** (86-87)].

Plan

Voir *Lois de finances,* **1,** Services du Premier ministre - IV – Plan

Planification

Voir *Prévision économique,* **2**
Questions orales avec débat n° **93**
Questions orales sans débat n° **151**

1. – **Rapport d'information** fait au nom de la Délégation du Sénat pour la planification sur les **contrats de Plan Etat-régions,** par M. Jacques Braconnier, sénateur (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 9 juillet 1987 – 23 juillet 1987) [n° **381** (86-87)].

Plans Orsec

Voir *Sécurité civile,* **1**

Plus-values

Voir *Lois de finances,* **1,** Art. 19, 61
Lois de finances rectificatives, **1,** Art. 13 bis, 18

Police

Voir *Lois de finances,* **1,** Intérieur
Nouvelle-Calédonie, **2**
Ordre public, **1**
Rappels au Règlement, **37**
Service national, **1**

1. – **Proposition de loi tendant à créer un Conseil national de prévention de la délinquance,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Robert Schwint, sénateur, et plusieurs de ses collègues (17 juin 1987) [n° **288** (86-87)] – Renvoi à la commission des lois.

2. – **Projet de loi modifiant le code des communes et le code de procédure pénale et relatif aux agents de police municipale,** PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Jacques Chirac, Premier ministre, par M. Albin Chalandon, ministre de la jutice, par M. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur et par M. Robert Pandraud, ministre chargé de la sécurité (2 décembre 1987) [n° **132** (87-88)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Paul Masson (16 décembre 1987) [n° **168** (87-88)] – Urgence – Discussion (20 décembre 1987) – Adoption (20 décembre 1987) [n° **71**] – NOUVEL INTITULE : **« Projet de loi relatif aux agents de police municipale ».**

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (21 décembre 1987) [n° **1172**] – Renvoi à la commission des lois.

Discussion (première lecture)

(20 décembre 1987) (p. 5827, 5845).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5827, 5835) : *MM. Robert Pandraud, ministre chargé de la sécurité ; Paul Masson, rapporteur de la commission des lois ; Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, M. Robert Schwint.*

Code de procédure pénale : *Pandraud (Robert)* (p. 5827).

Code des communes : *Masson (Paul)* (p. 5830) ; *Pandraud (Robert)* (p. 5827).

Contrôles d'identité : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 5833) ; *Schwint (Robert)* (p. 5835).

Criminalité : *Schwint (Robert)* (p. 5834).

Délinquance : *Masson (Paul)* (p. 5829) ; *Schwint (Robert)* (p. 5834).

Déontologie (règles) : *Pandraud (Robert)* (p. 5828).

Gendarmerie nationale : *Pandraud (Robert)* (p. 5827, 5829) ; *Schwint (Robert)* (p. 5834).

Libertés publiques : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 5831).

Maires : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 5831, 5833) ; *Masson (Paul)* (p. 5829, 5830) ; *Pandraud (Robert)* (p. 5827, 5828) ; *Schwint (Robert)* (p. 5834).

Ordre public : *Masson (Paul)* (p. 5829) ; *Schwint (Robert)* (p. 5834, 5835).

Organisations syndicales : *Pandraud (Robert)* (p. 5827).

Police de la route : *Schwint (Robert)* (p. 5835).

Police judiciaire : *Masson (Paul)* (p. 5830).

Police municipale : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 5831, 5833) ; *Masson (Paul)* (p. 5830) ; *Schwint (Robert)* (p. 5834).

Police municipale (armement) : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 5833) ; *Pandraud (Robert)* (p. 5827, 5828) ; *Schwint (Robert)* (p. 5834, 5835).

Police municipale (formation professionnelle) : *Masson (Paul)* (p. 5830) ; *Pandraud (Robert)* (p. 5828).

Police municipale (rôle) : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 5833) ; *Masson (Paul)* (p. 5829, 5830) ; *Pandraud (Robert)* (p. 5827, 5828) ; *Schwint (Robert)* (p. 5835).

Police municipale (statut) : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 5831) ; *Masson (Paul)* (p. 5830, 5831) ; *Pandraud (Robert)* (p. 5827, 5828) ; *Schwint (Robert)* (p. 5835).

Police nationale : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 5831, 5833) ; *Masson (Paul)* (p. 5829, 5830) ; *Pandraud (Robert)* (p. 5827, 5829) ; *Schwint (Robert)* (p. 5834).

Sécurité civile : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 5834) ; *Pandraud (Robert)* (p. 5828).

Sécurité publique : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 5831, 5833, 5834) ; *Masson (Paul)* (p. 5829) ; *Schwint (Robert)* (p. 5834).

Terrorisme : *Masson (Paul)* (p. 5829).

Villes : *Masson (Paul)* (p. 5829).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5835, 5845) : *MM. Paul Masson, rapporteur ; Robert Pandraud, ministre ; Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis ; MM. Louis de Catuelan, Lucien Neuwirth, Roland du Luart, Robert Schwint.*

Art. 1er *(Champ de compétences des agents de police municipale : article L. 131-15 du code des communes)* (p. 5835).

Adopté : amendement n° 1 de M. Paul Masson, rapporteur : compétence des agents de police municipale en matière de constat par procès-verbal des contraventions aux dispositions pour lesquelles ils sont habilités (p. 5836).

– L'article 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 5836).

Après l'art. 1er (p. 5836).

Adopté : amendement n° 2 (art. additionnel) de M. Paul Masson, rapporteur : exercice des fonctions d'agent de police municipale : moyens judiciaires pouvant appuyer une enquête conduite dans les conditions prévues à l'article 15 du code de procédure pénale (p. 5836).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 5836).

Art. 2 *(Situation statutaire et conditions d'agrément des agents de police municipale : article L. 412-49 du code des communes)* (p. 5836).

Parole sur l'article : *Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis* (p. 5836).

Adoptés : amendements de M. Paul Masson, rapporteur, n° 3 : formation des agents de police municipale assurée par le centre national de la fonction publique territoriale, sur proposition d'une commission nationale ; composition et mission de cette commission (p. 5837) ; sous-amendement n° 33 de M. Robert Pandraud, ministre (p. 5837) – N° 4 : conditions d'agrément d'un agent de police municipale par le procureur de la République (p. 5837) ; sous-amendement n° 34 de M. Robert Pandraud, ministre (p. 5837) – N° 5 : rédactionnel (p. 5838) – Et n° 6 : désignation des membres de la commission nationale et attributions de cette dernière définies par un décret en Conseil d'Etat (p. 5838).

– L'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 5838).

Art. 3 *(Armement et tenue des agents de police municipale)* (p. 5838).

Parole sur l'article : *Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis* (p. 5838).

Adoptés : amendements de M. Paul Masson, rapporteur, n° 7 : armement de l'agent de police municipale sur demande motivée du maire au représentant de l'Etat dans le département (p. 5839) – Et n° 8 : obligation de porter la tenue pendant la durée du service (p. 5839).

– L'article 3, ainsi modifié, est adopté (p. 5839).

Art. 4 et 5 *(Dispositions applicables dans les départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin : article L. 441-1 du code des communes ; abrogation des articles L. 441-2 et L. 441-3 de ce même code)* – Adoptés (p. 5839).

Art. 6 *(Changement de qualification judiciaire des agents de police municipale)* (p. 5839).

Adopté : amendement de coordination n° 9 de M. Paul Masson, rapporteur (p. 5840).

– L'article 6, ainsi modifié, est adopté (p. 5840).

Art. 7 *(Insertion d'un nouveau paragraphe dans la section 4 du chapitre Ier du titre Ier du code de procédure pénale et modification de l'intitulé de cette section)* – Adopté (p. 5840).

Art. 8 *(Attributions judiciaires des agents de police municipale : article 21-2 nouveau du code de procédure pénale)* (p. 5840).

Adopté : amendement de forme n° 10 de Paul Masson, rapporteur, destiné à préciser que les agents de police municipale sont également habilités à relever l'identité des contrevenants au code de la route (p. 5841).

Rejeté : amendement n° 22 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis : suppression de cet article (p. 5841).

– L'article 8, ainsi modifié, est adopté (p. 5841).

Art. 9 *(Absence de compétence des policiers municipaux en matière de contrôle d'identité préventif)* – Adopté (p. 5841).

Art. 10 *(Code de déontologie des polices municipales)* – Adopté (p. 5841).

Art. 11 *(Attributions particulières des agents de police municipale)* (p. 5841).

Adoptés : amendements de M. Paul Masson, rapporteur, n° 11 : modification de l'article 445 du code rural : habilitation des agents de police municipale à rechercher et à constater les infractions aux dispositions des règlements relatifs à la pêche (p. 5841) – Et n° 12 : modification de l'article L. 364-5 du code des communes : compétence des agents de police municipale pour assister aux opérations d'exhumation, de réinhumation et de translation de corps (p. 5842) – Amendement n° 32 de M. Robert Pandraud, ministre : habilitation des agents de police municipale à constater les infractions à l'article 29 de la loi n° 76-629 du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature (p. 5842).

– L'article 11, ainsi modifié, est adopté (p. 5842).

Art. 12 *(Date d'entrée en vigueur de la présente loi et mesures transitoires)* (p. 5842).

Adopté : amendement rédactionnel n° 13 de M. Paul Masson, rapporteur (p. 5842).

– L'article 12, ainsi modifié, est adopté (p. 5842).

Après l'art. 12 (p. 5842).

Adopté : amendement n° 31 (art. additionnel) de M. Roland du Luart, soutenu par M. Alain Pluchet : modification de l'article 402 du code rural relatif aux eaux libres et aux eaux closes (p. 5843).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 5843).

Art. 13 *(Détermination, par une loi, des modalités d'application de la présente loi aux territoires d'Outre-mer)* – Adopté (p. 5843).

Intitulé du projet de loi (p. 5843).

Adopté : amendement n° 14 de M. Paul Masson, rapporteur : nouvel intitulé : « Projet de loi relatif aux agents de police municipale » (p. 5844).

– L'intitulé du projet de loi, ainsi modifié, est adopté (p. 5844).

Seconde délibération – Ordonnée en application de l'article 43, alinéa 4, du règlement du Sénat, à la demande de M. Robert Pandraud, ministre (p. 5845).

Après l'art. 12 (p. 5845).

Adopté : amendement n° 1 de M. Robert Pandraud, ministre, tendant à supprimer la modification de l'article 402 du code rural apportée par l'amendement n° 31 (art. additionnel) de M. Roland du Luart (p. 5845).

– L'article additionnel après l'article 12 est supprimé (p. 5845).

Explications de vote sur l'ensemble : *MM. Robert Schwint* (p. 5844), *Lucien Neuwirth* (p. 5844), *Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis* (p. 5844).

Scrutin public n° 101 (p. 5845).

Adoption (20 décembre 1987) (p. 5845).

3. – **Dépôt d'un rapport du Gouvernement** sur l'exécution de la loi n° 85-835 du 7 août 1985 relative à la **modernisation de la police nationale** (3 décembre 1987) (p. 4882) – *M. Jean Chérioux, vice-président du Sénat, président de séance.*

4. – **Proposition de loi tendant à modifier le code de procédure pénale et relative à l'attribution de la qualité d'agent de police judiciaire aux enquêteurs et aux personnels en tenue de la police nationale,** PRESENTEE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, par MM. Henri Cuq et Albert Mamy, députés (25 novembre 1987) [n° **1072**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Henri Cuq (10 décembre 1987) [n° **1131**] – Discussion (14 décembre 1987) – Adoption (14 décembre 1987) [n° **206**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (14 novembre 1987) [n° **166** (87-88)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Paul Masson (16 décembre 1987) [n° **169** (87-88)] – Discussion (20 décembre 1987) – Adoption (20 décembre 1987) [n° **73**].

PROMULGATION : Loi n° 87-1130 du 31 décembre 1987 (*JO* Lois et décrets du 1er janvier 1988).

Discussion (première lecture)

(20 décembre 1987) (p. 5851, 5857).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5851, 5856) : *MM. Robert Pandraud, ministre chargé de la sécurité ; Paul Masson, rapporteur de la commission des lois ; Paul Souffrin, et les orateurs sur la motion.*

Commissaires de police : *Masson (Paul)* (p. 5852).

Criminalité : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 5853).

Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 5853).

Délinquance : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 5853) ; *Masson (Paul)* (p. 5854).

Gendarmerie nationale : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 5853) ; *Masson (Paul)* (p. 5853).

Justice : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 5853) ; *Masson (Paul)* (p. 5852) ; *Souffrin (Paul)* (p. 5855).

Libertés individuelles : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 5853).

Maires : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 5854).

Police : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 5854) ; *Masson (Paul)* (p. 5854) ; *Souffrin (Paul)* (p. 5856).

Police administrative : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 5854).

Police (formation professionnelle) : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 5853) ; *Souffrin (Paul)* (p. 5856).

Police judiciaire : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 5854) ; *Pandraud (Robert)* (p. 5852).

Police nationale : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 5853) ; *Masson (Paul)* (p. 5853) ; *Pandraud (Robert)* (p. 5852).

Police nationale (qualité d'agent de police judiciaire) : *Masson (Paul)* (p. 5852) ; *Pandraud (Robert)* (p. 5852) ; *Souffrin (Paul)* (p. 5855).

Sécurité publique : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 5853) ; *Masson (Paul)* (p. 5854) ; *Souffrin (Paul)* (p. 5855).

Terrorisme : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 5853).

Motion n° 1 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis **tendant à opposer la question préalable** (p. 5853) – *Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, M. Paul Masson, rapporteur.*

Rejet de la motion (p. 5855 ; scrutin public n° 103).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 5856) : *M. Paul Masson, rapporteur.*

Art. unique *(Octroi, de plein droit, de la qualité d'agent de police judiciaire aux commandants et officiers de paix titulaires, aux brigadiers-chefs et brigadiers de la police nationale, et, sous certaines conditions, aux gardiens de la paix : article 20 du code de procédure pénale)* (p. 5856).

Explication de vote sur l'ensemble : *M. Jacques Bellanger* (p. 5856) ; *intervention de M. Robert Pandraud, ministre* (p. 5856, 5857).

Adoption (20 décembre 1987) (p. 5857).

Police municipale

Voir *Police*, **2**

Politique agricole

Voir *Gouvernement (déclarations)*, **3**

Politique agricole commune (PAC)

Voir *Agriculture*, **1**
Gouvernement (déclarations), **3**
Lois de finances, **1**, Agriculture
Questions au Gouvernement n° **147** ; n° **152** ; n° **223**
Questions orales sans débat n° **190**

Politique de défense

Voir *Lois de programmation militaire*, **1**

Politique économique et sociale

Voir *Gouvernement (déclarations)*, **2** ; **5**
Questions au Gouvernement n° **174** ; n° **177** ; n° **182** ; n° **187** ; n° **192** ; n° **229**
Questions orales sans débat n° **159** ; n° **197** ; n° **212**

1. – **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la dénationalisation des entreprises et des banques appartenant au secteur public effectuée depuis le 6 août 1986,** PRESENTEE AU SENAT, par M. André Duroméa, sénateur, et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 9 juillet 1987 – 17 juillet 1987) [n° **377** (86-87)] – Renvoi à la commission des finances.

Politique étrangère

Voir *Lois de finances*, **1**, Affaires étrangères
Questions au Gouvernement n° **186** ; n° **224** ; n° **228** ; n° **232** ; n° **241**
Questions orales avec débat n° **147**
Questions orales sans débat n° **177**

Politique familiale

Voir *Questions au Gouvernement* n° **230**

Politique générale (déclarations)

Voir *Gouvernement (déclarations)*, **1** ; **4** ; **5**

Politique industrielle

Voir *Questions au Gouvernement* n° **148**
Questions orales avec débat n° **93**

Politique monétaire et financière

Voir *Questions orales avec débat* n° **189**

Pollutions et nuisances

Voir *Automobile (industrie)*, **1**
Questions au Gouvernement n° **176**
Traités et conventions, **1** ; **2** ; **3**

Polynésie française

Voir *Allocutions et communications*, **4** ; **9** ; **18** ; **21** ; **22** ; **24**
Environnement, **1**
Questions au Gouvernement n° **203** ; n° **213**
Territoires d'outre-mer (TOM), **1**

1. – **Proposition de loi relative au transfert de la compétence du second cycle de l'enseignement du second degré au territoire de la Polynésie française,** PRESENTEE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, par M. Edouard Fritch, député, et plusieurs de ses collègues (7 mai 1987) [n° **718**] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Edouard Fritch (26 mai 1987) [n° **789**] – Discussion (12 et 22 juin 1987) – Adoption (22 juin 1987) [n° **132**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (23 juin 1987) [n° **305** (86-87)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Sosefo Makapé Papilio (1er juillet 1987) [n° **348** (86-87)] – Discussion (8 juillet 1987) – Adoption (8 juillet 1987) [n° **125**].

PROMULGATION : Loi n° 87-556 du 16 juillet 1987 (*J.O.* Lois et décrets du 21 juillet 1987).

Discussion (première lecture)

(8 juillet 1987) (p. 3006, 3008).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3006) : *MM. Maurice Schumann, président et rapporteur de la commission des affaires culturelles ; Bernard Pons, ministre des départements et territoires d'outre-mer.*

Collation des grades : *Schumann (Maurice)* (p. 3006).

Enseignement (programmes) : *Schumann (Maurice)* (p. 3006).

Enseignement secondaire : *Pons (Bernard)* (p. 3006) ; *Schumann (Maurice)* (p. 3006).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3006, 3008) : *MM. Jules Faigt, Maurice Schumann, président de la commission des affaires culturelles ; Bernard Pons, ministre.*

Art. 1er *(Transfert de la compétence de l'Etat)* (p. 3006).

Retirés : amendements de M. André Méric, soutenus par M. Jules Faigt, n° 1 : organisation des examens et composition des jurys relevant de la compétence de l'Etat (p. 3007) – Et n° 2 : gestion des personnels enseignants mis à disposition du territoire assurée par l'Etat (p. 3007).

– L'art. 1er est adopté (p. 3007).

Art. 2 *(Conditions du transfert de la compétence de l'Etat)* (p. 3007).

Rejeté : amendement n° 3 de M. André Méric, soutenu par M. Jules Faigt : modalités de transfert mises au point par la commission paritaire de concertation créée par la loi du 6 septembre 1984 portant statut du territoire (p. 3008).

– L'art. 2 est adopté (p. 3008).

Explication de vote sur l'ensemble : *M. Jules Faigt* (p. 3008).

Adoption (8 juillet 1987) (p. 3008).

2. – **Proposition de loi tendant à étendre au territoire de la Polynésie française le champ d'application de la loi n° 77-748 du 8 juillet 1987 relative aux sociétés anonymes à participation ouvrière,** PRESENTEE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, par M. Edouard Fritch, député, et plusieurs de ses collègues (4 décembre 1986) [n° **514**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Olivier Marlière (4 juin 1987) [n° **807**] – Discussion (12 et 22 juin 1987) – Adoption (22 juin 1987) [n° **133**].

NOUVEL INTITULE : « **Proposition de loi tendant à étendre au territoire de la Polynésie française la législation des sociétés anonymes à participation ouvrière** ».

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (23 juin 1987) [n° **306** (86-87)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Bernard Laurent (7 juillet 1987) [n° **362** (86-87)] – Discussion (8 juillet 1987) – Adoption (8 juillet 1987) [n° **124**].

PROMULGATION : Loi n° 87-559 du 17 juillet 1987 (*J.O.* Lois et décrets du 21 juillet 1987).

Discussion (première lecture)

(8 juillet 1987) (p. 3005, 3006).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3005, 3006) : *MM. Bernard Laurent, rapporteur de la commission des lois ; Bernard Pons, ministre des départements et territoires d'outre-mer ; Michel Darras.*

Participation des salariés : *Darras (Michel)* (p. 3005).

Sociétés anonymes à participation ouvrière : *Darras (Michel)* (p. 3005) ; *Laurent (Bernard)* (p. 3005) ; *Pons (Bernard)* (p. 3005).

Union des transports aériens (UTA) : *Darras (Michel)* (p. 3006) ; *Laurent (Bernard)* (p. 3005).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 3006)

Art. unique *(Application au territoire de la Polynésie française des dispositions du titre VI de la loi du 24 juillet 1867 sur les sociétés)* (p. 3006).

Adoption (8 juillet 1987) (p. 3006).

3. – **Proposition de résolution tendant à créer une commission de contrôle sur les services de l'Etat ayant eu à intervenir au cours des événements qui se sont déroulés le 23 octobre dernier à Tahiti,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Daniel Millaud, sénateur, et plusieurs de ses collègues (17 décembre 1987) [n° **177** (87-88)] – Renvoi à la commission des lois.

Ports

Voir *Liaison fixe transmanche*, **1**
Lois de finances, **1**, Mer

Portugal

1. – **Rapport d'information,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, à la suite d'une mission d'information effectuée au **Portugal** du 20 au 26 septembre 1986 afin d'examiner les **relations culturelles, scientifiques et techniques** entre la France et ce pays, par MM. Marcel Vidal et Christian Masson, sénateurs (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 20 décembre 1986 – 20 mars 1987 [n° **156** (86-87)].

Postes et télécommunications (P et T)

Voir *Lois de finances*, **1**, Postes et télécommunications (Budget annexe)
Questions au Gouvernement n° **142** ; n° **167**

Prélèvements obligatoires

Voir *Lois de finances*, **1**
Sécurité sociale, **2**

Président de la République

Voir *Constitution*, **1**
Elections, **1** ; **10**
Fonctionnaires et agents publics, **3**

1. – **Proposition de loi constitutionnelle tendant à modifier les articles 24 et 56 de la Constitution,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Etienne Dailly, sénateur (7 juillet 1987) [n° **352** (86-87)] – Renvoi à la commission des lois.

2. – **Proposition de loi relative à l'élection du Président de la République,** PRESENTEE AU SENAT, par Mme Hélène Luc, sénateur, et plusieurs de ses collègues (21 décembre 1987) [n° **201** (87-88)] – Renvoi à la commission des lois.

Presse

Voir *Lois de finances,* **1,** Culture et communication - Communication (et information)
Questions au Gouvernement n° **122** ; n° **125**

Prestations familiales

Voir *Questions au Gouvernement* n° **229** ; n° **230**
Questions orales sans débat n° **252**

1. – **Proposition de loi tendant à instituer un salaire maternel,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Alain Gérard, sénateur (30 juin 1987) [n° **343** (86-87)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

Prestations sociales

Voir *Lois de finances,* **1,** Affaires sociales et emploi - II – Affaires sociales ; Prestations sociales agricoles (Budget annexe)
Questions au Gouvernement n° **144** ; n° **145** ; n° **146**
Questions orales sans débat n° **157** ; n° **226**

Prêts

Voir *Logement,* **2**

Prévision économique

Voir *Impôts et taxes,* **1**

1. – **Rapport d'information,** fait, au nom de la délégation du Sénat pour la planification, sur le **IVe colloque de réflexion économique** organisé, sous l'égide de la Délégation, le 14 mai 1987, par M. Bernard Barbier, sénateur (3 juin 1987) [n° **253** (86-87)].

2. – **Rapport d'information**, fait, au nom de la délégation du Sénat pour la planification, sur les résultats de **projections macroéconomiques,** par M. Bernard Barbier, sénateur (4 novembre 1987) [n° **84** (87-88)].

Privatisations

Voir *Gouvernement (déclarations),* **2**
Politique économique et sociale, **1**
Questions au Gouvernement n° **187**

Procédure civile

Voir *Traités et conventions,* **15** ; **24**

Procédure pénale

Voir *Circulation routière,* **1**
Justice, **1**
Traités et conventions, **26**

1. – **Projet de loi modifiant le code de procédure pénale et relatif à la poursuite et au jugement de certaines infractions commises à l'étranger,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Jacques Chirac, Premier ministre, par M. Albin Chalandon, ministre de la justice (10 avril 1987) [n° **633**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jean-Louis Debré (4 juin 1987) [n° **808**] – Discussion (29 juin 1987) – Adoption (29 juin 1987) [n° **142**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (30 juin 1987) [n° **341** (86-87)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Paul Masson (30 juin 1987) [n° **345** (86-87)] – Discussion (7 juillet 1987) – (Discussion générale commune avec celle des projets de loi n° **339** (86-87) et n° 340 (86-87) – Traités et conventions **20** et 21) – Adoption (7 juillet 1987) [n° **119**].

PROMULGATION : Loi n° 87-541 du 16 juillet 1987 (*J.O.* Lois et décrets du 18 juillet 1987).

Discussion (première lecture)

(7 juillet 1987) (p. 2960, 2975).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2960, 2974) (Discussion générale commune avec celles des projets de loi n° **339** (86-87) et n° 340 (86-87) – Traités et conventions **20** et 21)

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2974, 2975)

Art. 1er *(Etablissement de la compétence des autorités judiciaires françaises pour connaître des infractions visées à l'article premier de la convention européenne pour la répression du terrorisme : article 689-3 nouveau du code de procédure pénale)* – Adopté (p. 2975).

Art. 2 *(Entrée en vigueur de l'article 689-3 nouveau du code de procédure pénale)* – Adopté (p. 2975).

Explication de vote sur l'ensemble : *M. Adrien Gouteyron* (p. 2975) – Terrorisme.

Adoption (7 juillet 1987) (p. 2975).

2. – **Projet de loi relatif aux garanties individuelles en matière de placement en détention provisoire ou sous contrôle judiciaire et portant modification du code de procédure pénale,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Jacques Chirac, Premier ministre, par M. Albin Chalandon, ministre de la justice (18 novembre 1987) [n° **1059**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jacques Limouzy (3 décembre 1987) [n° **1094**] – Urgence – Discussion (9, 10 et 11 décembre 1987) – Adoption (11 décembre 1987) [n° **204**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (14 décembre 1987) [n° **164** (87-88)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Charles de Cuttoli (16 décembre 1987) [n° **171** (87-88)] – Discussion (18 décembre 1987) – Adoption (18 décembre 1987) [n° **54**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (19 décembre 1987) [n° **1169**] – Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Jacques Limouzy (19 décembre 1987) [n° **1170**] – Discussion (20 décembre 1987) – Adoption (20 décembre 1987) [n° **224**].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Charles de Cuttoli (19 décembre 1987) [n° **189** (87-88)] – Discussion (19 décembre 1987) – Adoption (19 décembre 1987) [n° **66**].

PROMULGATION : Loi n° 87-1062 du 30 décembre 1987 (*JO* Lois et décrets du 31 décembre 1987).

Discussion (première lecture)

(18 décembre 1987) (p. 5673, 5740).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5673, 5685 ; 5689, 5702) : *MM. Albin Chalandon, ministre de la justice ; Charles de Cuttoli, rapporteur de la commission des lois ; Pierre-Christian Taittinger, Michel Rufin, Michel Dreyfus-Schmidt, Charles Lederman, Louis de Catuelan, Jean-Marie Girault, Michel Darras ; et les orateurs sur les motions.*

Avocats : *Cuttoli (Charles de)* (p. 5677).

Chambres d'accusation : *Catuelan (Louis de)* (p. 5695) ; *Chalandon (Albin)* (p. 5674, 5675, 5685) ; *Cuttoli (Charles de)* (p. 5678, 5679) ; *Darras (Michel)* (p. 5699) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 5691, 5692) ; *Lederman (Charles)* (p. 5693).

Chambres de garantie des libertés individuelles : Voir Chambres des demandes de mise en détention provisoire.

Chambres des demandes de mise en détention provisoire : *Catuelan (Louis de)* (p. 5694) ; *Ciccolini (Félix)* (p. 5681) ; *Cuttoli (Charles de)* (p. 5678, 5679) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 5684) ; *Girault (Jean-Marie)* (p. 5696, 5697).

Chambres d'instruction : *Chalandon (Albin)* (p. 5674, 5676, 5701) ; *Ciccolini (Félix)* (p. 5681) ; *Cuttoli (Charles de)* (p. 5677).

Code de procédure pénale : *Catuelan (Louis de)* (p. 5695) ; *Cuttoli (Charles de)* (p. 5677) ; *Girault (Jean-Marie)* (p. 5696) ; *Lederman (Charles)* (p. 5692).

Commission des Communautés européennes : *Cuttoli (Charles de)* (p. 5682).

Conseil constitutionnel : *Larché (Jacques)* (p. 5682).

Constitution : *Ciccolini (Félix)* (p. 5680).

Contrôle judiciaire : *Cuttoli (Charles de)* (p. 5677, 5678) ; *Darras (Michel)* (p. 5698) ; *Lederman (Charles)* (p. 5692, 5693).

Convention européenne des droits de l'homme : *Chalandon (Albin)* (p. 5676, 5701) ; *Ciccolini (Félix)* (p. 5680, 5681) ; *Larché (Jacques)* (p. 5682) ; *Lederman (Charles)* (p. 5694).

Cour de cassation : *Chalandon (Albin)* (p. 5684).

Cour de cassation (arrêt Sainte-Marie) : *Chalandon (Albin)* (p. 5676) ; *Cuttoli (Charles de)* (p. 5682) ; *Larché (Jacques)* (p. 5682).

Cours d'assises (Nouméa) : *Chalandon (Albin)* (p. 5700) ; *Girault (Jean-Marie)* (p. 5696).

Décisions de justice : *Chalandon (Albin)* (p. 5700).

Démocratie : *Larché (Jacques)* (p. 5682).

Détention provisoire : *Catuelan (Louis de)* (p. 5694) ; *Chalandon (Albin)* (p. 5674, 5675, 5676) ; *Ciccolini (Félix)* (p. 5680) ; *Cuttoli (Charles de)* (p. 5677, 5678, 5679) ; *Darras (Michel)* (p. 5697, 5698, 5699, 5700) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 5684, 5691) ; *Girault (Jean-Marie)* (p. 5696) ; *Lederman (Charles)* (p. 5692, 5693) ; *Rufin (Michel)* (p. 5690) ; *Taittinger (Pierre-Christian)* (p. 5690).

Détenus : *Darras (Michel)* (p. 5698).

Droits de l'homme : *Chalandon (Albin)* (p. 5684) ; *Taittinger (Pierre-Christian)* (p. 5690).

Education surveillée : *Chalandon (Albin)* (p. 5676, 5702) ; *Lederman (Charles)* (p. 5693).

Emplois publics (créations et suppressions) : *Chalandon (Albin)* (p. 5674, 5676, 5702) ; *Cuttoli (Charles de)* (p. 5677, 5678) ; *Darras (Michel)* (p. 5699) ; *Girault (Jean-Marie)* (p. 5696) ; *Lederman (Charles)* (p. 5692).

Etablissements pénitentiaires : *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 5691).

Instruction : *Chalandon (Albin)* (p. 5675, 5685) ; *Ciccolini (Félix)* (p. 5680) ; *Darras (Michel)* (p. 5698) ; *Lederman (Charles)* (p. 5693) ; *Taittinger (Pierre-Christian)* (p. 5690).

Instruction (historique) : *Chalandon (Albin)* (p. 5674) ; *Cuttoli (Charles de)* (p. 5677) ; *Rufin (Michel)* (p. 5690).

Instruction (réforme) : *Darras (Michel)* (p. 5700) ; *Girault (Jean-Marie)* (p. 5696, 5697).

Juges d'instruction : *Chalandon (Albin)* (p. 5674, 5675, 5701, 5702) ; *Ciccolini (Félix)* (p. 5681) ; *Cuttoli (Charles de)* (p. 5677) ; *Darras (Michel)* (p. 5698, 5699) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 5684) ; *Lederman (Charles)* (p. 5693).

Juges d'instruction (âge) : *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 5691) ; *Rufin (Michel)* (p. 5691).

Juges d'instruction (attributions) : *Catuelan (Louis de)* (p. 5694, 5695) ; *Cuttoli (Charles de)* (p. 5678) ; *Darras (Michel)* (p. 5700) ; *Girault (Jean-Marie)* (p. 5697).

Juridictions judiciaires : *Chalandon (Albin)* (p. 5702) ; *Darras (Michel)* (p. 5699).

Justice : *Chalandon (Albin)* (p. 5675) ; *Girault (Jean-Marie)* (p. 5696) ; *Taittinger (Pierre-Christian)* (p. 5690).

Justice (délais) : *Cuttoli (Charles de)* (p. 5679) ; *Rufin (Michel)* (p. 5691).

Justice (ministère) : *Chalandon (Albin)* (p. 5675).

Libertés individuelles : *Catuelan (Louis de)* (p. 5694) ; *Chalandon (Albin)* (p. 5676).

Magistrats : *Chalandon (Albin)* (p. 5702) ; *Cuttoli (Charles de)* (p. 5683) ; *Darras (Michel)* (p. 5697) ; *Taittinger (Pierre-Christian)* (p. 5690).

Magistrats (collégialité) : *Catuelan (Louis de)* (p. 5695) ; *Chalandon (Albin)* (p. 5674, 5675, 5685, 5701, 5702) ; *Darras (Michel)* (p. 5698, 5699) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 5701) ; *Girault (Jean-Marie)* (p. 5697) ; *Lederman (Charles)* (p. 5693) ; *Rufin (Michel)* (p. 5691) ; *Taittinger (Pierre-Christian)* (p. 5690).

Marginaux : *Darras (Michel)* (p. 5698).

Mineurs (d'âge) : *Chalandon (Albin)* (p. 5702) ; *Cuttoli (Charles de)* (p. 5679) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 5691) ; *Lederman (Charles)* (p. 5693).

Opinion publique : *Chalandon (Albin)* (p. 5674) ; *Ciccolini (Félix)* (p. 5680, 5681) ; *Darras (Michel)* (p. 5699) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 5692) ; *Lederman (Charles)* (p. 5692).

Peines de substitution : *Lederman (Charles)* (p. 5693).

Procédure pénale : *Catuelan (Louis de)* (p. 5695) ; *Chalandon (Albin)* (p. 5674, 5700).

Procédure pénale (témoin assisté) : *Chalandon (Albin)* (p. 5676) ; *Cuttoli (Charles de)* (p. 5679) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 5692) ; *Lederman (Charles)* (p. 5694).

Motion n° 4 de M. Michel Dreyfus-Schmidt, soutenue par M. Félix Ciccolini, **tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité** (p. 5680) – *MM. Félix Ciccolini, Jacques Larché, président de la commission des lois ; Albin Chalandon, ministre.*

Rejet de la motion (p. 5683 ; scrutin public n° 84).

Motion n° 1 de M. Michel Dreyfus-Schmidt **tendant à opposer la question préalable** (p. 5683) – *MM. Michel Dreyfus-Schmidt, Albin Chalandon, ministre.*

Rejet de la motion (p. 5685 ; scrutin public n° 85).

II – DISCUSSION DES ARTICLES : *MM. Jean-Marie Girault, Michel Dreyfus-Schmidt, Albin Chalandon, ministre ; Charles Lederman, Charles de Cuttoli, rapporteur ; Michel Darras.*

Avant l'art. 1er (p. 5703).

Rejetés : amendements identiques (art. additionnels) n° 12 de M. Jean-Marie Girault et n° 64 de M. Michel Dreyfus-Schmidt : modification de l'article 42 de la loi n° 85-1303 du 10 décembre 1985 portant réforme de la procédure d'instruction en matière pénale : report de l'entrée en vigueur de ladite loi à l'exclusion des dispositions relatives à la composition des chambres d'instruction (p. 5703 ; scrutin public n° 86) – Amendement n° 27 (art. additionnel) de M. Charles Lederman : détention provisoire à l'égard d'un mineur exclue en matière correctionnelle, possible en matière criminelle sous certaines conditions (p. 5711 ; précédemment réservé p. 5703).

Retiré : amendement n° 65 (art. additionnel) de M. Michel Dreyfus-Schmidt, analogue à l'amendement n° 27 de M. Charles Lederman (p. 5711 ; précédemment réservé p. 5703).

Art. 1er *(Délivrance des mandats de justice : attributions respectives de la chambre de garantie des libertés individuelles et du juge d'instruction : articles 122, 123 et 135 du code de procédure pénale)* (p. 5703).

Rejetés : amendements identiques n° 28 de M. Charles Lederman et n° 66 de M. Michel Dreyfus-Schmidt : suppression de cet article (p. 5704) – Amendement n° 29 de M. Charles Lederman : délivrance des mandats de dépôt : compétence du juge d'instruction (p. 5704) – Amendements identiques n° 30 de M. Charles Lederman et n° 67 de M. Michel Dreyfus-Schmidt : décision rendue le jour même sur la mise en détention, à la demande de l'inculpé, de son conseil ou du procureur de la République (p. 5705) – Amendements identiques n° 31 de M. Charles Lederman et n° 68 de M. Michel Dreyfus-Schmidt : notification du mandat de dépôt motivé à l'inculpé ; mention de cette notification au dossier de la procédure (p. 5705).

Retiré : amendement n° 13 de M. Jean-Marie Girault : suppression de cet article (p. 5704).

– L'article 1er est adopté (p. 5705).

Art. 2 *(Institution et composition de la chambre de garantie des libertés individuelles : article 137 du code de procédure pénale)* (p. 5705).

Adopté : amendement n° 6 de M. Charles de Cuttoli, rapporteur : nouvelle dénomination de la chambre de garantie des libertés individuelles : chambre des demandes de mise en détention provisoire (p. 5712).

Rejetés : amendements de M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° 69 : suppression de cet article (p. 5711) – N° 70 : enquête rapide procédée lorsque le juge d'instruction décide qu'il y a lieu à placement en détention provisoire (p. 5712) – Et n° 74 : mode de désignation des membres de la chambre de garantie des libertés individuelles (p. 5713) – Amendement n° 5 de M. Charles de Cuttoli, rapporteur : suppression de l'impossibilité de placer en détention provisoire les mineurs âgés de moins de seize ans (p. 5711) – Amendement n° 33 de M. Charles Lederman : composition de la chambre de garantie des libertés individuelles : trois magistrats du siège et le juge d'instruction saisi de l'affaire (p. 5712) – Amendements identiques n° 34 de M. Charles Lederman, et n° 72 de M. Michel Dreyfus-Schmidt : présentation par le juge d'instruction saisi de l'affaire de ses observations à la chambre de garantie des libertés individuelles (p. 5712) – Amendements identiques n° 35 de M. Charles Lederman et n° 73 de M. Michel Dreyfus-Schmidt : impossibilité, à peine de nullité de jugement, pour un magistrat ayant connu de l'affaire en qualité de membre de la chambre de garantie des libertés individuelles de participer au jugement sur le fond en matière pénale (p. 5712).

Retiré : amendement n° 14 de M. Jean-Marie Girault : suppression de cet article (p. 5704).

– L'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 5713).

Après l'art. 2 (p. 5714).

Rejetés : amendements (art. additionnels) de M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° 75 : modification du premier alinéa de l'article 144 du code de procédure pénale relatif aux conditions de mise en détention provisoire (p. 5715) – Et n° 104 : abrogation du deuxième alinéa de l'article 144 du code de procédure pénale relatif à la mise en détention provisoire en matière correctionnelle (p. 5715).

Retiré : amendement n° 76 (art. additionnel) de M. Michel Dreyfus-Schmidt (p. 5715).

Art. 3 *(Dispositions relatives au contrôle judiciaire : articles 138, 139, 141-2 et 142-1 du code de procédure pénale)* (p. 5715).

Adopté : amendement n° 9 de M. Charles de Cuttoli, rapporteur : possibilité pour la chambre de garantie des libertés individuelles de soumettre l'inculpé placé sous contrôle judiciaire à une ou plusieurs autres obligations (p. 5723 ; précédemment réservé p. 5717).

Rejetés : amendement n° 36 de M. Charles Lederman : suppression de cet article (p. 5717) – Amendements identiques n° 37 de M. Charles Lederman et n° 78 de M. Michel Dreyfus-Schmidt : décision de placement sous contrôle judiciaire prise par la chambre de garantie des libertés individuelles, à la demande du juge d'instruction chargé de l'affaire, l'inculpé ou son conseil ayant été entendus (p. 5717) – Amendement n° 38 de M. Charles Lederman : mise sous contrôle judiciaire par la chambre de garantie des libertés individuelles : audition préalable du juge d'instruction saisi de l'affaire, en ses observations (p. 5717) – Amendement n° 79 de M. Michel Dreyfus-Schmidt : possibilité pour la chambre de garantie des libertés individuelles de recueillir les observations du juge d'instruction qui l'a saisie (p. 5724 ; précédemment réservé p. 5717).

Retirés : amendements de forme de M. Charles de Cuttoli, rapporteur, nos 7 et 8 (p. 5716) – Amendement n° 15 de M. Jean-Marie Girault : suppression de cet article (p. 5704).

– L'article 3, ainsi modifié, est adopté (p. 5724 ; précédemment réservé p. 5717).

Art. 4 *(Dispositions d'harmonisation relatives au placement en détention provisoire : article 144 du code de procédure pénale)* (p. 5717).

Rejeté : amendement n° 39 de M. Charles Lederman : suppression de cet article (p. 5717).

Retirés : amendement n° 80 de M. Michel Dreyfus-Schmidt : suppression de cet article (p. 5717) – Amendement n° 16 de M. Jean-Marie Girault : suppression de cet article (p. 5704).

– L'article 4 est adopté (p. 5717).

Art. 5 *(Saisine de la chambre de garantie des libertés individuelles – Placement provisoire sous main de justice : article 144-1 nouveau du code de procédure pénale)* (p. 5717).

Adopté : amendement n° 83 de M. Michel Dreyfus-Schmidt : possibilité pour le conseil de l'inculpé de demander un délai pour préparer la défense (p. 5720).

Rejetés : amendements identiques n° 40 de M. Charles Lederman, et n° 81 de M. Michel Dreyfus-Schmidt : suppression de cet article (p. 5719) – Amendements de M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° 84 : comparution de l'inculpé devant la chambre de garantie des libertés individuelles au plus tard le troisième jour suivant sa saisine (p. 5720) – N° 85 : suppression de la prolongation d'un jour ouvrable du délai dont dispose la chambre de garantie des libertés individuelles pour se réunir, en cas de circonstances imprévisibles et insurmontables (p. 5720) – Et n° 86 : suppression des trois derniers alinéas de cet article relatifs au placement sous main de justice (p. 5720).

Retirés : amendement n° 82 de M. Michel Dreyfus-Schmidt : suppression de la disposition de cet article prévoyant la détention de l'inculpé puis sa conduite sous escorte devant la chambre de garantie des libertés individuelles (p. 5718) – Amendement n° 17 de M. Jean-Marie Girault : suppression de cet article (p. 5704).

– L'article 5, ainsi modifié, est adopté (p. 5720).

Art. 6 *(Placement en détention provisoire : article 145 du code de procédure pénale)* (p. 5720).

Rejetés : amendements identiques n° 41 de M. Charles Lederman, et n° 87 de M. Michel Dreyfus-Schmidt : suppression de cet article (p. 5721).

Retirés : amendement n° 88 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (p. 5720) – Amendement n° 18 de M. Jean-Marie Girault : suppression de cet article (p. 5704) – Amendement n° 3 de M. Albin Chalandon, ministre : suppression du dernier alinéa de cet article relatif à la faculté, pour la chambre de garantie des libertés individuelles, de recueillir les observations du juge d'instruction qui l'a saisie (p. 5721).

– L'article 6 est adopté (p. 5721).

Art. 7 *(Dispositions relatives aux prolongations de détention provisoire : article 145-1 du code de procédure pénale)* (p. 5724).

Rejetés : amendements identiques n° 42 de M. Charles Lederman, et n° 89 de M. Michel Dreyfus-Schmidt : suppression de cet article (p. 5725) – Amendements identiques n° 43 de M. Charles Lederman, et n° 90 de M. Michel Dreyfus-Schmidt : possibilité pour le juge d'instruction de prolonger la détention provisoire au-delà de quatre mois par une ordonnance « spécialement » motivée (p. 5725).

Retiré : amendement n° 19 de M. Jean-Marie Girault : suppression de cet article (p. 5704).

– L'article 7 est adopté (p. 5725).

Art. 8 *(Dispositions d'harmonisation concernant les ordonnances de règlement et la notification de diverses ordonnances : articles 179 et 183 du code de procédure pénale)* (p. 5726).

Rejeté : amendement n° 44 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, soutenu par M. Charles Lederman : suppression de cet article (p. 5726).

Retirés : amendement n° 91 de M. Michel Dreyfus-Schmidt : suppression de cet article (p. 5726) – Amendement n° 20 de M. Jean-Marie Girault : suppression de cet article (p. 5704).

– L'article 8 est adopté (p. 5726).

Art. 9 *(Appel des ordonnances du juge d'instruction et des décisions de la chambre de garantie des libertés individuelles : articles 185, 186 et 187 du code de procédure pénale)* (p. 5726).

Rejetés : amendements identiques n° 45 de M. Charles Lederman, n° 92 de M. Michel Dreyfus-Schmidt et n° 21 de M. Jean-Marie Girault : suppression de cet article (p. 5704 et 5726).

– L'article 9 est adopté (p. 5726).

Après l'art. 9 (p. 5726).

Rejeté : amendement n° 93 (art. additionnel) de M. Michel Dreyfus-Schmidt : possibilité donnée à l'avocat d'effectuer la demande de mise en liberté provisoire de son client depuis son cabinet, sans obligation pour lui de se présenter au greffe de la juridiction saisie (p. 5727).

Art. 10 *(Dispositions de conséquence relatives aux attributions de la chambre d'accusation : article 207 du code de procédure pénale)* (p. 5727).

Rejeté : amendement n° 46 de M. Charles Lederman : suppression de cet article (p. 5728).

Retirés : amendements identiques n° 94 de M. Michel Dreyfus-Schmidt et n° 22 de M. Jean-Marie Girault : suppression de cet article (p. 5704 et 5728).

– L'article 10 est adopté (p. 5728).

Après l'art. 10 (p. 5728).

Rejeté : amendement n° 47 (art. additionnel) de M. Charles Lederman : modification de l'article 396 du code de procédure pénale : possibilité pour le procureur de la République de traduire le prévenu devant la chambre de garantie des libertés individuelles (p. 5728).

Art. 11 *(Exécution de la détention provisoire et du placement sous main de justice : articles 715 et 725 du code de procédure pénale)* (p. 5728).

Rejeté : amendement n° 48 de M. Charles Lederman : suppression du premier alinéa de cet article, par coordination avec ses amendements de suppression (p. 5728).

Retiré : amendement n° 23 de M. Jean-Marie Girault : suppression de cet article (p. 5704).

– L'article 11 est adopté (p. 5728).

Art. 12 *(Désignation par décret du président de la chambre d'accusation : article 191 du code de procédure pénale)* (p. 5728).

Adoptés : amendements identiques n° 10 de M. Albin Chalandon, ministre, et n° 96 de M. Michel Dreyfus-Schmidt : suppression de la limitation de la durée de la présidence de la chambre d'accusation à trois années renouvelables, pour satisfaire au principe de l'inamovibilité des magistrats du siège (p. 5729).

Rejetés : amendement n° 49 de M. Charles Lederman : suppression de cet article (p. 5729) – Amendements identiques n° 50 de M. Charles Lederman, et n° 95 de M. Michel Dreyfus-Schmidt : mode de désignation du président de la chambre d'accusation et de son suppléant (p. 5729).

– L'article 12, ainsi modifié, est adopté (p. 5729).

Art. 13 *(Réduction du délai imparti à la chambre d'accusation pour statuer sur un appel en matière de détention provisoire : article 194 du code de procédure pénale)* – Adopté (p. 5729).

Art. 13 bis *(Allègement du dossier de la procédure devant la chambre d'accusation : article 197 du code de procédure pénale)* (p. 5730).

Rejeté : amendement n° 51 de M. Charles Lederman : suppression de cet article (p. 5730 ; scrutin public n° 87).

– L'article 13 bis est adopté (p. 5730).

Art. 14 *(Renforcement des pouvoirs de la chambre d'accusation en vue d'éviter des retards dans l'instruction : article 22-1 nouveau du code de procédure pénale)* (p. 5730).

Rejetés : amendements n° 52 de M. Charles Lederman, et n° 97 de M. Michel Dreyfus-Schmidt : suppression de cet article (p. 5733 ; scrutin public n° 88) – Amendement n° 53 de M. Charles Lederman : saisine de la chambre d'accusation par son président, après avoir entendu le juge d'instruction saisi du dossier en ses observations (p. 5733).

Retiré : amendement n° 98 de M. Michel Dreyfus-Schmidt, identique à l'amendement n° 53 de M. Charles Lederman (p. 5733).

– L'article 14 est adopté (p. 5733).

Art. 15A *(Institution d'un statut de « témoin assisté » : article 104 du code de procédure pénale)* (p. 5733).

Rejetés : amendements identiques n° 54 de M. Charles Lederman, et n° 99 de M. Michel Dreyfus-Schmidt : suppression de cet article (p. 5734).

Retiré : amendement n° 55 de M. Charles Lederman (p. 5734).

– L'article 15A est adopté (p. 5734).

Art. 15B *(Audition du « témoin assisté » par les officiers de police judiciaire : article 152 du code de procédure pénale) (p. 5734).*

Rejetés : amendements identiques n° 56 de M. Charles Lederman, et n° 100 de M. Michel Dreyfus-Schmidt : suppression de cet article (p. 5734).

– L'article 15B est adopté (p. 5734).

Art. 15C *(Dispositions relatives au mandat de dépôt dans la procédure de comparution immédiate : article 396 du code de procédure pénale)* (p. 5734).

Retiré : amendement n° 57 de M. Charles Lederman : suppression de cet article (p. 5734).

– L'article 15C est adopté (p. 5734).

Art. 15 *(Fixation des audiences correctionnelles du tribunal de grande instance : article 399 du code de procédure pénale)* (p. 5735).

Rejetés : amendement n° 58 de M. Charles Lederman : suppression de cet article (p. 5736) – Amendements identiques n° 59 de M. Charles Lederman, et n° 101 de M. Michel Dreyfus-Schmidt : organisation des audiences correctionnelles du tribunal de grande instance et des audiences de la chambre de garantie des libertés individuelles (p. 5736).

– L'article 15 est adopté (p. 5736).

Art. 16 *(Fixation des audiences correctionnelles de la cour d'appel : article 511 du code de procédure pénale)* (p. 5736).

Rejetés : amendements identiques n° 60 de M. Charles Lederman, et n° 102 de M. Michel Dreyfus-Schmidt : suppression de cet article (p. 5736) – Amendement n° 61 de M. Charles Lederman : organisation des audiences correctionnelles de la cour d'appel par l'assemblée générale de ladite cour (p. 5736).

– L'article 16 est adopté (p. 5736).

Après l'art. 16 (p. 5736).

Adoptés : amendement n° 2 (art. additionnel) de M. Marcel Henry, soutenu par M. Michel Souplet : application, à Mayotte, de l'article 49 alinéa 2 du code de procédure pénale selon lequel des magistrats distincts instruisent l'affaire et rendent le jugement (p. 5737) – Amendement n° 106 (art. additionnel) de M. Albin Chalandon, ministre : coordination entre certaines dispositions du code de procédure pénale et l'ordonnance du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante (p. 5737).

– Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 5737).

Art. 17 *(Abrogation de la loi du 10 décembre 1985)* (p. 5737).

Adopté : amendement n° 26 de M. Albin Chalandon, ministre : abrogation par coordination de l'article 87 de la loi n° 85-1407 du 30 décembre 1985 portant diverses dispositions de procédure pénale et de droit pénal (p. 5738).

Rejetés : amendements identiques n° 62 de M. Charles Lederman, et n° 103 de M. Michel Dreyfus-Schmidt : suppression de cet article (p. 5738 ; scrutin public n° 89).

– L'article 17, ainsi modifié, est adopté (p. 5738).

Après l'art. 17 (p. 5738).

Adopté : amendement n° 11 (art. additionnel) de M. Albin Chalandon, ministre, analogue en ce qui concerne les juges d'instruction, aux amendements identiques n° 10 et n° 96 qui ont modifié l'article 12 (p. 5738).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 5738).

Art. 18 *(Entrée en vigueur de la présente loi)* (p. 5738).

Adopté : amendement de coordination n° 105 de M. Albin Chalandon, ministre (p. 5739).

Rejeté : amendement n° 63 de M. Charles Lederman : suppression de cet article (p. 5739).

Retiré : amendement n° 25 de M. Jean-Marie Girault (p. 5738).

– L'article 18, ainsi modifié, est adopté (p. 5739).

Explications de vote sur l'ensemble : *MM. Charles Lederman* (p. 5739), *Michel Dreyfus-Schmidt* (p. 5739).

Scrutin public n° 90 (p. 5740).

Adoption (18 décembre 1987) (p. 5740).

Discussion (commission mixte paritaire)

(19 décembre 1987) (p. 5796, 5799).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5796, 5798) : *MM. Charles de Cuttoli, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire ; Albin Chalandon, ministre de la justice ; Michel Darras.*

Chambres d'accusation : *Cuttoli (Charles de)* (p. 5796).

Chambres des demandes de mise en détention provisoire : *Cuttoli (Charles de)* (p. 5796).

Délinquance : *Cuttoli (Charles de)* (p. 5797).

Détention provisoire : *Chalandon (Albin)* (p. 5797) ; *Cuttoli (Charles de)* (p. 5797).

Instruction : *Chalandon (Albin)* (p. 5797) ; *Darras (Michel)* (p. 5797).

Juges d'instruction : *Cuttoli (Charles de)* (p. 5796, 5797) ; *Darras (Michel)* (p. 5797).

Magistrats : *Darras (Michel)* (p. 5798).

Mayotte : *Cuttoli (Charles de)* (p. 5796, 5797).

Mineurs (d'âge) : *Cuttoli (Charles de)* (p. 5797).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5798, 5799)

Art. 2, 3, 5, 12, 16 bis, 16 ter, 17, 17 bis (p. 5798).

Art. 18 (p. 5799).

Explication de vote sur l'ensemble : *M. Robert Vizet* (p. 5799) – Justice, libertés individuelles.

Adoption (19 décembre 1987) (p. 5799).

Procès-verbal

1. – **Mise au point au sujet d'un vote**, de M. Jean-Michel Baylet : déclare avoir voté contre le projet de loi relatif à la consultation des populations intéressées de Nouvelle-Calédonie et dépendances, et non s'être abstenu (6 mai 1987) (p. 727).

2. – **Demande de rectification de votes** mentionnés au compte rendu analytique de la séance du 27 juin 1987, par M. Ernest Cartigny (28 juin 1987) (p. 2777).

3. – **Mise au point au sujet d'un vote** : vote du groupe communiste contre un amendement du projet de loi d'amélioration de la décentralisation (22 octobre 1987) (p. 3389, 3390) – *Mme Danielle Bidard-Reydet.*

4. – **Mise au point au sujet d'un vote** : de M. Alphonse Arzel, à propos du scrutin public n° 64 (15 décembre 1987) (p. 5435).

5. – **Observation de M. Etienne Dailly** : à la suite d'une erreur matérielle, votes erronés de MM. Etienne Dailly et Max Lejeune en faveur de la question préalable et de l'exception d'irrecevabilité opposées à l'ensemble du projet de loi relatif aux libertés individuelles en matière de placement en détention provisoire ou sous contrôle judiciaire (20 décembre 1987) (p. 5846).

Produits agricoles et alimentaires

Voir *Questions au Gouvernement* n° **197**

Professions libérales

Voir *Chambres consulaires*, **1**
Questions orales sans débat n° **244**

Professions médicales et paramédicales

Voir *Questions orales sans débat* n° **192** ; n° **265**
Sécurité sociale, **1**

Propriété (accession à la)

Voir *Logement*, **1** ; **2**
Questions orales sans débat n° **211**

Propriété industrielle

1. – **Proposition de loi relative à la protection des topographies de produits semi-conducteurs et à l'organisation de l'Institut national de la propriété industrielle**, PRESENTEE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, par M. Jean Foyer, député (7 mai 1987) [n° **720**] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Michel Gonelle (16 juin 1987) [n° **849**] – Discussion (29 juin 1987) – Adoption (29 juin 1987) [n° **145**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (30 juin 1987) [n° **344** (86-87)] – Renvoi à la commission des

affaires économiques – Rapport de M. Richard Pouille (14 octobre 1987) [n° **51** (87-88)] – Discussion (22 octobre 1987) – Adoption (22 octobre 1987) [n° **4**].

PROMULGATION : Loi n° 87-890 du 4 novembre 1987 (*J.O.* Lois et décrets du 5 novembre 1987).

Discussion (première lecture)

(22 octobre 1987) (p. 3398, 3405).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3398, 3401) : *MM. Jean-Jacques Descamps, secrétaire d'Etat chargé du tourisme ; Richard Pouille, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Robert Laucournet .*

Communautés européennes (directives) : *Descamps (Jean-Jacques)* (p. 3399) ; *Laucournet (Robert)* (p. 3401) ; *Pouille (Richard)* (p. 3400).

Institut national de la propriété industrielle (INPI) : *Descamps (Jean-Jacques)* (p. 3399) ; *Laucournet (Robert)* (p. 3401) ; *Pouille (Richard)* (p. 3400).

Propriété industrielle : *Descamps (Jean-Jacques)* (p. 3399) ; *Laucournet (Robert)* (p. 3401) ; *Pouille (Richard)* (p. 3400).

Semi-conducteurs : *Descamps (Jean-Jacques)* (p. 3399) ; *Laucournet (Robert)* (p. 3401) ; *Pouille (Richard)* (p. 3399, 3400).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3401, 3405) : *MM. Richard Pouille, rapporteur ; Jean-Jacques Descamps, secrétaire d'Etat ; Gérard Larcher, Robert Laucournet.*

TITRE Ier

PROTECTION DES TOPOGRAPHIES DE PRODUITS SEMI-CONDUCTEURS

Art. 1er *(Objet de la protection)* – Adopté (p. 3401).

Art. 2 *(Droit au dépôt)* (p. 3401).

Retirés : amendement n° 1 de M. Richard Pouille, rapporteur : propriété de l'employeur sur le droit à l'enregistrement d'une topographie créée par un ou plusieurs employés dans l'exercice de leurs fonctions (p. 3402) – Amendement n° 6 de M. Roger Husson, soutenu par M. Gérard Larcher : application des dispositions de la loi de 1968 sur les brevets d'invention au cas des salariés créateurs (p. 3402).

– L'art. 2 est adopté (p. 3402).

Art. 3 *(Durée et étendue de la protection)* – Adopté (p. 3402).

Art. 4 *(Application de certaines dispositions relatives aux brevets d'invention)* – Adopté (p. 3402).

Art. 5 *(Bénéficiaires de la protection)* – Adopté (p. 3403).

TITRE II

ORGANISATION DE L'INSTITUT NATIONAL DE LA PROPRIETE INDUSTRIELLE

Avant l'art. 6 (p. 3403).

Retiré : amendement n° 3 de M. Robert Laucournet : suppression de la division « titre II » et de son intitulé (p. 3405 ; précédemment réservé p. 3403).

– La division du titre II et son intitulé sont adoptés (p. 3405).

Art. 6 *(Missions de l'Institut national de la propriété industrielle, INPI)* (p. 3403).

Rejeté : amendement n° 4 de M. Robert Laucournet : suppression de cet article (p. 3404).

Retiré : amendement n° 2 de M. Richard Pouille, rapporteur : assujettissement de l'INPI au régime de contrôle financier applicable aux établissements publics à caractère industriel et commercial (p. 3404).

– L'art. 6 est adopté (p. 3404).

Art. 7 *(Réorganisation de l'INPI et recours contre les décisions de son directeur général)* (p. 3404).

Rejeté : amendement n° 5 de M. Robert Laucournet : suppression de cet article (p. 3404).

– L'art. 7 est adopté (p. 3405).

Art. 8 *(Champ d'application de la loi)* – Adopté (p. 3405).

Adoption (22 octobre 1987) (p. 3405).

Propriété littéraire et artistique

Voir *Questions au Gouvernement* n° **239**

Protection sociale

Voir *Questions au Gouvernement* n° **213**
Sécurité sociale, **1 ; 2 ; 3**

Provence-Alpes-Côte d'Azur (région)

Voir *Questions au Gouvernement* n° **139**

Publicité

Voir *Communication audiovisuelle,* **3**
Lois de finances, **1,** Art. 52 ; Culture et communication - Communication (et information)
Sécurité sociale, **1,** Art. 52, 53

Puy-de-Dôme (département)

Voir *Examens et concours,* **1**
Questions au Gouvernement n° **216**

Q

Québec

Voir *Allocutions et communications*, **20**
Traités et conventions, **40**

Question préalable (procédure parlementaire)

Voir *Apprentissage*, **1**
Bourses de valeurs, **1**
Chômage, **1**
Collectivités territoriales, **2**
Epargne, **1**
Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure, **1**
Fonction publique territoriale, **1**
Haute Cour de justice, **1**
Jeux et paris, **1**
Lois de finances, **1**
Lois de finances rectificatives, **1**
Lois de programmation militaire, **1**
Nouvelle-Calédonie, **1 ; 4**
Police, **4**
Procédure pénale, **2**
Procès-verbal, **5**
Rappels au Règlement, **4 ; 5**
Sécurité sociale, **1 ; 2 ; 3 ; 4**
Service national, **1**
Travail (aménagement du temps), **1**

Questions au Gouvernement

n° 120. – Assurance maladie maternité (Plan de redressement de l'assurance maladie) – Question de M. Marc Boeuf.

Discussion (9 avril 1987) (p. 115, 116) :

MM. Marc Boeuf, André Rossinot, ministre chargé des relations avec le Parlement.

n° 121. – Enseignants (Gestion des personnels des premiers et second degré – Maîtres directeurs) – Question de M. Gérard Delfau.

Discussion (9 avril 1987) (p. 116, 118) :

MM. Gérard Delfau, René Monory, ministre de l'éducation nationale.

n° 122. – Presse (Récentes interdictions de vente aux mineurs de certains périodiques) – Question de M. Franck Sérusclat.

Discussion (9 avril 1987) (p. 119, 120) :

MM. Franck Sérusclat, Charles Pasqua, ministre de l'intérieur.

n° 123. – Finances locales (Renégociation de certains emprunts communaux) – Question de M. Paul Robert.

Discussion (9 avril 1987) (p. 121) :

MM. Paul Robert, Yves Galland, ministre chargé des collectivités locales.

n° 124. – Emploi (Création de zones d'entreprises dans la Somme) – Question de M. Max Lejeune.

Discussion (9 avril 1987) (p. 121, 122) :

MM. Max Lejeune, Alain Madelin, ministre de l'industrie, des P et T et du tourisme.

n° 125. – Presse (Lutte contre la pornographie) – Question de M. Marc Lauriol.

Discussion (9 avril 1987) (p. 122, 124) :

MM. Marc Lauriol, Charles Pasqua, ministre de l'intérieur.

n° 126. – Transports aériens (Grève d'Air Inter) – Question de M. Michel Alloncle.

Discussion (9 avril 1987) (p. 124) :

MM. Michel Alloncle, Jacques Douffiagues, ministre chargé des transports.

n° 127. – Assurance maladie maternité (Rationalisation de l'assurance maladie) – Question de M. Franz Duboscq.

Discussion (9 avril 1987) (p. 125) :

MM. Franz Duboscq, André Rossinot, ministre chargé des relations avec le Parlement.

n° 128. – Finances locales (Fonds de compensation de la TVA) – Question de M. Jacques Boyer-Andrivet.

Discussion (9 avril 1987) (p. 125, 126) :

MM. Jacques Boyer-Andrivet, Yves Galland, ministre chargé des collectivités locales.

n° 129. – Enseignement public (Rentrée scolaire 1987) – Question de Mme Hélène Luc.

Discussion (9 avril 1987) (p. 126, 128) :

Mme Hélène Luc, M. René Monory, ministre de l'éducation nationale.

n° 130. – Emploi des jeunes – Question de M. Ivan Renar.

Discussion (9 avril 1987) (p. 128) :

M. Ivan Renar, Mme Michèle Barzach, ministre chargé de la santé et de la famille.

n° 131. – Disques, phonogrammes et vidéogrammes (TVA applicable aux disques) – Question de M. Pierre-Christian Taittinger.

Discussion (9 avril 1987) (p. 128, 129) :

MM. Pierre-Christian Taittinger, Georges Chavanes, ministre chargé du commerce, de l'artisanat et des services.

n° 132. – Télévisions privées (Non-respect des dispositions législatives par la cinquième chaîne) – Question de M. Henri de Raincourt.

Discussion (9 avril 1987) (p. 129) :

MM. Henri de Raincourt, André Rossinot, ministre chargé des relations avec le Parlement.

n° 133. – Tourisme (Surtaxation des hôtels quatre étoiles et TVA sur les voitures de location) – Question de M. Pierre Vallon.

Discussion (9 avril 1987) (p. 129, 130) :

MM. Pierre Vallon, Georges Chavanes, ministre chargé du commerce, de l'artisanat et des services.

n° 134. – Finances locales (Choix économiques et budgétaires) – Question de M. Jean Faure.

Discussion (9 avril 1987) (p. 130, 131) :

MM. Jean Faure, Georges Chavanes, ministre chargé du commerce, de l'artisanat et des services.

n° 135. – Caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales (Prélèvements sur la CAECL) – Question de M. Guy Robert.

Discussion (9 avril 1987) (p. 131, 132) :

MM. Guy Robert, Georges Chavanes, ministre chargé du commerce, de l'artisanat et des services.

n° 136. – Carburants de substitution (Ethanol) – Question de M. Jacques Machet.

Discussion (9 avril 1987) (p. 132, 133) :

MM. Jacques Machet, François Guillaume, ministre de l'agriculture.

n° 137. – Hôpitaux (personnels) (Situation du personnel de direction des hôpitaux) – Question de M. Jacques Moutet.

Discussion (14 mai 1987) (p. 948, 949) :

M. Jacques Moutet, Mme Michèle Barzach, ministre chargé de la santé et de la famille.

n° 138. – Réseau routier et autoroutier (Désenclavement routier du Limousin) – Question de M. Georges Mouly.

Discussion (14 mai 1987) (p. 949) :

MM. Georges Mouly, Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports.

n° 139. – Réseau routier et autoroutier (Désenclavement autoroutier de la Côte d'Azur) – Question de M. Pierre Merli.

Discussion (14 mai 1987) (p. 949, 950) :

MM. Pierre Merli, Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports.

n° 140. – Aménagement rural (Politique d'aménagement rural) – Question de M. Roger Husson.

Discussion (14 mai 1987) (p. 950, 951) :

MM. Roger Husson, Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports.

n° 141. – Radiodiffusion et télévision (Avenir de FR3 Alpes) – Question de M. Charles Descours.

Discussion (14 mai 1987) (p. 951, 953) :

MM. Charles Descours, Gérard Longuet, ministre chargé des P et T.

n° 142. – Postes et télécommunications (P et T) (Danger des « messageries roses » pour les enfants) – Question de Mme Hélène Missoffe.

Discussion (14 mai 1987) (p. 953, 954) :

Mme Hélène Missoffe, M. Gérard Longuet, ministre chargé des P et T.

n° 143. – Diplômes (Baccalauréat professionnel) – Question de M. Alain Gérard.

Discussion (14 mai 1987) (p. 954, 955) :

M. Alain Gérard, Mme Nicole Catala, secrétaire d'Etat chargé de la formation professionnelle.

n° 144. – Prestations sociales (Prime de déménagement pour les familles de chômeurs) – Question de M. François Delga.

Discussion (14 mai 1987) (p. 955, 956) :

MM. François Delga, Adrien Zeller, secrétaire d'Etat chargé de la sécurité sociale.

n° 145. – Prestations sociales (Remise en cause des prestations de sécurité sociale) – Question de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis.

Discussion (14 mai 1987) (p. 956, 958) :

Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, M. Adrien Zeller, secrétaire d'Etat chargé de la sécurité sociale.

n° 146. – Prestations sociales (Majoration des allocations familiales et de la prime de rentrée scolaire) – Question de Mme Marie-Claude Beaudeau.

Discussion (14 mai 1987) (p. 958, 959) :

Mmes Marie-Claude Beaudeau, Michèle Barzach, ministre chargé de la santé et de la famille.

n° 147. – Carburants de substitution (Régime communautaire applicable à l'éthanol) – Question de M. Michel Sordel.

Discussion (14 mai 1987) (p. 959) :

MM. Michel Sordel, François Guillaume, ministre de l'agriculture.

n° 148. – Politique industrielle (Situation économique de la région Nord-Pas-de-Calais) – Question de M. Jean-Paul Bataille.

Discussion (14 mai 1987) (p. 959, 961) :

MM. Jean-Paul Bataille, Alain Madelin, ministre de l'industrie, des P et T et du tourisme.

n° 149. – Calamités et catastrophes (Risques majeurs naturels) – Question de M. Jean Boyer.

Discussion (14 mai 1987) (p. 961) :

MM. Jean Boyer, Alain Carignon, ministre chargé de l'environnement.

n° 150. – Service public (Service minimum dans la fonction publique) – Question de M. Daniel Hoeffel.

Discussion (14 mai 1987) (p. 961, 963) :

MM. Daniel Hoeffel, Hervé de Charette, ministre chargé de la fonction publique et du Plan.

n° 151. – Aquaculture (Ecoles d'apprentissage maritime et développement des cultures marines) – Question de M. Alphonse Arzel.

Discussion (14 mai 1987) (p. 963) :

MM. Alphonse Arzel, Ambroise Guellec, secrétaire d'Etat à la mer.

n° 152. – Elevage (Retrait du projet de loi sur les anabolisants) – Question de M. Marcel Daunay.

Discussion (14 mai 1987) (p. 963, 964) :

MM. Marcel Daunay, François Guillaume, ministre de l'agriculture.

n° 153. – Enseignement agricole (Enseignement agricole privé) – Question de M. Albert Vecten.

Discussion (14 mai 1987) (p. 964, 965) :

MM. Albert Vecten, François Guillaume, ministre de l'agriculture.

n° 154. – Radiodiffusion et télévision (Paysage audiovisuel français) – Question de M. Claude Estier.

Discussion (14 mai 1987) (p. 965, 966) :

MM. Claude Estier, André Rossinot, ministre chargé des relations avec le Parlement.

n° 155. – Transports ferroviaires (Poursuites engagées contre les cheminots) – Question de M. Jean-Luc Mélenchon.

Discussion (14 mai 1987) (p. 966, 967) :

MM. Jean-Luc Mélenchon, Alain Carignon, ministre chargé de l'environnement.

n° 156. – Expulsions (étrangers) – Question de M. Michel Dreyfus-Schmidt.

Discussion (14 mai 1987) (p. 967, 969) :

MM. Michel Dreyfus-Schmidt, Yves Galland, ministre chargé des collectivités locales.

n° 157. – Réseau routier et autoroutier (Liaisons routières nord-sud) – Question de M. Germain Authié.

Discussion (14 mai 1987) (p. 969, 970) :

MM. Germain Authié, Yves Galland, ministre chargé des collectivités locales.

n° 158. – Transports aériens (Grève dans les transports aériens) – Question de M. Louis Souvet.

Discussion (11 juin 1987) (p. 1886, 1887) :

MM. Louis Souvet, Jacques Douffiagues, ministre chargé des transports.

n° 159. – Formation professionnelle (Conséquences de l'ouverture du grand marché européen de 1992 sur les diplômes professionnels et techniques) – Question de M. Henri Belcour.

Discussion (11 juin 1987) (p. 1687) :

M. Henri Belcour, Mme Nicole Catala, secrétaire d'Etat chargé de la formation professionnelle.

n° 160. – Train à grande vitesse (TGV) (Ligne de TGV desservant l'Est) – Question de M. Hubert Haenel.

Discussion (11 juin 1987) (p. 1687, 1688) :

MM. Hubert Haenel, Jacques Douffiagues, ministre chargé des transports.

n° 161. – Carburants de substitution (Utilisation de l'éthanol) – Question de M. Désiré Debavelaere.

Discussion (11 juin 1987) (p. 1688, 1689) :

MM. Désiré Debavelaere, André Rossinot, ministre chargé des relations avec le Parlement.

n° 162. – Aménagement rural (Conseil supérieur de l'aménagement rural) – Question de M. Jacques Habert.

Discussion (11 juin 1987) (p. 1689, 1690) :

MM. Jacques Habert, André Rossinot, ministre chargé des relations avec le Parlement.

n° 163. – Désarmement (Politique en matière de désarmement) – Question de M. Jean Garcia.

Discussion (11 juin 1987) (p. 1690, 1691) :

MM. Jean Garcia, Didier Bariani, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères.

n° 164. – Collectivités territoriales d'outre-mer (Conséquences de l'acte unique européen pour les départements et territoires d'outre-mer) – Question de M. Henri Bangou.

Discussion (11 juin 1987) (p. 1691, 1692) :

M. Henri Bangou, Mme Lucette Michaux-Chevry, secrétaire d'Etat chargé de la francophonie.

n° 165. – Commerce et artisanat (Recul du commerce et de l'artisanat en milieu rural) – Question de M. Serge Mathieu.

Discussion (11 juin 1987) (p. 1692) :

MM. Serge Mathieu, Georges Chavanes, ministre chargé du commerce, de l'artisanat et des services.

n° 166. – Taxe professionnelle (Régime de la taxe professionnelle applicable aux arsenaux) – Question de M. François Trucy.

Discussion (11 juin 1987) (p. 1692, 1693) :

MM. François Trucy, Yves Galland, ministre chargé des collectivités locales.

n° 167. – Services publics locaux (Maintien des services publics en milieu rural) – Question de M. Albert Voilquin.

Discussion (11 juin 1987) (p. 1693, 1694) :

MM. Albert Voilquin, Yves Galland, ministre chargé des collectivités locales.

n° 168. – Sidérurgie (industrie) (Plan de restructuration de Tecnor-Trefilunion pour l'usine de Gorcy) – Question de M. Claude Huriet.

Discussion (11 juin 1987) (p. 1694, 1695) :

MM. Claude Huriet, Jean-Jacques Descamps, secrétaire d'Etat chargé du tourisme.

n° 169. – Transports aériens (Poursuite de la grève des contrôleurs aériens) – Question de M. Paul Séramy.

Discussion (11 juin 1987) (p. 1695) :

MM. Paul Séramy, Jacques Douffiagues, ministre chargé des transports.

n° 170. – Commerce et artisanat (Réforme de la loi Royer) – Question de M. Guy Malé.

Discussion (11 juin 1987) (p. 1695, 1696) :

MM. Guy Malé, Georges Chavanes, ministre chargé du commerce, de l'artisanat et des services.

n° 171. – Forains (Avenir de la profession de forain) – Question de M. Jean Cauchon.

Discussion (11 juin 1987) (p. 1696) :

MM. Jean Cauchon, Georges Chavanes, ministre chargé du commerce, de l'artisanat et des services.

n° 172. – Finances locales (Réforme de la dotation globale de fonctionnement) – Question de M. Louis de Catuelan.

Discussion (11 juin 1987) (p. 1697, 1698) :

MM. Louis de Catuelan, Yves Galland, ministre chargé des collectivités locales.

n° 173. – Consommation (Rôle des associations de consommateurs) – Question de M. Jean Faure.

Discussion (11 juin 1987) (p. 1698, 1699) :

MM. Jean Faure, Jean Arthuis, secrétaire d'Etat chargé de la consommation et de la concurrence.

n° 174. – Politique économique et sociale (Situation économique de la France) – Question de M. Paul Loridant.

Discussion (11 juin 1987) (p. 1699, 1700) :

MM. Paul Loridant, Jean Arthuis, secrétaire d'Etat chargé de la consommation et de la concurrence.

n° 175. – Loyers (Evolution des loyers depuis la loi du 23 décembre 1986) – Question de M. Guy Allouche.

Discussion (11 juin 1987) (p. 1700, 1701) :

MM. Guy Allouche, Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports.

n° 176. – Calamités et catastrophes (Risques encourus du fait des technologies avancées) – Question de M. Jean-Luc Mélenchon.

Discussion (11 juin 1987) (p. 1701, 1702) :

MM. Jean-Luc Mélenchon, Jean-Jacques Descamps, secrétaire d'Etat chargé du tourisme.

n° 177. – Action sanitaire et sociale (Lutte contre la pauvreté) – Question de M. Gérard Roujas.

Discussion (11 juin 1987) (p. 1702) :

MM. Gérard Roujas, Adrien Zeller, secrétaire d'Etat chargé de la sécurité sociale.

n° 178. – Electronique (industrie) (Situation d'une entreprise dans la Creuse) – Question de M. Michel Moreigne.

Discussion (11 juin 1987) (p. 1702, 1703) :

MM. Michel Moreigne, Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports.

n° 179. – Transports aériens (Grèves des contrôleurs aériens) – Question de M. Raymond Soucaret.

Retirée (11 juin 1987) (p. 1703).

n° 180. – Formation en alternance (Financement de la formation en alternance) – Question de M. Jacques Bimbenet.

Discussion (11 juin 1987) (p. 1703, 1704) :

MM. Jacques Bimbenet, Adrien Zeller, secrétaire d'Etat chargé de la sécurité sociale.

n° 181. – Santé (Prévention des maladies cardio-vasculaires par la lutte contre les abus de consommation d'alcool et de tabac) – Question de M. François Delga.

Discussion (8 octobre 1987) (p. 3068, 3069) :

M. François Delga, Mme Michèle Barzach, ministre chargé de la santé et de la famille.

n° 182. – Politique économique et sociale (Mesures en faveur des plus démunis) – Question de Mme Hélène Luc.

Discussion (8 octobre 1987) (p. 3069, 3070) :

Mme Hélène Luc, M. Adrien Zeller, secrétaire d'Etat chargé de la sécurité sociale.

n° 183. – Elevage (Crise porcine dans l'Aveyron) – Question de M. Jean Puech.

Discussion (8 octobre 1987) (p. 3070, 3071) :

MM. Jean Puech, François Guillaume, ministre de l'agriculture.

n° 184. – Service national (Accord franco-algérien sur le service national) – Question de M. Paul Alduy.

Discussion (8 octobre 1987) (p. 3071, 3072) :

MM. Paul Alduy, Didier Bariani, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères.

n° 185. – Télécommunications (Concurrence dans les télécommunications) – Question de M. Louis Perrein.

Discussion (8 octobre 1987) (p. 3032, 3073) :

MM. Louis Perrein, André Rossinot, ministre chargé des relations avec le Parlement.

n° 186. – Politique étrangère (Situation au Vanuatu) – Question de M. Jean-Pierre Cantegrit.

Discussion (8 octobre 1987) (p. 3073) :

MM. Jean-Pierre Cantegrit, Didier Bariani, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères.

n° 187. – Privatisations (Bilan des privatisations et programme de privatisation de nouvelles entreprises) – Question de M. Paul Malassagne.

Discussion (8 octobre 1987) (p. 3073, 3074) :

MM. Josselin de Rohan, en remplacement de M. Paul Malassagne ; Edouard Balladur, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation.

n° 188. – Conflits sociaux (Situation du travail dans l'entreprise La Chapelle-Darblay et atteinte au droit de grève) – Question de M. André Duroméa.

Discussion (8 octobre 1987) (p. 3074, 3075) :

MM. André Duroméa, Adrien Zeller, secrétaire d'Etat chargé de la sécurité sociale.

n° 189. – Relations internationales (Situation dans le golfe arabo-persique) – Question de M. Pierre-Christian Taittinger.

Discussion (8 octobre 1987) (p. 3075, 3076) :

MM. Pierre-Christian Taittinger, André Giraud, ministre de la défense.

n° 190. – Coopération (Action communautaire dans le Pacifique) – Question de M. Daniel Millaud.

Discussion (8 octobre 1987) (p. 3076, 3077) :

MM. Daniel Millaud, Didier Bariani, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères.

n° 191. – Fonction publique (Baisse du pouvoir d'achat des fonctionnaires) – Question de M. Gérard Delfau.

Discussion (8 octobre 1987) (p. 3077, 3078) :

MM. Gérard Delfau, André Rossinot, ministre chargé des relations avec le Parlement.

n° 192. – Politique économique et sociale (Mesures en faveur des plus démunis) – Question de M. Georges Mouly.

Discussion (8 octobre 1987) (p. 3078) :

MM. Georges Mouly, André Rossinot, ministre chargé des relations avec le Parlement.

n° 193. – Défense (Accord sur la réduction des armements nucléaires – Coopération européenne en matière de défense) – Question de M. Michel Alloncle.

Discussion (8 octobre 1987) (p. 3079, 3080) – Commune avec la question :

n° 194 de M. Jean Boyer :

MM. Michel Alloncle, Jean Boyer, Didier Bariani, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères.

n° 195. – Fonction publique territoriale (Situation de la caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales, CNRACL) – Question de M. Guy Malé.

Discussion (8 octobre 1987) (p. 3080, 3081) – Commune avec la question :

n° 196 de M. René Régnault :

MM. Guy Malé, René Régnault, Robert Pandraud, ministre délégué chargé de la sécurité.

n° 197. – Lait et produits laitiers (Quotas laitiers dans le département de Tarn-et-Garonne) – Question de M. Jean Roger.

Discussion (8 octobre 1987) (p. 3081, 3082) :

MM. Jean Roger, François Guillaume, ministre de l'agriculture.

n° 198. – Terrorisme (Lutte contre le terrorisme en Corse et au Pays basque) – Question de M. Maurice Lombard.

Discussion (8 octobre 1987) (p. 3082, 3083) :

MM. Maurice Lombard, Robert Pandraud, ministre délégué chargé de la sécurité.

n° 199. – Relations internationales (Statut diplomatique du Tibet) – Question de M. Xavier de Villepin.

Discussion (8 octobre 1987) (p. 3083) :

MM. Xavier de Villepin, Didier Bariani, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères.

n° 200. – Sports (Situation juridique des clubs professionnels de football) – Question de M. Alain Gérard.

Discussion (8 octobre 1987) (p. 3083, 3084) :

MM. Alain Gérard, André Rossinot, ministre chargé des relations avec le Parlement.

n° 201. – Sécurité sociale (Plan d'austérité de la sécurité sociale) – Question de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis.

Discussion (5 novembre 1987) (p. 3698) :

Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, M. Adrien Zeller, secrétaire d'Etat chargé de la sécurité sociale.

n° 202. – Santé (Problème du sida) – Question de M. Jean-Pierre Fourcade.

Discussion (5 novembre 1987) (p. 3698, 3700) :

M. Jean-Pierre Fourcade, Mme Michèle Barzach, ministre délégué chargé de la santé et de la famille.

n° 203. – Polynésie française (Incidents de Papeete) – Question de M. Daniel Millaud.

Discussion (5 novembre 1987) (p. 3700, 3701) :

MM. Daniel Millaud, Bernard Pons, ministre des départements et territoires d'outre-mer.

n° 204. – Nouvelle-Calédonie (Arrêt de la Cour d'Assises de Nouméa) – Question de M. Claude Estier.

Discussion (5 novembre 1987) (p. 3701, 3702) :

MM. Claude Estier, Bernard Pons, ministre des départements et territoires d'outre-mer.

n° 205. – Mines et carrières (Problèmes miniers de Carmaux) – Question de M. Louis Brives.

Discussion (5 novembre 1987) (p. 3702, 3703) :

MM. Louis Brives, Jean-Jacques Descamps, secrétaire d'Etat chargé du tourisme.

n° 206. – Armes (ventes) (Affaire Luchaire) – Question de M. Maurice Couve de Murville.

Discussion (5 novembre 1987) (p. 3703, 3704) :

MM. Maurice Couve de Murville, André Giraud, ministre de la défense.

n° 207. – Réseau routier et autoroutier (Tracé de l'autoroute Bordeaux-Lyon) – Question de M. Jacques Boyer-Andrivet.

Discussion (5 novembre 1987) (p. 3704) :

MM. Jacques Boyer-Andrivet, Alain Carignon, ministre délégué chargé de l'environnement.

n° 208. – Impôts locaux (Charges fiscales des familles et situation financière des collectivités locales) – Question de M. Robert Vizet.

Discussion (5 novembre 1987) (p. 3704, 3706) :

MM. Robert Vizet, Yves Galland, ministre chargé des collectivités locales.

n° 209. – Finances locales (Taxes professionnelles des arsenaux) – Question de M. François Trucy.

Discussion (5 novembre 1987) (p. 3706) :

MM. François Trucy, Georges Chavanes, ministre délégué chargé du commerce, de l'artisanat et des services.

n° 210. – Administration fiscale (Fermeture de perceptions rurales) – Question de M. Louis Moinard.

Discussion (5 novembre 1987) (p. 3706, 3707) :

MM. Louis Moinard, Georges Chavanes, ministre délégué chargé du commerce, de l'artisanat et des services .

n° 211. – Calamités et catastrophes (Conséquences de la tempête en Bretagne) – Question de M. René Régnault.

Discussion (5 novembre 1987) (p. 3707, 3708) :

MM. René Régnault, Robert Pandraud, ministre délégué chargé de la sécurité.

n° 212. – Transports ferroviaires (Tracé du TGV Nord) – Question de M. Charles-Edmond Lenglet.

Discussion (5 novembre 1987) (p. 3708, 3709) :

MM. Charles-Edmond Lenglet, Alain Carignon, ministre délégué chargé de l'environnement.

n° 213. – Polynésie française (Incidents de Papeete) – Question de M. Louis Souvet.

Discussion (5 novembre 1987) (p. 3709, 3710) :

MM. Louis Souvet, Bernard Pons, ministre des départements et territoires d'outre-mer.

n° 214. – Partis et groupements politiques (Financement des partis politiques) – Question de M. Pierre-Christian Taittinger.

Discussion (5 novembre 1987) (p. 3710) :

MM. Pierre-Christian Taittinger, André Rossinot, ministre chargé des relations avec le Parlement.

n° 215. – Handicapés (Loi en faveur des handicapés dans le bâtiment) – Question de M. Claude Huriet.

Discussion (5 novembre 1987) (p. 3711) :

MM. Claude Huriet, Adrien Zeller, secrétaire d'Etat chargé de la sécurité sociale.

n° 216. – Montagne (Indemnités spéciales de montagne) – Question de M. Marcel Bony.

Discussion (5 novembre 1987) (p. 3711) :

MM. Marcel Bony, François Guillaume, ministre de l'agriculture.

n° 217. – Textile (industrie) (Situation de la confection dans l'Indre) – Question de M. Guy Besse.

Discussion (5 novembre 1987) (p. 3711, 3712) :

MM. Guy Besse, Georges Chavanes, ministre délégué chargé du commerce, de l'artisanat et des services.

n° 218. – Emploi (Emploi et formation) – Question de Mme Hélène Missoffe.

Discussion (5 novembre 1987) (p. 3712, 3713) :

Mme Hélène Missoffe, M. Adrien Zeller, secrétaire d'Etat chargé de la sécurité sociale.

n° 219. – Commerce extérieur (Commerce extérieur et négociations sur l'Airbus) – Question de M. Xavier de Villepin.

Discussion (5 novembre 1987) (p. 3713, 3714) :

MM. Xavier de Villepin, Michel Noir, ministre chargé du commerce extérieur.

n° 220. – Calamités et catastrophes (Evaluation et prévention des risques majeurs) – Question de M. François Autain.

Discussion (5 novembre 1987) (p. 3714, 3715) :

MM. François Autain, Alain Carignon, ministre chargé de l'environnement.

n° 221. – Personnes âgées (Rapport Braun sur la situation des personnes âgées dépendantes) – Question de M. Bernard-Charles Hugo.

Discussion (5 novembre 1987) (p. 3715, 3716) :

MM. Bernard-Charles Hugo, Adrien Zeller, secrétaire d'Etat chargé de la sécurité sociale.

n° 222. – Carburants (Débouchés agro-industriels de l'éthanol) – Question de M. Jacques Machet.

Discussion (5 novembre 1987) (p. 3716, 3717) :

MM. Jacques Machet, Jean-Jacques Descamps, secrétaire d'Etat chargé du tourisme.

n° 223. – Lait et produits laitiers (Difficultés des producteurs de lait) – Question de M. Roland du Luart.

Discussion (17 décembre 1987) (p. 5594, 5595) :

MM. Roland du Luart, André Rossinot, ministre chargé des relations avec le Parlement.

n° 224. – Politique étrangère (Aide à la population Afghane et libération d'Alain Guillo) – Question de M. Jacques Golliet.

Discussion (17 décembre 1987) (p. 5595) :

MM. Jacques Golliet, Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères.

n° 225. – Anciens combattants (Retraite mutualiste des anciens combattants) – Question de M. Robert Schwint.

Discussion (17 décembre 1987) (p. 5595, 5596) :

MM. Robert Schwint, Adrien Zeller, secrétaire d'Etat chargé de la sécurité sociale.

n° 226. – Electricité (Ressources du fonds d'amortissement des charges d'électrification, FACE) – Question de M. Jacques Bimbenet.

Discussion (17 décembre 1987) (p. 5596, 5597) :

MM. Jacques Bimbenet, Alain Madelin, ministre de l'industrie, des P et T et du tourisme.

n° 227. – Pays en voie de développement (PVD) (Projet de nouveau plan « Marshall ») – Question de M. Henri Portier.

Discussion (17 décembre 1987) (p. 5597) :

MM. Henri Portier, André Rossinot, ministre chargé des relations avec le Parlement.

n° 228. – Politique étrangère (Situation en Haïti) – Question de M. Jacques Habert.

Discussion (17 décembre 1987) (p. 5597, 5598) :

MM. Jacques Habert, Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères.

n° 229. – Pauvreté (Mesures en faveur des défavorisés à la veille des grands froids) – Question de Mme Paulette Fost.

Discussion (17 décembre 1987) (p. 5598, 5599) :

Mme Paulette Fost, M. Adrien Zeller, secrétaire d'Etat chargé de la sécurité sociale.

n° 230. – Politique familiale (Mesures en faveur de la famille) – Question de M. Michel Miroudot.

Discussion (17 décembre 1987) (p. 5599, 5601) :

M. Michel Miroudot, Mme Michèle Barzach, ministre chargé de la santé et de la famille.

n° 231. – Textile (industrie) (Situation de l'industrie de la chaussure) – Question de M. Jean Huchon.

Discussion (17 décembre 1987) (p. 5601) :

MM. Jean Huchon, Alain Madelin, ministre de l'industrie, des P et T et du tourisme.

n° 232. – Politique étrangère (Conditions de libération des otages français au Liban) – Question de M. Claude Estier.

Discussion (17 décembre 1987) (p. 5601, 5603) :

MM. Claude Estier, Robert Pandraud, ministre chargé de la sécurité.

n° 233. – Armes (ventes) (Ventes d'armes au Liban) – Question de M. Max Lejeune.

Discussion (17 décembre 1987) (p. 5604) :

MM. Max Lejeune, Jacques Boyon, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la défense.

n° 234. – Calamités et catastrophes (Conséquences de la tempête sur l'ouest de la France) – Question de M. Alain Gérard.

Discussion (17 décembre 1987) (p. 5604, 5605) :

MM. Alain Gérard, Christian Bergelin, secrétaire d'Etat chargé de la jeunesse et des sports.

n° 235. – Sécurité sociale (Projet de loi relatif à la sécurité sociale) – Question de Mme Marie-Claude Beaudeau.

Discussion (17 décembre 1987) (p. 5605) :

Mme Marie-Claude Beaudeau, M. Adrien Zeller, secrétaire d'Etat chargé de la sécurité sociale.

n° 236. – Justice (Procédures judiciaires et protection des justiciables) – Question de M. Jacques Machet.

Discussion (17 décembre 1987) (p. 5605, 5606) :

MM. Jacques Machet, André Rossinot, ministre chargé des relations avec le Parlement.

n° 237. – Collectivités territoriales d'outre-mer (Fonds structurels européens pour les régions d'outre-mer) – Question de M. Rodolphe Désiré.

Discussion (17 décembre 1987) (p. 5606, 5607) :

MM. Rodolphe Désiré, Bernard Pons, ministre des départements et territoires d'outre-mer.

n° 238. – Sécurité publique (Lutte contre l'insécurité) – Question de Mme Hélène Missoffe.

Discussion (17 décembre 1987) (p. 5607) :

Mmes Hélène Missoffe, Nicole Catala, secrétaire d'Etat chargé de la formation professionnelle.

n° 239. – Propriété littéraire et artistique (Copie privée audiovisuelle) – Question de M. Alphonse Arzel.

Discussion (17 décembre 1987) (p. 5607, 5608) :

MM. Alphonse Arzel, André Rossinot, ministre chargé des relations avec le Parlement.

n° 240. – Réseau routier et autoroutier (Tunnel routier du Puymorens) – Question de M. Germain Authié.

Discussion (17 décembre 1987) (p. 5608, 5609) :

MM. Germain Authié, André Rossinot, ministre chargé des relations avec le Parlement.

n° 241. – Politique étrangère (Action en faveur d'Alain Guillo) – Question de M. Paul Malassagne.

Discussion (17 décembre 1987) (p. 5609, 5610) :

MM. Paul Malassagne, Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères.

Questions orales avec débat

Ne sont mentionnées ici que les questions orales avec débat *venues en discussion* au cours de l'année 1987. La totalité des questions déposées figure dans la Table des questions 1987.

n° 93. – Aménagement du territoire (Orientations à mettre en œuvre en matière d'aménagement du territoire) – Question de M. Jean François-Poncet (12 février 1987) (p. 186).

Discussion (14 avril 1987) (p. 156, 181) – Commune avec les questions :

n° 27 de M. Jean Faure **(Aménagement du territoire dans les régions de montagne)** (16 mai 1986) (p. 679).

n° 99 de M. Hubert Haenel **(Orientations à mettre en œuvre en matière d'aménagement du territoire)** (26 mars 1987) (p. 430).

n° 110 de M. Georges Lombard **(Politique d'aménagement du territoire)** (3 avril 1987) (p. 7).

n° 114 de M. Pierre Salvi **(Politique en matière d'aménagement du territoire)** (8 avril 1987) (p. 57).

n° 117 de M. Roland Grimaldi **(Politique d'aménagement du territoire)** (9 avril 1987) (p. 94).

n° 120 de M. Jacques Braconnier **(Liens existant entre la planification et l'aménagement du territoire ; rôle joué par les régions)** (11 avril 1987) (p. 149).

n° 122 de M. Louis Minetti **(Politique d'aménagement du territoire)** (11 avril 1987) (p. 150) :

MM. Jean François-Poncet, Jean Faure, Hubert Haenel, Georges Lombard, Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports ; Pierre Salvi, Roland Grimaldi, Jacques Braconnier, Louis Minetti, Louis de Catuelan, André Delelis, Marcel Vidal, Henri de Raincourt, Jean-François Pintat, Lucien Neuwirth, Geoffroy de Montalembert.

Administration (organisation) : *Faure (Jean)* (p. 160) ; *Raincourt (Henri de)* (p. 177).

Administration (relations avec le public) : *Haenel (Hubert)* (p. 162).

Agriculture : *François-Poncet (Jean)* (p. 158, 159) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 180) ; *Minetti (Louis)* (p. 172).

Alsace (région) : *Haenel (Hubert)* (p. 161).

Aménagement du territoire : *Braconnier (Jacques)* (p. 170) ; *François-Poncet (Jean)* (p. 157) ; *Grimaldi (Roland)* (p. 169) ; *Haenel (Hubert)* (p. 161, 162) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 164).

Aménagement du territoire (budget) : *François-Poncet (Jean)* (p. 158) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 181) ; *Montalembert (Geoffroy de)* (p. 179).

Aménagement du territoire (historique) : *Méhaignerie (Pierre)* (p. 165) ; *Salvi (Pierre)* (p. 166).

Aménagement rural : *Catuelan (Louis de)* (p. 173, 174) ; *Faure (Jean)* (p. 159, 160) ; *Raincourt (Henri de)* (p. 176).

Aquitaine (région) : *Pintat (Jean-François)* (p. 177).

Aude (département) : *Vidal (Marcel)* (p. 175).

Bâtiment et travaux publics : *Pintat (Jean-François)* (p. 177).

Bruit : *Minetti (Louis)* (p. 178).

Chartes intercommunales : *Vidal (Marcel)* (p. 175).

Circulation routière : *Neuwirth (Lucien)* (p. 178).

Comité interministériel de développement et d'aménagement rural (CIDAR) : *Faure (Jean)* (p. 160) ; *Raincourt (Henri de)* (p. 176).

Comités de massifs : *Faure (Jean)* (p. 160).

Commission des communautés européennes : *Minetti (Louis)* (p. 172).

Communauté économique européenne (CEE) : *Pintat (Jean-François)* (p. 177).

Communauté économique européenne (CEE) (élargissement) : *François-Poncet (Jean)* (p. 158).

Communautés européennes : *Haenel (Hubert)* (p. 161) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 166).

Communes : *Minetti (Louis)* (p. 173).

Communes rurales : *Catuelan (Louis de)* (p. 174) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 180) ; *Raincourt (Henri de)* (p. 176).

Concentrations : *Méhaignerie (Pierre)* (p. 164).

Conjoncture économique : *François-Poncet (Jean)* (p. 157).

Construction navale : *Minetti (Louis)* (p. 172).

Contrats de plan : *Braconnier (Jacques)* (171) ; *Faure (Jean)* (p. 160) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 180).

Coopération intercommunale : *Haenel (Hubert)* (p. 162) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 180).

Décentralisation : *François-Poncet (Jean)* (p. 157, 158, 159) ; *Grimaldi (Roland)* (p. 169) ; *Haenel (Hubert)* (p. 162) ; *Salvi (Pierre)* (p. 167) ; *Vidal (Marcel)* (p. 175).

Déconcentration : *Haenel (Hubert)* (p. 162) ; *Salvi (Pierre)* (p. 168).

Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) : *Braconnier (Jacques)* (p. 170) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 180) ; *Salvi (Pierre)* (p. 167) ; *Vidal (Marcel)* (p. 175, 176).

Dotation globale de fonctionnement (DGF) : *Haenel (Hubert)* (p. 162).

Emploi : *Minetti (Louis)* (p. 172, 173).

Entreprises (création) : *François-Poncet (Jean)* (p. 159).

Equipements collectifs : *Braconnier (Jacques)* (p. 170) ; *Salvi (Pierre)* (p. 168) ; *Vidal (Marcel)* (p. 176).

Europe : *Méhaignerie (Pierre)* (p. 165, 179) ; *Minetti (Louis)* (p. 173).

Finances locales : *François-Poncet (Jean)* (p. 158).

Finances publiques : *Méhaignerie (Pierre)* (p. 165).

Fiscalité locale : *Méhaignerie (Pierre)* (p. 180) ; *Raincourt (henri de)* (p. 177).

Formation professionnelle : *Faure (Jean)* (p. 161) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 164, 179).

Grand marché intérieur (CEE) : *François-Poncet (Jean)* (p. 157) ; *Grimaldi (Roland)* (p. 169) ; *Haenel (Hubert)* (p. 161).

Ile-de-France (région) : *Méhaignerie (Pierre)* (p. 164, 165, 180) ; *Salvi (Pierre)* (p. 167).

Industrie : *Minetti (Louis)* (p. 172).

Investissements : *François-Poncet (Jean)* (p. 158, 159).

Investissements étrangers en France : *Grimaldi (Roland)* (p. 170) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 166, 179) ; *Salvi (Pierre)* (p. 167).

Investissements publics : *Méhaignerie (Pierre)* (p. 181).

Libéralisme : *Neuwirth (Lucien)* (p. 178).

Logement : *Delelis (André)* (p. 174, 175) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 180).

Lois (application) : *Faure (Jean)* (p. 160, 161).

Lois de finances : *Montalembert (Geoffroy de)* (p. 179).

Mines et carrières : *Delelis (André)* (p. 174) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 181).

Montagne : *Faure (Jean)* (p. 160) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 180).

Nord-Pas-de-Calais (région) : *Delelis (André)* (p. 174).

Pôles de conversion : *Méhaignerie (Pierre)* (p. 166, 179).

Pôles de croissance : *Braconnier (Jacques)* (p. 170) ; *Lombard (Georges)* (p. 163).

Planification : *Braconnier (Jacques)* (p. 170, 171) ; *Grimaldi (Roland)* (p. 170) ; *Lombard (Georges)* (p. 164) ; *Salvi (Pierre)* (p. 168).

Politique agricole : *Salvi (Pierre)* (p. 168).

Politique agricole commune (PAC) : *Faure (Jean)* (p. 161) ; *François-Poncet (Jean)* (p. 158).

Politique économique et sociale : *Minetti (Louis)* (p. 173).

Politique générale (déclarations) : *Minetti (Louis)* (p. 173).

Politique industrielle : *Lombard (Georges)* (p. 163).

Pollutions et nuisances : *Minetti (Louis) (p. 178).*

Ponts : *Méhaignerie (Pierre)* (p. 181) ; *Pintat (Jean-François)* (p. 177, 178).

Prêts locatifs aidés (PLA) : *Méhaignerie (Pierre)* (p. 181) ; *Raincourt (Henri de)* (p. 176).

Professeurs d'éducation physique : *Minetti (Louis)* (p. 172).

Quotas laitiers : *Faure (Jean)* (p. 159).

Rapport Guichard : *Braconnier (Jacques)* (p. 170) ; *Delelis (André)* (p. 175) ; *Faure (Jean)* (p. 160, 161) ; *François-Poncet (Jean)* (p. 157) ; *Grimaldi (Roland)* (p. 169) ; *Haenel (Hubert)* (p. 161) ; *Lombard (Georges)* (p. 163) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 164, 180) ; *Minetti (Louis)* (p. 172, 173) ; *Pintat (Jean-François)* (p. 177) ; *Salvi (Pierre)* (p. 166, 167, 168).

Reconversion industrielle : *Braconnier (Jacques)* (p. 170).

Régions : *Braconnier (Jacques)* (p. 170, 171) ; *François-Poncet (Jean)* (p. 158) ; *Grimaldi (Roland)* (p. 169) ; *Lombard (Georges)* (p. 164) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 166, 179, 181) ; *Salvi (Pierre)* (p. 168) ; *Vidal (Marcel)* (p. 175).

Remontées mécaniques : *Faure (Jean)* (p. 160).

Réseau routier et autoroutier : *Grimaldi (Roland)* (p. 170) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 165, 179, 180) ; *Minetti (Louis)* (p. 178) ; *Neuwirth (Lucien)* (p. 178) ; *Raincourt (Henri de)* (p. 176, 177) ; *Salvi (Pierre)* (p. 167).

Secteur tertiaire : *Méhaignerie (Pierre)* (p. 166).

Service public : *Haenel (Hubert)* (p. 162).

Sociétés d'économie mixte : *Vidal (Marcel)* (p. 176).

Sports de montagne : *Faure (Jean)* (p. 160).

Taxe foncière sur les propriétés non bâties : *Faure (Jean)* (p. 159).

Télécommunications : *Méhaignerie (Pierre)* (p. 165).

Terres agricoles : *Catuelan (Louis de)* (p. 174).

Tourisme : *Faure (Jean)* (p. 160) ; *Minetti (Louis)* (p. 172) ; *Pintat (Jean-François)* (p. 177).

Transports : *Braconnier (Jacques)* (p. 170) ; *Lombard (Georges)* (p. 164) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 165, 179) ; *Salvi (Pierre)* (p. 167).

Travail (conditions) : *Minetti (Louis)* (p. 173).

Val-de-Marne (département) : *Minetti (Louis)* (p. 178).

Zones de montagne : *Faure (Jean)* (p. 159) ; *Pintat (Jean-François)* (p. 177).

Zones rurales : *Lombard (Georges)* (p. 163) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 164, 166, 180) ; *Raincourt (Henri de)* (p. 176).

n° 100. – Veuves (Affectation des excédents du fonds national d'assurance veuvage) – Question de M. Jean Cluzel (2 avril 1987) (p. 7).

Discussion (5 mai 1987) (p. 680, 692) – Commune avec les questions :

n° 103 de M. Pierre Louvot **(Mesures en faveur des veuves de plus de cinquante ans)** (2 avril 1987) (p. 7).

n° 104 de M. Jean Amelin **(Situation défavorable des veuves à l'égard de la préretraite)** (2 avril 1987) (p. 7).

n° 105 de M. Henri Belcour **(Situation des veuves à l'égard de la préretraite progressive)** (2 avril 1987) (p. 7).

n° 106 de M. Jean-Pierre Cantegrit **(Réglementation des pensions de réversion)** (2 avril 1987) (p. 7).

n° 107 de M. Michel Moreigne **(Couverture sociale des bénéficiaires de l'assurance veuvage)** (2 avril 1987) (p. 7).

n° 118 de Mme Marie-Claude Beaudeau **(Situation des veuves)** (8 avril 1987) (p. 94) :

MM. Jean Cluzel, Henri Belcour, Michel Moreigne, Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Bernard Legrand, Jean Colin, Jacques Habert, Jacques Descours Desacres, Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi.

Action sanitaire et sociale : *Séguin (Philippe)* (p. 689).

Administration (relations avec le public) : *Séguin (Philippe)* (p. 691) ; *Colin (Jean)* (p. 687).

Allocation de veuvage : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 684, 685) ; *Cluzel (Jean)* (p. 681, 682) ; *Colin (Jean)* (p. 691) ; *Moreigne (Michel)* (p. 684) ; *Séguin (Philippe)* (p. 689).

Associations de veuves : *Cluzel (Jean)* (p. 682) ; *Colin (Jean)* (p. 687) ; *Séguin (Philippe)* (p. 689, 691).

Assurance maladie maternité : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 685) ; *Moreigne (Michel)* (p. 683, 684) ; *Séguin (Philippe)* (p. 689).

Assurance veuvage : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 685) ; *Cluzel (Jean)* (p. 681, 682) ; *Colin (Jean)* (p. 687, 691, 692) ; *Moreigne (Michel)* (p. 683, 684) ; *Séguin (Philippe)* (p. 689).

Assurance vieillesse : *Legrand (Bernard)* (p. 686, 687).

Contrats de solidarité : *Belcour (Henri)* (p. 682).

Emploi : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 685) ; *Colin (Jean)* (p. 687) ; *Séguin (Philippe)* (p. 690).

Fonds d'action sanitaire et sociale (FASSO) : *Legrand (Bernard)* (p. 687) ; *Séguin (Philippe)* (p. 690).

Fonds national d'assurance veuvage : *Moreigne (Michel)* (p. 684) ; *Séguin (Philippe)* (p. 689).

Fonds national pour l'emploi (FNE) : *Belcour (Henri)* (p. 682).

Fonds national de solidarité (FNS) : *Legrand (Bernard)* (p. 686).

Français de l'étranger : *Habert (Jacques)* (p. 688) ; *Séguin (Philippe)* (p. 691).

Logement : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 685).

Office national des anciens combattants et victimes de guerre (ONAC) : *Descours Desacres (Jacques)* (p. 688) ; *Séguin (Philippe)* (p. 691).

Pensions de réversion : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 684, 685) ; *Cluzel (Jean)* (p. 681) ; *Colin (Jean)* (p. 687, 691, 692) ; *Habert (Jacques)* (p. 688) ; *Legrand (Bernard)* (p. 685, 686, 687) ; *Séguin (Philippe)* (p. 690).

Préretraites : *Belcour (Henri)* (p. 682, 683) ; *Colin (Jean)* (p. 687, 692) ; *Séguin (Philippe)* (p. 690).

Sécurité sociale (régime général) : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 685) ; *Cluzel (Jean)* (p. 681).

n° 126. – Coopération (Emprisonnement d'un coopérant français en Afrique du Sud) – Question de M. Charles Lederman (15 avril 1987) (p. 235).

Discussion (28 avril 1987) (p. 496, 498) :

MM. Charles Lederman, André Rossinot, ministre chargé des relations avec le Parlement.

Afrique du Sud (République) : *Lederman (Charles)* (p. 497, 498) ; *Rossinot (André)* (p. 497, 498).

Apartheid : *Lederman (Charles)* (p. 497, 498) ; *Rossinot (André)* (p. 498).

Coopération : *Lederman (Charles)* (p. 497) ; *Rossinot (André)* (p. 497).

n° 123. – Textile (industrie) (Conséquences des désordres monétaires internationaux pour l'industrie textile française) – Question de M. Christian Poncelet (16 avril 1987) (p. 234).

Discussion (16 juin 1987) (p. 1870, 1892) – Commune avec les questions :

n° **173** de M. Roland Grimaldi **(Situation de l'industrie textile française)** (27 mai 1987) (p. 1335).

n° **174** de M. Henri Portier **(Aménagement du régime fiscal d'amortissement pour l'industrie textile)** (28 mai 1987) (p. 1389).

n° **184** de M. Pierre Vallon **(Développement de l'industrie textile)** (4 juin 1987) (p. 1495).

n° **187** de M. Maurice Schumann **(Situation de l'industrie textile française)** (10 juin 1987) (p. 1608).

n° **194** de M. Germain Authié **(Situation de l'industrie textile française)** (16 juin 1987) (p. 1859).

n° **195** de M. Jean-Luc Bécart **(Situation de l'industrie textile dans le Nord-Pas-de-Calais)** (16 juin 1987) (p. 1869) :

MM. Christian Poncelet, Roland Grimaldi, Roger Husson, en remplacement de M. Henri Portier ; Maurice Schumann, Pierre Vallon, Germain Authié, Jean-Luc Bécart, Albert Voilquin, Louis Brives, Jean-Paul Bataille, Alain Madelin, ministre de l'industrie.

Accords multifibres (AMF) : *Grimaldi (Roland)* (p. 1874) ; *Madelin (Alain)* (p. 1884) ; *Poncelet (Christian)* (p. 1872, 1891) ; *Schumann (Maurice)* (p. 1875, 1892).

Amortissement : *Husson (Roger)* (p. 1875) ; *Madelin (Alain)* (p. 1890) ; *Poncelet (Christian)* (p. 1873, 1891) ; *Schumann (Maurice)* (p. 1876).

Change (taux) : *Madelin (Alain)* (p. 1884, 1886) ; *Poncelet (Christian)* (p. 1872) ; *Vallon (Pierre)* (p. 1877).

Chômage : *Brives (Louis)* (p. 1883).

Comité de développement et de promotion des industries du textile et de l'habillement (DEFI) : *Madelin (Alain)* (p. 1888).

Commerce extérieur : *Authié (Germain)* (p. 1880) ; *Bataille (Jean-Paul)* (p. 1884) ; *Bécart (Jean-Luc)* (p. 1881) ; *Brives (Louis)* (p. 1883) ; *Grimaldi (Roland)* (p. 1874) ; *Madelin (Alain)* (p. 1884, 1885) ; *Poncelet (Christian)* (p. 1872, 1873) ; *Schumann (Maurice)* (p. 1875) ; *Vallon (Pierre)* (p. 1877, 1879).

Communauté économique européenne (CEE) : *Authié (Germain)* (p. 1880) ; *Madelin (Alain)* (p. 1885, 1887, 1890) ; *Poncelet (Christian)* (p. 1873) ; *Schumann (Maurice)* (p. 1892).

Compétitivité économique : *Authié (Germain)* (p. 1880) ; *Bataille (Jean-Paul)* (p. 1884) ; *Bécart (Jean-Luc)* (p. 1892) ; *Brives (Louis)* (p. 1883) ; *Grimaldi (Roland)* (p. 1874) ; *Madelin (Alain)* (p. 1884, 1885, 1886, 1887, 1889, 1891) ; *Poncelet (Christian)* (p. 1872) ; *Schumann (Maurice)* (p. 1876) ; *Vallon (Pierre)* (p. 1877, 1878) ; *Voilquin (Albert)* (p. 1882).

Consommation : *Vallon (Pierre)* (p. 1877).

Diplômes : *Madelin (Alain)* (p. 1888) ; *Vallon (Pierre)* (p. 1879).

Distribution commerciale : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 1881) ; *Madelin (Alain)* (p. 1889).

Douanes : *Madelin (Alain)* (p. 1885).

Emploi : *Authié (Germain)* (p. 1880) ; *Bataille (Jean-Paul)* (p. 1884) ; *Bécart (Jean-Luc)* (p. 1880, 1881, 1892) ; *Brives (Louis)* (p. 1882) ; *Grimaldi (Roland)* (p. 1873, 1874) ; *Madelin (Alain)* (p. 1887, 1891) ; *Vallon (Pierre)* (p. 1878).

Entreprises (charges) : *Bataille (Jean-Paul)* (p. 1884) ; *Brives (Louis)* (p. 1883) ; *Grimaldi (Roland)* (p. 1874) ; *Madelin (Alain)* (p. 1886, 1887, 1889) ; *Poncelet (Christian)* (p. 1872, 1873) ; *Vallon (Pierre)* (p. 1877) ; *Voilquin (Albert)* (p. 1882).

Fonds européen de développement régional (FEDER) : *Madelin (Alain)* (p. 1887).

Fonds national pour l'emploi (FNE) : *Madelin (Alain)* (p. 1888).

Formation professionnelle : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 1892) ; *Madelin (Alain)* (p. 1888) ; *Poncelet (Christian)* (p. 1891) ; *Vallon (Pierre)* (p. 1878, 1879) ; *Voilquin (Albert)* (p. 1882).

Grand marché intérieur (CEE) : *Bataille (Jean-Paul)* (p. 1884) ; *Grimaldi (Roland)* (p. 1875) ; *Madelin (Alain)* (p. 1885) ; *Vallon (Pierre)* (p. 1877, 1879, 1880) ; *Voilquin (Albert)* (p. 1881).

Groupes d'étude parlementaires : *Poncelet (Christian)* (p. 1873).

Importations : *Authié (Germain)* (p. 1880) ; *Bécart (Jean-Luc)* (p. 1880) ; *Brives (Louis)* (p. 1883) ; *Grimaldi (Roland)* (p. 1874) ; *Poncelet (Christian)* (p. 1872) ; *Vallon (Pierre)* (p. 1877).

Innovation : *Grimaldi (Roland)* (p. 1891) ; *Madelin (Alain)* (p. 1888).

Institut de la mode : *Madelin (Alain)* (p. 1888).

Intérêt (taux) : *Madelin (Alain)* (p. 1887, 1890).

Investissements : *Authié (Germain)* (p. 1880) ; *Bataille (Jean-Paul)* (p. 1884) ; *Bécart (Jean-Luc)* (p. 1881) ; *Brives (Louis)* (p. 1883) ; *Grimaldi (Roland)* (p. 1874, 1892) ; *Husson (Roger)* (p. 1875) ; *Madelin (Alain)* (p. 1886, 1889, 1890) ; *Poncelet (Christian) (p. 1872, 1873) ; Schumann (Maurice)* (p. 1876) ; *Vallon (Pierre)* (p. 1877, 1878, 1879) ; *Voilquin (Albert)* (p. 1881, 1882).

Midi-Pyrénées (région) : *Brives (Louis)* (p. 1882, 1883).

Nord-Pas-de-Calais (région) : *Bataille (Jean-Paul)* (p. 1883, 1884).

Participation des salariés : *Vallon (Pierre)* (p. 1879).

Plan textile : *Grimaldi (Roland)* (p. 1874) ; *Madelin (Alain)* (p. 1887) ; *Schumann (Maurice)* (p. 1892).

Prélèvements obligatoires : *Madelin (Alain)* (p. 1889).

Recherche : *Grimaldi (Roland)* (p. 1891) ; *Madelin (Alain)* (p. 1888) ; *Poncelet (Christian)* (p. 1873) ; *Schumann (Maurice)* (p. 1876) ; *Vallon (Pierre)* (p.1878) ; *Voilquin (Albert)* (p. 1882).

Robotique : *Husson (Roger)* (p. 1875).

Salaires, traitements et indemnités : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 1881) ; *Madelin (Alain)* (p. 1885, 1886) ; *Poncelet (Christian)* (p. 1872).

Statistiques : *Bataille (Jean-Paul)* (p. 1883, 1884) ; *Bécart (Jean-Luc)* (p. 1880) ; *Brives (Louis)* (p. 1883) ; *Grimaldi (Roland)* (p. 1874) ; *Poncelet (Christian)* (p. 1871) ; *Vallon (Pierre)* (p. 1877).

Tarn (département) : *Brives (Louis)* (p. 1882, 1883).

Taxe professionnelle : *Madelin (Alain)* (p. 1889) ; *Poncelet (Christian)* (p. 1873) ; *Schumann (Maurice)* (p. 1876).

Taxes parafiscales : *Madelin (Alain)* (p. 1888).

Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) : *Madelin (Alain)* (p. 1890) ; *Poncelet (Christian)* (p. 1891) ; *Schumann (Maurice)* (p. 1876).

Technologies nouvelles : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 1892) ; *Madelin (Alain)* (p. 1886, 1888) ; *Poncelet (Christian)* (p. 1873) ; *Vallon (Pierre)* (p. 1877, 1878, 1879) ; *Voilquin (Albert)* (p. 1882).

Travail (aménagement du temps) : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 1881) ; *Madelin (Alain)* (p. 1886) ; *Vallon (Pierre)* (p. 1879).

n° 147. – Politique étrangère (Position du Gouvernement en matière de désarmement et de sécurité) – Question de M. Jean Lecanuet (7 mai 1987) (p. 773).

Discussion (4 juin 1987) (p. 1513, 1550) – Commune avec les questions :

n° 151 de M. Pierre-Christian Taittinger (**Relations entre la France et l'URSS, sécurité en Europe et réduction des armements**) (15 mai 1987) (p. 1035).

n° 152 de M. Maurice Couve de Murville (**Négociations sur les armes nucléaires en Europe**) (20 mai 1987) (p. 1095).

n° 46 de M. Raymond Bourgine (**Conception du Gouvernement en matière de défense stratégique de la France**) (21 mai 1986) (p. 728).

n° 154 de M. Xavier de Villepin (**Coopération militaire en Europe, dans le cadre de la CEE**) (22 mai 1987) (p. 1179).

n° 155 de M. Jacques Genton (**Echéance européenne de 1992**) (22 mai 1987) (p. 1179).

n° 161 de M. Marcel Daunay (**Crise budgétaire des communautés européennes**) (22 mai 1987) (p. 1237).

n° 165 de M. Jean Garcia (**Initiatives de la France en matière de paix et de désarmement**) (26 mai 1987) (p. 1270).

n° 166 de M. Marc Lauriol (**Opportunité d'une conférence internationale sur les problèmes du Moyen-Orient**) (26 mai 1987) (p. 1270).

n° 167 de M. Jacques Pelletier (**Défense de la personne et de la dignité humaine**) (26 mai 1987) (p. 1270).

n° 168 de M. Michel Souplet (**Financement et avenir de la politique agricole commune**) (27 mai 1987) (p. 1334).

n° 169 de M. Jean-Pierre Cantegrit (**Politique africaine de la France**) (27 mai 1987) (p. 1334).

n° 170 de M. Robert Pontillon (**Problèmes de la communauté économique européenne**) (27 mai 1987) (p. 1335).

n° 171 de M. Pierre Matraja (**Situation dans le Pacifique Sud**) (27 mai 1987) (p. 1335).

n° 172 de M. André Bettencourt (**Sécurité européenne**) (27 mai 1987) (p. 1335).

n° 179 de M. Xavier de Villepin (**Situation diplomatique dans le Pacifique Sud**) (3 juin 1987) (p. 1411).

n° 176 de M. Jacques Habert (**Présence française en Amérique latine**) (28 mai 1987) (p. 1389) :

MM. Jean Lecanuet, président de la commission des affaires étrangères ; Pierre-Christian Taittinger, Maurice Couve de Murville, Raymond Bourgine, Xavier de Villepin, Marcel Daunay, Jean Garcia, Jacques Genton, Marc Lauriol, Jacques Pelletier, Michel Souplet, Jean-Pierre Cantegrit, Robert Pontillon, Pierre Matraja, André Bettencourt, Jacques Habert, Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères ; Bernard Bosson, ministre chargé des affaires européennes ; Didier Bariani, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères.

Acte unique européen : *Bosson (Bernard)* (p. 1544) ; *Pontillon (Robert)* (p. 1532) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 1542).

Afrique : *Bosson (Bernard)* (p. 1544) ; *Cantegrit (Jean-Pierre)* (p. 1530, 1531, 1550) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 1544).

Alliance atlantique : *Couve de Murville (Maurice)* (p. 1520) ; *Lecanuet (Jean)* (p. 1516, 1517) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 1538).

Amérique latine : *Bariani (Didier)* (p. 1548, 1549) ; *Habert (Jacques)* (p. 1536, 1537).

Armement (industrie) : *Villepin (Xavier de)* (p. 1523).

Armement nucléaire : *Garcia (Jean)* (p. 1524, 1525) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 1538, 1539, 1540).

Armes chimiques et biologiques : *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 1540) ; *Taittinger (Pierre-Christian)* (p. 1519).

Australie : *Matraja (Pierre)* (p. 1533) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 1523, 1524).

Banque mondiale : *Cantegrit (Jean-Pierre)* (p. 1531).

Canada : *Bariani (Didier)* (p. 1548) ; *Habert (Jacques)* (p. 1535, 1536).

Centre d'expérimentation du Pacifique (CEP) : *Matraja (Pierre)* (p. 1533).

Commerce extérieur : *Habert (Jacques)* (p. 1537) ; *Pontillon (Robert)* (p. 1532).

Communauté économique européenne (CEE) : *Bosson (Bernard)* (p. 1544, 1547) ; *Genton (Jacques)* (p. 1549).

Communauté économique européenne (CEE) (ressources propres) : *Bosson (Bernard)* (p. 1545, 1546) ; *Daunay (Marcel)* (p. 1524) ; *Genton (Jacques)* (p. 1527) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 1542) ; *Souplet (Michel)* (p. 1530).

Convention européenne des droits de l'homme : *Pelletier (Jacques)* (p. 1529) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 1542).

Défense (budget) : *Garcia (Jean)* (p. 1525).

Délégation parlementaire du Sénat pour les Communautés européennes : *Genton (Jacques)* (p. 1525).

Désarmement : *Bettencourt (André)* (p. 1534) ; *Couve de Murville (Maurice)* (p. 1521) ; *Garcia (Jean)* (p. 1524, 1525) ; *Lecanuet (Jean)* (p. 1515, 1516) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 1538, 1539, 1540, 1549) ; *Taittinger (Pierre-Christian)* (p. 1519).

Dialogue Nord-Sud : *Cantegrit (Jean-Pierre)* (p. 1530).

Dissuasion nucléaire : *Bourgine (Raymond)* (p. 1522) ; *Couve de Murville (Maurice)* (p. 1520, 1521) ; *Lecanuet (Jean)* (p. 1515, 1516, 1517) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 1538) ; *Taittinger (Pierre-Christian)* (p. 1519).

Droits de l'homme : *Pelletier (Jacques)* (p. 1528, 1529) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 1541, 1542).

Ecoles françaises à l'étranger : *Bariani (Didier)* (p. 1548, 1549) ; *Habert (Jacques)* (p. 1535, 1536).

Etats-Unis d'Amérique (USA) : *Bosson (Bernard)* (p. 1545).

Ethanol : *Souplet (Michel)* (p. 1530).

Europe (coopération en matière d'armement) : *Bettencourt (André)* (p. 1535) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 1523).

Europe (défense) : *Bettencourt (André)* (p. 1535) ; *Bosson (Bernard)* (p. 1547) ; *Bourgine (Raymond)* (p. 1522, 1523) ; *Couve de Murville (Maurice)* (p. 1520, 1521) ; *Lecanuet (Jean)* (p. 1515, 1516, 1517, 1518) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 1540, 1541) ; *Taittinger (Pierre-Christian)* (p. 1518, 1519).

Fidji (îles) : *Bariani (Didier)* (p. 1547, 1548) ; *Matraja (Pierre)* (p. 1534).

Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA) : *Bosson (Bernard)* (p. 1545) ; *Daunay (Marcel)* (p. 1524) ; *Genton (Jacques)* (p. 1527) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 1542).

Forces conventionnelles : *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 1540).

Français de l'étranger : *Cantegrit (Jean-Pierre)* (p. 1532).

Grand marché intérieur (CEE) : *Bosson (Bernard)* (p. 1545) ; *Genton (Jacques)* (p. 1526, 1527) ; *Pontillon (Robert)* (p. 1532) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 1542).

Initiative de défense stratégique (IDS) : *Bourgine (Raymond)* (p. 1523) ; *Couve de Murville (Maurice)* (p. 1521) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 1539).

Israël : *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 1543).

Japon : *Bosson (Bernard)* (p. 1545).

Langue et culture françaises : *Habert (Jacques)* (p. 1536).

Libye : *Matraja (Pierre)* (p. 1533).

Matières premières : *Cantegrit (Jean-Pierre)* (p. 1531) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 1544).

Montants compensatoires monétaires (MCM) : *Bosson (Bernard)* (p. 1546) ; *Souplet (Michel)* (p. 1530).

Moyen-Orient : *Lauriol (Marc)* (p. 1528) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 1543).

Nouvelle-Calédonie : *Bariani (Didier)* (p. 1548) ; *Matraja (Pierre)* (p. 1533) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 1523).

Otages (terrorisme) : *Pelletier (Jacques)* (p. 1529).

Pacifique : *Bariani (Didier)* (p. 1548) ; *Matraja (Pierre)* (p. 1533, 1534) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 1523, 1524).

Pacifisme : *Bettencourt (André)* (p. 1534) ; *Couve de Murville (Maurice)* (p. 1520) ; *Garcia (Jean)* (p. 1525).

Parlement européen : *Bosson (Bernard)* (p. 1545) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 1543).

Pays en voie de développement (PVD) (endettement) : *Cantegrit (Jean-Pierre)* (p. 1530, 1531) ; *Habert (Jacques)* (p. 1537) ; *Pontillon (Robert)* (p. 1532) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 1544).

Politique agricole commune (PAC) : *Bosson (Bernard)* (p. 1546) ; *Daunay (Marcel)* (p. 1524) ; *Genton (Jacques)* (p. 1527) ; *Pontillon (Robert)* (p. 1532) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 1542) ; *Souplet (Michel)* (p. 1530).

République fédérale d'Allemagne (RFA) : *Bettencourt (André)* (p. 1534, 1535) ; *Bourgine (Raymond)* (p. 1522) ; *Couve de Murville (Maurice)* (p. 1520, 1521) ; *Genton (Jacques)* (p. 1528) ; *Lecanuet (Jean)* (p. 1517, 1518) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 1539) ; *Souplet (Michel)* (p. 1530).

Révolution française (bicentenaire) : *Pelletier (Jacques)* (p. 1529).

Système monétaire européen (SME) : *Bosson (Bernard)* (p. 1547) ; *Genton (Jacques)* (p. 1526).

Tchad : *Cantegrit (Jean-Pierre)* (p. 1531, 1532) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 1544).

Union de l'Europe occidentale (UEO) : *Bettencourt (André)* (p. 1535) ; *Bosson (Bernard)* (p. 1547) ; *Lecanuet (Jean)* (p. 1517).

Union des Républiques socialistes soviétiques (URSS) : *Bourgine (Raymond)* (p. 1522) ; *Couve de Murville (Maurice)* (p. 1520) ; *Lecanuet (Jean)* (p. 1515, 1516) ; *Matraja (Pierre)* (p. 1533) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 1541) ; *Taittinger (Pierre-Christian)* (p. 1518, 1519).

Zone franc : *Cantegrit (Jean-Pierre)* (p. 1531).

n° 189. – Communauté économique européenne (CEE) (Harmonisation des systèmes juridiques et fiscaux des Etats membres de la CEE) – Question de M. Maurice Blin (12 juin 1987) (p. 1746).

Discussion (26 juin 1987) (p. 2633, 2650) – Commune avec les questions :

n° 190 de M. Roger Chinaud (**Création d'une monnaie commune européenne**) (12 juin 1987) (p. 1746).

n° 196 de M. Lucien Neuwirth (**Conséquences de l'harmonisation de la fiscalité indirecte dans la CEE sur l'économie française**) (17 juin 1987) (p. 1913).

n° 199 de M. Josy Moinet (**Conséquences de la libre circulation des capitaux au sein de la CEE**) (23 juin 1987) (p. 2168).

n° 201 de M. Paul Loridant (**Place du franc au sein du système monétaire européen**) (24 juin 1987) (p. 2231).

n° 202 de M. Robert Vizet (**Harmonisation de la fiscalité au sein de la CEE**) (25 juin 1987) (p. 2284) :

MM. Maurice Blin, Roger Chinaud, Lucien Neuwirth, Josy Moinet, Paul Loridant, Robert Vizet, Christian Poncelet, Edouard Balladur, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation.

Acte unique européen : *Balladur (Edouard)* (p. 2647) ; *Blin (Maurice)* (p. 2634) ; *Chinaud (Roger)* (p. 2635) ; *Moinet (Josy)* (p. 2639) ; *Neuwirth (Lucien)* (p. 2637) ; *Poncelet (Christian)* (p. 2644, 2645) ; *Vizet (Robert)* (p. 2643).

Agents de change : *Moinet (Josy)* (p. 2641).

Assurances : *Balladur (Edouard)* (p. 2650) ; *Moinet (Josy)* (p. 2640).

Banque de France : *Chinaud (Roger)* (p. 2637).

Banques et établissements financiers : *Balladur (Edouard)* (p. 2649) ; *Moinet (Josy)* (p. 2640, 2641) ; *Vizet (Robert)* (p. 2643).

Change (taux) : *Balladur (Edouard)* (p. 2648) ; *Chinaud (Roger)* (p. 2636, 2637) ; *Loridant (Paul)* (p. 2641, 2642) ; *Poncelet (Christian)* (p. 2646).

Commerce extérieur : *Blin (Maurice)* (p. 2635) ; *Chinaud (Roger)* (p. 2637) ; *Neuwirth (Lucien)* (p. 2638).

Commission des communautés européennes : *Balladur (Edouard)* (p. 2647) ; *Neuwirth (Lucien)* (p. 2638).

Communauté économique européenne (CEE) (ressources propres) : *Poncelet (Christian)* (p. 2645).

Compétitivité économique : *Balladur (Edouard)* (p. 2649, 2650) ; *Poncelet (Christian)* (p. 2646).

Coopération européenne : *Vizet (Robert)* (p. 2643).

Croissance économique : *Balladur (Edouard)* (p. 2650) ; *Poncelet (Christian)* (p. 2646).

Désarmement : *Blin (Maurice)* (p. 2635).

Dette extérieure : *Balladur (Edouard)* (p. 2648).

Diplômes (équivalence) : *Blin (Maurice)* (p. 2635).

Ecu : *Balladur (Edouard)* (p. 2649) ; *Chinaud (Roger)* (p. 2636, 2637) ; *Loridant (Paul)* (p. 2642, 2643) ; *Vizet (Robert)* (p. 2644).

Emploi : *Vizet (Robert)* (p. 2643).

Entreprises (fiscalité) : *Balladur (Edouard)* (p. 2648) ; *Neuwirth (Lucien)* (p. 2639) ; *Poncelet (Christian)* (p. 2646).

Finances locales : *Neuwirth (Lucien)* (p. 2639).

Finances publiques : *Balladur (Edouard)* (p. 2649).

Fiscalité : *Balladur (Edouard)* (p. 2647, 2648) ; *Blin (Maurice)* (p. 2635) ; *Moinet (Josy)* (p. 2640) ; *Neuwirth (Lucien)* (p. 2637, 2638, 2639) ; *Poncelet (Christian)* (p. 2645, 2646).

Grand marché intérieur (CEE) : *Balladur (Edouard)* (p. 2647) ; *Blin (Maurice)* (p. 2634) ; *Loridant (Paul)* (p. 2642) ; *Moinet (Josy)* (p. 2639, 2640, 2641) ; *Neuwirth (Lucien)* (p. 2637, 2638) ; *Poncelet (Christian)* (p. 2644, 2645, 2646) ; *Vizet (Robert)* (p. 2643).

Inflation : *Balladur (Edouard)* (p. 2650) ; *Loridant (Paul)* (p. 2641, 2642).

Intérêt (taux) : *Balladur (Edouard)* (p. 2648) ; *Loridant (Paul)* (p. 2642) ; *Poncelet (Christian) (p. 2646).*

Investissements : *Balladur (Edouard)* (p. 2650).

Investissements étrangers en France : *Moinet (Josy)* (p. 2640).

Marchés financiers : *Balladur (Edouard)* (p. 2649, 2650) ; *Chinaud (Roger)* (p. 2636) ; *Moinet (Josy)* (p. 2639, 2640, 2641) ; *Vizet (Robert)* (p. 2643).

Normes : *Blin (Maurice)* (p. 2635).

Pays en voie de développement (PVD) (endettement) : *Loridant (Paul)* (p. 2643).

Politique agricole commune (PAC) : *Blin (Maurice)* (p. 2635).

Politique monétaire et financière : *Balladur (Edouard)* (p. 2648, 2649, 2650) ; *Chinaud (Roger)* (p. 2636, 2637) ; *Poncelet (Christian)* (p. 2646).

Prélèvements obligatoires : *Balladur (Edouard)* (p. 2647, 2649) ; *Blin (Maurice)* (p. 2635) ; *Poncelet (Christian)* (p. 2644).

Privatisations : *Balladur (Edouard)* (p. 2650).

Protection sociale : *Neuwirth (Lucien)* (p. 2639).

Recherche : *Blin (Maurice)* (p. 2635).

Secteur tertiaire : *Blin (Maurice)* (p. 2635).

Sociétés civiles et commerciales : *Blin (Maurice)* (p. 2635) ; *Poncelet (Christian)* (p. 2646).

Système monétaire européen (SME) : *Balladur (Edouard)* (p. 2648, 2649) ; *Chinaud (Roger)* (p. 2636) ; *Loridant (Paul)* (p. 2641, 2642, 2643).

Taxe professionnelle : *Neuwirth (Lucien)* (p. 2639).

Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) (assiette) : *Balladur (Edouard)* (p. 2647) ; *Neuwirth (Lucien)* (p. 2638) ; *Poncelet (Christian)* (p. 2645).

Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) (taux) : *Balladur (Edouard)* (p. 2647, 2648) ; *Chinaud (Roger)* (p. 2637) ; *Neuwirth (Lucien)* (p. 2638, 2639) ; *Poncelet (Christian)* (p. 2645) ; *Vizet (Robert)* (p. 2644).

Traité de Rome : *Neuwirth (Lucien)* (p. 2638).

Questions orales sans débat

Ne sont mentionnées ici que les questions orales sans débat *venues en discussion* au cours de l'année 1987. La totalité des questions déposées figure dans la Table des questions 1987.

n° 130. – Entreprises (aides aux) (Aide à l'investissement) – Question de M. Paul Caron (29 octobre 1986) (p. 4146).

Discussion (3 avril 1987) (p. 29, 30) :

M. Paul Caron, Mme Michèle Alliot-Marie, secrétaire d'Etat chargée de l'enseignement.

n° 133. – Energie (économies) (Politique gouvernementale en matière d'économies d'énergie) – Question de M. René Régnault (5 novembre 1986) (p. 4326).

Discussion (10 avril 1987) (p. 141, 142) :

MM. René Régnault, Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports.

n° 135. – Enseignants (formation) (Suppression de postes de professeur d'école normale) – Question de Mme Hélène Luc (2 décembre 1986) (p. 5517).

n° 143 – Enseignement (Moyens de l'Education nationale) – Question de Mme Hélène Luc (19 décembre 1986) (p. 228).

n° 149 – Enseignement secondaire (Rentrée scolaire 1987 dans les lycées et collèges) – Question de Mme Hélène Luc (2 avril 1987) (p. 25).

Discussion commune (3 avril 1987) (p. 30, 35) :

Mmes Hélène Luc, Michèle Alliot-Marie, secrétaire d'Etat chargé de l'enseignement.

n° 137. – Logement (Equilibre financier des programmes de préservation du patrimoine immobilier des filiales de la Caisse des dépôts et consignations) – Question de Mme Marie-Claude Beaudeau (5 décembre 1986) (p. 5782).

Discussion (10 avril 1987) (p. 142, 143) :

Mme Marie-Claude Beaudeau, M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports.

n° 138. – Expulsions (logement) (Mesures prises pour assurer le relogement de familles expulsées dans le Val-d'Oise) – Question de Mme Marie-Claude Beaudeau (5 décembre 1986) (p. 5732).

Discussion (10 avril 1987) (p. 143, 144) :

Mme Marie-Claude Beaudeau, M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports.

n° 139. – Taxe foncière sur les propriétés non bâties (Plafonnement du taux de l'impôt foncier) – Question de M. Jean Colin (12 décembre 1986) (p. 6111).

Discussion (24 avril 1987) (p. 483, 484) :

MM. Jean Colin, Adrien Zeller, secrétaire d'Etat chargé de la sécurité sociale.

n° 141. – Politique agricole commune (Protection des producteurs français de céréales) – Question de M. Louis Minetti (19 février 1987) (p. 228).

Discussion (23 octobre 1987) (p. 3463, 3464) :

MM. Louis Minetti, Adrien Zeller, secrétaire d'Etat chargé de la sécurité sociale.

n° 144. – Handicapés (Mesures exceptionnelles pour assurer le fonctionnement de la maison d'accueil de Saint-Leu-La-Forêt) – Question de Mme Marie-Claude Beaudeau (26 février 1987) (p. 264).

n° 145 – Etablissements sociaux et médico-sociaux (Mesures pour assurer la conversion du centre médical Fernan-Bezançon à Saint-Martin-du-Tertre) – Question de Mme Marie-Claude Beaudeau (26 février 1987) (p. 264).

n° 146 – Hôpitaux (Centre hospitalier de Gonesse, Val-d'Oise : dotation d'un scanner) – Question de Mme Marie-Claude Beaudeau (19 mars 1987) (p. 390).

Discussion commune (3 avril 1987) (p. 35, 39) :

Mmes Marie-Claude Beaudeau, Michèle Barzach, ministre chargé de la santé et de la famille.

n° 147. – Transports aériens (Concurrence dans les transports aériens) – Question de M. Pierre Matraja (19 mars 1987) (p. 390).

Discussion (10 avril 1987) (p. 144, 146) :

MM. Pierre Matraja, Jacques Douffiagues, ministre chargé des transports.

n° 148. – Habitat (amélioration) (Subventions de l'Etat aux communes réalisant des opérations programmées d'amélioration de l'habitat) – Question de M. René Régnault (3 avril 1987) (p. 25).

Discussion (10 avril 1987) (p. 146, 148) :

MM. René Régnault, Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports.

n° 150. – Pêche (Accès des navires de pêche français dans les ports canadiens) – Question de M. Albert Pen (3 avril 1987) (p. 25).

Discussion (10 avril 1987) (p. 148, 149) :

MM. Albert Pen, Jacques Douffiagues, ministre chargé des transports.

n° 151. – Planification (Intentions du Gouvernement en matière de réforme de la planification) – Question de M. Roland Grimaldi (3 avril 1987) (p. 25).

Discussion (26 juin 1987) (p. 2667, 2669) :

MM. Roland Grimaldi, Alain Carignon, ministre chargé de l'environnement.

n° 153. – Fêtes et cérémonies publiques (Commémoration du génocide du peuple arménien) – Question de M. Charles Lederman (6 avril 1987) (p. 58).

Discussion (24 avril 1987) (p. 479, 480) :

MM. Charles Lederman, Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères.

n° 156. – Construction navale (Avenir des constructions navales de la Ciotat) – Question de M. Louis Minetti (8 avril 1987) (p. 95).

Discussion (22 mai 1987) (p. 1249, 1251) :

MM. Louis Minetti, Jean-Jacques Descamps, secrétaire d'Etat chargé du tourisme.

n° 157. – Prestations sociales (Extension aux départements d'outre-mer de la prise en charge des frais d'hébergement des mères d'enfants hospitalisés) – Question de M. Louis Virapoullé (8 avril 1987) (p. 96).

Discussion (28 avril 1987) (p. 502, 503) :

MM. Louis Virapoullé, André Rossinot, ministre chargé des relations avec le Parlement.

n° 158. – Sécurité sociale (Conséquences du plan de rationalisation de la sécurité sociale pour les assurés sociaux des départements d'outre-mer) – Question de M. Louis Virapoullé (8 avril 1987) (p. 96).

Discussion (28 avril 1987) (p. 503) :

MM. Louis Virapoullé, Bernard Pons, ministre des départements et territoires d'outre-mer.

n° 159. – Politique économique et sociale (Politique de solidarité en faveur des Français les plus démunis) – Question de M. Paul Loridant (8 avril 1987) (p. 96).

Discussion (28 avril 1987) (p. 500, 502) :

MM. Paul Loridant, André Rossinot, ministre chargé des relations avec le Parlement.

n° 160. – Licenciements (Protection des salariés en congé de maladie contre les licenciements) – Question de Mme Marie-Claude Beaudeau (9 avril 1987) (p. 138).

Discussion (24 avril 1987) (p. 480, 481) :

Mme Marie-Claude Beaudeau, M. Adrien Zeller, secrétaire d'Etat chargé de la sécurité sociale.

n° 161. – Enseignement (Rentrée scolaire 1987 dans le Val-d'Oise) – Question de Mme Marie-Claude Beaudeau (9 avril 1987) (p. 138).

Discussion (28 avril 1987) (p. 505, 506) :

Mmes Marie-Claude Beaudeau, Michèle Alliot-Marie, secrétaire d'Etat chargé de l'enseignement.

n° 162. – Taxe professionnelle (Taxe professionnelle des arsenaux) – Question de M. François Autain (10 avril 1987) (p. 138).

Discussion (15 mai 1987) (p. 1047) :

MM. François Autain, Yves Galland, ministre chargé des collectivités locales.

n° 164. – Universités (Difficultés financières des universités françaises – Question de Mme Danielle Bidard-Reydet (10 avril 1987) (p. 152).

Discussion (28 avril 1987) (p. 503, 505) :

Mme Danielle Bidard-Reydet, M. Jacques Valade, ministre chargé de la recherche et de l'enseignement supérieur.

n° 165. – Organisations syndicales (Respect des droits de l'homme, et notamment du droit syndical, dans l'entreprise) – Question de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (15 avril 1987) (p. 236).

Discussion (28 avril 1987) (p. 498, 499) :

Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, M. André Rossinot, ministre chargé des relations avec le Parlement.

n° 166. – Médecine (enseignement) (Troisième cycle des études médicales) – Question de Mme Danielle Bidard-Reydet (16 avril 1987) (p. 285).

Discussion (24 avril 1987) (p. 481, 483) :

Mme Danielle Bidard-Reydet, M. Adrien Zeller, secrétaire d'Etat chargé de la sécurité sociale.

n° 167. – Autoroutes (Tarifs des autoroutes pour les usagers tractant des caravanes) – Question de M. Michel Alloncle (22 avril 1987) (p. 361).

Discussion (28 avril 1987) (p. 499, 500) :

MM. Josselin de Rohan, en remplacement de Michel Alloncle ; Bernard Pons, ministre des départements et territoires d'outre-mer.

n° 168. – Fonction militaire (Seconde carrière des anciens militaires) – Question de M. Joseph Raybaud (24 avril 1987) (p. 447).

Discussion (19 juin 1987) (p. 2076, 2077) :

MM. Joseph Raybaud, Gérard Longuet, ministre chargé des P et T.

n° 169. – Textile (industrie) (Difficultés des entreprises du secteur de l'habillement de la région Midi-Pyrénées) – Question de M. Abel Sempé (24 avril 1987) (p. 447).

Discussion (15 mai 1987) (p. 1047, 1049) :

MM. Abel Sempé, Yves Galland, ministre chargé des collectivités locales.

n° 170. – Automobile (industrie) (Situation de l'industrie automobile dans les Hauts-de-Seine) – Question de M. Robert Pontillon (24 avril 1987) (p. 447).

Discussion (22 mai 1987) (p. 1251, 1253) :

MM. Robert Pontillon, Jean-Jacques Descamps, secrétaire d'Etat chargé du tourisme.

n° 172. – Examens et concours (Mesures pour améliorer le niveau du CAPES) – Question de M. Maurice Lombard (30 avril 1987) (p. 589).

Discussion (26 juin 1987) (p. 2662) :

Mmes Nelly Rodi, en remplacement de M. Maurice Lombard ; Michèle Alliot-Marie, secrétaire d'Etat chargé de l'enseignement.

n° 173. – Handicapés (Situation des grands invalides âgés) – Question de M. Marc Boeuf (1er mai 1987) (p. 645).

Discussion (19 juin 1987) (p. 2084, 2086) :

MM. Marc Boeuf, Adrien Zeller, secrétaire d'Etat chargé de la sécurité sociale.

n° 174. – Emploi (Situation de l'emploi en Lorraine) – Question de M. Roger Husson (7 mai 1987) (p. 774).

Discussion (26 juin 1987) (p. 2659, 2660) :

Mme Nelly Rodi, en remplacement de M. Roger Husson ; M. Adrien Zeller, secrétaire d'Etat chargé de la sécurité sociale.

n° 175. – Education physique et sportive (EPS) (Désengagement de l'éducation nationale vis à vis des activités sportives d'éveil) – Question de Mme Hélène Luc (7 mai 1987) (p. 774).

Discussion (5 juin 1987) (p. 1558, 1559) :

Mmes Hélène Luc, Nicole Catala, secrétaire d'Etat chargé de la formation professionnelle.

n° 176. – Enseignement secondaire (Désectorisation des collèges) – Question de Mme Hélène Luc (7 mai 1987) (p. 774).

Discussion (5 juin 1987) (p. 1559, 1560) :

Mmes Hélène Luc, Nicole Catala, secrétaire d'Etat chargé de la formation professionnelle .

n° 177. – Politique étrangère (Evolution de la situation au Nicaragua) – Question de M. Jean Garcia (7 mai 1987) (p. 775).

Discussion (22 mai 1987) (p. 1254, 1255) :

MM. Jean Garcia, Didier Bariani, secrétaire d'Etat, auprès du ministre des affaires étrangères.

n° 178. – Radiodiffusion et télévision (Termes employés lors d'un reportage du journal d'Antenne 2) – Question de M. Jean Colin (7 mai 1987) (p. 775).

Discussion (5 juin 1987) (p. 1556, 1557) :

MM. Jean Colin, Yves Galland, ministre chargé des collectivités locales.

n° 180. – Aéronautique (industrie) (Situation des industries aéronautiques militaires du bassin d'emploi de la Gironde) – Question de M. Philippe Madrelle (8 mai 1987) (p. 779).

Discussion (19 juin 1987) (p. 2075, 2076) :

MM. Philippe Madrelle, Gérard Longuet, ministre chargé des P et T.

n° 182. – Français de l'étranger (Situation des enfants français scolarisés au Gabon) – Question de M. André Rouvière (J.O. débats du 13 mai 1987) (p. 849).

Discussion (6 novembre 1987) (p. 3741, 3743) :

MM. Michel Aurillac, ministre de la coopération ; André Rouvière.

n° 183. – Justice (Ampleur donnée par les médias au procès de Lyon) – Question de M. Jean Colin (15 mai 1987) (p. 1038).

Discussion (5 juin 1987) (p. 1557) :

MM. Jean Colin, Yves Galland, ministre chargé des collectivités locales.

n° 185. – Transports ferroviaires (Tracé du TGV Nord dans la traversée du Val-d'Oise) – Question de Mme Hélène Missoffe (16 mai 1987) (p. 589).

Discussion (22 mai 1987) (p. 1953) :

Mme Hélène Missoffe, M. Jean-Jacques Descamps, secrétaire d'Etat chargé du tourisme.

n° 186. – Pêche (Difficultés des pêcheurs martiniquais) – Question de M. Roger Lise (20 mai 1987) (p. 1096).

Discussion (23 octobre 1987) (p. 3470, 3471) :

M. Roger Lise, Mme Michèle Alliot-Marie, secrétaire d'Etat chargé de l'enseignement .

n° 188. – Nomades (Problèmes posés aux communes par l'augmentation du nomadisme) – Question de M. Louis Perrein (22 mai 1987) (p. 1242).

Discussion (5 juin 1987) (p. 1560, 1561) :

MM. Louis Perrein, Adrien Zeller, secrétaire d'Etat chargé de la sécurité sociale.

n° 189. – Elevage (Difficultés de l'élevage ovin français) – Question de M. Adrien Gouteyron (22 mai 1987) (p. 1242).

Discussion (19 juin 1987) (p. 2083, 2084) :

MM. Adrien Gouteyron, Adrien Zeller, secrétaire d'Etat chargé de la sécurité sociale.

n° 190. – Elevage (Versement de l'aide en faveur des producteurs de veaux) – Question de M. Louis Brives (22 mai 1987) (p. 1242).

Discussion (5 juin 1987) (p. 1563, 1564) :

MM. Louis Brives, Jean-Jacques Descamps, secrétaire d'Etat chargé du tourisme.

n° 191. – Education surveillée (Avenir de l'éducation surveillée) – Question de M. Jean-Luc Bécart (22 mai 1987) (p. 1242).

Discussion (26 juin 1987) (p. 2656, 2657) :

MM. Charles Lederman, en remplacement de M. Jean-Luc Bécart ; Albin Chalandon, ministre de la justice.

n° 192. – Professions médicales et paramédicales (Maintien de l'école d'infirmières de Villeneuve-Saint-Georges) – Question de Mme Hélène Luc (22 mai 1987) (p. 1243).

Discussion (5 juin 1987) (p. 1561, 1563) :

Mme Hélène Luc, M. Adrien Zeller, secrétaire d'Etat chargé de la sécurité sociale.

n° 193. – Automobile (industrie) (Situation de l'industrie automobile face à la concurrence japonaise) – Question de M. Louis Souvet (23 mai 1987) (p. 1256).

Discussion (19 juin 1987) (p. 2077, 2080) :

MM. Louis Souvet, Gérard Longuet, ministre chargé des P et T.

n° 195. – Etablissements d'enseignement (Insuffisance des crédits de compensation du transfert de compétences des lycées aux régions) – Question de M. Yves Goussebaire-Dupin (26 mai 1987) (p. 1271).

Discussion (26 juin 1987) (p. 2652, 2653) :

MM. Yves Goussebaire-Dupin, Yves Galland, ministre chargé des collectivités locales.

n° 196. – Finances locales (Mise à disposition du département du Tarn des crédits destinés à l'aménagement des chemins départementaux) – Question de M. Louis Brives (26 mai 1987) (p. 1271).

Discussion (5 juin 1987) (p. 1555, 1556) :

MM. Louis Brives, Yves Galland, ministre chargé des collectivités locales.

n° 197. – Politique économique et sociale (Financement des centres d'aide par le travail, CAT) – Question de M. Paul Girod (27 mai 1987) (p. 1336).

Discussion (19 juin 1987) (p. 2086, 2087) :

MM. Paul Girod, Adrien Zeller, secrétaire d'Etat chargé de la sécrité sociale.

n° 198. – Universités (Moyens en matériel et en personnels de l'université de Paris X-Nanterre) – Question de M. Louis Perrein (27 mai 1987) (p. 1336).

Discussion (26 juin 1987) (p. 2663, 2664) :

M. Louis Perrein, Mme Michèle Alliot-Marie, secrétaire d'Etat chargé de l'enseignement.

n° 199. – Associations pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (Assedic) (Utilisation de l'excédent du fonds d'action sociale des Assedic de Seine-Saint-Denis) – Question de Mme Paulette Fost (28 mai 1987) (p. 1390).

Discussion (26 juin 1987) (p. 2660, 2661) :

Mme Paulette Fost, M. Adrien Zeller, secrétaire d'Etat chargé de la sécurité sociale.

n° 200. – Etablissements d'enseignement (Conséquences de la libération des tarifs des restaurants scolaires) – Question de Mme Paulette Fost (28 mai 1987) (p. 1390).

Discussion (26 juin 1987) (p. 2653, 2654) :

Mme Paulette Fost, M. Yves Galland, ministre chargé des collectivités locales.

n° 201. – Expulsions (étrangers) (Situation de certains basques espagnols expulsés par le Gouvernement français) – Question de M. Charles Lederman (28 mai 1987) (p. 1390).

Discussion (26 juin 1987) (p. 2654, 2656) :

MM. Charles Lederman, Yves Galland, ministre chargé des collectivités locales.

n° 202. – Administration centrale et services extérieurs (Adaptation des administrations de l'Etat à la décentralisation) – Question de M. Maurice Lombard (3 juin 1987) (p. 1434).

Discussion (26 juin 1987) (p. 2650, 2651) :

MM. Maurice Lombard, Yves Galland, ministre chargé des collectivités locales.

n° 203. – Electricité (Transfert des syndicats d'électrification rurale du Tarn au régime urbain) – Question de M. Louis Brives (3 juin 1987) (p. 1434).

Discussion (5 juin 1987) (p. 1564, 1565) :

MM. Louis Brives, Jean-Jacques Descamps, secrétaire d'Etat chargé du tourisme.

n° 206. – Culture (ministère) (Activités du ministre de la culture et de la communication depuis le mois de mars 1986) – Question de M. Paul Loridant (5 juin 1987) (p. 1552).

Discussion (26 juin 1987) (p. 2657, 2659) :

MM. Paul Loridant, Adrien Zeller, secrétaire d'Etat chargé de la sécurité sociale.

n° 208. – Handicapés (Difficultés d'admission des handicapés dans les structures médico-pédagogiques) – Question de M. Jacques Pelletier (10 juin 1987) (p. 1609).

Discussion (19 juin 1987) (p. 2087) :

MM. Jacques Pelletier, Adrien Zeller, secrétaire d'Etat chargé de la sécurité sociale.

n° 209. – Institut national de recherche chimique appliquée (IRCHA) (Modification du statut juridique de l'IRCHA) – Question de M. Robert Vizet (10 juin 1987) (p. 1609).

Discussion (19 juin 1987) (p. 2080, 2081) :

MM. Robert Vizet, Gérard Longuet, ministre chargé des P et T.

n° 211. – Propriété (accession à la) (Situation de certains accédants à la propriété astreints à de forts remboursements) – Question de M. Robert Vizet (10 juin 1987) (p. 1609).

Discussion (26 juin 1987) (p. 2664, 2665) :

MM. Robert Vizet, Alain Carignon, ministre chargé de l'environnement.

n° 212. – Logement (Politique du Gouvernement en matière de logement social) – Question de M. Jean-Luc Bécart (10 juin 1987) (p. 1609).

Discussion (19 juin 1987) (p. 2087, 2089) :

MM. Jean-Luc Bécart, Gaston Flosse, secrétaire d'Etat chargé des problèmes du Pacifique Sud.

n° 213. – Logement (Application de la loi relative à l'investissement locatif) – Question de M. Charles Lederman (10 juin 1987) (p. 1609).

Discussion (26 juin 1987) (p. 2665, 2666) :

MM. Robert Vizet, en remplacement de M. Charles Lederman ; Alain Carignon, ministre chargé de l'environnement.

n° 214. – Expulsions (logement) (Expulsions de locataires en difficultés financières) – Question de Mme Marie-Claude Beaudeau (10 juin 1987) (p. 1610).

Discussion (26 juin 1987) (p. 2666, 2667) :

Mme Marie-Claude Beaudeau, M. Alain Carignon, ministre chargé de l'environnement.

n° 215. – Insignes (Apposition de cocardes sur le pare-brise des voitures des maires) – Question de M. Louis Brives (11 juin 1987) (p. 1674).

Discussion (26 juin 1987) (p. 2651, 2652) :

MM. Louis Brives, Yves Galland, ministre chargé des collectivités locales.

n° 216. – Enseignants (Insuffisance de formation des instituteurs) – Question de Mme Hélène Luc (12 juin 1987) (p. 1749).

Discussion (26 juin 1987) (p. 2662, 2663) :

Mmes Hélène Luc, Michèle Alliot-Marie, secrétaire d'Etat chargé de l'enseignement.

n° 218. – Handicapés (Détermination des taux d'invalidité par les COTOREP) – Question de M. Hubert Martin (16 juin 1987) (p. 1861).

Discussion (19 juin 1987) (p. 2062, 2063) :

MM. Hubert Martin, Adrien Zeller, secrétaire d'Etat chargé de la sécurité sociale.

n° 219. – Aménagement rural (Suppression des perceptions rurales) – Question de M. Jean-François Le Grand (17 juin 1987) (p. 1915).

Discussion (19 juin 1987) (p. 2081, 2082) :

MM. Jean-François Le Grand, Adrien Zeller, secrétaire d'Etat chargé de la sécurité sociale.

n° 220. – Douanes (Avenir de l'octroi de mer) – Question de M. Rodolphe Désiré (18 juin 1987) (p. 1995).

Discussion (19 juin 1987) (p. 2089, 2090) :

MM. Rodolphe Désiré, Gaston Flosse, secrétaire d'Etat chargé des problèmes du Pacifique Sud.

n° 221. – Administration fiscale (Suppression des perceptions rurales) – Question de M. Gérard Delfau (23 juin 1987) (p. 2169).

Discussion (16 octobre 1987) (p. 3234, 3235) :

Mme Nicole Catala, secrétaire d'Etat chargé de la formation professionnelle ; M. Gérard Delfau.

n° 222. – Terrorisme (Etendue de l'indemnisation des victimes d'actes de terrorisme) – Question de M. Paul Masson (16 juillet 1987) (p. 1102).

Discussion (16 octobre 1987) (p. 3233, 3234) :

MM. Albin Chalandon, ministre de la justice ; Paul Masson.

n° 223. – Construction navale (Avenir des chantiers navals du littoral de La Ciotat) – Question de M. Louis Minetti (31 juillet 1987) (p. 1154).

Discussion (23 octobre 1987) (p. 3467, 3470) – Commune avec celle de sa question :

n° **236** sur le même sujet (3 octobre 1987) (p. 3046) :

M. Louis Minetti, Mme Michèle Alliot-Marie, secrétaire d'Etat chargé de l'enseignement.

n° 224. – Travail des enfants (Respect en Alsace de l'interdiction du travail des enfants) – Question de Mme Marie-Claude Beaudeau (10 septembre 1987) (p. 1400).

Discussion (16 octobre 1987) (p. 3235, 3236) :

Mmes Nicole Catala, secrétaire d'Etat chargé de la formation professionnelle ; Marie-Claude Beaudeau.

n° 225. – Allocations familiales (Revalorisation) – Question de Mme Marie-Claude Beaudeau (17 septembre 1987) (p. 1448).

Discussion (16 octobre 1987) (p. 3237, 3238) :

M. Adrien Zeller, secrétaire d'Etat chargé de la sécurité sociale ; Mme Marie-Claude Beaudeau.

n° 226. – Handicapés (Taux du complément de rémunération versé aux personnes handicapées) – Question de Mme Marie-Claude Beaudeau (17 septembre 1987) (p. 1448).

Discussion (16 octobre 1987) (p. 3236, 3237) :

M. Adrien Zeller, secrétaire d'Etat chargé de la sécurité sociale ; Mme Marie-Claude Beaudeau.

n° 227. – Chimie (industrie) (Privatisation de l'institut national de recherche chimique appliquée, IRCHA) – Question de M. Paul Loridant (24 septembre 1987) (p. 1490).

Discussion (9 octobre 1987) (p. 3095, 3096) :

MM. Paul Loridant, André Rossinot, ministre chargé des relations avec le Parlement .

n° 229. – Douanes (Application de l'article 231 du code des douanes, lors de la vente de navires de pêche) – Question de M. Jean Colin (24 septembre 1987) (p. 1490).

Discussion (16 octobre 1987) (p. 3239, 3240) :

Mme Nicole Catala, secrétaire d'Etat chargé de la formation professionnelle ; M. Jean Colin.

n° 230. – Enseignement (Devenir de l'Institut national de la recherche pédagogique, INRP) – Question de Mme Hélène Luc (24 septembre 1987) (p. 1490).

Discussion (16 octobre 1987) (p. 3241, 3242) :

Mmes Nicole Catala, secrétaire d'Etat chargé de la formation professionnelle ; Hélène Luc.

n° 231. – Alcoolisme (Avenir des centres d'hygiène alimentaire de l'Aisne) – Question de M. Jacques Pelletier (24 septembre 1987) (p. 1490).

Discussion (9 octobre 1987) (p. 3098) :

M. Jacques Pelletier, Mme Michèle Barzach, ministre chargé de la santé et de la famille.

n° 232. – Carburants (Marquage des pompes distribuant de l'essence additivée) – Question de M. Philippe François (1er octobre 1987) (p. 1526).

Discussion (9 octobre 1987) (p. 3096, 3097) :

MM. André Rossinot, ministre chargé des relations avec le Parlement ; Gérard Larcher, en remplacement de M. Philippe François.

n° 233. – Education surveillée (Mutation du délégué régional de l'éducation surveillée pour la région parisienne) – Question de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (1er octobre 1987) (p. 1526).

Discussion (13 novembre 1987) (p. 3883, 3884) :

Mme Marie-Claude Beaudeau, en remplacement de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis ; M. André Santini, ministre chargé de la communication.

n° 234. – Interruption volontaire de grossesse (IVG) (Application de l'article L. 647 du code de la santé publique interdisant toute publicité en faveur de l'avortement) – Question de M. Jean Chérioux (3 octobre 1987) (p. 3046).

Discussion (9 octobre 1987) (p. 3098, 3099) :

Mme Michèle Barzach, ministre de la santé et de la famille ; M. Jean Chérioux.

n° 235. – Carburants (Mesures pour inciter les compagnies pétrolières à l'incorporation d'éthanol dans l'essence) – Question de M. Gérard Larcher (3 octobre 1987) (p. 3046).

Discussion (9 octobre 1987) (p. 3097, 3098) :

MM. André Rossinot, ministre chargé des relations avec le Parlement ; Gérard Larcher.

n° 237. – Transports ferroviaires (Inquiétude de certaines municipalités de la Gironde relative aux projets de la SNCF sur la ligne Bordeaux-Toulouse) – Question de M. Marc Boeuf (3 octobre 1987) (p. 3047).

Discussion (23 octobre 1987) (p. 3471) :

M. Marc Boeuf, Mme Michèle Alliot-Marie, secrétaire d'Etat chargé de l'enseignement.

n° 238. – Hôpitaux publics (Conditions de fonctionnement de l'hôpital de Pointe-à-Pitre) – Question de M. Henri Bangou (8 octobre 1987) (p. 3063).

Discussion (16 octobre 1987) (p. 3238, 3239) :

MM. Adrien Zeller, secrétaire d'Etat chargé de la sécurité sociale ; Henri Bangou.

n° 239. – Electricité (Problèmes posés par le transfert des communes ou syndicats de communes du régime rural EDF au régime urbain) – Question de M. Louis Brives (8 octobre 1987) (p. 3063).

Discussion (16 octobre 1987) (p. 3242, 3243) :

Mme Nicole Catala, secrétaire d'Etat chargé de la formation professionnelle ; M. Louis Brives.

n° 240. – Tourisme (Amélioration des infrastructures touristiques des sites du département du Tarn) – Question de M. Louis Brives (8 octobre 1987) (p. 3063).

Discussion (16 octobre 1987) (p. 3243, 3244) :

Mme Nicole Catala, secrétaire d'Etat chargé de la formation professionnelle ; M. Louis Brives.

n° 241. – Dotation globale d'équipement (DGE) (Critères appliqués pour permettre à certains départements défavorisés d'obtenir une majoration de la DGE pour insuffisance de potentiel fiscal) – Question de M. Louis Brives (8 octobre 1987) (p. 3063).

Discussion (16 octobre 1987) (p. 3244, 3245) :

Mme Nicole Catala, secrétaire d'Etat chargé de la formation professionnelle ; M. Louis Brives.

n° 242. – Universités (Situation budgétaire de l'université de Paris-Sud) – Question de M. Paul Loridant (8 octobre 1987) (p. 3063).

Discussion (23 octobre 1987) (p. 3471, 3473) :

M. Paul Loridant, Mme Michèle Alliot-Marie, secrétaire d'Etat chargé de l'enseignement.

n° 243. – Martinique (Découpage cantonal dans le département de la Martinique) – Question de M. Roger Lise (14 octobre 1987) (p. 3107).

Discussion (6 novembre 1987) (p. 3740, 3741) :

MM. Bernard Pons, ministre des départements et territoires d'outre-mer ; Roger Lise.

n° 244. – Professions libérales (Concurrence entre les centres mutualistes et les opticiens libéraux) – Question de M. Jean Colin (14 octobre 1987) (p. 3107).

Discussion (18 décembre 1987) (p. 5686, 5687) :

Mme Michèle Barzach, ministre chargé de la santé ; M. Jean Colin.

n° 245. – Saint-Pierre-et-Miquelon (Mesures envisagées pour remédier à la situation de l'archipel de Saint-Pierre-et-Miquelon en matière de pêche) – Question de M. Albert Pen (14 octobre 1987) (p. 3108).

Discussion (16 octobre 1987) (p. 3240, 3241) :

Mme Nicole Catala, ministre chargé de la formation professionnelle ; M. Albert Pen.

n° 246. – Conseils de prud'hommes (Inscription des chômeurs sur les listes électorales prud'homales) – Question de M. Paul Loridant (15 octobre 1987) (p. 3162).

Discussion (23 octobre 1987) (p. 3464, 3466) :

MM. Paul Loridant, Adrien Zeller, secrétaire d'Etat chargé de la sécurité sociale.

n° 247. – Licenciements (Nouveaux licenciements chez Renault) – Question de M. Charles Lederman (15 octobre 1987) (p. 3162).

Discussion (23 octobre 1987) (p. 3466, 3467) :

MM. Charles Lederman, Adrien Zeller, secrétaire d'Etat chargé de la sécurité sociale.

n° 248. – Arts et spectacles (Conséquences de la réalisation de l'Opéra de la Bastille sur l'art lyrique à Paris) – Question de M. Paul Séramy (16 octobre 1987) (p. 3226).

Discussion (13 novembre 1987) (p. 3886, 3887) :

MM. Paul Séramy, André Santini, ministre chargé de la communication.

n° 249. – Carburants de substitution (Développement de la filière bioéthanol) – Question de M. Philippe François (21 octobre 1987) (p. 3291).

Discussion (23 octobre 1987) (p. 3473, 3474) :

M. Philippe François, Mme Michèle Alliot-Marie, secrétaire d'Etat chargé de l'enseignement.

n° 250. – Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure (Installation d'un scanographe à l'hôpital de Freyming-Merlebach) – Question de M. Roger Husson (21 octobre 1987) (p. 3291).

Discussion (6 novembre 1987) (p. 3737, 3738) :

Mme Michèle Barzach, ministre délégué chargé de la santé et de la famille ; M. Bernard-Charles Hugo, en remplacement de M. Roger Husson.

n° 252. – Collectivités territoriales d'outre-mer (Extension du bénéfice des prestations familiales sans condition d'activité professionnelle aux ressortissants des DOM-TOM) – Question de M. Henri Bangou (23 octobre 1987) (p. 3455).

Discussion (6 novembre 1987) (p. 3739, 3740) :

MM. Bernard Pons, ministre des départements et territoires d'outre-mer ; Henri Bangou.

n° 253. – Tourisme (Financement du tourisme social) – Question de M. Marcel Bony (23 octobre 1987) (p. 3455).

Discussion (6 novembre 1987) (p. 3747, 3748) :

Mme Michèle Alliot-Marie, secrétaire d'Etat chargé de l'enseignement ; M. Marcel Bony.

n° 254. – Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure (Création d'une unité nouvelle de gestion hospitalière dans le Val-d'Oise) – Question de Mme Marie-Claude Beaudeau (24 octobre 1987) (p. 3475).

Discussion (6 novembre 1987) (p. 3738, 3739) :

Mmes Michèle Barzach, ministre délégué chargé de la santé et de la famille ; Marie-Claude Beaudeau.

n° 256. – Enseignement (Lutte contre l'échec scolaire) – Question de M. Bernard Hugo (28 octobre 1987) (p. 3525).

Discussion (6 novembre 1987) (p. 3743, 3744) :

Mme Michèle Alliot-Marie, secrétaire d'Etat chargé de l'enseignement ; M. Bernard Hugo.

n° 258. – Réseau routier et autoroutier (Modalités de réalisation de la future autoroute A16) – Question de Mme Marie-Claude Beaudeau (29 octobre 1987) (p. 3950).

Discussion (6 novembre 1987) (p. 3746, 3747) :

Mmes Michèle Alliot-Marie, secrétaire d'Etat chargé de l'enseignement ; Marie-Claude Beaudeau.

n° 259. – Exploitants agricoles (Obtention du statut d'apiculteur professionnel) – Question de M. Christian Poncelet (30 octobre 1987) (p. 3617).

Discussion (13 novembre 1987) (p. 3887, 3888) :

MM. Philippe François, en remplacement de M. Christian Poncelet ; André Santini, ministre chargé de la communication.

n° 262. – Transports scolaires (Modification de la réglementation concernant les transports scolaires) – Question de Mme Marie-Claude Beaudeau (4 novembre 1987) (p. 3647).

Discussion (6 novembre 1987) (p. 3744) :

Mmes Michèle Alliot-Marie, secrétaire d'Etat chargé de l'enseignement ; Marie-Claude Beaudeau.

n° 263. – Bourses d'études (Revalorisation du montant des bourses d'études) – Question de Mme Marie-Claude Beaudeau (4 novembre 1987) (p. 3647).

Discussion (6 novembre 1987) (p. 3745, 3746) :

Mmes Michèle Alliot-Marie, secrétaire d'Etat chargé de l'enseignement ; Marie-Claude Beaudeau.

n° 264. – Appareillage médical (Financement d'un scanner pour l'hôpital de Remiremont) (Vosges) – Question de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (4 novembre 1987) (p. 3647).

Discussion (13 novembre 1987) (p. 3884, 3885) :

Mme Marie-Claude Beaudeau, en remplacement de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis ; Mme Michèle Barzach, ministre chargé de la santé et de la famille.

n° 265. – Professions médicales et paramédicales (Problèmes de la profession de masseur-kinésithérapeute) – Question de M. Charles Descours (6 novembre 1987) (p. 3734).

Discussion (13 novembre 1987) (p. 3885, 3886) :

M. Philippe François, en remplacement de M. Charles Descours ; Mme Michèle Barzach, ministre chargé de la santé et de la famille.

n° 267. – Télévision (chaînes) (Transfert à Marseille de l'équipe de FR3 Corse) – Question de M. Jean-Luc Mélenchon (6 novembre 1987) (p. 3734).

Discussion (13 novembre 1987) (p. 3888) :

MM. Jean-Pierre Bayle, en remplacement de M. Jean-Luc Mélenchon ; André Santini, ministre chargé de la communication.

n° 268. – Radiodiffusion et télévision (Montant des salaires des présentateurs vedettes de la télévision) – Question de M. Paul Loridant (13 novembre 1987) (p. 3861).

Discussion (11 décembre 1987) (p. 5322, 5323) :

M. Paul Loridant, Mme Nicole Catala, secrétaire d'Etat chargé de la formation professionnelle.

n° 269. – Licenciements (Bilan de la suppression de l'autorisation administrative de licenciement) – Question de M. Paul Loridant (13 novembre 1987) (p. 3861).

Discussion (11 décembre 1987) (p. 5324, 5326) :

MM. Paul Loridant, Adrien Zeller, secrétaire d'Etat chargé de la sécurité sociale.

n° 271. – Fonction militaire (Deuxième carrière des officiers et sous-officiers) – Question de M. Gérard Larcher (19 novembre 1987) (p. 4078).

Discussion (11 décembre 1987) (p. 5326) :

MM. Gérard Larcher, Adrien Zeller, secrétaire d'Etat chargé de la sécurité sociale.

n° 272. – Enseignement (programmes) (Place des crimes nazis dans l'enseignement de l'histoire) – Question de M. Abel Sempé (19 novembre 1987) (p. 4078).

Discussion (11 décembre 1987) (p. 5327) :

M. Abel Sempé, Mme Nicole Catala, secrétaire d'Etat chargé de la formation professionnelle.

n° 273. – Fiscalité locale (Orientations de la fiscalité locale) – Question de M. Abel Sempé (19 novembre 1987) (p. 4078).

Discussion (11 décembre 1987) (p. 5323, 5324) :

M. Abel Sempé, Mme Nicole Catala, secrétaire d'Etat chargé de la formation professionnelle.

n° 274. – Circulation routière (Conséquences des contrôles routiers) – Question de M. Abel Sempé (21 novembre 1987) (p. 4255).

Discussion (11 décembre 1987) (p. 5327, 5328) :

M. Abel Sempé, Mme Nicole Catala, secrétaire d'Etat chargé de la formation professionnelle.

n° 275. – Communauté économique européenne (CEE) (Conditions d'éligibilité au Fonds social européen) – Question de M. Michel Rufin (3 décembre 1987) (p. 4869).

Discussion (18 décembre 1987) (p. 5687, 5688) :

MM. Albin Chalandon, ministre de la justice ; Michel Rufin.

n° 276. – Anciens combattants et victimes de guerre (Respect du rapport constant) – Question de M. André Duroméa (3 décembre 1987) (p. 4869).

Discussion (11 décembre 1987) (p. 5328, 5329) :

Mmes Paulette Fost, en remplacement de M. André Duroméa ; Nicole Catala, secrétaire d'Etat chargé de la formation professionnelle.

n° 277. – Equipement (Aménagement de la RN 215 en Gironde) – Question de M. Jean-François Pintat (9 décembre 1987) (p. 5164).

Discussion (18 décembre 1987) (p. 5688, 5689) :

MM. Albin Chalandon, ministre de la justice ; Jean-François Pintat.

n° 278. – Transports aériens (Ouverture de la ligne aérienne Dominique – Pointe à Pitre-Saint Thomas) – Question de M. François Louisy (9 décembre 1987) (p. 5164).

Discussion (11 décembre 1987) (p. 5326, 5327) :

M. Rodolphe Désiré, en remplacement de M. François Louisy ; Mme Nicole Catala, secrétaire d'Etat chargé de la formation professionnelle.

n° 279. – Sécurité sociale (Avenir de l'URSSAF de Roanne (Loire)) – Question de M. Louis Mercier (10 décembre 1987) (p. 5214).

Discussion (11 décembre 1987) (p. 5324) :

MM. Louis Mercier, Adrien Zeller, secrétaire d'Etat chargé de la sécurité sociale.

n° 281. – Culture (Réorganisation des scènes lyriques parisiennes) – Question de M. Philippe François (10 décembre 1987) (p. 5214).

Discussion (18 décembre 1987) (p. 5689) :

MM. Albin Chalandon, ministre de la justice ; Philippe François.

R

Racisme

Voir *Droit pénal*, **3**

Radiodiffusion et télévision

Voir *Audiovisuel (programmes)*, **1**
Communication audiovisuelle, **1 ; 2 ; 3 ; 4**
Langues et cultures régionales, **1**
Ordre public, **1**
Président de la République, **2**
Questions au Gouvernement n° **141** ; n° **154**
Questions orales sans débat n° **178** ; n° **268**
Rappels au Règlement, **11**
Sécurité sociale n° **1**, Art. 53

Rapatriés

Voir *Lois de finances*, **1**, Economie, finances et privatisation - I – Charges communes (et rapatriés) et II – Services financiers
Lois de finances rectificatives, **1**, Art. 23
Rappels au Règlement, **42**

1. – **Projet de loi relatif à certaines situations résultant des événements d'Afrique du Nord,** PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Jacques Chirac, Premier ministre, par M. André Santini, secrétaire d'Etat aux rapatriés (4 juillet 1986) [n° **437** (85-86)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport de M. Franz Duboscq (22 avril 1987) [n° **192** (86-87)] – Urgence – Discussion (12 juin 1987) (Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 208 (86-87) – Rapatriés 3) – Adoption (12 juin 1987) [n° **82**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (15 juin 1987) [n° **845**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jacques Limouzy (17 juin 1987) [n° **856**] – Discussion (24 et 25 juin 1987) – Adoption (25 juin 1987) [n° **136**].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (26 juin 1987) [n° **326** (86-87)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport de M. Louis Souvet (29 juin 1987) [n° **333** (86-87)] – Discussion (29 juin 1987) – Adoption (29 juin 1987) [n° **106**].

PROMULGATION : Loi n° 87-503 du 8 juillet 1987 (*JO* Lois et décrets du 9 juillet 1987).

Discussion (première lecture)

(12 juin 1987) (p. 1758, 1809).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1758, 1785) (Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 208 (86-87) – Rapatriés 3) : *MM. André Santini, secrétaire d'Etat aux rapatriés ; Franz Duboscq, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Jean Francou, rapporteur de la commission des finances ; Daniel Millaud, Louis de Catuelan, Paul Alduy, José Balarello, Gérard Roujas, Charles Bonifay, Jean-Luc Bécart, Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Louis Virapoullé, Jacques Bérard.*

Afrique du Nord : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 1780) ; *Bécart (Jean-Luc)* (p. 1779) ; *Duboscq (Franz)* (p. 1765, 1766) ; *Roujas (Gérard)* (p. 1774, 1775) ; *Santini (André)* (p. 1759, 1760).

Algérie : *Bérard (Jacques)* (p. 1782) ; *Francou (Jean)* (p. 1767, 1768) ; *Santini (André)* (p. 1763).

Anciens combattants et victimes de guerre : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 1780) ; *Bécart (Jean-Luc)* (p. 1779) ; *Duboscq (Franz)* (p. 1766) ; *Roujas (Gérard)* (p. 1775) ; *Santini (André)* (p. 1760).

Associations : *Duboscq (Franz)* (p. 1765) ; *Francou (Jean)* (p. 1769) ; *Santini (André)* (p. 1762).

Assurance vieillesse : *Balarello (José)* (p. 1773) ; *Bonifay (Charles)* (p. 1776).

Biens (évaluation) : *Francou (Jean)* (p. 1767) ; *Santini (André)* (p. 1762).

Certificats d'indemnisation : *Alduy (Paul)* (p. 1772) ; *Catuelan (Louis de)* (p. 1771) ; *Francou (Jean)* (p. 1769) ; *Millaud (Daniel)* (p. 1770) ; *Santini (André)* (p. 1761, 1763, 1784).

Cimetières et pompes funèbres : *Balarello (José)* (p. 1774) ; *Santini (André)* (p. 1785).

Colonialisme : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 1778).

Commission départementale d'examen du passif des rapatriés (CODEPRA) : *Santini (André)* (p. 1764).

Commissions de remise et d'aménagement des prêts : *Santini (André)* (p. 1761, 1764).

Conjoints : *Balarello (José)* (p. 1773) ; *Bécart (Jean-Luc)* (p. 1779) ; *Duboscq (Franz)* (p. 1766) ; *Santini (André)* (p. 1760).

Constitution (article 40) : *Francou (Jean)* (p. 1769).

Cumul de retraites : *Duboscq (Franz)* (p. 1766) ; *Roujas (Gérard)* (p. 1775).

Décorations : *Balarello (José)* (p. 1774) ; *Duboscq (Franz)* (p. 1766) ; *Roujas (Gérard)* (p. 1775) ; *Santini (André)* (p. 1760).

Droits de mutation : *Francou (Jean)* (p. 1769).

Elections : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 1780).

Fêtes et cérémonies publiques : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 1779).

Fonctionnaires et agents publics : *Duboscq (Franz)* (p. 1765, 1766) ; *Millaud (Daniel)* (p. 1770) ; *Roujas (Gérard)* (p. 1774, 1775) ; *Santini (André)* (p. 1759, 1760, 1783).

Grâce et amnistie : *Balarello (José)* (p. 1773) ; *Duboscq (Franz)* (p. 1765, 1766) ; *Millaud (Daniel)* (p. 1770) ; *Roujas (Gérard)* (p. 1774) ; *Santini (André)* (p. 1759, 1760, 1783).

Harkis : *Alduy (Paul)* (p. 1772) ; *Balarello (José)* (p. 1774) ; *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 1781) ; *Bonifay (Charles)* (p. 1777) ; *Francou (Jean)* (p. 1768) ; *Santini (André)* (p. 1785).

Indemnisation : *Alduy (Paul)* (p. 1772) ; *Balarello (José)* (p. 1773, 1774) ; *Bécart (Jean-Luc)* (p. 1778) ; *Bérard (Jacques)* (p. 1782) ; *Bonifay (Charles)* (p. 1775) ; *Catuelan (Louis de)* (p. 1771) ; *Francou (Jean)* (p. 1767, 1768) ; *Millaud (Daniel)* (p. 1770) ; *Santini (André)* (p. 1761, 1762, 1763, 1784).

Indemnisation (échéancier) : *Alduy (Paul)* (p. 1773) ; *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 1779, 1780) ; *Bérard (Jacques)* (p. 1782) ; *Bonifay (Charles)* (p. 1775, 1776) ; *Catuelan (Louis de)* (p. 1771) ; *Francou (Jean)* (p. 1769) ; *Millaud (Daniel)* (p. 1770) ; *Roujas (Gérard)* (p. 1774) ; *Santini (André)* (p. 1763, 1784, 1785).

Indemnisation (plafonnement) : *Balarello (José)* (p. 1774) ; *Catuelan (Louis de)* (p. 1771) ; *Millaud (Daniel)* (p. 1770) ; *Santini (André)* (p. 1763, 1784).

Indexation : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 1780) ; *Bérard (Jacques)* (p. 1782) ; *Bonifay (Charles)* (p. 1776) ; *Francou (Jean)* (p. 1769) ; *Santini (André)* (p. 1763, 1784).

Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) : *Balarello (José)* (p. 1774) ; *Santini (André)* (p. 1785).

Madagascar : *Santini (André)* (p. 1784) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 1781, 1782).

Maroc : *Bérard (Jacques)* (p. 1782) ; *Bonifay (Charles)* (p. 1776) ; *Francou (Jean)* (p. 1768) ; *Santini (André)* (p. 1763, 1784).

Militaires : *Duboscq (Franz)* (p. 1766) ; *Santini (André)* (p. 1760, 1785).

Officiers généraux : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 1777) ; *Roujas (Gérard)* (p. 1775).

Organisation de l'armée secrète (OAS) : *Balarello (José)* (p. 1774) ; *Bécart (Jean-Luc)* (p. 1777) ; *Santini (André)* (p. 1783).

Pensions civiles et militaires de retraite : *Balarello (José)* (p. 1773) ; *Bécart (Jean-Luc)* (p. 1779) ; *Bonifay (Charles)* (p. 1776) ; *Duboscq (Franz)* (p. 1765, 1766) ; *Francou (Jean)* (p. 1768) ; *Millaud (Daniel)* (p. 1770) ; *Santini (André)* (p. 1759, 1760, 1785).

Prêts : *Bonifay (Charles)* (p. 1777) ; *Francou (Jean)* (p. 1768) ; *Santini (André)* (p. 1761, 1763, 1774).

Remise de dettes : *Balarello (José)* (p. 1773) ; *Bonifay (Charles)* (p. 1777) ; *Francou (Jean)* (p. 1768) ; *Santini (André)* (p. 1761, 1763, 1764).

Réunion (île) : *Virapoullé (Louis)* (p. 1781, 1782).

Sahara : *Francou (Jean)* (p. 1769).

Suspension de poursuites : *Santini (André)* (p. 1764).

Territoires d'outre-mer (TOM) : *Catuelan (Louis de)* (p. 1772) ; *Millaud (Daniel)* (p. 1770) ; *Roujas (Gérard)* (p. 1775) ; *Santini (André)* (p. 1784).

Tunisie : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 1780) ; *Bérard (Jacques)* (p. 1782) ; *Bonifay (Charles)* (p. 1776) ; *Francou (Jean)* (p. 1768) ; *Santini (André)* (p. 1763, 1784).

Vanuatu : *Bonifay (Charles)* (p. 1775) ; *Catuelan (Louis de)* (p. 1772) ; *Francou (Jean)* (p. 1767, 1769) ; *Millaud (Daniel)* (p. 1770) ; *Santini (André)* (p. 1784).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1785, 1809) : *Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Franz Duboscq, rapporteur ; André Santini, secrétaire d'Etat ; Jean Francou, au nom de la commission des finances ; Jean-Luc Bécart, Roger Romani, Pierre Laffitte, Gérard Roujas, Pierre Croze.*

Avant l'art. 1er (p. 1786).

Irrecevable (article 40 de la Constitution) : amendement n° 15 (art. additionnel) de Mme Marie-Claude Beaudeau : réintégration, reconstitution des carrières, et révision du calcul des pensions de retraite des personnes ayant subi des mesures préjudiciables à leur emploi ou à leur carrière en raison de leur action ou de leurs opinions anticolonialistes ; gagé par la majoration du taux de l'impôt sur les bénéfices des entreprises de fabrication d'armements (p. 1786).

Art. 1er (*Modalités de rachat des annuités de cotisations en vue de la révision de carrière*) (p. 1786).

Parole sur l'article : *Mme Marie-Claude Beaudeau* (p. 1787) – Circulaires.

Adoptés : amendements identiques n° 4 de M. Franz Duboscq, rapporteur ; et n° 17 de Mme Marie-Claude Beaudeau : levée de l'interdiction du cumul entre une pension civile et militaire de retraite et une retraite complémentaire pour les anciens fonctionnaires sollicitant une révision de leur pension ; sous-amendement n° 44 de M. André Santini, secrétaire d'Etat : maintien de l'interdiction de cumul pour les régimes spéciaux de retraite (p. 1788).

Rejeté : amendement n° 17 de Mme Marie-Claude Beaudeau : indemnisation des ayants droit des victimes de l'OAS, des tués et des blessés de la manifestation de Charonne du 8 février 1962 (p. 1789 ; scrutin public n° 188).

– L'art. 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 1789).

Art. 2 *(Extension de la révision de carrière aux militaires placés en non-activité par retrait d'emploi)* (p. 1789).

Parole sur l'article : *M. Jean-Luc Bécart* (p. 1789) – Droit à la reconstitution de carrière.

Rejetés : amendements de Mme Marie-Claude Beaudeau, soutenus par M. Jean-Luc Bécart, n° 18 : extension de la possibilité de révision de carrière aux militaires placés en non-activité par retrait d'emploi pour motifs politiques en relation directe avec la guerre d'Indochine (p. 1790) – N° 19 : droit à la reconstitution de carrière des militaires placés en non-activité par retrait d'emploi (p. 1791 ; scrutin public n° 189) – N° 20 : attribution d'une retraite équivalente à celle des lieutenants aux sous-lieutenants d'active concernés par cet article (p. 1792) – Et n° 21 : extension de la possibilité de révision de carrière aux militaires ayant vu leur carrière affectée par quelque mesure que ce soit pour motifs politiques en relation avec les événements d'Afrique du Nord ou d'Indochine (p. 1793).

Retirés : amendement n° 5 de M. Franz Duboscq, rapporteur, analogue à l'amendement n° 18 de Mme Marie-Claude Beaudeau (p. 1790) – Amendement n° 13 de M. Guy Besse, soutenu par M. Pierre Laffitte : droit à la reconstitution de carrière au titre de la réserve ou de l'honorariat des militaires placés en non-activité par retrait d'emploi titulaires de la croix de combattant volontaire de la Résistance ou de volontaire de la guerre de 1939-1945 (p. 1791).

– L'art. 2 est adopté (p. 1793).

Après l'art. 2 (p. 1793).

Rejetés : amendements (art. additionnels) de Mme Marie-Claude Beaudeau, soutenus par M. Jean-Luc Bécart, n° 22 : abrogation de l'article 6 de la loi n° 82-1021 du 3 décembre 1982 réintégrant dans la seconde section du cadre de réserve les officiers généraux factieux (p. 1794 ; scrutin public n° 190) – Et n° 23 : droit à la reconstitution de carrière à compter de leur naturalisation pour les enseignants français d'origine tunisienne (p. 1794).

Retiré : amendement (art. additionnel) n° 14 de M. Guy Besse, retiré par M. Pierre Laffitte, analogue à l'amendement n° 20 de Mme Marie-Claude Beaudeau (p. 1793).

Art. 3 *(Reclassement des fonctionnaires d'Afrique du Nord ayant combattu durant la seconde guerre mondiale)* (p. 1794).

Parole sur l'article : *Mme Marie-Claude Beaudeau* (p. 1795) – Circulaires.

Adoptés : amendement de M. Franz Duboscq, rapporteur, n° 7 : cas des fonctionnaires réaffectés dans les cadres de la fonction publique métropolitaine (p. 1797) – Amendements identiques n° 8 de M. Franz Duboscq, rapporteur et n° 25 de Mme Marie-Claude Beaudeau : effet pécuniaire rétroactif du reclassement administratif (p. 1796) – Amendement n° 45 de M. André Santini, secrétaire d'Etat : effet pécuniaire rétroactif du reclassement à compter de la date du fait générateur (p. 1798) – Amendement n° 43 de M. Franz Duboscq, rapporteur, rédactionnel (p. 1799).

Rejeté : amendement n° 24 de Mme Marie-Claude Beaudeau : ouverture du bénéfice de l'ordonnance du 15 juin 1945 à certains militaires sanctionnés lors de la guerre d'Indochine (p. 1795).

Irrecevable (article 40 de la Constitution) : amendement n° 6 de M. Franz Duboscq, rapporteur, repris par Mme Marie-Claude Beaudeau : extension du bénéfice de la levée de forclusion de l'ordonnance du 15 juin 1945 aux anciens agents de la France d'outre-mer (p. 1797).

Retirés : amendements identiques n° 12 de M. Guy Besse, retiré par M. Pierre Laffitte, et n° 26 de Mme Marie-Claude Beaudeau : extension de la levée de forclusion de l'ordonnance du 15 juin 1945 aux fonctionnaires d'outre-mer, y compris du Maroc et de Tunisie (p. 1795 et 1797) – Amendement n° 6 de M. Franz Duboscq, rapporteur (p. 1797).

Devenu sans objet : sur l'amendement n° 6 de la commission, sous-amendement n° 47 de M. Pierre Laffitte, analogue à l'amendement n° 12 (p. 1797).

Explication de vote sur l'article : *Mme Marie-Claude Beaudeau* (p. 1799).

– L'art. 3, ainsi modifié, est adopté (p. 1799).

Après l'art. 3 (p. 1799).

Rejetés : amendements (art. additionnels) de Mme Marie-Claude Beaudeau, n° 27 : application de l'interdiction de cumuls entre les pensions de retraite au seul article L. 84 du

code des pensions civiles et militaires de retraite (p. 1799) – Et n° 28 : mode de calcul de la retenue pour pension prévue à l'article 10 de la loi n° 82-1021 du 3 décembre 1982 (p. 1800).

Art. 4 *(Délai de forclusion des demandes de reclassement)* (p. 1800).

Rejetés : amendements de M. André Méric, soutenus par M. Gérard Roujas, n° 35 : fixation par décret du délai de forclusion (p. 1801) – Et n° 36 : fixation à trois ans du délai de forclusion (p. 1801).

– L'art. 4 est adopté (p. 1801).

Après l'art. 4 (p. 1801).

Rejetés : amendements (art. additionnels) de Mme Marie-Claude Beaudeau, soutenus par M. Jean-Luc Bécart, n° 30 : extension du bénéfice des dispositions de l'article 11 de la loi du 3 décembre 1982 aux salariés des services publics (p. 1801) – N° 29 : indemnisation des préjudices subis pour activités ou opinions anticolonialistes ; gagé sur la majoration du taux de l'impôt sur les bénéfices des entreprises de fabrication d'armements (p. 1801) – Et n° 31 : modification de la date prise en compte pour l'indemnisation des personnes de nationalité française ayant fait l'objet de mesures de précaution au Maroc (p. 1802).

Art. 5 *(Attribution au conjoint survivant de l'indemnité forfaitaire destinée à réparer le préjudice subi du seul fait de mesures administratives)* (p. 1802).

Retiré : amendement n° 1 de M. José Balarello, soutenu par M. Pierre Laffitte : extension de l'indemnité forfaitaire aux personnes gardées à vue ou détenues puis bénéficiaires ultérieurement d'un non-lieu, d'une relaxe ou d'un acquittement (p. 1802).

– L'art. 5 est adopté (p. 1802).

Art. 6 *(Délai de forclusion des demandes d'indemnité forfaitaire)* (p. 1802).

Rejetés : amendements de M. André Méric, soutenus par M. Gérard Roujas, n° 37 : fixation à trois ans du délai de forclusion (p. 1803) – Et n° 38 : fixation par décret du délai de forclusion (p. 1803).

– L'art. 6 est adopté (p. 1803).

Art. 7 *(Modalités de rachat des annuités en vue de la révision de carrière des agents des services publics concédés)* (p. 1803).

Adoptés : amendement n° 9 de M. Franz Duboscq, rapporteur : possibilité pour les agents des services publics concédés demandant une révision de carrière de conserver leurs droits à pension dans les régimes de retraite complémentaire ; sous-amendement n° 46 de M. André Santini, secrétaire d'Etat : maintien de l'interdiction de cumul pour les régimes spéciaux de retraite (p. 1803).

– L'art. 7, ainsi modifié, est adopté (p. 1803).

Art. 8 *(Reclassement des agents des services publics concédés)* (p. 1803).

Rejeté : amendement n° 39 de M. André Méric, soutenu par M. Gérard Roujas : extension du bénéfice du reclassement aux agents des services publics concédés en métropole ou outre-mer (p. 1804).

Retiré : amendement n° 10 de M. Franz Duboscq, rapporteur : extension du bénéfice du reclassement aux agents des services publics concédés en France d'outre-mer (p. 1804).

– L'art. 8 est adopté (p. 1804).

Art. 9 *(Délai de forclusion des demandes de reclassement effectuées par des agents des services concernés)* (p. 1804).

Rejetés : amendements de M. André Méric, soutenus par M. Gérard Roujas, n° 40 : fixation par décret du délai de forclusion (p. 1804) – Et n° 41 : fixation à trois ans du délai de forclusion (p. 1804).

– L'art. 9 est adopté (p. 1804).

Art. 10 *(Réintégration dans les ordres honorifiques et dans le droit au port de certaines décorations)* (p. 1804).

Adopté : amendement n° 11 de M. Franz Duboscq, rapporteur, rédactionnel (p. 1804).

Rejeté : amendement n° 32 de Mme Marie-Claude Beaudeau, soutenu par M. Jean-Luc Bécart : exclusion du bénéfice de cet article des personnes ayant commis certains actes pendant la guerre d'Algérie (p. 1805 ; scrutin public n° 191).

Explications de vote sur l'article : *M. Gérard Roujas* (p. 1805) ; *Mme Marie-Claude Beaudeau* (p. 1805).

Art. 11 *(Levée de séquestres)* – Adopté (p. 1805).

Après l'art. 11 (p. 1805).

Adopté : amendement (art. additionnel) n° 34 de M. François Trucy, soutenu par M. Pierre Croze : extension de l'amnistie aux infractions et faits constitutifs de fautes disciplinaires et professionnelles commis, avant l'entrée en vigueur de la loi du 16 juillet 1974 portant amnistie, en relation avec les événements d'Afrique du Nord (p. 1806).

Retiré : amendement n° 3 (art. additionnel) de M. José Balarello, soutenu par M. Pierre Laffitte : suppression de la disposition de la loi de finances rectificative pour 1963 excluant du bénéfice des pensions d'invalidité accordées aux victimes d'attentats ou d'actes de violence les personnes condamnées pour des motifs en relation avec les événements d'Afrique du Nord (p. 1807 ; priorité ordonnée p. 1806).

Devenu sans objet : amendement n° 2 (division additionnelle) de M. José Balarello (p. 1807).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1806).

Intitulé du projet de loi (p. 1807).

Rejetés : amendement n° 42 de M. André Méric, soutenu par M. Gérard Roujas : « Projet de loi relatif à certaines situations résultant des événements d'Afrique du Nord, d'Outre-mer, de la guerre d'Indochine et de la Seconde Guerre Mondiale » (p. 1807) – Amendement n° 33 de Mme Marie-Claude Beaudeau : « Projet de loi relatif à certaines situations résultant des événements d'Afrique du Nord, de la guerre d'Indochine et de la Seconde Guerre Mondiale » (p. 1807).

– L'intitulé du projet de loi est adopté (p. 1807).

Explications de vote sur l'ensemble : *MM. Emmanuel Hamel* (p. 1807, 1808), *Pierre Laffitte* (p. 1808), *Charles Bonifay* (p. 1808) ; *Mme Marie-Claude Beaudeau* (p. 1808) – Rapatriés, cimetières et pompes funèbres, pensions civiles et militaires de retraite, officiers généraux.

Scrutin public n° 192 (p. 1809).

Adoption (12 juin 1987) (p. 1809).

Discussion (deuxième lecture)

(29 juin 1987) (p. 2875, 2877).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2875, 2876) : *MM. André Santini, secrétaire d'Etat aux rapatriés ; Louis Souvet, rapporteur de la commission des affaires sociales.*

Conjoints : *Souvet (Louis)* (p. 2875).

Constitution (article 40) : *Santini (André)* (p. 2875) ; *Souvet (Louis)* (p. 2875).

Cumul de retraites : *Santini (André)* (p. 2875).

Fonctionnaires et agents publics : *Souvet (Louis)* (p. 2875).

Indemnisation : *Santini (André)* (p. 2875) ; *Souvet (Louis)* (p. 2875).

Pensions civiles et militaires de retraite : *Santini (André)* (p. 2875).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2876, 2877)

TITRE Ier MODIFIANT LA LOI N°82-1021 DU 3 DECEMBRE 1982 RELATIVE AU REGLEMENT DE CERTAINES SITUATIONS RESULTANT DES EVENEMENTS D'AFRIQUE DU NORD, DE LA GUERRE D'INDOCHINE OU DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE – Adopté (p. 2876).

Art. 2 – Adopté (p. 2876).

Art. 5 – Adopté (p. 2876).

TITRE II MODIFIANT LA LOI N° 85-1274 DU 4 DECEMBRE 1985 PORTANT AMELIORATION DES RETRAITES DES RAPATRIES – Adopté (p. 2876).

TITRE III MODIFIANT LA LOI N° 86-697 DU 31 JUILLET 1968 PORTANT AMNISTIE – Adopté (p. 2876).

Art. 11 – Adopté (p. 2876).

Explication de vote sur l'ensemble : *M. Charles Bonifay* (p. 2876), *intervention de M. André Santini, secrétaire d'Etat* (p. 2876).

Adoption (29 juin 1987) (p. 2877).

2. – **Proposition de loi relative à la réparation des préjudices moraux et matériels subis en relation avec les événements d'Algérie par les personnes de citoyenneté française,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Olivier Roux, sénateur, et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 20 décembre 1986 – 9 février 1987) [n° **148** (86-87)] – Renvoi à la commission des lois – Dessaisissement de cette commission et renvoi à la commission des affaires sociales (2 avril 1987) (p. 5).

3. – **Projet de loi relatif au règlement de l'indemnisation des rapatriés,** PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Jacques Chirac, Premier ministre, par M. André Santini, secrétaire d'Etat aux rapatriés (29 avril 1987) [n° **208** (86-87)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Jean Francou (3 juin 1987) [n° **259** (86-87)] – Urgence – Discussion (12 et 17 juin 1987) (Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° **437** (85-86) – Rapatriés **1**) – Adoption (17 juin 1987) [n° **85**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (18 juin 1987) [n° **858**] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Claude Barate (19 juin 1987) [n° **882**] – Discussion (24 et 25 juin 1987) – Adoption (25 juin 1987) [n° **137**].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (26 juin 1987) [n° **327** (86-87)] – Renvoi à la commission des finances.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Jean Francou (30 juin 1987) [n° **336** (86-87)] – Discussion (30 juin 1987) – Adoption (30 juin 1987) [n° **114**].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Claude Barate (30 juin 1987) [n° **900**] – Discussion (7 juillet 1987) – Adoption (7 juillet 1987) [n° **154**].

PROMULGATION : Loi n° 87-549 du 16 juillet 1987 (*JO* Lois et décrets du 19 juillet 1987).

Discussion (première lecture)

(12 juin 1987) (p. 1758, 1785) ; (17 juin 1987) (p. 1922, 1957).

I – DISCUSSION GENERALE (12 juin 1987) (p. 1758, 1785) (Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° **437** (85-86) – Rapatriés **1**)

II – DISCUSION DES ARTICLES (17 juin 1987) (p. 1922, 1957) : *MM. Charles Bonifay, Jean Francou, rapporteur de la commission des finances ; André Santini, secrétaire d'Etat aux rapatriés ; Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. André Méric, Louis Minetti, Jacques Pelletier, Raymond Soucaret, Robert Laucournet, Jacques Descours Desacres, Christian Poncelet, président de la commission des finances ; Olivier Roux, Paul Alduy, Emmanuel Hamel, Raymond Soucaret, René-Georges Laurin.*

Avant l'art. 1er (p. 1918).

Rejeté : amendement (art. additionnel) n° 42 de M. André Méric, soutenu par M. Charles Bonifay : créances détenues par des personnes physiques ou morales sur des rapatriés ayant contracté des prêts ou autres obligations pour pouvoir acquérir des biens et ayant ensuite été dépossédés en raison de l'indépendance du territoire (p. 1925).

Irrecevables (article 40 de la Constitution) : amendements de M. André Méric, soutenus par M. Charles Bonifay, n° 39 (division additionnelle) : « Titre Ier : Du droit à l'indemnisation » (p. 1922) – Et n° 40 (art. additionnel) : extension des dispositions de la loi du 15 juillet 1970 aux dépossessions intervenues après le 1er juin 1970 (p. 1924) – Amendement n° 22 (art. additionnel) de Mme Marie-Claude Beaudeau : indemnité forfaitaire de 50 000 francs pour certains rapatriés et notamment pour des personnes ayant fait l'objet de condamnations judiciaires, gagé sur le rétablissement de l'impôt sur les grandes fortunes (p. 1923).

Retirés : amendements de M. André Méric, soutenus par M. Charles Bonifay, n° 41 (art. additionnel) : prise en compte des ventes à vil prix comme une dépossession ouvrant droit à indemnisation (p. 1924) – N° 44 (art. additionnel) : droit à indemnisation pour les associés qui possédaient plus de 50 % du capital d'une société dépossédée (p. 1926) – Et n° 43 (division additionnelle) : « Titre II : Indemnités complémentaires » (p. 1926).

Art. 1er *(Modalités de calcul du complément d'indemnisation)* (p. 1926).

Parole sur l'article : *M. Jean Francou, rapporteur* (p. 1926, 1927) – Indemnisation (échéancier).

Irrecevables (article 40 de la Constitution) : amendement n° 23 de Mme Marie-Claude Beaudeau, soutenu par M. Louis Minetti : indemnisation des pertes de traitement subies par les fonctionnaires français ou assimilés ayant fait l'objet d'un reclassement dans les cadres métropolitains (p. 1928) – Amendement n° 45 de M. André Méric, soutenu par M. Charles Bonifay : augmentation du coefficient de revalorisation des biens agricoles pour les petites exploitations (p. 1928).

– L'art. 1er est adopté (p. 1928).

Art. 2 *(Indemnisation des personnes ayant cédé leurs biens en Tunisie)* (p. 1928).

Retiré : amendement n° 13 de M. Max Lejeune, soutenu par M. Jacques Pelletier : situation des rapatriés des anciens départements sahariens des Oasis et de la Saoura (p. 1929).

– L'art. 2 est adopté (p. 1929).

Art. 3 *(Indemnisation des personnes dépossédées au Maroc en 1973)* (p. 1929).

Irrecevable (article 40 de la Constitution) : amendement n° 47 de M. André Méric, soutenu par M. Charles Bonifay : modalités d'indexation des indemnités (p. 1930).

Retirés : amendement n° 67 de M. Raymond Soucaret : indemnisation des Français agriculteurs au Maroc expropriés de leurs biens par le dahir du 25 juillet 1969 (p. 1929) – Amendement n° 46 de M. André Méric, soutenu par M. Charles Bonifay, de coordination (p. 1929) – Amendement n° 14 de M. Max Lejeune, soutenu par M. Jacques Pelletier, de coordination (p. 1930).

– L'art. 3 est adopté (p. 1930).

Après l'art. 3 (p. 1930).

Adopté : amendement (art. additionnel) n° 70 de M. André Santini, secrétaire d'Etat : levée de la forclusion pendant un délai d'un an pour les personnes qui ont déclaré la dépossession de leurs biens avant le 15 juillet 1970 et pour les indivisaires dont les biens ont déjà fait l'objet d'une évaluation par l'Agence nationale pour l'indemnisation des Français d'outre-mer, ANIFOM (p. 1931).

Retirés : amendement (art. additionnel) n° 15 de M. Jean Francou, rapporteur, analogue à l'amendement n° 70 du Gouvernement (p. 1931) – Amendements (art. additionnels) de M. Robert Laucournet, nos 69 et 48, relatifs à l'indemnisation des ressortis-

sants français dépossédés de leurs biens au Maroc à la suite du tremblement de terre d'Agadir du 29 février 1960 (p. 1932).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1931).

Art. 4 *(Plafonnement de l'indemnisation)* (p. 1932).

Adopté: amendement n° 71 de M. André Santini, secrétaire d'Etat, de coordination (p. 1933).

Rejeté: amendement n° 24 de Mme Marie-Claude Beaudeau, soutenu par M. Louis Minetti: abaissement du plafond d'indemnisation (p. 1933).

– L'art. 4, ainsi modifié, est adopté (p. 1933).

Après l'art. 4 (p. 1933).

Irrecevable (article 40 de la Constitution): amendement n° 25 (art. additionnel) de Mme Marie-Claude Beaudeau : indemnisation des pertes de traitement subies par les fonctionnaires français ou assimilés ayant fait l'objet d'un reclassement dans les cadres métropolitains et versement d'une allocation d'attente de cent mille francs aux fonctionnaires français rapatriés de Tunisie et du Maroc ayant obtenu une reconstitution de carrière (p. 1933).

Art. 5 *(Dispositions applicables aux certificats d'indemnisation)* (p. 1933).

Adoptés: amendement n° 74 de M. André Santini, secrétaire d'Etat, rédactionnel ; sous-amendement n° 12 de M. Jacques Descours Desacres : délivrance des certificats d'indemnisation avant le 30 septembre 1988 (p. 1936).

Irrecevable (article 40 de la Constitution): amendement n° 49 de M. André Méric, soutenu par M. Charles Bonifay : modalités et conditions de versement de l'indemnité (p. 1936).

Retirés: amendement n° 72 de M. André Santini, secrétaire d'Etat, de coordination (p. 1935) – Amendement n° 16 de M. Jean Francou, rapporteur : acquittement des droits de mutation par décès exigibles sur la créance revenant à chaque ayant droit par imputation sur la globalité de cette créance (p. 1937).

Explication de vote sur l'article : *M. Olivier Roux* (p. 1937).

– L'art. 5, ainsi modifié, est adopté (p. 1937).

Art. 6 *(Echéancier de règlement des certificats d'indemnisation)* (p. 1937).

Parole sur l'article : *M. Paul Alduy* (p. 1937).

Adopté: amendement n° 17 de M. Jean Francou, rapporteur : indemnisation en une seule fois des personnes âgées de plus de 90 ans, en trois ans pour les personnes âgées de plus de 80 ans et en dix ans pour les autres (p. 1941 ; scrutin public n° 195).

Retirés: amendements de M. Pierre Merli, n^{os} 20 et 21 : indemnisation en deux ans des personnes âgées de plus de 80 ans (p. 1940).

Devenu sans objet: amendement n° 50 de M. André Méric : indemnisation en sept ans à partir de 1988 des personnes âgées de plus de 80 ans (p. 1941).

– L'art. 6, dans la rédaction de l'amendement n° 17, est adopté (p. 1941).

Art. 7 *(Modalités d'application des articles 1er à 6)* – Adopté (p. 1941).

Art. 8 *(Allocation en faveur des harkis, moghaznis et personnels des diverses formations supplétives ayant servi en Algérie)* (p. 1941).

Adopté: amendement n° 73 de M. André Santini, secrétaire d'Etat : majoration de l'allocation en faveur des anciens supplétifs (p. 1943).

Rejeté: amendement n° 52 de M. André Méric, soutenu par M. Charles Bonifay : versement de l'allocation aux ayants droit en l'absence de conjoint survivant (p. 1943).

Retiré: amendement n° 51 de M. André Méric, soutenu par M. Charles Bonifay: majoration de l'allocation en faveur des anciens supplétifs (p. 1943).

– L'art. 8, ainsi modifié, est adopté (p. 1943).

Après l'art. 8 (p. 1943).

Rejetés: amendements (art. additionnels) de Mme Marie-Claude Beaudeau, n° 26 : création d'une commission nationale chargée de faire des propositions pour améliorer la situation des Français rapatriés d'origine nord-africaine (p. 1944) – Et n° 27 : mesures en faveur du logement des Français rapatriés d'origine nord-africaine et de leur famille (p. 1944).

Avant l'art. 9 (p. 1945).

Retiré: amendement (division additionnelle) n° 53 de M. André Méric, retiré par M. Charles Bonifay : « Titre III : Dispositions relatives à la réinstallation des rapatriés » (p. 1945).

Art. 9 *(Consolidation des emprunts et dettes)* (p. 1945).

Parole sur l'article : *M. Emmanuel Hamel* (p. 1945).

Adoptés: amendement n° 55 de M. André Méric, soutenu par M. Charles Bonifay : extension du bénéfice des dispositions de cet article aux rapatriés dont l'exploitation se heurte à de graves difficultés économiques et financières (p. 1947) – Amendement n° 19 de M. Jean Francou, rapporteur : extension de la consolidation à toutes les dettes et tous les emprunts en sus de la réinstallation (p. 1950).

Rejetés: amendements de M. André Méric, soutenus par M. Charles Bonifay, n° 56 : prêt de consolidation bonifié par l'Etat et garanti de plein droit si son montant est inférieur à un million de francs (p. 1949 ; scrutin public n° 196) – N° 57 : composition de la commission départementale chargée de proposer les prêts de consolidation (p. 1949) – Et n° 58 : suppression de la date limite fixée au 31 décembre 1986 pour le dépôt des demandes de consolidation (p. 1950).

Irrecevable (article 40 de la Constitution): amendement n° 18 de M. Jean Francou, rapporteur, retiré puis repris par M. Charles Bonifay : extension du bénéfice de la remise aux prêts de réinstallation et aux prêts complémentaires à celle-ci contractés avant le 31 décembre 1985 (p. 1946).

Retirés: amendements de M. André Méric, soutenus par M. Charles Bonifay, n° 54 : extension du bénéfice des dispositions de cet article à tous les rapatriés réinstallés sans exception (p. 1947) – Et n° 59, analogue à l'amendement n° 19 de la commission (p. 1950).

– L'art. 9, ainsi modifié, est adopté (p. 1950).

Après l'art. 9 (p. 1950).

Retiré: amendement (art. additionnel) n° 66 de M. Raymond Soucaret : effacement des prêts consentis au titre de la réinstallation et sous l'appellation « plan de développement » (p. 1951).

Art. 10 *(Suspension des poursuites)* (p. 1951).

Rejetés: amendements de M. André Méric, soutenus par M. Charles Bonifay, n° 60 : obligation pour l'Etat de répondre à la demande de garantie et d'octroi du prêt de consolidation (p. 1952) – Et n° 61 : présentation de la demande de suspension des poursuites au président de la commission (p. 1952).

– L'art. 10 est adopté (p. 1952).

Après l'art. 10 (p. 1952).

Rejeté: amendement (art. additionnel) n° 28 de Mme Marie-Claude Beaudeau : financement des dépenses entraînées par l'application de la présente loi par le rétablissement d'une tranche à 65 % dans le barème de l'impôt sur le revenu et par la création d'une taxe sur les plus-values boursières (p. 1952).

Intitulé du projet de loi (p. 1952).

Retiré: amendement n° 68 de M. Raymond Soucaret : « Projet de loi relatif à l'indemnisation et à la consolidation des dettes des rapatriés » (p. 1953).

Explications de vote sur l'ensemble : *MM. René-Georges Laurin (p. 1953, 1954), François Delga (p. 1954), Charles Bonifay (p. 1954), Mme Marie-Claude Beaudeau (p. 1955), MM. André Méric (p. 1955), Raymond Soucaret (p. 1955), Guy Malé (p. 1955, 1956), Philippe de Bourgoing (p. 1956), intervention*

de M. André Santini, secrétaire d'Etat (p. 1956, 1957) – Indemnisation (échéancier), harkis, Constitution (article 40).

Scrutin public n° 197 (p. 1957).

Adoption (17 juin 1987) (p. 1957).

Discussion (commission mixte paritaire)

(30 juin 1987) (p. 2927, 2933).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2927, 2931) : *MM. Christian Poncelet, en remplacement de M. Jean Francou, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire ; André Santini, secrétaire d'Etat aux rapatriés ; Marc Boeuf, Paul Alduy.*

Commission départementale d'examen du passif des rapatriés (CODEPRA) : *Santini (André)* (p. 2931).

Conjoints : *Poncelet (Christian)* (p. 2928) ; *Santini (André)* (p. 2928).

Harkis : *Alduy (Paul)* (p. 2930) ; *Boeuf (Marc)* (p. 2930) ; *Santini (André)* (p. 2930, 2931).

Indemnisation : *Alduy (Paul)* (p. 2930) ; *Boeuf (Marc)* (p. 2929, 2930) ; *Poncelet (Christian)* (p. 2928) ; *Santini (André)* (p. 2928, 2930, 2931).

Indemnisation (échéancier) : *Alduy (Paul)* (p. 2930) ; *Boeuf (Marc)* (p. 2929) ; *Poncelet (Christian)* (p. 2928) ; *Santini (André)* (p. 2928, 2930).

Prêts : *Boeuf (Marc)* (p. 2930) ; *Poncelet (Christian)* (p. 2928) ; *Santini (André)* (p. 2928, 2929).

Remise de dettes : *Poncelet (Christian)* (p. 2928) ; *Santini (André)* (p. 2929).

Vanuatu : *Boeuf (Marc)* (p. 2929) ; *Santini (André)* (p. 2930, 2931).

Ventes : *Santini (André)* (p. 2930).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2931, 2933)

Art. 6, 8 (p. 2931).

Art. 9, 11 (p. 2932).

Explications de vote sur l'ensemble : *M. Jacques Bérard* (p. 2932), *Mme Marie-Claude Beaudeau* (p. 2932, 2933) – Indemnisation (échéancier), associations.

Adoption (30 juin 1987) (p. 2933).

Rappels au Règlement

1. – **De Mme Marie-Claude Beaudeau** : rapport d'information sur les missions d'information effectuées dans divers établissements pénitentiaires ; absence de mention de son nom sur la liste des membres de la mission ; demande un rectificatif (7 avril 1987) (p. 52).

2. – **De M. Geoffroy de Montalembert :** grande qualité du débat de politique générale tenu la veille au Sénat et regret de son peu d'écho dans les médias (16 avril 1987) (p. 241, 242) – *MM. Geoffroy de Montalembert, Etienne Dailly, vice-président du Sénat, président de séance.*

3. – **De Mme Marie-Claude Beaudeau :** article 16 du règlement relatif aux travaux en commission : demande l'audition par la commission des affaires sociales de l'ensemble des organisations syndicales et patronales sur le projet de loi Séguin relatif à l'aménagement du temps de travail (21 avril 1987) (p. 291, 292) – *Mme Marie-Claude Beaudeau, M. Alain Poher, président du Sénat ; Mme Hélène Luc, M. Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales.*

4. – **De MM. Marc Bœuf, Jean-Luc Mélenchon, Etienne Dailly et Michel Dreyfus-Schmidt :** article 44 du règlement : utilisation de la procédure de la question préalable au cours du débat sur le projet de loi Séguin relatif à l'aménagement du temps de travail (21 avril 1987) (p. 299, 301) – *MM. Marc Bœuf, Jean-Luc Mélenchon, Etienne Dailly, Michel Dreyfus-Schmidt, Alain Poher, président du Sénat.*

5. – **De MM. Michel Darras et Etienne Dailly :** article 44 du règlement : utilisation de la procédure de la question préalable au cours du débat sur le projet de loi Séguin relatif à l'aménagement du temps de travail (21 avril 1987) (p. 308, 309) – *MM. Michel Darras, Etienne Dailly.*

6. – **De M. André Méric :** protestation contre l'utilisation politique de certains désaccords au sein du groupe socialiste au cours des débats (23 avril 1987) (p. 408).

7. – **De M. Charles Lederman :** avant l'ouverture du procès Barbie à Lyon, diffusion d'un tract anonyme niant l'existence des fours crématoires et des chambres à gaz ; demande au Sénat d'observer une minute de silence et de suspendre la séance en souvenir des victimes du nazisme (28 avril 1987) (p. 496).

8. – **De Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis :** recevabilité des amendements ; invocation de l'article 40 de la Constitution à l'encontre d'un amendement du groupe communiste concernant le financement de la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales, CNRACL (28 avril 1987) (p. 528) – *Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, M. Pierre-Christian Taittinger, vice-président du Sénat, président de séance.*

9. – **De M. André Rabineau** : début du procès Barbie à Lyon ; minute de silence à la mémoire des victimes de la Seconde guerre mondiale (12 mai 1987) (p. 807).

10. – **De Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis** : protestation du goupe communiste à propos du non-respect des temps de parole par le Gouvernement lors des questions au Gouvernement (14 mai 1987) (p. 971).

11. – **De M. Charles Lederman** : articles 70 à 83 du règlement : silence des médias à propos du récent débat de politique étrangère tenu au Sénat ; demande au Président du Sénat d'intervenir auprès de la CNCL (9 juin 1987) (p. 1585, 1586) – *MM. Charles Lederman, Etienne Dailly, vice-président du Sénat, président de séance.*

12. – **De Mme Hélène Luc et MM. Claude Estier et Charles Lederman :** organisation des travaux du Sénat ; inscription à l'ordre du jour du projet de loi portant diverses mesures d'ordre social ; impossibilité d'en faire un examen approfondi (16 juin 1987) (p. 1869, 1870) – *Mme Hélène Luc, MM. Claude Estier, Charles Lederman, Michel Dreyfus-Schmidt, vice-président du Sénat, président de séance.*

13. – **De Mme Hélène Luc et de MM. Charles Lederman, Gérard Delfau, Paul Souffrin et Jean-Luc Mélenchon :** articles 24 et suivants, 29 et suivants, 48, alinéa 2, du règlement ; organisation des travaux du Sénat ; conditions de discussion du projet de loi portant diverses mesures d'ordre social ; dépôt d'un amendement visant à abroger la loi Le Pors du 29 octobre 1982 (22 juin 1987) (p. 2094, 2097) – *Mme Hélène Luc, MM. Jean Chérioux, vice-président du Sénat, président de séance ; Charles Lederman, Gérard Delfau, Paul Souffrin et Jean-Luc Mélenchon.*

14. – **De M. Charles Lederman :** demande quelle attitude compte prendre le Gouvernement face aux assassinats politiques au Chili (22 juin 1987) (p. 2113).

15. – **De M. Jean Garcia :** articles 13 à 23 et 29 et suivants du règlement ; souhaite l'examen par la commission des affaires sociales des sous-amendements visant à abroger la loi Le Pors du 19 octobre 1982 (22 juin 1987) (p. 2121).

16. – **De Mme Hélène Luc :** organisation des travaux du Sénat (22 juin 1987) (p. 2141) – *Mme Hélène Luc, MM. Alain Poher,*

président du Sénat ; Gérard Delfau, Louis Souvet, rapporteur de la commission des affaires sociales pour le projet de loi portant diverses mesures d'ordre social.

17. – **De Mme Hélène Luc :** organisation des travaux du Sénat ; remise d'une pétition relative aux atteintes au droit de grève (22 juin 1987) (p. 2141).

18. – **De MM. Charles Lederman, Jean-Pierre Bayle, Paul Souffrin :** articles 49, alinéa 2, et suivants ; organisation des débats ; examen par la commission des affaires sociales de sous-amendements (22 juin 1987) (p. 2142, 2144) – *MM. Charles Lederman, Jean-Pierre Bayle, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales ; Hervé de Charette, ministre chargé de la fonction publique et du Plan.*

19. – **De M. Charles Bonifay :** demande la réunion de la commission des affaires sociales au cours de l'examen en séance publique du DMOS (23 juin 1987) (p. 2184).

20. – **De M. Franck Sérusclat :** conditions d'examen en séance publique du DMOS ; examen des amendements par la commission des affaires sociales (23 juin 1987) (p. 2185) – *MM. Franck Sérusclat, Michel Dreyfus-Schmidt, vice-président du Sénat, président de séance.*

21. – **De M. Hector Viron :** demande une suspension de séance au cours du débat sur le DMOS (23 juin 1987) (p. 2188).

22. – **De M. Paul Souffrin :** utilisation à des fins d'obstruction de la procédure ; non-participation du groupe communiste à un vote (23 juin 1987) (p. 2189).

23. – **De Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis :** articles 29 et suivants du règlement ; organisation des travaux du Sénat (24 juin 1987) (p. 2281, 2282) – *Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, M. Louis Boyer, rapporteur de la commission des affaires sociales.*

24. – **De M. Etienne Dailly :** organisation des travaux du Sénat (24 juin 1987) (p. 2283).

25. – **De MM. Robert Vizet et Claude Estier :** article 32 du règlement ; organisation des travaux du Sénat (25 juin 1987) (p. 2320) – *MM. Robert Vizet, Claude Estier, Pierre-Christian Taittinger, vice-président du Sénat, président de séance.*

26. – **De M. Robert Vizet :** article 32 du règlement ; organisation des travaux du Sénat (25 juin 1987) (p. 2589) – *MM. Robert Vizet, Etienne Dailly, vice-président du Sénat, président de séance.*

27. – **De Mme Danielle Bidard-Reydet et de M. Charles Bonifay :** article 32 du règlement ; organisation des travaux du Sénat (26 juin 1987) (p. 2630) – *Mmes Danielle Bidard-Reydet, Hélène Luc, MM. Pierre-Christian Taittinger, vice-président du Sénat, président de séance ; Charles Bonifay.*

28. – **De M. Charles Lederman :** article 32 du règlement ; organisation des travaux du Sénat (26 juin 1987) (p. 2669).

29. – **De M. Charles Lederman et de Mme Hélène Luc :** organisation des travaux du Sénat ; rejet d'une demande de suspension de séance (p. 2714 ; scrutin public n° 227) (27 juin 1987) (p. 2713, 2714) – *MM. Charles Lederman, Etienne Dailly, vice-président du Sénat, président de séance ; Mme Hélène Luc.*

30. – **De M. Charles Lederman et de Mme Hélène Luc :** organisation des travaux du Sénat ; présence des sénateurs en séance publique le dimanche (28 juin 1987) (p. 2777, 2778) – *MM. Charles Lederman, Alain Poher, président du Sénat ; Mme Hélène Luc, M. Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales.*

31. – **De MM. Louis Minetti et Michel Darras :** protestations contre l'incertitude sur l'ordre du jour du Sénat (30 juin 1987) (p. 2936, 2937) – *MM. Louis Minetti, Michel Darras, Michel Dreyfus-Schmidt, vice-président du Sénat, président de séance.*

32. – **De M. Robert Vizet :** article 22, alinéa 1, du règlement ; demande l'audition de M. Edouard Balladur, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, sur l'effondrement des bourses de valeurs et la politique du Gouvernement face à la crise financière (20 octobre 1987) (p. 3249).

33. – **De Mme Paulette Fost :** discussion du projet de loi d'amélioration de la décentralisation ; reprise d'un amendement (21 octobre 1987) (p. 3318).

34. – **De M. René Régnault :** dénonce la pratique qui consiste à retirer systématiquement certains amendements déposés sur le projet de loi d'amélioration de la décentralisation (21 octobre 1987) (p. 3323) – *MM. René Régnault, Etienne Dailly, vice-président du Sénat, président de séance.*

35. – **De M. Robert Vizet :** articles 32 et suivants du règlement ; absence du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation lors de la discussion du projet de loi sur les bourses de valeurs (27 octobre 1987) (p. 3509).

36. – **De M. Charles Lederman :** demande l'audition du Gouvernement à la suite des violences dont a été victime un syndicaliste au cours d'une récente manifestation à Amiens (10 novembre 1987) (p. 3765).

37. – **De M. Ivan Renar :** entraves à l'exercice du mandat parlementaire ; violences policières subies par Mme Marie-Claude Beaudeau (16 novembre 1987) (p. 3911) – *MM. Ivan Renar, Alain Poher, président du Sénat.*

38. – **De M. Jacques Machet :** proteste contre l'absence de réponse, de la part des ministres présents, aux questions relatives à la famille et à la santé posées au cours de la discussion budgétaire (24 novembre 1987) (p. 4400).

39. – **De M. Louis Minetti :** décès d'un syndicaliste à la suite de violences, lors de la manifestation d'Amiens, le 6 novembre 1987 ; demande l'audition du Gouvernement (26 novembre 1987) (p. 4545) – *MM. Louis Minetti, Michel Rufin, Pierre-Christian Taittinger, vice-président du Sénat, président de séance.*

40. – **De MM. Rodolphe Désiré et Henri Bangou :** organisation des débats budgétaires et répartition des temps de parole (27 novembre 1987) (p. 4639, 4642) – *MM. Rodolphe Désiré, Henri Bangou, Etienne Dailly, vice-président du Sénat, président de séance.*

41. – **De M. André Méric :** examen du projet de budget pour les départements et territoires d'outre-mer ; protestation contre l'interdiction faite aux parlementaires apparentés socialistes de deux départements d'outre-mer de dépasser leur temps de parole (1er décembre 1987) (p. 4738).

42. – **De M. Guy Penne :** examen du projet de loi de finances pour 1988 ; regrette le pourcentage important des annulations ou des reports de crédits par rapport aux dotations initiales du budget des rapatriés (3 décembre 1987) (p. 4906).

43. – **De M. Paul Loridant :** article 42, alinéas 1 et 2, du règlement ; absence d'information de la commission des affaires

culturelles sur les mesures prises par le ministre de la culture et de la communication en faveur des exploitants de salles de cinéma (4 décembre 1987) (p. 4965, 4966) – *MM. Paul Loridant, François Léotard, ministre de la culture et de la communication.*

44. – **De M. Michel Darras** : article 29, alinéa 2, du règlement : protestation contre la modification tardive de l'ordre du jour à la demande du Gouvernement (16 décembre 1987) (p. 5546, 5547) – *MM. Michel Darras, Etienne Dailly, vice-président du Sénat, président de séance.*

45. – **De Mme Hélène Luc** : articles 32 et suivants, 42 et suivants, 13 et suivants du règlement ; protestations contre l'inscription hâtive à l'ordre du jour du projet de loi relatif à la sécurité sociale (17 décembre 1987) (p. 5628).

46. – **De M. Charles Lederman** : demande le report de l'examen du projet de loi relatif aux garanties individuelles en matière de placement en détention provisoire ou sous contrôle judiciaire et portant modification du code de procédure pénale, afin de permettre aux sénateurs absents d'y participer (18 décembre 1987) (p. 5673) – *MM. Charles Lederman, Pierre-Christian Taittinger, vice-président du Sénat, président de séance.*

47. – **De M. Charles Lederman** : articles 32 et suivants, 42 et suivants, 13 et suivants du règlement du Sénat : s'élève contre la modification de l'ordre du jour du Sénat de la séance du 19 décembre 1987 (18 décembre 1987) (p. 5713) – *MM. Charles Lederman, Jean Chérioux, vice-président du Sénat, président de séance.*

48. – **De MM. Charles Lederman et Claude Estier** : protestations contre les modifications incessantes et la surcharge de l'ordre du jour de la fin de session imposées au Parlement par le Gouvernement (19 décembre 1987) (p. 5760, 5761) – *MM. Charles Lederman, Claude Estier, Pierre-Christian Taittinger, vice-président du Sénat, président de séance.*

49. – **De M. Charles Lederman** : en raison de la modification tardive de l'ordre du jour, impossibilité de déposer dans les délais des amendements aux textes en discussion (19 décembre 1987) (p. 5771) – *MM. Charles Lederman, Pierre-Christian Taittinger, vice-président du Sénat, président de séance.*

Rapports au Parlement

Voir *Caisse des dépôts et consignations (CDC)*, **1**
Consommateurs (protection et information), **1**
Médiateur, **1**

Rapports d'information

Voir *Agriculture*, **1**
Brésil, **1**
Caraïbes, **1**
Communautés européennes, **1 ; 2**
Communication audiovisuelle, **3**
Energie nucléaire, **1**
Etablissements pénitentiaires, **2**
Etats-Unis d'Amérique (USA), **1**
Impôts et taxes, **1**
Inde, **1**
Liaison fixe transmanche, **1**
Philippines, **1**
Planification, **1**
Portugal, **1**
Prévision économique, **1 ; 2**
Rappels au Règlement, **1**
Télécommunications, **1**
Union de l'Europe occidentale (UEO), **1**

Rapports du Gouvernement

Voir *Collectivités territoriales*, **1**
Contentieux fiscal, **1**
Démographie, **1**
Environnement, **2**
Forêts, **1**
Participation des salariés, **1**
Police, **3**
Sports, **1 ; 3**

Rawa-Ruska (camp de prisonniers de guerre)

Voir *Anciens combattants et victimes de guerre*, **1**

Recherche

Voir *Lois de finances*, **1**, Art. 5 ; Agriculture ; Education nationale - II – Recherche et enseignement supérieur - 1 – Recherche
Questions orales sans débat n° **227**
Traités et conventions, **6**

Recherche médicale

1. – **Proposition de loi relative aux autopsies à fins scientifiques**, PRESENTEE AU SENAT, par M. Pierre-Christian Taittinger, sénateur (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 20 décembre 1986 – 2 mars 1987) [n° **151** (86-87)] – Renvoi à la commission des lois.

Redevance de radiodiffusion télévision

Voir *Communication audiovisuelle*, **3**
Lois de finances rectificatives, **1**, Art. 10

Redressement et liquidation judiciaires

Voir *Entreprises*, **1**

Référendums

Voir *Nouvelle-Calédonie*, **1**

Régions

Voir *Collectivités territoriales*, **2**
Questions orales sans débat n° **195**

Relations internationales

Voir *Questions au Gouvernement* n° **189** ; n° **199**

Rentes viagères

Voir *Lois de finances*, **1**, Art. 29
Sécurité sociale, **1**

Renvoi en commission (procédure parlementaire)

Voir *Haute Cour de justice*, **1**
Nouvelle-Calédonie, **1 ; 4**
Sécurité sociale, **1 ; 4**

République démocratique allemande (RDA)

Voir *Traités et conventions*, **15**

Réquisition

Voir *Jeux Olympiques,* **1**

Réseau routier et autoroutier

Voir *Logement,* **4,** Art. add. après l'art. 3
Lois de finances, **1,** Equipement, logement, aménagement du territoire et transports - II – Routes et sécurité routière - III – Aménagement du territoire
Questions au Gouvernement n° **138** ; n° **139** ; n° **157** ; n° **207** ; n° **240**
Questions orales sans débat n° **196** ; n° **258** ; n° 277

Résistants

1. – **Proposition de loi tendant à la pleine reconnaissance des droits des membres de la Résistance,** PRESENTEE AU SENAT, par M. André Duroméa, sénateur, et plusieurs de ses collègues (16 novembre 1987) [n° **99** (87-88)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

Responsabilité civile

Voir *Navires,* **1** ; **2**

1. – **Proposition de loi relative à la responsabilité des dommages causés par les lapins,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Louis de Catuelan, sénateur (2 décembre 1987) [n° **133** (87-88)] – Renvoi à la commission des affaires économiques.

Retraite (âge)

Voir *Entreprises publiques,* **1**
Fonctionnaires et agents publics, **3**

Retraites

Voir *Epargne,* **1**
Lois de finances, **1,** Art. 4
Saint-Pierre-et-Miquelon, **1**
Sécurité sociale, **1** ; **4**

Retraites (financement)

Voir *Epargne,* **1**

Royaume-Uni

Voir *Liaison fixe transmanche,* **1**
Traités et conventions, **9** ; **41**
Transports, **1**

S

Saint-Pierre-et-Miquelon

Voir *Questions orales sans débat* n° **150** ; n° **245**

1. – **Projet de loi portant réforme du régime d'assurance vieillesse applicable à Saint-Pierre-et-Miquelon,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Jacques Chirac, Premier ministre, par M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales, et par M. Adrien Zeller, secrétaire d'Etat chargé de la sécurité sociale (22 avril 1987) [n° **688**] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Gérard Grignon (21 mai 1987) [n° **782**] – Discussion (12 et 22 juin 1987) – Adoption (22 juin 1987) [n° **131**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (23 juin 1987) [n° **312** (86-87)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport de M. François Louisy (7 juillet 1987) [n° **349** (86-87)] – Discussion (8 juillet 1987) – Adoption (8 juillet 1987) [n° **122**].

PROMULGATION : Loi n° 87-563 du 17 juillet 1987 (*J.O.* Lois et décrets du 22 juillet 1987).

Discussion (première lecture)

(8 juillet 1987) (p. 2992, 3002).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2992, 2997) : *MM. Adrien Zeller, secrétaire d'Etat chargé de la sécurité sociale ; François Louisy, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Albert Pen, Henri Bangou .*

Allocation aux vieux travailleurs (AVT) : *Bangou (Henri)* (p. 2997) ; *Louisy (François)* (p. 2994, 2995) ; *Zeller (Adrien)* (p. 2993).

Allocation complémentaire spéciale (ACS) : *Bangou (Henri)* (p. 2997) ; *Louisy (François)* (p. 2994, 2995) ; *Zeller (Adrien)* (p. 2993).

Allocation supplémentaire : *Louisy (François)* (p. 2995) ; *Pen (Albert)* (p. 2996).

Assurance maladie maternité : *Zeller (Adrien)* (p. 2994).

Assurance vieillesse (régime général) : *Bangou (Henri)* (p. 2997) ; *Louisy (François)* (p. 2995) ; *Zeller (Adrien)* (p. 2993).

Assurance vieillesse (régimes autonomes et spéciaux) : *Bangou (Henri)* (p. 2997) ; *Louisy (François)* (p. 2994, 2996) ; *Pen (Albert)* (p. 2996) ; *Zeller (Adrien)* (p. 2992, 2993).

Caisse de prévoyance sociale (CPS) : *Louisy (François)* (p. 2994).

Cotisations sociales : *Louisy (François)* (p. 2994, 2995) ; *Zeller (Adrien)* (p. 2993).

Lois de programme : *Pen (Albert)* (p. 2996).

Mères de famille : *Louisy (François)* (p. 2995, 2996) ; *Zeller (Adrien)* (p. 2993).

Minimum vieillesse : *Bangou (Henri)* (p. 2997) ; *Louisy (François)* (p. 2995, 2996) ; *Zeller (Adrien)* (p. 2993).

Parité sociale globale : *Bangou (Henri)* (p. 2996).

Pensions et retraites : *Zeller (Adrien)* (p. 2993).

Subventions : *Louisy (François)* (p. 2995).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2997, 3002) : *MM. Albert Pen, François Louisy, rapporteur ; Adrien Zeller, secrétaire d'Etat.*

Art. 1er *(Création d'un nouveau régime d'assurance vieillesse à Saint-Pierre-et-Miquelon)* – Adopté (p. 2997).

Art. 2 *(Gestion par la caisse de prévoyance sociale de Saint-Pierre-et-Miquelon)* – Adopté (p. 2997).

TITRE Ier

ASSURANCE VIEILLESSE DE BASE

Art. 3 *(Champ d'application)* – Adopté (p. 2997).

Art. 4 *(Assurance volontaire)* – Adopté (p. 2997).

Art. 5 *(Financement du régime)* – Adopté (p. 2998).

Art. 6 *(Montant de la pension de retraite)* (p. 2998).

Retiré : amendement n° 1 de M. Albert Pen : institution de la règle des dix meilleures années pour le calcul du montant de la pension de retraite de base (p. 2999).

– L'art. 6 est adopté (p. 2999).

Art. 7 *(Périodes d'assurance)* – Adopté (p. 2999).

Art. 8 *(Périodes assimilées)* – Adopté (p. 2999).

Art. 9 *(Majoration de la durée d'assurance)* – Adopté (p. 2999).

Art. 10 *(Définition de l'inaptitude au travail)* – Adopté (p. 2999).

Art. 11 *(Bénéfice du taux plein)* – Adopté (p. 2999).

Art. 12 *(Versement forfaitaire unique)* – Adopté (p. 2999).

Art. 13 *(Revalorisation du revenu professionnel de base et des pensions)* – Adopté (p. 2999).

Art. 14 *(Conditions de cessation d'activité)* – Adopté (p. 3000).

Art. 15 *(Service des pensions de vieillesse au titre de l'inaptitude au travail)* – Adopté (p. 3000).

Art. 16 *(Conditions générales d'attribution et montant de la pension de réversion)* – Adopté (p. 3000).

Art. 17 *(Ouverture du droit à la pension de réversion en cas de disparition de l'assuré)* – Adopté (p. 3000).

Art. 18 *(Droits du conjoint divorcé)* – Adopté (p. 3000).

Art. 19 *(Règles de coordination)* – Adopté (p. 3000).

Art. 19 bis *(Majoration de pension pour enfants)* – Adopté (p. 3000).

TITRE II

PRESTATIONS MINIMALES DE VIEILLESSE

Chapitre Ier : Allocation minimale de vieillesse

Art. 20 *(Conditions d'attribution)* – Adopté (p. 3000).

Art. 21 *(Plafonds de ressources)* – Adopté (p. 3000).

Art. 22 *(Financement des dépenses)* – Adopté (p. 3000).

Chapitre II : Allocation supplémentaire

Art. 23 *(Conditions d'ouverture du droit)* – Adopté (p. 3000).

Art. 24 *(Appréciation des ressources des bénéficiaires)* – Adopté (p. 3000).

Art. 25 *(Montant de l'allocation)* – Adopté (p. 3000).

Art. 26 *(Information des bénéficiaires)* – Adopté (p. 3000).

Art. 27 *(Service de l'allocation)* – Adopté (p. 3000).

Art. 28 *(Suspension, révision et retrait)* – Adopté (p. 3001).

Art. 29 *(Suppression du service de l'allocation)* – Adopté (p. 3001).

Art. 30 *(Recouvrement sur les successions)* – Adopté (p. 3001).

Art. 31 *(Financement de l'allocation supplémentaire)* (p. 3001).

Retiré : amendement n° 2 de M. Albert Pen : financement de l'allocation supplémentaire par des avances des divers régimes d'assurance vieillesse de base métropolitains et non par une subvention spécifique de l'Etat (p. 3001).

– L'art. 31 est adopté (p. 3001).

Chapitre III : Dispositions communes

Art. 32 *(Contrôles)* – Adopté (p. 3002).

Art. 33 *(Déclaration des avantages viagers)* – Adopté (p. 3002).

Art. 34 *(Revalorisation des allocations)* – Adopté (p. 3002).

TITRE III

REGIME COMPLEMENTAIRE D'ASSURANCE VIEILLESSE

Art. 35 *(Règles d'affiliation à un régime complémentaire)* – Adopté (p. 3002).

TITRE IV

PENALITES, DISPOSITIONS DIVERSES ET TRANSITOIRES

Art. 36 *(Pénalités)* – Adopté (p. 3002).

Art. 37 *(Remboursement du trop-perçu)* – Adopté (p. 3002).

Art. 38 *(Caractère cessible et saisissable des prestations)* – Adopté (p. 3002).

Art. 39 *(Dispositions transitoires)* – Adopté (p. 3002).

Art. 40 *(Entrée en vigueur du nouveau régime)* – Adopté (p. 3002).

Art. 41 *(Congés des fonctionnaires hospitaliers)* – Adopté (p. 3002).

Explication de vote sur l'ensemble : *M. Emmanuel Hamel* (p. 3002).

Adoption (8 juillet 1987) (p. 3002).

Salaires, traitements et indemnités

Voir *Français de l'étranger,* **4 ; 5**
Questions au Gouvernement n° **191**
Questions orales sans débat n° **268**

Salariés

Voir *Logement,* **4**

Santé

Voir *Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure,* **1**
Etats-Unis d'Amérique (USA), **1**
Lois de finances, **1,** Affaires sociales et emploi - II – Affaires sociales
Questions au Gouvernement n° **181 ;** n° **201 ;** n° **202**
Questions orales sans débat n° **264 ;** n° **265**
Sécurité sociale, **4**

Sapeurs pompiers

Voir *Sécurité civile,* **1**

Savoie (département)

Voir *Jeux Olympiques,* **1**

Scrutins

Voir *Procès-verbal,* **1** à **5**

Secrétariat général de la défense nationale (SGDN)

Voir *Lois de finances,* **1,** Services du Premier ministre - II – Secrétariat général de la défense nationale

Secteur public

Voir *Entreprises publiques,* **1**

Sécurité civile

Voir *Lois de finances,* **1,** Intérieur
Traités et conventions, **19**

1. – **Projet de loi relatif à l'organisation de la sécurité civile, à la prévention des risques majeurs et à la protection de la forêt contre l'incendie,** PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Jacques Chirac, Premier ministre, par M. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur, par M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement et par M. Alain Carignon, ministre chargé de l'environnement (2 avril 1987) [n° **160** (86-87)] – Renvoi à la commission des lois – Pour avis à la commission des affaires sociales – Rapport de M. René-Georges Laurin (29 avril 1987) [n° **206** (86-87)] – Avis de M. Bernard-Charles Hugo (29 avril 1987) [n° **205** (86-87)] – Urgence – Discussion (19 et 20 mai 1987) – Adoption (20 mai 1987) [n° **68**] – NOUVEL INTITULE : « **Projet de loi relatif à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs** ».

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (21 mai 1987) [n° **781**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jean-Louis Tenaillon (18 juin 1987) [n° **870**] – Discussion (26 juin et 8 juillet 1987) – Adoption (8 juillet 1987) [n° **158**].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (9 juillet 1987) [n° **368** (86-87)] – Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Jean-Louis Tenaillon (9 juillet 1987) [n° **938**] – Discussion (9 juillet 1987) – Adoption (9 juillet 1987) [n° **162**].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. René-Georges Laurin (9 juillet 1987) [n° **370** (86-87)] – Discussion (9 juillet 1987) – Adoption (9 juillet 1987) [n° **129**].

PROMULGATION : Loi n° 87-565 du 22 juillet 1987 (*J.O.* Lois et décrets du 23 juillet 1987).

Discussion (première lecture)

(19 mai 1987) (p. 1058, 1095) ; (20 mai 1987) (p. 1104, 1158).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1058, 1090) : *MM. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur ; Alain Carignon, ministre chargé de l'environnement ; René-Georges Laurin, rapporteur de la commission des lois ; Bernard Hugo, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques et du Plan ; Maurice Arreckx, José Balarello, Louis de la Forest, Jean Faure, Germain Authié, Fernand Tardy, André Rouvière, Joseph Raybaud, Louis Minetti, Mme Danielle Bidard-Reydet, MM. Henri Belcour, Louis Virapoullé, Richard Pouille.*

Adductions d'eau : *Minetti (Louis)* (p. 1080, 1081) ; *Raybaud (Joseph) (p. 1078).*

Administration (organisation) : *Authié (Germain)* (p. 1071).

Agriculture : *Arreckx (Maurice)* (p. 1066) ; *Carignon (Alain)* (p. 1061) ; *Minetti (Louis)* (p. 1080).

Alpes-Maritimes (département) : *Raybaud (Joseph)* (p. 1077).

Ardèche (département) : *Hugo (Bernard)* (p. 1065) ; *Pasqua (Charles)* (p. 1086).

Armée : *Balarello (José)* (p. 1068) ; *Forest (Louis de la)* (p. 1069) ; *Pasqua (Charles)* (p. 1060) ; *Raybaud (Joseph)* (p. 1077).

Associations : *Authié (Germain)* (p. 1073).

Bois : *Balarello (José)* (p. 1068) ; *Minetti (Louis)* (p. 1080).

Bombardiers d'eau : *Raybaud (Joseph)* (p. 1077).

Calamités et catastrophes : *Authié (Germain)* (p. 1071) ; *Carignon (Alain)* (p. 1060, 1062) ; *Hugo (Bernard)* (p. 1065) ; *Laurin (René-Georges)* (p. 1064) ; *Pasqua (Charles)* (p. 1087, 1088) ; *Pouille (Richard)* (p. 1085) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 1085).

Catastrophes naturelles : *Belcour (Henri)* (p. 1083) ; *Faure (Jean)* (p. 1070) ; *Pouille (Richard)* (p. 1085).

Centre interrégional de coordination opérationnelle de la sécurité civile (CIRCOSC) : *Pasqua (Charles)* (p. 1059).

Collectivités territoriales d'outre-mer : *Pasqua (Charles)* (p. 1087, 1088).

Condamnations pénales : *Raybaud (Joseph)* (p. 1078) ; *Tardy (Fernand)* (p. 1074).

Coopération européenne : *Pasqua (Charles)* (p. 1087, 1088).

Corse (région) : *Minetti (Louis)* (p. 1081).

Drôme (département) : *Hugo (Bernard)* (p. 1065) ; *Pasqua (Charles)* (p. 1086).

Décharges : *Carignon (Alain)* (p. 1062).

Déchets industriels toxiques : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 1083).

Déductions fiscales : *Arreckx (Maurice)* (p. 1067) ; *Raybaud (Joseph)* (p. 1078).

Défense civile : *Pasqua (Charles)* (p. 1059).

Défrichement : *Arreckx (Maurice)* (p. 1066, 1067) ; *Balarello (José)* (p. 1068) ; *Belcour (Henri)* (p. 1084) ; *Carignon (Alain)* (p. 1061, 1089) ; *Laurin (René-Georges)* (p. 1064) ; *Minetti (Louis)* (p. 1081) ; *Raybaud (Joseph)* (p. 1078) ; *Rouvière (André)* (p. 1076) ; *Tardy (Fernand)* (p. 1074).

Départements d'outre-mer (DOM) : *Carignon (Alain)* (p. 1062).

Elevage : *Minetti (Louis)* (p. 1081).

Elus locaux : *Authié (Germain)* (p. 1072) ; *Minetti (Louis)* (p. 1079) ; *Rouvière (André)* (p. 1075) ; *Tardy (Fernand)* (p. 1075).

Emploi : *Minetti (Louis)* (p. 1081).

Entreprises : *Minetti (Louis)* (p. 1079).

Finances locales : *Arreckx (Maurice)* (p. 1066) ; *Balarello (José)* (p. 1068) ; *Carignon (Alain)* (p. 1089) ; *Faure (Jean)* (p. 1071) ; *Forest (Louis de la)* (p. 1069) ; *Laurin (René-Georges)* (p. 1064) ; *Minetti (Louis)* (p. 1079) ; *Pasqua (Charles)* (p. 1059) ; *Rouvière (André)* (p. 1076).

Forêt méditerranéenne : *Arreckx (Maurice)* (p. 1066, 1067) ; *Authié (Germain)* (p. 1073) ; *Balarello (José)* (p. 1068) ; *Carignon (Alain)* (p. 1061) ; *Hugo (Bernard)* (p. 1065) ; *Laurin (René-Georges)* (p. 1062) ; *Minetti (Louis)* (p. 1078, 1081) ; *Pasqua (Charles)* (p. 1086) ; *Rouvière (André)* (p. 1075).

Forêts : *Belcour (Henri)* (p. 1083) ; *Carignon (Alain)* (p. 1061) ; *Minetti (Louis)* (p. 1081, 1082).

Forêts (incendies) : *Arreckx (Maurice)* (p. 1066) ; *Balarello (José)* (p. 1067) ; *Belcour (Henri)* (p. 1084) ; *Carignon (Alain)* (p. 1089) ; *Hugo (Bernard)* (p. 1065) ; *Laurin (René-Georges)* (p. 1062, 1063, 1064) ; *Minetti (Louis)* (p. 1080) ; *Pasqua (Charles)* (p. 1086) ; *Rouvière (André)* (p. 1075) ; *Tardy (Fernand)* (p. 1074) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 1084).

Forêts domaniales : *Rouvière (André)* (p. 1076).

Forêts privées : *Balarello (José)* (p. 1068).

Information : *Balarello (José)* (p. 1067) ; *Belcour (Henri)* (p. 1083) ; *Carignon (Alain)* (p. 1090) ; *Hugo (Bernard)* (p. 1065) ; *Laurin (René-Georges)* (p. 1064) ; *Minetti (Louis)* (p. 1079) ; *Pasqua (Charles)* (p. 1087, 1088).

Installations classées : *Belcour (Henri)* (p. 1083) ; *Carignon (Alain)* (p. 1060, 1061) ; *Hugo (Bernard)* (p. 1065) ; *Laurin (René-Georges)* (p. 1064) ; *Pasqua (Charles)* (p. 1059).

Installations nucléaires : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 1082) ; *Carignon (Alain)* (p. 1088) ; *Hugo (Bernard)* (p. 1066) ; *Minetti (Louis)* (p. 1079) ; *Pasqua (Charles)* (p. 1086, 1087, 1088).

Intérieur (budget) : *Raybaud (Joseph)* (p. 1077).

Isère (département) : *Carignon (Alain)* (p. 1061).

Maires : *Laurin (René-Georges)* (p. 1062).

Mer et littoral : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 1082).

Mines et carrières : *Pouille (Richard)* (p. 1085).

Montagne : *Faure (Jean)* (p. 1070) ; *Pasqua (Charles)* (p. 1086).

Pâte à papier (industrie) : *Minetti (Louis)* (p. 1080).

Partie civile : *Arreckx (Maurice)* (p. 1066).

Plan Orsec national : *Hugo (Bernard)* (p. 1065) ; *Laurin (René-Georges)* (p. 1063) ; *Pasqua (Charles)* (p. 1058).

Plans Orsec : *Authié (Germain)* (p. 1072) ; *Balarello (José)* (p. 1067) ; *Belcour (Henri)* (p. 1083) ; *Faure (Jean)* (p. 1070) ; *Minetti (Louis)* (p. 1079) ; *Pasqua (Charles)* (p. 1087, 1088) ; *Rouvière (André)* (p. 1075) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 1084).

Plans Orsec départementaux : *Laurin (René-Georges)* (p. 1063).

Plans Orsec zonaux : *Forest (Louis de la)* (p. 1069) ; *Laurin (René-Georges)* (p. 1063) ; *Pasqua (Charles)* (p. 1059, 1086).

Plans d'exposition aux risques (PER) : *Carignon (Alain)* (p. 1061, 1090) ; *Faure (Jean)* (p. 1070) ; *Minetti (Louis)* (p. 1079).

Plans d'occupation des sols (POS) : *Carignon (Alain)* (p. 1090) ; *Rouvière (André)* (p. 1076).

Plans d'urgence : *Faure (Jean)* (p. 1070) ; *Minetti (Louis)* (p. 1079) ; *Pasqua (Charles)* (p. 1059).

Plans particuliers d'intervention (PPI) : *Balarello (José)* (p. 1067) ; *Belcour (Henri)* (p. 1083) ; *Carignon (Alain)* (p. 1088, 1090) ; *Hugo (Bernard)* (p. 1065, 1066) ; *Laurin (René-Georges)* (p. 1063) ; *Pasqua (Charles)* (p. 1059) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 1084).

Pollution (eau) : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 1082).

Pollutions industrielles : *Carignon (Alain)* (p. 1089) ; *Minetti (Louis)* (p. 1079).

Préfets : *Forest (Louis de la)* (p. 1069) ; *Pasqua (Charles)* (p. 1086) ; *Rouvière (André)* (p. 1075).

Professions et activités immobilières : *Minetti (Louis)* (p. 1080) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 1084).

Programmes intégrés méditerranéens (PIM) : *Balarello (José)* (p. 1068).

Protection et reconstitution forestières : *Balarello (José)* (p. 1067, 1068) ; *Belcour (Henri)* (p. 1083) ; *Carignon (Alain)* (p. 1089) ; *Minetti (Louis)* (p. 1080).

Radioactivité : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 1083).

Risques technologiques : *Authié (Germain)* (p. 1073) ; *Belcour (Henri)* (p. 1084) ; *Carignon (Alain)* (p. 1060, 1061, 1062) ; *Rouvière (André)* (p. 1076).

Réunion (île) : *Pasqua (Charles)* (p. 1087, 1088) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 1085).

Saint-Nicolas-de-Port (commune de) : *Carignon (Alain)* (p. 1090) ; *Pouille (Richard)* (p. 1085).

Sapeurs pompiers : *Authié (Germain)* (p. 1072) ; *Balarello (José)* (p. 1067, 1069) ; *Belcour (Henri)* (p. 1083) ; *Forest (Louis de la)* (p. 1069) ; *Laurin (René-Georges)* (p. 1063, 1064) ; *Minetti (Louis)* (p. 1081) ; *Pasqua (Charles)* (p. 1059, 1086, 1087) ; *Raybaud (Joseph)* (p. 1077) ; *Rouvière (André)* (p. 1075, 1076) ; *Tardy (Fernand)* (p. 1074, 1075).

Sécurité civile : *Forest (Louis de la)* (p. 1069, 1070) ; *Hugo (Bernard)* (p. 1065) ; *Laurin (René-Georges)* (p. 1062, 1063) ; *Pasqua (Charles)* (p. 1058, 1059, 1086, 1087) ; *Raybaud (Joseph)* (p. 1077).

Statistiques : *Hugo (Bernard)* (p. 1065) ; *Laurin (René-Georges)* (p. 1063).

Système d'alerte : *Balarello (José)* (p. 1068) ; *Carignon (Alain)* (p. 1090) ; *Faure (Jean)* (p. 1071) ; *Pasqua (Charles)* (p. 1059, 1086).

Transports aériens : *Balarello (José)* (p. 1068) ; *Pasqua (Charles)* (p. 1086).

Transports de matières dangereuses : *Authié (Germain)* (p. 1073) ; *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 1082) ; *Carignon (Alain)* (p. 1089) ; *Laurin (René-Georges)* (p. 1064) ; *Minetti (Louis)* (p. 1079).

Transports par canalisations : *Carignon (Alain)* (p. 1062) ; *Laurin (René-Georges)* (p. 1064).

Transports routiers : *Authié (Germain)* (p. 1073) ; *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 1082).

Travaux d'utilité collective (TUC) : *Balarello (José)* (p. 1068) ; *Carignon (Alain)* (p. 1061).

Urbanisme : *Carignon (Alain)* (p. 1061, 1089) ; *Faure (Jean)* (p. 1070) ; *Hugo (Bernard)* (p. 1065) ; *Minetti (Louis)* (p. 1080).

Victimes (indemnisation) : *Pouille (Richard)* (p. 1085).

Zones de défense : *Authié (Germain)* (p. 1072) ; *Hugo (Bernard)* (p. 1065) ; *Pasqua (Charles)* (p. 1059) ; *Rouvière (André)* (p. 1076).

Zones de montagne : *Carignon (Alain)* (p. 1090) ; *Faure (Jean)* (p. 1070).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1090, 1095 ; 1104, 1158) : *MM. Germain Authié, René-Georges Laurin, rapporteur ; Charles Pasqua, ministre ; André Rouvière, Bernard Hugo, rapporteur pour avis ; Louis Minetti, Guy de la Verpillière ; Mme Danielle Bidard-Reydet, MM. Paul Malassagne, Jean Chamant, Michel d'Aillières, Bernard Laurent, Fernand Tardy, Louis Jung, Jean Faure, Jacques Descours Desacres, Alain Carignon, ministre ; Robert Laucournet, Richard Pouille, Jean Colin, William Chervy, Philippe François, Philippe de Bourgoing, Geoffroy de Montalembert, Guy Besse, Félix Ciccolini, Guy Malé, Etienne Dailly, Daniel Hoeffel .*

TITRE PREMIER

ORGANISATION DE LA SECURITE CIVILE

Art. 1er *(Définition de la sécurité civile et principes de son organisation)* (p. 1090).

Adoptés : amendements de M. René-Georges Laurin, rapporteur, n° 3 : inclusion de la prévention dans les objectifs de la sécurité civile (p. 1091) – Et n° 4 : rédactionnel (p. 1091).

Retiré : amendement n° 80 de M. Germain Authié : inclusion de la prévention dans les objectifs de la sécurité civile (p. 1091).

– L'art. 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 1091).

Art. 2 *(Objet et champs d'application des plans Orsec et plans d'urgence)* (p. 1091).

Adopté : amendement n° 5 de M. René-Georges Laurin, rapporteur : objet des plans Orsec et des plans d'urgence (p. 1091).

– L'art. 2, dans la rédaction de l'amendement n° 5, est adopté (p. 1091).

Après l'art. 2 (p. 1091).

Adopté : amendement (art. additionnel) n° 6 de René-Georges Laurin, rapporteur : champs d'application géographique des plans Orsec et des plans d'urgence (p. 1092).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1092).

Art. 3 *(Autorités compétentes pour la direction des opérations de secours)* (p. 1092).

Rejeté : amendement n° 81 de Germain Authié : autorité de police compétente pour la direction des opérations de secours : référence à l'article 101 de la loi du 2 mars 1982 (p. 1092).

– L'art. 3 est adopté (p. 1092).

Après l'art. 3 (p. 1092).

Rejeté : amendement (art. additionnel) n° 82 de M. Germain Authié : missions, notamment d'information, du plan Orsec national (p. 1092).

Art. 4 *(Plan Orsec national)* (p. 1092).

Adopté : amendement n° 7 de René-Georges Laurin, rapporteur : rédactionnel (p. 1093).

Rejetés : amendements de M. Germain Authié, n° 83 : compétence des autorités territoriales pour la préparation des mesures de prévention (p. 1093) – Et n° 84 : compétence, sur délégation du Premier ministre, du ministre chargé de la sécurité civile pour attribuer les moyens nécessaires à l'organisation des secours (p. 1093).

Retiré : amendement de M. Germain Authié n° 85 (p. 1093).

– L'art. 4, ainsi modifié, est adopté (p. 1093).

Art. 5 *(Plan Orsec zonal)* (p. 1093).

Adopté : amendement n° 8 de M. René-Georges Laurin, rapporteur : préparation par le représentant de l'Etat des mesures de sauvegarde et des moyens de secours publics : avis du président de la commission administrative et départementale d'incendies et de secours, SDIS (p. 1095).

Rejetés : amendement n° 86 de M. Germain Authié : compétence des collectivités territoriales pour la préparation des mesures de prévention et de secours (p. 1095) – Amendement n° 69 de M. Louis Minetti : association des collectivités locales à la préparation et à la coordination des mesures de sauvegarde et des moyens de secours (p. 1095).

Retiré : amendement n° 42, de M. Bernard Hugo, rapporteur pour avis : association des collectivités locales à la préparation et à la coordination des mesures de sauvegarde et des moyens de secours (p. 1095) ; repris par M. Guy de la Verpillière, puis retiré de nouveau (p. 1095).

– L'art. 5, ainsi modifié, est adopté (p. 1095).

Art. 6 *(Transfert de compétence dans l'hypothèse de la subdivision de la zone de défense)* (p. 1104).

Parole sur l'article : *MM. Bernard Hugo, rapporteur pour avis ; Charles Pasqua, ministre* (p. 1104) – Forêts (incendies), Drôme (département), Ardèche (département).

Adopté : amendement n° 9 de M. René-Georges Laurin, rapporteur : délégation consentie par le Premier ministre au représentant de l'Etat dans l'une des régions plus particulièrement exposées à certains risques (p. 1104).

– L'art. 6, ainsi modifié, est adopté (p. 1104).

Art. 7 *(Plan Orsec départemental)* (p. 1104).

Adopté : amendement n° 10 de M. René-Georges Laurin, rapporteur, rédactionnel (p. 1106).

Rejetés : sur l'amendement n° 10 de la commission, sous-amendement n° 71 de M. Louis Minetti, soutenu par Mme Danielle Bidart-Reydet (p. 1106) – Amendement n° 87 de M. Germain Authié : coordination de la préparation des mesures de prévention et des moyens de secours publics par le représentant de l'Etat dans le département (p. 1106) – Amendement n° 70 de M. Louis Minetti, soutenu par Mme Danielle Bidart-Reydet : concertation avec les collectivités territoriales (p. 1106).

Retiré : amendement n° 43 de M. Bernard Hugo, rapporteur pour avis : concertation avec les collectivités territoriales (p. 1105) ; repris par M. Guy de la Verpillière puis retiré de nouveau (p. 1106).

– L'art. 7, dans la rédaction de l'amendement n° 10, est adopté (p. 1106).

Art. 8 *(Plans particuliers d'intervention, PPI)* (p. 1106).

Adoptés : amendement n° 11 de M. René-Georges Laurin, rapporteur : précisions relatives à l'élaboration des plans particuliers d'intervention (p. 1108) ; sous-amendements n° 78 de M. Guy de la Verpillière et n° 44 de M. Bernard Hugo, rapporteur pour avis (le sous-amendement n° 44 résulte de la transformation de l'amendement n° 44 du même auteur) (p. 1108).

– L'art. 8, dans la rédaction de l'amendement n° 11 ainsi sous-amendé, est adopté (p. 1108).

Art. 9 *(Pouvoir de réquisition)* (p. 1108).

Adopté : amendement n° 12 de M. René-Georges Laurin, rapporteur : extension du pouvoir de réquisition (p. 1109).

– L'art. 9, ainsi modifié, est adopté (p. 1109).

Après l'art. 9 (p. 1109).

Adopté : amendement (art. additionnel) de M. Charles Pasqua, ministre : indemnisation des requis en cas de dommage ; procédure devant la juridiction administrative (p. 1110).

Rejeté : amendement (art. additionnel) de M. René-Georges Laurin, rapporteur : indemnisation des requis en cas de dommage ; procédure devant la juridiction judiciaire (p. 1110).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1110).

Art. 10 *(Signaux d'alerte et code d'alerte national)* – Adopté (p. 1110).

Art. 11 *(Imputation de la charge financière résultant des opérations de secours)* (p. 1110).

Adoptés : amendement n° 14 de M. René-Georges Laurin, rapporteur, rédactionnel (p. 1110) – Amendement n° 79 de M. Guy de la Verpillière : prise en charge par l'Etat des dépenses résultant des opérations de secours menées au titre de la solidarité inter-départementale (p. 1111).

Retiré : amendement n° 15 de M. René-Georges Laurin, rapporteur : imputation de la charge financière résultant des opérations de secours consécutives à des activités sportives (p. 1112).

Non soutenu : amendement n° 105 de M. Henri Collard (p. 1112).

– L'art. 11, ainsi modifié, est adopté (p. 1112).

Art. 12 *(Répartition des compétences relatives au service départemental d'incendie et de secours, SDIS, et pouvoirs de son directeur)* (p. 1112).

Adopté : amendement n° 16 de M. René-Georges Laurin, rapporteur : compétences du directeur du SDIS, unicité de commandement (p. 1113).

Retiré : amendement n° 88 de M. Germain Authié (p. 1117 ; précédemment réservé p. 1113).

– L'art. 12, ainsi modifié, est adopté (p. 1118 ; précédemment réservé p. 1113).

Après l'art. 12 (p. 1113).

Adopté : amendement (art. additionnel) n° 103 de M. Jean Chamant : intervention des sapeurs pompiers en cas de secours d'urgence (p. 1114).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1114).

Art. 13 *(Nomination des officiers de sapeurs pompiers)* (p. 1114).

Adopté : amendement n° 1 de M. Pierre Salvi, non soutenu et repris par M. Bernard Laurent : autorités compétentes pour la nomination des officiers de sapeurs pompiers (p. 1117 ; scrutin public n° 166).

Rejeté : amendement n° 89 de M. Germain Authié : suppression de cet article (p. 1116).

– L'art. 13, dans la rédaction de l'amendement n° 1, est adopté (p. 1117).

Après l'art. 13 (p. 1118).

Adoptés : amendement (art. additionnel) n° 2 de M. Pierre Salvi, non soutenu et repris par M. Jean Faure : notion de « corps des sapeurs pompiers » (p. 1118) – Amendement (art. additionnel) n° 17 et M. René-Georges Laurin, rapporteur : bénéfice des emplois réservés pour les sapeurs pompiers non professionnels atteints de maladies contractées ou de blessures reçues en service (p. 1119).

– Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 1119).

Art. 14 *(Abrogation de l'article 101 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 ; information du public)* (p. 1119).

Adopté : amendement n° 45 de M. Bernard Hugo, rapporteur pour avis : abrogation de l'article 96 de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985, relative au développement et à la protection de la montagne (p. 1119).

Rejeté : amendement n° 90 de M. Germain Authié, soutenu par M. Fernand Tardy : suppression de cet article (p. 1119).

– L'art. 14, ainsi modifié, est adopté (p. 1119).

TITRE II

PREVENTION DES RISQUES MAJEURS ET PROTECTION DE LA FORET CONTRE L'INCENDIE

Intitulé du titre II(p. 1119).

Adopté : amendement n° 19 de M. René-Georges Laurin, rapporteur : « Protection de la forêt contre l'incendie et prévention des risques majeurs » (p. 1119).

– L'intitulé du titre II est ainsi rédigé (p. 1119).

Art. 15 *(Information du public)* (p. 1119).

Adoptés : amendement n° 46 de M. Bernard Hugo, rapporteur pour avis : droit des citoyens à l'information sur les risques majeurs (p. 1121) ; sous-amendement n° 119 de M. René-Georges Laurin, rapporteur (p. 1121).

Retirés : amendement n° 20 de M. René-Georges Laurin, rapporteur : coordination avec la nouvelle rédaction de l'article 14 (p. 1121) – Amendement n° 72 de M. Louis Minetti : information des collectivités territoriales et des associations concernées (p. 1121).

– L'art. 15, dans la rédaction de l'amendement n° 46, ainsi sous-amendé, est adopté (p. 1121).

Après l'art. 15 (p. 1121).

Retiré : amendement n° 104 de M. Louis Minetti (p. 1121).

Art. 16 *(Modifications des articles L. 110, L. 121-10, L. 122-1, L. 123-1 du code de l'urbanisme)* (p. 1121).

Parole sur l'article : *MM. Richard Pouille, Robert Laucournet* (p. 1121, 1122) – Catastrophes naturelles, victimes (indemnisation), plans d'occupation des sols (POS).

Adoptés : amendements de M. Bernard Hugo, rapporteur pour avis, n[os] 47, 48 et 49 : limitation de la prise en considération des risques naturels par les documents d'urbanisme aux seuls risques naturels prévisibles (p. 1123).

– L'art. 16, ainsi modifié, est adopté (p. 1123).

Après l'art. 16 (p. 1123).

Adoptés : amendements (art. additionnels) de M. Alain Carignon, ministre délégué, n° 111 : institution autour des nouveaux sites industriels dangereux de servitudes d'utilité publique indemnisables ; articles 7-1 à 7-4 (nouveaux) de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées (p. 1125) – N° 112 : coordination avec les dispositions actuellement en vigueur du code de l'urbanisme (p. 1126) – N° 113 : exclusion des installations dangereuses relevant du ministère de la défense (p. 1126) – Et n° 114 : amélioration de la procédure du « projet d'intérêt général » ; raccourcissements des délais de mise en conformité du POS (p. 1127).

– Quatre articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 1127).

Avant l'art. 17 (p. 1127).

Rejetés : amendements (art. additionnels) de M. Louis Minetti n° 73 : dispositions destinées à lutter contre l'urbanisation diffuse en forêt (p. 1127) – N° 74 : reboisement et entretien des forêts (p. 1128) – N° 75 : plan pluriannuel de sauvegarde, de reconstitution et de mise en valeur des massifs forestiers (p. 1128) – Et n° 76 : établissement public régional de sauvegarde, de reconstitution et de mise en valeur des massifs forestiers (p. 1129).

Art. 17 *(Effet de la déclaration d'utilité publique : article L. 321-6 du code forestier)* (p. 1129).

Adopté : amendement n° 50 de M. Bernard Hugo, rapporteur pour avis : restriction à l'application du déclassement automatique (p. 1129).

Rejeté : amendement n° 91 de M. Germain Authié : consultation des collectivités territoriales en cas de déclassement d'espaces boisés (p. 1130).

– L'art. 17, ainsi modifié, est adopté (p. 1130).

Art. 18 *(Mise en valeur agricole ou pastorale : article L. 321-11 du code forestier)* (p. 1130).

Adoptés : amendement n° 51 de M. Bernard Hugo, rapporteur pour avis : extension des dispositions relatives à la mise en valeur agricole et pastorale à tous les fonds, boisés ou non (p. 1131) – Amendement n° 21 de M. René-Georges Laurin, rapporteur : exonération de la taxe foncière sur les terres incultes à la date de mise en demeure de réaliser une mise en valeur de ces terres (p. 1134) – Amendements de M. Philippe François, n° 59 : étendue du périmètre concerné par la mise en demeure (p. 1137 ; précédemment réservé p. 1132) – N° 60 : possibilité, pour le propriétaire, d'opter pour une convention pluriannuelle de pâturage : art. L. 321-11 du code forestier (p. 1134) – Et n° 61 : possibilité d'interrompre la mise en valeur agricole ou pastorale (p. 1135).

Retirés : amendement n° 92 de M. Germain Authié, soutenu par M. William Chervy : élargissement des pouvoirs de l'autorité administrative à toutes les zones constituant des pare-feu (p. 1130) – Amendements de M. Philippe François, n° 62 : possibilité de délaissement des terrains, par le propriétaire, en cas d'excédent de charges par rapport aux recettes (p. 1136) – N° 106 : aides à la création de systèmes d'irrigation (p. 1136) – Et n° 63 : conditions d'applications du présent article fixées par décret en Conseil d'Etat (p. 1137).

Devenus sans objet : sur l'amendement n° 106 de M. Philippe François, sous-amendements n° 118 de M. Pierre Laffitte, soutenu par M. Guy Besse, et n° 120 de M. Louis Minetti (p. 1136) – Amendement n° 93 de M. Germain Authié, soutenu par M. Fernand Tardy : mise en valeur agricole ou pastorale des pare-feu, par le propriétaire ou le titulaire du droit d'exploitation (p. 1137 ; précédemment réservé p. 1132).

– L'art. 18, ainsi modifié, est adopté (p. 1137).

Après l'art. 18 (p. 1137).

Adoptés : amendement (art. additionnel) n° 64 de M. Philippe François : article L. 224-3 du code forestier : remplacement du terme « copropriétaires » par celui de « propriétaires » (p. 1138) – Amendement (art. additionnel) n° 65 de M. Hubert Haenel, soutenu par M. Philippe François : destruction d'office des boisements irréguliers (p. 1138).

– Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 1138).

Art. 19 *(Financement du débroussaillement exécuté d'office : article L. 322-4 du code forestier)* (p. 1138).

Retirés : amendement n° 22 de M. René-Georges Laurin, rapporteur : suppression de cet article (p. 1139) – Amendement n° 107 de M. Philippe François : possibilité pour le représentant de l'Etat dans le département de se substituer au maire pour ordonner l'exécution d'office de certains travaux (p. 1140).

Explication de vote sur l'article : *M. André Rouvière* (p. 1140).

– L'art. 19 est adopté (p. 1140).

Après l'art. 19 (p. 1140).

Rejeté : amendement (art. additionnel) n° 94 de M. Germain Authié, soutenu par M. Fernand Tardy : création, par les communes ou leurs syndicats, d'organisations de forestiers-sapeurs (p. 1140).

Art. 20 *(Sanctions à l'encontre des incendiaires involontaires : article L. 322-9 du code forestier)* (p. 1140).

Retiré : amendement n° 52 de M. Bernard Hugo, rapporteur pour avis : extension de la mesure de publicité des jugements de condamnation (p. 1141).

Devenu sans objet : sur l'amendement n° 52, sous-amendement n° 108, de M. Louis Virapoullé, soutenu par M. Daniel Hoeffel (p. 1141).

– L'art. 20 est adopté (p. 1141).

Art. 21 *(Conditions d'exécution de l'obligation de débroussaillement : article L. 322-9-1 nouveau du code forestier)* (p. 1141).

Adoptés : amendement n° 23 de M. René-Georges Laurin, rapporteur : dispositions relatives à l'ajournement et à l'astreinte en cas de condamnation à une peine contraventionnelle pour infraction à l'obligation de débroussaillement (p. 1142) ; sous-amendement n° 121 de M. Alain Carrignon, ministre (p. 1142).

– L'article 21, dans la rédaction de l'amendement n° 23, ainsi sous-amendé, est adopté (p. 1143).

Art. 22 *(Constitution de partie civile des personnes morales de droit public : article 2-6 du code de procédure pénale)* (p. 1142).

Adoptés : amendements de M. René-Georges Laurin, rapporteur, n° 24 : rédactionnel (p. 1142) – Et n° 25 : poursuites pénales pour incendie volontaire commis dans les bois, forêts, landes, maquis, garrigues, plantations ou reboisements (p. 1143).

– L'art. 22, ainsi modifié, est adopté (p. 1143).

Art. 23 *(Interdiction de séjour : article 44 du code pénal)* (p. 1143).

Parole sur l'article : *M. René-Georges Laurin, rapporteur* (p. 1143).

– L'art. 23 est adopté (p. 1143).

Art. 24 *(Publicité des jugements prononcés à l'égard des incendiaires volontaires : article 437-1 du code pénal)* (p. 1143).

Adopté : amendement n° 26 de M. René-Georges Laurin, rapporteur : extension des mesures de publicité aux cas de condamnations pour incendie volontaire n'ayant que des conséquences matérielles (p. 1144).

Retiré : amendement n° 53 de M. Bernard Hugo, rapporteur pour avis (p. 1143).

Devenu sans objet : sur l'amendement n° 53, sous-amendement n° 109 de M. Louis Virapoullé (p. 1143).

– L'art. 24, ainsi modifié, est adopté (p. 1144).

Après l'art. 24 (p. 1144).

Adoptés : amendements (art. additionnels) de M. Alain Carignon, ministre, n° 115 : conditions d'application du système d'amende forfaitaire en matière forestière (p. 1145) – N° 116 : suppression du recours à la transaction pénale en cas d'application de la procédure de l'amende forfaitaire (p. 1146) – Et n° 117 : entrée en vigueur de la procédure de l'amende forfaitaire (p. 1146).

Rejetés : amendements de M. Félix Ciccolini, n° 95 : dispositions destinées à lutter contre les incendies criminels destinés à libérer des terrains pour l'urbanisation (p. 1145) – Et n° 96 : aides publiques destinées aux travaux de reboisement de la forêt méditerranéenne (p. 1146).

Retiré : amendement n° 68 de M. Jean Francou, soutenu par M. Guy Malé : déductions fiscales en faveur du débroussaillement (p. 1144).

– Trois articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 1146).

Intitulé du chapitre IV *(Prévention des risques naturels)* (p. 1147).

Rejeté : amendement n° 54 de M. Bernard Hugo, rapporteur pour avis : « Prévention des risques naturels prévisibles » (p. 1147).

Art. 25 *(Délimitation des zones soumises aux risques naturels particuliers)* (p. 1147).

Adopté : amendement n° 27 de M. René-Georges Laurin, rapporteur : suppression de la procédure spécifique aux départements d'outre-mer (p. 1147).

Retirés : amendement n° 55 de M. Bernard Hugo, rapporteur pour avis, analogue à l'amendement n° 27 de la commission (p. 1147) – Sur l'amendement n° 27, sous-amendement n° 97 de M. Germain Authié, soutenu par M. Fernand Tardy (p. 1147).

– L'art. 25, dans la rédaction de l'amendement n° 27, est adopté (p. 1147).

Art. 26 *(Plans d'exposition aux risques naturels prévisibles : article 5 de la loi n° 82-600 du 13 juillet 1982 relative à l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles)* (p. 1147).

Adopté : amendement n° 28 de M. René-Georges Laurin, rapporteur : rédactionnel (p. 1148).

– L'art. 26, ainsi modifié, est adopté (p. 1148).

Art. 27 *(Substitution du PER au plan des surfaces submersibles)* (p. 1148).

Adoptés : amendement n° 56 de M. Bernard Hugo, rapporteur pour avis : insertion de l'ensemble du dispositif concernant les PER dans la loi n° 82-600 du 13 juillet 1982 relative à l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles (p. 1148) ; sous-amendements n[os] 29, 30 et 31 de M. René-Georges Laurin, rapporteur : décret d'application (p. 1148) (ces trois sous-amendements résultent de la transformation des amendements n[os] 29, 30 et 31 de M. René-Georges Laurin, rapporteur).

– L'art. 27, dans la rédaction de l'amendement n° 56, ainsi sous-amendé, est adopté (p. 1149).

Art. 29 *(Modification de la loi n° 73-624 du 10 juillet 1973 relative à la défense contre les eaux)* – Adopté (p. 1149).

Art. 29 *(Dérogations aux règles fixant les débits réservés des entreprises hydrauliques)* (p. 1149).

Adopté : amendement n° 32 de M. René-Georges Laurin, rapporteur : consultations préalables à toute modification du régime des débits réservés en cas de sécheresse grave (p. 1149).

Retiré : amendement n° 57 de M. Bernard Hugo, rapporteur pour avis, identique à l'amendement n° 32 (p. 1149).

– L'art. 29, ainsi modifié, est adopté (p. 1149).

Avant l'art. 30 (p. 1149).

Rejeté : amendement n° 77 de Mme Danielle Bidard-Reydet, soutenu par M. Louis Minetti : transports de produits dangereux ; autorisation préalable (p. 1151).

Art. 30 *(Procédure d'autorisation relative aux prises d'eau sur le domaine public fluvial : article 25 du code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure)* (p. 1151).

Rejetés : amendements de M. Germain Authié, soutenus par M. Fernand Tardy, n[os] 98 et 99 : intervention du représentant de l'Etat en cas de manquement de l'exploitant à ses obligations (p. 1151).

– L'art. 30 est adopté (p. 1151).

Art. 31 *(Procédure d'autorisation relative aux prises d'eau : article 106 du code rural)* (p. 1151).

Adopté : amendement n° 33 de M. René-Georges Laurin, rapporteur : rédactionnel (p. 1152).

– L'art. 31, ainsi modifié, est adopté (p. 1152).

Art. 32 *(Nouvelle subdivision de la loi n° 65-498 du 29 juin 1965 relative au transport des produits chimiques par canalisations ; critères de déclaration d'intérêt général)* – Adopté (p. 1152).

Art. 33 *(Nouvelles dispositions de la loi n° 65-498 du 29 juin 1965 précitée : titre II « Autres canalisations » et titre III « Dispositions applicables à toutes les canalisations »)* (p. 1152).

Adoptés : amendements de M. René-Georges Laurin, rapporteur, n° 34 : recours à un décret simple pour déclarer certaines canalisations d'intérêt général (p. 1152) – N° 35 : rédactionnel (p. 1153) – N° 36 : extension des mesures de contrôle des canalisations d'intérêt général (p. 1153) – Et n° 37 : rédactionnel (p. 1153).

Retirés : amendements de M. Germain Authié soutenus par M. Fernand Tardy, n[os] 100, 101 et 102 : rôle du représentant de l'Etat (p. 1153).

– L'art. 33, ainsi modifié, est adopté (p. 1153).

Art. 34 *(Modification de l'article 11 de la loi n° 58-336 du 29 mars 1958 : canalisations de transports d'hydrocarbures)* (p. 1153).

Adoptés : amendements de M. René-Georges Laurin, rapporteur, n[os] 39 et 40 : extension des possibilités de contrôle (p. 1153) – Et n° 38 : rédactionnel (p. 1154) ; sous-amendement n° 123, de M. Alain Carignon, ministre : suspension des travaux ou activités entrepris par des tiers dans le voisinage de l'ouvrage (p. 1154) – Amendement n° 122 de M. Alain Carignon, ministre : paragraphe IV : recours à des décrets simples pour fixer les mesures de sécurité (p. 1154).

– L'art. 34, ainsi modifié, est adopté (p. 1154).

Art. 35 *(Constitutions de garanties financières)* (p. 1154).

Adopté : amendement n° 58 de M. Bernard Hugo, rapporteur pour avis : rédactionnel (p. 1154).

– L'art. 35, ainsi modifié, est adopté (p. 1154).

Après l'art. 35 (p. 1154).

Adoptés : amendements de M. Daniel Hoeffel n° 67 (art. additionnel) : aménagement du droit local de la chasse en Alsace et en Moselle (p. 1156) – Et n° 66 (division additionnelle) : Titre III : Aménagement du droit local de la chasse (p. 1156 ; précédemment réservé p. 1154).

– Une division et un article additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 1156).

Intitulé du projet de loi (p. 1156).

Adopté : amendement n° 41 de M. René-Georges Laurin, rapporteur : Projet de loi relatif à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs (p. 1156).

– L'intitulé du projet de loi est ainsi rédigé (p. 1156).

Explications de vote sur l'ensemble : *MM. Emmanuel Hamel* (p. 1156, 1157), *André Rouvière* (p. 1157), *Louis Minetti* (p. 1157), *Daniel Hoeffel* (p. 1157), *intervention de M. Alain Carignon, ministre* (p. 1157) – Sapeurs pompiers, finances locales.

Adoption (20 mai 1987) (p. 1158).

Discussion (commission mixte paritaire)

(9 juillet 1987) (p. 3028, 3034).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3028, 3029) : *MM. René-Georges Laurin, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire ; Charles Pasqua, ministre de l'intérieur.*

Alsace et Moselle : *Laurin (René-Georges)* (p. 3029).

Contrôle parlementaire : *Laurin (René-Georges)* (p. 3028).

Mer et littoral : *Laurin (René-Georges)* (p. 3028).

Montagne : *Laurin (René-Georges)* (p. 3028).

Pêche en eau douce : *Laurin (René-Georges)* (p. 3028).

Plans Orsec : *Laurin (René-Georges)* (p. 3028).

Plans particuliers d'intervention (PPI) : *Laurin (René-Georges)* (p. 3028).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3029, 3034)

Art. 1[er], 2, 2 bis, 2 ter, 3, 4, 5 (p. 3029).

Art. 6, 7, 8, 9, 9 bis, 10, 11, 11 bis, 12, 12 bis (p. 3030).

Art. 13 quater, 14, 15, 15 bis et 15 ter, 16 bis (p. 3031).

Art. 16 sexies, 18, 19, 20, 21 (p. 3032).

Art. 24, 25, 26, 29, 30 A nouveau, 33, 34 (p. 3033).

Art. 34 bis nouveau, 35, 35 bis nouveau, 36 (p. 3034).

Explications de vote sur l'ensemble : *Mme Danielle Bidard-Reydet* (p. 3034) ; *M. Jean-Pierre Bayle* (p. 3034) – Protection et reconstitution forestières.

Adoption (9 juillet 1987) (p. 3034).

Sécurité publique

Voir *Lois de finances*, **1**, Intérieur
Questions au Gouvernement n° **238**

Sécurité sociale

Voir *Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure*, **1**
Gouvernement (déclarations), **2**
Lois de finances, **1**, Affaires sociales et emploi - II – Affaires sociales
Prévision économique, **1 ; 2**
Questions au Gouvernement n° **145 ; n° 201 ; n° 235**
Questions orales sans débat n° **157 ; n° 158 ; n° 279**
Rappels au Règlement, **12 ; 13 ; 15 ; 16 ; 18 ; 19 ; 20 ; 21 ; 22 ; 23 ; 27 ; 28**
Traités et conventions, **16 ; 32**

1. – **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Jacques Chirac, Premier ministre, par M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi et par M. Hervé de Charette, ministre de la fonction publique et du Plan (13 mai 1987) [n° **738**] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Jacques Bichet (26 mai 1987) [n° **790**] – Urgence – Discussion (4, 5, 9, 10, 11, 12 juin 1987) – Adoption (12 juin 1987) [n° **111**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (15 juin 1987) [n° **271** (86-87)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Pour avis à la commission des lois et à la commission des affaires culturelles – Rapport de MM. Louis Boyer, Claude Huriet, Louis Souvet (16 juin 1987) [n° **273** (86-87)] – Avis de M. Daniel Hoeffel (17 juin 1987) [n° **284** (86-87)] – Et de M. Jean Delaneau (17 juin 1987) [n° **298** (86-87)] – Discussion (22, 23, 24, 25, 27, 28 juin 1987) – Adoption (28 juin 1987) [n° **103**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (29 juin 1987) [n° **894**] – Renvoi à la commission des affaires culturelles.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Jacques Bichet (29 juin 1987) [n° **895**] – Discussion (29 juin 1987) – Adoption (29 juin 1987) [n° **146**].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de MM. Louis Boyer, Louis Souvet (29 juin 1987) [n° **334** (86-87)] – Discussion (29 juin 1987) – Adoption (29 juin 1987) [n° **107**].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Décision n° 87-230 DC du 28 juillet 1987 (*JO* Lois et décrets du 29 juillet 1987) qui déclare contraires à la Constitution certaines dispositions de l'article 89 de la loi portant DMOS.

PROMULGATION : Loi n° 87-588 du 30 juillet 1987 (*JO* Lois et décrets du 31 juillet 1987)

Discussion (première lecture)

(22 juin 1987) (p. 2094, 2168) ; (23 juin 1987) (p. 2181, 2189) ; (24 juin 1987) (p. 2238, 2249) ; (25 juin 1987) (p. 2300, 2320 ; 2571, 2602) ; (27 juin 1987) (p. 2724, 2759) ; (28 juin 1987) (p. 2778, 2843).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2097, 2141) : *MM. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi ; Hervé de Charette, ministre chargé de la fonction publique et du Plan ; Louis Boyer, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Claude Huriet, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Louis Souvet, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Daniel Hoeffel, rapporteur pour avis de la commission des lois ; Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales ; Claude Estier, Jean Cauchon, Jean-Pierre Cantegrit, Franz Duboscq, Geoffroy de Montalembert, Pierre-Christian Taittinger, Paul Souffrin, Jean-Luc Mélenchon, Mme Paulette Fost, MM. René Régnault, Marc Boeuf, Gérard Delfau ; et les orateurs sur les motions.*

Action sanitaire et sociale : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 2114, 2116).

Agriculteurs : *Boeuf (Marc)* (p. 2136) ; *Mélenchon (Jean-Luc)* (p. 2132).

Alsace et Moselle : *Souffrin (Paul)* (p. 2131).

Arbitrage (droit interne) : *Cantegrit (Jean-Pierre)* (p. 2125) ; *Duboscq (Franz)* (p. 2128).

Associations : *Séguin (Philippe)* (p. 2102).

Assurance chômage : *Cauchon (Jean)* (p. 2123) ; *Souvet (Louis)* (p. 2107).

Assurance maladie, invalidité et maternité des exploitants agricoles (AMEXA) : *Boyer (Louis)* (p. 2105).

Assurance maladie maternité : *Boyer (Louis)* (p. 2105) ; *Duboscq (Franz)* (p. 2125) ; *Séguin (Philippe)* (p. 2098) ; *Souffrin (Paul)* (p. 2130).

Assurances : *Souffrin (Paul)* (p. 2131).

Assurance vieillesse : *Duboscq (Franz)* (p. 2125).

Boissons et alcools : *Boyer (Louis)* (p. 2105) ; *Cauchon (Jean)* (p. 2123) ; *Séguin (Philippe)* (p. 2102, 2137) ; *Taittinger (Pierre-Christian)* (p. 2130).

Budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA) : *Boeuf (Marc)* (p. 2136) ; *Boyer (Louis)* (p. 2105).

Bureau international du travail (BIT) : *Séguin (Philippe)* (p. 2141).

Céréales : *Boyer (Louis)* (p. 2105).

Charges sociales (sauf entreprises) : *Boeuf (Marc)* (p. 2136) ; *Séguin (Philippe)* (p. 2137).

Chirurgiens-dentistes : *Huriet (Claude)* (p. 2106).

Chômage : *Boeuf (Marc)* (p. 2136, 2137) ; *Duboscq (Franz)* (p. 2127) ; *Séguin (Philippe)* (p. 2140) ; *Souffrin (Paul)* (p. 2131, 2140) ; *Souvet (Louis)* (p. 2107).

Chômage des jeunes : *Boeuf (Marc)* (p. 2137) ; *Cauchon (Jean)* (p. 2123).

Chômage (indemnisation) : *Séguin (Philippe)* (p. 2100).

Code de la santé publique : *Duboscq (Franz)* (p. 2126).

Code de la sécurité sociale : *Boyer (Louis)* (p. 2105) ; *Lederman (Charles)* (p. 2112) ; *Souffrin (Paul)* (p. 2131).

Collectivités territoriales : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 2116) ; *Cauchon (Jean)* (p. 2123) ; *Duboscq (Franz)* (p. 2126) ; *Séguin (Philippe)* (p. 2101) ; *Souvet (Louis)* (p. 2107).

Commerce et artisanat : *Séguin (Philippe)* (p. 2098).

Communauté économique européenne (CEE) : *Duboscq (Franz)* (p. 2126) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 2108).

Communautés européennes (directives) : *Cauchon (Jean)* (p. 2123) ; *Hoeffel (Daniel)* (p. 2108).

Conflits sociaux : *Mélenchon (Jean-Luc)* (p. 2132) ; *Régnault (René)* (p. 2136).

Conjoints : *Boyer (Louis)* (p. 2105) ; *Séguin (Philippe)* (p. 2098).

Conseil constitutionnel : *Séguin (Philippe)* (p. 2097, 2098).

Conseil constitutionnel (décisions) : *Cantegrit (Jean-Pierre)* (p. 2124) ; *Cauchon (Jean)* (p. 2124) ; *Lederman (Charles)* (p. 2110).

Conseil d'Etat : *Régnault (René)* (p. 2135).

Conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat : *Régnault (René)* (p. 2135).

Constitution : *Delfau (Gérard)* (p. 2118) ; *Duboscq (Franz)* (p. 2128) ; *Régnault (René)* (p. 2136) ; *Séguin (Philippe)* (p. 2098).

Contrats ou conventions : *Boyer (Louis)* (p. 2105) ; *Cauchon (Jean)* (p. 2123) ; *Charette (Hervé de)* (p. 2103, 2104) ; *Duboscq (Franz)* (p. 2126) ; *Fost (Paulette)* (p. 2134) ; *Hoeffel (Daniel)* (p. 2107) ; *Régnault (René)* (p. 2136) ; *Séguin (Philippe)* (p. 2099, 2100) ; *Souvet (Louis)* (p. 2107) ; *Taittinger (Pierre-Christian)* (p. 2129).

Conventions collectives : *Cauchon (Jean)* (p. 2123) ; *Duboscq (Franz)* (p. 2126) ; *Séguin (Philippe)* (p. 2099, 2138) ; *Souvet (Louis)* (p. 2107) ; *Taittinger (Pierre-Christian)* (p. 2129).

Cotisations sociales : *Souffrin (Paul)* (p. 2131).

Cour de cassation : *Séguin (Philippe)* (p. 2102).

Démocratie : *Delfau (Gérard)* (p. 2118) ; *Duboscq (Franz)* (p. 2129) ; *Mélenchon (Jean-Luc)* (p. 2132).

Démographie : *Séguin (Philippe)* (p. 2136).

Droit social : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 2108) ; *Mélenchon (Jean-Luc)* (p. 2132) ; *Séguin (Philippe)* (p. 2097) ; *Souffrin (Paul)* (p. 2130).

Emploi : *Duboscq (Franz)* (p. 2126, 2127) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 2108) ; *Séguin (Philippe)* (p. 2102, 2140) ; *Souffrin (Paul)* (p. 2131, 2140) ; *Souvet (Louis)* (p. 2107).

Emploi des jeunes : *Séguin (Philippe)* (p. 2101, 2137).

Emplois (créations et suppressions) : *Fost (Paulette)* (p. 2133) ; *Séguin (Philippe)* (p. 2101).

Emplois réservés : *Taittinger (Pierre-Christian)* (p. 2129).

Entreprises : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 2116).

Entreprises (charges) : *Boeuf (Marc)* (p. 2136) ; *Duboscq (Franz)* (p. 2126) ; *Séguin (Philippe)* (p. 2101) ; *Taittinger (Pierre-Christian)* (p. 2129).

Entreprises publiques : *Duboscq (Franz)* (p. 2127) ; *Estier (Claude)* (p. 2123) ; *Séguin (Philippe)* (p. 2102) ; *Souvet (Louis)* (p. 2107).

Etudiants : *Duboscq (Franz)* (p. 2126) ; *Mélenchon (Jean-Luc)* (p. 2132) ; *Séguin (Philippe)* (p. 2099).

Fonctionnaires et agents publics : *Fost (Paulette)* (p. 2133) ; *Lederman (Charles)* (p. 2111) ; *Régnault (René)* (p. 2136).

Fonction publique : *Boeuf (Marc)* (p. 2137) ; *Boyer (Louis)* (p. 2105) ; *Cauchon (Jean)* (p. 2123) ; *Delfau (Gérard)* (p. 2118, 2119) ; *Fost (Paulette)* (p. 2134) ; *Hoeffel (Daniel)* (p. 2107, 2108) ; *Régnault (René)* (p. 2136) ; *Séguin (Philippe)* (p. 2097, 2140, 2141) ; *Taittinger (Pierre-Christian)* (p. 2130).

Fonction publique de l'Etat : *Charette (Hervé de)* (p. 2103) ; *Duboscq (Franz)* (p. 2127) ; *Lederman (Charles)* (p. 2110).

Fonction publique hospitalière : *Séguin (Philippe)* (p. 2099).

Fonction publique territoriale : *Fost (Paulette)* (p. 2133) ; *Régnault (René)* (p. 2136).

Formation professionnelle : *Séguin (Philippe)* (p. 2101) ; *Souvet (Louis)* (p. 2107).

Gouvernement : *Séguin (Philippe)* (p. 2099).

Grand marché intérieur (CEE) : *Duboscq (Franz)* (p. 2129).

Grève (droit de) : *Boeuf (Marc)* (p. 2137) ; *Cantegrit (Jean-Pierre)* (p. 2124) ; *Cauchon (Jean)* (p. 2124) ; *Charette (Hervé de)* (p. 2104) ; *Delfau (Gérard)* (p. 2118, 2119) ; *Duboscq (Franz)* (p. 2127, 2128, 2129) ; *Estier (Claude)* (p. 2122) ; *Fost (Paulette)* (p. 2134) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 2108, 2109) ; *Hoeffel (Daniel)* (p. 2107, 2108) ; *Lederman (Charles)* (p. 2110) ; *Régnault (René)* (p. 2136).

Grèves : *Boyer (Louis)* (p. 2105) ; *Cantegrit (Jean-Pierre)* (p. 2125) ; *Cauchon (Jean)* (p. 2124) ; *Charette (Hervé de)* (p. 2103) ; *Estier (Claude)* (p. 2122) ; *Fost (Paulette)* (p. 2133) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 2109) ; *Hoeffel (Daniel)* (p. 2108) ; *Lederman (Charles)* (p. 2109) ; *Mélenchon (Jean-Luc)* (p. 2132) ; *Montalembert (Geoffroy de)* (p. 2128) ; *Régnault (René)* (p. 2136) ; *Taittinger (Pierre-Christian)* (p. 2130).

Hôpitaux psychiatriques : *Boeuf (Marc)* (p. 2136) ; *Séguin (Philippe)* (p. 2136).

Immigration : *Séguin (Philippe)* (p. 2102).

Internat (médecine) : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 2115) ; *Duboscq (Franz)* (p. 2126) ; *Huriet (Claude)* (p. 2106, 2117) ; *Séguin (Philippe)* (p. 2099) ; *Taittinger (Pierre-Christian)* (p. 2130).

Libéralisme : *Boeuf (Marc)* (p. 2137) ; *Fost (Paulette)* (p. 2134).

Libertés individuelles : *Duboscq (Franz)* (p. 2126).

Lois de finances rectificatives : *Séguin (Philippe)* (p. 2097).

Médecine : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 2115).

Médecine (enseignement) : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 2114) ; *Duboscq (Franz)* (p. 2126) ; *Huriet (Claude)* (p. 2106, 2116, 2117) ; *Lederman (Charles)* (p. 2110) ; *Taittinger (Pierre-Christian)* (p. 2130).

Médecine scolaire : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 2115).

Médecins : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 2115, 2116) ; *Huriet (Claude)* (p. 2106, 2107, 2117) ; *Taittinger (Pierre-Christian)* (p. 2130).

Médicaments : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 2115).

Militaires : *Hoeffel (Daniel)* (p. 2107).

Mines et carrières : *Lederman (Charles)* (p. 2111).

Mineurs (d'âge) : *Séguin (Philippe)* (p. 2099).

Ministres du culte : *Boyer (Louis)* (p. 2105) ; *Séguin (Philippe)* (p. 2098).

Organisations syndicales : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 2115) ; *Charette (Hervé de)* (p. 2103, 2104) ; *Estier (Claude)* (p. 2122) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 2108, 2109) ; *Mélenchon (Jean-Luc)* (p. 2132) ; *Régnault (René)* (p. 2135).

Parlement : *Cantegrit (Jean-Pierre)* (p. 2124) ; *Delfau (Gérard)* (p. 2118) ; *Régnault (René)* (p. 2136) ; *Séguin (Philippe)* (p. 2140) ; *Taittinger (Pierre-Christian)* (p. 2129).

Partie civile : *Séguin (Philippe)* (p. 2102).

Partis et groupements politiques : *Séguin (Philippe)* (p. 2102).

Pensions de réversion : *Séguin (Philippe)* (p. 2098).

Pensions et retraites : *Boyer (Louis)* (p. 2105) ; *Duboscq (Franz)* (p. 2125) ; *Séguin (Philippe)* (p. 2098, 2139, 2141).

Personnel de la navigation aérienne : *Cantegrit (Jean-Pierre)* (p. 2124) ; *Duboscq (Franz)* (p. 2127) ; *Estier (Claude)* (p. 2122) ; *Hoeffel (Daniel)* (p. 2108) ; *Mélenchon (Jean-Luc)* (p. 2132) ; *Montalembert (Geoffroy de)* (p. 2128) ; *Régnault (René)* (p. 2136) ; *Taittinger (Pierre-Christian)* (p. 2130).

Pharmacie : *Duboscq (Franz)* (p. 2126).

Pharmacie (industrie) : *Boyer (Louis)* (p. 2105) ; *Souffrin (Paul)* (p. 2131).

Pharmaciens : *Huriet (Claude)* (p. 2106).

Pouvoir d'achat : *Boeuf (Marc)* (p. 2137) ; *Fost (Paulette)* (p. 2133) ; *Lederman (Charles)* (p. 2111) ; *Séguin (Philippe)* (p. 2139, 2140).

Pouvoirs publics : *Delfau (Gérard)* (p. 2117) ; *Fost (Paulette)* (p. 2134).

Préretraites : *Boyer (Louis)* (p. 2105) ; *Séguin (Philippe)* (p. 2098).

Prestations familiales : *Séguin (Philippe)* (p. 2139, 2141).

Privatisations : *Fost (Paulette)* (p. 2133).

Professions libérales : *Boyer (Louis)* (p. 2105) ; *Duboscq (Franz)* (p. 2125) ; *Séguin (Philippe)* (p. 2098).

Protection sociale : *Duboscq (Franz)* (p. 2125, 2129) ; *Séguin (Philippe)* (p. 2098).

Publicité : *Boyer (Louis)* (p. 2105) ; *Cauchon (Jean)* (p. 2123) ; *Estier (Claude)* (p. 2123) ; *Lederman (Charles)* (p. 2109) ; *Séguin (Philippe)* (p. 2102, 2137) ; *Taittinger (Pierre-Christian)* (p. 2130).

Racisme : *Boyer (Louis)* (p. 2105) ; *Séguin (Philippe)* (p. 2102).

Radiodiffusion et télévision : *Estier (Claude)* (p. 2123) ; *Lederman (Charles)* (p. 2129) ; *Séguin (Philippe)* (p. 2102).

Retraite (âge) : *Delfau (Gérard)* (p. 2138) ; *Séguin (Philippe)* (p. 2098, 2099, 2100, 2138).

Retraites : *Boeuf (Marc)* (p. 2136) ; *Cauchon (Jean)* (p. 2123) ; *Souvet (Louis)* (p. 2107) ; *Taittinger (Pierre-Christian)* (p. 2129).

Salariés : *Fost (Paulette)* (p. 2134) ; *Séguin (Philippe)* (p. 2100) ; *Souvet (Louis)* (p. 2107).

Salariés (droits) : *Souffrin (Paul)* (p. 2130).

Secteur public : *Estier (Claude)* (p. 2122) ; *Lederman (Charles)* (p. 2110).

Service public : *Boyer (Louis)* (p. 2105) ; *Cantegrit (Jean-Pierre)* (p. 2124) ; *Cauchon (Jean)* (p. 2124) ; *Charette (Hervé de)* (p. 2103) ; *Fost (Paulette)* (p. 2133) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 2108, 2109) ; *Lederman (Charles)* (p. 2109, 2111) ; *Montalembert (Geoffroy de)* (p. 2128).

Stages d'initiation à la vie professionnelle (SIVP) : *Cauchon (Jean)* (p. 2123) ; *Duboscq (Franz)* (p. 2126) ; *Séguin (Philippe)* (p. 2101) ; *Taittinger (Pierre-Christian)* (p. 2130).

Syndrome immuno-déficitaire acquis (SIDA) : *Cauchon (Jean)* (p. 2123) ; *Duboscq (Franz)* (p. 2126) ; *Huriet (Claude)* (p. 2106) ; *Séguin (Philippe)* (p. 2099) ; *Souffrin (Paul)* (p. 2131) ; *Taittinger (Pierre-Christian)* (p. 2129).

Taxis : *Boyer (Louis)* (p. 2105).

Titularisations : *Fost (Paulette)* (p. 2134).

Travail de nuit : *Séguin (Philippe)* (p. 2141).

Travailleurs indépendants : *Boeuf (Marc)* (p. 2136).

Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (UNEDIC) : *Duboscq (Franz)* (p. 2126) ; *Séguin (Philippe)* (p. 2101, 2137).

Veuves : *Boyer (Louis)* (p. 2105).

Motion n° 1 de Mme Hélène Luc, soutenue par M. Charles Lederman, **tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité** (p. 2109) – *MM. Charles Lederman, Philippe Séguin, ministre ; Louis Boyer, rapporteur.*

Rejet de la motion (p. 2113 ; scrutin public n° 199).

Motion n° 2 de Mme Hélène Luc, soutenue par Mme Danielle Bidard-Reydet, **tendant à opposer la question préalable** (p. 2114) – *Mme Danielle Bidard-Reydet, MM. Claude Huriet, rapporteur ; Philippe Séguin, ministre.*

Rejet de la motion (p. 2117 ; scrutin public n° 200).

Motion n° 792 de M. André Méric, soutenue par M. Gérard Delfau, **tendant au renvoi en commission** de l'ensemble du projet de loi (p. 2117) – *MM. Gérard Delfau, Philippe Séguin, ministre ; Louis Souvet, rapporteur.*

Rejet de la motion (p. 2121 ; scrutin public n° 201).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2142, 2168 ; 2181, 2189 ; 2238, 2249 ; 2300, 2320 ; 2571, 2602 ; 2724, 2759 ; 2778, 2843) : *MM. Jean-Pierre Fourcade, président de la commission ; Philippe Séguin, ministre ; Charles Lederman, Paul Souffrin, Mmes Danielle Bidard-Reydet, Jacqueline Fraysse-Cazalis, MM. Marcel Lucotte, Pierre Vallon, René Régnault, Etienne Dailly, Jean-Luc Mélenchon, Gérard Delfau, Hervé de Charette, ministre ; Michel Dreyfus-Schmidt, Mme Paulette Fost, MM. Louis Boyer, rapporteur ; Jean Chérioux, Jean-Pierre Bayle, Claude Estier, Mme Hélène Luc, MM. Marc Boeuf, Robert Vizet, Charles Bonifay, Hector Viron, Franck Sérusclat, Charles Descours, Adrien Zeller, secrétaire d'Etat chargé de la sécurité sociale ; Claude Huriet, rapporteur ; Louis Minetti, Jean Delaneau, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles ; Josselin de Rohan, Jacques Moutet, Raymond Bouvier, Lucien Neuwirth, Ivan Renar, Guy Robert, Michel Sordel, Pierre Lacour, Mme Hélène Missoffe, MM. Louis Souvet, rapporteur ; Pierre Louvot, Robert Vizet, Jean Garcia, Mme Michèle Barzach, ministre chargé de la santé et de la famille ; MM. Daniel Millaud, Louis de Catuelan, Jean-Luc Bécart, Jacques Valade, ministre chargé de la recherche et de l'enseignement supérieur ; Charles de Cuttoli, Emmanuel Hamel, Jacques Habert, Marcel Rudloff, Louis Perrein, Roger Romani, Maurice Schumann, Jean-Marie Girault.*

TITRE I^er^

DISPOSITIONS RELATIVES A LA PROTECTION SOCIALE

Art. 1^er^ A *(Ratification de la partie législative du code de la sécurité sociale)* (p. 2181).

Parole sur l'article : *Mmes Jacqueline Fraysse-Cazalis* (p. 2181, 2182), *Hélène Luc* (p. 2182), *M. Marc Boeuf* (p. 2182) – Conseil constitutionnel, Conseil d'Etat, Parlement, Gouvernement.

Adopté : amendement n° 273, déposé par M. Paul Souffrin, retiré par M. Robert Vizet puis repris par M. Louis Boyer, rapporteur : suppression de cet article (p. 2189 ; scrutin public n° 206).

Retiré : amendement n° 48 de M. André Méric, retiré par M. Marc Boeuf (p. 2182).

Explications de vote sur l'amendement de suppression n° 273 : *MM. Marc Boeuf, (p. 2185) ; intervention de M. Philippe Séguin, ministre (p. 2186) ; Gérard Delfau (p. 2186), Hector Viron (p. 2186), Mme Hélène Luc (p. 2186, 2187), MM. Robert Vizet (p. 2187, 2188), Charles Descours (p. 2188)* – Procédure législative, organisations syndicales, Agence France-presse (AFP), Constitution, Conseil constitutionnel, droit social, Conseil d'Etat.

La clôture du débat est prononcée à la demande de M. Roger Romani (p. 2188).

– L'article 1^er^ A est supprimé (p. 2189).

Après l'art. 1^er^ A (p. 2238).

Retirés : amendements (art. additionnels) n^os^ 6 et 7 de M. Louis Boyer, rapporteur (p. 2238).

Art. 1^er^ *(Régime d'assurance maladie des ministres des cultes : article L. 381-17 du code de la sécurité sociale)* (p. 2238).

Parole sur l'article : *M. Marc Boeuf* (p. 2238) – Congrégations religieuses.

Adopté : amendement n° 33 de M. Pierre Vallon, soutenu par M. Claude Huriet : réduction de la part de cotisation d'assurance maladie incombant à l'association ou à la congrégation religieuse si l'assuré perçoit une retraite du régime de vieillesse des cultes (p. 2239).

Rejetés : amendements de M. Paul Souffrin, soutenus par Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, n° 172 : suppression du système de la cotisation d'assurance maladie forfaitaire pour les ministres des cultes (p. 2239) – Et n° 277 : calcul de la cotisation patronale sur les revenus réels et sur le patrimoine des congrégations religieuses (p. 2239).

Explications de vote sur l'article : *M. Marc Boeuf* (p. 2239), *Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis* (p. 2239).

– L'article 1^er^, ainsi modifié, est adopté (p. 2240).

Art. 1^er^ bis *(Principe de la cotisation d'assurance maladie des retraités du régime local d'Alsace et Moselle : article L. 242-13 du code de la sécurité sociale)* (p. 2240).

Adopté: amendement n° 8 de M. Louis Boyer, rapporteur: extension de la portée de cet article aux salariés agricoles des départements d'Alsace et Moselle (p. 2241).

Rejeté: amendement n° 173 de M. Paul Souffrin, soutenu par M. Louis Minetti: suppression de cet article (p. 2240; scrutin public n° 208).

– L'article 1er bis, ainsi modifié, est adopté (p. 2241).

Après l'art. 1er bis (p. 2241).

Retiré: amendement n° 42 (art. additionnel) de M. Jean-Pierre Fourcade, soutenu par M. Jean Delaneau: modalités de calcul de la cotisation d'assurance vieillesse en cas de cumul emploi retraite (p. 2241).

Art. 2 *(Recouvrement de l'allocation de parent isolé sur le parent débiteur d'aliments: article L. 524-4 du code précité)* – Adopté (p. 2241).

Art. 3 *(Assurance vieillesse des conjoints des membres des professions libérales: articles L. 643-9, L. 644-3 nouveau et L. 723-2 nouveau du code de la sécurité sociale)* (p. 2241).

Rejetés: amendement n° 174 de M. Charles Lederman, soutenu par Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis: création obligatoire par la caisse nationale des barreaux français d'un régime d'assurance vieillesse au profit des conjoints d'avocats qui collaborent à l'exercice de leur activité professionnelle et ne bénéficient pas d'un régime obligatoire d'assurance vieillesse (p. 2242) – Amendement n° 49 de M. André Méric, soutenu par M. Marc Boeuf: création d'un régime obligatoire ou facultatif d'assurance vieillesse, par la caisse nationale des barreaux français, au profit des conjoints d'avocats qui collaborent à leur activité professionnelle (p. 2242).

– L'article 3 est adopté (p. 2243).

Après l'art. 3 (p. 2243).

Adopté: amendement n° 26 (art. additionnel) de M. Henri Belcour, soutenu par M. Charles Descours: rectification d'une erreur matérielle dans l'article L. 644-1 du code de la sécurité sociale (p. 2243); sous-amendement n° 807 de M. Adrien Zeller, secrétaire d'Etat (p. 2243).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2243).

Art. 4 *(Modalités de reconduction des conventions passées entre les caisses nationales d'assurance maladie et les praticiens et auxiliaires médicaux: article L. 162-9 du code de la sécurité sociale)* (p. 2243).

Rejeté: amendement n° 175 de M. Paul Souffrin, soutenu par M. Louis Minetti: suppression de cet article (p. 2244; scrutin public n° 209).

– L'article 4 est adopté (p. 2244).

Art. 5 *(Compensation bilatérale maladie: article L. 134-5 du code de la sécurité sociale)* (p. 2244).

Parole sur l'article: *MM. Marc Boeuf* (p. 2244, 2245), *Philippe Séguin, ministre* (p. 2245, 2246), *Gérard Delfau* (p. 2246) – Démographie, sécurité sociale (régimes autonomes et spéciaux), agriculteurs, travailleurs indépendants, produit intérieur brut (PIB), salariés, chômage (indemnisation).

– L'article 5 est adopté (p. 2248).

Art. 5 bis *(Accès des bénéficiaires de l'aide médicale aux établissements de soins privés: article L. 371-11 du code de la sécurité sociale)* (p. 2248).

Parole sur l'article: *M. Marc Boeuf* (p. 2248) – Hôpitaux privés et cliniques.

– L'article 5 bis est adopté (p. 2248).

Art. 5 ter *(Représentation des personnalités qualifiées au sein des conseils d'administration des caisses régionales d'assurance maladie des travailleurs non salariés non agricoles: article L. 611-12 du code de la sécurité sociale)* – Adopté (p. 2246).

Avant l'art. 6 (p. 2247).

Retiré: amendement n° 40 (art. additionnel) de M. Marcel Lucotte, soutenu par M. Jean Delaneau: cas d'exonération totale ou partielle des cotisations d'assurances sociales, d'accidents du travail et d'allocations familiales (p. 2247).

Art. 6 *(Exonération des cotisations sociales pour l'emploi d'une aide à domicile: article L. 241-10 du code de la sécurité sociale)* (p. 2247).

Rejeté: amendement n° 162 de M. Georges Mouly, soutenu par M. Jacques Moutet: exonération totale ou partielle de la part patronale des cotisations d'assurance sociale, d'accidents du travail, d'allocations familiales afférentes à l'emploi d'une aide à domicile (p. 2248).

Explication de vote sur l'article: *M. Marc Boeuf* (p. 2249) – Protection sociale.

– L'article 6 est adopté (p. 2249).

Après l'art. 6 (p. 2249).

Non soutenu: amendement n° 34 (art. additionnel) de M. Guy Malé (p. 2249).

Art. 7 *(Représentation du personnel des caisses de mutualité sociale agricole au sein des conseils d'administration: articles 1009, 1010 et 1011 du code rural)* – Adopté (p. 2249).

Art. 8 *(Avances sur les pensions de réversion du régime des exploitants agricoles: article 1122-6 nouveau du code rural)* – Adopté (p. 2249).

Art. 9 *(Délai de prescription des cotisations dues au titre des régimes de protection sociale agricole: article 1143-3 du code rural)* (p. 2249 et 2281).

Parole sur l'article: *M. Marc Boeuf* (p. 2249) – Cotisations sociales, sécurité sociale (financement).

Rejetés: amendements identiques n° 50 de M. André Méric, soutenu par M. Marc Boeuf, et n° 176 de M. Paul Souffrin, soutenu par M. Charles Lederman: suppression de cet article (p. 2282) – Amendement n° 177 de M. Paul Souffrin, soutenu par M. Charles Lederman: délai de prescription de recouvrement des cotisations patronales par cinq ans (p. 2282).

– L'article 9 est adopté (p. 2282).

Art. 10 *(Privilège sur les biens des débiteurs de cotisations sociales du régime agricole: articles 1143-5 nouveau et 1031 du code rural; abrogation de l'article 1033 dudit code)* (p. 2282).

Devenu sans objet: amendement n° 178 de M. Paul Souffrin (p. 2283).

– L'article 10 est adopté (p. 2283).

Art. 11 *(Mise en oeuvre de l'obligation d'assurance contre les accidents des exploitants agricoles: article 1234-18 du code rural)* – Adopté (p. 2300).

Art. 12 *(Réparation des accidents de travail en cas de faute inexcusable de l'employeur agricole en Alsace et en Moselle: article 1251 du code rural)* (p. 2300).

Rejetés: amendements identiques n° 51 de M. André Méric, soutenu par M. Marc Boeuf, et n° 179 de M. Paul Souffrin, soutenu par Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis: suppression de cet article (p. 2302; scrutin public n° 211) – Amendement n° 180 de M. Paul Souffrin, soutenu par Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis: rétablissement de l'article L. 452-4 du code de la sécurité sociale dans sa rédaction antérieure à la loi portant DMOS du 27 janvier 1987 (p. 2302).

– L'article 12 est adopté (p. 2302).

Art. 13 *(Pouvoir de substitution de l'autorité administrative en cas de carence d'un conseil d'administration d'une caisse de*

mutualité sociale agricole : l'article 1023-1 du code rural devient l'article 1023-2 – Article 1023-1 nouveau dudit code) (p. 2302).

Adopté : amendement n° 9 de M. Louis Boyer, rapporteur : suppression de la possibilité donnée à l'autorité administrative compétente de se substituer au conseil d'administration en certains cas (p. 2303).

Rejeté : amendement n° 181 de M. Paul Souffrin, soutenu par Mme Paulette Fost : suppression de cet article (p. 2303).

– L'article 13, ainsi modifié, est adopté (p. 2303).

Art. 14 *(Affiliation au régime agricole des associés uniques d'entreprises unipersonnelles à responsabilité limitée à caractère agricole : articles L. 615-1 et L. 622-9 du code de la sécurité sociale)* – Adopté (p. 2303).

Art. 15 *(Exonération de cotisations sociales pour les associations intermédiaires à caractère agricole : articles 1031 et 1157 du code rural)* (p. 2303).

Parole sur l'article : *M. Marc Boeuf* (p. 2303) – Concurrence, forêts.

Rejeté : amendement n° 182 de M. Paul Souffrin, soutenu par Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis : suppression de cet article (p. 2304).

– L'article 15 est adopté (p. 2304).

Après l'art. 15 (p. 2304).

Adopté : amendement n° 32 (art. additionnel) de M. Raymond Bouvier : possibilité pour les salariés de certaines professions connexes à l'agriculture, en zones de montagne, de s'affilier à la caisse de mutualité sociale agricole (p. 2305).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2305).

Art. 15 bis *(Cotisations d'assurance maladie des préretraités : article L. 131-2 du code de la sécurité sociale)* (p. 2305).

Rejeté : amendement n° 52 de M. André Méric, soutenu par M. Marc Boeuf : suppression de cet article (p. 2305).

– L'article 15 bis est adopté (p. 2305).

Art. 15 ter *(Taxe sur la prospection et la publicité pour les produits pharmaceutiques : article L. 245-2 du code de la sécurité sociale)* (p. 2305).

Rejetés : amendements identiques n° 53 de M. André Méric, soutenu par M. Marc Boeuf, et n° 183 de M. Paul Souffrin, soutenu par M. Ivan Renar : suppression de cet article (p. 2307 ; scrutin public n° 212).

– L'article 15 ter est adopté (p. 2307).

Art. 15 quater *(Extension du tiers payant au transport de patients effectué en taxi : article L. 322-5 du code de la sécurité sociale)* – Adopté (p. 2307).

Art. 15 quinquies *(Protection sociale des jeunes gens effectuant leur service militaire)* (p. 2307).

Adopté : amendement n° 808 de M. Adrien Zeller, secrétaire d'Etat : date d'entrée en vigueur de la couverture sociale des jeunes gens accomplissant leur préparation militaire (p. 2307).

– L'article 15 quinquies, ainsi modifié, est adopté (p. 2307).

Art. 15 sexies *(Modalités de cession des baux commerciaux : article 13 de la loi n° 85-1408 du 30 décembre 1985 portant amélioration de la concurrence)* (p. 2307).

Adopté : amendement n° 809 de M. Adrien Zeller, secrétaire d'Etat : baux à usage commercial et artisanal : faculté pour le preneur de donner congé, s'il est admis au bénéfice d'une pension d'invalidité (p. 2307).

– L'article 15 sexies, ainsi modifié, est adopté (p. 2307).

Art. 15 septies *(Réduction des taxes sur les produits agricoles affectées au budget annexe des prestations sociales agricoles : articles 1618 octies et nonies du code général des impôts)* (p. 2307).

Adopté : amendement n° 30 de M. Michel Sordel : montant du prélèvement sur les céréales au profit du BAPSA, à compter de la campagne de 1987-1988 (p. 2309).

Rejeté : amendement n° 54 de M. André Méric, soutenu par M. Marc Boeuf : suppression de cet article (p. 2308).

– L'article 15 septies, dans la rédaction de l'amendement n° 30, est adopté (p. 2309).

Après l'art. 15 septies (p. 2309).

Adopté : amendement n° 820 (art. additionnel) de M. Adrien Zeller, secrétaire d'Etat : possibilité pour le Gouvernement de fixer par arrêté les prix et tarifs des produits et prestations de service pris en charge par la sécurité sociale (p. 2311).

Retirés : amendement n° 22 (art. additionnel) de M. Jean Chérioux : prise en charge par les mutuelles de leurs anciens mutualistes désirant souscrire une couverture sociale complémentaire (p. 2310) – Amendement n° 152 (art. additionnel) de M. Pierre Lacour : allongement du délai de déclaration des droits, concessions ou autorisations en matière piscicole (p. 2311).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2311).

TITRE II

DISPOSITIONS RELATIVES A LA SANTE

Art. 16 *(Dépistage anonyme et gratuit du syndrome immunodéficitaire acquis (SIDA) : articles L. 355-22 et L. 355-23 nouveaux du code de la santé publique)* (p. 2589).

Parole sur l'article : *MM. Franck Sérusclat* (p. 2590), *Robert Vizet* (p. 2590), *Lucien Neuwirth* (p. 2590), *Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales* (p. 2590, 2591) ; *Philippe Séguin, ministre* (p. 2591) – Presse, vaccinations, médecine (enseignement), code de la santé publique, collectivités territoriales, recherche, coopération, Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM).

– L'article 16 est adopté (p. 2592).

Art. 16 bis *(Compétence des établissements de transfusion sanguine : article L. 666 du code de la santé publique)* (p. 2592).

Parole sur l'article : *M. Franck Sérusclat* (p. 2592) – Syndrome immuno-déficitaire acquis (SIDA).

Adopté : amendement n° 10 de M. Claude Huriet, rapporteur, soutenu par M. Jean-Pierre Fourcade, président de la commission : suppression de cet article (p. 2593).

Devenu sans objet : amendement n° 116 de M. Franck Sérusclat : transfusions autologues autorisées en certains cas (p. 2593).

– L'article 16 bis est supprimé (p. 2593).

Art. 17 *(Conséquence de la reconnaissance mutuelle des diplômes au sein de la CEE pour l'exercice des professions de médecin, chirurgien-dentiste ou sage-femme par des non ressortissants d'Etats-membres de la CEE : article L. 356 du code de la santé publique)* (p. 2593).

Rejeté : amendement n° 117 de M. Franck Sérusclat : suppression du deuxième alinéa de cet article prévoyant que les quotas d'autorisations seront fixés par arrêté ministériel et non plus par décret (p. 2594).

– L'article 17 est adopté (p. 2594).

Art. 18 *(Assouplissement des conditions de remplacement par les étudiants en chirurgie dentaire : article L. 359 du code de la santé publique)* (p. 2594).

Parole sur l'article : *M. Franck Sérusclat* (p. 2594), *Mme Michèle Barzac, ministre* (p. 2594) – Préfets, pharmaciens.

– L'article 18 est adopté (p. 2594).

Art. 18 bis *(Aggravation des peines encourues pour l'exercice illégal de la profession de médecin ou de chirurgien-dentiste : article L. 376 du code de la santé publique)* (p. 2594).

Parole sur l'article : *M. Franck Sérusclat* (p. 2594) – Pharmaciens, peines et amendes.

Adopté : amendement n° 11 de M. Claude Huriet, rapporteur, soutenu par M. Jean-Pierre Fourcade, président de la commission : extension des dispositions de cet article à l'exercice illégal de la profession de sage-femme (p. 2595).

– L'article 18 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 2595).

Art. 18 ter *(Aggravation des peines encourues pour non-respect des règles d'exercice de la médecine : article L. 376-1 nouveau du code de la santé publique)* – Adopté (p. 2595).

Art. 19 *(Possibilité d'installation simultanée en France et dans un autre Etat-membre de la CEE pour les médecins, chirurgiens-dentistes et sages-femmes : article L. 412 du code de la santé publique)* (p. 2595).

Adopté : amendement n° 118 de M. Franck Sérusclat : remplacement des mots : « des Communautés européennes » par les mots : « de la Communauté économique européenne » (p. 2595).

– L'article 19, ainsi modifié, est adopté (p. 2595).

Art. 20 *(Conditions de nationalité et de diplôme pour l'exercice de la profession de pharmacien en France : article L. 514 du code de la santé publique)* (p. 2595).

Parole sur l'article : *M. Franck Sérusclat* (p. 2595, 2596) – Communautés européennes (directives), République Fédérale d'Allemagne (RFA), Pays-Bas, Belgique.

Adopté : amendement n° 119 de M. Franck Sérusclat : coordination avec l'amendement n° 118 (p. 2596).

– L'article 20, ainsi modifié, est adopté (p. 2596).

Art. 21 *(Extension de la possibilité pour les étrangers d'exercer la profession de pharmacien en France : articles L. 514-1 et L. 514-2 nouveaux du code de la santé publique)* – Adopté (p. 2596).

Art. 22 *(Règles relatives au dossier d'inscription à l'ordre des pharmaciens : article L. 525 du code de la santé publique)* (p. 2596).

Parole sur l'article : *M. Franck Sérusclat* (p. 2596, 2597) – Pharmacie, médicaments.

Rejetés : amendements identiques n° 120 de M. Franck Sérusclat, et n° 184 de M. Paul Souffrin, soutenu par M. Robert Vizet : suppression de cet article (p. 2598) – Amendement n° 165 de M. Franck Sérusclat : radiation de l'ordre des pharmaciens du « pharmacien concerné » (p. 2598).

– L'article 22 est adopté (p. 2598).

Art. 23 *(Modalités d'inscription à l'ordre des pharmaciens : articles L. 525-1, L. 525-2 et L. 525-3 nouveaux du code du travail)* (p. 2598).

ARTICLE L. 525-1 DU CODE DE LA SANTE PUBLIQUE (p. 2598).

Adoptés : amendements de M. Franck Sérusclat n° 121 : coordination avec l'amendement n° 118 du même auteur (p. 2599) – N° 166 et n° 167, rédactionnels (p. 2599).

Rejeté : amendement n° 185 de M. Paul Souffrin, soutenu par M. Robert Vizet : suppression de cet article (p. 2599).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2599).

ARTICLE L. 525-2 DU CODE DE LA SANTE PUBLIQUE (p. 2599).

Adoptés : amendements de M. Franck Sérusclat, n° 122 : refus d'inscription au tableau, par décision motivée écrite du conseil régional de l'ordre, si les garanties de moralité professionnelle ou les conditions prévues par la loi ne sont pas remplies (p. 2600) – Et n° 124, rédactionnel (p. 2601).

Rejeté : amendement n° 123 de M. Franck Sérusclat : inscription de droit sur demande de l'intéressé, à l'expiration du délai imparti au conseil régional de l'ordre pour statuer (p. 2601).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2601).

ARTICLE L. 525-3 DU CODE DE LA SANTE PUBLIQUE (p. 2601).

Rejetés : amendements de M. Franck Sérusclat, n° 125 : connaissance suffisante de la langue française exigée pour l'inscription au tableau, si le pharmacien n'est pas de nationalité française ou n'est pas titulaire d'un diplôme français (p. 2602) – Et n° 126 : critères d'appréciation de la connaissance de la langue française (p. 2602).

– Le texte proposé est adopté (p. 2602).

– L'ensemble de l'article 23, ainsi modifié, est adopté (p. 2602).

Après l'art. 23 (p. 2725).

Adopté : amendement n° 153 (art. additionnel) de M. Pierre Vallon, soutenu par M. Daniel Millaud : augmentation du nombre de pharmaciens siégeant au conseil de l'ordre (p. 2725).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2725).

Art. 24 *(Transfert d'officines pharmaceutiques : article L. 570 du code de la santé publique)* (p. 2725).

Parole sur l'article : *M. Franck Sérusclat* (p. 2725) – Pharmaciens, organisations syndicales, médicaments.

Rejeté : amendement n° 127 de M. Franck Sérusclat : uniformisation des conditions d'ouverture et de transfert des officines sur l'ensemble du territoire français (p. 2726).

– L'article 24 est adopté (p. 2726).

Art. 24 bis *(Composition de la section D de l'ordre national des pharmaciens : article L. 531 du code de la santé publique)* (p. 2726).

Parole sur l'article : *M. Franck Sérusclat* (p. 2727) – Déontologie (règles), grandes surfaces.

Rejeté : amendement n° 128 de M. Franck Sérusclat : suppression de cet article (p. 2728).

Non soutenu : amendement n° 43 de M. Jean-Paul Bataille : suppression de cet article (p. 2727).

– L'article 24 bis est adopté (p. 2728).

Art. 24 ter *(Règles quant aux créations dérogatoires d'officines : article L. 571 du code de la santé publique)* (p. 2728).

Parole sur l'article : *M. Franck Sérusclat* (p. 2728) – Communes.

Adopté : amendement n° 817 de Mme Michèle Barzach, ministre : référence à la notion de « population résidente » pour la création dérogatoire d'officines (p. 2729).

– L'article 24 ter, ainsi modifié, est adopté (p. 2729).

Art. 25 *(Conditions de création ou de rachat d'officine par des personnes non titulaires d'un diplôme français de pharmacie : article L. 570-1 nouveau du code de la santé publique)* (p. 2729).

Parole sur l'article : *M. Franck Sérusclat* (p. 2729) – Médicaments.

– L'article 25 est adopté (p. 2729).

Après l'art. 25 (p. 2729).

Irrecevable (article 40 de la Constitution) : amendement n° 35 (art. additionnel) de M. Guy Malé, soutenu par M. Daniel Millaud : indemnisation des pharmaciens rapatriés d'Algérie (p. 2730).

Art. 26 *(Suppression de l'agrément des experts chargés de vérifier les propriétés des médicaments avant leur mise sur le marché : article L. 605 du code de la santé publique)* (p. 2730).

Parole sur l'article : *M. Franck Sérusclat* (p. 2730, 2731) – Hygiène.

– L'article 26 est adopté (p. 2731).

Art. 27 *(Autorité compétente pour fixer la liste des établissements d'hospitalisation habilités à effectuer des prélèvements d'organes : article 4 de la loi n° 76-1181 du 22 décembre 1976 relative aux prélèvements d'organes)* (p. 2731).

Parole sur l'article : *M. Franck Sérusclat* (p. 2731) – Prélèvements de sang.

– L'article 27 est adopté (p. 2731).

Art. 27 bis *(Recul de l'âge de la retraite pour charge d'enfants pour les praticiens hospitaliers)* (p. 2731).

Adopté : amendement rédactionel n° 129 de M. Franck Sérusclat (p. 2731).

– L'article 27 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 2731).

Art. 27 ter *(Statut des personnels des thermes nationaux d'Aix-les-Bains : suppression du 7e alinéa de l'article 2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière)* (p. 2732).

Rejetés : amendements identiques n° 130 de M. Franck Sérusclat, et n° 186 de M. Paul Souffrin, soutenu par Mme Paulette Fost : suppression de cet article (p. 2732 ; scrutin public n° 230).

– L'article 27 ter est adopté (p. 2732).

Après l'art. 27 ter (p. 2732).

Adopté : amendement n° 23 (art. additionnel) de M. Jean Chérioux : représentation des organisations syndicales représentatives du personnel hospitalier au sein du conseil supérieur de la fonction publique hospitalière (p. 2735 ; scrutin public n° 231).

Retirés : amendements (division et art. additionnels) de M. Pierre Schiélé, soutenus par M. Louis de Catuelan, n° 24 : insertion d'une division : « Titre V bis : Dispositions relatives à la fonction publique hospitalière » dans la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 précitée (p. 2733) – Et n° 25 : représentation des organisations syndicales représentatives du personnel hospitalier au sein du conseil supérieur de la fonction publique hospitalière (p. 2733) – Amendement n° 47 (art. additionnel) de M. Jacques Pelletier, soutenu par M. Paul Robert : présence de représentants des syndicats au sein du conseil supérieur de la fonction publique hospitalière (p. 2733).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2735).

Art. 27 quater *(Recrutement de personnes handicapées dans la fonction publique hospitalière : article 27 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 précitée)* (p. 2735).

Adoptés : amendements identiques n° 806 de M. Claude Huriet, rapporteur, et n° 187 de M. Paul Souffrin, soutenu par Mme Paulette Fost : suppression de cet article (p. 2737).

– L'article 27 quater est supprimé (p. 2737).

Art. 27 quinquies *(Recours des établissements hospitaliers contre les tiers responsables des accidents survenus à leurs agents : article 41 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 précitée)* – Adopté (p. 2737).

Art. 27 sexies *(Position hors cadre des fonctionnaires hospitaliers : article 60 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 précitée)* – Adopté (p. 2737).

Art. 27 septies *(Position hors cadre des fonctionnaires hospitaliers détachés dans les organismes internationaux : article 60 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 précitée)* – Adopté (p. 2737).

Art. 27 octies *(Extension des modalités du congé parental dans la fonction publique hospitalière : article 64 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 précitée)* – Adopté (p. 2738).

Art. 27 nonies *(Voies de recours contre les sanctions disciplinaires prononcées contre les agents hospitaliers : article 84 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 précitée)* (p. 2738).

Rejeté : amendement n° 188 de M. Paul Souffrin, soutenu par M. Jean-Luc Bécart : extension de la compétence de la commission de recours du conseil supérieur de la fonction publique hospitalière (p. 2738).

– L'article 27 nonies est adopté (p. 2738).

Art. 27 decies *(Titularisation des personnels saisonniers : abrogation de l'article 116 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 précitée)* (p. 2739).

Rejetés : amendements identiques n° 131 de M. Franck Sérusclat, et n° 189 de M. Paul Souffrin, soutenu par Mme Paulette Fost : suppression de cet article (p. 2739).

– L'article 27 decies est adopté (p. 2739).

Art. 27 undecies *(Délai d'option en faveur des personnels des établissements sociaux : entrée dans le champ d'application de la fonction d'application de la fonction publique hospitalière : article 127 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 précitée)* (p. 2739).

Rejeté : amendement n° 132 de M. Franck Sérusclat : suppression de cet article (p. 2739).

– L'article 27 undecies est adopté (p. 2739).

Après l'art. 27 undecies (p. 2740).

Rejetés : amendements (art. additionnels) de M. Franck Sérusclat n° 133 : dispense d'inscription à l'ordre national correspondant, accordée aux personnels hospitalo-universitaires, médecins, pharmaciens et odotonlogistes, qui n'ont pas ou n'ont plus d'activité de caractère libéral (p. 2740) – N° 134 : dispense de cotisation à l'ordre pour les mêmes personnels (p. 2741) – N° 169 : procédure de vente ou de délivrance de certains médicaments par les pharmacies hospitalières (p. 2743) – Et n° 168 : circonstances susceptibles de justifier la délivrance de médicaments par les pharmacies hospitalières (p. 2743).

Retirés : amendements (art. additionnels) de M. Pierre Vallon, soutenus par M. Daniel Millaud, n° 154 : définition du statut particulier de psychologue (p. 2741) – Et n° 155 : recrutement et gestion des psychologues (p. 2742) – Amendement n° 170 (art. additionnel) de M. Franck Sérusclat : fonctionnement d'un service de pharmacie en milieu hospitalier (p. 2742).

TITRE III

DISPOSITIONS RELATIVES AUX ETUDES MEDICALES

Division et intitulé (p. 2746).

Rejetés : amendements identiques n° 55 de M. Franck Sérusclat, et n° 190 de Mme Danielle Bidard-Reydet, soutenu par M. Robert Vizet : suppression de la division titre III et de son intitulé (p. 2746 ; scrutin public n° 232) – Amendement n° 56 de M. Franck Sérusclat : nouvel intitulé de cette division : « Loi sur les études médicales, pharmaceutiques et odontologiques » (p. 2746).

– L'intitulé du titre III est adopté (p. 2747).

Avant l'art. 28 (p. 2747).

Rejetés : amendement n° 191 (art. additionnel) de Mme Danielle Bidard-Reydet, soutenu par M. Jean-Luc Bécart : création d'un internat en médecine générale (p. 2747) – Amendement n° 55 (art. additionnel) de M. Franck Sérusclat : prorogation jusqu'au 1er octobre 1988 des mesures transitoires prises en application de la loi du 26 janvier 1984 sur l'enseignement supérieur (p. 2747).

Art. 28 *(Régime du troisième cycle des études médicales : modification de la loi n° 68-978 du 12 novembre 1968 d'orientation de l'enseignement supérieur modifiée par la loi n° 82-1098 du 23 décembre 1982 relative aux études médicales et pharmaceutiques)* (p. 2747).

Parole sur l'article : *M. Jean Delaneau, rapporteur pour avis* (p. 2748) ; *Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis* (p. 2749) – Internat (médecine), recherche médicale.

Sur l'ensemble de l'article :

Rejetés : amendements identiques n° 58 de M. Franck Sérusclat et n° 192 de Mme Danielle Bidard-Reydet, soutenu par M. Robert Vizet : suppression de cet article (p. 2751 ; scrutin public n° 234) – Amendement n° 193 de Mme Danielle Bidard-Reydet, soutenu par M. Robert Vizet : suppression du 1er alinéa de cet article afin de maintenir sur un plan d'égalité les formations en médecine générale et en médecine spécialisée (p. 2751 ; scrutin public n° 235).

Sur le paragraphe I (p. 2752) :

Rejetés : amendements de M. Franck Sérusclat n° 59 : suppression de ce paragraphe qui modifie l'article 46 de la loi n° 68-978 précitée (p. 2754) – N° 62 : maintien en vigueur des quatre filières d'internat (p. 2755) – Et n° 65 : durée de l'internat pour les généralistes et les spécialistes, variable selon les disciplines (p. 2755) – Amendements de Mme Danielle Bidard-Reydet, n° 194, soutenu par M. Jean-Luc Bécart : suppression du texte proposé pour l'article 46 de la loi n° 68-978 précitée (p. 2754 ; scrutin public n° 236) – N° 195, soutenu par M. Jean-Luc Bécart : suppression du deuxième alinéa de ce paragraphe (p. 2754 ; scrutin public n° 237) – N° 196, soutenu par Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, identique à l'amendement n° 62 de M. Franck Sérusclat (p. 2755) – N° 197, soutenu par M. Robert Vizet : introduction de la filière d'internat de santé publique (p. 2755 ; scrutin public n° 238) – N° 198, soutenu par M. Jean-Luc Bécart : possibilité d'une formation par la recherche offerte à tous les étudiants de troisième cycle (p. 2755) – N° 199, soutenu par Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis : rétablissement de la filière d'internat de recherche médicale (p. 2755) – Et n° 202, soutenu par M. Jean-Luc Bécart : maintien de la filière d'internat de médecine générale (p. 2755).

Retirés : amendements de M. Franck Sérusclat n° 61 : création de la filière d'odontologie (p. 2755) – N° 63 : formation des chirurgiens-dentistes en internat (p. 2755) – Et n° 64 : conditions d'accès à l'internat en odontologie ; durée de cet internat (p. 2755) – Amendement n° 201 de Mme Danielle Bidard-Reydet, retiré par M. Robert Vizet (p. 2754).

– Le paragraphe I est adopté (p. 2755).

Sur le paragraphe II (p. 2755) :

Rejetés : amendement n° 209 de Mme Danielle Bidard-Reydet, soutenu par M. Robert Vizet : suppression de ce paragraphe qui abroge l'article 47 de la loi n° 68-978 précitée (p. 2756 ; scrutin public n° 239) – Amendement n° 66 de M. Franck Sérusclat : organisation, à l'issue du second cycle d'études, d'un certificat de synthèse clinique et thérapeutique sanctionné par un examen ; accès à l'internat (p. 2756).

– Le paragraphe II est adopté (p. 2756).

Sur le paragraphe III (p. 2756) :

Adoptés : amendement n° 12 de M. Claude Huriet, rapporteur, soutenu et retiré par M. Jean-Pierre Fourcade, président de la commission, puis repris par M. Franck Sérusclat : possibilité pour les étudiants de se présenter au concours de l'internat, uniquement lors de la dernière année du second cycle et l'année suivante (p. 2758 ; scrutin public n° 240) ; sous-amendement n° 813 de Mme Michèle Barzach, ministre (p. 2758).

Rejetés : amendements de M. Franck Sérusclat, n° 67 : suppression de ce paragraphe qui modifie l'article 48 de la loi n° 68-978 précitée, relatif aux conditions de présentation au concours de l'internat (p. 2758) – Et n° 60 : suppression du « caractère collectif » de la notion de cas de force majeure (p. 2759).

Retiré : amendement n° 68 de M. Franck Sérusclat, analogue à l'amendement n° 12 de la commission : internat et résidanat (p. 2758).

Devenu sans objet : amendement n° 156 de M. Pierre Vallon, soutenu, à titre personnel par M. Claude Huriet : assouplissement des règles relatives au passage du concours de l'internat (p. 2759).

– Le paragraphe III, ainsi modifié, est adopté (p. 2759).

Sur le paragraphe IV (p. 2759) :

Rejeté : amendement n° 69 de M. Franck Sérusclat : suppression de ce paragraphe qui abroge l'article 49 de la loi n° 68-978 précitée (p. 2759).

– Le paragraphe IV est adopté (p. 2759).

Sur le paragraphe V (p. 2779) :

Adopté : amendement n° 74 de M. Franck Sérusclat : utilisation du titre d'ancien interne réservée aux étudiants ayant obtenu leur qualification (p. 2781).

Rejetés : amendements de M. Franck Sérusclat, n° 70 : suppression de ce paragraphe relatif à la délivrance du diplôme d'Etat de docteur en médecine aux résidents et aux internes (p. 2781) – N° 71 : substitution du terme « étudiants » aux termes « internes » (p. 2781) – N° 72 : mention de la qualification en médecine générale par un document annexé au diplôme de docteur en médecine (p. 2781) – Et n° 73 : diplôme délivré aux résidents après validation du troisième cycle de médecine générale ; mention de cette qualification (p. 2781) – Amendements de Mme Danielle Bidard-Reydet, n° 211, soutenu par Mme Hélène Luc : substitution des mots « étudiants de troisième cycle » au mot « résidents » (p. 2781 ; scrutin public n° 241) – N° 210, soutenu par Mme Paulette Fost : mention de la qualification en médecine générale par un document annexé au diplôme de doctorat (p. 2781 ; scrutin public n° 242) – Et n° 212, soutenu par Mme Hélène Luc : caractère spécifique du document mentionnant la qualification en médecine générale (p. 2781 ; scrutin public n° 243).

– Le paragraphe V, ainsi modifié, est adopté (p. 2781).

Sur le paragraphe VI (p. 2782) :

Rejetés : amendements de M. Franck Sérusclat, n° 75 : suppression de ce paragraphe relatif aux dispositions statutaires s'appliquant aux internes et résidents et à leur rémunération (p. 2783) – N° 77 : substitution du mot « étudiants » aux mots « résidents et internes » (p. 2783) – Et n° 76 : identité de statut des étudiants du troisième cycle (p. 2783) – Amendements de Mme Danielle Bidard-Reydet, n° 217, soutenu par Mme Paulette Fost, identique à l'amendement n° 76 de M. Franck Sérusclat (p. 2783 ; scrutin public n° 244) – N° 215, soutenu par Mme Hélène Luc : identité de rémunération pour tous les étudiants de troisième cycle d'études médicales, quel que soit le type de formation suivie (p. 2783 ; scrutin public n° 245) – N° 218, soutenu par Mme Hélène Luc : stages des étudiants de troisième cycle en médecine générale (p. 2784) – Et n° 219, soutenu par Mme Paulette Fost : identité de régime de protection sociale pour tous les étudiants du troisième cycle d'études médicales (p. 2784 ; scrutin public n° 246).

Retirés : amendements de M. Franck Sérusclat, n° 79 : mention des étudiants du troisième cycle d'odontologie (p. 2783) – N° 80, n° 81 et n° 82 (p. 2783).

Devenus sans objet : amendements n° 213, n° 214 et n° 216 du groupe communiste (p. 2782) – Amendement n° 78 du groupe socialiste (p. 2782).

– Le paragraphe VI est adopté (p. 2784).

Sur le paragraphe VII (p. 2784) :

Retirés : amendements de M. Franck Sérusclat, n° 83 : suppression de ce paragraphe relatif aux résidents (p. 2784) – Et n° 84 (p. 2784).

Devenu sans objet : amendement n° 220 de Mme Danielle Bidard-Reydet, identique à l'amendement n° 83 de M. Franck Sérusclat (p. 2784).

– Le paragraphe VII est adopté (p. 2784).

Sur le paragraphe VIII (p. 2784) :

Rejetés : amendements identiques, n° 85 de M. Franck Sérusclat et n° 221 de Mme Danielle Bidard-Reydet, soutenu par Mme Paulette Fost : suppression de ce paragraphe supprimant les filières spécialisées de santé publique et de recherche médicale (p. 2787 ; scrutin public n° 247) – Amendement n° 86 de M. Franck Sérusclat : organisation par certaines interrégions de troisièmes cycles de santé publique et de recherche médicale (p. 2787).

Retiré : amendement n° 13 de M. Claude Huriet, rapporteur, soutenu par M. Jean-Pierre Fourcade, président de la commission : nouvelle rédaction de cet article prévoyant la concertation entre le représentant de l'Etat dans la région compétente et les centres hospitaliers régionaux (p. 2786).

– Le paragraphe VIII est adopté (p. 2787).

Sur le paragraphe IX (p. 2787) :

Adopté: amendement n° 814 de M. Jacques Valade, ministre: liste des services formateurs et répartition des postes d'internes dans les services: compétence du représentant de l'Etat dans la région après avis d'une commission (p. 2788).

Devenus sans objet: amendements n° 87, n° 88 et n° 89 de M. Franck Sérusclat (p. 2787) – Amendement n° 222 de Mme Danielle Bidard-Reydet, identique à l'amendement n° 87 de M. Franck Sérusclat: suppression de ce paragraphe relatif aux postes d'internes et de résidents (p. 2787).

– Le paragraphe IX, ainsi modifié, est adopté (p. 2788).

Sur le paragraphe X (p. 2788):

Devenus sans objet: amendements identiques n° 90 de M. Franck Sérusclat et n° 223 de Mme Danielle Bidard-Reydet: suppression de ce paragraphe (p. 2788) – Amendement n° 91 de M. Franck Sérusclat (p. 2788).

– Le paragraphe X est adopté (p. 2788).

Sur le paragraphe XI (p. 2788):

Adopté: amendement n° 815 de M. Jacques Valade, ministre: possibilité pour les médecins généralistes de se présenter à un concours d'internat (p. 2790).

Retirés: amendements n° 92, n° 93, n° 94 et n° 95 de M. Franck Sérusclat (p. 2788).

Devenu sans objet: amendement n° 224 de Mme Danielle Bidard-Reydet, identique à l'amendement n° 92 de M. Franck Sérusclat: suppression de ce paragraphe (p. 2788).

– Le paragraphe XI, ainsi modifié, est adopté (p. 2788).

Après le paragraphe XI (p. 2790):

Adopté: amendement n° 816 (paragraphe additionnel) de M. Jacques Valade, ministre: liste des services formateurs et répartition des postes d'internes en pharmacie: compétence du représentant de l'Etat dans la région après avis d'une commission (p. 2790).

– Un paragraphe additionnel est inséré dans l'article 28 (p. 2790).

– L'ensemble de l'article 28, ainsi modifié, est adopté (p. 2790).

Art. 29 *(Entrée en vigueur du nouveau régime)* (p. 2790).

Rejetés: amendements identiques n° 96 de M. Franck Sérusclat et n° 225 de Mme Danielle Bidard-Reydet, soutenu par Mme Hélène Luc: suppression de cet article (p. 2792; scrutin public n° 248) – Amendement n° 97 de M. Franck Sérusclat: application des dispositions de l'article 28 après publication du bilan prévu par la loi du 23 décembre 1982 relative aux études médicales et pharmaceutiques (p. 2792) – Amendement n° 227 de Mme Danielle Bidard-Reydet, soutenu par Mme Hélène Luc: prise de décrets d'application après concertation avec les intéressés (p. 2792; scrutin public n° 249).

Devenu sans objet: amendement n° 226 de Mme Danielle Bidard-Reydet, soutenu par Mme Hélène Luc, analogue à l'amendement n° 97 de M. Franck Sérusclat (p. 2792).

– L'article 29 est adopté (p. 2792).

Art. 30 *(Dispositions transitoires: article 68 de la loi n° 84-52 du 26 janvier 1984 sur l'enseignement supérieur)* (p. 2793).

Devenus sans objets: amendements identiques n° 98 de M. Franck Sérusclat et n° 228 de Mme Danielle Bidard-Reydet: suppression de cet article (p. 2793) – Amendement n° 99 de M. Franck Sérusclat (p. 2793).

– L'article 30 est adopté (p. 2793).

TITRE IV

DISPOSITIONS RELATIVES AU TRAVAIL ET A L'EMPLOI

Demande d'examen de ce titre en priorité, formulée par M. Louis Boyer, rapporteur – Priorité ordonnée (p. 2311).

Art. 31 *(Dispositions relatives au départ à la retraite des salariés: articles L. 122-14-11, L. 122-14-12 nouveau et L. 122-14-13 nouveau du code du travail)* (p. 2311).

Parole sur l'article: *MM. Hector Viron* (p. 2312), *Jean-Luc Mélenchon* (p. 2312, 2313), *Mmes Jacqueline Fraysse-Cazalis* (p. 2313), *Hélène Missoffe* (p. 2313), *M. Philippe Séguin, ministre* (p. 2313, 2314) – Retraite (âge), grève (droit de), emploi des jeunes, contrats de travail.

Sur l'ensemble de l'article:

Rejetés: amendement n° 229 de M. Hector Viron, soutenu par Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis: suppression de cet article (p. 2316; scrutin public n° 213) – Amendement de M. Hector Viron, n° 230: portée de l'article L. 122-9 du code du travail (p. 2316) – Et n° 231: maintien des garanties existantes pour le droit à la retraite à soixante ans (p. 2316).

Retirés: amendement n° 136 de M. André Méric, soutenu par M. Jean-Luc Mélenchon: compétence du Conseil d'Etat pour les décrets ayant trait à la rupture du contrat de travail en cas de mise à la retraite (p. 2316) – Amendement n° 41 de M. Jean Chérioux: insertion d'un paragraphe III additionnel: non-application des dispositions du présent article aux procédures contentieuses individuelles en cours à la date de publication de la présente loi (p. 2318).

ARTICLE L. 122-14-12 DU CODE DU TRAVAIL (p. 2316).

Rejeté: amendement n° 232 de M. Hector Viron, soutenu par Mme Paulette Fost: nullité des dispositions relatives au départ à la retraite à l'initiative de l'employeur (p. 2316; scrutin public n° 214).

– Le texte proposé est adopté (p. 2316).

ARTICLE L. 122-14-13 DU CODE DU TRAVAIL (p. 2316).

Adopté: amendement n° 39 de M. Jean Chérioux: élargissement du champ d'application du présent texte aux régimes particuliers de retraite, tout en maintenant la double condition d'ouverture à pension et d'âge (p. 2318).

Rejetés: amendement n° 233 de M. Hector Viron, soutenu par M. Ivan Renar: libre choix du salarié pour faire valoir ses droits à la retraite et préservation de ses intérêts, en cas de démission (p. 2318) – Amendements n° 139, n° 138 et n° 137 de M. André Méric, soutenus par M. Jean-Luc Mélenchon, destinés à éviter la mise à la retraite par l'employeur d'un salarié, y compris contre son gré (p. 2318).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2318).

– L'article 31, ainsi modifié, est adopté (p. 2318).

Après l'art. 31 (p. 2318).

Adoptés: amendement n° 4 (art. additionnel) de M. José Balarello, soutenu par M. Pierre Louvot: relèvement du seuil des effectifs en deçà duquel une entreprise peut adhérer à un groupement d'employeurs (p. 2320); sous-amendement n° 810 de M. Philippe Séguin, ministre (p. 2320) – Amendement rédactionnel n° 14 (art. additionnel) de M. Louis Souvet, rapporteur (p. 2571).

Retiré: amendement n° 3 (art. additionnel) de M. José Balarello, soutenu par M. Pierre Louvot: assouplissement des conditions d'adhésion aux groupements d'employeurs (p. 2320).

– Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 2320 et 2571).

Art. 31 bis *(Surveillance médicale des salariés non permanents des associations intermédiaires: article L. 128 du code du travail)* – Adopté (p. 2571).

Art. 32 *(Dispositions relatives aux normes techniques de sécurité: article L. 233-5 du code du travail)* – Adopté (p. 2571).

Art. 33 *(Extension de la dispense de recherche d'emploi pour certaines catégories de chômeurs: article L. 311-5 du code du travail)* (p. 2571).

Rejetés: amendements identiques n° 140 de M. André Méric, soutenu par M. Charles Bonifay, et n° 234 de M. Hector Viron: suppression de cet article (p. 2574) – Amendements de M. André Méric, soutenus par M. Charles Bonifay, n° 141 et n° 142: suppression des premier et deuxième paragraphes de l'article 33

précité (p. 2574) – Et n° 144 : dispense de l'obligation de rechercher un emploi accordée par l'agence locale de l'ANPE (p. 2574).

Retirés : amendement n° 143 de M. André Méric, soutenu par M. Charles Bonifay : comptabilisation comme demandeurs d'emploi des personnes dispensées de rechercher un emploi (p. 2574) – Amendement n° 235 de M. Hector Viron : comptabilisation à l'ANPE des demandeurs d'emploi (p. 2575).

– L'article 33 est adopté (p. 2575).

Art. 34 *(Adhésion des collectivités locales au régime d'assurance chômage pour leurs agents non titulaires : article L. 351-12 du code du travail)* (p. 2575).

Parole sur l'article : *M. Philippe Séguin, ministre* (p. 2575) – Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (UNEDIC).

– L'article 34 est adopté (p. 2575).

Art. 35 *(Conditions d'attribution de l'allocation de solidarité spécifique aux marins pêcheurs : article L. 351-13 du code du travail)* – Adopté (p. 2575).

Art. 36 *(Régime de la rémunération due par l'employeur au titre du congé d'enseignement : article L. 950-2-6 nouveau du code du travail)* (p. 2575).

Rejeté : amendement n° 145 de M. André Méric, soutenu par M. Jean-Luc Mélenchon : suppression de cet article (p. 2575).

– L'article 36 est adopté (p. 2575).

Art. 36 bis *(Protection en entreprise des stagiaires non titulaires d'un contrat de travail : article L. 900-2-1 nouveau du code du travail)* (p. 2575).

Adopté : amendement n° 46 de M. Jean Chérioux : dispositions du code du travail et, le cas échéant, du code rural, relatives à l'hygiène, la sécurité, les conditions et la durée du travail, applicables aux stagiaires d'initiation à la vie professionnelle (p. 2576).

Rejeté : amendement n° 146 de M. André Méric, soutenu par M. Jean-Luc Mélenchon : inclusion du temps consacré à la formation dans la durée hebdomadaire de l'activité du stagiaire (p. 2576).

– L'article 36 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 2576).

Après l'art. 36 bis (p. 2576).

Adopté : amendement de coordination n° 811 (art. additionnel) de M. Philippe Séguin, ministre (p. 2577).

Retiré : amendement n° 147 (art. additionnel) de M. André Méric, soutenu par M. Jean-Luc Mélenchon : protection sociale des stagiaires d'initiation à la vie professionnelle (p. 2577).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2577).

Avant l'art. 37 (p. 2577).

Adopté : amendement n° 160 (art. additionnel) de M. Philippe Séguin, ministre : extension de l'exonération des charges sociales incombant à l'employeur en cas d'embauche d'un jeune par contrat de qualification (p. 2578 ; scrutin public n° 217).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2578).

Art. 37 *(Exonération des charges sociales de l'indemnité versée au titre des stages d'initiation à la vie professionnelle : article L. 980-11-1 du code du travail)* (p.2578).

Parole sur l'article : *MM. Jean Garcia* (p. 2578), *Jean-Luc Mélenchon* (p. 2578, 2579) – Fiscalité, emploi des jeunes, entreprises.

Adopté : amendement n° 812 de M. Philippe Séguin, ministre : exonération applicable aux stages d'initiation à la vie professionnelle en cours ou conclus à compter du 1er juillet 1987 (p. 2583).

Rejetés : amendements identiques n° 148 de M. André Méric, soutenu par M. Jean-Luc Mélenchon, et n° 236 de M. Hector Viron, soutenu par M. Jean Garcia : suppression de cet article (p. 2583 ; scrutin public n° 218) – Amendements de M. André Méric, soutenus par M. Jean-Luc Mélenchon, n° 149 : impossibilité pour un jeune stagiaire à l'issue d'un stage en SIVP de se voir proposer d'autres stages de cette catégorie (p. 2583) – Et n° 150 : non-exonération des charges sociales en cas de renouvellement, pour un jeune stagiaire, du stage d'initiation à la vie professionnelle (p. 2583).

– L'article 37, ainsi modifié, est adopté (p. 2583).

Après l'art. 37 (p. 2583).

Adopté : amendement n° 161 (art. additionnel) de M. Philippe Séguin, ministre : revalorisation de la contribution minimale des entreprises au financement de la formation professionnelle continue et, à l'intérieur de cette contribution, de la part consacrée aux formations en alternance (p. 2586).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2586).

Art. 38 *(Intéressement dans le secteur public : article 1er de l'ordonnance n° 86-1134 du 21 octobre 1986 relative à l'intéressement, à la participation des salariés aux résultats de l'entreprise et à l'actionnariat des salariés)* – Adopté (p. 2586).

Art. 38 bis *(Application aux sociétés d'économie mixte concessionnaires d'ouvrages routiers à péages de la loi du 26 juillet 1983 relative à la démocratisation du secteur public : annexe III de ladite loi)* (p. 2586).

Retiré : amendement n° 151 de M. André Méric, soutenu par M. Jean-Luc Mélenchon : suppression de cet article (p. 2587).

– L'article 38 bis est adopté (p. 2587).

Après l'art. 38 bis (p. 2247 et 2587).

Rejetés : amendements (art. additionnel) de M. Hector Viron, soutenus par Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, n° 237 : absence pour cause de maladie ou de maternité ne pouvant constituer un motif sérieux et réel de licenciement (p. 2588 ; scrutin public n° 219) – N° 238 : nullité de tout licenciement ou toute sanction prononcée à l'encontre d'un salarié, consécutif à l'exercice d'un droit ou d'une liberté individuelle ou collective garantie par la Constitution (p. 2588 ; scrutin public n° 220) – Et n° 239 : conditions de mise en place des institutions représentatives du personnel à l'intérieur des entreprises (p.2589).

Retiré : amendement n° 45 (art. additionnel) de M. Josselin de Rohan : cas d'exonération du versement des cotisations patronales d'assurances sociales, d'accidents du travail et d'allocations familiales (p. 2248).

TITRE V

DISPOSITIONS RELATIVES A LA FONCTION PUBLIQUE DE L'ETAT

Division et intitulé (p. 2793).

Rejeté : amendement n° 240 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, soutenu par Mme Paulette Fost : suppression de la division titre V et de son intitulé (p. 2794 ; scrutin public n° 250).

Art. 39A *(Abrogation de la loi n° 83-841 du 11 juin 1983 définissant les conditions dans lesquelles doivent être pourvus les emplois civils permanents de l'Etat et de ses établissements publics et autorisant l'intégration des agents non titulaires occupant de tels emplois)* (p. 2795).

Rejetés : amendements identiques n° 100 de M. André Méric, soutenu par M. René Régnault, et n° 241 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, soutenu par M. Robert Vizet : suppression de cet article (p. 2795).

– L'article 39A est adopté (p. 2797).

Art. 39 *(Recrutement d'agents contractuels dans la fonction publique de l'Etat : article 4 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat)* (p. 2797).

Parole sur l'article : *MM. Charles de Cuttoli* (p.2797), *Emmanuel Hamel* (p. 2797), *Robert Vizet* (p. 2797), *Jean-Luc Bécart* (p. 2797, 2798), *Jean-Pierre Bayle* (p. 2798) – Conseil supérieur

des Français de l'étranger, coopération, travaux d'utilité collective (TUC), stages d'initiation à la vie professionnelle (SIVP).

Rejetés : amendements identiques n° 101 de M. André Méric, soutenu par M. René Régnault, et n° 242 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, soutenu par M. Jean-Luc Bécart : suppression de cet article (p. 2803 ; scrutin public n° 252) – Amendements de M. André Méric, soutenus par M. René Régnault, n° 102 : notion de création d'emploi d'agent contractuel (p. 2803) – N° 103 : suppression de la disposition autorisant le recrutement d'agents contractuels lorsqu'il n'existe pas de corps de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes (p. 2803) – Et n° 106 : rémunération des contractuels sur des crédits de personnel (p. 2804) – Amendement n° 104 de M. Jean-Pierre Bayle : réemploi des coopérants techniques non titulaires sur des postes de contractuels (p. 2804 ; scrutin public n° 253).

Retiré : amendement n° 105 de M. André Méric, retiré par M. Jean-Pierre Bayle (p. 2800).

– L'article 39 est adopté (p. 2804).

Art. 40 *(Catégories d'emplois susceptibles d'être occupées par des agents non titulaires : article 7 de la loi 84-16 du 11 janvier 1984 précitée)* (p. 2804).

Rejetés : amendements identiques n° 243 de M. Jacqueline Fraysse-Cazalis, soutenu par M. Ivan Renar, et n° 107 de M. André Méric, soutenu par M. René Régnault : suppression de cet article (p. 2805 ; scrutin public n° 254) – Amendements n° 108, n° 109 et n° 110 de M. André Méric, soutenus par M. René Régnault : maintien en vigueur, respectivement des deuxième, troisième et quatrième alinéas de l'article 7 de la loi n° 84-16 précitée (p. 2805).

– L'article 40 est adopté (p. 2805).

Art. 40 bis *(Consultation du comité technique paritaire sur les problèmes relatifs au recrutement des personnels : article 15 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 précitée)* (p. 2805).

Rejeté : amendement n° 244 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, soutenu par M. Robert Vizet : suppression de cet article (p. 2806 ; scrutin public n° 255).

Explication de vote sur l'article : *M. René Régnault* (p. 2806) – Fonction publique territoriale.

– L'article 40 bis est adopté (p. 2806).

Art. 41 *(Dérogation au principe du recrutement par concours : article 22 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 précitée)* (p. 2806).

Rejetés : amendement n° 245 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, soutenu par M. Jean-Luc Bécart : suppression de cet article (p. 2807 ; scrutin public n° 256) – Amendements identiques n° 111 de M. André Méric, soutenu par M. René Régnault, et n° 255 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, soutenu par M. Jean-Luc Bécart : fusion de corps : suppression de la possibilité de fusion partielle (p. 2808 ; scrutin public n° 257) – Amendement n° 112 de M. André Méric, soutenu par M. René Régnault : consultation du Conseil supérieur de la fonction publique d'Etat en cas d'intégration partielle (p. 2808).

– L'article 41 est adopté (p. 2808).

Art. 42 *(Procédure d'emploi des travailleurs handicapés : article 27 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 précitée)* (p. 2808).

Adopté : amendement n° 15 de M. Louis Boyer, rapporteur : suppression de cet article (p. 2809).

Devenu sans objet : amendement n° 246 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, soutenu par M. Ivan Renar : suppression de cet article (p. 2809).

– L'article 42 est supprimé (p. 2809).

Après l'art. 42 (p. 2809).

Retiré : amendement n° 31 (art. additionnel) de M. Pierre Schiélé, soutenu par M. Daniel Millaud : extension aux travailleurs handicapés des mesures relatives à la couverture sociale des chômeurs créant leur propre entreprise (p. 2809).

Art. 43 *(Extension des modalités du congé parental dans la fonction publique de l'Etat : article 54 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 précitée)* (p. 2809).

Retiré : amendement n° 247 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, soutenu par M. Robert Vizet : suppression de cet article (p. 2810).

– L'article 43 est adopté (p. 2810).

Art. 44 *(Autorité compétente en matière disciplinaire : article 67 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 précitée)* (p. 2810).

Rejeté : amendement n° 248 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, soutenu par M. Jean-Luc Bécart : suppression de cet article (p. 2812 ; scrutin public n° 258).

Non soutenu : amendement n° 113 de M. André Méric : suppression de cet article (p. 2810).

Explication de vote sur l'article : *M. René Régnault* (p. 2812) – Décentralisation.

– L'article 44 est adopté (p. 2812).

Art. 45 *(Dispositions relatives au départ en retraite et au reclassement des militaires : article 3 de la loi n° 70-2 du 2 janvier 1970 tendant à faciliter l'accès des militaires à des emplois civils et articles 5 et 6 de la loi n° 75-1000 du 30 octobre 1975 qui modifie la loi du 13 juillet 1972 portant statut général des militaires)* (p. 2812).

Rejetés : amendement n° 249 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, soutenu par M. Ivan Renar : suppression de cet article (p. 2813) – Amendement n° 114 de M. André Méric, soutenu par M. René Régnault : suppression de la prorogation de dix ans des dispositions tendant à faciliter le reclassement des militaires dans la fonction publique (p. 2813).

– L'article 45 est adopté (p. 2813).

Art. 45 bis *(Validation d'un concours de chef adjoint de service administratif)* (p. 2814).

Rejeté : amendement n° 250 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, soutenu par M. Robert Vizet : suppression de cet article (p. 2814).

– L'article 45 bis est adopté (p. 2814).

Art. 45 ter *(Validation d'un concours d'entrée à l'ENA, session 1984)* (p. 2814).

Rejeté : amendement n° 251 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, soutenu par M. Jean-Luc Bécart : suppression de cet article (p. 2814).

– L'article 45 ter est adopté (p. 2814).

Avant l'art. 45 quater (p. 2814).

Adopté : amendement n° 16 (division additionnelle) de M. Louis Boyer, rapporteur : insertion de la division titre VI et de son intitulé : « Dispositions diverses », après l'article 45 ter afin d'y inclure les articles 45 quater, 45 quinquies et 45 sexies relatifs à la lutte contre le racisme (p. 2815).

– Une division additionnelle titre VI et son intitulé sont insérés dans le projet de loi (p. 2815).

Art. 45 quater *(Suppression du motif légitime pouvant excuser une faute fondée sur une discrimination raciste : article 416, premier alinéa du code pénal)* – Adopté (p. 2825).

Art. 45 quinquies *(Protection des personnes morales contre un refus de vente fondé sur des discriminations raciales : article 416, alinéa 2, du code pénal)* – Adopté (p. 2825).

Art. 45 sexies *(Extension des catégories d'associations pouvant se constituer partie civile : article 2-1 du code de procédure pénale)* – Adopté (p. 2825).

TITRE VI

DISPOSITIONS DIVERSES

Division et intitulé (p. 2825).

Adopté : amendement n° 17 de M. Louis Boyer, rapporteur : suppression de la division titre VI et de son intitulé, pour coordination avec l'amendement n° 16 du même auteur (p. 2825).

– La division titre VI et son intitulé sont supprimés avant l'article 46A (p. 2825).

Art. 46A *(Ouverture des lieux publics aux chiens d'aveugles)* – Adopté (p. 2826).

Art. 46B *(Retenues sur le traitement ou le salaire des agents du secteur public en cas de grève : article 5 nouveau de la loi n° 84-1286 du 31 décembre 1984 (personnels de la navigation aérienne) et abrogation de l'article 2 de la loi n° 82-889 du 19 octobre 1982 relative aux retenues pour absence de service fait par les personnels de l'Etat, des collectivités locales et des services publics)* (p. 2144).

Parole sur l'article : *MM. Charles Lederman* (p. 2144, 2145), *Paul Souffrin* (p. 2145, 2146), *Mmes Danielle Bidard-Reydet* (p. 2146), *Jacqueline Fraysse-Cazalis* (p. 2147), *MM. Marcel Lucotte* (p. 2147, 2148), *Pierre Vallon* (p. 2148), *René Régnault* (p. 2148), *Charles Lederman* (p. 2149), *Etienne Dailly* (p. 2149), *Jean-Luc Mélenchon* (p. 2149, 2150), *Gérard Delfau* (p. 2150) – Conseil d'Etat, Conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat, grève (droit de), organisations syndicales, service public, démocratie, établissements pénitentiaires, banques et établissements financiers, inflation, entreprises publiques, fonction publique, République fédérale d'Allemagne (RFA), métallurgie (industrie), salariés, pouvoir d'achat, privatisations.

Clôture du débat prononcée à la demande de M. Alain Poher, président du Sénat (p. 2151).

Adopté : amendement n° 164 de M. Hervé de Charette, ministre : rétablissement de la règle de la retenue dite du trentième indivisible pour cessation concertée de travail dans la fonction publique et les services publics ; unification du régime des retenues sur traitement pour l'ensemble des agents des services publics ; notion de « service fait » (p. 2168 ; scrutin public n° 205 ; priorité ordonnée p. 2151 ; scrutin public n° 202).

Retiré : amendement n° 18 de M. Louis Boyer, rapporteur (p. 2163).

Devenus dans objet : sur l'amendement n° 18 de M. Louis Boyer, rapporteur, sous-amendement n° 269 de M. Paul Souffrin (p. 2163) – Amendements identiques n° 115 de M. André Méric, soutenu par M. René Régnault, n° 256 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, n° 257 de M. Paul Souffrin, et n° 258 de M. Charles Lederman : suppression de cet article (p. 2168) – Amendements n° 261 de M. Hector Viron, soutenu par Mme Paulette Fost : modification de l'article L. 521-1 du code du travail : garantie du droit de grève et de son exercice (p. 2168) – N° 259, soutenu par M. Paul Souffrin : suppression du paragraphe I de cet article (abrogation des articles 1 à 6 de la loi n° 82-889 du 19 octobre 1982) (p. 2168) – Et n° 260, soutenu par M. Charles Lederman : rétablissement du droit antérieur à 1982 (p. 2168).

Irrecevables (article 48, alinéa 3, du règlement du Sénat) : sur l'amendement n° 164 de M. Hervé de Charette, ministre, sous-amendements n^{os} 793 à 805 de Mme Hélène Luc, soutenus par Mme Danielle Bidard-Reydet (p. 2157 ; scrutin public n° 203 – Irrecevabilité soulevée par M. Jean-Pierre Fourcade, en son nom personnel) – Amendements n° 262 à n° 266 de M. Hector Viron, soutenus par M. Charles Lederman, et n° 267 et n° 268 de M. Charles Lederman : protection accrue des droits des travailleurs (p. 2162 ; scrutin public n° 204 – Irrecevabilité soulevée par M. Jean-Pierre Fourcade, en son nom personnel).

– L'article 46B, dans la rédaction de l'amendement n° 164, est adopté (p. 2168 ; priorité ordonnée p. 2151).

Art. 46 *(Astreintes prononcées en matière administrative : article 2 de la loi n° 80-539 du 16 juillet 1980 relative aux astreintes prononcées en matière administrative et à l'exécution des jugements par les personnes morales de droit public et article 6 bis de la loi n° 48-1484 du 25 septembre 1948 tendant à sanctionner les fautes de gestion commises à l'égard de l'Etat et de diverses collectivités et portant création d'une cour de discipline budgétaire)* – Adopté (p. 2826).

Art. 47 *(Congrégations et communautés religieuses de femmes : loi du 24 mai 1825 relative à l'existence légale des congrégations et communautés religieuses de femmes)* – Adopté (p. 2826).

Art. 48 *(Validation d'un examen professionnel de commis des services extérieurs du ministère de la santé et de la famille)* – Adopté (p. 2826).

Art. 48 bis *(Validation d'un concours interne d'adjoint des cadres hospitaliers, Puy-de-Dôme ; mai 1984)* – Adopté (p. 2826).

Art. 49 *(Validation d'un concours d'internat)* – Adopté (p. 2826).

Art. 50 *(Validation de concours d'admission dans les écoles de formation aux professions para-médicales)* (p. 2826).

Adopté : amendement n° 19 de M. Louis Boyer, rapporteur : avalisation des concours d'admission dans les écoles de formation para-médicale, suite à l'annulation de l'arrêté du 13 juin 1983 du secrétaire d'Etat à la santé par une décision du Conseil d'Etat du 14 mars 1986 (p. 2826).

– L'article 50, ainsi modifié, est adopté (p. 2826).

Art. 51 *(Validation de décrets comportant des dispositions statutaires communes à plusieurs corps)* – Adopté (p. 2826).

Art. 52 *(Publicité sur les alcools : article L. 17 du code des débits de boissons)* (p. 2815).

Parole sur l'article : *MM. Jean Delaneau, rapporteur pour avis* (p. 2815, 2816) ; *Louis Perrein* (p. 2816, 2817), *Lucien Neuwirth* (p. 2817), *Mme Michèle Barzach, ministre* (p. 2817, 2818) – Alcoolisme, Cour de justice des communautés européennes (CJCE), jeunesse, dépenses publiques.

Adopté : amendement n° 135 de M. Louis Perrein : publicité pour les boissons alcooliques : interdiction à la radio et à la télévision, dans les salles de cinéma, dans les publications destinées à la jeunesse, ainsi que dans les lieux publics fréquentés par la jeunesse ou dans le cadre d'activités sportives et culturelles ; réglementation des publicités autorisées ; interdiction du parrainage ; interdiction de l'utilisation d'une personnalité connue du public ; sanctions (p. 2825 ; scrutin public n° 259).

Devenus sans objet : amendement n° 270 de M. Paul Souffrin, soutenu par M. Ivan Renar : interdiction de la publicité des boissons alcoolisées à la télévision et à la radio (p. 2825) – Amendements de M. Xavier de Villepin, soutenus par M. Daniel Millaud, n° 157 : règles de publicité en faveur des boissons alcooliques, quel qu'en soit le support (p. 2825) – Et n° 171 : suppression de la disposition soumettant les activités de parrainage utilisant des éléments caractéristiques des publicités pour les boissons alcooliques, au régime de publicité de ces dernières (p. 2825) – Amendements n° 36 de M. Jean Delaneau, rapporteur pour avis : extension de la réglementation aux activités de parrainage ou aux publicités utilisant les éléments caractéristiques des publicités pour les boissons alcooliques (p. 2825) ; sous-amendement n° 819 de M. Etienne Dailly (p. 2825) – Amendement n° 37 de M. Jean Delaneau, rapporteur pour avis : sanctions ; mention de la responsabilité de celui qui a commandé la publicité (p. 2825).

Non soutenus : amendements n° 27, n° 28 et n° 29 de M. Bernard Barbier (p. 2820, 2821).

– L'article 52, dans la rédaction de l'amendement n° 135, est adopté (p. 2825 ; priorité ordonnée p. 2815).

Art. 53 *(Diffusion d'émissions publicitaires à caractère politique)* (p. 2826).

Parole sur l'article : *MM. Jean Delaneau, rapporteur pour avis* (p. 2827), *Robert Vizet* (p. 2827), *Charles Lederman* (p. 2828), *Claude Estier* (p. 2828, 2829), *Etienne Dailly* (p. 2829, 2830) – Commission nationale de la communication et des libertés (CNCL), communication audiovisuelle, secteur public, Conseil constitutionnel (décisions), organisations syndicales, Etats-Unis d'Amérique (USA), Europe, Parlement, élections.

Adopté : amendement n° 38 de M. Jean Delaneau, rapporteur pour avis : interdiction des émissions publicitaires à caractère politique pendant les campagnes électorales ; recours à une loi

pour garantir la transparence du financement de la vie politique en France (p. 2833).

Rejeté : sur l'amendement n° 38 de M. Jean Delaneau, rapporteur pour avis, sous-amendement n° 821 de M. Etienne Dailly (p. 2833 ; scrutin public n° 260).

Devenus dans objet : sur l'amendement n° 38 précité, sous-amendement n° 818 de M. Lucien Neuwirth (p. 2833) – Amendement n° 271 de M. Ivan Renar, soutenu par M. Charles Lederman : interdiction des émissions publicitaires à caractère politique (p. 2833).

– L'article 53, dans la rédaction de l'amendement n° 38, est adopté (p. 2833).

Art. 54 *(Interdiction d'installation de certains établissements autour d'établissements scolaires)* (p. 2833).

Adopté : amendement n° 20 de M. Louis Boyer, rapporteur : restriction de vente aux mineurs de certaines publications dans le périmètre des établissements d'enseignement : critères d'ancienneté pour les associations de parents d'élèves pouvant se porter partie civile (p. 2834).

– L'article 54, ainsi modifié, est adopté (p. 2834).

Art. 55 *(Validation des actes relatifs aux concours de 1986 et aux décisions prises sur avis ou propositions des instances composant le comité national de la recherche scientifique)* – Adopté (p. 2834).

Art. 56 *(Validation d'un concours de médecins hospitaliers)* – Adopté (p. 2834).

Art. 57 *(Validation d'un concours de recrutement de médecins inspecteurs de la santé)* – Adopté (p. 2834).

Art. 58 *(Interdiction des taux discriminatoires tenant à un avantage à caractère viager : article L. 321-1 du code du travail)* (p. 2834).

Adopté : amendement n° 21 de M. Louis Boyer, rapporteur : suppression de cet article pour coordination avec l'amendement n° 4 (art. additionnel) qui insère cette disposition dans le titre IV (p. 2834).

Devenu sans objet : amendement n° 272 de M. Paul Souffrin, soutenu par M. Charles Lederman : suppression de cet article (p. 2834).

– L'article 58 est supprimé (p. 2834).

Après l'art. 58 (p. 2835).

Adopté : amendement n° 44 (art. additionnel) de M. Charles de Cuttoli : possibilité pour le fonds de garantie contre les actes de terrorisme d'intervenir devant les juridictions répressives (p. 2835).

Non soutenus : amendements n° 158 et n° 159 (art. additionnels) de M. Pierre Brantus (p. 2835).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2835).

Seconde délibération – Ordonnée en application de l'article 43, alinéa 4, du règlement du Sénat, à la demande de M. Philippe Séguin, ministre (p. 2836).

Art. 52 (p. 2836).

Adoptés : amendement n° 1 de Mme Michèle Barzach, ministre : reprise du texte adopté à l'Assemblée nationale modifié par l'amendement n° 36 de M. Jean Delaneau, rapporteur pour avis, et par le sous-amendement n° 819 de M. Etienne Dailly, relatifs au parrainage (p. 2840 ; scrutin public n° 262) ; sous-amendement n° 3 de M. Louis Boyer, rapporteur : interdiction de l'utilisation de personnalités connues du public dans des publicités pour les boissons alcooliques (p. 2840).

Rejeté : sous-amendement n° 2 de M. Jean-Pierre Bayle, soutenu par M. Claude Estier : reprise du texte proposé par l'amendement n° 135 de M. Louis Perrein, adopté par le Sénat (p. 2839 ; scrutin public n° 261).

– L'article 52, dans la rédaction de l'amendement n° 1 modifié, est adopté (p. 2840).

Explications de vote sur l'ensemble : *Mme Hélène Luc* (p. 2840), *MM. Charles Lederman* (p. 2840, 2841), *Robert Vizet* (p. 2841, 2842), *Claude Estier* (p. 2842), *Jean-Pierre Fourcade, président de la commission* (p. 2842) ; *intervention de M. Philippe Séguin, ministre* (p. 2842, 2843) – Fonction publique, sécurité aérienne, organisations syndicales, Parlement, grève (droit de), service public.

Scrutin public n° 263 (p. 2843).

Adoption (28 juin 1987) (p. 2843).

Discussion (commission mixte paritaire)

(29 juin 1987) (p. 2877, 2890).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2877, 2880) : *MM. Jean-Pierre Fourcade, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire, en remplacement de M. Louis Boyer, rapporteur ; Louis Souvet, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire ; Charles Bonifay, Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi.*

Agriculture : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 2877).

Associations : *Fourcade (Jean-Pierrre)* (p. 2878).

Boissons et alcools : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 2878).

Caisses de retraite : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 2877).

Communautés européennes (directives) : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 2877).

Constitution : *Séguin (Philippe)* (p. 2880).

Contrats de travail : *Séguin (Philippe)* (p. 2880) ; *Souvet (Louis)* (p. 2878).

Conventions collectives : *Séguin (Philippe)* (p. 2880) ; *Souvet (Louis)* (p. 2879).

Cour de cassation : *Séguin (Philippe)* (p. 2880).

Emploi des jeunes : *Séguin (Philippe)* (p. 2880) ; *Souvet (Louis)* (p. 2878).

Entreprises : *Séguin (Philippe)* (p. 2880).

Entreprises (petites et moyennes) (PME) : *Souvet (Louis)* (p. 2879).

Formation professionnelle : *Séguin (Philippe)* (p. 2880) ; *Souvet (Louis)* (p. 2879).

Gouvernement : *Bonifay (Charles)* (p. 2879) ; *Séguin (Philippe)* (p. 2880).

Licenciements : *Séguin (Philippe)* (p. 2880) ; *Souvet (Louis)* (p. 2878).

Médecine (enseignement) : *Bonifay (Charles)* (p. 2879) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 2878) ; *Séguin (Philippe)* (p. 2880).

Ministres du culte : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 2877).

Parlement : *Séguin (Philippe)* (p. 2880).

Parlement (rôle) : *Bonifay (Charles)* (p. 2879).

Partie civile : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 2878).

Pensions civiles et militaires de retraite : *Souvet (Louis)* (p. 2878).

Pharmaciens : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 2877).

Protection sociale : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 2877).

Publicité : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 2878).

Publicité politique : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 2878) ; *Séguin (Philippe)* (p. 2880).

Retraites : *Séguin (Philippe)* (p. 2880) ; *Souvet (Louis)* (p. 2879).

Sang et organes humains : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 2877) ; *Séguin (Philippe)* (p. 2880).

Sénat : *Bonifay (Charles)* (p. 2879).

Stages d'initiation à la vie professionnelle (SIVP) : *Souvet (Louis)* (p. 2879).

Zones de montagne : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 2877) ; *Séguin (Philippe)* (p. 2880).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2880, 2890) : *MM. Philippe Séguin, ministre ; Louis Souvet, rapporteur ; Charles Bonifay, Albert Voilquin.*

Art. 1er A (p. 2880).

Art. 1er, 1er bis, 3 bis, 13, 15 bis A, 15 quinquies et 15 sexies (p. 2881).

Art. 15 septies, 15 octies, 18 bis, 19, 20 et 23 (p. 2882).

Art. 23 bis, 24 ter, 27 bis, 27 ter bis, 27 quater et 28 (p. 2883).

Art. 31, 31 bis A, 31 bis B, 36 bis, 36 ter, 36 quater et 37 (p. 2884).

Art. 37 bis (p. 2884).

Adopté : amendement n° 1 de M. Philippe Séguin, ministre : rétablissement des dispositions votées par le Sénat en première lecture (p. 2886 ; scrutin public n° 264).

Art. 46 B, 50 et 52 (p. 2886).

Art. 53, 54, 58 et 59 (p. 2887).

Explications de vote sur l'ensemble : *MM. Louis Minetti* (p. 2887, 2888), *Marc Boeuf* (p. 2888), *Jean-Pierre Bayle* (p. 2888, 2889), *Jean-Pierre Fourcade, président de la commission* (p. 2889) ; *intervention de M. Philippe Séguin, ministre* (p. 2889) – Grève (droit de), pouvoir d'achat, étudiants, publicité politique, secteur public, arbitrage (droit interne), tourisme, initiative législative.

Scrutin public n° 265 (p. 2890).

Adoption (29 juin 1987) (p. 2890).

2. – **Projet de loi portant diverses mesures relatives au financement de la sécurité sociale,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Jacques Chirac, Premier ministre, par M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales (11 juin 1987) [n° **840**] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Robert-André Vivien (16 juin 1987) [n° **847**] – Urgence – Discussion (18, 19 juin 1987) (Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 797 – Sécurité sociale 3) – Rejet (19 juin 1987) [n° **129**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (22 juin 1987) [n° **303** (86-87)] – Renvoi à la commission des finances – Pour avis à la commission des affaires sociales – Rapport de M. Jacques Oudin (23 juin 1987) [n° **311** (86-87)] – Avis de M. Charles Descours (24 juin 1987) [n° **318** (86-87)] – Discussion (26 juin 1987) – Adoption (26 juin 1987) [n° **100**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (29 juin 1987) [n° **892**] – Renvoi à la commission des finances.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Jacques Oudin (30 juin 1987) [n° **335** (86-87)] – Discussion (30 juin 1987) – Adoption (30 juin 1987) [n° **111**].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Robert-André Vivien (30 juin 1987) [n° **899**] – Discussion (1er juillet 1987) – Adoption (1er juillet 1987) [n° **147**].

PROMULGATION : Loi n° 87-516 du 10 juillet 1987 (*J.O.* Lois et décrets du 12 juillet 1987).

Discussion (première lecture)

(26 juin 1987) (p. 2619, 2630 ; 2669, 2699).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2619, 2630 ; 2660, 2691) : *MM. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi ; Jacques Oudin, rapporteur de la commission des finances ; Mme Hélène Missoffe, en remplacement de M. Charles Descours, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales ; MM. Jacques Pelletier, René Trégouët, Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, MM. Charles Bonifay, Daniel Millaud, Mme Hélène Luc ; et les orateurs sur les motions.*

Apprentissage : *Trégouët (René)* (p. 2682).

Assurance maladie maternité : *Bonifay (Charles)* (p. 2686) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 2682) ; *Millaud (Daniel)* (p. 2687) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 2629) ; *Oudin (Jacques)* (p. 2628) ; *Pelletier (Jacques)* (p. 2678) ; *Séguin (Philippe)* (p. 2624, 2625) ; *Trégouët (René)* (p. 2679, 2681).

Assurance vieillesse : *Bonifay (Charles)* (p. 2686) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 2682, 2684) ; *Millaud (Daniel)* (p.2687) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 2629) ; *Oudin (Jacques)* (p. 2628) ; *Pelletier (Jacques)* (p. 2678) ; *Séguin (Philippe)* (p. 2620, 2622, 2624) ; *Trégouët (René)* (p. 2679, 2681).

Boissons et alcools : *Séguin (Philippe)* (p. 2625) ; *Trégouët (René)* (p. 2680).

Budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA) : *Millaud (Daniel)* (p. 2688).

Chômage : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 2682, 2684) ; *Oudin (Jacques)* (p. 2627) ; *Pelletier (Jacques)* (p. 2678) ; *Séguin (Philippe)* (p. 2620, 2621, 2691) ; *Trégouët (René)* (p. 2679, 2681).

Code de la famille et de l'aide sociale : *Séguin (Philippe)* (p. 2619).

Communauté économique européenne (CEE) : *Séguin (Philippe)* (p. 2626, 2689) ; *Trégouët (René)* (p. 2681).

Contribution de solidarité : *Pelletier (Jacques)* (p. 2678).

Cotisations sociales : *Bonifay (Charles)* (p. 2686) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 2684) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 2630) ; *Oudin (Jacques)* (p. 2626, 2627) ; *Séguin (Philippe)* (p. 2625) ; *Trégouët (René)* (p. 2681).

Croissance économique : *Séguin (Philippe)* (p. 2689).

Cures thermales : *Séguin (Philippe)* (p. 2622).

Démocratie : *Trégouët (René)* (p. 2681).

Démographie : *Bonifay (Charles)* (p. 2686) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 2629) ; *Oudin (Jacques)* (p. 2627) ; *Séguin (Philippe)* (p. 2619) ; *Trégouët (René)* (p. 2679).

Dépenses publiques : *Millaud (Daniel)* (p. 2688) ; *Trégouët (René)* (p. 2681).

Emploi : *Missoffe (Hélène)* (p. 2629).

Emploi des jeunes : *Séguin (Philippe)* (p. 2689).

Emplois (créations et suppressions) : *Pelletier (Jacques)* (p. 2678).

Entreprises : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 2685) ; *Pelletier (Jacques)* (p. 2678) ; *Séguin (Philippe)* (p. 2621, 2625) ; *Trégouët (René)* (p. 2681).

Epargne retraite : *Séguin (Philippe)* (p. 2624).

Etats-Unis d'Amérique (USA) : *Trégouët (René)* (p. 2680).

Etrangers : *Séguin (Philippe)* (p. 2623).

Europe : *Trégouët (René)* (p. 2680).

Exode rural : *Séguin (Philippe)* (p. 2623).

Famille : *Bonifay (Charles)* (p. 2685) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 2682) ; *Oudin (Jacques)* (p. 2629) ; *Séguin (Philippe)* (p. 2621, 2623, 2624).

Finances publiques : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 2683).

Fiscalité : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 2684) ; *Oudin (Jacques)* (p. 2626, 2628, 2629) ; *Séguin (Philippe)* (p. 2683) ; *Trégouët (René)* (p. 2681).

Fonctionnaires et agents publics : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 2684) ; *Trégouët (René)* (p. 2681).

Gouvernement : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 2683) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 2629) ; *Oudin (Jacques)* (p. 2627).

Grand marché intérieur (CEE) : *Séguin (Philippe)* (p. 2625, 2690).

Handicapés : *Séguin (Philippe)* (p. 2621, 2623).

Hôpitaux : *Millaud (Daniel)* (p. 2688) ; *Séguin (Philippe)* (p. 2621).

Hôpitaux (forfait journalier) : *Bonifay (Charles)* (p. 2686).

Hôpitaux psychiatriques : *Oudin (Jacques)* (p. 2628) ; *Séguin (Philippe)* (p. 2626).

Immigration : *Séguin (Philippe)* (p. 2623).

Impôts et taxes : *Séguin (Philippe)* (p. 2690).

Maladies : *Séguin (Philippe)* (p. 2622) ; *Trégouët (René)* (p. 2680).

Maternité : *Séguin (Philippe)* (p. 2624).

Médecine : *Bonifay (Charles)* (p. 2686) ; *Millaud (Daniel)* (p. 2687) ; *Oudin (Jacques)* (p. 2627) ; *Séguin (Philippe)* (p. 2690) ; *Trégouët (René)* (p. 2679).

Médecins : *Bonifay (Charles)* (p. 2685).

Médicaments : *Bonifay (Charles)* (p. 2686) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 2684) ; *Oudin (Jacques)* (p. 2628) ; *Pelletier (Jacques)* (p. 2678) ; *Séguin (Philippe)* (p. 2621, 2626) ; *Trégouët (René)* (p. 2679).

Ménages : *Bonifay (Charles)* (p. 2685) ; *Séguin (Philippe)* (p. 2625) ; *Trégouët (René)* (p. 2681).

Natalité : *Bonifay (Charles)* (p. 2686) ; *Séguin (Philippe)* (p. 2690).

Parlement : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 2683) ; *Millaud (Daniel)* (p. 2688) ; *Séguin (Philippe)* (p. 2624, 2625).

Parlement (rôle) : *Séguin (Philippe)* (p. 2691).

Personnes âgées : *Millaud (Daniel)* (p. 2688) ; *Oudin (Jacques)* (p. 2628) ; *Séguin (Philippe)* (p. 2623, 2624).

Plus-values : *Séguin (Philippe)* (p. 2626).

Pouvoir d'achat : *Séguin (Philippe)* (p. 2621).

Prestations sociales agricoles : *Séguin (Philippe)* (p. 2623).

Produit intérieur brut (PIB) : *Séguin (Philippe)* (p. 2690) ; *Trégouët (René)* (p. 2678, 2679, 2680, 2681).

Retraite (âge) : *Millaud (Daniel)* (p. 2687) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 2629) ; *Oudin (Jacques)* (p. 2627) ; *Séguin (Philippe)* (p. 2620, 2624, 2690, 2691) ; *Trégouët (René)* (p. 2679).

Retraites : *Bonifay (Charles)* (p. 2687) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 2684) ; *Séguin (Philippe)* (p. 2621).

Revenus : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 2683, 2684) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 2630) ; *Oudin (Jacques)* (p. 2626, 2627) ; *Pelletier (Jacques)* (p. 2678) ; *Séguin (Philippe)* (p. 2626, 2690).

Salariés : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 2682, 2683) ; *Séguin (Philippe)* (p. 2623, 2625).

Sécurité sociale : *Bonifay (Charles)* (p. 2686) ; *Séguin (Philippe)* (p. 2619, 2621, 2623, 2625, 2689) ; *Trégouët (René)* (p. 2678).

Sécurité sociale (financement) : *Bonifay (Charles)* (p. 2685, 2687) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 2682, 2685) ; *Millaud (Daniel)* (p. 2688) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 2629) ; *Pelletier (Jacques)* (p. 2678) ; *Séguin (Philippe)* (p. 2625) ; *Trégouët (René)* (p. 2681).

Tabacs et allumettes : *Oudin (Jacques)* (p. 2628) ; *Séguin (Philippe)* (p. 2625) ; *Trégouët (René)* (p. 2680).

Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 2684) ; *Oudin (Jacques)* (p. 2628) ; *Pelletier (Jacques)* (p. 2678) ; *Séguin (Philippe)* (p. 2626).

Ticket modérateur : *Séguin (Philippe)* (p. 2622).

Motion n° 2 de Mme Hélène Luc, soutenue par M. Charles Lederman, **tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité** (p. 2670) – *MM. Charles Lederman, Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi ; Lucien Neuwirth, Jacques Oudin, rapporteur.*

Rejet de la motion (p. 2674 ; scrutin public n° 221).

Motion n° 1 de Mme Hélène Luc, **tendant à opposer la question préalable** (p. 2674) – *Mme Hélène Luc, MM. Jacques Oudin, rapporteur ; Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi.*

Rejet de la motion (p. 2678 ; scrutin public n° 222).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2691, 2700) : *MM. Jacques Oudin, rapporteur ; Charles Bonifay, Mme Hélène Luc, MM. Etienne Dailly, Roger Romani, Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, MM. Robert Vizet, Roger Romani, Charles Bonifay, Jean Garcia, Daniel Millaud, Adrien Zeller, secrétaire d'Etat chargé de la sécurité sociale ; Lucien Neuwirth.*

Art. 1er *(Prélèvement social exceptionnel sur certains revenus en 1986)* (p. 2691).

Parole sur l'article : *M. Jacques Oudin, rapporteur (p. 2691) ; Mme Hélène Luc (p. 2691, 2692), MM. Charles Bonifay (p. 2692), Etienne Dailly (p. 2692)* – Assurance vieillesse, pouvoir d'achat, Constitution.

La clôture du débat est prononcée à la demande de M. Roger Romani (p. 2692).

Explications de vote sur l'article : *M. Robert Vizet (p. 2692), Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (p. 2693), M. Emmanuel Hamel (p. 2693), M. Roger Romani (p. 2693) : privatisations, valeurs mobilières, pouvoir d'achat.*

La clôture du débat est prononcée à la demande de M. Roger Romani (p. 2694).

– L'art. 1er est adopté (p. 2694).

Art. 2 *(Prélèvement social temporaire sur les produits de placements soumis à un prélèvement libératoire de l'impôt sur le revenu)* – Adopté (p. 2694).

Art. 3 *(Application du taux « super réduit » de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) aux médicaments)* (p. 2694).

Parole sur l'article : *MM. Jacques Oudin, rapporteur (p. 2694) ; Robert Vizet (p. 2694, 2695)* – Ventes, sécurité sociale, Etats-Unis d'Amérique (USA).

La clôture du débat est prononcée à la demande de M. Roger Romani (p. 2695).

Explications de vote sur l'article : *Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (p. 2695), M. Charles Bonifay (p. 2695, 2696)* – Pharmacie (industrie), publicité, ticket modérateur, grand marché intérieur (CEE).

– L'art. 3 est adopté (p. 2696 ; scrutin public n° 223).

Art. 4 *(Relèvement du taux de la retenue pour pensions applicable aux fonctionnaires civils et militaires)* (p. 2696).

Parole sur l'article : *MM. Jacques Oudin, rapporteur (p. 2696) ; Jean Garcia (p. 2696)* – Retraite (âge), chômage.

La clôture du débat est prononcée à la demande de M. Roger Romani (p. 2697).

Rejeté : amendement n° 6 de M. Robert Vizet, soutenu par Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis : suppression de cet article (p. 2697 ; scrutin public n° 224).

– L'art. 4 est adopté (p. 2697 ; scrutin public n° 225).

Après l'art. 4 (p. 2698).

Retiré : amendement n° 7 (art. additionnel) de M. Daniel Millaud : réduction du taux de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) applicable aux appareillages médicaux destinés aux handicapés (p. 2699).

Explications de vote sur l'ensemble : *Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (p. 2699, 2700), M. Robert Vizet (p. 2700)* – Gouvernement, salariés, pouvoir d'achat, bourses de valeurs.

Scrutin public n° 226 (p. 2700).

Adoption (26 juin 1987) (p. 2700).

Discussion (commission mixte paritaire)

(30 juin 1987) (p. 2907, 2911).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2907, 2910) : *MM. Christian Poncelet, en remplacement de M. Jacques Oudin, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire ; Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi ; Jean Garcia, Charles Bonifay, Jacques Descours Desacres, au nom de la commission mixte paritaire.*

Assurance vieillesse : *Garcia (Jean)* (p. 2909) ; *Poncelet (Christian)* (p. 2907).

Bourses de valeurs : *Garcia (Jean)* (p. 2908).

Chômage : *Garcia (Jean)* (p. 2908).

Cotisations sociales : *Bonifay (Charles)* (p. 2910) ; *Garcia (Jean)* (p. 2909) ; *Poncelet (Christian)* (p. 2908).

Endettement (entreprises et particuliers) : *Garcia (Jean)* (p. 2910).

Fonctionnaires et agents publics : *Garcia (Jean)* (p. 2909) ; *Poncelet (Christian)* (p. 2908).

Impôt sur le revenu : *Poncelet (Christian)* (p. 2907).

Médicaments : *Garcia (Jean)* (p. 2909) ; *Poncelet (Christian)* (p. 2908).

Parlement (droits) : *Garcia (Jean)* (p. 2908).

Placements financiers : *Poncelet (Christian)* (p. 2907).

Prélèvement libératoire : *Poncelet (Christian)* (p. 2907).

Prélèvements obligatoires : *Garcia (Jean)* (p. 2909).

Protection sociale : *Garcia (Jean)* (p. 2908).

Sécurité sociale (Etats généraux) : *Bonifay (Charles)* (p. 2910) ; *Descours Desacres (Jacques)* (p. 2910) ; *Poncelet (Christian)* (p. 2907) ; *Séguin (Philippe)* (p. 2908).

Sécurité sociale (régime général) : *Poncelet (Christian)* (p. 2907, 2908) ; *Séguin (Philippe)* (p. 2908).

Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) : *Bonifay (Charles)* (p. 2910) ; *Garcia (Jean)* (p. 2909) ; *Poncelet (Christian)* (p. 2908).

Valeur ajoutée : *Garcia (Jean)* (p. 2909).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2910, 2911)

Art. 1er, 2 (p. 2910).

Art. 3, 4 (p. 2911).

Scrutin public n° 266 (p. 2911).

Adoption (30 juin 1987) (p. 2911).

3. – **Proposition de loi organique relative au contrôle du Parlement sur les finances des régimes obligatoires de sécurité sociale,** PRESENTEE A L'ASSEMBLEE NATIONALE par M. Michel d'Ornano, député, et plusieurs de ses collègues (2 juin 1987) [n° **797**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Alain Lamassoure (18 juin 1987) [n° **857**] – Discussion (18, 19 juin 1987) (Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 840 – Sécurité sociale 2) – Adoption (19 juin 1987) [n° **130**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (22 juin 1987) [n° **304** (86-87)] – Renvoi à la commission des lois – Pour avis à la commission des affaires sociales – Rapport de M. Hubert Haenel (2 décembre 1987) [n° **126** (87-88)] – Avis de M. Charles Descours (2 décembre 1987) [n° **129** (87-88)] – Discussion (8 décembre 1987) – Adoption (8 décembre 1987) [n° **41**].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Décision n° 87-234 DC du 7 janvier 1988 (*J.O.* Lois et décrets du 9 janvier 1988) qui déclare la loi organique non conforme à la Constitution.

Discussion (première lecture)

(8 décembre 1987) (p. 5151, 5163).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5151, 5161) : *MM. Adrien Zeller, secrétaire d'Etat chargé de la sécurité sociale ; Hubert Haenel, rapporteur de la commission des lois ; Charles Descours, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales ; Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, M. Marc Boeuf ; et les orateurs sur la motion.*

Assurance maladie maternité : *Souffrin (Paul)* (p. 5156).

Assurance vieillesse : *Souffrin (Paul)* (p. 5156) ; *Zeller (Adrien)* (p. 5161).

Budget social de la Nation : *Boeuf (Marc)* (p. 5161) ; *Descours (Charles)* (p. 5154, 5155) ; *Haenel (Hubert)* (p. 5152, 5153) ; *Zeller (Adrien)* (p. 5152).

Chômage : *Souffrin (Paul)* (p. 5156).

Code de la sécurité sociale : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 5157).

Conseil constitutionnel : *Zeller (Adrien)* (p. 5151).

Contrôle parlementaire : *Boeuf (Marc)* (p. 5160) ; *Descours (Charles)* (p. 5154, 5155) ; *Haenel (Hubert)* (p. 5152, 5153) ; *Zeller (Adrien)* (p. 5151, 5152).

Cotisations sociales : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 5159) ; *Souffrin (Paul)* (p. 5137).

Emploi des jeunes : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 5160).

Emplois (créations et suppressions) : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 5160).

Entreprises : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 5160).

Epargne : *Souffrin (Paul)* (p. 5156).

Finances publiques : *Zeller (Adrien)* (p. 5151).

Grand marché intérieur (CEE) : *Souffrin (Paul)* (p. 5156).

Libéralisme : *Souffrin (Paul)* (p. 5155).

Loi et règlement (domaines respectifs) : *Boeuf (Marc)* (p. 5161) ; *Haenel (Hubert)* (p. 5153, 5154).

Marchés financiers : *Souffrin (Paul)* (p. 5156).

Médecine : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 5158).

Parlement (information) : *Boeuf (Marc)* (p. 5161) ; *Descours (Charles)* (p. 5155) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 5157).

Parlement (rôle) : *Descours (Charles)* (p. 5154) ; *Haenel (Hubert)* (p. 5152) ; *Souffrin (Paul)* (p. 5156).

Procédure législative : *Descours (Charles)* (p. 5155) ; *Zeller (Adrien)* (p. 5161).

Produit intérieur brut (PIB) : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 5159).

Protection sociale : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 5157, 5158, 5159) ; *Haenel (Hubert)* (p. 5153) ; *Souffrin (Paul)* (p. 5155).

Sécurité sociale : *Descours (Charles)* (p. 5155) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 5158, 5160) ; *Haenel (Hubert)* (p. 5153, 5154) ; *Souffrin (Paul)* (p. 5156) ; *Zeller (Adrien)* (p. 5152).

Sécurité sociale (financement) : *Boeuf (Marc)* (p. 5160) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 5157, 5158, 5159, 5160) ; *Haenel (Hubert)* (p. 5152) ; *Souffrin (Paul)* (p. 5156).

Motion n° 1 de Mme Hélène Luc, soutenue par M. Paul Souffrin, **tendant à opposer la question préalable** (p. 5155, 5157) – *MM. Paul Souffrin, Hubert Haenel, rapporteur.*

Rejet de la motion (p. 5157).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5161, 5163) : *MM. Xavier de Villepin, Paul Souffrin, Hubert Haenel, rapporteur ; Adrien Zeller, secrétaire d'Etat.*

Art. 1er *(Précision des dispositions de l'article 34 de la Constitution relatives aux principes fondamentaux de la sécurité sociale : projet de loi annuel sur les finances sociales)* (p. 5161).

Rejeté : amendement n° 2 de M. Paul Souffrin : suppression de cet article (p. 5162).

– L'article 1er est adopté (p. 5162).

Art. 2 *(Conditions du dépôt du projet de loi sur les finances sociales)* (p. 5162).

Rejeté : amendement n° 3 de M. Paul Souffrin : suppression de cet article (p. 5162).

– L'article 2 est adopté (p. 5162).

Scrutin public de droit n° 48 (p. 5163).

Adoption (8 décembre 1987) (p. 5163).

4. – **Projet de loi relatif à la sécurité sociale,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Jacques Chirac, Premier ministre, par M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales (16 décembre 1987) [n° **1148**] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Etienne Pinte (17 décembre 1987) [n° **1163**] – Urgence – Discussion (18 et 19 décembre 1987) – Adoption (19 décembre 1987) [n° **218**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (20 décembre 1987) [n° **196** (87-88)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport de Mme Nelly Rodi (20 décembre 1987) [n° **198** (87-88)] – Discussion (21 décembre 1987) – Adoption (21 décembre 1987) [n° **76**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (22 décembre 1987) [n° **1173**] – Renvoi à la commission des affaires culturelles.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Etienne Pinte (22 décembre 1987) [n° **1178**] – Discussion (22 décembre 1987) – Adoption (22 décembre 1987) [n° **238**].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de Mme Nelly Rodi (22 décembre 1987) [n° **211** (87-88)] – Discussion (22 décembre 1987) – Adoption (22 décembre 1987) [n° **82**].

PROMULGATION : Loi n° 88-16 du 5 janvier 1988 (*JO* Lois et décrets du 6 janvier 1988).

Discussion (première lecture)

(21 décembre 1987) (p. 5886, 5922).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5886, 5906) : *M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi ; Mmes Michèle Barzach, ministre chargé de la santé et de la famille ; Nelly Rodi, rapporteur de la commission des affaires sociales ; MM. Jean-Pierre Fourcade, au nom des membres du groupe de l'UREI ; Charles Bonifay, Robert Vizet, Xavier de Villepin ; et les orateurs sur les motions.*

Alcoolisme : *Souffrin (Paul)* (p. 5891).

Allocation parentale d'éducation (APE) : *Barzach (Michèle)* (p. 5906).

Assurance maladie maternité : *Barzach (Michèle)* (p. 5889) ; *Rodin (Nelly)* (p. 5889) ; *Séguin (Philippe)* (p. 5886, 5887, 5888, 5903, 5905) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 5903).

Assurance maladie maternité (fonds national de prévention) : *Bouquerel (Amédée)* (p. 5898) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 5896) ; *Séguin (Philippe)* (p. 5887) ; *Souffrin (Paul)* (p. 5890) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 5903) ; *Vizet (Robert)* (p. 5901).

Assurance vieillesse : *Barzach (Michèle)* (p. 5889) ; *Bonifay (Charles)* (p. 5898, 5899) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 5897) ; *Rodi (Nelly)* (p. 5889, 5890) ; *Séguin (Philippe)* (p. 5886, 5888, 5894, 5904, 5905) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 5903).

Boissons et alcools : *Bonifay (Charles)* (p. 5899) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 5896).

Code de la mutualité : *Vizet (Robert)* (p. 5901).

Conseil économique et social : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 5897) ; *Séguin (Philippe)* (p. 5894).

Démographie : *Vizet (Robert)* (p. 5901).

Emploi : *Bonifay (Charles)* (p. 5900).

Famille : *Boeuf (Marc)* (p. 5893) ; *Bonifay (Charles)* (p. 5899, 5900) ; *Séguin (Philippe)* (p. 5886, 5904) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 5903) ; *Vizet (Robert)* (p. 5901, 5902).

Familles nombreuses : *Barzach (Michèle)* (p. 5888) ; *Rodi (Nelly)* (p. 5890).

Femmes : *Barzach (Michèle)* (p. 5888, 5889) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 5896) ; *Rodi (Nelly)* (p. 5890).

Fiscalité : *Bonifay (Charles)* (p. 5899) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 5897) ; *Rodi (Nelly)* (p. 5889) ; *Séguin (Philippe)* (p. 5887, 5892).

Gouvernement : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 5895, 5897) ; *Séguin (Philippe)* (p. 5896).

Hôpitaux (forfait journalier) : *Séguin (Philippe)* (p. 5887).

Logement social : *Barzach (Michèle)* (p. 5906).

Manifestations : *Séguin (Philippe)* (p. 5892).

Médecins : *Bonifay (Charles)* (p. 5900) ; *Bouquerel (Amédée)* (p. 5898) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 5892) ; *Séguin (Philippe)* (p. 5887) ; *Souffrin (Paul)* (p. 5891).

Organisations syndicales : *Séguin (Philippe)* (p. 5904).

Parlement (rôle) : *Boeuf (Marc)* (p. 5893) ; *Souffrin (Paul)* (p. 5890) ; *Vizet (Robert)* (p. 5900).

Pauvreté : *Vizet (Robert)* (p. 5902).

Pensions de réversion : *Barzach (Michèle)* (p. 5889).

Pensions et retraites : *Bonifay (Charles)* (p. 5900) ; *Bouquerel (Amédée)* (p. 5898) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 5897) ; *Rodi (Nelly)* (p. 5889) ; *Séguin (Philippe)* (p. 5888, 5894) ; *Souffrin (Paul)* (p. 5891) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 5902, 5903) ; *Vizet (Robert)* (p. 5901).

Politique familiale : *Barzach (Michèle)* (p. 5906) ; *Séguin (Philippe)* (p. 5905) ; *Vizet (Robert)* (p. 5902).

Politique familiale (mères de famille) : *Barzach (Michèle)* (p. 5888, 5889, 5906) ; *Rodi (Nelly)* (p. 5889, 5890) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 5903) ; *Vizet (Robert)* (p. 5902).

Pouvoir d'achat : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 5896) ; *Séguin (Philippe)* (p. 5888) ; *Souffrin (Paul)* (p. 5891) ; *Vizet (Robert)* (p. 5901).

Préretraites : *Séguin (Philippe)* (p. 5892).

Prestations familiales : *Barzach (Michèle)* (p. 5906) ; *Vizet (Robert)* (p. 5902).

Procédure parlementaire : *Boeuf (Marc)* (p. 5892) ; *Bonifay (Charles)* (p. 5895) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 5895).

Protection sociale : *Boeuf (Marc)* (p. 5893) ; *Bonifay (Charles)* (p. 5898) ; *Rodi (Nelly)* (p. 5889, 5893) ; *Séguin (Philippe)* (p. 5888) ; *Souffrin (Paul)* (p. 5890) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 5902).

Recherche médicale : *Vizet (Robert)* (p. 5901).

Retraite (âge) : *Boeuf (Marc)* (p. 5893) ; *Bonifay (Charles)* (p. 5899) ; *Bouquerel (Amédée)* (p. 5898) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 5896, 5897) ; *Séguin (Philippe)* (p. 5892, 5903) ; *Souffrin (Paul)* (p. 5891) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 5902) ; *Vizet (Robert)* (p. 5901).

Salaires, traitements et indemnités : *Vizet (Robert)* (p. 5902).

Salariés : *Vizet (Robert)* (p. 5901).

Sécurité sociale : *Boeuf (Marc)* (p. 5893) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 5892) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 5902).

Sécurité sociale (Etats généraux) : *Boeuf (Marc)* (p. 5893) ; *Bonifay (Charles)* (p. 5898, 5899) ; *Bouquerel (Amédée)* (p. 5898) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 5896) ; *Rodi (Nelly)* (p. 5889) ; *Séguin (Philippe)* (p. 5887, 5888, 5892, 5903) ; *Souffrin (Paul)* (p. 5890) ; *Vizet (Robert)* (p. 5902).

Sécurité sociale (financement) : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 5897) ; *Rodi (Nelly)* (p. 5889) ; *Séguin (Philippe)* (p. 5887, 5894, 5904, 5905) ; *Souffrin (Paul)* (p. 5890).

Sécurité sociale (régime général) : *Bonifay (Charles)* (p. 5899) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 5897) ; *Séguin (Philippe)* (p. 5886).

Sénat : *Bonifay (Charles)* (p. 5895).

Tabacs et allumettes : *Bonifay (Charles)* (p. 5899) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 5896).

Motion n° 20 de Mme Hélène Luc, soutenue par M. Paul Souffrin, **tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité** (p. 5890) – *MM. Paul Souffrin, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales ; Philippe Séguin, ministre.*

Rejet de la motion (p. 5892).

Motion n° 1 de M. André Méric, soutenue par M. Marc Boeuf, **tendant à opposer la question préalable** (p. 5892) – *M. Marc Boeuf, Mme Nelly Rodi, rapporteur ; M. Philippe Séguin, ministre.*

Rejet de la motion (p. 5894 ; scrutin public n° 105).

Motion n° 2 de M. André Méric, soutenue par M. Charles Bonifay, **tendant au renvoi en commission** (p. 5894) – *MM. Charles Bonifay, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission ; Philippe Séguin, ministre.*

Rejet de la motion (p. 5896).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5906, 5922) : *MM. Paul Souffrin, Philippe Séguin, ministre ; Charles Bonifay, Mme Nelly Rodi, rapporteur ; M. Marc Boeuf, Mme Michèle Barzach, ministre ; MM. Jean-Pierre Fourcade, président de la commission ; Guy Penne, Lucien Neuwirth.*

TITRE Ier

CREATION D'UN FONDS NATIONAL DE PREVENTION

Division et intitulé (p. 5906).

Rejeté : amendement n° 3 de M. Paul Souffrin : suppression de la division titre Ier et de son intitulé (p. 5907).

– La division titre Ier et son intitulé sont adoptés (p. 5907).

Avant l'art. Ier (p. 5907).

Rejeté : amendement n° 21 (art. additionnel) de M. André Méric, soutenu par M. Charles Bonifay : création d'un conseil national de la prévention ; composition ; mission (p. 5907).

Art. Ier *(Création d'un fonds national de prévention au sein de la caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés ; et modification du code de la sécurité sociale)* (p. 5907).

– Sur l'ensemble de l'article (p. 5908) :

Rejeté : amendement n° 4 de M. Paul Souffrin : suppression de cet article (p. 5908).

PARAGRAPHES I ET II – Adoptés (p. 5908).

PARAGRAPHE III (p. 5908).

Rejetés : amendements de M. André Méric, soutenus par M. Charles Bonifay, n° 23 : programme de prévention fixé par arrêté ministériel, sur proposition du conseil d'administration de la caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (p. 5909) – Et n° 24 : programme de prévention déterminé par arrêté ministériel, après avis du conseil d'administration de la caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (p. 5909).

Retiré : amendement n° 22 de M. André Méric, soutenu par M. Charles Bonifay : programme de prévention arrêté par le conseil national de la prévention, puis par le ministre de tutelle (p. 5908).

– Le paragraphe III est adopté (p. 5909).

PARAGRAPHES IV à VI – Adoptés (p. 5909).

PARAGRAPHE VII (p. 5909).

Retirés : amendement nos 25, 26 et 27 de M. André Méric, retirés par M. Charles Bonifay (p. 5909).

– Le paragraphe VII est adopté (p. 5909).

– L'ensemble de l'article Ier est adopté (p. 5909).

Après l'art. Ier (p. 5909).

Rejeté : amendement n° 28 (art. additionnel) de M. André Méric, soutenu par M. Marc Boeuf : renforcement des mesures législatives relatives à la lutte contre le tabagisme : publicité interdite dans la presse (p. 5910 ; scrutin public n° 106).

TITRE II

DROIT A UNE RETRAITE PROGRESSIVE

Division et intitulé (p. 5911).

Rejeté : amendement n° 5 de M. Paul Souffrin : suppression de la division titre II et de son intitulé (p. 5911).

– La division titre II et son intitulé sont adoptés (p. 5911).

Art. 2 *(Droit à une retraite progressive : insertion d'une section 10 dans le chapitre Ier du titre V du livre III du code de la sécurité sociale)* (p. 5911).

– Sur l'ensemble de l'article :

Rejeté : amendement n° 6 de M. Paul Souffrin : suppression de cet article (p. 5911).

PARAGRAPHE I (p. 5912).

Rejetés : amendements de M. Paul Souffrin, n° 7 : détermination de la fraction de pension servie ; condition de régularité hebdomadaire du temps de travail de l'assuré (p. 5912) – N° 8 : libre choix de l'assuré pour prendre une retraite progressive ; compétence exclusive du conseil de prud'hommes en matière de litige (p. 5912) – N° 9 : refus par l'assuré, de toute modification de sa situation, équivalant, sur sa demande, à un licenciement (p. 5912) – N° 10 : assiette de la cotisation d'allocations familiales (p. 5912) – N° 11 : cotisation d'assurance vieillesse intégralement due par l'employeur (p. 5913) – N° 12 : versement immédiat des primes et avantages prévus lors du départ à la retraite aux salariés bénéficiant de la retraite progressive (p. 5913) – N° 13 : possibilité pour l'assuré de cotiser aux régimes de retraite complémentaire (p. 5913) – N° 14 : possibilité pour l'assuré de demander la liquidation de ses droits à des avantages complémentaires (p. 5914) – Et n° 15 : revenu minimal garanti aux salariés qui bénéficient d'une retraite progressive (p. 5914).

– Le paragraphe I est adopté (p. 5914).

PARAGRAPHES II à VIII – Adoptés (p. 5914).

APRES LE PARAGRAPHE VIII (p. 5914).

Adopté : amendement n° 31 (paragraphe additionnel) de Mme Nelly Rodi, rapporteur : extension, aux exploitants agricoles, du régime de la retraite progressive (p. 5914).

– Un paragraphe IX additionnel est inséré dans l'article 2 (p. 5914).

– L'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 5914).

Après l'art. 2 (p. 5914).

Rejeté : amendement n° 29 (art. additionnel) de M. Guy Penne : rétablissement de la contribution de solidarité versée au fonds d'assurance chômage en cas de cumul emploi-retraite (p. 5915).

TITRE III

MAINTIEN DU POUVOIR D'ACHAT DES PENSIONS POUR 1988

Intitulé (p. 5915).

Rejeté : amendement n° 16 de M. Paul Souffrin : « Amélioration du pouvoir d'achat des retraités pour 1988 » (p. 5915).

– L'intitulé du titre III est adopté (p. 5915).

Art. 3 *(Revalorisation des pensions de retraite en 1988)* – Adopté (p. 5915).

TITRE IV

DROIT DES MEDECINS A UNE CESSATION ANTICIPEE D'ACTIVITE

Art. 4 *(Cessation d'activité anticipée pour les médecins)* (p. 5915).

Adoptés : amendements de Mme Nelly Rodi, rapporteur, n° 32 : rédactionnel (p. 5916) – Et n° 33 : fixation par décret des dispositions nécessaires à la mise en place de la retraite anticipée des médecins, à défaut de convention, constaté dans un délai de six mois à compter de la publication de la présente loi (p. 5916).

Rejetés : amendements de M. Paul Souffrin, nos 17 et 18 : garantie de ressources des médecins prise en charge par la caisse autonome de retraite des médecins français (p. 5916 et 5918).

– L'article 4, ainsi modifié, est adopté (p. 5918).

TITRE V

STATUT SOCIAL DE LA MERE DE FAMILLE

Art. 5 *(Droits en matière d'assurance maladie des mères de famille : article L. 161-15 du code de la sécurité sociale)* (p. 5918).

Adopté : amendement n° 30 de M. André Méric, soutenu par M. Charles Bonifay : assurance maternité des femmes âgées de plus de quarante cinq ans (p. 5918).

– L'article 5, ainsi modifié, est adopté (p. 5918).

Art. 6 *(Création de l'assurance volontaire invalidité parentale : article L. 742-1 du code de la sécurité sociale)* – Adopté (p. 5919).

Art. 7 *(Majoration des pensions de réversion des veuves ayant un ou plusieurs enfants à charge : modification du code de la sécurité sociale et du code rural)* – Adopté (p. 5919).

Art. 8 *(Prise en compte des congés de maternité pour le calcul de l'ancienneté dans l'entreprise : article L. 122-26-2 nouveau du code du travail)* – Adopté (p. 5919).

TITRE VI

DISPOSITIONS DIVERSES

Avant l'art. 9 (p. 5919).

Adopté : amendement n° 19 (art. additionnel) de M. Lucien Neuwirth : maintien, jusqu'au 31 décembre 1988, de l'affiliation des agents de change à l'organisation autonome d'assurance vieillesse des professions libérales (p. 5920).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 5920).

Art. 9 *(Assurance vieillesse des professions non salariées non agricoles dans les départements d'outre-mer : article L. 756-1 du code de la sécurité sociale)* – Adopté (p. 5920).

Art. 10 *(Vente exclusive en pharmacie des aliments pour nourrissons : article L. 512 du code de la santé publique)* – Adopté (p. 5920).

Art. 11 *(Détermination de l'indice des prix à la consommation)* (p. 5920).

Adopté : amendement n° 34 de Mme Nelly Rodi, rapporteur : publication mensuelle par l'INSEE d'un indice représentatif des prix à la consommation (p. 5921).

– L'article 11, ainsi modifié, est adopté (p. 5921).

Après l'art. 11 (p. 5921).

Adopté : amendement n° 35 (art. additionnel) de Mme Nelly Rodi, rapporteur : modalités d'exonération des cotisations sociales patronales de la rémunération d'une tierce personne à domicile (p. 5922).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 5922).

Explications de vote sur l'ensemble : *MM. Marc Boeuf* (p. 5922), *Paul Souffrin* (p. 5922).

Adoption (21 décembre 1987) (p. 5922).

Discussion (commission mixte paritaire)

(22 décembre 1987) (p. 5970, 5972).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5970, 5971) : *Mme Nelly Rodi, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire ; M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi.*

Agents de change : *Séguin (Philippe)* (p. 5971).

Concubinage : *Séguin (Philippe)* (p. 5971).

Cotisations sociales : *Rodi (Nelly)* (p. 5970) ; *Séguin (Philippe)* (p. 5971).

Exploitants agricoles : *Rodi (Nelly)* (p. 5970).

Médecins : *Rodi (Nelly)* (p. 5970) ; *Séguin (Philippe)* (p. 5971).

Mères de famille : *Rodi (Nelly)* (p. 5970) ; *Séguin (Philippe)* (p. 5971).

Prix à la consommation (indice) : *Rodi (Nelly)* (p. 5970).

Retraites : *Rodi (Nelly)* (p. 5970).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5971, 5972)

Art. 2, 4 (p. 5972).

Art. 5, 9 A, 11 et 12 (p. 5972).

Adoption (22 décembre 1987) (p. 5972).

Seine-Saint-Denis (département)

Voir *Questions orales sans débat* n° **199**

Sénat

Voir *Président de la République*, **1**

Sénateurs

Voir *Elections*, **11**

Service national

Voir *Caraïbes*, **1**
Lois de finances, **1**, Défense
Questions au Gouvernement n° **184**

1. – **Projet de loi relatif au service national dans la police**, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Jacques Chirac, Premier ministre, par M. André Giraud, ministre de la défense, par M. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur, et par M. Robert Pandraud, ministre chargé de la sécurité (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 20 décembre 1986-11 mars 1987) [n° **152** (86-87)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Michel Caldaguès (15 avril 1987) [n° **179**

(86-87)] – Discussion (6 mai 1987) – Adoption (6 mai 1987) [n° **61**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (7 mai 1987) [n° **705**] – Renvoi à la commission de la défense – Rapport de M. Jean Brocard (3 juin 1987) [n° **800**] – Discussion (26 juin 1987) – Adoption (26 juin 1987) [n° **139**].

PROMULGATION : Loi n° 87-512 du 10 juillet 1987 (*JO* Lois et décrets du 11 juillet 1987).

Discussion (première lecture)

(6 mai 1987) (p. 706, 726).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 706, 716) : *MM. Robert Pandraud, ministre chargé de la sécurité ; Michel Caldaguès, rapporteur de la commission des affaires étrangères ; Louis Virapoullé, Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, M. Philippe Madrelle ; et les orateurs sur la motion.*

Administration (organisation) : *Bécart (Jean-luc)* (p. 709).

Armes de service : *Caldaguès (Michel)* (p. 708).

Code du service national : *Pandraud (Robert)* (p. 707).

Communes : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 711) ; *Madrelle (Philippe)* (p. 715).

Délégations parlementaires : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 714).

Délinquance : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 712).

Déontologie (règles) : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 713).

Discipline : *Caldaguès (Michel)* (p. 708) ; *Pandraud (Robert)* (p. 707).

Formation professionnelle : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 710) ; *Madrelle (Philippe)* (p. 715).

Gendarmerie nationale : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 710) ; *Madrelle (Philippe)* (p. 714, 715).

Ilotage : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 710) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 713) ; *Pandraud (Robert)* (p. 715).

Logement : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 711) ; *Caldaguès (Michel)* (p. 708) ; *Madrelle (Philippe)* (p. 715).

Magistrats : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 714).

Police municipale : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 709).

Police nationale : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 710, 711) ; *Caldaguès (Michel)* (p. 707, 709) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 712, 713, 714) ; *Madrelle (Philippe)* (p. 714) ; *Pandraud (Robert)* (p. 706, 707, 715).

Policiers auxiliaires : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 709, 710, 711) ; *Caldaguès (Michel)* (p. 708, 711) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 713) ; *Madrelle (Philippe)* (p. 714, 715) ; *Pandraud (Robert)* (p. 707) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 712).

Procédure pénale : *Pandraud (Robert)* (p. 715) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 712).

Réserve (armée) : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 710) ; *Caldaguès (Michel)* (p. 708) ; *Madrelle (Philippe)* (p. 715) ; *Pandraud (Robert)* (p. 716).

Sécurité publique : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 712, 713) ; *Madrelle (Philippe)* (p. 714) ; *Pandraud (Robert)* (p. 706).

Service long : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 709, 710).

Service national : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 709) ; *Caldaguès (Michel)* (p. 707, 711) ; *Madrelle (Philippe)* (p. 714) ; *Pandraud (Robert)* (p. 706, 715) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 712).

Service public : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 711) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 713).

Travaux d'utilité collective (TUC) : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 709).

Motion n° 8 de Mme Hélène Luc, soutenue par M. Jean-Luc Bécart, **tendant à opposer la question préalable** (p. 709, 712) ; *MM. Jean-Luc Bécart, Michel Caldaguès, rapporteur ; Robert Pandraud, ministre.*

Rejet de la motion (p. 712 ; scrutin public n° 147).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 716, 726) : *MM. Michel Caldaguès, rapporteur ; Robert Pandraud, ministre ; Jean Garcia, Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, MM. Philippe Madrelle, Jean-Luc Bécart, Michel Moreigne, Jacques Boyon, secrétaire d'Etat à la défense ; Jean Francou, au nom de la commission des finances.*

Art. 1er *(Principe du service national actif dans la police nationale ; respect du caractère prioritaire des besoins des armées : article L. 6 du code du service national)* (p. 716).

Rejeté : amendement n° 9 de M. Jean Garcia : suppression de cet article (p. 716).

– L'art. 1er est adopté (p. 716).

Art. 2 *(Chapitre II bis du titre III du code du service national, intitulé : « Service dans la police nationale » : articles L. 94-1 à L. 94-16 dudit code)* (p. 716).

Rejeté : amendement n° 10 de M. Jean Garcia : suppression de cet article (p. 717).

– Dispositif de l'article 2 et intitulé du chapitre II bis du code du service national – Adoptés (p. 717).

Section I : Dispositions générales

Intitulé de la section I – Adopté (p. 717).

ARTICLE L. 94-1 DU CODE DU SERVICE NATIONAL (p. 717).

Rejetés : amendements identiques n° 11 de M. Jean Garcia, soutenu par Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, et n° 23 de M. Philippe Madrelle : suppression de cet article (p. 718).

– Le texte proposé est adopté (p. 718).

ARTICLE L. 94-2 DU CODE DU SERVICE NATIONAL – Adopté (p. 718).

Section II : Droits et obligations

Intitulé de la section II – Adopté (p. 719).

ARTICLE L. 94-3 DU CODE DU SERVICE NATIONAL (p. 719).

Adopté : amendement n° 1 de M. Michel Caldaguès, rapporteur : assujettissement des policiers auxiliaires à la discrétion professionnelle (p. 720).

Rejeté : amendement n° 12 de M. Jean Garcia, soutenu par M. Jean-Luc Bécart : suppression du texte proposé pour l'article L. 94-3 précité (p. 719).

Retirés : sur l'amendement n° 1 de la commission, sous-amendement n° 25 de M. Philippe Madrelle : respect du code de déontologie des policiers du 18 mars 1986 (p. 720) – Amendement identique n° 24 de M. Philippe Madrelle (p. 720).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 720).

ARTICLE L. 94-4 DU CODE DU SERVICE NATIONAL (p. 720).

Adopté : amendement rédactionnel n° 2 de M. Michel Caldaguès, rapporteur (p. 720).

Rejeté : amendement n° 13 de M. Jean Garcia, soutenu par Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis : suppression du texte proposé pour l'article L. 94-4 précité (p. 720).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 720).

ARTICLE L. 94-5 DU CODE DU SERVICE NATIONAL – Adopté (p. 720).

ARTICLE L. 94-6 DU CODE DU SERVICE NATIONAL (p. 720).

Adopté : amendement rédactionnel n° 3 de M. Michel Caldaguès, rapporteur (p. 720).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 720).

ARTICLE L. 94-7 DU CODE DU SERVICE NATIONAL – Adopté (p. 721).

ARTICLE L. 94-8 DU CODE DU SERVICE NATIONAL – Adopté (p. 721).

ARTICLE L. 94-9 DU CODE DU SERVICE NATIONAL (p. 721).

Rejetés : amendements identiques n° 14 de M. Jean Garcia, soutenu par M. Jean-Luc Bécart et n° 26 de M. Philippe Madrelle : suppression du texte proposé pour l'article L. 94-9 précité (p. 721).

– Le texte proposé est adopté (p. 721).

ARTICLE L. 94-10 DU CODE DU SERVICE NATIONAL (p. 721).

Adoptés : amendements identiques n° 35 de M. Robert Pandraud, ministre, et n° 15 de M. Jean Garcia, soutenu par M. Jean-Luc Bécart : suppression du texte proposé pour l'article L. 94-10 précité (p. 722).

Devenus sans objet : amendement n° 4 de M. Michel Caldaguès, rapporteur : limitation de la possibilité offerte au ministre de l'intérieur de mettre fin à l'affectation des policiers auxiliaires au seul cas d'inadaptation des intéressés à leur emploi dans la police nationale (p. 722) – Amendements n° 27 et n° 28 de M. Philippe Madrelle : modalités de remise à disposition du ministre chargé des armées des policiers auxiliaires ; compétence des commissions administratives paritaires ; prise en compte de la durée du service accompli dans la police nationale dans le temps du service militaire actif (p. 722).

– Le texte proposé pour l'article L. 94-10 précité est supprimé (p. 722).

ARTICLE L. 94-11 DU CODE DU SERVICE NATIONAL (p. 722).

Adopté : amendement rédactionnel n° 5 de M. Michel Caldaguès, rapporteur (p. 722).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 722).

Section III : Disponibilité et réserve dans la police nationale

Intitulé de la section III – Adopté (p. 722).

ARTICLE L. 94-12 DU CODE DU SERVICE NATIONAL (p. 722).

Retirés : amendements identiques n° 16 de M. Jean Garcia, soutenu par Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis et n° 29 de M. Philippe Madrelle : suppression du texte proposé pour l'article L. 94-12 précité (p. 722 et p. 723).

– Le texte proposé est adopté (p. 723).

ARTICLE L. 94-13 DU CODE DU SERVICE NATIONAL (p. 723).

Retirés : amendements identiques n° 17 de M. Jean Garcia, soutenu par M. Jean-Luc Bécart, et n° 30 de M. Philippe Madrelle : suppression du texte proposé pour l'article L. 94-13 précité (p. 723).

– Le texte proposé est adopté (p. 723).

ARTICLE L. 94-14 DU CODE DU SERVICE NATIONAL (p. 723).

Rejeté : amendement n° 18 de M. Jean Garcia, soutenu par M. Jean-Luc Bécart : suppression du texte proposé pour l'article L. 94-14 précité (p. 723).

Retiré : amendement identique n° 31 de M. Philippe Madrelle (p. 723).

– Le texte proposé est adopté (p. 723).

ARTICLE L. 94-15 DU CODE DU SERVICE NATIONAL (p. 723).

Rejeté : amendement n° 19 de M. Jean Garcia, soutenu par M. Jean-Luc Bécart : suppression du texte proposé pour l'article L. 94-15 précité (p. 723).

Retiré : amendement identique n° 32 de M. Philippe Madrelle (p. 723).

– Le texte proposé est adopté (p. 723).

ARTICLE L. 94-16 DU CODE DU SERVICE NATIONAL (p. 723).

Rejeté : amendement n° 20 de M. Jean Garcia, soutenu par M. Jean-Luc Bécart : suppression du texte proposé pour l'article L. 94-16 précité (p. 723).

Retiré : amendement identique n° 33 de M. Philippe Madrelle (p. 723).

– Le texte proposé est adopté (p. 723).

– L'art. 2, ainsi modifié, est adopté (p. 723).

Art. 3 *(Insertion d'un chapitre III bis dans le titre IV du code du service national, intitulé « Dispositions particulières au service dans la police nationale » : articles L. 149-1 à L. 149-10 dudit code)* (p. 724).

Rejeté : amendement n° 21 de M. Jean Garcia, soutenu par M. Jean-Luc Bécart : suppression de cet article (p. 724).

ARTICLE L. 149-3 DU CODE DU SERVICE NATIONAL.

Adopté : amendement rédactionnel n° 6 de M. Michel Caldaguès, rapporteur (p. 724).

ARTICLE L. 149-4 DU CODE DU SERVICE NATIONAL.

Rejeté : amendement n° 22 de M. Jean Garcia, soutenu par M. Jean-Luc Bécart : suppression du texte proposé pour l'article L. 149-4 précité (p. 725).

ARTICLE L. 149-7 DU CODE DU SERVICE NATIONAL.

Adopté : amendement rédactionnel n° 7 de M. Michel Caldaguès, rapporteur (p. 725).

– L'art. 3, ainsi modifié, est adopté (p. 725).

Après l'art. 3 (p. 725).

Irrecevable (article 40 de la Constitution) : amendement n° 34 (art. additionnel) de M. Philippe Madrelle : couverture par l'Etat des dépenses de nourriture et d'hébergement mises à la charge des collectivités locales (p. 725).

Explications de vote sur l'ensemble : *MM. Guy Malé (p. 725), Jean-Luc Bécart (p. 725 et 726), Michel Caldaguès, rapporteur (p. 726), Philippe Madrelle (p. 726) ; intervention de M. Robert Pandraud, ministre (p. 726).*

Scrutin public n° 148 (p. 726).

Adoption (6 mai 1987) (p. 726).

Service public

Voir *Collectivités territoriales*, **3**
Etablissements pénitentiaires, **1**
Grève (droit de), **1**
Questions au Gouvernement n° **150**

Services du Premier ministre

Voir *Lois de finances*, **1**, Services du Premier ministre - I – Services généraux - II – Secrétariat général de la défense nationale - III – Conseil économique et social - IV – Plan

Services publics locaux

Voir *Questions au Gouvernement* n° **167**
Questions orales sans débat n° **219**

Sessions parlementaires extraordinaires

Voir *Allocutions et communications,* **11 ; 13 ; 25 ; 27 ; 29**

Sessions parlementaires ordinaires

Voir *Allocutions et communications,* **26 ; 28**

Sidérurgie (industrie)

Voir *Questions au Gouvernement* n° **168**

Sociétés anonymes (SA)

Voir *Questions orales sans débat* n° **209**

Sociétés civiles et commerciales

Voir *Banques et établissements financiers,* **1**
Entreprises, **1**
Epargne, **2**
Participation des salariés, **2**
Polynésie française, **2**

1. – **Projet de loi relatif aux fusions et aux scissions de sociétés commerciales et modifiant la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales,** PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Jacques Chirac, Premier ministre, par M. Albin Chalandon, ministre de la justice (21 mai 1986) [n° **385** (85-86)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Etienne Dailly (4 novembre 1987) [n° **82** (87-88)] – Urgence – Discussion (12 novembre 1987) – Adoption (12 novembre 1987) [n° **34**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (13 novembre 1987) [n° **1034**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Yvan Blot (16 décembre 1987) [n° **1143**] – Discussion (21 décembre 1987) – Adoption (21 décembre 1987) [n° **234**].

PROMULGATION : Loi n° 88-17 du 5 janvier 1988 (*J.O.* Lois et décrets du 6 janvier 1988).

Discussion (première lecture)

(12 novembre 1987) (p. 3831, 3858).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3831, 3836) : *MM. Albin Chalandon, ministre de la justice ; Etienne Dailly, rapporteur de la commission des lois ; Charles Lederman.*

Actionnaires et actionnariat : *Chalandon (Albin)* (p. 3831) ; *Dailly (Etienne)* (p. 3832, 3833, 3834, 3835).

Bourses de valeurs : *Lederman (Charles)* (p. 3835).

Commissaires aux comptes : *Dailly (Etienne)* (p. 3834).

Commission des communautés européennes : *Dailly (Etienne)* (p. 3833).

Communauté économique européenne (CEE) : *Chalandon (Albin)* (p. 3831) ; *Dailly (Etienne)* (p. 3832, 3833).

Communautés européennes (directives) : *Chalandon (Albin)* (p. 3831) ; *Dailly (Etienne)* (p. 3832, 3833, 3834, 3835).

Conseil des ministres des communautés européennes : *Dailly (Etienne)* (p. 3832).

Conseils d'administration : *Dailly (Etienne)* (p. 3834, 3835).

Coopératives : *Dailly (Etienne)* (p. 3833).

Créances : *Dailly (Etienne)* (p. 3833, 3834).

Démographie : *Lederman (Charles)* (p. 3836).

Droit des sociétés : *Chalandon (Albin)* (p. 3831) ; *Dailly (Etienne)* (p. 3832, 3833, 3834, 3835) ; *Lederman (Charles)* (p. 3835).

Economie : *Chalandon (Albin)* (p. 3831) ; *Dailly (Etienne)* (p. 3832).

Emploi : *Lederman (Charles)* (p. 3836).

Emplois (créations et suppressions) : *Lederman (Charles)* (p. 3835).

Entreprises : *Chalandon (Albin)* (p. 3831).

Europe : *Lederman (Charles)* (p. 3836).

Fiscalité : *Lederman (Charles)* (p. 3835).

Grand marché intérieur (CEE) : *Lederman (Charles)* (p. 3835).

Nationalisations : *Dailly (Etienne)* (p. 3835).

Notaires : *Dailly (Etienne)* (p. 3832, 3835).

Politique économique et sociale : *Lederman (Charles)* (p. 3836).

Privatisations : *Dailly (Etienne)* (p. 3834, 3835).

Salariés : *Dailly (Etienne)* (p. 3835).

Secteur tertiaire : *Lederman (Charles)* (p. 3836).

Sidérurgie (industrie) : *Lederman (Charles)* (p. 3836).

Sociétés anonymes (SA) : *Chalandon (Albin)* (p. 3831) ; *Dailly (Etienne)* (p. 3833, 3834) ; *Lederman (Charles)* (p. 3836).

Sociétés à responsabilité limitée (SARL) : *Chalandon (Albin)* (p. 3831) ; *Dailly (Etienne)* (p. 3834).

Sociétés civiles et commerciales : *Chalandon (Albin)* (p. 3831).

Sociétés multinationales : *Lederman (Charles)* (p. 3836).

Textile (industrie) : *Lederman (Charles)* (p. 3836).

Tourisme : *Lederman (Charles)* (p. 3836).

Valeurs mobilières : *Dailly (Etienne)* (p. 3834).

Villes : *Lederman (Charles)* (p. 3836).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3836, 3858) : *MM. Etienne Dailly, rapporteur ; Albin Chalandon, ministre ; Louis Virapoullé.*

Art. 1er *(Modifications de la définition de la fusion et de la scission : article 371 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 modifiée, sur les sociétés commerciales)* (p. 3836).

Adoptés : amendements de M. Etienne Dailly, rapporteur, n° 1 : possibilité, par voie de fusion, pour une ou plusieurs sociétés de transmettre leur patrimoine (p. 3836) – N° 2 : transmission du patrimoine d'une société par voie de scission (p. 3836) – N° 3 : condition de l'ouverture des possibilités de fusion ou de scission aux sociétés en liquidation (p. 3837) – Et n° 4 : attribution de parts ou actions de la ou des sociétés bénéficiaires aux associés des sociétés qui transmettent leur patrimoine (p. 3837).

– L'article 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 3837).

Art. 2 *(Effets de la fusion ou de la scission et date de prise d'effet de l'opération : articles 372-1 et 372-2 nouveaux de la loi du 24 juillet 1966 précitée)* (p. 3837).

Adoptés : amendements de M. Etienne Dailly, rapporteur, n° 5 : coordination avec les amendements n° 1 et n° 2 du même auteur (p. 3837) – N° 6 : application à toutes les sociétés commerciales de la procédure de renonciation aux droits attachés aux actions qu'une société bénéficiaire détient dans la société qui disparaît, ou que la société qui disparaît détient sur elle-même (p. 3838) – N° 7 : date d'effet de la fusion ou de la scission dans le cas de la création d'une ou plusieurs sociétés nouvelles (p. 3838) – Et n° 8 : date à laquelle est réalisée la fusion ou la scission : prise en compte des intérêts des sociétés bénéficiaires et des sociétés qui transmettent leur patrimoine (p. 3838).

– L'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 3838).

Art. 3 *(Projet de fusion ou de scission : article 374 de la loi du 24 juillet 1966 précitée)* (p. 3838).

Adoptés : amendements de M. Etienne Dailly, rapporteur, n° 9 : fixation par décret des modalités de publicité dont doit faire l'objet le projet de fusion ou de scission (p. 3839) – Et n° 10 : obligation, sous peine de nullité, pour les sociétés participant à une opération de fusion ou de scission, de déposer aux greffes

du tribunal de commerce une déclaration de conformité avec la loi et le règlement (p. 3841).

– L'article 3, ainsi modifié, est adopté (p. 3841).

Avant l'art. 4 (p. 3842).

Adoptés : amendements (art. additionnels) de M. Etienne Dailly, rapporteur, n° 11 : préservation des droits des salariés : accès aux fonctions d'administrateur d'une des sociétés faisant l'objet de fusion ou de scission d'un salarié titulaire d'un contrat de travail depuis plus de deux ans (p. 3842) – Et n° 12 : maintien du droit de vote double en cas de scission ou de fusion (p. 3843).

– Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 3842, 3843).

Art. 4 *(Désignation des commissaires aux apports : article 193 de la loi du 24 juillet 1966 précitée)* (p. 3843).

Adopté : amendement n° 13 de M. Etienne Dailly, rapporteur : suppression de la possibilité pour les commissaires aux comptes de la société concernée d'être désignés en qualité de commissaires aux apports (p. 3843).

– L'article 4, ainsi modifié, est adopté (p. 3843).

Art. 5 *(Réglementation des opérations de fusion : articles 376 à 379 de la loi du 24 juillet 1966 précitée)* (p. 3843).

ARTICLE 376 DE LA LOI DU 24 JUILLET 1966 (p. 3844).

Adoptés : amendements de M. Etienne Dailly, rapporteur, n° 14 : délibération de l'assemblée générale sur l'approbation de fusion : suppression de la limitation du nombre de droits de vote des actionnaires (p. 3844) – Et n° 15 : suppression de la ratification du projet de fusion par l'assemblée spéciale des porteurs de certificats d'investissement (p. 3845) – Amendement n° 48 de M. Albin Chalandon, ministre : procédure prévoyant en quel cas le projet de fusion sera soumis à la ratification de l'assemblée spéciale des porteurs de certificats d'investissement (p. 3845).

Retiré : amendement n° 16 de M. Etienne Dailly, rapporteur : cas de soumission du projet de fusion aux assemblées spéciales de porteurs de certificats d'investissement (p. 3845).

ARTICLE 377 DE LA LOI DU 24 JUILLET 1966 (p. 3845).

Adoptés : amendements de M. Etienne Dailly, rapporteur, n° 17 : rapport écrit des commissaires à la fusion (p. 3845) – N° 18 : coordination avec l'amendement n° 13 du même auteur (p.3845) – N° 19, rédactionnel : vérifications effectuées par les commissaires à la fusion (p. 3845) – Et n° 20 : mise à disposition des actionnaires du ou des rapports des commissaires à la fusion ; indications devant figurer dans ce rapport (p. 3846).

ARTICLE 378 DE LA LOI DU 24 JUILLET 1986 (p. 3846).

Adopté : amendement n° 21 : approbation des apports en nature par l'assemblée générale extraordinaire de la société absorbante (p. 3846).

ARTICLE 378-1 DE LA LOI DU 24 JUILLET 1966 (p. 3846).

Adoptés : amendements de M. Etienne Dailly, rapporteur, n° 22 : détermination du point de départ de la période à prendre en considération pour l'application du régime particulier applicable aux sociétés à actionnaire unique (p. 3846) – N° 23 : suppression de la mention des certificats de droits de vote (p. 3847) – N° 24 : non-approbation de la fusion par l'assemblée générale extraordinaire des sociétés absorbées (p. 3847) – Et n° 25 : dispense pour les sociétés absorbées de l'établissement du rapport du conseil d'administration (p. 3847).

ARTICLE 379 DE LA LOI DU 24 JUILLET 1966 (p. 3847).

Adoptés : amendements de M. Etienne Dailly, rapporteur, n° 26 : maintien de la vérification de l'évaluation des apports dans le cas d'une fusion par voie de création d'une société nouvelle sans autres apports que ceux des sociétés qui fusionnent (p. 3847) – Et n° 27 : approbation du projet de statuts de la société nouvelle par l'assemblée générale extraordinaire de chacune des sociétés qui disparaissent (p. 3847).

– L'article 5, ainsi modifié, est adopté (p. 3847).

Art. 6 *(Droits des obligataires de la société absorbante de former opposition à la fusion : substitution de l'article 381-1 nouveau de la loi du 24 juillet 1966 précitée à l'article 381 bis de ladite loi)* – Adopté (p. 3848).

Art. 7 *(Dispositions applicables aux scissions par apports à des sociétés anonymes existantes et par apports à des sociétés anonymes nouvelles : modification des articles 382 et 383 de la loi du 24 juillet 1966 précitée)* (p. 3848).

Adopté : amendement n° 28 de M. Etienne Dailly, rapporteur : application des articles 376, 377 et 378 de la loi du 24 juillet 1966 précitée aux opérations de scission par absorption de société (p. 3848).

– L'article 7, ainsi modifié, est adopté (p. 3848).

Art. 8 *(Droit des obligataires des sociétés bénéficiaires des apports de former opposition à la scission : article 384-1 nouveau de la loi du 24 juillet 1966 précitée)* (p. 3848).

Adopté : amendement n° 29 de M. Etienne Dailly, rapporteur : coordination avec les amendements n° 1 et n° 2 du même auteur (p. 3848).

– L'article 8, ainsi modifié, est adopté (p. 3848).

Art. 9 *(Protection des droits des créanciers non obligataires des sociétés participant à l'opération de scission : article 386 de la loi du 24 juillet 1966 précitée)* – Adopté (p. 3848).

Art. 10 *(Protection des droits des titulaires de titres participatifs en cas de fusion ou de scission : article 389-1 nouveau de la loi du 24 juillet 1966 précitée)* – Adopté (p. 3848).

Art. 11 *(Modification du régime des fusions et des scissions entre sociétés à responsabilité limitée : article 388 de la loi du 24 juillet 1966 précitée)* (p. 3848).

Adopté : amendement n° 30 de M. Etienne Dailly, rapporteur : coordination avec l'amendement n° 26 du même auteur (p. 3849).

– L'article 11, ainsi modifié, est adopté (p. 3849).

Après l'art. 11 (p. 3849).

Adopté : amendement n° 31 (art. additionnel) de M. Etienne Dailly, rapporteur : possibilité pour deux sociétés à responsabilité limitée, procédant à une opération d'apports partiels d'actifs, de soumettre l'opération au régime juridique des scissions de sociétés à responsabilité limitée (p. 3849).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3849).

Art. 12 *(Cas de nullité – Obligation pour le tribunal d'accorder un délai pour couvrir la nullité : article 366-1 nouveau de la loi du 24 juillet 1966 précitée)* (p. 3849).

Adoptés : amendements de M. Etienne Dailly, rapporteur, n° 32 : nullité d'une opération de fusion ou de scission en cas de défaut de dépôt de la déclaration de conformité (p. 3849) – Et n° 33 : délai accordé aux sociétés intéressées pour régulariser la situation en cas d'irrégularité susceptible d'entraîner la nullité (p. 3850).

– L'article 12, ainsi modifié, est adopté (p. 3850).

Art. 13 *(Prescription de l'action en nullité d'une fusion ou d'une scission : article 367 de la loi du 24 juillet 1966 précitée)* – Adopté (p. 3850).

Art. 14 *(Publicité de la décision judiciaire prononçant la nullité d'une fusion ou d'une scission – Effets de la décision judiciaire sur les obligations nées ou à la charge des sociétés bénéficiaires –Responsabilité des sociétés ayant participé à l'opération : article 368 de la loi du 24 juillet 1966 précitée)* (p. 3850).

Adoptés : amendements de M. Etienne Dailly, rapporteur, n° 34 : insertion d'un article 368-1 nouveau dans la loi du 24 juillet 1966 précitée comprenant les trois dispositions relatives aux nullités de fusion ou de scission prévues par cet article (p. 3850) – N° 35 : fixation par décret des modalités de la publicité d'une décision judiciaire prononçant la nullité d'une fusion ou d'une scission (p. 3850) – N° 36 : coordination avec les amendements n° 1 et n° 2 du même auteur (p. 3850) – N° 37 :

rédactionnel (p. 3850) – N° 38 : rédactionnel (p. 3851) – N° 39 : coordination avec les amendements n° 1 et n° 2 du même auteur (p. 3851) – Et n° 40 : obligations des sociétés participant à l'opération entre la date de prise d'effet de la scission et celle de la publication de la décision prononçant la nullité (p. 3851).

– L'article 14, ainsi modifié, est adopté (p. 3851).

Avant l'art. 15 (p. 3851).

Adoptés : amendements (art. additionnels) de M. Etienne Dailly, rapporteur, n° 41 : conseil d'administration des sociétés anonymes admises à la cote officielle d'une bourse de valeurs (p. 3852) – N° 42 : désignation possible de cinq administrateurs élus par le personnel salarié au conseil d'administration d'une société anonyme admise à la cote officielle d'une bourse de valeurs (p. 3852) – N° 43 : certificats d'investissement : augmentation de capital d'une société anonyme non accompagnée d'émission de nouveaux certificats d'investissement en cas de renonciation par les propriétaires desdits certificats à leur droit préférentiel de souscription (p. 3853) – N° 44 : extension des dispositions de la loi du 17 juillet 1987 sur l'épargne aux certificats d'investissement quant à l'identification des porteurs de titres (p. 3854) – Et n° 46 : instituts régionaux de participation : rectification de la rédaction d'une disposition de la loi sur l'épargne du 17 juin 1987, rédaction susceptible d'entraîner une mauvaise interprétation (p. 3857) – Amendement n° 49 (art. additionnel) de M. Albin Chalandon, ministre : en cas de fusion ou de scission, possibilité d'échanger les certificats d'investissements et les certificats de droit de vote de la société qui disparaît contre les actions de la société bénéficiaire du transfert de patrimoine (p. 3853).

Rejeté : amendement n° 45 (art. additionnel) de M. Etienne Dailly, rapporteur : modification des articles 78, 79, 85 et 87 de la loi du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales précitée : règles de constitution des sociétés commerciales ; rétablissement de la déclaration notariée par les fondateurs des souscriptions et versements (p. 3856).

– Six articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 3852, 3853, 3854 et 3857).

Art. 15 *(Application aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte)* (p. 3857).

Retiré : amendement n° 47 de M. Etienne Dailly, rapporteur : suppression de la disposition prévoyant l'application de la présente loi aux territoires d'outre-mer (p. 3857).

– L'article 15 est adopté (p. 3857).

Explications de vote sur l'ensemble : *MM. Emmanuel Hamel* (p. 3858) , *Charles Lederman* (p. 3858), *Jacques Bellanger* (p. 3858) – Grand marché intérieur (CEE).

Adoption (12 novembre 1987) (p. 3858).

2. – **Proposition de loi portant création des sociétés d'actionnariat salarié,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Jean Chérioux, sénateur, et plusieurs de ses collègues (29 avril 1987) [n° **209** (86-87)] – Renvoi à la commission des lois.

Sociétés de bourse

Voir *Bourses de valeurs,* **1**

Somme (département)

Voir *Emploi,* **1**
Questions au Gouvernement n° **124**

Sports

Voir *Lois de finances,* **1,** Services du Premier ministre - V – Jeunesse et sports
Questions au Gouvernement n° **200**

1. – **Dépôt d'un rapport du Gouvernement,** établi en application de l'article 43 de la loi de finances pour 1980, sur la gestion en 1985 des crédits du **fonds national pour le développement du sport (FNDS)** (2 avril 1987) (p. 8).

2. – **Projet de loi modifiant la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives,** PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Jacques Chirac, Premier ministre, par M. Christian Bergelin, secrétaire d'Etat chargé de la jeunesse et des sports (14 octobre 1987) [n° **53** (87-88)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Jean Delaneau (29 octobre 1987) [n° **69** (87-88)] – Urgence – Discussion (4 novembre 1987) – Adoption (4 novembre 1987) [n° **28**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (5 novembre 1987) [n° **1010**] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Henri Bayard (26 novembre 1987) [n° **1076**] – Discussion (27 novembre 1987) – Adoption (27 novembre 1987) [n° **182**].

PROMULGATION : Loi n° 87-979 du 7 décembre 1987 (*J.O.* Lois et décrets du 8 décembre 1987).

Discussion (première lecture)

(4 novembre 1987) (p. 3663, 3675).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3663, 3670) : *MM. Christian Bergelin, secrétaire d'Etat chargé de la jeunesse et des sports ; Jean Delaneau, rapporteur de la commission des affaires culturelles ; Jules Faigt, André Delelis ; Mme Hélène Luc ; MM. Louis Souvet, Maurice Schumann, président de la commission des affaires culturelles.*

Associations : *Bergelin (Christian)* (p. 3663, 3669, 3670) ; *Delaneau (Jean)* (p. 3663, 3664) ; *Luc (Hélène)* (p. 3667) ; *Souvet (Louis)* (p. 3668).

Clubs sportifs : *Bergelin (Christian)* (p. 3663, 3669, 3670) ; *Delaneau (Jean)* (p. 3663, 3664) ; *Delelis (André)* (p. 3665, 3666) ; *Faigt (Jules)* (p. 3664, 3665) ; *Luc (Hélène)* (p. 3667) ; *Souvet (Louis)* (p. 3668).

Collectivités territoriales : *Bergelin (Christian)* (p. 3669) ; *Delaneau (Jean)* (p. 3664) ; *Delelis (André)* (p. 3665, 3666) ; *Faigt (Jules)* (p. 3665).

Commissaires aux comptes : *Bergelin (Christian)* (p. 3663) ; *Delaneau (Jean)* (p. 3664) ; *Luc (Hélène)* (p. 3667) ; *Souvet (Louis)* (p. 3668).

Communauté économique européenne (CEE) : *Delelis (André)* (p. 3666).

Conseil national des activités physiques et sportives (CNAPS) : *Luc (Hélène)* (p. 3668).

Contrats de travail à durée déterminée : *Bergelin (Christian)* (p. 3670) ; *Delelis (André)* (p. 3666, 3670).

Cotisations sociales : *Delaneau (Jean)* (p. 3664).

Décrets d'application : *Bergelin (Christian)* (p. 3669) ; *Delaneau (Jean)* (p. 3664).

Entreprises : *Luc (Hélène)* (p. 3667).

Fédérations sportives : *Bergelin (Christian)* (p. 3663) ; *Delaneau (Jean)* (p. 3664).

Fiscalité : *Bergelin (Christian)* (p. 3669) ; *Delaneau (Jean)* (p. 3664) ; *Delelis (André)* (p. 3666) ; *Schumann (Maurice)* (p. 3668, 3669).

Fonds national pour le développement du sport (FNDS) : *Delelis (André)* (p. 3666) ; *Luc (Hélène)* (p. 3667).

Football : *Delelis (André)* (p. 3665, 3666) ; *Luc (Hélène)* (p. 3667).

Formation professionnelle : *Bergelin (Christian)* (p. 3670) ; *Delelis (André)* (p. 3666, 3670).

Impôts et taxes : *Delaneau (Jean)* (p. 3664) ; *Delelis (André)* (p. 3666).

Jeunesse et sports (budget) : *Bergelin (Christian)* (p. 3669) ; *Luc (Hélène)* (p. 3667).

Jeux Olympiques : *Luc (Hélène)* (p. 3668).

Publicité : *Luc (Hélène)* (p. 3667).

Salaires, traitements et indemnités : *Delelis (André)* (p. 3666).

Sociétés anonymes (SA) : *Bergelin (Christian)* (p. 3663) ; *Delaneau (Jean)* (p. 3663) ; *Souvet (Louis)* (p. 3668).

Sport de haut niveau : *Delelis (André)* (p. 3665) ; *Souvet (Louis)* (p. 3668).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3670, 3675) : *MM. Jean Delaneau, rapporteur ; Christian Bergelin, secrétaire d'Etat.*

Art. 1er *(Le statut des groupements sportifs)* (p. 3670).

Adopté : amendement n° 1 de M. Jean Delaneau, rapporteur : suppression de la référence aux sociétés sportives (p. 3670).

– L'art. 1er, dans la rédaction de l'amendement n° 1, est adopté (p. 3670).

Art. 2 *(Les clubs sportifs professionnels)* (p. 3670).

Adoptés : amendement n° 15 de M. Christian Bergelin, secrétaire d'Etat : intitulé de la section II du chapitre II du titre Ier de la loi du 16 juillet 1984 : « Les associations sportives à statut particulier » (p. 3671) ; sous-amendement n° 18 de M. Jean Delaneau, rapporteur : substitution des mots « les groupements sportifs » aux mots « les associations sportives »(p. 3671).

Retiré : amendement n° 2 de M. Jean Delaneau, rapporteur : intitulé de la section II du chapitre II du titre Ier de la loi du 16 juillet 1984 : « Le statut des groupements sportifs ayant une activité économique » (p. 3671).

– L'art. 2, dans la rédaction de l'amendement n° 15, est adopté (p. 3671).

Art. 3 *(Les règles applicables aux clubs professionnels)* (p. 3671).

Adoptés : amendement n° 3 de M. Jean Delaneau, rapporteur : statut juridique des clubs sportifs professionnels ; modalités d'exécution d'une procédure de redressement judiciaire intéressant un groupement sportif ayant constitué une société sportive (p. 3672) ; sous-amendements nos 16 et 17 de M. Christian Bergelin, secrétaire d'Etat (p. 3672).

– L'art. 3, dans la rédaction de l'amendement n° 3, est adopté (p. 3672).

Art. 4 *(Les règles particulières applicables aux clubs sportifs répondant aux conditions de l'article 11 de la loi du 16 juillet 1984 et ayant gardé la forme associative)* (p. 3672).

Adoptés : amendements de M. Jean Delaneau, rapporteur, n° 4, de coordination (p. 3672) – N° 5, rédactionnel (p. 3672) – N° 6, de coordination (p. 3672) – N° 7 : bénéfice pour les associations sportives des dispositions des articles 35 à 38 de la loi du 1er mars 1984 relative à la prévention et au règlement amiable des difficultés des entreprises (p. 3673) – Et n° 8, de coordination (p. 3673).

– L'art. 4, ainsi modifié, est adopté (p. 3673).

Art. 5 *(Délais d'application de la loi)* (p. 3673).

Adoptés : amendements de M. Jean Delaneau, rapporteur, nos 9, 10, 11 et 12, de coordination (p. 3673).

– L'art. 5, ainsi modifié, est adopté (p. 3673).

Après l'art. 5 (p. 3673).

Adopté : amendement (art. additionnel) n° 13 de M. Jean Delaneau, rapporteur : modification pour coordination des articles 13 et 15 de la loi du 16 juillet 1984 (p. 3674).

Retiré : amendement (art. additionnel) n° 14 de M. Jean Delaneau, rapporteur : interdiction faite aux groupements sportifs de déléguer tout ou partie de leur activité, sous peine de nullité des conventions (p. 3675).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3674).

Adoption (4 novembre 1987) (p. 3675).

3. – **Dépôt d'un rapport du Gouvernement**, en application de l'article 43 de la loi de finances pour 1980, sur la gestion en 1986 des crédits du **fonds national pour le développement du sport (FNDS)** (15 décembre 1987) (p. 5435).

Statistiques

1. – **Proposition de loi tendant à exclure toute référence aux prix du tabac et des boissons alcoolisées dans les indices des prix publiés par les pouvoirs publics,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Jean Delaneau, sénateur, et plusieurs de ses collègues (2 juin 1987) [n° **252** (86-87)] – Renvoi à la commission des affaires économiques.

Stupéfiants

1. – **Projet de loi relatif à la lutte contre le trafic de stupéfiants et modifiant certaines dispositions du code pénal,** PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Jacques Chirac, Premier ministre, par M. Albin Chalandon, ministre de la justice (14 mai 1987) [n° **228** (86-87)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jean-Marie Girault (3 juin 1987) [n° **257** (86-87)] – Discussion (9 juin 1987) – Adoption (9 juin 1987) [n° **78**].

NOUVEL INTITULE : **« Projet de loi tendant à la création d'un Institut national de l'enseignement, de la recherche, de l'information et de la prévention sur les toxicomanies, relatif à la lutte contre le trafic et l'usage de stupéfiants et modifiant certaines dispositions du code pénal ».**

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (10 juin 1987) [n° **834**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jean-Louis Debré (2 octobre 1987) [n° **943**] – Discussion (8 et 9 octobre 1987) – Adoption (9 octobre 1987) [n° **174**].

NOUVEL INTITULE : **Intitulé initial.**

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (13 octobre 1987) [n° **41** (87-88)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jean-Marie Girault (5 novembre 1987) [n° **86** (87-88)] – Discussion (12 novembre 1987) – Adoption (12 novembre 1987) [n° **33**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (12 novembre 1987) [n° **1031**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jean-Louis Debré (3 décembre 1987) [n° **1103**] – Discussion (19 décembre 1987) – Adoption (19 décembre 1987) [n° **219**].

PROMULGATION : Loi n° 87-1157 du 31 décembre 1987 (*J.O.* Lois et décrets du 5 janvier 1988).

Discussion (première lecture)

(9 juin 1987) (p. 1570, 1608).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1570, 1585) : *MM. Albin Chalandon, ministre de la justice ; Jean-Marie Girault, rapporteur de la commission des lois ; Michel Caldaguès, Michel Darras, Franck Sérusclat, Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, MM. Claude Huriet, Jacques Pelletier.*

Centres de soins : *Caldaguès (Michel)* (p. 1575) ; *Chalandon (Albin)* (p. 1585) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 1580) ; *Huriet (Claude)* (p. 1582) ; *Pelletier (Jacques)* (p. 1583) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 1578).

Code pénal : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 1580).

Contrôle parlementaire : *Caldaguès (Michel)* (p. 1576).

Crimes, délits et contraventions : *Chalandon (Albin)* (p. 1572) ; *Girault (Jean-Marie)* (p. 1573) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 1577).

Délinquance : *Chalandon (Albin)* (p. 1570).

Douanes : *Chalandon (Albin)* (p. 1572) ; *Darras (Michel)* (p. 1576).

Drogue (trafic) : *Caldagués (Michel)* (p. 1575) ; *Chalandon (Albin)* (p. 1571, 1572, 1583, 1585) ; *Darras (Michel)* (p. 1576) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 1579, 1580) ; *Girault (Jean-Marie)* (p. 1573) ; *Huriet (Claude)* (p. 1581) ; *Pelletier (Jacques)* (p. 1583) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 1577).

Drogues douces : *Chalandon (Albin)* (p. 1570) ; *Girault (Jean-Marie)* (p. 1573) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 1577, 1578).

Droits de l'homme : *Sérusclat (Franck)* (p. 1578).

Education surveillée : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 1580).

Etablissements pénitentiaires : *Chalandon (Albin)* (p. 1585) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 1579).

Injonction thérapeutique : *Caldagués (Michel)* (p. 1575) ; *Chalandon (Albin)* (p. 1571, 1584) ; *Huriet (Claude)* (p. 1581, 1582).

Institut national de l'enseignement, de la recherche, de l'information et de la prévention sur les toxicomanies (INERIPT) : *Girault (Jean-Marie)* (p. 1574).

Jeunesse : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 1580).

Juges d'instruction : *Darras (Michel)* (p. 1576).

Médecine : *Chalandon (Albin)* (p. 1571, 1584) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 1579) ; *Huriet (Claude)* (p. 1582).

Peines et amendes : *Chalandon (Albin)* (p. 1572) ; *Darras (Michel)* (p. 1576) ; *Girault (Jean-Marie)* (p. 1573).

Police : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 1579).

Prévention : *Caldagués (Michel)* (p. 1575, 1576) ; *Chalandon (Albin)* (p. 1571, 1584) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 1580) ; *Huriet (Claude)* (p. 1582) ; *Pelletier (Jacques)* (p. 1583).

Toxicomanie : *Caldagués (Michel)* (p. 1575, 1576) ; *Chalandon (Albin)* (p. 1570, 1571, 1584, 1585) ; *Darras (Michel)* (p. 1576) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 1579, 1580) ; *Girault (Jean-Marie)* (p. 1573, 1574) ; *Huriet (Claude)* (p. 1580, 1581, 1582) ; *Pelletier (Jacques)* (p. 1582, 1583) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 1577).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1586, 1607) : *MM. Jean-Marie Girault, rapporteur ; Albin Chalandon, ministre ; Michel Darras, Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, MM. Stéphane Bonduel, Michel Dreyfus-Schmidt, Charles Lederman, Paul Souffrin, Michel Caldagués, Jacques Larché, président de la commission des lois ; Louis Virapoullé, Maurice Schumann.*

Avant le titre premier (p. 1586).

Adopté : amendement (art. additionnel) n° 2 de M. Jean-Marie Girault, rapporteur : création d'un Institut national de l'enseignement, de la recherche, de l'information et de la prévention sur les toxicomanies, INERIPT (p. 1589).

Devenu sans objet : sous-amendement n° 30 de M. Michel Caldagués (p. 1589).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1589).

TITRE Ier

DISPOSITIONS RELATIVES A LA LUTTE CONTRE LE TRAFIC DE STUPEFIANTS

Art. 1er (*Répression du « blanchissement » des fonds provenant du trafic : article L. 627 du code de la santé publique*) (p. 1589).

Adopté : amendement n° 3 de M. Jean-Marie Girault, rapporteur : répression du « blanchissement » des fonds par tout moyen frauduleux (p. 1589).

Explication de vote sur l'article : *M. Michel Darras* (p. 1589).

– L'art. 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 1589).

Art. 2 (*Mesures conservatoires, repentis, prescription, contrainte par corps : articles L. 627-4 à L. 627-6 nouveaux du code de la santé publique*) (p. 1589).

ARTICLE L. 627-4 DU CODE DE LA SANTE PUBLIQUE (p. 1590).

Retiré : amendement n° 5 de M. Jean-Marie Girault, rapporteur, repris puis retiré à nouveau par M. Michel Dreyfus-Schmidt, rédactionnel (p. 1590).

Explications de vote sur l'article : *M. Michel Darras* (p. 1591) ; *Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis* (p. 1591).

– Le texte proposé pour l'article L. 627-4 du code de la santé publique est adopté (p. 1591).

ARTICLE L. 627-5 DU CODE DE LA SANTE PUBLIQUE (p. 1591).

Rejetés : amendement n° 16 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis : suppression du texte proposé pour cet article (p. 1592) – Amendements de M. Michel Darras, n° 18 : suppression du premier alinéa du texte proposé pour cet article (p. 1593) – Et n° 19 : suppression du deuxième alinéa du texte proposé pour cet article (p. 1593).

– Le texte proposé pour l'article L. 627-5 du code de la santé publique est adopté (p. 1593).

ARTICLE L. 627-6 DU CODE DE LA SANTE PUBLIQUE (p. 1593).

Adopté : amendement n° 10 de M. Jean-Marie Girault, rapporteur, rédactionnel (p. 1595).

Retiré : amendement n° 4 de M. Jean-Marie Girault, rapporteur, rédactionnel (p. 1595).

Rejetés : amendements de M. Michel Darras, n° 20 : suppression du premier alinéa du texte proposé pour cet article (p. 1594) – Et n° 21 : suppression du second alinéa du texte proposé pour cet article (p. 1595).

– Le texte proposé pour l'article L. 627-6 du code de la santé publique, ainsi modifié, est adopté (p. 1595).

Explication de vote sur l'ensemble de l'article 2 : *M. Michel Darras* (p. 1595, 1596).

– L'ensemble de l'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 1596).

Art. 3 (*Confiscation des biens du condamné : article L. 629 du code de la santé publique*) (p. 1596).

Adoptés : amendements de M. Jean-Marie Girault, rapporteur, n° 27 et n° 28 : modification de la numérotation des alinéas (p. 1596).

Explication de vote sur l'article : *M. Michel Darras* (p. 1596).

– L'art. 3, ainsi modifié, est adopté (p. 1596).

Art. 4 (*Fermeture administrative des lieux de trafic : article L. 629-2 du code de la santé publique*) (p. 1596).

Adopté : amendement n° 6 de M. Jean-Marie Girault, rapporteur : réduction de la durée de la fermeture administrative ordonnée par le commissaire de la République (p. 1598).

Rejeté : amendement n° 22 de M. Michel Darras : suppression de cet article (p. 1598).

– L'art. 4, ainsi modifié, est adopté (p. 1596).

Après l'art. 4 (p. 1598).

Adopté : amendement n° 23 (art. additionnel) de M. Michel Darras : allongement de la durée de fermeture des lieux de trafic ordonnée par le juge (p. 1598).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1598).

Art. 5 (*Extension, au delà des eaux territoriales, des pouvoirs de contrôle maritime du service des douanes : article 44 bis nouveau du code des douanes*) (p. 1598).

Adopté : amendement n° 31 de M. Albin Chalandon, ministre : extension à toutes les infractions aux lois et règlements des pou-

voirs de contrôle du service des douanes au delà des eaux territoriales (p. 1599).

Retiré : amendement n° 24 de M. Michel Darras, analogue à l'amendement n° 31 du Gouvernement (p. 1599).

– L'art. 5, ainsi modifié, est adopté (p. 1599).

Art. 6 (*Plafond de tonnage limitant l'intervention du service des douanes à bord des navires : article 62 du code des douanes*) (p. 1599).

Parole sur l'article : *M. Michel Dreyfus-Schmidt* (p. 1599).

– L'art. 6 est adopté (p. 1600).

TITRE II

DISPOSITIONS MODIFIANT LE CODE PENAL

Art. 7 (*Cumul des peines : articles 5 et 5-1 à 5-7 du code pénal*) (p. 1600).

Rejeté : amendement n° 17 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, soutenu par M. Charles Lederman : suppression de cet article (p. 1602).

ARTICLE 5 DU CODE PENAL (p. 1603).

Adopté : amendement n° 7 de M. Jean-Marie Girault, rapporteur, rédactionnel (p. 1603).

– Le texte proposé pour l'article 5 du code pénal est adopté (p. 1603).

ARTICLE 5-1 DU CODE PENAL (p. 1603).

Adopté : amendement n° 8 de M. Jean-Marie Girault, rapporteur, rédactionnel (p. 1603).

Retiré : amendement n° 9 de M. Jean-Marie Girault, rapporteur (p. 1603).

– Le texte proposé pour l'article 5-1 du code pénal est adopté (p. 1603).

ARTICLES 5-2 à 5-5 DU CODE PENAL – Adoptés (p. 1603, 1604).

ARTICLE 5-6 DU CODE PENAL (p. 1604).

Adopté : amendement n° 25 de M. Albin Chalandon, ministre : en matière de confusion des peines, distinction entre les mesures de grâce et les réductions de peine (p. 1604).

– Le texte proposé pour l'article 5-6 du code pénal, ainsi modifié, est adopté (p. 1604).

ARTICLE 5-7 DU CODE PENAL – Adopté (p. 1604).

– L'ensemble de l'article 7, ainsi modifié, est adopté (p. 1604).

Art. 8 (*Répression de l'insolvabilité organisée : article 404-1 du code pénal*) – Adopté (p. 1604).

Après l'art. 8 (p. 1604).

Adoptés : amendement (division additionnelle) n° 11 de M. Michel Caldaguès : « Titre III (nouveau) – Dispositions diverses » (p. 1606 ; précédemment réservé p. 1604) – Amendements (art. additionnels) de M. Michel Caldaguès, n° 12 : examen médical des militaires soupçonnés de toxicomanie (p. 1605) – Et n° 13 : extension des dispositions de la loi du 16 juillet 1949 sur les publications destinées à la jeunesse aux infractions relatives aux stupéfiants (p. 1605) – Amendement (art. additionnel) n° 26 de M. Albin Chalandon, ministre : non-application des dispositions des articles 5-1 à 5-7 du code pénal aux personnes reconnues coupables de faits commis avant l'entrée en vigueur de la présente loi (p. 1606).

Retiré : amendement (art. additionnel) n° 14 de M. Michel Caldaguès : rapport annuel sur la lutte contre le trafic et l'usage de stupéfiants (p. 1605).

– Une division additionnelle et trois articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 1605, 1606).

Intitulé (p. 1606).

Adoptés : amendement n° 15 de M. Michel Caldaguès : « Projet de loi relatif à la lutte contre le trafic et l'usage de stupéfiants et modifiant certaines dispositions du code pénal » (p. 1607) – Amendement n° 29 de M. Jean-Marie Girault, rapporteur : « Projet de loi tendant à la création d'un Institut national de l'enseignement, de la recherche, de l'information et de la prévention sur les toxicomanies, relatif à la lutte... » (p. 1606).

– L'intitulé du projet de loi, ainsi modifié, est adopté (p. 1607).

Explications de vote sur l'ensemble : *M. Maurice Schumann* (p. 1607), *Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis* (p. 1607), *MM. Louis Virapoullé* (p. 1607), *Michel Darras* (p. 1608), *Jacques Habert* (p. 1608) – Drogues (trafic), injonction thérapeutique.

Scrutin public n° 177 (p. 1608).

Adoption (9 juin 1987) (p. 1608).

Discussion (deuxième lecture)

(12 novembre 1987) (p. 3813, 3831).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3813, 3819) : *MM. Albin Chalandon, ministre de la justice ; Jean-Marie Girault, rapporteur de la commission des lois ; François Delga, Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, M. Michel Caldaguès.*

Boissons et alcools : *Delga (François)* (p. 3816).

Centre national de la recherche scientifique (CNRS) : *Delga (François)* (p. 3816).

Chômage : *Delga (François)* (p. 3816).

Code pénal : *Chalandon (Albin)* (p. 3814) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 3818) ; *Girault (Jean-Marie)* (p. 3815).

Coopération : *Chalandon (Albin)* (p. 3814) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 3817).

Cour de cassation : *Girault (Jean-Marie)* (p. 3815).

Crimes contre l'humanité : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 3818) ; *Girault (Jean-Marie)* (p. 3815).

Crimes, délits et contraventions : *Girault (Jean-Marie)* (p. 3815).

Dons et legs : *Delga (François)* (p. 3816).

Douanes : *Chalandon (Albin)* (p. 3813).

Drogue (trafic) : *Caldaguès (Michel)* (p. 3818, 3819) ; *Chalandon (Albin)* (p. 3813, 3814) ; *Delga (François)* (p. 3816) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 3817, 3818) ; *Girault (Jean-Marie)* (p. 3815).

Etablissements pénitentiaires : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 3817).

Etats-Unis d'Amérique (USA) : *Delga (François)* (p. 3816).

Etrangers : *Delga (François)* (p. 3816).

Formation professionnelle : *Delga (François)* (p. 3816).

Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) : *Delga (François)* (p. 3816).

Interdiction de séjour (étrangers) : *Chalandon (Albin)* (p. 3813).

Jeunesse : *Delga (François)* (p. 3816) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 3817, 3818).

Militaires : *Chalandon (Albin)* (p. 3814).

Parlement (rôle) : *Caldaguès (Michel)* (p. 3819).

Peines et amendes : *Chalandon (Albin)* (p. 3814) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 3817) ; *Girault (Jean-Marie)* (p. 3815).

Pouvoirs publics : *Delga (François)* (p. 3816)

Presse : *Chalandon (Albin)* (p. 3814) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 3818).

Prévention médicale : *Delga (François)* (p. 3816) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 3817, 3818) ; *Girault (Jean-Marie)* (p. 3814).

Racisme : *Chalandon (Albin)* (p. 3814) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 3818) ; *Girault (Jean-Marie)* (p. 3815).

Recherche médicale : *Delga (François)* (p. 3816) ; *Girault (Jean-Marie)* (p. 3814).

Syndrome immuno-déficitaire acquis (SIDA) : *Delga (François)* (p. 3816).

Tabacs et allumettes : *Delga (François)* (p. 3816).

Terrorisme : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 3818).

Toxicomanes (aide aux) : *Chalandon (Albin)* (p. 3813).

Toxicomanie : *Caldaguès (Michel)* (p. 3818), 3819) ; *Chalandon (Albin)* (p. 3813) ; *Delga (François)* (p. 3815) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 3817) ; *Girault (Jean-Marie)* (p. 3814, 3815).

Zones rurales : *Delga (François)* (p. 3816).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3819, 3831) : *MM. Jean-Marie Girault, rapporteur ; Albin Chalandon, ministre ; Mme Hélène Missoffe, MM. Michel Caldaguès, Louis Perrein, Charles Lederman, Rodolphe Désiré, Philippe de Bourgoing.*

Art. 1er A (p. 3819) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Adopté : amendement n° 1 de M. Jean-Marie Girault, rapporteur : rétablissement de cet article adopté par le Sénat en première lecture, créant un Institut national de l'enseignement, de la recherche, de l'information et de la prévention sur les toxicomanes ; mission de coordination et mission de recherche de cet organisme (p. 3823).

– L'article 1er A est rétabli ainsi rédigé (p. 3823).

Après l'art. 1er (p. 3823).

Rejetés : amendements (art. additionnels) de M. Michel Dreyfus-Schmidt, soutenus par M. Rodolphe Désiré, n° 6 : peines et amendes prévues par l'article L. 627 du code de la santé publique pour la participation, la création ou la direction d'un groupement dont l'activité est liée au commerce de stupéfiants (p. 3824) – N° 7 : insertion d'un alinéa nouveau dans l'article L. 627 du code de la santé publique : peines et amendes prévues pour le fait de créer ou de diriger un groupement dont l'activité est liée au commerce de stupéfiants (p. 3824) – Et n° 8 : possibilité de prononcer une ou plusieurs peines complémentaires contre tout condamné en application de l'article L. 627 du code de la santé publique (p. 3824).

Art. 1er bis – Adopté (p. 3824).

Art. 4 bis – Adopté (p. 3824).

Art. 4 ter – Adopté (p. 3824).

Art. 5 – Adopté (p. 3824).

Art. 5 bis (p. 3824).

Retiré : amendement n° 9 de M. Michel Dreyfus-Schmidt, soutenu par M. Rodolphe Désiré : article 60 bis nouveau du code des douanes : précisions supplémentaires apportées aux conditions dans lesquelles pourront être effectués certains examens médicaux permettant de détecter les stupéfiants dissimulés dans l'organisme de passeurs de frontière (p. 3825).

– L'article 5 bis est adopté (p. 3825).

Art. 7 (p. 3825).

Rejeté : amendement n° 2 de M. Jean-Marie Girault, rapporteur, proposant le remplacement de l'article 5 du code pénal par les articles 5 à 5-7 dudit code : concours d'infractions ; modalités de cumul et de confusion des peines et des infractions (p. 3828).

– L'article 7 est adopté (p. 3828).

Art. 10 (p. 3828).

Retiré : amendement n° 3 de M. Jean-Marie Girault, rapporteur : suppression de la disposition adoptée par l'Assemblée nationale insérant dans la loi du 16 juillet 1949 sur les publications destinées à la jeunesse un motif d'interdiction pour incitation à la discrimination ou à la haine raciale (p. 3829).

– L'article 10 est adopté (p. 3829).

Art. 10 bis (p. 3829).

Retiré : amendement n° 4 de M. Jean-Marie Girault, rapporteur : suppression de cet article insérant dans la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse des dispositions visant à lutter contre l'apologie des crimes contre l'humanité (p. 3830).

– L'article 10 bis est adopté (p. 3830).

Art. 11 (p. 3830).

Retiré : amendement n° 5 de M. Jean-Marie Girault, rapporteur (p. 3830).

– L'article 11 est adopté (p. 3830).

Scrutin public n° 22 (p. 3831).

Adoption (12 novembre 1987) (p. 3831).

Successions et libéralités

Voir *Entreprises*, **1**
Entreprises (transmission), **1**
Patrimoine artistique, archéologique et historique, **2**

1. – **Proposition de loi modifiant l'article 815-5, alinéa 2, du code civil, relatif à la vente d'un bien grevé d'usufruit,** PRESENTEE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, par M. Jacques Toubon, député (14 avril 1987) [n° **672**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Pierre Mazeaud (7 mai 1987) [n° **704**] – Discussion (15 juin 1987) – Adoption (15 juin 1987) [n° **119**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (16 juin 1987) [n° **281** (86-87)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Michel Rufin (24 juin 1987) [n° **315** (86-87)] – discussion (29 juin 1987) – Adoption (29 juin 1987) [n° **104**].

PROMULGATION : Loi n° 87-498 du 6 juillet 1987 (*JO* Lois et décrets du 7 juillet 1987).

Discussion (première lecture)

(29 juin 1987) (p. 2870, 2871).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2870, 2871) : *MM. Albin Chalandon, ministre de la justice ; Michel Rufin, rapporteur de la commission des lois.*

Conjoints : *Chalandon (Albin)* (p. 2870) ; *Rufin (Michel)* (p. 2870, 2871).

Cour de cassation : *Rufin (Michel)* (p. 2870).

Indivision : *Chalandon (Albin)* (p. 2870) ; *Rufin (Michel)* (p. 2870, 2871).

Usufruit : *Chalandon (Albin)* (p. 2870) ; *Rufin (Michel)* (p. 2870, 2871).

Ventes : *Chalandon (Albin)* (p. 2870) ; *Rufin (Michel)* (p. 2870, 2871).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2871)

Art. 1er *(Vente d'un bien indivis grevé d'un usufruit : article 815-5 du code civil)* – Adopté (p. 2871).

Art. 2 *(Entrée en vigueur de la réforme)* – Adopté (p. 2871).

Explication de vote sur l'ensemble : *M. Jacques Bellanger* (p. 2871).

Adoption (29 juin 1987) (p. 2871).

Suicide

Voir *Ordre public*, **2**

Suisse

Voir *Traités et conventions*, **19**

Sûreté de l'Etat

Voir *Terrorisme*, **2**

Suspension de poursuites
Voir *Immunité parlementaire,* **2 ; 3 ; 4**

Syndrome immuno-déficitaire acquis (SIDA)
Voir *Questions au Gouvernement* n° **202**

Sécurité sociale, **1,** Art. 16

Système monétaire européen (SME)
Voir *Questions orales avec débat* n° **189**

T

Tabacs et allumettes

Voir *Statistiques,* **1**

Tabagisme

Voir *Questions au Gouvernement* n° **181**

1. – **Proposition de loi tendant à compléter la loi n° 76-616 du 9 juillet 1976 relative à la lutte contre le tabagisme,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Philippe François, sénateur (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 9 juillet 1987 – 5 septembre 1987) [n° **386** (86-87)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

Tahiti

Voir *Polynésie française,* **3**

Tarifs publics

Voir *Questions orales sans débat* n° **200**

Tarn (département)

Voir *Questions orales sans débat* n° **196** ; n° **203** ; n° **240** ; n° **241**

Tarn-et-Garonne (département)

Voir *Questions au Gouvernement* n° **197**

Taxe différentielle sur les véhicules à moteur (vignette)

Voir *Automobile (industrie),* **1**
Lois de finances rectificatives, **1,** Art. 14 bis

Taxe foncière sur les propriétés non bâties

Voir *Agriculture,* **2**
Questions orales sans débat n° **139**

Taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP)

Voir *Lois de finances,* **1,** Art. 16

Taxe professionnelle

Voir *Lois de finances,* **1,** Art. 58
Questions au Gouvernement n° **166** ; n° **209**
Questions orales sans débat n° **162**

Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)

Voir *Finances locales,* **1**
Impôts et taxes, **1**
Lois de finances, **1,** Art. 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15
Prévision économique, **1**
Questions au Gouvernement n° **128** ; n° **131** ; n° **171**
Questions orales avec débat n° **189**
Sécurité sociale, **2**

Taxes parafiscales

Voir *Lois de finances,* **1**

Tchernobyl (réacteur nucléaire)

Voir *Energie nucléaire,* **1**

Technologies nouvelles

Voir *Lois de finances,* **1,** Education nationale - II – Recherche et enseignement supérieur - 1 – Recherche

Télécommunications

Voir *Lois de finances,* **1,** Postes et télécommunications (Budget annexe)
Questions au Gouvernement n° **185**

1. – **Rapport d'information,** fait, au nom de la **mission d'information sur l'avenir des télécommunications** en France et en Europe, autorisée par le Sénat le 11 juillet 1986, en application de l'article 21 du règlement, par M. Jean-Marie Rausch, sénateur (2 juin 1987) [n° **250** (86-87)].

Télévision (chaînes)

Voir *Questions au Gouvernement* n° **141**
Questions orales sans débat n° **267**

Télévisions privées

Voir *Questions au Gouvernement* n° **132**

Temps libre

Voir *Prévision économique,* **1**

Terres incultes

Voir *Agriculture,* **2**

Territoires d'outre-mer (TOM)

Voir *Allocutions et communications,* **8** ; **9**
Lois de finances, **1,** Départements et territoires d'outre-mer
Nouvelle-Calédonie, **1** ; **4**

1. – **Proposition de loi tendant à instituer l'élection d'un maire délégué dans les chefs-lieux des communes associées dans les territoires de la Nouvelle-Calédonie et dépendances et de la Polynésie française,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Daniel Millaud, sénateur (23 novembre 1987) [n° **105** (87-88)] – Renvoi à la commission des lois.

Terrorisme

Voir *Procédure pénale,* **1**
Questions au Gouvernement n° **198**
Questions orales sans débat n° **222**
Traités et conventions, **20** ; **21**

1. – **Proposition de loi tendant à assimiler les victimes d'attentats terroristes à des victimes civiles de guerre,** PRESENTEE AU

SENAT, par M. Pierre Lacour, sénateur (7 octobre 1987) [n° **35** (87-88)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Dessaisissement de cette commission et renvoi à la commission des lois (5 novembre 1987) (p. 3731).

2. – **Proposition de loi tendant à modifier l'article 9 de la loi n° 86-1020 du 9 septembre 1986 relative à la lutte contre le terrorisme et aux atteintes à la sûreté de l'Etat,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Charles de Cuttoli, sénateur (19 novembre 1987) [n° **101** (87-88)] – Renvoi à la commission des lois.

Textile (industrie)

Voir *Questions au Gouvernement* n° **217** ; n° **231**
Questions orales avec débat n° **123**
Questions orales sans débat n° **169**

Tibet

Voir *Questions au Gouvernement* n° **199**

Tourisme

Voir *Lois de finances,* **1,** Industrie, P et T et tourisme - II – Tourisme
Questions au Gouvernement n° **133**
Questions orales sans débat n° **240** ; n° **253**

1. – **Proposition de loi tendant à adapter aux exigences du développement du tourisme certaines dispositions du code des débits de boissons,** PRESENTEE AU SENAT par M. Guy Malé, sénateur, et plusieurs de ses collègues (16 octobre 1986) [n° **13** (86-87)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport de M. Jean Puech (6 mai 1987) [n° **218** (86-87)] – Discussion (3 juin 1987) – Adoption (3 juin 1987) [n° **75**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (5 juin 1987) [n° **829**] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Henri Bouvet (18 juin 1987) [n° **880**] – Discussion (26 juin 1987) – Adoption (26 juin 1987) [n° **138**].

PROMULGATION : Loi n° 87-508 du 9 juillet 1987 (J.O. Lois et décrets du 11 juillet 1987).

Discussion des conclusions du rapport

(3 juin 1987) (p. 1469, 1473).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1469, 1472) : *MM. Jean Puech, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Jean-Jacques Descamps, secrétaire d'Etat chargé du tourisme ; Louis Minetti.*

Alcoolisme : *Minetti (Louis)* (p. 1471) ; *Puech (Jean)* (p. 1470).

Débits de boissons : *Descamps (Jean-Jacques)* (p. 1470, 1471) ; *Minetti (Louis)* (p. 1471) ; *Puech (Jean)* (p. 1470).

Hôtellerie et restauration : *Descamps (Jean-Jacques)* (p. 1471) ; *Minetti (Louis)* (p. 1471) ; *Puech (Jean)* (p. 1470).

Tourisme : *Puech (Jean)* (p. 1469).

Toxicomanie : *Puech (Jean)* (p. 1470).

Villages de vacances : *Descamps (Jean-Jacques)* (p. 1471) ; *Descamps (Jean-Jacques)* (p. 1470).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1472, 1473) : *MM. Paul Robert, Hubert Haenel, Jean Puech, rapporteur ; Jean-Jacques Descamps, secrétaire d'Etat ; Louis Minetti.*

Art. 1er *(Modification du régime de la petite licence restaurant : article L. 23 du code des débits de boissons)* – Adopté (p. 1472).

Art. 2 *(Extension des dérogations à l'interdiction d'exploiter plus d'un débit de boissons : article L. 29 du code des débits de boissons)* – Adopté (p. 1472).

Après l'art. 2.

Adopté : amendement n° 1 (art. additionnel) de M. Paul Robert : possibilité pour le représentant de l'Etat dans le département d'autoriser le maintien ou l'installation des débits de boissons à consommer sur place dans les communes de moins de 2000 habitants lorsque les nécessités touristiques le justifient (p. 1473).

Devenu sans objet : amendement n° 2 (art. additionnel) de M. Hubert Haenel : possibilité pour le représentant de l'Etat dans le département d'autoriser le maintien ou l'installation de débits de boissons à consommer sur place dans les communes de moins de 2000 habitants situées en zone de montagne ou en zone défavorisée (p. 1473).

– Un article additionnel est inséré dans la proposition de loi (p. 1473)

Adoption (3 juin 1987) (p. 1473).

Toxicomanie

Voir *Etablissements pénitentiaires,* **2**
Stupéfiants, **1**

Train à grande vitesse (TGV)

Voir *Liaison fixe transmanche,* **1**
Questions au Gouvernement n° **160**
Questions orales sans débat n° **185**

Traités et conventions

Voir *Procédure pénale,* **1**
Questions au Gouvernement n° **184**

1. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'un protocole modifiant la convention de Bruxelles du 29 novembre 1969 sur la responsabilité civile pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures (ensemble une annexe),** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Jacques Chirac, Premier ministre, par M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères (15 octobre 1986) [n° **402**] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Hector Rolland (27 novembre 1986) [n° **501**] – Discussion (12 décembre 1986) – Adoption (12 décembre 1986) [n° **59**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (15 décembre 1986) [n° **113** (86-87)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Pierre Merli (15 décembre 1986) [n° **115** (86-87)] – Discussion (2 avril 1987) – Adoption (2 avril 1987) [n° **50**].

PROMULGATION : Loi n° 87-272 du 16 avril 1987 (*JO* Lois et décrets du 18 avril 1987).

Discussion (première lecture)

(2 avril 1987) (p. 9, 11).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 10, 11) : *MM. Didier Bariani, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères ; Pierre Merli, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

Hydrocarbures : *Bariani (Didier)* (p. 10) ; *Merli (Pierre)* (p. 10).

Navires : *Bariani (Didier)* (p. 10) ; *Merli (Pierre)* (p. 10).

Pollution (mer) : *Bariani (Didier)* (p. 10) ; *Merli (Pierre)* (p. 10).

Responsabilité civile : *Bariani (Didier)* (p. 10) ; *Merli (Pierre)* (p. 10).

Zone économique exclusive (ZEE) : *Bariani (Didier)* (p. 10) ; *Merli (Pierre)* (p. 10).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 11) : *MM. Louis Virapoullé, Pierre Merli, rapporteur.*

Art. unique *(Responsabilité civile pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures : modification de la convention de Bruxelles du 29 novembre 1969)* – Adopté (p. 11).

Adoption (2 avril 1987) (p. 11).

2. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'un protocole modifiant la convention de Bruxelles du 18 décembre 1971 portant création d'un fonds international d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Jacques Chirac, Premier ministre, par M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères (16 octobre 1986) [n° **403**] – Rapport de M. Hector Rolland (27 novembre 1986) [n° **502**] – Discussion (12 décembre 1986) – Adoption (12 décembre 1986) [n° **60**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (15 décembre 1986) [n° **114** (86-87)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Pierre Merli (15 décembre 1986) [n° **116** (86-87)] – Discussion (2 avril 1987) – Adoption (2 avril 1987) [n° **51**].

PROMULGATION : Loi n° 87-273 du 16 avril 1987 (*JO* Lois et décrets du 18 avril 1987).

Discussion (première lecture)

(2 avril 1987) (p. 11, 12).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 10, 11) : *MM. Didier Bariani, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères ; Pierre Merli, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

Fonds international d'indemnisation : *Bariani (Didier)* (p. 11) ; *Merli (Pierre)* (p. 12).

Sociétés pétrolières : *Bariani (Didier)* (p. 11) ; *Merli (Pierre)* (p. 12).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 12) : *M. Louis Virapoullé.*

Art. unique *(Fonds international d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures : modification de la convention de Bruxelles du 18 décembre 1971 portant création de ce fonds)* – Adopté (p. 12).

Adoption (2 avril 1987) (p. 12).

3. – **Projet de loi autorisant l'approbation du protocole additionnel à la convention de 1979 sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance, relatif au financement à long terme du programme concerté de surveillance continue et d'évaluation du transport à longue distance des polluants atmosphériques en Europe (EMEP),** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Jacques Chirac, Premier ministre, par M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères (8 octobre 1986) [n° **374**] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Guy Vadepied (11 décembre 1986) [n° **534**] – Discussion (12 décembre 1986) – Adoption (12 décembre 1986) [n° **66**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (15 décembre 1986) [n° **117** (86-87)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Pierre Merli (3 avril 1987) [n° **164** (86-87)] – Discussion (18 juin 1987) – Adoption (18 juin 1987) [n° **88**].

PROMULGATION : Loi n° 87-486 du 2 juillet 1987 *(JO* Lois et décrets du 4 juillet 1987).

Discussion (première lecture)

(18 juin 1987) (p. 2005, 2007).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2005, 2007) : *MM. Bernard Bosson, ministre chargé des affaires européennes ; Pierre Merli, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) : *Bosson (Bernard)* (p. 2006) ; *Merli (Pierre)* (p. 2006).

Communauté économique européenne (CEE) : *Bosson (Bernard)* (p. 2005) ; *Merli (Pierre)* (p. 2006).

Europe : *Bosson (Bernard)* (p. 2005) ; *Merli (Pierre)* (p. 2006).

Norvège : *Bosson (Bernard)* (p. 2005).

Pollution atmosphérique : *Bosson (Bernard)* (p. 2005, 2006) ; *Merli (Pierre)* (p. 2006).

Pollutions et nuisances : *Bosson (Bernard)* (p. 2006) ; *Merli (Pierre)* (p. 2006).

Responsabilité civile : *Merli (Pierre)* (p. 2006).

Union des Républiques socialistes soviétiques (URSS) : *Bosson (Bernard)* (p. 2005).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 2006)

Art. unique *(Approbation du protocole additionnel à la convention de Genève du 13 novembre 1979 sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance, fait à Genève le 28 septembre 1984)* – Adopté (p. 2007).

Adoption (18 juin 1987) (p. 2007).

4. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention d'assistance administrative mutuelle en matière de lutte contre la fraude douanière entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Burkina Faso,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Jacques Chirac, Premier ministre, par M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères (8 octobre 1986) [n° **375**] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. François Loncle (12 décembre 1986) [n° **553**] – Discussion (16 décembre 1986) – Adoption (16 décembre 1986) [n° **70**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (17 décembre 1986) [n° **121** (86-87)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Jean-Pierre Bayle (15 avril 1987) [n° **181** (86-87)] – Discussion (18 juin 1987) – Adoption (18 juin 1987) [n° **89**].

PROMULGATION : Loi n° 87-490 du 2 juillet 1987 *(JO* Lois et décrets du 4 juillet 1987).

Discussion (première lecture)

(18 juin 1987) (p. 2007, 2009).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2007, 2009) : *MM. Bernard Bosson, ministre chargé des affaires européennes ; Jean-Pierre Bayle, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

Burkina Faso : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 2007, 2008) ; *Bosson (Bernard)* (p. 2007).

Commerce international : *Bosson (Bernard)* (p. 2007).

Coopération : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 2008).

Douanes : *Bosson (Bernard)* (p. 2007).

Fonds monétaire international (FMI) : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 2008).

Fraude douanière : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 2008) ; *Bosson (Bernard)* (p. 2007).

Nouvelle-Calédonie : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 2008).

Organisation des Nations unies (ONU) : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 2008).

Transports : *Bosson (Bernard)* (p. 2007).

Transports de marchandises : *Bosson (Bernard)* (p. 2007).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 2009)

Art. unique *(Approbation de la convention d'assistance administrative mutuelle en matière de lutte contre la fraude douanière entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Burkina Faso, signé à Paris le 4 février 1986)* – Adopté (p. 2009).

Adoption (18 juin 1987) (p. 2009).

5. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord de coopération en matière économique et financière entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Burkina Faso,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M.

Jacques Chirac, Premier ministre, par M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères (12 novembre 1986) [n° **440**] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. François Loncle (12 novembre 1986) [n° **552**] – Discussion (16 décembre 1986) – Adoption (16 décembre 1986) [n° **71**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (17 décembre 1986) [n° **122** (86-87)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Jean-Pierre Bayle (15 avril 1987) [n° **182** (86-87)] – Discussion (18 juin 1987) – Adoption (18 juin 1987) [n° **90**].

PROMULGATION : Loi n° 87-489 du 2 juillet 1987 *(JO* Lois et décrets du 4 juillet 1987).

Discussion (première lecture)

(18 juin 1987) (p. 2009, 2010).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2009, 2010) : *MM. Bernard Bosson, ministre chargé des affaires européennes ; Jean-Pierre Bayle, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

Burkina Faso : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 2010) ; *Bosson (Bernard)* (p. 2009).

Conventions de Lomé : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 2010).

Coopération économique : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 2010) ; *Bosson (Bernard)* (p. 2009).

Développement économique : *Bosson (Bernard)* (p. 2009).

Fiscalité : *Bosson (Bernard)* (p. 2009).

Impôts et taxes : *Bosson (Bernard)* (p. 2009).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 2010)

Art. unique *(Approbation de l'accord de coopération en matière économique et financière entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Burkina Faso, signé à Paris le 4 février 1986)* – Adopté (p. 2010).

Adoption (18 juin 1987) (p. 2010).

6. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention relative à la coopération en matière de recherche scientifique et technique entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Burkina Faso,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Jacques Chirac, Premier ministre, par M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères (12 novembre 1986) [n° **439**] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. François Loncle (12 décembre 1986) [n° **551**] – Discussion (16 décembre 1986) – Adoption (16 décembre 1986) [n° **72**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (17 décembre 1986) [n° **123** (86-87)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Jean-Pierre Bayle (15 avril 1987) [n° **183** (86-87)] – Discussion (18 juin 1987) – Adoption (18 juin 1987) [n° **91**].

PROMULGATION : Loi n° 87-488 du 2 juillet 1987 *(JO* Lois et décrets du 4 juillet 1987).

Discussion (première lecture)

(18 juin 1987) (p. 2010, 2011).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2010, 2011) : *MM. Bernard Bosson, ministre chargé des affaires européennes ; Jean-Pierre Bayle, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

Burkina Faso : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 2010) ; *Bosson (Bernard)* (p. 2010).

Coopération culturelle, scientifique et technique : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 2010).

Douane (droits) : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 2010) ; *Bosson (Bernard)* (p. 2010).

Fiscalité : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 2010) ; *Bosson (Bernard)* (p. 2010).

Recherche : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 2010) ; *Bosson (Bernard)* (p. 2010).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 2011)

Art. unique *(Approbation de la convention relative à la coopération en matière de recherche scientifique et technique entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Burkina Faso, signée à Paris le 4 février 1986)* – Adopté (p. 2011).

Adoption (18 juin 1987) (p. 2011).

7. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord de coopération culturelle et technique entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Zimbabwe,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Jacques Chirac, Premier ministre, par M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères (12 novembre 1986) [n° **442**] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Robert Montdargent (11 décembre 1986) [n° **539**] – Discussion (16 décembre 1986) – Adoption (16 décembre 1986) [n° **73**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (17 décembre 1986) [n° **124** (86-87)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Xavier de Villepin (15 avril 1987) [n° **180** (86-87)] – Discussion (18 juin 1987) – Adoption (18 juin 1987) [n° **92**].

PROMULGATION : Loi n° 87-487 du 2 juillet 1987 *(JO* Lois et décrets du 4 juillet 1987).

Discussion (première lecture)

(18 juin 1987) (p. 2011, 2012).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2011, 2012) : *MM. Bernard Bosson, ministre chargé des affaires européennes ; Xavier de Villepin, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

Commerce extérieur : *Villepin (Xavier de)* (p. 2012).

Coopération culturelle, scientifique et technique : *Bosson (Bernard)* (p. 2011) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 2011, 2012).

Douane (droits) : *Bosson (Bernard)* (p. 2011).

Enseignement : *Bosson (Bernard)* (p. 2011).

Formation professionnelle : *Bosson (Bernard)* (p. 2011).

Impôt sur le revenu : *Bosson (Bernard)* (p. 2011).

Langue et culture françaises : *Bosson (Bernard)* (p. 2011) ; *Habert (Jacques)* (p. 2012).

Politique étrangère : *Villepin (Xavier de)* (p. 2012).

Zimbabwe : *Bosson (Bernard)* (p. 2011) ; *Habert (Jacques)* (p. 2012) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 2011).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 2012)

Art. unique *(Approbation de l'accord de coopération culturelle et technique entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Zimbabwe, signé à Harare le 17 mars 1986)* – Adopté (p. 2012).

Adoption (18 juin 1987) (p. 2010).

8. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention sur la représentation en matière de vente internationale de marchandises,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Jacques Chirac, Premier ministre, par M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères (12 novembre 1986) [n° **441**] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Aymeri de Montesquiou (11 décembre 1986) [n° **538**] – Discussion (16 décembre 1986) – Adoption (16 décembre 1986) [n° **74**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (17 décembre 1986) [n° **125** (86-87)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Pierre Matraja (3 avril 1987) [n° **165** (86-87)] – Discussion (18 juin 1987) – Adoption (18 juin 1987) [n° **93**].

PROMULGATION : Loi n° 87-485 du 2 juillet 1987 (*JO* Lois et décrets du 4 juillet 1987).

Discussion (première lecture)

(18 juin 1987) (p. 2012, 2014).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2012, 2013) : *MM. Bernard Bosson, ministre chargé des affaires européennes ; Pierre Matraja, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) : *Matraja (Pierre)* (p. 2013).

Commerce international : *Bosson (Bernard)* (p. 2012) ; *Matraja (Pierre)* (p. 2013).

Communauté économique européenne (CEE) : *Bosson (Bernard)* (p. 2012) ; *Matraja (Pierre)* (p. 2013).

Droit des affaires : *Bosson (Bernard)* (p. 2012) ; *Matraja (Pierre)* (p. 2013).

Pays en voie de développement (PVD) : *Bosson (Bernard)* (p. 2012) ; *Matraja (Pierre)* (p. 2013).

Pays socialistes : *Bosson (Bernard)* (p. 2012).

Ventes : *Bosson (Bernard)* (p. 2013) ; *Matraja (Pierre)* (p. 2013).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 2014)

Art. unique *(Approbation de la convention sur la représentation en matière de vente internationale de marchandises, faite à Genève le 17 février 1983)* – Adopté (p. 2014).

Adoption (18 juin 1987) (p. 2014).

9. – **Projet de loi autorisant la ratification du traité entre la République française et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord concernant la construction et l'exploitation par des sociétés privées concessionnaires d'une liaison fixe trans-Manche,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Jacques Chirac, Premier ministre, par M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères (2 avril 1987) [n° **610**] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Daniel Goulet (2 avril 1987) [n° **624**] – Discussion (22 avril 1987) – Adoption (22 avril 1987) [n° **93**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (23 avril 1987) [n° **198** (86-87)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Pour avis à la commission des affaires économiques – Rapport de M. Roger Poudonson (27 mai 1987) [n° **248** (86-87)] – Avis de M. Josselin de Rohan (6 mai 1987) [n° **217** (86-87)] – Discussion (3 juin 1987) – (Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 199 – Transports 1) – Adoption (3 juin 1987) [n° **76**].

PROMULGATION : Loi n° 87-383 du 15 juin 1987 (J.O. Lois et décrets du 16 juin 1987).

Discussion (première lecture)

(3 juin 1987) (p. 1473, 1495).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1473, 1494) (Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 199 – Transports 1) : *MM. Bernard Bosson, ministre chargé des affaires européennes ; Jacques Douffiagues, ministre chargé des transports ; Roger Poudonson, rapporteur de la commission des affaires étrangères ; Josselin de Rohan, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; Claude Prouvoyeur, Henri Collette, Robert Pontillon, Daniel Percheron, Roland Grimaldi, Jean-Luc Bécart, Louis de Catuelan.*

Aménagement du territoire : *Douffiagues (Jacques)* (p. 1494) ; *Grimaldi (Roland)* (p. 1487) ; *Rohan (Josselin de)* (p. 1480).

Banque européenne d'investissement (BEI) : *Bosson (Bernard)* (p. 1474) ; *Douffiagues (Jacques)* (p. 1476) ; *Pontillon (Robert)* (p. 1484) ; *Poudonson (Roger)* (p. 1478).

Comité interministériel pour l'aménagement du territoire (CIAT) : *Douffiagues (Jacques)* (p. 1477, 1491, 1494).

Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 1489).

Communauté économique européenne (CEE) : *Bosson (Bernard)* (p. 1474, 1475) ; *Grimaldi (Roland)* (p. 1487) ; *Pontillon (Robert)* (p. 1485) ; *Poudonson (Roger)* (p. 1478, 1479).

Concessions de service public : *Bosson (Bernard)* (p. 1474, 1490) ; *Douffiagues (Jacques)* (p. 1475, 1476) ; *Pontillon (Robert)* (p. 1484) ; *Poudonson (Roger)* (p. 1478) ; *Rohan (Josselin de)* (p. 1480).

Emploi : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 1489, 1490) ; *Catuelan (Louis de)* (p. 1490) ; *Collette (Henri)* (p. 1483) ; *Douffiagues (Jacques)* (p. 1476, 1493, 1494) ; *Percheron (Daniel)* (p. 1486) ; *Prouvoyeur (Claude)* (p. 1482).

Environnement : *Collette (Henri)* (p. 1483) ; *Douffiagues (Jacques)* (p. 1493).

Fonds de développement du littoral : *Douffiagues (Jacques)* (p. 1491) ; *Percheron (Daniel)* (p. 1486).

Grand marché intérieur (CEE) : *Bosson (Bernard)* (p. 1475).

Liaison fixe transmanche : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 1488, 1489) ; *Bosson (Bernard)* (p. 1474, 1475) ; *Catuelan (Louis de)* (p. 1490) ; *Collette (Henri)* (p. 1482, 1483, 1484) ; *Douffiagues (Jacques)* (p. 1475, 1476, 1492, 1493) ; *Grimaldi (Roland)* (p. 1487, 1488) ; *Percheron (Daniel)* (p. 1486) ; *Pontillon (Robert)* (p. 1484, 1485) ; *Poudonson (Roger)* (p. 1477, 1478, 1479) ; *Prouvoyeur (Claude)* (p. 1481) ; *Rohan (Josselin de) (p. 1479, 1480).*

Liaison fixe transmanche (financement) : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 1489) ; *Bosson (Bernard)* (p. 1474, 1490) ; *Douffiagues (Jacques)* (p. 1475, 1476) ; *Percheron (Daniel)* (p. 1486) ; *Pontillon (Robert)* (p. 1484) ; *Poudonson (Roger)* (p. 1478) ; *Rohan (Josselin de)* (p. 1479, 1480).

Nord-Pas-de-Calais (région) : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 1488, 1489, 1490) ; *Bosson (Bernard)* (p. 1475) ; *Douffiagues (Jacques)* (p. 1476) ; *Grimaldi (Roland)* (p. 1488) ; *Percheron (Daniel)* (p. 1486, 1487) ; *Prouvoyeur (Claude)* (p. 1481) ; *Rohan (Josselin de)* (p. 1481).

Planification : *Grimaldi (Roland)* (p. 1488).

Ports : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 1490) ; *Collette (Henri)* (p. 1483) ; *Douffiagues (Jacques)* (p. 1491, 1492) ; *Percheron (Daniel)* (p. 1486) ; *Prouvoyeur (Claude)* (p. 1481, 1482) ; *Rohan (Josselin de)* (p. 1481).

Royaume-Uni : *Bosson (Bernard)* (p. 1475) ; *Rohan (Josselin de)* (p. 1479).

Réseau routier et autoroutier : *Collette (Henri)* (p. 1482, 1484) ; *Douffiagues (Jacques)* (p. 1477, 1493, 1494) ; *Grimaldi (Roland)* (p. 1488) ; *Percheron (Daniel)* (p. 1486) ; *Pontillon (Robert)* (p. 1485) ; *Rohan (Josselin de)* (p. 1481).

Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) : *Bosson (Bernard)* (p. 1474).

Tourisme : *Collette (Henri)* (p. 1484) ; *Douffiagues (Jacques)* (p. 1491, 1492) ; *Grimaldi (Roland)* (p. 1488) ; *Prouvoyeur (Claude)* (p. 1482) ; *Rohan (Josselin de)* (p. 1481).

Train à grande vitesse (TGV) (Nord) : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 1490) ; *Collette (Henri)* (p. 1482, 1483) ; *Douffiagues (Jacques)* (p. 1477, 1491, 1492, 1493, 1494) ; *Grimaldi (Roland)* (p. 1488) ; *Percheron (Daniel)* (p. 1487) ; *Pontillon (Robert)* (p. 1485) ; *Prouvoyeur (Claude)* (p. 1482) ; *Rohan (Josselin de)* (p. 1481).

Traités et conventions : *Bosson (Bernard)* (p. 1474) ; *Douffiagues (Jacques)* (p. 1475, 1476) ; *Pontillon (Robert)* (p. 1484, 1485) ; *Poudonson (Roger)* (p. 1477, 1478) ; *Rohan (Josselin de)* (p. 1479).

Transports : *Catuelan (Louis de)* (p. 1490) ; *Douffiagues (Jacques)* (p. 1476).

Transports ferroviaires : *Collette (Henri) (p. 1482) ; Douffiagues (Jacques)* (p. 1477, 1492) ; *Pontillon (Robert)* (p. 1485) ; *Prouvoyeur (Claude)* (p. 1482) ; *Rohan (Josselin de)* (p. 1481).

Zones franches : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 1490).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 1494, 1495)

Art. unique *(Autorisation de ratification du traité entre la République française et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, concernant la construction et l'exploitation par des sociétés privées concessionnaires d'une liaison fixe transmanche, signé à Cantorbéry le 12 février 1986)* (p. 1495).

Scrutin public n° 176 (p. 1495).

Adoption (3 juin 1987) (p. 1495).

10. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Turquie en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu (ensemble un protocole),** PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Jacques Chirac, Premier ministre, par M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères (3 juin 1987) [n° **261** (86-87)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Josy Moinet (2 octobre 1987) [n° **8** (87-88)] – Discussion (3 novembre 1987) – Adoption (3 novembre 1987) [n° **9**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (5 novembre 1987) [n° **1015**] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Edouard Frédéric-Dupont (10 décembre 1987) [n° **1134**] – Discussion (20 décembre 1987) – Adoption (20 décembre 1987) [n° **228**].

PROMULGATION : Loi n° 88-6 du 4 janvier 1988 (*J.O.* Lois et décrets du 5 janvier 1988).

Discussion (première lecture)

(3 novembre 1987) (p. 3624, 3625).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3624, 3625) : *MM. Didier Bariani, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères ; Josy Moinet, rapporteur de la commission des finances.*

Commerce extérieur : *Moinet (Josy)* (p. 3624).

Impositions (doubles) : *Bariani (Didier)* (p. 3624).

Impôt sur le revenu : *Bariani (Didier)* (p. 3624).

Impôt sur les sociétés : *Bariani (Didier)* (p. 3624) ; *Moinet (Josy)* (p. 3625).

Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) : *Bariani (Didier)* (p. 3624) ; *Moinet (Josy)* (p. 3624, 3625).

Turquie : *Moinet (Josy)* (p. 3624).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 3625)

Art. unique *(Autorisation d'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Turquie en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu, faite à Paris le 18 février 1987)* (p. 3625).

Adoption (3 novembre 1987) (p. 3625).

11. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne relative à la délimitation des frontières maritimes dans la région des Bouches de Bonifacio,** PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Jacques Chirac, Premier ministre, par M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères (3 juin 1987) [n° **262** (86-87)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Pierre Matraja (9 octobre 1987) [n° **40** (87-88)] – Discussion (3 novembre 1987) – Adoption (3 novembre 1987) [n° **13**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (5 novembre 1987) [n° **1017**] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Charles Ehrmann (26 novembre 1987) [n° **1079**] – Discussion (1er décembre 1987) – Adoption (1er décembre 1987) [n° **187**].

PROMULGATION : Loi n° 87-992 du 10 décembre 1987 (*J.O.* Lois et décrets du 11 janvier 1987).

Discussion (première lecture)

(3 novembre 1987) (p. 3629, 3630).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3629) : *MM. Didier Bariani, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères ; Claude Estier, en remplacement de M. Pierre Matraja, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

Droit de la mer : *Bariani (Didier)* (p. 3629) ; *Estier (Claude)* (p. 3629).

Mer territoriale : *Bariani (Didier)* (p. 3629) ; *Estier (Claude)* (p. 3629).

Pêche : *Bariani (Didier)* (p. 3629) ; *Estier (Claude)* (p. 3629).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 3630)

Art. unique *(Autorisation d'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne relative à la délimitation des frontières maritimes dans la région des Bouches de Bonifacio, signée à Paris le 28 novembre 1986)* (p. 3630).

Adoption (3 novembre 1987) (p. 3630).

12. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'un Accord international sur le blé de 1986 comprenant la Convention sur le commerce du blé et la Convention relative à l'aide alimentaire,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Jacques Chirac, Premier ministre, par M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères (2 avril 1987) [n° **613**] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. André Bellon (30 avril 1987) [n° **698**] – Discussion (15 juin 1987) – Adoption (15 juin 1987) [n° **112**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (16 juin 1987) [n° **274** (86-87)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Paul Robert (25 juin 1987) [n° **322** (86-87)] – Discussion (30 juin 1987) – Adoption (30 juin 1987) [n° **110**].

PROMULGATION : Loi n° 87-537 du 15 juillet 1987 (*JO* Lois et décrets du 17 juillet 1987).

Discussion (première lecture)

(30 juin 1987) (p. 2904, 2907).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2904, 2907) : *MM. Didier Bariani, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères ; Paul Robert, rapporteur de la commission des affaires étrangères ; Jean Garcia ; Claude Estier.*

Accords internationaux : *Bariani (Didier)* (p. 2904) ; *Robert (Paul)* (p. 2904, 2905).

Afrique : *Garcia (Jean)* (p. 2906).

Aide alimentaire : *Bariani (Didier)* (p. 2904, 2907) ; *Estier (Claude)* (p. 2907) ; *Garcia (Jean)* (p. 2906, 2907) ; *Robert (Paul)* (p. 2905).

Blé : *Bariani (Didier)* (p. 2904) ; *Robert (Paul)* (p. 2904, 2905).

Céréales : *Bariani (Didier)* (p. 2904).

Commerce international : *Bariani (Didier)* (p. 2904) ; *Robert (Paul)* (p. 2905).

Communauté économique européenne (CEE) : *Bariani (Didier)* (p. 2904, 2907) ; *Robert (Paul)* (p. 2905).

Faim dans le monde : *Garcia (Jean)* (p. 2905, 2906, 2907).

Nouvel ordre économique international (NOEI) : *Garcia (Jean)* (p. 2906).

Pays en voie de développement (PVD) : *Bariani (Didier)* (p. 2904, 2907) ; *Estier (Claude)* (p. 2907) ; *Garcia (Jean)* (p. 2906) ; *Robert (Paul)* (p. 2905).

Pays en voie de développement (PVD) (endettement) : *Garcia (Jean)* (p. 2906).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 2907)

Art. unique (*Autorisation d'approbation de l'Accord international sur le blé de 1986 comprenant la Convention sur le commerce du blé, faite à Londres le 14 mars 1986, et la Convention relative à l'aide alimentaire, faite à Londres le 13 mars 1986)* – Adopté (p. 2907).

Adoption (30 juin 1987) (p. 2907).

13. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire hongroise sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Jacques Chirac, Premier ministre, par M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères (2 avril 1987) [n° **612**] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Pierre Raynal (30 avril 1987) [n° **697**] – Discussion (15 juin 1987) – Adoption (15 juin 1987) [n° **113**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (16 juin 1987) [n° **275** (86-87)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Jean Garcia (25 juin 1987) [n° **321** (86-87)] – Discussion (30 juin 1987) – Adoption (30 juin 1987) [n° **112**].

PROMULGATION : Loi n° 87-522 du 10 juillet 1987 (*JO* Lois et décrets du 12 juillet 1987).

Discussion (première lecture)

(30 juin 1987) (p. 2911, 2913).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2911, 2912) : *MM. Didier Bariani, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères ; Jean Garcia, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

Arbitrage (droit international) : *Bariani (Didier)* (p. 2911).

Commerce extérieur : *Bariani (Didier)* (p. 2911) ; *Garcia (Jean)* (p. 2912).

Coopération économique : *Bariani (Didier)* (p. 2912) ; *Garcia (Jean)* (p.2912).

Hongrie : *Bariani (Didier)* (p. 2911, 2912) ; *Garcia (Jean)* (p. 2912).

Investissements français à l'étranger : *Bariani (Didier)* (p. 2911, 2912) ; *Garcia (Jean)* (p. 2912).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 2912)

Art. unique (*Autorisation d'approbation de l'Accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire hongroise sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements, signé à Paris le 6 novembre 1986)* – Adopté (p. 2912).

Explication de vote sur l'ensemble : *M. Paul Souffrin* (p. 2912, 2913).

Adoption (30 juin 1987) (p. 2913).

14. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'un avenant à la convention fiscale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République gabonaise tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance réciproque en matière fiscale,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Jacques Chirac, Premier ministre, par M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères (15 avril 1987) [n° **680**] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Jacques Godfrain (11 juin 1987) [n° **839**] – Discussion (15 juin 1987) – Adoption (15 juin 1987) [n° **114**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (16 juin 1987) [n° **276** (86-87)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Josy Moinet (2 octobre 1987) [n° **9** (87-88)] – Discussion (3 novembre 1987) – Adoption (3 novembre 1987) [n° **10**].

PROMULGATION : Loi n° 87-928 du 18 novembre 1987 (*J.O.* Lois et décrets du 19 novembre 1987).

Discussion (première lecture)

(3 novembre 1987) (p. 3625, 3626).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3625, 3626) : *MM. Didier Bariani, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères ; Josy Moinet, rapporteur de la commission des finances.*

Afrique : *Bariani (Didier)* (p. 3626) ; *Moinet (Josy)* (p. 3625).

Aide au développement : *Bariani (Didier)* (p. 3626) ; *Moinet (Josy)* (p. 3625).

Gabon : *Bariani (Didier)* (p. 3626) ; *Moinet (Josy)* (p. 3625).

Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) : *Bariani (Didier)* (p. 3625) ; *Moinet (Josy)* (p. 3626).

Redevances : *Bariani (Didier)* (p. 3625) ; *Moinet (Josy)* (p. 3626).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 3626)

Art. unique *(Autorisation d'approbation de l'avenant à la convention fiscale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République gabonaise tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance réciproque en matière fiscale, signée le 21 avril 1966 et modifiée par l'avenant du 23 janvier 1973, fait à Libreville le 2 octobre 1986).*

Adoption (3 novembre 1987) (p. 3626).

15. – **Projet de loi autorisant la ratification d'une convention d'entraide judiciaire en matière civile entre la République française et la République démocratique allemande,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Jacques Chirac, Premier ministre, par M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères (13 mai 1987) [n° **739**] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Robert Montdargent (11 juin 1987) [n° **838**] – Discussion (15 juin 1987) – Adoption (15 juin 1987) [n° **115**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (16 juin 1987) [n° **277** (86-87)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Pierre Matraja (9 octobre 1987) [n°**38** (87-88)] – Discussion (3 novembre 1987) – Adoption (3 novembre 1987) [n° **14**].

PROMULGATION : Loi n° 87-927 du 18 novembre 1987 (*J.O.* Lois et décrets du 19 novembre 1987).

Discussion (première lecture)

(3 novembre 1987) (p. 3630, 3631).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3630, 3631) : *MM. Didier Bariani, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères ; Claude Estier, en remplacement de M. Pierre Matraja, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

Commissions rogatoires : *Bariani (Didier)* (p. 3630) ; *Estier (Claude)* (p. 3631).

Droit des personnes et de la famille : *Bariani (Didier)* (p. 3630) ; *Estier (Claude)* (p. 3631).

Etat civil : *Bariani (Didier)* (p. 3630) ; *Estier (Claude)* (p. 3631).

Nationalité : *Bariani (Didier)* (p. 3630) ; *Estier (Claude)* (p. 3631).

Procédure civile : *Bariani (Didier)* (p. 3630) ; *Estier (Claude)* (p. 3631).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 3631)

Art. unique *(Autorisation de ratification de la convention d'entraide judiciaire en matière civile entre la République française et la République démocratique allemande, faite à Paris le 30 janvier 1987)* (p. 3631).

Adoption (3 novembre 1987) (p. 3631).

16. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord de sécurité sociale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Jacques Chirac, Premier ministre, par M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères (20 mai 1987) [n° **778**] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Michel de Rostolan (11 juin 1987) [n° **837**] – Discussion (15 juin 1987) – Adoption (15 juin 1987) [n° **116**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (16 juin 1987) [n° **278** (86-87)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Guy Cabanel (25 juin 1987) [n° **320** (86-87)] – Discussion (30 juin 1987) – Adoption (30 juin 1987) [n° **109**].

PROMULGATION : Loi n° 87-521 du 10 juillet 1987 (*JO* Lois et décrets du 12 juillet 1987).

Discussion (première lecture)

(30 juin 1987) (p. 2900, 2903).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2900,2903) : *MM. Didier Bariani, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères ; Guy Cabanel, rapporteur de la commission des affaires étrangères ; Jacques Habert, Jean-Pierre Bayle.*

Accidents du travail : *Bariani (Didier)* (p. 2900).

Allocations familiales : *Habert (Jacques)* (p. 2902).

Assurance invalidité décès : *Bariani (Didier)* (p. 2900) ; *Cabanel (Guy)* (p. 2901) ; *Habert (Jacques)* (p. 2901, 2902).

Assurance vieillesse : *Bariani (Didier)* (p. 2900) ; *Cabanel (Guy)* (p. 2901) ; *Habert (Jacques)* (p. 2901, 2902).

Assurance volontaire : *Bariani (Didier)* (p. 2903) ; *Habert (Jacques)* (p. 2901).

Cotisations sociales : *Bariani (Didier)* (p. 2900) ; *Habert (Jacques)* (p. 2902).

Entreprises (charges) : *Bariani (Didier)* (p. 2900) ; *Cabanel (Guy)* (p. 2901) ; *Habert (Jacques)* (p. 2902).

Etats-Unis d'Amérique (USA) : *Bariani (Didier)* (p. 2900, 2903) ; *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 2903) ; *Cabanel (Guy)* (p. 2901) ; *Habert (Jacques)* (p. 2901, 2902).

Fonctionnaires et agents publics : *Cabanel (Guy)* (p. 2901).

Français de l'étranger : *Bariani (Didier)* (p. 2903) ; *Habert (Jacques)* (p. 2902).

Pensions de reversion : *Bariani (Didier)* (p. 2900) ; *Cabanel (Guy)* (p. 2901) ; *Habert (Jacques)* (p. 2902).

Sécurité sociale : *Bariani (Didier)* (p. 2900, 2903) ; *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 2903) ; *Cabanel (Guy)* (p. 2901) ; *Habert (Jacques)* (p. 2901, 2902).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 2903)

Art. unique *(Autorisation d'approbation de l'accord de sécurité sociale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, signé à Paris le 2 mars 1987)* – Adopté (p. 2903).

Explications de vote sur l'ensemble : *MM. Xavier de Villepin* (p. 2903), *Emmanuel Hamel* (p. 2903), *Jacques Habert* (p. 2903).

Adoption (30 juin 1987) (p. 2903).

17. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire du Bangladesh en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu (ensemble un protocole),** PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Jacques Chirac, Premier ministre, par M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères (17 juin 1987) [n° **292** (86-87)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Josy Moinet (2 octobre 1987) [n° **10** (87-88)] – Discussion (3 novembre 1987) [n° **11**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (5 novembre 1987) [n° **1014**] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Jean-Marie Daillet (10 décembre 1987) [n° **1133**] – Discussion (20 décembre 1987) – Adoption (20 décembre 1987) [n° **227**].

PROMULGATION : Loi n° 88-5 du 4 janvier 1988 (*J.O.* Lois et décrets du 5 janvier 1988).

Discussion (première lecture)

(3 novembre 1987) (p. 3626, 3627).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3626, 3627) : *MM. Didier Bariani, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères ; Josy Moinet, rapporteur de la commission des finances.*

Bangladesh : *Bariani (Didier)* (p. 3627) ; *Moinet (Josy)* (p. 3627).

Impositions (doubles) : *Bariani (Didier)* (p. 3626, 3627).

Impôt sur les sociétés : *Bariani (Didier)* (p. 3626, 3627).

Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) : *Bariani (Didier)* (p. 3626) ; *Moinet (Josy)* (p. 3627).

Transports maritimes : *Bariani (Didier)* (p. 3627) ; *Moinet (Josy)* (p. 3627).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 3627)

Art. unique *(Autorisation d'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire du Bangladesh en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu, signée à Dacca le 9 mars 1987)* (p. 3627).

Adoption (3 novembre 1987) (p. 3627).

18. – **Projet de loi autorisant la ratification d'une convention entre la République française et la République populaire de Bulgarie en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu,** PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Jacques Chirac, Premier ministre, par M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères (17 juin 1987) [n° **293** (86-87)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Josy Moinet (2 octobre 1987) [n° **11** (87-88)] – Discussion (3 novembre 1987) – Adoption (3 novembre 1987) [n° **12**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (5 novembre 1987) [n° **1013**] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Robert Montdargent (10 décembre 1987) [n° **1132**] – Discussion (20 décembre 1987) – Adoption (20 décembre 1987) [n° **226**].

PROMULGATION : Loi n° 88-4 du 4 janvier 1988 (*J.O.* Lois et décrets du 5 janvier 1988).

Discussion (première lecture)

(3 novembre 1987) (p. 3627, 3628).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3627, 3628) : *MM. Didier Bariani, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères ; Josy Moinet, rapporteur de la commission des finances.*

Bulgarie : *Moinet (Josy)* (p. 3628).

Commerce extérieur : *Moinet (Josy)* (p. 3628).

Impôt sur le revenu : *Bariani (Didier)* (p. 3628) ; *Moinet (Josy)* (p. 3628).

Impôt sur les sociétés : *Bariani (Didier)* (p. 3627).

Investissements français à l'étranger : *Bariani (Didier)* (p. 3627).

Langue et culture françaises : *Moinet (Josy)* (p. 3628).

Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) : *Moinet (Josy)* (p. 3628).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 3628)

Art. unique *(Autorisation de ratification de la convention entre la République française et la République populaire de Bulgarie, en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu, signée à Sofia le 14 mars 1987)* (p. 3628).

Adoption (3 novembre 1987) (p. 3628).

19. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse sur l'assistance mutuelle en cas de catastrophe ou d'accident grave,** PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Jacques Chirac, Premier ministre, par M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères (17 juin 1987) [n° **294** (86-87)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Michel Crucis (9 octobre 1987) [n° **39** (87-88)] – Discussion (3 novembre 1987) – Adoption (3 novembre 1987) [n° **16**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (15 novembre 1987) [n° **1012**] – Renvoi à la commission des affaires étrangères.

Discussion (première lecture)

(3 novembre 1987) (p. 3633, 3635).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3633, 3635) : *MM. Didier Bariani, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères ; Michel Crucis, rapporteur de la commission des affaires étrangères ; Jacques Habert.*

Calamités et catastrophes : *Bariani (Didier)* (p. 3633, 3634, 3635) ; *Crucis (Michel)* (p. 3634) ; *Habert (Jacques)* (p. 3634).

Frontières : *Bariani (Didier)* (p. 3633) ; *Crucis (Michel)* (p. 3634).

Risques technologiques : *Habert (Jacques)* (p. 3634).

Sécurité civile : *Bariani (Didier)* (p. 3633) ; *Crucis (Michel)* (p. 3634).

Victimes (indemnisation) : *Habert (Jacques)* (p. 3634).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 3635)

Art. unique *(Autorisation d'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse sur l'assistance mutuelle en cas de catastrophe ou d'accident grave, signé à Berne, le 14 janvier 1987)* (p. 3635).

Adoption (3 novembre 1987) (p. 3635).

20. – **Projet de loi autorisant la ratification de la convention européenne pour la répression du terrorisme,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Jacques Chirac, Premier ministre, par M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères, et par M. Bernard Bosson, ministre chargé des affaires européennes (10 avril 1987) [n° **631**] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Jean Foyer (21 mai 1987) [n° **784**] – Discussion (29 juin 1987) – Adoption (29 juin 1987) [n° **140**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (30 juin 1987) [n° **339** (86-87)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Xavier de Villepin (1er juillet 1987) [n° **346** (86-87)] – Discussion (7 juillet 1987) (Discussion générale commune avec celles des projets de loi n° 340 (86-87) – Traités et conventions 21 ; et n° 341 (86-87) – Procédure pénale 1) – Adoption (7 juillet 1987) [n° **117**].

PROMULGATION : Loi n° 87-542 du 16 juillet 1987 (*J.O.* Lois et décrets du 18 juillet 1987).

Discussion (première lecture)

(7 juillet 1987) (p. 2960, 2974).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2960, 2974) (Discussion générale commune avec celles des projets de loi n° 340 (86-87) – Traités et conventions 21 ; et n° 341 (86-87) – Procédure pénale 1) : *MM. Xavier de Villepin, rapporteur de la commission des affaires étrangères ; Paul Masson, rapporteur de la commission des lois ; Bernard Bosson, ministre chargé des affaires européennes ; Claude Estier, Jean Garcia ; et les orateurs sur la motion.*

Afrique du Sud (République) : *Garcia (Jean)* (p. 2972) ; *Lederman (Charles)* (p. 2967).

Apartheid : *Lederman (Charles)* (p. 2967).

Code de procédure pénale : *Masson (Paul)* (p. 2962, 2963).

Communauté économique européenne (CEE) : *Bosson (Bernard)* (p. 2964) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 2961).

Conseil de l'Europe : *Bosson (Bernard)* (p. 2973) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 2960, 2961).

Droit d'asile : *Bosson (Bernard)* (p. 2965, 2966) ; *Estier (Claude)* (p. 2971) ; *Garcia (Jean)* (p. 2972) ; *Lederman (Charles)* (p. 2968) ; *Masson (Paul)* (p. 2963) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 2960, 2961, 2969).

Droit international : *Bosson (Bernard)* (p. 2965).

Droits de l'homme : *Bosson (Bernard)* (p. 2965, 2966, 2969) ; *Lederman (Charles)* (p. 2968, 2969) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 2961).

Espace judiciaire européen : *Garcia (Jean)* (p. 2971).

Expulsions (étrangers) : *Garcia (Jean)* (p. 2973).

Extraditions : *Bosson (Bernard)* (p. 2964, 2965, 2966, 2970) ; *Estier (Claude)* (p. 2970, 2971) ; *Garcia (Jean)* (p. 2972) ; *Lederman (Charles)* (p. 2967, 2968) ; *Masson (Paul)* (p. 2962, 2963) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 2960, 2961).

Infractions : *Bosson (Bernard)* (p. 2964, 2965, 2966, 2973) ; *Estier (Claude)* (p. 2970) ; *Lederman (Charles)* (p. 2967, 2968) ; *Masson (Paul)* (p. 2962, 2963) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 2960, 2961).

Pays basque : *Garcia (Jean)* (p. 2973).

Police : *Garcia (Jean)* (p. 2973).

Poursuites judiciaires : *Bosson (Bernard)* (p. 2964, 2965, 2966, 2970, 2973) ; *Estier (Claude)* (p. 2970) ; *Lederman (Charles)* (p. 2967) ; *Masson (Paul)* (p. 2962, 2963) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 2961).

Réfugiés et apatrides : *Lederman (Charles)* (p. 2968).

Réserves (traités et conventions) : *Bosson (Bernard)* (p. 2965, 2974) ; *Estier (Claude)* (p. 2971).

Terrorisme : *Bosson (Bernard)* (p. 2964, 2965, 2966, 2970, 2974) ; *Estier (Claude)* (p. 2971) ; *Garcia (Jean)* (p. 2972, 2973) ; *Lederman (Charles)* (p. 2967, 2969) ; *Masson (Paul)* (p. 2963) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 2960, 2961, 2962, 2969).

Terrorisme (définition) : *Lederman (Charles)* (p. 2966) ; *Masson (Paul)* (p. 2962, 2963).

Victimes : *Villepin (Xavier de)* (p. 2961).

Motion n° 1 de Mme Hélène Luc, soutenue par M. Charles Lederman, **tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité** (p. 2966, 2970) – *MM. Charles Lederman, Xavier de Villepin, rapporteur ; Bernard Bosson, ministre.*

Rejet de la motion (p. 2970 ; scrutin public n° 268).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 2974)

Art. unique *(Autorisation de ratification de la Convention européenne pour la répression du terrorisme, faite à Strasbourg le 27 janvier 1977)* (p. 2974).

Explication de vote : *M. Claude Estier* (p. 2974).

Scrutin public n° 269 (p. 2974).

Adoption (7 juillet 1987) (p. 2974).

21. – **Projet de loi autorisant la ratification d'un accord entre les Etats membres des communautés européennes concernant l'application de la Convention européenne pour la répression du terrorisme,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Jacques Chirac, Premier ministre, par M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères, et par M. Bernard Bosson, ministre chargé des affaires européennes (10 avril 1987) [n° **632**] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Jean Foyer (21 mai 1987) [n° **784**] – Discussion (29 juin 1987) – Adoption (29 juin 1987) [n° **141**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (30 juin 1987) [n° **340** (86-87)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Xavier de Villepin (1er juillet 1987) [n° **347** (86-87)] – Discussion (7 juillet 1987) – (Discussion générale commune avec celles des projets de loi n° **339** (86-87) – Traités et conventions **20** ; et n° 341 (86-87) – Procédure pénale 1) – Adoption (7 juillet 1987) [n° **118**].

PROMULGATION : Loi n° 87-543 du 16 juillet 1987 (*J.O.* Lois et décrets du 18 juillet 1987).

Discussion (première lecture)

(7 juillet 1987) (p. 2960, 2974).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2960, 2974) (Discussion générale commune avec celles des projets de loi n° **339** (86-87) – Traités et conventions **20** ; et n° 341 (86-87) – Procédure pénale 1)

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 2974)

Art. unique *(Autorisation de ratification d'un accord entre les Etats membres des Communautés européennes concernant l'application de la Convention européenne pour la répression du terrorisme, fait à Dublin, le 4 décembre 1979)* (p. 2974).

Adoption (7 juillet 1987) (p. 2974).

22. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord sur la coopération culturelle, scientifique et technique entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire du Bangladesh,** PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Jacques Chirac, Premier ministre, par M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères (2 octobre 1987) [n° **4** (87-88)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Jean-Pierre Bayle (29 octobre 1987) [n° **76** (87-88)] – Discussion (3 novembre 1987) – Adoption (3 novembre 1987) [n° **15**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (5 novembre 1987) [n° **1018**] – Renvoi à la commission des affaires étrangères.

Discussion (première lecture)

(3 novembre 1987) (p. 3631, 3633).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3632, 3633) : *MM. Didier Bariani, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères ; Jean-Pierre Bayle, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

Aide au développement : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 3632).

Bangladesh : *Bariani (Didier)* (p. 3632, 3633) ; *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 3632).

Coopérants : *Bariani (Didier)* (p. 3632) ; *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 3633).

Langue et culture françaises : *Bariani (Didier)* (p. 3632) ; *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 3632).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 3633)

Art. unique *(Autorisation d'approbation d'un accord sur la coopération culturelle, scientifique et technique entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire du Bangladesh, fait à Dacca le 10 mars 1987)* (p. 3633).

Adoption (3 novembre 1987) (p. 3633).

23. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord d'entraide judiciaire en matière civile et commerciale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire de Chine,** PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Jacques Chirac, Premier ministre, par M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères (2 octobre 1987) [n° **5** (87-88)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. André Bettencourt (29 octobre 1987) [n° **75** (87-88)] – Discussion (3 novembre 1987) – Adoption (3 novembre 1987) [n° **22**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (5 novembre 1987) [n° **1016**] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Claude-Gérard Marcus (26 novembre 1987) [n° **1084**] – Discussion (1er décembre 1987) – Adoption (1er décembre 1987) [n° **186**].

PROMULGATION : Loi n° 87-991 du 10 novembre 1987 (*J.O.* Lois et décrets du 11 décembre 1987).

Discussion (première lecture)

(3 novembre 1987) (p. 3641, 3642).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3641, 3642) : *MM. Didier Bariani, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères ; Albert Voilquin, en remplacement de M. André Bettencourt, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

Chine : *Voilquin (Albert)* (p. 3642).

Commissions rogatoires : *Bariani (Didier)* (p. 3641).

Coopération judiciaire : *Bariani (Didier)* (p. 3641) ; *Voilquin (Albert)* (p. 3641, 3642).

Justice : *Bariani (Didier)* (p. 3641) ; *Voilquin (Albert)* (p. 3642).

Procédure civile : *Bariani (Didier)* (p. 3641).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 3642)

Art. unique *(Autorisation d'approbation d'un accord d'entraide judiciaire en matière civile et commerciale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire de Chine, fait à Pékin le 4 mai 1987)* (p. 3642).

Adoption (3 novembre 1987) (p. 3642).

24. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention de coopération judiciaire en matière civile, y compris le statut personnel, commerciale, sociale et administrative entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Djibouti,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Jacques Chirac, Premier ministre, par M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères (13 mai 1987) [n° **740**] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Jean Seitlinger (18 juin 1987) [n° **861**] – Discussion (2 octobre 1987) – Adoption (2 octobre 1987) [n° **163**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (7 octobre 1987) [n° **13** (87-88)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Paul Robert (14 octobre 1987) [n° **45** (87-88)] – Discussion (3 novembre 1987) – Adoption (3 novembre 1987) [n° **17**].

PROMULGATION : Loi n° 87-923 du 18 novembre 1987 (*J.O.* Lois et décrets du 19 novembre 1987).

Discussion (première lecture)

(3 novembre 1987) (p. 3635, 3636).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3635, 3636) : *MM. Didier Bariani, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étran-*

gères ; Paul Robert, rapporteur de la commission des affaires étrangères.

Coopération judiciaire : *Bariani (Didier)* (p. 3635) ; *Robert (Paul)* (p. 3635).

Droit des personnes et de la famille : *Bariani (Didier)* (p. 3635) ; *Robert (Paul)* (p. 3635).

Procédure civile : *Bariani (Didier)* (p. 3635) ; *Robert (Paul)* (p. 3635).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 3636)

Art. unique *(Autorisation d'approbation de la convention de coopération judiciaire en matière civile, y compris le statut personnel, commerciale, sociale et administrative entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Djibouti, faite à Djibouti le 27 septembre 1986)* (p. 3636).

Adoption (3 novembre 1987) (p. 3636).

25. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention d'extradition entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Djibouti,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Jacques Chirac, Premier ministre, par M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères (13 mai 1987) [n° **742**] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Jean Seitlinger (18 juin 1987) [n° **863**] – Discussion (2 octobre 1987) – Adoption (2 octobre 1987) [n° **164**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (7 octobre 1987) [n° **14** (87-88)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Paul Robert (14 octobre 1987) [n° **46** (87-88)] – Discussion (3 novembre 1987) – Adoption (3 novembre 1987) [n° **18**].

PROMULGATION : Loi n° 87-926 du 18 novembre 1987 (*J.O.* Lois et décrets du 19 novembre 1987).

Discussion (première lecture)

(3 novembre 1987) (p. 3636, 3637).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3636, 3637) : *MM. Didier Bariani, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères ; Paul Robert, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

Droit d'asile : *Bariani (Didier)* (p. 3637).

Extraditions : *Bariani (Didier)* (p. 3636, 3637) ; *Robert (Paul)* (p. 3636, 3637).

Principes généraux du droit : *Bariani (Didier)* (p. 3636, 3637) ; *Robert (Paul)* (p. 3637).

Terrorisme : *Bariani (Didier)* (p. 3637).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 3637)

Art. unique *(Autorisation d'approbation de la convention d'extradition entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Djibouti, faite à Djibouti le 27 septembre 1986)* (p. 3637).

Adoption (3 novembre 1987) (p. 3637).

26. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Djibouti,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Jacques Chirac, Premier ministre, par M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères (13 mai 1987) [n° **743**] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Jean Seitlinger (18 juin 1987) [n° **864**] – Discussion (2 octobre 1987) – Adoption (2 octobre 1987) [n° **165**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (7 octobre 1987) [n° **15** (87-88)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Paul Robert (14 octobre 1987) [n° **47** (87-88)] – Discussion (3 novembre 1987) – Adoption (3 novembre 1987) [n° **19**].

PROMULGATION : Loi n° 87-925 du 18 novembre 1987 (*J.O.* Lois et décrets du 19 novembre 1987).

Discussion (première lecture)

(3 novembre 1987) (p. 3637, 3638).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3637, 3638) : *MM. Didier Bariani, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères ; Paul Robert, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

Avocats : *Bariani (Didier)* (p. 3637) ; *Robert (Paul)* (p. 3638).

Coopération judiciaire : *Bariani (Didier)* (p. 3637) ; *Robert (Paul)* (p. 3638).

Procédure pénale : *Bariani (Didier)* (p. 3637) ; *Robert (Paul)* (p. 3638).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 3638)

Art. unique *(Autorisation d'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Djibouti, faite à Djibouti le 27 septembre 1986)* (p. 3638).

Adoption (3 novembre 1987) (p. 3638).

27. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord de coopération militaire technique entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Mali (ensemble un échange de lettres des 8 et 28 juillet 1986),** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Jacques Chirac, Premier ministre, par M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères (20 mai 1987) [n° **774**] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Jacques Godfrain (18 juin 1987) [n° **886**] – Discussion (2 octobre 1987) – Adoption (2 octobre 1987) [n° **166**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (7 octobre 1987) [n° **16** (87-88)] – Renvoi à la commmission des affaires étrangères – Rapport de M. Albert Voilquin (29 octobre 1987) [n° **71** (87-88)] – Discussion (3 novembre 1987) – Adoption (3 novembre 1987) [n° **23**].

PROMULGATION : Loi n° 87-933 du 18 novembre 1987 (*J.O.* Lois et décrets du 19 novembre 1987).

Discussion (première lecture)

(3 novembre 1987) (p. 3642, 3643).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3642, 3643) : *MM. Didier Bariani, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères ; Albert Voilquin, rapporteur de la commission des affaires étrangères ; Robert Vizet.*

Armement : *Bariani (Didier)* (p. 3642).

Coopération militaire : *Bariani (Didier)* (p. 3642) ; *Vizet (Robert)* (p. 3643) ; *Voilquin (Albert)* (p. 3643).

Ecoles militaires : *Bariani (Didier)* (p. 3642) ; *Voilquin (Albert)* (p. 3643).

Fiscalité : *Bariani (Didier)* (p. 3642) ; *Voilquin (Albert)* (p. 3643).

Fonction militaire : *Bariani (Didier)* (p. 3642) ; *Voilquin (Albert)* (p. 3643).

Mali : *Voilquin (Albert)* (p. 3642).

Ordre public : *Vizet (Robert)* (p. 3643).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 3643)

Art. unique *(Autorisation d'approbation de l'accord de coopération militaire technique entre le Gouvernement de la Répu-*

blique française et le Gouvernement de la République du Mali, signé à Bamako le 6 mai 1985) (p. 3643).

Adoption (3 novembre 1987) (p. 3643).

28. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord de coopération militaire technique entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Guinée équatoriale,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Jacques Chirac, Premier ministre, par M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères (20 mai 1987) [n° **775**] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Jacques Godfrain (18 juin 1987) [n° **867**] – Discussion (2 octobre 1987) – Adoption (2 octobre 1987) [n° **167**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (7 octobre 1987) [n° **17** (87-88)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Albert Voilquin (29 octobre 1987) [n° **72** (87-88)] – Discussion (3 novembre 1987) – Adoption (3 novembre 1987) [n° **24**].

PROMULGATION : Loi n° 87-930 du 18 novembre 1987 (*J.O.* Lois et décrets du 19 novembre 1987).

Discussion (première lecture)

(3 novembre 1987) (p. 3643, 3644).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3643) : *MM. Didier Bariani, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères ; Albert Voilquin, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

Armement : *Bariani (Didier)* (p. 3643).

Coopération militaire : *Bariani (Didier)* (p. 3643) ; *Voilquin (Albert)* (p. 3643).

Ecoles militaires : *Bariani (Didier)* (p. 3643).

Fonction militaire : *Bariani (Didier)* (p. 3643).

Guinée équatoriale : *Voilquin (Albert)* (p. 3643).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 3644)

Art. unique *(Approbation de l'accord de coopération militaire technique entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Guinée équatoriale, signé à Malabo le 9 mars 1985)* (p. 3644).

Adoption (3 novembre 1987) (p. 3644).

29. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord de coopération militaire technique entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Guinée,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Jacques Chirac, Premier ministre, par M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères (20 mai 1987) [n° **776**] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Jacques Godfrain (18 juin 1987) [n° **868**] – Discussion (2 octobre 1987) – Adoption (2 octobre 1987) [n° **168**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (7 octobre 1987) [n° **18** (87-88)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Albert Voilquin (29 octobre 1987) [n° **73** (87-88)] – Discussion (3 novembre 1987) – Adoption (3 novembre 1987) [n° **25**].

PROMULGATION : Loi n° 87-931 du 18 novembre 1987 (*J.O.* Lois et décrets du 19 novembre 1987).

Discussion (première lecture)

(3 novembre 1987) (p. 3644).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3644) : *MM. Didier Bariani, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères ; Albert Voilquin, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

Armement : *Bariani (Didier)* (p. 3644).

Coopération militaire : *Bariani (Didier)* (p. 3644) ; *Voilquin (Albert)* (p. 3644).

Ecoles militaires : *Bariani (Didier)* (p. 3644).

Fonction militaire : *Bariani (Didier)* (p. 3644).

Guinée : *Voilquin (Albert)* (p. 3644).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 3644)

Art. unique *(Autorisation d'approbation de l'accord de coopération militaire technique entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Guinée, signé à Conakry le 17 avril 1985)* (p. 3644).

Adoption (3 novembre 1987) (p. 3644).

30. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord de coopération militaire technique entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République islamique de Mauritanie,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Jacques Chirac, Premier ministre, par M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères (20 mai 1987) [n° **777**] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Jacques Godfrain (18 juin 1987) [n° **869**] – Discussion (2 octobre 1987) – Adoption (2 octobre 1987) [n° **169**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (7 octobre 1987) [n° **19** (87-88)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Albert Voilquin (29 octobre 1987) [n° **74** (87-88)] – Discussion (3 novembre 1987) – Adoption (3 novembre 1987) [n° **26**].

PROMULGATION : Loi n° 87-932 du 18 novembre 1987 (*J.O.* Lois et décrets du 19 novembre 1987).

Discussion (première lecture)

(3 novembre 1987) (p. 3644, 3645).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3644, 3645) : *MM. Didier Bariani, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères ; Albert Voilquin, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

Armement : *Bariani (Didier)* (p. 3645) ; *Voilquin (Albert)* (p. 3645).

Coopération militaire : *Bariani (Didier)* (p. 3645) ; *Voilquin (Albert)* (p. 3645).

Ecoles militaires : *Bariani (Didier)* (p. 3645) ; *Voilquin (Albert)* (p. 3645).

Fiscalité : *Bariani (Didier)* (p. 3645) ; *Voilquin (Albert)* (p. 3645).

Fonction militaire : *Bariani (Didier)* (p. 3645) ; *Voilquin (Albert)* (p. 3645).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 3645)

Art. unique *(Autorisation d'approbation de l'accord de coopération militaire technique entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République islamique de Mauritanie, signé à Nouakchott le 27 avril 1986)* (p. 3645).

Adoption (3 novembre 1987) (p. 3645).

31. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention sur le transfèrement des condamnés détenus entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Djibouti,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Jacques Chirac, Premier ministre, par M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères (13 mai 1987) [n° **741**] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Jean Seitlinger (18 juin 1987) [n° **862**] – Discussion (2 octobre 1987) – Adoption (2 octobre 1987) [n° **170**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (7 octobre 1987) [n° **20** (87-88)] – Renvoi à la commission des

affaires étrangères – Rapport de M. Paul Robert (14 octobre 1987) [n° **48** (87-88)] – Discussion (3 novembre 1987) – Adoption (3 novembre 1987) [n° **20**].

PROMULGATION : Loi n° 87-924 du 18 novembre 1987 (*J.O.* Lois et décrets du 19 novembre 1987).

Discussion (première lecture)

(3 novembre 1987) (p. 3638, 3639).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3638, 3639) : *MM. Didier Bariani, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères ; Paul Robert, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

Condamnés (transfèrement) : *Bariani (Didier)* (p. 3638) ; *Robert (Paul)* (p. 3639).

Détenus : *Bariani (Didier)* (p. 3638) ; *Robert (Paul)* (p. 3639).

Peines et amendes : *Bariani (Didier)* (p. 3638) ; *Robert (Paul)* (p. 3639).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 3639)

Art. unique *(Autorisation d'approbation de la convention sur le transfèrement des condamnés détenus entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Djibouti, faite à Djibouti le 27 septembre 1986)* (p. 3639).

Adoption (3 novembre 1987) (p. 3639).

32. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention générale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire du Congo sur la sécurité sociale (ensemble trois protocoles),** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Jacques Chirac, Premier ministre, par M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères (20 mai 1987) [n° **773**] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. François Loncle (18 juin 1987) [n° **865**] – Discussion (2 octobre 1987) – Adoption (2 octobre 1987) [n° **171**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (7 octobre 1987) [n° **21** (87-88)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Guy Cabanel (14 octobre 1987) [n° **49** (87-88)] – Discussion (3 novembre 1987) – Adoption (3 novembre 1987) [n° **21**].

PROMULGATION : Loi n° 87-929 du 18 novembre 1987 (*J.O.* Lois et décrets du 19 novembre 1987).

Discussion (première lecture)

(3 novembre 1987) (p. 3639, 3641).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3639, 3641) : *MM. Didier Bariani, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères ; Albert Voilquin, en remplacement de M. Guy Cabanel, rapporteur de la commmission des affaires étrangères ; Jean-Pierre Cantegrit.*

Afrique : *Cantegrit (Jean-Pierre)* (p. 3641).

Assurance maladie maternité : *Bariani (Didier)* (p. 3639, 3641) ; *Cantegrit (Jean-Pierre)* (p. 3640, 3641) ; *Voilquin (Albert)* (p. 3640).

Assurance vieillesse : *Bariani (Didier)* (p. 3639) ; *Cantegrit (Jean-Pierre)* (p. 3640, 3641) ; *Voilquin (Albert)* (p. 3640).

Etudiants : *Bariani (Didier)* (p. 3639) ; *Voilquin (Albert)* (p. 3640).

Français de l'étranger : *Bariani (Didier)* (p. 3639) ; *Cantegrit (Jean-Pierre)* (p. 3640, 3641) ; *Voilquin (Albert)* (p. 3640).

Prestations familiales : *Bariani (Didier)* (p. 3639).

Sécurité sociale : *Bariani (Didier)* (p. 3639) ; *Cantegrit (Jean-Pierre)* (p. 3640, 3641) ; *Voilquin (Albert)* (p. 3640).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 3641)

Art. unique *(Autorisation d'approbation de la convention générale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire du Congo sur la sécurité sociale, faite à Paris le 11 février 1987)* (p. 3641).

Adoption (3 novembre 1987) (p. 3641).

33. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Trinité et Tobago en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et d'encourager le commerce et les investissements internationaux (ensemble un protocole),** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Jacques Chirac, Premier ministre, par M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères (10 novembre 1987) [n° **1023**] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Guy Vadepied (26 novembre 1987) [n° **1082**] – Discussion (1er décembre 1987) – Adoption (1er décembre 1987) [n° **190**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (1er décembre 1987) [n° **120** (87-88)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères.

34. – **Projet de loi autorisant l'adhésion à un protocole relatif aux privilèges, exemptions et immunités de l'Organisation internationale de télécommunications par satellites (Intelsat),** PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Jacques Chirac, Premier ministre, par M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères (25 novembre 1987) [n° **110** (87-88)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères.

35. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention de coopération culturelle, scientifique et technique entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Jacques Chirac, Premier ministre, par M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères (17 juin 1987) [n° **854**] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Michel Hamaide (13 novembre 1987) [n° **1033**] – Discussion (27 novembre 1987) – Adoption (27 novembre 1987) [n° **183**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (30 novembre 1987) [n° **115** (87-88)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Claude Estier (10 décembre 1987) [n° **158** (87-88)] – Discussion (19 décembre 1987) – Adoption (19 décembre 1987) [n° **64**].

PROMULGATION : Loi n° 88-7 du 4 janvier 1988 (*JO* Lois et décrets du 5 janvier 1988).

Discussion (première lecture)

(19 décembre 1987) (p. 5790, 5793).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5790, 5793) : *MM. Didier Bariani, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères ; Claude Estier, rapporteur de la commission des affaires étrangères ; Jean Garcia, Xavier de Villepin.*

Air France : *Villepin (Xavier de)* (p. 5793).

Algérie : *Bariani (Didier)* (p. 5790, 5793) ; *Estier (Claude)* (p. 5791) ; *Garcia (Jean)* (p. 5792).

Centres culturels : *Bariani (Didier)* (p. 5793) ; *Estier (Claude)* (p. 5792).

Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur (COFACE) : *Estier (Claude)* (p. 5791).

Coopérants : *Bariani (Didier)* (p. 5790, 5793) ; *Estier (Claude)* (p. 5791) ; *Garcia (Jean)* (p. 5792).

Coopération culturelle, scientifique et technique : *Bariani (Didier)* (p. 5790) ; *Estier (Claude)* (p. 5790) ; *Garcia (Jean)* (p. 5792).

Enseignants : *Bariani (Didier)* (p. 5790) ; *Estier (Claude)* (p. 5791, 5792).

Enseignement supérieur : *Bariani (Didier)* (p. 5790) ; *Estier (Claude)* (p. 5791) ; *Garcia (Jean)* (p. 5792).

Français de l'étranger : *Villepin (Xavier de)* (p. 5793).

Gaz : *Bariani (Didier)* (p. 5793) ; *Estier (Claude)* (p. 5791) ; *Garcia (Jean)* (p. 5792) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 5792).

Importations : *Estier (Claude)* (p. 5791, 5792).

Livres : *Estier (Claude)* (p. 5790, 5791, 5792).

Lycées : *Bariani (Didier)* (p. 5793) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 5793).

Recherche : *Bariani (Didier)* (p. 5790) ; *Estier (Claude)* (p. 5791) ; *Garcia (Jean)* (p. 5792).

Salaires, traitements et indemnités : *Bariani (Didier)* (p. 5790).

Volontaires du service national actif (VSNA) : *Bariani (Didier)* (p. 5790) ; *Estier (Claude)* (p. 5792).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 5793)

Art. unique *(Autorisation d'approbation de la convention de coopération culturelle, scientifique et technique entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire, ensemble un protocole administratif et financier relatif aux moyens de la coopération culturelle, scientifique et technique, et ses annexes, faits à Paris le 11 mars 1986, et un protocole relatif aux volontaires du service national actif (VSNA), fait à Alger le 7 septembre 1986)* (p. 5793).

Adoption (19 décembre 1987) (p. 5793).

36. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord international de 1986 sur le cacao,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Jacques Chirac, Premier ministre, par M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères (23 octobre 1987) [n° **976**] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Jean Bonhomme (26 novembre 1987) [n° **1078**] – Discussion (1er décembre 1987) – Adoption (1er décembre 1987) [n° **185**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (1er décembre 1987) [n° **117** (87-88)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Paul Robert (9 décembre 1987) [n° **150** (87-88)] – Discussion (19 décembre 1987) – Adoption (19 décembre 1987) [n° **60**].

PROMULGATION : Loi n° 88-10 du 4 janvier 1988 (*JO* Lois et décrets du 5 janvier 1988).

Discussion (première lecture)

(19 décembre 1987) (p. 5783, 5784).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5783, 5784) : *MM. Didier Bariani, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères ; Claude Estier, en remplacement de M. Paul Robert, rapporteur de la commission des affaires étrangères ; Mme Paulette Fost.*

Cacao (cours) : *Bariani (Didier)* (p. 5783) ; *Fost (Paulette)* (p. 5784).

Cacao (marché international) : *Bariani (Didier)* (p. 5783) ; *Estier (Claude)* (p. 5784) ; *Fost (Paulette)* (p. 5784).

Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement (CNUCED) : *Bariani (Didier)* (p. 5783).

Organisation internationale du cacao : *Estier (Claude)* (p. 5784).

Pays en voie de développement (PVD) : *Estier (Claude)* (p. 5783) ; *Fost (Paulette)* (p. 5784).

Produits de base : *Bariani (Didier)* (p. 5783) ; *Estier (Claude)* (p. 5783, 5784).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 5784)

Art. unique *(Autorisation d'approbation d'un accord international de 1986 sur le cacao, fait à Genève le 25 juillet 1986)* (p. 5784).

Adoption (19 décembre 1987) (p. 5784).

37. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'un avenant à l'accord de coopération monétaire du 23 novembre 1979 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale islamique des Comores,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Jacques Chirac, Premier ministre, par M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères (10 novembre 1987) [n° **1021**] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Daniel Goulet (26 novembre 1987) [n° **1080**] – Discussion (1er décembre 1987) – Adoption (1er décembre 1987) [n° **188**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (1er décembre 1987) [n° **118** (87-88)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Michel d'Aillières (9 décembre 1987) [n° **151** (87-88)] – Discussion (19 décembre 1987) – Adoption (19 décembre 1987) [n° **61**].

PROMULGATION : Loi n° 88-9 du 4 janvier 1988 (*JO* Lois et décrets du 5 janvier 1988).

Discussion (première lecture)

(19 décembre 1987) (p. 5785).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5785) : *MM. Didier Bariani, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères ; Claude Estier, en remplacement de M. Michel d'Aillières, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

Banque centrale des Comores (BCC) : *Bariani (Didier)* (p. 5785) ; *Estier (Claude)* (p. 5785).

Comores : *Bariani (Didier)* (p. 5785) ; *Estier (Claude)* (p. 5785).

Coopération monétaire : *Bariani (Didier)* (p. 5785) ; *Estier (Claude)* (p. 5785).

Zone franc : *Bariani (Didier)* (p. 5785) ; *Estier (Claude)* (p. 5785).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 5785)

Art. unique *(Autorisation d'approbation de l'avenant à l'accord de coopération monétaire du 23 novembre 1979 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale islamique des Comores (ensemble deux échanges de lettres), fait à Paris le 29 avril 1987)* (p. 5785).

Adoption (19 décembre 1987) (p. 5785).

38. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention d'assistance administrative mutuelle entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale islamique des Comores sur la prévention, la recherche et la répression des fraudes douanières,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Jacques Chirac, Premier ministre, par M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères (10 novembre 1987) [n° **1022**] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Jean-Yves Le Déaut (26 novembre 1987) [n° **1081**] – Discussion (1er décembre 1987) – Adoption (1er décembre 1987) [n° **189**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (1er décembre 1987) [n° **119** (87-88)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Michel d'Aillières (9 décembre 1987) [n° **152** (87-88)] – Discussion (19 décembre 1987) – Adoption (19 décembre 1987) [n° **62**].

PROMULGATION : Loi n° 88-8 du 4 janvier 1988 (*JO* Lois et décrets du 5 janvier 1988).

Discussion (première lecture)

(19 décembre 1987) (p. 5786).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5786) : *MM. Didier Bariani, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères ; Claude Estier, en remplacement de M. Michel d'Aillières, rapporteur de la commission des affaires étrangères ; Jean Garcia.*

Comores : *Bariani (Didier)* (p. 5786) ; *Estier (Claude)* (p. 5786) ; *Garcia (Jean)* (p. 5786).

Douanes : *Bariani (Didier)* (p. 5786) ; *Estier (Claude)* (p. 5786) ; *Garcia (Jean)* (p. 5786).

Fraude douanière : *Bariani (Didier)* (p. 5786) ; *Estier (Claude)* (p. 5786) ; *Garcia (Jean)* (p. 5786).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 5787)

Art. unique *(Autorisation d'approbation de la convention d'assistance administrative mutuelle entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale islamique des Comores sur la prévention, la recherche et la répression des fraudes douanières, signée à Paris le 29 avril 1987)* (p. 5787).

Adoption (19 décembre 1987) (p. 5787).

39. – **Projet de loi autorisant la ratification d'une convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination (ensemble les protocoles I et II),** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Jacques Chirac, Premier ministre, par M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères (10 novembre 1987) [n° **1024**] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Alain Peyrefitte (26 novembre 1987) [n° **1083**] – Discussion (1er décembre 1987) – Adoption (1er décembre 1987) [n° **191**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (1er décembre 1987) [n° **121** (87-88)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Michel Chauty (9 décembre 1987) [n° **153** (87-88)] – Discussion (19 décembre 1987) – Adoption (19 décembre 1987) [n° **63**].

PROMULGATION : Loi n° 87-1134 du 31 décembre 1987 (*JO* Lois et décrets du 1er janvier 1988).

Discussion (première lecture)

(19 novembre 1987) (p. 5787, 5790).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5787, 5789) : *MM. Didier Bariani, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères ; Claude Estier, en remplacement de M. Michel Chauty, rapporteur de la commission des affaires étrangères ; Mme Paulette Fost.*

Armement nucléaire : *Fost (Paulette)* (p. 5789).

Armes à éclats non localisables : *Bariani (Didier)* (p. 5787) ; *Estier (Claude)* (p. 5788).

Armes incendiaires : *Bariani (Didier)* (p. 5787) ; *Estier (Claude)* (p. 5788) ; *Fost (Paulette)* (p. 5788, 5789).

Désarmement : *Fost (Paulette)* (p. 5789).

Dissuasion nucléaire : *Bariani (Didier)* (p. 5789) ; *Fost (Paulette)* (p. 5789).

Droit humanitaire : *Bariani (Didier)* (p. 5787) ; *Estier (Claude)* (p. 5788).

Mines piégées : *Bariani (Didier)* (p. 5787) ; *Estier (Claude)* (p. 5788).

Populations civiles : *Bariani (Didier)* (p. 5787) ; *Estier (Claude)* (p. 5788) ; *Fost (Paulette)* (p. 5788, 5789).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 5790)

Art. unique *(Autorisation de ratification de la convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination (ensemble les protocoles I et II), conclue à Genève le 10 octobre 1980)* (p. 5790).

Adoption (19 décembre 1987) (p. 5790).

40. – **Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention fiscale du 2 mai 1975 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Canada ainsi que l'entente fiscale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Québec en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur les revenus,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Jacques Chirac, Premier ministre, par M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères (9 décembre 1987) [n° **1125**] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de Mme Véronique Neiertz (17 décembre 1987) [n° **1160**] – Discussion (20 décembre 1987) – Adoption (20 décembre 1987) [n° **229**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (21 décembre 1987) [n° **203** (87-88)] – Renvoi à la commission des finances.

41. – **Projet de loi autorisant l'approbation du quatrième avenant modifiant la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur les revenus, signée le 22 mai 1968, modifiée les 10 février 1971, 14 mai 1973 et 12 juin 1986,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Jacques Chirac, Premier ministre, par M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères (9 décembre 1987) [n° **1126**] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Daniel Goulet (17 décembre 1987) [n° **1161**] – Discussion (19 décembre 1987) – Adoption (19 décembre 1987) [n° **214**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (19 décembre 1987) [n° **190** (87-88)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Josy Moinet (22 décembre 1987) [n° **208** (87-88)] – Discussion (22 décembre 1987) – Adoption (22 décembre 1987) [n° **81**].

PROMULGATION : Loi n° 87-1049 du 29 décembre 1987 (*J.O.* Lois et décrets du 30 décembre 1987).

Discussion (première lecture)

(22 décembre 1987) (p. 5968, 5970).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5968, 5970) : *MM. Didier Bariani, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères ; Josy Moinet, rapporteur de la commission des finances ; Jacques Habert.*

Concessions de service public : *Bariani (Didier)* (p. 5968) ; *Moinet (Josy)* (p. 5969).

Fiscalité : *Bariani (Didier)* (p. 5968) ; *Habert (Jacques)* (p. 5970) ; *Moinet (Josy)* (p. 5969).

Intérêts : *Bariani (Didier)* (p. 5968) ; *Habert (Jacques)* (p. 5970).

Investissements étrangers en France : *Bariani (Didier)* (p. 5969).

Liaison fixe transmanche : *Bariani (Didier)* (p. 5968) ; *Habert (Jacques)* (p. 5970) ; *Moinet (Josy)* (p. 5969).

Liaison fixe transmanche (financement) : *Moinet (Josy)* (p. 5969).

Pensions et retraites : *Bariani (Didier)* (p. 5968) ; *Habert (Jacques)* (p. 5970).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 5970)

Art. unique *(Autorisation d'approbation du quatrième avenant modifiant la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur les revenus, signée à Londres le 22 mai 1968, modifiée les 10 février 1971, 14 mai 1973 et 12 juin 1986, fait à Londres le 15 octobre 1987)* (p. 5970).

Adoption (22 décembre 1987) (p. 5970).

Transports

Voir *Lois de finances,* **1,** Equipement, logement, aménagement du territoire et transports - IV – Transports - 2. Transports terrestres et voies navigables
Traités et conventions, **4 ; 9**

1. – **Projet de loi portant approbation, en tant que de besoin, de la concession concernant la conception, le financement, la construction et l'exploitation d'une liaison fixe à travers la Manche, signée le 14 mars 1986,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE au nom de M. Jacques Chirac, Premier ministre, par M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement et par M. Jacques Douffiagues, ministre chargé des transports (2 avril 1987) [n° **611**] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Jean-Paul Delevoye (16 avril 1987) [n° **683**] – Discussion (22 avril 1987) – Adoption (22 avril 1987) [n° **94**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (23 avril 1987) [n° **199** (86-87)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport de M. Josselin de Rohan (6 mai 1987) [n° **216** (86-87)] – Discussion (3 juin 1987) – (Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° **198** – Traités et conventions **9**) – Adoption (3 juin 1987) [n° **77**].

PROMULGATION : Loi n° 87-384 du 15 juin 1987 (J.O. Lois et décrets du 16 juin 1987).

Discussion (première lecture)

(3 juin 1987) (p. 1473, 1495).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1473, 1494) (Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° **198** – Traités et conventions **9**)

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1495)

Art. 1er *(Approbation, en tant que de besoin, de la concession concernant la conception, le financement, la construction et l'exploitation d'une liaison fixe à travers la Manche, signée le 14 mars 1986)* – Adopté (p. 1495).

Art. 2 *(Abrogation de la loi n° 74-1104 du 26 décembre 1974 portant création de l'établissement public national du tunnel sous la Manche)* – Adopté (p. 1495).

Adoption (3 juin 1987) (p. 1495).

2. – **Proposition de loi tendant à reconnaître et à organiser le droit à la permanence des liaisons maritimes et aériennes de la Corse avec le territoire continental de la République,** PRESENTEE AU SENAT, par M. François Giacobbi, sénateur (25 juin 1987) [n° **324** (86-87)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

Transports aériens

Voir *Aéronefs,* **1**
Lois de finances, **1,** Equipement, logement, aménagement du territoire et transports - IV – Transports - 1 – Aviation civile ; 3 – Météorologie ; Budget annexe de la navigation aérienne
Questions au Gouvernement n° **126** ; n° **150** ; n° **158** ; n° **169** ; n° **179**
Questions orales sans débat n° **147** ; n° **278**

1. – **Projet de loi relatif au corps des officiers contrôleurs en chef de la circulation aérienne,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Jacques Chirac, Premier ministre, par M. Jacques Douffiagues, ministre chargé des transports (14 octobre 1987) [n° **970**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Yvan Blot (25 novembre 1987) [n° **1074**] – Urgence – Discussion (2 décembre 1987) – Adoption (2 décembre 1987) [n° **195**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (3 décembre 1987) [n° **135** (87-88)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jean Clouet (9 décembre 1987) [n° **144** (87-88)] – Discussion (11 décembre 1987) – Adoption (11 décembre 1987) [n° **45**].

PROMULGATION : Loi n° 87-1014 du 18 décembre 1987 (*JO* Lois et décrets du 19 décembre 1987).

Discussion (première lecture)

(11 décembre 1987) (p. 5310, 5317).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5310, 5314) : *MM. Jacques Douffiagues, ministre chargé des transports ; Jean Clouet, rapporteur de la commission des lois ; Jean Garcia, Jean-Luc Mélenchon.*

Budgets annexes : *Douffiagues (Jacques)* (p. 5311).

Compagnies aériennes : *Douffiagues (Jacques)* (p. 5314).

Conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat : *Garcia (Jean)* (p. 5312).

Contrôleurs aériens : *Clouet (Jean)* (p. 5311) ; *Douffiagues (Jacques)* (p. 5310, 5311, 5314) ; *Garcia (Jean)* (p. 5312) ; *Mélenchon (Jean-Luc)* (p. 5312, 5313, 5314).

Déréglementation : *Garcia (Jean)* (p. 5312).

Fonction publique de l'Etat : *Clouet (Jean)* (p. 5311) ; *Douffiagues (Jacques)* (p. 5311, 5314).

Grève (droit de) : *Clouet (Jean)* (p. 5311) ; *Mélenchon (Jean-Luc)* (p. 5312, 5313).

Grèves : *Douffiagues (Jacques)* (p. 5314) ; *Garcia (Jean)* (p. 5312) ; *Mélenchon (Jean-Luc)* (p. 5312, 5313).

Loi et règlement (domaines respectifs) : *Douffiagues (Jacques)* (p. 5314).

Navigation aérienne : *Douffiagues (Jacques)* (p. 5310, 5311) ; *Mélenchon (Jean-Luc)* (p. 5312, 5313).

Organisations syndicales : *Garcia (Jean)* (p. 5312) ; *Mélenchon (Jean-Luc)* (p. 5313, 5314).

Personnel de la navigation aérienne : *Clouet (Jean)* (p. 5311) ; *Douffiagues (Jacques)* (p. 5310, 5311, 5314) ; *Mélenchon (Jean-Luc)* (p. 5314).

Productivité : *Douffiagues (Jacques)* (p. 5311, 5314) ; *Mélenchon (Jean-Luc)* (p. 5314).

Retraites : *Clouet (Jean)* (p. 5311).

Salaires, traitements et indemnités : *Mélenchon (Jean-Luc)* (p. 5312).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5314, 5317) : *MM. Jean-Luc Mélenchon, Jean Clouet, rapporteur ; Jacques Douffiagues, ministre ; Jean Garcia.*

Art. 1er *(Création d'un corps des officiers contrôleurs en chef de la circulation aérienne)* (p. 5314).

Rejetés : amendements de M. Jean-Luc Mélenchon, n° 2 : contrôle alternatif, et non pas conjoint, des ingénieurs de l'aviation civile et des ingénieurs des études et de l'exploitation de l'aviation civile sur les officiers contrôleurs en chef de la circulation aérienne (p. 5315) – Et n° 3 : accès de tout officier contrôleur de la circulation aérienne au corps des officiers contrôleurs en chef de la circulation aérienne avant sa retraite (p. 5316) – Amendement n° 1 de Mme Hélène Luc, soutenu par M. Jean Garcia : mention des deux modes d'accès au nouveau corps : sélection professionnelle et inscription sur une liste d'aptitude (p. 5315).

– L'art. 1er est adopté (p. 5316).

Art. 2 *(Application de la législation relative à l'exercice du droit de grève)* – Adopté (p. 5316).

Art. 3 *(Dispositions particulières relatives au régime de retraite)* – Adopté (p. 5316).

Art. 4 *(Date d'entrée en vigueur de la loi)* – Adopté (p. 5316).

Explications de vote sur l'ensemble : *MM. Jean-Luc Mélenchon (p. 5316, 5317) ; Jean Garcia (p. 5317).*

Adoption (11 décembre 1987) (p. 5317).

Transports ferroviaires

Voir *Questions au Gouvernement* n° **155** ; n° **160** ; n° **212**
Questions orales sans débat n° **185** ; n° **237**

Transports maritimes

Voir *Lois de finances*, **1**, Mer

Transports scolaires

Voir *Questions orales sans débat* n° **262**

Travail

Voir *Apprentissage*, **1**
Lois de finances, **1**, Affaires sociales et emploi - I – Section commune et III – Emploi
Sécurité sociale, **1**
Travail (aménagement du temps), **1**

1. – **Proposition de loi tendant à instituer des droits nouveaux en matière d'information et d'intervention des travailleurs dans l'entreprise, et à garantir l'exercice de la citoyenneté,** PRESENTEE AU SENAT, par Mme Hélène Luc, sénateur, et plusieurs de ses collègues (30 novembre 1987) [n° **114** (87-88)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

Travail (aménagement du temps)

1. – **Projet de loi relatif à la durée et à l'aménagement du temps de travail,** PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Jacques Chirac, Premier ministre, par M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 20 décembre 1986 – 25 mars 1987) [n° **158** (86-87)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport de M. Louis Boyer (15 avril 1987) [n° **177** (86-87)] – Urgence – Discussion (21 avril 1987) – Rejet (21 avril 1987) [n° **54**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (22 avril 1987) [n° **686**] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Etienne Pinte (30 avril 1987) [n° **696**] – Discussion (12, 13, 14, 15, 18, 20 et 26 mai 1987) – Adoption (considéré comme adopté aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution) (26 mai 1987) [n° **104**].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (27 mai 1987) [n° **249** (86-87)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Etienne Pinte (3 juin 1987) [n° **803**] – Discussion (9 juin 1987) – Adoption (9 juin 1987) [n° **108**].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Louis Boyer (3 juin 1987) [n° **254** (86-87)] – Discussion (11 juin 1987) – Adoption (11 juin 1987) [n° **80**].

PROMULGATION : Loi n° 87-423 du 19 juin 1987 (*J.O.* Lois et décrets du 20 juin 1987).

Discussion (première lecture)

(21 avril 1987) (p. 292, 313).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 292, 299) : *MM. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi ; Louis Boyer, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales ; et les orateurs sur les motions.*

Accords d'entreprise : *Boyer (Louis)* (p. 296, 297) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 305) ; *Lederman (Charles)* (p. 311, 312) ; *Mélenchon (Jean-Luc)* (p. 307) ; *Séguin (Philippe)* (p. 294, 295, 305, 306) ; *Viron (Hector)* (p. 302, 304).

Accords de branche : *Boyer (Louis)* (p. 297) ; *Lederman (Charles)* (p. 312) ; *Séguin (Philippe)* (p. 293).

Amendements : *Boyer (Louis)* (p. 295) ; *Lederman (Charles)* (p. 310).

Compétitivité économique : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 298) ; *Lederman (Charles)* (p. 312) ; *Séguin (Philippe)* (p. 292, 307).

Conseil constitutionnel (décisions) : *Boyer (Louis)* (p. 295) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 305) ; *Séguin (Philippe)* (p. 306).

Constitution : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 305) ; *Lederman (Charles)* (p. 310) ; *Viron (Hector)* (p. 303, 304).

Déréglementation : *Viron (Hector)* (p. 302).

Emploi : *Lederman (Charles)* (p. 310, 311) ; *Séguin (Philippe)* (p. 292).

Emploi (flexibilité) : *Boyer (Louis)* (p. 295) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 298) ; *Lederman (Charles)* (p. 310, 311) ; *Viron (Hector)* (p. 302).

Formation professionnelle : *Lederman (Charles)* (p. 312).

Heures supplémentaires : *Boyer (Louis)* (p. 296) ; *Séguin (Philippe)* (p. 293, 294) ; *Viron (Hector)* (p. 304).

Licenciements (procédure) : *Boyer (Louis)* (p. 295) ; *Lederman (Charles)* (p. 311).

Négociations collectives : *Boyer (Louis)* (p. 295, 296, 297) ; *Séguin (Philippe)* (p. 308) ; *Viron (Hector)* (p. 302).

Ordonnances (législation par) : *Boyer (Louis)* (p. 296, 297) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 298).

Organisation internationale du travail (OIT) : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 299) ; *Lederman (Charles)* (p. 310) ; *Séguin (Philippe)* (p. 294, 306) ; *Viron (Hector)* (p. 303).

Organisations syndicales : *Lederman (Charles)* (p. 311) ; *Séguin (Philippe)* (p. 293, 305, 306, 312) ; *Viron (Hector)* (p. 302).

Parlement (droits) : *Viron (Hector)* (p. 301, 303).

Président de la République : *Boyer (Louis)* (p. 296, 297).

Question préalable (procédure parlementaire) : *Boyer (Louis)* (p. 297) ; *Lucotte (Marcel)* (p. 309) ; *Séguin (Philippe)* (p. 313) ; *Viron (Hector)* (p. 303).

Repos hebdomadaire : *Séguin (Philippe)* (p. 293, 294).

Textile (industrie) : *Séguin (Philippe)* (p. 307).

Traités et conventions : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 299, 305) ; *Lederman (Charles)* (p. 310) ; *Séguin (Philippe)* (p. 294, 306) ; *Viron (Hector)* (p. 303).

Travail (durée) : *Boyer (Louis)* (p. 296, 297) ; *Séguin (Philippe)* (p. 293, 294, 295, 305, 306) ; *Viron (Hector)* (p. 302).

Travail de nuit : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 305) ; *Lederman (Charles)* (p. 312) ; *Mélenchon (Jean-Luc)* (p. 307) ; *Séguin (Philippe)* (p. 293, 294, 295, 306, 307, 308) ; *Viron (Hector)* (p. 303, 304).

Travail des femmes : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 298).

Travail temporaire : *Boyer (Louis)* (p. 296) ; *Lederman (Charles)* (p. 311).

Motion n° 2 de Mme Hélène Luc, soutenue par M. Hector Viron, **tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité** (p. 301, 308) – *MM. Hector Viron, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales ; Philippe Séguin, ministre ; Jean-Luc Mélenchon.*

Rejet de la motion (p. 308 ; scrutin public n° 115).

Motion n° 1 de M. Marcel Lucotte, **tendant à opposer la question préalable** (p. 309, 313) – *MM. Marcel Lucotte, Charles Lederman, Philippe Séguin, ministre.*

Adoption de la motion (p. 313 ; scrutin public n° 116).

Rejet du projet de loi (21 avril 1987) (p. 313).

Discussion (commission mixte paritaire)

(11 juin 1987) (p. 1705, 1711).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1705, 1707) : *MM. Louis Boyer, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire ; Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi.*

Accords d'entreprise : *Boyer (Louis)* (p. 1706) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1707).

Accords de branche : *Boyer (Louis)* (p. 1706) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1706, 1707).

Négociations collectives : *Boyer (Louis)* (p. 1706) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1706, 1707).

Ordonnances (législation par) : *Boyer (Louis)* (p. 1706) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1706).

Organisation internationale du travail (OIT) : *Boyer (Louis)* (p. 1706) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1707).

Question préalable (procédure parlementaire) : *Boyer (Louis)* (p. 1706) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1706).

Travail de nuit des femmes : *Boyer (Louis)* (p. 1706) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1707).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1707, 1709)

Art. 1er à 6 (p. 1707).

Art. 7 à 13 (p. 1708).

Art. 14 à 20 (p. 1709).

Explications de vote sur l'ensemble : *MM. Ivan Renar* (p. 1709, 1710), *Marc Boeuf* (p. 1710), *Jean-Pierre Fourcade* (p. 1710) – Droit du travail, emploi (flexibilité), travail (durée), travail de nuit des femmes, négociations collectives.

Scrutin public n° 184 (p. 1711).

Adoption (11 juin 1987) (p. 1711).

Travail (durée)

Voir *Prévision économique*, **1**
Travail (aménagement du temps), **1**

Travail de nuit

Voir *Travail (aménagement du temps)*, **1**

Travail des enfants

Voir *Questions orales sans débat* n° **224**

Travail des femmes

Voir *Travail (aménagement du temps)*, **1**

Trésor public

Voir *Lois de règlement*, **1 ; 2**

Tribunaux administratifs

Voir *Justice*, **2**

Tribunaux de commerce

1. – Projet de loi relatif aux juridictions commerciales et au mode d'élection des délégués consulaires et des membres des chambres de commerce et d'industrie, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Jacques Chirac, Premier ministre, par M. Albin Chalandon, ministre de la justice (22 avril 1987) [n° **196** (86-87)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Marcel Rudloff (9 juin 1987) [n° **266** (86-87)] – Discussion (16 juin 1987) – Adoption (16 juin 1987) [n° **84**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (17 juin 1987) [n° **853**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Pascal Clément (1er juillet 1987) [n° **922**] – Discussion (3 juillet 1987) – Adoption (3 juillet 1987) [n° **150**].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (7 juillet 1987) [n°**353** (86-87)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Marcel Rudloff (7 juillet 1987) [n° **363** (86-87)] – Discussion (7 juillet 1987) – Adoption (7 juillet 1987) [n° **120**].

PROMULGATION : Loi n° 87-550 du 16 juillet 1987 (*J.O.* Lois et décrets du 19 juillet 1987).

Discussion (première lecture)

(16 juin 1987) (p. 1893, 1913).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1893, 1896) : *MM. Albin Chalandon, ministre de la justice ; Marcel Rudloff, rapporteur de la commission des lois ; Félix Ciccolini, Germain Authié, Paul Girod.*

Actes de commerce : *Rudloff (Marcel)* (p. 1894).

Ardèche (département) : *Authié (Germain)* (p. 1895).

Auxiliaires de justice : *Girod (Paul)* (p. 1895).

Chambres de commerce et d'industrie : *Chalandon (Albin)* (p. 1894).

Conseil constitutionnel (décisions) : *Chalandon (Albin)* (p. 1893, 1894).

Cours et tribunaux (carte) : *Authié (Germain)* (p. 1895) ; *Chalandon (Albin)* (p. 1896).

Délégués consulaires : *Chalandon (Albin)* (p. 1894).

Discipline : *Chalandon (Albin)* (p. 1893, 1894) ; *Ciccolini (Félix)* (p. 1895) ; *Girod (Paul)* (p. 1895).

Echevinage : *Rudloff (Marcel)* (p. 1894).

Elections : *Chalandon (Albin)* (p. 1893, 1894) ; *Ciccolini (Félix)* (p. 1895) ; *Girod (Paul)* (p. 1895).

Frais de déplacement : *Ciccolini (Félix)* (p. 1895).

Greffes : *Chalandon (Albin)* (p. 1893, 1894).

Juges consulaires : *Chalandon (Albin)* (p. 1893) ; *Girod (Paul)* (p. 1895).

Magistrats : *Authié (Germain)* (p. 1895) ; *Girod (Paul)* (p. 1895).

Organisation judiciaire : *Chalandon (Albin)* (p. 1893).

Procédure civile : *Chalandon (Albin)* (p. 1896) ; *Ciccolini (Félix)* (p. 1895).

Redressement et liquidation judiciaires : *Chalandon (Albin)* (p. 1893).

Tribunaux de commerce : *Chalandon (Albin)* (p. 1893).

Tribunaux de commerce (projets de réforme) : *Chalandon (Albin)* (p. 1893) ; *Ciccolini (Félix)* (p. 1894) ; *Rudloff (Marcel)* (p. 1894).

Vote plural : *Chalandon (Albin)* (p. 1894).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1896, 1913) : *MM. Marcel Rudloff, rapporteur ; Albin Chalandon, ministre ; Félix Ciccolini, Michel Darras, Paul Girod.*

TITRE Ier

LES TRIBUNAUX DE COMMERCE

Art. 1er *(Institution, compétence, organisation et fonctionne-*

ment des tribunaux de commerce : chapitres I et II du titre I du Livre IV du code de l'organisation judiciaire) (p. 1896).

ARTICLE L. 441-1 DU CODE DE L'ORGANISATION JUDICIAIRE *(Institution d'une juridiction commerciale spécialisée)* – Adopté (p. 1896).

ARTICLE L. 411-2 DU CODE PRECITE *(La création et le ressort des tribunaux de commerce)* – Adopté (p. 1896).

ARTICLE L. 411-3 DU CODE PRECITE *(La compétence du tribunal de grande instance en l'absence de juridiction commerciale)* – Adopté (p. 1896).

ARTICLE L. 412-1 DU CODE PRECITE *(La composition de la formation de jugement)* – Adopté (p. 1896).

ARTICLE L. 412-2 DU CODE PRECITE *(La composition spécifique de la formation de jugement chargée de statuer en matière de redressement et de liquidation judiciaires)* (p. 1896).

Adopté : amendement n° 1 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : suppression de la condition d'ancienneté pour les juges chargés de statuer en matière de procédures simplifiées de redressement judiciaire (p. 1896).

– Le texte prévu pour l'article L. 412-1 du code précité, dans la rédaction de l'amendement n° 1, est adopté (p. 1896).

ARTICLE L. 412-3 DU CODE PRECITE *(La présidence de la formation de jugement)* – Adopté (p. 1896).

ARTICLE L. 412-4 DU CODE PRECITE *(L'ancienneté requise pour exercer les fonctions de juge commissaire)* (p. 1896).

Adopté : amendement n° 2 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : coordination avec l'amendement n° 1 (p. 1897).

– Le texte prévu pour l'article L. 412-4 du code précité, ainsi modifié, est adopté (p. 1897).

ARTICLE L. 412-5 DU CODE PRECITE *(L'exercice du ministère public)* – Adopté (p. 1897).

ARTICLE L. 412-6 DU CODE PRECITE *(L'empêchement d'un tribunal de commerce)* – Adopté (p. 1897).

ARTICLE L. 412-7 DU CODE PRECITE *(Le mandat des juges consulaires et leur entrée en fonction)* – Adopté (p. 1897).

ARTICLE L. 412-8 DU CODE PRECITE *(La cessation des fonctions judiciaires)* – Adopté (p. 1897).

ARTICLE L. 412-9 DU CODE PRECITE *(Cessation anticipée du mandat d'un juge en cas de redressement ou de liquidation judiciaires de son entreprise)* (p. 1897).

Adopté : amendement n° 27 de M. Félix Ciccolini : rédactionnel (p. 1897).

– Le texte prévu pour l'article L. 412-9 du code précité, ainsi modifié, est adopté (p. 1897).

ARTICLE L. 412-10 DU CODE PRECITE *(La continuité du mandat de juges en cas de dessaisissement de leur tribunal)* – Adopté (p. 1897).

ARTICLE L. 412-11 DU CODE PRECITE *(La désignation du président du tribunal de commerce)* (p. 1897).

Adoptés : amendement n° 3 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : présidence par le président sortant ou, à défaut, par le doyen de la séance au cours de laquelle est élu le nouveau président (p. 1898) – Amendement n° 30 de M. Félix Ciccolini : prorogation des fonctions de l'ancien président du tribunal de commerce limitée à trois mois (p. 1896).

Retiré : amendement n° 28 de M. Félix Ciccolini, identique à l'amendement n° 3 de la commission (p. 1898).

– Le texte proposé pour l'article L. 412-11 du code précité, ainsi modifié, est adopté (p. 1898).

ARTICLE L. 412-12 DU CODE PRECITE *(La suppléance du président)* (p. 1898).

Adopté : amendement n° 31 de M. Félix Ciccolini : coordination avec l'amendement n° 30 (p. 1898).

– Le texte proposé pour l'article L. 412-12 du code précité, ainsi modifié, est adopté (p. 1898).

ARTICLE L. 412-13 DU CODE PRECITE *(Dérogation à la condition d'ancienneté exigée pour le président)* – Adopté (p. 1898).

ARTICLE L. 412-14 DU CODE PRECITE *(Dérogation à la condition d'ancienneté exigée pour l'exercice de certaines fonctions)* (p. 1898).

Adopté : amendement n° 29 de M. Félix Ciccolini : coordination avec l'amendement n° 1 de la commission (p. 1899).

– Le texte proposé pour l'article L. 412-14 du code précité, ainsi modifié, est adopté (p. 1899).

ARTICLE L. 412-15 DU CODE PRECITE *(La gratuité des fonctions judiciaires consulaires)* (p. 1899).

Rejeté : amendement n° 32 de M. Félix Ciccolini : remboursement des frais de déplacement (p. 1899).

– Le texte proposé pour l'article L. 412-15 du code précité est adopté (p. 1899).

– L'article 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 1899).

Art. 2 *(Election et discipline des magistrats consulaires : chapitres III et IV du titre I du Livre IV du code de l'organisation judiciaire)* (p. 1899).

ARTICLE L. 413-1 DU CODE DE L'ORGANISATION JUDICIAIRE *(La composition du collège électoral)* (p. 1899).

Adoptés : amendement n° 48 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : suppression de la condition de domicile pour les anciens membres du tribunal (p. 1899) – Amendement n° 33 de M. Félix Ciccolini : exclusion du collège électoral des personnes ayant subi certaines déchéances ou sanctions (p. 1900).

– Le texte proposé pour l'article L. 413-1 du code précité, ainsi modifié, est adopté (p. 1900).

ARTICLE L. 413-2 DU CODE PRECITE *(L'établissement des listes électorales)* (p. 1900).

Adopté : amendement n° 22 de M. Paul Girod : présidence de la commission chargée de surveiller les opérations électorales par un magistrat de l'ordre judiciaire (p. 1901).

Retiré : amendement n° 21 de M. Paul Girod : secrétariat de la commission chargée de surveiller les opérations électorales assuré par le greffier du tribunal de commerce (p. 1900).

– Le texte proposé pour l'article L. 413-2 du code précité, ainsi modifié, est adopté (p. 1901).

ARTICLE L. 413-3 DU CODE PRECITE *(Les conditions d'éligibilité)* (p. 1901).

Adoptés : amendement n° 23 de M. Paul Girod : fixation d'une limite d'âge minimale pour l'éligibilité aux fonctions de membre d'un tribunal de commerce (p. 1901) – Amendement n° 4 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : rédactionnel (p. 1902).

Rejeté : amendement n° 34 de M. Félix Ciccolini : ressort d'établissement des listes électorales (p. 1901).

– Le texte proposé pour l'article L. 413-3 du code précité, ainsi modifié, est adopté (p. 1902).

ARTICLE L. 413-4 DU CODE PRECITE *(Le renouvellement du mandat judiciaire)* (p. 1902).

Rejetés : amendements de M. Félix Ciccolini nos 35 et 36 : allongement des périodes d'éligibilité des membres d'un tribunal de commerce ou de son président (p. 1902).

– Le texte de l'article L. 413-4 du code précité est adopté (p. 1902).

ARTICLE L. 413-5 DU CODE PRECITE *(Les incompatibilités)* (p. 1902).

Adopté : amendement n° 26 de M. Pierre-Christian Taittinger, soutenu par M. Philippe de Bourgoing : suppression de

l'incompatibilité des fonctions de délégués consulaires avec celles de membre d'un tribunal de commerce (p. 1902).

– Le texte proposé pour l'article L. 413-5 du code précité, ainsi modifié, est adopté (p. 1902).

ARTICLE L. 413-6 DU CODE PRECITE *(Le droit de voter)* (p. 1903).

Adopté : amendement n° 37 de M. Félix Ciccolini : fixation par décret des conditions de vote par procuration ou par correspondance (p. 1903).

– Le texte proposé pour l'article L. 413-6 du code précité, ainsi modifié, est adopté (p. 1903).

ARTICLE L. 413-7 DU CODE PRECITE *(Le mode de scrutin et la proclamation des résultats)* – Adopté (p. 1903).

ARTICLE L. 413-8 DU CODE PRECITE *(Le lieu et la date du scrutin des élections complémentaires)* – Adopté (p. 1903).

ARTICLE L. 413-9 DU CODE PRECITE *(Les dispositions du code électoral applicables pour la désignation des juges consulaires)* – Adopté (p. 1903).

ARTICLE L. 413-10 DU CODE PRECITE *(La commission chargée du contrôle des opérations électorales)* – Adopté (p. 1903).

ARTICLE L. 413-11 DU CODE PRECITE *(Le contentieux de l'élection)* – Adopté (p. 1903).

ARTICLE L. 414-1 DU CODE PRECITE *(La faute disciplinaire)* – Adopté (p. 1903).

ARTICLE L. 414-2 DU CODE PRECITE *(La composition de la commission nationale de discipline)* – Adopté (p. 1903).

ARTICLE L. 414-3 DU CODE PRECITE *(La saisine de la commission et les sanctions disciplinaires applicables)* (p. 1903).

Adopté : amendement n° 5 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : audition de l'intéressé par le président du tribunal avant l'instruction par la commission nationale de discipline (p. 1904).

– Le texte proposé pour l'article L. 414-3 du code précité, ainsi modifié, est adopté (p. 1904).

ARTICLE L. 414-4 DU CODE PRECITE *(Les conditions de délibération de la commission)* (p. 1904).

Adopté : amendement n° 6 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : audition de l'intéressé par le président du tribunal auquel il appartient (p. 1904).

Rejetés : amendement n° 38 de M. Félix Ciccolini : modalités de suspension par la commission nationale de discipline d'un membre d'un tribunal de commerce (p. 1905) – Amendement n° 24 de M. Paul Girod : suspension d'un membre d'un tribunal de commerce prononcée par la commission nationale de discipline (p. 1905).

– Le texte proposé pour l'article L. 414-4 du code précité, ainsi modifié, est adopté (p. 1905).

ARTICLE L. 414-5 DU CODE PRECITE *(La suspension provisoire)* – Adopté (p. 1905).

ARTICLE L. 414-6 DU CODE PRECITE *(La motivation et le contentieux des décisions disciplinaires)* – Adopté (p. 1905).

ARTICLE L. 414-7 DU CODE PRECITE *(La déchéance de plein droit du mandat judiciaire)* (p. 1905).

Adopté : amendement n°7 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : rédactionnel (p. 1906).

Retiré : amendement n° 39 de M. Félix Ciccolini (p. 1906).

– Le texte proposé pour l'article L. 414-7 du code précité, dans la rédaction de l'amendement n° 7, est adopté (p. 1906).

– L'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 1906).

Art. 3 *(Dispositions particulières relatives à l'Alsace-Moselle : Titre I du Livre V du code de l'organisation judiciaire ; la chambre commerciale du tribunal de grande instance)* (p. 1906).

Adopté : amendement n° 8 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : maintien en vigueur du texte actuel de l'article L. 913-1 relatif aux chambres commerciales des tribunaux de grande instance des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle (p. 1906).

– L'article 3, ainsi modifié, est adopté (p. 1906).

Art. 4 *(Titre II du Livre IX du code de l'organisation judiciaire ; chapitre I^er^, section 3 : le tribunal mixte de commerce)* – Adopté (p. 1906).

TITRE II

LE GREFFIER DES TRIBUNAUX DE COMMERCE

Art. 5 *(Titre II du Livre VIII du code de l'organisation judiciaire ; dispositions générales et discipline)* (p. 1906).

Adoptés : amendements de M. Albin Chalandon, ministre, n° 46 : article L. 822-1 du code précité : sanction d'un greffier, même démissionnaire (p. 1907) – Et n° 47 : article L. 822-4 du code précité : suspension d'un greffier cessant de plein droit dès que les actions pénales ou disciplinaires sont éteintes (p. 1907).

– L'article 5, ainsi modifié, est adopté (p. 1907).

TITRE III

ELECTIONS DES MEMBRES DES CHAMBRES DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE ET DES DELEGUES CONSULAIRES

Art. 6 *(Le mandat des membres des chambres de commerce et d'industrie et la composition de leur corps électoral)* (p. 1907).

Adoptés : amendements de M. Marcel Rudloff, rapporteur, n^os^ 49, 50 et 11 : modalités de participation aux élections, des sociétés anonymes, des SARL, des établissements publics à caractère industriel et commercial et de certaines personnes physiques (p. 1908 et 1909) – N° 9 : extension des dispositions aux sociétés en commandite par actions (p. 1909) – Et n° 12 : modalités de participation aux élections lorsque le conjoint est également électeur, ou lorsqu'il s'agit de sociétés en non collectif ou de sociétés en commandite (p. 1909).

Rejetés : amendements de M. Félix Ciccolini n^os^ 40 et 41 : nécessité, pour les personnes physiques ou morales, d'avoir leur établissement principal ou secondaire dans la circonscription de la chambre de commerce et d'industrie (p. 1908).

Retirés : amendements de M. Félix Ciccolini n^os^ 42 et 43 (p. 1909).

– L'article 6, ainsi modifié, est adopté (p. 1909).

Art. 7 *(L'élection des délégués consulaires)* – Adopté (p. 1909).

Art. 8 *(L'établissement de la liste électorale)* – Adopté (p. 1909).

Art. 9 *(La détermination du nombre de sièges)* (p. 1909).

Adopté : amendement n° 13 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : rédactionnel (p. 1910).

– L'article 9, ainsi modifié, est adopté (p. 1910).

Art. 10 *(La répartition des sièges entre les catégories professionnelles)* (p. 1910).

Retiré : amendement n° 44 de M. Félix Ciccolini : représentation des sous-catégories professionnelles (p. 1910).

– L'article 10 est adopté (p. 1910).

Art. 11 *(L'établissement des listes électorales)* – Adopté (p. 1910).

Art. 12 *(L'éligibilité aux fonctions de délégués consulaires)* – Adopté (p. 1910).

Art. 13 *(L'éligibilité aux chambres de commerce et d'industrie)* – Adopté (p. 1910).

Art. 14 *(Le droit de vote)* (p. 1910).

Adoptés : amendement n° 14 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : pour l'élection des délégués consulaires, bénéfice d'une seule voix accordée à chaque électeur dans le ressort du tribunal (p. 1911) – Amendement n° 45 de M. Félix Ciccolini : fixation par décret des modalités d'exercice du vote par correspondance ou par procuration (p. 1911).

Art. 15 *(Le mode de scrutin)* – Adopté (p. 1911).

Art. 16 *(L'organisation et le contentieux des opérations électorales)* – Adopté (p. 1911).

Art. 17 *(Les incompatibilités)* – Adopté (p. 1911).

Art. 18 *(Mesures d'application)* – Adopté (p. 1911).

TITRE IV

DISPOSITIONS DIVERSES ET TRANSITOIRES

Art. 19 *(La suppression de la distinction entre juge titulaire et juge suppléant)* – Adopté (p. 1911).

Après l'art. 19 (p. 1911).

Adopté : amendement (art. additionnel) n° 15 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : remboursement des frais de déplacement des juges commissaires (p. 1911).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1911).

Art. 20 *(L'entrée en vigueur du projet de loi)* (p. 1911).

Adopté : amendement n° 16 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : date d'entrée en vigueur du projet de loi et abrogations diverses (p. 1912).

– L'article 20, dans la rédaction de l'amendement n° 16, est adopté (p. 1912).

Art. 21 *(L'entrée en vigueur des dispositions électorales du projet de loi)* (p. 1912).

Adopté : amendement n° 17 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : date des élections pour le premier renouvellement général des membres des tribunaux de commerce et des assesseurs des chambres commerciales des tribunaux des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle (p. 1912).

– L'article 21, dans la rédaction de l'amendement n° 17, est adopté (p. 1912).

Art. 22 *(L'entrée en vigueur des autres dispositions)* (p. 1912).

Adopté : amendement n° 18 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : suppression de cet article (p. 1912).

– L'article 22 est supprimé (p. 1912).

Après l'art. 22 (p. 1912).

Retiré : amendement (art. additionnel) n° 25 de M. Paul Girod : consultation de la conférence générale des tribunaux de commerce sur les projets de dispositions législatives ou réglementaires concernant l'organisation des tribunaux de commerce (p. 1913).

Art. 23 *(La cessation des mandats consulaires)* – Adopté (p. 1913).

Art. 24 *(Les dispositions applicables pour le prochain renouvellement triennal des délégués consulaires et des membres des chambres de commerce et d'industrie)* – Adopté (p. 1913).

Art. 25 *(L'entrée en vigueur des dispositions relatives aux greffiers)* (p. 1913).

Adopté : amendement n° 19 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : suppression, par coordination, de cet article (p. 1913).

– L'article 25 est supprimé (p. 1913).

Art. 26 *(L'abrogation de dispositions du code de commerce)* – Adopté (p. 1913).

Explications de vote sur l'ensemble : *MM. Charles Lederman, Félix Ciccolini, Emmanuel Hamel, Albert Voilquin, Pierre Vallon, Paul Girod* (p. 1913).

Adoption (16 juin 1987) (p. 1913).

Discussion (deuxième lecture)

(7 juillet 1987) (p. 2975, 2978).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2975, 2976) : *MM. Albin Chalandon, ministre de la justice ; Marcel Rudloff, rapporteur de la commission des lois.*

Eligibilités : *Chalandon (Albin)* (p. 2975).

Juges consulaires : *Chalandon (Albin)* (p. 2975) ; *Rudloff (Marcel)* (p. 2976).

Limite d'âge : *Chalandon (Albin)* (p. 2975) ; *Rudloff (Marcel)* (p. 2976).

Vote plural : *Chalandon (Albin)* (p. 2976).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2976, 2977)

Art. 2 – Adopté (p. 2976).

Art. 6, 7, 9, 13, 14, 16 et 21 – Adoptés (p. 2977).

Explications de vote sur l'ensemble : *Mme Marie-Claude Beaudeau* (p. 2977, 2978), *M. Michel Dreyfus-Schmidt* (p. 2978).

Adoption (7 juillet 1987) (p. 2978).

Tribunaux de grande instance (TGI)

Voir *Magistrature,* **2**

Trinité et Tobago

Voir *Traités et conventions,* **33**

Turquie

Voir *Traités et conventions,* **10**

U

Union de l'Europe occidentale (UEO)

1. – **Rapport d'information,** fait au nom de la délégation française à l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale, sur l'activité de cette assemblée au cours de ses **31e et 32e sessions ordinaires 1985-1986,** adressé à M. le Président du Sénat, en application de l'article 108 du Règlement, par M. Pierre Jeambrum, sénateur (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 20 décembre 1986 – 7 janvier 1987) [n° **141** (86-87)].

Universités

Voir *Lois de finances,* **1,** Education nationale - II – Recherche et enseignement supérieur - 2 – Enseignement supérieur
Ordre public, **1**
Questions orales sans débat n° **164** ; n° **198** ; n° **242**

Urbanisme

Voir *Lois de finances,* **1,** Equipement, logement, aménagement du territoire et transports - I – Urbanisme, logement et services communs

1. – **Proposition de loi tendant à modifier l'article 9 de la loi n° 85-729 du 18 juillet 1985 relative à la définition et à la mise en oeuvre de principes d'aménagement,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Paul Girod, sénateur (21 mai 1987) [n° **238** (86-87)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport de M. Alain Pluchet (17 juin 1987) [n° **283** (86-87)] – Discussion des conclusions du rapport (30 juin 1987) – Adoption (30 juin 1987) [n° **108**].

NOUVEL INTITULE : « **Proposition de loi tendant à compléter la loi n° 85-729 du 18 juillet 1985 relative à la définition et à la mise en oeuvre de principes d'aménagement** ».

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (30 juin 1987) [n° **901**] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Michel Vuibert (7 juillet 1987) [n° **923**] – Discussion (7 juillet 1987) – Adoption (7 juillet 1987) [n° **157**].

PROMULGATION : Loi n° 87-557 du 17 juillet 1987 (*JO* Lois et décrets du 21 juillet 1987).

Discussion des conclusions du rapport

(30 juin 1987) (p. 2898, 2900).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2898, 2899) : *MM. Alain Pluchet, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports ; Paul Souffrin.*

Communes : *Méhaignerie (Pierre)* (p. 2899) ; *Pluchet (Alain)* (p. 2898, 2899) ; *Souffrin (Paul)* (p. 2899).

Droit de préemption : *Méhaignerie (Pierre)* (p. 2899) ; *Pluchet (Alain)* (p. 2898, 2899) ; *Souffrin (Paul)* (p. 2899).

Plafond légal de densité (PLD) : *Méhaignerie (Pierre)* (p. 2899).

Zones d'intervention foncière (ZIF) : *Pluchet (Alain)* (p. 2898).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 2899, 2900)

Art. unique *(Fin de l'application du droit de préemption urbain sur le territoire défini par les anciennes zones d'intervention foncière en l'absence d'une délibération expresse du conseil municipal : article 9 bis nouveau de la loi n° 85-729 du 18 juillet 1985 relative à la définition et à la mise en oeuvre de principes d'aménagement)* – Adopté (p. 2900).

Intitulé de la proposition de loi *(Proposition de loi tendant à compléter la loi n° 85-729 du 18 juillet 1985 relative à la définition et à la mise en oeuvre de principes d'aménagement)* – Adopté (p. 2900).

Explication de vote sur l'ensemble : *M. Paul Girod* (p. 2900).

Adoption (30 juin 1987) (p. 2900).

Urgence (procédure parlementaire)

1. – **Déclaration de l'urgence de projets de loi :** demande de M. Etienne Dailly tendant à ce que le Gouvernement déclare l'urgence du projet de loi relatif aux fusions et aux scissions de sociétés commerciales (3 novembre 1987) (p. 3623) – *M. Etienne Dailly.*

Usufruit

Voir *Successions et libéralités,* **1**

V

Val-d'Oise (département)

Voir *Questions orales sans débat* n° **161** ; n° **254** ; n° **258**

Valeurs mobilières

Voir *Bourses de valeurs*, **1**
Epargne, **1**

Validation législative

Voir *Magistrature*, **1**

Vanuatu

Voir *Questions au Gouvernement* n° **186**

Ventes

Voir *Successions et libéralités*, **1**
Traités et conventions, **8**

Veuves

Voir *Questions orales avec débat* n° **100**

1. – **Proposition de loi visant à attribuer aux veuves de combattants la qualité de ressortissantes de l'Office national des combattants et des victimes de guerre,** PRESENTEE AU SENAT, par M. André Rabineau, sénateur, et plusieurs de ses collègues (2 avril 1987) [n° **161** (86-87)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

2. – **Proposition de loi tendant à attribuer aux veuves de combattants la qualité de ressortissantes de l'Office national des combattants leur vie durant,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Robert Schwint, sénateur, et plusieurs de ses collègues (9 juillet 1987) [n° **371** (86-87)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

3. – **Proposition de loi tendant à permettre l'accès des veuves de militaires décédés en service commandé aux emplois réservés féminins,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Roger Husson, sénateur, et plusieurs de ses collègues (14 octobre 1987) [n° **52** (87-88)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport de M. Roger Husson (29 octobre 1987) [n° **78** (87-88)] – Discussion (13 novembre 1987) – Adoption (13 novembre 1987) [n° **36**].

NOUVEL INTITULE : « **Proposition de loi tendant à permettre l'accès des conjoints de certaines personnes décédées en service aux emplois réservés** ».

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (13 novembre 1987) [n° **1037**] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. René Béguet (26 novembre 1987) [n° **1077**] – Discussion (4 décembre 1987) – Adoption (4 décembre 1987) [n° **201**].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (4 décembre 1987) [n° **139** (87-88)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport de M. Roger Husson (16 décembre 1987) [n° **170** (87-88)] – Discussion (19 décembre 1987) – Adoption (19 décembre 1987) [n° **56**].

PROMULGATION : Loi n° 87-1131 du 31 décembre 1987 (*JO* Lois et décrets du 1er janvier 1987).

Discussion des conclusions du rapport

(13 novembre 1987) (p. 3868, 3873).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3868, 3871) : *MM. Roger Husson, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Georges Fontes, secrétaire d'Etat aux anciens combattants ; André Jarrot ; Mmes Hélène Missoffe, Marie-Claude Beaudeau ; M. Marc Boeuf.*

Assistance à personne en danger : *Jarrot (André)* (p. 3869).

Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre : *Boeuf (Marc)* (p. 3871) ; *Husson (Roger)* (p. 3868, 3869) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 3869).

Conjoints : *Boeuf (Marc)* (p. 3870) ; *Fontes (Georges)* (p. 3869) ; *Husson (Roger)* (p. 3869) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 3869, 3870).

Emplois réservés : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 3870) ; *Boeuf (Marc)* (p. 3870, 3871) ; *Husson (Roger)* (p. 3868, 3869) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 3870).

Fonction militaire : *Boeuf (Marc)* (p. 3870) ; *Husson (Roger)* (p. 3868) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 3869).

Fonctionnaires et agents publics : *Husson (Roger)* (p. 3868).

Police : *Husson (Roger)* (p. 3869) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 3870).

Sapeurs pompiers : *Boeuf (Marc)* (p. 3871) ; *Husson (Roger)* (p. 3868, 3869) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 3870).

Veuves : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 3870) ; *Boeuf (Marc)* (p. 3870) ; *Husson (Roger)* (p. 3868) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 3869, 3870).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3871, 3873) : *MM. Emmanuel Hamel, Roger Husson, rapporteur ; Georges Fontes, secrétaire d'Etat ; Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales ; André Jarrot.*

Art. 1er *(Définition des différentes catégories de bénéficiaires des emplois réservés : article L. 314 nouveau du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre)* (p. 3871).

Adoptés : amendement n° 1 de M. Roger Romani, soutenu par M. Emmanuel Hamel : extension du bénéfice des emplois réservés aux conjoints de pompiers volontaires décédés en service (p. 3871) – Amendements de M. Georges Fontes, secrétaire d'Etat, n° 4 : suppression de la référence à la notion de « service commandé » (p. 3872) – Et n° 5 : substitution de la notion de décès « en service » à celle de décès « au cours ou à la suite des expéditions déclarées campagne de guerre, ou services par les autorités compétentes » (p. 3872) – Amendement n° 3 de M. André Jarrot, de coordination (p. 3872).

Retiré : amendement n° 2 de M. André Jarrot : extension du bénéfice des emplois réservés aux conjoints de personnes décédées en tentant de sauver la vie d'autrui (p. 3872).

– L'art. 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 3872).

Art. 2 *(Financement des dépenses résultant des dispositions prévues à l'article précédent)* (p. 3873).

Adopté : amendement n° 6 de M. Georges Fontes, secrétaire d'Etat : suppression de cet article (p. 3873).

– L'art. 2 est supprimé (p. 3873).

Intitulé de la proposition de loi (p. 3873).

Adopté : amendement de M. Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales : « Proposition de loi tendant à permettre l'accès des conjoints de certaines personnes décédées en service aux emplois réservés » (p. 3873).

– L'intitulé de la proposition de loi est ainsi rédigé (p. 3873).

Scrutin public n° 24 (p. 3873).

Adoption (13 novembre 1987) (p. 3873).

Discussion (deuxième lecture)

(19 décembre 1987) (p. 5761, 5764).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5761, 5763) : *MM. Bernard Pons, ministre des départements et territoires d'outre-mer ; Roger Husson, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Mme Paulette Fost ; M. Michel Darras.*

Anciens combattants et victimes de guerre : *Fost (Paulette)* (p. 5763).

Assistance à personne en danger : *Husson (Roger)* (p. 5762) ; *Pons (Bernard)* (p. 5761).

Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre : *Husson (Roger)* (p. 5762).

Conjoints : *Darras (Michel)* (p. 5763) ; *Fost (Paulette)* (p. 5762) ; *Husson (Roger)* (p. 5762) ; *Pons (Bernard)* (p. 5761).

Emplois réservés : *Darras (Michel)* (p. 5763) ; *Fost (Paulette)* (p. 5762, 5763) ; *Husson (Roger)* (p. 5762) ; *Pons (Bernard)* (p. 5761).

Handicapés : *Fost (Paulette)* (p. 5763) ; *Pons (Bernard)* (p. 5761).

Office national des anciens combattants et victimes de guerre (ONAC) : *Fost (Paulette)* (p. 5763).

Ordre public : *Husson (Roger)* (p. 5762).

Sapeurs pompiers : *Husson (Roger)* (p. 5762).

Sécurité civile : *Husson (Roger)* (p. 5762).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5763)

Art. 1er – Adopté (p. 5763).

Explication de vote sur l'ensemble : *M. Charles Lederman* (p. 5763, 5764) ; *intervention de M. Bernard Pons, ministre* (p. 5764) – Sapeurs pompiers, emplois réservés.

Scrutin public n° 91 (p. 5764).

Adoption (19 décembre 1987) (p. 5764).

Victimes

Voir *Questions orales sans débat* n° **222**

Vietnam

Voir *Déportés et internés,* **1 ; 2**

Visas

Voir *Parlement,* **1**

Voies navigables

Voir *Lois de finances,* **1,** Equipement, logement, aménagement du territoire et transports - IV – Transports - 2. Transports terrestres et voies navigables

W

Wallis-et-Futuna
Voir *Allocutions et communications,* **4 ; 21 ; 22 ; 24**

Z

Zimbabwe

Voir *Traités et conventions,* 7

Zones d'entreprises

Voir *Emploi,* 1
Questions au Gouvernement n° 124